SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1980

A

AGARANDE (Henri), sénateur de la Guyane (apparenté au groupe S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

AIGRAIN (Pierre), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (recherche)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2614** de M. **Claude Fuzier : l'unité d'enseignement et de recherche médicale de Bobigny** (18 avril 1980) (p. 1390).

n° **2635** de M. **Raymond Dumont : le logement des étudiants de l'université de Lille III** (18 avril 1980) (p. 1390).

n° **2711** de M. **Jean Francou : les difficultés de reconversion des pilotes militaires** (6 juin 1980) (p. 2445).

n° **2712** de M. **Jean Francou : la situation des Harkis** (6 juin 1980) (p. 2444).

n° **2714** de M. **Francis Palmero : les suites données à la réunion de Barcelone concernant la protection de la Méditerranée** (6 juin 1980) (p. 2460).

n° **2735** de M. **Camille Vallin : la situation des ateliers de Givors de la compagnie Fives-Cail-Babcock** (6 juin 1980) (p. 2441, 2442).

n° **2741** de M. **Jean Francou : la réalisation du port de plaisance de Carry-le-Rouet** (6 juin 1980) (p. 2443).

n° **2765** de M. **Guy Schmaus : la situation de la société Verger-Delporte à Clichy** (6 juin 1980) (p. 2442, 2443).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - (p. 5390) : croissance rapide des crédits pour 1981 - Place de la recherche dans les priorité du VIII[e] plan - Réformes de structure des grands organismes : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ; Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Institution de commissions d'audit - Réforme du statut des chercheurs - Rôle de l'association privée bénévole Bernard-Grégory - Obstacles à la mobilité des chercheurs : cas des chercheurs fonctionnaires et cas des ingénieurs, techniciens et administratifs - Regroupement des mécanismes d'aide à la recherche industrielle et à l'innovation - (p. 5391) : plan décennal de la recherche - Taux de croissance de la recherche fondamentale - Importance de la coordination des institutions et des moyens - Objectif de croissance de la part de la PIB consacrée aux activités scientifiques - Loi de programme demandée par plusieurs orateurs - Accord du gouvernement sur le projet d'organisation au Sénat d'un débat consacré à la recherche - Evaluation de l'effort de recherche des entreprises et prise en compte, dans les comparaisons internationales du financement par l'Etat de la recherche française en matière d'armement - (p. 5392) : décentralisationde l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) - Mesures fiscales d'incitation au développement de la recherche industrielle - Répartition des dépenses de recherche entre recherche fondamentale et recherche de développement - Insuffisance du nombre des dépôts de brevets en France, soulignée par Mme *Danielle Bidard et M. Francis Palmero* - Brevets européens - Livre blanc sur la recherche - Choix de huit programmes interdisciplinaires prioritaires ; exemple de la climatologie et de la microélectronique - Rapport Chabbal et clarification de la répartition du financement public de la recherche - Enveloppe interministérielle - Transfert des grands programmes technologiques sur les budgets des ministères spécialisés - Recherche fondamentale et recherche finalisée ; exemple du laboratoire laser - (p. 5393) : commissariat à l'énergie atomique (CEA) - Compétence de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) - Rôle de coordination du secrétariat d'état à la recherche - Exemple du programme des nodules polymétalliques, évoqué par M. *Jean-François Pintat* - Financement institutionnel et financement sur programmes - Dépenses de personnels : salaires et charges ; recrutement de chercheurs et de personnels ingénieurs, techniciens et

administratifs (ITA) - Provisions pour TVA - Croissance des crédits pour les grands organismes (CNRS, INRA, CNEXO) - Groupe de travail Teillac - (p. 5394) : programmation à long terme des grands équipements : exemple du LEP prévu auprès du Centre nucléaire de Genève - Crédits de la recherche biologique et médicale, commentés par M. *Pierre Noé* - Programme de biotechnologie - Génie génétique - Prix Nobel de médecine du professeur Jean Dausset - Création de postes de chercheurs et d'ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) - Statut de ces personnels - Dotation de fonctionnement de la DGRST - Allocations de troisième cycle ; frais de déplacement - Crédits du Fonds de la recherche - Poursuite des huit grands programmes interdisciplinaires - (p. 5395) : incitation fiscale à la recherche industrielle - Questionnaire des commissions et réponses du secrétariat d'Etat - - Contrats de programmes entre le Fonds de la recherche et les grands organismes ; exemple de la biologie moléculaire et de la périnatalité - Mission interministérielle à l'information et à la documentation scientifique et technique : promotion des banques de données (complexe scientifique de Sophia-Antipolis) - Aide à l'édition scientifique et technique - Défense de la langue française - Décentralisation de la recherche - Chargés de mission auprès des préfets de région ; délégués régionaux de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) - Cyclotron d'Orsay et projet d'un deuxième cyclotron en province ; compétition de plusieurs grandes villes - (p. 5396) : problèmes de la Nouvelle Calédonie, évoqués par M. *Lionel Cherrier ;* convention passée entre le territoire et l'Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) - Recherche en agronomie tropicale - Problème de l'inventaire minier de la Nouvelle-Calédonie - Demande l'adoption de ce budget de relance - Statut des ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA), crédits de mission et publications scientifiques, évoqués par M. *Pierre Noé.*

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5397) : préparation, évoquée par M. *Auguste Chupin,* d'un décret tendant à étendre les possibilités de détachement de chercheurs fonctionnaires de l'Etat dans les entreprises privées : distinction entre chercheurs des grands organismes (CNRS, INRA, INSERM) et chercheurs fonctionnaires des universités - Mesures à l'étude visant à permettre à des fonctionnaires de créer une entreprise dans un secteur technologique de pointe.

AILLIERES (Michel d'), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **125**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'Accord international pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (n° **165**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 603) : se déclare favorable à l'amendement N° III-301 de M. Pierre Méhaignerie (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - Aberration du revenu cadastral - (p. 603) : mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 C** (p. 796) : sur l'amendement N° III-341 du gouvernement (contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède un seuil de superficie compris entre deux et quatre fois la SMI), soutient le sous-amendement N° III-161 de M. Roland du Luart (durée des autorisations temporaires de cumuls).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1245) : se déclare favorable à l'amendement N° II-44 de la commission des lois (conventions entre les communes et l'Etat ou les départements pour le transfert de la propriété ou des droits et obligations découlant du fonctionnement des lycées et collèges) et défavorable à l'amendement N° II-107 de la commission des affaires culturelles (conventions entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (14 novembre 1980) - **Après l'art. 17** (p. 4700) : son amendement n° I-176 déposé avec M. Roland du Luart, soutenu par M. Marcel Rudloff : prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sous la menace d'une arme ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5678) : soutien du groupe UREI à la politique de défense du gouvernement - Loi de programmation militaire de 1976 et projet de budget pour 1981 - (p. 5679) : effort en faveur de l'équipement de la marine - Dissuasion nucléaire - Crédits de fonctionnement ; hausse du prix des carburants - Augmentation du prêt des appelés du service national - Situation des retraités militaires - Défense opérationnelle du territoire (DOT) ; protection des secteurs sensibles (transports, énergie, transmissions) - Effectifs de la gendarmerie - Force de dissuasion : vecteur piloté ou vecteur terrestre mobile - Effort d'armement des pays de l'Est et participation à l'Alliance atlantique - Débat nécessaire sur les orientations de la politique de défense

ALLIES (Charles), sénateur de l'Hérault (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1597) : nécessité d'un « collectif budgétaire » sur l'éducation - Revalorisation de la fonction d'enseignant - Crainte pour la prochaine rentrée scolaire - « Pause démographique » et politique de redéploiement - (p. 1598) : étude sur le relèvement probable de la fécondité.

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980), (p. 1997) : baisse constante du prix du vin depuis septembre 1979 ; niveau du prix de déclenchement.

ALLONCLE (Michel), sénateur de la Charente (RPR).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **9**, 1980-1981) autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (n° **95**, 1980-1981) (13 novembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel** [n° **9 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6160) : accord portant acte constitutif de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) - Difficultés de négociation - Création de l'ONUDI pour la promotion et l'accélération de l'industrialisation des pays en voie de développement - (p. 6161) : historique de cet organisme ; réalisation d'un nouvel ordre économique international - Coopération internationale - Attributions de l'ONUDI : exemple de l'assistance aux pays en développement - Organes principaux et subsidiaires : exemple de la conférence générale - Mode de financement : contribution des Etats membres au budget ordinaire et contribution volontaire (condition et provenance) - Coopération technique financée par le programme des nations unies pour le développement (PNUB) - Siège à Vienne et bureaux dans différentes villes : exemples de Bruxelles, Cologne - Capacité juridique, privilèges, immunité de l'organisation, règlement des différends, amendements, signature, ratification, adoption de l'acte constitutif - Apport de l'accord au dialogue Nord-Sud et à la compréhension entre pays industrialisés et en voie de développement.

AMELIN (Jean), sénateur de la Marne (RPR).
Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408)..

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

ANDIGNE (Hubert d'), sénateur de l'Orne (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6131).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général (n° **313**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Conseillers généraux.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 420) : volet social du projet de loi d'orientation agricole - (p. 421) : notion d'agriculteur ; parité sociale et revalorisation des retraites agricoles ; problème de la double activité ; statut des conjoints d'exploitants ; aménagement du territoire en milieu rural.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 31** (p. 735) : soutient l'amendement N° IV-59 de M. Jean-Paul Hammann (conditions d'exécution des travaux de remembrement en cas de création d'autoroutes).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 33** (p. 864) : soutient l'amendement N° IV-3 de MM. Daniel Millaud et Raoul Vadepied (non-application de cette loi dans les territoires d'Outre-mer).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) **Art. 3A** (p. 5075) : son amendement n° 19 déposé avec M. Jean-Paul Hammann : déduction fiscale et extension au bénéfice agricole ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5322) : aide à domicile aux personnes âgées du milieu rural : nombre important d'agriculteurs retraités, faiblesse des financements - Amendement : montage financier sur la base du financement actuel hors budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Demande croissante et moyens insuffisants - Baisse du revenu agricole et augmentation des charges des agriculteurs - Aide au revenu - Cotisations : augmentation importante, difficultés de rentrées, contrepartie partielle des prestations - Revalorisation du revenu cadastral - Augmentation des cotisations et diminution continue de la population agricole - Nécessité d'une évolution des cotisations identique à celle des prestations - Crise du secteur de l'élevage - Question sur le refus du gouvernement d'un amendement déposé à l'Assemblée Nationale et au Sénat portant sur l'extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement - Difficulté d'atteindre la parité

Transports (28 novembre 1980) (p. 5494) : infrastructures routières et déséquilibre dans les communications Nord-Sud - Nécessité d'une autoroute Flandres françaises-Aquitaine - Liaison Calais-Bayonne et résorption de goulets d'étranglement ; traversée du département de l'Orne

ANDRIEUX (Antoine), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **110** (2 octobre 1978) à M. le ministre de l'Agriculture : **l'agriculture (soutien de l'agriculture et de la viticulture dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur)** - Retirée par son auteur (2 avril 1980) (p. 936).

n° **409** (7 octobre 1980) (p. 3762) à M. le ministre de l'Agriculture : les **exploitants agricoles (agriculteurs du Midi)** - Retirée par son auteur (14 octobre 1980) (p. 3875).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977 [n° **258 (79-80)**] - (17 juin 1980) - En remplacement de M. *Jean Mercier* - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2765) : coopération de fait entre la France et la République fédérale d'Allemagne à l'occasion de catastrophes et d'accidents graves et cadre juridique institué par la convention du 3février 1977 - (p. 2766) : champ d'application territorial - Assouplissement des formalités de droit commun - Délai de trois années écoulé depuis la signature de la convention.

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les états membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation de deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979 [n° **255 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2756) : absence du ministre des affaires étrangères aux journées de rencontre ACP-CEE organisées à Marseille.

— Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité - (14 octobre 1980) (p. 3882) : distinction entre le terrorisme corse et l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, évoqués par M. *Charles Pasqua.*

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 5143) son amendement n° 13,déposé avec M. Pierre Matraja et soutenu par M. Michel Darras : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Motion d'ordre (4 décembre 1980) (p. 5786) : débat budgétaire sur les affaires étrangères et transformation en débat de politique étrangère .

Affaires étrangères (5 décembre 1980) (p. 5822) : conditions de l'examen du budget des affaires étrangères - Rythme des séances et conditions dans lesquelles est examiné chaque année le budget de l'Etat - Demande l'organisation d'un débat de politique étrangère - Evolution du budget des affaires étrangères au cours des dernières années - Conditions de l'exécution du plan quinquennal proposé par M.Louis de Guiringaud et faiblesse de la progression des crédits de ce budget ; poids des conventions internationales - Action du ministère des affaires étrangères et commerce extérieur - (p. 5823) : loi de programmation militaire et crédits du budget des affaires étrangères ; conséquences de l'absence de création d'emplois ; qualité du travail des diplomates français et travaux de la conférence sur le droit de la mer ; travaux de l'ONU et participation française - Niveau de recrutement des personnels diplomatiques - Pays riches et pays pauvres et place accordée à la diplomatie : représentants du Polisario, de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ; recours à la force militaire et intérêt d'une action diplomatique importante.

ARZEL (Alphonse), sénateur du Finistère (UCDP).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5372) : crédits nécessaires à la fédération nationale des foyers ruraux - Electrification rurale et crédits du fonds d'amortissement des charges d'électrification - Départements : difficultés concernant les renforcements, développement des régions - Assainissement et collecte des eaux usées : insuffisance des crédits affectés aux communes et accroissement considérable de leurs charges.

AUTHIE (Germain), sénateur de l'Ariège (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **79** (JO Débats 28 novembre 1980) (p. 5433) à M. le ministre de l'industrie : les **textiles (maintien de l'activité textile dans le pays d'Olmes).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5876) : caractère de budget d'austérité - Revalorisation de la fonction d'instituteur - Suppression de postes d'enseignants pour les oeuvres préscolaires et postscolaires ; désengagement de l'Etat - Importance de l'encadrement éducatif des jeunes et délinquance - Insuffisance des crédits de la formation professionnelle ; crise économique et importance de la qualification - Inconvénients de la formation en alternance ; pactes pour l'emploi - Enseignement public ; capacité d'accueil et pédagogie - Nécessaire promotion du service public - Diminution des autorisations de programme pour les lycées d'enseignement professionnel - Aide accrue aux formations privées - Plan quinquennal de formation professionnelle et avis du comité national de la formation professionnelle - Recherche d'une adaptation de la main d'oeuvre aux données immédiates de l'emploi - Régression des crédits du service public.

B

BAGNEUX (Jean de), sénateur des Côtes-du-Nord (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1241) : création d'une classe supplémentaire due à l'accroissement des élèves venant d'autres communes ; la répartition de la charge financière.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3183) : remerciements à M. *Maurice Schumann*, président de séance, et à M. Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles, pour leur témoignage d'amitié.

BAJEUX (Octave), sénateur du Nord (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Juge titulaire de la Haute cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (6 mars 1980) - **Art. 15** (p. 683) : prix de cession exagérés et refus de prêts bonifiés.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 850) : son amendement N° III-190 identique aux amendements N° III-154 de M. Paul Girod et III-201 de M. Jean Colin :suppression de cet art. créant le « bail de carrière » ; rejeté - (p. 853) : votera l'amendement N° III-255 de M. Roland Grimaldi (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière) - (p. 854) : sur l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière), son sous-amendement N° III-380 : droit de cession du preneur à un descendant majeur ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux en cas de litige ; adopté ; toujours sur cet amendement votera le sous-amendement N° III-379 de la commission des affaires économiques (liberté du prix des baux et fixation d'un plafond).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art 18** (p. 1908) : son amendement N° 157 : évaluation des terres des différents lots et prise en compte de l'existence du bail ; adopté - (p. 1909) : jurisprudence de la cour de cassation et prise en compte de la moins-value dûe à l'existence d'un bail.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 2043) : intervient sur l'amendement N° 29 de la commission des lois (principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières) - **Art. 26** *sexies* (p. 2046) : son amendement N° 158, identique à l'amendement N° 34 de la commission des lois : suppression de l'alinéa reprenant des dispositions de droit commun relatives à la poursuite du bail jusqu'à son échéance normale au profit du conjoint survivant ou des héritiers en cas de décès du titulaire ; adopté - (p. 2050) : se déclare favorable à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière) - Emet des réserves sur l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement liberté totale des parties) - Problème de l'installation des jeunes agriculteurs ; déséquilibre entre l'offre et la demande de terres ; absence d'influence à cet égard d'un régime de libre fixation du prix des baux de carrière - (p. 2052) : suppression de la liberté de fixation des prix des baux de carrière et consultation de la commission consultative paritaire départementale - Se déclare à nouveau favorable à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques - Liberté laissée aux commissions dans la fixation des augmentations des baux de carrière par rapport aux autres baux ; suppression de la seule disposition permettant un régime de liberté totale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6280) : taxe d'habitation revenant aux départements et aux groupements de communes à fiscalité propre ; loi du 10 janvier 1981 et application des mêmes abattements que les communes.

BALLAYER (René), sénateur de la Mayenne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux sessions des **conseils généraux** (n° **75**, 1980-1981) (4novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** (n° **98**, annexe **4**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) **Art. 2** (p. 5056) : son amendement n° 3 soutenu par M. Jacques Descours Desacres : adhésion des

entreprises agricoles, commerciales ou artisanales à un centre de gestion agréé et relèvement du seuil du chiffre d'affaires ; retiré.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5988) : progression satisfaisante des crédits et souplesse d'emploi - Déséquilibre entre les dotations de l'artisanat et celles du commerce - Importance économique de l'artisanat ; charte de l'artisanat - Actions en faveur de l'artisanat : services d'apprentissage, formation à la gestion et renforcement de l'assistance technique et économique, système de garantie aux prêts participatifs, implantation en milieu urbain et création d'une fondation à l'initiative créatrice artisanale (FICA) - Apprentissage artisanal et renouvellement du secteur des métiers - Emploi et filière artisanale - Dotations aux centres de formation d'apprentis et nécessité d'un transfert au ministère du commerce et de l'artisanat ; problème du maintien de la scolarité jusqu'à 16 ans - Valeur du travail manuel et ... racisme sur les formations pratiques - Encouragement ... création et au développement des entreprises artisanales : primes, prêts et fiscalité - Déplafonnement des seuils pour les abattements fiscaux - Alignement des droits de mutation sur les taux appliqués en matière de parts sociales - Taille de l'entreprise et nécessité de relever le seuil de 10 personnes - (p. 5989) : développement de l'appareil commercial ; application de la loi d'orientation en matière d'urbanisme commercial - Accroissement de la part des grandes surfaces et des magasins spécialisés - Réflexions d'ensemble sur la loi Royer - Commerce et présence en milieu rural - Lenteur de l'administration, du commerce et de l'artisanat - Action efficace menée par les chambres consulaires - Discrimination entre les centres de gestion des artisans et des commerçants et ceux des agriculteurs et des professions libérales

Examen des crédits - Art. 44 (p. 5998) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 217 de M. Jean-Paul Hammann (prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice jusqu'en 1985).

BARBIER (Bernard), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

BARKAT GOURAT (Hamadou), sénateur de l'ancien territoire français des Afars et des Issas (RPR).

Démissionnaire à compter du 1er juillet 1980 (30 juin 1980) (p. 3389).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

BARRE (Raymond), *Premier ministre* (nommé le 3 avril 1978) (JO Lois et décrets 3 et 4 avril 1978, p. 1483).

DÉPÔTS EN QUALITE DE PREMIER MINISTRE.

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi instituant une assurance veuvage (n° **203**, 1979-1980) (10 avril 1980) - **Veuves.**

Projet de loi relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées (n° **380**, 1979-1980) (30 juin 1980) - **Faux monnayage.**

Projet de loi portant extension aux départements d'Outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux de vie réglementées (n° **385**, 1979-1980) (30 juin 1980) - **Alcools.**

Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (n° **386**, 1979-1980) (30 juin 1980) - **Contrats de travail.**

Projet de loi relatif au travail à temps partiel (n° **4**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Durée du travail.**

Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (n° **5**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi relatif à la participation des époux à une même **société** et à la transmission des entreprises à caractère familial (n° **6**, 1980-1981) (7 octobre 1980).

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel (n° **9**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises (n° **10**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie d'autre part, et de l'accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part (n° **11**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° **12**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 (n° **13**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° **14**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'Ecole internationale de Bordeaux (n° **15**, 1980-1981) (7 octobre 1980) **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation, d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part du protocole complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise

relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un Fonds national de solidarité (n° **16**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° **17**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'**emploi** qui créent une entreprise (n° **18**, 1980-1981) (7 octobre 1980).

Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux **collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **32**, 1980-1981) (14 octobre 1980).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la convention générale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale (n° **39**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **104**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (17 janvier 1980) - **Sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi** (p. 169) : argument de procédure ayant justifié la décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances pour 1980 non conforme à la Constitution - Respect par le Gouvernement de la forme indiquée par le Conseil constitutionnel - Argument selon lequel il aurait fallu refaire le budget au vu des éléments nouveaux intervenus depuis la fin de 1979 - (p. 170) : rôle des lois de finances rectificatives - Prudence du Gouvernement en matière de déficit des finances publiques - Mesures annoncées par le Gouvernement le 2 janvier 1980 : augmentation des prix de l'énergie ; tarif d'EDF et financement du programme électronucléaire ; investissements des entreprises ; mesures sociales - Recours du Gouvernement à l'art. 49, alinéa 3, de la Constitution - Rôle du Sénat dans le vote du budget - Amendements acceptés par le Gouvernement en première lecture - Lucidité et vigilance du peuple français - Nécessité d'une Europe organisée.

— **Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat** - (26 juin 1980) (p. 3152) : qualité du travail accompli par le Sénat : projet de loi d'orientation agricole et projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Autres textes importants adoptés pendant la session ordinaire - Place faite aux propositions de lois - (p. 3153) : recours du Gouvernement à la procédure d'urgence - Problème de l'organisation générale des travaux parlementaires - Travaux de la prochaine session : projet de loi « Sécurité et Liberté » - Relations entre le Sénat et les sociétés de programmes de télévision ; rôle de la délégation parlementaire - Prochain renouvellement triennal du Sénat - Remerciements et voeux aux sénateurs, au personnel du Sénat et aux journalistes accrédités.

— **Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat** - (19 décembre 1980) (p. 6488) : renouvellement triennal du Sénat et travail législatif accompli au cours de cette session - (p. 6489) : importance de la contribution du Sénat aux textes législatifs examinés : projet « sécurité et liberté » ; textes sociaux ; dotation globale de fonctionnement ; lois de finances rectificative - Recours du Gouvernement à la procédure d'urgence - Organisation des travaux du Sénat et ouverture du Gouvernement à toutes les propositions éventuelles relatives à la modification du travail parlementaire - Remerciements à tous et voeux traditionnels de fin d'année.

BARROT (Jacques), *ministre de la santé et de la sécurité sociale* (nommé le 4 juillet 1979 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 5 juillet 1979, p. 1614).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2665** de M. **Henri Caillavet** et n° **2709** de M. **Francis Palmero : l'abrogation du décret du 15 janvier 1980 réduisant les remboursements d'assurance maladie aux mutualistes** (23 mai 1980) (p. 2150 à 2153).

n° **2690** de M. **Serge Boucheny : le plan hospitalier de l'Assistance publique à Paris** (23 mai 1980) (p. 2154).

n° **2718** de M. **Pierre Gamboa : les négociations pour le renouvellement de la convention médicale** (23 mai 1980) (p. 2155, 2156).

n° **2747** de Mme **Rolande Perlican : la vente de terrains par l'Assistance publique de Paris** (23 mai 1980) (p. 2153, 2154).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1686) : non intervention du Gouvernement dans les négociations conventionnelles : simple déclaration privée, reproduite par un journaliste - (p. 1688) : redressement de la sécurité sociale et politique hospitalière - Remboursement des avances par les hôpitaux publics aux caisses d'assurance maladie - Limitation de la croissance des dépenses hospitalières - Révision des projets d'investissements - Dérogations acceptées pour des budgets supplémentaires - Création de 5.000 emplois dans les hôpitaux publics - (p. 1689) ; maîtrise des investissements et modernisation - Créations d'établissements et subvention à 40 % de la dépense - Application de la loi sur les équipements sanitaires de 1979 - Prétendu désengagement de la collectivité nationale - Maîtrise des dépenses hospitalières et concertation avec les conseils d'administration des établissements - Premiers résultats obtenus - Convention entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux - Enquête de représentativité - Situation de vide conventionnel - Non intervention du Gouvernement dans la discussion - Augmentation du nombre des médecins en France - Qualité de la médecine - (p. 1690) : ticket modérateur d'ordre public - Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale - Ordonnance de 1945 sur la sécurité sociale - Prétendue atteinte à la liberté d'assurance - Non application de ce ticket modérateur pour les dépenses importantes - Assujettissement à cette mesure des compagnies d'assurance privées comme des mutuelles - Contribution volontaire proposée aux mutuelles qui n'appliqueront pas le ticket - Plan d'ensemble nécessaire au redressement de l'assurance maladie - Prévention et dépistage - Remboursement des frais de transports en ambulance effectués par les sapeurs-pompiers - (p. 1691) : concurrence entre ambulances privées et sapeurs-pompiers - Ressources des personnes âgées ; revalorisation des pensions ; amélioration des droits propres des femmes et possibilités de cumul - Action sociale en faveur des personnes âgées : rôle de l'aide ménagère dans le maintien à domicile - Difficulté de financement de cette formule - Fonds d'action sanitaire et sociale de l'assurance maladie - Extension du bénéfice de l'aide ménagère à de nouvelles catégories de retraités - Augmentation des crédits - Prise en charge au titre de l'aide sociale - Statut des aides ménagères - Santé des personnes âgées - (p. 1692) : établissements d'hébergement et d'accueil des personnes âgées - Priorité au maintien à domicile - Sections de cure médicalisée dans les maisons de

retraite - Situation des personnes handicapées - Application de la loi du 1975 - Equipements d'accueil aux handicapés dans le département du Var - Centres d'aide par le travail (CAT) et foyers - Législation sociale en faveur des mères d'enfants handicapés : assurance vieillesse, allocation compensatrice pour tierce personne - Protection de la femme enceinte au travail : congé de maternité ; projet de loi en discussion à l'Assemblée nationale - Rapport « maternité et travail » - Lutte contre la prématurité - Recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Progrès en matière de périnatalité - (p. 1693) : études statistiques et d'épidémiologie sur la santé du jeune enfant - Premiers résultats obtenus pour le redressement de l'assurance maladie ; respect des principes fondamentaux de la sécurité sociale - (p. 1695) : réforme des études médicales et problèmes de l'internat - - Réunion d'un groupe de travail sur la formation médicale - Présence des internes dans les hôpitaux - (p. 1699) : recherche, non d'une stabilisation des dépenses sociales, mais d'une progression comparable à celle des recettes - (p. 1710) : mesures de redressement prises en 1979 : cotisation exceptionnelle ; poursuite de l'effort nécessaire - Nécessité et volonté du Gouvernement de traiter les problèmes au fond - Participation parlementaire à la commission des comptes de la sécurité sociale - Progression de la retraite de base et évolution du rapport entre population active et retraités ; progression des régimes complémentaires et existence de régimes surcomplémentaires - (p. 1711) : accès égal de tous à la qualité des soins : exemple de l'hémodialyse et de la lutte contre le cancer - Importance prioritaire de la garantie face aux grands risques - Possibilité d'une réorientation de la politique de santé - Réforme des études médicales - Priorité maintenue à la recherche médicale, et notamment à la recherche épidémiologique - Education sanitaire de la population - Articles publiés par le docteur Ruffié, professeur au collège de France - Nécessité de la responsabilité individuelle de chacun face au problème de la santé.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Cantegrit, fait au nom de la commission des affaires sociales sur ses propositions de loi : 1) déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger (N° 133, 79-80) ; 2) accordant aux pensionnés du régime français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité (N° 182, 79-80)** [n° **199** (79-80)] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1763) : protection sociale des Français de l'étranger par voie de convention - Vote de la loi du 18 juin 1965 dite « loi Armengaud » et prorogation des délais d'adhésion de l'assurance volontaire vieillesse - Mise à égalité des Français de l'étranger avec les Français de l'hexagone - (p. 1764) : loi de 1976 et couverture sociale des travailleurs salariés du secteur privé et extension personnelle de l'Etat - Dépôt de la proposition de loi sur la protection des travailleurs non salariés expatriés et converture maladie des retraités français - Hommage aux sénateurs représentant les Français de l'étranger - Effort d'information en faveur des Français de l'étranger.

Art. 2 : *art. L. 778-5 (nouveau) du code de la sécurité sociale* (p. 1765) : amendement N° 2 du gouvernement : prestations en nature et mise sur un compte unique des opérations relatives aux assurances volontaires maladie-maternité, et maladie-maternité-invalidité ; adopté - **Art. 3 :** *art. L. 778-7 de ce code :* amendement N° 1 du gouvernement : bénéfice de la couverture maladie-maternité ; conditions de durée minimale d'assurance au régime d'assurance-vieillesse obligatoire ou volontaire ; adopté - (p. 1766) - *Art. L. 778-11 de ce code :* amendement N° 3 du gouvernement : prestations en nature et mise dans un compte unique des opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité, maladie maternité et invalidité des retraités ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1766) : assurance volontaire vieillesse - Campagne d'information auprès des Français de l'étranger - (p. 1767) : cotisations et bases solides de ce régime.

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi** [(n° **425** (78-79)] **de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal.** [n° **142** (79-80)] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2129) : loi de 1978 et répartition de la pension de réversion entre le conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés et non remariés - Application de la loi de 1978 dans le temps ; application limitée aux divorces postérieurs à 1978 - Exclusion du bénéfice de la loi de la femme divorcée avant 1978 à ses torts exclusifs - Loi de 1978 et absence de la notion de faute - (p. 2130) : modification de la loi de 1978 et risque de distorsion entre les divorcées selon la date du divorce - Harmonisation entre les différents régimes sociaux - Régime des commerçants et artisans - Renonciation volontaire aux droits à pension - Bénéficiaires du droit à pension et report sur le ou les bénéficiaires en cas de décès.

Art. 2 (p. 2131) : accepte l'amendement N° 2 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (application des règles de la fonction publique aux régimes spéciaux(de sécurité sociale) - **Art. 3** (p. 2132) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article excluant du bénéfice de la loi les femmes dont le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs avant 1978) et accepte l'amendement N° 3 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (exclusion du bénéfice de la loi pour les femmes divorcées avant 1978à leur tort exclusif ; existence d'une pension au profit des enfants de moins de 21 ans) - **Après l'art. 3 :** accepte l'amendement N° 5 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (non application des dispositions de l'article 3 aux bénéficiaires des droits acquis sous l'empire de la loi de 1978) - (p. 2133) : accepte l'amendement N° 4 de M. André Bohl, soutenu par M. Dominique Pado (application des dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - **Intitulé :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 6 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (de forme ; « proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de reversion entre les conjoints divorcés et le conjoint survivant »).

— **Conclusions du rapport de M. Bernard Talon** fait au nom de la commission des affaires sociales sur sa **proposition de loi** [n° **396 (78-79)**] **relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses.** [n° **254 (79-80)**] - (5 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2393) : origine de la proposition de loi - (p. 2394) : sécurité des malades et reconnaissance légale de la pharmacovigilance - Article 1 de la proposition de loi, et nécessité d'une réglementation de la prescription et de la délivrance de mélanges de substances vénéneuses - Concertation avec l'ordre des médecins - Demande au Sénat d'adopter la proposition.

Après l'art. 2 (p. 2396) : s'oppose à l'amendement N° 1 de M. Jacques Henriet (autorisation de mise sur le marché et vérification de l'innocuité génétique) - Colloque organisé par le ministère de la Santé en 1979 sur les effets des méthodes contraceptives - Recherches menées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Armes juridiques existantes - Innocuité des médicaments et valeur thérapeutique malgré les effets secondaires.

— **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger** - *Deuxième lecture* [n° **286 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2794) : nouvelle étape importante dans l'amélioration des situations sociales des Français à l'étranger.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L.514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie** [n° **272 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. unique** (p. 3332) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la date du 31 décembre 1980 introduite par l'Assemblée

nationale) - Réforme de l'enseignement en pharmacie et conditions de délivrance du diplôme de docteur en pharmacie pendant la période transitoire de 1981 à 1984 - S'associe à l'éloge rendu par M. *Michel Miroudot,* vice-président de la commission des affaires culturelles, à M. *Maurice Vérillon,* rapporteur, à l'approche du terme de son mandat.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° 287 (79-80)] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3333) : remerciements au rapporteur, M. *Jean Mézard,* à l'approche de l'expiration de son mandat - Dispositions du projet en examen : intégration en droit interne de deux directives européennes relatives au droit d'établissement des infirmiers et au règles déontologiques de la profession - Droit d'établissement et libre prestation de services ; reconnaissance mutuelle des diplômes ; accès à la profession - Problème de l'accès des infirmiers des autres Etats de la C E E aux emplois des hôpitaux publics - Inscription sur les listes départementales - (p. 3334) : construction de l'Europe des professions de santé - Elargissement des responsabilités de l'infirmière et institution de règles professionnelles - Consultation du conseil supérieur des professions paramédicales - Commission nationale et commissions régionales de discipline ; assesseurs élus par la profession - Problème des masseurs d'Aix-les-Bains ; diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute - Limitation du nombre des étudiants se préparant aux professions paramédicales ; sélection ; concertation - (p. 3335, 3336) : approbation de la commission des infirmiers et infirmières du conseil supérieur des professions paramédicales - Concertation avec la profession pour l'élaboration de règles professionnelles - Caricature du texte présentée par M. *Jacques Eberhard.*

Art. 1 (p. 3352) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 3**(p. 3353) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (inscription sur les listes départementales et obligation de demande de transfert en cas de changement de résidence professionnelle) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'office) - **Art. 5** (p. 3354) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - Règles professionnelles - Notion de déontologie et ordres professionnels - (p. 3355) : sur l'amendement n° 7, s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation des règles professionnelles par le Conseil supérieur des professions paramédicales) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet (limitation des pouvoirs des Conseils départementaux des ordres des professions paramédicales) - (p. 3356) : sur la compétence des commissions de discipline et la suppression, parmi les sanctions pouvant être prononcées, de l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer la profession, s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau et à l'amendement n° 22 de Mme Cécile Goldet - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (procédure de suspension temporaire en cas d'urgence), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 27 du Gouvernement : avis de l'inspecteur départemental de la santé ; adopté - S'oppose aux amendements n° 18 et n° 19 de M. Pierre Gamboa, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau,excluant du champ d'application des dispositions disciplinaires les infirmiers et infirmières du secteur public et du secteur privé - **Art. 5** *ter* (p. 3357) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (référence au code pénal) - **Art. 8** (p. 3359) : monopole d'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute - Problème particulier de l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains - Respect des droits acquis des personnels en exercice - Solution de compromis nécessaire - (p. 3360) : accepte l'amendement n° 25 de M. Robert Schwint (dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-lesBains), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 31 du Gouvernement : réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 3361) : amendement n° 3 du Gouvernement : peines prévues en cas d'exercice illégal des professions de masseur-kinésithérapeute ou de pédicure ; adopté - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article, relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux) - Multiplication des numérus clausus, évoquée par M. Franck Serusclat - (p. 3362) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (Prise en compte, pour la limitation du nombre d'étudiants, du double critère des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques) - **Intitulé :** accepte l'amendement n° 13 de la commission (« Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière et de certaines autres professions de santé »).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5923) : politique de la santé et rôle du système de sécurité sociale - Refus de la sélection par l'argent - Mesures prises en Grande-Bretagne, en Italie et en Allemagne pour la maîtrise des dépenses de santé - Résultats obtenus en France en matière de périnatalité - Démographie médicale et adaptation aux besoins ; réduction du nombre des étudiants en médecine - Professions para-médicales : augmentation des effectifs et résorption du déficit - Capacité d'accueil des hôpitaux et rigueur de gestion - Convention médicale ; concertation et autodiscipline - Gestion des hôpitaux : budget primitif et budget supplémentaire, dérogations accordées - (p. 5924) : rétablissement de la gestion de la sécurité sociale - Politique de la santé et qualité des médecins - Réforme des études médicales ; internat ; médecine générale et résidanat - Equipements : humanisation des hôpitaux et des hospices - Prévention sanitaire et épidémiologie - Recherche médicale : création d'emplois en faveur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ; pharmacie et médicament - Lutte contre l'alcoolisme : rapport du professeur Jean Bernard - Campagnes d'éducation pour la santé - (p. 5925) : hygiène bucco-dentaire - Convention médicale et association des généralistes à la prévention - Réorganisation du service de santé scolaire - Programmes coordonnés de santé : « plan cancer » ; psychiatrie ; gériatrie - Maintien à domicile des personnes âgées - Prix Nobel de médecine du professeur Jean Dausset - Réputation de la médecine française - Education sanitaire de la population - (p. 5926) : politique familiale : exemple des mesures prises en faveur du troisième enfant - Apparition prévisible en 1981 du déficit de la branche des allocations familiales - Pouvoir d'achat des prestations familiales et revalorisation biannuelle, proposée par M. *Louis Boyer* - Protection sociale des chômeurs non indemnisés, abordée par le même orateur et par M. *Charles Bonifay* - Attente du rapport Oeix - Proposition de M. *Jean Chérioux* sur les gardes d'enfants et la création d'une nouvelle prestation familiale ; assistantes maternelles - Activité de l'Institut Pasteur de Lyon, évoquée par M. *Francisque Collomb* - Projet de cyclotron en Aquitaine, évoqué par M. *Jean-François Pintat ;* scanographe ; hébergement des personnes âgées et plan directeur du centre hospitalier régional de Bordeaux - Problèmes des infirmières, de la formation médicale continue, et des prothésistes dentaires, abordés par M. *Adolphe Chauvin* - Montant du minimum vieillesse, évoqué par Mme *Cécile Goldet* - (p. 5927) : études médicales et souveraineté des jurys - Information en matière de contraception : centres de planification et d'information - Problème mutualiste, abordé par M. *Jules Faigt* - Hôpital de Béziers - Maison de cure médicale d'Orsay, évoquée par M. *Jean Colin* - Protection sociale des Français de

l'étranger, traitée par M. *Jean-Pierre Cantegrit :* taux de cotisation des retraités ; modification du tableau des maladies professionnelles ; statut de la caisse des expatriés de Melun et création d'un fonds d'action sanitaire et sociale - Cas des travailleuses familiales, évoqué par MM. *François Collet, Adolphe Chauvin et André Jouany ;* bourses de formation ; rémunération ; travailleuses familiales et aides ménagères ; politique d'aide sociale à l'enfance - Qualité du système français de protection sociale

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5935) : s'oppose à la motion n° 300 de M. Charles Bonifay tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité au titre IV de l'état B (santé et sécurité sociale) - Absence d'application de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 - (p. 5936) : demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Etienne Dailly (réduction des crédits du titre IV : retraite mutualiste du combattant) - Engagement d'abonder les crédits lors de la seconde délibération du projet de loi de finances - **Après l'art. 48** (p. 4937) : s'oppose à l'amendement n° 301 de M. Charles Bonifay (modification de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 permettant au parlement de se prononcer chaque année sur les recettes et dépenses constituant l'effort social de la nation) - Rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale - Volonté de dialogue du gouvernement.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 17** (p. 6476) : accepte l'amendement n° 100 de la commission des affaires sociales (allocation aux adultes handicapés et bénéfice d'avantages de vieillesse ou d'invalidité) - **Après l'art. 18 :** s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale) et, sur cet amendement, demande le retrait des sous-amendements n° 145 et n° 146 de M. Jean Chérioux (rôle de l'employeur dans le contrôle médical des arrêts de travail) - **Art. 19** (p. 6479) : s'oppose à l'amendement n° 101 de la commission des affaires sociales (allocation d'éducation spéciale et possibilité de versement d'un complément pour un enfant placé en externat) - S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard (majoration de la taxe sur les véhicules des sociétés) - **Art. 19** *bis* (p. 6480) : s'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Louis Perrein et n° 139 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale, préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements de services à caractère social ou sanitaire) - **Après l'art. 19** *bis* (p. 6481) : accepte l'amendement n° 102 de la commission des affaires sociales (agrément du ministre de l'agriculture sur les conventions collectives concernant le personnel des caisses de mutualité sociale agricole) - **Art. 19** *ter :* règles constitutionnelles relatives à la séparation des pouvoirs, évoquées par M. *Michel Darras,* et lettre adressé à la Caisse nationale d'assurance maladie par la direction de la sécurité sociale du ministère : situation sociale difficile des petites entreprises artisanales - **Art. 19** *quater* (p. 6482) : accepte l'amendement n° 103 de la commission des affaires sociales (laboratoires d'analyses médicales conventionnés ou non conventionnés) - **Après l'art. 19** *quater* (p. 6483) : reprend, au nom du Gouvernement, l'amendement n° 104 de la commission des affaires sociales : règles de coordination entre les régimes d'assurance vieillesse de la sécurité sociale, relatives au droit à pension de réversion ; adopté - **Art. 20 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 105de la commission des affaires sociales (extension aux départements d'outre-mer de la procédure de la tutelle familiale définie à l'art. L. 551 du code de la sécurité sociale) - Accepte l'amendement n° 57 de la commission des lois (abrogation de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1963, instituant une prestation familiale d'édu-

BARROUX (André), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (6 mars 1980) - **Art. 16** (p. 689) : soutient l'amendement N° II-254 de M. Roland Grimaldi (succession ou donation et exercice du droit de préemption des SAFER sur la part de l'exploitation excédant la superficie prévue par la loi sur les cumuls).

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **235 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3174) : retard d'extension du code de procédure pénale aux territoires d'outre-mer - Absence de consultation des assemblées territoriales - Dérogations et discriminations - Juge unique - Vote du groupe socialiste contre le projet.

BASTIT-SAINT-MARTIN (Armand), sénateur de la Gironde (CNIP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

BAUMET (Gilbert), sénateur du Gard (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val d'Oise (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommée membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommée de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes (n° **325**, 1979-1980) (20 juin 1980) - **Femmes.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'action sociale en faveur de l'enfance (n° **378**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, JO débats du 3 octobre 1980) - **Enfants.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2835** (JO Débats 1er octobre 1980) (p. 3714) à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine : le **travail des femmes (conditions de travail des femmes)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin)(12 décembre 1980) (p. 6250).

Questions orales avec débat :

n° **331** (27 février 1980) (p. 466) à M. le Premier ministre : le **coût de la vie (pouvoir d'achat des salariés)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2516 et suivantes).

n° **348** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **aides ménagères (suppression de l'aide ménagère aux retraités de la fonction publique, des collectivités locales, d'EDF-GDF en Ile de France)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1676 et suivantes).

n° **434** (7 octobre 1980) (p. 3765) à M. le ministre du Travail et de la participation : le **travail des femmes (dégradation de l'emploi des femmes).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 4 (p. 24) : son amendement n° 19 : quotient familial ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 8** (p. 27) : son amendement n° 20 : blocage des prix des loyers ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 28) : son amendement n° 23 : allocation mensuelle de chauffage ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Son amendement n° 24 : relèvement des prestations familiales ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 29) : son amendement n° 26, soutenu par M. Anicet Le Pors : blocage des loyers ; prélèvement exceptionnel sur le capital des sociétés ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 12** (p. 33) : son amendement n° 37, soutenu par M. Anicet Le Pors : taux zéro de la TVA pour la fourniture de fuel destiné au chauffage domestique ; impôt sur les profits des sociétés pétrolières ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Après l'art. 13** (p. 591) : son amendement N° II-14 soutenu par M. Charles Lederman : reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - (p. 592) : son amendement N° II-16 soutenu par M. Charles Lederman : identité du repos pré et post-natal avec celui des femmes salariées ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - Son amendement N° II-17 soutenu par M. Charles Lederman : bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1683) : situation de centaines de familles très défavorisées du Val-d'Oise et allocations mensuelles pour l'aide sociale à l'enfance - Conditions de vie des personnes âgées et importance du service des aides ménagères à domicile ; économies de fait réalisées par ce moyen - (p. 1684) : programme d'action prioritaire du VIIe Plan sur le maintien à domicile des personnes âgées - Barèmes de remboursement de l'aide à domicile en fonction des ressources, et participation laissée à la charge des personnes âgées ; diversité des conditions d'octroi selon les caisses de retraite - Cri d'alarme lancé par les associations d'aides ménagères - Statut des aides ménagères - Garantie de l'emploi et mensualisation - Accord de salaire de 1978 - Manque de formation professionnelle des aides ménagères - (p. 1685) : gratuité souhaitable des aides ménagères pour les personnes âgées - Economie réalisée sur les frais d'hospitalisation - Désengagement de l'Etat - Evolution comparée du prix de revient et des crédits prévus - Politique d'austérité.

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi** [nos **425 (78-79)**] **de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal.** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2130) : loi de 1975 et atténuation de la notion de faute dans le divorce - Loi de 1978 et répartition de la pension entre le conjoint survivant et la femme divorcée non remariée - Proposition de loi et remise en cause pour les divorces prononcés avant 1978 - Prestations sociales et cotisations des assurés ; prise en compte exclusive de la situation sociale ; exclusion de toute notion de faute ou de torts réciproques ou exclusifs - Vote défavorable du groupe communiste.

Art. 3 (p. 2131) : son amendement N° 1 : suppression de cet article excluant du bénéfice de la loi les femmes dont le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs avant 1978.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2106) : politique gouvernementale et précarité de la situation des veuves ; problèmes de réinsertion professionnelle - Absence ou mauvaise qualification - Propositions communiste sur la protection sociale de la veuve - (p. 2107) : augmentation du taux de la pension de reversion à 70 % - Application des règles du cumul - « Flou » du projet et application par voie réglementaire - Importance du chômage féminin et insuffisance des emplois proposés et de la formation professionnelle dispensée - Rareté des équipements collectifs ; cas des crèches - Revalorisation des allocations familiales - Encouragement à la formation d'associations - Assurance veuvage et cotisations par les travailleurs - Solidarité nationale et profits des compagnies pétrolières - (p. 2108) : amendements présentés par le groupe communiste - Soutien à la lutte des veuves et des femmes.

Avant l'art. 1 (p. 2109) : son amendement N° 11 : augmentation du taux des pensions de reversion et cumul intégral des pensions ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2110) : son amendement N° 12 : revalorisation de l'allocation d'orphelin et des allocations familiales versées au premier enfant ; irrecevable aux

termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement N° 13 : principe de l'égalité d'accès des femmes aux emplois privés et publics ; rejeté - (p. 2111) : son amendement, soutenu par M. Marcel Gargar N° 14 : droits à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale ; adopté - Son amendement soutenu par M. Marcel Gargar N° 15 : priorité d'accès pour les veuves aux cycles et stages de formation professionnelle ; rejeté - Son amendement N° 16 :bénéfice de la retraite anticipée pour les femmes salariées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2112) : son amendement N° 17, soutenu par M. Marcel Gargar : décès du conjoint et paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 1** (p. 2113) : son amendement N° 18 : définition et conditions d'attribution de l'assurance veuvage ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2116) : son amendement N° 27 soutenu par M. Marcel Gargar : durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2117) : son amendement N° 19, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression des dispositions de cet article accordant un droit de priorité au versement de l'allocation de veuvage ; rejeté - (p. 2118) : son amendement N° 20 : conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie ; retiré - **Après l'art. 1** (p. 2119) : son amendement N° 21, soutenu par M. Marcel Gargar : bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 4** (p. 2120) : son amendement N° 22 : prise en charge des cotisations par l'employeur ; rejeté - **Art. 6** (p. 2123) : son amendement N° 23 : exploitations agricoles et charge de la cotisation à l'employeur ; rejeté - **Art. 7** : son amendement N° 24 : application de la loi aux décès postérieurs au 31 décembre 1979 ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2125) : son amendement N° 25 : application de la loi au survivant d'un couple ayant vécu maritalement ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2127) : amélioration de la situation des veuves - Insuffisance du projet et utilisation de l'article 40 de la Constitution par le gouvernement - Financement par les salariés - Montant des profits et des investissements des entreprises - Vote favorable du groupe communiste.

— **Questions orales avec débat jointes : pouvoir d'achat des salariés** - (10 juin 1980) - (p. 2516) : étude de l'INSEE sur le pouvoir d'achat des salariés - Inflation - Indice du coût de la vie de la CGT - Libération des prix - Tarif des transports de la RATP - Profits des compagnies pétrolières - Pouvoir d'achat du SMIC - Impôts sur le revenu - Logement - Coût de l'enseignement - Personnes âgées - (p. 2517) : saisies - Chômage en Ile-de-France - Rapport Cousté sur le travail temporaire - Contrats à durée déterminée - Pacte pour l'emploi - Travail des femmes à temps partiel - Politique d'austérité - Allocations familiales - Sécurité sociale - Réforme des collectivités locales - Profits des grandes sociétés - Bénéfices déclarés de la Compagnie française des pétroles-Total - (p. 2518) : recettes de l'Etat - Produit de la TVA - Alibi de la crise pétrolière - Utilisation du charbon français et du charbon importé - Chômage dans le Nord et en Lorraine - Exode rural - Politique agricole de la CEE - Règlement ovin - Lutte des paysans français - Taxe de coresponsabilité sur le lait - Elargissement du Marché commun - Supranationalité - Propositions de loi communistes à l'Assemblée Nationale et au Sénat - Relèvement du SMIC - Gratuité scolaire - Contribution patronale pour la construction de crèches - Prestations familiales - Allocations de base - Taux zéro de la TVA sur les produits de première nécessité - (p. 2519) : prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières - Situation des personnes âgées - Pensions et retraites - Aide ménagère à domicile - Blocage des loyers - (p. 2526) : crise économique et politique délibérée du Gouvernement - Diminution de la croissance et réduction de la consommation - Inflation - Luttes des travailleurs.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° 269 (79-80)] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2807) : crise économique et politique familiale - Augmentation des divorces et des abandons de famille - Baisse de la natalité et atteinte au droit de donner la vie - Localisation géographique et sociologique de la dénatalité - (p. 2808) : projet de loi et insuffisance du supplément de revenu familial - Inadéquation des allocations familiales accordées pour l'éducation des enfants ; dévalorisation et régression du pouvoir d'achat des familles - Etudes de l'OCDE et augmentation du nombre des pauvres en France - Atteintes contre le niveau de vie des Français - Cas de l'achat de certaines denrées alimentaires comme la viande - Paiement des loyers - Attaque contre la sécurité sociale - Remise en cause du droit aux vacances - Situation des femmes seules, mères de famille - Capacité d'accueil des HLM, des hôtels maternels et des centres pour « femmes battues » - (p. 2809) : allocation de parent isolé et extension de la notion de revenu familial minimum aux familles monoparentales - Création d'hôtels maternels publics - Fonds des pensions alimentaires - Nécessité d'une politique familiale d'ensemble ; allocation post-natale, congé-maternité et accès aux équipements collectifs - Revenu familial minimum garanti - Réduction du temps de travail sans diminution de salaire et allègement des conditions de travail - Parité entre salaires et prestations familiales - Famille et fiscalité - Droit au travail des femmes - Efficacité de la lutte des femmes.

Intitulé du titre I (p. 2820) : son amendement N° 32 : « allongement à six mois du congé maternité » ; rejeté - **Avant l'art. 3** (p. 2825) : son amendement N° 34 : possibilité pour toute femme en état de grossesse, sur justification médicale, d'obtenir son affectation à un poste de travail moins pénible avec maintien de son salaire antérieur ; rejeté - Son amendement N° 35 : suppression de toute référence à une année d'ancienneté dans l'entreprise pour le maintien de leur rémunération pendant leur grossesse pour les femmes qui changent d'affectation sur leur demande ; rejeté - (p. 2826) : son amendement N° 36 : possibilité pour toute femme enceinte soumise aux horaires du travail posté d'obtenir son affectation dans un poste à horaire normal ou au moins la réduction de son temps de travail sans réduction de salaire ; rejeté - Son amendement N° 37 : réduction de la durée journalière de travail de la femme enceinte dès le début du quatrième mois de grossesse ; rejeté - Son amendement N° 38 : rémunération comme temps de travail du temps passé aux consultations prénatales obligatoires et à la préparation à l'accouchement psycho-prophylactique ; rejeté - Son amendement N° 39 : obligation pour l'employeur d'accorder le temps nécessaire sans réduction de salaire aux maris qui désirent participer à la préparation de l'accouchement psycho-prophylactique et à l'accouchement ; rejeté - **Art. 3** (p. 2827) : son amendement N° 40 : interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée pendant les quatre semaines suivant la date de reprise du travail après un accouchement ou une adoption ; devenu sans objet - **Avant l'art. 5** (p. 2829) : son amendement N° 41, soutenu par M. Pierre Gamboa : création au profit de la sécurité sociale d'une nouvelle recette assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés ; calcul de cette recette afin que son rendement permette que toute femme enceinte fasse l'objet d'au moins sept examens en cours de grossesse et d'un examen post-natal dans les huit semaines suivant l'accouchement ; rejeté.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Avant l'art. 6** (p. 2835) : son amendement N° 42 : augmentation des cotisations pour allocations familiales et, en conséquence, du montant de l'allocation post-natale ; rejeté - **Avant l'art. 9** (p. 2838) : son amendement N° 43 : création de crèches et financement par la suppression du privilège fiscal des provisions ; rejeté - **Art. 9** (p. 2839) : son amendement N° 44, soutenu par M. Marcel Gargar : accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés et élargissement des conditions d'accueil ; rejeté - (p. 2840) : rôle dévolu aux

assistantes maternelles - Travail des femmes et responsabilité de l'Etat pour les crèches - **Art. 11** (p. 2843) : son amendement N° 49 : versement du revenu minimum familial sans condition d'activité salariée ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Avant l'art. 10** (p. 2846) : son amendement N° 45, soutenu par M. Marcel Gargar : augmentation et évolution du salaire minimum de croissance ; rejeté - Son amendement N° 46 : ressources des caisses d'allocations familiales et suppression du privilège fiscal des provisions ; rejeté - **Art. 10** (p. 2849) : son amendement N° 47, soutenu par M. Marcel Gargar : bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 12** (p. 2852) : son amendement N° 50 : montant du revenu familial ; prise en compte des enfants effectivement à charge et négociation du montant avec les syndicats et associations représentatives ; rejeté - **Avant l'art. 20** (p. 2855) : son amendement N° 51 : caisses d'allocations familiales et création d'une recette assise sur le montant des provisions en franchise d'impôt constituée par les entreprises d'assurance ; rejeté - **Avant l'art. 21** (p. 2857) : son amendement N° 52, soutenu par M. Marcel Gargar : caisses d'allocations familiales et création d'une recette sur les résultats bruts d'exploitation des entreprises de chimie ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2868) : caractère étriqué de la politique familiale - Insuffisance de la protection de la femme enceinte dans son travail - Situation des départements d'outre-mer - Caractère démagogique de la politique familiale du gouvernement - Baisse du niveau de vie familial - Département du Val d'Oise et perception des allocations mensuelles - Vote du projet de loi.

Deuxième lecture [n° **361 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3251) : son amendement n° 1 : fixation à huit semaines au minimum du congé prénatal ; rejeté - **Art. 9** (p. 3254) : son amendement n° 2 : ouverture des équipements collectifs à tous les enfants de famille nombreuse ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 3** (p. 3353) : soutient l'amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa (inscription sur les listes départementales et obligation de demande de transfert en cas de changement de résidence professionnelle) - Soutient l'amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'office) - **Art. 5** (p. 3355) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, soutient le sous-amendement n° 16 de M. Pierre Gamboa (fixation des règles professionnelles par le Conseil supérieur des professions paramédicales) - Soutient l'amendement n° 17 de M. Pierre Gamboa (compétence des commissions de discipline, et suppression, parmi les sanctions, de l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer la profession) - (p. 3356) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 9 de M. Jean Mézard (procédure de suspension temporaire en cas d'urgence) - Pouvoirs donnés aux préfets - Soutient les amendements n° 18 et n° 19 de M. Pierre Gamboa, excluant du champ d'application des dispositions disciplinaires les infirmiers et infirmières du secteur public et du secteur privé - **Art. 8** (p. 3357) : problème des techniciens thermaux - Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains - (p. 3360) : consultation des organisations nationales les plus représentatives de la profession de masseur-kinésithérapeute - **Art. 9** (p. 3361) : soutient l'amendement n° 20 de M. Pierre Gamba (suppression de cet article, relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3362) : politique d'austérité du Gouvernement et limitation de l'exercice des professions paramédicales - Opposition du groupe communiste au projet de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Franck Sérusclat fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale, sur la proposition de loi** [n° **346 (78-79)**] **de M. Franck Sérusclat et plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la discrimination sexiste.** [n° **316 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3377) : vote du groupe communiste favorable au texte - Proposition de loi communiste sur l'application du préambule de la Constitution de 1946 garantissant l'égalité de droit des femmes - Lutte contre les discriminations - Aspect essentiel des conditions de vie des travailleurs - Retard de procédure parlementaire dans le projet sur la répression dans les affaires de viol et d'attentat aux moeurs.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 2** (p. 4276) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Rolande Perlican (I - suppression de la restriction relative à la prise en compte des besoins du service ; II - en cas de refus, possibilité de recours devant la commission administrative paritaire compétente) - **Après l'art. 2** (p. 4278) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Rolande Perlican (utilisation des crédits de personnel non utilisés pour la création d'emplois de titulaires) - **Art. 7** (p. 4281) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Rolande Perlican (application de la règle de proratisation aux primes) - **Après l'art. 8** (p. 4284) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 27 du Gouvernement (possibilité d'expérience de travail à temps partiel pendant deux ans pour les agents titulaires des collectivités locales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4285) : dispositions du projet tendant à institutionnaliser le chômage partiel non indemnisé des fonctionnaires - Atteinte au statut de la fonction publique - Marginalisation du travail féminin - Objectif des 35 heures de travail sans diminution de salaire - Equipements collectifs - Vote du groupe communiste contre le projet.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4406) : introduction du travail à temps partiel dans la fonction publique et dans le secteur privé - Egalité des salaires entre hommes et femmes - Rapport de M. Lucas sur le travail à temps partiel ; détérioration des conditions de travail et nécessité de les améliorer - Embauche et absence d'effet du travail à temps partiel ; cite les instructions élaborées par certaines sociétés - (p. 4407) : institutionnalisation du chômage partiel non indemnisé - Disponibilité des salariés à temps partiel et détérioration des conditions de vie - Utilité pour l'employeur d'un volant de travailleurs à temps partiel - Sous-qualification des emplois concernés - Expériences étrangères - Aspiration à de meilleures conditions de travail ; contraites présentées par le travail à temps partiel - Absence de consultation des comités d'entreprise et des syndicats - Remise en cause des droits et des acquis - Reprise d'un travail à temps complet - Problème des heures complémentaires - Protection sociale des travailleurs à temps partiel - Propos de Georges Marchais dans son livre « L'Espoir au présent » - (p. 4408) réduction du travail hebdomadaire sans diminution de salaire - Avancement de l'âge de la retraite - Cinquième semaine de congés payés - Opposition du groupe communiste.

Avant l'art. 1 (p. 4411) : ses amendements déposés avec M. Hector Viron n° 27 : répartition hebdomadaire de la durée du travail ; irrecevable aux termes de l'article 48 alinéa 3 du Règlement du Sénat ; n° 28 : réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail ; irrecevable aux termes de l'article 48 alinéa 3 du Règlement du Sénat ; n° 29 : durée hebdomadaire maximale du travail et modalités de récupération des heures supplémentaires ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du règlement du Sénat ; n° 30 : raccourcissement immédiat à 38 heures de la durée hebdomadaire du travail ; indemnités particulières pour les travaux pénibles, le travail en semi-contenu, et pour le travail en continu ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du Règlement du Sénat ; n° 31 : système de majoration des salaires pour les heures supplémentaire ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du règlement du Sénat ; n° 32 : fixation de l'âge d'ouverture à la retraite pour les hommes et les femmes et les travailleurs affectés

à des travaux pénibles ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du règlement du Sénat ; et n° 33 : conditions d'attribution de la cinquième semaine de congés payés ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du règlement du Sénat - **Art. 2** (p. 4412) : son amendement n° 37 déposé avec M. Hector Viron : travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; identité de droits avec les travailleurs à temps complet ; rejeté - (p. 4414) : ses amendements déposés avec M. Hector Viron n° 34 : plafond à l'emploi de salariés à temps partiel : exception pour les entreprises employant moins de 10 salariés ; rejeté et n° 35, soutenu par M. Marcel Gargar : principe de la proportionnalité de rémunération ; rejeté - (p. 4415) : son amendement n° 36 déposé avec M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel ; rejeté - (p. 4416) : son amendement n° 38 déposé avec M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet ; rejeté - (p. 4417) : son amendement n° 39 déposé avec M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun ; rejeté - Son amendement n° 40déposé avec M. Hector Viron, soutenu par Mme Rolande Perlican : suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires ; devenu sans objet - (p. 4418) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire) - (p. 4419) : son amendement n° 41 déposé avec M. Hector Viron : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'intervention d'un décret pour l'application des dispositions relatives au travail à temps partiel ; rejeté - (p. 4420) : son amendement n° 42 déposé avec M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel ; rejeté - (p. 4424) : son amendement n° 43 déposé avec M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 4426) : se déclare défavorable à l'amendement n°26 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux) ainsi que, sur cet amendement, au sous-amendement n° 46 du gouvernement (référence au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale) - **Art. 4** (p. 4427) : son amendement n° 44 déposé avec M. Hector Viron : suppression de cet article donnant le pouvoir à l'employeur de procéder à titre provisionnel et sous réserve à un abattement d'assiette pour le calcul des cotisation de sécurité sociale ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) **Art. 2** (p. 5060) : son amendement n° 94 soutenu par M. Paul Jargot : plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales ; rejeté.

Deuxième partie :

Santé et Sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5918) : prétendue politique familiale du gouvernement et difficultés réelles des familles - Compression du pouvoir d'achat des prestations familiales - Mesures en faveur du troisième enfant - Revenu minimum familial - Projets de lois concernant le travail à temps partiel : exploitation des femmes - (p. 5919) : retard d'application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse - Propositions du candidat communiste aux élections présidentielles - Vote du groupe communiste contre ce budget

BEAUPETIT (Charles), sénateur du Loir-et-Cher (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2730** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre de l'Industrie : les **collectivités locales (approvisionnement en fuel)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** *ter* (p. 502) : soutient l'amendement N° I-173 de M. Henri Moreau (aides de l'Etat et souscription de contrats).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Avant l'art. 14** (p. 596) : son amendement N° III-144 déposé avec M.René Touzet : composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier » ; réservé, puis adopté le 6 mars 1980.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 679) : son amendement N° III-144, précédemment réservé, déposé avec M. René Touzet : composition de la commission départementale d'aménagement foncier ; adopté - **Art. 18** (p. 710) : son amendement N° III-141 déposé avec M. René Touzet et soutenu par M. Paul Girod : attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de 3 surfaces minimum d'installation (SMI) ; rejeté.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 722) : son amendement N° IV-45 : établissement d'un schéma directeur d'aménagement par le Conseil général ; retiré - (p. 723) : son amendement N° IV-36 : consultation de la carte des terres agricoles avant les opérations susceptibles d'entraîner la réduction de l'espace agricole ; retiré - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : son amendement N° IV-46 identique aux amendements N° IV-38 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard et N° IV-39 de M. Guy Robert, soutenus par M. René Tinant et N° IV-58de M. Jean-Paul Hammann : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles ; retiré - **Art. 30** *bis* (p. 732) : son amendement N° IV-28 déposé avec M. René Touzet : cas de remembrement de droit ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : soutient, puis retire l'amendement N° III-142 de M. René Touzet (délai pour le paiement de la soulte).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : sur l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Lionel de Tinguy (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation), soutient le sous-amendement N° II-183 de M. Paul Girod (généralisation de ces activités et prise en charge par l'Etat).

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 14** *bis* C (p. 1891) :

son amendement N° 43 : financement de la totalité des opérations de remembrement d'une commune par les sociétés bénéficiaires de la concession des ouvrages linéaires ; retiré - Son amendement N° 44 : implantation d'un ouvrage et financement des dommages constatés à l'achèvement des opérations de remembrement ; adopté - (p. 1892) : bénéfices résultant, pour la société concédante, des travaux de remembrement, sans comparaison avec le prix de ces travaux.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304** (78-79)] - (9 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 3825) : soutient son amendement n° 67 et l'amendement n° 38 de M. Jacques Thyraud, dont l'objet est analogue : définition des eaux closes et communication des eaux ; devenus sans objet - **Après l'art. 5** (p. 3829) : son amendement n° 80, déposé avec M. François Giacobbi : intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** (p. 6110) : son amendement n° 249 : application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques ; retiré et repris par M. Henri Duffaut puis adopté.

BECAM (Marc), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571) puis **élu sénateur du Finistère le 28 septembre 1980** (rattaché administrativement au groupe RPR).

NOMINATIONS

En qualité de sénateur.

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

En qualité de membre du gouvernement.

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1135) : naufrages de l'Amoco-Cadiz et du Tanio - Déclenchement du plan Polmar et efficacité des mesures prises - (p. 1136) : chronologie des événements - Moyens mis en oeuvre - Situation identique de tous les pays face à ces problèmes - Dépenses engagées - Contrats avec des entreprises d'assainissement - Moyens en hommes : sapeurs-pompiers, militaires, unités de sécurité civile - (p. 1137) : solutions possibles : service national de défense ; renforcement des unités existantes ou création éventuelle d'une nouvelle unité de sécurité civile - Dotation globale de fonctionnement des communes sinistrées ; concours particuliers ; critère de sinistre - Crédits budgétaires - Plans Polmar - Pollution en Méditerranée - Nettoyage de l'Ile de Batz - Rôle de l'armée.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1177) : problèmes de compensations financières et audition du ministre de l'intérieur par la commission des finances - Report du début de la séance.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1251) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-45 de la commission des lois (principe et modalités d'application d'élaboration d'un plan d'adaptation des structures universitaires) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de Mme Danielle Bidard N° II-271 (avis conforme des conseils d'université intéressés), N° II-272 (exercice des fonctions d'enseignants dans les centres d'enseignement supérieur et affectation à l'université de rattachement du centre), N° II-273 (suppression des dispositions de cet article concernant la prise en charge par les collectivités locales du surplus des dépenses universitaires), N° II-274 (remboursement des frais de transport pour se rendre à l'université de rattachement) et N° II-275 (lien entre création des centres de l'enseignement supérieur et mise en place des services des oeuvres universitaires) - (p. 1252) : démocratisation de l'enseignement universitaire - Coût des enseignements supérieurs - (p. 1253) : s'oppose à l'amendement N° II-286 de la commission des lois (détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires) - Augmentation du nombre d'étudiants - Souhait d'un débat relatif aux universités.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1337) : demande le retrait de l'amendement N° II-56 de la commission des lois (répartition des charges entre les communes du département et prise en compte possible de l'avantage des communes dont la police est étatisée) - (p. 1339) : accepte l'amendement N° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° II-300 de M. Michel Darras (dépôt d'un premier rapport au Parlement dans un délai de deux ans) - Oppose l'art. 40 de la Constitution au sous-amendement N° II-297 de M. Jean Ooghe (suites données à ce rapport : augmentation, si nécessaire, de la dotation globale de fonctionnement) - (p. 1342) : demande le retrait de l'amendement N° II-110 de la commission des finances (financement de la dotation de compensation par prélèvement sur le budget de l'Etat) - **Avant et après l'art. 89** (p. 1344) : s'oppose à l'amendement N° II-212 de M. Jean Ooghe (suppression des art. L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes instituant un régime de responsabilité collective) - Responsabilité du fait d'émeutes et participation de l'Etat à l'indemnisation - Accepte l'amendement N° II-69 de la commission des lois (responsabilité des communes : responsabilité sans faute) - **Après l'art. 60** (p. 1345) : s'oppose à l'amendement N° II-141, précédemment réservé, de M. Marcel Rudloff (participation de l'Etat à la prise en charge des réparations des dégâts causés par des phénomènes naturels) - Responsabilités de l'Etat et des collectivités locales - Mention des mesures de sûreté parmi les pouvoirs de police du maire dans l'art. L. 131-7 du code des communes - **Avant l'art. 89** *(suite)* (p. 1346, 1347) : accepte l'amendement N° II-70 de la commission des lois (responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent par d'elles), sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° II-298 du gouvernement : exception dans le cas de faute du maire ; devenu sans objet - Partage des responsabilités, souhaité par la commission des lois, et cas de carence du maire - (p. 1350, 1351) : sur la modification des seuils fixés par le code des communes pour l'interdiction faite aux maires de traiter avec la commune, amendement N° II-299 du Gouvernement ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement N° II-256 de M. Claude Mont - **Art. 89** (p. 1352) : accepte l'amendement N° II-59 de la commission des lois (précisions sur les conventions permettant l'exercice par les communes de compétences incombant normalement aux départements) - **Art. 91** : question, posée par M. Josy Moinet, de la cohérence entre les art. 90 et 91 - Demande le retrait de l'amendement N° II-165 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Josy Moinet (suppression de cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général par l'intermédiaire du préfet) - (p. 1353) : rôle du préfet dans cette procédure de règlement amiable - Obligation pour le conseil général d'examiner le recours en séance publique - (p. 1354) : subventions pour les festivals - Champ d'appli-

cation des articles 90 et 91 - (p. 1357) : s'oppose à l'amendement N° II-135 de M. Franck Sérusclat (possibilité de recours en cas de préjudice direct ou indirect) - (p. 1358) : double rôle des préfets, comme représentants du gouvernement et comme exécutifs du département - Garanties offertes aux communes par l'art.91 ; demande au Sénat d'adopter cet article - **Après l'art. 91 : Intitulé de chapitre additionnel :** accepte l'amendement N° II-60 de la commission des lois (« chapitre additionnel VIII (nouveau) - Dispositions communes ») - (p. 1359) : accepte l'amendement N° II-61 de la commission des lois (codification dans la loi du 10 août 1871 des dispositions relatives à l'aide sociale, et aux diverses formes d'aide aux familles) - Accepte l'amendement N° II-62 de la commission des lois (modification de la loi du 10 août 1871, en application des décisions prises en matière de bourses) - (p. 1360) : intervient contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Darras à l'encontre de l'amendement N° II-63 de la commission des lois (codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département) - Dispositions de l'art. 72 de la Constitution et rôle du préfet comme exécutif du département - Sur l'amendement N° II-63 de la commission des lois, sous-amendement N° II-301 du gouvernement : précisions sur la portée de cet article : autorité du préfet et contrôle du conseil général sur les services administratifs pour la partie de leur activité exercée pour le compte du département - (p. 1361) : rôle du préfet comme exécutif départemental - (p. 1362) : accepte l'amendement de coordination N° II-64 de la commission des lois - (p. 1363) : accepte l'amendement de coordination N° II-65 de la commission des lois - Accepte l'amendement de coordination N° II-66 de la commission des lois : financement en matière d'aide sociale - Accepte l'amendement de coordination N° II-67 de la commission des lois : budget annexe de l'aide sociale - Accepte l'amendement de coordination N° II-68 de la commission des lois - Demande le retrait de l'amendement N° II-128 de M. Franck Sérusclat (modalités de versement par l'Etat des sommes dues aux départements en matière de bourses) - Transfert de compétences et transfert de charges - (p. 1365) : dispositions adoptées à l'art. 88 : dotation globale de fonctionnement et attribution minimale des bourses - Accepte l'amendement N° II-187 de M. Léon Jozeau-Marigné, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur).

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 175** (p. 1432) : accepte l'amendement de codification N° II-307 de la commission des lois.

BECK (Bernard), Premier président de la Cour des Comptes

INTERVENTIONS

— **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (30 juin 1980) (p. 3385) : dépôt sur le bureau du Sénat du rapport établi au titre de l'année 1980.

BELCOUR (Henri), sénateur de la Corrèze (RPR).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

BELIN (Gilbert), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu de nouveau membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2600** (JO Débats 26 octobre 1979) (p. 3548) à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (départements et territoires d'outre mer) : les **communes (cérémonie de jumelage de Cayenne et de Thies)** - Réponse de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) (24 octobre 1980) (p. 4043, 4044).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3030) : intervient au nom de M. *Franck Sérusclat.* « Plan de restructuration » élaboré par Rhône-Poulenc en décembre 1977 - (p. 3031) : situation de l'emploi dans les départements de la région Rhône-Alpes - Suppression des emplois induits - Attitude du Gouvernement entre les Etats-Unis et le Tiers-monde - Importance des activités Rhône-Poulenc à l'étranger - Dépendance française à l'égard des multinationales installées à l'étranger.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980) (p. 4337) : baisse de la demande de voitures au salon de l'automobile - Baisse de la production européenne - Raisons : charges sur l'automobile, dégradation du pouvoir d'achat, pénétration de la production japonaise - Difficultés des établissements Ducellier : chômage, licenciement, prise de contrôle par Ferodo Lucas - Répercussions de la crise de l'automobile sur la région du Puy-de-Dôme - Question au gouvernement sur l'industrialisation du bassin minier de Brassac - Examen du problème de la concurrence japonaise demandé par le comité européen des constructeurs du Marché commun.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5558) : diminution des moyens du Secrétariat d'Etat et réduction des crédits mis à sa disposition par les différents ministères : exemple des crédits du ministère de l'agriculture - Potentialités de la forêt guyanaise - (p. 5559) : importance des infrastructures routières et des installations portuaires - Insuffisance des moyens budgétaires - Désengagement de l'Etat - Le groupe socialiste ne votera pas ce budget

Education (5 décembre 1980) - (p. 5871) : insuffisance des moyens de l'enseignement technique - Evolution de la société et importance de l'enseignement professionnel - Dévalorisation du travail manuel ; conditions de travail - (p. 5872) : insuffisance des places dans l'enseignement technique - Nécessité d'une souplesse des structures

pédagogiques des établissements de formation professionnelle ; modification de la circulaire de 1974 concernant les centres de formation des apprentis (CFA) - Application de la carte scolaire régionale ou nationale aux lycées d'enseignement professionnel - Séquences éducatives - Devenir des classes passerelles - Harmonie entre niveau technique et niveau culturel - Intervient au nom de M. *René Chazelle* - Dégradation du niveau des bourses et des secours d'étude - Attribution des bourses dans le département de la Haute-Loire récemment sinistré - Aide aux transports scolaires ; refus de l'Etat de participer au transport des élèves préscolarisés - Collectivités locales et progression insuffisante de la subvention de fonctionnement - Vieillissement du parc immobilier et travaux de rénovation - Crédits pour les actions péri-scolaires à vocation sociale - Désengagement de l'Etat et augmentation des charges des collectivités concernées - Evolution de la société et devenir de l'école

BENARD MOUSSEAUX (Jean), sénateur de l'Indre (UREI).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Procès-verbal** (15 janvier 1980) (p. 3) : rectification de vote par M. Philippe de Bourgoing, président du groupe UREI

BERANGER (Jean), sénateur des Yvelines (GD-SRG).
Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1171).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6443).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales sur la conférence internationale des parlementaires sur la population et le développement tenue à Colombo (Sri Lanka) du 28 août au 1er septembre 1979 - (n° **179**, 1979-1980) (25 février 1980) - **Démographie.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **5**, 1980-1981) déclaré d'urgence, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique, (n° **53**, 1980-1981) (24 octobre 1980) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Travail** (n° **102**, tome **IV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la participation de l'encadrement et des autres salariés aux conseils d'administration et de surveillance des entreprises (n° **160**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (n° **187**, 1980-1981) (16 décembre 1980) - **Travail** (durée du).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **28** (JO Débats 22 octobre 1980) (p. 3977) à M. le ministre de l'Education : les **écoles maternelles (effectifs des écoles maternelles dans certains départements)** - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'Education (7 novembre 1980) (p. 4510).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (17 janvier 1980). - **Explication de vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi** (p. 169) : décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances pour 1980 non conforme à la Constitution - Rôle du Sénat dans cet imbroglio juridique - Recours à la procédure de l'art. 49, alinéa 3, de la constitution - Proposition de loi organique de *M. Etienne Dailly* - La formation des sénateurs radicaux de gauche votera contre le projet de loi de finances..

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (3 avril 1980) - **Art. 14** (p. 1028) : soutient l'amendement N° 82 de M. Bernard Legrand (composition de la commission d'avancement et de la commission chargée de donner un avis en matière de recrutement) - **Art. 10** (p. 1034) : son amendement N° 164 : 1. bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires et agents de l'Etat titulaires ; rejeté - 2. bénéfice de ce recrutement pour les officiers et assimilés de l'armée active ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1068) : soutient l'amendement N° 84 de M. Bernard Legrand, identique à l'amendement N° 43 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au second concours).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1163) : soutient l'amendement N° II-155 de M. René Billères (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation) - **Art. 81** (p. 1172) : soutient l'amendement N° II-156 de M. René Billères (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : soutient l'amendement N° II-159 de M. René Billères (suppression de cet article prévoyant l'organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires - (p. 1232) : carence de l'Etat et activités complémentaires assurées par les communes, le danger de l'officialisation de cette pratique par le projet de loi - **Art. 85** *bis (nouveau)* (p. 1234) : à propos du pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire, soutient l'amendement N° II-160 de M. René Billères et déclare le groupe GD-SRG favorable à l'amendement N° II-101 de la commission des affaires culturelles - (p. 1235) : rythmes scolaires et décisions du conseil municipal après avis des conseils de l'éducation - Loi de 1882 et conflit entre éducation catholique et non-catholique - **Art. 85** *ter (nouveau)* (p. 1238) : son amendement N° II-161 : principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Art. 91** (p. 1352) : son amendement N° II-165, soutenu par M. Josy Moinet : suppression de cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général par l'intermédiaire du préfet ; modifié puis retiré.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2489) ; responsabilité des salariés comme partenaires sociaux - Tradition doctrinale depuis Saint-Simon ; référence au général de Gaulle - Ordonnance du 17 août 1967 ; succès limité de l'actionnariat ; évolution depuis 1945 - Plein emploi et chômage ; dégradation du pouvoir d'achat des salariés - Représentation des cadres au conseil d'administration - Rôle du chef d'entreprise - Rôle créateur de la loi - Renforcement des pouvoirs des comités d'entreprise - (p. 2490) : nécessité de combattre chômage et inflation - Droit au travail et amélioration de la qualité de la vie.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2802) : caractère alarmant des problèmes démographiques français - Difficultés des populations inactives et particulièrement des retraités - Influence sur la natalité des mariages à l'essai, des divorces et des interruptions volontaires de grossesse - Choix auquel se trouvent acculées les femmes : enfant ou travail - Aide financière et aménagements du cadre de vie - Coïncidence entre horaires d'école et horaires de bureau - Crise du logement - Problèmes psychologiques contemporains - (p. 2803) : prolongation du congé maternité des mères salariées à partir d'une troisième grossesse - Régression par rapport au contenu du programme de Blois - Regroupement des allocations pré et post-natales - Inexistence sociale des enfants avant 3 ans, pour ce qui est de leur accueil dans les équipements collectifs - Insuffisance des subventions reçues par les communes - Création de deux prestations nouvelles, de faible montant - Utilisation de l'excédent réalisé sur les prestations familiales grâce à la baisse de la natalité pour renflouer les caisses d'assurance-maladie - Régulation de la redistribution des revenus par l'impôt direct et le quotient familial ; poids des impôts indirects - Amendements déposés par les sénateurs radicaux de gauche.

Art. 1 A (p. 2821) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires sociales (modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de famille de moins de trois enfants), son sous-amendement N° 98 : allongement du congé pré-natal au bénéfice de toutes les familles ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - Toujours sur l'amendement N° 1 de la commission, son sous-amendement N° 99 : variation des périodes d'indemnisation antérieure et postérieure à l'accouchement ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (19 juin 1980). - **Art. 11** (p. 2842) : son amendement N° 103, soutenu par M. René Touzet : attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4270) : loi du 19 juin 1970 sur le travail à mi-temps dans la fonction publique - Champ d'application et droits des bénéficiaires - Extension progressive du champ d'application : agents titulaires des collectivités locales ; agents non titulaires de l'Etat, puis des collectivités locales - Assouplissement des conditions d'octroi - Convenances personnelles - Durée du travail à mi-temps - Bilan d'application - Autres procédures expérimentées : système de la journée libre, dite « du mercredi » - Dispositions du projet en examen - Critiques relatives à la réduction artificielle du chômage et à la marginalisation du travail féminin - (p. 4271) : bénéfice du projet pour les candidats à un concours de promotion professionnelle - Conditions de détermination des traitements de la fonction publique : trentième indivisible ou règle du *prorata temporis* - Dérogation au statut général de la fonction publique - Portée provisoire du texte - Travail à temps partiel et besoins en effectifs des administrations concernées - Consultation des comités techniques paritaires pour la mise en application - Protection des droits acquis en matière d'avancement et d'avantages sociaux - Extension au personnel des collectivités locales - Souhait d'un texte définitif à l'issue de la période expérimentale de deux ans.

Art. 1 (p. 4275) : amendement rédactionnel n° 1 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 4276) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Rolande Perlican (consultation des comités techniques paritaires compétents sur les décrets d'application) - **Art. 2** : amendement de coordination n° 2 de la commission ; adopté - Sur l'amendement n° 7 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (I - suppression de la restriction relative à la prise en compte des besoins du service ; II - en cas de refus, possibilité de recours devant la commission administrative paritaire compétente), s'oppose au paragraphe I et accepte le paragraphe II - (p. 4277) : sur la durée de l'accord passé entre l'administration et le fonctionnaire, et sur la possibilité de plein droit de réintégrer un service à temps complet, s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Rolande Perlican et n° 15 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne - **Après l'art. 2** (p. 4278) : sur l'affectation des crédits budgétaires non utilisés à la création d'emplois d'agents titulaires, s'oppose aux amendements n° 16 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne, et n° 14 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 4** (p. 4279) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (prise en compte de la totalité du travail à temps partiel, tant pour la liquidation de la pension que pour la constitution du droit à pension) ; s'oppose également à l'amendement n° 9 de Mme Rolande Perlican (application du prorata pour la liquidation de la pension selon les modalités en vigueur dans la fonction publique) - **Art. 6** : amendement n° 3 de la commission, identique aux amendements n° 10 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar, et n° 19, de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression de cet article, relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée ; rejeté - (p. 4280) : après le rejet de l'amendement n° 3, accepte l'amendement

n° 26 du gouvernement (possibilité de prise en compte des périodes de travail à temps partiel au titre des services actifs, si la durée hebdomadaire atteint 80 % de la durée réglementaire) - Solution favorable aux agents ayant choisi le congé du mercredi - **Avant l'art. 7 :** s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar (assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein pour les droits à l'avancement, aux congés payés et aux prestations familiales) - **Art. 7** (p. 4281) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement), mais accepte l'amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet,soutenu par M. Michel Moreigne (suppression de la proratisation du seul supplément familial de traitement) - S'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la règle de proratisation aux primes) - (p. 4282) : s'oppose aux amendements n° 13 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar (calcul de la retenue à effectuer par référence aux modalités en vigueur dans la fonction publique) et n° 22 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (calcul de la retenue effectuée par référence à l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961) - Amendement n° 25 de la commission : calcul de la retenue à effectuer selon la règle du *prorata temporis* et par dérogation aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961 ; adopté - Règle du trentième indivisible et règle du *prorata temporis* - **Après l'art. 7** (p. 4283) : accepte l'amendement n° 23 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (maintien des priorités d'accès aux équipements collectifs accueillant les enfants) - **Art. 8** (p. 4284) : accepte l'amendement n° 24 de Mme Cécile Goldet,soutenu par M. Michel Moreigne (consultation du Conseil supérieur de la fonction publique sur les décrets d'application) - **Après l'art. 8** : amendement n° 4 de la commission : extension des expériences de travail à temps partiel au personnel titulaire des collectivités locales ; retiré au profit de l'amendement n° 27 du gouvernement (possibilité d'expérience de travail à temps partiel pendant deux ans pour les agents titulaires des collectivités locales) - Amendement n° 5 de la commission : rapport d'application à l'issue de la période de deux ans et dépôt d'un projet de loi à caractère définitif ; irrecevable aux termes de l'art. 41 de la Constitution.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4927, 4928) : qualité du rapport du Gouvernement déposé en annexe aux projet de loi - Réforme de 1979 : ressource évolutive ; indexation sur la TVA - Solidarité ; dotation forfaitaire et dotation de péréquation ; impôt sur les ménages et potentiel fiscal - Garantie de progression minimale et hausse du coût de la vie - Catégories démographiques et inégalités entre les communes - Notion de potentiel fiscal - Difficulté d'évaluation des revenus - Cas des communes de la région parisienne ; approuve la suppression du fonds d'égalisation des charges (FEC) (p. 4929) : indemnité de logement des instituteurs ; texte voté lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et nouvelle controverse prévisible - Modicité des sommes en cause - Revalorisation de la dotation en fonction de l'augmentation de population et difficultés d'application : cas de la commune de Marly-le-Roi - Propositions des radicaux de gauche pour l'amélioration des finances locales : centimes additionnels à l'impôt sur le revenu - Vote des radicaux de gauche favorable au projet.

Art. 7 (p. 4948) : refus par les sénateurs radicaux de gauche de voter les amendements du Gouvernement n° 68 (suppression de l'article 6 relatif à l'indemnité de logement des instituteurs) et n° 69 (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs).

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Après l'art. 9** (p. 4978) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires) - **Explication de vote** (p. 4989) : DGF et solidarité entre les communes - Problème non résolu de l'indemnité de logement des instituteurs - Pérennisation du versement de Paris aux départements de la région parisienne - Vote favorable au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 5156) : soutient l'amendement n° 134 de M. Henri Caillavet (abrogation de l'art. 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées) - **Art. 11** (p. 5168) : projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement et stagnation des subventions d'équipement aux collectivités locales - Votera l'amendement n° 157 de M. Camille Vallin (suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat).

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5188) : diminution des crédits d'équipement du tourisme social et désengagement du budget de l'Etat - Importance du tourisme dans la vie économique et la balance commerciale de la France - Nécessité d'un ministère du tourisme - Retard de réalisation du VII[e] Plan en matière de tourisme social - Aide à la personne - Expérience du village de vacances intercommunal qu'il préside et caractère exemplaire de cette réalisation - Etalement des vacances - Taux de la TVA des agences de voyages - Compétitivité de l'hôtellerie française - Observations de la Cour des comptes relatives aux anomalies dans l'emploi des subventions - Exemple de l'Association « France Information Loisirs » - (p. 5189) : rôle des offices de tourisme et comité régionaux du tourisme - Créations d'emplois : exemple du village de vacances de Lamoura, dans le Jura - Impossibilité pour les radicaux de gauche d'approuver ce budget

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5203) : stagnation des crédits de la jeunesse, des sports et des loisirs - Affirmation par le Gouvernement de la priorité du sport à l'école et absence de politique correspondante - Efforts des collectivités locales - Réglementation sur l'ouverture des équipements sportifs - Réduction de la dotation du « franc-élève » et transfert de charges sur les collectivités locales - Sport à l'école primaire - Prise en charge par les communes des moniteurs d'éducation physique - Sport universitaire - Formation des personnels ; statut des conseillers techniques et sportifs - Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et risque de transfert de charges en matière d'équipement sportif et de crédits de fonctionnement aux associations - Subventions d'investissement aux communes et dotation globale d'équipement - Loisirs des jeunes et création de nouveaux centres régionaux d'information - Carence en matière de politique associative - réduction des crédits destinés aux associations de jeunesse - Rôle de l'Etat et des collectivités locales dans le financement de la formation des animateurs - Réforme du système fiscal : taxe sur les salaires - Exemple d'une association pour les loisirs des jeunes handicapés - (p. 5204) : absence de volonté politique - Impossibilité pour les sénateurs radicaux de gauche de voter ce budget

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5289) : faiblesse de la croissance des crédits et de la part de ce

budget dans le budget de la nation - (p. 5290) : renouveau musical et actions de prestige - Reprise en main du théâtre de Chaillot par Antoine Vitez - Compagnie Renaud-Barrault - Ecole de danse de M. Maurice Béjart - Animation culturelle - Stagnation des crédits de la Société d'encouragement aux métiers d'art - Diffusion de la culture française et importance du livre ; problème du prix du livre français - Assemblée internationale des parlementaires de langue française à Ottawa et attachement porté à la langue française - Politique d'achat de la télévision française ; séries américaines - Rapport entre la télévision et les centres de recherche et d'animation culturelle - Collaboration de FR3avec le cinéma d'art et d'essai - Caractère limité de l'action des collectivités locales en faveur de l'animation culturelle - Avenir des maisons de jeunes et de la culture, et de la vie associative en général - Crise économique internationale ; choix gouvernemental d'abandon de la culture

Education (5 décembre 1980) - (p. 5867) : austérité de ce budget - Objectifs de la politique gouvernementale : lutte contre l'échec scolaire, formation des enseignants du secondaire et participation des parents - Manifeste des radicaux de gauche et lien entre l'école et le développement des communications de masse - Stages en entreprise - Introduction de la télématique et de l'informatique - (p. 5868) : expérience du lycée Corneille à la Celle-Saint-Cloud - Expérience audiovisuelle au CES Louis-Lumière de Marly-le-Roi - Equilibre entre technologie nouvelle et gestion du quotidien - Formation initiale et continue pour les enseignants du primaire - Réforme de la formation pédagogique des enseignants du second degré - Suppression des postes de surveillant et développement des violences à l'école - Revalorisation du travail agricole et manuel, et insuffisance des crédits à l'enseignement agricole - Suppression de postes dans les mouvements éducatifs péri et post-scolaires - Cite les écrits de Michel Crépeau concernant la démocratisation et la sélection dans l'enseignement - Vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5979) : intervient au nom de M. *Jean Mercier* - Sort réservé à Klaus Barbie - (p. 5980) : démarches auprès du gouvernement bolivien - Liens particuliers avec le continent africain et nécessité de ne pas le privilégier dans nos relations extérieures ; relations avec le Canada ou l'Asie du Sud-Est - Diminution des crédits de la direction générale des relations culturelles - (p. 5981) : intervient en son nom propre - Conférence internationale sur la démographie et le développement de Colombo - Choix par la France du système d'aide bilatérale - Importance de l'aide multilatérale et des organismes internationaux - Relations avec les pays en voie de développement et modification structurelle de l'économie mondiale - Richesse des pays occidentaux et accroissement de l'écart avec les pays pauvres - Ratification de l'accord créant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) - Aide française au programme des Nations Unies pour le développement - (p. 5982) : problème démographique et contribution de la France au fonds international pour l'aide au développement - Faiblesse de l'aide de la France au Tiers-Monde - Nécessité d'une campagne d'information auprès de l'opinion publique - Ressources financières ; proposition de l'augmentation de la taxation sur les produits saisis par les douanes **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5985) : soutient l'amendement n° 261 de M. Jean Mercier (réduction indicative de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne des droits de l'homme

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 6054) : dégradation de la situation de l'emploi - Nombre des chômeurs - Recours des employeurs à des formes d'emploi précaire : contrat à durée déterminée et intérim - (p. 6055) : indemnisation du chômage et subvention du fonds national du chômage à l'UNEDIC - Enveloppe formation professionnelle - Pactes pour l'emploi des jeunes - Indemnisation du chômage et incitation à la recherche d'un emploi - Coût du chômage pour la collectivité - Chômeurs non indemnisés - Economie libérale et efficacité économique - Réduction du temps de travail - Evolution de la natalité - Politique familiale - Travailleurs immigrés

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** *bis* (p. 6116) : son amendement n° 311 : établissement des bases de la fiscalité directe locale au 1er octobre de l'année précédant l'année d'imposition ; retiré - **Après l'art. 43** (p. 6120) : son amendement n° 349 : application rétroactive aux parcs zoologiques de l'exonération pour les billets d'entrée du droit de timbre des quittances ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Art. 2** (p. 6288) : soutient l'amendement n° 12 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave (réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam) - **Après l'art. 12** (p. 6295) : soutient l'amendement n° 1 de M. Josy Moinet (possibilité d'option irrévocable pour les associations à but non lucratif sur un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 %) - (p. 6296) : importance et urgence d'une réforme portant sur la taxe sur les salaires.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **187 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6399) : décrets instituant des expériences de travail à temps partiel et avis des comités techniques paritaires compétents - Maintien des compétences du pouvoir exécutif en matière d'organisation administrative - Réintégration de plein droit des fonctionnaires ayant bénéficié du travail à temps partiel pour une période inférieure à un an ; récupération du temps perdu pour le service - Période expérimentale et fusion prochaine de la présente loi et de la loi du 19 juin 1970 sur le travail à mi-temps - Souhait d'unification des régimes de retraite applicables aux agents travaillant à temps partiel ou à mi-temps - Extension de la règle du *prorata temporis* aux primes et indemnités de toute nature ; maintien du bénéfice du taux plein pour la prime de transports et les indemnités pour frais de déplacement ; application particulière pour le supplément familial de traitement - Avancement, formation, promotion et assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein - Modalités particulières d'application et avis du comité technique paritaire concerné - Principe de la libre administration des collectivités locales ; application de la loi aux établissements publics locaux ; exclusion des agents des collectivités locales travaillant à temps non complet ; limitation de la portée du décret d'application aux régimes de retraite et de sécurité sociale des agents intéressés ; application par le conseil de Paris - Propositions du gouvernement sur les conditions de remplacement des fonctionnaires et du supplément familial de traitement.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 6401) : vote favorable des sénateurs radicaux de gauche - Modifications apportées au texte gouvernemental et renforcement des garanties des fonctionnaires - Travail à temps partiel et aspirations de nombreux travailleurs.

BERCHET (Georges), sénateur de la Haute-Marne (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6131).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à inclure les bureaux d'**aide sociale** parmi les bénéficiaires du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (n° **270**, 1979-1980) (29 mai 1980).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Transports terrestres** (n° **100**, tome **XVIII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 384) : croissance démographique mondiale et nécessité du développement de la production agricole - Excédents européens et politique d'exportation de la CEE - Nécessité d'une Europe politique - (p. 385) : prix des terres agricoles : création d'un répertoire ; spéculation foncière - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Accès des sociétés civiles de placement au capital des groupements fonciers agricoles (GFA) ; possibilité de nantissement des parts de GFA - Aménagement rural : remembrement-aménagement, cartes communales ; importance de la politique des prix agricoles.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1288) : sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune), son sous-amendement N° II-294 : distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1293) : remboursement de l'indemnité de logement et financement de la dotation particulière.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'article 44 E** (p. 5269) : son amendement n° 194 déposé avec M. René Touzet : principe et modalités d'application de la transmission de la rente « accident du travail » à la veuve d'une victime du STO ; retiré.

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5339) : baisse du revenu brut moyen des agriculteurs - Distorsion entre coûts de production et prix de vente - Moyens de l'aide directe sélective en faveur des agriculteurs - Politique agricole commune et « montée en puissance de l'agriculture française » - (p. 5340) : conséquences de l'arrivée sur le marché français de produits laitiers européens - Importance des crédits destinés aux améliorations productives : remembrement, hydraulique - Dotations globales de fonctionnement attribuées aux communes et problème de leur transformation en dotations globales d'équipement - Disparité des enveloppes financières entre les régions bénéficiant d'un super-plan de développement et les autres - Conférence annuelle sur l'agriculture et solutions aux problèmes des agriculteurs

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 42** *bis* (p. 5430) : son amendement n° 215 : extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux bureaux d'aide sociale ; retiré.

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Transports terrestres) (p. 5446) : transports et répartition des différents modes de locomotion ; accentuation de la prédominance de la voiture et du transport par camion pour les marchandises - Sous-utilisation des capacités de la SNCF et des voies navigables - Politique d'économies d'énergie et complémentarité entre les modes de transport - Baisse de fréquentation à la SNCF ; mise en service - Contrat d'entreprise de la SNCF - Agressivité commerciale de la SNCF et rigidité de la règlementation interne - Electrification de la ligne Paris-Mulhouse - Saturation des lignes de la banlieue sud-ouest - Situation de la RATP ; bénéfice du versement transport et aide de l'Etat - Extension des lignes du RER et du métro - Sécurité et RATP - Arrêté du 11 décembre 1974 et cars de ramassage scolaire - Avis favorable aux crédits concernant les transports terrestres

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 6434) : son amendement n° 2 : attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat ; adopté - **Art. 9** (p. 6440) : son amendement de coordination n° 4 ; adopté.

BERNARD-REYMOND (Pierre), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères* (nommé le 11 septembre 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 11 et 12 septembre 1978, p. 3250).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2662** de M. **Francisque Collomb : conséquences de la convention de Lomé** (31 octobre 1980) (p. 4323, 4324).

n° **2763** de M. **Francisque Collomb : institution d'un passeport européen** (31 octobre 1980) (p. 4325)..

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'accord réalisé le 30 mai 1980 au sein du Conseil des Communautés européennes** [n° **285 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - (p. 2328) : longueur de la crise européenne et information du Parlement sur les résultats de l'accord obtenu - Contribution britannique au budget communautaire - Avenir de la politique agricole commune (PAC) ; demande britannique du gel des prix, de la libre circulation de la viande de mouton et du maintien du caractère exclusif de ses zones de pêche - Opposition du gouvernement français à ces demandes de révision de la PAC - Niveau de vie anglais et contribution au budget de la communauté - Caractéristiques de l'accord réalisé le 30 mai 1980 ; mesures prises dans le domaine agricole et réduction de la contribution budgétaire britannique - (p. 2329) : contribution française à la réduction de la contribution britannique - Excédents agricoles et avenir de la PAC - Financement de la communauté et déficits - Accord du 30 mai et maintien du principe des règles communautaires.

— **Rappel au règlement** - (4 juin 1980) (p. 2331) : envoi mensuel de documents à la délégation parlementaire pour les communautés européennes - Conditions du déroulement des négociations européennes et difficultés pratiques pour tenir la délégation informée, jour après jour.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959** [n° **257 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2760) : absence de contradiction entre la convention européenne et la convention bilatérale franco-allemande - Demande le rejet de la motion N° 1 de M. Charles Lederman tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Discussion générale** (p. 2760) : convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959 et convention bilatérale franco-allemande permettant la prise en compte des spécificités du droit pénal allemand - Compétence en Allemagne des autorités administratives sur les infractions à la circulation routière ou fluviale - Respect des principes de base de la convention européenne - Champ d'application de l'entraide judiciaire : commission rogatoire - Cas prévus de refus : infractions politiques ou fiscales ; atteintes à la souveraineté nationale.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturel, ouvert à la signature le 19 décembre 1966** [n° **261 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2761, 2762) : effort des Nations Unies en faveur du respect des droits de l'homme - Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 - Précisions apportées par les deux pactes internationaux de 1966 - Dispositions du pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels - Mise en oeuvre progressive du pacte - Déclarations ou réserves formulées par le gouvernement français - Charte sociale européenne et droit de grève.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature le 19 décembre 1966** [n° **262 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2764) : traditions de la France et attachement à la défense des droits de l'homme - Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et violations dans le monde actuel - Réserves formulées par le gouvernement français - Conformité nécessaire des traités internationaux avec la législation nationale - Adhésion de la France en 1974 à la convention européenne des droits de l'homme - (p. 2765) : circonstances exceptionnelles - Discipline militaire - Monopole de la radio et de la télévision - Expulsions des étrangers - Double degré de juridiction - Liberté d'expression - Activités politiques des étrangers - Propagande en faveur de la guerre - Légitime défense - Non discrimination en droit français et absence de minorités - Refus par le gouvernement de la procédure de recours inter-étatique et de la procédure de recours individuel organisée par le protocole facultatif : possibilité de recours individuel des citoyens français devant les tribunaux de leur pays.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus de compagnie de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23juin 1978** [n° **256 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2766) : absence de convention fiscale générale entre la France et le Chili et champ d'application limité de cet échange de lettres, relatif à l'exonération réciproque des revenus des compagnies aériennes.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977** [n° **258 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2766) : assistance de fait entre la France et la République fédérale d'Allemagne à l'occasion de catastrophes ou d'accidents graves, et cadre juridique institué par les conventions de 1959 et 1962 et par cette nouvelle convention - Champ d'application territorial - Exemple de l'intervention des canadairs français en Basse-Saxe en 1977 et de la participation des sapeurs-pompiers allemands au nettoyage des plages bretonnes polluées après le naufrage de l'*Amoco Cadiz* - Gratuité de l'assistance fournie en équipements et en personnels - Partage des seuls frais d'intervention aérienne.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre 1978** [n° **106 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2769) : complexité des relations fiscales entre la France et les Etats-Unis - Convention de 1946 et problème du double domicile - Extension du champ d'application de la convention de 1946 aux donations - Solution apportée au cas de double domicile - Clause de traitement réciproque des dons et legs - Problème des doubles nationaux évoqué par MM. *Jacques Habert* et *Etienne Dailly* : critère du domicile ou critère de la citoyenneté - Eventualité d'une révision future de la convention et de la protection des doubles nationaux dans la négociation de conventions ultérieures.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les états membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation de deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** [n° **255 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2752) : conventions de Lomé I et Lomé II - Poursuite de la coopération malgré la crise pétrolière - (p. 2753) : échec de la V[e] Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à Manille en 1979 et de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) à New Delhi en février 1980 - Origines de la convention de Lomé - Conventions de Yaoundé et influence de la France dans cette négociation - Production de matières premières et diversification économique des pays en voie de développement - Objectif de stabilisation des cours des matières premières et apparition du concept de « nouvel ordre économique international » lors des travaux récents de l'ONU - Conférence de Nairobi - Dialogue Nord-Sud et Conférence de Genève - Accords sur le café, le cacao, le caoutchouc - Convention de Lomé et système du STABEX - (p. 2754) : succès du système du STABEX et extension de son champ d'application dans l'accord de Lomé II - Exclusion en revanche des minerais, et création à cet effet du système SYSMIN - Incitation au développement industriel et agricole des Etats ACP - Rôle du Fonds européen de développement - Centre de développement industriel - Protection des investissements - Avantages douaniers consentis aux exportations des pays ACP vers la CEE : régime préférentiel et octroi de la clause de la nation la plus favorisée - Précautions prises : certificat d'origine - (p. 2755) : clause de sauvegarde - Maintien des prélèvements sur certains produits - Cas des départements d'outre-mer évoqué par M. *Roger Lise* et dispositions prévues en leur faveur - Protection du marché intérieur des DOM - Protocoles particuliers pour le sucre, les bananes et le rhum - Concours financiers de la CEE aux pays ACP - Fonds européen de développement et Banque européenne d'investissements - Moyens particuliers consacrés au STABEX et au SYSMIN - Contribution des Etats membres et part de la France - Répartition de l'aide entre les pays bénéficiaires - Question abordée par MM. *Claude Mont* et *Georges Spénale*, de la défense des droits de l'homme : respect des souverainetés nationales - (p. 2756) : évocation de cette question par les deux parties lors de la signature de la convention. Perspectives d'avenir de la convention de Lomé II et ouverture éventuelle à d'autres zones géographiques - Spécificité de cette convention - Participation éventuelle des pays producteurs de pétrole (OPEP) - Proposition du Président de la République sur le « trilogue » - Absence de membre du gouvernement aux journées de rencontre ACP-CEE organisées à Marseille, évoquée par M. *Antoine Andrieux* ; circonstances de l'évolution des négociations entre la Grande-Bretagne et les autres pays membres de la CEE.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2744) : pollution du Rhin par les rejets de sel des mines de potasse d'Alsace - Solution préconisée par la convention de Bonn et non ratification par la France de cet accord à la suite des réactions provoquées en Lorraine et en Alsace - Projet de création d'une saline internationale de grande capacité et part limitée de la France dans cette opération - Etudes techniques et financières préalables et choix entre les sept solutions possibles : terril ; transport par saumoduc ou par barges vers la mer du Nord ; transport par fer ; remblayage des galeries de mine - Formule finalement retenue de l'injection dans les couches profondes du sous-sol - Solutions contradictoires proposées par les intervenants dans ce débat - Complexité du problème - (p. 2745) : conscience du

gouvernement de la responsabilité de la France dans la politique européenne de lutte contre la pollution - (p. 2746) : concertation nécessaire préalable au choix d'une solution - Puissance d'injection des trois puits envisagés, évoquée par M. *Michel Chauty* - Capacité d'absorption du marché international du sel, évoquée par M. *Roger Boileau* - Sels de déneigement - Exportations et industrie chimique - Pollution de la Moselle et de la Meurthe - Prise en compte nécessaire des répercussions économiques, sociales et humaines du problème.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4197) : croissance économique et stratégie énergétique ; diminution de la dépendance française - Choix du nucléaire et nécessité d'une filière européenne de l'enrichissement d'uranium - Création d'Eurodif et contribution à la bonne marche des programmes électronucléaires - Eurodif et retombées économiques et commerciales ; excédent de la balance des paiements français - Abandon par l'Iran de son programme nucléaire et retrait d'Eurodif - Réajustement de la participation italienne - Choix du site et privilèges fiscaux accordés ; caractère exceptionnel du projet et des avantages fiscaux - Exonération de l'impôt sur les sociétés, de la retenue à la source sur dividendes - (p. 4198) : compensation par l'importance des revenus procurés par Eurodif ; importance des rentrées nettes des devises induites par le projet - Prévisions sur le bénéfice net escompté - Exonération d'impôts locaux et retombées économiques et financières d'Eurodif sur les communes concernées - Création d'une dotation forfaitaire exceptionnelle - Construction d'Eurodif et rôle des entreprises régionales - Importance des travaux de sous-traitance - Prise en compte des préoccupations des collectivités locales et préservation de leur équilibre budgétaire - (p. 4199) : caractère rétroactif des exonérations accordées et longueur des négociations sur le choix du site ; application de la rétroactivité au droit d'apport et au remboursement des crédits de TVA - Conventions fiscales internationales et caractère normal de la rétroactivité - Eurodif et contrôle de la non-prolifération ; faiblesse de l'enrichissement et impossibilité d'usage militaire - Contrôle de l'agence internationale de l'énergie atomique (A I E A) - Demande un scrutin public sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi portant ratification des accords entre les communautés européennes et la Yougoslavie** [n° **11 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4201) : ratification d'accords entre la Yougoslavie, la CEE et la CECA - Compromis entre les intérêts dissemblables de la Yougoslavie et de la Communauté européenne - Accord de 1970 et clause de la nation la plus favorisée - Liens entre coopération économique et échanges - Essoufflement de l'approfondissement des relations entre la Yougoslavie et la Communauté européenne ; déficit commercial yougoslave - Déclaration de Belgrade de décembre 1976 et caractère privilégié des liens entre la Communauté et la Yougoslavie - Réduction du déficit yougoslave et libre accès au marché communautaire - (p. 4202) : amélioration du statut des travailleurs yougoslaves et de leur famille à l'étranger - Caractère politique des accords et maintien de la Yougoslavie dans le camp des non-alignés - Aide financière européenne - Réexamen périodique des clauses commerciales - Libre accès des produits industriels au marché communautaire ; système de plafonds annuels pour les produits « sensibles » et clause de sauvegarde - Importations yougoslaves de viande bovine, de vin - Instabilité du monde et structure permanente de relations entre la Communauté et la Yougoslavie - Conclusion des accords et absence d'incidence du décès du Maréchal Tito - (p. 4203) : proposition d'adoption du projet de loi.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part du protocole complémentaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocution supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité** [n° **16 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4204) : importance de la colonie portugaise en France - Prise en compte de l'évolution de la législation française et portugaise pour les prestations vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Choix entre diverses modalités de liquidation de la pension vieillesse ; accélération du déroulement de la procédure.

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant acte consécutif de l'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel** [n° **9 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6161) : ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI), développement industriel du tiers monde - Indépendance juridique de cet organisme par rapport aux nations unies - Avantages et organisation de l'ONUDI ; ressources : contributions obligatoire et volontaire, absence de charges pour le budget français - Contribution au dialogue Nord-Sud, bureau à Paris pour une coopération avec les pays en voie de développement - Ratification de cet accord par d'autres nations industrielles : exemple du Japon.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France** [n° **12 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6159) : garanties de l'Agence européenne de l'énergie atomique et d'Euratom - Utilisation spécifique de l'énergie nucléaire et vérification des engagements ; création de l'Agence internationale de l'énergie atomique, contrôles internationaux dans le cadre du traité de non prolifération - Euratom et contrôle propre à la CEE ; application en France - Absence de contrôle de l'Agence sur le territoire français - Développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et interdépendance renforcée des pays - (p. 6160) : soumission aux contrôles de l'Agence demandée à nos partenaires - Sauvegarde de la liberté d'emploi des matières nucléaires et protection des activités nucléaires militaires - Accord sur les conditions d'application des garanties de l'Agence - Liberté pour la disposition des matières premières soumises au contrôle et possibilité de revenir sur ces dispositions - Reconnaissance de la qualité de puissance nucléaire française - Collaboration entre Euratom et l'Agence pour éviter une duplication de contrôles - Raisons de la non adhésion de la France au traité de non prolifération ; nécessité d'une non dissémination des armes atomiques, comportement de la France comme un signataire du traité et soutien de ses objectifs - Importance de l'accord pour le développement des échanges commerciaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la république française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux** [n° **15 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6162) : accord avec l'Agence de coopération culturelle et technique sur le statut de l'école internationale de Bordeaux ; solidarité entre pays francophones - Objectif de former et perfectionner des cadres dans les secteurs culturel et technique - Cycles de perfectionnement et participants - Accord particulier pour les régimes de privilèges et d'immunités des organes créés par l'Agence : école internationale de Bordeaux et exonération fiscale, circulation des biens et personnes, immunité pour les biens meubles - Facilité de circulation pour les experts temporaires et stagiaires - Respect de l'ordre public et des règlements de santé assuré par le gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres** [n° **124 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6554) : accords de coopération franco-nigérienne de 1961 -

(p. 6555) : nouveaux accords signés en 1977 ; retard d'approbation de l'accord de coopération en matière culturelle.

— **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles additionels n° 2 et 3 à la convention révisée pour la navigation du Rhin et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2** [n° **128 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6553) : historique : congrès de Vienne de 1815 - Convention de Mannheim de 1868 - Dispositions des protocoles additionnels n° 2 et n° 3 - Etats participants - Commission centrale pour la navigation du Rhin - Protocole de signature - Délivrance des patentes - Unité de compte des amendes : droit de tirage spécial - Liaison Rhin et Danube.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques** [n° **125 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6555) : météorologie et océanographie - Durée de l'accord - Etats participants - (p. 6556) : entrée en vigueur de l'accord en 1979 - Retard de ratification de la France - Causes de ce retard - Recherche scientifique - Retombées industrielles.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres** [n° **123 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6554) : privilèges et immunités diplomatiques - Statut d'observateur de la Yougoslavie auprès de l'OCDE - Accord de type classique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord particulier de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française, et le Gouvernement de l'île Maurice, ensemble un échange de lettres** [n° **113 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6552) : accord de type classique - Effectif limité à six personnes - Constitution d'un groupe d'intervention s'inspirant des unités de gendarmerie mobile.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° **112 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6560) : relations économiques et commerciales entre la France et l'Indonésie - Pétrole - Position de la France sur la question de Timor-Oriental.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale** [n° **126 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6558) : dictature en Guinée équatoriale de 1968 à 1979 - Reconstruction du pays - Accord de coopération franco-guinéenne - Compétence de la commission mixte - Personnel d'assistance technique - Projets de travaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention d'établissement et d'une Convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali** [n° **111 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6551) : convention d'établissement - Garanties - Convention de circulation : passeport ;titre de séjour.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Cap-Vert sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général** [n° **144 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6560) : convention de sécurité sociale franco-portugaise et indépendance du Cap-Vert en 1975 - Statut des travailleurs cap-verdiens en France - Accord de type classique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin sur la sécurité sociale (ensemble cinq protocoles)** [n° **127 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6559) : travailleurs français au Bénin - Absence d'assurance maladie - Transferts sociaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6561) : relations économiques entre la France et l'Argentine et défense des droits de l'homme - Echanges commerciaux - Clause de la nation la plus défavorisée - Transferts de technologie - (p. 6563) : relations économiques de la France et défense des droits de l'homme - Relations économiques de l'Argentine avec l'Union soviétique et les pays de l'Est.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** [n° **178 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6557) : Organisation de l'unité africaine (OUA) et création de la banque africaine de développement en 1963 - Etats participants - Difficultés de fonctionnement de la banque et décision d'ouverture aux capitaux extérieurs - Modification du statut.

BERRIER (Noël), sénateur de la Nièvre (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **30**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des **professions médicales** (n° **136**, 1980-1981) (3 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5257) : indignation devant le rejet des conclusions de la commission

tripartite ; non respect de la volonté unanime des parlementaires - Propositions de loi relatives au 8 mai - Développement du racisme et du terrorisme et caractère solennel de la proclamation du 8 mai comme jour férié - Respect du rapport constant - Volonté gouvernementale de rejeter les conclusions de la commission tripartite - Austérité du budget pour 1981 - Caractère parcimonieux des mesures prises : augmentation des petites pensions, et des pensions servies aux aveugles, amputés ou sourds totaux - Absence de lien entre petites pensions et situation modeste - Attachement au principe de la proportionnalité des pensions - (p. 5258) : situation des anciens combattants d'Afrique du nord - Retraite mutualiste du combattant - Loi du 12 juillet 1977 et retraite des anciens internés et patriotes résistant à l'occupation - Persistance d'un contentieux et rejet par le groupe socialiste du projet de budget

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5289) : modicité du budget de la culture et sacrifice de la création artistique et de l'action culturelle - Programme de Blois et objectif du 1 % du budget de la nation - Abandon de la politique des maisons de la culture ; crédits accordés et renonciation à toute innovation créatrice - Succès des maisons de la culture auprès des français - Maisons de la culture et pluralisme culturel - Nécessité de maintenir la règle du financement paritaire Etat-Collectivités locales - Maisons de la culture et phénomène associatif - Sort réservé au Plan Malraux et création de nouvelles maisons de la culture - Vote défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Rappel au réglement : (p. 5444) : modalités de discussion du budget des transports

Transports (28 novembre 1980) (p. 5489) : abandon de la notion du service public et mise en cause de la politique d'aménagement du territoire - Maintien du réseau ferroviaire secondaire et survie du monde rural ; exemple du département de la Nièvre - Suppression de lignes et absence de concertation - Contrats d'entreprises Etat-SNCF et convention de 1937 - Versement aux collectivités locales victimes d'une suppression de lignes de « l'économie réalisée » ; chantage financier et transfert de la responsabilité de la suppression aux collectivités - Nécessité d'améliorer les lignes omnibus de la SNCF ;politique d'économies d'énergie

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [n° **30 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6163) : historique sur les directives communautaires médicales introduites dans le droit international - Projet de loi sur l'instauration de deux directives dans le droit interne concernant les chirurgiens dentistes - Réalisation de l'Europe médicale et problèmes restant à régler : exemple des sages-femmes - Traité de Rome, subordination de la liberté d'établissement et de prestation de services pour les professions sanitaires à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les Etats membres et nécessité de directives communautaires - Jurisprudence sur la non-opposabilité de la nationalité pour une installation dans un autre Etat, mais condition de diplôme - Directive concernant les médecins et création de comités : exemple du comité consultatif pour la formation professionnelle - Principe de non discrimination, réserve d'ordre public et exercice de l'autorité publique réservé aux nationaux - Directives : obligation de résultats, compétence aux instances nationales pour les moyens, objectif de coordination minimale et problème pour les médecins et infirmières - Explosion démographique des professions de santé - Evolution du nombre de dentistes, répartition inégale - Objet des directives : reconnaissance de l'équivalence mutuelle des diplômes, libres installation et prestation de service ; modalités d'application ; fixation des droits acquis avant application des directives ; dispositions spécifiques : exemple de l'Italie - Coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités des praticiens - Absence de mesures françaises provisoires réglementaires - Intégration interne des directives par certains pays : exemple du Danemark - (p. 6164) : actes complémentaires sur la création d'un comité consultatif - Intégration des directives dans le code de la santé publique - Coordination et sélection rigoureuse en chirurgie dentaire - Adoption par la commission des affaires sociales de ce projet.

Art. 4 (p. 6165) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Danielle Bidard soutenu par M. Serge Boucheny (validation de la quatrième année d'odontologie et suppression de l'avis du directeur de l'U.E.R.d'odontologie pour l'exercice de la profession en tant que remplaçant ou adjoint d'un chirurgien-dentiste).

BETTENCOURT (André), sénateur de la Seine-Maritime (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5980) : budget des affaires étrangères et débat de politique étrangère - Menaces sur le monde occidental et inquiétude de l'opinion - Interventions soviétiques extérieures et détente - Invasion de l'Afghanistan et proximité du Moyen-Orient - Renforcement du potentiel militaire soviétique et diminution des budgets militaires occidentaux ; missiles SS20, flotte soviétique - Offensive idéologique soviétique - Accentuation de l'interdépendance des Etats - Sort de la Pologne - Détente et équilibre des forces - (p. 5981) : crises internationales et solidarité avec les Etats-Unis - Unité d'action avec les pays de la Communauté ; problème d'une défense européenne - Sort des pays du tiers-monde et nécessité d'un nouvel ordre économique international - Politique étrangère et importance de la détermination dans les actions conduites ; exemple de Kolwezi - Affaiblissement de la conscience nationale

— Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid - (16 décembre 1980) (p. 6319) : déclarations sur les conséquences d'une intervention militaire en Pologne et son exclusion : exemple du communiqué du conseil européen - Atteinte à l'ordre mondial et crise dans les relations internes de l'occident - Inefficacité des mesures à l'encontre des Etats violant le droit international - Actions des puissances occidentales à l'égard de l'Union Soviétique - Intervention en Pologne et mesures différées du conseil atlantique ; nécessité d'un accord commun du monde occidental - Crises iranienne et afghane : diplomatie américaine et concertation nécessaire entre les alliés - Attitude européenne - Processus de détérioration des relations internationales - Détente et climat de confiance altéré par l'Union Soviétique - Initiatives françaises et paix en Europe - Intervention en Pologne : retour à la guerre froide, solidarité nécessaire des puissances occidentales - Volonté de solidarité et de concertation du gouvernement français.

BEULLAC (Christian), *ministre de l'éducation* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2613** de M. **Franck Sérusclat : l'inscription d'office aux budgets des communes des dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat d'associations** : (7 novembre 1980) (p. 4509, 4510).

n° 28, de M. **Jean Béranger : effectifs des classes maternelles** (7novembre 1980) (p. 4510, 4511).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]**

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1146) : prise en charge par les collectivités locales des responsabilités quotidiennes - Pesanteur et centralisme de l'administration de l'éducation nationale ; la nécessité de changements progressifs - Respect de principes fondamentaux : unité nationale, rationalité et égalisation des chances - Mesures de déconcentration - (p. 1152) : vote du budget du ministère de l'éducation et absence de suppression de poste - Caractère superfétatoire d'un « collectif budgétaire » - Austérité et montant des dépenses consacrées à l'éducation - Importance économique de l'éducation - (p. 1153) : éducation et politique de qualité et de réduction des inégalités - Conséquences financières des grèves.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1576) : favoriser le développement de l'école publique contre l'école privée - (p. 1583) : intérêt porté à l'éducation - Gestion de la carte scolaire et fermetures de classes ; utilisation par les inspecteurs d'académie d'une grille - Conditions d'enseignement en zone rurale - (p. 1584) : développement de l'école maternelle en milieu rural et conditions d'encadrement - Mesures particulières en faveur des zones rurales de montagne et situation des classes uniques - Regroupement de classes - Fermetures de classes et austérité - Amélioration des capacités d'encadrement et d'accueil des élèves ; cas de l'enseignement préscolaire - Absence de caractère obligatoire de la préscolarisation - (p. 1585) : écart entre fermeture et ouverture de classes et pause démographique ; réduction de l'effectif des classes - Suppression d'emplois de PEGC - Situation dans les départements des Bouches du Rhône - Titularisation des maîtres auxiliaires et maintien de leur recrutement - Plan de résorption de l'auxiliariat - (p. 1586) : règles de gestion des personnels temporaires et concertation avec les syndicats d'enseignants - Qualité de l'encadrement en région parisienne ; groupes d'aide psychopédagogique (GAPP) - Insertion des élèves étrangers - « Enseignements spéciaux » ; leur remboursement à l'Etat par Paris et les départements de la petite couronne - Indemnité de logement des instituteurs - Formation professionnelle et qualification des jeunes - (p. 1587) : élévation du niveau de formation de la population active - Qualité des séquences éducatives entreprises et rôle des lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Formation professionnelle et projet de loi sur le développement de l'alternance - Plan de travail hebdomadaire et actions de soutien - Circulaire de 1979 et recours à des aménagements pédagogiques - Maintien des anciennes structures préprofessionnelles - Orientation vers les LEP et les certificats d'aptitude professionnelle (CAP) - Qualités de la loi de 1975 - Enseignement de l'histoire - (p. 1588) : négligence pour l'histoire chronologique - Organisation thématique des programmes - Concertation avec l'association des professeurs d'histoire et de géographie - Maintien des horaires d'histoire et de géographie - (p. 1598) : augmentation considérable depuis vingt ans du taux d'encadrement - (p. 1599) : « pause démographique » et maintien du nombre de postes d'enseignants ; budget pour 1980 - Auxiliariat et recrutement par concours - Existence de classes surchargées - Effort dans les zones rurales de montagne - Ecole et atténuation des inégalités sociales - Qualité de l'école maternelle française - Absence de liens entre nombre de postes et résultats scolaires - (p. 1600) : formation des professeurs d'histoire - 1980, année de la lecture ; méthodes d'enseignement - Caractère néfaste des grèves et pratique de la concertation - Formation initiale et continue des enseignants - Formation professionnelle et rapports entre l'école et l'entreprise ; séquences éducatives en entreprise - Privatisation de l'enseignement - (p. 1601) : qualité des stages éducatifs - Evolution du monde et qualité du système éducatif - (p. 1602) : efforts en faveur de l'enseignement d'outre mer.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels [n° 240 (79 - 80)]** - (11 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2569) : formation en alternance comme complément à l'éducation concertée - Difficultés d'insertion professionnelle des jeunes sortis du système éducatif sans qualification - Accord réalisé avec les partenaires syndicaux en 1979 - Lois de 1971 et de 1975 : stages en entreprises des élèves des lycées d'enseignement professionnel - Approbation de l'opinion publique - Objectif des séquences éducatives en entreprises - Réussite de ces stages et fonctionnement satisfaisant - Déformation des faits par une certaine presse - (p. 2570) : éducation concertée et renouveau de l'enseignement technique en France - Effectifs d'élèves - Rôle du système d'alternance par rapport au système éducatif professionnel public - Aspirations des jeunes et diversité des voies de formation - Eléments supplémentaires d'un dispositif global.

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5857) : budget de l'éducation et continuité de l'effort entrepris ; contexte économique ; répercussions de la baisse démographique dans le premier degré et maintien des crédits du ministère de l'éducation - Progrès quantitatif et progrès qualitatif - Carence de la France en énergies fossiles et moyens du maintien de notre niveau de vie - Loi Haby et souci d'allier l'efficacité économique à la justice sociale - Pédagogie différenciée et égalisation des chances ; accès des jeunes à la culture et nivellement par la base - (p. 5858) : poids de la démocratisation du système éducatif : groupes psychopédagogiques pour aider les enfants les moins favorisés ; éducation spécialisée et création d'emplois ; difficultés scolaires des enfants et meilleure préparation des maîtres - Baisse démographique et diminution de l'effectif des classes - Rénovation du système éducatif, révolution copernicienne - Apprentissages fondamentaux et rééquilibrage des contenus : exemple du français, de l'histoire - Ouverture de l'école sur le monde extérieur : création de stages en entreprises pour les enseignants et système d'une « éducation concertée » dispensée par l'entreprise et l'école - Budget d'équipement et dotation consacrée aux lycées d'enseignement professionnel ; augmentation des subventions versées aux centres de formation d'apprentis - Ouverture de l'école aux nouveaux moyens de communication : audiovisuel, informatique, télématique ; développement de la « micro-informatique » dans les lycées et lycées d'enseignement professionnel - Place des langues étrangères - Centre de documentation et d'information - Effort entrepris sur le plan culturel : enseignement de la musique et crédits consacrés aux projets d'activités éducatives et culturelles (PACTE) - Politique d'équipement et coût de la maintenance du patrimoine - Résultats de l'enquête sur les frais de fonctionnement des lycées et collèges - Dépenses en carburant et prise en compte de l'augmentation du prix du pétrole - Surveillance dans les lycées - (p. 5859) : actes de vandalisme commis par des élèves et moyens de les éviter - Problème des bourses et effort en faveur des familles les plus défavorisées et des élèves des lycées d'enseignement professionnel - Augmentation des revenus et indexation du barème du droit aux bourses - Budget de 1981 et amélioration de l'aide sociale aux élèves - Problèmes de mise à disposition - Organisations diverses ayant une mission éducative et culturelle ; moyens mis à la disposition des oeuvres postscolaires et périscolaires, leur devenir - Situation des auxiliaires : précarité de leur situation et mesures permettant leur intégration dans le corps des titulaires : ouverture de concours internes - Problème des

remplacements - Formation des maîtres : déclaration présidentielle ; effort nécessaire en faveur de la formation intiale et de la formation continue des enseignants : rénovation des écoles normales ; coût de la préparation des instituteurs au diplôme d'études universitaires générales (DEUG) - (p. 5860) : amélioration de la qualité des enseignements : musique, éducation manuelle, et technique - Ouverture de l'école au monde extérieur et stages d'enseignants en entreprises - Qualité de l'enseignement et satisfaction des besoins quantitatifs ; conséquences du recul démographique ; éducation et égalisation des chances - - Moyens mis en oeuvre pour la réussite à l'école : rénovation des écoles normales et nouvelle formation des maîtres ; relance de la formation continue des instituteurs ; nécessaire développement de l'éducation civique - Ecole de qualité et comportement social - Organisation en 1981 d'un colloque international sur le thème « réussir à l'école » - Amélioration du fonctionnement du système éducatif français - Intérêt d'une collaboration Parlement-Gouvernement - Rappelle sa confiance dans le corps enseignant - (p. 5878) : problème des maternelles, notamment en milieu rural - Groupes d'aide psycho-pédagogique - Priorité donnée à l'enseignement professionnel ; lycées d'enseignement professionnel (LEP) ; établissement de la carte professionnelle à l'échelon régional - Revalorisation du travail manuel - Régression des classes « passerelles » - Poursuite des études et séquences éducatives en entreprise - Qualité égale de la formation professionnelle et de la formation générale - Participation des parents d'élèves aux organismes de concertation ; conseils de classe et conseils d'établissement ; globalisation du budget de fonctionnement de chaque établissement et concertation entre les partenaires - Orientation après la troisième ; influence du milieu social - Importance de l'éducation civile et morale - Enseignement et prise en compte de l'informatique et de l'audiovisuel ; problème de matériel - (p. 5879) : sélection et utilisation des mathématiques ; atténuation de leur prééminence excessive - Rôle de la seconde détermination - Enseignement de l'histoire - Rôle de la culture régionale ; Alsace - Absence d'une politique « d'auxiliarisation » des titulaires ; importance de leur mobilité - Rôle du surveillant - Adjoints d'enseignement - Relèvement du barème du droit aux bourses et stabilisation du pourcentage boursier - Effort particulier en faveur des élèves des LEP ; octroi de bourses ou parts de bourses hors des barèmes - Référence à la situation présente des chefs de famille et non aux revenus de l'avant-dernière année - Transports scolaires et participation de l'Etat - Postes d'éducateur post et péri-scolaires ;rôle des oeuvres post et péri-scolaires - Crédits d'équipement et constructions scolaires ; grands lycées parisiens - Loi du 15 novembre 1977 et aide de l'Etat à l'école privée ; égalité de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat - (p. 5880) : augmentation du budget d'enseignement dans le territoire des îles Wallis et Futuna ; transports et constructions scolaires - Enseignement en Nouvelle-Calédonie ; problème des personnels de statut territorial ; prorogation du régime de contrat simple pour l'enseignement privé ; convention fixant la contribution de l'Etat aux dépenses de l'enseignement primaire - Augmentation de la dotation en faveur de la Réunion ; création d'une académie de la Réunion - Formation des instituteurs de Mayotte - Egalité de traitement des Français de l'étranger avec les Français de la métropole ; gratuité des livres scolaires et aide publique aux écoles d'entreprises - Commission interministérielle pour la scolarisation des enfants français de l'étranger ; publication de la nouvelle liste des écoles françaises à l'étranger - Rénovation des programmes des CM1 et CM2 - Redéfinition des programmes des classes de seconde, première et terminale ; fin de la prééminence excessive des mathématiques - Corps enseignant et stage de formation continue en entreprise - Accélération des PACTE - - Ouverture aux techniques d'informatique et d'audiovisuel - Progression de la musique dans le primaire - Développement des ateliers manuels et techniques - Formation initiale et continue des instituteurs - (p. 5881) : contact entre parents et enseignants - Augmentation des postes d'agents d'enseignant et tâche de surveillance.

Examen des crédits - Après l'art. 45 (p. 5883) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 280 de Mme Cécile Goldet (fin de la scolarité obligatoire et remise des textes fondamentaux de la République) - (p. 5884) : de même oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 282 de M. Gérard Delfau (construction des collèges et majoration de la subvention forfaitaire accordée par l'Etat en fonction du pourcentage d'augmentation du coût réel global des travaux).

BIALSKI (Jacques), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1699) : régression constituée par la politique sociale du Gouvernement - Remise en cause du système mis en place en 1945 - Montant des prestations sociales comparé en France et à l'étranger - Refus du progrès médical - (p. 1700) : culpabilisation des assurés et paiement par le régime général du déficit des régimes spéciaux - Transfert de charges sur les salariés : exemple de l'assurance veuvage - Dettes des entreprises - Pactes pour l'emploi - Remise en cause par le Gouvernement du système de sécurité sociale - Diminution du niveau de remboursement des soins depuis 1967 - Offensive engagée contre les hôpitaux publics : dégradation du service public - Nécessité de la médecine préventive - (p. 1701) : proposition des socialistes pour démocratiser la gestion de la sécurité sociale - Refonte du système de financement - Modification de l'assiette des cotisations - Développement de la prévention - Rôle de l'hôpital et création de centres de santé intégrés - Evolution vers un régime d'assistance.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales [n° 209 (79-80)]** - (3 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2268) : caractère obligatoire de la distribution gratuite

d'actions dans le projet initial, et modifications apportées par l'Assemblée Nationale : distribution facultative - Politique de double langage du Gouvernement - Dispositions du projet et inégalité entre les travailleurs - Association capital-travail - Financement par l'Etat - Lutte des travailleurs et objectifs prioritaires : chômage, pouvoir d'achat - Pouvoir des travailleurs dans l'entreprise - (p. 2269) : aspirations des travailleurs et nécessité d'un Gouvernement de gauche - Vote du groupe socialiste contre le projet.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° 4 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4404, 4405) : utilisation de la procédure d'urgence et négociations entre les partenaires sociaux sur la durée du travail - Travail à temps partiel et retard de la France - Conditions de travail des salariés ; réduction du temps de travail, cinquième semaine de congé et abaissement de l'âge de la retraite - Travail à temps partiel et priorité donnée aux femmes - Faible qualification des emplois concernés par le projet - Doutes sur la possibilité de moduler son emploi du temps - Travail à temps partiel et absence de concertations prévues entre les partenaires sociaux - Lacunes du projet : limite d'heures de travail journalier et hebdomadaire ; horaires à temps réduit et horaire collectif ; horaire de référence - Proportionnalité de la rémunération - Maintien des droits légaux et conventionnels - Problème des heures complémentaires - (p. 4406) : crainte de la libre utilisation des salariés à temps partiel par les employeurs - Garantie d'une possibilité de retour au travail à temps plein - Cadres et cotisation pour la retraite complémentaire - Marginalisation des travailleurs - Travail à temps partiel et nécessité d'un choix délibéré des salariés.

Art. 2 (p. 4412) : son amendement n° 17 : travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; intervention de l'inspection du travail en cas de désaccord ; rejeté - (p. 4417) : son amendement n° 18 : majorations de rémunération des salariés à temps partiel pour heures complémentaires ; rejeté - (p. 4418) : absence de conventions collectives pour les salariés du tertiaire - (p. 4420) ; son amendement n° 19 : seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel ; rejeté - (p. 4424) : son amendement n° 20 : exercice temporaire d'une activité à temps partiel et droit automatique à réintégration dans un emploi à temps plein ; rejeté - **Art. 4** (p. 4427) : son amendement n° 21 : cotisation de sécurité sociale et limite fixée à l'abattement d'assiette ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 4428) : son amendement n° 22 : prise en charge par l'employeur des cotisations d'assurance personnelle ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4430) : absence de protection efficace pour les travailleurs à temps partiel - Appuis supplémentaires accordés au patronat - Vote défavorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6059) : dégradation de la situation de l'emploi - Bilan du septennat du Président de la République - Travaux de préparation du VIII[e] plan - Etudes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) - Projet de loi de finances pour 1981 - Crédits du ministère du travail - (p. 6060) : enveloppe de la formation professionnelle - Pactes pour l'emploi - Indemnisation du chômage ; chômeurs non indemnisés - Travail précaire : contrats à durée déterminée ; travail temporaire ; intérim ; travail à temps partiel - Réduction de la durée du travail - Chômage des jeunes - Refus des socialistes de voter ce budget

BIDARD (Danielle), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élue membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2731** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à Mme le ministre des Universités : **le cancer (réfection des locaux du centre universitaire de Jussieu)** - Réponse de Mme Alice Saunier-Séïté, ministre des Universités, le 9 mai 1980 (p. 1815).

n° **2743** (JO Débats 16 avril 1980) (p. 1264) à Mme le ministre des Universités : **les écoles normales supérieures (ENS) (transfert à Lyon des sections scientifiques de l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses)** - Réponse de Mme Alice Saunier-Séïté, ministre des Universités, le 9 mai 1980 (p. 1816).

n° **2744** (JO Débats 16 avril 1980) (p. 1264) à Mme le ministre des Universités : **les étudiants (situation des étudiants étrangers)** - Réponse de Mme Alice Saunier-Séïté, ministre des Universités, le 9 mai 1980 (p. 1817).

n° **2790** (JO Débats 28 mai 1980) (p. 2185) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (Maintien de l'université Paris VIII à Vincennes).**

n° **2796** (JO Débats 4 juin 1980) (p. 2289) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (situation financière de l'université Paris XIII-Villetaneuse)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3869).

n° **2815** (30 juillet 1980) (p. 3476) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (décisions d'habilitation pour les 2[e] et 3[e] cycles de l'enseignement supérieur)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3870).

n° **2816** (30 juillet 1980) (p. 3476) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (université de Paris XIII : habilitations dans les 2[e] et 3[e] cycles).**

n° **2834** (JO Débats 1[er] octobre 1980) (p. 3713) à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine : la **formation professionnelle (développement de la formation professionnelle continue en faveur des femmes)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6249).

n° **5** (JO Débats 3 octobre 1980) (p. 3749) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (situation de l'univeristé Paris VIII)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5035).

n° **8** (JO Débats 8 octobre 1980) (p. 3777) à Mme le ministre des Universités : **les licenciements (situation du personnel du muséum d'Histoire naturelle)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5036).

n° **23** (JO Débats 17 octobre 1980) (p. 3927) à Mme le ministre des Universités : **les étudiants (difficultés financières des étudiants)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5037).

Questions orales avec débat :

n° **332** (6 mars 1980) (p. 711) à Mme le ministre des Universités : les **constructions scolaires (réfection du centre universitaire de Jussieu à Paris)** - Retirée par son auteur, le 2 avril 1980 (p. 937).

n° **462** (5 novembre 1980) (p. 4394) à Mme le ministre des Universités : l'**enseignement supérieur (refus d'habilitation dans les second et troisième cycles pour l'université de Besançon)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6307 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 423) : politique de recherche agricole et réforme de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) - Intérêt général et insuffisance de la recherche fondamentale - Démantèlement de l'INRA et privatisation de la recherche.

Suite de la discussion (27 février 1980) **Après l'art. 1** (p. 464) : son amendement N° I-38 : enseignement et moyens accordés à l'enseignement agricole public ; devenu sans objet - Son amendement N° I-42 : politique de recherche fondamentale et rôle de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; devenu sans objet.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1174) : montant des bourses et responsabilité de l'Etat - Vote favorable du groupe communiste sur l'amendement N° II-97 de la commission des affaires culturelles (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses) - (p. 1179) : son amendement N° II-220 : maintien à la charge de l'Etat du financement des bourses ; rejeté.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1233) : prise en charge des frais de transport individuel des élèves handicapés - (p. 1234) : scolarisation obligatoire et gratuite et absence de structures d'accueil des enfants handicapés - Transfert de la responsabilité de l'Etat sur les associations - 1981, année internationale des handicapés - Nécessité du maintien de l'unité de l'enseignement laïque au niveau national - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1251) : sur l'amendement N° II-45 de la commission des lois (principe et modalités d'application d'élaboration d'un plan d'adaptation des structures universitaires), ses sous-amendements N° II-271 : avis conforme des conseils d'université intéressés ; devenu sans objet ; N° II-272 : exercice des fonctions d'enseignant dans les centres d'enseignement supérieur et affectation à l'université de rattachement du centre ; devenu sans objet ; N° II-273 : suppression des dispositions de cet article concernant la prise en charge par les collectivités locales du surplus des dépenses universitaires ; devenu sans objet ; N° II-274 : remboursement des frais de transport pour se rendre à l'université de rattachement ; devenu sans objet et N° II-275 : lien entre création des centres de l'enseignement supérieur et mise en place des services des oeuvres universitaires ; devenu sans objet.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1590) : taux comparé de scolarisation des élèves de seize à dix-huit ans - Qualification des jeunes - (p. 1591) : suppression de postes d'enseignants et « bourrage » des classes - Dégradation du rapport entre nombre de places et supplément d'élèves ; comparaison avec l'enseignement privé - Mise en place du « projet Beullac » dans le second cycle - Aménagement des structures actuelles et problèmes d'orientation, de carte scolaire et d'effectifs - Principe de l'accueil élargi dans le second degré - Contenu des programmes - Réduction des postes aux concours nationaux - Réemploi des maîtres auxiliaires - Horaires d'éducation physique - Personnel non enseignant de l'éducation - Insuffisance des crédits de fonctionnement - Année du patrimoine et dégradation des bâtiments - (p. 1592) : attachement à la formation professionnelle publique du système des « séquences » en entreprise - Asphyxie des écoles nationales d'apprentissage (ENNA) - Titularisation des auxiliaires dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Formation professionnelle et enseignement général - Stages et sortie du système scolaire - Formation professionnelle et maintien de la responsabilité du service public de l'éducation - Situation dans le département de la Seine-Saint-Denis ; suppression de classes et diminution d'horaires - (p. 1593) : lutte pour le maintien du patrimoine scolaire - Demande d'un collectif budgétaire.

— **Question orale avec débat : implantation d'une centrale nucléaire à Nogent sur Seine** - (20 mai 1980) - (p. 1972) : progrès scientifiques et importance du nucléaire - Absence de surconsommation énergétique des Français - Politique de délestage d'électricité et austérité - Importance de la consommation de la région parisienne et faiblesse de sa production d'énergie, prévision d'un déficit - Construction de la Centrale de Nogent et nécessité de diversifier les équipements à mettre en oeuvre - Rôle du charbon national - Nucléaire et monopoles français et étranger - Centrale de Nogent et risque de pollution de la nappe phréatique - Existence d'une qualité « nucléaire » - (p. 1973) : sécurité nucléaire et maîtrise de l'industrie nucléaire - Risques présentés par d'autres secteurs industriels ; cas de Seveso - Politique de réduction des coûts et risques du nucléaire - Abandon de la filière française et démantèlement du commissariat à l'énergie atomique (CEA) - Choix de la filière américaine et prix du surgénérateur Super Phénix - Inutilité d'un moratoire nucléaire - (p. 1976) : « francisation » de l'industrie nucléaire et nationalisation des grands groupes concernés.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 4** (p. 2101) : sur l'amendement N° 9 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (objet des statuts des associations et droit de se porter partie civile en cas de viol), son sous-amendement N° 15 : objet des statuts de l'association et élargissement à la défense de la dignité de l'homme et de la femme et des libertés individuelles ; rejeté - (p. 2102) : nécessaire développement de la vie associative et élargissement du droit de se porter partie civile - **Après l'art. 5** *bis* (p. 2103) : son amendement N° 16 : mise à la disposition de la loi dans tous les centres sociaux et les mairies ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 2** *bis* (p. 2582) : son amendement n° 76 : concertation étendue aux élus du personnel des entreprises d'accueil et aux représentants des organisations syndicales ; rejeté - **Art. 1** *(suite)* (p. 2583) : son amendement n° 71 : pratique des formations professionnelles alternées réservée aux établissements d'enseignement public ; rejeté - (p. 2584) ; son amendement n° 73 : activité placée hors du planning de production rejeté - Son amendement n° 74 : exclusion du champ d'application du projet des jeunes soumis à l'obligation scolaire ; rejeté - Son amendement n° 75 : finalité de la formation alternée et obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rejeté - **Art. 3** (p. 2588) : son amendement n° 77 : compétence exclusive du conseil d'établissement ; rejeté - (p. 2589) : son amendement n° 78 : suppression de l'alinéa relatif à la mise en place de la commission des relations avec les professions ; rejeté - **Art. 9** (p. 2596) : son amendement n° 84 : participation des organisations syndicales à la négociation de la convention ; devenu sans objet - Son amendement n° 85 : élargissement du champ de la convention ; devenu sans objet - **Art. 20** *quater* (p. 2614) : reprise dans cet article des dispositions du pacte national pour l'emploi, relatives à la prise en charge par l'Etat des charges sociales patronales - Le groupe communiste votera contre cet article.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux**

universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [n° 246 (79-80)] - (12 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2645) : égalité revendiquée par les femmes et accès à l'université - Crise économique et statut de la femme - Caractère limité du projet - Insuffisance des crédits universitaires pour la formation permanente ; exemple de Vincennes - Vote favorable du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° 95 (79-80)] - (19 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2873) : sa motion n° 5 soutenue par Mme Hélène Luc : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; rejetée.

Suite de la discussion (23 juin 1980) - **Avant l'art. unique** (p. 2985) : sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'article 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres), son sous-amendement n° 22 : participation de personnalités extérieures aux conseils ; rejeté - Sur le même amendement, son sous-amendement n° 23 : représentation aux conseils des diverses catégories de membres ; rejeté - Pénalisations des catégories d'enseignants n'ayant pas le rang magistral - Blocage de carrières - Représentation des étudiants - Personnels non-enseignants - Rôle des techniciens dans les laboratoires de recherche - Ouverture de l'université aux personnalités extérieures : représentants des travailleurs - (p. 2987, 2988) : sur le même amendement n° 6, son sous-amendement n°40 : suppression de la clause prévoyant un pourcentage de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs, en cas d'adaptation des pourcentages ; rejeté - Sur le même amendement, son sous-amendement n° 24 : rôle des conseils scientifiques ; rejeté - (p. 2991) : représentation des enseignants de rang magistral et des étudiants, évoquée par M. Michel Caldaguès - (p. 2992) : sur l'amendement n° 6 de la commission, se déclare opposée au sous-amendement n° 41 de M. Jacques Carat (représentation aux conseils des diverses catégories de membres) - Injustice du quorum - (p. 2994) : son amendement n° 26 : suppression du quorum ; rejeté - (p. 2995) : se déclare opposée à l'amendement n° 44 de M. Jacques Carat (fixation du quorum à 25 pour cent des inscrits dans chaque collège électoral) - **Art. unique** (p. 2996) : son amendement n° 25 : réduction de la durée du mandat de président ; possibilités d'élection d'un non-enseignant ; rejeté - (p. 2997) : sur l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : rééligibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs), son sous-amendement n° 27 : abaissement de 5 à 3 ans de la durée du mandat de président ; rejeté - (p. 2998) : sur l'amendement n° 8 de la commission, son sous-amendement n° 28 identique au sous-amendement n° 36 de M. Jacques Carat : suppression de la disposition réservant aux professeurs la direction des UER comprenant un troisième cycle ; rejeté - (p. 2999) : qualification des maîtres-assistants et accès actuel de nombre d'entre eux aux fonctions de directeur d'UER - **Après l'art. unique** (p. 3000) : sur l'amendement n° 9 de la commission (délais d'application), se déclare opposée au sous-amendement n° 13, rédactionnel, de M. Michel Caldaguès - (p. 3004) : se déclare opposée à l'amendement n° 10 de la commission (dispositions transitoires : intervention du Ministre des universités en cas de défaut d'application par les conseils des dispositions de la loi) - **Explication de vote sur l'ensemble** : atteinte au principe de la participation et de l'autonomie - Système des quotas - Rejet des amendements du groupe communiste - Vote du groupe communiste contre le texte.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Sauvage fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi** [n° 66 (79-80)] **de M. Léon Eeckhoutte et plusieurs de ses collègues, tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires** [n° 115 (79-80)] - (23 juin 1980 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3008) : problèmes de carrière des enseignants-chercheurs d'odontologie - Irrégularités commises et anomalie de la validation par la voie parlementaire - Vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 322 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3187) : vote du groupe communiste contre le texte.

— **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs** [n° 336 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Question préalable** (p. 3276) : sa motion n° 1 soutenue par M. James Marson : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; rejeté.

Art. unique (p. 3278) : son amendement n° 2 soutenu par M. James Marson : validation des nominations ou des promotions de personnels ; rejeté - **Après l'art. unique** (p. 3279) : son amendement n° 3 soutenu par M. James Marson : réexamen par le nouveau comité technique paritaire des décisions individuelles faisant grief ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Troisième lecture* [n° 337 (79-80)] - (16 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3920) : reconnaissance de la femme comme un être humain à part entière - Vote tardif de la proposition de loi - Protection des victimes de viol et rejet des amendements communistes - Mise à la disposition du public dans les centres sociaux et les mairies du texte de la loi - Vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - (p. 5387) : prétendue priorité donnée à la recherche et adaptation des structures et des moyens aux impératifs du patronat - Stratégie d'innovation technologique et de rentabilisation de la recherche - Utilisation par les multinationales en France de brevets étrangers - Contrats entre les universités et l'industrie, exemple de Rhône-Poulenc - Obstacles mis au dépôt de brevets - Lutte des travailleurs de l'entreprise Dufour en Seine-Saint-Denis pour l'avenir de leur entreprise - Attitude rétrograde du patronat français ; exemple du génie génétique - Rentabilisation de la recherche et exemples de l'arrêt de la fabrication par Rhône-Poulenc d'un médicament contre les maladies tropicales ou de l'arrêt de la production française des stimulateurs cardiaques isotopiques - (p. 5388) : politique de mobilité des chercheurs - Mutilation du potentiel français de recherche fondamentale et appliquée - Opposition du groupe communiste à ce budget

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5831) : politique universitaire et négation d'un enseignement supérieur selon la réalité sociale et la croissance nouvelle - Raisons d'une élévation nécessaire de la qualification : exemple du développement de la science - Remodelage et contrôle de l'université - Budget inférieur à celui de l'Etat et progression par des crédits d'investissement d'engagements antérieurs - Blocage des carrières, aggravation des conditions de travail - Création d'emplois de professeur en surnombre - Situation précaire des maîtres assistants - Administratifs, techniciens, ouvriers, personnels de service (ATOS) et pénurie d'emplois, politique de défonctionnarisation, sous-classement ; mesures nécessaires : exemple d'un statut unique - Bibliothèques : création de personnels insuffisante, situation financière dégradée, abandon des collections - Dégradation des conditions de travail des enseignants chercheurs - Baisse de la qualité du service - Sélection renforcée des étudiants - Revendications des personnels non prises en considération : exemple des grands établissements - Diminution du nombre des élèves de l'école normale supérieure - Maintenance des constructions et projets non réalisés : exemple de Jussieu - Question sur la protection

contre les dangers de l'amiante aux universités de Paris VI et VII - Progression insuffisante des crédits des oeuvres sociales : exemple des bourses ; cas des étudiants défavorisés - Développement des prêts d'honneur et aggravation de la sélection sociale - Question sur le système de « bourses par thèmes » - Augmentation des droits d'inscription, réduction du nombre d'étudiants français - Pénurie des moyens et subventions de fonctionnement - Asphyxie financière des universités et déficit budgétaire - Informatique et fonctionnement défectueux de l'unité d'enseignement et de recherche (UER) de Paris VI - Programme prévisionnel quinquennal et commission Fréville - (p. 5832) : progression des crédits de la recherche et non couverture du retard - Obstacle à l'ouverture de l'université - Suppressions en sciences sociales - Résistance des universités et exemple du rétablissement des formations - Loi Sauvage et restriction du droit à être électeur et éligible - Utilisation de l'enseignement supérieur selon les objectifs des grandes firmes financières - Formation et rendement - Université, choix de la classe dominante et refus du pluralisme des opinions - Sanctions contre des délégués syndicaux au Havre et le personnel du ministère des universités - Exemple de mesures gouvernementales : regroupement des enseignements - Délivrance de diplômes en commun interdite - Enseignement supérieur sacrifié à la CEE, déclin régional et national - Université et classe ouvrière - Mesures à prendre : exemple de la lutte contre la ségrégation - Refus de vote du budget

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** [n° **30 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6165) : son amendement n° 1 soutenu par M. Serge Boucheny : validation de la quatrième année d'odontologie et suppression de l'avis du directeur de l'U.E.R. d'odontologie pour l'exercice de la profession en tant que remplaçant ou adjoint d'un chirurgien-dentiste ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon** - (16 décembre 1980) - (p. 6307) : université de Tolbiac et agressions par des commandos ; dissolution des groupes fascistes - Politique universitaire et économique - (p. 6308) : mutation scientifique et technologique et attitude de la Franche-Comté : exemple de l'industrie - Utilisation des richesses et fonction de l'université - Démarche gouvernementale : remodelage de la carte universitaire et redéploiement stratégique des grands empires économiques ; exemples de la fermeture des entreprises, de l'exploitation d'une main-d'oeuvre étrangère - Exonération fiscale des entreprises et absence de contrôle de l'utilisation des fonds - Non investissement patronal et retard technologique dans l'automobile et l'horlogerie - Exemple de Peugeot ; importations de voitures provenant de filiales installées à l'étranger - Menace de fermeture de l'entreprise Maglum - Licenciement des ouvriers de l'entreprise Maglum - Attitude gouvernementale identique pour les entreprises Dufour et Manufrance - Impossibilité d'une université pluridisciplinaire et politique régionale en fonction de la communauté européenne - « Reconversion » de la région, un leurre - Suppression des habilitations liées aux besoins régionaux : exemples du second cycle de la maitrise d'EEA et du DEA de mathématiques, réhabilitation de la maîtrise des sciences de la terre - Agriculteurs, productions régionales et extension des matières de biologie, géographie et géologie - Suppression d'habilitations en lettres et sciences humaines : arrêt du développement de l'enseignement supérieur, déqualification de la population - (p. 6309) : conséquences des suppressions des licences et maîtrises d'histoire de l'art et d'archéologie, de mathématiques appliquées et sciences sociales, de science du langage et d'italien ; maintien provisoire de la maîtrise, suppression de la licence en géographie, philosophie et psychologie ; refus de création et suppression des formations à finalité professionnelle par enseignement pluridisciplinaire : exemple des langues étrangères appliquées - Troisième cycle et refus des habilitations nouvelles - Répercussions en sciences économiques et sur le DEA des droits de l'homme - Gravité des conséquences de ces décisions - Justification par la recherche de qualité mais suppression d'enseignements de qualité - Suppression à Besançon des formations liées au contexte régional, économique et culturel - Enseignement supérieur réservé à une élite bien pensante - Nécessité d'une université inscrite dans la réalité sociale, régionale et d'une recherche concertée de solutions - Sauvegarde de l'université et actions des communistes - Objectifs proposés : exemple de la lutte contre toute forme de ségrégation.

BILLERES (René), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **34** (JO Débats 25 octobre 1980) (p. 4048) à M. le ministre de l'Economie : les **licenciements (situation de l'emploi dans le Sud-Ouest)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur (12 décembre 1980) (p. 6258).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1163) : son amendement N° II-155, soutenu par M. Jean Béranger : principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation ; retiré - **Art. 81** (p. 1172) : son amendement N° II-156, soutenu par M. Jean Béranger : suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses ; rejeté.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : son amendement N° II-159 soutenu par M. Jean Béranger : suppression de cet article prévoyant l'organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires ; rejeté - **Art. 85** *bis (nouveau)* (p. 1234) : son amendement N° II-160 soutenu par M. Jean Béranger : pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire ; retiré.

BILLIEMAZ (Auguste), sénateur de l'Ain (GD-SRG) - *Secrétaire du Sénat.*

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (23 Juin 1980) **Discussion générale** (p. 3009) : objectif initial du projet et élargissement de sa portée au

cours des débats - Centrales hydro-électriques et problèmes de l'équipement électrique et fluvial du Haut-Rhône - Rôle de la Compagnie nationale du Rhône - Ouvrages déjà construits et projets encore en suspens - Cas de Brégnier-Cordon - (p. 3010) : raisons invoquées par le Ministère de l'Environnement pour ce retard et précautions prises - Barrage de Loyette - Valeur du courant électrique utilisable aux heures de pointe - Régularisation du fleuve - Economies en pétrole ainsi réalisable.

Suite de la discussion (24 juin 1980) - **Art. 15** *septiès* (p. 3071) : sur l'amendement n° 12 de la commission (protection des cours d'eau classés et maintien des caractéristiques des installations existantes) : son sous-amendement n° 24 : autorisation pour des installations nouvelles équipées d'échelles à poissons ; rejeté - Micro-centrales hydrauliques.

BLANC (Jean-Pierre), sénateur de la Savoie (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 15** *bis* (p. 2602) : son amendement n° 116, soutenu par M. Adolphe Chauvin et identique à l'amendement n° 61 de M. Paul Kauss : exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à apprentissage ; rejeté - **Art. 16** *bis* (p. 2605) : son amendement n° 118, soutenu par M. Adolphe Chauvin et identique à l'amendement n° 64 de M. Paul Kauss : suppression de cet article relatif aux formations alternées dans l'industrie ; retiré - **Art. 20** *quater* (p. 2614) : son amendement n° 121, soutenu par M. Paul Kauss et identique à l'amendement n° 68 de M. Paul Kauss : suppression de la disposition limitant à l'industrie le bénéfice de l'exonération des charges sociales pour les contrats de formation alternée ; retiré.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 8** (p. 3360) : monopole d'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute et problème particulier de l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains - Solution de compromis nécessaire - Sur l'amendement n° 25 de M. Robert Schwint (dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains), se déclare favorable au sous-amendement n° 31 du Gouvernement (réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5361) : exploitations agricoles de montagne et zones déshéritées et de piedmont : production de lait et d'élevage - Surcoût de production - Programme d'aide spécifique - Tassement du revenu et découragement des agriculteurs - Stagnation de la production laitière et nécessité d'une exonération de la taxe de coresponsabilité et d'une indexation annuelle de l'indemnité spéciale montagne - Non revalorisation de l'indemnité compensatrice du lait - Mise en place du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Décrets d'application sur le statut des double-actifs - Enseignement féminin et adaptation régionale selon les débouchés du tourisme rural - Souhait d'une structure autonome au lycée d'enseignement agricole de Cognin - Développement des productions originales et de qualité, nécessité de crédits supplémentaires ; dossiers concernant le beaufort et l'emmental de Savoie

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 41** (p. 6105) : soutient l'amendement n° 245 de M. Henri Goetschy (sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs et conjoints ; possibilité d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes ou pour l'adhésion à un centre de gestion agréé) - **Après l'art. 49** (p. 6127) : son amendement n° 270 ; remboursement de la TVA sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître d'oeuvre est l'Etat ; retiré et repris par M. Henri Duffaut puis irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

BLIN (Maurice), sénateur des Ardennes (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu rapporteur général.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de **loi de finances** pour 1980, (n° **148**, 1979-1980) considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (n° **149**, 1979-1980) (15 janvier 1980).

Proposition de loi organique, déposée avec M. Edouard Bonnefous, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2, du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances en vue de permettre une meilleure organisation de la discussion budgétaire (n° **185**, 1979-1980) (11 mars 1980) - **Lois de finances.**

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **279**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1978 (n° **280**, 1979-1980) (29 mai 1980) - **Lois de réglement.**

Rapport général fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de **loi de finances** pour 1981 (n° **97**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale (n° **98**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de **loi** (n° **129**, 1980-1981) **de finances**

rectificative pour 1980, adopté par l'Assemblée nationale (n° **147**, 1980-1981) (4 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances** pour 1981 (n° **156**, 1980-1981) (11 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **150**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° **171**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Impôts.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, du projet de **loi de finances rectificative** pour 1980 (n° **185**, 1980-1981) (16 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **129**, 1980-1981) de finances rectificative pour 1980 (2e collectif) adopté par l'Assemblée nationale (n° **193**, 1980-1981) (17décembre 1980) - **Lois de finances rectificatives** .

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2693** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale : le **travail (durée du) (travail à temps partiel : charges sociales).**

n° **2720** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de la Justice : les **faillites, règlement judiciaire et liquidation de biens (situation des sous-traitants en cas de faillite d'entreprises).**

Questions orales avec débat :

n° **353** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **charges sociales (travail à temps partiel)** - Discutée le 10 juin 1980 (p. 2538 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4) : circonstances exceptionnelles de l'examen de ce projet de loi de finances - Décision du Conseil constitutionnel déclarant le projet de loi de finances pour 1980 non conforme à la Constitution - Argumentation du Conseil constitutionnel : irrégularité du mode de votation utilisé à l'Assemblée nationale - Loi de finances : texte unique ou texte double - (p. 5) : nouveau projet de loi de finances pour 1980 : modifications relatives au crédit mutuel et aux engagements d'économies du Gouvernement - Le reste des dispositions inchangées - Absence de prise en compte des mesures conjoncturelles décidées le 2 janvier 1980 - Rôle des lois de finances rectificatives - Fascicules de la deuxième partie - Rectification de l'erreur relative au financement supplémentaire du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Demande au Sénat d'adopter le projet de loi.

Première partie.

Après l'art. 1 (p. 18) : quasi-identité du texte avec celui que le Sénat a approuvé en première lecture - Seul débat de forme justifié par la décision du Conseil constitutionnel : refus d'un débat de fond - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes) - **Avant l'art. 2** (p. 20) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre Gamboa (suppression de cet article relatif à la consultation du Parlement sur l'effort social de la nation) - **Art. 3** (p. 21) : sur le barème de l'impôt sur le revenu, s'oppose aux amendements n° 13 de M. Paul Jargot et n° 3 de M. Henri Tournan - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Henri Tournan (quotient familial) - **Après l'art. 3** (p. 22) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Henri Tournan (application de l'abattement de 20 %) - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa (abrogation de l'avoir fiscal) - (p. 23) : s'oppose aux amendements n° 15 et n° 16 de M. Hector Viron (remise ou suspension de versement de l'impôt sur le revenu pour les chômeurs) - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Hector Viron (allocation spéciale pour les demandeurs d'emplois ayant épuisé leurs droits) - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Pierre Gamboa (majoration exceptionnelle de 200 francs pour les handicapés adultes) - **Art. 4** (p. 24) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau (quotient familial) - **Après l'art. 6** (p. 25) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Henri Tournan (prélèvement de solidarité pour l'emploi) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Henri Tournan (limitation de la déduction des bénéfices des sociétés au titre des salaires de leurs dirigeants) - (p. 26) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports) - **Après l'art. 7** (p. 27) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Henri Tournan (taxation au taux zéro de la TVA des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale) - **Avant l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau (blocage des prix des loyers) - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Paul Jargot (allocation exceptionnelle au profit de plusieurs catégories de bénéficiaires - (p. 28) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Bernard Hugo (prime spéciale mensuelle de transports) - S'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (allocation mensuelle de chauffage) - s'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (relèvement des prestations familiales) - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Gamboa (revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés) - (p. 29) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau,soutenu par M. Anicet Le Pors (blocage des loyers ; prélèvement exceptionnel sur le capital des sociétés) - **Après l'art. 9** (p. 30) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Bernard Hugo (abaissement du seuil de population pour le versement transports en commun) - (p. 30, 31) : s'oppose aux amendements n° 28,n° 29 et n° 30 de M. Anicet Le Pors (règles d'amortissement des biens d'équipement des entreprises) - (p. 32) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors (réintégration de diverses provisions dans le bénéfice fiscal des entreprises) - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont (impôt sur les sociétés des entreprises d'armement) - S'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors (abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel) - **Art. 10** (p. 33) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Paul Jargot (suppression de cet article relatif à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel) - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Pierre Gamboa (taxation de l'actif net des banques) - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Pierre Gamboa (exonération de la TVA pour les véhicules des handicapés) - (p. 34) :s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Anicet Le Pors (taux zéro de la TVA pour la fourniture de fuel destiné au chauffage domestique ; impôt sur les profits des sociétés pétrolières) - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. James Marson, soutenu par M. Raymond Dumont (taux réduit de la TVA sur les disques,bandes et cassettes) - **Art. 12** (p. 35) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article fixant la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir - **Avant l'art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Henri Tournan (droits de mutation par décès) - **Art. 14** (p. 37) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Anicet Le Pors (modification du tarif de taxation sur les bateaux de plaisance) - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Raymond

Dumont (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les chauffeurs de taxi) - **Art. 16** (p. 38, 39) : s'oppose aux amendements n° 42 et n° 43 de M.Guy Schmaus, soutenus par M. Pierre Gamboa (taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe sur les motocyclettes ; prélèvement exceptionnel sur les investissements réalisés à l'étranger par l'industrie automobile française) - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Anicet Le Pors (prise en compte des donations pour l'exonération de droits de mutation - **Avant l'art. 20** (p. 40) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Henri Tournan (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes) - **Avant l'art. 21 :** s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Anicet Le Pors (conditions d'attribution des prêts publics aux entreprises privées) - (p. 41) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Anicet Le Pors (fixation du prix de l'essence) - S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Hector Viron soutenu par M. Pierre Gamboa (fixation du SMIC à 2700 francs) - **Art. 21 :** s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Anicet Le Pors (contribution patronale à l'effort de construction fixée à 2 %) - **Après l'art. 24** (p. 42) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (taxe sur les viandes ovines importées en France) - **Avant l'art 27** (p. 43) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Jargot (progression de la dotation globale de fonctionnement des communes) - **Art. 32** (p. 54) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Anicet Le Pors (économies budgétaires et pouvoir d'achat des fonctionnaires) - (p. 55) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Jargot (exonérations fiscales attachées aux emprunts de l'Etat et critères de revenu) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Raymond Dumont (vote annuel du Parlement sur le montant de la subvention communautaire).

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Anciens combattants (p. 117, 118) : s'oppose aux amendements N° 80 (suppression des crédits du Titre III) et N° 81 (suppression des crédits du Titre IV) de la Commission des Affaires sociales.

Charges communes (p. 119) : s'oppose à l'amendement N° 57 de M. Philippe Machefer (suppression des crédits destinés aux entreprises publiques d'économie mixte - (p. 120) : s'oppose à l'amendement N° 58de M. Philippe Machefer (réduction de crédits : crédits d'aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois ; primes de développement pour les petites et moyennes entreprises).

Economie — Section commune (p. 120) : s'oppose à l'amendement N° 59de M. Louis Perrein, soutenu par M. Henri Tournan (réduction de crédits : suppression d'emplois à la direction générale de la concurrence et de la consommation).

Intérieur (p. 122) : s'oppose à l'amendement N° 54 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Jacques Eberhard (réduction indicative de crédits : répression en Corse).

Jeunesse et sports (p. 122) : s'oppose aux amendements N° 60, N° 61et N° 62 de M. Claude Fuzier, soutenus par M. Philippe Machefer (suppression des crédits destinés aux heures supplémentaires des enseignants d'éducation physique et sportive, aux dépenses de fonctionnement des services d'animation sportive et au fonctionnement du Musée du sport).

Transports (p. 126) : s'oppose à l'amendement N° 55 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jacques Eberhard (réduction de crédits, destinée à faire abroger l'utilisation obligatoire des codes en ville).

Art. 65 (p. 150) : s'oppose à l'amendement N° 56 de M. Paul Jargot,soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet art., relatif à la subvention aux départements dans l'hypothèse d'un déclassement du réseau national secondaire des routes) - **Art. 73** (p. 151) : s'oppose aux amendements N° 66, N° 67 et N° 68 de M. Henri Duffaut, soutenus par M. Henri Tournan (modification des dispositions relatives au paiement d'intérêts moratoires sur les impôts contestés lorsqu'il y a eu rejet de la demande du contribuable ou désistement de sa part) - **Après l'art. 75** (p. 152) : s'oppose à l'amendement N° 69 de M. Henri Tournan (impossibilité pour les banques de demander une rémunération pour la gestion d'un compte de chèques) - **Après l'art. 77** : s'oppose à l'amendement N° 64 de M. Philippe Machefer (priorité des Etats étrangers à faible revenu national pour percevoir les concours financiers du budget du Ministère de la Coopération) - **Art. 82** (p. 154) : s'oppose aux amendements N° 70 et N° 71 de M. Henri Tournan (égalité des droits de la femme mariée à l'égard du service des impôts, notamment quant à la déclaration annuelle des revenus) - **Après l'art. 82** : s'oppose à l'amendement N° 72 de M. Henri Tournan (relèvement des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) - S'oppose à l'amendement N° 73 de M. Henri Tournan (exonération fiscale sur les titres-vacances) - **Après l'art. 83** (p. 155) : s'oppose à l'amendement N° 74 de M. Henri Tournan (information du Parlement sur le montant des remises gracieuses en matière de fraude fiscale) - **Après l'art. 94** (p. 156) : s'oppose aux amendements de M. Henri Tournan N° 77 (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs à l'étranger), N° 78(possibilité pour une assemblée parlementaire de lever le secret fiscal opposable aux investigations d'une commission d'enquête ou de contrôle) et N° 79 (rapport du Gouvernement sur le coût et l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur).

— **Question orale avec débat : travail à temps partiel** - (10 juin 1980) - (p. 2538) : obstacles au développement du travail à temps partiel en France : coût des charges salariales et sociales pour les entreprises - Procédure prévue par la loi de 1973 et le décret de 1975 sur la transformation d'emplois à temps plein en emplois à temps partiel : définition restrictive des ayants-droit ; complexité de la procédure - Demande potentielle des femmes et assouplissement de la législation en vigueur préconisé par le rapport Lucas - Elargissement des limites de durée hebdomadaire du travail à temps partiel - Suppression de l'exigence de transformation d'un poste - (p. 2539) : simplification de la procédure et réfaction sur le montant des cotisations versées par les employeurs au lieu du remboursement actuel - Annonce par le secrétaire d'Etat du prochain dépôt d'un projet de loi sur le développement du travail à temps partiel et modification souhaitable du système de calcul des heures de travail - (p. 2540) : incitation à l'embauche - Rapport Giraudet sur l'aménagement du temps de travail.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** [n° **279 (79-80)**] - (28 octobre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4065) : conjoncture économique internationale de 1978 - Commerce extérieur de la France - Caractéristiques du budget de 1978 - Progression de la dépense publique - Doublement du déficit budgétaire - Ressources fiscales - Emprunts d'Etat - Lois de finances rectificatives - (p. 4066) : observations de la Cour des Comptes : présentation des lois de finances rectificatives - Retard de versement des fonds de concours - Loi de finances initiale et fixation des dépenses à un niveau volontairement bas - Allègement de l'endettement des pays en voie de développement à l'égard de la France - Demande l'adoption du projet.

Art. 16 (p. 4132) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article relatif aux remises de dettes de certains pays en voie de développement à l'égard de la France) - **Après l'art. 16** (p. 4133) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Henri Duffaut (rapport annuel au Parlement sur les moyens mis à la dispositions de la cour des Comptes) - Accepte l'amendement n° 3 de M. Henri Duffaut (comptes-rendus détaillés au Parlement sur le fonctionnement des comités d'aide aux entreprises industrielles) - (p. 4134) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Henri Duffaut (suppression des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales ou des communautés européennes) - Transferts - (p. 4135) : accepte l'amendement n° 6 de M. Henri Duffaut (rapport annuel au Parlement sur la gestion des autorisations de

programme) - Sur cet amendement, sous-amendement n° 9 de la commission des finances : présentation de ce document, pour l'avant-dernier exercice, en annexe au projet de loi de finances ; adopté - (p. 4137) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 8 de M. Henri Duffaut (ristourne aux collectivités locales d'une fraction des frais d'assiette et de perception des impôts locaux).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion générale - Rapporteur général - (20 novembre 1980) - (p. 4989) : second choc pétrolier et aggravation de la situation économique - Chute de la croissance à l'exception de celle du Japon - (p. 4990) : montée du chômage - Niveau exemplaire de la croissance française - Stabilité du franc et conséquences néfastes du laxisme monétaire - Dégradation des échanges français avec les pays industrialisés - Budget et taux de croissance ; problème du maintien du pouvoir d'achat - Tenue du franc et conséquences sur le niveau des investissements - Soutien à l'investissement productif et incitations fiscales - Stagnation des crédits d'équipement public et des investissements des entreprises nationalisées - Equilibre budgétaire et croissance des dépenses publiques ; réduction du déficit et exemples étrangers - (p. 4991) : faiblesse des créations d'emplois publics ; prévisions de sur-effectif - Réalisation du programme des postes et télécommunications - Politique nucléaire d'EDF et emprunt sur le marché financier - Croissance supérieure des équipements militaires par rapport aux équipements civils - Montant de la dotation globale de fonctionnement et du remboursement de la TVA - Faiblesse des crédits affectés aux voies navigables - Politique de rénovation des constructions scolaires - Indemnisation du chômage et importance des crédits du ministère du travail - Réduction des crédits accordés au Fonds de développement économique et social (FDES) - Réduction de l'aide budgétaire au secteur privé ; nécessité de clarifier le dispositif d'aide à ce secteur - Faiblesse de la politique d'automatisation des équipements industriels et conséquences sur notre productivité et sur l'industrie des automatismes - Inflation et relèvement des tranches du barème de l'impôt - (p. 4992) : situation financière des sociétés pétrolières et fiscalité pétrolière - Taxation sur les alcools - Stabilité des prélèvements obligatoires sur la richesse nationale ; niveau des dépenses de santé - Politique familiale et action en faveur des familles de trois enfants et plus - Réduction du train de vie de l'Etat - Accroissement de la responsabilité et de l'autonomie des entreprises publiques - Regrette la faiblesse des pouvoirs du parlement dans le domaine budgétaire - Diminution de l'incidence réelle du budget sur la vie de la nation - Vie économique et légitimité de l'intervention de l'Etat, inflation et incidence du déficit budgétaire - Italie et fiscalisation des charges sociales - Liberté des prix et augmentation des prix industriels - Stagnation des créations d'emplois dans l'industrie et les services ; problème de la répartition du travail - (p. 4993) : indemnisation du chômage et stimulation à l'embauche

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art.2** (p. 5040) : s'oppose aux amendements n° 20 de M. Henri Duffaut et n° 77 de M. Paul Jargot concernant la création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France - (p. 5041) : s'oppose aux amendements n° 21 de M. Henri Duffaut et n° 76 de M. Anicet Le Pors prévoyant la création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées - (p. 5043) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Jacques Eberhard (augmentation de l'aide aux marins-pêcheurs par litre de carburant employé) - (p. 5044) : au sujet de la perception au taux de 7 % de la TVA sur la fourniture de fuel domestique destiné au chauffage des habitations, s'oppose aux amendements n° 30 de M. Henri Duffaut et n° 80 de M. Fernand Lefort - (p. 5045) : s'oppose aux amendements de M. Anicet Le Pors n° 81 (différence entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif et affectation à un fonds « emplois ») et n° 82 (prélèvement exceptionnel sur les comptes à terme, les bons de caisse et liquidités diverses des entreprises et relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés) - (p. 5046) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Louis Minetti (achat de biens agricoles et limitation des achats spéculatifs par des personnes physiques ou morales étrangères à la profession) - Déclare applicable l'article 42de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 84 de M. Hector Viron soutenu par M. Jacques Eberhard (augmentation du SMIC à 3.300 F par mois) - (p. 5047) : déclare applicable l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 85 de M. Hector Viron soutenu par M. Paul Jargot (création d'une allocation journalière de fin des droits d'indemnisation du chômage et surtaxe sur les hauts revenus) - S'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Hélène Luc soutenu par M. Anicet Le Pors (création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) - (p. 5048) : déclare applicable l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 87 de M. Anicet Le Pors (objectif d'augmentation de la production d'acier ;non réalisation des prélèvements sur les actifs des sociétés sidérurgiques) - S'oppose à l'amendement n° 88 de M. Paul Jargot (collectivités publiques et exonération partielle de la taxe intérieure sur le fuel domestique et diminution des privilèges fiscaux des sociétés immobilières d'investissement) - (p. 5049) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Hector Viron (investissements à l'étranger et institution d'une taxe forfaitaire par emploi supprimé en France) - S'oppose à l'amendement n° 91 de M. Camille Vallin soutenu par M. Anicet Le Pors - (suppression des dispositions relatives à l'étalement de l'imposition de la plus-value nette à court terme et octroi d'une dotation à l'entreprise Manufrance) - **Art. 2** (p. 5052) : au sujet d'une modification du barème de l'impôt sur le revenu, s'oppose aux amendements n° 93 et 92 de M. Paul Jargot et n° 22 de M. Henri Duffaut - S'oppose à l'amendement n° 138 de M. François Collet (diminution du nombre des foyers fiscaux imposables et compensation de la perte de recette par une modulation des tranches de la TVA) - (p. 5053) : s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Hector Viron (augmentation d'une demi-part du quotient familial des invalides mariés et compensation de recettes) - (p. 5057) : accepte les amendements n° 114 de M. Henri Goetschy soutenu par M. René Jager et n° 137 de M. Jean-Paul Hammann concernant l'abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires, n° 47 de M. Georges Lombard soutenu par M. André Fosset (bénéfice des déductions fiscales par adhésion à un centre de gestion agréé et relèvement du plafond des recettes), n° 3 de M. René Ballayer soutenu par M. Jacques Descours Desacres (adhésion des entreprises agricoles, commerciales ou artisanales à un centre de gestion agréé et relèvement du seuil du chiffre d'affaires), n° 49 de M. Jean Cauchon soutenu par M. François Dubanchet (redressement fiscal et maintien du bénéfice de l'abattement pour les centres de gestion agréés), n° 45 de M. René Touzet et Paul Girod (extenion aux centres de gestion agréés artisanaux, industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles) - Accepte également le sous-amendement n° 166 de MM. André Fosset et Christian Poncelet à l'amendement n° 45 de MM. René Touzet et Paul Girod (limites des chiffres d'affaires ou de recettes ; non application pendant trois ans aux adhérents d'un centre de gestion remplissant toutes les autres conditions d'adhésion) - (p. 5058) : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Henri Goetschy soutenu par M. René Jager (doublement des limites de chiffre d'affaires des adhérents aux centres de gestion habilités à tenir une comptabilité) - (p. 5060) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Henri Duffaut (extension à toute activité professionnelle de l'abattement accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; abrogation de l'avoir fiscal) - En ce qui concerne le plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales, s'oppose

également à l'amendement n° 24 de M. Henri Duffaut et à l'amendement n° 94 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Paul Jargot - (p. 5062) : au sujet de l'actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce, déclare applicable l'article 40 de la constitution aux amendements n° 25 de M. Henri Duffaut et n° 50 de M.Jean Cauchon - S'oppose à l'amendement n° 69 de Jean Cauchon (actualisation du régime fiscal des salaires et indemnités accessoires perçus par les dirigeants de sociétés), ainsi qu'à l'amendement n° 141 de M. Jean-Paul Hammann (abaissement de l'effectif minimum des centres de gestion destiné aux artisans) - (p. 5063) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 140de M. Henri Duffaut (principe et modalités d'application de la déduction du revenu imposable de l'excédent de la pension alimentaire versée volontairement par le contribuable divorcé) - **Après l'art. 2** (p. 5065) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 156 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (prise en compte, comme personnes à charge au titre de l'impôt sur le revenu, des enfants de moins de vingt-cinq ans inscrits à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeurs d'un premier emploi) - **Art. 2** *ter* (p. 5065) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (absence de recouvrement de la cotisation d'impôt sur le revenu et octroi d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables concernés) - (p. 5066) : amendement n° 165 de la commission des finances : augmentation du tarif du droit de timbre applicable aux cartes d'identité ; adopté - **Art. 2** *quater* (p. 5067) : amendement n° 42 de la commission : uniformisation du taux de la taxe sur les contrats d'assurance vie individuels ou de groupe et compensation de recettes ; adopté - (p. 5068) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 164 de M. Etienne Dailly (compensation de recettes et majoration du droit de garantie concernant les ouvrages d'or, d'argent et de platine) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 5069) : s'oppose à l'amendement n° 124 de MM. François Collet et Jean Chérioux (révision des seuils de déclenchement de l'imposition pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux) - Déclare applicable l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 96 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Jargot (bénéfice de la retraite à taux plein après trente-cinq ans de travail, à soixante ans pour les hommes et soixante-cinq ans pour les femmes et certaines catégories de travailleurs) - **Avant l'art. 3A** (p. 5070) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. James Marson (réintégration, dans le bénéfice imposable, des provisions faites pour couvrir les risques des ventes ou travaux réalisés à l'étranger) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 98 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel dans les zones de la région Ile de France) - S'oppose à l'amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Jargot (chomâge total ou partiel et suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pendant un délai de six mois) - (p. 5071) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Paul Jargot (prise en charge intégrale des dépenses relatives aux transports scolaires et compensation de recettes) - **Art. 3A** (p. 5078) : amendement n° 43 de la commission : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession ; adopté - (p. 5079) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot (déduction fiscale et affectation à un fonds « Emploi-Investissement » géré par les comités d'entreprise) - Accepte les amendements n° 18 de MM. Jean Chérioux et Jean-Paul Hammann (déduction fiscale et extension aux entreprises non commerciales), n° 19 de MM. Jean-Paul Hammann et Hubert d'Andigné (déduction fiscale et extension au bénéfice agricole) - Accepte également les amendements de M. Jean Cauchon soutenu par M. Francis Palmero n° 51 (application de la déduction fiscale aux entreprises agricoles) et n° 154 (déduction fiscale et application aux entreprises, indépendamment de leur mode d'imposition) - Accepte l'amendement n° 61 de M. Geoffroy de Montalembert (déduction fiscale et application aux entreprises agricoles soumises au régime du bénéfice réel ; compensation de recettes) - En ce qui concerne la déduction fiscale et son application aux entreprises agricoles avec une compensation de recettes, accepte les amendements n° 130 de M. Josy Moinet, n° 144 de M. René Travert soutenu par M. Philippe de Bourgoing et n° 149 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Paul Girod - Accepte aussi les amendements de M. François Dubanchet n° 4 (déduction fiscale et application aux matériels dépendant de locaux commerciaux) et n° 5 (déduction fiscale et application aux établissements industriels des entreprises à caractère mixte) - Sur cet amendement n° 5, accepte également le sous-amendement n° 167 de M. André Fosset (déduction fiscale et application aux investissements en cours et aux investissements à long terme) - Accepte les amendements, n° 101 de M. Anicet Le Pors soutenu par M. Paul Jargot (créations d'emplois et application de la déduction fiscale), n° 113 de M. Stéphane Bonduel soutenu par M. Josy Moinet (déduction fiscale et application à l'industrie hôtelière), n° 52 de M. Pierre Lacour soutenu par M. Francis Palmero (déduction fiscale et application aux offices publics ministériels, individuels ou exerçant snus la forme d'une société civile professionnelle), n° 53 de MM. Raymond Poirier et Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero (déduction fiscale et application au bénéfice des « exercices suivants »), et n° 145 de MM.Yves Durand et Christian Poncelet (cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession) - **Après l'art. 3A** (p. 5086) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Paul Girod (suppression du système du bénéfice réel agricole) - (p. 5087) : en ce qui concerne les amendements de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier, accepte le n° 147 (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices métropolitains réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 148 (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer) - (p. 5088) : sur cet amendement, déclare applicable l'article 40 de la constitution au sous-amendement n° 168 de MM. Louis Virapoullé et René Jager (déduction du revenu imposable des assujettis à un régime réel d'imposition des souscriptions en capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés investissant dans l'industrie, l'hôtelerie ou la pêche) - **Avant l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Henri Duffaut (réintégration, dans le bénéfice imposable, de diverses catégories de provisions) - (p. 5089) : sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Camille Vallin soutenu par M. Louis Minetti.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 5103) : accepte l'amendement de forme n° 162 du gouvernement - (p. 5104) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Abel Sempé (réduction de la part de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures versée au fonds national de péréquation) - **Après l'art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave, soutenu par M. Abel Sempé (abrogation de l'article 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix) - (p. 5105) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (incitatinn à la création d'emplois stables par les entreprises à l'aide d'un abattement d'impot et financement par un impôt sur la fortune) - **Art. 3** *quater* : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (suppression de cet article relatif à la possibilité d'un report d'imposition des plus-values) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour

l'amendement n° 7 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (bénéfice du taux réduit de la TVA pour toutes les graines de semences, quelle que soit leur présentation) - (p. 5107) : s'oppose aux amendements n° 29 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (application du taux majoré de la TVA à la publicité de certains produits sensibles importés de pays extérieurs à la CEE) et n° 108 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin (surtaxe à l'importation de certains produits sensibles) - Dangers du protectionnisme ; mesures de rétorsion - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (exonération de la TVA pour les produits alimentaires de première nécessité) - S'oppose à l'amendement n° 104 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (remboursement de la TVA aux associations déclarés, selon la loi de 1901 ; abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; déclare l'article 40 de la Constitution applicable à cet amendement - (p. 5108) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux, hospices et maisons de retraite, et remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissement des établissements hospitaliers publics ; financement par la suppression des aides à l'exportation des entreprises) ; déclare l'article 40 de la Constitution applicable à cet amendement - (p. 5109) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de M. James Marson (abaissement à 2,5 % du taux de la TVA perçue sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; financement par l'augmentation du taux d'imposition sur les grands cercles de jeux) ; déclare l'article 40 de la Constitution applicable à cet amendement - (p. 5110) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Guy Schmaus (abaissement de 33,5 à 17,6 %du taux de la TVA applicable aux automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux ; financement par l'abrogation des dispositions du code général des impôts relatives à la provision pour hausse des prix et pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme) - Efforts des entreprises françaises à l'exportation - (p. 5112) : sur le rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru, s'oppose aux amendements n° 54 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment, n° 68 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, n° 109 de M. Louis Minetti, n° 132 de M. France Lechenault, soutenu par M. Josy Moinet et n° 142 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin ; déclare l'article 40 de la Constitution applicable à ces amendements - S'oppose à l'amendement n° 110 de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont (augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) - **Art. 4** (p. 5118) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Louis Minetti (suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools) - (p. 5119) : organisation des débats du Sénat et report à la séance du samedi 29 novembre du budget des industries agro-alimentaires - (p. 5121) : arrêt de la cour de justice européenne du 27 février 1980 demandant à la France d'uniformiser sa taxation des alcools en fonction de la teneur en alcool - Diversité des politiques nationales de taxation au sein de la CEE - Exemple de l'écart entre l'Irlande et l'Italie - Effort de rattrapage voulu par le gouvernement français et effet inacceptable sur l'augmentation des droits des alcools de fabrication française - Solution retenue par l'Assemblée Nationale et concurrence faussée au détriment des produits anisés - Amendement n° 44 de la commission des finances : modification du barème de taxation des alcools ; adopté - Etalement proposé sur deux ans - Compensation répartie également sur les boissons importées et sur les boissons nationales - (p. 5126, 5127) :sur la modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée Nationale, s'oppose aux amendements n° 8 de M. Pierre Lacour, n° 14 de MM. Léon-Jean Grégory et Gaston Pams, soutenu par M.Edgar Faure, n° 32 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Guy Durbec, et n° 131 de M. Edmond Valcin - Sur l'amendement n° 44 de la commission des finances, s'oppose aux sous-amendements n° 48 de MM. René Tomasini et Gustave Héon, n° 150 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Josy Moinet, n° 66, 67 et 146 de M. Abel Sempé et n° 163 de M. Etienne Dailly - (p. 5134) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 65 de M. France Léchenault, soutenu par M. Michel Rigou, et n° 1 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, visant à modérer l'augmentation du droit de circulation sur les boissons alcoolisées et notamment sur les vins - **Après l'art. 4** : déclare l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances applicable à l'amendement n° 143 de MM. Gérard Delfau et Roland Courteau (exclusion des vins doux naturels de l'assimilation faite au plan communautaire avec les vins de liqueur) - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5135) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M.Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparation) - S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (possibilité pour les artisans de déduire du bénéfice imposable de leur entreprise les sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou vieillesse permettant qu'ils soient couverts de la même façon qu'un dirigeant salarié) - Objectif d'harmonisation des régimes de sécurité sociale - (p. 5136) : sur la modification du taux des droits de mutation, s'oppose aux amendements n° 72 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin, et n° 128de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin - Nécessité cependant de reconsidérer l'impôt de mutation que supportent les petites et moyennes entreprises - **Art. 6** (p. 5137) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (rétablissement de cet article,supprimé par l'Assemblée Nationale et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Fiction du FSIR - **Après l'art. 6** (p. 5138) : sur l'abaissement du seuil du versement transports en commun, s'oppose aux amendements n° 11 de M. Michel Darras, n° 34 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras, et n° 161 de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson - (p. 5139) : sur le même sujet, s'oppose également à l'amendement n° 12 de M. Michel Darras - Accroissement des charges des entreprises - **Art. 7** (p. 5140) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont (doublement du taux de la taxe sur les huiles importées) - (p. 5141) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition - **Après l'art. 7** (p. 5142) : attire l'attention du gouvernement sur l'intérêt du problème évoqué par l'amendement n° 62 de M. René Tinant, au non de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Adolphe Chauvin (en cas de vente des immeubles utilisés pour l'enseignement agricole, rétablissement des crédits correspondant au profit du ministère de l'agriculture par la procédure des fonds de concours) - **Avant l'art. 8** (p. 5143) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin (stabilisation du prix des carburants automobiles, compensée par un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières) - Déclare l'article 42 de l'ordonnace portant loi organique relative aux lois de finances applicable à cet amendement - (p. 5144) : sur la détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices ou le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières, s'oppose aux amendements n° 10 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. François Collet, n° 13 de MM. Antoine Andrieux et Pierre Matraja, soutenu par M. Michel Darras, n° 36 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras, n° 119 de M. Guy Schmaus et n°133 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Rigou - (p. 5146) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Fernand Lefort (augmentation de la participation des employeurs au financement de la construction) - (p. 5147) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Raymond Dumont

(contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs représentants et placiers (VRP) ; compensation par un prélèvement exceptionnel sur les recettes de sociétés pétrolières) - S'oppose à l'amendement n° 121 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (remboursement aux communes des exonérations trentenaires d'impôts communaux des plantations sous régime forestier) - Déclare l'article 40 de la constitution applicable à cet amendement - (p. 5148) : déclare d'article 18 de la loi organique relative aux lois de finances applicable à l'amendement n° 122 de M. Fernand Lefort (création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions réalisées par les sociétés et destinée à financer les travaux d'entretien et de rénovation nécessaires, notamment en matière d'isolation thermique et phonique, dans les HLM) - S'oppose à l'amendement n° 123 de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson (prime de transport égale au montant de la carte orange ; compensation par la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisement) - (p. 5149) : déclare l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances applicable à cet amendement - S'oppose à l'amendement n° 158 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont (majoration du taux des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) pour les cotisants disposant du revenu cadastral le plus élevé et diminution à due concurrence des cotisations des autres assujettis) - **Après l'art. 8** (p. 5149) : accepte l'amendement n° 9 de M. Philippe de Bourgoing (suppression du recouvrement du droit annuel de francisation et de navigation lorsque son montant est inférieur à 30 francs par navire) - (p. 5150) : exprime les réserves de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Henri Duffaut soutenu par M. Bernard Parmantier (abaissement de 17,6 à 14 p. cent. du taux de la TVA applicable aux investissements réalisés par les collectivités locales ; compensation par une majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - S'oppose à l'amendement n° 33 de M. Henri Duffaut soutenu par M. Bernard Parmantier (régularisation mensuelle du versement de la dotation globable de fonctionnement ; compensation par une majoration de la taxe de publicité foncière) - (p. 5152) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 126 et n° 127 de M. Maurice Schumann (modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif) - (p. 5153) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (exonération des charges sociales et fiscales correspondant à la contribution des entreprises au financement des titres vacances) - Accepte l'amendement n° 37 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (revalorisation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale) - S'oppose à l'amendement n° 89, précédemment réservé de M. Guy Schmaus (suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes, et compensation par la suppression des distributions gratuites d'actions) ; s'oppose également à l'amendement n° 153 de M. Pierre Vallon (application aux motocyclettes de la taxe différentielle des véhicules automobiles de même cylindrée) - **Art. 10** (p. 5155) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (suppression de cet article fixant les taux de majoration des rentes viagères) - Sur la suppression du plafond de ressources au-délà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées, et sur l'abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 mettant à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents, s'oppose aux amendements n° 135 et n° 136 de Mme Cécile Goldet et M. André Méric, soutenus par M. Michel Darras, n° 57et n° 58 de MM. Pierre Vallon et René Tinant, soutenus par M. Adolphe Chauvin et n° 134 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Béranger - **Art. 11** (p. 5168) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Camille Vallin (suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat - (p. 5169) : accepte l'amendement de coordination n° 189 du gouvernement (traduction de l'incidence de l'adoption par le Sénat de deux amendements relatifs aux droits sur les alcools et aux cartes d'identité).

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5635) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 240 du gouvernement (majorations des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la construction de la tour hertzienne de Lyon-Laccasagne) - Au sujet de la réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique,s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Fernand Lefort et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein - **Après l'art. 48** (p. 5639) : accepte l'amendement n° 228 de M. Louis Perrein (présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT) - (p. 5642) : fin de la discussion sur le budget des postes et télécommunications et prévision de l'examen du budget de la défense.

Affaires étrangères (4 décembre 1980) - En remplacement de M. *Gustave Héon,* rapporteur spécial (p. 5786) : accroissement des crédits inférieurs à celui du budget de l'Etat - (p. 5787) : ralentissement du rythme de croissance des dépenses de l'action diplomatique ; accélération de celles destinées aux actions des crédits d'aide aux développement et aux échanges scientifiques - Progression des dépenses de frais de déplacement et d'achat de matériel informatique - Protection des Français à l'étranger et des réfugiés étrangers en France - Rigueur et méthodes de gestion des crédits budgétaires ; parc automobile et achats de matériel - Forfaitisation de la participation du ministère aux frais de déménagement de ses agents - Coût élevé des travaux de l'ambassade de France à Moscou et des chancelleries d'Abidjan et de Lagos - Accroissement des crédits de paiement aux établissements d'enseignement des Français à l'étranger et diminution des investissements accordés aux établissements privés ou étrangers - Echanges culturels et mécénat privé ; tournée de l'Orchestre de Paris en Amérique Latine - Diminution des crédits des contributions internationales et des dépenses d'aide militaire - Progression supérieure à la moyenne des contributions aux organisations internationales européennes - Forte participation au programme des Nations unies pour le développement et à l'agence internationale de l'énergie atomique - Subventions à des organismes concurrents et risque de double emploi - Extension aux agents en service à l'étranger de la sécurité sociale métropolitaine - Solidarité pour les français de l'étranger âgés, handicapés ou en difficulté - Office français de protection des réfugiés et apatrides - Solidarité avec les pays étrangers victimes de calamités - Relations culturelles extérieures et conseil des ministres du 13 février 1980 ; rapport Rigaud ; position du français dans le monde et ouverture aux cultures étrangères - (p. 5788) : insuffisance du réseau de coopération technique et importance pour les exportations ; diminution des coopérants techniques, civil ou militaires - Crédits à la direction des services d'information et de presse et insuffisance des émissions radiophoniques à l'étranger ; comparaison avec l'Angleterre et l'Allemagne ; émetteur de Kourou en Guyanne - Demande d'adoption de ce budget

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - Rapporteur général - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5935) : s'oppose à la motion n° 300 de M. Charles Bonifay tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité au titre IV de l'état B (santé et sécurité sociale) - Absence d'application de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 - (p. 5936) : accepte l'amendement n°312 de M. Etienne Dailly (réduction des crédits du titre IV : retraite mutualiste du combattant) - **Après l'art. 48** (p. 5937) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 301 de M. Charles Bonifay (modification de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 permettant au parlement de se prononcer chaque année sur les recettes et dépenses constituant l'effort social de la nation).

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : s'oppose à l'amendement n° 284 de M. Henri Duffaut identique aux amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et n° 244 de MM. René Tomasini et Jean Chérioux, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale) - **Avant l'art. 40** *bis* (p. 6102) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Paul Robert (actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art. 40** *bis :* (p. 6104) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 304 de M. Louis de la Forest repris par M. Paul Jargot - **Art. 41** (p. 6105) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc (sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs et conjoints ; possibilité d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes ou pour l'adhésion à un centre de gestion agréé) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 246 de M. Pierre Carous (sociétés de personnes industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs ou conjoints, option pour le régime fiscal des sociétés de capitaux et possibilité d'y renoncer) - **Après l'art. 41 :** s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Jean-Paul Hammann (application du régime des traitements et salaires aux rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée) - **Art. 42** (p. 6106) : accepte l'amendement n° 226 de M. Jacques Descours Desacres (principe de l'actualisation des valeurs locatives,à partir de 1982, par départements et par catégories d'immeubles) - (p. 6107) : s'oppose à l'amendement n° 322 de M. Paul Jargot (harmonisation de l'évolution des bases des taxes professionnelles, d'habitation, foncières bâties et foncières non bâties) - (p. 6108) :déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 321 de M. Camille Vallin (absence de prise en compte des garages dans le calcul de la valeur locative moyenne) - Accepte l'amendement n° 356 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian de La Malène (valeur locative moyenne et majoration des abattements fixés en valeur absolue par application du coefficient appliqué.pour les propriétés bâties) - **Après l'art. 42** (p. 6110) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 248 de M. Louis Perrein (impôts locaux et fractionnement en trois parties, contribution exigible) - (p. 6111) :accepte l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit (application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques) - (p. 6112) : sur cet amendement n° 249, déclare applicable l'article 40 de la constitution au sous-amendement n° 358 de M. Paul Jargot (suppression des dispositions concernant la révision et la perception de l'imposition ; octroi d'une subvention exceptionnelle aux communes recevant des établissements universitaires bénéficiant d'une exonération permanente d'imposition) - Accepte l'amendement n° 306 de M. Jacques Carat (taxe d'habitation et application progressive de l'abattement général et spécial à la base) - **Art. 42** *bis* (p. 6113) : accepte l'amendement n° 305 de M. Jacques Carat (création par les conseillers municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie des emplacements publicitaires), s'oppose à l'amendement n° 357 de M. Paul Jargot (création par les conseils municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie affichable) - (p. 6114) : accepte l'amendement n° 326 de M. Jean-François Pintat soutenu par M. Philippe de Bourgoing (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage) et s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements recevant des plans, des informations ou certaines annonces) - (p. 6115) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 307de M. Jacques Carat (fixation du barème de la taxe sur les emplacements publicitaires en fonction de leur nature) - Au sujet des cas de majoration de la taxe sur les emplacements publicitaires, s'oppose aux amendements n° 250 de M. Henri Duffaut et n° 323 de M. Paul Jargot - **Après l'art. 42** *bis* (p. 6116) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 311 de M. Jean Béranger (établissement des bases de la fiscalité directe locale au 1[er] octobre de l'année précédant l'année d'imposition) - (p. 6117) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Bernard Legrand (taxe d'espace vert ; fixation par le conseil général dans la limite de 2 %) - **Art. 43** (p. 6119) : s'oppose à l'amendement n° 325 de M. Anicet Le Pors (non reconduction des mesures d'incitation fiscale à l'investissement prises en faveur des entreprises) - **Après l'art. 43** (p. 6120) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 341 de Mme Cécile Goldet (enfants handicapés et abattement supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu ; compensation de recettes) - (p. 6121) : s'oppose à l'amendement n° 349 de M. Jean Béranger (application rétroactive aux parcs zoologiques de l'exonération pour les billets d'entrée du droit de timbre des quittances) - **Art. 43** *ter* (p. 6122) : amendement n° 302 de la commission des finances : intégration dans le plafond de ressources fiscales des établissements publics régionaux des taxes sur les cartes grises, le permis de conduire et les droits de mutation ; adopté - Demande le rejet de l'amendement n° 252 de M. Henri Duffaut (indexation du montant maximum des impôts perçus par l'établissement public régional sur les prix à la consommation) - Amendement n° 253 de la commission des finances : fixation d'un plafond à l'évolution du montant par habitants des ressources fiscales de l'établissement public régional ; adopté - (p. 6123) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 340 de M. Pierre Schiélé (excédent de perception pour les ressources fiscales de l'établissement public régional, report sur l'exercice suivant) et s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Henri Duffaut (fixation du plafond de supplément de recettes des établissements publics régionaux pouvant faire l'objet d'un report sur l'exercice suivant) ; s'oppose à l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau soutenu par M. Pierre Schiélé (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales) - **Après l'art. 43** *quater* (p. 6125) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 254 de M. Richard Pouille (modification des plafonds annuels de la taxe spéciale d'équipement des établissements fonciers de la métropole lorraine et de la basse Seine) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 271 de MM. Jean Francou et Jean-Marie Bouloux (extension aux associations sportives d'entreprises du bénéfice de la déduction du millième) - **Après l'art. 44** *bis* (p. 6127) : déclare applicable l'article 40 de la constitution aux amendements de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann n° 255 (passage de l'imposition au forfait à l'imposition aux bénéfices réels ; adhésion à un centre de gestion agréé et maintien provisoire du régime du forfait), n° 256 (régime transitoire du forfait et rôle des centres de gestion agréés), n° 257(bénéfice du régime du forfait transitoire et présomption du choix de l'imposition au bénéfice réel) et n° 258 (pouvoirs des centres de gestion d'établir les déclarations fiscales pour leurs adhérents soumis au régime réel ou bénéficiant du régime au forfait transitoire) - **Art. 49 :** accepte l'amendement n° 296 de la commission des affaires économiques (dispersion du financement budgétaire d'un département ministériel ; présentation en annexe du projet de loi de finances d'un récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au secteur concerné) - **Après l'art. 49** (p. 6128) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Blanc (remboursement de la TVA sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître d'oeuvre est l'Etat) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Blanc repris par M. Henri Duffaut - S'oppose à l'amendement n° 260 de M. Jean-Paul Hammann (augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le régime d'assurances accidents agricoles applicables dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle) - (p. 6130) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution

à l'amendement n° 274 de MM. Jacques Genton et Francis Palmero repris par M. Michel Darras - (p. 6131) : accepte la demande de seconde délibération du gouvernement sur certains articles du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6276) : amélioration de présentation et équilibre entre les charges et les ressources nouvelles ; augmentation des charges définitives et des opérations temporaires - (p. 6277) : consolidation de prêts du fonds de développement économique et social - Ouvertures de crédits et décrets d'avances - Augmentation du déficit prévisionnel du budget de 1980 - Ajustements de crédits et mise à niveau des dotations primitives - Prise en compte de l'évolution économique ; hausse des prix - Interventions sociales et mesures exceptionnelles ; rentrée scolaire ; chômage et assurance-vie des travailleurs salariés - Crédits supplémentaires pour l'UNEDIC - Ajustement des dotations à l'aide et à la prévention sociale - Interventions économiques ; plan élevage, distillations exceptionnelles de vins ; industrie et programmes de développement technologique - Programme d'approvisionnement en matières premières ;crédits du FDES - Subvention aux entreprises : SNCF, RATP et entreprises publiques - Consolidation des prêts à EDF - Financement de ces dépenses par l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée - (p. 6278) : respect du déficit prévisionnel - Inscription prochaine à l'ordre du jour d'un collectif à finalité agricole - Financement de l'équilibre du budget et recours à l'emprunt à long terme - Persistance de certains « errements » dans la présentation du budget - Proposition d'adoption du texte.

Avant l'art. 1 (p. 6282) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Bernard Michel Hugo, soutenu par M. Paul Jargot (application aux communes non membres d'un syndicat communautaire d'aménagement et situées en zone d'agglomération nouvelle (ZAN) des dispositions du code des communes applicables aux communes membres d'un syndicat communautaire d'aménagement en ZAN) - (p. 6283) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 5 de M. Paul Jargot (revenu mensuel familial inférieur à quatre fois le SMIC revalorisé à 3.300 F et perception d'une allocation par enfant à charge ; compensation de recettes) - **Avant l'art. 2** (p. 6286) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 6 de M. Serge Boucheny soutenu par M. Paul Jargot (validation de certains services pour la retraite) - **Art. 2** (p. 6288) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Anicet Le Pors (réduction des crédits du titre III relatifs aux frais d'étude pour la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 12 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave, soutenu par M. Jean Béranger (réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam) et n° 13 du gouvernement (majoration des crédits du titre III concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam) - **Art. 9** (p. 6291) : s'oppose à l'amendement n° 7 de MM. Paul Jargot et Anicet Le Pors (réduction des crédits supplémentaires accordés au titre des comptes de prêts et de consolidation) - **Après l'art. 11 A** (p. 6292) : accepte l'amendement n° 11 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (situation fiscale des assistantes maternelles gardant des enfants toute la journée ; prise en compte pour les revenus perçus d'une somme égale à une fois le montant horaire du SMIC) - **Avant l'art. 11** (p. 6293) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur le territoire d'une commune - à l'exception d'une centrale nucléaire - et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - Similitude entre les centrales thermiques classiques et les centrales nucléaires produisant de l'énergie - **Art. 12** *bis* (p. 6294) : amendement n° 2 de la commission des finances : suppression de cet article concernant la compétence du tribunal correctionnel pour les affaires de fraude fiscale internationale, de fausses factures ou d'emploi de travailleurs « au noir » ; adopté - **Art. 13** (p. 6296) : amendement n° 3 de la commission : créancier d'aliments du régime agricole et extension des commodités offertes aux créanciers d'aliments du régime général ; adopté - **Art. 1** : amendement de coordination n° 14 de la commission ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6378) : articles restant en discussion et articles additionnels d'initiative sénatoriale - Aide fiscale à l'investissement et adoption du texte voté par le Sénat - Limitation de l'étendue de l'aide à l'investissement aux territoires d'outre-mer et à Mayotte - Option des sociétés de famille à responsabilité limitée pour le régime fiscal des sociétés de personnes - Adoption du dégrèvement de la taxe d'habitation en faveur des contribuables les plus modestes - Réduction des droits de succession pour charges de famille ; compensation de recettes : taxe sur les contrats d'assurance des bateaux de plaisance - Unification des droits sur les alcools ; adoption pour 1981 d'un tarif différencié portant au même niveau de droits les alcools anisés et les alcools importés ; objectif d'un tarif unique pour 1982 - Taxation des produits importés en fonction des quantités et de la nature des huiles entrant dans la composition de ces produits ; exception pour la margarine - Perception du droit de francisation et de navigation - (p. 6379) : régime fiscal des produits pétroliers ; taux de la redevance communale et départementale des mines - Relèvement de la taxe communale sur les eaux minérales - Prévisions forfaitaires de majorations des valeurs locatives - Modalités de perception de la taxe d'habitation - Rejet de l'imposition en faveurdes communes sur les gazoducs et les oléoducs enterrés - Taxe d'habitation et abattement facultatif à la valeur locative - Exonération de la taxe d'affichage pour les concessions municipales ; diminution des taux prévus - Conditions d'attribution des dotations du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée aux collectivités locales - Suppression du seuil minimal de un pour cent pour la taxe départementale destinée au financement des espaces verts - Ressources fiscales des régions - Relèvement du plafond des ressources de l'établissement de la métropole lorraine et de l'établissement public de la Basse-Seine - Perception de la taxe en cas de dépassement du plafond légal de densité - Pensions des veuves de guerre et attribution du supplément exceptionnel dès 57 ans - Financement de l'indemnité de remplacement pour les agricultrices ; services ménagers pour les personnes âgées et accroissement des moyens des caisses de mutualité sociale agricole - Publication d'un document récapitulant l'ensemble des crédits budgétaires d'un ministère - Suppression du financement du centre de protection civile de Lacq - Adoption de modifications pour coordination.

Art. 42 (p. 6390) : accepte l'amendement n° 1 du gouvernement (majoration des abattements en valeur absolue par application du coefficient fixé pour les propriétés bâties).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6409) : caractère de « cavaliers budgétaires » des mesures prévues et impossibilité de les prendre en compte dans le projet de loi de finances - Solution à certains cas particuliers ; validation des décisions irrégulièrement intervenues - Diversité des dispositions concernées - (p. 6410) : nombre important des mesures prises ; absence d'incidence sur l'équilibre de la loi de finances - Proposition d'adoption de projet.

Avant l'art. 1 (p. 6412) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Louis Perrein (déduction des résultats de l'exercice de réalisation de la part des bénéfices distribués aux salariés par les sociétés coopératives ouvrières et des bonis des opérations faites avec les associés d'une société coopérative de consommation ; réduction de la déduction forfaitaire applicable aux revenus bruts des propriétés urbaines) - **Art.**

1 (p. 6413) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod (suppression de cet article relatif à la liquidation de la TVA pour les titulaires de bénéfices non commerciaux soumis au régime du forfait ou au régime réel) - **Après l'art. 1** (p. 6415) : s'oppose aux amendements de M. Louis Perrein n° 25 (association et exonération de la taxe sur les salaires pour celle employant moins de 3 salariés) et n° 28 (association et bénéfice du remboursement de la TVA sur les travaux d'équipement réalisés dans le cadre de leurs statuts) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Louis Perrein (extension de l'exonération de la TVA aux locations d'emplacements de stationnement en régie municipale) - **Art. 3** (p. 6417) : accepte l'amendement n° 43 de la commission des lois (obligation de déclaration des rémunérations autres que les salaires applicable à toute personne physique ou morale, ayant versé de telles rémunérations) - **Avant l'art. 4** (p. 6418) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - **Art. 4** (p. 6419) : s'oppose à l'amendement n° 90 de la commission des affaires économiques et de M. Pierre Tajan (suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation des dégrèvements pour calamités agricoles) - (p. 6420) : s'oppose à l'amendement n° 44de la commission des lois (suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances) - **Après l'art. 4** (p. 6421) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ;établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe - **Après l'art. 4** (p. 6428) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 45 de la commission des lois (octroi d'un avantage fiscal pour les mutations à titre onéreux des parts de groupements fonciers agricoles ; condition d'un délai de détention de deux ans) - **Après l'art. 5** (p. 6429) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Louis Perrein (majoration de l'impôt ménages dans les communes de moins de 50.000 habitants et exonération permanente des taxes d'habitation dont bénéficient les immeubles nationaux, départementaux et communaux) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6430) : accepte l'amendement n° 80 de M. François Collet (transfert du contentieux de l'exigibilité des droits en matière de contributions directes aux tribunaux administratifs) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 117 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard repris par M. Michel Darras (relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession) - (p. 6431) : accepte l'amendement n°134 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles) - Amendement n° 120 de la commission des finances, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux ; adopté - (p. 6433) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 135 de M. Francis Palmero soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression du critère de ressources pour la détermination du montant de la retraite complémentaire de la fonction publique) - **Avant l'art. 8** (p. 6434) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - **Après l'art. 8** (p. 6439) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Fernand Lefort (maintien des caractéristiques de logement social, même en cas de revente, des logements construits, acquis et aménagés avec la taxe de 1 % sur les salaires et les fonds publics) - **Art. 11** (p. 6442) : amendement n° 121 de la commission des finances : changement des prix de vente du tabac ; obligation pour les débitants de tabac et les fournisseurs d'établissement d'un inventaire des stocks à la date d'entrée en vigueur des tarifs ; adopté - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : s'oppose à l'amendement n°68 de la commission des lois (centres de gestion créés par les organisations et organismes des artisans, commerçants et industriels et tenue de la comptabilité), ainsi qu'aux amendements identiques n° 12 de M. Georges Lombard et n° 94 de M. Michel Moreigne (doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités) - (p. 6445) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Louis Perrein soutenu par M. Michel Darras (commercialisation des produits pétroliers et changement de prix ; actualisation des droits et taxes acquittés sur la base de prix périmés) - **Art. 13** (p. 6446) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Louis Perrein soutenu par M. Michel Darras (suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour certains contrats liés à un accord de mensualisation) - **Art. 14** (p. 6447) : s'oppose à l'amendement n° 51 de la commission des lois (prise en compte des recettes pour l'application du régime forfaitaire agricole ; coefficient multiplicateur pour celles réalisées dans le cadre des contrats d'intégration) - (p. 6448) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 52 de la commission des lois et n° 92 de M. Michel Sordel (suppression des dispositions de cet article concernant les garanties octroyées dans le contrat d'intégration passé entre un coopérateur et sa coopérative) - **Après l'art. 14** (p. 6449) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 53 de la commission des lois (principe de l'application exceptionnelle de la taxation forfaitaire en fonction des éléments du train de vie) - **Art. 16** *bis* **A** (p. 6451) : au sujet du principe et des conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ainsi que de la déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés, s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Bernard Parmantier et aux amendements identiques n° 5 de M. Louis Virapoullé soutenu par M.Daniel Millaud et n° 54 de la commission des lois - **Art. 16** *bis* **B** (p. 6453) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 111 de M. Lionel Cherrier et n° 118 de M. Daniel Millaud (principe et modalités d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) - **Art. 16** *bis* **D** (p. 6454) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 56 de la commission des lois (communes et faculté d'instituer un tarif progressif sur les débits de boisson) ainsi que pour le sous-amendement rédactionnel à cet amendement n° 148 de M. Louis Perrein - **Art. 17 A** (p. 6455) : amendement n° 123 de la commission des finances : contrats de fournitures de travail temporaire et attestation obligatoire sur le respect de la réglementation applicable en matière de séjour des étrangers en France et d'exercice d'une activité professionnelle salariée ; adopté - **Avant l'art. 17** (p. 6456) : accepte le 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale - (p. 6460) : s'oppose au 2° de cet amendement (modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Art. 17** (p. 6476) : accepte l'amendement n° 100 de la commission des affaires sociales (allocation aux adultes handicapés et bénéfice d'avantages de vieillesse ou d'invalidité) - **Après l'art. 18** (p. 6478) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 145 et n° 146 de M. Jean Chérioux (rôle de l'employeur dans le contrôle médical des arrêts de travail) - **Art. 19** (p. 6479) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 101 de la commission des affaires sociales (allocation d'éducation

spéciale et possibilité de versement d'un complément pour un enfant placé en externat) - S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard (majoration de la taxe sur les véhicules de sociétés) - **Art. 19** *bis* (p. 6480) : s'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Louis Perrein et n° 139 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale, préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements de services à caractère social ou sanitaire) - **Après l'art. 19** *bis* (p. 6481) : accepte l'amendement n° 102 de la commission des affaires sociales (agrément du ministre de l'agriculture sur les conventions collectives concernant le personnel des caisses de mutualité sociale agricole) - **Art. 19** *quater* (p. 6482) : accepte l'amendement n° 103 de la commission des affaires sociales (laboratoires d'analyses médicales conventionnés ou non conventionnés) - **Après l'art. 19** *quater* (p. 6483) : accepte l'amendement n° 104 de la commission des affaires sociales (règles de coordination entre les régimes d'assurance vieillesse de la sécurité sociale, relatives au droit à pension de réversion) - **Art. 20 :** accepte l'amendement n° 105 de la commission des affaires sociales (extension aux départements d'outre-mer de la procédure de la tutelle familiale définie à l'art. L. 551 du code de la sécurité sociale) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de la commission des lois (abrogation de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1963, instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes) - **Après l'art. 21** (p. 6485) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports en commun : seuil de 76 000 habitants) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 116 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Michel Darras (seuil de 50 000 habitants) - **Art. 22** (p. 6528) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Anicet Le Pors (suppression de cet article relatif notamment à l'allègement de certaines cotisations agricoles) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 58 de la commission des lois (maintien de certaines exonérations de cotisation d'allocations familiales) - (p. 6529) : s'oppose à l'amendement n° 59de la commission des lois (maintien de la possibilité pour les commissions départementales des prestations sociales agricoles d'accorder dans certains cas un dégrèvement de cotisation) - (p. 6530) : accepte les amendements rédactionnels identiques n° 60 de la commission des lois et n° 106 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. 22 :** accepte l'amendement n° 107 de la commission des affaires sociales (bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés) - (p. 6531) : accepte l'amendement n° 142 de la commission des affaires sociales (prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'un accident survenu à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole) - **Après l'art. 23 :** s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Louis Perrein (suppression de la disposition législative et du décret instituant le ticket modérateur d'ordre public) - **Après l'art. 23** *quinquies* (p. 6533) : accepte l'amendement n° 99 de M. Etienne Dailly (application de la loi du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales aux salariés des groupements d'intérêt économique, GIE) - (p. 6534) : accepte l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (pour les sociétés anonymes à directoire et à conseil de surveillance, possibilité de rémunération du président du conseil de surveillance) - **Art. 23** *sexies* (p. 6535) : accepte l'amendement n° 63 de la commission des lois (extension aux associations reconnues d'utilité publique de la mesure prévue en faveur des biens immobiliers des congrégations) - **Art. 23** *septies :* accepte l'amendement rédactionnel n° 64 de la commission des lois - **Art. 23** *octies* (p. 6536) : accepte les amendements rédactionnels identiques n° 65 de la commission des lois et n° 108 de la commission des affaires sociales - **Art. 23** *nonies :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 109 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article prévoyant une majoration du taux des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale par les organismes de travail temporaire pour leur personnel) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 23 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Louis Perrein (qualité de combattant des personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre 1952 et 1962) - **Avant l'art. 24 A** (p. 6538) : son amendement n° 8 ; possibilité pour les collectivités locales de renoncer à la reconstruction d'un pont détruit par fait de guerre ; perception dans ce cas de la moitié de la subvention ; adopté - Avis favorable de la commission des finances à cet amendement - **Art. 24 B** (p. 6539) : accepte l'amendement n° 130 de M. Yves Durand (harmonisation des taux d'intérêt maximum pratiqués en matière de crédit coopératif et de crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie).

— **Motion d'ordre** - (19 décembre 1980) (p. 6486) : organisation des débats du Sénat.

— **Projet de première loi de finances rectificative pour 1980** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **185 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6491) : dispositions adoptées par la commission mixte paritaire - Sépulture des anciens combattants français au Vietnam - Equilibre général de la loi de finances - Impôt sur le revenu des assistantes maternelles - Péréquation départementale pour les établissements du secteur de l'énergie - Rôle de la commission des infractions fiscales en cas de fraude internationale - Extension aux ressortissants de la mutualité sociale agricole du système d'avances sur pensions alimentaires et de la procédure de recouvrement de ces avances par les comptables publics - Propose l'adoption de ces conclusions.

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6516, 6517) : compensation de la perte de revenus subie par les agriculteurs français au cours de l'année - Amélioration de la production agricole en 1980 et diminution du revenu global des exploitants - Coût des consommations intermédiaires ; hausse des carburants et lubrifiants et des engrais - Baisse du revenu agricole en 1980 et compensation prévue par le deuxième collectif - Montant de l'aide directe et modalités de répartition - Cas des pluri-actifs en activité ou retraités - Prise en charge des intérêts de certains prêts : prêts aux jeunes agriculteurs ; prêts spéciaux de modernisation ou d'élevage - Financement d'actions à caractère structurel : organisation économique des fruits et légumes ; élevage ; aménagement foncier - Augmentation de l'indemnité viagère de départ - Excédent commercial procuré par l'agriculture - Propose l'adoption du projet.

Après l'art. 2 (p. 6524) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Raymond Bouvier (possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors (restriction de cette possibilité aux seuls investissements tendant à utiliser le charbon produit en France) ; se déclare également opposé à l'amendement n° 2 repris avec modification par M. Anicet Le Pors.

BOEUF (Marc), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5874) : centenaire de la création de l'école laïque ; remise en cause des principes de la loi de 1881 - Gratuité de l'école ; coût de la rentrée scolaire et prix des livres - (p. 5875) : transports scolaires et insuffisance de la subvention de l'Etat ; cas des élèves internes et règles des trois kilomètres séparant le domicile et le lieu scolaire - Diminution de l'allocation de rentrée scolaire - Atténuation du principe d'obligation scolaire ;orientation scolaire et inapplication de la règle des vingt cinq élèves par classe - Réduction des dépenses d'équipement pédagogique - Remise en cause de la laïcité ; aide aux écoles privées, revalorisation du corps des instituteurs - Rôle de l'école et évolution de la société

BOHL (André), sénateur de la Moselle (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le Livre cinquième du code du travail, afin de rendre obligatoire la médiation dans les **conflits collectifs du travail** non réglés par voie de conciliation (n° 76, 1980-1981) (4 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **459** (28 octobre 1980) (p. 4065) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (développement de la production charbonnière)** - Discutée le 4 novembre 1980 (débat commun) (p. 4345 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi** [n° **425 (78-79)**] **de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Après l'art. 3** (p. 2132) : son amendement N° 4 soutenu par M. Dominique Pado : application des dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980)(p. 4348) : rapport de la commission « Energie et matières premières » : analyse des faits et tendances - Réduction de la dépendance énergétique - Part du charbon dans la répartition des énergies - Qualité du gisement, coût élevé de production, rationalisation des exploitations souterraines, équilibre nécessaire des importations, intervention de l'Etat, poursuite nécessaire de la production nationale - Exemples du siège de Sainte-Fontaine et d'Electricité de France - Question sur la politique charbonnière à venir du gouvernement.

BOILEAU (Roger), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (Rattaché administrativement au groupe UCDP, puis membre de ce groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767) ; en démissionne (14 octobre 1980) (p. 3876).

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (14 octobre 1980) (p. 3889).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues modifiant certaines dispositions du code électoral et relative à l'**élection** des conseils municipaux des villes de plus de 30 000 habitants, des conseils généraux et des membres de l'Assemblée nationale (n° **78**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

Proposition de loi tendant à définir un statut juridique des concessionnaires assurant la distribution et la maintenance de produits de marque (n° **79**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Concessions commerciales.**

Proposition de loi complétant l'article L. 1649 du code des **communes**, relatif à la dissolution des districts, (n° **82**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **32** (JO Débats 24 octobre 1980) (p. 4027) à M. le ministre de l'Economie : l'**épargne (développement de l'épargne liquide des ménages)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6254).

n° **37** (JO Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale : les **pensions de retraite (montant des retraites au cours des prochaines décennies)**.

Questions orales avec débat :

n° **319** (25 février 1980) (p. 325) à M. le Premier ministre : la **pollution (eau) (pollution du Rhin)** - Discutée le 17 juin 1980 (débat commun) (p. 2738 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2738) : lutte contre la pollution du Rhin et menaces qui en résultent pour l'exploitation des salines de Meurthe-et-Moselle - Déchets de chlorures résultant de l'exploitation des potasses d'Alsace et création envisagée d'une nouvelle saline de grande capacité dans la région de Mulhouse - Stagnation du marché du sel et capacité déjà excédentaire des salines lorraines - Concurrence du sel gemme et du sel marin - Sel de déneigement - (p. 2739) : perspectives d'épuisement des mines de potasse d'Alsace - Situation sociale de la Lorraine : problème des Houillères, du textile et de la sidérurgie - Comité de défense constitué à Nancy - Caractère d'investissement anti-économique d'une nouvelle saline, confirmé par la réponse du ministre de l'industrie - Problème diplomatique posé par l'abandon du projet - Crise de l'emploi en Lorraine et position prise par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, par le PSU et par les syndicats, contre le projet de nouvelle saline - (p. 2740) : examen du problème par les élus alsaciens : position de MM. *Pierre Schiélé et Henri Goetschy* - Réaction de M. Olivier Guichard : industries salinières de l'Ouest de la France -

Prise de position contraire de M. Jean-Louis Masson, député de la Moselle, en faveur de la création de nouvelles soudières en Alsace et d'une taxe parafiscale sur les rejets de chlorures dans le Rhin - Coût des investissements nécessaires dans ce cas - Redevance payée à l'agence de bassin - Solutions envisageables : utilisation des résidus salés des mines de potasse pour le remblai des galeries de mines : exemple des potassiers allemands - Sels de déneigement - Sauvegarde nécessaire de l'exploitation du sel de Lorraine et des soudières - (p. 2741) : responsabilité de l'Etat vis-à-vis des soudières de la vallée de la Meurthe - Lutte contre la pollution du Rhin et solution proposée par la brochure du comité de défense - Saumoduc - Constitution éventuelle d'une commission d'enquête sénatoriale sur l'avenir de l'industrie chimique en Lorraine - (p. 2745) : inconvénients des diverses solutions envisagées et priorité nécessaire au problème humain - Gravité du problème de l'emploi en Lorraine - Saturation du marché du sel - Pollution de la Meurthe et de la Moselle - Pratique retenue par l'Allemagne des injections en sous-sol - (p. 2746) : capacité d'absorption du marché international du sel - Sel cristallisé et sel de déneigement.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4936) : problème du remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs - Position prise, le matin même, à l'unanimité par le Bureau de l'Association des maires de France, présidée par M. Alain Poher - Proposition inacceptable du Gouvernement d'utiliser pour 1981 les reliquats comptables - Etalement prévu sur six ans - (p. 4937) : dotation spéciale et calcul du remboursement sur la base de la moyenne nationale - Nécessité de crédits spécialement affectés, hors de la dotation globale de fonctionnement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5354) : loi d'orientation agricole et baisse du revenu des agriculteurs - Exigences du marché européen et adaptation de notre agriculture - (p. 5355) : jeunes et conséquence de l'exode rural - Dépenses sociales et dépenses d'équipement - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et montant des cotisations des agriculteurs - Moyens de la participation de l'Etat au budget social agricole - Faible rôle du BAPSA - Revenu agricole et répercussion de l'augmentation des cotisations sociales - Compétitivité de l'agriculture française et dépenses d'équipement ; évolution des dépenses sociales ; parité sociale réclamée par les agriculteurs - Crédits consacrés au remembrement, au drainage, à la recherche, à l'enseignement - Dégradation du revenu des agriculteurs et solutions ; nécessité du renforcement de l'organisation économique locale des producteurs et de la maîtrise des prix des produits - Promesse présidentielle de maintien du revenu des agriculteurs - Hausse des prix en Meurthe-et-Moselle - Problème du lait et augmentation de la taxe de coresponsabilité ; hausse des prix et diminution des capacités d'autofinancement et des investissements - (p. 5356) : agriculture française et prix imposés par le marché commun - Répercussion de la hausse des prix sur le revenu des agriculteurs - Conséquences de l'exclusion des agriculteurs du bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement - Production laitière et hausse décidée à Bruxelles ; conséquences de l'augmentation de la taxe de coresponsabilité ; intérêt d'une politique globale des matières grasses - Campagne de boycottage de la viande de veau - Secteur laitier et avenir de la politique agricole commune - Contexte d'austérité dans lequel s'inscrit le budget de l'agriculture et importance de ses crédits - Votera ce budget.

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5416) : statistiques sur la montée de la violence - Problème des effectifs de la police - Cas des villes moyennes - (p. 5417) : répartition de la criminalité sur le territoire et problème des zones urbaines - Septicisme général sur l'efficacité de la police ; nombre des affaires non éclaircies - Utilisation des policiers : tâches administratives ou service actif - Hiérarchisation des emplois - Augmentation du nombre des gradés - Rémunération des policiers - Objectifs de parité entre la police et la gendarmerie : rapport de la commission Racine - Taux de l'indemnité de sujétion spéciale et prise en compte de cette indemnité pour le calcul de la retraite - Mensualisation des pensions - Formation initiale des policiers et formation continue - Modernisation de l'équipement - Montée de la violence - Terrorisme - Prévention ou répression - (p. 5418) : crédits consacrés aux collectivités locales - Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Projet de loi sur la dotation globale de fonctionnement et problème de la prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des instituteurs - Congrès annuel de l'Association des maires de France - Augmentation de l'indemnité des maires et des adjoints et refus de participation de l'Etat - Problème des finances locales - (p. 5419) : montant de la dotation globale de fonctionnement et critères d'attribution - Fonds de compensation de la TVA et retard de remboursement de deux ans - Subventions d'équipement aux collectivités locales - Amélioration des finances locales - Votera le budget.

Transports (28 novembre 1980) - (p. 5469) : économies d'énergies et qualité du transport par voie d'eau - Absence de saturation du réseau et qualité de la voie d'eau à grand gabarit pour les transports pondéreux - Saturation du réseau routier - Projet de canalisation de la Meurthe à grand gabarit ; maintien du développement des industries chimiques actuelles et transformation de zones inondables en zones industrielles - Rapport de l'Association des chargeurs de la Moselle sur ce projet ; mise au gabarit international de la Moselle - Canalisation de la Meurthe et déclaration en 1973 d'utilité publique - (p. 5470) : réalisation du projet et volonté locale - Tracé de l'autoroute A4 et bilan financier catastrophique ; attente de la mise à deux fois deux voies de la RN4 ; saturation de cette route nationale - Crise économique en Lorraine et besoin de superstructures.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 43 ter** (p. 6123) : son amendement n° 299, soutenu par M. Pierre Schiélé : fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 150 (80-81)] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 21** (p. 6485) : sur l'amendement n° 6 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports en commun : seuil de 76 000 habitants), son sous-amendement n° 116, soutenu par M. Michel Darras ; seuil de 50 000 habitants ; adopté.

BONDUEL (Stéphane), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances, du controle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Jeunesse, sports et loisirs - I - Section commune II - Jeunesse et sports** (n° **98**, annexe **17**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5077) : son amendement n° 113 soutenu par M. Josy Moinet : déduction fiscale et application à l'industrie hôtelière ; retiré.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5201) : réforme de présentation du budget du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs et répartition en trois sections - Stagnation des crédits et notamment de la section jeunesse et sports - Priorité accordée à l'éducation physique dans l'enseignement du second degré - Programme d'action prioritaire sur le sport à l'école dans le VII[e] Plan - Expérience d'aménagement des rythmes scolaires dès l'école primaire - (p. 5202) : efforts des municipalités et réduction de la dotation du « franc-élève » - Crédits pour le sport optionnel - Soutien aux activités sportives et rôle du fonds national pour le développement du sport - Associations de jeunesse et d'éducation populaire - Activités socio-éducatives et coût de la formation des animateurs - Exonération souhaitable de la taxe sur les salaires pour les associations de jeunesse à but non lucratif - Equipements sportifs et socio-éducatifs des collectivités locales : construction de salles polyvalentes, de terrains de jeux et de courts de tennis - Diminution des autorisations de programme et stagnation des crédits de paiement - Décision de la commission des finances de soumettre à l'appréciation du Sénat le budget de la jeunesse, des sports et des loisirs - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5216) : problème réel posé par les amendements n° 171 de M. Guy Schmaus et n° 183 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle, tendant à une réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) - (p. 5217) : s'oppose aux amendements n° 172 et n° 173 de M. Guy Schmaus tendant à réduire les crédits du titre III (crédits des services d'animation sportive) - Nécessité de crédits complémentaires pour la revalorisation du « franc-élève », mais sans les prélever sur les crédits du sport optionnel - (p. 5218) : sur l'éventuelle réduction des crédits du titre IV destinés aux services d'animation sportive, s'oppose aux amendements n° 174 de M. Guy Schmaus et n° 184 et 186 de M. Jules Faigt, soutenus par M. Philippe Madrelle - (p. 5219) : problèmes posés par l'amendement n° 187 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle (réduction des crédits du titre IV : réduction indicative en matière de formation des animateurs) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement - **Après l'art. 20 :** s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Guy Schmaus (participation de représentants du Parlement aux commissions de répartition du Fonds national pour le développement du sport) - **Art. 48** (p. 5220) : amendement n° 176 de la commission des finances : suppression de cet article pour coordination avec l'article 49 (nouveau) voté par l'Assemblée Nationale ; adopté.

Services du Premier Ministre *(Suite)* **- I - Services généraux** *(Suite)* **-Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - (p. 6017) ; budget de l'aménagement du territoire et absence d'une politique globale : exemple de la prolifération des plans spécifiques ; méconnaissance par le parlement de l'utilisation du budget - Insuffisance des crédits de paiement et autorisations de programme - Absence d'un débat au parlement sur le plan de développement économique et social - Concertation avec les collectivités locales, contrats de pays et de villes moyennes, méconnaissance des réalités locales, régionalisation des contrats mais lourdeur administrative et lenteur d'exécution - Mesures de déconcentration nécessaires - Question sur le désenclavement de la région Poitou-Charentes, l'aménagement ferroviaire - Nécessité d'une répartition plus équitable des moyens de développement et d'une réadaptation des infrastructures économiques - Concertation et regroupement nécessaire du plan et de l'aménagement du territoire - (p. 6018) : nécessité d'une loi annexe à la loi de finances sur le niveau d'application du plan, l'ouverture des crédits

Economie et budget *(Suite)* **- I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 47** (p. 6044) : son amendement n° 283 : généralisation du système de mensualisation des pensions ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : son amendement n° 243, identique aux amendements n° 244 de MM. René Tomasini et Jean Chérioux, soutenu par M. Jean-Paul Hammann et n° 284 de M. Henri Duffaut : reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; retiré.

BONIFAY (Charles), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° 386 (79-80)] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4256, 4257) : champ d'application du projet ; exclusion des accidents de trajet et principe général de leur assimilation aux accidents du travail : impossibilité pour le groupe socialiste de voter le projet si le texte n'était pas amendé sur ce point - Système de compensation financière prévu par la commission.

Art. 1 (p. 4260) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 1 de la commission et n° 11 de M. Hector Viron (extension aux accidents de trajet)..

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5912) : approuve la proposition de la commission des affaires sociales tendant à créer une prestation familiale nouvelle - Budget social de la nation - Politique de la famille - (p. 5913) : mesures de redressement financier de juillet 1979 : cotisations d'assurance maladie des retraités du régime général - Protection sociale des chômeurs non indemnisés - Convention médicale - Principes de la sécurité sociale de 1945 et résultats obtenus - Défauts de la réforme de 1967 - Réapparition du déficit de l'assurance maladie ; incidence du chômage - Généralisation de la sécurité sociale - Préparation du VIII[e] Plan et rapport de la commission « protection sociale et famille » - Insuffisance de la concertation - Commission des comptes de la sécurité sociale créée par décret de mars 1979 - Amendement Fontanet de 1967 tendant au dépôt d'un rapport annuel au Parlement - (p. 5914) : concertation nécessaire

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5935) : sa motion n° 300, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité au titre IV de l'état B ; rejetée - Absence d'application de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 : nécessité d'un débat approfondi sur la politique sociale du pays - Rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale - **Après l'art. 48** (p. 5936) : son amendement n° 301 : modification de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 permettant au Parlement de se prononcer chaque année sur les recettes et dépenses constituant l'effort social de la nation ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6169) : accident du travail et engagement de la solidarité sociale - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet).

BONNEFOUS (Edouard), sénateur des Yvelines (GD).

NOMINATIONS

- Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1980 (15 décembre 1980)(p. 6297).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à compléter le réglement du Sénat (n° **183**, 1979-1980) (6 mars 1980) - **Réglement des Assemblées parlementaires**.

Proposition de loi organique, déposée avec M. Maurice Blin, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances en vue de permettre une meilleure organisation de la discussion budgétaire (n° **185**, 1979-1980) (11 mars 1980) - **Lois de finances**.

Rapport d'information fait avec M. Raymond Marcellin au nom de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation en application de l'article 22, premier alinéa du Règlement sur le niveau de protection de la population civile française en temps de crise (n° **236**, 1979-1980)(29 avril 1980) - **Défense**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants martyrisés (n° **237**, 1979-1980) (30 avril 1980) - **Enfance martyre**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2686** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le Premier ministre : les **automobiles (abrogation du décret concernant l'obligation d'allumer les codes en ville)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports (9 avril 1980) (p. 1112 à 1115).

n° **2754** (JO Débats 23 avril 1980) (p. 1447) à M. le ministre de la Justice : l'**enfance martyre (demande d'aggravation des peines contre les bourreaux d'enfants)** - Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, ministre de la Justice,le 9 mai 1980 (p. 1818).

n° **75** (JO Débats 20 novembre 1980) (p. 4961) à M. le Premier ministre : les **sondages et enquêtes (sondages en période électorale)**.

Questions orales avec débat :

n° **358** (2 avril 1980) (p. 956) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (conséquences du naufrage du pétrolier Tanio)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **384** (13 mai 1980) (p. 1873) à M. le Premier ministre : la **protection civile (abris antinucléaires ; protection des hôpitaux)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2540 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie.

(p. 113) : circonstances d'examen de ce projet - Inutilité de longs débats - Refus des amendements par la Commission des finances - (p. 156, 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1122) : incidence financière des naufrages de pétroliers ; répercussions pour les contribuables français - Coûts : intervention proprement dite ; nettoyage des plages ; préjudice économique : pêche - Difficultés d'évaluation - Actions contre les assurances responsables : labyrinthe juridique résultant de l'usage des pavillons de complaisance - Limitation des responsabilités - Préjudice économique : tourisme - Mesures de prévention - Couloirs de navigation - (p. 1123) : responsabilité financière : principe du pollueur-payeur - Lutte contre les pavillons de complaisance.

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2543) : affaiblissement de la crédibilité de la dissuasion nucléaire française et protection nécessaire de la population - Effort considérable de protection civile en Union soviétique, aux Etats-Unis et en Chine - Cas des pays neutres : Suède et Suisse ; construction systématique d'abris publics et privés - Retard de la France à cet égard : absence, dans la région parisienne,de tout hôpital souterrain - Brûlures ; contamination alimentaire - Organisation des flux de populations - Doctrine du maintien sur place des populations et panique prévisible - Evocation du coût de la protection civile et insignifiance des réalisations - Couverture sonore du territoire : centraux téléphoniques - Manuel d'information des autorités - Coût d'un programme minimum de défense des populations civiles - (p. 2544) : incitation à la construction privée d'abris individuels et mesures fiscales possibles - Protection civile et force de dissuasion - Analogie avec la situation de 1938-1939 : confiance dans la ligne Maginot - Exemple des sous-marins nucléaires - Publication de sondages et inquiétude du pays - (p. 2548) : politique active de protection civile pratiquée par l'URSS.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2921) : soutient l'amendement N° 34 de la commission des finances (détermination de la valeur ou du prix de souscription des actions attribuées aux salariés ou acquises par eux.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3235) : caractère de novation de la déclaration du président de la République à propos du nucléaire : notion

de riposte et non plus de dissuasion - Son récent rapport, publié avec M. *Raymond Marcellin*, sur la protection de la population civile en cas d'attaque nucléaire - Manque de crédibilité d'une éventuelle riposte - Nouvelle répartition des crédits nécessaire.

— **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (30 juin 1980) (p. 3385) : contrôle des finances publiques et rôle de la cour des comptes ; complémentarité avec celui de la commission des finances du Sénat - prise en compte des recommandations de la cour et établissement d'un rapport sénatorial par la « commission des suites » - gestion des hôpitaux publics et contrôle médical des organismes de sécurité sociale. Gaspillage dans l'administration du tourisme et l'aide publique aux agriculteurs victimes de calamités. Sociétés d'économie mixte locales de construction, d'aménagement et de restauration. Utilisation des crédits du Fonds national de l'emploi. Transfert des compétences de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques à la cour des comptes ; qualité du premier rapport présenté. Ampleur du financement des entreprises publiques ; d'en améliorer le contrôle Augmentation des effectifs de la cour ; nombre des auditeurs.

— **Question orale avec débat : problèmes posés par les nouvelles techniques de communication** - (21 octobre 1980) - (p. 3967) : proposition de M. André Fosset, motion de la commission des finances sur un contrôle parlementaire préalable à toute utilisation de la télématique ; loi-cadre ; collaboration indispensable entre parlement et gouvernement - (p. 3968) : justification de l'absence au débat des sénateurs de la commission des finances - Communication au gouvernement du vote de la commission par souci de courtoisie - (p. 3969) : approuve la déclaration du ministre ; concertation entre parlement et gouvernement ; vote, avis du parlement.

— **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de MM. Edouard Bonnefous et les membres de la commission des finances (n° 183, 79-80), tendant à compléter le règlement du Sénat** [n° 34 (80-81)] - (23 octobre 1980) - Président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4018) : sa proposition de loi organique de juin 1978, déposée avec M. *Maurice Blin* - Circonstances d'examen du projet de loi de finances pour 1980 et annulation par le Conseil constitutionnel - Modification du règlement de l'Assemblée Nationale déjà intervenue - Améliorations au texte apportées par la commission des lois - Examen de la première partie de la loi de finances et possibilité de seconde délibération - Vote au scrutin public - Rejet de la première partie et rejet de l'ensemble - Souhaite l'aboutissement de la concertation entre la commission des finances et la commission des lois. **Art. 2** (p. 4020) : son amendement n° 2 : seconde délibération de droit lorsqu'elle est demandée par le gouvernement ou la commission des finances ; adopté.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** [n° 279 (79-80)] - (28 octobre 1980) - Président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4068) : délai de dépôt et d'examen des lois de règlement ; souhait d'un pré-rapport par la cour des Comptes.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (12 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 4577) : son amendement n° I-67 : protection pénale de l'enfance martyre (I pénalités pour coups et violences à un enfant ; II droit pour les associations de se porter partie civile ; III délit de non dénonciation) ; adopté - (p. 4579) : sursis à répétition, évoqué par M. *Jacques Larché* ; délit de non dénonciation - Rôle des assistantes sociales - (p. 4584) : sur son amendement n° I-67, s'oppose au sous-amendement n° I-207 de M. Paul Pillet (abaissement des pénalités pour non dénonciation).

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4942) : respect nécessaire de l'ordre du jour ; ouverture de la discussion budgétaire le 20 novembre.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) (p. 5038) : augmentation considérable du nombre des amendements et brièveté du délai d'examen imparti à la commission - (p. 5039) : nécessité de ne pas multiplier les dépôts d'amendements.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale (24 novembre 1980) - Président de la commission des finances - (p. 5224) : développement de la politique de protection civile aux Etats-Unis, en URSS et en Chine - Eventualité d'une attaque contre le territoire français et d'une riposte nucléaire - Rôle des sous-marins nucléaires - Précédent de la ligne Maginot - Importance de ce débat

Services du Premier ministre *(suite)* **- V - Recherche** (27 novembre 1980) - Président de la commission des finances (p. 5386) : déroulement des débats du Sénat pour les prochaines séances

Transports (28 novembre 1980) (p. 5474) : désaprobation du Sénat sur l'expérience des « phares codes » - Usage des codes et sécurité des piétons ; décision du tribunal correctionnel de Grenoble - Usage des codes et surconsommation de carburants - Usage des codes et décision technocratique de l'administration - Opposition du corps médical - Sondages effectués auprès des Français et hostilité des automobilistes - Maintien de la décision administrative et nécessité d'une vérification régulière des codes - (p. 5475) : non application de l'obligation d'usage des codes par certains automobilistes

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5496) : Son amendement n° 221 déposé avec M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Cluzel : réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville ; adopté.

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - Président de la commission des finances - (p. 5576) : lutte de la commission des finances contre la publicité clandestine ; rapport Diligent - (p. 5579) : caractère excessif de la publication des sondages à la radio et à la télévision souligné par M. *Charles Pasqua*, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - Risque d'intoxication - Caractère discutable des sondages : exemple des élections américaines de 1980

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5627) : rend hommage au nouveau secrétaire d'Etat aux PTT - Disparité entre les investissements destinés à la poste et aux télécommunications ; détérioration du climat social chez les postiers - Comparaison avec les pays étrangers ; Grande-Bretagne et privatisation des télécommunications - (p. 5628) : Etats-Unis et rôle des sociétés privées de télécommunications ; absence d'appel aux contribuables pour les expériences de télématique - Importance prévisible de l'industrie du vidéo-texte en France ; conséquences sociales - Gratuité de l'annuaire ; remplacement par un service de communications téléphoniques - Attente des réponses du gouvernement et vote de ce budget - Expérience de télématique et organismes de contrôle parlementaire - Situation de la presse et tarifs postaux - Contrôle parlementaire sur les filiales et les sous-filiales de l'administration des PTT - (p. 5631) : expériences de télématique : caractère technique et non commercial

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Président de la commission des finances - (p. 5720) : dégradation de l'environnement et dilapidation du patrimoine commun - Coût de la pollution - Conséquences sur la santé des Français - Nombre des cancers dus aux facteurs d'environnement - Projet de charte pour la qualité de la vie - (p. 5721) : procédure des études d'impact - Bilan d'application de la loi de 1976 sur la protection de la

nature et de l'environnement - Extension des espaces verts ; sa qualité de président de l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France ; chute des crédits pour 1981 - Lutte contre le bruit : coût des mesures à prendre ; exemple des deux-roues - Développement des technologies propres - Mise en place de l'Agence de l'air - Pollution par les hydrocarbures de la mer et du littoral ; pavillons de complaisance - Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Justice (4 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5775) : rappelle sa proposition de loi du 27 avril 1978 concernant le mode d'exécution de la peine de mort ; comparaison avec l'étranger - Nécessité d'abandonner la guillotine ; rôle des substances chimiques toxiques - Maintien ou suppression de la peine de mort ; responsabilité de l'opinion publique ; référendum - (p. 5776) : humanisation des exécutions capitales - Injections toxiques et possibilité d'intervention d'une personne autre qu'un médecin.

Légion d'honneur et ordre de la libération (4 décembre 1980) (p. 5752) : qualité des mesures prises par le Grand Chancelier de la Légion d'honneur en faveur des maisons d'éducation ;rénovation de Saint-Denis - Ouverture prochaine du parc du château d'Ecouen

Motion d'ordre (4 décembre 1980) (p. 5785) : proposition sur l'organisation du débat relatif au budget des affaires étrangères .

Affaires étrangères (5 décembre 1980) - (p. 5822) : distinction entre débat budgétaire et débat politique.

Motion d'ordre (5 décembre 1980) (p. 5821) : déroulement des débats et modalités de l'examen du budget des Universités - Conditions dans lesquelles est examiné, chaque année, le budget de l'Etat ; rythme des séances ; rappelle son opposition au système des séances de nuit

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5837) : transfert de l'université de Vincennes à Saint-Denis et raisons de sa réussite universitaire et financière : faux étudiants, étrangers en situation irrégulière, état des lieux et importance des subventions, question sur le coût et l'érection des nouveaux bâtiments - Réforme du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : renforcement nécessaire de l'efficacité, rapport 1979 de la Cour des comptes, nouveau statut des chercheurs et mobilité ; importance des dépenses de personnel et effets sur les crédits de fonctionnement ; contrat de chercheurs et absence de publication ; reconduction aveugle des contrats de personnel - Association entre CNRS et secteurs industriels de transfert et d'application - Valorisation nécessaire des recherches - (p. 5838) : harmonisation nécessaire de l'action des bibliothèques : exemple de Jussieu - Achat coûteux de livres - Création de centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique - Bibliothèque nationale : restauration et conservation de ses collections ; utilisation difficile du catalogue général des auteurs ; question sur le projet d'informatisation et les possibilités de liaison avec d'autres bibliothèques - Conservatoire national des arts et métiers : missions ; croissance insuffisante de la subvention de l'Etat - Politique des musées et perspectives de rénovation ; absence d'équipement audiovisuel ; exposition temporaire ; souhait d'une grande exposition spatiale ; rénovation des chaires, création d'enseignements nouveaux, raisons de la nécessité d'une transformation continue, orientation des jeunes ; mesures prioritaires en faveur du personnel : exemple de l'homogénéisation progressive des statuts - (p. 5839) : rôle pilote du CNAM et nécessité d'une aide plus importante de l'Etat - (p. 5845) : caractère indispensable de l'inventaire, inexistant jusqu'à présent, des richesses du CNAM

Santé et Sécurité sociale (6 décembre 1980) - Président de la commission des finances - (p. 5930) : organisation des débats de la nuit et du lendemain

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 43** (p. 6122) : situation difficile des parcs zoologiques - Concertation avec le ministère de l'environnement.

— **Motion d'ordre** - (19 décembre 1980) (p. 6486) : organisation des débats du Sénat ; conditions de travail du Parlement.

BONNET (Christian), *ministre de l'intérieur* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

DÉPÔTS

Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux **collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **32**, 1980-1981) (14 octobre 1980).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2610** de M. Guy Schmaus : la **solution aux problèmes des « motards »** (25 avril 1980) (p. 1529).

n° **2639** de M. **Jean Colin** : le **stationnement des nomades dans les départements de la grande couronne de la région parisienne** (25 avril 1980) (p. 1530).

n° **2652** de M. **Henri Caillavet** : la **circulaire du 30 novembre 1979 sur la présentation d'un candidat aux élections présidentielles**)(25 avril 1980) (p. 1532, 1533, 1534).

n° **2655** de M. **Jean Cluzel** : les **services publics en milieu rural** (25 avril 1980) (p. 1534, 1535).

n° **2668** de M. **Jean Nayrou** : la **protection des personnalités étrangères** (20 juin 1980) (p. 2897, 2898).

n° **2669** de M. **Charles Pasqua** : les **effectifs de police dans les villes, notamment du département des Hauts-de-Seine** (25 avril 1980) (p. 1536).

n° **2685** de M. **Jean Colin** : l'**agrément préalable des maîtres nageurs sauveteurs enseignant la natation scolaire** (25 avril 1980) (p. 1531).

n° **2692** de M. **Hector Viron** : le **fonctionnement de la commission locale d'aménagement et d'urbanisme de l'arrondissement de Valenciennes** (25 avril 1980) (p. 1537, 1538, 1539).

n° **2793** de Mme **Hélène Luc** : l'**élection cantonale partielle de Vincennes - Fontenay-sous-bois** (20 juin 1980) (p. 2899, 2900).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]**

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1144) : qualité du travail du Sénat - Amélioration des relations entre l'Etat, les départements et les communes - Octroi d'avantages financiers et vote de la réforme - Remboursement de la TVA - (p. 1145) : dotation globale de fonctionnement et mécanisme de péréquation - Aménagement de la fiscalité locale - Gestion du « quotidien » par les collectivités locales - Limitation des contrôles étatiques - Dotation globale d'équipement et responsabilité de la politique d'équipement - Amélioration de la situation matérielle des élus - Création d'une fonction publique communale et parité avec celle de l'Etat - Coopération intercommunale - Information et consultation de la population - Responsabilités et moyens financiers - Justice et responsabilité de l'Etat - Suppression des contingents de police - Aide sociale et santé et clarification des compétences entre l'Etat, le département et la commune - (p. 1146) : participation aux débats de l'ensemble du Gouvernement en fonction des matières abordées - Equilibre financier de la réforme et compensations financières par les transferts de compétences - (p. 1152) : application « budgétaire » des mesures contenues dans le projet de loi - Nombre des fonctionnaires de l'éducation et réduction des dépenses de

fonctionnement - (p. 1154) : existence d'éléments comptables mis à la disposition des parlementaires.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1272) : caractère évolutif de la compensation financière des transferts de compétences - Etablissement d'un bilan du coût des charges transférées - Transferts de charges à l'Etat sans compensation financière - Evolution parallèle de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et de la dotation de compensation - Calcul de la compensation sur des bases actualisées - (p. 1273) : correction des barèmes de 1955 ; la prise en compte du potentiel fiscal du département et du montant des dépenses d'aide sociale par habitant - Compensations en matière de transports scolaires - Non compensation de l'actualisation des barèmes - Etat et prise en charge des dépenses de police et de justice - Qualité du schéma financier du projet de loi - Evolution de la DGF - Ressources nouvelles apportées aux collectivités locales - (p. 1274) : diversité des situations en ce qui concerne le logement des instituteurs ; l'existence de régimes particuliers - Clarification des conditions d'attribution de l'indemnité de logement - Etat et financement de la charge du logement des instituteurs et de l'indemnité représentative de logement - Création d'une dotation particulière au sein de la DGF - (p. 1279) : amendement N° II-282 du Gouvernement : exclusion du système de compensations des dépenses d'équipement de la justice et des dépenses de police ; évolution, composition et caractère départemental de la compensation ; adopté - (p. 1280) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-260 de M. Jean Ooghe (revalorisation des subventions d'investissement et remise à niveau des ressources communales et départementales) - (p. 1281) : sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement, accepte le sous-amendement N° II-185 de M. Paul Girod (évaluation des transferts et arbitrage de la Cour des comptes) et s'oppose au sous-amendement N° II-54 de la commission des lois (exclusion de la compensation des dépenses de fonctionnement de la justice ; principe de l'évolution parallèle des ressources fiscales transférées et des attributions de compensations) - (p. 1282) : s'oppose à l'amendement N° II-134 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein (formes et évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales) - (p. 1283) : caractère national du comité des finances locales et possibilité pour le Gouvernemet de le consulter - Consultation obligatoire de ce comité pour un décret intéressant les finances locales - (p. 1284) : sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement, s'oppose au sous-amendement N° II-292 de M. Louis Perrein (évaluation des compensations financières et rôle du comité des finances locales) - **Après l'art. 85** (p. 1289) : sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune), sous-amendement N° II-290 du Gouvernement : création d'une dotation spéciale attribuée aux communes proportionnellement au nombre d'instituteurs attachés à cette commune ; adopté - Amendement N° II-285 du Gouvernement : principe et modalités d'application de la dotation particulière destinée aux dépenses de logement des instituteurs et versée aux communes ; retiré - (p. 1290) : accepte l'amendement N° II-40 de la commission des lois - Sur l'amendement N° II-261 de M. Jean Francou (prise en charge par l'Etat du logement des personnels enseignants), accepte le sous-amendement N° II-280 de M. Daniel Millaud (application dans les territoires d'outre-mer) - Distinction à établir entre concours particuliers, dotation globale de fonctionnement et dotation particulière pour désigner l'indemnité versée par l'Etat aux communes en cas de logement des instituteurs - (p. 1293) : dotation spéciale pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs au sein de la dotation globale de fonctionnement - (p. 1294) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-131 de M. Franck Sérusclat (non-inscription de l'indemnité de logement des enseignants au budget des collectivités locales sauf compensation financière de l'Etat) et sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois, aux sous-amendements N° II-289 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras et N° II-294 de M. Georges Berchet (distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement).

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 80** (p. 1319) : estime sans objet l'amendement N° II-225 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Ooghe (remboursement par l'Etat aux communes des dépenses de logement des instituteurs) - **Avant l'art. 88** (p. 1321) : accepte l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-283 du gouvernement : prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale ; adopté - (p. 1323) : précisions sur les modalités de prise en charge par l'Etat du coût d'actualisation des barèmes d'aide sociale - (p. 1324) : délai de prise en charge par l'Etat du coût d'actualisation - (p. 1325) : sur l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales, oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement N° II-296 de M. Jean Ooghe (versement des transferts de charges par le budget de l'Etat dès la promulgation de la loi) - Modalités d'actualisation des transferts de charges, évoquées par M. Jacques Descours Desacres - **Après l'art. 88** (p. 1326) : amendement N° II-284 du gouvernement : remboursement intégral des sommes restant dues par l'Etat aux départements au titre de l'aide sociale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; adopté avec modifications - Caractère réglementaire de ces dispositions - (p. 1327) : se déclare opposé à l'amendement N° II-95 de la commission des affaires sociales (remboursement par l'Etat des sommes restant dues aux départements au titre de l'aide sociale) et, sur l'amendement N° II-284 du gouvernement, au sous-amendement N° II-288 de M. Franck Sérusclat (délai maximum de deux ans pour ces remboursements) - Sur ce même amendement, accepte la modification rédactionnelle suggérée par M. Lionel de Tinguy - A la demande de MM. Jean Chérioux et Lionel de Tinguy : engagement du gouvernement sur le délai de remboursement des sommes restant dues aux départements - **Avant l'intitulé du chapitre Ier du titre II** (p. 1329) : caractère inconstitutionnel de l'amendement N° II-149 de M. Josy Moinet (transfert de compétences et compensation intégrale des charges nouvelles) - (p. 1332) : vote intervenu à l'art. 22 du projet : principe de l'absence de charges sans compensations - Lien affirmé par le gouvernement entre les transferts de compétences et les compensations financières - (p. 1333) : demande au Sénat de repousser l'amendement N° II-149 de M. Josy Moinet - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1334) : accepte l'amendement N° II-55 de la commission des lois (subvention de l'Etat aux dépenses de transports scolaires portée au taux maximum de 65 % pour tous les départements) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° II-186 de M. Paul Girod (réintégration dans le calcul des dépenses de transports scolaires des charges indirectes supportées par les collectivités locales) - Oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° II-222 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jacques Eberhard (gratuité totale des transports scolaires pour les familles et prise en charge intégrale par l'Etat) - (p. 1335) : oppose l'art. 40 de la Constitution au sous-amendement N° II-186 de M. Paul Girod.

Suite de la discussion (22 avril 1980) **Sur l'ensemble** (p. 1433) : qualité et ampleur du travail du Sénat - Caractère exemplaire de la concertation menée avec les élus locaux - Longueur des travaux préparatoires et qualité de la réforme - Caractère concret des mesures adoptées : la dotation globale d'équipement, le statut des élus et la parité avec la fonction publique - Maintien du rôle de la commune et du département - Meilleure définition des responsabilités - Rôle éminent du président du Sénat, de la commission des lois et des commissions saisies pour avis

— Questions orales avec débat jointes : événements de Corse - (3 juin 1980) (p. 2252) : difficultés de la Corse et efforts de solidarité de la nation tout entière - Développe-

ment économique et social de l'île - Rôle de la formation et de l'enseignement - Lycées d'enseignement professionnel et lycée de l'hôtellerie - Centres de formation d'apprentis et centres de formation professionnelle des adultes - Projet de lycée agricole - Retard dans l'enseignement technologique - Migrations vers les villes d'Ajaccio et de Bastia aux dépens des zones rurales - Plan de développement de l'enseignement secondaire - Université de Corte - Situation de l'agriculture : exportations ; installation des jeunes ; création de la SAFER ; consolidation des prêts du crédit agricole ; dotation à l'installation des agriculteurs - Politique de rénovation rurale et crédits destinés à l'agriculture intérieure de l'île - Rôle du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) ; développement de l'élevage - Principe de la continuité territoriale et développement des transports maritimes et aériens - Problème des tarifs - Alignement du tarif du transport maritime sur celui de la SNCF - Globalisation des crédits de continuité territoriale - Application aux transports aériens - Programme de développement du réseau routier - (p. 2253) : charte de développement économique de la Corse adoptée en 1975 - Voyages du Président de la République et du Premier Ministre en Corse en 1978 - Réception récente des élus à l'Elysée - Dépenses de l'Etat pour les équipements publics - Avantages fiscaux : TVA, TIPP, tabac - Avantages économiques : principe de la continuité territoriale et aspiration des îles du Ponant à en bénéficier également - Aménagement du territoire : décentralisation d'activités tertiaires et industrielles ; installation en Corse de divers organismes publics - Energie solaire - Création d'emplois au profit des jeunes - Position du Gouvernement sur la réforme institutionnelle réclamée par certains - Fonctionnement des institutions départementales et régionales - Rejet par l'Assemblée Nationale et le Sénat des amendements communistes tendant à instaurer l'élection du conseil régional au suffrage universel et à la représentation proportionnelle - (p. 2254) : droit des seuls représentants élus de parler au nom de la population corse - Condamnation de la violence - Intégration de la Cour de Sûreté de l'Etat dans le système judiciaire français - Contrôle de la Cour de Cassation - Evocation abusive du problème corse à l'Assemblée des Communautés Européennes - Effet dissuasif de la violence sur les investisseurs possibles - Fermeté du Gouvernement pour le maintien des institutions de la République.

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2549) : ordonnance de 1959 portant organisation générale de la défense - Objectifs de la défense civile - Continuité des services publics - (p. 2550) : transmissions : réseaux téléphoniques et télécommunications - Protection des points sensibles et plans de service minimum - Organisation administrative de la défense civile ; défense des préfectures - Réorganisation de la défense opérationnelle du territoire - Protection des populations et effort réalisé pour la construction d'abris anti-atomiques : exemples de la Suisse, de la Suède, de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Chine - Impossibilité de la protection des populations contre les effets directs - Coût des abris anti-souffle - Principe de la force de dissuasion et mesures de protection de la population - Dispositif d'alerte - (p. 2551) : réseau des sirènes - Recherche d'abris anti-radiation : recensement des immeubles offrant la meilleure capacité de protection - Résultat du test effectué dans le département d'Indre et Loire - Poursuite de ce recensement - Aménagement de locaux souterrains existants - Information de la population - Desserrement des grands centres urbains et dispersion de la population - Organisation des secours : sapeurs-pompiers, corps de défense et formations de sécurité civile - Retard de constitution des colonnes mobiles de secours et des compagnies d'hébergement - Equipes mobiles de contrôle de la radio-activité - Unités d'instruction de la sécurité civile de Brignolles et de Paris ; rôle de ces unités : incendies de forêt, pollution maritime, secours routier, formation des réservistes - Augmentation de leurs effectifs - Adaptation de l'appareil hospitalier - Postes de secours mobiles et équipes médicales mobiles - Ravitaillement de la population - (p. 2552) : information du chef de l'Etat et du Premier ministre sur ce débat - Compétence de plusieurs ministères - Détermination de la France.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3889) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic et enquête en cours - (p. 3890) : hypothèses envisagées - Unanimité de la communauté française à condamner les signes de résurgence du racisme, de l'antisémitisme et du nazisme - Tradition de tolérance de la France - Mémoire du martyre des juifs français - Antisémitisme de petits groupes et refus de leur accorder la publicité qu'ils souhaitent - Sa déclaration du 28 septembre, déformée par la presse - Protection accordée aux personnes menacées : exemple du grand rabbin Kaplan - Protection des établissements et des lieux de culte de la communauté juive à Paris - Tentative de récupération de ces évènements par certains partis politiques - Accusations de complaisance portées à l'égard du Gouvernement - (p. 3891) : risque d'engrenage de la violence - Intolérance à la fête de l'Humanité à l'égard d'un groupe de jeunes juifs - Procès de M. Fredriksen - Interdiction de la vente d'insignes nazis - Interdiction du congrès de la Fédération nationale et européenne (FANE) - Crimes impunis ; exemple de l'assassinat de Joseph Fontanet - Inculpations prononcées contre les auteurs d'agressions racistes - Dissolution de la FANE et procédure d'examen du délit de maintien ou de reconstitution d'une association dissoute - Arrestation du ravisseur de M. Maury-Laribière - Mise en cause par certains orateurs du comportement de la police nationale : déclarations de représentants syndicaux sur la présence de policiers dans les rangs de la FANE - (p. 3892) : déclaration de ces syndicalistes et absence de preuves - Suspicion jetée sur la police - Liste de 150 membres saisie dans les locaux de la FANE et présence d'un seul nom de policier - Listes de militants de l'extrême-droite et pourcentage infime de policiers - Cas de l'inspecteur Durand - Refus par le Gouvernement de la chasse aux sorcières - Lettre, lue par M. *Bernard Parmantier,* du juge Joly au commissaire Leclerc - (p. 3893) : tentative de discrédit jeté sur la police et sécurité des Français - Nombre de policiers tués en service par des malfaiteurs depuis le début de l'année 1980 - Incident, évoqué par *Mme Cécile Goldet,* survenu pendant la manifestation du 1er mai, place Saint-Michel à Paris - (p. 3894) : circonstances de cet incident - Montée de la violence et défi du terrorisme - Modernisation de la police : plan quadriennal d'équipement : armes, moyens de transport et de transmission - Augmentation des effectifs ;tâches administratives et service actif - Réforme de la formation des policiers : circonstances du drame de Saint-Ouen de la nuit précédente, au cours duquel un gardien de la paix a été abattu pendant un contrôle ; formation continue des policiers ; adaptation aux nouvelles techniques des malfaiteurs ; entraînement au tir - Adaptation des méthodes de la police - Centre d'études et de recherches de la police nationale : constitution d'un fichier des armes utilisées lors d'actes criminels - (p. 3895) : devoir d'efficacité de la police - (p. 3902) : nombre infime des policiers dont le nom figure sur les listes de militants d'extrême-droite - Modernisation des méthodes du terrorisme et difficulté des tâches de la police - Tradition de la France comme terre d'asile - Suspicion jetée sur la police et sur l'ensemble de l'administration (« club de l'horloge ») - Sens du devoir des fonctionnaires - Saisine de la cour de sûreté de l'Etat - Terrorisme en Allemagne et en Italie - - (p. 3903) : action de la police et respect des dispositions légales - Défense des démocraties contre le terrorisme.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Question préalable** (p. 4919) : opposition du Gouvernement à la motion n° 27 de M. Camille Vallin tendant à opposer

la question préalable - Fonds spécial d'investissement routier (FSIR)et vote de l'Assemblée nationale pour augmenter les crédits destinés aux routes nationales déclassées - demande le rejet de la motion - **Discussion générale** (p. 4930) : bilan des deux premières années d'application de la loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement - (p. 4931) : qualité de la réforme : globalisation ; unification des concours de l'Etat ; non affectation de la dotation globale de fonctionnement et du fonds de compensation pour la TVA ; caractère évolutif de cette ressource : rattachement à la TVA - Rythme de progression - Solidarité entre l'Etat et les collectivités locales - Solidarité entre les communes - Situation spécifique de l'Ile de la Réunion - Dotation forfaitaire et dotation de péréquation - Prise en compte du potentiel fiscal de l'impôt sur les ménages - Problème soulevé par M. *Jean-Marie Girault* de l'actualisation des valeurs cadastrales à partir de coefficients différents selon qu'il s'agit de locaux d'habitation ou de locaux industriels et commerciaux, et conséquence sur le montant du potentiel fiscal - Concours particuliers aux villes-centres d'unités urbaines, évoqué par M. *Robert Schwint* - (p. 4932) : dotation forfaitaire et référence à la taxe locale de 1966 - ecart de répartition de la dotation entre les communes - Solidarité à l'égard des petites communes - Réduction d'écart entre les communes relevant des mêmes strates - Effets de seuil, soulignés par M. *Paul Girod* - Progressivité de la réforme et progression des ressources des communes - Ecart évoqué par M. *Franck Sérusclat* entre les dates de clôture du budget de fonctionnement et du budget d'investissement des communes - Pérennisation de la garantie de progression minimale - Suppression du fonds d'égalisation des charges (FEC) des communes d'Ile-de-France - Dotation spéciale pour le logement des instituteurs et texte adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales ; financement par préciput sur la DGF - Existence d'un reliquat comptable pour 1981 - Amorce du redressement financier des collectivités locales - Nécessité de limiter les correctifs apportés au système adopté par le Sénat en 1978.

Avant l'art. 1 (p. 4934) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Paul Jargot accélération des versements de régularisation aux communes) - Difficultés techniques - **Art. 1** (p. 4935) : accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois (modalités de la régularisation : inscription anticipée dans les budgets primitifs) - difficultés de trésorerie des communes d'Ile-de-France, évoquées par M. Louis Perrein - Demande l'examen par priorité de l'art. 6 du projet, relatif à la dotation spéciale instituteurs - **Art. 6** (p. 4940) : indemnité de logement des instituteurs : reprise du texte exact adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Modalités de financement et possibilité d'application de cette mesure dès 1981 - Refus absolu par le Gouvernement de financer cette somme en plus de la dotation globale de fonctionnement et du fonds de compensation de la TVA - Formule proposée pour le calcul de la dotation globale - Utilisation pour 1981 du reliquat comptable disponible - (p. 4941) : études en cours pour réviser les modalités d'attribution et de fixation de l'indemnité aux instituteurs - Cohérence du Gouvernement - S'oppose aux amendements n° 14 de MM. Pierre Vallon et Paul Séramy (subvention spéciale de fonctionnement affectée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs), n° 39 de M. Louis Perrein (dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs), n° 33 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier (dotation spéciale attribuée aux départements pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs) et n° 22 de M. Paul Jargot (dotation spéciale attribuée aux communes dès la première année et égale à la totalité de l'indemnité de logement des instituteurs) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n°31 de MM. Jean-Marie Girault et Christian Poncelet (dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs) - (p. 4943) : amendement n° 68 du gouvernement : suppression de l'art. 6, relatif à l'indemnité de logement des instituteurs ; réservé - Communes et groupements de communes, évoqués par M. Paul Girod - **Art. 7** (p. 4944) : amendement n° 69 du Gouvernement : mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs ; adopté - **Art. 6** *(suite)* (p. 4949) : amendement n° 68 du Gouvernement, précédemment réservé : suppression de cet article relatif à l'indemnité de logement des instituteurs ; adopté - **Art. 2** (p. 4950) : accepte l'amendement de coordination n° 71 de la commission des finances, et l'amendement n° 1 de la commission des lois (substitution à la « dotation de garantie minimale » de la « garantie de progression minimale ») - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 2 de la commission des lois et n° 63 de MM. Michel Giraud et Adolphe Chauvin (fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf) - **Art. 5** (p. 4952) : à propos des amendements n° 15 de la commission des finances, n° 37 de M. Louis Perrein et n° 65 de M. Michel Giraud,relatifs au rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation, intervient sur la notion de potentiel fiscal - **Après l'art. 5** (p. 4953) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (prise en compte des impôts sur les ménages et des capacités contributives des habitants de la commune pour le calcul de l'attribution de la dotation de péréquation) - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Kauss (pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe d'habitation après abattement) - (p. 4954) : s'oppose à l'amendement n° 51 du M. Paul Kauss (pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte de la base nette de la taxe professionnelle après abattement) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Paul Kauss (modalités d'appréciation de l'impôt sur les ménages dans les communes membres d'un syndicat à vocation multiple) - **Art. 8** (p. 4955) : s'oppose à l'amendement n° 45 de MM. Louis Longequeue et Roger Quilliot (augmentation de la part de la DGF affectée aux concours particuliers et notamment à la dotation pour les villes-centres) - Demande la réserve de l'amendement n° 46 de M. Louis Perrein (revenu net et revenu brut pour l'appréciation du patrimoine forestier des communes forestières) - **Après l'art. 8** (p. 4956) : accepte l'amendement n° 29 de la commission des lois (revenu brut du patrimoine communal et revenu net à prendre en compte pour la réduction de l'attribution de fonctionnement minimale, pour les petites communes forestières), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 73 du Gouvernement : application de ces dispositions à compter du 1er janvier 1982 ; retiré après modification correspondante de l'amendement n° 29 - (p. 4957) : répond à l'intervention de M. Jacques Descours Desacres sur les conditions d'application de l'art. L. 234-13 du code des communes : répartition de la dotation en tenant compte du nombre des élèves et de la longueur de la voirie classée - (p. 4958) : sur la dotation particulière aux communes centres d'une unité urbaine et la correction des effets de seuil, accepte les amendements n° 32 de M. Jean-Marie Girault et n° 55 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein - S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Robert Schwint (répartition de la dotation particulière aux communes centres d'unité urbaine et double critère de pondération) : injustice qui résulterait de la prise en compte du rapport entre la population de la ville centre et celle du département : exemples de Lille et de Lyon - (p. 4959) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Paul Jargot (dotation particulière pour les communes accueillant un « campus universitaire ») - Opposition du Gouvernement à la prolifération des concours particuliers - S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Louis Perrein, soutenu par M. René Regnault (dotation particulière pour les « communes-dortoirs ») - (p. 4960) : opposition à la prolifération des concours particuliers - Critère de l'impôt des ménages et cas des communes-dortoirs.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4975) : accepte l'amendement n° 30 de la commission des lois (taux de la garantie de progression minimale de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation et modification de son financement) et s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat,soutenu par M. Louis Perrein (taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation) - (p. 4976) : sur le même sujet que l'amendement n° 56, oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 25 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont - (p. 4977) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission des lois (conséquence d'un taux de progression du produit estimé de la taxe sur la valeur ajoutée inférieur à 10 %) - **Après l'art. 9 :** s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Paul Jargot soutenu par M. Raymond Dumont (modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires) - **Avant l'art. 11** (p. 4979) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Louis Perrein (modification du potentiel fiscal des départements) - **Art. 11** (p. 4981) : accepte les amendements n° 18 de la commission des finances (garantie de progression minimale accordée aux départements) et n° 9 de forme de la commission des lois - **Après l'art. 11** (p. 4984) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission des lois (principe et modalités d'application de l'attribution à Mayotte, par préciput, d'une quote-part de la dotation de péréquation) et pour l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé (recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 %) - Sur cet amendement, s'en remet également à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 70 de M. Roger Lise (majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer) - **Art. 12** (p. 4985) : accepte l'amendement de coordination n° 11 de la commission des lois - **Après l'art. 13** (p. 4986) : accepte les amendements n° 12 de la commission des lois (application des dispositions du projet au 1er janvier 1986 ; présentation d'un rapport sur les conditions de fonctionnement de la dotation globale), n° 61 de Louis Perrein et n° 62 de M. Francisque Collomb, soutenu par M. Pierre Vallon en ce qui concerne la présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi et la périodicité de ce rapport - **Sur l'ensemble** (p. 4989) : sagesse et solidarité du Sénat : maintien du dispositif de la DGF ; région Ile-de-France réintroduite dans le droit commun ; vote en faveur de Mayotte et des départements d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5421) : propos tenus par M. *Bernard Parmentier* sur la mainmise du gouvernement à l'égard de la magistrature et l'absence de séparation des pouvoirs - (p. 5422) : projet de budget du ministère de l'intérieur pour 1981 et effort exceptionnel de l'Etat en faveur des collectivité locales et de la sécurité des français - Réforme administrative et accroissement des concours de l'Etat aux collectivités locales - (p. 5423) : évolution de la dotation globale de fonctionnement, comparée à celle de l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Remboursement de la TVA et respect des engagement pris - Diminution des subventions spécifiques : exemple des opérations d'assainissement ; suppression du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) : crédits relatifs à la voirie locale - Evolution de la fiscalité locale et augmentation de la capacité d'auto-financement des communes - Cotisations communales à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Prime versée par la municipalité d'Ivry aux employés municipaux pour chaque nouvel électeur inscrit - Priorité donnée dans le budget à la police - Développement de la violence et de la criminalité - (p. 5424) : évolution de la criminalité à Paris et augmentation des effectifs de policiers à Paris et dans la région parisienne du ressort du Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) - Criminalité de droit commun et terrorisme - Danger pour la démocratie - Recrutement et formation des policiers - Demandes tendant au dépôt d'un projet de loi de programme et existence du plan quadriennal d'équipement de la police de 1980 - Amélioration de l'équipement dans le domaine de l'armement, des transmissions et des transports - Opérations de constructions ou de rénovations d'immeubles - Logement à Paris des policiers, évoqué par MM. *Pierre Salvi et Charles Pasqua* - Création d'emplois de policiers - Renfort des compagnies républicaines de sécurité (CRS) - Revalorisation des crédits de fonctionnement ; étude d'un système d'identification des armes de poing - Policiers tués en service et situation des veuves et des orphelins - Protection des policiers : gilets pare-balles, armes et munitions - (p. 5425) : efficacité de la police - Sanctions des bavures policières - Risque de sacralisation de la police, évoqué par M. *Franck Sérusclat* - Amélioration des moyens des tribunaux administratifs, évoquée par M. *Pierre Salvi* - Administration générale : problème des effectifs du corps préfectoral, traités par M. *Beaudouin de Hautecloque* - Stabilité du corps préfectoral, souhaitée par M. *Pierre Salvi* - Personnels de préfecture - (p. 5426) : affectation aux préfectures de 130 agents de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre-mer (ANIFOM) - Crédits de la sécurité civile et complément de crédits prévu dans le prochain collectif : sinistrés de la Haute-Loire et de l'Ardèche - Innovation d'un rapport pour avis sur la sécurité civile - Lutte contre les incendies de forêt - Résultat obtenus en 1980 ; sections anti-pollution ; utilisation des Canadair dans la lutte contre les pollutions marines - Défense civile : débat de juin 1980 et récent examen des crédits du Secrétariat général de la défense nationale - Souhait du Sénat de voir créer une troisième unité d'instruction de sécurité civile - Utilisation de l'arme nucléaire et défense civile - Retombée radioactives - Question posée par M. *Jean Francou* sur les rapatriés - Défense de la démocratie

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5427) : oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 204 de M. Jacques Eberhard (réduction des crédits du titre III : réduction indicative tendant à la prise en compte de l'indemnité spéciale de sujétion des policiers pour le calcul de leur retraite) - (p. 5428) : s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Maurice Janetti (réduction des crédits du titre IV : construction à Toulon de la nouvelle préfecture du Var) - Déplacement de la préfecture de Draguignan à Toulon - *Etat C* (p. 5429) : demande le retrait des amendements n° 208 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe, et n° 203 de MM. Christian Poncelet et Joseph Raybaud, au nom de la commission des finances, tendant à réduire les autorisations de programme du titre VI (voirie locale ; tranche locale du fonds spécial d'investissement routier, FSIR) - Concertation engagée sur les crédits du FSIR départemental et local ; relèvement déjà intervenu à l'Assemblée nationale pour les routes nationales déclassées - **Après l'art. 42** *bis* (p. 5430) : accepte l'amendement n° 216 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (extension du bénéfice des dotation du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et au centre de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibilités de double compensation) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 223 de M. Bernard Legrand (extension du bénéfice du remboursement de la TVA aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux), et y oppose l'article 40 de la constitution.

Fait personnel (p. 5431) : répond à la protestation de M. *Bernard Parmantier* contre une circulaire du ministère de l'intérieur qui déformerait les propos qu'il a tenus au Sénat, le 14 octobre 1980.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** [n° 140 (80-81)] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6340) : suppres-

sion par l'Assemblée nationale de la règle d'incompatibilités dans les communes de plus de 500 habitants concernant les personnes parentes ou alliées - (p. 6341) : suppression de l'incompatibilité pour les alliés et maintien pour les parents - Apparition d'une incompatibilité en cours de mandat et application du principe « à la fin de ce mandat » - Election par secteur dans certaines villes et application du principe d'incompatibilité.

Art. unique (p. 6341) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission des lois (application du principe d'incompatibilité aux parents dans les communes de plus de 500 habitants ; élection par secteur et application du principe dans chaque secteur) - **Après l'art. unique** (p. 6342) : sur l'amendement n° 2 de la commission (naissance de l'incompatibilité en cours de mandat : application du principe à la fin de ce mandat), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 3 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (élection des conseils par secteur ; maintien du conseiller concerné jusqu'au renouvellement du conseil).

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° 153, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6345) : valeur de l'institution départementale - Transformation des missions des conseils généraux - Respect de la loi de 1871 et élaboration d'un statut facilitant l'exercice du mandat de conseiller général ; maintien de la différence entre élu et agent de la fonction publique.

Art. 2 (p. 6347) : demande le rejet de l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat (exercice de mandat de conseiller général et principe d'une indemnité de fonction de droit constituant pour le département une dépense obligatoire) - **Art. 3** : demande le rejet de l'amendement n° 9 de M. Jacques Eberhard soutenu par M. James Marson (autorisation d'absence pour toute mission ou étude nécessitée par l'exercice du mandat) - **Après l'art. 3** : demande le rejet de l'amendement n° 11 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson (candidature aux élections cantonales ; droit à une suspension d'activités pendant le mois précédant le scrutin) - (p. 6348) : demande le rejet de l'amendement n° 10 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson (exercice du mandat de conseiller général et abandon de son activité professionnelle ; garantie de réemploi au terme du mandat) - **Art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Carat (indemnités de fonction et référence aux indices de la fonction publique en fonction de la population départementale) - **Art. 5** (p. 6349) : demande le rejet de l'amendement n° 4 de M. Jacques Carat (possibilité de majoration d'indemnité pour certains conseillers généraux) - **Art. 6 et 7** (p. 6350) : au sujet du vote par le conseil général d'un crédit pour remboursement de frais nécessités pour l'exécution de mandats spéciaux, accepte l'amendement n° 15 de M. Pierre Salvi et s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Carat - Amendement n° 13 du gouvernement ; frais de représentation du président du conseil général ou des membres chargés de représenter ce conseil : adopté - **Art. 8** (p. 6351) : en ce qui concerne le principe et les modalités d'application de versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre, demande le rejet de l'amendement n° 6 de M. Jacques Carat et accepte l'amendement n° 1 de M. Pierre Labonde - **Après l'art. 12** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Jacques Carat (éclatement du département de la Seine et règlement des pensions dues aux conseillers généraux de la Seine) - **Art. 9** (p. 6353) : s'oppose aux amendements n° 12 de M. Jacques Eberhard soutenu par M. James Marson et n° 14 de M. Franck Sérusclat (formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives) - **Après l'art. 9** (p. 6354) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jacques Carat (possibilité pour les conseillers généraux de s'affilier au régime de la sécurité sociale) - **Art. 12** : amendement de coordination n° 16 du gouvernement ; adopté-.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **190 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6396) : hommage aux travaux de la commission.

Art. 9 (p. 6397) : pourcentage d'évolution de la TVA et prévisions dans le projet de budget - Prise en compte « éventuelle » du taux de l'anticipation.

BONNET (Eugène), sénateur de la Haute-Garonne (Apparenté au groupe UREI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1288) : son amendement N° II-254, déposé avec M. Roland Ruet et soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement ; retiré au profit de l'amendement N° II-285 du Gouvernement (principe et modalités d'application de la dotation particulière destinée aux dépenses de logement des instituteurs et versée aux communes).

BORDENEUVE (Jacques), sénateur du Lot-et-Garonne (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Juge titulaire de la Haute cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

BOSCARY-MONSSERVIN (Roland), sénateur de l'Aveyron (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire, et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **129**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale (n° **181**, 1979-1980) (26 février 1980) - **Agriculture**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **309** (27 novembre 1979) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (remboursement des pertes subies par les collectivités locales du fait de la grève des aiguilleurs du ciel)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 937).

n° **347** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : la **famille (mise en place d'un statut familial)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 392) : complexité du projet de loi - Silence du texte sur la question essentielle des prix agricoles - Législation nationale et politique agricole commune - Augmentation du prix des consommations intermédiaires - Compétence du Conseil supérieur de l'agriculture et compétence du Parlement - Problèmes des structures : diversités régionales de l'agriculture française - (p. 393) : maintien d'une agriculture basée sur l'exploitation agricole familiale - Modernisation de l'agriculture : groupements agricoles d'exploitations en commun (GAEC) ; coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) ; banque du travail - Groupements fonciers agricoles (GFA) et attribution préférentielle en propriété ; danger de l'intervention des sociétés civiles de placement - Installation des jeunes agriculteurs et revalorisation des retraites agricoles - (p. 394) : coût des prestations sociales du BAPSA - Préoccupation de la Commission des Finances face à l'augmentation des aides publiques à l'agriculture : sélectivité nécessaire ; importance de la politique de fixation des prix agricoles.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Avant l'art. I** (p. 452) : se déclare défavorable à l'amendement N° I-112 de M. Louis Minetti (politique agricole française et influence des décisions de la Communauté économique européenne).

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 477) : son amendement N° I-2 : organisation des filières ; retiré - (p. 478) : se déclare favorable au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - (p. 479) : nécessité du développement de la transformation agro-alimentaire - (p. 482) : conditions de ramassage du lait dans son département - **Art. 2** (p. 489) : son amendement N° I-4 : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation de la commercialisation et de la consommation ; retiré au profit de l'amendement identique N° I-18 de la commission des affaires économiques - (p. 492) : rôle et composition du Conseil supérieur d'orientation - (p. 493, 494) : son amendement N° I-11 : rôle consultatif et pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; retiré - (p. 494) : se déclare favorable à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (rôle consultatif et pouvoirs de délibération du conseil supérieur d'orientation) - Pouvoirs de décision de l'interprofession sur l'extension des règles concernant la mise en marché - (p. 496) : se déclare favorable à l'amendement N° I-20 de la commission des affaires économiques (compétence du conseil supérieur d'orientation sur les règles de mise en marché et sur la reconnaissance d'organisations interprofessionnelles) - (p. 497) : compétence du conseil supérieur d'orientation et rôle des interprofessions - (p. 498) : son amendement N° I-5 : valeur des avis et recommandations du conseil supérieur ; rejeté - **Art. 2** *ter* (p. 502) : amendement N° I-101 de la commission des finances : aides de l'Etat et organisation des producteurs ; retiré - **Art. 2** *quater* (p. 506) : son amendement N° I-6 : conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements ; retiré - **Art. 3 A** (p. 509) : amendement N° I-102 de la commission des finances, identique aux amendements N° I-27 de la commission des affaires économiques, N° I-62 de M. Paul Girod, N° I-88 de M. Maurice Janetti et N° I-174 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs ; adopté - **Art. 3** (p. 512) : se déclare favorable à l'amendement N° I-117 de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations) - (p. 513, 514) : son amendement N° I-7 : procédure de recouvrement des cotisations professionnelles impayées ; retiré - Référence à la procédure applicable en matière d'impôt direct.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 537) : amendement N° II-52 de la commission des finances : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (SMI) ; retiré - **Art. 7** *bis* (p. 543) : amendement N° II-53 de la commission des finances : assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables ; adopté - (p. 544) : difficulté de l'inventaire des terres incultes récupérables - **Après l'art. 7** *(suite)* (p. 546) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution inapplicable à l'amendement N° II-50 de M. Robert Schwint (suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public) - **Art. 8** *(Suite)* (p. 548) : amendement N° II-54 de la commission des finances : suppression des dispositons de cet article concernant la durée d'activité pour le versement de la retraite pour le régime agricole ; retiré - **Art. 9** (p. 551) : retraite et étude de la mutualité sociale agricole - Appréciation de l'effort de participation des agriculteurs au régime des retraites agricoles ; comparaison avec les salariés - Méthodes de calcul du revenu agricole - Cotisations agricoles et paiement, par les agriculteurs, des cinq sixièmes de ce qu'ils devraient normalement payer - (p. 552) : calcul du taux de cotisation en fonction du revenu global brut d'exploitation.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 563) : amendement N° II-55 de la commission des finances : harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application ; rejeté - (p. 566) : calcul de la retraite de base et de la retraite complémentaire ; référence au salaire minimum ou à la moyenne des salaires - (p. 569) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° II-63 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant) et N° II-8 de M. Pierre Gamboa (parité de la majoration des pensions vieillesse pour les retraités agricoles invalides) - (p. 572) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° II-60 de M. Albert Sirgue (pluriactivité et cotisations au régime agricole : droit à la retraite proportionnelle) - (p. 573) : absence de lien entre cotisation de base et retraite de base et cotisation complémentaire et retraite complémentaire - (p. 575) : comparaison des cotisations payées dans le régime général avec le résultat brut d'exploitation - **Art. 13** (p. 581) : coexploitation par les époux et modification du fonds de compensation entre les régimes sociaux ; les motions de cotisation personnelle ou cadastrale - (p. 583) : problème de la compensation démographique - **Art. 14** (p. 600) : valeur vénale des terres - Mise en place d'un répertoire national et augmentation des frais de fonctionnement - Qualités du système cadastral - Son amendement N° III-175 : contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique en rapport avec la valeur cadastral ; rectifié et retiré le 5 mars 1980 - (p. 603) : qualité du cadastre ; prise en compte de nouveaux éléments comme les servitudes, les potentiels économiques et agronomiques - (p. 606) : son

amendement N° III-7 : détermination de la valeur agronomique des terres agricoles ; retiré le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 640) : rectifie son amendement N° III-175 : contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique ; retiré - **Après l'art. 14** (p. 656) : déclare que le groupe UREI votera l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du Tribunal de Grande Instance).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 680) : son amendement N° III-176 identique aux amendements N° III-78 de la commission des lois, III-134 de M. Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune et III-350 du Gouvernement : suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural ; adopté - **Avant l'art. 15** (p. 681) : son amendement N° III-9 : contenu des documents cadastraux et indication des servitudes et de la situation des biens au regard des documents d'urbanisme ; retiré - **Rappel au règlement** (p. 682) : respect de l'horaire annoncé pour le début de la séance de l'après-midi - **Art. 16** (p. 688) : mise en cause du droit d'égalité du partage pour les copartageants - (p. 691) : multiplication des atteintes au droit de propriété - Se déclare favorable aux amendements N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) et N° III-313 du gouvernement (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes) - Se déclare défavorable à l'amendement N° III-261 de M. France Léchenault (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation de soultes ; possibilité pour les cohéritiers d'exiger le choix de la valeur de rendement) - **Art. 18** (p. 706) : son amendement N° III-181 soutenu par M. Jacques Descours Desacres : bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale ; rejeté - (p. 709) : son amendement N° III-10 soutenu par M. Jacques Descours Desacres : bénéfice de l'attribution préférentielle en jouissance en faveur du conjoint survivant, de l'aide familial ou de l'associé d'exploitation ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 18** *bis* (p. 760) : son amendement N° III-182 : suppression de cet art. relatif aux baux conclus entre copartageants d'une exploitation agricole ; retiré - **Art. 19** (p. 762) : son amendement N° III-183 : modification du texte proposé pour l'art. 832 du code civil, relatif à l'attribution préférentielle ; retiré au profit de l'amendement N° III-87 de la commission des lois - **Art. 20** (p. 763) : son amendement N° III-184 : délais accordés à l'héritier attributaire pour le paiement des soultes ; retiré - **Après l'art. 20** (p. 764) : son amendement N° III-13 : possibilité de sursis au partage pendant trois ans pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ses études agricoles ; adopté - **Art. 21** *bis* (p. 772) : problèmes de fond posés par l'art. 21 bis :caractère spécifique de la terre - Prédominance nécessaires des personnes physiques dans la constitution des groupements fonciers agricoles (GFA) - Limitation nécessaire de l'intervention financière extérieure - Ses amendements N° III-185 et III-186 : modification des dispositions relatives à l'ouverture des groupements fonciers agricoles aux sociétés civiles et aux compagnies d'assurance ; devenus sans objet - Son amendement N° III-187 : limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales, membres d'un groupement foncier agricole, à la moitié du capital social ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA) et rejeté - (p. 776) : nécessité d'organiser la cession des parts entre des personnes physiques et dans un cadre régional - Pour permettre la poursuite du débat, votera contre l'amendement de suppression N° III-62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Jargot, au nom du groupe communiste, mais aussi contre l'amendement N° III-90 - **Art. 21** *quater* (p. 780) : se déclare favorable à l'amendement N° III-91 de la commission des lois (impossibilité pour un groupement agricole d'exploitation en commun d'être constitué par deux époux qui en seraient les seuls associés) - **Après l'art. 22 A** (p. 781) : son amendement N° III-3 : établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles ; réservé - Son amendement N° III-14 : insertion à cet emplacement des dispositions de l'art. 22 D relatives à la commission nationale et aux commissions départementales des structures agricoles ; retiré - **Art. 22 B** (p. 784) : son amendement N° III-11 : suppression du paragraphe relatif à l'obligation de déclarer toute modification de la personne de l'exploitant et d'obtenir l'autorisation d'exploiter ;retiré - Retrait de son amendement N° III-3, précédemment réservé, au profit de l'amendement N° III-336 du Gouvernement (procédure d'établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 819) : problèmes posés par les cumuls de professions ; exemple des exploitants experts agricoles - **Art. 22 F** (p. 829) : sur l'amendement N° III-105 de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) ; son sous-amendement N° III-4 : non-prise en considération de la situation personnelle du preneur en place ; adopté - **Art. 22 G** (p. 834) : son amendement N° III-6 : suppression des dispositions accordant à la SAFER la possibilité de demander la nullité du bail ; rejeté - **Art. 26** *bis* (p. 842) : complexité des textes législatifs actuels:

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1704) : récente déclaration d'un médecin de campagne lors d'un congrès médical dans la région Midi-Pyrénées-Languedoc - Médecine en milieu rural - Simplicité des anciens remèdes et solution de facilité pour les médecins de recourir aux médicaments miracles résultant du progrès technique - (p. 1705) :maîtrise des dépenses de santé et nécessité d'aborder le problème de fond.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1858) : son amendement N° 181 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 54 de la commission des affaires économiques - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : son amendement de coordination N° 119, identique à l'amendement N° 58 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 5** (p. 1873) : son amendement N° 121 : garantie de paiement à chacun des niveaux de la filière ; retiré au profit de l'amendement identique N° 66 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** (p. 1886) : son amendement N° 123 : limitation de l'utilisation de la valeur de rendement à la seule politique foncière ; retiré au profit de l'amendement N° 175 de M. Paul Séramy (suppression de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale) - Création du répertoire de la valeur des terres agricoles et relativité de la notion de valeur de rendement.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 B** (p. 1912) : son amendement N° 126 : contrôle des structures agricoles et non mise en cause de la validité du transfert de propriété, d'usufruit ou d'autres droits réels ; adopté - **Art. 22 C** (p. 1917) : son amendement N° 127 : engagement à suivre un stage de formation professionnelle et octroi de l'autorisation du cumul ; retiré - (p. 1919) : se déclare défavorable à l'amendement N° 83 de la commission des affaires économiques (cumuls et autorisations préalables pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal) - Maintien du droit des pluriactifs, notamment en zone de montagne - (p. 1927) : son amendement N° 128 : suppression des dispositions de cet

article prévoyant un stage de formation professionnelle en cas de transmission par succession ; devenu sans objet - Se déclare favorable à l'amendement N° 16 de la commission des lois (autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale) - (p. 1929) : sur cet amendement, se déclare également favorable au sous-amendement N° 263 de la commission des affaires économiques (exploitation de droit pour l'héritier et conditions de détention et d'exploitation par la personne à l'origine de la transmission).

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 F** (p. 2037) : son amendement N° 129 : suppression de la mention de la prise en considération de la situation personnelle du preneur en place ; retiré au profit de l'amendemend N° 90 de la commission des affaires économiques (prise en considération de la situation personnelle du preneur en place au regard de la législation relative au contrôle des structures) - **Art. 26** *bis* (p. 2044) : se déclare favorable à l'amendement N° 32 de la commission des lois (exception relative aux conventions d'occupation précaire) - Exemple des terres achetées par les collectivités locales pour constituer des réserves foncières - Mise à disposition à titre gratuit - **Art. 26** *sexies* (p. 2047) : son amendement N° 130 : mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement liberté totale des parties ; rejeté - (p. 2048) : texte adopté par le Sénat en première lecture - Nécessité de créer pour les propriétaires une incitation à signer des baux de carrière par rapport aux baux à long terme - Majoration nécessaire du prix du bail - Installation des jeunes agriculteurs - (p. 2051) : pouvoir d'appréciation des commissions départementales - (p. 2052) : rôle confié aux commissions consultatives paritaires départementales - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2063) : sur l'amendement N° 7 de la commission des lois (délai laissé aux parties pour saisir le tribunal), son sous-amendement N° 124 : délai de deux mois ; devenu sans objet.

BOSSON (Charles), sénateur de la Haute-Savoie (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **257**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la Convention franco-allemande additionnelle à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° **311**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **458** (28 octobre 1980) (p. 4052) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (propositions de la France pour la conférence de Madrid de 1980)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6313 et suivantes).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 [n° **257 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2757) : dispositions de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ; champ d'application ; procédures visées - Négociation par la France et la République fédérale d'Allemagne d'une convention bilatérale additionnelle, et dispositions de cet accord : procédures visées ; contraventions à la réglementation routière ou économique - Cas des infractions fiscales - Restitution des objets et valeurs - Transferts de détenus en qualité de témoins - Droit de poursuite - Objection soulevée à l'Assemblée nationale par le groupe communiste, relative à l'espace judiciaire européen et rejet de la motion d'irrecevabilité communiste - Au nom de la commission des affaires étrangères, demande l'adoption du projet - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2759) : au nom de la commission, demande le rejet de la motion N° 1 de M. Charles Lederman tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Possibilité prévue de refus de l'entraide en cas d'infraction politique ou connexe d'infraction politique - Absence de contradiction entre la convention européenne et la convention bilatérale franco-allemande - (p. 2760) : disposition de l'art. 2 relative au respect de la souveraineté nationale - Rejet par l'Assemblée nationale de l'exception d'irrecevabilité.

— Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid - (16 décembre 1980) (p. 6316) : conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - Historique de la conférence d'Helsinki et objectifs de l'URSS : rapprochement américano-soviétique et réunion des Etats européens pour une conférence sur la coopération humaine et économique - « Décalogue d'Helsinki » : principes et composition - (p. 6317) : acte final et réalisation d'un objectif de l'URSS : reconnaissance des territoires issus de la seconde guerre mondiale - Echec de la conférence de Belgrade : course aux armements à l'avantage du bloc soviétique et ignorance des relations humanitaires et culturelles ; situation des « dissidents » - Condamnation des procès de Moscou et Prague - Réunion de La Valette, « forum soviétique » d'Hambourg mais détérioration de la situation ; exemple de l'invasion en Afghanistan - Menace pour la Pologne et position de l'Occident - Etats communistes et renforcement de la mainmise sur la population - Conférence de Madrid : bilan et moyens pour la détente - Difficulté de la présentation du bilan et position de l'URSS - Commission sur l'application des dix principes et refus de l'URSS d'un débat : exemple de l'Afghanistan et des droits de l'homme - Seconde partie de la conférence et recherche de mesures nouvelles de sécurité et coopération - Mesures de confiance et nécessité d'un accord international sur l'Afghanistan - Idée d'une conférence européenne du désarmement englobant l'Europe de l'Atlantique à l'Oural - Désarmement et sécurité reposant sur l'égalité des forces - Augmentation de la suprématie militaire du bloc soviétique et nécessité d'amener l'Union soviétique à renoncer à la neutralisation de l'Europe occidentale - (p. 6318) : droits de l'homme et nécessité d'exiger la libération des personnes arrêtées - Deuxième « corbeille » sur la coopération économique et technique : développement et accords bilatéraux - Accord bilatéral en discussion entre la CEE et le Comecon - Entrave à la circulation des personnes entre les deux Etats allemands et brouillage des émissions télévisées - Acte final et mesures nécessaires pour les relations humaines entre Etats : exemple des mariages binationaux - Pays en voie de développement et participation des états signataires au dialogue nord-sud, versement des 0,7 % du produit national brut.

BOUCHENY (Serge), sénateur de Paris (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant statut général des cadres de réserve (n° **175**, 1979-1980) (25 février 1980) - **Armée.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **11**, 1980-1981) autorisant la ratification de l'Accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie d'autre part, et de l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part (n° **54**, 1980-1981) (24 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2657** (JO Débats 21 février 1980) (p. 284) à M. le ministre de l'Economie : les **monnaies et médailles (modernisation des ateliers des monnaies et médailles)** - Réponse de M. René Monory, ministre de l'Economie (20 juin 1980) (p. 2893).

n° **2658** (JO Débats 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (revendications des pilotes de ligne)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement), le 9 mai 1980 (p. 1822, 1823).

n° **2663** (JO Débats 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **syndicats (respect des libertés syndicales dans une entreprise)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail et de la participation (emploi féminin) (23 mai 1980) (p. 2146).

n° **2678** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (politique de la France en Afrique australe)** - Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (31 octobre 1980) (p. 4321, 4322).

n° **2679** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (situation scolaire à Paris)** - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'Education (17 octobre 1980) (p. 3932, 3933).

n° **2689** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (revendications des contrôleurs aériens)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement), le 9 mai 1980 (p. 1823, 1824).

n° **2690** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **hôpitaux (plan hospitalier de l'assistance publique à Paris)** - Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale (23 mai 1980) (p. 2154).

n° **2721** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **licenciements (modification des conditions d'autorisation préalable en cas de licenciement)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la participation (emploi féminin) (23 mai 1980) (p. 2747).

n° **2728** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre de la Défense : la **gendarmerie (situation des gendarmes retraités et des veuves de militaires retraités)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre de la défense (7 novembre 1980) (p. 4515).

n° **2729** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre des Transports : l'**aviation civile (développement de l'aviation légère et sportive)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement), le 9 mai 1980 (p. 1826).

n° **24** (JO Débats 17 octobre 1980) (p. 3927) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : les **baux de locaux d'habitation (situation de certains locataires).**

n° **77** (JO Débats 23 novembre 1980) (p. 5173) : les **détenus (situation des prisonniers politiques en Irlande du Nord).**

Questions orales avec débat :

n° **235** (22 juin 1979) à M. le ministre de la Défense : la **gendarmerie (situation des gendarmes retraités et des veuves de militaires retraités)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **305** (15 novembre 1979) à M. le ministre des Transports : l'**aviation civile (développement de l'aviation légère et sportive)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 937).

n° **315** (22 décembre 1979) (p. 5867) à M. le ministre des Transports : ses **transports aériens (revendications des pilotes de ligne)** - Retirée par son auteur (25 février 1980) (p. 326).

n° **330** (25 février 1980) (p. 326) à M. le ministre des Affaires étrangères : le **désarmement (fusées de l'OTAN et désarmement ; conférence de Madrid)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6313 et suivantes).

n° **356** (2 avril 1980) (p. 936) à M. le ministre des Transports : l'**aéronautique (industrie) (construction aéronautique)** - Discutée le 13 mai 1980 (p. 1839 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie.

Affaires étrangères (p. 116) : situation internationale - Fusées américaines en Europe - Intégration atlantique de la France - Evénements d'Afghanistan.

Art. 36 (p. 127) : politique de défense de la France et intégration européenne - Rôle du gouvernement de la République fédérale allemande dans l'installation des fusées américaines en Europe - Arme nucléaire - Le groupe communiste votera contre les crédits militaires.

— **Question orale avec débat : construction aéronautique** - (13 mai 1980) - (p. 1839) : succès récent de l'industrie aéronautique française - Absence d'embauche - (p. 1840) : refus du gouvernement de renforcer le potentiel national - Soumission à l'impérialisme des Etats-Unis d'Amérique et de la République fédérale d'Allemagne - Absence d'exploitation du succès de Concorde - Lutte des travailleurs de l'aéronautique pour l'embauche d'ouvriers et de techniciens - Recours au travail temporaire et à la sous-traitance, et limitation des effectifs permanents - Contrats à durée limitée - Transformation des entreprises intérimaires en prestataires de services - Rapport Cousté - (p. 1841) : perspectives de réalisation et de commercialisation de l'A 200 - Retard de livraison des commandes d'Airbus - Industrie aérospatiale et constructions militaires - Concurrence entre le Mirage 2000 et l'avion européen - Propositions du groupe communiste - Défense de l'intérêt national et coopération internationale - Coopération technologique avec le tiers-monde.

— **Déclaration du gouvernement sur la rencontre de Varsovie** [n° **250 (79-80)**] - (21 mai 1980) (p. 2030) : débat de politique étrangère demandé par le groupe communiste - Eléments positifs de la rencontre de Varsovie.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime et des transports par air** [n° **469 (78-79)**] - (29 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2198) : vote défavorable du groupe communiste : efficacité des compagnies monopolistes américaines et insuffisance de la protection des sociétés françaises ; exemple de l'industrie aéronautique et des transports par

air ; cas du Concorde - (p. 2199) : assimilation de l'Association internationale des transports aériens (IATA) à un trust par la loi américaine - Inapplication de la loi de 1968 sur le commerce maritime français - Sacrifice de l'intérêt national.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus de compagnie de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23juin 1978** [n° **256 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2767) : vote hostile du groupe communiste pour exprimer sa réprobation sur la politique de la France à l'égard du Chili - Assassinats commis par la junte - Solidarité avec les luttes des démocrates chiliens.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978** [n° **105 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2772) : vote hostile du groupe communiste pour marquer sa réprobation face à l'attitude du gouvernement français à l'égard du Paraguay - Violations des droits de l'homme.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3223) : développement d'un puissant mouvement de progrès et de paix dans le monde - Agressivité croissante de l'impérialisme - Détente en Europe et réglement pacifique des litiges mondiaux - Initiatives belliqueuses de l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et détente en Europe : cas des fusées *Pershing* et *Cruise* - Opposition européenne à l'installation de fusées nucléaires en Europe - Importance des dépenses militaires dans le monde - (p. 3224) : dépense de surarmement des pays de l'OTAN : exemple de la France - Souhaits communistes de voir en France une véritable politique de désarmement - Arme atomique tactique et bombe à neutrons - Ouverture, le 11 novembre 1980, de la conférence de Madrid, faisant suite à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Helsinki - Thème de la conférence de Madrid - Prochaine conférence européenne du désarmement - Sécurité en Méditerranée - Coopération et succès de la conférence scientifique de Hambourg - « Semaine du désarmement » décidée par l'ONU - Paix et détente en Occident et bombe à neutrons - Course aux armements et position du président de la République - Politique africaine de la France - Attitude du gouvernement et de la majorité face à l'usage fait en Afrique australe des armes françaises : hélicoptères *Puma* et autos-mitrailleuses *Panhard* - Situation politique en Afrique du Sud et lutte contre l'*Apartheid* - Atteinte aux droits de l'homme et complicité des milieux financiers français - Silences des moyens d'information français - Solidarité des communistes français avec les victimes de l'*Apartheid* - (p. 3225) : politique française en Namibie : réception du Premier Ministre au quai d'Orsay et non reconnaissance de l'organisation populaire (SWAPO) - Complaisance de Paris à l'égard de l'Afrique du sud et décisions des Nations-Unies contre l'*Apartheid* - Menaces pesant qur la paix en Afrique - Lutte du peuple Sahraoui pour obtenir sa reconnaissance - Front Polisario - Soutien du gouvernement français à la politique marocaine et vente d'armes - Georges Marchais et les maires jordaniens.

— **Question orale avec débat : information du Parlement sur la bombe à neutrons** - (21 octobre 1980) - (p. 3972) : campagne sur la bombe à neutrons et politique impérialiste - Echec américain d'introduction en Europe de ce type d'arme - Partisans de la guerre froide et déséquilibre des forces Est-Ouest : attitude de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) - Accords SALT II - Arme à neutrons et stratégie offensive des pays du pacte de Varsovie - (p. 3973) : bombe à neutrons, arme à la fois offensive et défensive - Nouvelle stratégie politique et militaire européenne et abandon du concept de dissuasion - « Sanctuarisation » du territoire américain en cas de conflit - Augmentation des dépenses de guerre en Europe - Rôle prépondérant de la France dans l'introduction de l'arme à neutrons en Europe - OTAN et nouvelles positions atlantistes françaises - Politique américaine et défense de l'Europe - Absence de crédits budgétaires spécifiques destinés à la bombe à neutrons - Silence du gouvernement sur ses intentions - Opposition des communistes à l'introduction de l'arme à neutrons - Extension de la force de dissuasion nucléaire à l'Allemagne.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4196) : réduction de la dépendance énergétique française et utilisation des ressources énergétiques nationales - Qualité de la technologie française d'enrichissement de l'uranium naturel - Vote favorable du groupe communiste - Exonération d'impôts nationaux et locaux pour Eurodif ; création d'une dotation forfaitaire exceptionnelle pour les collectivités locales - Mesures concernant la non-prolifération et les contrôles ; jugement de la Cour de Justice des Communautés européennes et droit de regard des organismes communautaires.

— **Projet de loi portant ratification des accords entre les communautés européennes et la Yougoslavie** [n° **11 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4201) : ratification des traités et compétence exclusive du Parlement français - Mort du Maréchal Tito et conclusions de l'accord entre la Yougoslavie et la CEE - Référence à l'acte final d'Helsinki - Elargissement du marché commun et intérêts des différentes catégories de producteurs français - Manifestation concrète de la détente - Unanimité de la commission pour la ratification de ces accords.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Monnaies et médailles – Rappel au réglement (24 novembre 1980) - (p. 5234, 5235) : déroulement des travaux du Sénat et modification de l'ordre du jour :son intervention pour la défense des travailleurs des monnaies et médailles : agrandissement et modernisation nécessaires des locaux du quai Conti ; construction de logements dans Paris pour ces travailleurs

Transports (28 novembre 1980) (p. 5468) : prospérité apparente de l'aéronautique française ; concurrence américaine et allemande - Caractère vital du projet du futur avion de combat ; réalisation par la SNECMA du moteur de cet avion et réduction des crédits à cette société - Politique atlantiste du gouvernement et liquidation de l'industrie d'armement nationale - Présence et extension de l'aéronautique française et rôle des fabrications civiles ; moteurs CFM 56 et réalisation de l'A 200 ;rôles de la SNIAS et de Dassault - Moteurs KC 135 et application, pour sa réalisation, des clauses du contrat SNECMA-Général Electric - (p. 5469) : réalisation par la SNECMA du CFM 56 dans l'usine de Corbeil-Essonnes - Bruit autour des aéroports et crédits nécessaires pour la réalisation d'appareils non bruyants - Insuffisance des postes de contrôleurs et amélioration de l'équipement en moyens d'approche et de navigation aérienne - Transfert de la direction de la météorologie à Toulouse

Coopération (29 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 44** *bis* (p. 5532) : son amendement n° 200 : extension du régime de retraite de l'Etat aux agents titularisés de l'administration centrale du ministère de la coopération ; mode de financement ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Proposition n'entraînant aucune dépense nouvelle au sens de l'article 40 de la Constitution - Versement nécessaire de cotisations à la Caisse nationale des retraites, raisons de la modicité de ces versements - Non répercussion sur les contribuables de cette opération de titularisation - Absorption des charges sociales supplémentaires par la « ligne souple ».

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5681) : augmentation du budget militaire français et conformité avec les recommandations de l'OTAN - Stagnation des pensions militaires - Intégration atlantique - Forces françaises en Allemagne - Fusées Pershing en Europe - Campagne en faveur de la défense européenne et évolution vers l'armement nucléaire de la République fédérale d'Allemagne - Impérialisme ouest-allemand - Projet français de bombe à neutrons - (p. 5682) : indépendance de la France et projet de budget pour 1981 - Réapparition de la notion de défense européenne et renforcement de l'impérialisme américain - Option du gouvernement français en faveur de la bombe à neutrons - Lutte des peuples en faveur du désarmement ; mouvement de la paix - Campagne anti-soviétique - Fusées américaines en Europe - Standardisation des armements en Europe et domination du capital américain et allemand sur cette industrie - Lutte des travailleurs des arsenaux pour la défense d'une industrie française d'armement et accord militaire de Hambourg : coopération en matière de chars de combat et d'engins téléguidés - Situation des retraités militares et des appelés du contingent - Propositions de luttes de Georges Marchais pour les élections présidentielles - (p. 5683) : cite le livre de Georges Marchais « L'espoir au présent » sur ce que doit être la politique militaire de la France.

Examen des crédits - Art. 15 (p. 5692) : soutient l'amendement n° 233 de Mme Rolande Perlican (réduction de crédits : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire) - Suppression nécessaire des tribunaux permanents des forces armées, juridictions d'exception ; affectation de ces crédits à la préparation militaire - **Art. 16** (p. 5693) : son amendement n° 236 : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer ; rejeté - Présence des troupes françaises au Zaïre et en République centre-africaine - Son amendement n° 237 : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : suppression des crédits d'étude et de fabrication de la bombe à neutrons ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** [n° **30 (80-81)**] - (10 décembre 1980) **Art. 4** (p. 6165) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Danielle Bidard (validation de la quatrième année d'odontologie et suppression de l'avis du directeur de l'U.E.R. d'odontologie pour l'exercice de la profession en tant que remplaçant ou adjoint d'un chirurgien-dentiste) TE.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 6286) : son amendement n° 6soutenu par M. Paul Jargot : validation de certains services pour la retraite ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

— **Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid** - (16 décembre 1980) (p. 6313) : Conférence de Madrid et succès contre la guerre froide - Faits constructifs : conférence à Varsovie poursuivie à Bucarest, sur le désarmement, la culture, le patrimoine - Lutte des peuples pour la paix - Intervention des médias pour empêcher la conférence : exemple du *Matin* et du *Figaro* - Réticence du gouvernement - Aggravation de la tension internationale : exemple du Moyen-Orient - (p. 6314) : proposition de l'URSS visant à réduire les tensions et question sur la position de la France - Fauteurs de troubles : exemple de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) en Méditerranée - Opération en Afghanistan et impérialisme - Conférence de Madrid pour la sécurité et la coopération en Europe - Détente insupportable à l'impérialisme : exemple de la campagne électorale de Reagan - Force des idées d'Helsinki et développement de la détente : exemple de l'Allemagne - Acte final d'Helsinki ; droits de l'homme, mais ignorance des Français de la détente et la coopération - Approbation de la conférence de Madrid, crainte d'une rupture est-ouest - Dramatisation de la situation internationale : exemple de la campagne sur la Pologne ; conséquences de la propagande occidentale - Guerre froide - Campagne contre la détente et stratégie de la désespérance : exemple du discours de *M. Jean Lecanuet* en 1979 - (p. 6315) : propagande et incitation à la course aux armements, nocivité - Exemple de l'accroissement de l'inflation et du chômage - Volonté des puissances impérialistes de revenir à la guerre froide et au surarmement - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et nécessité de régler les différends par la négociation - Absence du ministre des affaires étrangères à Madrid - Nécessité de s'engager dans la voie de la détente militaire - Pays de l'OTAN hostiles à la détente - Perspectives de la conférence de Madrid ; mesures de confiance d'ordre militaire ; exemple de la notification et de l'importance des manoeuvres militaires - Négociations de la France avec la Pologne et la Suède - Gouvernement français et contrôle des armements ; conséquences de la bombe à neutrons française - Conseil des ministres de l'Europe de 1978 et caractère universel et indivisible de la détente - Impérialisme et conflits locaux - (p. 6316) : camouflage de la politique occidentale derrière la conception des droits de l'homme - Statu quo social inacceptable pour les travailleurs - Succès du forum scientifique d'Hambourg - Répercussions en Europe du boycottage des échanges économiques par Carter - Coopération économique de la France avec l'URSS : accord pour la livraison de gaz ; accord d'Helsinki et possibilité de diversifier les sources d'énergie ; accord sur l'achat d'équipements - Attaque contre la détente et attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la coopération France-URSS - Rôle de la France pour s'opposer à la guerre froide ; obstacles à la garantie de la paix : exemple de l'alliance militaire avec la République fédérale d'Allemagne ; mesures nécessaires : exemple de l'acceptation de l'acte final d'Helsinki - Plan français sur les armes nucléaires et nécessité d'une rencontre - Importance de la lutte pour le désarmement ; propositions du parti communiste - Application nécessaire de l'ensemble de la CSCE - (p. 6324) : dénonciation des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes et de l'ouest - Silence sur la situation de Chypre, des catholiques de l'Irlande du Nord, de l'interdiction professionnelle en République fédérale d'Allemagne - Difficulté de la détente antérieure à la situation en Afghanistan - Poursuite du processus de la détente ou situation de tension et course aux armements - Nécessité d'une conférence sur le désarmement - Référence aux propositions soviétiques et communistes, porte parole des travailleurs français.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6562) : violations des droits de l'homme en Argentine et refus du groupe communiste d'adopter le projet d'approbation de la convention.

— **Rappel au règlement** - (20 décembre 1980) (p. 6551, 6552) : rectification de vote : abstention du groupe communiste sur le second collectif budgétaire.

BOULOUX (Jean-Marie), sénateur de la Vienne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 43** *quater* (p. 6125) : son amendement

n° 271 déposé avec M. Jean Francou : extension aux associations sportives d'entreprises du bénéfice de la déduction du millième ; retiré.

BOUNEAU (Pierre), sénateur des Landes (CNIP, puis NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5253) : anciens combattants en Afrique du nord et reconnaissance de la qualité de combattant par la loi du 9 décembre 1974 - Conditions d'octroi de la carte du combattant - Propositions de loi sur l'attribution de la carte de combattant - Bénéfice de la campagne double - Nécessité de l'augmentation des pensions d'anciens combattants

BOUQUEREL (Amédée), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Juge titulaire de la Haute cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

BOURGES (Yvon), *ministre de la défense* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539) puis **élu sénateur de l'Ille-et-Vilaine le 28 septembre 1980** (Apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

En qualité de sénateur.

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

BOURGINE (Raymond), sénateur de Paris (CNIP, puis NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (8 *avril* 1980) - **Art. 22** (p. 1060) : son amendement N° 128 : conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction ; retiré - (p. 1061) : intention politique prêtée par M. Charles Lederman à cet amendement ; son seul souci de protection de l'individu - **Art. 24** (p. 1066) : sur les modalités du concours, se déclare opposé aux amendements N° 118 de M. Charles Lederman, N° 78 de M. Félix Ciccolini et N° 83 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Charles de Cuttoli - Inconvénients de l'anonymat - **Art. 32** (p. 1077) : son amendement N° 129 : possibilité de cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite, dans la limite du traitement d'activité ; devenu sans objet - Dispositions de son amendement, éliminant le cumul de deux rémunérations - (p. 1078) : rémunération de tout travail accompli.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2334) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de la commission des lois (suppression de cet article prévoyant le cas, par la société, de rachat en bourse de tout ou partie des actions à distribuer) - **Art 7** (p. 2336) : se déclare défavorable à l'amendement n° 25 de la commission des lois (bénéficiaires du droit d'attribution des actions) - Cas des collaborateurs étrangers de sociétés françaises - **Art. 13** (p. 2343) : son amendement n° 56 : rédactionnel ; droit de vote et droit aux dividendes pour les actionnaires salariés ; devenu sans objet - **Après l'art. 13** (p. 2345) : différentes méthodes de calcul de la valeur des actions - (p. 2346) : danger de la référence bilantielle pour la détermination de la valeur des actions, contre la société en cas de réévaluation du bilan contre l'actionnaire en cas d'inflation - **Art. 20** (p. 2354) : son amendement n° 54 soutenu par M. Jean Mézard : circonstances de la consultation de la commission des opérations de bourse par les autorités judiciaires compétentes ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2362) : opposition des intérêts des salariés et de l'interêt de l'entreprise - (p. 2363) : vote favorable du groupe du centre national des indépendants et des paysans sur le texte qui résulte des travaux du Sénat.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation** [n° **47 (78-79)**] - (5 juin 1980) **Après l'art. 8** (p. 2404) : fécondation post mortem et enfants posthumes - Avortement.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2490) : malédiction du travail ; amélioration par la participation aux décisions concernant le travail ; « autogestion », foi en l'homme ; buts communs : liberté, sécurité, prospérité - Rôle de la concurrence - La participation entre capitalisme et socialisme - « Entreprise » - France au centre du tumulte économique mondial - (p. 2491) : fiscalité « dynamique » - Importance pour le général de Gaulle de l'unité de commandement à la tête de l'entreprise France - Création d'un climat d'adhésion au sein de l'entreprise - Définition du bon chef d'entreprise - Nécessité de ne pas confondre les tâches - Intérêts contradictoires des producteurs, consommateurs et travailleurs - Prévisions à long terme de l'évolution des besoins - Risques encourus par les actionnaires ; conscience du risque - Responsabilité des dirigeants d'entreprises - Souci de leur carrière pour les travailleurs ; situation des cadres - (p. 2492) : solidarité et opposition naturelles entre employeurs et employés - Nécessité de l'autofinancement - Rôle du profit comme garantie de l'emploi - Coût d'une

grève - Voie délibérative des élus du personnel - Décisions et responsabilité - Exemple de cogestion à l'allemande ; la DGB, gigantesque « trust » à position dominante - Réformes nécessaires pour devancer les risques de révolution - (p. 2493) : distinction entre le partage des fruits et le partage du pouvoir - Rôle de l'épargne - Danger de la division au sein du conseil d'administration - Lutte contre l'inflation salariale - Cas des grandes multinationales françaises - Ségrégation possible entre cadres français et étrangers - Création d'un climat d'adhésion et d'efficacité pour éviter l'engrenage dangereux.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2648) : approbation quasi unanime du groupe CNIP - Légitimité constitutionnelle du droit de grève - Grève et service public ; exemple des Etats-Unis et application de la loi Taylor - Conséquences néfastes d'une grève d'EDF - Continuité des services publics.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Intitulé du titre II** (p. 2940) : droit des sociétés et absence de la notion de « société d'actionnariat salarié » - Le groupe CNIP votera l'amendement N° 74 de la commission des lois (de forme ; « attribution d'actions aux salariés par incorporation au capital d'une partie du bénéfice distribuable ») - **Art. 16** (p. 2943) : sur l'amendement N° 77 de la commission des lois (principe et modalités de distribution du dividende préciputaire) - son sous-amendement N° 144 : substitution de la notion de capitaux propres à celle de capital social ; adopté - Conditions de cession des droits sociaux d'un associé - **Avant l'art. 20** (p. 2950) : se déclare défavorable à l'amendement N° 119 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Bernard Parmantier (définition du rôle des sections syndicales d'entreprises) - **Art. 20** (p. 2951) : son amendement N° 36 identique à l'amendement N° 91 de la commission des lois : suppression de cet art. prévoyant la participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise au conseil d'administration des sociétés anonymes de plus de 500 salariés ; retiré au profit de l'amendement N° 91 - Demande la participation d'élus d'actionnaires aux organes de décision de la CGT, de la CFDT et de FO - (p. 2955) : législation sur la participation et bouleversement des structures juridiques des entreprises françaises ; cas de Michelin et de Saint-Gobain - **Art. 21** (p. 2956) : son amendement N° 37 identique à l'amendement N° 103 de la commission des lois : suppression de cet art. donnant la qualité d'administrateur aux salariés élus ; adopté - **Art. 22** : son amendement N° 38 identique à l'amendement N° 104 de la commission des lois ; d'harmonisation ; adopté - **Art. 23** : son amendement N° 39 identique à l'amendement N° 105 de la commission des lois : suppressiot l'irresponsabilité des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 24** (p. 2957) : son amendement N° 42 identique à l'amendement N° 106 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. concernant l'irresponsabilité des administrateurs élus en application des articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 25** : son amendement N° 40 identique à l'amendement N° 107 de la commission des lois : suppression de cet art. concernant la composition du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 26** : son amendement N° 41 identique à l'amendement N° 108 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. concernant la gratuité du mandat des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 27** : son amendement N° 43 identique aux amendements N° 109 de la commission des lois et N° 29 de la commission des affaires sociales : suppression de cet art. concernant l'irresponsabilité des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2960) : demande pour l'ensemble du texte l'application de l'article 40 de la Constitution,en vertu de l'article 45 du règlement du Sénat.

Suite de la discussion. (24 juin 1980) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3076) : défense de la productivité et de l'efficacité des entreprises - Participation au conseil d'administration d'administrateurs élus par le personnel, prévue par le titre III et conséquences qu'aurait entraînées l'adoption de ce titre - Rejet par le groupe CNIP du titre III et approbation du texte ainsi modifié.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3342) : texte élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement - Vote unanime du groupe C N I P contre le texte ainsi modifié.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** - *Deuxième lecture* [n° **364 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 13** *bis* (p. 3327) : caractère de juridiction spécialisée, et non de juridiction d'exception, de la cour de sûreté de l'Etat - Se déclare opposé à l'amendement n° 1, retiré par M. Daniel Millaud et repris par M. Charles Lederman (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat).

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **363 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du gouvernement - Conseils d'administration et conseils de surveillance - Gage - Vote du groupe C N I P contre le texte ainsi modifié.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Nouvelle lecture* [n° **341 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 14** (p. 3320) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (élection des magistrats membres de la commission d'avancement et d'intégration).

— **Rappel au règlement** (2 octobre 1980) (p. 3738) : ratification de l'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger ; vote en faveur du candidat ou de la motion du groupe socialiste tendant à faire opposition à la ratification de cette élection

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4452) : rôle du législateur dans la fixation des sanctions pénales et abdication au profit du juge - Dispositions du projet et application à la grande criminalité - Délinquants occasionnels et professionnels - Récidivistes - (p. 4453) : délinquants primaires et généralisation du sursis - Loi du 11 juillet 1975 et absence de révocation du sursis - Protection des citoyens - Permissions de sortie - Présentation du projet et complexité de sa rédaction.

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 310 du code pénal* (p. 4572) : se déclare favorable à l'amendement n° I-31, retiré par M. Félix Ciccolini et repris par M. Charles Lederman (lésion grave et définitive ou infirmité permanente) - **Art. 11** - *Art. 382 du code pénal* (p. 4592) ; se déclare défavorable à l'amendement n° I-120 de la commission (effraction extérieure ou intérieure) - Répression des actes de violence ou protection des biens - (p. 4596) : se déclare favorable à l'amendement n° I-122 de la commission des lois (montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens) - Vol et circonstances aggravantes - Répression des actes de violence les plus graves.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 6** - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4694) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-81 de la commission des lois (conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge) - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* (p. 4696) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-83 de la commission (suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis) - **Art. 19** (p. 4712) : caractère souverain de la décision du juge de l'application des peines - Nature et provenance des informations soumises au juge de l'application des peines - **Art. 20** (p. 4718) : se déclare favorable à l'amendement n° I-159 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 47** (p. 4809) : se déclare favorable aux amendements de MM. François Collet et Jean Chérioux N° II-191 (périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux), N° II-192 (statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) et N° II-193 (sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) - Nécessité d'une sanction administrative en cas de non visite par les autorités administratives des établissements publics ou privés de soins pour malades mentaux - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4812) : moyens insuffisants de la justice - Jugement secret de la procédure d'instruction et garantie d'une justice publique aux justiciables - (p. 4813) : se déclare favorable aux amendements du gouvernement précédemment réservés N° II-206 (rôle du président de la chambre d'accusation dans les cours d'appel comptant moins de trois chambres) et N° II-207 (contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5044) : importations de pétrole et importance de la consommation pour le chauffage des habitations - Nécessité de l'absence de laxisme dans la politique des prix du chauffage - Abaissement du taux de la TVA et encouragement à la consommation du fuel domestique - **Art. 2** (p. 5054) : son amendement n° 129 : extension du régime fiscal accordé à la Fondation de France, aux orphelinats mutualistes de la gendarmerie et de la police nationale ; retiré - (p. 5055) : se félicite de l'application de la déduction fiscale accordée aux dons faits à l'orphelinat mutualiste de la police nationale par l'intermédiaire de la Fondation de France (p. 5061) : tranche fiscale et quotient familial ; cite l'exemple de deux cadres mariés avec ou sans enfant - **Art. 3 A** (p. 5085) : avenir économique de la France et incitation à l'investissement - Avantages comparés des investissements en productivité et en capacité - Caractère pervers du système de crédit d'impôt à court terme ; se félicite de son application sur la durée du VIII[e] Plan - Aide à l'investissement et préférence pour le système des amortissements accélérés.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) **Art. 4** (p. 5130, 5131) : à propos de l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), intervient sur la nécessité de prévoir des délais pour l'harmonisation souhaitée par la Cour de justice européenne - Institutions européennes et souveraineté nationale - Proposition de loi de M. Michel Aurillac, député, tendant à instituer la priorité de la loi nationale par rapport aux décisions de la Cour de justice européenne - **Avant l'art. 8** (p. 5143) : son amendement n° 10, soutenu par M. François Collet : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières ; adopté.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5635) : montant des investissements et crainte d'une surcapacité en matière d'équipement du téléphone ; insuffisance de l'effort en faveur de la poste - Se déclare favorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programmes relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique).

Défense - Rappel au règlement (2 décembre 1980) (p. 5659) : importance du débat sur la défense et nécessité de la présence du ministre

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits - Avant l'art. 47** (p. 6039) : ses amendements soutenus par M. Michel Caldaguès, n° 355 : indemnisation des rapatriés : report du délai de forclusion ; n° 354 : indemnisation des rapatriés : indemnisation des parts de sociétés familiales ; n° 347 : indemnisation des rapatriés : perte de la disposition ou de la jouissance des biens ; n° 346 : indemnisation des rapatriés : actualisation du plafond d'indemnisation ; n° 353 : indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation et imputation sur le montant du complément d'indemnisation des seules annuités échues ; n° 351 : indemnisation des rapatriés : clause de garantie ; n° 348 : indemnisation des rapatriés : substitution à l'attributaire de ses héritiers dans ses droits à l'indemnisation ; et n° 352 : indemnisation des rapatriés : saisine des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts ; irrecevables aux termes de l'article 40 de la constitution ; et son amendement n° 350, également soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : cessibilité des titres ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - **Après l'article 47** (p. 6043) : son amendement n° 345, soutenu par M. Michel Caldaguès : réduction de 10 à 7 ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 114 (80-81)] - (20 décembre 1980) - **Explication de vote** (p. 6563) : relations économiques et commerciales de la France et défense des droits de l'homme - Refus du boycott - Votera le projet d'approbation de la convention.

BOURGOING (Philippe de), sénateur du Calvados (Président du groupe UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à proroger les délais prévus aux premier et cinquième alinéas de l'article L. 617-14 du Code de la santé publique (n° **239**, 1979-1980) (30 avril 1980) - **Pharmacie vétérinaire.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° 148 (79-80)] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 9) : arguments de procédure qui ont fondé la décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution la loi de finances pour 1980 - Inutilité de remettre en cause le contenu du projet - Situation internationale : Afghanistan, conférence de Caracas - Urgence qu'il y a à doter le pays d'un budget - Le groupe de l'UREI votera le nouveau projet de loi de finances pour 1980.

— **Procès verbal** (15 janvier 1980) (p. 3) : rectification de vote pour MM. Jean Bénard Mousseaux et Bernard Pellarin

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 129 (79-80)] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 479) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), se déclare favorable au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - **Art. 5** (p. 521) : sur l'amendement N° I-193 de la commission des affaires économiques (réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée), soutient le sous-amendement N° I-194 de M. Jacques Boyer-Andrivet (produits d'appellation d'origine contrôlée et organisation interprofessionnelle spécifique antérieure).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 575) : fixation par décret des tarifs des cotisations individuelles.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 645) : problème de la mise à jour et de la révision du répertoire de la valeur des terres agricoles.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 15** (p. 685) : se déclare favorable à l'amendement N° III-79 de la commission des lois (octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée) - **Art. 16** (p. 694) : votera contre la deuxième partie de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : soutient l'amendement N° IV-22 de MM. Jacques Boyer-Andrivet et Jules Roujon (rédactionnel ; « aménagement foncier en milieu rural ») - **Art. 29** (p. 721) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-13 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (principaux objectifs de l'aménagement rural) - **Après l'art. 31** (p. 736) : soutient l'amendement N° IV-47 de M. Jacques Boyer-Andrivet (droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Après l'art. 21** *quinquies* (p. 781) : soutient l'amendement N° III-214 de M. Paul Guillard (abrogation de quatre art. du code du vin) - L'impossibilité, si ces dispositions étaient appliquées, de constituer des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) ou des groupements fonciers agricoles (GFA) concernant des exploitations viticoles.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 818, 819) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-62 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 877) : projet de loi d'orientation agricole et caractère complexe des débats - Caractère équilibré du projet de loi modifié par le Sénat - Avenir de l'agriculture et installation des jeunes - Avenir des exploitations et fixation des prix agricoles - Vote favorable du groupe UREI.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° 19 (79-80)] - (3 avril 1980) - **Art. 10** (p. 1034) : soutient l'amendement N° 166 de M. Michel Sordel (modalités du bénéfice du recrutément direct pour les fonctionnaires de l'Etat titulaires et non titulaires).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 83** (p. 1186) : sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois auquel il se déclare favorable, (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), soutient le sous-amendement N° II-219 de M. Pierre Louvot (plan départemental des transports et consultation des communes ou groupements et des établissements d'enseignement) et se déclare défavorable au sous-amendement N° II-277 du Gouvernement (prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs) - (p. 1188) : plan de transports publics et scolaires établi par le département du Calvados.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), se déclare défavorable au sous-amendement N° II-42 de la commission des lois (prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie assumées par la commune d'accueil).

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1427) : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles, précédemment réservé (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), vote favorable du groupe UREI au sous-amendement N° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1439) : projet de loi et ampleur des problèmes abordés - Rapport Guichard et questionnaire aux maires de France - Remboursement aux communes de la TVA et création de la dotation globale de fonctionnement - Allègement de la tutelle préfectorale - Dotation globale d'équipement - Statut des élus - Coopération intercommunale - Répartition des compétences - Déconcentration ; les mécanismes de compensation financière - Indemnité de logement des instituteurs - (p. 1440) : amorce d'une réforme plus profonde - Vote favorable du groupe UREI.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° 331 (78-79)] - (6 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1740) : vote favorable du groupe UREI.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° 207 (79-80)] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1858) : soutient l'amendement N° 181 de M. Roland Boscary-Monsservin (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation), puis le retire au profit de l'amendement analogue N° 54 de la commission des affaires économiques - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : soutient l'amendement N° 218 de M. Jacques Descours Desacres (consultation des chambres d'agriculture sur l'extension de tout ou partie des règles) - Soutient l'amendement N° 216 de M. Jacques Descours Desacres (réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension)

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2052) : intervient sur l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière) - Rôle des commissions consultatives paritaires départementales pour la fixation du prix des baux de carrière - **Art. 29**

bis A (p. 2056, 2057) : soutient puis retire, l'amendement N° 205 de M. Jacques Boyer-Andrivet (application de la procédure prévue au changement d'usage d'un fonds affecté à des cultures pérennes bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée).

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° 95 (79-80)] - (23 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3006) : respect du principe de la participation et juste place conférée aux enseignants de rang magistral - Vote favorable du groupe UREI.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° 328 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3265) : encombrement croissant des tribunaux administratifs ; délai entre la requête et le jugement - Création budgétaire d'emplois nouveaux et demande du renouvellement des dispositions de la loi de 1977 pour le recrutement complémentaire - Nominations au tour extérieur et par l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; nécessité du recrutement complémentaire - Vote favorable du groupe UREI.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3898) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - Signes de résurgence du racisme - Fermeté du gouvernement - Enquête en cours - Insinuation contre la police et nombre des policiers tués ou blessés dans l'exercice de leurs fonctions - Montée de la violence et tradition française de liberté, d'égalité et de fraternité.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4149) : répercussions en Basse-Normandie de l'affaire du veau : pertes considérables pour les éleveurs de veaux de boucherie et de veaux de huit jours, les producteurs indépendants et les producteurs bénéficiant de « garanties de marges » - Mévente - Préjudice subi par les producteurs de lait aux stades de commercialisation des veaux et de rémunération du lait (exemples de l'Union laitière normande et de Préval) - Réduction des activités des sociétés d'abattage et des transactions des sociétés de négoce et des centres d'allotement - Question sur la loi garantissant la salubrité des viandes - (p. 4150) : accord européen sur la suppression de tous les produits - Nécessité de rétablir une consommation normale et contribution possible des organisations de consommateurs - Développement nécessaire de l'agriculture et confiance à redonner aux éleveurs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) **Art. 3A** (p. 5076) : soutient l'amendement n° 144de M. René Travert, (déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes).

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : soutient l'amendement n° 7 de M. Paul Guillard (bénéfice du taux réduit de la TVA pour toutes les graines de semences, quelle que soit leur présentation) - (p. 5111) : soutient l'amendement n° 68de M. Michel Miroudot (définition des récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru) - **Art. 4** (p. 5126) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-François Pintat (modération de l'augmentation du droit de circulation sur les vins) - **Après l'art. 8** (p. 5149) : son amendement n° 9 : suppression du recouvrement du droit annuel de francisation et de navigation lorsque son montant est inférieur à 30 francs par navire ;repris par le gouvernement et adopté.

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5405) : amélioration de la situation des collectivités locales - Examen récent du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement ; indexation sur la TVA - (p. 5406) : fonds de compensation de la TVA et objectif atteint du remboursement intégral - Problème de la TVA payée à titre de contribution à des travaux dont l'Etat reste maître d'oeuvre - Protection et sécurité des Français : renforcement des moyens de la police ; création d'emplois de policiers et de personnels administratifs - Plan quadriennal de modernisation de l'équipement de la police, exemple du parc automobile - Soutien du groupe UREI à ce budget

Examen des crédits - Après l'art. 42 *bis* (p. 5429) : soutient l'amendement n° 216 de M. Adolphe Chauvin (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et aux centres de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibiliés de double compensation.

Transports (28 novembre 1980) (p. 5481) : intervient en son nom propre et au nom de M. *Serge Mathieu* - Insuffisance des crédits destinés aux voies navigables ; politique d'économie d'énergie - Liaison Rhin-Rhône et retombées économiques sur les régions concernées - (p. 5482) : importance primordiale pour la Basse-Normandie de la RN13 ; engagements régionaux par le programme d'action prioritaire et d'initiative régionale (PAPIR) - Prise en main par le Conseil général du Calvados des transports interurbains dans ce département - Dégradation de la situation des pêcheurs et grèves de l'été 1980 - Refus gouvernemental d'une augmentation de la ristourne sur les carburants - Pêche et nécessité d'avoir une politique d'économie d'énergie - Amélioration de la commercialisation des produits de la pêche - Augmentation des disponibilités attribuées aux crédits maritimes - Soutien des cours - Rôle du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) - Crédit attribué au FIOM ; simplification et décentralisation - Surveillance des importations ; exemple du boycottage du veau - Famille nombreuses et réductions tarifaires sur la SNCF

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 42** *bis* (p. 6114) : soutient l'amendement n° 326 de M. Jean-François Pintat (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage).

Vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6140) : pause fiscale - Compression des dépenses - Relance de l'investissement et problèmes de l'emploi, artisanat - Aide à la famille - Sécurité des Français ; budget de la défense et amélioration des moyens de la police et de la gendarmerie - Dotation globale de fonctionnement et fonds de compensation de la TVA - Effort en faveur de la recherche, du programme électro-nucléaire - Priorité à l'agriculture - Insatisfaction devant le déroulement du débat budgétaire - Vote favorable du groupe UREI.

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° 192 (80-81)] - (19 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6526) :solidarité nationale - Augmentation des coûts de production de l'agriculture - Vote du groupe UREI favorable au projet.

BOUVIER (Raymond), sénateur de la Haute-Savoie (UCDP):

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **18** (JO Débats 11 octobre 1980) (p. 3873) à M. le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs : les **sports (développement de la spéléologie)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6247).

n° **38** (JO Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie : les **architectes (conditions d'obtention du titre d'agréé en architecture)**.

n° **55** (JO Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de l'agriculture : les **exploitants agricoles (établissement d'un statut professionnel en faveur des épouses d'agriculteurs)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 379) : incertitudes sur le développement de l'agriculture dans la situation de crise économique mondiale - Nécessité d'une politique régionale visant à favoriser les régions défavorisees - Agriculture de montagne - Compétences du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Organisation des producteurs et aides de l'Etat - Création d'un fonds de promotion des exportations et coordination avec la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Revalorisation des retraites agricoles et participation de l'Etat ; compensation démographique - Critère d'affiliation à la mutualité sociale agricole - Statut des conjoints d'exploitants agricoles - (p. 380) : création du répertoire de la valeur des terres agricoles - Livre foncier - Carte communale - Liberté des prix dans les baux de carrière - Règlement des successions : abattement sur les soultes et droit de suite - Groupements fonciers agricoles (GFA) et investissement nécessaire des caisses de crédit agricole et d'assurance mutuelle agricole.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 463) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-161 identique au sous-amendement N° I-139 de M. Jules Roujon : politique de développement régional pour les régions défavorisées ; adopté le 28 février 1980.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 533) : son amendement N° II-110 soutenu par M. Adolphe Chauvin : 1. cas particulier des zones de montagne ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° II-18 de la commission des affaires sociales - 2. affiliation dérogatoire et avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale des structures ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 585) : son amendement N° II-108 : principe et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole ; adopté - **Art. 14** (p. 606) : son amendement N° III-292 : utilisation, à titre transitoire, d'un barème des prix moyens pratiqués par la SAFER ; retiré le 5 mars 1980 - (p. 607) : son amendement N° III-291 : constitution de commissions intercommunales au niveau du canton ou de secteurs ruraux ; retiré le 5 mars 1980.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3098) : inquiétude manifestée par les fédérations nationales et régionales des planteurs de tabac - Développement des importations - Efforts d'organisation de la profession : coopératives ; mutuelles ; centre de formation de Bergerac ; assistance technique et recherche - Concertation nécessaire.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4160) : agriculture de montagne et politique gouvernementale ; mesures prises en faveur des exploitants de montagne : création d'une indemnité spéciale versée à la montagne et aux zones de piémont ; attribution de crédits favorisant la mécanisation en montagne ; dotations d'installation aux jeunes agriculteurs ; mise en place du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Place de la montagne dans la loi d'orientation agricole - Difficile situation des agriculteurs de montagne : suppression des aides aux investissements laitiers, crise des fromages à pâtes pressées cuites ; nécessité d'un quantum garanti et indexé par producteur - Modalités d'une aide de l'Etat : effort en faveur d'une plus importante consommation de lait et de produits laitiers ; subventions aux bâtiments d'élevage - Taxe de coresponsabilité et écarts entre zones défavorisées et zones de montagne - Excédent laitier et politique européenne - Décisions du FIDAR en matière de pluriactivité et initiatives laissées aux départements et aux commissions d'aménagement foncier et rural en ce domaine - Suppression ou réduction des attributions de carburant détaxé aux exploitants de montagne - Avenir de la montagne : politique en faveur des productions animales, octroi de crédits d'investissement pour les équipements de montagne, effort en faveur du développement de tous les secteurs d'activité de montagne (sylviculture) - Politique de montagne et augmentation des responsabilités des élus régionaux et départementaux - Nécessité de crédits destinés à l'enseignement agricole privé.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5367) : amélioration génétique : insuffisance des crédits du budget 1980 et nécessité d'une affectation suffisante de crédits au budget 1981 - Extension à l'agriculture de l'aide à l'investissement par incitation fiscale - Aide au revenu : diminution du revenu agricole et question sur l'orientation du gouvernement - Marché agricole et question sur la possibilité d'assurer aux producteurs un prix garanti et indexé pour une partie de leur production : application au secteur laitier - Majoration des crédits des zones défavorisées mais acte de production insuffisamment rémunéré : écarts entre prix payé au producteur et prix de vente

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6523) : soutient l'amendement n° 2 de M. Pierre Vallon (possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible), puis le retire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6526) : concertation entre le gouvernement et les représentants des organisations agricoles, préalable au dépôt du projet - Compensation de la perte de revenu subie par les exploitants agricoles - Installation des jeunes agriculteurs - Cumul retraite emploi - Solidarité nationale - Vote du groupe UCDP favorable au projet.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Sécurité sociale** (n° **102**, tome III,1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2620** (JO Débats 2 décembre 1979) (p. 4758) à M. le ministre du Budget : les **cessions de biens (régime fiscal des cessions de bâtiments industriels à un prix symbolique)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (11 avril 1980) (p. 1220).

n° **2776** (JO Débats 10 mai 1980) (p. 1828) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement privé (obligations des communes à l'égard des dépenses de fonctionnement des écoles privées)**.

n° **2781** (JO Débats 15 mai 1980) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **aides ménagères (dotation financière à l'aide ménagère à domicile aux personnes âgées)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2719, 2720).

INTERVENTIONS

— **Nomination des membres de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes** - (23 octobre 1980) - Vice-président de la commission des affaires sociales (p. 4010) : nomination, prévue à l'ordre du jour, des membres de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes, et absence de membres de la commission des affaires sociales sur la liste établie à cet effet - Situation identique observée le 10 octobre 1979 et délai de concertation nécessaire.

— **Projet de loi de finances pou 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5731) : extension souhaitable du conventionnement dans le secteur du logement ancien ; procédure simplifiée prévue par la loi du 3 janvier 1979 et retard de parution du décret en Conseil d'Etat.

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Sécurité sociale) - (p. 5908) : difficultés financières de la sécurité sociale - Régime général : déficit prévisible pour 1981 dans les trois branches : maladie, vieillesse, allocations familiales - Maîtrise des dépenses de santé - Préparation du VIII[e] Plan et analyse du groupe de travail « protection sociale et famille » : chômage et déficit des régimes de sécurité sociale - (p. 5909) : convention entre les médecins et la caisse d'assurance maladie - Politique hospitalière et réforme nécessaire de la tarification - Politique familiale : pouvoir d'achat des prestations familiales et inflation ; revalorisation bi-annuelle nécessaire - Ticket modérateur d'ordre public et institution récente d'un Fonds de prévention - Institution d'une cotisation obligatoire d'assurance maladie sur les retraites par la loi du 29 décembre 1979 ; assurance personnelle ; cas des pluriactifs - Loi du 29 décembre 1979 sur le maintien des droits en faveur de certaines catégories d'assurés ; cas des demandeurs d'emploi qui ne perçoivent plus les Assedic - Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de la sécurité sociale

BOYER-ANDRIVET (Jacques), sénateur de la Gironde (UREI) - *Vice-président du Sénat.*

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2717** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de l'Agriculture : les **vins (commercialisation des vins blancs)**.

Questions orales avec débat :

n° **303** (7 novembre 1979) à M. le ministre de l'Agriculture : les **vins (commercialisation des vins blancs)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - (p. 2199) : problème posé par le dépôt d'amendements gouvernementaux, au dernier moment.

En tant que sénateur

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 341) : transformation de l'agriculture française - Problèmes économiques de l'agriculture et compétences de la commission de Bruxelles - Pouvoirs du conseil supérieur d'orientation des productions agricoles - Parité de la protection sociale des agriculteurs avec celle des autres catégories - Dispositions du texte dans le domaine foncier ; statut du fermage aménagement rural - Création du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Zones de montagne et de bord de mer - Politique d'aménagement rural au niveau national et au niveau des départements - Indemnisation des agriculteurs dans le cas de la création de grands ouvrages (autoroutes) ; études d'impact - Rôle de l'agriculture comme protection de l'espace naturel - Tourisme rural.
Suite de la discussion (28 février 1980) - **Art. 5** (p. 521) : sur l'amendement n° I-193 de la commission des affaires économiques (réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée), son sous-amendement n° I-194, soutenu par M. Philippe de Bourgoing ; produits d'appellation d'origine contrôlée et organisation interprofessionnelle spécifique antérieure ; adopté.
Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : son amendement N° IV-22 déposé avec M. Jules Roujon et soutenu par M. Philippe de Bourgoing : rédactionnel, « aménagement foncier en milieu rural » ; retiré - **Après l'art. 31** (p. 736) : son amendement N° IV-47, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics ; retiré.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 29** *bis* A (p. 2056) : son amendement N° 205, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : application de la procédure prévue au changement d'usage d'un fonds affecté à des cultures pérennes bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ; retiré.

BRACONNIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (RPR) - *Secrétaire du Sénat.*

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Routes et voies navigables** (n° **100**, tome **XII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **473** (11 décembre 1980) (p. 6233) à M. le ministre de l'industrie : les **automobiles (concurrence japonaise dans les secteurs industriels de l'automobile et du cyclomoteur).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 539) : soutient l'amendement N° II-98 de M. Jean-Paul Hammann (importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (SMI) - Soutient l'amendement N° II-96 de MM. Jean-Paul Hammann et Pierre Labonde (cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (routes et voies navigables) (p. 5449) : crise économique et nécessité de donner une priorité aux investissements privés - Infrastructure routière et voies navigables : investissements prioritaires de la nation - Modicité du budget des routes et voies navigables et comparaison européenne - Transport des personnes et des marchandises et importance de la route - Importance du produit fiscal de l'automobile ; comparaison avec les pays européens - Hausse du coût des travaux publics et diminution du budget de 1980 des routes ; situation des entreprises de travaux publics - Routes et emploi de techniques moins coûteuses en produits pétroliers - Retard dans la réalisation du programme autoroutier ; exemple de la A 26 - (p. 5450) : légère progression des crédits pour le réseau routier en rase campagne ; rôle du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Urgence des différents plan et programmes routiers régionaux ; exemple de la Bretagne, du Sud-Ouest, du Massif central et des zones de reconversion - Régression des investissements routiers urbains - Subvention aux départements pour le réseau national déclassé ; transfert de charges - Niveau satisfaisant des dotations pour la sécurité routière ; diminution du nombre des tués ; vitesse des poids lourds - Opération dite « bison futé » - Insuffisance des crédits aux voies navigables et comparaison avec la RFA - Politique en matière de transports et économies d'énergie - Dégradation du réseau de voies navigables - Réseaux à grand gabarit ; raccordement du canal Dunkerque-Valenciennes au réseau belge - Réalisation du programme d'action prioritaire n° 6 : liaison Mer du Nord-Méditerranée - Projet de la liaison Seine-Nord et Seine-Est - (p. 5451) : caractère indispensable d'un plan à cinq ans des voies navigables - Problème du débloquage des crédits inscrits au FAC - Diminution des crédits et dégradation des infrastructures - Proposition de rejet de ce budget par la commission des affaires économiques - (p. 5462) : destination des crédits du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - En remplacement de M. *Marcel Fortier* (p. 5480) : Institut de transport aérien (ITA) ; qualité de cet organisme et relation avec les pays de l'Afrique francophone et certains pays en voie de développement ; suppression de la subvention apportée par l'Etat - Situation difficile des aéroclubs - Transfert unilatéral des charges de l'Etat vers les collectivités locales gestionnaires d'aéroports ; relèvement des taxes d'atterrissage et pénalisation du transport aérien, notamment intérieur - Création des « vols-vacances » d'Air-France et démocratisation du transport aérien - Stagnation du trafic passagers des compagnies européennes et situation d'Air-France ; situation des différents réseaux - Conjoncture économique difficile et fausses promesses du consumérisme appliqué au transport aérien

Examen des crédits - Art. 36 (p. 5498) : amendement n° 219 de la commission des affaires économiques : suppression indicatives des crédits concernant les subventions accordées aux routes nationales déclassées ; retiré - **Après l'article 49** (p. 5500) : amendement n° 220 de la commission des affaires économiques : plan en faveur des voies navigables et dépôt d'un projet de loi pour la deuxième session ordinaire 1980-1981 ; retiré.

BREGEGERE (Marcel), sénateur de la Dordogne (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

BRIVES (Louis), sénateur du Tarn (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

—Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2752** (JO Débats 23 avril 1980) (p. 1447) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie, le 9 mai 1980 (p. 1809, 1810).

Questions orales avec débat :

n° **366** (16 avril 1980) (p. 1270) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (industrie du charbon ; en particulier dans le bassin de Carmaux)** - Retirée par son auteur (22 avril 1980) (p. 1445).

n° **411** (7 octobre 1980) (p. 3762) à M. le Premier Ministre : la **vieillesse (création d'un secrétariat d'Etat à la condition du troisième âge).**

BRUN (Raymond), sénateur de la Gironde (CNIP, puis apparenté au groupe RPR).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** (n° **100**, tome **VII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **233** (14 juin 1979) (p. 1923) à M. le ministre de l'Agriculture :le **bois** - Retirée par son auteur (16 octobre 1980) (p. 3919).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5989) : augmentation des crédits de ce secteur - Dynamisme du commerce et solde positif des créations d'entreprise - Harmonisation des statuts fiscaux et sociaux - Sort des retraités et difficultés financières des régimes sociaux - Aide spéciale compensatrice - Adhésion à un centre de gestion agréé et insuffisance du niveau du chiffre d'affaires - Statut des conjoints - Charte de l'artisanat ; SARL familiales et droits de mutation des fonds - Incitation à la création d'entreprises - Développement des entreprises et seuil de 10 salariés - Augmentation de la prime d'embauche du premier salarié - Régime d'aide à l'artisanat - Modalités de la formation professionnelle et de l'assistance technique - Formation continue et stages d'initiation à la gestion - Réforme de la taxe professionnelle - Simplification du système d'octroi des primes de développement artisanal - Entreprises de main d'oeuvre et assiette des charges fiscales - Commerçants et artisans propriétaires d'un lopin de terre et cotisations à la mutualité sociale agricole - Emploi et travail manuel - Avis favorable à l'adoption des crédits

C

CAILLAVET (Henri), sénateur du Lot-et-Garonne (GD, puis NI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 6 de la Constitution et réduire à cinq ans le mandat présidentiel (n° **156,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (mandat présidentiel).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution et élargir le domaine d'application du référendum aux problèmes de société et au choix du régime électoral (n° **157,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (référendum).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 18 de la Constitution et esquisser le dialogue entre le Président de la République et le Parlement en aménageant la pratique constitutionnelle du message (n° **158,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (message président de la République).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 23 et 25 de la Constitution et permettre aux ministres antérieurement parlementaires de retrouver leurs mandats d'élus nationaux (n° **159,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (ministres parlementaires).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 26 de la Constitution et permettre pour un parlementaire la suspension de détention ou de poursuite jusqu'à la fin de son mandat (n° **160,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (suspension poursuites).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 28 de la Constitution et réunir le Parlement en deux sessions ordinaires, l'une de quatre-vingt-quinze jours, l'autre de cent jours (n° **161,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (sessions ordinaires).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 29 de la Constitution et déterminer les conditions de délibération du Parlement lorsqu'il est appelé à siéger hors sessions (n° **162,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 17janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (Parlement hors session).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 41 de la Constitution et permettre la consultation du Conseil constitutionnel en cours de procédure législative (n° **163,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (Conseil constitutionnel).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 43 de la Constitution et augmenter le nombre des commissions permanentes en créant une commission des libertés (n° **164,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (commissions permanentes).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 45 de la Constitution et garantir que la navette des textes législatifs reste la règle et la commission mixte paritaire l'exception (n° **165,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (navettes).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 48 de la Constitution et promouvoir dans l'ordre du jour des assemblées les initiatives parlementaires et le vote des textes en instance (n° **166,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (ordre du jour).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution et limiter l'usage par le gouvernement au cours d'une même session ordinaire d'engager sa responsabilité (n° **167,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980) - **Constitution** (art. 49).

Proposition de loi tendant à réformer l'article 738 du code de **procédure pénale** et supprimer le sursis aux condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les proxénètes (n° **180,** 1979-1980) (25 février 1980).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 pour associer la presse écrite au commentaire de l'information et plus particulièrement celle des journaux télévisés de 20 heures (n° **189,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, J.O. débats 3 avril 1980) - **Radiodiffusion et télévision.**

Proposition de loi organique tendant à réglementer le cumul des mandats électifs pour le Président de la République, les membres du Conseil Constitutionnel, les Ministres, les Députés et les Sénateurs,les Présidents de commissions permanentes et les Présidents des Assemblées parlementaires (n° **200,** 1979-1980) (9 avril 1980) - **Incompatibilités parlementaires.**

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 et reconnaître la profession de concepteur en bâtiment (n° **318,**1979-1980) (18 juin 1980) - **Architecture.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 18 du Code de la Route et à limiter les pouvoirs de la commission spéciale en matière de suspension des permis de conduire (n° **323,** 1979-1980) (19 juin 1980) - **Circulation routière.**

Proposition de résolution, présentée avec M. Jean Mercier, tendant à modifier les articles 18, 19 et 77 du Règlement du Sénat (n° **382,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30juin 1980, J.O. débats 3 octobre 1980) - **Règlement des Assemblées parlementaires.**

Proposition de loi tendant à modifier l'art. L. 66 du code électoral et à prendre en compte les bulletins blancs pour la détermination des suffrages exprimés et de la majorité absolue (n° **179,** 1980-1981) (15 décembre 1980) - **Election.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 7 de la Constitution et à substituer à la majorité absolue, la majorité des deux cinquièmes et la majorité simple respectivement pour le premier et le second tour de **l'élection du Président de la République** après avoir reconnu les bulletins blancs parmi les suffrages exprimés (n° **180,** 1980-1981) (15 décembre 1980).

Proposition de loi relative à certaines dispositions électorales lors des **référendums** et autorisant le bulletin blanc, (n° **181,** 1980-1981) (15 décembre 1980).

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à **l'Assemblée des communautés européennes** et permettre lors de ce scrutin national à un tour la reconnaissance du Bulletin blanc (n° **182,** 1980-1981) (15décembre 1980).

Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 514-1 et L. 51-10-2 du code du travail et à assimiler l'ensemble de la mission du conseiller prud'homme à un temps de travail (n° **184**, 1980-1981) (15décembre 1980) - **Travail** (juridiction du).

Proposition de loi tendant à interdire les démarchages en vue d'une inscription sur les listes électorales et à protéger les abstentionnistes d'un premier tour de scrutin de toute sollicitation à domicile ou par lettre en vue de leur participation à un second tour (n° **189**, 1980-1981) (16 décembre 1980) - **Elections**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2545** (J.O. Débats 20 juillet 1979) (p. 2586) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (situation d'Inter Service Route)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la communication (11 avril 1980) (p. 1208).

n° **2599** (J.O. Débats 26 octobre 1979) (p. 3547) à M. le Premier ministre : **l'aménagement du territoire (création d'une société d'aménagement de la Garonne)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Environnement) (25 avril 1980) (p. 1528).

n° **2640** (J.O. Débats 7 février 1980) (p. 224) à M. le Premier ministre : la **radioduffusion et télévision (société de télédiffusion : changement de ministère de tutelle)**.

n° **2641** (J.O. Débats 7 février 1980) (p. 224) à M. le ministre de l'Education : les **programmes scolaires (programmes d'Histoire dans le second cycle des lycées)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (11 avril 1980) (p. 1216, 1217).

n° **2652** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le Premier ministre : **l'élection du Président de la République (conditions de déroulement de la prochaine élection présidentielle)** - Réponse de M.Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1532, 1533, 1534).

n° **2664** (J.O. Débats 27 février 1980) (p. 428) à M. le Premier ministre : la **concurrence déloyale (boycottage économique imposé par certains pays de la ligue arabe)**.

n° **2665** (J.O. Débats 27 février 1980) (p. 428) à M. le ministre de la santé et de la Sécurité Sociale : la **mutualité (limitation de l'assurance complémentaire du risque maladie)** - Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale (23 mai 1980) (p. 2150, 2151, 2152, 2153).

n° **2766** (J.O. Débats 30 avril 1980) (p. 1627) à M. le ministre de la Défense : **l'armement (fabrication de la bombre à neutrons)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (Environnement) (13 juin 1980) (p. 2714, 2715).

n° **2778** (J.O. Débats 14 mai 1980) (p. 1894) à M. le ministre de l'Intérieur : les **instituteurs (situation des secrétaires de mairie instituteurs)**.

n° **2797** (J.O. Débats 4 juin 1980) (p. 2289) à M. le ministre de l'Industrie : **l'informatique (politique du gouvernement en matière d'informatique)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2709, 2710).

n° **2807** (J.O. Débats 12 juin 1980) (p. 2617) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **radiodiffusion et télévision (radios libres et monopole d'Etat)**.

n° **2819** (J.O. Débats 20 août 1980) (p. 3514) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fruits et légumes (mécanismes communautaires en matière de fruits et légumes)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3863).

n° **2821** (J.O. Débats 3 septembre 1980) (p. 3595) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (politique de la France vis-à-vis de la République de Vanuatu)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (10 octobre 1980) (p. 3859).

n° **2829** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **radiodiffusion et télévision (émission le « grand débat » de TF1)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (10 octobre 1980) (p. 3861).

n° **14** (J.O. Débats 10 octobre 1980) (p. 3850) à M. le Premier ministre : les **parlementaires (problèmes posés par la suppléance des parlementaires nommés ministres)**.

n° **15** (J.O. Débats 10 octobre 1980) (p. 3850) à M. le Premier ministre : les **parlementaires (suppléance d'un parlementaire nommé ministre : cas particulier)**.

n° **82** (J.O. Débats 30 novembre 1980) (p. 5543) à M. le ministre de la Justice : le **téléphone (écoutes téléphoniques)**.

n° **85** (J.O. Débats 16 décembre 1980) (p. 6300) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **presse (prise de participation de Matra dans le groupe Hachette)**.

Questions orales avec débat :

n° **280** (16 octobre 1979) à M. le ministre de l'Industrie : l'**informatique (politique en matière d'informatique)** - Retirée par son auteur (2 avril 1980) (p. 936).

n° **361** (3 avril 1980) (p. 1049) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (Moyen-Orient et Israël)** - Retirée par son auteur (10 juin 1980) (p. 2555).

n° **394** (27 mai 1980) (p. 2170) à M. le ministre de l'Industrie : **l'informatique** - Retirée par son auteur (3 juin 1980) (p. 2255).

n° **402** (13 juin 1980) (p. 2724) à M. le ministre de la Culture : la **radiodiffusion et télévision (monopole et radios libres)** - Discutée le 24 juin 1980 (débat commun) (p. 3044 et suivantes).

n° **408** (7 octobre 1980) (p. 3762) à M. le ministre de la Défense : la **défense nationale (information du Parlement sur la bombe à neutrons)** - Discutée le 21 octobre 1980 (p. 3970 et suivantes).

n° **465** (18 novembre 1980) (p. 4891) à Monsieur le Premier ministre : le **Président de la République (nécessité d'informer le parlement sur les actions prioritaires définies par M. le Président de la République)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole [n° 129 (79-80)]** - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 397) : loi d'orientation et importance prévisible des décrets d'application - (p. 398) : insuffisance des objectifs en matière de politique foncière et de politique des structures - Garantie des prix et recours à la notion de quantum - Généralisation des filières et relations entre les agriculteurs et les industriels du secteur agro-alimentaire - Financement du Fonds de promotion des produits agricoles - Régression du secteur coopératif - Invasion des capitaux étrangers dans l'agriculture - Législation nationale et décisions européennes en matière de politique agricole - Compétitivité des produits agricoles français et harmonisation des coûts de production - Politique des prix agricoles et notion de quantum : quotas du sucre - Organisation des marchés et garantie des prix - (p. 399) : politique des revenus - Organisation des marchés et créations d'offices ; nécessité d'un office du vin - Protection sociale des agriculteurs er recherche de la parité avec le régime général de sécurité sociale - Réforme foncière : création du répertoire de la valeur des terres agricoles ; droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Création d'offices fonciers intercommunaux - Réforme de la loi sur les calamités agricoles.

Suite de la discussion (27 février 1980) (p. 445) : chiffres cités dans son intervention du 26 février, sur la situation dans le secteur de la coopération.

Art. 1 (p. 452) : problèmes du vin et exécution de contrats de bonne fin - (p. 453) : écoulement de la production des fruits et des légumes - Difficultés climatiques du Sud-Ouest, du Languedoc-Roussillon et de la Provence et loi sur les calamités agricoles.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 478) ; sur le problème de la coopération agricole, se déclare opposé au sous-amendement N° I-192 du Gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) et favorable au sous-amendement N° I-76 de M. Maurice Janetti (encouragement aux coopératives agricoles) - **Art. 2** (p. 490) : son amendement N° I-116 : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation des interprofessions ; retiré - (p. 491) : intervention des filières - (p. 494) : se déclare opposé à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation) - Respect de la Constitution - **Art. 2** *bis* (p. 500) ; soutient l'amendement N° I-136 de M. France Léchenault (comités régionaux d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) - **Art. 3** (p. 513) : son amendement N° I-107, soutenu par M. Paul Girod : prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations ; retiré au profit de l'amendement analogue N° I-197 de la commission des affaires économiques - **Art. 4** (p. 518) : son amendement N° I-108, déposé avec M. Etienne Dailly et soutenu par M. Paul Girod : dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige ; adopté - **Art. 5** (p. 521) : son amendement N° I-109, soutenu par M. Paul Girod et identique à l'amendement N° I-155 de M. France Léchenault : rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits ; adopté.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 681) : hostilité du Gouvernement à la création du livre foncier rural - **Après l'art. 15** (p. 687) : son amendement N° III-117 identique à l'amendement N° III-246 de M. François Giaccobi : imposition foncière et privilège fiscal accordé aux terres plantées de haies ; retiré.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 31** (p. 736) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-47 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 E** (p. 826) : prix agricoles ; propositions de la commission de la Communauté économique européenne - **Art. 22 F** (p. 830) : se déclare favorable à l'amendement N° III-252de M. Félix Ciccolini (contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation) - **Après l'art. 26** *octies* (p. 858) : son amendement N° III-178 : priorité du bénéfice des rétrocessions des SAFER aux groupements fonciers agricoles (GFA) ; rejeté - **Deuxième délibération** - **Art. 3** (p. 867) : se déclare favorable à l'amendement N° 3 du gouvernement (perception de cotisations professionnelles au profit du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 874) : équilibres économiques et rôle de l'agriculture - (p. 875) : agriculture et libération des prix - Insuffisance des moyens financiers - Productivisme et exploitation familiale agricole - Abstention sur ce projet de loi.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - **Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979** (3 avril 1980) - **Après l'art. 5** (p. 1014) : son amendement N° 132, soutenu par M. Charles de Cuttoli : augmentation des pouvoirs du conseil supérieur de la magistrature pour les propositions d'emplois de magistrat du siège et du parquet ; rejeté.

Deuxième lecture [n° **212 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1603) : magistrats « itinérants » et principe d'inamovibilité - Visite des avocats dans un établissement pénitentiaire et système du portique magnétique ; règles du code de procédure pénale - Demande la discussion de sa proposition de loi sur les cas de manquement grave d'un avocat envers le tribunal.

Art. 17 *bis* (p. 1617) : son amendement N° 50, soutenu par M. Maurice Fontaine et identique à l'amendement N° 43 de M. Charles Lederman : avertissement et recours devant le Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - **Art. 24** (p. 1620) : ses amendements soutenus par M. Maurice Fontaine N° 52 : durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la magistrature N° rejeté ; et N° 51 : contrôle à l'issue des stages rémunérés de l'Ecole nationale de la magistrature ; rejeté.

— **Motion d'ordre** - (30 avril 1980) (p. 1650) : « droit de vivre sa mort » et commentaires faits sur cette proposition de loi - Qualité du rapport et absence du rapporteur ; désir de report des propositions de loi sur le « droit de vivre sa mort » et tendant à compléter le 2ème alinéa de l'art. 63 du code pénal.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi** [n° **301 (77-78)**] **de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1778) : se déclare défavorable à la motion N° 1 de M. Charles Lederman (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - (p. 1779) : proclame son caractère humaniste - Qualité des rapports des commissions - Cite des cas d'euthanasie - Liberté du malade et devoirs du médecin ; la responsabilité pénale de ce dernier - Mort et problèmes personnels - Proposition de loi et angoisse de la mort ; son caractère élitiste - Savoir médical et droit à « décider » - Opposition à l'acharnement thérapeutique ; cas de Franco et de Tito - Législation californienne - (p. 1780) : décision du Conseil de l'Europe contre l'acharnement thérapeutique - Refus de l'euthanasie active - Historique des colloques et des travaux sur le droit de vivre sa mort - Proposition de loi sur le droit de vivre sa mort et sondages Harris et Sofres - Droit de vivre sa mort et serment d'Hippocrate - Mort et religion ; du Dieu justicier au Dieu de bonté - Refus de l'exploit thérapeutique - (p. 1781) : définition de l'existence végétative - Survie matérielle et homme-objet - Cite les propos de Louis Rougier dans le Figaro - Opinion de l'Ordre des médecins ; exemple de l'interdiction volontaire de grossesse - Modifications de l'art. 63 du code pénal et irresponsabilité du médecin refusant des soins intensifs ; opinion du Père Riquet - (p. 1782) : caractère réaliste de la proposition de loi sur la modification de l'art. 63 du code pénal - (p. 1784) : incertitude sur le sort de l'homme - Mort et environnement hospitalier - Se déclare défavorable aux conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1785) : testament « de vie » et responsabilité du médecin - Incurabilité et confiance en la conscience du médecin - Respect du malade et protection du médecin - (p. 1786) : droit pour le malade de refuser les soins - Cas d'incurabilité et refus de la vie végétative.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2098) : droit pour chacun de s'exprimer physiquement ; texte en faveur des amours saphiques et pédophiles - (p. 2099) : rappelle les législations de la Révolution, de l'Empire et de la III[e] République - **Art. 4** (p. 2102) : proxénétisme et violences sexuelles - Fléau que représente le proxénétisme.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la proposition de loi [n° **47 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation** [n° **450 (78-79)**] - (5 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2398) : réflexion de l'Association des libertés - Situation de vide juridique - (p. 2399) : demande des couples mariés - Procédure d'adoption - Statut de l'enfant conçu par insémination artificielle - Action en désaveu de paternité - Secret professionnel et anonymat du donneur - Moyens d'éviter la consanguinité - Exclusion de tout objectif d'eugénisme - Extension nécessaire du bénéfice de la proposition de loi aux concubines notoires - Femmes célibataires - Fécondation post mortem - Qualité du texte élaboré par le rapporteur.

Art. 3 (p. 2401) : risque de consanguinité et limitation du nombre des femmes inséminées avec succès par un même donneur - Accepte la proposition du gouvernement de rejeter l'article 3 - **Après l'art. 8** (p. 2403) : sur l'amendement N° 10 du gouvernement (1. Interdiction de la fécondation post mortem ; 2. Interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins) ; se déclare opposé à la première partie - Conservation du sperme et veuvage - (p. 2404) : sur ce même amendement, se déclare opposé au sous-amendement N° 24de la commission (suppression de la disposition interdisant la procréation artificielle d'enfants adultérins) - **Art. 14** (p. 2407) : se déclare opposé à l'amendement N° 18 du gouvernement (sanctions pénales de l'insémination artificielle pratiquée à des fins sélectives et insertion dans le code de la santé publique) - Maintien des sanctions prévues par la proposition de loi - **Deuxième délibération - Art. 10** (p. 2408) : se déclare favorable à l'amendement N° 28 du gouvernement (suppression de cet article relatif à l'insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari).

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2657) : sur l'amendement N° 3 de M. Pierre Noé (principe et modalités d'application du retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire ou de la sanction d'une personne physique pour faute intentionnelle ; application dans le cadre des statuts ou conventions régissant ces personnels), son sous-amendement N° 8 : violation intentionnelle et compétence de l'inspecteur du travail ; rejeté - (p. 2663) : notions de faute grave et de violation intentionnelle - Suspension et maintien des droits à indemnité ; intervention de l'inspection du travail.

— **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli,** fait au nom de la commission des lois sur **1° la proposition de loi** [n° **349 (78-79)**] **de M. Henri Caillavet tendant à réviser l'art. 25 de la loi du 31 décembre 1971 et protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience 2° la proposition de loi** [n° **221 (79-80)**] **de M. Charles Lederman tendant à l'abrogation de l'art. 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'art. 41, alinéa 4 in fine de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense** [n° **243 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2669) : pouvoir disciplinaire des juges ; compétence d'une autre cour que celle saisie de la cause - Proposition de la commission des lois et compétence du conseil de l'ordre des avocats.

Après l'art. 2 (p. 2673) : se déclare défavorable à l'amendement N° 2 du gouvernement (attribution des pouvoirs de police de l'audience au président du tribunal).

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Avant l'art. unique** (p. 2985, 2986) : sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'article 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres), son sous-amendement n° 42 : représentation aux conseils des diverses catégories de membres ; rejeté - Principes de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 et évolution des esprits - Fixation à 45 pour cent de la proportion laissée aux professeurs - Professeurs associés - Maîtres-assistants et assistants - Faible participation des étudiants.

— **Question orale avec débat : protection de la chanson française** - (24 juin 1980) (p. 3042) : rapport entre les radios libres et la situation de la chanson française.

— **Questions orales avec débat jointes : expression radiophonique locale** - (24 juin 1980) (p. 3045) : surabondance et risque d'uniformisation de l'information - Développement des techniques nouvelles : informatique et télématique ; satellites ; magnétoscope et vidéodisque ; télévision par câble - Expériences étrangères de radios libres - Ses questions orales avec débat de l'année précédente - (p. 3046) : débat de 1978 sur la sanction des infractions au monopole et nécessité d'un texte relatif aux radios libres - Amnistie - Décision du Sénat de maintenir l'immunité parlementaire de M. *Bernard Parmantier* - Multiplication des inculpations - Radios vertes des écologistes en 1976 - Création de Radio Fil-bleu par M. Delmas, membre du Gouvernement - Création de radios libres par les syndicats, les travailleurs immigrés, - Enjeu politique - Insuffisance des trois expériences de Lille (Fréquence-Nord), de Mayenne et de Melun : simple décentralisation - (p. 3047) : absence de droit de propriété de l'Etat sur la communication et l'audiovisuel - Multiplicité des propositions de loi déposées par les groupes politiques et les syndicats - Exemple des propositions de loi de M. Vivien, député, pour le RPR, et de M. Madelin, député, pour l'UDF - Propositions des partis socialiste et communiste - Création à Lille de Fréquence-Nord et interdiction de Radio-Quinquin et Radio-Lille 80 - Souhaite la réunion d'une table ronde : concertation avec les parlementaires et les professionnels - Exemple belge : radios libres illégales mais non interdites - Déclaration de Patrick Poivre d'Arvor, journaliste, sur les contraintes subies à la télévision, et refus de la monopolisation des médias par la majorité - (p. 3051) : attachement général au service public - (p. 3052) : possibilité de création d'un institut national des ondes libres - Octroi de licences et cahier des charges - Critères de répartition des fréquences - Création à Lille de Radio-Fréquence-Nord et interdiction de Radio-Quinquin et de Radio-Lille 80 : intérêt de la concurrence - Proposition de réunion d'une table ronde - Annonce par le parti socialiste d'une proposition de loi sur l'audio-visuel ; textes présentés par le parti communiste et l'UDF - Attachement à la notion de service public et à la liberté.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3094) : dispositions relatives aux personnels - Cas du département du Lot-et-Garonne : fermeture d'établissements prévue - Garantie du statut public réservée à l'ancien personnel et contrats privés signés depuis le 1er janvier 1979 - Difficultés financières du SEITA et politique commerciale suivie depuis 1973 : augmentation, puis réduction des surfaces cultivées - Tentatives de plantation de tabacs blonds en France et absence d'encouragements aux producteurs de la part du SEITA - Difficultés financières des planteurs de tabac - (p. 3095) : inaptitude d'une réforme des structures du service à remédier aux incohérences d'une politique commerciale - Efforts d'adaptation tentés par les producteurs ; investissements réalisés ; exemple du Sud-ouest - Risque de disparition des exploitations familiales - Interventions du SEITA pour la promotion de la vente de tabacs étrangers et puissance des sociétés multinationales : fondations Camel et Philip Morris ; avantages consentis aux débitants de tabac - Réserve son vote en fonction du sort fait aux amendements déposés - (p. 3107) : importations excessives du SEITA de 1973 à 1976 - Statut des nouveaux personnels de la SEITA : statut spécifique ou convention collective de rattachement.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3137) : organisation actuelle de la distribution du tabac en France : contrôle du SEITA - (p. 3138) : observation sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA) - Mention de la fonction de production parmi les missions de la nouvelle société - (p. 3139) :observation sur le sous-amendement n° 40 de la commission des lois (mention de l'adjectif « nationale » dans le qualificatif de la société et non dans sa qualification juridique ; détention par l'Etat des deux-tiers du capital de la société et nationalité française des autres souscripteurs ou acquéreurs d'actions) - Participation de capitaux privés et éventualité de souscription d'actions par une société française dans laquelle une société étrangère disposerait d'une minorité de blocage - (p. 3142) : objet fondamental de la société et limitation de ses activités annexes - (p. 3144, 3145) : intervient sur le sous-amendement n° 47 du Gouvernement (responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac, et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels) : nécessité d'approvisionnement prioritaire sur le marché national - (p. 3146) : évolution du marché et priorité donnée à l'approvisionnement national - (p. 3148) : sur l'amendement n° 37, se déclare favorable au sous-amendement n° 39 du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif au droit préférentiel de souscription d'actions de la société au profit du personnel et des planteurs et débitants de tabac) - Inopportunité d'accorder aux débitants de tabac un droit préférentiel de souscription - (p. 3150) : représentation respective au conseil d'administration des personnels de la société, des planteurs de tabac et des débitants de tabac.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **235 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 2** (p. 3161) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à la possibilité dans certaines circonstances pour le juge de section ou le juge forain d'exercer les attributions du ministère public) - Dispersion géographique réelle en Polynésie, moindre en Nouvelle-Calédonie - (p. 3162) : son amendement n° 30 : maintien de la présence du ministère public en Nouvelle-Calédonie ; retiré au profit de l'amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française) - Son amendement n° 31 : indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public ; retiré - (p. 3163) : caractère de juge unique du juge de section ou du juge forain et séparation des pouvoirs nécessaire entre siège et parquet - (p. 3164) : son amendement n° 33 : protection du statut de magistrat du siège pour le juge de section ou le juge forain ; adopté.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) (p. 3212, 3213) : causes de la fragilité de la paix : perte de la crédibilité morale et militaire des Etats-Unis ; Europe incertaine ; émergence de la Chine ; poids du Tiers Monde et diffusion de l'armement atomique - Politique étrangère de la France et situation juridique contraire à l'esprit de la Constitution : décisions prises à l'Elysée - Les points positifs de la politique étrangère : création du Conseil des ministres européen ; système monétaire européen (SME) ; dialogue Nord-Sud ; défense de la francophonie ; freinage du processus d'intégration de l'Espagne et du Portugal à la CEE ; refus de la neutralité - Sport et politique : Springboks ; participation aux jeux olympiques de Moscou - Présence de l'ambassadeur français en URSS au défilé du 1er mai - Absence de la France à Belgrade aux obsèques du Président Tito - Attitude de la France vis-à-vis de Bokassa, de Francesco Macias, et du Cambodge - Problèmes d'Israël : statut de Jérusalem - (p. 3214) : nouvelles implantations envisagées dans les territoires occupés et discrédit des accords de Camp David ; organisation d'une institution juive à Hébron ; attentats en Cisjordanie - Sécurité de l'Etat d'Israël et reconnaissance des frontières - Déclaration du Président de la République sur l'autodétermination du peuple palestien, et définition nécessaire d'un territoire ; parties en présence - Résolution n° 242 de l'ONU maintenant l'existence d'Israël et du fait palestinien - Statut de Jérusalem - Position de la France sur la possibilité d'une fédération entre la Jordanie et la Palestine - Communiqué du sommet de Venise : association de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à la négociation et possibilité d'un contingent pour assurer le respect de l'accord - Réticences sur ce communiqué - Voyage du président de la République dans les Etats du Golfe persique et insistance sur le thème de l'audétermination du peuple palestinien ; réactions internationales à ces discours - (p. 3215) : amitié de la France pour Israël nécessaire ; regret de l'absence d'encouragement à M. Sadate - Problème de l'Iran : réaction tardive de désapprobation lors de la prise d'otages, et position ambigüe de la France fournisseur d'armements à l'Irak - Question sur la conférence de presse de M. Gromiko en France critiquant les Etats-Unis alliés de la France - Invasion soviétique en Afghanistan et réaction tardive de la France - Menace sur le Golfe persique - Signification du retrait partiel des troupes soviétiques - Rencontre de Varsovie entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing et suites positives de cette rencontre - Question sur les décisions prises à Varsovie et sur les conditions de la politique française - (p. 3216) : élargissement de la CEE : approbation du blocage de l'entrée de l'Espagne et du Portugal, et de la conduite des négociations par M. Jean François-Poncet - Répercussions dangereuses sur l'économie agricole et industrielle d'un éventuel élargissement - Déclaration du président de la République sur les aspirations légitimes de l'Espagne à vouloir entrer dans la CEE mais inconvénients de l'approvisionnement extérieur - Position contradictoire entre la France et l'Allemagne sur la solidarité financière - Mesures nécessaires préalables en cas d'élargissement de la communauté : règlement pour la protection des productions du Sud, normes foncières dont création d'offices fonciers, politiques de quantum agricole pour taxer les matières grasses - Désir d'une Europe tournée vers le Sud - Erreur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun ; coût de cette adhésion ; inflation - Accord avec la Grande-Bretagne - Divisions de la majorité et régime présidentiel.

— **Question orale avec débat : information du Parlement sur la bombe à neutrons** - (21 octobre 1980) - (p. 3971) : défense nationale et indépendance française - Bombe à neutrons et opinions divergentes des partis politiques - Propos du président de la République et expérimentations françaises de l'arme à neutrons - Equilibre nucléaire en Europe et déclarations américaines - Rapprochement de la France avec ses anciens alliés de l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) - Déséquilibre des forces Est-Ouest - Stratégie française et partisans de l'escalade - Absence d'informations gouvernementales du Parlement et de la plupart des partis politiques en matière de défense nationale - (p. 3972) : doctrine militaire française et principe de la dissuasion nucléaire : rôle secondaire des armes tactiques - Autonomie française de décision en matière de défense nationale et risque de retour à un système de planification militaire sous contrôle américain - Non fiabilité du parapluie nucléaire américain - Caractère essentiellement défensif de la bombe à neutrons - Refus américain de fabriquer cette arme et poursuite de la négociation des accords SALT - Coût budgétaire des études et expérimentations de la bombe à neutrons : nécessité d'une fabrication en préséries.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4421) : son amendement n° 16, soutenu par M. Bernard Legrand : suppression des dispositions de cet article concernant l'adaptation de la méthode de comptabilisation des effectifs pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (7 novembre 1980)

- **Art. 7A** (p. 4525) : son amendement n° I-185 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article étendant la portée de l'incrimination d'association de malfaiteurs ; rejeté.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* : (p. 4640) : son amendement n°I-186, identique à l'amendement n° I-182 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains ; rejeté.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 19** (p. 4706) : son amendement n° I-187 soutenu par M. Jean Mercier : suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux ; retiré.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Avant l'article 41** (p. 4801) : son amendement N° II-179 soutenu par M. Jean Mercier : suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal ; rejeté - (p. 4802) : son amendement N° II-185 soutenu par M. Jean Mercier : délit d'audience commis par l'avocat et poursuites devant le conseil de l'ordre sous le contrôle de la cour d'appel ; adopté - **Après l'article 44** (p. 4803) : son amendement N° II-180 soutenu par M. Jacques Habert : code de la route et suppression des dispositions relatives à la suspension du permis de conduire ou à l'interdiction de sa délivrance ordonnée par le préfet ; retiré - **Après l'article 45** (p. 4807) : son amendement N° II-190 soutenu par M. Jean Mercier : décret d'extradition et caractère suspensif du recours en Conseil d'Etat ; rejeté - **Art. 47** *bis* (p. 4829) : son amendement N° II-181 identique aux amendements N° II-57 de M. Jean Geoffroy et N° II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité ; adopté - Décision du Conseil constitutionnel déclarant inconstitutionnelle la loi autorisant la fouille des véhicules - (p. 4830) : parlement européen et proposition de création d'un passeport européen comportant une plage optique - Rejet par la commission de l'informatique de la proposition d'instituer une carte d'identité avec plage optique - **Art. 47** *ter* (p. 4832) : son amendement N° II-182 identique aux amendements N° II-59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-136 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article concernant le droit de rétention pour vérification d'identité même en l'absence de toute infraction ; rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4856) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé) - Sur cet amendement se déclare défavorable aux sous-amendements du gouvernement N° II-172 (droit de l'intéressé d'en référer au procureur de la République et possibilité de poursuivre ou de mettre fin à la rétention pour contrôle d'identité), N° II-197 (contrôle d'identité et pouvoir de l'agent de police judiciaire adjoint) et N° II-213 (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public) - Droit de manifestation et contrôle d'identité - Caractère dangereux du droit de rétention pour contrôle d'identité - **Après l'article 47** *ter* (p. 4864) : détenus « en cavale » et délit de fuite - **Art. 47** *quater* (p. 4865) : son amendement N° II-183, identique aux amendements N° II-60 de M. Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, et N° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité ; rejeté - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : son amendement N° II-184, identique aux amendements N° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, et N° II-138 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité ; rejeté - **Après l'article 47** *sexies* (p. 4868) : ses amendements N° II-186 : montant des condamnations pécuniaires et durée de la contrainte par corps ; retiré, N° II-187 : extinction de la dette-caution et fin de la contrainte par corps ; retiré, N° II-188 : contrainte par corps et possibilité d'une mesure de mise en liberté provisoire ; rejeté et N° II-189 : fixation par le président du tribunal de la caution libératoire d'une contrainte par corps ; retiré - (p. 4869) : nécessité de maintenir une séparation des pouvoirs entre administration et corps judiciaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4896) : logique du texte gouvernemental ; dispositions « liberticides » - Accentuation de la répression - Saisine directe et flagrant délit - Affaiblissement des pouvoirs du juge d'application des peines - Projet de loi et importance des critiques des praticiens du droit - (p. 4897) : confiance dans les magistrats.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5076) : son amendement n° 149 soutenu par M. Paul Girod : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5122) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), son sous-amendement n° 150, soutenu par M. Josy Moinet : surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux étalée sur quatre ans ; rejeté - Engagements communautaires de la France - **Avant l'art. 8** (p. 5144) : son amendement n° 133, soutenu par M. Michel Rigou : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières ; devenu sans objet - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 134, soutenu par M. Jean Béranger : abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5353) : marché des fruits et légumes - Montant de l'aide reçue du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) par les producteurs de fruits et légumes ; nature des exploitations et types de cultures ; son amendement visant à permettre aux exploitations agricoles de bénéficier de la déduction fiscale de 10 % applicable aux autres investissements - Complexité des circuits de distribution - Situation aléatoire des exploitants et conséquences sur la balance commerciale - Importance de la perte de revenu subie par les producteurs de fruits et légumes entre 1976 et 1979 ; rapport du comité des organismes professionnels agricoles (COPA) - Inflation et augmentation des coûts de production - Organisation au plan national des marchés de fruits et légumes : rôle des coopératives, des sociétés d'intérêt collectif agricole - Problème des exportations de surplus et nécessité d'une recherche cadastrale systématique - Communauté économique européenne et déclenchement des mécanismes de protection en cas de crise - Contournement des règlements communautaires et laxisme des gouvernements - Nécessité d'une gestion cohérente du marché communautaire - Procédure du prix de retrait - Groupements de producteurs et conséquence de l'attitude de certains partenaires - Nécessité de réactualiser et d'étendre le prix de référence ; problème de calendrier maraîcher - Respect de la réglementation communautaire et du principe de la préférence communautaire - Prix de seuil et montants compensatoires - (p. 5354) : CEE et instauration de réglements anticrise ; exemple du vin - Normalisation et application des plans de campagne - Problème de la prune en Haute-Garonne

Transports (28 novembre 1980) (p. 5463) : participation du Japon comme administrateur à Airbus Industrie - Etablissement du plan de charge jusqu'en 1985 - Projet de l'avion

à fuselage raccourci d'Airbus - (p. 5466) : aménagement de l'axe fluvial de la Garonne et projet du grand Sud-Ouest - Nécessité de cesser l'expérience de l'usage des codes en ville - (p. 5467) : unanimité contre l'usage des codes, notamment à l'Assemblée nationale et au Sénat - Rappelle les questions orales et écrites sur ce sujet - Opinion défavorable des maires des grandes villes - Sondages effectués par de grands journaux - Création d'un comité national contre les codes en ville et opinions médicales des professeurs Monnier et Faure - Déclaration du docteur Bideau, président de l'Association française des ophtalmologistes - (p. 5468) : usage des codes et gaspillage de carburants - Demande de réduction des crédits destinés à la campagne pour l'usage des codes en ville - Expériences étrangères et moindre puissance des codes - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5496) : son amendement n° 221 déposé avec M. Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel : réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville ; adopté

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5584) : information radio-diffusée ; radio nationale et postes périphériques - Appréciations portées par les auditeurs sur l'objectivité de ces informations ; déclarations de plusieurs députés ou personnalités sur la censure à la télévision ; pratique de l'éditorial politique et intervention du pouvoir dans l'information ; exemples de la candidature de Mme Marie-France Garaud et de l'affaire Delpey - (p. 5585) : heures tardives des émissions culturelles ; choix des films ; abus des séries étrangères ; émissions de variétés - Développement des techniques nouvelles : satellite franco-allemand de diffusion directe ; succès du système Antiope et problème du statut des vidéo-textes ; participation nécessaire du Parlement à l'aménagement des textes juridiques ; problème de l'adaptation de la loi de 1881 sur la presse ; réglementation de la publicité ; télévision par cables - Vide juridique en matière de vidéo-cassettes, vidéo-disques, magnétoscopes et vidéo-transmission - Apparition de télévisions-pirates - Radios libres : attente d'un grand débat d'orientation au Parlement ; radios locales et insuffisance des expériences du type de Fréquence-Nord - Définition d'une véritable radio libre - (p. 5589) : difficulté de l'objectivité dans l'information à la radiodiffusion-télévision et mode de calcul de la répartition du temps de parole entre majorité et opposition - Distinction entre syndicats et opposition

— **Rappel au règlement** - (4 décembre 1980) (p. 5755) : rapt du banquier Mallet et mise en cause d'un sénateur par un des ravisseurs - Demande que le président du Sénat élève une protestation contre ces propos.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) (p. 5763) : existence d'écoutes téléphoniques irrégulières reconnue par M. Poniatowski ; propos contradictoires de M. Raymond Barre - Proposition de création d'une délégation permanente parlementaire sur les écoutes téléphoniques - Atteinte constante et progressive aux libertés - (p. 5764) : projet de loi « sécurité et liberté » - Journal le Monde ; violation des ordonnances de 1944 par M. Hersant - Loi de 1881 et utilisation de l'article 226 du code pénal par le garde des sceaux contre le journal le Monde - Libération de M. Delpey ; ses relations avec l'empereur Bokassa ; ouverture de scellés et mise en archives de certains documents saisis à son domicile - (p. 5765) : relations de M. Delpey avec la Libye et saisine de la Cour de sûreté de l'Etat, remise en liberté et sérieux des accusations retenues contre lui

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 150 (80-81)] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6536) : son amendement n° 23, soutenu par M. Louis Perrein : qualité de combattant des personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre 1952 et 1962 ; irrecevable aux termes de l'art.40 de la Constitution.

CALDAGUES (Michel), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **178**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement (n° **198**, 1980-1981) (18 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232** (**79 - 80**)] - (9 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2497) : se déclare défavorable à la motion n° 122 de la commission des lois tendant à opposer la question préalable - Nécessaire amélioration du climat de l'entreprise ; dignité des travailleurs - Valeur de ce texte par lui-même.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263** (**79-80**)] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2654) : possibilité pour les travailleurs d'envoyer des délégations au Sénat - Coupures du courant et non diffusion du journal télévisé de FR3.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95** (**79-80**)] - (23 juin 1980) - **Avant l'art. unique** (p. 2990) : sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'article 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres), se déclare opposé au sous-amendement n° 23 de Mme Danielle Bidard (représentation aux conseils des diverses catégories de membres) - Rôle des conseils d'université : organismes de gestion ou champ clos des affrontements politiques - (p. 2991) : représentation des étudiants et des enseignants de rang magistral - (p. 2992) : sur l'amendement n° 6 de la commission, se déclare également opposé au sous-amendement n° 30 de M. Jacques Carat (modalités prévues pour l'adaptation éventuelle des pourcentages, et rôle des conseils scientifiques) : prérogatives du Parlement - **Art. unique** (p. 2997) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de Mme Danielle Bidard (réduction de la durée du mandat de président ; possibilités d'élection d'un non-enseignant) - Dérogations systématiques aux règles fixées et atteinte à la dignité du Parlement - **Après l'art. unique** (p. 3000) : sur l'amendement n° 9 de la commission (délais d'application), son sous-amendement n° 13, rédactionnel ; adopté - (p. 3001) : sur le même amendement, son sous-amendement n° 14 : fixation au 1er décembre 1980 de la date d'expiration des pouvoirs des conseils actuellement en fonction ; adopté - Sur le même amendement, son sous-amendement n° 12 : expiration du mandat des étudiants élus ; adopté, et ses sous-amendements de coordination n° 15, n° 16, n° 17 et n° 18 ; adoptés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3005) : innovation constituée par la loi d'orientation de l'enseignement

supérieur de 1968 et nécessité d'augmenter les garanties d'une bonne gestion des universités - Menaces proférées par les orateurs communistes - Vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3342) : texte de compromis adopté par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement - Vote unanime du groupe R P R contre le texte ainsi modifié.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **363 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du gouvernement - Vote du groupe R P R contre le texte ainsi modifié.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4458) : montée de la violence - Policiers et gendarmes tués par des malfaiteurs - Sentiment d'insécurité de la population - Dispositions du projet : répression accrue des actes de violence - Définition des actes de violence grave - Trafic de stupéfiants - Certitude de l'application de la peine ; sursis, récidive, permission de sortir - Garanties pour la liberté individuelle : accélération de la justice ; saisine directe ; détention provisoire - Peine de mort - (p. 4459) : droit pénal et liberté des juges - Rôle du Parlement pour la fixation des sanctions pénales - Soutien du groupe RPR au projet.

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 4582) : se déclare favorable à l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 4654) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-71 de la commission des lois (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature et accepte les amendements n° I-190 de M. Etienne Dailly (suppression des menaces du champ de la récidive) et n° I-155 de M. Marcel Rudloff (suppression des dispositions de cet article relatives au chantage).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** - *Art. 463-1 du code pénal* (p. 4677) : utilisation de la drogue par les jeunes et sentiment de culpabilité - **Art. 5** *bis* (p. 4681) : se déclare favorable à l'amendement n° I-200 du Gouvernement (gravité des infractions et système des peines de substitution) - **Art. 6** - *Art. 747-1 du code de procédure pénale* (p. 4688) : existence d'une campagne systématique de dénigrement du projet de loi - (p. 4689) : pouvoir judiciaire et octroi du sursis ; droit de juger certaines jurisprudences inacceptables - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* - (p. 4694) : bénéfice du sursis pour les délinquants primaires encourant la détention à perpétuité - **Après l'art. 17** (p. 4703) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-183 de M. Charles Lederman (abolition de la loi anti-casseurs) - **Art. 20** (p. 4723) : se déclare favorable à l'amendement n° I-189 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise avec l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : estime sans objet l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Art. 32** - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4763) : sur l'amendement n° II-71 de la commission (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement), se déclare favorable au sous-amendement n° II-163 du Gouvernement (peine prévue, et non peine encourue) - **Avant l'art. 36** (p. 4783) : intervient sur l'amendement n° II-42 de M. Edgar Tailhadès, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (procédure de renvoi devant la cour d'assises).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 38** (p. 4796) : protection des jurés et mesures préventives nécessaires - Se déclare favorable à l'amendement N° II-104 de la commission des lois (suppression de cet article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés) - (p. 4797) : souhait de l'arrêt de certaines références : exemple de la législation de Vichy - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4814) : volonté du gouvernement et de la commission des lois de remédier aux lenteurs de la justice - Souhait du rapprochement de la position du gouvernement avec celle de la commission.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4893) : hommage du groupe RPR à la commission des lois - Caractère répressif du projet de loi ;notion d'*habeas corpus* - Modification du texte par les assemblées dans un sens plus libéral - Diversité des situations et modulation de la loi pénale - Limitation en matière correctionnelle de la détention provisoire - Qualité du corps judiciaire - (p. 4894) : nécessité d'une application stricte de la loi - Vote favorable de la quasi-totalité du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits - Avant l'art. 47** (p. 6039) : soutient les amendements de M. Raymond Bourgine, n° 355 (indemnisation des rapatriés : report du délai de forclusion), n° 354(indemnisation des rapatriés : indemnisation des parts de sociétés familiales), n° 347 (indemnisation des rapatriés : perte de la disposition ou de la jouissance des biens), n° 346 (indemnisation des rapatriés : actualisation du plafond d'indemnisation), n° 353 (indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation et imputation sur le montant du complément d'indemnisation des seules annuités échues), n° 351 (indemnisation des rapatriés : clause de garantie), n° 350 (indemnisation des rapatriés : cessibilité des titres), n° 348(indemnisation des rapatriés : substitution à l'attributaire de ses héritiers dans ses droits à l'indemnisation) et n° 352 (indemnisation des rapatriés : saisine des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts) - **Après l'article 47** (p. 6043) : soutient l'amendement n° 345 de M. Raymond Bourgine (réduction de 10 à 7 ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation des rapatriés).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 17** (p. 6455) : son amendement n° 96 : 1° budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale ; adopté - 2° modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière ; retiré puis repris par M. Michel Darras - Augmentation de la facture pétrolière et des recettes d'exploitation ; indexation du budget des oeuvres sociales sur les recettes d'exploitation - (p. 6459) : maintien du taux de l'effort social d'EDF - Contrôle de l'utilisation du budget des oeuvres sociales d'EDF-GDF ; rapport de la Cour des comptes - (p. 6461) : budget social d'EDF et obligations de la caisse nationale de l'énergie ; choix d'un même index ; nécessité de lier les deux problèmes - (p. 6462) : principe du respect du crédit de l'Etat.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques** [n° **125 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur, en remplacement de M. Michel d'Aillières - **Discussion générale** (p. 6555) : accord international conclu en 1977 - Retard de ratification de la France - Causes de ce retard - Contenu de l'accord -

Météorologie - Propriété industrielle - Licences d'exploitation - Statut juridique des stations - Durée de l'accord.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** [n° **178** (80-81)] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6556) : Organisation de l'unité africaine (OUA) et création de la Banque africaine de développement en 1963 - Etats participants - Difficultés de fonctionnement de la banque et décision d'ouverture aux capitaux extérieurs - (p. 6557) : participation de la France - Modifications du statut - Demande d'adopter le projet.

CANTEGRIT (**Jean-Pierre**), sénateur des Français établis hors de France (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité (n° **182**, 1979-1980) (26 février 1980) - **Français de l'étranger.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales : 1°) sur sa proposition de loi (n° **133**, 1979-1980) relative à la situation au regard de la Sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger ; 2°) sur sa proposition de loi (n° **182**, 1979-1980) accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité (n° **199**, 1979-1980) (9 avril 1980) - **Français de l'étranger.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi (n° **286**, 1979-1980) modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger (n° **310**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Français de l'étranger.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer la Caisse des Français à l'étranger (n° **151**, 1980-1981) (8 décembre 1980) - **Français de l'étranger.**

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Cantegrit, fait au nom de la commission des affaires sociales sur ses propositions de loi : 1) déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger (N° 133, 79-80) ; 2) accordant aux pensionnés du régime français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité (N° 182, 79-80)** [n° **199** (79-80)] - (7 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1761) : protection sociale des Français à l'étranger et proposition d'extension à des catégories nouvelles - Situation des retraités, des travailleurs non salariés - (p. 1762) : importance numérique de la présence française à l'étranger - Historique du système actuel de protection sociale des Français de l'étranger entre 1965 et 1976 - Assurance volontaire vieillesse dite « « loi Armengaud » - Indemnisation du chômage, accord du 26 septembre 1978 et loi-cadre du 16 janvier 1979 - Assurance volontaire des salariés à l'étranger et gestion du régime par la caisse des expatriés de Melun - Fonds d'assistance du ministère des affaires étrangères ; handicapés - Bénéfice de la sécurité sociale et situation des travailleurs assujettis à un régime spécial ou titulaires d'un contrat de coopération - Prorogation des délais d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse - (p. 1763) : création d'un fonds d'action sanitaire et sociale auprès de la caisse de Melun - Salariés expatriés et demande de création d'un régime d'assurance volontaire maladie-maternité - Protection sociale des retraités français de l'étranger et comparaison avec celui des salariés actifs institué par la loi de 1976 - Qualité de la concertation - Proposition d'adoption de la proposition de loi.

Art. 2 : *art. L. 778-5 (nouveau) de la sécurité sociale* (p. 1765) : accepte l'amendement N° 2 du gouvernement (prestations en nature et mise sur un compte unique des opérations relatives aux assurances volontaires maladie-maternité et maladie-maternité-invalidité) - **Art. 3 :** *art. L. 778-7 de ce code* (p. 1766) : accepte l'amendement N° 1 du gouvernement (bénéfice de la couverture maladie-maternité ; conditions de durée minimale d'assurance au régime d'assurance-vieillesse obligatoire ou volontaire) - *Art. L. 778-11 de ce code :* accepte l'amendement N° 3 du gouvernement (prestations en nature et mise dans un compte unique des opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité, maladie maternité et invalidité des retraités) - **Intitulé :** amendement de la commission des affaires sociales de forme ; « proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger » ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris le 1er février 1978** [n° **275** (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2773) : convention générale sur la sécurité sociale entre la France et la Tunisie en 1965 - Précédents avenants de 1969 et 1975 - Dispositions du troisième avenant du 1er février 1978 : disposition principale relative à l'extension des droits des travailleurs français détachés en Tunisie : prolongation de la période de rattachement - Persistance de deux problèmes relatifs à la situation des Français de Tunisie : retard de signature de l'avenant relatif à l'extension du bénéfice des soins de santé aux pensionnés et à leurs ayants droit ; difficultés relatives aux transferts sociaux des Français résidant en Tunisie : absence de libre transfert des cotisations afférentes aux assurances volontaires et à l'assurance chômage - (p. 2774) : urgence d'une négociation relative à la liberté des transferts sociaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977** [n° **276** (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2776) ; protection sociale des Français de l'étranger et rôle des conventions internationales de sécurité sociale - Harmonisation souhaitable de la protection sociale des Français à l'étranger : droits à la retraite, détachement, allocations familiales - Cotisation des Français aux institutions locales de retraite et éventualité du retour en France - Dispositions de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale signée entre la France et la Mauritanie : extension du champ d'application de la convention aux gens de mer et amélioration du régime des prestations familiales pour les familles mauritaniennes - Refonte souhaitable de la convention de 1965 en matière d'assurance-vieillesse - Innovation pratiquée dans la négociation de la convention franco-marocaine de sécurité sociale - Relèvement souhaitable du montant des prestations familiales versées aux familles mauritaniennes restées dans leur pays.

— **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger** - *Deuxième lecture* [n° **286** (79-80)] - (18 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2794) : bénéfices de la concertation - Institution d'un fonds d'action sanitaire et sociale permettant la couverture sociale des Français installés à l'étranger, les plus défavorisés - Modifications retenues par l'Assemblée Nationale - Notion d'avantage de retraite ; contentieux général du recouvrement des cotisations de la sécurité sociale ; faculté offerte aux retraités d'un régime français d'assurance vieillesse agricole obligatoire ou volontaire d'adhérer au régime d'assurance maladie volontaire institué

par les nouvelles dispositions - (p. 2795) : continuité de la couverture sociale des fonctionnaires civils et militaires - Cotisations dissuasives pour les Français de l'étranger - Excédent de la caisse des expatriés de Melun - Groupe de travail créé pour les handicapés.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) (p. 3228) : politique africaine de la France en Afrique noire, à Madagascar et à l'Ile Maurice ; nombre de Français qu'il represente vivant dans ces pays et réunion à Paris de l'Assemblée du conseil supérieur des Français de l'étranger - Crise que traverse actuellement le continent africain - (p. 3229) : interdépendance de l'Afrique et de l'Europe - Situation satisfaisante des pays d'Afrique francophone - Possible évolution libérale de la situation en Afrique du Sud - Mouvements politiques au Mozambique et en Angola - Politique africaine passée et présente de la France : Mauritanie ; Kolwezi ; Centrafrique ; Tchad - Conséquences de la crise économique mondiale sur la majorité des pays africains francophones et aides nécessaires de la France - Inquiétude des Français d'Afrique face à la situation actuelle - Demande la création d'un système d'indemnisation des ressortissants français évacués du Zaïre et du Tchad en prenant exemple sur le système privé suisse - Intérêt porté à l'Afrique par le président de la République - Attachement des pays africains francophones à la France - Entreprise de déstabilisation menée par l'Union soviétique dans ces pays et préservation des intérêts français et européens.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3257) : son amendement n° 3 soutenu par M. Henri Moreau : versement de l'allocation aux Français résidant à l'étranger et relevant du régime d'assurance volontaire vieillesse ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12février 1979** [n° **356 (79-80)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4205) : réponse aux revendications des représentants des Français de l'étranger au Conseil supérieur des Français de l'étranger - Accord avec le Canada ; pensions de vieillesse et d'invalidité - Absence de distinction entre salariés et non salariés ; alignement sur le système canadien - Entente entre la France et le Québec et couverture de l'ensemble des branches de la sécurité sociale - Absence de consultation des représentants des Français ; reconnaissance des compétences des délégués au Conseil supérieur.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc** [n° **14 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4207) : qualité de la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 ; signature d'avenants d'adaptation et législations internes des pays contractants - Inconvénients du système de totalisation - Proratisation pour la liquidation des pensions de vieillesse ; avenant et possibilité de choisir le système par « application séparée de la législation » - Paiement par voie bancaire des pensions (p. 4208) : principe du libre transfert des fonds nécessaires au paiement des cotisations.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part du protocole complémentaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocution supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité** [n° **16 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4204) : liquidation des pensions vieillesse et application du système dit « par application séparée des législations » - Accidents du travail et prestations servies - Versement d'une allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Proposition d'adoption du projet.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7** (p. 4540) : débat sur la peine de mort et inopportunité du moment choisi - En son nom personnel et au nom du groupe de la gauche démocratique, se déclare défavorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort) - (p. 4543) : abolition de la peine de mort - Importance du sujet et nécessité d'un débat approfondi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5914) : protection sociale des Français établis hors de France - Loi du 31 décembre 1976 et généralisation de l'assurance maladie maternité aux salariés français résidant à l'étranger - Cas des non-salariés et des retraités français résidant hors de France : ses propositions de lois de 1979 et 1980 et leur aboutissement dans la loi du 27 juin 1980 : faculté d'adhésion à l'assurance volontaire maladie maternité - (p. 5915) : extension aux Français résidant à l'étranger de l'assurance veuvage - Réouverture des délais pour le rachat des cotisations de l'assurance volontaire vieillesse (« loi Armengaud » de 1965) - Problème du montant des cotisations au régime d'assurance volontaire maladie, maternité, invalidité des salariés : excédent des comptes de la Caisse des expatriés et baisse possible des cotisations ; taux de ces cotisations - Cotisations sur les retraites - Caisse des expatriés de Melun : nécessité d'un statut autonome ; création souhaitable d'un fonds d'action sanitaire et sociale ; conseil d'administration - Cas des retraités anciens non-salariés : absence de couverture contre le risque de maladie lors d'un séjour en France - (p. 5916) : critères de répartition des crédits d'assistance sociale du ministère des affaires étrangères ; minimum vieillesse pour les personnes âgées - Handicapés français résidant à l'étranger : absence d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 ; carte d'invalidité ; allocation - Révision des tableaux des maladies professionnelles - Revendication des Français de l'étranger relative au droit à retraite anticipée pour les travailleurs ayant exercé sous un climat pénible ; liquidation des droits à pension à soixante ans par la Caisse de retraite des expatriés - Protection sociale des Français établis hors de France et présence française à l'étranger

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (25 avril 1980) (p. 1545).

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Cinéma-Théâtre dramatique** (n° **99**, tome **II**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1442) : absence d'amélioration de la situation des élus locaux - Notion du maire à plein temps - Revalorisation de l'indemnité - Refus de la création d'une caisse autonome de retraite et maintien de l'IRCANTEC - Conseillers municipaux et refus des vacations - Hypocrisie de la notion de gratuité des fonctions de maire - (p. 1443) : situation des conseillers généraux - Cumul excessif des mandats - Désintéressement des élus locaux.

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université [n° 95 (79-80)] - (23 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2978) : hostilité du groupe socialiste au texte en examen. Proposition de loi Seguin et amendement Rufenacht - (p. 2979) : principe de participation - Loi d'orientation de 1968 - Texte élaboré par M. Sauvage au nom de la commission des affaires culturelles du Sénat - Accès aux fonctions de président du Conseil d'Université et élection de ce président - Maîtres assistants et personnalités extérieures - Répartition des sièges entre les diverses catégories - (p. 2980) : rôle-clef des maîtres-assistants - Mandarinat - Opposition du groupe socialiste.

Avant l'art. unique (p. 2984) : sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'art. 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres), son sous-amendement n° 37 : participation de personnalités extérieures aux conseils ; rejeté - (p. 2986) : sur l'amendement n° 6 de la commission, son sous-amendement n° 31 : application des pourcentages aux seuls conseils d'université, à l'exclusion des conseils d'UER ; rejeté - (p. 2987) : sur le même amendement, son sous-amendement n° 41 : représentation aux conseils des diverses catégories de membres ;rejeté - Position du groupe socialiste sur l'inconvénient du principe des quotas - Proportion suggérée par la commission permanente des présidents d'université pour la catégorie des professeurs - Sur le même amendement n° 6, son sous-amendement n° 33 : représentation des autres personnels enseignants et chercheurs ; rejeté - Professeurs de l'enseignement du second degré exerçant dans les universités ; avocats et conseillers d'état - Sur le même amendement n° 6, son sous-amendement n° 32 : suppression de l'alinéa prévoyant, en cas d'adaptation des pourcentages, une proportion de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs ; rejeté ; et son sous-amendement n° 30 : modalités prévues pour l'adaptation éventuelle des pourcentages,et rôle des conseils scientifiques ; rejeté - (p. 2988) : sur le même amendement n° 6, son sous-amendement n° 34 : délégation de vote ; adopté - Absentéisme dans les conseils et limitation nécessaire des procurations - (p. 2991) : difficultés d'application des pourcentages aux conseils d'UER à faible effectif - (p. 2993) : son amendement n° 29 : suppression du quorum ; rejeté - Son amendement n° 44 : fixation du quorum à 25 pour cent des inscrits dans chaque collège électoral ;rejeté - Caractère discriminatoire du quorum - **Art. unique** (p. 2998) : sur l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : rééligibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs), son sous-amendement n° 35 : conditions de nomination d'un président n'ayant pas la qualité de professeur titulaire ; rejeté - Rôle des maîtres-assistants et accès aux fonctions de président d'université - (p. 2999) : sur l'amendement n° 8 de la commission, son sous-amendement n° 36, identique au sous-amendement n° 28 de Mme Danielle Bidard : suppression de la disposition réservant aux professeurs la direction des UER comprenant un troisième cycle ; rejeté - **Après l'art. unique** (p. 3000) : sur l'amendement n° 9 de la commission (délais d'application), son sous-amendement n° 38 : *renouvellement des conseils d'université selon les modes anciens jusqu'à l'élection du président selon les dispositions nouvelles* ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3006) : atteinte aux principes de participation et d'autonomie - Rejet des amendements socialistes - Opposition du groupe socialiste au texte en discussion.

— Proposition de loi portant validation d'actes administratifs [n° 336 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3277) : validation d'actes administratifs et abus de l'intervention du législateur sur l'action et le pouvoir de la juridiction administrative - Fréquence des textes concernant le ministère des universités et méthodes de gestion de ce département - Inscription à l'ordre du jour en fin de session - Non respect du principe de la séparation des pouvoirs ; intervention des lois dans le domaine réglementaire - Annulation par le conseil d'Etat du décret de création des comités techniques paritaires - prise en considération de la situation des personnels - Composition des comités techniques paritaires et prise en compte du motif d'annulation.

Art. unique (p. 3278) : ses amendements n° 4 : limitation de la validation des décisions individuelles ; rejeté et n° 5 : décret de création et prise en compte des motifs d'annulation du conseil d'Etat ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Cinéma, théâtre dramatique) - (p. 5282) : responsables de l'art dramatique et concertation avec le gouvernement ; regrette l'absence des parlementaires à cette « table ronde » - Augmentation des crédits aux théâtres nationaux ; cas de Chaillot - Equipements de prestige : Orsay et Beaubourg - Nécessité d'un meilleur équilibre Paris-Province - Situation économique et artistique du théâtre de Chaillot - (p. 5283) : réinstallation de la compagnie Renaud-Barrault au palais des glaces - Abandon de la reconstruction du théâtre de l'est parisien - Opérations culturelles de prestige et conséquences sur la décentralisation dramatique ; crédits consacrés aux centres dramatiques nationaux - Répartition des dépenses entre fonctionnement et création - Crédits accordés aux compagnies dramatiques par la commission de subvention ou « hors commission » - Désengagement progressif de l'Etat sur les pouvoirs locaux - Sort réservé à l'association technique pour l'action culturelle (ATAC) - Importance culturelle du théâtre privé ; simple actualisation des crédits au fonds de soutien du théâtre privé ; rapport « Un projet pour le théâtre » - (p. 5284) : abattement de TVA sur la durée d'une création dramatique - Facilités pour la constitution de réserves ou de provisions en franchise d'impôt - Comparaison avec l'Allemagne Fédérale - Cinéma ; réduction du taux de la TVA ; rapport entre cinéma et télévision - Diminution des crédits du cinéma ; centre national de la cinématographie ; institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) - Conservation du patrimoine cinématographique - Court métrage et festival de Cannes - Stabilisation de la fréquentation des salles - Concentration des salles et désert cinématographique en milieu rural et dans les banlieues - Asphyxie de la petite et moyenne exploitation cinématographique - Faiblesse des crédits accordés aux fédérations de ciné-clubs - Complémentarité entre cinéma public et cinéma privé ; déclassement de salles « Art et Essai » - Cinéma et nouvelles techniques audio-visuelles ; groupe de travail présidé par M. Nicolas Seydoux ; attribution de la carte de producteur aux chaînes de télévision - Réserves et approbation du budget du cinéma - (p. 5288) : développement de la musique symphonique légère à Radio-France

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5299) : amendement n° 197 de la commission des affaires culturelles : réduction indicative des crédits du Titre III ; Théâtre national de Chaillot ; adopté.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** (p. 6112) : son amendement n° 306 : taxe d'habitation et application progressive de l'abattement *général et spécial* à la base ; adopté - **Art. 42** *bis* (p. 6113) :

son amendement n° 305 : création par les conseillers municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie des emplacements publicitaires ; adopté - (p. 6114) : son amendement n° 307 : fixation du barème de la taxe sur les emplacements publicitaires en fonction de leur nature ; adopté - (p. 6115) : caractère modéré de la taxe proposée pour les entreprises d'affichage.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (6343) : importance des responsabilités et des attributions des collectivités locales et statut de l'élu départemental - Conditions d'exercice d'un mandat électif ; ressources personnelles et problème de l'âge ; composition des conseils - Dépôt d'une proposition de loi socialiste sur l'indemnité et la retraite des conseillers généraux - Nécessité d'un statut de l'élu local ; discussion de la loi sur les collectivités locales - Décentralisation de l'Etat et statut de l'élu local, départemental et régional - Etroitesse du texte proposé en ce qui concerne la participation aux réunions ; formation et indemnité - Conseillers généraux dans les villes et versement d'une indemnité mensualisée - (p. 6344) : proposition insuffisante d'un système d'indemnités journalières dans les limites d'un plafond - Caractère indispensable de l'indemnité mensualisée ; problème de fonctionnarisation - Problème de la retraite et caractère illusoire de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) - Inégalité instaurée entre les élus et les salariés - Indemnités journalières et faiblesse de la cotisation - Choix d'une caisse de retraite nationale pour l'ensemble des élus locaux et départementaux ; versements de pensions par les conseils généraux à leurs anciens membres - Persistance du problème du statut des maires - Regrette que ce débat important ait lieu en fin de session - Calcul électoraliste.

Art. 2 (p. 6346) : son amendement n° 2 : exercice de mandat de conseiller général et principe d'une indemnité de fonction de droit constituant pour le département une dépense obligatoire ; rejeté - **Art. 4** (p. 6348) : son amendement n° 3 : indemnités de fonction et référence aux indices de la fonction publique en fonction de la population départementale ; rejeté - (p. 6349) : gratuité des fonctions électives et importance des indemnités versées aux maires des grandes villes - **Art. 5** : son amendement n° 4 : possibilité de majoration d'indemnité pour certains conseillers généraux ; rejeté - **Art. 6 et 7** (p. 6350) : son amendement n° 5 : vote par le conseil général d'un crédit pour remboursement de frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux ; rejeté - **Art. 8** (p. 6351) : son amendement n° 6 : principe et modalités d'application du versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre ; retiré - Refus de la mensualisation de l'indemnité et problème posé pour les pensions de retraite - (p. 6352) : insuffisance de la pension versée par l'IRCANTEC - **Après l'art. 12** : son amendement n° 7 : éclatement du département de la Seine et règlement des pensions dûes aux conseillers généraux de la Seine ; adopté - Transformation d'une situation de fait en une situation légale - **Après l'art. 9** (p. 6353) : son amendement n° 8 : possibilité pour les conseillers généraux de s'affilier au régime de la sécurité sociale ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6354) : absence de définition d'un statut de l'élu du conseil général - Amendement permettant de créer le système de prévoyance pour les retraites des conseillers généraux - Abstention du groupe socialiste.

CAROUS (Pierre), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980 (p. 5278).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **327**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° **65**, 1980-1981) (30 octobre 1980) - **Procédure pénale.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi (n° **140**, 1980-1981) adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral (n° **167**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Conseils municipaux.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° **188**, 1980-1981) (16 décembre 1980) - **Procédure pénale.**

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de résolution (n° **90**, 1980-1981) de M. Christian Poncelet et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de **l'industrie textile** (n° **196**, 1980-1981) (18 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2813** (J.O. Débats 30 juillet 1980) (p. 3476) à M. le Premier ministre : les **régions (situation économique et sociale dans le Valenciennois).**

Questions orales avec débat :

n° **350** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre des Transports : les **automobiles** (feux de croisement en ville et ceintures de sécurité).

n° **415** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre du Commerce et de l'artisanat ; le **commerce (politique d'implantation des magasins à grande surface).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1443) : votera le projet de loi - Intérêt d'une réforme du régime des collectivités locales - Concertation entre le gouvernement et le Sénat - Absence de ressources nouvelles - Remboursement de la TVA - Débats budgétaires et nécessité de définir les ressources des collectivités locales - Décentraliation et résistance des administrations centrales - Caractère d'ébauche de la réforme proposée.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (4 novembre 1980) - Rapporteur - **Motions d'irrecevabilité** (p. 4359) : texte

gouvernemental et améliorations apportées par l'Assemblée Nationale - Travail important fourni par la commission des lois et souci d'aboutir à un texte conforme à la Constitution - (p. 4360) : saisine du Conseil constitutionnel - S'oppose à la motion n° I-2 de M. Charles Lederman tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement - (p. 4363) : texte adopté par l'Assemblée Nationale et améliorations que pourra y apporter le Sénat - Importance des travaux de la commission des lois - S'oppose à la motion n° I-3 de M. Edgar Tailhades tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement - **Discussion générale** (p. 4364) : texte gouvernemenal et modifications apportées au code pénal et au code de procédure pénale - (p. 4365) : émotion suscitée par le projet « sécurité et liberté » : atteintes à la liberté des personnes et non pas protection de celle-ci - Droit pénal et tendance générale à l'individualisation des peines et à la réinsertion sociale des délinquants : mesures de réduction des peines - Augmentation du sentiment d'insécurité : pillage des résidences secondaires, agressions de personnes âgées - Nécessité d'éviter les mesures individuelles de défense - Caractère dissuasif des sanctions pénales - Rôle du législateur et application objective de la loi - Nécessité du maintien de l'individualisation des peines ; liberté d'appréciation laissée au magistrat chargé de les prononcer - Protection des droits de la défense - Nécessité de limiter les détentions provisoires - Justification par la loi de la sanction des infractions - (p. 4366) : droit pénal français et principe de l'individualisation des peines : circonstances atténuantes, sursis, mesures de réduction des peines, circonstances aggravantes : port d'armes, récidive - Evolution du code pénal et évolution des moeurs - Aggravation du climat d'insécurité et augmentation de la délinquance grave et des crimes - Nécessité d'une peine proportionnée à la faute et établissement d'une fourchette des peines : rôle des magistrats dans le choix de celles-ci - Notion de certitude de la peine et effets dissuasifs de celle-ci sur les futurs délinquants - Evolution des moeurs et création de nouvelles incriminations : chantages téléphoniques - Echelle dans la sanction des infractions : les contraventions du domaine des tribunaux d'instance, les délits relevant des tribunaux correctionnels et les crimes déférés à la cour d'assises - Texte en discussion et décriminalisation de certaines infractions - Influence des circonstances aggravantes sur les sanctions prononcées - (p. 4367) : extension de la notion de récidive et pénalisation de celle-ci - Application des « peines plancher » à toutes les catégories de délits et cas particulier des délinquants primaires - Souveraineté de la cour de cassation - Principe de la personnalisation des peines - Evolution de la notion de sursis et conséquences du sursis à répétition : cas particulier du sursis avec mise à l'épreuve - Texte gouvernemental et atténuations apportées par la commission des lois - Modification du code de procédure pénale - Problème de la détention provisoire et non différenciation entre les détenus risquent une peine grave et ceux pouvant être acquittés ou relaxés - (p. 4368) : lenteur de la procédure judiciaire et remèdes proposés par le gouvernement - Cas du juge d'instruction et éventualité de son remplacement par une chambre d'accusation ; décision de l'Assemblée nationale de le maintenir en matière criminelle - Tribunaux correctionnels et procédure des flagrants délits ; intérêt de la procédure de la saisine directe au cas où les individus sont placés sous mandat de dépôt - Durée de la peine encourue et compétence des tribunaux correctionnels ou de la cour d'assises - Garanties de l'inculpé et rôle du juge d'instruction - Modification de la législation sur la police des chemins de fer et conséquences sur les manifestants - Cas particulier du tir aux pigeons - Problème des contrôles d'identité et conséquences de la non justification de celle-ci : atteinte à la liberté d'agir et de circuler - Désir des Français de voir améliorée leur sécurité - - Défense de la liberté et rôle du Sénat - (p. 4369) : améliorations apportées par la commission des lois au texte gouvernemental - **Question préalable** (p. 4377) : nécessité d'un débat de fonds sur ce texte - S'oppose à la motion n° I-1 de M. Charles Lederman tendant à opposer la question préalable demandant au Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion.

Suite de la discussion (7 (novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4519) : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - **Avant l'article 7 A** (p. 4521) : amendement n° I-84 de la commission des lois : délit ou contravention punis de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives ; rejeté - (p. 4525) : au sujet de la protection des jurés contre les violences et voie de fait, amendements de la commission n° 85 et 86 ; réservés - **Art. 7A** : s'oppose à l'amendement n° I-185 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article étendant la portée de l'incrimination d'association de malfaiteurs) - *Art. 265 du code pénal :* (p. 4526) : s'oppose à l'amendement n° I-8 de M. Félix Ciccolini (définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes) - (p. 4527) : amendement n° I-87 de la commission identique à l'amendement n° I-9 de M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs ; adopté - (p. 4528) : sanctions contre les intentions concrétisées par des actes matériels - (p. 4529) : amendement n° I-88 de la commission identique à l'amendement n° I-10 de M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'incrimination d'une association de malfaiteurs ayant permis l'exécution ou la tentative d'exécution d'un crime ; adopté - *Art. 266 du code pénal* (p. 4530) : amendement n° I-89 de la commission : détermination des peines pour constitution d'une association de malfaiteurs ; adopté - Sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° I-11 de M. Félix Ciccolini - Amendement n° I-90 de la commission : association de malfaiteurs et proxénétisme ; suppression de la référence à l'infraction relative à une fausse justification de ressources ; adopté - (p. 4531) : amendement n° I-91 de la commission identique à l'amendement n° I-13 de M. Félix Ciccolini : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au délit de « menace » ; adopté - Amendement n° I-93 de la commission : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés ; réservé - (p. 4532) : amendement n° I-94 de la commission : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au trafic de drogue ; adopté - Amendement de coordination n° I-205 de la commission ; adopté - (p. 4533) : Amendement n° I-92 de la commission : incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols aggravés ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-14 de M. Félix Ciccolini (incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols avec circonstances aggravantes) - (p. 4534) : amendement rédactionnel n° I-95 de la commission ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de forme n° I-203 du gouvernement - *Art. 267 du code pénal* (p. 4534) : s'oppose à l'amendement n° I-16 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant la complicité à l'action d'une association de malfaiteurs) - Amendement n° I-96 de la commission identique à l'amendement n° I-17 de M. Félix Ciccolini : complicité et aide volontaire à une association de malfaiteurs ; adopté - *Art. 268 du code pénal* (p. 4535) : s'oppose à l'amendement n° I-18 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite) et accepte, du même auteur, l'amendement n° I-168 (exemption de peine et dénonciation d'association de malfaiteurs ; suppression de la référence à l'identification des personnes en cause) - **Après l'art. 7A** (p. 4538) : amendement n° I-97 de la commission : aggravation des peines pour les auteurs de délits ayant recours à des tortures ou à des actes de barbarie ; adopté - **Avant l'art. 7** (p. 4539) : caractère inopportun d'un débat sur l'abolition de la peine de mort - Absence de jugement sur le bienfondé ou non de cette suppression - S'oppose à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de

mort) - (p. 4541) : abolition de la peine de mort et peine de substitution - **Art. 7** (p. 4544) : demande le rejet de l'amendement n° I-181 de M. Charles Lederman (suppression de cet article concernant les menaces faites aux personnes ou aux biens) - (p. 4545) : amendement n° I-98 de la commission : menaces, écrites ou verbales, contre les biens ou les personnes ; différenciation des peines ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Félix Ciccolini n° I-19 (assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole), n° I-20 (suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens), n° I-21 (répression des seules menaces d'atteintes grave aux personnes) et n° I-22 (répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition) - **Art. 8** (p. 4549) : s'oppose à l'amendement n° I-23 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant les menaces d'atteinte aux personnes ou aux biens constitutives de délit) - Amendement n° 1-99 de la commission : sanction des menaces constitutives d'un délit dans le cas d'un ordre ou de l'exigence d'une condition ; non application de ces dispositions pour la personne participant au service public de la justice ; adopté - Absence d'intention de réprimer certaines manifestations ; nécessité de faire face à tout acte de menace ou de violence.

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4562) : accepte l'amendement n° I-26 de M. Félix Ciccolini (montant minimum de la pénalité pour coups et blessures) - Amendement de coordination n° I-100 de la commission ; retiré - (p. 4563, 4564) : amendement n° I-101 de la commission : certificat médical ; adopté - Amendement n° I-102 de la commission : coups et blessures et incapacité de travail ; retiré - (p. 4565) : amendement n° I-103 de la commission : circonstances aggravantes ; adopté - Amendement n° I-104 de la commission : exclusion à cet article des violences à magistrat ; adopté - Amendement n° I-85 de la commission, précédemment réservé : violences à un magistrat ou à un juré ; adopté - (p. 4566) : amendement de forme n° I-105 de la commission ; adopté - Amendement n° I-106 de la commission : menaces ; adopté - Amendement n° I-108 de la commission : peines aggravées et utilisation d'une arme ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-204 du gouvernement (armes par nature ou par destination) - (p. 4567) : amendement n° I-109 de la commission, identique à l'amendement n° 1-29 de M. Félix Ciccolini : suppression de l'alinéa relatif à la circonstance aggravante de nuit ; adopté - Amendement n° I-110 de la commission : augmentation du maximum des peines en cas d'incapacité de travail de plus de huit jours ; adopté - Amendement n° I-111 de la commission : circonstances aggravantes et privation des droits civiques ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° I-192 du Gouvernement - (p. 4569) : tortures ou actes de barbarie et transformation des délits en crimes - *Art. 310 du code pénal* (p. 4570, 4571) : amendement n° I-112 de la commission : lésion grave ou définitive ou infirmité permanente ; devenu sans objet - (p. 4574) : amendement de forme n° I-113 de la commission ; adopté - *Art. 311 du code pénal :* amendement n° I-114 de la commission : abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels ; adopté - (p. 4575) : amendement de coordination n° I-115 de la commission ; adopté - **Art. 10** (p. 4577) : amendement n° I-116 de la commission : protection pénale de l'enfance martyre ; retiré - (p. 4579) : sur l'amendement n° I-116 de la commission, accepte le sous-amendement n°I-194 du gouvernement (renforcement de la pénalité prévue) - Sursis à répétition, évoqué par M. *Jacques Larché* et mauvais traitements à enfants - (p. 4582) : sur l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), sous-amendement n° I-206 de la commission : abaissement de la peine minimum ; adopté - (p. 4583) : accepte le paragraphe II de l'amendement n° I-67de M. Edouard Bonnefous (droit pour les associations de se porter civile) - Sur le paragraphe III de ce même amendement (délit de non dénonciation), accepte le sous-amendement n° I-207 de M. Paul Pillet (abaissement des pénalités pour non dénonciation) - **Après l'art. 10** (p. 4586) : s'oppose à l'amendement n° I-38 de M. Félix Ciccolini (menaces à témoin) - **Art. 10** *bis:* amendement n° I-117 de la commission identique à l'amendement n° I-39 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article relatif à la violation de domicile ; adopté - **Art. 11** : s'oppose à l'amendement n° I-40 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article relatif au vol) - (p. 4589) : amendement n° I-118 de la commission, identique à l'amendement n° I-41 de M. Félix Ciccolini : abaissement des pénalités pour les vols simples ; adopté - Peine de prison et ou peine d'amende - (p. 4591) : amendement n° I-119 de la commission, identique à l'amendement n° I-42 de M. Félix Ciccolini : suppression de la phrase relative à la récidive ou un vol d'un objet exposé à la libre prise du public ; adopté - *Art. 382 du code pénal :* amendement n° I-120 de la commission : effraction extérieure ou intérieure ; adopté - (p. 4592) : s'oppose à l'amendement n° I-43 de M. Félix Ciccolini (suppression parmi les circonstances aggravantes de l'entrée par ruse) - (p. 4593) : s'oppose à l'amendement n° I-44 de M. Félix Ciccolini (locaux protégés) - (p. 4594) : accepte les amendements identiques n° I-45 de M. Félix Ciccolini, n° I-160 du gouvernement et n° I-165 de M. Paul Pillet (suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'utilisation d'une arme simulée) - Amendement n° I-121 de la commission : circonstances aggravantes du vol et violences avec ou sans incapacité de travail ; adopté - (p. 4595) : amendement n° I-122de la commission : montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens ; adopté - Crimes, délits et contraventions ; compétence des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - Amendement rédactionnel n° I-123 de la commission ; adopté - (p. 4597) : amendement n° I-124 de la commission : abaissement de 10 à 7 ans du maximum de l'emprisonnement pour les cas les plus graves de vol ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-47 de M. Félix Ciccolini (peines criminelles et compétence des cours d'assises pour les cas les plus grave de vol) - Accepte l'amendement n° I-195 du gouvernement (peines criminelles pour les vols avec trois ou quatre circonstances aggravantes) - *Art. 383 du code pénal* Amendement rédactionnel n° I-125 de la commission : point de départ de l'interdiction des droits civiques ; adopté - *Art. 384 du code pénal* (p. 4599) : amendement n° I-126 de la commission : arrêt de travail et incapacité totale de travail personnel ; adopté - Amendement n° I-127 de la commission, identique à l'amendement n° I-48 de M. Félix Ciccolini : suppression de la notion de menaces d'usage d'une arme par destination ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-161 du gouvernement (peine criminelle pour le vol avec port d'arme) - *Art. 385 du code pénal* (p. 4600) : s'oppose à l'amendement n° I-49 de M. Félix Ciccolini (notion de bande organisée et répétition des vols).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** (p. 4617) : s'oppose à l'amendement n° I-50 de M. Félix Ciccolini (menace d'extorsion et suppression de la notion de renonciation) - Amendement n° I-128 de la commission des lois : menace d'extorsion et modification du plancher des peines ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-51 de M. Félix Ciccolini (suppression de la notion de tentative d'extorsion) - (p. 4618) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de M. Félix Ciccolini (sanction des pratiques de justice privée ; cas des surveillants privés) - **Art. 12** *bis* (p. 4619) : amendement n° I-129 de la commission : suppression de l'article concernant les sanctions pour banqueroutes ; adopté - **Art. 13** - *Art. 434 du code pénal* (p. 4621) : amendement n° I-130 de la commission identique à l'amendement n° I-53 de M. Félix Ciccolini : destruction et détérioration des objets mobiliers ou immobiliers et non sanction des infractions légères ; adopté - (p. 4623) : amendement n° I-131 de la commission identique à l'amendement n° I-55 de M. Félix Ciccolini : destruction ou détérioration et suppression de la notion d'acte commis par plusieurs personnes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-162 du gouvernement (sanctions visant les destructions ou détériorations commises par plusieurs personnes à l'exception des destructions légères) et à l'amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini (destruction ou détérioration commise, par plusieurs personnes ; suppression des sanctions) - (p. 4626) :

amendement n° I-132 de la commission : protection des témoins et de l'ensemble des personnes participant personnellement ou occasionnellement au service public de la justice ; adopté - *Art. 435 du Code pénal* : amendement n° I-133 de la commission : substitution de la notion d'objet mobilier ou bien immobilier à celle de bien quelconque ; réduction des sanctions pour les dommages bénins ; adopté - (p. 4633) ; amendement n° I-134 de la commission : destruction ou dégradation volontaire par substances explosives et limitation de l'aggravation des peines ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-59 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M.Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de la notion de co-auteur et de complice) - Amendement de coordination n° I-135 de la commission ; adopté - *Art. 435-1 du Code pénal* (p. 4634) : Amendement de coordination n° I-136 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement de forme n° I-196 du gouvernement - *Art. 437 du code pénal :* amendement de coordination n° I-137 de la commission ; adopté - Amendement n° I-138 de la commission : destruction ou détérioration par substances explosives ou incendiaires et suppression de la notion de lésion grave et définitive ; adopté - (p. 4635) : Amendement de forme n° I-139 de la commission ; adopté - **Art. 7A** *(suite)* - *Art. 266 du code pénal* (p. 4636) : s'oppose à l'amendement n° I-12 précédemment réservé de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes) - Amendement n° I-93 de la commission, précédemment réservé : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés ; adopté - (p. 4637) ; punition limitée aux associations de malfaiteurs commettant des actes graves - **Art. 13** *bis :* Amendement n° I-140 de la commission : suppression de cet article relatif au tir aux pigeons vivants ; adopté - **Art. 14 :** Amendement de coordination n° I-141 de la commission ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 4638) : amendement n° I-142 de la commission : délit aggravé de recel et détermination des peines ; adopté - (p. 4639) : Amendement de coordination n° I-143 de la commission ; adopté - **Art. 16 :** amendement n° I-144 de la commission : incrimination d'actes commis volontairement pour faire dérailler des véhicules ou provoquer leur collision et exclusion des actes de dérangement ; adopté - **Après l'art. 16 :** Amendement de coordination n° I-145 de la commission ; adopté - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4641) : s'oppose aux amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains) - (p. 4644) : amendement n° I-146 de la commission : suppression des dispositions de cet article relatives aux destructions et dommages aux voies et installations ; adopté - Amendement n° I-86, précédemment réservé, de la commission ; peines pour dommages volontaires aux biens destinés à l'utilisation publique ; augmentation du montant des amendes ; adopté - (p. 4646) :amendement d'harmonisation n° I-147 de la commission ; adopté - Amendement n° I-148 de la commission : entraves à la circulation des trains et suppression de la notion d'alternance des peines ; retiré - Amendement n° I-149 de la commission : application des règles de droit commun à la récidive correctionnelle ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-65 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M.Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article concernant les entraves à la circulation des trains) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-188 de M. Félix Ciccolini,soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article relatives à l'incrimination des tentatives d'entrave à la circulation des trains) - **Art. 9** *(suite)* (p. 4648) : amendement n° I-107 de la commission, identique à l'amendement n° I-28 précédemment réservé de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article introduisant la notion de circonstance aggravante en cas de commission des voies de fait ou des violences par plusieurs personnes ; adopté - **Art. 3** (p. 4649) : s'oppose à l'amendement n° I-179 de M. Charles Lederman (suppression de cet article élargissant les cas de récidive en matière correctionnelle) - (p. 4650) : amendement n° I-71 de la commission : récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature ; rejeté - (p. 4655) : sur cet amendement n° I-71 s'oppose au sous-amendement n° I-208 de M. Jacques Eberhard (suppression des délits de menaces des cas de récidive) - (p. 4657) :accepte les amendements n° I-190 de M. Etienne Dailly (suppression des menaces du champ de la récidive) et n° I-155 de M. Marcel Rudloff (suppression des dispositions de cet article relatives au chantage).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** (p. 4674) : s'oppose à l'amendement n° I-5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant les délits et peines planchers incompressibles et les circonstances atténuantes et aggravantes) - *Art. 463-1 du code pénal :* amendement n° I-72 de la commission des lois : délits et principe des peines planchers ; distinction entre les délinquants primaires et les autres ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-199 du Gouvernement (application du système des peines planchers aux délits de violence graves) - *Art. 463-2 du code pénal* (p. 4678) : amendement n° I-73 de la commission : infractions graves commises par les détenus en permission et aggravation des sanctions ; adopté - *Art. 463-3 du code pénal :* amendement n° I-74 de la commission : infractions commises par les détenus en permission ; absence d'effet cumulatif entre le système d'aggravation des peines et les règles de la récidive ; adopté - **Art. 5** *bis* (p. 4679) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution) - (p. 4681) : amendement n° I-75 de la commission : gravité des infractions et système des peines de substitution ; adopté - **Art. 5** *ter* (p. 4683) : amendement n° I-76 de la commission : suppression de cet article prévoyant le cas d'octroi d'une dispense de peine ou d'un ajournement du prononcé de celle-ci ; adopté - **Avant l'art. 6 :** amendement n° I-77 de la commission : non révocation du sursis pour une condamnation à une amende ; retiré au profit de l'amendement n° I-202 du Gouvernement - Amendement n° I-78 de la commission : possibilité d'une révocation partielle ou totale d'un sursis ; adopté - (p. 4684) : amendement n° I-79 de la commission : condamnation à une amende ferme et non révocation d'un sursis avec mise à l'épreuve ; adopté - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° I-7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis) - (p. 4685) : volonté d'éviter le « sursis à répétition » - *Art. 747-1 du code de procédure pénale* (p. 4686) : amendement n° I-80 de la commission : cas d'octroi du sursis et détermination des infractions de violence concernées ; adopté - (p. 4687) : accepte l'amendement n° I-158 de M. Marcel Rudloff (octroi du sursis et chantage avec violence) - *Art. 747-2 du code de procédure pénale :* amendement n° I-81 de la commission : conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge ; adopté - (p. 4693) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-209 de M. François Collet (non prononcé du sursis simple pour condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à 1 mois) - *Art. 747-3 du code de procédure pénale* (p. 4695) : amendement n° I-82 de la commission : condamnation à une courte peine d'emprisonnement et bénéfice éventuel du sursis avec mise à l'épreuve ; adopté - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* (p. 4696) : amendement n° I-83 de la commission : suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 4697) : accepte l'amendement n° I-167 de Mme Cécile Goldet (extension aux contraventions de la 5e classe de la règle du non-cumul applicable aux crimes et délits) - (p. 4698) : accepte l'amendement n° I-175 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis) - (p. 4699) : s'oppose à l'amendement n° I-191 de

M. Etienne Dailly (condamnation antérieure à des peines d'emprisonnement et non octroi du sursis avec mise à l'épreuve) - **Après l'art. 17** (p. 4700) : amendement n° I-150 de la commission : échelle des peines pour violences graves faites aux jurys, magistrats, et personnes particulièrement vulnérables ; adopté - (p. 4701) : accepte l'amendement n° I-177 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse) - (p. 4702) : au sujet de l'abolition de la loi anti-casseurs, s'oppose aux amendements n° I-183 de M. Charles Lederman et n° I-37 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 18** (p. 4704) : amendement n° I-151 de la commission : automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence aux crimes de meurtres et d'assassinats ; adopté - Accepte l'amendement n° I-159 de M. Marcel Rudloff (automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence au chantage) - S'oppose à l'amendement n°I-66 de M. Jean Geoffroy (qualification juridique de l'infraction et suppression de l'application automatique du régime de sûreté) - **Avant l'art. 19** (p. 4706) : s'oppose à l'amendement n° I-68 de M. Jean Geoffroy (permissions de sortir et libérations conditionnelles ;décision d'une juridiction spéciale) - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° I-187 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux) - (p. 4709) ; amendement n° I-152 de la commission : permissions de sortir et libérations conditionnelles mécanismes de décision de la commission de l'application des peines ; adopté - (p. 4710) : au sujet des décisions du juge de l'application des peines et des mécanismes du recours fait par le procureur de la République, s'oppose aux amendements de M. Jean Geoffroy n° I-172 et n° I-163, soutenus par M.Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 4711) : sur l'amendement n° I-152 de la commission, accepte le sous-amendement n° I-297 du Gouvernement (conciliation des mesures de permissions et de libérations conditionnelles avec celles concernant les périodes de sûreté) - **Art. 20** (p. 4714) : amendement n° I-154 de la commission : permissions de sortir et décisions du juge de l'application des peines ; interventions de la commission de l'application des peines pour certaines infractions ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de coordination n° I-198 du gouvernement - (p. 4715) : s'oppose aux amendements n° I-189 de Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir) et n° I-69 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article concernant l'intervention du procureur de la République dans les décisions relatives aux permissions de sortir) - Octroi des permissions de sortir et caractère néfaste d'un système les excluant pour certains détenus - **Après l'art. 20** (p. 4724) : s'oppose à l'amendement n° I-173 de M. Jean Geoffroy (libérations conditionnelles et pouvoir du juge de l'application des peines) - **Avant l'art 21** (p. 4725) : accepte l'amendement n° II-173 de M. Marcel Rudloff (pouvoir du procureur de la République de demander des enquêtes de personnalité).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4738) : s'oppose à l'amendement n° II-146 de M.Etienne Dailly (prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours) - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : s'oppose à l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Après l'art. 22** (p. 4741) : s'oppose à l'amendement n° II-2 de M. Edgar Tailhades (procédure de nouvelle comparution et caractère exécutoire de l'ordonnance du juge d'instruction) - **Après l'art. 23** *bis :* s'oppose à l'amendement n° II-3 de M. Edgar Tailhades (suppression, parmi les causes de détention, de la nécessité de préserver l'ordre public) - (p. 4742) : s'oppose à l'amendement n° II-4 de M. Edgar Tailhades (durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle) - S'oppose à l'amendement n° II-5 de M. Edgar Tailhades (suppression des alinéas du code de procédure pénale relatifs à l'appel interjeté par le ministère public) - **Après l'art. 24 :** s'oppose à l'amendement n° II-140 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (formalités d'exécution de la garde à vue et sanction des irrégularités par la nullité de la procédure) - **Art. 25** *ter* (p. 4743) : s'oppose à l'amendement n° II-6 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article attribuant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences) - (p. 4744) : s'oppose à l'amendement n° II-7 de M. Edgar Tailhades (détermination annuelle du nombre des audiences et de la composition des chambres) - Accepte l'amendement n° II-159 du Gouvernement (consultation du procureur de la République préalable à la détermination du nombre des audiences correctionnelles et de la composition des chambres) - **Avant l'art. 26 :** s'oppose à l'amendement n° II-8 de M. Edgar Tailhades (compétence du président du tribunal, substituée à celle du parquet, pour composer l'audience) - **Art. 26** *bis :* s'oppose à l'amendement n° II-9 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article réduisant la compétence de l'assemblée générale de la cour au profit de celle du premier président) - (p. 4745) : s'oppose à l'amendement de coordination n° II-10 de M. Edgar Tailhades - Accepte l'amendement de coordination n°II-160 du Gouvernement (consultation du procureur général) - **Art. 27 :** accepte l'amendement n° II-128 de M. Edgar Tailhades (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation de statuer dans un délai de deux mois), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° II-202 de la commission : fixation de ce délai à trois mois ; adopté - **Art. 28** (p. 4746) : amendement n° II-63 de la commission : suppression de cet article interdisant la publication par les médias de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale avant leur déposition, sauf accord écrit de leur part ; adopté - Liberté de la presse - **Art. 28** *bis :* amendement n° II-66 de la commission : assouplissement des conditions d'autorisation des prises de vues ; adopté - (p. 4748) : amendement n° II-64 de la commission : réduction du montant maximum de l'amende en cas d'infraction ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° II-11 (interdiction facultative, et non automatique, de l'emploi à l'audience de tout appareil permettant d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image) et n°II-12 (suppression de l'obligation de recueillir le consentement des personnes dont l'image serait fixée ou transmise) - **Après l'art. 28** *bis :* s'oppose à l'amendement n° II-141 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (transcription intégrale par sténotypie des débats devant la cour d'assises et le tribunal correctionnel jugeant les auteurs des infractions de violence mentionnées à l'article 720-2du code de procédure pénale) - **Art. 28** *ter :* amendement de coordination n° II-65 de la commission : suppression parmi les dispositions abrogées, de l'article 308 du code de procédure pénale ; réservé ; puis adopté - Enregistrement sonore des débats de cour d'assises - (p. 4749) : photographies dans les couloirs et aux abords des palais de justice, évoquées par M. Marcel Rudloff - **Avant l'art. 29 :** s'oppose à l'amendement n° II-155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère obligatoire de l'enquête de personnalité en matière de délits punis d'une peine supérieure à cinq ans) - **Art. 29** (p. 4750) : s'oppose à l'amendement n° II-13 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (maintien des articles 71 à 71-3 du code de procédure pénale dans une nouvelle rédaction relative au délit flagrant) - Saisine directe - (p. 4751) :s'oppose à l'amendement n° II-14 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (limitation de la procédure du flagrant délit de l'article 71 du code de procédure pénale aux délits de coups, de vols et de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) - (p. 4752) : s'oppose à l'amendement n° II-15 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (exclusion de la procédure de flagrant délit lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction) - **Art. 30 :** amendement rédactionnel n° II-67 de la commission ;

réservé (p. 4752) ; puis adopté (p. 4780) - **Après l'art. 30** (p. 4753) : s'oppose à l'amendement n° II-129 de M.Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la cour de sûreté de l'Etat) - **Art. 31 :** accepte la réserve jusqu'après l'examen de l'art. 32, de l'amendement n° II-17 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article relatif à l'intitulé « De la saisine directe ») - (p. 4754) :demande la réserve jusqu'après l'examen de l'art. 32 de l'amendement n° II-13 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la procédure de flagrant délit et abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs à cette procédure) - **Art. 32 :** amendement rédactionnel n° II-68 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-131 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe) - S'oppose également à l'amendement n° II-18 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale, relatifs à la procédure de flagrant délit) - *Art. 393 du code de procédure pénale* (p. 4757) : amendement n° II-69 de la commission : pouvoir d'appréciation du procureur de la République sur la nécessité ou non d'ouvrir une information ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-20 (saisine directe et procédure de flagrant délit), n° II-19 (cas de délit flagrant), et n° II-21 (limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas trois ans) - (p. 4758) : s'oppose également aux amendements de M.Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus Schmidt, n° II-142 (limitation de la procédure de saisine directe au cas où la peine encourue n'excède pas deux ans, sauf accord de l'intéressé) et n° II-22 (exclusion de la saisine directe lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction poursuivie) - Durée de la peine encourue et procédure de saisine directe - Présence de l'avocat - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4760) : s'oppose à l'amendement n° II-162 du Gouvernement (conditions d'utilisation de la saisine directe) - Amendement n° II-71 de la commission : limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement ; adopté - (p. 4761) : s'oppose à l'amendement n° II-122 de M. Paul Pillet (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'excède pas deux ans d'emprisonnement, sauf consentement exprès du prévenu) - Sur l'amendement n° II-71 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° II-163 du Gouvernement (peine prévue, et non peine encourue) - (p. 4763) : récidive et consultation du casier judiciaire - S'en remet finalement à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° II-163 du Gouvernement - (p. 4766) : s'opose à l'amendement n° II-24 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour le prévenu étranger de demander l'assistance d'un médecin et d'un interprète) - Amendement n° II-72 de la commission : comparution le jour même devant le tribunal ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-25 (suppression de l'alinéa relatif à la rétention) et n° II-26 (saisine immédiate du magistrat qui statuera : habeas corpus - *Art. 396 du code de procédure pénale* (p. 4768) : amendement n° II-73 de la commission : octroi d'un délai pour la préparation par le prévenu de sa défense ; adopté - Amendement n° II-74 de la commission : possibilité pour le tribunal d'ordonner un supplément d'information ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-28 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil) - Supplément d'information et ouverture d'une information - (p. 4769) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-29 (transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information), n° II-30 (possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information) et n° II-31 (renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4770) : s'oppose à l'amendement n° II-39 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (décision du tribunal sur la mise en liberté du prévenu) - (p. 4771) : s'oppose à l'amendement n° II-32 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de délivrance du mandat de dépôt limitée, sauf cas de délit flagrant, aux cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement) - Estime inutile l'amendement rédactionnel n° II-112 du Gouvernement - (p. 4773) : amendements n° II-75 et n° II-76de la commission : effet du mandat de dépôt en cas d'appel ; adoptés - Amendement n° II-77 de la commission : effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal ; adopté - (p. 4774) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-33 (effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal) et n° II-34 (possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire en cas de renvoi de l'affaire) - Sur l'amendement n° II-77 de la commission, accepte le sous-amendement n° II-164 du Gouvernement (possibilité de détention provisoire, même si la peine encourue est inférieure à deux ans) - *Art. 397-1 du code de procédure pénale* (p. 4775) : amendement de coordination n° II-78 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-35 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (assistance obligatoire d'un avocat) - *Art. 397-2 du code de procédure pénale* (p. 4776) : amendement de forme n° II-79 de la commission ; adopté - *Art. 397-3 du code de procédure pénale :* s'oppose à l'amendement n° II-36 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (durée d'effet du mandat de dépôt limitée à 24 heures) - Amendement n° II-80 de la commission : durée d'effet du mandat de dépôt portée à quatre jours ; adopté - (p. 4777) : amendement de coordination n° II-81 de la commission ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° II-166 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° II-37 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (détention provisoire et possibilité d'appel) - *Art. 397-4 du code de procédure pénale* (p. 4778) : amendement n° II-82 de la commission : contrôle judiciaire ou détention provisoire et décision de mise en liberté ; adopté - Sur cet amendement, accepte partiellement les sous-amendements du Gouvernement n° II-167 et n° II-168 (allongement des délais de décision du tribunal et de la cour d'appel en cas de demande de mise en liberté) - *Art. 397-5 du code de procédure pénale* (p. 4780) : amendement n° II-83 de la commission : jugement au fond ; adopté - Amendement n° II-84 de la commission : mise en liberté d'office ; adopté - **Art. 30** *(suite) :* amendement rédactionnel n° II-67 précédemment réservé, de la commission ; adopté - **Art. 33** (p. 4781) : amendement n° II-85 de la commission, de rectification d'une erreur matérielle ; adopté - **Après l'art. 33 :** s'oppose à l'amendement n° II-156 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (assistance obligatoire d'un avocat ou d'un conseil lorsque la peine encourue excède cinq ans d'emprisonnement même en matière correctionnelle) - **Avant l'art. 36** (p. 4782) : s'oppose à l'amendement n° II-41 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (délai de convocation du conseil et possibilité pour lui d'obtenir une copie du dossier) - (p. 4783) : s'oppose à l'amendement n° II-42 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (procédure de renvoi devant la cour d'assises) - (p. 4784) : accepte l'amendement n° II-194 du Gouvernement (ordonnance de renvoi partiel ou de transmission partielle des pièces) - Accepte l'amendement n° II-115 de M. Marcel Rudloff (suppression des tâches de remplacement des magistrats affectés à la chambre d'accusation) - (p. 4785) : accepte l'amendement n° II-147 de M. Etienne Dailly (pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 37** *bis* (p. 4793) : amendement N° II-100 de la commission des lois : suppression de cet article attribuant compétence au premier président pour répartir les affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel ; adopté -

(p. 4794) : s'oppose à l'amendement N° II-51 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel selon des critères territoriaux définis par l'assemblée générale de la cour d'appel) - **Art. 38 A** (p. 4794) : amendement de forme N° II-101 de la commission ; adopté - **Art. 38 C** : s'oppose à l'amendement N° II-52 de M. Edgar Tailhades,soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (recrutement des jurés d'assises et condition d'âge ramenée à 18 ans) - **Art. 38 D** : amendement rédactionnel N° II-102 de la commission ; adopté - **Art. 38 F** (p. 4795) : amendement N° II-103 de la commission : augmentation de l'effectif des listes de jurés suppléants des cours d'assises ; adopté - **Art. 38** : amendement N° II-104 de la commission : suppression de cet article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés ; adopté - Atteinte à l'exercice du droit de récusation - Exemple de l'importance de la connaissance du domicile des jurés - Rôle de l'avocat - **Art. 39** (p. 4797) : amendement N° II-105 de la commission : enregistrement sonore des débats d'assises et non prescription à peine de nullité ; adopté - (p. 4798) : sur cet amendement accepte le sous-amendement N° II-204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt repris par la commission (extension de l'utilisation de l'enregistrement sonore des débats d'assises aux besoins de la cour d'assises elle-même) - (p. 4799) : amendement N° II-205 de la commission : enregistrement sonore intégral des débats d'assises ; adopté - (p. 4800) : s'oppose à l'amendement N° II-123 de MM. Louis Virapoullé et Paul Pillet (enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises) - **Avant l'article 41** (p. 4801) : s'oppose à l'amendement N° II-179 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal) - (p. 4802) : accepte l'amendement N° II-185 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (délit d'audience commis par l'avocat et poursuites devant le conseil de l'ordre sous le contrôle de la cour d'appel) - **Art. 42** (p. 4803) : s'oppose à l'amendement N° II-54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (répression des illégalités reprochées à un magistrat, un maire ou un adjoint, après constatation par la juridiction saisie des faits d'origine et suppression de l'extension de ces dispositions aux officiers de police judiciaire) - **Après l'article 44** : s'oppose à l'amendement N° II-132 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de l'interdiction de séjour) - Demande le retrait de l'amendement N° II-180 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jacques Habert (code de la route et suppression des dispositions relatives à la suspension du permis de conduire ou à l'interdiction de sa délivrance ordonnée par le préfet) - **Art. 45** (p. 4804) : s'oppose à l'amendement N° II-133 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article complétant les dispositions relatives à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières) - Amendement N° II-106 de la commission : forme du recours en cassation contre l'ordonnance du juge autorisant la prolongation de la détention ou du maintien des étrangers en instance d'expulsion ; adopté - Amendement N° II-107 de la commission : limitation en tout état de cause à sept jours de la durée de la détention ou du maintien administratif des étrangers expulsés ou refoulés aux frontières françaises ; adopté - Sur l'amendement N° II-106, accepte le sous-amendement N° II-169 du gouvernement (décision sur le recours en cassation prise par le président de la chambre criminelle ou son délégué mais pas par la formation collégiale ; recours en cassation non suspensif) - **Après l'article 45** (p. 4805) : s'oppose à l'amendement N° II-55 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (expulsion et refoulement des étrangers ; contrôle judiciaire) - Amendement de coordination N° II-108 de la commission ; adopté - Délai de détention et organisation du recours en cassation - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° II-171 du gouvernement (formation du recours en cassation devant le président de la chambre criminelle ou le magistrat délégué par lui) - (p. 4807) : s'oppose à l'amendement N° II-190 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (décret d'extradition et caractère suspensif du recours en Conseil d'Etat) - (p. 4809) : accepte les amendements de MM. François Collet et Jean Chérioux N° II-191 (périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux) N° II-192 (statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) et N° II-193(sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) - **Après l'article 47** (p. 4810) : accepte l'amendement N° II-56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (décision du président du tribunal de grande instance et droit de sortie des établissements de soins accordé aux malades mentaux) - **Avant l'article 36** *(suite)* : accélération nécessaire de la procédure criminelle - Déroulement de l'instruction : augmentation des pouvoirs des magistrats des chambres d'accusation ou saisine directe de la chambre d'accusation - (p. 4815) : accepte les amendements du gouvernement précédemment réservés N° II-206 (rôle du président de la chambre d'accusation dans les cours d'appel comptant moins de trois chambres) et N° II-207 (contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation) - **Art. 36** (p. 4817) : s'oppose à l'amendement N° II-43 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article tendant à modifier la procédure d'instruction criminelle ; compétence et pouvoirs du juge d'instruction et de la chambre d'accusation ; possibilités et délais de recours) - Accepte l'amendement N° II-208 du gouvernement (procédure criminelle et délais à l'expiration desquels celle-ci est transférée par son président à la chambre d'accusation) - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-210 de la commission : possibilité pour les trois parties de requérir la transmission du dossier à la chambre d'accusation ; adopté et sous-amendement N° II-211 de la commission :suppression des mots « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » ; adopté - (p. 4818) : sur ce même amendement N° II-208,accepte le sous-amendement rédactionnel N° II-212 de M. Louis Virapoullé - Amendement N° II-90 de la commission : saisine de la chambre d'accusation et nécessité d'un « arrêt spécialement motivé d'après les éléments de l'espèce » ; adopté - (p. 4819) : accepte l'amendement N° II-209 du gouvernement (dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation ; possibilité de renvoi du dossier de la procédure soit au juge précédemment saisi, soit à tout autre) - Amendement rédactionnel N° II-91 de la commission : retiré - S'oppose à l'amendement N° II-119 de M. Marcel Rudloff soutenu par M. Paul Pillet (dessaisissement du juge d'instruction et inopportunité du saisissement du dossier par la chambre d'accusation) - (p. 4820) : amendement N° II-92 de la commission : détention provisoire et contrôle judiciaire et continuité de la compétence du juge d'instruction ; adopté - Demande le rejet de l'amendement N° II-47 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article limitant les cas de pourvoi devant la cour de cassation des arrêts de la chambre d'accusation) - (p. 4821) : amendement N° II-95 de la commission : « recours » devant la chambre d'accusation : adopté - Amendements rédactionnels N° II-152 et N° II-153 de la commission ; adoptés - Amendement de coordination N° II-154 de la commission ; adopté - Amendement N° II-96 de la commission : suppression du texte présenté pour l'article 196-7 du code de procédure pénale concernant les modalités de la poursuite de l'information par le juge d'instruction ; adopté - **Après l'article 36** : accepte l'amendement N° II-157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de faire appel de l'ordonnance statuant sur la restitution des objets saisis) - (p. 4822) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-121 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (composition de la chambre d'accusation) - (p. 4823) : accepte l'amendement N° II-48 de M. Edgar Tailhades,

soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier) - S'oppose à l'amendement N° II-150 de M. Henri Goetschy soutenu par M. Adolphe Chauvin (audience publique dans les chambres d'accusation) - Amendement N° II-98 de la commission : déroulement des débats devant la chambre d'accusation adopté - (p. 4824) : s'oppose à l'amendement N° II-151 de MM. Henri Goetschy et Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non récidiviste) - (p. 4825) : s'oppose à l'amendement N° II-50 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (détention provisoire des mineurs et nécessité d'une périodicité plus grande des rapports les concernant) - **Art. 37** : amendement N° II-99 de la commission : délai de mise en accusation ; adopté - **Après l'article 37** (p. 4827) : accepte l'amendement N° II-149 de M.Etienne Dailly (pourvois formés contre les arrêts de mise en accusation et délais dans lesquels doit statuer la chambre criminelle de la cour de cassation) - **Après l'article 47** (p. 4828) : contrôles d'identité et conséquences du refus de s'y soumettre - Souci manifesté par la commission des lois de protéger la liberté et la dignité de l'individu - S'oppose à l'amendement N° II-134 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route) - **Art. 47** *ter* (p. 4835) : s'oppose à l'amendement N° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle et impossibilité de justifier son identité ; octroi d'un délai de 48 h pour se présenter devant l'officier de police judiciaire).

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4851) : amendement N° II-110 de la commission des lois : principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt N° II-174 (limitation à trois heures de la détention accordée à l'officier de police judiciaire pour vérification d'identité), N° II-175 (droit de prévenir sa famille ou son avocat et à l'assistance d'un médecin et d'un interprète) et N° II-176 (droit de l'intéressé à comparaître devant le magistrat compétent) - (p. 4855) : nécessité d'intervention du procureur de la République - (p. 4860) : sur l'amendement N° II-110 de la commission,s'oppose au sous-amendement N° II-213 du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public) - (p. 4861) : sur ce même amendement N° II-110, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° II-197 du gouvernement (contrôle d'identité et pouvoir de l'agent de police judiciaire adjoint) - (p. 4862) : toujours sur l'amendement N° II-110, s'oppose au sous-amendement N° II-172 du gouvernement (droit de l'intéressé d'en référer au procureur de la République et possibilité de poursuivre ou de mettre fin à la rétention pour contrôle d'identité) - (p. 4863) : comparution exceptionnelle de l'intéressé devant le procureur de la République - **Après l'article 47** *ter* (p. 4864) : amendement N° II-111 de la commission : modalités de présentation du procès-verbal de contrôle d'identité et rôle du procureur de la République ; interdiction d'une mise en mémoire sur fichier automatisé ; adopté - Sur cet amendement,accepte le sous-amendement N° II-198 du gouvernement (précisions sur le jour et l'heure de la fin de la mesure de rétention) - **Art. 47** *quater* (p. 4866) : s'oppose aux amendements identiques N° II-60 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, N° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-183 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité) - Accepte l'amendement N° II-199 du gouvernement (refus de se prêter aux opérations de contrôle d'identité et suppression de la qualification de délit) ainsi que l'amendement N° II-158 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Paul Pillet (suppression des dispositions des articles faisant référence à la tentative d'empêcher un contrôle d'identité) - (p. 4867) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-200 de coordination du gouvernement - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : s'oppose aux amendements identiques N° II-138 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont, N° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-184 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité) - Amendement de coordination N° II-203 de la commission ; adopté - **Après l'article 47** *sexies* (p. 4869) : s'oppose aux amendements de M. Henri Caillavet N° II-186 (montant des condamnations pécuniaires et durée de la contrainte par corps), N° II-187 (extinction de la dette-caution et fin de la contrainte par corps), N° II-188 (contrainte par corps et possibilité d'une mesure de mise en liberté provisoire) et N° II-189 (fixation par le président du tribunal de la caution libératoire d'une contrainte par corps) - (p. 4871) : amendement N° II-38 de la commission : garde à vue et surveillance médicale des personnes retenues ; adopté - **Avant l'article 48** (p. 4873) : accepte l'amendement N° III-16 de MM. Marcel Rudloff et Pierre Salvi (droit pour le failli ou le liquidé de se constituer partie civile à titre personnel), ainsi que l'amendement N° III-18 du gouvernement (alignement des règles de l'action publique sur celles de la procédure civile) - **Art. 50** (p. 4874) : amendement N° III-5 de la commission : suppression des dispositions de cet article étendant la présomption de désistement de la partie civile en cas de connaissance de la citation à comparaître ; adopté - **Art. 51** (p. 4875) : amendement N° III-6 de la commission : suppression de cet article prévoyant la constitution de partie civile par lettre recommandée ; adopté - (p. 4876) : s'oppose à l'amendement N° III-17 de M. Marcel Rudloff (cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre), ainsi qu'à l'amendement N° III-33 du gouvernement (cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre recommandée) - **Après l'article 51** (p. 4877) : accepte l'amendement N° III-30 de M.Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour les associations de résistants et de déportés de se constituer partie civile) - **Art. 52** (p. 4878) : amendement de coordination N° III-7 de la commission ; adopté - **Art. 53** : amendement N° III-8 de la commission : qualification de circonstance atténuante de la réparation volontaire en tout ou partie ; nécessité de ne pas se trouver en état de récidive légale ; adopté - S'oppose à l'amendement N° III-23 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article concernant la qualification de circonstance atténuante d'une réparation volontaire en matière correctionnelle ou de police) - **Art. 54** (p. 4879) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-1 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant une demande de dommages et intérêts et l'inclusion du préjudice des frais exposés) - **Art. 55** (p. 4880) : amendement rédactionnel N° III-9 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement N° III-2 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article donnant la possibilité à la partie civile en cause d'appel de former une demande nouvelle pour motif sérieux) - **Art. 55** *bis* (p. 4881) : amendement N° III-10 de la commission : subordination par le premier président de la suspension de l'exécution provisoire à la constitution d'une garantie ; adopté - Amendement N° III-11 de la commission : pouvoir du premier président de permettre l'exécution provisoire d'une décision, sous réserve de constitution d'une garantie ; adopté - **Art. 56** : accepte l'amendement N° III-3 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article autorisant la constitution de partie civile en cause d'appel pour motif de service) - (p. 4882) : amendement rédactionnel N° III-12 de la commission ; adopté - (p. 4883) : accepte l'amendement N° III-4 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (modalités de l'examen de la recevabilité de la constitution de partie civile devant la cour d'appel) - **Art. 59** : amendement N° III-13 de la commission : non exécution de l'obligation de remise de ses enfants et prolongation du délai de l'épreuve du condamné ;

adopté - **Avant l'article 61** (p. 4884) : amendement rédactionnel N° III-14 de la commission ; adopté - **Art. 61** : accepte l'amendement de coordination N° III-19 du gouvernement - **Après l'article 61** : accepte l'amendement N° III-20 du gouvernement (bénéfice de l'indemnisation des victimes de violences réservé aux nationaux, aux titulaires d'une carte de résident privilégié ou à un ressortissant d'un Etat ayant conclu avec la France un accord de réciprocité) - (p. 4885) : s'oppose à l'amendement N° III-29 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (incitation de mineurs à la débauche ou corruption de la jeunesse et application facultative des peines prévues pour le proxénétisme aggravé) - (p. 4886) : s'oppose à l'amendement N° III-32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit au concours d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue) - (p. 4887) : amendement N° III-15 de la commission : application de la loi et principe de non-rétroactivité ; adopté - (p. 4888) : s'oppose à l'amendement N° III-31 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (application de la loi et date de la commission de l'infraction) - (p. 4891) : sur l'amendement N° III-15 de la commission, accepte le premier alinéa du sous-amendement N° III-37 du gouvernement (application de la loi et date du caractère définitif des condamnations) et s'oppose au deuxième alinéa (application des dispositions concernant la police des chemins de fer) .

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5995) : inconvénients des magasins à grande surface ; application de la loi Royer ; grandes surfaces et restructuration des centres-villes - Développement des centres-villes ; économies d'énergie et problèmes de circulation

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 41** (p. 6105) : son amendement n° 246 : sociétés de personnes industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs ou conjoints ; option pour le régime fiscal des sociétés de capitaux et possibilité d'y renoncer ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** [n° **140 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6340) : dispositions du code électoral ; communes de 500 habitants et plus et interdiction de la présence dans le même conseil municipal des parents en ligne directe - Amendements votés à l'Assemblée nationale et suppression de toutes les incompatibilités familiales - Maintien du principe des incompatibilités pour les alliés - Incompatibilités en cours de mandat et application de la règle « à la fin de ce mandat » - Communes de moins de 500 habitants et absence d'incompatibilités - Elections des conseils municipaux par secteur ; application du principe d'incompatibilités à l'intérieur de chaque secteur.

Art. unique (p. 6341) : amendement n° 1 de la commission des lois : application du principe d'incompatibilité aux parents dans les communes de plus de 500 habitants ; élection par secteur et application du principe dans chaque secteur ; adopté - Application des incompatibilités aux situations légalement établies - **Après l'art. unique** : amendement n° 2 de la commission : naissance de l'incompatibilité en cours de mandat ; application du principe à la fin de ce mandat ; adopté - (p. 6342) : sur cet amendement n° 2, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 3 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (élection des conseils par secteur ; maintien du conseiller concerné jusqu'au renouvellement du conseil).

— **Conclusion du rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché,** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la **proposition de résolution** (n° **90**, 1980-1981) de **M. Christian Poncelet** et plusieurs de ses collègues **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile** [n° **191 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 6424) : avis favorable de la commission des lois sur cette proposition de résolution - Caractère dramatique de la crise textile - Décision analogue prise par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6493) : hommage à M. Jacques Piot, ancien sénateur, et rapporteur de ce projet à l'Assemblée nationale en première lecture - Travail accompli par la commission mixte paritaire et élaboration d'un texte de compromis - Contrôles d'identité et garde à vue ; peines plancher et délinquants primaires ; récidive ; procédure pénale - (p. 6494) : insertion des dispositions de la proposition de loi de M. *Henri Caillavet* sur la police d'audience pour les avocats, ainsi que de la proposition de loi de M. *Marcel Champeix* tendant à autoriser les associations d'anciens déportés et résistants à se porter partie civile - Problème de la garde à vue : amendement *Dailly* tendant à sa prolongation, et intervention d'un magistrat, proposée par M. Emmanuel Aubert, rapporteur pour l'Assemblée nationale - Amendements du gouvernement - Dispositions relatives aux contrôles d'indentité ; protection des personnes et signification de la notion de courtoisie imposée aux policiers et gendarmes ; exemple de la loi sur les contrôles d'alcoolémie - Relations entre la police et les citoyens - (p. 6495) : lutte contre la violence ; société de liberté.

Art. 21 B (p. 6505) : se déclare personnellement favorable à l'amendement n° 1 du gouvernement (durée et conditions de la prolongation de la garde à vue) ; au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement qu'elle n'a pas examiné - **Art. 32** (p. 6508, 6509) : se déclare personnellement favorable à l'amendement n° 2 du gouvernement (procédure de la saisine directe et possibilité pour le tribunal de décerner mandat de dépôt), mais, au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement qu'elle n'a pas examiné - **Art. 45 *bis*** (p. 6511) : modification rédactionnelle pour coordination - **Art. 47 *bis* A** : rectification pour coordination.

CASTEX (Marc), sénateur du Gers (UREI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

CAUCHON (Jean), sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP) - *Questeur du Sénat.*

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

Réélu questeur du Sénat le 2 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (23 octobre 1980) (p. 4016).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à l'attribution d'un contingent de carburant détaxé aux voyageurs, représentants et placiers (n° **7**, 1980-1981) (7 octobre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique, en application du code des pensions civiles et

militaires de retraite (n° **71**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Pensions de retraite.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants en application des dispositions du code de la sécurité sociale (n° **77**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Pensions de retraite.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2472** (J.O. Débats 21 avril 1979) (p. 893) à M. le ministre de l'Education : **l'éducation physique et sportive (développement de l'enseignement physique et sportif dans l'enseignement privé)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (11 avril 1980) (p. 1215).

n° **2650** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le ministre de l'Education : les **constructions scolaires (amélioration de la qualité de l'équipement immobilier scolaire)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (11 avril 1980) (p. 1217, 1218).

n° **2651** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : le **logement (accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (9 mai 1980) (p. 1821).

n° **2661** (J.O. Débats 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre du Commerce extérieur : le **commerce extérieur (échanges commerciaux avec l'Inde)** - Réponse de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur (20 juin 1980) (p. 2901).

n° **2688** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de l'Economie : les **prix (libération des prix dans certains secteurs commerciaux)** - Réponse de M. René Monory, ministre de l'Economie (20juin 1980) (p. 2894, 2895).

n° **2762** (J.O. Débats 30 avril 1980) (p. 1627) à M. le ministre des Affaires étrangères : l'**énergie (sécurité de notre approvisionnement en énergie)** - Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères (31 octobre 1980) (p. 4322, 4323).

n° **2812** (J.O. Débats 16 juillet 1980) (p. 3414) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : le **logement (projet concernant l'étiquetage des logements et un label de qualité)** - Réponse de M. François Delmas secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980)(p. 5031).

n° **39** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre de l'Industrie : l'**énergie solaire (utilisation de l'énergie solaire).**

n° **40** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre du Travail et de la participation : l'**emploi (amélioration du fonctionnement des marchés du travail).**

Questions orales avec débat :

n° **308** (23 novembre 1979) (p. 4373) à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) : les **industries agro-alimentaires** - Discutée le 20 mai 1980 (p. 1989et suivantes).

n° **367** (17 avril 1980) (p. 1374) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (carte scolaire et fermetures de classes)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 344) : inflation mondiale et augmentation des coûts de production agricole - Objectifs du projet de loi - Rôle du secteur agricole et alimentaire dans l'équilibre de la balance commerciale de la France - Concurrence étrangère et compétitivité - Transformation de l'agriculture française - (p. 345) : l'agriculture, « pétrole vert » de la France - Formation professionnelle de l'agriculteur - Loi de juillet 1978 sur l'enseignement agricole - Politique d'orientation des productions et rôle du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Rôle des comités économiques agricoles - Compétitivité et coûts de production - Amélioration du revenu des agriculteurs et propositions de la commission européenne en matière de prix agricoles - Bénéfice des prestations de la mutualité sociale agricole et surface minimale d'installation (SMI) - Revalorisation des retraites des agriculteurs : calcul de la retraite forfaitaire et durée minimale d'activité - Statut des épouses d'exploitants agricoles - (p. 346) : assurance invalidité des conjoints d'exploitants - Possibilité d'option - Majoration pour assistance d'une tierce personne - Protection contre les accidents du travail et assurance complémentaire - Dispositions foncières du projet : installation des jeunes agriculteurs ; création du répertoire des terres agricoles ; constitution des groupements fonciers agricoles (GFA) ; intervention des sociétés civiles de placement ; contrôle des structures des exploitations agricoles ; partage successoral et abattement sur les soultes ; baux de carrière et fermages - Aménagement rural : publication d'une directive nationale ; extension des dispositions de l'art. 10 de la loi du 8 août 1962 : indemnisation des agriculteurs lors de la création d'ouvrages - Améliorations proposées par les commissions du Sénat.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Art. 2** *quater* (p. 506) : son amendement N° I-125, soutenu par M. Guy Robert : conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements ; retiré au profit de l'amendement analogue N° I-6 de M. Roland Boscary-Monsservin.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 31** (p. 733) : son amendement N° IV-40 : protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants ; retiré.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1565) : grève nattionale dans l'enseignement - Enseignement et adaptation aux évolutions de la population scolaire - Mouvements de fermetures de classes - Diminution du nombre des élèves et augmentation du nombre des instituteurs ; prévisions démographiques à moyen terme - (p. 1566) : diminution de la population scolaire et politique de qualité - Nombres comparés d'ouvertures et de fermetures de classes ; cas des zones rurales - Coût du maintien de certaines classes et choix de la collectivité - Rôle des comités techniques paritaires et des comités départementaux d'enseignement primaire - Contacts entre les élus et l'administration ; inspecteurs d'académie - Grève des cours et accueil des enfants dans les écoles primaires - Création d'un grade de directeur d'école - Rôle du corps enseignants ; l'exemple de la IIIe République.

— **Question orale avec débat : industries agricoles et alimentaires** - (20 mai 1980) - (p. 1989) : importance de l'agriculture dans l'économie française ; discours du Président de la République à Vassy - Insuffisance de l'industrie agro-alimentaire - (p. 1990) : agro-alimentaire et déficit de la balance commerciale et alimentaire - Croissance des importations de fruits - Passage de l'importation de matières brutes à l'importation de produits élaborés ou semi-élaborés - Plan agro-alimentaire défini le 19 mars 1980 ; priorité accordée à certaines productions - Situation difficile des entreprises agro-alimentaires ; détérioration de leur structure financière - Défaveur du régime fiscal ; cas des rachats de marques de clientèle - Blocage des marges à la vente - Niveau des prix et sous-investissement - Conditions de crédit-fournisseur - Concours bancaires et financement des stocks et obtention des crédits de campagne - Conventions de développement - (p. 1991) : fonds propres et concours d'organismes apporteurs - Rapports industrie-agriculture - Agro-alimentaire et valorisation de la production agricole - Politique agricole commune et

produits transformés - Développement des exportations vers des pays autres que ceux de la Communauté - Maîtrise de la filière technologique ; génie biologique - (p. 1994) : développement de l'industrie agro-alimentaire et espoir pour l'agriculture et l'économie française.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2319) : son amendement n° 60 soutenu par M. Lionel de Tinguy : valeur de négociation des actions distribuées ; leur nombre par rapport aux actions existantes ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : son amendement n° 49 soutenu par M. François Dubanchet : redressement fiscal et maintien du bénéfice de l'abattement pour les centres de gestion agréés ; retiré - (p. 5061) ; son amendement n° 50 : actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - (p. 5062) : son amendement n° 69 : actualisation du régime fiscal des salaires et indemnités accessoires perçus par les dirigeants de sociétés ; retiré - **Art. 3A** (p. 5075) : son amendement n° 51 soutenu par M. Francis Palmero : application de la déduction fiscale aux entreprises agricoles ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - (p. 5077) : son amendement n° 154 soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application aux entreprises, indépendamment de leur mode d'imposition ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - (p. 5078) : son amendement n° 53déposé avec M. Raymond Poirier, soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application au bénéfice des « exercices suivants » ; retiré - (p. 5079) : son amendement n° 152 soutenu par M. Francis Palmero : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec la déduction fiscale ; cas de non-rapport de la déduction au résultat imposable ; retiré.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5990) : renforcement du secteur de l'artisanat - Diminution d'activités du commerce ; baisse des dépenses à l'intérieur du budget des ménages - Charte de l'artisanat et mécontentement du monde commerçant - Progression des autorisations d'ouverture d'hypermarchés et crise économique - Réduction des crédits aux études et à l'assistance technique au commerce et à l'enseignement commercial - Commerce rural et rachat des fonds exploités par des commerçants âgés - Protection sociale des artisans ; indemnités journalières et charte de l'artisanat - (p. 5991) : formation continue artisanale ; caractère obligatoire défini dans la charte et remise en cause par le dépôt d'un projet de loi

CECCALDI-PAVARD (Pierre), sénateur de l'Essonne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **263**, 1979-1980) adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur la protection et le contrôle des matière nucléaires (n° **289**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Energie nucléaire.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **8**, 1980-1981) modifié par l'Assemblée nationale, relatif au contrat d'**assurance** et aux opérations de capitalisation (n° **51**, 1980-1981) (23 octobre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Urbanisme** (n° **100**, tome **XV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2673** (J.O. Débats 6 mars 1980) (p. 663) à M. le ministre du Budget : les **impôts locaux (collectivités locales : taxe sur les espaces publicitaires)** - Réponse de M. Jacques Dominati, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, le 9 mai 1980 (p. 1820).

n° **2710** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre de l'Intérieur : les **sociétés d'économie mixte (situation des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte)** - Réponse de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, le 9 mai 1980 (p. 1819, 1820).

n° **2805** (J.O. Débats 11 juin 1980) (p. 2557) à M. le ministre du Budget : les **impôts locaux (application de la loi sur la fiscalité directe locale)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (20 juin 1980) (p. 2896).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 462) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-122 : politique sociale et parité avec les professions industrielles et commerciales ; retiré le 28 février 1980.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 483, 484) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-120, déposé avec M. Jean Colin : objectif de développement de la compétitivité des régions à fort rendement ; rejeté - **Art. 2** (p. 489) ; son amendement N° I-123, déposé avec M. Jean Colin : composition du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation de la commercialisation, des importateurs et des consommateurs ; retiré - (p. 491) : représentation des importateurs et des exportateurs - **Art. 2** *quater* (p. 506) : son amendement N° I-124 déposé avec M. Jean Colin et soutenu par M. Lionel de Tinguy : compétence des comités économiques agricoles en matière d'importations ; retiré.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 532) : son amendement N° II-62 déposé avec M. Jean Colin et soutenu par M. Adolphe Chauvin : dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 564) : son amendement N° II-63 déposé avec M. Jean Colin temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - Son amendement N° II-65 : création d'un régime de retraite complémentaire facultative ; adopté - (p. 569) : loi du 27 décembre 1973 et principe de la retraite supplémentaire facultative pour les commerçants ; l'application tardive de ce principe - **Art. 14** (p. 605) : son amendement N° III-298 déposé avec M. Jean Colin et soutenu par M. Paul Pillet : suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles ; rejeté le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : son amendement N° IV-38 déposé avec M. Jean Colin et soutenu par M. René Tinant, identique aux amendements N° IV-39 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant, N° IV-46 de M. Charles Beaupetit et N° IV-58 de M. Jean-Paul Hammann : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles ; retiré - **Après l'art. 31** *bis* (p. 737) : son amendement N° IV-41 déposé avec M. Jean Colin et identique à l'amendement N° IV-52 de M. Jean-Paul Hammann : création de secteurs de réaménagement des structures agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 771) : son amendement N° III-207, déposé avec M. Jean Colin : nantissement des parts de GFA ; retiré - Rôle du crédit agricole - Restriction de la possibilité de caution hypothécaire, prévue par l'amendement N° III-90 de la Commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 2** (p. 1859) : soutient l'amendement N° 225 de M. Pierre Vallon (compétences de l'institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique) - Son amendement N° 226, déposé avec M. Jean Francou : réglementation des produits de l'agriculture biologique ; retiré - **Art. 2** *ter* (p. 1861) : son amendement N° 228, déposé avec M. Jean Francou : politique du crédit permettant la conversion aux méthodes de l'agriculture biologique ; retiré - **Art. 2** *quinquies* (p. 1865) : sur l'amendement N° 59 de la commission des affaires économiques (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux contrats d'intégration), son sous-amendement rédactionnel N° 257 ; retiré - Sur le même amendement, son sous-amendement N° 258 : délai de un an pour la nullité de plein droit des contrats non conformes ; adopté - Inutilité d'un fonds de garantie - **Art. 4** (p. 1870) : son amendement N° 223 : organisation interprofessionnelle des agrobiologistes ; retiré - **Art. 6** *bis* (p. 1876) : sur l'amendement N° 256 du gouvernement (conditions d'homologation par l'autorité administrative des productions de l'agriculture n'utilisant pas de produit chimique de synthèse), ses sous-amendements N° 261 : utilisation de l'expression « agriculture biologique » ; rejeté ; et N° 262 : conditions d'homologation ; adopté - **Art 9** (p. 1879) : son amendement N° 178, déposé avec M. Jean Colin : modification de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire ; retiré au profit des amendements analogues N° 68 et N° 69 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** (p. 1885) : soutient l'amendement N° 172 de M. Jean Colin (suppression de l'alinéa relatif à la prise en compte du revenu brut d'exploitation par petite région pour déterminer la valeur de rendement).

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2646) : adoption par l'Assemblée Nationale d'un amendement restreignant le droit de grève dans les installations détenant des matières nucléaires ; désaccord et démission du précédent rapporteur - Accord entre les deux assemblées sur les dispositions du projet sauf en ce qui concerne la mise en cause intentionnelle de la sûreté nucléaire - Longueur de la procédure parlementaire - Limite du droit de grève dans les installations nucléaires ; respect des droits de la défense et maintien des recours de droit commun - Loi de nationalisation de 1946et adaptation à l'énergie nucléaire - Proposition d'adoption du texte.

Art. 4 (p. 2658) : amendement N° 1 de la commission des affaires économiques : violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire et sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 3 de M. Pierre Noé principe et modalités d'application du retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire ou de la sanction d'une personne physique pour faute intentionnelle ; application dans le cadre des statuts ou conventions régissant ces personnels) ainsi que, sur cet amendement, au sous-amendement N° 8 de M. Henri Caillavet (violation intentionnelle et compétence de l'inspecteur du travail) - (p. 2660) : toujours sur cet amendement N° 1 s'oppose aux sous-amendements de M. Raymond Dumont N° 7 (violation des instructions de sécurité) et N° 4 (application des dispositions dans le respect des statuts et conventions existants ou de la législation du travail) ainsi qu'au N° 6 de MM. Pierre Schiélé et Francis Palmero (caractère exécutoire des sanctions et possibilité d'appel devant les organismes statutaires compétents) - (p. 2661) : s'oppose à l'amendement N° 5 de Mlle Irma Rapuzzi soutenu par M. Pierre Noé (prononcé des sanctions dans le cadre de la protection instituée par la loi de nationalisation de 1946).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 8** (p. 3358) : son amendement n° 4 identique à l'amendement n° 11 de la commission : monopole des kinésithérapeutes et dispositions en faveur des masseurs de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains ; retiré - (p. 3360) : retire son amendement n° 4 au profit de l'amendement n° 25 de M. Robert Schwint (dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains), modifié par le sous-amendement n° 31 du Gouvernement (réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis).

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980). - Rapporteur pour avis. - **Discussion générale** (p. 4218) : base légale aux assurances à capital variable - Subrogation en matière d'assurance-accidents - Faculté de renonciation pour le contrat d'assurance-vie - Propositions de la commission des affaires économiques : garantie minimale pour les assurances à capital variable, subrogation de droit commun pour l'assurance-accidents, garantie des droits de l'assuré défaillant de bonne foi et protection pour le démarchage à domicile.

Art. 1. - *Art. L. 131-1 du code des assurances* (p. 4219) : amendement n° 19 de la commission des affaires économiques : extension de la clause de variabilité du capital garanti à toutes les assurances de personnes ; adopté - Amendement n° 20 de la commission des affaires économiques : calcul du montant en francs des sommes versées par l'assureur à la suite du décès ou de l'accident ; adopté - **Art. 2.** - *Art. L. 211-1 de ce code* (p. 4220) : amendement n° 21 de la commission des affaires économiques : accident et garantie pour toute personne transportée ; retiré - (p. 4221) : lacunes du code des assurances ; cas de l'accident avec une voiture volée - Amendement n°28 de la commission des affaires économiques : couverture des membres de la famille du conducteur « autorisé » ; devenu sans objet - **Après l'Art. 2.** - *Art. L. 131-2 de ce code* (p. 4222) : amendement n° 22 de la commission des affaires économiques : assurance sur la vie et contre les accidents ; clause de subrogation ; retiré - **Art.**

13. - *Art. L. 132-20 de ce code* (p. 4223) : amendement n° 23 de la commission des affaires économiques : incident de paiement et application du système de droit commun de l'avance de la prime ; adopté - **Art. 20.** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) de ce code* (p. 4226) : amendement n° 24 de la commission des affaires économiques : délai de 30 jours et faculté de renonciation à compter de la signature ; adopté (p. 4228) : sur l'amendement n° 10 de la commission des lois (protection et information de l'assuré), son sous-amendement n° 30 : note d'information sur les conditions d'exercice de la faculté de renonciation ; adopté.

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4937) : problème du remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs - Dotation spéciale - Nécessité de prévoir à cet effet des crédits spéciaux hors de la dotation globale de fonctionnement - **Art. 7** (p. 4946) : vote du groupe UCDP favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - Ambiguïté du texte adopté par le Sénat le 16 avril lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5050) : disparité fiscale entre les assistantes maternelles à plein temps et celles à la journée - **Après l'art. 2** (p. 5064) : son amendement n° 156 : prise en compte, comme personnes à charge au titre de l'impôt sur le revenu, des enfants de moins de vingt-cinq ans inscrits à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeurs d'un premier emploi ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

Deuxième partie :

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - (p. 5230) : mesures nécessaires au développement de l'épargne populaire et familiale - Orientation de l'épargne vers les secteurs productifs - Prime supplémentaire sur les livrets A des caisses d'épargne et les livrets bleus du Crédit Mutuel - Rémunération de l'épargne liquide : taux d'intérêt sur les livrets A et les livrets bleus - Dépréciation de la monnaie et durée d'application du taux de 7,5 %

Transports (28 novembre 1980) (p. 5489, 5490) : stabilisation du niveau des dépenses publiques ; conséquences sur les activités des entreprises de travaux publics et rôle du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Entreprises publiques et équilibre financier ; cas de la SNCF et démantèlement du réseau ferroviaire - Substitution au rail d'une desserte routière ; nécessité d'une concertation - Effort en faveur du réseau SNCF banlieue et construction de voies nouvelles - Transports routiers et concertation avec les petites et moyennes entreprises de ce secteur ; coût du carburant et contraintes administratives - Problèmes des chauffeurs et blocage des routes - Association des usagers des transports et défense des transports collectifs ; nécessité de l'associer aux décisions - Rappelle en son nom et au nom de M. *Guy Robert* les difficultés de l'aéroport de Poitiers-Biard

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Urbanisme) (p. 5701) : nouvelle baisse des crédits affectés à l'urbanisme - Recul des crédits pour l'assistance et la production technique : agences d'urbanisme ; centres de recherche et de rencontre d'urbanisme - Mise en place progressive des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et insuffisance de la subvention du ministère de l'environnement - Assistance aux collectivités locales - Organisation et protection de l'espace - Préservation des sites et monuments ; pouvoirs excessifs des architectes des bâtiments de France - Diminution des dotations destinées à l'élaboration des documents d'urbanisme : schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et plans d'occupation des sols (POS) ; reconnaissance législative souhaitable des cartes communales - Aménagement et promotion du cadre de vie urbain - Désengagement de l'Etat en matière foncière ; lutte des collectivités locales contre la spéculation foncière ; zones d'aménagement différé (ZAD) - Rapport Saglio et orientation prise par le Gouvernement - (p. 5702) : fiscalité immobilière : taxation des plus-values ou imposition sur le foncier non bâti assise sur la valeur vénale du terrain - Taxe sur le dépassement du plafond légal de densité (PLD) - Budget de l'urbanisme et priorité donnée aux villes nouvelles - Espaces verts et crédits du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Opérations d'urbanisme : aménagement des banlieues et participation du Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Désengagement de l'Etat en matière de politique d'urbanisme et transfert de charges sur les collectivités locales - Demande instante de la commission des affaires économiques visant à l'examen des deux projets de loi portant décentralisation et simplification de l'urbanisme - Préservation des sites et monuments historiques : année du patrimoine - Décision de la commission de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat. **Examen des crédits - Après l'art. 46** (p. 5734) : amendement n° 229 de la commission des affaires économiques : modalités de versement du dépassement du plafond légal de densité ; adopté - Souhait de la commission de voir examinés au plus tôt les projets de loi n° 443 et n° 444 ; reprise par cet amendement des dispositions de l'article 37 du projet de loi n° 444

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6217) : importance politique de ce projet - Insuffisance du délai d'examen attribué aux commissions - Promotion de l'ethnie mélanésienne - Respect du droit local - Nécessité du soutien financier technique de l'Etat - Vote favorable du groupe UCDP.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1980 [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Après l'art. 11 A** (p. 6292) : son amendement n° 11 : situation fiscale des assistantes maternelles gardant des enfants toute la journée ; prise en compte pour les revenus perçus d'une somme égale à une fois le montant horaire du SMIC ; retiré et repris par le gouvernement.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6430) : soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre Vallon (relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession) - Son amendement n° 134 : modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles ; retiré puis repris par le gouvernement..

CHAMANT (Jean), sénateur de l'Yonne (CNIP, puis UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** (n° **98**, annexe **2**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208** (79-80)] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2099) : protection de l'adolescence - Se déclare défavorable à l'amendement N° 4 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions de cet article concernant la répression pénale de l'homosexualité).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327** (79-80)] - (17 novembre 1980) - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4814) : nécessité d'accélérer les instructions er matière criminelle - Rôle de la chambre d'accusation dans l'instruction et insuffisance de moyens - Maintien du double degré de juridiction.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97** (80-81)]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - En remplacement de M. Henri Torré, rapporteur spécial - **Examen des crédits - Après l'art. 46** (p. 5326) : demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Louis de la Forest (attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés de 50 ans) - **Après l'art. 49** (p. 5327) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement).

Agriculture (26 novembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5328) : évolution des prix et stagnation du budget de l'agriculture - Prêts consentis par le Crédit agricole et crédits destinés au paiement des bonifications d'intérêt : bourses d'études, action des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Baisse des crédits affectées à l'équipement rural et modernisation des exploitations - « Loi Guermeur » et dotations affectées à l'enseignement privé - Transports scolaires - Sélection animale et valorisation de la production agricole - Augmentation de la dotation accordée aux jeunes agriculteurs - Crédits de la recherche - Budget de l'agriculture et paiement des bonifications d'intérêts et de la subvention au budget annexe des prestation sociales agricoles (BAPSA) - Nécessité d'un redéploiement du budget de l'agriculture : dispersion des crédits dans le budget des charges communes ou dans celui des comptes spéciaux du Trésor - (p. 5329) : régression des crédits du fonds de développement des adductions d'eau - Diminution des autorisations de programme du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Augmentation des crédits du Fonds forestier national et du BAPSA - Budget de l'agriculture et loi d'orientation agricole :enseignement et formation professionnelle ; aménagement rural ; modernisation des exploitations ; protection sociale des agriculteurs ; irrigation et hydraulique agricole ; production agricole et forestière - Budget de la communauté économique européenne et évolution de la politique agricole commune ; part affectée aux dépenses agricoles communautaires - Politique agricole commune et position de la France ; attitude des partenaires et entretiens Thatcher-Schmidt - Rappelle l'attachement de la commission des finances aux principes de base de la politique agricole commune - CEE et application du principe de la préférence communautaire - (p. 5330) : production agricole de la communauté et importation par l'Italie de maïs ; concurrence de nos productions nationales et règle du GATT (*general agreement on tariffs and trade*) - Principe de la préférence communautaire et entrée dans les pays de la communauté de productions concurrentes - Revenu des agriculteurs et baisse de leur pouvoir d'achat ; conférence annuelle de l'agriculture ; promesse présidentielle ; nécessité d'une aide simple et sélective - Conjoncture économique et répercussions sur la production agricole

CHAMPEIX (Marcel), sénateur de la Corrèze (président du groupe S).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant et complétant les articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution du 4 octobre 1958 (n° **152,** 1979-1980) (15 janvier 1980) - **Constitution.**

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, portant décentralisation de l'Etat (n° **153,** 1979-1980) (15 janvier 1980) - **Décentralisation administrative.**

Proposition de résolution déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements des 7 au 9 janvier en **Corse** (n° **155,** 1979-1980) (17 janvier 1980).

Proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (n° **192,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, J.O. débats 3 avril 1980) - **Incompatibilités parlementaires.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148** (79-80)] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 9) : recours devant le Conseil constitutionnel présenté par le groupe socialiste à la suite de la procédure retenue - (p. 10) : confiscation du pouvoir exécutif au profit du seul Président de la République - Atteintes aux prérogatives du Parlement - Pouvoir judiciaire - Réforme administrative - Réformes de l'enseignement - VIII[e] Plan - Réveil nécessaire du pays.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129** (79-80)] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 341) : rôle historique des socialistes dans la réforme de l'agriculture - Travail législatif et campagnes publicitaires - (p. 342) : mise en condition de l'opinion publique - Evolution historique de l'agriculture française - Révolution industrielle dans la production agricole - Exode agricole et exode rural - Rôle de l'agriculture dans l'équilibre de la balance commerciale de la France - Echec de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 : disparité des revenus maintenue entre les agriculteurs et les autres catégories de la population ; atteintes portées à l'exploitation familiale - Rapport Vedel - Responsabilité de l'Etat dans l'exode rural ; rôle joué par la réforme de l'enseignement et la prolongation de la scolarité - Crise de l'agriculture - (p. 343) : dispositions du projet de loi dans les domaines économique, social et foncier - Aménagement rural - Insuffisance des moyens prévus par l'Etat pour réaliser les objectifs fixés.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19** (79-80)] - (8 avril 1980) - **Art. 25** (p. 1071) : demande une réunion de la commission des lois pour examiner l'amendement N° 14 du gouvernement (nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187** (78-79)]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1426) : sur l'amendement N° II-105, précédemment réservé, de la commission des Affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), le groupe socialiste ne votera pas le

sous-amendement N° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) - Seuil de création d'une classe maternelle.

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **361 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Après l'art. 1** (p. 1500) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement N° 2 de la commission (unification du régime électoral entre la commune de Nouméa et les autres communes du territoire) - Système majoritaire à Nouméa, en contradiction avec la représentation proportionnelle en vigueur en métropole pour les villes de plus de 30 000 habitants ; expression nécessaire des populations mélanésiennes - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1508) : améliorations apportées par le Sénat au projet initial : abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** [n° **360 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Art. 2** (p. 1484) : se déclare favorable à la réserve de l'amendement N° 3 de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale).

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2073) : inquiétude des agriculteurs - Objectif du projet de généralisation de l'interprofession et loi du 6 juillet 1964 définissant le régime contractuel en agriculture - Prix à la production et prix de revient - Déclaration de M. Michel Debatisse sur l'organisation des marchés par les interprofessions et la garantie de prix minimum - Coût de production et rémunération du travail des agriculteurs - (p. 2074) : insuffisance des dispositions de la loi d'orientation agricole : palliatifs - Le groupe socialiste votera contre le projet.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2389) : participation de deux sénateurs socialistes à la CMP - Représentation déséquilibrée des groupes politiques de l'Assemblée nationale - Confirme l'hostilité du groupe socialiste à ce projet de loi - Possibilité d'un recours devant le Conseil constitutionnel.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3342) : texte élaboré à la quasi-unanimité de la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement - Vote unanime du groupe socialiste contre le texte ainsi modifié.

CHARRETIER (Maurice), *ministre du commerce et de l'artisanat* (nommé le 4 juillet 1979 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 5 juillet 1979, p. 1614).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5996) : forte augmentation des crédits - Importance économique du commerce et de l'artisanat - Artisanat et poursuite de la croissance ; charte de l'artisanat ; liens avec l'appareil législatif et de codification - Formation et qualification ; projet de loi concernant l'apprentissage ; initiation à la gestion - Harmonisation sociale, fiscale et juridique ; assurance-vieillesse et allocations familiales ; problème des charges sociales ; égalité fiscale et centres de gestion agréés - Adaptation du droit aux entreprises familiales ; sociétés à responsabilité limitée - Statut des conjoints artisans - Création et transformation d'entreprises ; déclaration administrative unique - Création et développement des entreprises artisanales ; renforcement de l'assistance technique - Artisanat rural ; responsabilité de la région - Financement des entreprises ; prêts bonifiés - (p. 5997) : extension des prêts participatifs à l'artisanat - Importance économique du commerce ; fonction économique et sociale - Application de la charte de l'artisanat au commerce - Harmonisation sociale, fiscale et juridique - Suppression progressive des plafonds pour les centres de gestion agréés - Prolongation de l'aide spéciale compensatrice - Renforcement de l'assistance technique et aide au développement en milieu rural - Accès aux nouveaux statuts de l'entreprise familiale et des conjoints - Grandes surfaces et petits commerces ; stabilisation du partage du marché - Appareil commercial ; prise en compte de l'évolution de la consommation et de l'équipement du territoire ; nombre d'autorisations de création de grandes surfaces - Importance de la concurrence ; lutte contre le para-commercialisme et le prix d'appel - Aide fiscale à l'investissement et entreprises commerciales - Aides au commerce et à l'artisanat et répartition des crédits sur l'ensemble des ministères - **Examen des crédits - Art. 44** (p. 5998) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 217 de M. Jean-Paul Hammann (prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice jusqu'en 1985)

— **Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial** [n° **6 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6221) : projet de loi et application de la charte de l'artisanat - (p. 6222) : importance pour le commerce et l'artisanat de cette charte - Projet de loi et mise à portée des entreprises individuelles du droit - Aménagement du statut de l'actuelle société à responsabilité limitée (SARL) - Simplification de la création et du fonctionnement de la SARL - Incitation fiscale à la création de SARL - Création d'un statut de conjoints salariés et de conjoints collaborateurs ; reconnaissance de la qualité d'associé et apport en industrie dans les SARL - Transmission de l'entreprise familiale.

Art. 1 (p. 6223) : accepte l'amendement n° 4 de la commission des lois (apport de biens de communauté et droit pour des époux de participer à une même société) - **Après l'art. 2** (p. 6226) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (apports en industrie et absence de concours à la formation du capital social ; droit au partage des bénéfices et à la contribution des pertes) - **Après l'art. 3** (p. 6227) : accepte l'amendement de la commission des lois n° 16 : principe de la libre cession entre conjoints des parts d'une SARL, sans préjudice de l'application du principe civil de la prohibition des ventes entre époux - (p. 6228) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (modification du droit des sociétés et participation de l'apporteur en industrie à la vie sociale de l'entreprise ; prise en compte du nombre de parts détenues et non de la participation au capital) - **Après l'art. 4** (p. 6229) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (cession d'actions dans une société anonyme et principe de l'interdiction de vente entre les époux).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** [n° **176 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6474) : législation des baux commerciaux - Modification nécessaire du coefficient de plafonnement des baux commerciaux, dans l'attente de la modification de la législation - Coefficient adopté par l'Assemblée nationale - Variation de l'indice de la construction.

Art. unique (p. 6475) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (fixation à 2,40 du coefficient de plafonnement des baux commerciaux).

CHAUMONT (Jacques), sénateur de la Sarthe (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **105**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978 (n° **291**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section forces terrestres** (n° **101**, tome **VI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **385** (13 mai 1980) (p. 1893) à M. le Premier ministre : la **protection civile (organisation de la défense civile en France)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2540 et suivantes).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187** (78-79)]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 131** (p. 1430) : Soutient l'amendement N° V-65 de M. Roland du Luart, précédemment réservé (construction des collèges et répartition des dépenses entre les communes concernées ; désaccord et arbitrage du conseil général).

— Questions orales avec débat jointes : protection civile - (10 juin 1980) - (p. 2544) : force de dissuasion et défense civile - Risque d'une guerre nucléaire - Crédits consacrés à la protection des populations civiles aux Etats-Unis, en URSS et en Chine - Risque d'actions ponctuelles et de stratégies indirectes - Redécouverte du rôle de la défense civile - (p. 2545) : objectifs de la défense civile et protection des populations - Systèmes d'alarme - Alerte à la défense aérienne - Alerte à la radio-activité - Création du corps de défense de la protection civile et caractère très incomplet de sa réalisation - Efficacité des unités constituées lors des incendies de forêt dans le sud de la France - Information des populations - Maintien de l'ordre et sécurité générale - Protection des réseaux de transmission entre les administrations - Classification et protection des points sensibles nécessaires à la liberté d'action des pouvoirs publics - Coordination entre les autorités civiles et militaires - Rôle du secrétaire général de la défense nationale - Etat de siège et état d'urgence - Répartition des ressources et plan national de ravitaillement - Constitution de stocks d'attente - Stocks de matières premières et de produits énergétiques - Cas des produits pétroliers - Protection des points sensibles pour la vie économique du pays - (p. 2546) : subversion inérieure - Service militaire.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97** (80-81)]

Deuxième partie :

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Section forces terrestres) (p. 5651) ; évolution des armes et des doctrines stratégiques de l'URSS et des Etats-Unis - (p. 5652) : diminution de l'engagement américain en Europe et transformation de l'Europe en un glacis nécessaire à la sécurité des Etats-Unis ; influence de l'adoption de la bombe à neutrons - Importance de la crédibilité de notre force de dissuasion - Eventualité d'une crise majeure en Europe - Nécessité d'une capacité de réaction immédiate ; aptitude au combat en atmosphère contaminée ; disponibilité opérationnelle et invulnérabilité - Respect des objectifs de la loi de programmation - Compression des dépenses de fonctionnement et efforts d'investissements - Augmentation du prêt du soldat et de l'indemnité de séjour des appelés dans les forces françaises en Allemagne (FFA) - Priorité aux « études et développements » - Problèmes posés par le service national ; propositions de réorganisation - Service national et absence de réponse aux exigences d'une armée moderne - Caractère inégalitaire du service national ; responsabilités de la loi et statistiques d'exemption ; comparaison avec l'étranger - (p. 5653) : effectif militaire et absence de prépondérance du contingent - Dissuasion et rôle déterminant de la décision du président de la République - Importance des moyens de l'infanterie du pacte de Varsovie et maintien des capacités anti-chars de l'Europe - Durée du service et mise en oeuvre des matériels modernes - Inconvénients de l'armée de métier ; doctrine de défense ; efficacité des volontaires et coût - Coût croissant des armes conventionnelles et maintien de la force de dissuasion ; problème de la défense européenne - Politique de défense française et qualité du système du service national actuel - Conclusions de l'étude sur le service militaire réalisée par le groupe de travail informel du Sénat - Maintien du service à douze mois - Avis favorable à ce projet de budget

CHAUTY (Michel), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur 1° la proposition de résolution (n° **190**, 1979-1980) de M. Anicet Le Pors et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête à l'occasion du sinistre qui vient de frapper les côtes bretonnes ; 2° la proposition de résolution (n° **191**, 1979-1980) de M. Raymond Marcellin et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions du naufrage d'un pétrolier sur les côtes bretonnes, les décisions prises par les autorités compétentes pour y remédier et les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle, (n° **319**, 1979-1980) (18 juin 1980) - **Pollution** (mer).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2659** (J.O. Débats 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre de l'Industrie : **le charbon (recherches charbonnières)** - Réponse de M.André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1396, 1397,1398).

n° **2769** (J.O. Débats 7 mai 1980) (p. 1741) à M. le ministre de l'Agriculture : la **viticulture (Utilisation de la distillation vinique).**

n° **2792** (J.O. Débats 30 mai 1980) (p. 2222) à M. le ministre des Transports : les **constructions navales (politique des chantiers navals français)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports (6 juin 1980) (p. 2454, 2455).

Questions orales avec débat :

n° **229** (6 juin 1979) à M. le ministre de l'Economie : la **concurrence (Politique du Gouvernement en ce qui concerne la concurrence et l'information des consommateurs)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **231** (12 juin 1979) à M. le ministre du Budget : les **Français d'outre-mer (Rapatriés)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **329** (25 février 1980) (p. 326) à M. le Premier ministre : la **pollution (eau) (pollution du Rhin)** - Discutée le 17 juin 1980 (débat commun) (p. 2738 et suivantes).

n° **349** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de l'Intérieur : la **pollution (mer) (Bretagne : corps de service civique)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **351** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le Ministre des Transports : la **pollution (mer) (conséquences du naufrage du pétrolier Tanio)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **380** (6 mai 1980) (p. 1740) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (pollution par les hydrocarbures ; naufrage du pétrolier « Tanio » ; suite aux propositions de la commission sénatoriale d'enquête sur le naufrage du pétrolier « Amoco-Cadiz »)** - Discutée le 17 juin 1980 (débat commun) (p. 2730 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Président de la Commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5) : conditions exceptionnelles d'examen de ce projet de loi de finances - Quasi-absence de modifications par rapport au projet précédent - Observations de la Commission des Affaires économiques - Energie : nouveau relèvement des prix du pétrole - (p. 6) : énergies de remplacement : équipement électro-nucléaire ; aide apportée à EDF - Charbon : création de Charbonnage de France International ; transports maritimes et terrestres - Energies nouvelles - Commerce extérieur : déficit de la balance des paiements ; problèmes monétaires - Inflation : libération des prix ; concurrence - Agriculture : élevage bovin - (p. 7) : règlement communautaire ovin - Viticulture - Modifications apportées au budget initial du Ministère de l'Agriculture - Industries agricoles et alimentaires - Position de la Commission des Affaires économiques et du Plan : s'en remet à la sagesse du Sénat.

Première partie.

Art. 12 (p. 34) : problèmes posés par le caractère rétroactif de la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir ; rétroactivité ; difficultés d'application ; modifications proposées.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - (p. 448) : demande de suspension de séance : examen des amendements par la commission.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 8** *(suite)* (p. 548) : accepte l'amendement d'harmonisation N° II-23 de la commission des affaires sociales - Accepte l'amendement de coordination N° II-24 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement N° II-54 de la commission des finances (suppression des dispositions de cet article concernant la durée d'activité pour le versement de la retraite pour le régime agricole) - **Après l'art. 7** *(suite)* (p. 550) : s'oppose à l'amendement N° II-50de M. Robert Schwint, précédemment réservé : suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public - **Art. 9** (p. 553) : s'oppose à l'amendement N° II-7 de M. Fernand Lefort (détermination des droits à la retraite pour l'exploitant et sa conjointe).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 575) : coordination parfaite entre la commission saisie au fond et les commissions saisies pour avis - Saisine tardive de la commission des finances et problèmes conséquents.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 725) : relations entre la carte communale des terres agricoles et les autres dispositions d'encadrement de l'urbanisme - **Après l'art. 29** *bis* (p. 729) : s'oppose à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole) - **Art. 31** (p. 734) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-20 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 819) : demande le retrait de l'amendement N° III-62 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-94 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 873) : qualité du déroulement des débats - Absence de formation d'une commission spéciale et saisine des commissions permanentes sénatoriales concernées - Qualité du travail des services du Sénat, des commissions et leurs rapporteurs et du Gouvernement.

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1121) : répétition de ces accidents - Recommandations de la commission d'enquête de 1978 : éloignement et surveillance du rail de circulation - Moyens de secours - Carence du système de prévention contre la pollution ; insuffisance des moyens aériens ou navals de la marine : exemple des remorqueurs - Nécessité d'un service de surveillance maritime - Incapacité et inutilité de la Mission interministérielle de la mer - (p. 1122) : insuffisance des moyens de lutte contre la pollution ; disponibilités humaines : contingent ; objecteurs de conscience - Moyens en matériel - Projet de création d'une unité de défense civile.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 87** (p. 1260) : amendement N° II-175 de la commission des affaires économiques : suppression de cet article concernant l'urbanisme ; adopté - Renvoi de la discussion sur ce problème au débat sur les projets de lois concernant la décentralisation en matière d'urbanisme et la simplification de certaines procédures.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Art. 15** *ter* (p. 1730) : son amendement N° 64 : répercussion sur les charges locatives du montant des investissements destinés à réaliser des économies d'énergie ; adopté - **Après l'art. 15** *quinquies* (p. 1731) : son amendement N° 65 : sanction pour l'exploitation illicite d'une entreprise hydraulique ou le non respect des prescriptions du cahier des charges ; adopté - (p. 1732, 1733) : sur l'amendement N° 34 de la commission (élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession ; régime de simple autorisation pour les petites entreprises), son sous-amendement N° 66 : implantation des centrales hydrauliques et conditions nécessaires au respect de la faune aquatique ; rejeté - Menaces pour la pêche en rivière - Projet de loi sur la pêche - Etude d'un pacte - Liste des cours d'eau protégés - Définition de règles d'exploitation de l'énergie hydraulique par bassins - (p. 1734) : déclaration de M. François Delmas, secrétaire d'Etat, rapporté par le bulletin du conseil supérieur de la pêche - Plans d'eau artificiels réalisés par barrages et référence à l'application du code rural - Nécessité d'une coordination par étude de bassins.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1853) : opposition de la commission des affaires économiques à la motion N° 220 de M. Louis Minetti, tendant à opposer la question préalable.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1917) : soutient l'amendement N° 82 de la commission des affaires économiques (cumul et autorisation de droit pour le demandeur ayant acquis une expérience en qualité de chef d'exploitation, d'aide familial ou de salarié agricole) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 193 de la commission des lois (critères de définition de la qualité de chef d'exploitation) - S'oppose à l'amendement N° 127 de M. Roland Boscary-Monsservin (engagement à suivre un stage de formation professionnelle et octroi de l'autorisation du cumul) - (p. 1918) : au sujet des cumuls et de la référence à la surface minimum d'installation pour la surface de l'exploitation, s'oppose aux amendements N° 116 de M France Léchenault et N° 145, 146 et 148 de M. Roland Grinaldi.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2052) : suppression de la liberté de fixation des prix des baux de carrière et intervention de la commission consultative paritaire départementale - **Art. 26** *septies* (p. 2053, 2054) : au nom de la commission des affaires économiques, s'oppose à l'amendement N° 35 de la commission des lois (exception au droit de préemption des SAFER er conformité de l'opération avec la législation relative au contrôle de structures), puis l'accepte - Accepte l'amendement de forme N° 36 de la commission des lois - Accepte l'amendement de forme N° 180 de la commission des lois - **Art. 26** *nonies :* demande la réserve de cet article - **Intitulé du titre IV** (p. 2054) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 155 de M. Henri Tournan (« Aménagement de l'espace rural ») - **Art. 29** (p. 2055) : amendement de forme N° 96 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement N° 97 de la commission des affaires économiques : rôle de la pluriactivité et adaptation des services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 152 de M. Henri Tournan (loi d'orientation pour la maîtrise de l'espace rural) - **Art. 29** *bis* **A** (p. 2056) : amendement N° 267 de la commission des affaires économiques : notion de perte irréversible et compensation en faveur de la collectivité ; retiré - Opposition de la commission des affaires économiques à l'amendement N° 153 de M. Henri Tournan (zonage communal ou intercommunal et carte départementale des terres agricoles) - Accord de la commission sur les amendements N° 37 de la commission des lois (suppression de la publication de la carte des terres agricoles comme préalable à l'application de la réglementation sur les réductions des terres agricoles) et N° 205 de M. Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (application de la procédure prévue au changement d'usage d'un fonds affecté à des cultures pérennes bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) - **Art. 29** *ter* (p. 2058) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 38 de M. Marcel Rudloff (suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêts dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) - **Sur l'ensemble** (p. 2388, 2389) : existence de nombreuses divergences à l'issue de la deuxième lecture du projet et rapidité des débats de la CMP : importance de la préparation de l'accord intervenu.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2741) : pollution du Rhin et rejet de déchets chlorurés par les mines domaniales de potasse d'Alsace (MDPA) - Non ratification par la France de la convention de Bonn de décembre 1976 - Solution retenue par cet accord d'une réinjection des saumures et de la création d'une saline de grande capacité - Coût des investissements : compresseurs et saumoducs - (p. 2742) : rejet éventuel des saumures en mer et coût du transport par barges ou saumoduc - Solution du rejet des déchets dans les galeries de mines et coût prévisible - Raffinage éventuel du produit et saturation du marché du sel - Menace pour l'emploi des salines lorraines, évoquée par M. *Roger Boileau* - Menace égale pour l'activité de saunaison des marais de Guérande et de Loire atlantique : conditions d'exploitation de ces marais - Qualité biologique du sel marin - (p. 2744) : études préalables et choix entre sept solutions examinées, évoquées par le secrétaire d'Etat - Terril ; transport par saumoduc ou par barges ; transport par fer ; remblayage - (p. 2745) : inconvénients de la solution retenue de l'injection dans le sous-sol - Puissance d'injection des puits - Prise en compte nécessaire des impératifs humains.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution marine** - (17 juin 1980) - (p. 2730, 2731) : leçon tirée par la Marine nationale du naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978 et améliorations encore nécessaires - Coût de la surveillance en mer et séparation souhaitable de ces crédits, hors du budget de la Marine nationale - Financement des travaux du Centre d'études, de documentation, de recherche et d'expérimentation sur la lutte contre les pollutions maritimes (CEDRE) - Lutte contre la pollution en mer : engins cueilleurs d'effluents pétroliers - Remorqueurs de haute mer et pilotage hauturier - Mission interministérielle de la mer - (p. 2736) : publication annoncée par le ministre d'un document répondant point par point aux questions de la commission d'enquête sur l'*Amoco Cadiz* - Moyens de financement du CEDRE - Projet d'organisme de défense civile.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) - Président de la commission des affaires économiques, en remplacement de M. Jean-François Pintat, rapporteur - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3063) : divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat : répartition des charges d'investissement entre propriétaires et locataires pour les travaux d'économies d'énergie - Incertitude sur la notion de gains obtenus - Augmentation des charges - amendement n° 8 de la commission - économie de 10 % des charges de chauffage du locataire ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 3067) : accord de la commission sur le sous-amendement n° 11 de M. Robert Laucournet, identique au sous-amendement n° 14 de M. France Lechenault Sautenu par M. Josy Moinet (caractère facultatif du conventionnement) - (p. 3070) : amendement n° 9 de la commission : application aux travaux d'économies d'énergie de la procédure de la loi du 12 juillet 1967 sur l'amélioration de l'habitat ; adopté - **Art. 15** *septiès* (p. 3071) : s'oppose à l'amendement n° 17 du Gouvernement (protection des cours d'eau classés et référence à la hauteur de chute) - Amendement n° 12 de la commission : protection des cours d'eau classés et maintien des caractéristiques des installations existantes ; retiré - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Auguste Billiemaz (autorisation pour des installations nouvelles équipées d'échelles à poissons) - (p. 3072) : retire l'amendement n° 12 de la commission au profit de l'amendement n° 17 du Gouvernement ; sur cet amendement, sous-amendement n° 25 de la commission : précision sur les entreprises existantes régulièrement installées à la date de la promulgation de la loi ; adopté - Accepte l'amendement n° 18 du Gouvernement (suppression de la disposition restrictive sur l'attribution des réserves d'énergie aux collectivités locales) - accepte l'amendement n° 19 du Gouvernement (coordination avec la règlementation existante : notice ou étude d'impact) - **Art. 15** *octies* (p. 3073) : amendement n° 10 de la commission : possibilité pour le tribunal de fixer une astreinte en cas de non respect du délai imparti à l'exploitant pour supprimer ou mettre en conformité une installation irrégulière ; adopté - **Après l'art. 15** *octies :* s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie, soutenu par M. Pierre Schiélé (délai de régularisation pour les installations anciennes qui n'auront pas modifié le seuil du barrage) - (p. 3074) : après une

modification rédactionnelle, accepte l'amendement n° 1 - Amendement n° 13 de la commission : aborgation de l'article 29 de la loi du 16 octobre 1919, relatif au régime d'autorisation et concession ; retiré.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **347 (79-80)**] - (26 juin 1980) - Président de la commission mixte paritaire, en remplacement de M. Jean-François Pintat, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3188) : objectif initial du projet et dispositions ajoutées au cours du débat - Référence aux établissements publics producteurs d'énergie et, en particulier, à Electricité de France (E D F) - Centrales électriques thermiques - Continuité de l'approvisionnement des usagers - Seuil de puissance des installations pour le raccordement aux réseaux de chaleur - Répartition des charges d'investissement entre propriétaires et locataires pour les travaux d'économie d'énergie - (p. 3189) : exploitations hydro-électriques ; microcentrales - Taux des astreintes pour installations irrégulières.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et de renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères** - *Deuxième lecture* [n° **339 (79-80)**] - (30 juin 1980) - Président de la commission des affaires économiques et du plan, en remplacement de M. Bernard Legrand, rapporteur.— **Discussion générale** (p. 3386) : rédaction initiale du projet limitant le champ d'application de la loi au seul transport par air ; extensions données à ce champ d'application par le Sénat et l'Assemblée nationale - Prise en compte de « tous renseignements d'ordre économique commercial ou technique » - Accord sur les modifications proposées par l'Assemblée nationale - Prise en compte des traités et accords internationaux prévoyant l'échange de renseignements avec des pays ou des organismes étrangers - Notion de souveraineté, sécurité et d'intérêts économiques essentiels de la France ou à l'ordre public - Application immédiate de la loi - Cas particulier des procédures judiciaires étrangères - Définition des peines applicables - Proposition d'adoption conforme.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - Président et Rapporteur. - **Discussion générale** (p. 3817) attente de ce projet par quatre millions de pêcheurs - Richesse du domaine piscicole français - Diversité des usages locaux - Application du code rural aux eaux libres - Eaux domaniales,eaux non domaniales et cours d'eau mixtes - Pêche banale - Cours d'eau, lacs naturels et lacs de retenue - (p. 3818) : classement des cours d'eau selon les espèces : salmonidés et cyprinidés - Formalités : adhésion aux associations de pêche - Eaux libres, enclos piscicoles et eaux closes - Dispositions du projet : extension du champ d'application du code rural - Menaces qui pèsent sur le domaine piscicole français : non entretien des rives et des lits - Barrages - Dragage - Remembrement avec déboisement et assèchement des marais - Eutrophisation des rivières : pénétration des engrais - Evolution des habitudes des pêcheurs ; désertification des sites ; réglementation des captures - (p. 3819) : dépeuplement des rivières et commercialisation : truite, saumon - Capture dans les estuaires ou les eaux mixtes et concurrence avec les pêcheurs professionnels - Civelles - Réglementation piscicole par bassin - Laxisme et mesures électoralistes - Equilibre des espèces et remise en ordre nécessaire - Education des pêcheurs.

Art. 1 (p. 3823) : eaux libres et eaux closes - Sur la définition des eaux closes, s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Lionel de Tinguy et soutient l'amendement n° 1 de la commission ; adopté - (p. 3824) : obstacle naturel - Sur l'amendement n° 1 de la commission, accepte partiellement le sous-amendement n° 69 de M. Lionel de Tinguy (obstacle naturel ; communication des eaux) - (p. 3825) : s'oppose aux amendements analogues n° 67 de M. Charles Beaupetit et n° 38 de M. Jacques Thyraud (définition des eaux closes et communication des eaux) - **Art. 2** (p. 3826) : amendement n° 2 de la commission : reconnaissance des groupements de pêcheurs professionnels fluviaux ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 75 de M. Alfred Gérin (suppression de la notion de pêcheurs professionnels) - **Art. 3** (p. 3828) : amendements de coordination n° 5 et n° 6 de la commission ; adoptés - S'oppose à amendement n° 74 de M. Alfred Gérin (suppression de la notion de pêcheurs professionnels) - **Après l'art. 3** : amendement de forme n° 7 de la commission ; adopté - **Art. 5** : amendement de orme n° 53 de la commission ; adopté - Sur la pêche en estuaire, s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Alfred Gérin et soutient l'amendement n° 8 de la commission ; adopté - (p. 3829) : inscription maritime ; pêcheurs professionnels et pêcheurs amateurs ; limite de salure des eaux - **Après l'art. 5** (p. 3830) : accepte l'amendement n° 64 de M. Maurice Janetti (intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations) - Amendement n° 9 de la commission : protection des frayères et interdiction de la pêche en marchant dans l'eau ; adopté - Amendement n° 54 de la commission : définition par décret des conditions d'exercice de la pêche aux engins et aux filets ; adopté - **Art. 6** : amendement de forme n° 55 de la commission ; adopté - Amendement n° 10 de la commission : fixation par décret en Conseil d'Etat des droits et obligations des pêcheurs professionnels ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 3831) : amendement de forme n° 56 de la commission ; adopté - **Art. 7** : amendement de coordination n° 57 de la commission ; adopté - (p. 3832) : enclos de pêche des pisciculteurs - Bassins d'élevage et bassins de stockage - Commercialisation - (p. 3833) : sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Mossion (bassins prévus pour la commercialisation des poissons d'élevage), sous-amendement n° 82 de la commission : substitution de la notion de pêche de loisir à la notion de commercialisation ; rejeté - Amendement rédactionnel n° 11 de la commission ; adopté - Amendement n° 83 de la commission : droit de pêche du propriétaire riverain ; adopté - (p. 3834) : amendement rédactionnel n° 12 de la commission ; adopté - Amendement n° 84 de la commission : concession ou autorisation pour les enclos piscicoles de loisir ; adopté - Amendement n° 13 de la commission : nouveau taux des amendes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Alfred Gérin (limitation des interdictions de pêche dans les réserves) - (p. 3835) : amendement n° 14 de la commission : microcentrales et maintien d'un débit minimum dans les cours d'eau ; adopté - Amendement n° 15 de la commission : fixation par les tribunaux judiciaires des indemnités ; adopté - Amendement n° 16 de la commission : mise en conformité des dispositifs et références à l'article 429 du code rural ; adopté - Amendement n° 17 de la commission : nouveau taux des amendes ; adopté - Amendement n° 18 de la commission : institution des astreintes ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 3836) : amendement n° 19 de la commission : régularisation de la situation des enclos de pêche existants ; adopté - **Art. 8** : amendement n° 20 de la commission : sectorisation éventuelle par bassin ; adopté - (p. 3837) : sectorisation éventuelle par rivière, évoquée par M. Lionel de Tinguy - Amendement n° 21 de la commission : précisions sur les dimensions minimales des poissons pouvant être pêchés ; retiré - Age de première reproduction ; cas des salmonidés - **Art. 9** : amendement rédactionnel n° 22 de la commission ; adopté - Sur l'application de la protection contre la pollution à toutes les eaux sans exception, y compris les enclos, s'oppose à l'amendement n°45 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Fernand Lefort, et accepte l'amendement n° 35 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert - Amendement n° 23 de la commission : mise à jour du taux des amendes ; adopté - **Art. 12** : Amendement n° 24 de la commission : harmonisation du taux des amendes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Fernand Lefort (doublement des amendes en cas de pollution par une entreprise) - **Art. 13** (p. 3840) : amendement n° 25 de la commission : suppression de toute possibilité d'autoriser l'introduction d'espèce du type brochet et perche ; adopté - Amendement n° 85 de la commission : réglementation du réempoissonnement et de l'alevinage ; adopté - Amendement n° 26 de la commission : extension aux eaux closes de l'interdiction

d'introduire certaines espèces envahissantes ; adopté - (p. 3841) : amendement n° 27 de la commission : sanctions correctionnelles ; adopté - Amendement n° 28 de la commission : interdiction de la vente des poissons pêchés dans les eaux fluviales à tout autre qu'à des pêcheurs professionnels ; adopté - Situation de la pêche en France - Pêcheurs professionnels fluviaux - Pêche du saumon de Loire par des pêcheurs non professionnels - Législation des estuaires : zone maritime, zone mixte et zone fluviale - Inscription maritime - Cas de la Gironde, de l'Adour et de la Charente - Pêche de la civelle - (p. 3842) : commercialisation - Amendement de coordination n° 86 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert (suppression de l'interdiction de commercialisation du poisson élevé dans des enclos aménagés en pêche de loisir) - **Art. 16** (p. 3843) : accepte l'amendement n° 52 du Gouvernement (prestation de serment des fonctionnaires et agents chargés de la police de la pêche et cas du changement de résidence) - **Art. 17 :** s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Fernand Lefort (suppression de la disposition relative à la saisie des automobiles et véhicules des contrevenants) - Voitures et véhicules utilisés comme engins de pêche - **Art. 19** (p. 3844) : amendement n° 29 de la commission : cas du pêcheur professionnel délinquant ; adopté - Amendements de coordination n° 30 et n° 31 de la commission ; adoptés - Amendement d'harmonisation n° 32 de la commission ; adopté - **Après l'art. 19 :** sur l'attribution d'une partie des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche, s'oppose aux amendements n° 63 de MM. Paul Séramy et Pierre Vallon, soutenu par M. Guy Robert, et n° 65 de M. Maurice Janetti - (p. 3846) : amendement n° 58 de la commission : fédérations régionales pour la pêche aux engins et aux filets ; adopté - **Art. 20 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 61 de M. Guy Robert (statut des gardes-pêche) - **Art. 21 :** amendement n° 33 de la commission ; prestation de serment des futurs gardes-pêche ; adopté - **Après l'art. 22** (p. 3847) : amendement n° 87 de la commission : responsabilité des conjoints des titulaires de cartes de pêche ; adopté - Amendement de coordination n° 88 de la commission : eaux closes et enclos ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 79 de M. Alfred Gérin (dispositions transitoires) - **Demande de deuxième délibération :** définition des eaux closes et incohérence dans les votes intervenus ; rectification nécessaire.

CHAUVIN (Adolphe), sénateur du Val-d'Oise (Président du groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° **336**, 1979-1980), adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant validation d'actes administratifs (n° **358**, 1979-1980) (27 juin 1980) - **Enseignement supérieur.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 12) : le groupe de l'UCDP votera le nouveau projet de loi de finances pour 1980 - Aggravation de la situation internationale - Un vote nécessaire et urgent.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

(p. 156, 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote unique demandé par le Gouvernement sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 4** (p. 519) : soutient puis retire, l'amendement N° I-149 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel (agrobiologistes : possibilité d'interprofessions).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 532) : soutient l'amendement N° II-62 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles) - (p. 533) : soutient l'amendement N° II-110 de M. Raymond Bouvier (1. cas particulier des zones de montagne ; 2. affiliation dérogatoire et avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale des structures).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 575) : existence de certains blocages dans la coordination entre la commission des finances et la commission des affaires économiques et du plan pour ce projet de loi.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 676) : coordination du travail entre les commissions ; la nécessité parfois de suspendre la séance et de réunir les commissions.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 729) : se déclare défavorable à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : sur l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet soutenu par M. Jean-Paul Hammann (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne), soutient le sous-amendement N° IV-42 de MM. René Tinant et Edouard Lejeune (dépôt du rapport tous les deux ans) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 876) : avenir de l'agriculture française et contribution du Sénat - Caractère personnaliste de la loi - Solidarité et volet social - Statut de coresponsabilité des épouses - Agriculture française et avenir de l'Europe - Relations avec le tiers-monde - politique des revenus agricoles - Rôle des responsables de l'aménagement rural.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1182) : séance publique et nécessité de ne pas faire un travail de commission - **Art. 83** (p. 1185) : soutient l'amendement N° II-253 de M. Kléber Malécot (transports scolaires et compétence départementale ; coordination avec les dessertes des transports par fer et par terre) ainsi que, sur cet amendement, le sous-amendement N° II-269 de M. Auguste Chupin (taux de couverture minimum des dépenses engagées) - (p. 1187) : promesses du Gouvernement de couvrir à 65 % la dépense des transports scolaires - (p. 1188) : problème du contrôle de l'Etat.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1270) : nécessité de la clarification des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Mécanisme du transfert de charges et de la compensation financière - (p. 1275) : principe de la prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs ; la création d'une dotation particulière - **Après l'art. 85** (p. 1294) : prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs ; les modalités d'application de ce principe.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1321) : se déclare opposé à l'amendement N° II-258 de

M. Jean Ooghe (prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses d'aide sociale) - Se déclare favorable à l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) et, sur cet amendement, aux sous-amendements N° II-53 de la commission des lois (mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé, subordonnée à la révision du barème) et N° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1338) : intervient sur l'amendement N° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II) - Délai d'adoption du projet et date du 1er juillet 1983 retenue pour le dépôt de ce rapport au Parlement ; périodicité souhaitable du rapport.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1434) : qualité du travail de la commission des lois et de son rapporteur ainsi que des commissions saisies pour avis - Respect des structures et institutions locales existantes - Rapports avec l'Etat - Démocratie locale - Mise en oeuvre de la décentralisation - Allègement des contrôles administratifs et financiers - Statut des élus locaux et de la fonction publique locale - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales - Remboursement de la TVA - Mesures en faveur de l'aide sociale - Compensations financières - Utilité de ce projet de loi - Vote quasi-unanime du groupe de l'UCDP.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2045) : son amendement N° 184, déposé avec M. Jean Colin : suppression de cet article relatif au bail de carrière ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Art. 3** (p. 2506) : proteste contre les sous-amendements déposés en cours de séance.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 15** *bis* (p. 2602) : soutient l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Blanc, identique à l'amendement n° 61 de M. Paul Kauss (exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à apprentissage - **Art. 16** *bis* (p. 2605) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Blanc, identique à l'amendement n° 64 de M. Paul Kauss (suppression de cet article relatif aux formations alternées dans l'industrie).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus de compagnie de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978** [n° **256 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2767) : réprobation exprimée par M. *Serge Boucheny* sur la politique de la France à l'égard du Chili et démarche accomplie en 1979 par une délégation du Sénat au Chili pour intervenir en faveur des droits de l'homme - Défense des droits de l'homme et intervention soviétique en Afghanistan.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Intitulé du titre I** (p. 2820) : modalités du congé de maternité dans d'autres pays que la France.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Art. 11** (p. 2842) : soutient l'amendement N° 85 de M. Pierre Schiélé (création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution) - **Après l'art. 25** (p. 2862) : alignement des prestations familiales sur l'évolution des salaires et du coût de la vie - (p. 2863) : mission parlementaire sur la place accordée aux familles dans les médias - Soutient l'amendement N° 96 de M. Pierre Schiélé (consultation de l'UNAF et des unions départementales sur toutes les questions qui les intéressent) - Soutient l'amendement N° 97 de M. Pierre Schiélé (assimilation des représentants de l'UNAF et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux) - (p. 2864) : soutient l'amendement N° 108 de M. Pierre Schiélé (création d'un statut de parainage éducatif) - (p. 2865) : intégration d'un enfant adoptif dans une famille - Se déclare favorable à l'amendement N° 109 du gouvernement (composition du conseil d'administration de l'union nationale des associations familiales ; suppression de l'exigence d'avoir à charge plusieurs enfants mineurs).

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2877) : conditions du retrait du texte lors de la dernière session parlementaire - Composition du conseil d'université et maintien de la présence de toutes les catégories - Demande le rejet de la question préalable.

Suite de la discussion (23 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3005) : réforme audacieuse voulue par la majorité en 1968 - Politisation de l'université et nécessité d'augmenter le rôle des professeurs dans les conseils d'université - Vote favorable du groupe UCDP.

— **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs** [n° **336 (79-80)**] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3274) : organismes paritaires de la fonction publique et constitution obligatoire d'un comité technique paritaire - Absence d'un tel comité au ministère des universités et avis du conseil d'Etat sur cette lacune - (p. 3275) : création en 1977 d'un comité au ministère des universités ; particularités dans sa composition - Annulation par le conseil d'Etat du décret de création ; nécessité de la participation de tous les fonctionnaires titulaires de l'enseignement supérieur - Annulation des décisions prises après avis du comité et nécessité d'une validation législative - **Question préalable** : (p. 3276) - s'oppose à la motion n° 1 de Mme Danielle Bidard, soutenue par M. James Marson, tendant à ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion.

Art. unique (p. 3278) : s'oppose aux amendements n° 2 de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. James Marson (validation des nominations ou des promotions de personnels) et n° 4 de M. Jacques Carat (limitation de la validation des décisions individuelles) - Demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Jacques Carat (décret de création et prise en compte des motifs d'annulation du conseil d'Etat) - **Après l'art. unique** (p. 3279) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. James Marson (réexamen par le nouveau comité technique paritaire des décisions individuelles faisant grief).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3342) : texte adopté à la quasi-unanimité par la commission mixte paritaire et remise en cause du texte par les amendements du Gouvernement - Procédure du vote unique - Vote unanime du groupe U C D P contre le texte ainsi modifié.

— **Proposition de loi relative à la participation** - *Nouvelle lecture* [n° **371 (79-80)**] - (30 juin 1980) - **Art. 28** (p. 3400) : désaccord entre le Gouvernement et les deux assemblées ; rejet par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire.

— **Rappel au règlement** (7 octobre 1980) (p. 3758) : le groupe de l'UCDP se félicite du débat organisé par le gouvernement face à la montée des attentats antisémites.

— **Déclaration du Gouvernement après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic** [n° **20 (80-81)**] - (8 octobre 1980) (p. 3786) : indignation unanime après l'attentat

contre la synagogue de la rue Copernic - Violence aveugle - (p. 3787) : signes de résurgence de l'antisémitisme et du nazisme - Suspicion jetée par certains mouvements politiques sur la police nationale ou le gouvernement - Multiplication des attentats et racisme latent dans notre société - Valeurs essentielles et respect de la personne humaine - Détermination nécessaire du gouvernement face aux signes de résurgence du racisme - Droit à l'existence de l'Etat d'Israël - Contribution du Sénat à l'action du gouvernement.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° 5 (80-81)] - (30 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4286) : vote unanime du groupe UCDP favorable au projet.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (4 novembre 1980) - **Motions d'irrecevabilité** (p. 4358) : bien-fondé du texte en discussion : non atteinte à l'indépendance du juge, renforcement de certains droits de la défense et rôle du Parquet - Rôle de l'avocat en matière correctionnelle - (p. 4359) : maintien de l'égalité entre les citoyens devant la justice - Libre arbitre du tribunal pour le choix de la procédure - Indemnisation des victimes et circonstances atténuantes - Constitutionnalité du texte gouvernemental et convention européenne des droits de l'homme : saisine directe, défense de l'accusé - Procédure des flagrants délits - Droit de grève - Contrôles d'identité et fouille des véhicules - Aggravation de l'état d'insécurité et rôle des médias dans la diffusion des récits de violence - Adoption du texte en discussion et saisine du Conseil constitutionnel - Se déclare défavorable à la motion n° I-2 de M. Charles Lederman tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement - (p. 4363) : se déclare défavorable à la motion n° I-3 de M. Edgar Tailhades tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement.

— **Rappel au règlement** (7 novembre 1980) (p. 4547) : débat sur le projet « sécurité et liberté » et nécessité de s'en tenir à ce sujet ; évocation de l'assignation en justice du journal *Le Monde* par le garde des sceaux.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4631) : absence de séance le dimanche 16 novembre 1980 et conséquences sur la suite de l'ordre du jour.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)]

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Après l'article 36** (p. 4823) : soutient l'amendement N° II-150 de M. Henri Goetschy (audiences publiques dans les chambres d'accusation) - (p. 4824) : soutient l'amendement N° II-151 de MM. Henri Goetschy et Jacques Mossion (rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non récidiviste).

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4950) : son amendement n° 63, déposé avec M. Michel Giraud : fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf ; retiré au profit de l'amendement identique n° 2 de la commission des lois - Nécessité de prolonger l'expérimentation.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5135) : soutient, puis retire l'amendement n° 70 de M. Henri Goetschy (application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparation) - Soutient, puis retire l'amendement n° 71 de M. Henri Goetschy (possibilité pour les artisans de déduire du bénéfice imposable de leur entreprise les sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou vieillesse permettant qu'ils soient couverts de la même façon qu'un dirigeant salarié) - Loi d'orientation du commerce et de l'artisanat - Soutient, puis retire l'amendement n° 72de M. Henri Goetschy (modification du taux des droits de mutation) - (p. 5136) : délai d'étude de la réforme des droits de mutation - **Après l'art. 7** (p. 5141, 5142) : soutient, au nom de la commission des affaires culturelles, l'amendement n° 62 de M. René Tinant (en cas de vente des immeubles utilisés pour l'enseignement agricole, rétablissement des crédits correspondant au profit du Ministère de l'agriculture par la procédure des fonds de concours) - **Art. 10** (p. 5156) : soutient l'amendement n° 57 de MM. Pierre Vallon et René Tinant (suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées) - Soutient également l'amendement n° 58 de M. Pierre Vallon (modification de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents) - Soutient également l'amendement n°73 de M. François Dubanchet (abrogation de l'art. 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées), puis le retire au profit de l'amendement analogue n° 134 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Béranger - **Seconde libération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5169, 5170) : vote favorable du groupe UCDP sur le première partie du projet de loi de finances, mais protestation de ce groupe contre les conditions de la discussion budgétaire.

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 42** *bis* (p. 5429) : son amendement n° 216, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et au centre de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibilités de double compensation ; adopté.

Coopération (29 novembre 1980) (p. 5522) : crise et tensions mondiales - Transformation des économies développées - Volume de l'aide française inchangé mais inférieur à l'objectif fixé - Aide multilatérale et mode de partage - (p. 5523) : mauvaise ventilation géographique et fonctionnelle de l'assistance technique, coût élevé - Développement prioritaire de la médecine préventive et sociale en milieu rural : soins de santé primaires - Question sur la création d'un institut « santé et développement » - Enseignement et aide française de substitution - Développement de l'enseignement technique en Afrique, besoin important de professeurs français dans l'enseignement supérieur - Importance et difficultés de recherche : exemple de la multiplicité des centres de décision malgré les programmes conjoints - Mesures prioritaires de développement rural : exemple d'un seuil minimum de l'aide publique - Question sur le gaspillage - Crise économique et écarts entre pays riches et en voie de développement et entre ces derniers - Difficultés de l'Afrique noire : exemple des mauvaises récoltes - Accord européen nécessaire sur le niveau des prix : nouvel ordre économique mondial, technologie, débouchés, formation - Mission des entreprises, industries et artisans - Eurafrique et impôt de solidarité - Constitution d'un fonds de solidarité rattaché à l'Organisation des Nations Unies - Action des pays de l'Est, des USA, et mission de la CEE - Nouvelle génération de chefs d'Etat et conséquences - Afrique, lieu d'affrontement entre grandes puissances, danger pour la France - Intervention française sur la demande des Africains - (p. 5524) : nécessité d'un projet européen et d'une volonté politique clairement perçue - Répercussions sur le niveau de vie français - Référence à la « journée mondiale annuelle de l'information » - Création

positive de l'association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement - Question sur l'ouverture de conversations européennes - Impératif de solidarité

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5635) : carences du service postal - Expériences de télématique et absence d'association du parlement aux décisions - (p. 5636) : expériences de télématique et problème de maintenir la France à niveau - Déclare le groupe UCDP défavorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique) - **Après l'art. 48** (p. 5640) : se déclare défavorable à l'amendement n° 228 de M. Louis Perrein (présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT) - Inconvénients de la publication de certains documents à caractère confidentiel - (p. 5642) : propose, après cette discussion sur le budget des postes et télécommunications, la remise à un autre jour de l'examen du budget de la défense.

Défense (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 16** (p. 5694) : gravité de la situation internationale - Sacrifice consenti par la nation pour le budget de la défense - Indépendance nationale et vote nécessaire de ces crédits.

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5829) : mission sénatoriale à Rome sur la coopération culturelle française - Ecole française de Rome : qualité du travail, gestion et organisation - Séjours mensuels d'étudiants effectuant des recherches et nécessité d'une réévaluation des bourses

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5919) : effort de maîtrise des dépenses de santé et formation des étudiants en médecine - Formation médicale continue ; recyclage des praticiens - Audit médical et mise en place auprès des responsables hospitaliers d'une cellule d'analyse de gestion - Situation des infirmières : risque de chômage ; ouverture des frontières aux ressortissants de la CEE - Prothésistes dentaires : élaboration souhaitable d'un statut et définition des conditions d'accès à la profession - (p. 5920) : prévention sanitaire et sociale - Education pour la santé ; campagnes publicitaires dans la presse écrite et audiovisuelle ; cours d'instruction sanitaire dans les établissements scolaires - Aide familiale à domicile : rôle des travailleuses familiales et insuffisance des effectifs ; modalités de financement de ces services et conditions de rémunération de ces travailleuses ; économies réalisées par la collectivité - Vote favorable unanime du groupe UCDP sur le budget de la santé - (p. 5930) : organisation des débats de la nuit et du lendemain

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - (p. 5983) : obligations particulières de la France vis à vis de ses ressortissants du Vanuatu ; transferts en Nouvelle-Calédonie.

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 44** (p. 5998) : soutient l'amendement n° 214 de M. Henri Goetschy (prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice jusqu'en 1985).

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (suite) (p. 6046) : recours du gouvernement à l'article 40 contre les amendements relatifs à l'indemnisation des rapatriés - Vote du groupe UCDP favorable à l'amendement n° 342, précédemment réservé, de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

Vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6136) : caractère périmé de la procédure budgétaire - Demande de la tenue pendant l'inter-session de journées de réflexion sur ce sujet - Remise en cause de la loi organique réglant la discussion budgétaire - Timidité du budget de 1981 - Chasse aux dépenses improductives - Incitation à l'investissement productif ; extension à l'agriculture - Priorité à la défense nationale - Nécessité d'une coopération européenne - Réduction en volume des dépenses civiles d'équipement ; situation du bâtiment et des travaux publics - Politique économique et crédibilité du projet de budget - Maîtrise des dépenses et de la masse monétaire - Diversification du tissu industriel - Santé du franc - Croissance économique et influence des facteurs économiques nationaux ou internationaux - Maîtrise des dépenses de santé - Modération de l'évolution des rémunérations - Montée du chômage des jeunes ; maintien de la femme au foyer - (p. 6137) : politique inconsidérée de relance - Approbation du projet de budget par le groupe de l'UCDP - Majoration des crédits pour la voirie urbaine, communale, l'assainissement urbain, l'enseignement agricole, les constructions scolaires, le franc-élève.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Art. 8** (p. 6351) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Pierre Labonde (principe et modalités d'application de versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre) - **Après l'art. 12** (p. 6352) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Jacques Carat (éclatement du département de la Seine et règlement des pensions dues aux conseillers généraux de la Seine).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 4** (p. 6422) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ; établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe) - Taxe professionnelle et poids sur les entreprises - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6433) : soutient l'amendement n° 135 de M. Francis Palmero (suppression du critère de ressources pour la détermination du montant de la retraite complémentaire de la fonction publique).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 18** (p. 6478) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : soutient, puis retire l'amendement n° 128 de MM. Roger Lise et André Rabineau (prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer).

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6524) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors tendant à réserver une possibilité d'amortissement exceptionnel aux seuls investissements tendant à l'utilisation du charbon produit en France - Aide nécessaire de la France à la Pologne.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6562) : rapport de la délégation sénatoriale en Argentine en 1979 - Défense des droits de l'homme - Relations commerciales entre l'Union soviétique et l'Argentine - Action d'*Amnesty International* - Vote du groupe UCDP favorable à l'approbation de la convention - Violations des droits de l'homme en Union soviétique.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Nouvelle lecture* [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6578) : travail accompli par le Sénat et son rapporteur sur ce texte

- Le groupe UCDP votera le projet - Examen nécessaire par le gouvernement de la situation des réfugiés du Vanuatu installés en Nouvelle Calédonie.

CHAZELLE (René), sénateur de la Haute-Loire (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux commissions syndicales constituées dans les sections de **communes** (n° **282,** 1979-1980) (3 juin 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97,** 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Universités** (n° **98,** annexe **34,** 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97,** 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationales - **Légion d'honneur et ordre de la Libération** (n° **98,** annexe **37,** 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2625** (J.O. Débats 9 décembre 1979) (p. 5119) à M. le ministre de l'Agriculture : les **forêts (mise en valeur rationnelle de la forêt française)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3862).

n° **2833** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à M. le Premier ministre : les **calamités (conséquences des pluies torrentielles dans la Haute-Loire)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3865, 3867).

n° **73** (J.O. Débats 15 novembre 1980) (p. 4727) à M. le ministre de la Justice : la **justice (bilan de l'action des conciliateurs).**

Questions orales avec débat :

n° **333** (7 mars 1980) (p. 711) à M. le ministre de l'Education : les **programmes scolaires (enseignement)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1563 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole [n° 129 (79-80)]** - (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 454) : insuffisance de la politique de la montagne et des zones défavorisées ; cas exemplaire du département de la Haute-Loire - Agriculture et importance des disparités régionales - Productions agricoles et parts de l'agriculture de montagne - Augmentation nécessaire de l'indemnité spéciale de montagne - Montants compensatoires monétaires et exclusion des zones défavorisées du champ d'application de la taxe de coresponsabilité - Revenu agricole dans les zones de montagne.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 484) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), soutient le sous-amendement N° I-74 de M. Roger Rinchet (compensation pour les zones en difficulté) - Problème des régions défavorisées de montagne - Indemnités spéciales de montagne (ISM) - Pluriactivité.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 31** (p. 736) : soutient l'amendement N° IV-33 de M. Jean Nayrou (création d'un fonds régional d'aménagement et d'expansion de la montagne).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 20** (p. 763) : son amendement N° III-170, déposé avec M. Roger Rinchet et soutenu par M. Franck Sérusclat : conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne ; rejeté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : son amendement N° IV-35 : évaluation du surcoût de production lié aux contraintes spécifiques de certaines régions ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1578) : enseignement et abandon de l'histoire - (p. 1579) : place de l'histoire dans l'enseignement primaire et secondaire ; propos du professeur Jean Peyrot - Réforme Haby et dénaturation de l'enseignement de l'histoire ; disparition de la continuité et développement de l'enseignement diachronique - Contenu des programmes - Histoire et enseignement technique - Dilution de l'histoire dans le magma des sciences sociales - (p. 1580) : conceptions de l'histoire - Crise de l'histoire et crise de l'enseignement.

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération (4 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5751) : montant et progression des crédits de ce budget - Missions de la grande chancellerie de la Légion d'honneur - Répartition des recettes et des dépenses - Maintien dans une stricte limite du nombre des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur ; anciens combattants de la guerre de 1914-18 - Revalorisation du traitement des légionnaires et des médaillés militaires - Possibilité de transfert au profit de la société d'entraide des membres de la légion d'honneur et de la société nationale des médaillés militaires - Qualité de l'éducation dispensée par les maisons de la légion d'honneur - (p. 5752) : proposition d'adoption de ce budget - (p. 5753) : diminution du nombre de compagnons de la libération - Crédits de ce budget ; revalorisation des rémunérations du personnel et amélioration des locaux occupés par les services de l'ordre de la libération - Proposition d'adoption de ce budget

Universités (5 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5824) : sort de la loi d'orientation de 1968 - Situation des universités : difficulté de financement et absence du Parlement à la commission d'études - Erosion des crédits de financement - Rapport de la Cour des Comptes et efforts de gestion - Affectation des fonds et nécessité d'un contrôle financier a priori - Possibilité réduite d'autofinancement et non relèvement des droits d'inscription aux diplômes nationaux - Préférence donnée aux ressources contractuelles du secteur privé - Autonomie des universités et volonté de cohérence - Réforme des habilitations et faible prise en considération des instances représentatives du monde universitaire - Retraits d'habilitations dans le troisième cycle, suppression des diplômes universitaires de docteurs-ingénieurs ; autorisation du Premier ministre à des universités pour délivrer certains diplômes - Conséquences des retraits d'habilitations du deuxième cycle pour les universités nouvelles, répercussion sur l'équilibre des régions et la responsabilité des collectivités locales - Question au gouvernement sur la poursuite des retraits d'habilitations, secteurs et cycles d'enseignement concernés - Augmentation des crédits de recherche - (p. 5825) : utilisation des dotations de programme ; recommandations de la Cour des Comptes et améliorations en cours : exemple de la réforme de l'administration du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Budget presque confidentiel du

CNRS et information du Parlement - Nécessité d'une multiplication des procédures d'évaluation des la qualité des travaux des équipes scientifiques - Sélectivité nécessaire des aides - Dialogue entre le CNRS et la recherche universitaire, et ouverture sur l'extérieur des formations de recherche - Crédits du CNRS aux laboratoires universitaires - Grands établissements - Rénovation de la bibliothèque Nationale : difficultés techniques, plan de reproduction des collections, microfilms de quotidiens, insuffisance des crédits d'acquisition de documents d'intérêt national - Muséum d'histoire naturelle : dégradation de collections et constitution d'un musée zoologique - Question au gouvernement sur le potentiel des instituts français à l'étranger - Ecole pratique des hautes études et détérioration de ses crédits de publication - Nécessité d'une reconduction définitive de la subvention exceptionnelle de l'académie de médecine - Implantation et coût de fonctionnement du musée des sciences et techniques de la Villette - Progression modérée de l'action sociale pour les étudiants et répercussion selon les secteurs - Baisse du pouvoir d'achat des bourses - (p. 5826) : décalage entre crédits et dotations - Opposition du gouvernement à des financements parallèles : exemple des prêts d'honneur - Examen d'ensemble nécessaire sur la nature et la répartition de l'action sociale - Crise des universités et modification de leur statut ; absence d'une vision d'ensemble, conséquences de l'introduction d'une université à l'américaine - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5848) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles (réduction indicative des crédits du titre III concernant le nombre de postes d'élèves des écoles normales

CHERIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de la cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'action en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **209**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n°**244**, 1979-1980) (13 mai 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi (n° **232**, 1979-1980) adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **247**, 1979-1980) (14 mai 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **363**, 1979-1980) (28 juin 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi (n° **371**, 1979-1980) adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relative à la participation (n° **372**, 1979-1980) (30 juin 1980) - **Participation des travailleurs.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Santé** (n° **102**, tome **II**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2648** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le ministre des Transports : la **Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) (transfert hors Paris du service des approvisionnements de la S.N.C.F.)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports (6 juin 1980) (p. 2447).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]**

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1295) : principe de la prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs - Système financier proposé par le Gouvernement.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1320) : amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales : révision des barèmes d'aide sociale ; adopté - (p. 1321) : sur l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales, accepte les sous-amendements N° II-53 de la commission des lois (mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé, subordonnée à la révision du barème) et N° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - **Après l'art. 88** (p. 1326) : amendement N° II-95 de la commission des affaires sociales : remboursement par l'Etat des sommes restant dues aux départements au titre de l'aide sociale ; retiré - (p. 1327) : demande au gouvernement un engagement de délai pour le remboursement des sommes dues.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales [n° 209 (79-80)]** - (3 juin 1980) Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2261) : dépôt du projet de loi en 1978 - Participation et actionnariat - Définition de la

participation - (p. 2262) : hommage à Robert Boulin - Lacunes du projet initial du Gouvernement - Distribution d'actions par les sociétés cotées en Bourse et mécanisme d'indemnisation sur financement de l'Etat - Institution d'une taxe sur les cadeaux et frais de réception des sociétés - Imposition des sociétés qui ne font pas de bénéfice - Modifications apportées par l'Assemblée Nationale : système facultatif ; assemblée générale extraordinaire - Incitations : prise en charge partielle par l'Etat - (p. 2263) : reconnaissance par l'Etat d'une créance - Taux d'intérêt révisable proposé par la commission des affaires sociales - Distribution d'actions et clef de répartition prévue par les accords de participation - Assemblées générales ordinaires et extraordinaires ; coût et lourdeur de l'opération - Compétence du conseil d'administration ou du directoire - Rapport au Parlement - Problème du gage - (p. 2264) : impôt forfaitaire sur les sociétés et taxe sur les dépenses de cadeaux et frais de réception - Effort des entreprises à l'exportation et budget de publicité et de relations publiques - Importance de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs - Vote positif sur le projet de loi demandé par la commission des affaires sociales, malgré les réserves exprimées.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 1er *bis*** (p. 2314) : amendement n° 45 de la commission des affaires sociales : principe et modalités d'application de la décision de distribution des dividendes, prise par l'assemblée générale extraordinaire ; retiré au profit de l'amendement n° 8 de la commission des lois - **Art. 1er *ter*** (p. 2317) : amendement n° 46 de la commission des affaires sociales : décision d'attribution des actions par l'assemblée générale extraordinaire et délai d'information des salariés ; retiré - **Art. 5** (p. 2324) : amendement n° 47 de la commission des affaires sociales : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées ; devenu sans objet - (p. 2323) : amendement n° 48 de la commission des affaires sociales : modalités de fixation du taux de la créance sur l'Etat ; rejeté - (p. 2324) : existence d'emprunts obligataires à taux fixe ou taux variable - **Art. 7** (p. 2335) s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission des lois (bénéficiaires du droit d'attribution des actions) - **Art. 12** (p. 2338) : sur l'amendement n° 27 de la commission des lois (délai d'indisponibilité des actions ; négociabilité des droits d'attribution et des droits de souscription), sous-amendement n° 49 de la commission des affaires sociales : durée d'incessibilité des titres ; retiré - Amendement n° 50 de la commission des affaires sociales : 1° cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail ; retiré ; 2° rachat des actions des sociétés non cotées exclusivement par la société elle-même ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 31 de la commission des lois, discuté après l'art. 13 ; 3° offres publiques d'achat et offres publiques d'échange pendant la période d'incessibilité ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 2345) : rachat des titres par les sociétés à une valeur estimée selon les modalités retenues au moment de la distribution ; bénéfice d'une plus-value éventuelle pour le salarié - (p. 2346) : sur l'amendement n° 31 de la commission des lois (achat des actions au terme du délai d'indisponibilité dans les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs), de la commission des affaires sociales sous-amendement n° 50 *bis* : possibilité pour les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs de ne pas exercer leur droit de rachat des actions attribuées aux salariés ; détermination de la valeur des actions de ces sociétés ; adopté - **Art. 15** (p. 2348) : amendement n° 51 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions de l'article relatives à la fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles les dépenses résultant de la formation économique et financière des salariés pourront être imputées sur les fonds de la formation professionnelle ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 65 de la commission des lois (Information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputées sur les fonds de la formation professionnelle) ; puis rejeté - **Art. 21** (p. 2355) : amendement n° 52 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 4 de M. Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances : suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises ; retiré - (p. 2359) : accepte l'amendement n° 41 de la commission des lois (inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions) - **Art. 23** (p. 2360) : amendement n° 53 de la commission des affaires sociales : dépôt d'un rapport par le gouvernement, relatif à la situation de l'actionnariat salarié à la fin de la période d'incessibilité, avant le 31 décembre 1987 ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232** (**79 - 80**)] - (9 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2478) : contexte historique du texte en discussion ; définition d'une conception authentique de la participation ; absence d'un grand débat sur la condition humaine et sur le rôle des travailleurs dans l'entreprise ; antagonismes nés de la théorie marxiste de la lutte des classes - Responsabilité et solidarité des salariés - Développement notable de l'intéressement institué par l'ordonnance de 1967 - (p. 2479) : création d'une tranche supplémentaire d'intéressement ; son financement - Incitation fiscale en faveur du seul plan d'actionnariat ; conditions du plan d'épargne d'entreprise - Aménagement des textes déjà existant - (p. 2480) : solution adaptée à la situation des « entreprises de matière grise » ; « fuite des cerveaux » - Participation des personnels à la gestion des entreprises limitée au seul personnel d'encadrement ; pouvoir des administrateurs désignés par le personnel - Représentation du personnel dans la société à statut « dualiste » ; société dotée d'un directoire et d'un conseil de surveillance ; amendement présenté lors du vote de la loi de 1966 par MM. René Capitant et Le Douarec en vue de créer un nouveau type de société anonyme destiné à favoriser la réforme de l'entreprise - (p. 2481) : application obligatoire restreinte ; création d'un système favorisant efficacement l'actionnariat des salariés - **Question préalable** (p. 2497) : s'oppose à la motion n° 122 de la commission des lois tendant à opposer la question préalable.

Intitulés (p. 2499) : accepte l'amendement n° 52 de la commission des lois (coordination ; intitulé du titre I : « participation aux fruits de l'expansion des entreprises et actionnariat des salariés ») - Amendement n° 3 de la commission des affaires sociales : coordination ; chapitre I : « dispositions relatives à la majoration de la réserve spéciale de participation » ; adopté - **Art. 3** (p. 2501) : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission des lois (possibilité pour toutes les sociétés pratiquant un régime de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion d'accorder à leurs salariés un supplément de droits individuels, supplément réservé aux salariés qui emploient la totalité de leurs droits en actions ou coupures d'actions de la société) - Mesures d'incitation fiscale propres au plan d'actionnariat - (p. 2502) : abandon de la logique de l'ordonnance de 1967 - (p. 2504) : demande une suspension pour permettre la concertation entre la commission des lois, saisie pour avis et la commission des affaires économiques, saisie au fond - Amendement n° 131 de la commission des affaires sociales : fusion des dispositions des articles 3 et 4 du texte en discussion ; conditions dans lesquelles les sociétés peuvent offrir un plan d'actionnariat ou un plan d'épargne à leurs salariés ; conditions dans lesquelles les salariés peuvent exercer le droit qui leur est accordé ; adopté - (p. 2506) : sur cet amendement s'oppose aux sous-amendements de la commission des lois n° 132 (cas des salariés qui utilisent la totalité de leurs droits pour la souscription d'actions ou de coupures d'actions de leur société) et n° 133 (bénéfice du supplément de droits individuels, en cas de plan d'épargne d'entreprise, pour les salariés qui affectent à ce plan le quart de leurs droits et « un apport personnel d'un montant égal »).

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2805) : urgence et nécessité d'une politique familiale - Interruption volontaire de grossesse et nombre d'enfants désirés par famille - Dénatalité et résistance de l'institution familiale - Education des enfants et aide financière aux familles - Troisième enfant et allongement du congé de maternité - (p. 2806) : majoration de l'allocation post-natale et « prime à la naissance » - Accès des enfants de plus de trois ans aux équipements collectifs ; insuffisance de ces équipements - Caractère ponctuel du projet de loi - Revenu minimum familial ; distinction entre les familles de salariés et les autres - Insuffisance du mécanisme mis en place par le projet et exclusion des familles les plus défavorisées - Proposition d'une allocation forfaitaire pour les familles de plus de trois enfants - (p. 2807) : nécessité d'une politique familiale d'ensemble - Proposition de loi RPR déposée à l'Assemblée nationale - Refus de la notion d'assistance - Redistribution des revenus et politique familiale ; attribution des prestations sans critères de ressources - Définition de moyens financiers propres à la politique familiale - Création de l'allocation d'éducation parentale - Statut social de la mère de famille.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Art. 11** (p. 2842) : son amendement N° 64 : modalités d'attribution d'un supplément de revenu familial aux personnes ou ménages élevant au moins trois enfants ; devenu sans objet - (p. 2845) : solution d'avenir qu'est le système d'allocation différentielle - **Intitulé du titre IV** (p. 2845) : son amendement N° 62 : de forme ; « titre IV - Supplément du revenu familial » ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 2851) : évocation par le gouvernement de problèmes de « système » et de « principe » ; nécessité de considérer les Français comme « des êtres de chair et de sang » - **Art. 20** (p. 2856) : son amendement N° 75 : supplément de revenu familial et exclusion de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement des conditions de ressources ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 25** (p. 2861) : son amendement N° 77 identique à l'amendement N° 31 de la commission : entrée en vigueur au 1er janvier 1981 des dispositions du titre IV ; adopté - **Après l'art. 25** (p. 2864) : reprend l'amendement N° 97 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : assimilation des représentants de l'UNAF et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux ; retiré - (p. 2865) : se déclare défavorable à l'amendement N° 109 du gouvernement (composition du conseil d'administration de l'union nationale des associations familiales ; suppression de l'exigence d'avoir à charge plusieurs enfants mineurs) - Sur cet amendement, son sous-amendement N° 144 : membres du conseil d'administration et qualité de père ou de mère ayant au moins trois enfants dont un à charge ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**].

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2913) : accepte l'amendement N° 54 de la commission des lois (affectation de la réserve de participation aux actions de la société et sort du bénéfice du supplément de droits individuels) - Demande le retrait de l'amendement N° 48 de M. André Rabineau, soutenu par M. François Dubanchet (réserve spéciale de participation et constitution d'un fonds commun de placement) - Accepte l'amendement N° 55 de la commission des lois (modalités d'attribution des actions ; disponibilité des actions et délai d'indisponibilité des droits de participation) - Accepte l'amendement N° 117 de M. Bernard Talon, soutenu par M. Jacques Coudert (principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation) - (p. 2914) : sur l'amendement N° 55 de la commission des lois, sous-amendement N° 140 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions fixant un délai d'indisponibilité des actions ; adopté - (p. 2915) : volonté de relance de l'actionnariat dans l'entreprise - **Art. 5** *bis* (p. 2917) : accepte l'amendement de coordination N° 56 de la commission des lois - **Art. 5** *ter* (p. 2918) : amendement N° 5 de la commission des affaires sociales : importance de la majoration du supplément de droits individuels ouvrant droit à une majoration de la provision pour investissements ; devenu sans objet - **Après l'art. 5** *ter* (p. 2919) : amendements de la commission des affaires sociales N° 7 : adhésion volontaire au système des entreprises ne rentrant pas dans le champ d'application de la loi ; adopté - N° 8 : application de la loi et résultats du premier exercice ouvert après sa publication ; adopté - **Intitulé** (p. 2920) : amendement N° 9 de la commission des affaires sociales : de forme ; « chapitre II - dispositions diverses sur la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et l'actionnariat des salariés » ; adopté - **Art. 6** (p. 2921) : accepte l'amendement N° 58 de la commission des lois (actions ou coupures d'actions attribuées aux salariés par augmentation de capital ou rachat préalable par l'entreprise) - **Après l'art. 6** (p. 2922) : accepte l'amendement N° 59 de la commission des lois (participation et interdiction de l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote) - **Art. 7** (p. 2924) : s'oppose à l'amendement N° 60 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant une réduction du délai d'indisponibilité des actions souscrites par les salariés) - **Après l'art. 7** (p. 2926) : accepte l'amendement de coordination N° 61 de la commission des lois - **Art. 8** (p. 2927) : accepte l'amendement N° 49 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Paul Pillet (principe de l'utilisation des comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise) - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement N° 63 de la commission des lois (caractère négociable des droits de souscription ou d'attribution des actions obtenues sur présentation de ces droits) - (p. 2928) : accepte l'amendement N° 64 de la commission des lois (principe et modalités d'application de la vente aux sociétés attributrices des actions non cotées ; possibilité de renonciation aux droits de rachat) - **Art. 8** *bis* accepte l'amendement N° 45 du gouvernement (société anonyme à participation ouvrière et possibilité de constitution d'une provision d'investissements égale à 100 % de la réserve spéciale de participation ; application aux sociétés coopératives ouvrières de production) - **Art. 10** (p. 2929) : amendement N° 11 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions de cet art. exigeant des conditions d'ancienneté pour le bénéfice de la répartition des droits de la réserve spéciale de participation ; rejeté - Amendement N° 12 de la commission des affaires sociales : provision pour investissements et nécessité de la conclusion d'un accord de participation ; rejeté - **Art. 13** (p. 2930) : accepte l'amendement N° 65 de la commission des lois (suppression de cet art. concernant le caractère négociable des droits d'attribution et de souscription et les actions obtenues sur présentation de ces droits) - **Art. 14** (p. 2931) : accepte l'amendement N° 66 de la commission des lois (droit pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ; indisponibilité des sommes ou actions obtenues) - **Art. 15** : amendement d'harmonisation N° 13 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Art. 15** *bis* : amendement N° 14 de la commission des affaires sociales : suppression de cet art. exigeant pour la participation le cumul de conditions d'ancienneté et de présence dans l'entreprise ; rejeté - **Art. 15** *quater* (p. 2932) : amendements de la commission des affaires sociales N° 15A : détermination d'un plafond de versements pour les salariés participant à un plan d'épargne ; retiré ; N° 16 : révision annuelle du plafond ; retiré - **Art. 15** *quinquies* (p. 2933) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 68 de la commission des lois (droit pour les salariés de souscrire à l'augmentation de capital, individuellement ou par un fonds commun de placement) - **Après l'art. 15** *quinquies* : accepte l'amendement de codification N° 69 de la commission des lois - **Art. 15** *sexies* (p. 2934) : accepte l'amendement N° 70 de la commission des lois (caractère nominatif et incessible pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire des actions souscrites ; négociabilité des droits de souscription et d'attribution y afférents) - **Art. 15** *septies* (p. 2935) :

accepte l'amendement N° 72 de la commission des lois (incessibilité des actions acquises pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire) - **Art. 15** *undecies:* amendement rédactionnel N° 134 de la commission des affaires sociales; adopté - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2935) : s'oppose à l'amendement N° 47de MM. François Dubanchet et André Rabineau soutenu par M. Paul Pillet (importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions) - (p. 2937) : accepte l'amendement N° 73 de la commission des lois (droit pour les sociétés de racheter leurs actions en bourse et de les placer dans les comptes spéciaux d'actionnariat de leurs salariés) - **Intitulé du titre II :** s'oppose à l'amendement N° 74 de la commission des lois (de forme ; « attribution d'actions aux salariés par incorporation au capital d'une partie du bénéfice distribuable ») - Danger d'assimiler les travailleurs salariés et les apporteurs de capitaux dans une société obéissant aux règles de droit commun - (p. 2938) : adoption des statuts par l'assemblée générale extraordinaire ; modification de ces statuts par cette seule assemblée générale - Nouveau type de société et actionnariat salarié - (p. 2941) : accepte l'amendement N° 141 du gouvernement (de forme ; « société dont les statuts assurent le développement de l'actionnariat des salariés ») - **Art. 16** (p. 2942) : amendement N° 143 de la commission des affaires sociales : droit des sociétés et participation ; application du droit commun sauf règles particulières ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 76 de la commission des lois (société d'actionnariat salarié et décision de l'assemblée générale extraordinaire d'une société anonyme) - (p. 2943) : accepte l'amendement N° 77 de la commission des lois (principe et modalités de distribution du dividende précipitaire) - (p. 2944) : sur l'amendement N° 76 de la commission des lois, sous-amendement N° 19 de la commission des affaires sociales : opposition de salariés aux opérations de participation ; absence de conditions d'ancienneté pour les sociétés constituées depuis moins d'un an ; rejeté - (p. 2945) : sur l'amendement N° 77 de la commission des lois, accepte le sous-amendement N° 144 de M. Raymond Bourgine (substitution de la notion de capitaux propres à celle de capital social) - Accepte l'amendement N° 78 de la commission des lois (incorporation du bénéfice distribuable au capital social et modalités d'attribution des actions nouvelles) - Sur cet amendement, sous-amendements de la commission des affaires sociales N° 145 : définition du fonds commun de placement comme un fonds d'actionnariat salarié ; rejeté - N° 146 : dividende précipitaire et incorporation au capital ; possibilité de réduction de cette incorporation et distribution d'un dividende supplémentaire ; rejeté - (p. 2946) : possibilité de choisir entre des actions gratuites ou la distribution de dividendes supplémentaires ; facilités accordées aux apporteurs de capitaux - (p. 2947) : accepte l'amendement d'harmonisation N° 80 de la commission des lois, ainsi que le N° 79 de codification de la commission des lois - Amendement N° 20 de la commission des affaires sociales : possibilité de réévaluation de l'actif immobilisé et affectation d'une partie du produit de cette réévaluation aux salariés ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 2948) : accepte les amendements de la commission des lois N° 85 (possibilité pour les sociétés de diviser leur actions en coupures) et N° 86 (non application aux sociétés d'actionnariat salarié des dispositions instituant un régime obligatoire de participation) - **Art. 17** (p. 2949) : accepte l'amendement N° 87 de la commission des lois (exonération du droit d'apport pour les augmentations de capital) - Sur cet amendement, sous-amendement N° 147 de la commission des affaires sociales : extension aux dividendes précipitaires du régime de déductibilité fiscale ; retiré - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement N° 89 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant l'information du ministère du travail en cas d'opération de développement de l'actionnariat salarié) - **Avant l'art. 20** (p. 2950) : s'oppose à l'amendement N° 119 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Bernard Parmantier (définition du rôle des sections syndicales d'entreprises) - **Art. 20** (p. 2954) : nécessité de ne pas réduire les relations entre salariés et entreprises à un simple contrat de louage de services - Participation et autorité dans l'entreprise - S'oppose aux amendements identiques N° 36 de M. Raymond Bourgine et N° 91 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant la participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise au conseil d'administration des sociétés anonymes de plus de 500 salariés) - **Après l'art. 20** (p. 2956) : s'oppose aux amendements de M. Robert Schwint, soutenus par M. Bernard Parmantier N° 121 (principe et modalités d'application de la consultation obligatoire du comité d'entreprise sur tout projet de licenciement pour motif économique) et N° 120 (accroissement des pouvoirs du comité d'entreprise sur la gestion de l'entreprise) - **Art. 27** (p. 2957) : amendement N° 29 de la commission des affaires sociales identique aux amendements N° 43 de M. Raymond Bourgine et N° 109 de la commission des lois : suppression de cet art. concernant l'irresponsabilité des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 28** (p. 2958) : amendement N° 31 de la commission des affaires sociales : application de la loi et majoration des droits de consommation sur les alcools ; devenu sans objet - Accepte l'amendement N° 110 de la commission des lois (application de la loi et inscription dans une loi de finances des moyens financiers) - **Art. 29** (p. 2959) : accepte l'amendement N° 111 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant la création d'une agence nationale d'étude et de promotion de la participation).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **363 (79-80)**]- (29 juin 1980) - En tant que rapporteur de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3343) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire - Provision pour investissement - Délai d'indisponibilité - Création des sociétés d'actionnariat salarié - Élection de salariés au conseil de surveillance - Gage - (p. 3344) : participation - Cogestion - Représentation des cadres aux conseils d'administration - Demande au Sénat d'adopter le texte approuvé par la commission mixte paritaire à sa quasi-unanimité.

En tant que rapporteur de la commission des affaires sociales : remise en cause du texte de la commission mixte paritaire par les amendements du gouvernement - Gage - Au nom de la commission des affaires sociales, demande au Sénat de repousser le texte ainsi modifié.

Art 15 *sexies* (p. 3347) : s'oppose à l'amendement n° 1 du gouvernement (forme nominative des actions et délai d'incessibilité) - **Art. 15** *septies :* s'oppose à l'amendement de coordination n° 2 du gouvernement - **Avant l'art 20, Art. 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28** (p. 3348,3349, 3350) : opposition aux amendements Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10,11 et 12 du gouvernement.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Nouvelle lecture* [n° **373 (79-80)**] - (30 juin 1980) - Rapporteur pour avis.— **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3396) : accord du Gouvernement, des commissions des affaires sociales et des lois sur la gratuité du droit d'attribution.

— **Proposition de loi relative à la participation** - *Nouvelle lecture* [n° **371 (79-80)**] - (30 juin 1980).— Rapporteur.— **Discussion générale** (p. 3397) : représentation des cadres au conseil de surveillance et divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Adoption par la commission mixte paritaire d'une représentation de l'ensemble du personnel, cadres et non-cadres, dans les conseils de surveillance - Modification par le Gouvernement du texte adopté par la commission mixte paritaire ; nécessité de revenir à celui-ci - Compétence des cadres et représentation dans les conseils de surveillance - Problèmes posés par la représentation des personnels dans les conseils d'administration.

Art. 20 (p. 3399) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise et assimilés aux conseils d'administration et de surveillance) - **Art. 25 :** s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement (conditions de

participation des cadres et assimilés aux conseils de surveillance) - **Art. 28** (p. 3399) : désaccord entre le Gouvernement et les deux assemblées sur la représentation des cadres aux conseils de surveillance. (p. 3400) : refus du Gouvernement d'élargir la participation à l'ensemble du personnel.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 4265) : son amendement n° 26, déposé avec M. Louis Souvet : en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique ; réservé - (p. 4266) : son amendement n° 27, déposé avec M. Louis Souvet : référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers ; adopté - (p. 4268) : son amendement n° 28, déposé avec M. Louis Souvet : création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux salariés des entreprises défaillantes ; adopté - (p. 4269) : retrait de l'amendement n° 26 qu'il a déposé avec M. Louis Souvet..

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Après l'art. unique** (p. 4253) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4255) ; aspects positifs du projet malgré le mode de financement retenu - Vote positif du groupe RPR.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4403) : travail à temps partiel ; équilibre entre vie personnelle et professionnelle ; développement à l'étranger - Evolution de notre société moderne ; qualité de la vie - Transformation dans l'organisation du travail ; « la troisième vague » citée par un auteur américain - Travail à temps partiel : transition vers la retraite, lien entre études et activité professionnelle - (p. 4404) : travail à temps partiel et travail féminin ; lien avec la politique familiale ; exemple de proposition du syndicat des ouvrières danoises - Principe du maintien des droits sociaux - Obstacles au développement du travail à temps partiel ; seuils sociaux - Refus du développement d'un sous-prolétariat et nature des emplois concernés - Salariés de haut niveau et problème du bénéfice du régime complémentaire des cadres - Absence de politique familiale globale - Soutien du groupe RPR au projet de loi.

Art. 2 (p. 4417) : son amendement n° 1 déposé avec M. Louis Souvet : travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 6 de la commission des affaires sociales puis rejeté - (p. 4418) : travail à temps partiel et régularité des périodes de travail - son amendement n° 2 déposé avec M. Louis Souvet : conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux ; adopté - (p. 4422) : absence de création d'une représentation censitaire au sein des entreprises ; aménagement des services sociaux et incitation à l'embauche - **Après l'art. 2** (p. 4425) : son amendement n° 26 déposé avec M. Louis Souvet : travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (référence au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale) - (p. 4426) : travail à temps partiel et nécessité d'aider les petites entreprises.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (17 novembre 1980) - **Art. 47** (p. 4808) : son amendement N° II-191 déposé avec M. François Collet : périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux ; adopté - Son amendement N° II-192 déposé avec M. François Collet : statut des malades mentaux des établissements du secteur libre ; adopté - Son amendement N° II-193 déposé avec M. François Collet : sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Après l'art. 2** *ter* (p. 5066) : son amendement n° 125 déposé par M. François Collet : majoration des seuils d'application des daux majorés de la taxe sur les salaires ; retiré - **Après l'art. 2** *quater* (p. 5069) : son amendement n° 124 déposé avec M. François Collet : révision des seuils de déclenchement de l'imposition pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux ; retiré - **Art. 3A** (p. 5075) : son amendement n° 18 déposé avec M. Jean-Paul Hammann : déduction fiscale et extension aux entreprises non commerciales ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5127) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), se déclare favorable au sous-amendement n° 48 de MM. René Tomasini et Gustave Héon (maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales, notamment le whisky).

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) (p. 5472) : importance des crédits attribués à la SNCF - Proteste contre le transfert à Lyon du service des approvisionnements de la SNCF ; caractère onéreux de cette opération - Politique excessive de décentralisation et sort de l'économie de la région parisienne - Transferts envisagés et perturbations sociales et économiques - Sort des entreprises travaillant en sous-traitance pour le service d'approvisionnement ; cas de certaines entreprises du Nord et des Ardennes - (p. 5473) : refus d'adopter les crédits du titre IV

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (santé) - (p. 5904) : évolution des crédits par rapport à 1980 : taux de progression inférieur à celui du budget de l'Etat et à l'évolution du coût de la vie - Budget d'austérité - Dépenses obligatoires d'action sociale - Aide sociale à l'enfance et aux personnes âgées - (p. 5905) : crédits d'investissements - Dépenses ordinaires - Crédits de recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ; Institut Pasteur et Institut Curie - Pharmacie et médicament - Prévention sanitaire : lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ; sectorisation psychiatrique ; protection maternelle et infantile - Action sociale : loi d'orientation de 1975 en faveur des personnes handicapées ; retard de parution des textes d'application - Difficultés des établissements sociaux : centres sociaux ; écoles de formation d'assistants de service social ; associations de handicapés et de travailleuses familiales ; foyers de jeunes travailleurs - politique hospitalière : budget d'austérité, construction et humanisation des hôpitaux - (p. 5906) : carte hospitalière ; résorption des capacités excédentaires - Hébergement des personnes âgées ; cas des personnes invalides du quatrième âge - Hôpitaux psychiatriques : rapport ministériel diffusé dans la presse - Difficultés de gestion des établissements hospitaliers depuis le plan du 25 juillet 1979 ; budgets primitifs ; évolution des dépenses de personnel et réduction de la cotisation de retraite des agents des collectivités locales ; dérogations accordées - Réforme nécessaire de la tarification hospitalière - (p. 5907) : principe de l'autonomie des conseils d'administration des hôpitaux ; procédure de désignation des directeurs - Convention entre les médecins et les caisses d'assurance maladie - Travail féminin et problème de la garde des enfants de moins de trois ans : prix de revient journalier des crèches collectives et crèches familiales ; frais de personnel ; assistantes maternelles - Salaire maternel ; proposition de M. *Jacques Henriet* sur la rémunération du congé parental d'éducation et difficulté d'application - Solution proposée par la commission des affaires sociales : liberté de choix de

la mère et garde d'autres enfants en même temps que le sien ; versement du complément familial au taux du SMIC - (p. 5908) : avantages de cette solution et nécessité de sa mise à l'étude - Revalorisation des allocations familiales - Carte de priorité aux mères de famille de nationalité étrangère - Avis favorable de la commission à l'adoption de ce budget

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : son amendement n° 244, déposé avec M. René Tomasini, soutenu par M. Jean-Paul Hammann et identique aux amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et 284 de M. Henri Duffaut : reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6170) : situation difficile de la petite entreprise - Le groupe RPR ne votera pas l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet) - (p. 6171) : son amendement n° 4 déposé avec M. Louis Souvet : compensation du préjudice de la perte de l'emploi consécutive à un accident du travail ; maintien des avantages consentis par voie conventionnelle ou contractuelle ; adopté - Se déclare favorable au sous-amendement n° 7 du gouvernement (maintien des avantages de même nature prévus par des dispositions conventionnelles ou contractuelles) - (p. 5173) : son amendement n° 5déposé avec M. Louis Souvet : non application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident survenu ou d'une maladie contractée au service d'un autre employeur ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** [n° **140 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Après l'art. unique** (p. 6342) : sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (naissance de l'incompatibilité en cours de mandat ; application du principe à la fin de ce mandat), son sous-amendement n° 3, déposé avec M. Louis Souvet : élection des conseils par secteur ; maintien du conseiller concerné jusqu'au renouvellement du conseil ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 16** (p. 6449) : soutient l'amendement n° 95 de M. Adrien Gouteyron (contrôle des importations de produits textiles et obligation du marquage d'origine).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - En remplacement de M. Robert Schwint, président et rapporteur pour avis - **Art. 17** (p. 6475) : amendement n° 100 de la commission des affaires sociales : allocation aux adultes handicapés et bénéfice d'avantages de vieillesse ou d'invalidité ; adopté - **Après l'art. 18** (p. 6476) : sur l'amendement n° 27 de M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale), ses sous-amendements n° 145 et n° 146 : rôle de l'employeur dans le contrôle médical des arrêts de travail ; retirés - (p. 6477) : délibérations de la commission des affaires sociales sur l'amendement n° 27 et sur ses sous-amendements n° 145 et n° 146 - **Art. 19** (p. 6479) : amendement n° 101 de la commission des affaires sociales : allocation d'éducation spéciale et possibilité de versement d'un complément pour un enfant placé en externat ; adopté - **Après l'art. 19** *bis* (p. 6481) : amendement n° 102 de la commission des affaires sociales : agrément du ministre de l'agriculture sur les conventions collectives concernant le personnel des caisses de mutualité sociale agricole ; adopté - **Art. 19** *quater* (p. 6482) : amendement n° 103 de la commission des affaires sociales : laboratoires d'analyses médicales conventionnés ou non conventionnés ; adopté - **Après l'art. 19** *quater* (p. 6483) : amendement n° 104 de la commission des affaires sociales : règles de coordination entre les régimes d'assurance vieillesse de la sécurité sociale, relatives au droit à pension de réversion ; repris par le Gouvernement et adopté - **Art. 20** : amendement n° 105 de la commission des affaires sociales : extension aux départements d'outre-mer de la procédure de la tutelle familiale définie à l'art. L. 551 du code de la sécurité sociale ; adopté - **Art. 22** (p. 6529) : amendement rédactionnel n° 106 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement rédactionnel n° 60 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 22** (p. 6530) : amendement n° 107 de la commission des affaires sociales : bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés ; adopté - Amendement n° 142 de la commission des affaires sociales : prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'un accident survenu à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole ; adopté - **Art. 23** *octies* (p. 6536) : amendement rédactionnel n° 108 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement rédactionnel n° 65 de la commission des lois ; adopté - **Art. 23** *nonies* : amendement n° 109 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article prévoyant une majoration du taux des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale par les organismes de travail temporaire pour leur personnel ; adopté - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : demande l'adoption de l'amendement n° 128 de MM. Roger Lise et André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin (prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer).

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'accidents du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **200 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur, en remplacement de M. Pierre Sallenave - **Art. 1** (p. 6564) : regrette la remise en cause du texte élaboré par la commission mixte paritaire, mais accepte néanmoins l'amendement n° 1 du Gouvernement (exclusion du bénéfice du projet des victimes d'accidents de trajet).

CHERRIER (Lionel), sénateur de la Nouvelle-Calédonie (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981)de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** (n° **103**, tome **IV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **11** (J.O. Débats 8 octobre 1980) (p. 3777) à M. le ministre des Affaires étrangères : les **Français de l'étranger (sécurité des ressortissants du Vanuatu)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) (10 octobre 1980) (p. 3859).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° 361 (78-79)] - (24 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1497, 1498) : poursuite de l'extension à la Nouvelle-Calédonie du régime communal, entreprise par les lois de 1969 et 1977 - Statut du personnel communal : harmonisation avec le cadre territorial de la fonction publique - Application du projet de loi portant développement des responsabilités des collectivités locales - Dotation globale d'équipement ; participation de l'Etat aux dépenses de logement des instituteurs - Prise en compte de la spécificité de la Nouvelle-Calédonie : éloignement de la métropole - Déconcentration à l'échelon du haut-commissaire - Principe d'autonomie des territoires - Régime électoral applicable dans la commune de Nouméa - Extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième des taxes qu'elles ont décidé de lever.

Art. 1 (p. 1499) : amendement N° 1 de la commission : référence à la loi du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie ; adopté - **Après l'art. 1 :** amendement N° 2 de la commission : unification du régime électoral entre la commune de Nouméa et les autres communes du territoire ; adopté - (p. 1500) ; amendement N° 3 de la commission : accroissement de compétence des conseils municipaux en matière d'aide sociale ; adopté - Amendement N° 4 de la commission : prise en compte des règlements territoriaux ; adopté - **Avant l'art. 1** *bis* (p. 1501) : amendement N° 20 de la commission :contingent des dépenses de police ; adopté - **Art. 2 :** amendement N° 5 de la commission : stations classées ; adopté - **Après l'art. 3 :** amendement N° 6 de la commission : suppression de deux alinéas relatifs aux biens indivis entre communes appartenant à des départements différents ; adopté - **Art. 4 :** amendement N° 7 de la commission : extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever ; adopté - **Art. 6** (p. 1502) : amendement N° 23 de la commission : relèvement des plafonds en matière de délit d'ingérence applicable aux élus locaux ; adopté - **Art. 7 :** amendement N° 8 de la commission : prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre-mer pour les dispositions générales applicables aux services communaux ; adopté - **Art. 7** *bis* (p. 1503) : amendement N° 9 de la commission : fixation des caractéristiques techniques des voies communales et chemins ruraux par arrêtés du haut commissaire, dans le cadre de la réglementation territoriale ; adopté - (p. 1504) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 24 du gouvernement : suppression de la référence à la réglementation territoriale en la matière - Compétence statutaire des assemblées territoriales - **Art. 8 :** amendement N° 10 de la commission : rétablissement de cet article, relatif à la protection contre l'incendie, en prévoyant la possibilité d'une participation de l'Etat ; adopté - **Art. 9 :** amendement N° 11 de la commission : pompes funèbres et cimetières : prise en compte, en tant que de besoin, des usages coutumiers des populations mélanésiennes ; adopté - Amendement N° 12 de la commission : possibilité pour les gendarmes de recevoir délégation pour assister aux opérations de sépultures ; adopté - **Art. 10** (p. 1505) : amendement N° 13 de la commission : prise en compte de la réglementation territoriale pour la distribution d'eau potable ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 25 du Gouvernement (suppression de la référence à la réglementation territoriale) - Amendement N° 21 de la commission : référence à la réglementation territoriale en matière d'assainissement et d'eaux usées ; adopté - (p. 1506) : amendement N° 14 de la commission : référence à la réglementation territoriale pour l'évacuation des eaux usées et le raccordement des immeubles aux égouts ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 26 du gouvernement (dispositions fiscales permettant la perception des redevances pour le raccordement à l'égout) - Amendement N° 19 de la commission : servitude et indemnité en matière d'assainissement et d'eaux usées ; adopté - (p. 1507) : amendement N° 22 de la commission : référence à la réglementation territoriale pour les ordures ménagères ; adopté - Amendement N° 15 de la commission ; référence à la réglementation territoriale pour la distribution d'électricité ; adopté - Amendement N° 16 de la commission : compétence du conseil de gouvernement en matière d'organisation générale des foires et marchés ; adopté - Amendement N° 17 de la commission : compétence du conseil de gouvernement en matière de poids et mesures ; adopté - Amendement N° 18 de la commission : simplification de la réglementation applicable aux syndcats mixtes de transports ; adopté.

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** [n° 360 (78-79)] - (24 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1479) : extension partielle du régime communal à la Polynésie française voulue par les lois de 1971 et 1977 ; absence de décrets d'application - Nécessité d'entreprendre réellement la réforme et de la compléter - Caractère technique du présent projet - (p. 1480) : amendements de la commission des lois - Compétences de l'assemblée territoriale - Prise en compte de règlements antérieurement pris par les autorités territoriales - Répartition des ressources du fonds intercommunal de péréquation - Obligation du douzième mensuel imposée au Trésor - Urgence des décrets d'application.

Art. 1 (p. 1481) : amendement N° 20 de la commission : référence à la loi du 21 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ; adopté - **Après l'art. 1 :** amendement N° 21 de la commission, identique à l'amendement N° 4 de M. Daniel Millaud : accroissement des compétences du conseil municipal en matière d'aide sociale ; adopté - (p. 1482) : amendement N° 22 de la commission : extension de l'article du code des communes définissant les pouvoirs de police du maire, dans le respect des règlements territoriaux ; adopté - Respect des compétences territoriales définies par la loi du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française - Accepte l'amendement N° 1 de M. Daniel Millaud (suppression, parmi les articles du code des communes étendus à la Polynésie, de l'article relatif à la contribution obligatoire des communes aux frais de fonctionnement de la police d'Etat) - (p. 1483) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 2 de M. Daniel Millaud (conditions d'application du code des marchés publics) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement N° 3 de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale) - (p. 1484) : accepte la réserve de cet amendement jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 3** (p. 1484) : amendement N° 23 de la commission : suppression de l'extension au territoire de la Polynésie française des dispositions du code des communes relatives aux stations classées et à la taxe de séjour ; adopté - **Art. 4** (p. 1485) : amendement N° 24 de la commission : insertion dans la loi du 29 décembre 1977 des dispositions relatives à l'élection des maires délégués des communes associées ; adopté - **Art 6 :** amendement N° 25 de la commission : extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever ; adopté - (p. 1486) : s'oppose à l'amendement N° 6 de M. Daniel Millaud (compétence territoriale pour la fixation des redevances dues pour les oléoducs et gazoducs) - **Art. 8 :** accepte l'amendement N° 7 de M. Daniel Millaud (augmentation du plafond des marchés pouvant être passés par les élus locaux) - Référence au nouveau plafond défini par le Sénat dans la discussion du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - (p. 1487) : s'oppose à l'amendement N° 8 de M. Daniel Millaud (modalités d'adaptation des dispositions relatives aux archives communales) - **Art. 9 :** amendement N° 26 de la commission : prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre mer pour l'application de l'article L. 321-1 du code

des communes relatif à la compétence du ministre de l'Intérieur pour établir des cahiers des charges types applicables en cas d'exploitation par concessions ou affermages ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 1488) : accepte l'amendement N° 10 de M. Daniel Millaud (réglementation applicable en matière de voirie communale) ; sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements du gouvernement N° 38 et 39 (suppression des références à la réglementation territoriale en vigueur) - **Art. 10** (p. 1489) : amendement N° 27 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la protection contre l'incendie ; adopté - **Art 11** (p. 1489, 1490) : amendement N° 28 de la commission : possibilité pour les gendarmes d'être délégués par l'autorité compétente pour certaines opérations de sépulture ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement N° 11 de M. Daniel Millaud (limitation de l'extension de certains articles du code des communes relatifs aux pompes funèbres et à la police des funérailles et sépultures) pour lequel la commission s'en remettait à la sagesse du Sénat - **Art. 12** (p. 1491) : amendement N° 29 de la commission : prise en compte de la réglementation territoriale en la matière pour les distributions municipales d'eau potable ; adopté - Accepte l'amendement d'harmonisation N° 12 de M. Daniel Millaud (référence à la réglementation territoriale) - (p. 1492) : amendement N° 30 de la commission : définition par la réglementation territoriale des règles applicables à l'évacuation des eaux usées et au raccordement des immeubles aux égoûts, adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 42 du gouvernement (dispositions fiscales permettant la perception des redevances ou participations pour le raccordement à l'égoût) - (p. 1493) : amendement N° 31 de la commission : servitude et indemnité en matière d'assainissement et d'eaux usées ; adopté - Accepte l'amendement d'harmonisation N° 13 de M. Daniel Millaud (prise en compte de la réglementation territoriale en matière d'ordures ménagères) - Amendement N° 32 de la commission : référence à la réglementation territoriale pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 41 du gouvernement (référence aux normes techniques arrêtées par le haut commissaire du territoire pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité) - (p. 1494) : amendement N° 33 de la commission : référence à l'article 21 de la loi du 12 juillet 1977, relatif au pouvoir du conseil de gouvernement, pour définir les compétences en matière de foires et marchés ; adopté - Amendement N° 34 de la commission : suppression de l'alinéa relatif aux bureaux de pesage ; adopté - Amendement N° 35 de la commission : réglementation applicable aux syndicats mixtes de transports ; adopté - **Art. 14** : accepte l'amendement N° 16 de M. Daniel Millaud (possibilité pour l'Assemblée territoriale et le conseil de gouvernement d'accorder des subventions à des communes isolément) - (p. 1495) : amendement N° 36 de la commission : prise en compte des besoins des communes associées pour la répartition des ressources du fonds intercommunal de péréquation entre les communes ; adopté - **Après l'art 14** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 37 de M. Daniel Millaud (prise en compte de la spécificité géographique du territoire pour l'application de l'article L. 17 du code électoral) - **Art. 2** *(suite)* (p. 1496) : s'oppose à l'amendement N° 3, précédemment réservé, de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale) - **Art. 16** (p. 1497) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° 19 de M. Daniel Millaud.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° 235 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** : son intervention lue par M. *Daniel Millaud* - (p. 3155) : rappelle ses précédentes interventions souhaitant l'extension du code de procédure pénale à la Nouvelle Calédonie - Absence de consultation des assemblées territoriales sur le texte en discussion - Répercussions possibles du projet de loi « Sécurité et Liberté » et extension souhaitable du nouveau projet - Son amendement relatif à l'organisation de la justice pénale dans les territoires d'outre-mer : juges de section et audiences foraines ; possibilité de collégialité en Nouvelle-Calédonie ; composition du jury d'assises - (p. 3156) : réaffirmation nécessaire de la compétence des assemblées territoriales : exemple des amendes forfaitaires - Extension également souhaitable aux territoires d'outre-mer des lois de 1970 sur la tutelle pénale et de 1972 sur la lutte contre le racisme - Interroge le Gouvernement sur les dispositions matérielles prévues pour l'application de ce texte : augmentation des postes de magistrats ; personnel chargé de l'application des peines ; réinsertion des prisonniers libérés - Retard de publication des décrets d'application des lois communales de décembre et juillet 1977 - Vote favorable sur le projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements.

Art. 2 (p. 3162) : son amendement n° 2, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française ; adopté - **Art. 5** (p. 3168) : son amendement n° 29, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité de tenue d'assises à Mata-Utu, dans les îles Wallis et Futuna ; adopté - Son amendement n° 3, soutenu par M. Daniel Millaud : incompatibilité des foncions de juré avec celles d'assesseur d'un tribunal du travail : retiré au profit de l'amendement analogue n° 12 de la commission - (p. 3169) : son amendement rédactionnel n° 4, identique à l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 5, soutenu par M. Daniel Millaud : fixation par l'assemblée territoriale du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires ; retiré - Son amendement rédactionnel n° 6, soutenu par M. Daniel Millaud ; retiré - **Art. 18** (p. 3172) : son amendement n° 7, soutenu par M. Daniel Millaud : subdivision ou circonscription administrative ; adopté - **Art. 22** - (p.3173) : son amendement n° 8, soutenu par M. Daniel Millaud, et identique à l'amendement n° 17 de la commission : extension aux TOM de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale ; adopté - Son amendement n° 9, soutenu par M. Daniel Millaud : extension de la loi relative à la lutte contre le racisme ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 18 de la commission..

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Après l'art. 3A** (p. 5087) : son amendement n° 148 déposé avec M. Daniel Millaud : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer ; adopté - Son amendement n° 147 déposé avec M. Daniel Millaud : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices métropolitains réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5190) : rapport sur le tourisme dans les départements et territoires d'outre-mer préparé pour le VIII[e] Plan et potentialités des territoires français du Pacifique et notamment de la Nouvelle-Calédonie - Colloque de Papeete de mars 1979 et conventions de coopération signées entre le ministère et la Nouvelle-Calédonie - Développement des capacités d'hébergement ; succès de l'implantation du Club Méditerranée - Hôtellerie de haut standing à Nouméa - Reconduction nécessaire pour 1981 des mesures d'incitation fiscale ; amendement déposé à cet effet dans la première partie du projet de loi de finances - Développement de l'animation sportive et culturelle - Desserte aérienne du territoire : amélioration nécessaire de la fréquence du transport aérien et des capacités disponibles ; accord conclu avec le gouvernement thaïlandais - Promotion touristique, notamment vis-à-vis de l'Australie et du Japon - Rôle du Groupement d'intérêt économique « Bienvenue France » - Rôle du tourisme dans le développement économique des territoires français du

Pacifique - Facteur de cohésion nationale - Votera ce budget

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - (p. 5386) : plan de développement économique et social à long terme adopté par l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie - Effort de recherche en matière de production agricole calédonienne - Conventions passées par le territoire avec l'Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-mer (ORSTOM) et coopération entre l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (IEMVT) et l'Institut Pasteur - Richesse minière de la Nouvelle-Calédonie et convention passée entre le territoire et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) pour la réalisation d'un inventaire minier - Financement de ces recherches - (p. 5387) : votera ce budget

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5569) : innovation de l'examen, par la commission des lois, saisie pour avis, des crédits des TOM - Présentation des crédits et réorganisation du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM - Evolution des crédits par rapport à 1980 - (p. 5570) : diminution de la dotation du fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) - Croissance relative des interventions des ministères techniques par rapport au budget des TOM et prise en compte de la spécificité des territoires d'outre-mer - Rôle de coordination du secrétariat d'Etat - Indépendance des Nouvelles-Hébrides, devenues le Vanuatu, et problème de la sécurité de la communauté française et francophone - Protection des biens et des intérêts des nationaux français - Extension souhaitable aux réfugiés du Vanuatu de l'ensemble de la législation relative à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer (lois du 15 juillet 1970 et du 2 janvier 1978 ; décret du 7 septembre 1977) - Réforme nécessaire du statut de la Nouvelle-Calédonie ; existence du front indépendantiste ; développement économique de la Nouvelle-Calédonie et adoption en 1979d'un plan d'action à long terme par l'assemblée territoriale - Statut de la Polynésie française et succès de la politique conventionnelle entre ce territoire et l'Etat - Statut des Iles Wallis-et-Futuna et mise en oeuvre du plan de développement - Réforme foncière en Nouvelle-Calédonie et dépôt d'un projet de loi renforçant les prérogatives du territoire en matière d'aménagement foncier et d'établissement rural - Colloque de Nouméa en septembre 1979 - (p. 5571) : abrogation nécessaire de la loi Billotte en Nouvelle-Calédonie, pour restituer au territoire la totalité de ses compétences en matière d'exploitation minière - Succès de la politique conventionnelle en Polynésie française ; extension à la Nouvelle-Calédonie ; préfiguration de l'association entre l'Etat et les TOM - Problème de l'information ; stations régionales de FR 3 et expression des divers partis politiques ; qualité du travail accompli par les personnels de FR 3 pour suivre l'activité du Sénat - Annulation par le conseil constitutionnel de la loi relative à l'extension aux territoires d'outre-mer du code de procédure pénale, pour absence de consultations des assemblées territoriales - Nouveau texte déposé - Organisation judiciaire : cour d'appel de Papeete - Aide de l'Etat aux communes : dotation globale de fonctionnement ; subventions du fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) - Quote-part pour l'indemnisation des dépenses de logement des instituteurs - Association souhaitable de la Polynésie française, de Wallis-et-Futuna et de la Nouvelle-Calédonie dans une structure de concertation - Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits

Education (5 décembre 1980) - (p. 5861) : budget de l'éducation et problèmes spécifiques de la Nouvelle-Calédonie - Transfert de la compétence territoriale à la compétence de l'Etat de l'enseignement scolaire et technique ; problème de l'intégration dans les corps de l'Etat des personnels de service des établissements secondaires et techniques de Nouvelle-Calédonie ; conséquences de l'arrivée en Nouvelle-Calédonie des réfugiés du Vanuatu ; scolarisation des enfants : manque de locaux et augmentation des effectifs des classes - Solidarité nationale et effectation des enseignants de Port-Villa à Nouméa - (p. 5862) : conséquences de la récente application à Nouméa de la loi Debré ; enseignement religieux privé et enseignement public ; prorogation des contrats simples et règlement des salaires des fonctionnaires - Prise en charge par l'Etat des dépenses de l'enseignement primaire public en Nouvelle-Calédonie - Importance de l'effort accompli par l'Etat ces dernières années et augmentation du nombre des établissements d'enseignement - Votera ce budget

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6198) : caractère capital de la réforme envisagée ; lien entre problèmes fonciers et considérations politiques - Réparation des injustices commises envers les Mélanésiens - Sauvegarde des droits traditionnels et de la propriété collective mélanésienne - (p. 6199) : historique de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie et prise de possession définitive de l'île par la France en 1853 - Implantation du centre pénitentiaire et développement d'une activité économique agricole ; heurts avec les Mélanésiens et création de réserves - Maintien des structures sociales coutumières au-delà de celles imposées par la France : réserves, tribus, conseil des anciens, chefs - Nécessaire prise en compte des droits des anciens colons - Création d'une société multiraciale et modernisation des structures agricoles - Loi de 1976 et compétence de l'assemblée territoriale dans le domaine foncier rural et le statut des Mélanésiens - Réforme foncière et compétence de cette assemblée - Droit de préemption et d'expropriation et obstacle à la spéculation - (p. 6200) : nécessité de rendre aux Mélanésiens leurs terres - Possibilités économiques du territoire calédonien et collaboration entre Calédoniens d'origine ou d'adoption - Prise en compte des observations de l'assemblée territoriale.

Art. 3 (p. 6205) : sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (compétence exclusive du territoire pour l'acquisition des terres faisant l'objet des attributions découlant de la réforme foncière), son sous-amendement n° 39 : transfert par l'Etat au territoire des terres nécessaires à la réalisation des opérations prévues ; adopté - **Art. 4** (p. 6206) : son amendement n° 38 : limite du bénéfice d'allocation au propriétaire cédant ses terres à l'amiable ; adopté - **Art. 7** (p. 6210) : sur l'amendement n° 8 de la commission des lois (droit de préemption et révision des prix et des conditions d'aliénation par le tribunal de première instance de Nouméa ; répartition des frais d'expertise), son sous-amendement n° 40 : supériorité du droit de préemption des cohéritiers bénéficiaires de l'attribution préférentielle sur le droit de préemption du territoire ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 6216) : son amendement n° 37 : application de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1991 ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 16** *bis* **B** (p. 6452) : son amendement n° 111 identique à l'amendement n° 118 de M. Daniel Millaud : principe et modalités d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Nouvelle lecture* [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6578) : respect des prérogatives de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie - Vote favorable du groupe UREI.

CHOCHOY (Bernard), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

CHUPIN (Auguste), sénateur du Maine-et-Loire (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **26** (J.O. Débats 22 octobre 1980) (p. 3977) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : le **logement (aide à l'accession à la propriété).**

n° **65** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4380) à M. le ministre de la Justice : les **accidents du travail (responsabilité des chefs d'entreprises en cas d'accident du travail).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 83** (p. 1185) : son sous-amendement N° II-269, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taux de couverture minimum des dépenses engagées en matière de transports scolaires ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) -**Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5397) : demande au secrétariat d'Etat des précisions sur la préparation d'un décret tendant à étendre les possibilités de détachement de chercheurs fonctionnaires de l'Etat dans une entreprise privée, ainsi que sur l'étude de mesures visant à permettre à des agents publics de créer une entreprise dans un secteur technologique de pointe.

CICCOLINI (Félix), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **109** (28 septembre 1978) (p. 2261) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**agriculture (soutien de l'agriculture et de la viticulture dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1997 et suivantes).

n° **464** (14 novembre 1980) (p. 4726) à M. le ministre de la culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (politique gouvernementale en matière de radio et de télévision).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 479) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), s'oppose au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - Coopération agricole et filières de transformation - **Art. 4** (p. 516) : sur l'amendement N° I-196 de la commission des affaires économiques (organisations interprofessionnelles), son sous-amendement N° I-92, soutenu par M. Henri Tournan : conditions de représentativité des groupements de producteurs ; rejeté - Son amendement N° I-91, soutenu par M. Henri Tournan : suppression de l'alinéa relatif aux groupements interprofessionnels régionaux ; retiré - (p. 518) : son amendement N° I-90, soutenu par M. Henri Tournan : procédure d'arbitrage ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 659) : respect du principe de la charge de la preuve ; existence de formules « à la demande » ou « à la requête de la partie la plus diligente » - (p. 660) : absence de saisine du tribunal par la SAFER - Se déclare favorable à l'amendement N° III-20de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du Tribunal de Grande Instance).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 C** (p. 788) : danger de l'assouplissement de la législation des cumuls - Fixation nécessaire d'un plafond - Cumuls par conjoint interposé - Existence d'un contrôle total dès à présent dans 37 départements - Risque de désertification des campagnes.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 F** (p. 827) : évolution juridique que constitue le texte adopté par l'Assemblée nationale sur les compétences du préfet et de la commission départementale des structures agricoles en matière d'autorisation ou d'agrandissement d'exploitation - (p. 828) : son amendement N° III-252 : contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 875) : vote défavorable du groupe socialiste - Imperfections du projet ministériel - Diversité et importance économique de l'agriculture - Attente de la mise en place d'organismes professionnels - Parité sociale et poids des groupes industriels sur l'agriculture - Situation des salariés - Problèmes fonciers et spéculation ; rôle des SAFER - Installation des jeunes - Problèmes des cumuls.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 1** (p. 939) : son amendement N° 54, identique

à l'amendement N° 85 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants ; rejeté - Danger pour l'inamovibilité et l'indépendance des magistrats - (p. 941) ; rôle des délégués auprès des présidents de tribunal de grande instance - **Art. 2** (p. 945) : son amendement N° 60 : autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants ; retiré - Distinction entre magistrats du siège et du parquet - (p. 947) : à propos de l'amendement N° 143 de M. Guy Petit (remplacement des magistrats pendant leur congé annuel), intervient sur la notion de région touristique - Opposition du groupe socialiste à l'amendement N° 17 de la commission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements) - (p. 949, 950) : intervient sur la notion de magistrat remplaçant.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Après l'art 5** (p. 1013) : insuffisance du nombre des magistrats et responsabilité du gouvernement - Vote favorable du groupe socialiste sur les amendements N° 15 de M. Etienne Dailly (extension des possibilités de délégation des avocats généraux auprès de la cour de cassation) et N° 140 du gouvernement (déroulement de carrière à la cour de cassation et obligation d'une nomination dans les juridictions de première instance ou d'appel) - **Art. 9** (p. 1017) : son amendement N° 61 : intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'école nationale de la magistrature ; devenu sans objet - Besoin de magistrats d'âge intermédiaire - (p. 1018) : son amendement N° 62, identique à l'amendement N° 92 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours ; rejeté - **Après l'art. 10** (p. 1020) : son amendement N° 65 : exclusion du recrutement direct pour les cours d'appel et les postes de responsabilité ; rejeté - (p. 1021) : son amendement N° 146 : avancement et prise en compte d'une partie de l'expérience professionnelle des anciens auxiliaires de justice ; réservé - Son amendement N° 147 : application aux auxiliaires de justice entrant dans la magistrature des avantages réservés aux greffiers ; retiré au profit de l'amendement N° 188 de la commission - **Après l'art. 13** (p. 1023) : mutation et notation ; l'assimilation des magistrats du parquet aux autres fonctionnaires - **Art. 14** (p. 1029) : son amendement N° 67 : représentation des magistrats et amélioration de la parité ; devenu sans objet - **Avant l'art. 10** *(suite)* (p. 1032) : son amendement N° 63, précédemment réservé : possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat de bénéficier du recrutement parallèle ; adopté - (p. 1033) : modification du statut des assistants en 1978 et nécessité de régler les questions pendantes - **Art. 10** (p. 1036) : son amendement N° 64, identique aux amendements N° 1 du gouvernement, N° 29 de la commission et N° 93 de M. Charles Lederman : nécessité d'un avis conforme de la commission d'intégration ; adopté - **Art 13** (p. 1037) : son amendement N° 66 : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat ; rejeté - **Art. 15** (p. 1039) : son amendement N° 68, identique aux amendements N° 9 du gouvernement, N° 33 de la commission et N° 98 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 16** : son amendement N° 69, identique aux amendements N° 10 du gouvernement, N° 34 de la commission et N° 99 de M. Charles Lederman : durée du déroulement des mandats des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 17** (p. 1040) : son amendement N° 70, identique à l'amendement N° 100 de M Charles Lederman : avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations à des emplois hors hiérarchie ; rejeté - **Avant l'art. 18** (p. 1042) : soutient l'amendement N° 149 de M. Edgar Tailhades (abrogation des dispositions de cet article prévoyant la suspension d'un magistrat du siège après avis du conseil supérieur de la magistrature et sans saisine du conseil de discipline) - (p. 1043) : soutient l'amendement N° 150 de M. Edgar Tailhades (saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire) - (p. 1044) : notion d'urgence et poursuites contre les magistrats - Respect des règles de la défense et des droits de l'homme - Soutient l'amendement N° 151 de M. Edgar Tailhades (nécessité du caractère contradictoire des auditions) - **Art. 18** (p. 1045) : son amendement N° 71, identique aux amendements N° 11 du gouvernement, N° 35 de la commission et N° 101 de M. Charles Lederman : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19** : son amendement N° 72, identique aux amendements N° 12 du gouvernement, N° 36 de la commission et N° 102 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 20** (p. 1046) : son amendement N° 73 identique aux amendements N° 13 du gouvernement, N° 37 de la commission et N° 112 de M. Charles Lederman : déroulement du mandat des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Après l'art. 21** (p. 1049) : se déclare favorable à l'amendement N° 152 de M. Marcel Rudloff : principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 22** (p. 1059) : son amendement N° 74 : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures ; retiré - **Art. 23** (p. 1062) : son amendement N° 75, identique à l'amendement N° 115 de M. Charles Lederman : limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire ; réservé ; puis rejeté (p. 1073) - **Art. 24** (p. 1065) : son amendement N° 78 : concours sur épreuves, à l'exclusion des titres et travaux ; rejeté - (p. 1066) : parodie de concours - (p. 1067) : soutient l'amendement N° 153 de M. Louis Perrein (durée du stage des candidats admis) - **Art. 25** (p. 1069) : son amendement N° 79 : réduction de moitié du nombre des postes offerts au recrutement exceptionnel ; rejeté - **Art. 23** *(suite)* (p. 1073) : à propos de son amendement N° 75, précédemment réservé, s'élève contre l'abus du provisoire - Son amendement N° 76 : limitation des possibilités d'intégration directe au niveau actuellement en vigueur ; rejeté - **Après l'art. 10 et après l'art. 25** (p. 1074) : son amendement N° 146, précédemment réservé : bonifications d'ancienneté : extension à des auxiliaires de justice déjà intégrés ; rejeté - **Après l'art. 35** (p. 1081) : soutient les amendements de M. Edgar Tailhades N° 157 (rôle de l'assemblée générale des cours d'appel pour la répartition des affaires entre les différentes chambres) et N° 158(avis de l'assemblée générale de la cour d'appel préalable aux ordonnances du premier président de la cour portant mesures d'administration judiciaire) - Soutient l'amendement N° 160 de M. Edgar Tailhades (procédure de désignation aux fonctions de juge d'instance) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1084) : critiques adressées à la justice française - Augmentation du nombre des procès ; effectifs supplémentaires de magistrats nécessaires - Recrutement latéral - Démocratisation du système d'accès à l'école nationale de la magistrature - Statut des magistrats et exercice des droits professionnels et syndicaux - Création des magistrats « volants » - Le groupe socialiste votera contre.

Deuxième lecture [n° **212 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Art. 1er** (p. 1605) : son amendement N° 22 identique à l'amendement N° 30 de M. Charles Lederman : supression de cet article concernant la composition du corps judiciaire ; rejeté - **Art. 2** (p. 1607) : magistrat remplaçant dans une formation collégiale et appelé à remplacer un juge unique - **Art. 9** (p. 1611) : son amendement N° 28 : proportion des auditeurs de justice nommés sur titre ; rejeté - **Art. 13** *ter* (p. 1613) : à propos de la nomination du juge d'instruction dans les formes prévues pour le nomination des magistrats du siège, se déclare favorable à l'amendement N° 10 de la commission des lois, identique à l'amendement N° 39 de M. Charles Lederman - **Art. 14** (p. 1614) : son amendement N° 29 : composition de la commission d'avancement ; rejeté - (p. 1615) : désignation ou élection des magistrats à la commission d'avancement - **Art. 24** (p. 1619) : son amendement N° 25 : concours sur épreuves pour le

recrutement exceptionnel de l'Ecole nationale de la magistrature ; retiré - (p. 1620) : son amendement N° 26 : durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la magistrature ; rejeté - **Art. 25** (p. 1622) : son amendement N° 27 : importance du recrutement par concours exceptionnel ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1624) : opposition du groupe socialiste - Insuffisance de la protection de la magistrature - Rejet par l'Assemblée nationale des améliorations apportées par le Sénat.

— **Questions orales avec débat jointes : situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 1998) : importance et qualité de l'agriculture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur - (p. 1999) : crise de l'agriculture méditerranéenne et responsabilité du Gouvernement - Irrégularité dans la production et la consomnation - Caractère hautement périssable du produit - Spéculation foncière et poids du capital d'exploitation - Charge de la main d'oeuvre - Importance de l'endettement - Exode rural - Fruits et légumes et absence de règlement communautaire - Plan élaboré par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Elargissement de la Communauté - Balance commerciale et exportations agricoles - (p. 2000) : politique communautaire et élargissement - Régularisation et organisation des marchés ; création d'offices européens par produits - Loi d'orientation agricole - Demande d'aides spécifiques - Rejet des accords signés avec l'Espagne en 1970.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2051) : se déclare opposé à l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement liberté totale des parties) - Atteinte grave au statut du fermage.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2094) : sur l'amendement N° 1 de la commission des lois (viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte), se déclare favorable au sous-amendement N° 24 du gouvernement (notion de surprise) - (p. 2095) : répression efficace et niveau des peines ; peine de longue durée et risque de correctionnalisation - (p. 2097) : au nom de la commission des lois, s'oppose aux amendements identiques N° 14 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Rolande Perlican et N° 18 de Mme Cécile Goldet (abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols) - (p. 2098) : au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 19 de Mme Cécile Goldet (suppression de l'état de grossesse comme cas d'aggravation pour le viol) - Amendement N° 2 de la commission : suppression des dispositions prévoyant, comme cas d'aggravation, l'abus de son autorité par un fonctionnaire ; adopté - Amendement de coordination N° 3 de la commission ; adopté - Amendement N° 4 de la commission : suppression des dispositions de cet article concernant la répression pénale de l'homosexualité ; adopté - (p. 2099) : amendement de coordination N° 5 de la commission ; adopté - Au nom de la commission, s'oppose à l'amendement N° 21 de Mme Cécile Goldet (attentat à la pudeur sur un mineur âgé de plus de quinze ans et suppression des dispositions de cet article faisant référence à la non-émancipation par le mariage) - (p. 2100) : amendement de coordination N° 6 de la commission ; adopté - Au nom de la commission, accepte l'amendement N° 22 de Mme Cécile Goldet (réduction des peines de réclusion criminelle pour les attentats à la pudeur précédés ou accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie) - **Art. 1** *bis :* amendement N° 7 de la commission : suppression de cet article concernant le viol par des mineurs et mesures éducatives nécessaires ; adopté - **Art. 3** *bis :* amendement N° 8 de la commission : suppression de cet article créant une équipe médico-sociale dans chaque hôpital pour l'accueil des victimes de viol ; adopté - **Art. 4** (p. 2101 et 2102) : à propos de l'objet des statuts des associations et du droit de se porter partie civile en cas de viol, amendement N° 9 de la commission et, au nom de cette même commission, s'oppose à l'amendement N° 23 de Mme Cécile Goldet - Sur l'amendement N° 9, s'oppose au nom de la commission, au sous-amendement N° 15 de Mme Danielle Bidard (objet des statuts de l'association et élargissement à la défense de la dignité de l'homme et de la femme et des libertés individuelles) - **Art. 5** (p. 2103) : amendement N° 11 de la commission : suppression de cet article prévoyant la possibilité du huis clos dans les affaires de viol ; rejeté - **Après l'art. 5** *bis :* au nom de la commission, s'oppose à l'amendement N° 16 de Mme Danielle Bidard (mise à la disposition de la loi dans tous les centres sociaux et les mairies).

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2655) : rédaction tardive de l'amendement limitant le droit de grève dans les installations nucléaires - Projet de loi et contradictions avec le statut national d'EDF, la convention collective du CEA, l'accord d'entreprise COGEMA et la loi de 1973 - Respect de leur outil de travail par les travailleurs et solution apportée par le projet - Lourdeur des peines prévues - (p. 2656) : opposition unanime des syndicats.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3093) : désengagement de l'Etat et politique de liquidation de l'exploitation des tabacs en France - Difficultés financières du SEITA et évolution comparée du prix de vente des cigarettes et de l'indice des prix à la consommation - Diminution des surfaces cultivées en tabac - Publicité en faveur du tabac blond et évolution de la consommation vers les tabacs importés - Participation des capitaux privés à la nouvelle société - Personnel du SEITA - Fermeture de la fabrique d'Aix-en-Provence et chômage - Division du personnel en deux catégories et maintien nécessaire des droits acquis - (p. 3094) : difficultés des planteurs de tabac : reconduction nécessaire des contrats d'achat des récoltes - Possibilités commerciales de la nouvelle société et nécessité de reconquérir le marché intérieur et le marché européen.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3149) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), se déclare opposé au sous-amendement n° 39 du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif au droit préférentiel de souscription d'actions de la société au profit du personnel et des planteurs et débitants de tabacs) - Intervention nécessaire des personnels dans la gestion de la nouvelle société - Respect des droits acquis - Autogestion.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **235 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3158) : retard d'extension du code de procédure pénale et répercussions prévisibles du projet « Sécurité et Liberté » - Dispositions du projet et gravité des dérogations prévues : institution du juge forain, du juge de section et pouvoirs de juge unique - Déclaration des Droits de l'Homme et principe de la séparation des pouvoirs - Droits de la défense - (p. 3159) : diversité géographique des territoires et garantie offerte aux seules populations de Nouméa et de Papeete - Absence de consultation des assemblées territoriales - Juge de l'application des peines - Opposition du groupe socialiste au texte en discussion.

Art. 2 (p. 3163) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de M. Henri Caillavet (indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public) - Caractère de juge unique du juge de section ou du juge forain, et nécessité d'indépendance.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° **328 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3264) : caractère permanent de l'insuffisance du recrutement des membres des tribunaux administratifs - Importance du contentieux administratif - Effectif et qualité des jugements rendus - Nécessité de

diversifier le recrutement des magistrats ; élitisme de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Création d'un corps unique de magistrats administratifs - (p. 3265) : souhait de l'établissement de règles permanentes de recrutement - Caractère d'expédient des mesures envisagées - Amoindrissement du rôle du commissaire du Gouvernement - Hostilité au maintien en fonction des conseillers ayant dépassé l'âge de la retraite ; caractère précaire de la situation et nécessité d'emploi de jeunes magistrats.

Art. 1 (p. 3268) : son amendement n° 1 : répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration ; rejeté - (p. 3270) : nécessité de l'indépendance du magistrat administratif ou judiciaire - **Art. 2** : son amendement n° 2 : accès au recrutement complémentaire pour les fonctionnaires et assimilés de la catégorie A ; justification de cinq ans de services publics effectifs ; rejeté - (p. 3271) : nécessité d'un texte définitif sur le recrutement des tribunaux administratifs - **Art. 3** : son amendement n° 3 : recrutement des conseillers par un concours unique ; choix des conseillers de première classe ; rejeté - **Art. 4** (p. 3272) : son amendement n° 4 identique à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman : suppression de cet article concernant le recrutement contractuel des membres des tribunaux administratifs au-delà de l'âge de la retraite ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3274) : vote défavorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3259) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de Mme Cécile Goldet (assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré).

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (4 octobre 1980) - (p. 3898) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - (p. 3899) : signes de résurgence du nazisme - Racisme latent dans la société française - Respect mutuel, fondement de la société - Recrudescence des attentats racistes au cours des dernières années - Lutte du gouvernement contre l'extrême-gauche et laxisme à l'égard de l'extrême-droite - Entretien de Darquier de Pellepoix dans l'Express - Adoption par le Sénat de la proposition de loi Champeix-Geoffroy tendant à autoriser certaines organisations à se constituer partie civile dans les crimes contre l'humanité - Politique internationale de la France et attitude à l'égard des dictatures - Sursaut de la nation française entière après l'attentat du 3 octobre - (p. 3900) : déclarations de représentants syndicaux sur la présence de policiers dans les groupes d'extrême-droite - Théories racistes du « Groupe de l'horloge » - Missions de la police - Saisine injustifiée de la cour de sûreté de l'Etat - Impossibilité de constitution de partie civile - Fermeté nécessaire du gouvernement face aux signes de résurgence du nazisme - Création demandée par le parti socialiste d'une commission d'enquête et d'une commission de contrôle parlementaire.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4456) : criminalité et délinquance et nombre des actes impunis - Politique de prévention - Délinquance juvénile - Causes de l'insécurité - Chômage - Reproche de laxisme fait aux juridictions - Sévérité des cours d'assises - Prétendues lenteurs de la justice - Progression de l'activité des tribunaux et des cours depuis dix ans - Insuffisance des effectifs de magistrats - Amputation de la compétence des cours d'assises et inconstitutionnalité du projet - Restriction apportée à la liberté des juges et principe de l'individualisation des peines - Pénalité contre les actions de mécontentement des travailleurs - Dispositions répressives du projet - Mauvaises conditions de l'incarcération et récidive - Détention provisoire - (p. 4457) : dispositions du projet et recul des libertés - (p. 4474) : insécurité du monde actuel - (p. 4475) : statistiques sur l'évolution de la criminalité depuis 1972 - Rapport du comité de la violence (rapport Peyrefitte) - Progression de la grande criminalité - Insuffisance de la répression face aux causes profondes de la violence - Toxicomanie - Augmentation du nombre des détenus - Détentions provisoires - Insuffisance des effectifs de magistrats et augmentation du nombre des affaires à juger - Vacances de postes - Atteintes aux libertés - Absence d'avocats lors de l'interrogation devant le procureur - (p. 4476) : utilisation des procès-verbaux de police et affaire de Broglie - Danger de la saisine directe du juge - Cas de Jérôme Crainquebille exposé par Anatole France - Saisine de la Cour de sûreté de l'Etat après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic - Loyalisme nécessaire de la police vis-à-vis de la justice - Contrôles d'identité : rétention - Risque de constitution de fichiers - Référence à l'exemple de l'*habeas corpus* en Grande-Bretagne - Programme de Blois - Sécurité et garantie des droits des citoyens.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7A** (p. 4524) : se déclare favorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention punis de peines d'amende et d'emprisonnement - Possibilités de sanctions alternatives) - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4525) : son amendement n° I-8 : définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes ; rejeté - (p. 4527) : son amendement n° I-9 identique à l'amendement n° I-87 de la commission : suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs ; retiré - (p. 4529) : son amendement n° I-10 identique à l'amendement n° I-88 de la commission : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'incrimination d'une association de malfaiteurs ayant permis l'exécution ou la tentative d'exécution d'un crime ; adopté - *Art. 266 du code pénal* (p. 4530) : son amendement n° I-11 : détermination des peines pour constitution d'une association de malfaiteurs ; rejeté - Son amendement n° I-12 : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes ; réservé - Son amendement n° I-13 identique à l'amendement n° I-91 de la commission : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au délit de « menace » adopté - (p. 4532) : se déclare favorable à l'amendement n° I-94 de la commission (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au trafic de drogue) - (p. 4533) : son amendement n° I-14 : incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols avec circonstances aggravantes ; rejeté - *Art. 267 du code pénal* (p. 4534) : son amendement n° I-16 : suppression de cet article concernant la complicité à l'action d'une association de malfaiteurs ; rejeté - Son amendement n° I-17 identique à l'amendement n° I-96 de la commission : complicité et aide volontaire à une association de malfaiteurs ; adopté - *Art. 268du code pénal* (p. 4535) : son amendement n° I-18 ; suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite ; rejeté - Son amendement n° I-168 : exemption de peine et dénonciation d'association de malfaiteurs ; suppression de la référence à l'identification des personnes en cause ; adopté - (p. 4537) : développement de la provocation - Prévention des crimes et attitude immorale - **Art. 7** (p. 4545) : ses amendements n° I-19 : assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole ; devenu sans objet, n° I-20 : suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens ; devenu sans objet, n° I-21 : répression des seules menaces d'atteinte grave aux personnes ; devenu sans objet, n° I-22 : répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition ; retiré - (p. 4548) : menace d'atteinte aux personnes ou aux biens ; exigence de l'accomplissement d'une condition - Menace de mort sans ordre ni condition ; utilisation de l'écrit, de l'image, du symbole ou de l'emblème - Caractère vague de l'expression « par quelque moyen que ce soit » ; utilisation des dispositions concernant la menace de mort

pour les atteintes aux biens ou aux personnes - **Art. 8** (p. 4548) : son amendement n° I-23 (suppression de cet article concernant les menaces d'atteinte aux personnes et aux biens constitutives de délit) - (p. 4550) : son amendement n° I-24 : suppression des dispositions faisant référence à la menace par « quelque moyen que ce soit » ; devenu sans objet - Incrimination des menaces constitutives de délit ; utilisation pour la répression de certaines manifestations.

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4562) : son amendement n° I-26 : montant minimum de la pénalité pour coups et blessures ; adopté - (p. 4563) : son amendement n° I-25 : certificat médical ; retiré au profit de l'amendement n° I-101 de la commission - Son amendement n° I-27 : coups et blessures et incapacité de travail ; adopté - (p. 4566) : sur l'amendement n° I-108 de la commission (peines aggravées et utilisation d'une arme), se déclare défavorable au sous-amendement n° I-204 du Gouvernement (arme par nature ou par destination) - (p. 4567) : son amendement n° I-29, identique à l'amendement n° I-109 de la commission : suppression de l'alinéa relatif à la circonstance aggravante de nuit ; adopté - Son amendement n° I-30 : circonstances aggravantes et privation des droits civiques ; retiré au profit de l'amendement n° I-111 de la commission - *Art. 310 du code pénal* (p. 4570) : son amendement n° I-31 : lésion grave et définitive ou infirmité permanente ; retiré au profit de l'amendement n° I-112 de la commission - (p. 4574) : ses amendements de coordination n° I-32 et I-33 ; retirés au profit de l'amendement n° I-113 de la commission - *Art. 311 du code pénal* (p. 4575) : se déclare favorable à l'amendement n° I-114 de la commission (abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels) - (p. 4576) : ses amendements de coordination n° I-34 et I-35 ; retirés au profit de l'amendement de coordination n° I-115 de la commission - **Art. 10** (p. 4577, 4578, 4583) : sur l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), son sous-amendement n° I-36 : lésion grave et définitive ou infirmité permanente ; adopté - (p. 4583) : se déclare favorable au paragraphe II de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (droit pour les associations de se porter partie civile) - **Après l'art. 10** (p. 4585) : réserve, jusqu'après l'art. 17, de son amendement n° 1-37 - (p. 4586) : son amendement n° I-38 : menaces à témoin ; adopté - **Art. 10 bis** : son amendement n° 1-39, identique à l'amendement n° I-117 de la commission : suppression de cet article relatif à la violation de domicile ; adopté - **Art. 11** : son amendement n° I-40 : suppression de cet article relatif au vol ; rejeté - Compétence du jury d'assises - (p. 4588, 4589) : son amendement n° I-41, identique à l'amendement n° I-118 de la commission : abaissement des pénalités pour les vols simples ; retiré - (p. 4591) : son amendement n° I-42, identique à l'amendement n° I-119 de la commission : suppression de la phrase relative à la récidive ou un vol d'un objet exposé à la libre prise du public ; adopté - *Art. 382 du code pénal* (p. 4592) : son amendement n° I-43 : suppression parmi les circonstances aggravantes de l'entrée par ruse ; rejeté - (p. 4593) : son amendement n° I-44 : locaux protégés ; rejeté - (p. 4594) : son amendement n° I-45, identique aux amendements n° I-160 du gouvernement et n° I-165 de M. Paul Pillet : suppression, parmi les circonstances aggravantes de l'utilisation d'une arme simulée ; adopté - (p. 4595) : son amendement n° I-46 : montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens ; retiré - Crimes, délits et contraventions ; compétence des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - (p. 4597) : son amendement n° I-47 : peines criminelles et compétence des cours d'assises pour les cas les plus graves de vols ; rejeté - Vol avec deux circonstances aggravantes - *Art. 384 du code pénal* (p. 4599) : son amendement n° I-48, identique à l'amendement n° I-127 de la commission : suppression de la notion de menace d'usage d'une arme par destination ; adopté - *Art. 385 du code pénal :* son amendement n° I-49 : notion de bande organisée et répétition des vols ; rejeté - (p. 4600) : délit d'intention.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** (p. 4617) : son amendement n° I-50 : menace d'extorsion et suppression de la notion de renonciation ; rejeté - Son amendement n° I-51 : suppression de la notion de tentative d'extorsion ; rejeté - (p. 4618) : son amendement n° I-52 : sanction des pratiques de justice privée ; cas des surveillants privés ; rejeté - **Art. 13** - *Art. 434 du Code pénal* (p. 4621) : son amendement n° I-53 identique à l'amendement n° I-130 de la commission des lois : destruction et détérioration des objets mobiliers ou immobiliers et non sanction des infractions légères ; devenu sans objet - (p. 4622) : son amendement n° I-54 : destruction ou détérioration commise par plusieurs personnes, suppression des sanctions ; rejeté - son amendement n° I-55 identique à l'amendement n° I-131 de la commission : destruction ou détérioration et suppression de la notion d'acte commis par plusieurs personnes ; adopté - *Art. 435 du Code pénal* (p. 4626) : son amendement n° I-56 : destruction ou détérioration et place de l'adverbe « volontairement » dans le texte ; devenu sans objet - Son amendement n° I-174 : introduction de la notion d'intention de l'auteur de l'infraction ; devenu sans objet - Son amendement n° I-57 : atteinte physique aux personnes et substance destructive ; devenu sans objet - (p. 4627) : son amendement n° I-58 : réduction des peines d'emprisonnement et d'amende ; devenu sans objet - Absence d'éléments d'information et de mesures de protection et de prévention - (p. 4633) : son amendement n° I-59, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la notion de co-auteur et de complice ; retiré - *Art. 437 du code pénal* (p. 4634) : son amendement n° I-61, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la notion de bien n'appartenant pas à autrui ; retiré - **Art. 7A** *(suite)* - *Art. 266 du code pénal* (p. 4635) : son amendement n° I-12 précédemment réservé, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes ; rejeté - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4645) : son amendement n° I-63, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des mots « ou envahi », s'agissant des voies ferrées ; devenu sans objet - son amendement n° I-64, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'incrimination de la destruction, l'endommagement ou l'envahissement des « équipements matériels ou appareils ainsi que les lignes de transport ou de distribution d'énergie » ; devenu sans objet - (p. 4646) : son amendement n° I-65 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article concernant les entraves à la circulation des trains ; rejeté - Son amendement n° I-188 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article relatives à l'incrimination des tentatives d'entrave à la circulation des trains ; adopté - **Art. 9** *(suite) :* son amendement n° I-28 précédemment réservé, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt identique à l'amendement n° I-107 précédemment réservé de la commission : suppression des dispositions de cet article introduisant la notion de circonstance aggravante en cas de commission des voies de fait ou des violences par plusieurs personnes ; adopté.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Après l'art. 17** (p. 4701) : son amendement n° I-37 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : abolition de la loi anti-casseurs ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5581) : indépendance nécessaire de la radio et de la télévision et situation actuelle d'assujettissement - Répartition du temps de parole entre majorité et opposition - Carrière des personnels et auto-censure - Atteintes à la démocratie - Droit à l'information - (p. 5582) : statut du personnel et rôle nécessaire de commissions paritaires - Pluralisme d'expression - Radios commerciales périphériques - Problème de la décentralisation : radios pirates - Bandes de fréquence publique (*citizen band*) - Radios locales - Médiocrité des programmes : rediffusions ; séries étrangères - Effort nécessaire de création - Consultation nécessaire du Parlement avant la restructuration des

sociétés de radio-diffusion télévision française - Révolution technique : télévision par satellite et attribution du troisième canal - Télématique : risque de concurrence avec la presse écrite ; conséquences pour l'emploi - Nécessité d'un service public décentralisé - (p. 5589) : se déclare prêt à produire le document relatif à l'étude de la répartition des temps de parole à la télévision entre majorité et opposition - (p. 5590) : distinction entre déclarations des syndicats et des partis politiques

Justice (4 décembre 1980) (p. 5758) : autosatisfaction du Gouvernement et caractère alarmant du bilan de la justice - Rapport de M. Foyer sur les mesures à prendre pour permettre aux juridictions de faire face à leurs charges - Accroissement du besoin de justice et absence d'influence réelle du système d'aide judiciaire - Aide judiciaire et rémunération des avocats ; préconise une indexation sur le SMIC ou le coût de la vie - (p. 5759) : faiblesse de l'aide judiciaire distribuée en France - Stagnation des effectifs des juges ; nombre d'affaires moyen jugé par la Cour de cassation ; asphyxie des cours d'appel et des tribunaux de grande instance - Insuffisance des créations d'emplois et accroissement de l'activité des juridictions ;absence de politique cohérente - Méthodes de travail du magistrat préconisées par le ministre - Importance du nombre d'emplois vacants ; longueur du délai entre l'arrivée d'un magistrat et le départ de son prédécesseur ; cite les exemples d'Amiens et de Rochechouart - Accroissement du nombre d'absences ; stages et féminisation et importance des obligations imposées aux magistrats - (p. 5760) : rôle des juges d'instruction et problème de leur remplacement - Engagement d'assistants de justice et rédaction des jugements simples - Volonté d'accélérer le cours de la justice et insuffisance des moyens attribués - Effectifs et non respect du principe de collégialité - Abus des procédures de classement et de citation directe - Situation des greffes ; problème des indemnités pour copies de pièces - Dégradation de la qualité des jugements - Absence de motifs - Désorganisation du système judiciaire - Plainte du ministre contre le journal « Le Monde » ; rappelle les termes de l'ordonnance du 5 juillet 1830 - Magistrature et nécessité d'un plan de recrutement ; recrutement direct - Non respect du plan de construction des prisons ; augmentation du taux moyen d'occupation et incidence du projet « sécurité et liberté » - Echec de la politique de réinsertion - Prison et récidive - (p. 5761) : suppression des courtes peines et peines de substitution - Détention provisoire et violation délibérée de la loi - Augmentation de la délinquance juvénile et éducation surveillée - Statut des équipes de prévention et d'encadrement - Dégradation de l'institution judiciaire ; vote défavorable du groupe socialiste

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6032) : indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation ; amendements du gouvernement : durée des remboursements ; règlement en espèces ; application du droit commun des successions. Lois de 1970 et de 1978 - Droits des rapatriés - Attachement du parti socialiste à la solidarité nationale

Examen des crédits - Avant l'art. 47 (p. 6036) : limitation du temps de parole des parlementaires et absence de limitation applicable au secrétaire d'Etat - Indemnisation des rapatriés et tradition républicaine de l'indemnisation des dommages de guerre - (p. 6037) : son amendement n° 308 : indemnisation des rapatriés : réouverture du délai pour le dépôt des dossiers et suppression de la référence à 1970 pour la prise en compte des pertes indemnisables ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° 309 : indemnisation des rapatriés : parts des sociétés familiales ; retiré - Son amendement n° 310 : indemnisation des rapatriés : pour les Français musulmans, possibilité de preuve par tous moyens ; retiré - Son amendement n° 315 : indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation et moratoire jusqu'au règlement définitif du complément d'indemnisation ; retiré - Son amendement n° 316 : indemnisation des rapatriés : actualisation et clause de garantie ; retiré - Son amendement n° 317 : indemnisation des rapatriés : cas de négociabilité des titres ; retiré - Son amendement n° 318 : indemnisation des rapatriés : rôle des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts ; retiré - *Etat B (suite)* (p. 6045) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement n° 342, précédemment réservé, de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

CLUZEL (Jean), sénateur de l'Allier (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation..

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait au nom de la Délégation du Sénat pour les **Communautés européennes** sur les activités des Institutions des Communautés européennes entre le 1er octobre 1979 et le 31 mars 1980,en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de Délégations parlementaires pour les Communautés européennes (n° **271**, 1979-1980) (29 mai 1980).

Proposition de loi, déposée avec M. Pierre Schiélé, tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, portant création et organisation des **régions** (n° **72**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 29 de la loi (n° 73-1193 du 27 décembre 1973) d'orientation du **commerce** et de l'**artisanat** (n° **74**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter les articles L.O. 319 et L.O. 320 du code électoral (n° **81**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Sénateurs.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Radiodiffusion et télévision** (n° **98**, annexe **45**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2638** (J.O. Débats 7 février 1980) (p. 224) à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants : les **anciens combattants (préparation des mesures financières pour 1981 en faveur des anciens combattants)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (6 juin 1980) (p. 2433).

n° **2642** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 255) à M. le ministre des Transports : les **transports ferroviaires (liaisons ferroviaires Clermont-Ferrand-Paris-Moulins)** - Réponse de

M. Joël Le Theule, ministre des Transports (20 juin 1980) (p. 2904).

n° **2643** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 255) à M. le ministre de l'Agriculture : les **champignons (culture de la truffe)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (11 avril 1980) (p. 1225).

n° **2644** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 255) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **aides ménagères (service des aides ménagères à domicile pour personnes âgées)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2719, 2720).

n° **2645** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 255) à M. le ministre de l'Industrie : les **métaux (industries des) (mise en exploitation du gisement polymétallique d'Echassières dans l'Allier).**

n° **2646** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **radiodiffusion et télévision (information du public)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (11 avril 1980) (p. 1210, 1211).

n° **2647** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants : les **anciens combattants (mesures en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).**

n° **2655** (J.O. Débats 21 février 1980) (p. 284) à M. le ministre de l'Intérieur : les **services publics (maintien des services publics en milieu rural)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1534, 1535).

n° **2656** (J.O. Débats 21 février 1980) (p. 284) à Mme le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la condition féminine : la **radiodiffusion et télévision (les enfants et la télévision)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2724).

n° **2676** (J.O. Débats 7 mars 1980) (p. 713) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : les **monuments historiques (entretien des églises classées monuments historiques)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (11 avril 1980) (p. 1214).

n° **2699** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : le **sang (développement des collectes de sang)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (13 juin 1980) (p. 2698, 2699, 2700).

n° **2700** (J.O. Débats 26 mars 1980) à M. le ministre des Transports : les **automobiles (opportunité de l'usage des codes)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports (9 avril 1980) (p. 1112 à 1115).

n° **2705** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **publicité (suites réservées au rapport sur les enfants et la publicité).**

n° **2706** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le secrétaire d'Etat aux Postes et télécommunications et à la télédiffusion : les **télécommunications (état des projets de satellites de télédiffusion)** - Réponse de M. le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications et à la télédiffusion (24 octobre 1980) (p. 4032, 4033).

n° **2707** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **propriété littéraire et artistique (régime juridique de la propriété littéraire et artistique)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (13 juin 1980) (p. 2700, 2701).

n° **2708** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **radiodiffusion et télévision (rôle de la radio et de la télévision dans l'information et la protection des consommateurs)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (13 juin 1980) (p. 2701, 2702).

n° **2768** (J.O. Débats 7 mai 1980) (p. 1741) à M. le ministre de l'Industrie : les **mines et carrières (exploitation des gisements miniers de l'Allier)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2707, 2708, 2709).

n° **2771** (J.O. Débats 7 mai 1980) (p. 1741) à M. le ministre de l'Economie : l'**édition (conséquences de la libération des prix de l'édition)** - Réponse de M. René Monory, ministre de l'Economie (6 juin 1980) (p. 2427, 2428, 2429).

n° **2802** (J.O. Débats 5 juin 1980) (p. 2365) à M. le ministre du Budget : les **impôts locaux (application de la loi sur la fiscalité directe locale)** - Rectifiée (J.O. Débats 11 juin 1980) (p. 2557) - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (20 juin 1980) (p. 2896).

n° **43** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4172) à M. le ministre de l'Economie : la **construction (conséquences de la réduction des prêts à la construction)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du Commerce Extérieur (12 décembre 1980) (p. 6262).

n° **44** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4172) à M. le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie : l'**urbanisme (effets de l'institution du plafond légal de densité)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du Commerce Extérieur (12 décembre 1980) (p. 6264).

Questions orales avec débat :

n° **197** (3 avril 1979) à M. le ministre de l'Agriculture : les **exploitants agricoles (résultat des négociations concernant les montants compensatoires)** - Retirée par son auteur le 13 mai 1980 (p. 1839).

n° **344** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **radiodiffusion et télévision (expression radiophonique locale)** - Discutée le 24 juin 1980 (débat commun) (p. 3044 et suivantes).

n° **444** (14 octobre 1980) (p. 3903) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**élevage (situation des éleveurs de veaux).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 403) : objectifs assignés au projet de loi et moyens financiers mis en oeuvre - Difficultés du secteur de l'élevage - Productivité insuffisante - Handicap de l'élevage français - Alimentation du bétail - Structure d'exploitation - (p. 404) : revenu insuffisant des éleveurs - Déficit de la balance commerciale en matière d'élevage - Prix à la production et prix de détail - Reconquête du marché national - Formation des éleveurs - Progrès techniques du cheptel : brucellose, leucose - Subventions pour les bâtiments d'élevage - Qualité des produits et vaches de réforme - Commercialisation des productions - (p. 405) : lait et viande : aide au troupeau allaitant - Production porcine - Production ovine et règlement communautaire - - Elevage du cheval - Conditions de travail difficiles des éleveurs ; leur découragement.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 461) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-121 : garantie de prix agricoles, notamment pour les éleveurs ; retiré au profit des sous-amendements identiques N° I-114 de M. Pierre Jeambrun et N° I-144 de M. Robert Schwint.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 478) : défense des producteurs de produits de qualité - **Après l'art. 2** (p. 499, 500) : ses amendements N° I-146 et N° I-147 déposés avec M. Pierre Vallon et soutenus par M. Lionel de Tinguy : agriculture biologique : création d'un institut de recherches, et réglementation des conditions de production, de transformation et de commercialisation ; retirés - **Après l'art. 2** *ter* (p. 505) : son amendement N° I-

148 déposé avec M. Pierre Vallon et soutenu par M. Lionel de Tinguy : agriculture biologique : politique du crédit ; retiré - **Art. 2** *quater* (p. 507) : son amendement N° I-151 déposé avec M. Pierre Vallon et soutenu par M. Lionel de Tinguy : non-application des règles édictées aux producteurs agro-biologistes ; retiré - **Art. 4** (p. 519) ; son amendement N° I-149 déposé avec M. Pierre Vallon et soutenu par M. Adolphe Chauvin : agrobiologistes : possibilité d'interprofessions ; retiré.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1845) : promotion nécessaire des produits agricoles de qualité et différenciation des prix des produits agricoles - Exemples des bovins de race à viande et du gruyère de Comté - (p. 1846) : avenir des productions animales : réflexions et propositions du groupe sénatorial de l'élevage - Fermeté de la France dans les négociations communautaires - Retard dans la fixation des prix agricoles.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2378) : objectifs du projet de loi d'orientation et problèmes immédiats de l'agriculture - Prix agricoles - Règlement ovin - Prime au troupeau allaitant - Politique agricole de la République Fédérale d'Allemagne et de la Grande-Bretagne - Préférence communautaire - Crise de la politique agricole commune - Concertation avec les organisations professionnelles.

— **Question orale avec débat : protection de la chanson française** - (24 juin 1980) - (p. 3041) : place de la musique française dans les programmes de radio - Envahissement des ondes françaises par les productions étrangères - Efforts accomplis par la Société nationale Radio-France.

— **Questions orales avec débat jointes : expression radiophonique locale** - (24 juin 1980) - (p. 3044) : début d'expériences de radios décentralisées confiées à Radio-France - Débat ouvert au Sénat dès 1978 par la commission des finances, sur le développement des radios locales - Souhait de la création d'une dizaine de radios locales dans le cadre d'une extension du service public de la radiodiffusion - Eléments nouveaux intervenus depuis lors - Violations répétées de la loi du 28 juillet 1978 : guerre des ondes - Voie moyenne à trouver entre le monopole et l'anarchie - Exemple des radios locales britanniques : réglementation et contrôle - Ses propositions de l'automne 1979 sur la création expérimentale de radios locales dans le cadre du service public et expériences engagées depuis le début de l'année - (p. 3045) : exemples de Fréquence-Nord dans la région lilloise et de l'expérience menée dans le département de la Mayenne - Coût de ces opérations - Pluralisme d'expression - Séparation des pouvoirs - Adaptation nécessaire du service public de l'audiovisuel.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4137) : composition et travaux du groupe sénatorial de l'élevage, urgence d'un débat avec le gouvernement - (p. 4138) : marché du veau : campagne de presse, effondrement des prix, mévente des producteurs indépendants et des producteurs de veau sous la mère ; crise intervenue dans une conjoncture en difficulté - Image ternie de l'agriculteur français - Guerre du veau terminée - Question sur les principes de la « Charte du veau » - Marché du boeuf : déficit production-consommation de la CEE ; prix du marché européen inférieur au prix d'orientation : intervention continue et stock important - Importations réalisées par dérogation au règlement général de la viande bovine et en exemption de prélèvement ; dégradation du marché pour les producteurs et les contribuables - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : dépenses importantes pour soutenir le marché (stockage, restitution des viandes d'intervention, soutien transformé en subvention pour les viandes d'intervention remises sur les marchés intérieurs) ; recettes amoindries par la réduction des prélèvements - (p. 4139) : éleveurs : augmentation des coûts de production et dégradation de revenu, dépendance accrue pour les approvisionnements d'amélioration de productivité - Incitation insuffisante aux productions de haute qualité - Organisation défectueuse du marché : nécessité de renforcer les attributions de l'office national interprofessionnel du bétail et des viande (ONIBEV) ; question sur les problèmes internes de cet organisme et sur l'étude de l'organisation d'un marché à terme de la viande - Position dominante des centrales d'achat des grandes surfaces - Augmentation des volumes de production agricole en 1980 : efforts des agriculteurs, maintien des grands équilibres économiques, amélioration du solde des échanges de la balance commerciale - Résultats négatifs du revenu brut et net agricole en 1980 - (p. 4156) : question sur une véritable politique de l'élevage - Possibilités du Parlement : constituer une commission d'enquête, une commission de contrôle sur les activités d'un établissement public - Proposition de réunir un groupe de travail (article 22 du règlement) : actualisation des travaux effectués, mission d'information sur la production, la distribution, la consommation, la conduite commerciale extra-communautaire et intra-communautaire.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4430) : améliorations apportées au texte par le Sénat ; travail du rapporteur - Vote favorable du groupe UCDP.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4473) : montée de la violence et danger pour la démocratie - Utilisation de la violence à des fins idéologiques - Défense de l'idéal de justice - Protection des démocraties - Conciliation de la liberté et de la sécurité - Apporte son soutien au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) (p. 5004) : montée progressive du chômage - Affaiblissement économique de la Grande-Bretagne et de la RFA - Remise en cause des résultats de la politique économique française - Rareté de l'énergie et politique de l'OPEP - Rareté des capitaux et marché des pétro-dollars - Lourdeur des procédures de décisions en France et absence de cohésion sociale - Causes principales du chômage : problème de compétitivité des entreprises, sous-utilisation des capacités productives et obstacles fiscaux et sociaux - (p. 5005) : hausse importante des charges collectives et sociales - Mauvaise application de la réforme de la taxe professionnelle - Générosité de notre politique étrangère et difficulté de l'emploi ; exemples du Japon et des accords du GATT signés en 1979 - Evolution du débat sur la croissance - Nécessité de la planification en tant que concertation - Développement de l'investissement et augmentation des placements à long terme en 1980 - Réduction du temps de travail - Augmentation de la durée de l'utilisation des équipements - Négociation et répartition équitable de la réduction du pouvoir d'achat - Rapport Rueff-Armand et fonctionnement de l'administration - Lutte contre le chômage et importance des investissements publics ; projet de budget et incitation fiscale à l'investissement - Problème de l'orientation de la distribution des crédits publics - (p. 5006) : nécessité d'une sélectivité du crédit - Révision des règles de calcul de la taxe professionnelle et des taxes parafiscales - Réévaluation des bilans - Relèvement du taux d'intérêt du livret A des caisses d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel - Augmentation des crédits en faveur de la défense et de la recherche - Politique familiale du gouvernement - Augmentation des concours aux collectivités locales - Budget 1981 : diminution du rôle centralisateur de l'Etat et résistance à l'électoralisme - Restauration nécessaire de la stabilité des moyens monétaires de paiement ; rôle de l'ECU - Budget et dialogue parlement-gouvernement - Procédures budgétaires et absence de choix véritable du parlement

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - **Examen des crédits - *Etat B*** (p. 5496) : soutient l'amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous (réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage

des codes en ville) - *Etat C* (p. 5497) : soutient l'amendement n° 212 de la commission des finances (réduction indicative des crédits de paiement et des autorisations de programme du titre V concernant la lutte contre la pollution marine acciendentelle) - **Article 36** (p. 5499) : au nom de la commission des finances déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 222 de M. René Regnault (augmentation et indexation sur l'indice des travaux publics de la subvention accordée aux routes nationales déclassées) - **Après l'article 36** (p. 5500) : au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 211 de M. Marcel Debarge soutenu par M. René Regnault (dépôt d'un rapport gouvernemental relatif au financement des transports urbains de voyageurs en annexe du projet de loi de finances pour 1982).

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5575) : effort récent des sociétés de radio-télévision pour informer le public des travaux du Sénat - (p. 5576) : amélioration des résultats financiers de la radiodiffusion-télévision française en 1979 - Suites données aux recommandations de la commission sénatoriale d'enquête - Rétablissement de la gestion de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et de la Société française de production (SFP) - Anomalie de l'impôt sur la taxe versée à la radiodiffusion-télévision - Relèvement du taux de la redevance et mécanisme de répartition de son produit - Importance des dotations préciputaires - Recettes de publicité et concurrence au détriment de la presse écrite - Aménagement nécessaire du régime fiscal applicable aux sociétés de programmes - Projet de budget pour 1981 - Développement préoccupant de la publicité clandestine - (p. 5577) : élaboration par les sociétés de programmes d'un document sur la violence à la télévision ; absence de références aux travaux du Parlement - Langage parlé à la radio et à la télévision ; grossièreté des propos - Efforts en faveur de la création ; sommes consacrées et origine de ces crédits - Développement des nouvelles techniques de communication : radios décentralisées, télématique, télévision par satellite - Bande de fréquence publique (*citizen band*) - Financement des radios locales : recours éventuel à la publicité et concurrence avec les entreprises de presse régionales - Télématique :succès du procédé Antiope 2 - Problème de la coordination ministérielle face au développement des nouvelles techniques de communication ; compétences des PTT et du ministère de la culture et de la communication - Débat du 24 octobre 1980 sur sa question orale,et intervention de M. Norbert Ségard - Télévision par satellite ; problème de l'affectation du troisième canal - (p. 5578) : propose l'adoption des dispositions de la loi de finances définissant le taux et la répartition de la redevance - Nécessité d'un grand débat parlementaire sur la communication : décentralisation radiophonique, télématique - Contrôle du Parlement sur le service public de la radiodiffusion-télévision française

Education (5 décembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 45** (p. 5883) : au nom de la commission des finances déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 280 de Mme Cécile Goldet (fin de la scolarité obligatoire et remise des textes fondamentaux de la République) - (p. 5884) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 282 de M. Gérard Delfau (construction des collèges et majoration de la subvention forfaitaire accordée par l'Etat en fonction du pourcentage d'augmentation du coût réel global des travaux).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 4** (p. 6420) : son amendement n° 1 : assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ;établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe ; adopté - (p. 6422) : taxe professionnelle ; cas de déductibilité de l'imposition sur les bénéfices - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : se déclare défavorable aux amendements identiques n° 12 de M. Georges Lombard et n° 94 de M. Michel Moreigne (doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités) ainsi qu'à l'amendement n° 68 de la commission des lois (centres de gestion créés par les organisations et organismes des artisans, commerçants et industriels et tenue de la comptabilité) - Nécessité de préserver l'indépendance des professions libérales ; problème du contrôle de l'administration fiscale - Déontologie de la profession d'expert-comptable.

COINTAT (Michel), *ministre du commerce extérieur* (nommé le 2 octobre 1980 dans le Gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2817** de M. **Philippe Machefer : les échanges commerciaux avec la République démocratique allemande** (12 décembre 1980) (p. 6259).

n° **2825** de M. **Philippe Machefer : l'évolution des services liés au commerce extérieur** (12 décembre 1980) (p. 6260).

n° **34** de M. **René Billères :** la **situation de l'emploi dans le sud-ouest** (12 décembre 1980) (p. 6258).

n° **41** de M. **Jacques Mossion : l'expansion économique des entreprises à l'étranger** (12 décembre 1980) (p. 6261).

n° **43** de M. **Jean Cluzel :** les **conséquences de la réduction des prêts à la construction** (12 décembre 1980) (p. 6262).

n° **44** de M. **Jean Cluzel :** les **effets de l'institution du plafond légal de densité** (12 décembre 1980) (p. 6264).

n° **67** de M. **Robert Laucournet :** les **difficultés d'application de la loi relative à l'assurance dans le domaine de la construction** (12décembre 1980) (p. 6257).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5600) : budget du ministère du commerce extérieur pour 1981 et crédits des autres départements ministériels - Crédits des services d'expansion économique à l'étranger ; décentralisation du Centre français du commerce extérieur (CFCE) - (p. 5601) : action du Centre français des manifestations à l'étranger - Rôle de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) - Evolution du commerce extérieur de la France en 1980 : apparition d'un déficit de la balance des paiements - Facture de l'énergie ; hausse du dollar ; approvisionnement en matières premières - Autres facteurs négatifs : augmentation des importations de biens d'équipements professionnels, de biens d'équipement ménager et de biens de consommation - Secteurs sensibles : textile, habillement et chaussure ; application de l'accord multifibres ; amélioration récente du secteur des textiles et filés ; visa technique sur les filés de coton marocain et problème des quotas de coton tunisien - Retour possible à des contingentements - (p. 5602) : bonneterie - Fils et fibres artificiels et synthétiques - Secteur de l'habillement - Plan textile décidé par le Gouvernement - Contrôle douanier sur les importations - Tentation de mesures protectionnistes à l'égard de l'Italie ou des Etats-Unis, et risques de représailles - « Sorties de panier » - Laxisme de la Commission des communautés : libre pratique tolérée dans des proportions supérieures aux quotas nationaux - Recours présentés en vertu de l'article 115 du Traité de Rome - Evolution du secteur de l'automobile : concurrence japonaise sur le marché français et sur les marchés voisins - Négociations de la CEE avec le Japon - Succès obtenu dans le redressement du secteur agro-alimentaire - Balance des invisibles : excédent des services - Comparaison avec les déficits des balances commerciales ou des balances des paiements des autres grands pays industrialisés - (p. 5603) :

aspect préoccupant du déficit de la France à l'égard des grands pays industrialisés : Allemagne, Etats-Unis, Japon - Effort d'incitation à l'exportation des petites et moyennes entreprises (PME) ; problèmes de trésorerie et intervention de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Intervention de M. *Frédéric Wirth* sur les mesures en faveur des Français de l'étranger et les propositions du rapport Vié ; problème des doubles impositions - Développement, souhaité par M. *Alfred Gérin*, du rôle des sociétés de commerce international ou des sociétés de gestion à l'exportation, et mesures prises en ce domaine - Progrès encore possibles à l'exportation - Secteurs sensibles et rapport entre les taux de pénétration du marché intérieur par les importations, et les taux d'exportation - Mobilisation nécessaire des chefs d'entreprises - Effort de tous les Français pour participer à la lutte pour les économies d'énergie et pour la réduction des importations ; préférence communautaire au sein de la CEE - Reconquête du marché national

COLIN (Jean), sénateur de l'Essonne (rattaché administrativement au groupe UCDP, puis membre de ce groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de Justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **40**, 1979-1980) relatif aux nuisances dues au bruit des aéronefs (n° **36**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Environnement**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2639** (J.O. Débats 7 février 1980) (p. 224) à M. le ministre de l'Intérieur : les **nomades (problème des nomades dans les départements de la grande couronne)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1530).

n° **2685** (J.O. Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Intérieur : l'**éducation physique et sportive (maîtres-nageurs des collectivités locales : agrément préalable des services académiques)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1531).

n° **2750** (J.O. Débats 19 avril 1980) (p. 1409) à M. le ministre de l'Education : les **constructions scolaires (subventions accordées aux communes en matière de constructions scolaires)** - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'Education (17 octobre 1980) (p. 3935).

n° **2751** (J.O. Débats 19 avril 1980) (p. 1409) à M. le ministre de l'Education : les **enseignants (justification de la nomination d'une directrice d'école)** - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'Education (17 octobre 1980) (p. 3934, 3935).

n° **2787** (J.O. Débats 28 mai 1980) (p. 2185) à M. le ministre de l'Intérieur : les **partis politiques (propagande d'un parti politique par la voie des ondes)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (6 juin 1980) (p. 2437).

n° **2804** (J.O. Débats 10 juin 1980) (p. 2510) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **handicapés (association de travailleurs handicapés : label d'Etat)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (20 juin 1980) (p. 2911).

n° **47** (J.O. Débats 31 octobre 1980) (p. 4292) à M. le ministre des Transports : la **circulation routière (résultats de l'expérience « Matin-Ile-de-France »**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 489) : son amendement N° I-123, déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation de la commercialisation, des importateurs et des consommateurs ; retiré - **Art. 2** *quater* (p. 506) : son amendement N° I-124 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard et soutenu par M. Lionel de Tinguy : compétence des comités économiques agricoles en matière d'importations ; retiré.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 532) : son amendement N° II-62 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard et soutenu par M. Adolphe Chauvin : dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 564) : son amendement N° II-63 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 14** (p. 605) : son amendement N° III-298 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard et soutenu par M. Paul Pillet : suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles ; rejeté le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : son amendement N° IV-38 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard et soutenu par M. René Tinant, identique aux amendements N° IV-39 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant, N° IV-46 de M. Charles Beaupetit et N° IV-58 de M. Jean-Paul Hammann : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles ; retiré - **Après l'art. 31** *bis* (p. 737) : son amendement N° IV-41 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard, identique à l'amendement N° IV-52 de M. Jean-Paul Hammann : création de secteurs de réaménagement des structures agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 771) : son amendement N° III-207 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : nantissement des parts de GFA ; retiré - **Art. 22 C** (p. 795) : sur l'amendement N° III-376 du Gouvernement (fixation de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; suppression, pour coordination, de la mention des biens familiaux), se déclare défavorable au sous-amendement N° III-378 de la commission des lois (conditions où l'autorisation est de droit) - Droits supplémentaires exorbitants accordés aux personnes morales.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 819) : se déclare favorable à l'amendement N° III-62 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - **Art. 26** *sexies* (p. 850) : son amendement N° III-201 identique aux amendements N° III-154 de M. Paul Girod et III-190 de M. Octave Bajeux : suppression de cet art. créant le « bail de carrière » ; rejeté.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Art. 91** (p. 1354) : intérêt de la disposition de cet article prévoyant l'obligation pour le conseil général d'examiner le recours d'une commune en séance publique - (p. 1356) : votera cet article, relatif à la possibilité de recours gracieux des communes devant le conseil général, par l'intermédiaire du préfet -

Obligation faite au conseil général d'examiner en séance publique les recours des communes - (p. 1358) : qualité du corps préfectoral.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 9** (p. 1879) : son amendement N° 178, déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : modification de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire ; retiré au profit des amendements analogues N° 68 et N° 69 de la commission des affaires économiques - **Art 14** (p. 1885) : son amendement N° 172, soutenu par M Pierre Ceccaldi-Pavard : suppression de l'alinéa relatif à la prise en compte du revenu brut d'exploitation par petite région pour déterminer la valeur de rendement ; rejeté.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1914) : importance du débat à l'Assemblée nationale et au Sénat sur cet article - Structure agricole et contrôle des cumuls - Dévaluation de la profession d'exploitant agricole - (p. 1925) : son amendement N° 182 : suppression des dispositions de cet article prévoyant les cas d'autorisation d'exploiter de droit ; retiré - (p. 1927) : transmissions successorales et règles du cumul ; le cas de l'exploitant déjà installé ou du jeune attendant une exploitation - Son amendement N° 183 : suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle ; rejeté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2045) : son amendement N° 184, déposé avec M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article relatif au bail de carrière ; rejeté - **Art. 29** *ter* (p. 2059) : se déclare favorable à l'amendement N° 38 de la commission des lois (suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêts dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité) - Principe général de la responsabilité - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2065) : sur l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire), son sous-amendement N° 173 : réduction de trois à deux ans du délai d'interdiction de remise en vente ; retiré, puis repris par M. Etienne Dailly (p. 2069).

— **Fait personnel** - (6 juin 1980) - (p. 2440) : conception de son rôle parlementaire, radio locale de la Seine-Saint-Denis et violation de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - (p. 5624) : détérioration du service postal ; insuffisance des moyens et existence de techniques nouvelles - (p. 5625) : postes ; importance du facteur personnel et excès de confiance dans la mécanisation - Acheminement du courrier et inanité des contraintes nouvelles imposées aux usagers ; heures de dépôt du courrier - Evolution du monde moderne et adaptation du service public - Monde rural et suppression de bureaux de poste ; politique concernant les recettes-distributions - Service Cidex - Polyvalence des bureaux en zone rurale - Problème de la distribution des « imprimés sans adresse » - Politique de construction des bureaux de poste ; transfert de charges sur les collectivités locales ; cite les cas de Verrières-le-Buisson et de Morangis - Vote favorable du groupe UCDP

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5910) : effort de redressement financier et assouplissements nécessaires - Cas du blocage des prix de journée des hôpitaux ; évolution des dépenses de personnel ; budgets primitifs et budget supplémentaire - Anomalie des mesures rétroactives : remise en cause du projet de centre hospitalier de Corbeil-Essonnes et d'une maison de cure médicale pour personnes âgées à Orsay ; syndicat de communes déjà constitué - Apaisements nécessaires

Economie et budget *(Suite)* - **IV - Budget - II - Section commune** (8 décembre 1980) - (p. 6048) : retard d'extension du paiement mensuel des pensions - Problème de l'efficacité des mesures d'aides aux entreprises en difficulté ; cas d'une entreprise de sa région dont le sort est suspendu à l'attribution d'un prêt du fonds de développement économique et social (FDES) - Conditions d'application de l'article 168, paragraphe 2bis du code général des impôts : imposition sur le revenu au vu des éléments du train de vie : exemples d'un cadre supérieur au chômage ou des propriétaires de demeures historiques

COLLET (François), sénateur de Paris (RPR).

Devient sénateur le 4 octobre 1980 en remplacement de M. Jean-Louis Vigier, démissionnaire (7 octobre 1980) (p. 3759).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980) **Art. 2.** - *Art. L.211-1 du code des assurances* (p. 4221) : pratiques des compagnies d'assurances et couverture de tous les membres de la famille transportés - Exclusion des préposés et des auto-stoppeurs - (p. 4222) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de la commission des lois (assimilation à des tiers des membres de la famille du conducteur et de l'assuré) - Nécessité de maintenir la formule du contrat d'assurance individuel-accident - **Art. 13.** - *Art. L. 132-20 de ce code* (p. 4224) : contrat d'assurance et lettre recommandée ; détérioration du service de la poste - Sur l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (incident de paiement et application du système de droit commun de l'avance de la prime) : reprend l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques, en le transformant en sous-amendement n° 29 : date de réception de la lettre recommandée et point de départ du délai de résiliation et de réduction du contrat d'assurance ; critères de l'option entre la réduction des effets de l'assurance et la résiliation du contrat d'assurance ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7** (p. 4543) : abolition de la peine de mort et artifices de procédure - Problème de la peine de substitution - Se déclare personnellement favorable à la peine de mort - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 11** (p. 4590) : peine de prison et ou peine d'amende.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 13** - *Art. 434 du Code pénal* (p. 4624) : se déclare favorable aux

amendements n° I-162 du gouvernement (sanctions visant les destructions ou déteriorations commises par plusieurs personnes à l'exception des destructions légères), et n° I-131 de la commission des lois identique à l'amendement n° I-55 de M. Félix Ciccolini (destruction ou détérioration et suppression de la notion d'acte commis par plusieurs personnes).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 6** - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* - (p. 4643) : sur l'amendement n° I-81 de la commission des lois (conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge), son sous-amendement n° I-209 : non prononcé du sursis simple pour condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à 1 mois ; adopté.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 47** (p. 4808) : son amendement N° II-191 déposé avec M. Jean Chérioux : périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux ; adopté - Son amendement N° II-192 déposé avec M. Jean Chérioux : statut des malades mentaux des établissements du secteur libre ; adopté - Son amendement N° II-193 déposé avec M. Jean Chérioux : sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre ; adopté - (p. 4809) : visite des établissements publics ou privés de soins pour malades mentaux et difficulté de sanctionner les personnalités responsables - **Art. 47** *ter* (p. 4833) : caractère légitime de la délibération du Sénat sur cet article du projet concernant le droit de rétention pour vérification d'identité.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4860) : se déclare favorable à l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé), ainsi que, sur cet amendement, au sous-amendement N° II-213 du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public).

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 4948) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - Proteste contre la fixation par l'administration du montant de l'indemnité de logement versée aux instituteurs de Paris.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5052) : son amendement n° 138 : diminution du nombre des foyers fiscaux imposables et compensation de la perte de recette par une modulation des tranches de la TVA ; retiré - (p. 5053) : prétendu caractère anti-social de l'impôt indirect - Nécessité de freiner la croissance du nombre des redevables de l'impôt sur le revenu - (p. 5064) : décisions de justice et modalités de révision du taux des pensions alimentaires - Se déclare favorable à l'amendement n° 140 de M. Henri Duffaut (principe et modalités d'application de la déduction du revenu imposable de l'excédent de la pension alimentaire versée volontairement par le contribuable divorcé) - **Après l'art. 2** *ter* (p. 5066) : son amendement n° 125 déposé avec M. Jean Chérioux : majoration des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; retiré - (p. 5068) : caractère absurde de la taxe sur les conventions d'assurance s'appliquant aux contrats d'assurance-vie - **Après l'art. 2** *quater* (p. 5069) : son amendement n° 124 déposé avec M. Jean Chérioux : révision des seuils de déclenchement de l'imposition pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux ; retiré.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 5141) : soutient l'amendement n° 15 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet (pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition) - **Avant l'art. 8** (p. 5143, 5144) : soutient l'amendement n° 10 de M. Raymond Bourgine (détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières) - **Après l'art. 8** (p. 5152) : à propos des amendements n° 126 et n° 127 de M. Maurice Schumann (modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif), intervient sur la nécessité d'une réforme structurelle de la taxe sur les salaires.

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5496) : se déclare favorable à l'amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville).

Justice (4 décembre 1980) (p. 5756) : définition des structures du ministère de la justice et moyens de financement - Corps des magistrats ; pyramide des âges et recrutement parallèle ; carctère stérilisant du recrutement par la voie unique de l'école nationale de la magistrature - (p. 5757) : aide judiciaire ; actualisation des plafonds et des indemnités versées aux avocats - Faiblesse des rémunérations des avocats commis d'office - Rationalisation des tâches des greffes ; informatisation ; caractère archaïque des indemnités de copies de pièces - Insuffisance des moyens des services de l'éducation surveillée - et accroissement de la délinquance - Insuffisance des effectifs des juges pour enfants et du personnel d'éducation ; incertitudes de la politique d'équipement et manque de formation de spécialisations - Décalage entre délinquance réelle et nombre de mineurs traités par la justice ; multiplication du classement des affaires par la police et les parquets ; diminution du recours aux équipements éducatifs - Utilisation systématique de la répression et accroissement des peines de prison - (p. 5758) : caractère inadapté de la mesure d'incarcération - Restauration du rôle du juge des enfants et suppression de l'intervention du juge d'instruction - Amélioration du mode de désignation des magistrats de la jeunesse - Réorganisation des structures d'accueil et de rééducation - Insuffisance des crédits accordés à l'éducation surveillée - Déficit en personnel et insuffisance de la formation de base et du recyclage - Création d'une structure départementale concourant au service public de l'éducation surveillée - Principe de la prééminence de la protection sur la répression et sentiment actuel d'insécurité

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5778) : au sujet de la suppression des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales, se déclare défavorable aux amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman.

Education (5 décembre 1980) - (p. 5868) : régression des autorisations de programme pour les établissements du second degré - Défectuosité des collèges construits sous la maîtrise d'ouvrage du service constructeur des académies de la région Ile-de-France - (p. 5869) : faiblesse des enveloppes affectées par le préfet de région aux rénovations et aux constructions en Ile-de-France - Politique de construction scolaire à Paris et dans les départements de la couronne - Urgence de certains travaux dans les écoles et lycées dont l'Etat est propriétaire à Paris - Centres de documentation et d'information - Financement des constructions de salles de gymnastique - Caractère électoral du fonds d'action conjoncturelle - Ne votera pas les crédits des titres V et VI de ce budget

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5916) : aide familiale à domicile et problème des travailleuses familiales - Retard d'exécution du plan d'action prioritaire du VII[e] Plan relatif à l'augmentation du nombre des travailleuses familiales - Difficultés financières des organismes d'aide familiale ; participation des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, de la protection maternelle et infantile et de l'aide sociale - (p. 5917) : intervention

des travailleuses familiales et économies réalisées pour la collectivité - Modalités de financement : évaluation du coût horaire réel ; bourses de formation ; prestation de l'Etat ou création d'un fonds national pour le maintien à domicile - Problème de l'équilibre de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) : gestion désastreuse ; gaspillage des fonds publics ; avance consentie par la Caisse nationale d'assurance maladie du régime général : intervention nécessaire du gouvernement

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **187 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6401) :travail à temps partiel et aspirations des travailleurs de la fonction publique comme du secteur privé - Vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **190 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6397) :vote favorable du groupe RPR - Se félicite de pouvoir réexaminer le problème posé dans un délai de cinq ans.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6429) : son amendement n° 80 : transfert du contentieux de l'exigibilité des droits en matière de contributions directes aux tribunaux administratifs ; adopté - **Avant l'art. 17** (p. 6457) : maintien des effectifs d'EDF et croissance du budget des oeuvres sociales - Entreprises nationales et référence à la masse salariale pour la contribution aux oeuvres sociales : exemple de la SNCF et de la Régie Renault - Inflation et croissance de la masse salariale - Se déclare favorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale).

COLLOMB (Francisque), sénateur du Rhône (NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) de **finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** (n° **100**, tome **IV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2654** (J.O. Débats 21 février 1980) (p. 284) à M. le ministre du Commerce extérieur : les **entreprises (petites et moyennes) (augmentation de l'activité exportatrice des P.M.E.)** - Réponse de M.René Monory, ministre de l'Economie (6 juin 1980) (p. 2429, 2430).

n° **2662** (J.O. Débats 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre des Affaires étrangères : les **traités et conventions (conséquences de la convention de Lomé)** - Réponse de M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères (31 octobre 1980) (p. 4323, 4324).

n° **2763** (J.O. Débats 30 avril 1980) (p. 1627) à M. le ministre des Affaires étrangères : les **passeports (institution d'un passeport européen)** - Réponse de M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères (31 octobre 1980) (p. 4325).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 421) : exportations agricoles et équilibre de la balance commerciale ; notion d'excédents - (p. 422) : dégradation du solde commercial, agro-alimentaire de la France - Conditions du redressement : réorientation de la production ; formation des hommes ; développement de la recherche ; amélioration des liaisons production-commercialisation ; rôle des interprofessions ; politique d'exportations : financement ; crédit ; implantations à l'étranger - (p. 423) : attachement à l'exploitation familiale.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1659) : son intervention lue par M. *Daniel Millaud.*

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (20 novembre 1980) - **Après l'art. 13** (p. 4986) : son amendement n° 62 soutenu par M. Pierre Vallon : présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5917) : livre blanc pour la recherche et priorité donnée à la recherche médicale - (p. 5918) : problèmes de l'Institut Pasteur de Lyon et du Sud-Est : déficit d'exploitation ; rôle de cet institut pour la recherche fondamentale et appliquée ; subvention demandée à l'Etat

Industrie (6 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5941) : crise économique mondiale et nécessaire adaptation de l'appareil industriel français - Structures de l'industrie française ; réseau de petites et moyennes entreprises (PME) et aide spécifique nécessaire ; action positive des pouvoirs publics en faveur des petites et moyennes industries (PMI) : développement des créations d'entreprises ; déconcentration et régionalisation des systèmes d'aide aux entreprises - Obstacles à la transmission d'entreprises et recommandations du rapport Gosmart - Assainissement de la situation financière des entreprises : taux d'auto-financement ; aide fiscale à l'investissement, créée par la loi de finances pour 1981 - (p. 5942) : amélioration de la compétitivité des produits industriels français ; création du comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques (CODIS) - Dispersion des systèmes d'aides publiques aux entreprises et réforme nécessaire - Difficultés sectorielles de l'industrie : sidérurgie ; plan de restructuration de 1978 ; état de crise manifeste reconnu par la commission de Bruxelles ; problème spécifique de la production d'aciers spéciaux - Industrie automobile - Industrie de la machine-outil - Industrie chimique - Aggravation de la situation de l'industrie textile : taux de pénétration des importations ; accord multifibres ; problème de l'emploi - Industrie informatique : résultats de CII-Honeywell Bull - Industrie de l'ameublement : déficit commercial et plan de développement et d'exportation de juin 1980 - (p. 5943) : aggravation du

déficit commercial de la France - Conquête des marchés - Avis vorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits.

CONSTANT (Georges), sénateur du Lot (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

COUDERT (Jacques), sénateur de la Corrèze (apparenté au groupe RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**] - (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2912) : soutient l'amendement N° 117 de M. Bernard Talon : (principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation).

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Après l'art. 1** (p. 3175) : son amendement n° 31 : respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac ; irrecevable aux termes de l'article 41 de la Constitution.

COURRIERE (Raymond), sénateur de l'Aude (S).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **12** (6 avril 1978) (p. 361) à M. le ministre de l'Agriculture : la **viticulture (conséquences des calamités atmosphériques et des importations sur la situation des viticulteurs du midi)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1997 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 1997) : effondrement des prix du vin - Rappelle la crise de 1907 - Fin de l'écoulement des stocks - Discours à Montpellier de M. Giscard d'Estaing en 1974 - (p. 1998) : distilation exceptionnelle - Qualité du vin et endettement des producteurs - Nécessité d'organiser le marché ; exemple des prestations « superviniques » - Garantie de revenus des vignerons - Création d'un office du vin - Vin et loi du marché - (p. 2010) : échec de la politique gouvernementale et effondrement des prix et des revenus - Chaptalisation - Arrachage des vignes - Production de qualité et de quantité.

— **Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial** [n° **6 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6221) : transmission des parts de sociétés dans les entreprises à caractère familial - Statut juridique de l'épouse du commerçant ou de l'artisan - Insuffisances du texte et caractère électoral du projet - Vote défavorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6201) : caractère politique du texte présenté ; tentative d'apaisement des populations canaques - Non prise en compte des propositions de l'assemblée territoriale - Suppression de toute référence aux organisations traditionnelles - Mise à l'écart des élus locaux - Maintien des situations acquises et caractère ténu du droit à réparation pour les Mélanésiens - (p. 6202) : droit de préemption du territoire - Reconnaissance des droits mélanésiens sur les terres ancestrales - Caractère hâtif de l'élaboration du texte.

— **Conclusion du rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché,** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la **proposition de résolution** [n° **90 (80-81)**] de M. **Christian Poncelet** et plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile** [n° **191 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6425) : vote favorable du groupe socialiste - Dénonciation des détournements des lois et des règles de la Communauté - Exportations textiles asiatiques et exploitation de la main-d'oeuvre - Dénonciations constantes de la politique gouvernementale pour ce secteur par le parti socialiste - Problème de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce - Drame du chômage.

Art. unique (p. 6426) : opposition à l'élargissement de la Communauté dans les règles qui la régissent actuellement ; rapport Sutra.

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 4** (p. 5134) : son amendement n° 143 déposé avec M. Gérard Delfau : exclusion des vins doux naturels de l'assimilation faite au plan communautaire avec les vins de liqueur ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 42 de la loi organique.

COUSIN (Auguste), sénateur de la Manche (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

CROZE (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

Réélu sénateur le 2 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à permettre aux établissements d'enseignement français situés hors de France de recevoir, dans le cadre de la formation permanente,des jeunes et des adultes (n° **62**, 1980-1981) (29 octobre 1980) - **Formation professionnelle et promotion sociale**.

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° **14 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4208) : mobilité croissante des expatriés et prise en compte des séjours de courte durée - Cas des Français expatriés cotisant à des caisses de retraite complémentaire et demande d'application de l'avenant aux caisses de retraite complémentaire.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5711) : politique du logement ; aide personnalisée au logement (APL) ; prêts conventionnés et prêts d'accession à la propriété (PAP) ; agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) ; prime d'amélioration de l'habitat - (p. 5712) : politique foncière et désengagement de l'Etat : transfert de charges sur les collectivités locales - Poids de la charge foncière dans le coût total d'un logement - Plafond légal de densité (PLD), institué par la « loi Galley » et hausse des prix à la construction dans les centres-villes : répercussion du coût des taxes - Elaboration des règlements d'urbanisme et prise en compte nécessaire des énergies nouvelles : architecture solaire et définition juridique nécessaire du droit à l'ensoleillement ; servitudes d'alignement et d'orientation - Documents d'urbanisme : plans d'occupation des sols (POS) ; dispersion de l'habitat (« mitage ») ; valeur des cartes communales ; schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) - Tendance récente à l'habitat dispersé et conclusions de la commission « habitat et cadre de vie » du VIII[e] Plan en faveur d'un urbanisme regroupé

CRUCIS (Michel), sénateur de la Vendée (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) (p. 5473) : diminution des crédits de paiement du budget des routes ; augmentation des autorisations de programme et d'équipement octroyées aux autoroutes - Abaissement du rythme des travaux d'entretien et augmentation de la circulation - Accroissement de la longueur des sections encombrées - Faiblesse de la subvention aux départements pour l'entretien de réseau routier national déclassé ; non prise en compte de l'augmentation du coût des travaux routiers - Importance du réseau national et travaux du Comité des transports du VIII[e] plan - Programme d'action prioritaire n° 5 du VII[e] plan et désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; qualité de son taux de réalisation - Retard du projet de la route centre-Ouest atlantique - Oubli de la liaison Nord-Sud dite route des Estuaires - Plan routier breton et persistance de zones d'ombre des infrastructures routières de l'ouest français - (p. 5474) : création d'autoroutes et oubli du département de la Vendée - Insuffisance du projet de budget des routes et vote défavorable

CUTTOLI (Charles de), sénateur des Français établis hors de France (GD).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de Justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p.1625).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier diverses dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** (n° **178**, 1979-1980) (25 février 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **30**, 1979-1980) de MM. Jacques Habert, Paul d'Ornano, Pierre Croze, Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Cantegrit et Frédéric Wirth, visant à modifier certaines dispositions du Code de la **nationalité française** (n° **230**, 1979-1980) (24 avril 1980).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 74 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 (n° **234**, 1979-1980) (29 avril 1980) - **Avocats.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale sur : 1° la proposition de loi (n° **349**, 1978-1979) de M. Henri Caillavet tendant à réviser

l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience ; 2° la proposition de loi (n° **221**, 1979-1980) de M. Charles Lederman et des membres du groupe communiste et apparenté tendant à l'abrogation de l'article 25de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4, in fine de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense (n° **243**, 1979-1980) (13 mai 1980) - **Avocats.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la compétence des Conseils de Prud'hommes en matière de conflits individuels du travail intéressant les Français établis hors de France (n° **2**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Français de l'étranger.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2798** (J.O. Débats 5 juin 1980) (p. 2365) à M. le ministre de la Coopération : le **français (langue) (enseignement français à l'Ile Maurice)** - Réponse de M. Robert Galley, ministre de la Coopération (20 juin 1980) (p. 2906).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [n° 19 (79-80)]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 1** (p. 943) : sur l'amendement N° 16 de la commission (exercice par les magistrats remplaçants de fonctions correspondant à leur niveau hiérarchique), son sous-amendement N° 104, rédactionnel ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 954) : son amendement N° 105 : conditions de nomination des chefs de juridiction ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 955, 956) : son amendement N° 106 : possibilité pour les magistrats d'être nommés membres des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration (ENA) ; adopté - Notions de réciprocité et d'équité.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Art. 5** (p. 1011) : son amendement N° 107 : ressort de la juridiction et obligation de résidence des magistrats ; retiré - **Après l'art 5** (p. 1014) : soutient l'amendement N° 132 de M. Henri Caillavet (augmentation des pouvoirs du conseil supérieur de la magistrature pour les propositions d'emplois de magistrat du siège et du parquet) - **Art 8** (p. 1015) : son amendement N° 108 : réduction du délai d'ancienneté requis pour les greffiers en chef et les secrétaires greffiers se présentant au concours interne de l'école nationale de la magistrature ; retiré - **Art. 11** (p. 1022) : son amendement N° 109 : suppression des dispositions de cet article prévoyant la nomination directe au second grade de la hiérarchie judiciaire des attachés d'administration du conseil d'Etat ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 1040) : son amendement N° 110 : avertissement et possibilité de recours devant le conseil supérieur de la magistrature ; adopté - (p. 1041) : caractère disciplinaire de l'avertissement donné par les chefs de cour.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1065) : soutient l'amendement N° 83 de M. Bernard Legrand (concours sur épreuves, à l'exclusion des titres et travaux).

— Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Jacques Habert et plusieurs de ses collègues visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française [n° 30 (79-80)] - (29 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2206) : adaptation de la loi du 9 janvier 1973 - Suppression de la faculté de répudiation de la nationalité française ; disparition du certificat « temporaire » de nationalité française ; difficultés pour le juge d'instance de délivrer un certificat définitif - (p. 2207) : nombre insignifiant de jeunes de 18 ans répudiant la nationalité française - Existence de la procédure de la libération du lien d'allégeance - Acquisition de la nationalité française par mariage ; procédure d'acquisition de la nationalité ; possibilité pour le gouvernement de s'opposer à l'acquisition de la nationalité française - Développement des mariages de complaisance ; condition de la communauté de vie - Loi du 10 août 1927 et acquisition de la nationalité française par les femmes ; absence d'information des étrangères et non dépôt de la déclaration d'acquisition - Non application de la loi de 1973 à ces situations - Naturalisation et assouplissement des règles de résidence ; cas du séjour exceptionnel à l'étranger - Non résidence en France et activité professionnelle personnelle à l'étranger présentant un intérêt particulier pour notre pays - (p. 2208) : circulaire du 1er mars 1973 et assimilation de l'activité d'un conjoint étranger à l'activité d'un conjoint français - Réintégration des Français d'origine dans la nationalité française ; installation de Français à l'étranger et raccourcissement des communications - Politique d'assimilation forcée pratiquée par certains pays ; cas du Chili - Modifications d'harmonisation proposées pour le code électoral et le code du service national - Demande d'adoption de la proposition de loi.

Art. 1 (p. 2210) : loi du 12 juillet 1978 sur l'inscription en marge des actes de naissance de l'acquisition ou de la perte de la nationalité française ; parution des décrets d'application - S'en remet à la sagesse du Sénat pour la suppression des articles 1 et 2 de la proposition de loi - **Art. 2 :** après la suppression de l'article 1 demande le rejet de l'article 2 - **Art. 3** (p. 2211) : accepte l'amendement N° 1 du gouvernement (acquisition de la nationalité française par mariage pendant un délai de six mois) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 7 de M. Jacques Habert (conditions de communauté de vie) - Conditions de la communauté de vie et déclaration de nationalité française - **Art. 4** (p. 2212) : accepte l'amendement N° 2 du gouvernement (loi du 10 août 1927 sur la déclaration d'acquisition de la nationalité française et réouverture d'un délai pour les femmes étrangères ayant épousé un Français) - **Art. 5 :** accepte l'amendement N° 3 du gouvernement (naturalisation et conditions de résidence ; voyage exceptionnel à l'étranger) - **Art. 6 :** accepte l'amendement N° 4 du gouvernement (acquisition de la nationalité française pour l'épouse mariée à un Français travaillant à l'étranger pour le compte de l'Etat français ou ayant une activité intéressant l'économie ou la culture française) - **Art. 7** (p. 2213) : perte de la nationalité française par décision judiciaire ou par possession d'état de Français - Absence de décision judiciaire et impossibilité de réintégration - **Art. 9** (p. 2214) : analogie entre la réintégration par déclaration et la réintégration par décret - Caractère administratif du certificat de nationalité - Non automaticité de la déclaration de nationalité française - Réintégration dans la nationalité française et absence de possession d'état de Français - **Art. 10** (p. 2215) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 6 du gouvernement (application de la présente loi à Mayotte) - **Art. 11 :** accepte l'amendement N° 5 de M. Jacques Habert (double nationalité et accomplissement du service national dans le pays de résidence ou en France) - **Intitulé :** amendement de la commission : de forme ; « proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral » ; adopté.

— Conclusions de son rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale **sur les propositions de loi : 1° de M. Henri Caillavet tendant à réviser l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et à protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience [n° 349 (78-79)] - 2° de M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4** in fine, **de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense [n° 221 (79-80)] [n° 243 (79-80)]** - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2666) : ancienneté du principe d'immunité des avocats - Cas de limitation de cette immunité de la défense ; sanctions disciplinaires et pénales prévues - (p. 2667) : cite des affaires ayant entraîné la suspension d'activité d'un avocat ; cas de l'affaire du Petit-Clamart et de Me Jacques

Isorni - Suspension récente d'un avocat au procès des manifestants de Plogoff ; protestations des milieux judiciaires - Abus de la procédure de suspension par les tribunaux et dépôt de propositions de loi à l'Assemblée Nationale et au Sénat - Loi de 1971 et prononcé immédiat de sanctions disciplinaires ; sanction des manquements aux obligations professionnelles ou de toute faute commise à l'audience - Caractère exécutoire par provision de ces sanctions ; leur gravité - (p. 2668) - Propos diffamatoires, délits d'outrage à magistrat ou à juré et non application de l'immunité de la loi de 1881 - Prononcé des sanctions et procédure d'appel donnée à l'avocat - Proposition de loi *Caillavet* et maintien de la compétence judiciaire ; prononcé de la sanction par une autre juridiction que celle saisie de l'affaire - Proposition de loi de M. *Charles Lederman* et alignement de la procédure de délit d'audience sur la procédure disciplinaire de droit commun - Travail de synthèse de la commission des lois ; compétence du conseil de l'ordre et compétence judiciaire en fonction des fautes ; identité de procédure pour les juridictions de droit commun et d'exception - Faute professionnelle à l'audience et fixation d'un délai pour la décision du conseil de l'ordre ; possibilité d'une exécution provisoire de la sanction - (p. 2669) : suppression de la disposition de la loi de 1881 donnant au juge saisi de la cause le droit de suspendre un avocat ou un officier ministériel - Maintien des pouvoirs de police d'audience conférés au juge et suppression de son pouvoir disciplinaire sur les avocats - Fin de la confusion par le juge des pouvoirs disciplinaire et de police à l'audience.

Art. 1 (p. 2672) : accepte l'amendement de forme N° 1 du gouvernement - (p. 2673) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 4 du gouvernement (délai de saisine du conseil de l'ordre d'un barreau et application outre-mer) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement N° 2 du gouvernement (attribution des pouvoirs de police de l'audience au président du tribunal) - **Art. 5** (p. 2675) : s'oppose à l'amendement N° 3 du gouvernement (suppression de cet art. concernant les actions en diffamation intentées contre les avocats par des tiers) - Non application des dispositions de la loi de 1881 sur les actions en diffamation et suppression de celle-ci - **Intitulé** (p. 2676) : amendement de la commission : de forme ; « proposition de loi relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat » ; adopté.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale [n° 39 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4396) : lien historique entre la France et l'Algérie ; importance de la population algérienne en France - Nouvelles conventions sur la sécurité sociale et principe de la continuité de la couverture sociale - Prise en charge par les caisses de sécurité sociale algériennes des soins effectués en France en dehors des périodes de congés payés - Convention et simplification des formalités - Transfert des cotisations entre les deux pays ; situation des régimes complémentaires de retraite - UNEDIC et problèmes particuliers du transfert des cotisations d'assurance individuelle chômage - Exclusion du champ de la convention des Français non salariés - Existence d'un contrôle de l'application de cette convention - Convention et prévision de la conclusion de protocoles ou d'accords annexes et d'un arrangement administratif - Suppression par l'Algérie de la législation des biens vacants et autorisation de la libre vente des biens mobiliers - Visite, en avril 1975, de M. Giscard d'Estaing en Algérie ; évolution des relations franco-algériennes - (p. 4397) : vote favorable sur le projet de loi.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) - (p. 5525) : émetteur « Africa n° 1 » et retransmission des programmes de Radio-France internationale

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5591) : mise en service de l'émetteur de Moyabi, au Gabon, à destination de l'Afrique occidentale et centrale ; remerciements au gouvernement pour les engagements qu'il a tenus.

Motion d'ordre (4 décembre 1980) - (p. 5785) : débat sur le budget des affaires étrangères et réunion du Conseil supérieur des Français de l'étranger .

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - (p. 5970) : information radiophonique de la France vers l'étranger et Français de l'étranger - Action radiophonique de Radio France ; « chaîne Sud » et Afrique francophone, conditions de réception ; sondage Gallup - Emetteur gabonais de Moyabi - Constitution de la société Africa n° 1 et location d'heures d'antenne à Radio France internationale - « Chaîne Est » et Europe centrale et orientale - « Chaîne Ouest » et diffusion vers les côtes atlantiques du Canada, des Etats-Unis et du Vénézuela ; insuffisance des crédits et inaudibilité - Nécessité d'un réemetteur en Amérique latine - Réalisation d'un émetteur à Kourou en Guyanne - Réduction, à l'Assemblée nationale des crédits affectés au financement des émissions à destination de l'étranger et affectation à l'étude de l'émetteur de Kourou - Programme d'action prioritaire n°12 du VIIIe Plan et intensification de la présence française dans le monde - Hommage à Mme Jacqueline Baudrier, directeur de Radio France et à M. Albert Aycard, directeur de Radio France internationale ; émissions spécifiques pour les Français de l'étranger - (p. 5983) : engagements du gouvernement pour la protection des Français des Nouvelles-Hébrides ; application de la loi de 1970 relative à l'indemnisation ; problèmes de son application aux Français du Vanuatu.

D

DAGONIA (Georges), sénateur de la Guadeloupe (S).

Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 409) : potentiel agricole des départements d'outre-mer (DOM) - (p. 410) : DOM et régions agricoles défavorisées - Nécessité de l'application immédiate de la loi d'orientation agricole à la Guadeloupe ; exemple de la loi de 1960 : retard de la parution des décrets - Réforme foncière ; spéculation - Aménagement rural.

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3992) : projet de création dans la Caraïbe française d'un complexe touristique destiné à accueillir le flux touristique nord-américain ; site du Lamentin en Guadeloupe et incidence de la réforme foncière en cours dans ce territoire - Situation économique de la Guadeloupe.

— **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4210) : protection des alcools de qualité des départements d'outre-mer - (p. 4211) : qualité de la production rhumière de la Martinique par rapport à celle de la Guadeloupe - Qualité du rhum agricole par rapport au rhum industriel - Saisine de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) par l'association de professionnels des producteurs-embouteilleurs de rhum agricole de la Martinique (APPERAM) - Octroi de l'appelation d'origine contrôlée (AOC) au rhum agricole de la Martinique ; consultation des producteurs des autres DOM - Extension de la législation métropolitaine aux DOM.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5559) : dégradation du climat social dans les départements d'outre-mer et budget de stagnation - Problème du chômage - Fermeture de deux unités sucrières - Extension du régime métropolitain d'indemnisation du chômage, applicable au 1er octobre 1980 - Réforme foncière - Solidarité nationale et transferts publics entre la métropole et les DOM - Crédits du Secrétariat d'Etat et interventions des différents ministères techniques - Circuit de distribution aux Antilles et coût de la vie des produits métropolitains - Décision de l'administration des PTT de transférer de Destrellan à Fort-de-France le centre de radio maritime de la Guadeloupe - (p. 5560) : politique de rattrapage préconisée par le Président de la République en 1974 - Ne votera pas le budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5566) : rapport d'Aimé Paquet après son séjour en Guadeloupe - Absence de réponse du Gouvernement à sa question sur le transfert du centre de radio maritime de la Guadeloupe à Fort-de-France en Martinique.

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (GD) - *Vice-président du Sénat.*

Réélu vice-président du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'action en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **150**, 1979-1980) (15 janvier 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale sur sa proposition de loi organique (n° **150**, 1979-1980) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **196**, 1979-1980) (3 avril 1980).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 99 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (n° **204**, 1979-1980) (11 avril 1980) - **Faillite, réglement judiciaire, liquidation de biens.**

Proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux **entreprises** (n° **205**, 1979-1980) (11 avril 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **209**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, créant une distribution d'actions en faveur

des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° **274**, 1979-1980) (29 mai 1980) - **Participation des travailleurs.**

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **232**, 1979-1980) adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **283**, 1979-1980) (3 juin 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur sa proposition de loi (n° **205**, 1979-1980) tendant à faciliter le crédit aux **entreprises** (n° **324**,1979-1980) (19 juin 1980).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **299**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale, portant modification du statut du Service d'exploitation industrielle des **tabacs et allumettes** (SEITA) (n° **326**, 1979-1980) (23 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° **359**, 1979-1980) (27 juin 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi (n° **373**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° **374**, 1979-1980) (30 juin 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de résolution (n° **183**, 1979-1980) de M. Edouard Bonnefous et des membres de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, tendant à compléter le **règlement du Sénat** (n° **34**, 1980-1981) (14 octobre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **6**, 1980-1981) relatif à la participation des époux à une même **société** et à la transmission des entreprises à caractère familial (n° **157**, 1980-1981) (12 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **174**, 1980-1981) modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à faciliter le crédit aux **entreprises** (n° **194**, 1980-1981) (18 décembre 1980).

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 658) : procédure de la prise en considération d'un amendement ; sort réservé aux sous-amendements s'y rattachant.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 673) : existence de cas où le droit d'appel n'existe pas devant un tribunal de grande instance ; exemples du droit fiscal - (p. 674) : procédure de déclenchement et de déroulement de la deuxième délibération - (p. 675) : interventions sur un sous-amendement et décision de passer au vote - (p. 677) : saisine de plusieurs commissions et alourdissement des débats.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Sur l'ensemble** (p. 1432) : imperfections du texte - Corrections par l'Assemblée nationale - Absence de demandes de deuxième délibération - (p. 1433) : règlement du Sénat et dépassement du temps de parole accordé aux orateurs - (p. 1436) : rappelle les termes de l'article 89 de la Constitution stipulant que « la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision » - (p. 1444) : qualité du travail du Sénat et des commissions concernées, notamment de la commission des lois et de son rapporteur - (p. 1445) : hommage au personnel du Sénat.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1929) : bicaméralisme et règle de la navette ; la faculté de la réunion d'une commission mixte paritaire - **Motion d'ordre** (p. 1934) : projet de loi d'orientation agricole et modification de l'ordre du jour prioritaire.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2647) : délibérations du Sénat et absence de pressions - (p. 2651) : principe de non mise en cause d'un commissaire du gouvernement et responsabilité des ministres - (p. 2653) : donne lecture de l'art. 91 du règlement du Sénat concernant la présence du public dans les tribunes - (p. 2656) : procédure de discussion en deuxième lecture d'un projet de loi ; limitation du débat aux textes d'art. votés en termes différents par les deux assemblées.

— **Bienvenue à une délégation de l'Assemblée populaire nationale de Chine** (12 juin 1980) (p. 2640)

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2877) : notion « d'appel à la révolte » et « d'appel à la violence » et application de l'article 95 du règlement.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Après l'art. 22** (p. 3847) : dispositions transitoires et interdiction par la Constitution de délégation de pouvoirs législatifs au Gouvernement, sauf dans le cas d'ordonnances de l'article 38 de la Constitution.

— **Question orale avec débat : conséquences des nouvelles habilitations de 2e et 3e cycle pour l'université de Besançon** - (21 octobre 1980) - (p. 3960) : communication au Président du Sénat des observations de M. Schwint - Absence de Mme le Ministre des Universités ; manquement à la Constitution ; (p. 3961) : responsabilité du gouvernement devant le parlement - Retrait de la question orale avec débat n° 413.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Après l'art. 1** (p. 4269) : en application de l'alinéa 2 de l'article 45 du règlement du Sénat, constate l'irrecevabilité admise tacitement de l'amendement n° 9, précédemment réservé, de la commission (bénéfice pour le salarié accidenté et licencié de l'allocation spéciale aux travailleurs victimes d'un licenciement économique et priorité dans l'accès aux actions de formation professionnelle)..

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 4285) : reconnaît l'exception d'irrecevabilité invoquée par le Gouvernement en vertu de l'art. 41 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 5 de la commission des affaires sociales (rapport d'application à l'issue de la période de deux ans et dépôt d'un projet de loi à caractère définitif).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4465) : retransmission du débat à la télévision et répartition du temps de parole, évoquées par M. *Jean Mercier* .

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 11** (p. 4588) : déroulement des débats et ordre du jour du Sénat.

— **Fait personnel** - (27 novembre 1980) (p. 5431) : donne acte à M. *Bernard Parmantier* de sa protestation contre une circulaire du ministère de l'intérieur qui déformerait ses propos du 14 octobre 1980.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6195) : caractère opportun de l'utilisation de la procédure d'urgence pour le texte concernant la Nouvelle-Calédonie - Critique l'usage systématique de cette procédure fait en d'autres circonstances.

En tant que sénateur

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 1 (p. 17) : persistance de l'ambiguïté après les décisions du Conseil constitutionnel - Nécessité d'en tirer un enseignement en modifiant la loi organique - Sa proposition de loi organique déposée le même jour - .

Suite de la discussion (17 janvier 1980) - **Réponse au gouvernement sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi** (p. 170, 171) : sa proposition de loi organique déposée le 16 janvier sur le Bureau du Sénat : la nécessité de tirer les enseignements des décisions du Conseil constitutionnel - L'inscription de cette proposition à l'ordre du jour du Sénat.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 487) : se déclare favorable à l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), et au sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Sordel (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) - **Art. 4** (p. 518) : son amendement N° I-108, déposé avec M. Henri Caillavet et soutenu par M. Paul Girod : dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige ; adopté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 12** (p. 580) : suppression par l'Assemblée nationale du caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité ; nécessité de son rétablissement - **Art. 13** (p. 584) : art. 39 de la Constitution et pouvoirs du Parlement pour l'initiative des lois ; la conciliation de ce principe avec l'art. 48 concernant la fixation de l'ordre du jour des assemblées - Importance des propositions de lois d'origine sénatoriale non inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée - Utilisation par le Gouvernement dans ses projets de lois, des dispositions de propositions de lois déjà votées par le Sénat, en instance à l'Assemblée nationale - **Art. 14** (p. 608) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-301du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - Expression « mise en oeuvre d'un répertoire » - Définition du statut de la commission établissant ce répertoire - (p. 609) : prise en compte du montant des dernières transactions - Constatation du prix des baux - Définition de l'indice de rendement et de la valeur de rendement - (p. 610) : indice de rendement et catégories de classes de terres - (p. 611) : sort réservé à la valeur de rendement.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 B** (p. 785) : son amendement N° III-221, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : conditions d'exception à la réglementation des cumuls pour les opérations accomplies entre membres d'une même famille ; réservé, puis retiré.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 1** (p. 942, 943) : à propos des amendements identiques N° 54 de M. Félix Ciccolini et N° 85 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants), intervient sur la notion d'inamovibilité - **Art. 2** (p. 948, 949) : se déclare partiellement favorable à l'amendement N° 17 de la commission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements) ; suggère une modification rédactionnelle et un vote par division - Postes vacants et caractère temporaire du remplacement - (p. 950) : remplacement et intérim - (p. 951) : délai de renouvellement des remplacements - (p. 953) : soutient l'amendement N° 111 de M. Bernard Legrand (durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant), puis le retire au profit de l'amendement analogue N° 21 de la commission.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Après l'art. 5** (p. 1012) : son amendement N° 15 : extension des possibilités de délégation des avocats généraux auprès de la cour de cassation ; adopté - (p. 1013) : se déclare favorable à l'amendement N° 140 du gouvernement (déroulement de carrière à la cour de cassation et obligation d'une nomination dans les juridictions de première instance ou d'appel) - Meilleure répartition des magistrats délégués - **Après l'art. 9** (p. 1018) : son amendement N° 144 : classement des auditeurs de justice et possibilité pour le jury de leur refuser l'exercice des fonctions judiciaires ; adopté.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 25** (p. 1070) : se déclare opposé à l'amendement N° 14 du gouvernement (nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires) - (p. 1071) : intervient sur le « gouvernement du milieu » évoqué par un de ses collègues - **Deuxième délibération** (p. 1083) : intervient sur la demande de deuxième délibération déposée par le gouvernement.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1167) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du conseil départemental de l'éducation), se déclare favorable au sous-amendement N° II-278 de M. Michel Darras (éducation et consultation ou saisine de sa propre initiative du conseil de l'éducation) - (p. 1168) : votera le sous-amendement N° II-250 de la commission des affaires culturelles, à l'amendement N° II-34 de la commission des lois (Pouvoir d'affectation pour les postes de toutes les catégories d'enseignants) (p. 1169) : réunion du conseil de l'éducation en formation spéciale - (p. 1170) : consultation par le conseil départemental d'une personnalité ; la non-appartenance, même comme membre, complémentaire au conseil - **Art. 81** (p. 1173) : existence de bourses d'Etat et de bourses départementales complémentaires - Modalités de répartition de ces bourses ; référence à un barème national pour l'établissement du barème départemental - (p. 1175) : s'oppose à l'amendement N° II-97 de la commission des affaires culturelles (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses) - Transfert des bourses aux départements et nécessité pour le Gouvernement de prévoir les crédits correspondants - Efforts supplémentaires faits par les départements riches pour les bourses départementales - (p. 1176) : attribution des bourses par le département et fixation d'un minimum actualisable chaque année dans la loi de finances - (p. 1178) : problèmes de compensations financières et nécessité de l'audition du ministre de l'intérieur par la commission des finances et la commission des lois - (p. 1180) : sur l'amendement N° II-35 de la commission des lois (transfert du financement des

bourses aux départements), son sous-amendement N° II-279 : fixation par le conseil général du montant, des conditions d'attribution et barème applicable ; adopté - (p. 1181) : barème départemental et examen cas par cas - (p. 1184) : fixation, par la loi de finances, d'un minimum pour le montant des bourses et possibilité de discussion annuelle sur ce sujet - **Art. 83** (p. 1191) : co-existence de services de transport spécifique et d'un service public régulier - Sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois, (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), se déclare défavorable au sous-amendement N° II-277 du Gouvernement (prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1242) : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), s'oppose au sous-amendement N° II-42 de la commission des lois (prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie assumées par la commune d'accueil) - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1247) : exemple des ports autonomes - Règlement des transferts de charges par une loi ultérieure - (p. 1248) : modalités du transfert des charges à l'Etat des lycées et aux départements des collèges - Se déclare favorable à l'amendement N° II-44 de la commission des lois (conventions entre les communes et l'Etat ou les départements pour le transfert de la propriété ou des droits et obligations découlant du fonctionnement des lycées et collèges) et défavorable à l'amendement N° II-107 de la commission des affaires culturelles (conventions entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges) - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1254) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-286 de la commission des lois (détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires) - Caractère de résolution présenté par cet amendement ; le non-respect de l'article 34 de la Constitution - Organisation d'un débat sur les universités - (p. 1255) : évocation du règlement du problème par une loi ultérieure et atteinte à la dignité du Parlement - **Art. 87** (p. 1261) : se déclare favorable à l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme).

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1284) : décompte contradictoire entre les collectivités et l'Etat ; le rôle respectif de la Cour des comptes et du comité des finances locales - **Après l'art. 85** (p. 1297) : hostilité à l'intégration de la dotation particulière servant au remboursement de l'indemnité de logement dans la dotation globale de fonctionnement - (p. 1298) : importance du problème soulevé et attitude du Gouvernement face à sa majorité - Se déclare favorable à l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune).

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 89** (p. 1348) : intervient sur l'amendement N° II-70 de la commission des lois (responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles) - Possibilité pour les communes de se retourner contre le département ou contre l'Etat - (p. 1349, 1350) : demande un vote par division sur l'amendement N° II-70 - **Art. 91** (p. 1354) : cohérence entre les art. 90 et 91 : propose une modification rédactionnelle à l'amendement N° II-165 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Josy Moinet (suppression de cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général par l'intermédiaire du préfet) - (p. 1355) : inutilité des dispositions de l'art. 91 : possibilité permanente de recours des maires devant le préfet - Votera contre l'art. 91. - (p. 1357) : double rôle du préfet - Possibilité supplémentaire de recours et risque d'incitation à les multiplier - (p. 1363) : suggère une modification rédactionnelle à l'amendement de coordination N° II-65 de la commission des lois - **Après l'art. 91** (p. 1365) : se déclare favorable à l'amendement N° II-187 de M. Léon Jozeau-Marigné soutenu par M. Jacques Descours Desacres (rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur) - Définition de la notion de médiateur et retard dans la mise en pratique de cette institution - **Avant l'art. 32** *(suite)* (p. 1370) : adoption par le Sénat en mai et en juin 1979 des deux paragraphes de l'amendement N° I-204 du gouvernement (concours techniques de l'Etat aux collectivités locales) ; vote sur l'ensemble de cet amendement réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles du projet - Réforme intervenue depuis lors - Nécessaire coordination entre les paragraphes I et II de l'amendement : interdiction de rémunération des services par les communes ; respect des droits acquis par les agents de l'Etat - Aide technique des services à la voirie communale - (p. 1371) ; suggère le retrait de l'amendement N° I-204 et le dépôt de deux amendements N° II-303 et II-304 reprenant les dispositions des paragraphes I et II de cet amendement - (p. 1372) : demande la discussion commune des amendements N° II-303 (interdiction de rémunération par les communes des agents de l'Etat en relation avec les services rendus) et II-304 de la commission des lois - (p. 1373) : intervient par avance sur l'amendement N° II-304 de la commission des lois - Forme souhaitable d'un décret en Conseil d'Etat pour la définition des concours des services techniques de l'Etat aux collectivités locales.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1852) : à propos de la motion N° 220 déposée par M. Louis Minetti au nom du groupe communiste, rappelle que l'adoption éventuelle de la motion tendant à opposer la question préalable aurait pour effet le rejet du texte.

Art. 4 (p. 1871) : se déclare favorable à l'amendement N° 64 de la commission des affaires économiques (dispositions des statuts prévoyant les procédures d'arbitrage et les instances qui en seront chargées et recours en dernier ressort devant les juridictions de l'ordre judiciaire) - **Art. 14** (p. 1887) : se déclare favorable à l'amendement N° 175 de Paul Séramy (suppression de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale) - **Art. 14** *bis* **B** (p. 1888) : intervient sur la demande du gouvernement de réserve de cet article jusqu'à la fin de l'examen du titre III.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2067) : intervient sur l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - Demande en révision de prix de la SAFER et obligation pour elle d'acquérir le bien au prix fixé par le tribunal en cas de remise en vente ; application éventuelle du même prix en cas de vente à un tiers - (p. 2068) : charge de la preuve - Frais du procès - Eventualité de la vente à un tiers et nécessité d'une nouvelle procédure - Droit de préemption de la SAFER et risque d'abus - (p. 2069) : sur l'amendement N° 72, reprend en le modifiant le sous-amendement N° 173 de M. Jean Colin, retiré par M. Adolphe Chauvin : réduction de trois à deux ans du délai d'interdiction de remise en vente ; adopté - (p. 2070) : s'oppose à la disposition de l'amendement N° 72, relative à l'application du prix fixé par le tribunal même en cas de vente à un tiers - (p. 2072) : intervient sur l'amendement N° 213 de M. Geoffroy de Montalembert (exception au droit de préemption de la SAFER si un indivisaire exprime sa volonté d'acquérir lors d'une adjudication).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2256) : complexité du droit des sociétés - Loi de 1966 sur les sociétés commerciales - Conférence de presse du Président de la République du 14 juin 1978 et dépôt du projet de loi - Emploi de l'expression impropre de « distribution gratuite » d'actions aux salariés - Augmentation de capital et droit d'attribution d'actions - Propositions de loi de M. Claude Labbé à l'Assemblée nationale et de

M. Jean Chérioux au Sénat - Protestation de la commission des lois contre l'abus par le Gouvernement de la procédure d'urgence - Bicaméralisme - Déclaration d'urgence et impossibilité pour la commission des lois de concilier les deux systèmes de participation proposés par le projet et par les deux propositions de loi - (p. 2257) : système en vigueur de l'actionnariat de participation : ordonnance de 1959 - Ordonnances de 1967 : régime obligatoire de participation et indisponibilité de la réserve spéciale de participation - Actionnariat, plan d'épargne d'entreprise, compte courant bloqué - Incitations fiscales et prise en charge par l'Etat de 75 % de la participation - Faible montant des transformations en actions depuis 1976 - Rôle du syndicalisme en France - Système d'acquisition d'actions par les salariés : loi du 31 décembre 1970 : option de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés (« stock-options ») - Coût des frais de portage - (p. 2258) : loi du 27 décembre 1973 sur l'émission et l'achat d'actions réservées aux salariés - Réticence des salariés face à l'actionnariat - Tentative du Gouvernement du Président Pompidou pour l'actionnariat dans certaines entreprises publiques - Cas de la Régie Renault - Cas de la SNIAS et de la SNECMA et absence de décret d'application - Echec de l'actionnariat de participation ; réussite en revanche des SICAV Monory : place pour un capitalisme populaire - Scepticisme de la commission des lois face au nouveau projet - (p. 2259) : système de la distribution obligatoire d'actions dans les seules sociétés cotées en Bourse, contesté par l'Assemblée Nationale : principe de l'égalité des citoyens - Expropriation d'utilité privée et indemnisation par l'Etat - Système facultatif instauré par l'Assemblée Nationale - Observations de la commission des lois sur le projet : atteinte au droit de propriété des actionnaires - Pourcentage d'indemnisation de l'Etat - Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire - Atteinte à l'affectio societatis - Système du gage : taxe permanente assise sur les cadeaux d'entreprises et frais de réception - Dispositions de la Constitution et de la loi organique relative aux lois de finances - (p. 2260) : coût de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des grandes sociétés - Difficulté de l'appréciation par des experts de la valeur de négociation des sociétés non cotées - Silence du projet sur plusieurs problèmes juridiques - Salariés français et étrangers - Efforts de la commission pour améliorer le texte - Echec des tentatives successives de distribution gratuite d'actions - Tentative souhaitable de l'achat à bas prix - (p. 2261) : échec du système d'attribution d'actions à tarif préférentiel, instauré par la loi de 1973 : coût pour les sociétés - Répartition de la charge entre l'Etat et les salariés, proposée par la commission des lois - Détermination du gage, laissée aux lois de finances - Démarche constructive de la commission des lois, en faveur de l'adoption d'un texte opérationnel - - (p. 2275) : abus par le Gouvernement de la procédure d'urgence ; bicaméralisme des institutions - (p. 2276) : dépôt du projet initial en octobre 1978 - Exemple de la cristallerie de Baccarat cité par M. *Christian Poncelet,* et effort financier consenti par les salariés :inconvénient de la gratuité - Taxation des cadeaux d'entreprises et frais de réception et suppression de cet art. préconisée par la commission des lois - **Question préalable** (p. 2279) : refus par la commission des lois de prendre la responsabilité de repousser le projet - Nécessité d'assurer sa conformité à la Constitution - Protestation contre le recours à la procédure d'urgence et nécessité pour le Sénat de procéder à l'examen du texte - Au nom de la commission, demande au Sénat de rejeter la motion N° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Robert Laucournet, tendant à opposer la question préalable.

Demande de priorité (p. 2280) : intervient sur la demande de priorité de l'amendement N° 21 de la commission, présentée par le Gouvernement - Utilisation par la commission de l'expression « droit d'attribution » et remise en cause du principe de la gratuité - Augmentation de capital et dispositions à cet égard du code des sociétés et du code du travail - (p. 2281) : apport en numéraire de 10 %, souhaité par la commission des lois : affectio societatis - Acceptation de la donation - Réfute l'exemple invoqué de la Régie Renault - Accepte la demande de priorité - **Après l'art. 5** (p. 2282) : amendement N° 21 de la commission : 1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2° apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital ; adopté - Donne communication des dispositions des art. 1 à 5, précédemment réservés - (p. 2283) : proposition de la commission de porter le droit à la créance sur l'Etat de 65 à 90 % - Augmentation de capital et pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire - Affectio societatis - Gratuité - Valeur de négociation des actions - Avances sur salaire - (p. 2284) : échec des tentatives successives de participation et nécessité d'une nouvelle tentative ; suspicion à l'égard de la gratuité.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 2313) : amendement n° 6 de la commission des lois : de forme ; suppression de l'intitulé « dispositions applicables aux sociétés par actions » ; adopté - **Art. 1er** : amendement rédactionnel n° 7 de la commission des lois ;adopté - **Art. 1er *bis*** (p. 2314 et 2315) : à propos des principe et modalités d'application de la décision de distribution des dividendes, prise par l'assemblée générale extraordinaire, s'oppose de l'amendement n° 45 de la commission des affaires sociales et amendement n° 8 de la commission des lois ; adopté - Existence de groupes d'entreprises et problème de la succession des assemblées générales extraordinaires - Coût de la convocation d'une assemblée générale extraordinaire - (p. 2316) : convocation de l'assemblée extraordinaire le même jour que la plus proche assemblée générale ordinaire quelques jours avant - **Art. 1er *ter*** (p. 2317) : amendement n°9 de la commission des lois : droit d'attribution d'actions dans les sociétés non cotées et délai pour la tenue de l'assemblée générale extraordinaire ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 46 de la commission des affaires sociales (décision d'attribution des actions par l'assemblée générale extraordinaire et délai d'information des salariés) - **Art. 1er *quater*** (p. 2318) : amendement n° 10 de la commission des lois : suppression de cet article concernant les conditions de déroulement des assemblées générales extraordinaires ; adopté - Accepte l'amendement n° 57 du Gouvernement pour les pouvoirs délivrés par les actionnaires (exonération du droit de timbre de dimension - **Art. 1er *quinquies*** : amendement n° 11 de la commission des lois : suppression de cet article prévoyant renonciation des actionnaires à tout droit préférentiel d'attribution ou de souscription ; adopté - **Art. 4** (p. 2319) : amendement n° 12 de la commission des lois : principe et modalités d'application de la distribution des actions liée à l'augmentation de capital ; adopté - (p. 2320) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Jean Cauchon soutenu par M. Lionel de Tinguy (valeur de négociation des actions distribuées ; leur nombre par rapport aux actions existantes) - **Après l'art. 4** : amendement n° 13 de la commission des lois : valeur de négociation des actions et montant nominal de celles-ci ; réservé - **Art. 5** (p. 2321) : amendements de la commission des lois n° 14 : identique à l'amendement n° 64 du gouvernement augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées ; adopté ; n° 15 : suppression des dispositions de cet article relatives aux conditions d'émission des actions distribuées ;adopté ; n° 16 : fixation du taux d'intérêt de la créance sur l'Etat ; adopté ; n° 17 : créance sur l'Etat et délai du premier remboursement ; adopté ; n° 18 : assimilation de la créance sur l'Etat à un apport en nature ; adopté - (p. 2323) : s'oppose aux amendements n° 62 du Gouvernement (législation du montant de la créance sur l'Etat avec celui du total des actions émises) et n° 48 de la commission des affaires sociales (modalités de fixation du taux de la créance sur l'Etat) - A propos de l'augmentation de capital et de la détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées, demande le retrait des amendements n° 47 de la commission des affaires sociales et n° 3 de MM. Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade,au nom de la

commission des finances - (p. 2325) : émission d'actions et parts respectives de la créance sur l'Etat et de l'apport en numéraire des salariés - Système proposé par le Gouvernement et baisse du cours des actions en bourse ; donne l'exemple des actions Matra - (p. 2326) : s'oppose à l'amendement n° 64 du gouvernement (augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées) (p. 2327) : importance de la participation sous la forme d'intéressement, de réserves spéciales ou de plans d'épargne d'entreprises ; échec de l'actionnariat - **Après l'art. 4** *(suite)* (p. 2332) : amendement n° 13, précédemment réservé, de la commission des lois : valeur de négociation des actions et montant nominal de celles-ci ; adopté- - **Après l'art. 5** (p. 2333) : amendement n° 19 de la commission des lois : non utilisation d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; adopté - Amendement n° 20 de la commission des lois : fixation d'un délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; adopté - Amendement n° 22 de la commission des lois : supériorité de la valeur de négociation des actions à leur montant nominal et constitution d'une prime ; adopté - (p. 2334) : amendement n° 23 de la commission des lois : publication de la liste des salariés ayant exercé leur droit d'attribution ; adopté - **Art. 6** : amendement n° 24 de la commission des lois : suppression de cet article prévoyant le cas par la société de rachat en bourse de tout ou partie des actions à distribuer ; adopté - **Art. 7** (p. 2335) : amendement n° 25 de la commission des lois : salariés bénéficiaires du droit d'attribution : conditions de nationalité et d'ancienneté ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 2337) : amendement n° 63 de la commission des lois : bénéfice d'un seul droit d'attribution d'actions au titre d'une seule société, pour chaque salarié : adopté - Cas des VRP et des multicartes salariés - **Art. 11** : amendement n° 26 rédactionnel de la commission des lois - **Art. 12** (p. 2338) : amendement n° 27 de la commission des lois : délai d'indisponibilité des actions ; négociabilité des droits d'attribution et des droits de souscription ; adopté - (p. 2339) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 49 de la commission des affaires sociales (durée d'incessibilité des titres) - Demande le retrait de l'amendement n° 50 de la commission des affaires sociales 1° cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail ; 2° rachat des actions des sociétés non cotées exclusivement par la société elle-même ; 3° offres publiques d'achat et offres publiques d'échange pendant la période d'incessibilité) - (p. 2341) : problème délicat des droits de préemption au bénéfice de la société émettrice d'actions - **Après l'art 12** (p. 2342) : amendement n° 28 de la commission des lois : possibilité pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ou d'échange ; indisponibilité des sommes ou des actions ainsi obtenues ; adopté - **Art. 13** : amendement n° 29 de la commission des lois : caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité ; adopté - (p. 2343) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Raymond Bourgine (rédactionnel ; droit de vote et droit aux dividendes pour les actionnaires salariés) - **Après l'art. 13** : amendement n° 30 de la commission des lois : possibilité pour le conseil d'administration ou le directoire de décider, pendant la période d'indisponibilité, de confier la gestion des actions attribuées à un fond commun de placement propre à la société ; adopté - (p. 2345) : amendement n° 31 de la commission des lois : achat des actions au terme du délai d'indisponibilité dans les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs ; adopté - (p. 2346) : sur cet amendement accepte le sous-amendement n° 50 *bis* de la commission des affaires sociales (possibilité, pour les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs, de ne pas exercer leur droit de rachat des actions attribuées aux salariés ; détermination de la valeur des actions de ces sociétés) - (p. 2347) :inconvénients du délai d'indisponibilité des actions attribuées aux salariés - Rachat des actions par la société qui les a distribuées - **Art. 15** (p. 2348) : amendement n° 32 de la commission des lois : suppression de cet article concernant l'information préalable du comité d'entreprise et des salariés bénéficiaires avant toute distribution d'actions ; retiré - (p. 2351) : amendement n° 65 de la commission des lois : information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputées sur les fonds de la formation professionnelle ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 51 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de l'article relatives à la fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles les dépenses résultant de la formation économique et financière des salariés pourront être imputés les fonds de la formation professionnelle) - **Art. 16** (p. 2352) : amendement n° 33 rédactionnel de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 16** : amendement n° 34 de la commission des lois : possibilité pour le ministère public de saisir le tribunal de commerce si le conseil d'administration ou le directoire n'a pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire qui doit précéder la distribution d'actions ; adopté - **Avant l'art. 17** : amendement n° 35 de coordination de la commission des lois ; adopté - **Art. 17** : amendement de coordination n° 36 de la commission des lois ; adopté - (p. 2353) : amendement n° 37 rédactionnel de la commission des lois ; adopté - (p. 2353) : accepte l'amendement n° 1 de M. Christian Poncelet (non application des nouvelles dispositions aux sociétés sidérurgiques régies par la loi du 23 octobre 1978 relatives aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier) - **Art. 18** : amendement n° 38 de la commission des lois : suppression de cet article qui prévoit la non application, aux salariés détenteurs d'action, du principe de droit des sociétés anonymes prohibant le cumul entre le contrat de travail et le mandat de membre d'un conseil de surveillance ; adopté - **Art. 19** (p. 2354) : amendement n° 39 de la commission des lois : possibilité pour les sociétés de diviser leurs actions en coupures dont le montant nominal ne peut être inférieur à une somme fixée par décret, exclusivement pour l'application des nouvelles dispositions concernant l'attribution d'actions aus salariés ; adopté - **Art. 20** : amendement n° 40 de la commission des lois : sanctions pour ceux qui auront réalisé sur le marché boursier toute opération dans le but d'augmenter artificiellement la valeur de la créance sur l'Etat ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 54 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Jean Mézard (circonstances de la consultation de la commission des opérations de bourse par les autorités judiciaires compétentes) - **Art. 21** (p. 2356) : demande le retrait des amendements identiques n° 4 de MM. Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances, et n° 52 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises) - (p. 2357) : Amendement n° 41 de la commission des lois : inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions ; adopté - (p. 2358) : s'oppose à l'amendement n° 59 du gouvernement : (taxe sur certains frais généraux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices industriels et commerciaux et relèvent d'un régime réel d'imposition et, pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux de 50 %) - **Art. 22** (p. 2360) : amendement n° 42 de la commission des lois : suppression des dispositions relatives à la nécessité d'un décret en conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application des nouvelles dispositions aux sociétés en commandite par action ; adopté - **Après l'art. 22** (p. 2360) : amendement n° 43 de la commission des lois : non application des nouvelles dispositions aux dirigeants sociaux et à leur conjoint non séparé de corps ; adopté - **Art. 23** : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission des affaires sociales (dépôt d'un rapport par le gouvernement, relatif à la situation de l'actionnariat salarié à la fin de la période d'incessibilité, avant le 31 décembre 1987 - Amendement n° 44 de la commission des lois : dépôt du rapport du gouvernement sur les résultats de l'application des nouvelles dispositions « avant le 31 décembre 1985 » ;

adopté - **Intitulé** (p. 2361) : amendement n° 5 de la commission des lois : de forme ; « projet de loi relatif à un droit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions » ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2389) : crise du marché commun agricole - Marasme de l'agriculture - Absence de solutions immédiates apportées par le projet de loi - Nécessité cependant de le voter.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2481) : ordonnance du 17 août 1967 ; modalités de constitution d'une réserve spéciale de participation ; évolution comptable de cette participation en 1975 et 1976 par rapport au montant des salaires payés dans les entreprises - (p. 2482) : modalités d'emploi de cette réserve : plans d'épargne d'entreprise ; fonds communs de placements ; échec de l'actionnariat salarié - Position des syndicats - Relance de l'actionnariat de participation ; proposition de loi émanant de M. Claude Labbé et du groupe RPR de l'Assemblée Nationale ; proposition antérieure de M. *Jean Chérioux* - Complexité du texte voté par l'Assemblée Nationale : augmentation annuelle de la réserve spéciale - (p. 2483) : incitations fiscales - Risques de prise de participation salariale majoritaire - Obligation à option ou facultativité sans option : nécessité de choisir - Art. 180 de la loi du 24 juillet 1966 pouvoir par l'assemblée générale extraordinaire de décider l'augmentation du capital nécessaire au plan de l'actionnariat - Sociétés d'actionnariat salarié (SAS) : distribution d'un dividende préciputaire et statutaire - Choix entre actionnariat de placement et actionnariat de participation, pour l'emploi de l'argent public - (p. 2484) : compensation de la diminution des recettes de l'Etat : augmentation des droits sur l'alcool ; taxe sur les cadeaux de l'entreprise : relèvement de l'imposition forfaitaire des sociétés déficitaires - Incertitude des résultats escomptés - Possibles fraudes dans les sociétés qui ne font pas de bénéfices - Constitution d'une provision pour investissements - Insuffisance du gage proposé par le gouvernement ; compensation à prévoir dans la loi de finances - (p. 2485) : exclusion de toute mesure discriminatoire en faveur des cadres - Législation relative aux comités d'entreprise - Philosophie de la participation qui transcende les clivages politiques - Non conformité du texte voté par l'Assemblée nationale au droit des sociétés - Egalité de tous les citoyens devant la loi - Situation des cadres au sein des conseils d'administration - Projet de loi déposé par le gouvernement en 1978, retiré à la suite d'un avis contraire du conseil économique et social - Droit des travailleurs au contrôle et à l'information - Responsabilité de gestion des salariés (même s'ils le refusent - (p. 2486) : s'interroge sur l'opportunité d'assurer une représentation supplémentaire des salariés au sein du conseil de surveillance et du conseil d'administration - Rejet du principe de la cosurveillance par la commission des lois - Rapport trimestriel présenté par le directoire qui peut être révoqué ; rôle du conseil de surveillance - Création des sociétés dualistes par les amendements présentés par MM. Capitant et le Douarec - Evolution future favorisée par la nouvelle structure proposée - Incitations fiscales réservées à l'actionnariat des salariés - Coût annuel de l'opération - **Question préalable** (p. 2495) : motion n° 122 de la commission des lois tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Complémentarité de ce texte avec le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales - rejeté à la demande du gouvernement - Regrette que M. le président *Léon Jozeau-Marigné*, gravement malade, ne puisse, comme il le souhaitait, exprimer la position de sa commission.

Intitulés (p. 2499) : amendement n° 52 de la commission des lois : coordination ; intitulé du titre I : « participation aux fruits de l'expansion des entreprises et actionnariat des salariés » ; adopté - Accepte l'amendement n° 3 de la commission des affaires sociales (coordination ; chapitre I : « dispositions relatives à la majoration de la réserve spéciale de participation ») - **Art. 3** (p. 2500) : amendement n° 53 de la commission des lois : possibilité pour toutes les sociétés pratiquant un régime de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion d'accorder à leurs salariés un supplément de droits individuels, supplément réservé aux salariés qui emploient la totalité de leurs droits en actions ou coupures d'actions de la société ; rejeté - (p. 2502) ; unique souci de la commission de développer l'actionnariat - (p. 2503) : incitation fiscale de la provision pour investissements - (p. 2504) : désirerait une suspension de séance qui permette la concertation entre la commission des affaires économiques, saisie au fond, et la commission des lois, saisie pour avis - (p. 2505) : s'oppose à l'amendement n° 131 de la commission des affaires sociales (fusion des dispositions des art. 3 et 4 du texte en discussion ; conditions dans lesquelles les sociétés peuvent offrir un plan d'actionnariat ou un plan d'épargne à leurs salariés ;conditions dans lesquelles les salariés peuvent exercer le droit qui leur est accordé) - Sur cet amendement n° 131, sous-amendement n° 132de la commission des lois : cas des salariés qui utilisent la totalité de leurs droits pour la souscription d'actions ou de coupures d'actions de leur société ; retiré après rectification de l'amendement n° 131 - Toujours sur l'amendement n° 131, sous-amendement n° 133 de la commission des lois : bénéfice du supplément de droits individuels, en cas de plan d'épargne d'entreprise, pour les salariés qui affectent à ce plan le quart de leurs droits et un « apport personnel d'un montant égal » ; retiré après rectification de l'amendement n°131.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre 1978** [n° **106 (79-80)**] - (17 juin 1980)**Discussion générale** (p. 2768) : sa qualité de président du groupe sénatorial d'amitié France Etats-Unis - Complexité des relations fiscales entre la France et les Etats-Unis - Critères de domicile ou de nationalité - Cas des doubles nationaux et risque pour eux d'une double imposition - Exemple du droit des successions et des donations - Dispositions de l'art. 8 relatif aux actions, aux parts de capital de sociétés et aux créances - Notion de citoyenneté et critère de domicile pour la détermination du lieu d'imposition - (p. 2769) : votera en faveur de cette convention, mais en souhaitant la reprise des négociations sur le problème des doubles nationaux - Remercie le gouvernement de son double engagement relatif à l'éventualité d'une révision future de la convention et de la protection des doubles nationaux contre toute disposition dérogatoire dans les conventions futures.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2912) : amendement N° 54 de la commission des lois : affectation de la réserve de participation aux actions de la société et sort du bénéfice du supplément de droits individuels ; adopté - (p. 2913) : amendement N° 55 de la commission des lois : modalités d'attribution des actions ; disponibilité des actions et délai d'indisponibilité des droits de participation ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 48 de M. André Rabineau, soutenu par M. François Dubanchet (réserve spéciale de participation et constitution d'un fonds commun de placement) - (p. 2914) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 117 de M. Bernard Talon, soutenu par M. Jacques Coudert (principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordés aux salariés dans le cadre d'un régime de participation) - (p. 2914) : relance de l'actionnariat de participation ou de l'actionnariat de placement - (p. 2916) : sur l'amendement N° 55 de la commission des lois, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 140 de la commission des affaires sociales (suppression

des dispositions fixant un délai d'indisponibilité des actions) - **Art. 5** *bis* (p. 2917) : amendement de coordination N° 56 de la commission des lois ; adopté - **Art. 5** *ter* : amendement N° 57 de la commission des lois : importance de la majoration du supplément de droits individuels ouvrant droit à une majoration de la provision pour investissements :adopté - (p. 2918) : développement de l'actionnariat de participation et incitation fiscale plus importante que celle réservée à l'actionnariat de placement - **Après l'art. 5** *ter* (p. 2919) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales N° 7 (adhésion volontaire au système des entreprises ne rentrant pas dans le champ d'application de la loi) et N° 8 (application de la loi et résultats du premier exercice ouvert après sa publication) - **Intitulé** (p. 2920) : accepte l'amendement N° 9 de la commission des affaires sociales (de forme ; « chapitre II - dispositions diverses sur la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et l'actionnariat des salariés ») - **Art. 6** : amendement N° 58 de la commission des lois : actions ou coupures d'actions attribuées aux salariés par augmentation de capital ou rachat préalable par l'entreprise ; adopté - (p. 2921) : s'oppose à l'amendement N° 34 de la commission des finances, soutenu par M. Edouard Bonnefous (détermination de la valeur ou du prix de souscription des actions attribuées aux salariés ou acquises par eux) - **Après l'art. 6** (p. 2922) : amendement N° 59 de la commission des lois : participation et interdiction de l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; adopté - (p. 2923) : nécessité pour les salariés de toucher leurs dividendes et d'exclure ceux-ci des accords de participation élaborés et signés par les syndicats - **Art. 7** (p. 2924) : amendement N° 60 de la commission des lois : suppression de cet art. prévoyant une réduction du délai d'indisponibilité des actions souscrites par les salariés ; adopté - (p. 2925) : participation aux fruits de l'expansion et importance d'un délai d'indisponibilité - **Après l'art. 7** (p. 2926) : amendement de coordination N° 61 de la commission des lois ; adopté - **Art. 8** : en ce qui concerne le principe de l'utilisation de comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise ; accepte l'amendement N° 49 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Paul Pillet et amendement N° 62 de la commission des lois ; retiré - **Après l'art. 8** (p. 2927) : amendement N° 63 de la commission des lois : caractère négociable des droits de souscription ou d'attribution, des actions obtenues sur présentation de ces droits ; adopté - Amendement N° 64 de la commission des lois : principe et modalités d'application de la vente aux sociétés attributrices des actions non cotées ; possibilité de renonciation aux droits de rachat ; adopté - **Art. 10** (p. 2929) : demande le rejet de l'amendement N° 11 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de cet art. exigeant des conditions d'ancienneté pour le bénéfice de la répartition des droits de la réserve spéciale de participation) - S'oppose à l'amendement N° 12 de la commission des affaires sociales (provision pour investissements et nécessité de la conclusion d'un accord de participation) - **Art. 13** (p. 2930) : amendement N° 65 de la commission des lois : suppression de cet art. concernant le caractère négociable des droits d'attribution et de souscription et les actions obtenues sur présentation de ces droits ; adopté - **Art. 14** : amendement N° 66 de la commission des lois : droit pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ; indisponibilité des sommes ou actions obtenues ; adopté - **Art. 15** *bis* (p. 2931) : s'oppose à l'amendement N° 14 de la commission des affaires sociales (suppression de cet art. exigeant pour la participation le cumul de conditions d'ancienneté et de présence dans l'entreprise) - **Art. 15** *quater* (p. 2932) : s'oppose à l'amendement N° 15 de la commission des affaires sociales (détermination d'un plafond de versements pour les salariés participant à un plan d'épargne) - **Art. 15** *quinquies* (p. 2933) : amendement N° 68 de la commission des lois : droit pour les salariés de souscrire à l'augmentation de capital, individuellement ou par un fonds commun de placement ; adopté - **Après l'art. 15** *quinquies* : amendement de codification N° 69 de la commission des lois ; adopté - **Art. 15** *sexies* (p. 2934) : amendement N° 70 de la commission des lois : caractère nominatif et incessible pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire des actions souscrites ; négociabilité des droits de souscription et d'attribution y afférents ; adopté - **Après l'art. 15** *sexies* : amendement de codification N° 71 de la commission des lois ; adopté - **Art. 15** *septies* : amendement N° 72 de la commission des lois : incessibilité des actions acquises pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire ; adopté - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2936) : demande le retrait de l'amendement N° 47 de MM. François Dubanchet et André Rabineau soutenu par M. Paul Pillet (importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions) - (p. 2937) : amendement N° 73 de la commission des lois :droit pour les sociétés de racheter leurs actions en bourse et de les placer dans les comptes spéciaux d'actionnariat de leurs salariés ; adopté - **Intitulé du titre II** : amendement N° 74 de la commission des lois :de forme ; « attribution d'actions aux salariés par incorporation au capital d'une partie du bénéfice distribuable » ; retiré - (p. 2938) : nécessité de définir juridiquement et précisément l'actionnariat salarié - Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire et respect du droit commun des sociétés - (p. 2940) : participation des salariés ; création d'une catégorie nouvelle de sociétés ou intégration des dispositions de participation dans la législation commerciale de droit commun - (p. 2941) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 141 du gouvernement (de forme ; « société dont les statuts assurent le développement de l'actionnariat des salariés ») - **Art. 16** (p. 2942) : amendement N° 76 de la commission des lois : société d'actionnariat salarié et décision de l'assemblée générale extraordinaire d'une société anonyme ; adopté - Amendement N° 77 de la commission des lois : principe et modalités de distribution du dividende préciputaire ; adopté - (p. 2943) : article 1843-4 du code civil et conditions de cession des droits sociaux d'un associé - (p. 2944) : constitution d'une société et existence de formules de particpation *ab initio* - Sur l'amendement N° 76 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° 19 de la commission des affaires sociales (opposition de salariés aux opérations de participation ; absence de conditions d'ancienneté pour les sociétés constituées depuis moins d'un an) - (p. 2945) : amendement N° 78 de la commission des lois : incorporation du bénéfice distribuable au capital social et modalités d'attribution des actions nouvelles ; adopté - (p. 2946) : sur cet amendement N° 78, s'oppose aux sous-amendements de la commission des affaires sociales N° 145 (définition du fonds commun de placement comme un fonds d'actionnariat salarié) et N° 146 (dividende préciputaire et incorporation au capital ; possibilité de réduction de cette incorporation et distribution d'un dividende supplémentaire) - (p. 2946) : choix à faire entre l'actionnariat salarié et la distribution de dividendes supplémentaires - (p. 2947) : amendements de la commission des lois N° 79 ; de codification ; adopté ; N° 80, 81 et 82 ; d'harmonisation ; adoptés - S'oppose à l'amendement N° 20 de la commission des affaires sociales (possibilité de réévaluation de l'actif immobilisé et affectation d'une partie du produit de cette réévaluation aux salariés) - Réévaluation de l'actif immobilisé ; création d'un « capital gris » ; suppression de la possibilité de son affectation à un compte spécial et obligation de son incorporation au capital social - (p. 2948) : amendements de la commission des lois N° 83, N° 84 ; d'harmonisation ; adoptés - **Après l'art. 16** : amendements de la commission des lois N° 85 : possibilité pour les sociétés de diviser leurs actions en coupures ; adopté - N° 86 : non application aux sociétés d'actionnariat salarié des dispositions instituant un régime obligatoire de participation ; adopté - **Art. 17** : amendement N° 87 de la commission des lois : exonération du droit d'apport pour les augmentations de capital ; adopté - **Art. 17** *bis* (p. 2949) : amendement de coordination N° 88 de la commission des lois ; adopté - **Art. 19** : amendement N° 89 de la commission des lois : suppression de cet art. prévoyant l'information du ministère du travail en cas d'opération de développement de l'actionnariat salarié ; adopté - **Art. 20** (p. 2951) : amendement N° 91 de la commission des lois identique à

l'amendement N° 36 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet art. prévoyant la participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise au conseil d'administration des sociétés anonymes de plus de 500 salariés ; adopté - (p. 2952) : création d'un régime obligatoire de cogestion ou de cosurveillance avec le personnel d'encadrement et les agents de maîtrise ; discrimination anticonstitutionnelle entre le personnel d'encadrement et les autres salariés - Cas de la participation au conseil d'administration des travailleurs du comité d'entreprise - Rôle des administrateurs et liens nécessaires entre pouvoirs et responsabilités - Caractère prématuré d'une réforme de l'entreprise et rapport Sudreau - (p. 2953) : refus de la participation par les travailleurs ; leur souci d'améliorer les conditions de travail ; cite le cas des directives européennes - Risques de heurts entre délégués du comité d'entreprise et délégués du personnel dans les conseils d'administration - Absence de choix entre cogestion et cosurveillance - Demande le rejet de l'art. 20 - (p. 2955) : rôle du comité d'entreprise et refus de le faire participer à la direction de l'entreprise - **Art. 21** (p. 2956) : amendement N° 103 de la commission des lois identique à l'amendement N° 37 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet art. donnant la qualité d'administrateur aux salariés élus ; adopté - **Art. 22 :** amendement N° 104 de la commission des lois identique à l'amendement N° 88 de M. Raymond Bourgine ; d'harmonisation ; adopté - **Art. 23 :** amendement N° 105 de la commission des lois identique à l'amendement N° 39 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet art. prévoyant la gratuité des fonctions des administrateurs élus en application des art. L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 24** (p. 2957) : amendement N° 106 de la commission des lois identique à l'amendement N° 42 de M. Raymond Bourgine : suppression des dispositions de cet art. concernant l'irresponsabilité des administrateurs élus en application des art. L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 25 :** amendement N° 107 de la commission des lois identique à l'amendement N° 40 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet art. concernant la composition du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 26 :** amendement N° 108 de la commission des lois identique à l'amendement N° 41 de M. Raymond Bourgine : suppression des dispositions de cet art. concernant la gratuité du mandat des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adopté - **Art. 27 :** amendement N° 109 de la commission des lois identique aux amendements N° 43 de M. Raymond Bourgine et N° 29 de la commission des affaires sociales : suppression de cet art. concernant l'irresponsabilité des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail ; adoptés - **Intitulé** *(suite) :* amendement N° 90, précédemment réservé, de la commission des lois : de forme ; « titre III - participation des salariés à la gestion dans les entreprises » ; adopté - **Art. 28 :** amendement N° 110 de la commission des lois : application de la loi et inscription dans une loi de finances des moyens financiers ; adopté - Augmentation des droits de consommation sur les alcools et risque de marasme de ce secteur - **Art. 29** (p. 2959) : amendement N° 111 de la commission des lois : suppression de cet art. prévoyant la création d'une agence nationale d'étude et de promotion de la participation ; adopté - Nécessité de définir précisément le statut de cette agence - **Intitulé** (p. 2960) : amendement N° 51 de la commission des lois : de forme ; « proposition de loi relative à la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à l'actionnariat des salariés » ; adopté.

Suite de la discussion. (24 juin 1980)Rapporteur pour avis - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3077) : déroulement des débats et rejet du titre III - Nécessité cependant pour le Sénat d'adopter le texte, afin que la commission mixte paritaire en soit saisie.

— **Motion d'ordre** (24 juin 1980) (p. 3077) : accepte la demande formulée par M. *Jacques Descours Desacres,* au nom de la commission des finances, tendant au report à la séance du lendemain de la discussion du projet de loi portant modification du statut du Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA)

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) [n° 299 (79-80)]** - (25 juin 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3090) : demande de la commission des finances tendant à la saisine pour avis de la commission des lois sur ce projet - Non appréciation par la commission des lois de l'opportunité du projet - Seul examen de la conformité des dispositions du texte avec la législation sur les sociétés anonymes : observations et amendements de la commission des lois lors de la discussion des articles.

Discussion des articles (p. 3108) : observations de la commission des lois saisie pour avis : qualification de société nationale conférée par l'art. 1 à la nouvelle société et incompatibilité avec la participation de capital privé ; seules exceptions réalisées, en faveur de l'actionnariat du personnel des entreprises publiques - (p. 3109) : dispositions de l'article 1 soumettant la société à la législation sur les sociétés anonymes et amendements de la commission des lois - Référence à la présente loi pour les dispositions spécifiques - Précédents d'Air France et des sociétés de programme de télévision - Absence de précision sur la nationalité des éventuels associés de l'Etat - Précision nécessaire sur l'exclusion d'avantages particuliers au profit d'actionnaires privés ; cas des débitants et planteurs de tabac et des personnels de la société - Dérogation aux ordonnances de 1967 sur la participation - Caractère nominatif des actions - Fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la loi - (p. 3110) : réunion nécessaire de la commission des lois pour examiner l'amendement de synthèse de la commission des finances - **Art. 1** (p. 3111) : après l'examen, par la commission des lois, de l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), demande au sénat de se prononcer contre la prise en considération de cet amendement : objections présentées par la commission des lois sur divers points de l'amendement, notamment quant à l'incompatibilité de ses dispositions avec la législation sur les sociétés anonymes.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3138) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), sous-amendement n° 40 de la commission des lois : mention de l'adjectif « nationale » dans le qualificatif de la société et non dans sa qualification juridique ; détention par l'Etat des deux-tiers du capital de la société et nationalité française des autres souscripteurs ou acquéreurs d'actions ; adopté - (p. 3139) : éventualité, soulevée par M. Henri Caillavet, de souscription d'actions par une société française dans laquelle une société étrangère disposerait d'une minorité de blocage - Sur l'amendement n°37, sous-amendement n° 41 de la commission des lois : spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi ; adopté - Dispositions identiques en vigueur pour la Compagnie nationale Air-France et pour les sociétés de télévision - (p. 3140) :spécificité du statut de la nouvelle société SEITA et nécessité d'affirmer la primauté d'application de la loi sur le droit commun des sociétés anonymes - Exemple de dispositions spécifiques : dissolution de la société - (p. 3141) : liquidation de biens - Sur l'amendement n° 37, sous-amendement rédactionnel n° 42 de la commission des lois ; adopté - Activités principales et activités industrielles accessoires - (p. 3146) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, sous-amendement de coordination n° 43 de la commission des lois ; adopté - Sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, sous-amendement n° 44 de la commission des lois : exclusion de tout avantage particulier au profit d'un actionnaire autre que l'Etat ; adopté - (p. 3147) : erreur commise par l'Assemblée nationale relative à la minorité de blocage - Notions de droit particulier ou d'avantage particulier - Référence au droit des sociétés - Présence au conseil d'administration des représentants du personnel, des planteurs et des débitants de tabac - Dispositions de la loi

de 1966 sur la minorité de blocage - Avantage particulier et vote double - (p. 3148) : sur l'amendement n° 37, sous-amendement n° 45 de la commission des lois : substitution des statuts au décret en Conseil d'Etat pour la fixation des modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription ; devenu sans objet - (p. 3149) : application au personnel de la « loi Poncelet » de 1973 sur l'actionnariat des salariés - Dispersion des planteurs et débitants de tabac et difficultés d'application d'un éventuel droit préférentiel de souscription - Sur l'amendement n° 37, sous-amendement n° 46 de la commission des lois : composition du conseil d'administration de la nouvelle société ; adopté - **Art. 2** (p. 3175) : amendement n° 26 de la commission des lois : fixation par l'autorité compétente des modalités d'apport du patrimoine du SEITA à la nouvelle société ; adopté - (p. 3176) : définition juridique du patrimoine : actif et passif, droits et obligations - **Après l'art. 2** (p. 3177) : amendement n° 27 de la commission : approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts de la société ; adopté - Amendement n° 28 de la commission : dérogation aux dispositions de droit commun sur la participation des salariés ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 3180) : amendement n° 30 de la commission des lois : décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3181) : directives européennes et intérêt national - Crise financière du SEITA - Garantie des intérêts des planteurs - Votera le texte.

— **Hommage à M. le Président Méric** (26 juin 1980) (p. 3150)

— **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur sa **proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises** [n° **205 (79-80)**] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3280) : importance des crédits à court terme accordés par les commerçants à leurs clients ; imperfection du système des créances commerciales ; travaux de la XIV[e] conférence générale des présidents et membres des tribunaux de commerce de France - Création d'un nouvel effet de commerce transmissible par endossement et modernisation de la mobilisation des créances commerciales - Echec du système de la facture protestable - Avantages présentés par la lettre de change-relevé (LCR) ; gestion informatique de la LCR ; incertitude juridique et échec de cette forme de mobilisation des créances - (p. 3281) : crédit à court terme consenti à un commerçant par une banque et possibilité pour celui-ci de céder ou de nantir une ou plusieurs créances commerciales ; création d'un contrat de cession ou de nantissement ; alignement sur la *mantelzession* allemande - Relevé des créances mobilisées sur un bordereau et mécanisme de libération des créances - Possibilité pour le débiteur de payer directement la banque ; principe de l'inopposabilité des exceptions - Souplesse et efficacité du nouveau mécanisme de mobilisation proposé - Tendance à la dématérialisation de la lettre de change et des valeurs mobilières - Proposition de loi et économies de coût réalisées - (p. 3282) : fixation des tarifs des banques - Engagement du président de l'association professionnelle des banques de répercuter les économies de coût réalisées - Proposition de loi et mobilisation des crédits à l'exportation.

Art. 1 (p. 3283) : extension du bénéfice du texte aux entreprises immatriculées au répertoire des métiers ; prise en compte du crédit à court, moyen et long terme - (p. 3284) : nécessité de limiter le texte aux commerçants ; exclusion des artisans - S'oppose à l'amendement n° 1 du gouvernement (application du bordereau de cession ou de nantissement de créances au crédit à court et moyen terme ; bénéfice de ce bordereau pour les artisans) - **Art. 2** (p. 3285) : s'oppose à l'amendement n° 2 du gouvernement (application des règles du contrat synallagmatique aux bordereaux) - Volonté du gouvernement de déjouer les fraudes ; existence des mêmes dangers pour la lettre de change - **Art. 4** (p. 3287) : s'oppose à l'amendement n° 3 du gouvernement (date du bordereau et opposabilité aux tiers de la cession de créance) - **Art. 5** (p. 3288) : s'oppose à l'amendement n° 4 du gouvernement (mécanisme de l'opposabilité au débiteur du nantissement ou de la cession de créance) - **Art. 6** (p. 3289) : sur l'amendement n° 5 du gouvernement (intitulé de l'écrit constatant l'engagement du débiteur à payer directement le bénéficiaire du bordereau), sous-amendement rédactionnel n° 10 de la commission ; adopté - **Art. 7** : accepte l'amendement n° 6 du gouvernement (suppression de cet article concernant la garantie solidaire du paiement des créances cédées ou données en gage) - **Intitulé de section** *(suite)* : s'oppose à l'amendement n° 7 du gouvernement, précédemment réservé (de forme ; « de la cession ou du nantissement de certaines créances ») - **Avant l'art. 14** (p. 3290) : accepte l'amendement n° 9 du gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) - **Intitulé** : amendement de la commission : de forme ; « proposition de loi tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises » ; adopté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - En tant que rapporteur de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3328) : déroulement des travaux de la commission mixte paritaire - (p. 3329) : distribution gratuite d'actions - Droit d'attribution ; *affectio societatis* ; participation volontaire - Créances sur l'Etat - Dates de réunion des assemblées générales - Nature du gage : détermination par les lois de finances - Texte élaboré par la commission mixte paritaire - Valeur de négociation des actions - Nationalité des salariés bénéficiaires - Ressortissants d'un Etat membre de la CEE - Délai d'indisponibilité - Information du comité d'entreprise préalable au droit d'attribution d'actions - Formation économique et financière des salariés - Exclusion des sociétés coopératives ouvrières de production (S C O P) - (p. 3330) : demande l'adoption du texte élaboré par la C M P - Rôle de la commission des lois pour l'examen des amendements déposés par le Gouvernement - Suspension de séance demandée.

En tant que rapporteur de la commission des lois - (p. 3336) : amendements déposés par le Gouvernement et dénaturation du texte proposé par la commission mixte paritaire - Distribution gratuite d'actions - Gage - (p. 3337) : remise en cause par le Gouvernement du texte adopté à la quasi-unanimité par la C M P - Attitude du Gouvernement et prérogatives du Parlement - Au nom de la commission des lois, demande au Sénat de repousser le texte de la C M P, modifié par les treize amendements du Gouvernement.

Art. 1 *bis* (p. 3338) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (distribution gratuite d'actions) - **Art. 1** *ter* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 2 du Gouvernement - **Après l'art. 1** *ter* : s'oppose à l'amendement n° 3 du Gouvernement (exonération du droit de timbre) - Caractère anticonstitutionnel de cet amendement visant à créer un article additionnel - **Art. 4** (p. 3339) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 4 du Gouvernement - **Art. 5** : opposition à l'amendement n° 5 du Gouvernement (créances de l'Etat) - **Art. 7** (p. 3340) : opposition à l'amendement n° 6 du Gouvernement (cas des salariés étrangers) - **Art. 11** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 7 du Gouvernement - **Art. 12, 13, 15, 17, 21 et Intitulé** : opposition aux amendements n° 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3342, 3343) ; prérogatives du Parlement - Proposition des conseils d'administration ou des directoires et des décisions des assemblées générales - Opposition au texte ainsi modifié.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **363 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Avant l'art. 20** (p. 3348) : divergences entre l'Assemblée Nationale et le Sénat sur le titre III : cogestion et

cosurveillance - Texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire - Remise en cause de ce texte par les amendements du gouvernement : rétablissement des dispositions du titre III - Opposition de la commission des lois au texte ainsi modifié - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3351) : projet de 1978 sur la participation de cadres aux conseils d'administration et nature totalement différente du texte en examen.

— **Ordre du jour** (30 juin 1980) (p. 3390) : discussion du texte sur l'actionnariat des salariés et nécessité de permettre aux commissions de se réunir

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Nouvelle lecture* [n° 373 (79-80)] - (30 juin 1980) Rapporteur.— **Discussion générale** (p. 3390) : échec de la commission mixte paritaire et reprise de la navette - Divergences entre le texte adopté par l'Assemblée et de celui de la commission mixte paritaire : gratuité des actions ; notions d'*affectio societatis* et de « droit d'attribution des actions » - Accord de la commission des lois sur le principe de la gratuité des actions - *Affectio societatis* et rejet d'un actionnariat gratuit et obligatoire ; nécessité de l'exercice par le salarié de son droit d'attribution - Notions « d'attribution » ou de « distribution » des actions - (p. 3391) : attribution gratuite des actions et décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 1 *bis* (p. 3392) : amendement n° 2 de la commission des lois :décision de l'assemblée générale extraordinaire et droit d'attribution d'actions ; adopté - **Art. 1** *ter :* amendement n° 3 de la commission : décision du conseil d'administration ou du directoire et droit d'attribution d'actions ; adopté - **Art. 1** *ter bis :* amendement n° 4 de la commission : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 1** *quinquies :* amendement n° 5 de la commission : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 4** (p. 3393) : amendement de coordination n° 6 de la commission adopté - **Art. 5 :** amendement rédactionnel n° 7 de la commission ; adopté - Amendement n° 8 de la commission : principe et modalités d'exercice du droit d'attribution ; adopté - (p. 3394) : amendement de coordination n° 9 de la commission ; adopté - **Art. 7 :** amendement de coordination n° 10 de la commission ;adopté - **Art. 11 :** amendement de coordination n° 11 de la commission ; adopté - **Art. 12 :** amendement de coordination n° 12 de la commission ; adopté - **Art. 13** (p. 3395) : amendement n° 13 de la commission : caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité ; sociétés non cotées et vente des actions émises à la société émettrice ; adopté - **Art. 14 :** amendement de coordination n° 14 de la commission ; adopté - **Art. 15** (p. 3396) : amendement de coordination n° 15 de la commission ; adopté - **Art. 23 :** amendement rédactionnel n° 16 de la commission ; adopté - Intitulé : amendement n° 1 de la commission : de forme ; « projet de loi créant un droit gratuit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions » ; adopté.

— **Proposition de loi relative à la participation** - *Nouvelle lecture* [n° 371 (79-80)] - (30 juin 1980).— Rapporteur pour avis.— **Discussion générale** (p. 3397) : adoption par l'Assemblée nationale du texte élaboré par la commission mixte paritaire - Proposition d'adoption conforme.

Art. 28 (p. 3400) : procédure du vote bloqué et modification par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Troisième lecture* [n° 337 (79-80)] - (16 octobre 1980) - **Art. 1.** *Art. 332, 333 du Code pénal* (p. 3919) : suppression de toute condamnation discriminatoire de l'homosexualité - (p. 3920) : problème particulier des mineurs - Crime et homosexualité - Homosexualité et pratique anormale de la sexualité.

— **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de MM. Edouard Bonnefous et les membres de la commission des finances (n° 183, 79-80), tendant à compléter le règlement du Sénat** [n° 34 (80-81)] - (23 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4016) : circonstances de l'examen par le Parlement du projet de loi de finances pour 1980 - Décision du Conseil constitutionnel et session extraordinaire pour l'examen du projet de loi spécial - Impôts et taxes parafiscales - (p. 4017) : modification du règlement de l'Assemblée nationale en juin 1980 - Proposition de loi organique déposée dès 1978 par le président *Edouard Bonnefous* et M. *Maurice Blin*, rapporteur général - Sa proposition de loi organique de 1980 - Dispositions de la proposition de résolution du président *Edouard Bonnefous* et de M. *Maurice Blin*, rapporteur général : vote sur l'ensemble de la première partie de la loi de finances et possibilité de seconde délibération - Délai d'approbation par le Conseil constitutionnel de toute modification du règlement et urgence de l'adoption de cette résolution - (p. 4018) : observations de la commission des lois : rejet par le Sénat de la première partie du projet de loi de finances et rejet de l'ensemble - Décision du Sénat sur la seconde délibération - Obligation du vote au scrutin public - (p. 4019) : texte établi par la commission des lois - Compétence du Sénat pour se prononcer sur une demande de seconde délibération - Possibilité d'en laisser l'initiative à la commission des finances pour éviter le vote bloqué ; caractère exceptionnel de cette seconde délibération de droit - Modification souhaitable de la loi organique portant discussion des lois de finances, et modification de la Constitution, envisagée par M. *Michel Darras*.

Art. 2 (p. 4020) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Edouard Bonnefous (seconde délibération de droit lorsqu'elle est demandée par le gouvernement ou la commission des finances) - **Après l'art. 3 :** accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Girod (insertion au Journal officiel des réponses du médiateur aux pétitions qui lui ont été envoyées).

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° 8 (80-81)] - (29 octobre 1980) - **Art. 20** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) du code des assurances* - (p. 4228) : remise d'une note d'information contre récépissé - Décès de l'assuré pendant le délai de renonciation - Votera l'amendement n° 10 de la commission des lois (protection et information de l'assuré) et se déclare défavorable à l'amendement n° 26 de M. Albert Sirgue - (non respect du délai de renonciation et pénalité de retard) - **Art. 20 bis** - *Art. L. 132-5-2 (nouveau) de ce code* (p. 4229) : ne votera pas l'amendement n° 27 de M. Albert Sirgue - (suppression de cet article concernant les conditions particulières de renonciation pour les contrats conclus hors du bureau des assureurs ou de leurs agents) - (p. 4230) : loi du 22 décembre 1972 sur la protection des consommateurs en matière de démarchage à domicile - Loi du 3 janvier 1972 sur le démarchage financier et les opérations de placement - (p. 4231) : accepte l'amendement n° 11 de la commission des lois (protection particulière pour les contrats signés hors des bureaux des assureurs ou de leurs agents) - **Art. 27 bis A** - *Art. L-113-5 de ce code* (p. 4232) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission des lois (assujettissement au contrôle de l'Etat pour les entreprises exerçant une activité d'assistance).

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° 4 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4423) : entreprises employant entre 10 et 3 000 salariés et existence de 25 seuils de déclenchement d'obligations financières ou sociales - Seuils sociaux et créations d'emplois - Se déclare favorable à l'amendement n° 2 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (conditons de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux) - **Après l'art. 2** (p. 4426) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux), et, sur cet amendement,

se déclare défavorable au sous amendement n° 46 du gouvernement (références au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4430) : projet de loi et création d'emplois - Elimination d'obstacles à la création d'emplois - Demande un projet de loi faisant échapper certains emplois aux sujétions du licenciement - Votera le texte présenté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4483) : recours abusif à la procédure d'urgence pour un texte de cette importance - Système bicaméral de la France - Détournement de procédure - (p. 4484) : dialogue entre les deux assemblées et règle de la navette - Institution de la commission mixte paritaire - Souhaite que le gouvernement renonce à la possibilité de réunir la commission mixte paritaire après une seule lecture, mais évoque le risque d'inconstitutionnalité - Choix par la commission mixte paritaire du texte sur lequel elle délibérera.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4632) : responsabilité de la Haute Assemblée quant à la maîtrise de son horaire - Obligations des sénateurs et nécessité de ne pas siéger le dimanche 16 novembre 1980.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**]

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 4651) : son amendement n° I-190 : suppression des menaces du champ de la récidive ; adopté - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-71 de la commission des lois (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature) - (p. 4655) : récidive spécialisée et récidive généralisée.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Après l'art. 6** (p. 4698) : soutient l'amendement n° I-175 de M. Roland du Luart (contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis) - (p. 4699) : son amendement n° I-191 : condamnation antérieure à des peines d'emprisonnement et non octroi du sursis avec mise à l'épreuve ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 4700) : soutient l'amendement n° I-177 de M. Roland du Luart (caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse) - (p. 4701) : se déclare défavorable à cet amendement n° I-177 - **Art. 20** (p. 4714) : son amendement n° I-189, déposé avec M. Paul Girod : infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° I-154 de la commission puis rejeté - Permissions de sortir et multiplication des « bavures » - (p. 4716) : permissions de sortir et comportement du détenu - Loi de programme judiciaire - Caractère inefficace de l'exigence de l'unanimité de la commission de l'application des peines pour l'octroi des permissions de sortir - (p. 4721) : permissions de sortir et réinsertion sociale - (p. 4722) : statistiques sur les crimes de sang commis au cours des permissions de sortir - Nécessité de rénover l'équipement pénitentiaire.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4737) : son amendement n° II-146 : prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours ; adopté - Exclusion, de cette façon, des cas de séquestration dans le cadre des conflits sociaux - (p. 4738) : compétence de la Cour de sûreté de l'Etat et compétence des juridictions de droit commun - Cas des trafiquants de stupéfiants - (p. 4740) : prolongation de la garde à vue en 1970 dans le cas des trafiquants de stupéfiants - **Avant l'art. 22** : se déclare opposé à l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Avant l'art. 36** (p. 4784, 4785) : son amendement n° II-147 : pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction ; réservé (puis retiré le 17 novembre, p. 4812) - Accélération de la procédure.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4812) : son amendement N° II-147 précédemment réservé : pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction ; retiré - (p. 4816) : se déclare favorable à l'amendement N° II-207 du gouvernement (contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation) - **Art. 36** (p. 4818) : se déclare favorable à l'amendement N° II-208 du gouvernement (procédure criminelle et délais à l'expiration desquels celle-ci est transférée par son président à la chambre d'accusation) - **Après l'article 37** (p. 4826) : son amendement N° II-149 : pourvois formés contre les arrêts de mise en accusation et délais dans lesquels doit statuer la chambre criminelle de la cour de cassation ;adopté - **Art. 47** *ter* (p. 4836) : qualité de vice-président de la commission des lois, et droit de demander une suspension de séance.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4859) : sur l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé), se déclare favorable au sous-amendement N° II-213 du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public) - **Après l'article 47** *sexies* (p. 4871) : désignation d'un médecin expert et loi de 1970 concernant les trafics de drogue - Se déclare favorable à l'amendement N° II-38 de la commission (garde à vue et surveillance médicale des personnes retenues).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** *quater* (p. 5067) : se déclare défavorable à l'amendement n° 42 de la commission des finances (uniformisation du taux de la taxe sur les contrats d'assurance vie individuels ou de groupe et compensation de recettes) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 164 : compensation de recettes et majoration du droit de garantie concernant les ouvrages d'or, d'argent et de platine ; retiré - Caractère néfaste d'une majoration de la taxe sur les contrats d'assurance vie - Epargne et assurance vie - (p. 5085) : méfiance vis-à-vis de la procédure du vote bloqué - (p. 5096) : caractère néfaste de la mesure étendant à l'agriculture le système d'incitation fiscale à l'investissement - Spécificité des problèmes agricoles - Application du crédit à l'impôt sur la durée du VIII[e] Plan.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5119) : se déclare opposé à l'amendement n° 111 de M. Louis Minetti (suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools) - Proposition du rapporteur général de reporter à la séance du samedi 29 novembre l'examen du budget des industries agro-alimentaires - (p. 5123) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), son sous-amendement n° 163 : étalement de la surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux ; retiré - (p. 5124, 5125) : délais habituels d'application des arrêts de la Cour de justice européenne - (p. 5128) : montant des droits sur les whisky et écart avec les droits sur les eaux-de-vie - (p. 5131) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances, se déclare défavorable au sous-amendement n° 48 de MM. René Tomasini et Gustave Héon (maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales,notamment le whisky) - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5171) : s'associe à la protestation de MM. Adolphe Chauvin et Maurice Schumann quant aux conditions de la discussion budgétaire - Proposition de loi organique de MM. *Edouard Bonnefous* et *Maurice Blin* - Vote favorable de la majorité des membres du groupe de la gauche démocratique sur la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5632) : problème de la prévision d'une hausse des tarifs postaux - (p. 5633) : niveau des intérêts servis par la caisse nationale d'épargne et incidence sur les montants des crédits de ce budget - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5636) : hausse

éventuelle des tarifs postaux et provisions prévues au budget - Dépôt à la caisse nationale d'épargne et prime de rémunération accordée par le gouvernement - Maintien des tarifs présidentiels pour la presse - Déficit des services financiers et rémunération des chèques postaux - Sous-équipement de la poste - Se déclare défavorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expérience de télématique) - **Après l'art. 48** (p. 5640) : droit pour les rapporteurs spéciaux d'enquête sur place et sur pièces - (p. 5641) : politique en matière de télécommunications et nécessité d'un certain secret - Se déclare défavorable à l'amendement n° 228 de M. Louis Perrein (présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT) - Fin de la discussion sur le budget des postes et télécommunications ; demande le report de l'examen du budget de la défense à une autre séance.

Rappel au règlement (2 décembre 1980) (p. 5658) : ordre du jour du Sénat ; discussion du budget des PTT et impossibilité de mener à son terme la discussion du budget de la défense - Décision de la conférence des présidents sur le rythme de travail du Sénat pendant la discussion budgétaire - Discussion budgétaire et participation des ministres concernés ; présence au conseil des ministres - (p. 5659) :consultation du Sénat sur le respect de la décision de la conférence des présidents ou la poursuite des débats jusqu'à leur terme - Discussion budgétaire et absence répétée de ministres au conseil des ministres - Importance du débat sur la défense et poursuite de la discussion jusqu'à quatre heures du matin - Responsabilité du Sénat quant à la maîtrise de son horaire.

Justice (4 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5779) : maintien nécessaire de la peine de mort - S'oppose à sa suppression par le biais d'un amendement supprimant les crédits nécessaires à l'exécution capitale - Au sujet de la réduction des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales, se déclare défavorable aux amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman. (p. 5783) : son amendement n° 278 : réduction indicative des crédits du titre III concernant le fonctionnement de la Cour de cassation ; retiré - Asphyxie de la Cour de cassation ; augmentation des conseillers référendaires et des avocats généraux - (p. 5784) : fixation d'un délai maximum de jugement.

Motion d'ordre (4 décembre 1980) (p. 5785) : budget des affaires étrangères et présence du ministre ; absence pour obligations internationales

Education (5 décembre 1980) - (p. 5881) : qualité de l'action du gouvernement - Problème de discipline dans les collèges et les lycées ; postes de surveillant - (p. 5882) : tâches de surveillance ;refus des enseignants et inadaptation des adjoints d'enseignement - Dépradations dans les lycées

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5935) : son amendement n° 312 : réduction des crédits du titre IV ; retiré - Relèvement du plafond majorable de la retraite mutualiste du combattant - Insuffisance de la majoration obtenue à l'Assemblée nationale - (p. 5936) : nouvelle majoration nécessaire - Faculté d'emprunt des collectivités locales auprès des caisses autonomes de retraite des anciens combattants - **Après l'art. 48** (p. 5937) : se déclare opposé à l'amendement n° 301de M. Charles Bonifay (modification de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 permettant au Parlement de se prononcer chaque année sur les recettes et dépenses constituant l'effort social de la nation) - Examen nécessaire de la proposition de loi organique de MM.Edouard Bonnefous et Maurice Blin tendant à modifier la loi organique du 2 janvier 1959 relative à la discussion des lois de finances.

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6009) : stagnation des crédits du médiateur - Démission du dernier médiateur, M. Aimé Paquet, et journée d'information organisée par celui-ci à l'occasion de cette démission - Fonctions du médiateur - Pouvoirs du médiateur et moyens matériels - Publication des recommandations non suivies d'effets - Budget d'austérité et non augmentation des moyens dévolus au médiateur ; avenir de sa fonction.

— Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial [n° **6 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 6217) :projet de loi et application de la « charte de l'artisanat » - Artisanat et importance des sociétés de fait entre conjoints - Complexité technique du texte proposé - Difficulté de former des sociétés entre époux ; principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales - Sociétés entre époux et validation par l'ordonnance du 19 décembre 1958 - (p. 6218) : loi du 4 janvier 1978 et participation des époux à une même société ; interdiction d'être responsables définitivement et solidairement - Question en suspens de la validité de la société constituée ou fonctionnant entre deux époux seuls - Capital social et composition unique en parts communes - Inexistence dans la société française de la société unipersonnelle - Parts communes et conditions de pluralité des associés - Distinction entre biens communs ordinaires et biens réservés à l'administration de la femme commune en biens - Problème de la licéité des sociétés avec apport de biens de communauté - Qualité d'associé dans le cas de parts communes ; conflit entre le droit des sociétés et le droit matrimonial de la famille ; jurisprudence de la cour de cassation et distinction entre le titre et la finance - (p. 6219) : absence de clause d'agrément dans le pacte social et acquisition par chaque époux de la qualité d'associé - Apport en biens communs et acquisition de parts sociales ; reconnaissance de la qualité d'associé à l'époux ayant fait l'apport ; octroi de cette qualité au conjoint l'ayant expressément demandée - Dispositions transitoires prévues par le texte - Apports en industrie dans les sociétés à responsabilité limitée (SARL) - Politique de développement de la SARL dans le commerce et l'artisanat ; incitations fiscales ; licéité des apports en industrie - Entreprises artisanales et apports en industrie ; définition de leur régime juridique - (p. 6220) ; qualité d'associé reconnue au conjoint et bénéfice de l'attribution préférentielle - Projet de loi et élargissement du champ d'application de l'attribution préférentielle - Possibilité de poursuivre l'exploitation - Approbation de la commission sur la poursuite du lien matrimonial dans *l'affectio societatis* - Parts communes et attribution de la qualité d'associé ; risque de confondre les biens communs ordinaires et les biens réservés - Revendication de la qualité d'associé de l'époux commun en biens et problème des clauses d'agrément ; respect nécessaire des dispositions légales ou des clauses statutaires - Attributions préférentielles et prise en compte de la loi ou des statuts de la société - (p. 6221) : maintien de principe de la prohibition des apports en industrie dans les SARL - Projet de loi et reconnaissance de l'activité du personnel comme apport - Problème de la responsabilité de l'apporteur en industrie - Détermination des droits de chaque associé en fonction des parts détenues et non du montant de la participation au capital - Projet de loi et disparition de lacunes juridiques dans le petit commerce et l'artisanat - Faveur accordée aux SARL familiales et à la transmission des entreprises de commerce et d'artisanat - Proposition d'adoption du projet.

Art. 1 (p. 6223) : amendement n° 4 de la commission des lois : apport de biens de communauté et droit pour des époux de participer à une même société ; adopté - **Art. 2** (p. 6224) : amendement n° 5 de la commission : principe et modalités d'application de la reconnaissance de la qualité d'associé à l'époux ayant fait l'apport ou l'acquisition de parts ou en ayant manifesté l'intention ; applicabilité au conjoint des dispositions légales et des clauses statutaires sur l'agrément ; adopté - (p. 6225) : demande le rejet de l'amendement n° 17 du gouvernement (réduction du délai d'opposabilité des conditions d'agrément pour connaissance de l'apport ou de l'acquisition de parts par le conjoint) - **Après l'art. 2** : amendement n° 6 de la commission : apports en industrie et absence de concours à la formation du

capital social ; droit au partage des bénéfices et à la contribution des pertes ; adopté - **Art. 3** (p. 6226) : amendement n° 7 de la commission : système de l'apport en industrie à une SARL ; personne dont l'activité principale est en relation directe avec l'objet social ; détermination par les statuts de la contribution aux pertes ; modalités d'attribution du droit de vote ; adopté - (p. 6227) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 19 du gouvernement (suppression de la limitation du système des apports en industrie aux seuls conjoints apporteurs) - **Après l'art. 3** : amendements de la commission n° 16 : principe de la libre cession entre conjoints des parts d'une SARL, sans préjudice de l'application du principe civil de la prohibition des ventes entre époux ; adopté et n° 8 : modification du droit des sociétés et participation de l'apporteur en industrie à la vie sociale de l'entreprise ; prise en compte du nombre de parts détenues et non de la participation au capital ; adopté - **Art. 4** (p. 6228) : amendement n° 9 de la commission : représentation d'un associé ; cas d'une société composée de deux époux ou de deux associés ; adopté - **Après l'art. 4** : amendement n° 10 de la commission : cession d'actions dans une société anonyme et principe de l'interdiction de vente entre les époux ; adopté - **Art. 5** (p. 6229) : amendement n° 11 de la commission : principe et modalités d'application de la demande d'attribution préférentielle ; respect des dispositions légales et des clauses statutaires sur la continuation d'une société ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 6230) : au sujet de la transmission des entreprises, de la transformation d'actions ordinaires en actions sans droit de vote et de l'accroissement des garanties des titulaires d'actions sans droit de vote, demande le rejet des amendements du gouvernement n° 1, 2 et 3 - (p. 6231) : amendements de la commission : n° 12 : abrogation des dispositions de la loi d'orientation agricole concernant l'application du principe de l'attribution préférentielle aux biens à destination agricole ; adopté et n° 13 : dissolution d'une société et inapplicabilité des règles du partage de succession au partage entre associés ; adopté - **Art. 6** (p. 6232) : amendement n° 15 de la commission : date et modalités d'application de la présente loi ; adopté - **Intitulé** : amendement n° 14 de la commission : de forme ; « projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des parts de sociétés à caractère familial » ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Rappel au règlement** (p. 6440) : délai fixé pour l'examen du projet de loi sécurité et liberté en fonction de l'avancement de la discussion sur le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Avant l'art. 17 (p. 6457) : se déclare favorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale) - (p. 6458) : budget des oeuvres sociales d'EDF et référence aux recettes d'exploitation ; absence de prévisions sur l'augmentation du prix du pétrole - Qualité de la référence aux masses salariales ; engagement de maintenir le budget des oeuvres sociales au moins au niveau atteint en 1980 - Nécessité de trancher cette question au cours de ce débat - (p. 6459) : problèmes secondaires de l'utilisation des fonds du budget des oeuvres sociales ; caractère anormal de son importance et de son indexation sur le prix du pétrole - (p. 6460) : rapport de la Cour des comptes - (p. 6461) : obligations de la caisse nationale de l'énergie et indexation sur la masse salariale - Problème de l'atteinte au crédit de l'Etat.

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 23** *quinquiès* (p. 6533) : son amendement n° 99 : application de la loi du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales aux salariés des groupements d'intérêt économique (GIE) ; adopté - (p. 6534) : son amendement n° 86 : pour les sociétés anonymes à directoire et à conseil de surveillance, possibilité de rémunération du président du conseil de surveillance ; adopté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6497) : appel à la résistance lancé par les précédents orateurs et devoir de veiller à l'application de la loi votée par le Parlement.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 6515) : citation par M. *Michel Dreyfus-Schmidt* de propos de M. *Maurice Schumann* datant de 1957 ; montée de la violence et nécessité actuelle du projet.

— **Proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises** - *Deuxième lecture* [n° **174 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6565) : création nécessaire d'une technique simplifiée de la transmission des créances : bordereau de cession ou de nantissement des créances - Créances commerciales et créances professionnelles - Crédit à court terme, à moyen terme et à long terme - Crédits financiers ; avances de trésorerie.

Art. 1 (p. 6566) : créances commerciales et créances professionnelles - Extension au crédit à moyen et à long terme - Notion d'établissement de crédit - Mention sur le bordereau de l'indication des sûretés conventionnelles garantissant chaque créance - **Art. 2** : notions de commerçant et de cédant - Lutte contre la fraude - Régime juridique de la lettre de change - Endossement - Droit cambiaire - **Art. 4** (p. 6567) : date d'effet de la cession ou du nantissement ; opposabilité à l'égard des tiers - **Art. 5** : information du débiteur ; référence au droit cambiaire - Moyens de notification - (p. 6568) : lettre recommandée - **Art. 6** : inopposabilité des exceptions - **Art. 6 bis** : action en paiement direct des sous-traitants - Cession et nantissement - **Art. 8** (p. 6569) : mobilisation des crédits - **Art. 8** *bis* : extension au crédit financier ; billets à ordre ; rôle de la Banque de France - **Art. 9** (p. 6570) : droit des porteurs des effets de mobilisation - **Art. 10** : assiette des droits attachés aux effets de mobilisation ; extension au domaine financier - **Explication de vote sur l'ensemble** : simplification des formalités et diminution du coût du traitement d'une lettre de change - Lettre adressée par le président de l'Association professionnelle des banques au ministre de l'économie : engagement de faire profiter la clientèle de cette économie - (p. 6571) : donne lecture de cette lettre.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **206 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6573, 6574) : décision unanime de la commission des lois de repousser le texte élaboré par la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 déposé par le gouvernement à l'article 10 et visant à limiter les possibilités d'expropriations successives - (p. 6575) : expropriations justifiées par la nécessité de mettre en valeur des terres à l'abandon - Modification nécessaire de l'amendement en ce sens.

Nouvelle lecture [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6577) : précision introduite par l'Assemblée nationale, à la suite de la suggestion du Sénat, relative à la notion de superficie exploitée - Votera le texte.

DARRAS (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1980 [n° 148 (79-80)] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 1 (p. 17) : vote unique demandé par le Gouvernement sur les articles constituant la première partie, à l'exclusion de tout amendement - Prérogatives du Parlement - Abaissement du seuil du versement transports - **Après l'art. 6** (p. 25) : son amendement n° 8 : abaissement du seuil du versement transports ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Extension nécessaire du champ d'application de ce versement.

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1165) : questions scolaires et consultation du conseil de l'éducation - (p. 1166) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation),son sous-amendement N° II-278 soutenu par M. Etienne Dailly : éducation et consultation ou saisine de sa propre initiative du conseil de l'éducation ; rejeté.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : soutient l'amendement N° II-130 de M. Franck Sérusclat (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics) - (p. 1233) : laïcité des collectivités territoriales de la République ; le maintien des établissements privés - **Art. 85** *bis (nouveau)* (p. 1235) : dangers de la participation du pouvoir communal à l'organisation des rythmes scolaires - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1240) : coopération scolaire intercommunale et caractère obligatoire de la contribution de chaque commune - Montant de cette contribution au prorata du nombre d'élèves et des éléments de répartition - **Art. 87** (p. 1260) : se déclare favorable à l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme) - Amendements de suppression d'un article et sort des amendements créant un article additionnel.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1281) : prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses de Justice - **Après l'art. 85** (p. 1289) : sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune), soutient le sous-amendement N° II-289 de M. Franck Sérusclat (distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement) - (p. 1296) : dotation particulière pour l'indemnité de logement et système d'augmentation annuelle.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1323, 1324) : intervient sur l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) et sur le sous-amendement N° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - Délai de prise en charge par l'Etat du coût d'actualisation - **Après l'art. 88** (p. 1327) : sur l'amendement N° II-284 du gouvernement (remboursement intégral des sommes restant dues par l'Etat aux départements au titre de l'aide sociale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat), se déclare favorable au sous-amendement N° II-288 de M. Franck Sérusclat (délai maximum de deux ans pour ces remboursements) - Nécessité de fixation d'un délai pour le règlement des sommes restant dues par l'Etat - (p. 1336) : déficit des régies : régies départementales et régies intéressées ; cas du district urbain d'Arras - Votera l'amendement N° II-55 de la commission des lois (subvention de l'Etat aux dépenses de transports scolaires portée au taux maximum de 65 % pour tous les départements) - (p. 1339) : sur l'amendement N° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II), son sous-amendement N° II-300 : dépôt d'un premier rapport au Parlement dans un délai de deux ans ; retiré - (p. 1340) : caractère utopique de la date du 1er juillet 1983 retenue par l'amendement N° II-57 - Suggère une modification rédactionnelle - **Avant l'art. 89** (p. 1347) : se déclare favorable à l'amendement N° II-70 de la commission des lois (responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles) - Partage des responsabilités, même en cas de carence du maire - (p. 1350) : action du maire et responsabilité de la commune - **Art. 91** (p. 1357) : se déclare favorable à l'amendement N° II-135 de M. Franck Serusclat (possibilité de recours en cas de préjudice, direct ou indirect) - **Après l'art. 91** (p. 1359) : oppose l'exception d'irrecevabilité à l'amendement N° II-63 de la commission des lois (codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département) - Dispositions de l'art. 72 de la Constitution et compétence confiée aux préfets comme délégués du gouvernement - Libre administration des collectivités territoriales et autorité sur les services administratifs - (p. 1360) : réalité dissimulée sous les projets de prétendue décentralisation ; exemple du projet de décentralisation de Nancy de 1865 et appréciation portée par Odilon Barrot - Se déclare également opposé au sous-amendement N° II-301 du gouvernement (précisions sur la portée de cet article : autorité du préfet et contrôle du conseil général sur les services administratifs pour la partie de leur activité exercée pour le compte du département) - (p. 1361) : dispositions des constitutions de 1946 et 1958 relatives à la libre administration des collectivités territoriales ; divergences quant à l'exécutif - Rôle du préfet - (p. 1362) : abandon de la réforme de 1946 - Opposition du groupe socialiste à l'amendement N° II-63 de la commission des lois et au sous-amendement N° II-301 du gouvernement - (p. 1363) : votera contre l'amendement de coordination N° II-65 de la commission des lois - Sujétion du conseil général - (p. 1365) : se déclare favorable à l'amendement N° II-187 de M. Léon Jozeau-Marigné, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur) - **Après l'art. 87** *(suite)* (p. 1367) : son amendement N° II-259 : incorporation dans le traitement des fonctionnaires des Ponts et Chaussées des honoraires alloués en application de la loi du 29 septembre 1948 ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Nécessaire budgétisation de ces rémunérations par le biais d'équivalences d'emplois budgétaires.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Avant l'art. 32** (p. 1422) : vote défavorable du groupe socialiste sur l'amendement N° II-304 de la commission des lois (principes et modalités d'application d'un système de plafonnement du concours des communes et majoration de la dotation globale d'équipement en fonction du montant du dépassement) - **Après l'art. 131** (p. 1432) : critères de répartition des dépenses de fonctionnement et d'équipement ; l'exemple de son district urbain d'Arras.

— Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi [n° 29 (78-79)] de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal. [n° 228 (79-80)] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1785) : doute quant à la position à prendre sur la modification de l'art. 63 du code pénal - (p. 1786) : gêne devant l'intervention du médecin en cas d'inconscience du malade - (p. 1787) : se déclare défavorable à l'adoption des conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi.

— Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de MM. Edouard Bonnefous et les membres de la commission des finances (n° 183, 79-80), tendant à compléter le règlement du Sénat [n° 34 (80-81)] - (23

octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4019) : circonstances du vote du projet de loi de finances pour 1980 et annulation par le Conseil constitutionnel - Dispositions de la proposition de modification du règlement du Président *Edouard Bonnefous* et de M. *Maurice Blin,* rapporteur général - Respect de la Constitution. Révision de la Constitution et respect du droit d'initiative des membres du Parlement.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 4262) : observation rédactionnelle sur l'amendement n° 21 de M. Hector Viron (exclusion de tout retard d'avancement pour le salarié reclassé) - (p. 4263) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 de M. Hector Viron (prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement) - (p. 4264) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 30 : possibilité d'attribution d'une aide financière de l'Etat dans ce cas ; rejeté..

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4254, 4255) : contribution dérisoire du texte en examen à la lutte contre le chômage - Charges financières supportées par les ASSEDIC - Recours à l'art. 40 - Abstention du groupe socialiste..

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (13 novembre 1980) - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4642) : se déclare favorable aux amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Après l'art. 2** *ter* (p. 5066, 5067) : taxe sur les salaires payés par les hôpitaux et les hospices - Nécessité d'une refonte complète de la taxe sur les salaires.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Rappel au règlement** (p. 5108) : après la déclaration d'irrecevabilité de l'amendement n° 105 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin, tendant notamment à accorder l'exonération de la taxe sur les salaires aux associations reconnues d'utilité publique, aux hôpitaux, hospices et maisons de retraite, rappelle ses questions écrites visant le même objet - **Rappel au règlement** (p. 5109) : droit de parole du gouvernement et droit des sénateurs de répondre à la commission - **Art. 4** (p. 5119) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 111 de M. Minetti (suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools) - (p. 5131) : vote favorable du groupe socialiste sur les quatre premiers alinéas de l'amendement n° 44 de la commission des finances, relatifs au maintien d'une taxation différente en faveur des produits nationaux comme les rhums ou les vins doux naturels - (p. 5133) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools) se déclare favorable au sous-amendement n° 163, retiré par M. Etienne Dailly et repris par M. Michel Rigou (étalement de la surtaxatinn des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux) - Fermeté nécessaire du gouvernement dans les négociations communautaires - (p. 5134) : vote favorable du groupe socialiste sur l'article 4 - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5136) : retard de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale prévue par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat - **Après l'art. 6** (p. 5138) : son amendement n° 11 : abaissement du seuil du versement transports en commun, sous certaines conditions, aux communes de 75.000 habitants ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - Soutient l'amendement n° 34 de M. Henri Duffaut (abaissement du seuil du versement transports en commun aux communes de 30.000 habitants) - (p. 5139, 5140) : son amendement n° 12 : abaissement du seuil du versement transports en commun, mais en limitant l'assujettissement aux personnes physiques et morales de droit privé ; rejeté - Inapplicabilité de l'article 40 de la constitution - **Avant l'art. 8** (p. 5143) : **Rappel au règlement :** irrecevabilité soulevée par le gouvernement en vertu de l'article 42 de la loi organique et dispositions de l'article 45 du règlement du Sénat - (p. 5144) : soutient l'amendement n° 13 de MM. Antoine Andrieux et Pierre Matraja (détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières), et l'amendement analogue n° 36 de M. Henri Duffaut - **Rappel au règlement :** multiplicité des cas d'irrecevabilité et consultation du président du Sénat ou de la commission des finances - **Après l'art. 8** (p. 5151) : à propos des amendements n° 126 et n° 127 de M. Maurice Schumann (modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif), intervient sur les réformes à l'étude et les délais d'aboutissement - (p. 5153) : soutient l'amendement n° 35 de M. Henri Duffaut (exonération des charges sociales et fiscales correspondant à la contribution des entreprises au financement des titres vacances) - Soutient l'amendement n° 37 de M. Henri Duffaut (revalorisation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées les sources d'eau minérale) - **Art. 10** (p. 5155) : soutient l'amendement n° 38 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article fixant les taux de majoration des rentes viagères) - Revalorisation insuffisante ; nécessité du rattrapage - (p. 5156) : soutient l'amendement n° 136 de Mme Cécile Goldet et M. André Méric (suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées) - Soutient également l'amendement n° 135 de Mme Cécile Goldet et M. André Méric (abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents) - Transfert de charges - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5170) : proteste contre la procédure du vote bloqué accompagnant la seconde délibération - Vote du groupe socialiste contre l'ensemble des articles de la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 49** (p. 6130) : reprend l'amendement n° 274 de MM. Francis Palmero et Jacques Genton : levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6411) : rappelle l'approbation par le parti socialiste de la Constitution de 1958 ; opposition du même groupe au projet prévoyant l'élection du président au suffrage universel - Application des lois par le gouvernement ; absence de décret d'application ; exemple de l'extension du versement de transport aux agglomérations de moins de 100.000 habitants ; dépôt d'un amendement visant à faire respecter cette obligation ; attitude du gouvernement face au vote émis par le parlement - Rappelle, aux termes de la Constitution, les rôles respectifs du président de la République, du gouvernement et du parlement.

Après l'art. 1 (p. 6414) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 de M. Louis Perrein (association et exonération de la taxe sur les salaires pour celle employant moins de 3 salariés) - Attente vaine d'une réforme d'ensemble de la taxe sur les salaires - **Art. 4** (p. 6420) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission des lois (suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances)

- Nécessité de ne pas prôner la simplification au détriment de la justice - **Après l'art. 4** (p. 6428) : se déclare favorable à l'amendement n° 45 de la commission des lois (octroi d'un avantage fiscal pour les mutations à titre onéreux des parts de groupements fonciers agricoles ; condition d'un délai de détention de deux ans) - **Après l'art. 17** *bis* (p. 6430) : reprend l'amendement n° 117 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession : irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 6431) : se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 134 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard repris par le gouvernement (modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles - (p. 6433) : se déclare favorable à l'amendement n° 120 de la commission des finances soutenu par M. Jacques Descours Desacres (zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux) - **Avant l'art. 8** (p. 6436) : se déclare favorable à l'amendement n° 2de M. Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - Capacité des communes à gérer certains biens vacants dans l'intérêt public - Prérogative de puissance publique sur les biens vacants ; modification de ce droit et prérogative du parlement - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6445) : soutient l'amendement n° 33 de M. Louis Perrein (commercialisation des produits pétroliers et changement de prix ; actualisation des droits et taxes acquittés sur la base de prix périmés) - **Art. 13** (p. 6446) : soutient l'amendement n° 32 de M. Louis Perrrein (suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour certains contrats liés à un accord de mensualisation) - **Avant l'art. 17** (p. 6456) : loi de nationalisation de 1945 pour EDF-GDF ; lien entre les avantages accordés aux oeuvres sociales du personnel et aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière - (p. 6460) : se déclare défavorable au 1° de l'amendement n°96 de M. Michel Guès Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale) - (p. 6461) : reprend le 2°de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès : modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière ; rejeté - (p. 6462) : obligations de la caisse nationale de l'énergie et nécessité de choisir le même index que pour le budget des oeuvres sociales ; masse salariale.

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Art. 19** *ter* (p. 6481, 6482) : règles constitutionnelles relatives à la séparation des pouvoirs et lettre adressée à la Caisse nationale d'assurance maladie par la direction de la sécurité sociale du ministère : anticipation sur le vote du Parlement - **Après l'art. 21** (p. 6484) : son amendement n° 6 : abaissement du seuil du versement transports en commun : seuil de 76 000 habitants ;adopté après modification par le sous-amendement n° 116 de M. Roger Boileau, qu'il soutient également (seuil de 50 000 habitants).

DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)] -

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5111) : son amendement n° 54, soutenu par M. Rémi Herment : définition des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - (p. 5537) : rappelle l'action de M. Michel Debatisse au sein de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) - Commerce extérieur et agro-alimentaire ; rôle des grandes entreprises - Marchés mondiaux et soutien du marché intérieur des petites productions - Produits agricoles et règlement européen ; produits transformés et régime de la libre circulation - Conventions de développement et rapports entre entreprises agro-alimentaires et producteurs - Rôle de l'agro-alimentaire dans l'aménagement du territoire : création d'emplois, exemple de la Bretagne - Crédits régionalisés de stockage et de conditionnement et médiocrité de l'enveloppe budgétaire - Agriculture française et conséquences de la politique agricole commune : exemple du lait ; moyens du Fonds de promotion des produits agricoles et taxe de coresponsabilité - Agriculture et refus de l'octroi de l'aide à l'investissement fiscal - Votera ce budget

DAVID (Jean), sénateur de l'Aube (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2586** (J.O. Débats 11 octobre 1980) (p. 3137) : les **enfants (actions en faveur de l'enfant)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2717, 2718).

n° **2674** (J.O. Débats 6 mars 1980) (p. 663) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : les **livres (préparation d'une loi-programme sur la lecture publique)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (11 avril 1980) (p. 1212).

n° **2675** (J.O. Débats 6 mars 1980) (p. 663) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : la **musique (préparation d'une loi-programme sur la musique)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (11 avril 1980) (p. 1212, 1213).

DEBARGE (Marcel), sénateur de la Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire, et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **437** (7 octobre 1980) (p. 3766) à M. le Premier ministre : les **attentats (attentat de la rue Copernic à Paris : position du gouvernement)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) - (p. 2249) : spécificité corse et statut particulier souhaité par le groupe socialiste - Création nécessaire d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements de Bastelica - Opposition du parti socialiste à la violence ; opposition à la Cour de Sûreté de l'Etat, juridiction d'exception - (p. 2250) : facteurs économiques et sociaux du problème corse - Maîtrise du tourisme - Décentralisation - Nécessité de mettre fin à la répression.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3090) : politique régressive du Grouvernement à l'égard du SEITA et des producteurs de tabac - Intérêt des multinationales - (p. 3091) : privatisation du SEITA et remise en cause du statut du personnel - Suppression partielle du monopole à la suite du traité de Rome et remise en cause de la politique agricole commune dans le domaine du tabac - Disparition progressive des exploitations familiales et diminution des surfaces cultivées - Concurrence étrangère ; pénétration du marché intérieur par les sociétés multinationales - Campagne anti-tabac et évolution de la consommation vers le tabac blond - Désengagement de l'Etat dans tous les domaines - Fermeture de nombreuses manufactures des tabacs en France - Chômage - Dispositions du projet : participation de capitaux privés et dépendance à l'égard des multinationales - Remise en cause du statut du personnel - Division du personnel en deux catégories - Mesures nécessaires pour rétablir les conditions équitables de la concurrence - Opposition du groupe socialiste au projet.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3880) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - Montée du fascisme en France - Attentats facistes ou néo-nazis depuis le début de 1980, ; exemples en Seine-Saint-Denis - Présence de militants de l'extrême droite dans les rangs de la police nationale - Cas de l'inspecteur Durand - Carence du pouvoir - Saisine de la cour de sûreté de l'Etat - (p. 3881) : répression des mouvements sociaux et passivité face à l'extrême droite - Projet de loi « Sécurité et Liberté » - Information du Parlement sur les enquêtes en cours - Création nécessaire d'une commission d'enquête parlementaire sur l'appartenance à la police nationale d'agents suspects d'activités en liaison avec des menées néo-nazies.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4473) : politique du Gouvernement et répression - Utilisation de la loi anticasseurs à des fins politiques - Rapport Peyrefitte sur la violence - (p. 4474) : déclaration du Ministre de la justice parue dans *l'Express* - Densité urbaine et criminalité - Causes profondes de la violence - Méfiance envers l'homme - Notion de sécurité et problèmes de l'emploi, du travail et du logement - Délinquance d'origine économique - Répression contre les mouvements sociaux et les organisations syndicales - Répression du délit d'intention - Utilisation possible du projet pour remettre en cause le droit de grève - Risque de délit d'opinion - Revendication des usagers des services publics - Contrôles d'identité : cartes d'identité ; rétention - Contrôle du mouvement associatif - Question sociale et législation répressive - Opposition du groupe socialiste au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'article 36** (p. 5499) : son amendement n° 211 soutenu par M. René Régnault : dépôt d'un rapport gouvernemental relatif au financement des transports urbains de voyageurs en annexe du projet de loi de finances pour 1982 ; rejeté.

DEBATISSE (Michel), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires)* (nommé le 22 octobre 1979 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 22 et 23 octobre 1979, p. 2647).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Discussion générale** (p. 443) : lois de 1960 et 1962 - (p. 444) : progrès de productivité et maintien de l'exploitation familiale - Rôle de l'industrie agro-alimentaire ; coopération et secteur privé - Concertation avec les producteurs : création du Conseil supérieur d'orientation et de l'économie agricole et alimentaire - Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires - Interprofessions - Observations et questions des orateurs - Politique agricole commune ; production sucrière ; marché intérieur - (p. 445) : importance de la coopération dans l'activité de l'industrie agro-alimentaire ; renforcement des entreprises - Rôle des interprofessions.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 480) : organisation économique des producteurs agricoles et rôle de la coopération ; industries de transformation - Sociétés multinationales - développement de l'organisation interprofessionnelle - (p. 481) : organisations syndicales d'agriculteurs - (p. 482) : coût du ramassage du lait en région de montagne - **Art. 2** *ter* (p. 504) : amendement N° I-166 du gouvernement : aides de l'Etat et prise en compte des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration ; adopté.

— **Question orale avec débat : industries agricoles et alimentaires** - (20 mai 1980) - (p. 1991) : politique gouvernementale ambitieuse de développement des industries agricoles et alimentaires ; plan de soutien du 19 mars 1980 ; projet de loi d'orientation agricole - Importance économique de ce secteur et développement de la production agricole - (p. 1992) : industrie agro-alimentaire et concurrence étrangère ; importance pour la balance commerciale - Faiblesse de la situation financière des entreprises agro-alimentaires ; capacité d'autofinancement et adaptation des structures financières - Contrats d'exportation à moyen terme - Insuffisances de la recherche, du développement et de la formation - Industries agro-alimentaires et grande distribution ; niveau des prix - Exportations et secteurs d'actions prioritaires - (p. 1993) : soutien aux petites productions - Plan pluriannuel de l'élevage - Conventions de développement - Importance des petites et moyennes entreprises et efficacité des aides de l'Etat et de certains établissements publics ou bancaires - Financement des stocks - Croissance des marges d'autofinancement - Concertation dans le cadre des interprofessions - Politique d'approvisionnement des industries - Garantie des prix et garantie d'approvisionnement - Relations entre production, transformation et distribution - Crédits-fournisseurs - (p. 1994) : développement des exportations et politique agricole commune ; cas du règlement communautaire dans le secteur du sucre - Budget de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Développement de la recherche et de l'innovation ; crédits d'innovation et de développement - (p. 1995) : exportations et nécessité de dégager des « excédents » ou des « surplus » - Amélioration possible de la productivité par hectare ou par animal - Notion d'interprofession et de fonds de promotion - Secteur laitier et production fromagère - Loi d'orientation agricole.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - (p. 5535) : origine et moyens du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires - Soutien et compréhension du Sénat au monde rural - Solde excédentaire du commerce extérieur français et industries agro-alimentaires : exemple des conserves de légumes et des volailles ; déficit du secteur de la viande - Rôle du secteur des oléo-protéagineux et des fruits et légumes transformés dans la reconquête du marché

intérieur ; interprofessions et effort de promotion des produits nationaux - Education des consommateurs et consommation des productions nationales : exemple britannique - Conventions de développement déjà signées avec les industriels et négociations en cours - Industries agricoles et alimentaires et nouvelle utilisation des fonds publics - Nature des aides aux entreprises et options du VIII[e] Plan - (p. 5536) : diminution en francs constants de la prime d'orientation agricole (POA) - Industries agro-alimentaires et moyens budgétaires mis leur disposition : aide aux investissements commerciaux et rôle du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Soutien de l'emploi et moyens du Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE) - Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) et prêts bonifiés accordés aux entreprises - Place de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Moyens non budgétaires et soutien de l'IDIA (Institut de développement des industries agro-alimentaires) ; financement du stock des entreprises et enveloppe du Crédit agricole - Développement des industries agro-alimentaires et conséquences sur l'emploi, l'aménagement du territoire - Mesures en faveur des petites entreprises agro-alimentaires : rôle du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) et primes d'orientation agricole (POA) - Développement des industries agro-alimentaires et conséquences sur l'agriculture - Excédents agricoles et nécessité de la valorisation et de l'exportation des produits français - Impact sur l'opinion publique des destructions de récoltes - Aide aux entreprises privées et aux coopératives ; effort commun à l'exportation - Constitution d'un fonds de promotion et bonne volonté des professionnels - Déficit commercial dû au choc pétrolier et déficit du secteur agricole - Importance prise par le IX[e] Salon de l'alimentation - (p. 5537) : demande l'adoption de ce budget

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Education** (n° **98**, annexe **12**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5134) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Augmentations des droits sur les vins au cours des deux dernières années et stabilisation nécessaire - Protection des viticulteurs du Languedoc-Roussillon - **Après l'art. 4** : son amendement n° 143, déposé avec M. Roland Courteau : exclusion des vins doux naturels de l'assimilation faite au plan communautaire avec les vins de liqueur ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 42 de la loi organique.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5364) : problème de la viticulture - Augmentation des droits de circulation des vins - Silence du gouvernement sur un amendement tendant à négocier à Bruxelles une fiscalité préférentielle pour les vins doux naturels - Politique européenne défavorable à la viticulture ; maintien des cours : contrats de strockage et distillation à bas prix - Prix de la récolte 1981 et prix d'intervention et d'orientation de la CEE - (p. 5365) : exemple de mesures discriminatoires : augmentation en taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Problème foncier et sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : diminution des autorisations de programme - Questions au gouvernement : augmentation de la fiscalité sur les vins, suggestion d'un sursis à la collecte des prestations super-viniques en cas de calamité agricole ; politique de qualité et expansion des exportations ; politique de commercialisation ; politique de l'agriculture méditerranéenne au niveau communautaire

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5836) : crise internationale et usage par la France de ses ressources en matière grise - Faiblesse des crédits et situation alarmante des bibliothèques universitaires - Objectifs de la loi d'orientation de 1968 : interdisciplinarité, dévalorisation des crédits d'heures complémentaires, retour à un système mandarinal ; disparition de la participation ; absence d'autonomie budgétaire et financière et nécessité d'insérer l'université sur le marché public et privé de la recherche, des études et de la formation - Habilitations et développement arrêté du Languedoc-Roussillon - Logique gouvernementale sur les universités incompatible avec les besoins de la nation : exemple de Vincennes - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5849) : en remplacement de M. *René Chazelle*, rapporteur spécial, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 281 de M. Pierre Noé (réduction indicative des crédits du titre III concernant la transformation d'emplois de technicien principal en emplois d'ingénieur au titre de la recherche universitaire)

Education (5 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5851) : faible augmentation du budget de l'éducation : part des dépenses en personnel et des dépenses ordinaires - Mesures de redéploiement et nouvelles possibilités d'action - Mutations sociales et répercussions sur l'éducation des individus ; malaise des enseignants - Aide aux familles : augmentation des aides indirectes : gratuité des livres scolaires, participation de l'Etat aux dépenses d'internat ; diminution des aides directes : familles défavorisées et diminution du nombre des bourses et de leur montant - Problème de l'auxiliariat dans le second degré et quasi disparition de cette forme d'emploi dans le premier degré ; incompatibilité d'un « précariat » avec un travail pédagogique suivi ; résoption du problème et retour au recrutement par examen ou concours de personnels en voie de titularisation - Multiplication des constructions scolaires bon marché entre 1960 et 1970 et problème de leur maintenance - (p. 5852) : nécessité d'une loi programme pour la maintenance du patrimoine scolaire - Conséquences de la baisse du taux d'encadrement des élèves dans le second degré : sécurité des élèves ; problème du fonctionnement matériel des établissements et redéploiement budgétaire ; cas du chauffage - Relations entre l'Etat et les collectivités locales : loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales et conséquences des transferts de charges de l'Etat vers les communes et les départements : bourses, transports scolaires, constructions scolaires - Diminution des autorisations de programme destinées aux collèges - Budget de l'éducation et suppression de postes d'enseignants et d'administratifs mis à la dispositions d'associations à caractère parascolaire ; rôle et devenir de ces associations - Politique de l'éducation suivie depuis la guerre : croissance des besoins et développement démographique ; allongement de la scolarité - Nouvelle politique de l'éducation : démographie et système scolaire : importance d'une éducation civique de qualité ; éducation et correction des inégalités sociales - (p. 5853) : développement économique de la France et système éducatif français ; éducation civique des jeunes et inégalités sociales ; culture technologique et nombre restreint de lycées d'enseignement professionnel - Ralentissement démographique et budget de l'éducation : utilisation différente des crédits - Avenir du système éducatif français : effort en faveur des bourses d'enseignement ; lycées d'enseignement professionnel et

besoins réels ; problème de l'encadrement en surveillants dans les collèges : exemple de Dombasle et de Clichy-sous-bois ; revalorisation de la fonction enseignante : formation continue dans le premier et le second cycles - Problèmes de l'éducation et indifférence de l'opinion publique - Mesures à prendre pour que l'école ne soit plus « un système clos » - Défi du monde actuel et modification nécessaire du système d'enseignement : augmentation de la somme des connaissances ; introduction de données nouvelles : informatique - Fermeture de l'école au monde de la production : enseignement général et sensibilisation à la vie professionnelle ; expériences déjà effectuées ; « chambres de décompression » que sont les études professionnelles - Intégration de l'école à la vie sociale - (p. 5854) : enseignement et instruments pédagogiques nouveaux : audiovisuel, presse ; intégration des parents au système éducatif scolaire - **Examen des crédits - Après l'art. 45** (p. 5883) : son amendement n° 282 : construction des collèges et majoration de la subvention forfaitaire accordée par l'Etat en fonction du pourcentage d'augmentation du coût réel global des travaux ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution

DELMAS (François), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2598** de M. **Anicet Le Pors : la conservation des oiseaux sauvages** (25 avril 1980) (p. 1526).

n° **2599** de M. **Henri Caillavet : le projet de création d'une société d'aménagement de la Garonne** (25 avril 1980) (p. 1528).

n° **2680** de M. **Guy Schmaus : le projet de rénovation de la ville de Sèvres** (25 avril 1980) (p. 1527).

n° **2748** de M. **Philippe Machefer : les majorations spéciales des retraités de la gendarmerie** (13 juin 1980) (p. 2714).

n° **2766** de M. **Henri Caillavet : les intentions et propositions concernant la fabrication de la bombe à neutrons** (13 juin 1980) (p. 2714, 2715).

n° **2773** de M. **Roger Lise : les terrains situés dans la zone de cinquante pas géométriques** (13 juin 1980) (p. 2715).

n° **2812** de M. **Jean Cauchon : le logement (étiquetage et label de qualité des logements)** (21 novembre 1980) (p. 5031).

n° **2823** de M. **Bernard Hugo : le camping-caravaning (développement du camping)** (21 novembre 1980) (p. 5032).

n° **2828** de M. **Raymond Dumont : l'enseignement supérieur (habilitations de l'université des sciences et techniques de Lille)** (21 novembre 1980) (p. 5034, 5035).

n° **5** de Mme **Danielle Bidard : l'enseignement supérieur (situation de l'université Paris VIII)** (21 novembre 1980) (p. 5035).

n° **8** de Mme **Danielle Bidard** : les **licenciements (situation du personnel du Museum national d'histoire naturelle)** (21 novembre 1980) (p. 5036, 5037).

n° **9** de M. **Jean Garcia : faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (situation de l'emploi à la société Giram)** (21 novembre 1980) (p. 5032, 5033).

n° **19** de M. **Francis Palmero** : les **baux de locaux d'habitation (conséquences de la libération des loyers)** (21 novembre 1980) (p. 5033, 5034).

n° **23** de Mme **Danielle Bidard** : les **étudiants (difficultés financières des étudiants)** (21 novembre 1980) (p. 5037, 5038).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi N° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs [n° 135 (79-80)]** - (27 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2181) : accroissement et inconvénients de la pollution atmosphérique - Arsenal législatif et création d'une agence - Intérêt de la création de cette agence ; cas des agences de bassin - Contrats de branche anti-pollution signés avec les pollueurs industriels ; cas de la Cellulose du Rhône - Directive communautaire sur la pollution atmosphérique - Sensibilisation de la population.

Art. unique (p. 2182) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (composition tripartite du conseil d'administration ; représentants des groupements intéressés et d'associations agréées) - Accepte les amendements de la commission N° 4 de forme et N° 2 (suppression des dispositions accordant des subventions ou des prêts aux offices d'HLM et aux collectivités locales) - (p. 2183) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 3 de la commission (possibilité de perception de taxes parafiscales).

— **Question orale avec débat : élimination des déchets** - (24 juin 1980) (p. 3059) : progrès réalisés en matière de collecte des déchets domestiques depuis 1975 - Groupes de travail réunis dans les départements - Progrès également réalisés pour le traitement des déchets - Problème des petites communes et exemption souhaitée, évoquée par M. *Pierre Jeambrun* - (p. 3060) : possibilité de prolongation du délai d'application de la loi - Dérogations prévues par la loi de 1975 - Information du public - Rapport d'activité de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A N R E D) pour 1978-1979 - Traitement particulier des déchets spéciaux : récupération des médicaments, des huiles usées - Déchets du commerce et de l'artisanat - Collecte sélective des ordures, évoquée par MM. *Jean-Marie Rausch* et *Pierre Jeambrun*, et problème de son coût : récupération du verre ; production de compost et de méthane - Répartition des responsabilités et des compétences entre communes et départements : dispositions de la loi de 1975 - Aide des départements aux syndicats intercommunaux d'enlèvement des ordures ménagères - (p. 3061) : financement des collectes de déchets : taxe ou redevance pour service rendu - Décharges contrôlées - Fours d'incinération et usines de traitement - Déchets industriels : produits réutilisables ou toxiques et traitement nécessaire préalablement à la mise en décharge ; problème des petites entreprises et possibilité de création de centres de traitement collectif - Stockage des déchets toxiques : recensement des dépôts et politique d'élimination - Individualisation dans le budget des communes du coût du service des déchets : comptabilité analytique - Possibilité de rattachement de cette réforme au projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Innovation et recherche - Rentabilité croissante de la récupération des matières premières.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale [n° 304 (78-79)]** - (9 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 3820) : législation en vigueur - Loi du 23 mars 1957 et ordonnance du 3 janvier 1959 : rôle confié aux associations et aux fédérations de pêche - Evolution de la pêche en eau douce et multiplication du nombre des pêcheurs - Protection nécessaire des espèces en voie de disparition - Pollution - (p. 3821) : énergie hydroélectrique et microcentrales : cahier des charges, procédure d'impact, ouvrages de passage et échelles à poissons - Exploitation des gravières - Constatation des infractions et mise à jour du taux des sanctions - Eaux libres, enclos piscicoles et eaux closes - Commercialisation des espèces menacées - Cas des esturgeons - Introduction d'espèces nouvelles - Poissons migrateurs - Situation des pêcheurs professionnels.

Art. 1 (p. 3824) : sur la définition des eaux closes, s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Lionel de Tinguy et accepte l'amendement n° 1 de la commission - (p. 3825) : sur l'amendement n° 1 de la commission, accepte partiellement le sous-amendement n° 69 de M. Lionel de Tinguy (obstacle naturel ; communication des eaux) - **Art. 2** (p. 3827) : s'en

remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (reconnaissance des groupements de pêcheurs professionnels fluviaux) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 75 de M. Alfred Gérin (suppression de la notion de pêcheurs professionnels) - **Art. 3** (p. 3828) : accepte les amendements de coordination n° 5 et n° 6 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Alfred Gérin (suppression de la notion de pêcheurs professionnels) - **Après l'art. 3 :** accepte l'amendement de forme n° 7 de la commission - **Art. 5 :** accepte l'amendement de forme n° 53 de la commission - Sur la pêche en estuaire, s'oppose aux amendements n° 73 de M. Alfred Gérin et n° 8 de la commission - (p. 3829) : inscription maritime - Pêcheurs professionnels et pêcheurs amateurs - Limite de salure des eaux - **Après l'art. 5** (p. 3830) : accepte l'amendement n° 64 de M. Maurice Janetti (intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (protection des frayères et interdiction de la pêche en marchant dans l'eau) - Accepte l'amendement n° 54 de la commission (définition par décret des conditions d'exercice de la pêche aux engins et aux filets) - **Art. 6 :** accepte l'amendement de forme n° 55 de la commission - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des droits et obligations des pêcheurs professionnels) - **Après l'art. 6** (p. 3831) : accepte l'amendement de forme n° 56 de la commission - **Art. 7 :** accepte l'amendement de coordination n° 57 de la commission - (p. 3833) : accepte l'amendement n° 34 de M. Jacques Mossion (bassins prévus pour la commercialisation des poissons d'élevage) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 82 de la commission (substitution de la notion de pêche de loisir à la notion de commercialisation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - Accepte l'amendement n° 83 de la commission (droit de pêche du propriétaire riverain) - (p. 3834) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 84 de la commission (concession ou autorisation pour les enclos piscicoles de loisir) - Accepte l'amendement n° 13 de la commission (nouveau taux des amendes) - (p. 3835) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Alfred Gérin (limitation des interdictions de pêche dans les réserves) - Accepte l'amendement n° 14 de la commission (microcentrales et maintien d'un débit minimum dans les cours d'eau) - Accepte l'amendement n° 15 de la commission (fixation par les tribunaux judiciaires des indemnités) - Accepte l'amendement n° 16 de la commission (mise en conformité des dispositifs et références à l'article 429 du code rural) - Accepte également les amendements de la commission n° 17 (nouveaux taux des amendes) et n° 18 (institution des astreintes) - **Après l'art. 7** (p. 3836) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (régularisation de la situation des enclos de pêche existants) - **Art. 8 :** accepte l'amendement n° 20 de la commission (sectorisation éventuelle par bassin) - (p. 3837) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission (précisions sur les dimensions minimales des poissons pouvant être pêchés) - Caractère réglementaire - **Art. 9 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission - **Art. 11** (p. 3838) : accepte l'amendement n° 35 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert (application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos) - Accepte l'amendement n° 23 de la commission (mise à jour du taux des amendes) - **Art. 12** (p. 3839) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (harmonisation du taux des amendes) - S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Fernand Lefort (doublement des amendes en cas de pollution par une entreprise) - **Art. 13** (p. 3840) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (suppression de toute possibilité d'autoriser l'introduction d'espèces du type brochet et perche) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 85 de la commission (réglementation du réempoissonnement et de l'alevinage) - (p. 3841) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (extension aux eaux closes de l'interdiction d'introduire certaines espèces envahissantes) - Accepte l'amendement n° 27 de la commission (sanctions correctionnelles) - (p. 3842) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (interdiction de la vente des poissons pêchés dans les eaux fluviales à tout autre qu'à des pêcheurs professionnels) - S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert (suppression de l'interdiction de commercialisation du poisson élevé dans des enclos aménagés en pêche de loisir) - **Art. 16** (p. 3843) : amendement n° 52 du Gouvernement : prestation de serment des fonctionnaires et agents chargés de la police de la pêche et cas du changement de résidence ; adopté - **Art. 17** (p. 3844) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Fernand Lefort (suppression de la disposition relative à la saisie des automobiles et véhicules des contrevenants) - **Art. 19** (p. 3845) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (cas d'un pêcheur professionnel délinquant) - Accepte les amendements de coordination n° 30 et n° 31 de la commission - Accepte l'amendement d'harmonisation n° 32 de la commission - **Après l'art. 19 :** sur l'attribution d'une partie des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche, s'oppose aux amendements n° 63 de MM. Paul Séramy et Pierre Vallon, soutenu par M. Guy Robert, et n° 65 de M. Maurice Janetti - (p. 3846) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (fédérations régionales pour la pêche aux engins et aux filets) - **Art. 20 :** demande le retrait de l'amendement n° 61 de M. Guy Robert (statut des gardes-pêche) - **Art. 21 :** sur la prestation de serment des futurs gardes-pêche, s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Guy Robert et accepte l'amendement n° 33 de la commission - **Après l'art. 22** (p. 3847) : accepte l'amendement n° 87 de la commission (responsabilité des conjoints des titulaires de cartes de pêche) - Accepte l'amendement de coordination n° 88 de la commission (eaux closes et enclos) - **Demande de deuxième délibération :** définition des eaux closes à l'art. 1 du projet.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5726) : budget du ministère de l'environnement et sommes globales dépensées en matière d'environnement - Exemple de la politique de la qualité de l'eau : parts respectives de l'Etat, des établissements publics régionaux, des départements, des agences de bassin et des communes ; remboursement de la TVA - Question, posée par M. *Bernard Legrand,* relative à la fédération des parcs régionaux - (p. 5727) : parcs nationaux ; zones périphériques - Absence de désengagement de l'Etat à l'égard des parcs régionaux : évolution des crédits ; prise en charge par divers ministères des traitements et charges afférents à leurs personnels ; participation globale de l'Etat - Situation juridique des parcs naturels régionaux : taxe sur les salaires et absence de remboursement de la TVA - Retard de dépôt du projet de loi contre le bruit, évoqué par M. *Richard Pouille ;* législation existante ; application du programme en vingt-cinq points de M. Michel d'Ornano - (p. 5728) : rapport de la commission Jung sur la lutte contre les infractions en matière d'environnement et suites données à ce rapport - Politique des contrats de branches, abordée par M. *Hubert Martin ;* exemple des branches des cimenteries, des sucreries, de la pâte à papier et de l'amiante-ciment - Politique des déchets, évoquée par MM. *Marcel Vidal* et *Hubert Martin :* compétence des communes prévue par la loi de 1975 ; subvention de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) - Pollution du lac Léman et effort de la France en ce domaine - Développement des technologies propres - Effort de recherche - Effort de responsabilité nécessaire à tous les niveaux.

DELMAS (Lucien), sénateur de la Dordogne (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (31 octobre 1980) (p. 4326).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** (n° **99**, tome XIII, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5520) : progression satisfaisante du projet de budget de la coopération - Augmentation des crédits de recherche et régression des dotations de coopération culturelle - Fonds d'aide et de coopération : augmentation des crédits de paiement et faiblesse des autorisations de programme - Création d'emplois dans le seul secteur de la recherche - Recherche : accroissement des moyens, activités du groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT) et de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) - Nécessité d'une réforme du statut des chercheurs et d'un recyclage des personnes ; action du GERDAT et de l'ORSTOM ; participation d'autres établissements publics à la demande des Etats - Enseignement et orientation vers une politique qualitative ; africanisation progressive ; besoins de l'enseignement technique et professionnel des Etats africains et malgache - Enseignement supérieur et disparité des niveaux de développement, africanisation partielle ; difficulté de coordination des accords universitaires - Nécessité d'une structure interministérielle, fonctionnement ; intensification de la coopération et envoi de coopérants, répercussion de la réforme des carrières universitaires - Conséquences de la disparité selon le niveau de développement et la nature des accords : tendance à un désengagement et sort des Etats moins favorisés - Politique culturelle dérisoire - (p. 5521) : ampleur des besoins culturels pour le développement des peuples ; rôle de la France ; pauvreté du budget : exemple de la diffusion du livre et du film ; danger d'un étiolement de la présence française - Sens, finalité et contenu de la politique de coopération culturelle à venir - Environnement culturel français ou francophile et influence économique - Avis favorable au budget de la coopération

DENIAU (Jean-François), *ministre du commerce extérieur* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539) puis *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives* (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre)(J.O. Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2661** de M. **Jean Cauchon** : les **échanges commerciaux avec l'Inde** (20 juin 1980) (p. 2901).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3032) : surcoût pétrolier pour 1980 - Variations saisonnières du déficit commercial français - Stabilisation des importations - Légère reprise des exportations de textiles - *Dumping* de certains pays en voie de développement et de certains pays industriels - Concurrence américaine - (p. 3033) : variation du coût du dollar - Réforme du système monétaire international - Niveau de production du velours - Suppression des visas techniques sur certains textiles - Pays en voie de développement soumis à l'accord multifibres ; pays soumis à des accords particuliers - Globalisation des importations de zones - Impossibilité de prendre des mesures strictement nationales, hors Communauté économique européenne - (p. 3038) : problèmes posés par les échanges avec les pays de l'Est qui impoqent des compensations dans le domaine textile - Aide du système de préférences généralisées aux pays les plus défavorisés et les moins développés - Eventuelle mise sur pied d'un groupe de travail de représentants de la profession et des administrations.

DESCOURS DESACRES (Jacques), sénateur du Calvados (UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **299**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale portant modification du statut de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) (n° **306**, 1979-1980) (11 juin 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - V - Recherche** (n° **98**, annexe **25**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Procès verbal** (15 janvier 1980) (p. 3) : rectification de vote

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 490) : intervient sur les divers amendements relatifs à la composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; coopération agricole - **Art. 2** *ter* (p. 504) : suggère une modification rédactionnelle - **Art. 2** *quater* (p. 507) : observations sur l'amendement N° I-142 de M. Jean-Paul Hammann (délai laissé à l'autorité administrative pour se prononcer sur la demande d'extension) - **Art. 5** (p. 521) : observations sur la rédaction de l'amendement N° I-193 de la commission des affaires économiques (réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée) et du sous-amendement N° I-194 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (produits d'appellation d'origine contrôlée et organisation interprofes-

sionnelle spécifique antérieure) - **Après l'art. 5** (p. 523) : soutient l'amendement N° I-138 de MM. Pierre Labonde et Serge Mathieu, identique à l'amendement N° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann (cotisations sur les produits importés).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 534) : se déclare favorable à l'amendement N° II-57 de M. Albert Sirgue (affiliation dérogatoire et avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole) - (p. 538) : évolution des revenus et nature de l'activité agricole ; lien entre cotisation et revenu cadastral - (p. 542) : cotisations de solidarité versées par des personnes non affiliées ; problème de l'application sur l'ensemble du territoire ou pouvoir donné aux caisses de mutualité départementales.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 567) : retraite des exploitants agricoles ; les parts respectives de la retraite de base et de la retraite proportionnelle - (p. 574) : disproportion entre cotisation individuelle et montant de la retraite de base - Nécessité de l'intervention de la loi pour la fixation des bases des cotisations et des conditions de leur perception - Se déclare favorable à l'amendement N° II-61 de M. Albert Sirgue (suppression des dispositions de cet art. déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations) - (p. 575) : incertitude quant à l'assiette des cotisations et à l'équilibre entre retraite de base et retraite proportionnelle - **Après l'art. 13** (p. 591 et 592) : au nom de la commission des finances, déclare l'art. 40 de la Constitution applicable aux amendements N° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux) et N° II-15 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Charles Lederman (allocation maladie par référence avec les indemnités journalières des salariés) - (p. 592, 593) : au nom de la commission des finances déclare l'art. 40 de la Constitution applicable aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau soutenus par M. Charles Lederman N° II-16 (identité du repos pré et post-natal avec celui des femmes salariées) et N° II-17 (bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé) - (p. 594) : au nom de la commission des finances, déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° II-81 de M. Robert Schwint (couverture partielle des frais de remplacement en cas de maladie ou d'incapacité temporaire).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 648) : actualisation de la valeur des cours des terres en 1980 par rapport aux statistiques de 1975 - (p. 659) : limitation du droit de préemption de la SAFER en fonction de la surface des parcelles et charge de la preuve au vendeur - Se déclare favorable à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du Tribunal de Grande Instance).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 672) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), se déclare favorable au sous-amendement N° III-73 de M. Paul Malassagne (fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire) - (p. 674) : refus, par le preneur du prix, proposé par le bailleur ; l'achat à un prix inférieur fixé par le tribunal, par la SAFER - **Après l'art. 15** (p. 686) : demande la réserve de l'amendement N° III-57 de M. Jacques Eberhard auquel a été opposé l'art. 40 de la Constitution (démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des SAFER) - **Art. 16** (p. 695) : au nom de la commission des finances, déclare applicable l'art. 40 de la Constitution au 2° de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art. 15** *(suite)* (p. 696) : de même déclare applicable cet art. 40 à l'amendement N° III-57 de M. Jacques Eberhard (démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des SAFER) - **Après l'art. 17** (p. 703) : se déclare favorable à l'amendement N° III-365 de la commission des affaires économiques (application au gratifié des dispositions concernant les successions des biens agricoles) - **Art. 18** (p. 706) : soutient l'amendement N° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin (bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale) - (p. 707) : attributaire du bail et nécessité de détention du bâtiment - (p. 709) : soutient l'amendement N° III-10 de M. Roland Boscary-Monsservin (bénéfice de l'attribution préférentielle en jouissance en faveur du conjoint survivant, de l'aide familial ou de l'associé d'exploitation).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 728) : sur l'amendement N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles), se déclare défavorable au sous-amendement N° IV-49 de M. Paul Jargot (permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole) - (p. 729) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Après l'art. 20** (p. 764) : se déclare favorable à la disposition de l'amendement N° III-13 de M. Roland Boscary-Monsservin tendant à prolonger le délai de sursis au partage pendant la durée du service national - **Art. 21** *bis* (p. 775) : nécessité de poursuivre le débat sur les problèmes de fond posés par l'art. 21 bis - Danger présenté par le seuil de 65 % du capital social retenu par l'amendement N° III-90 de la commission des lois - Apport de capitaux nouveaux et prix des terres agricoles - Se déclare opposé à l'amendement N° III-62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art.relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un GFA) - (p. 776) : nombre de voix détenues par les sociétés civiles et par les personnes physiques - (p. 778) : intervient sur le sous-amendement N° III-61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont : obtention de prêts et nantissement des parts de GFA.

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Après l'art. 80** (p. 1171) : établissement de la carte scolaire et consultation préalable des conseils municipaux concernés.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1241) : fréquentation de l'école de la ville centre par les élèves habitant dans les communes périphériques - Critères des enfants scolarisés et attribution de la dotation globale de fonctionnement - **Art. 87** (p. 1261) : vote favorable du groupe UREI sur l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme).

Suite de la discussion (16 avril 1980) - (p. 1270) : examen par la commission des finances des répercussions financières des amendements ; demande d'une suspension de séance - **Après l'art. 85** (p. 1288) : soutient l'amendement N° II-254 de MM. Roland Ruet et Eugène Bonnet (suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement) - (p. 1295) : maintien du problème des indemnités de logement des instituteurs ; la seule répartition du poids financier sur l'ensemble de la collectivité nationale - Règle de l'unité budgétaire et versement de l'indemnité forfaitaire dans la masse des ressources communales.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1325) : au nom de la commission des finances, déclare

l'article 40 de la Constitution applicable au sous-amendement N° II-296 de M. Jean Ooghe (versement des transferts de charges par le budget de l'Etat dès la promulgation de la loi) - Intervient à titre personnel sur les modalités d'actualisation des transferts de charges - **Avant l'art. 89** (p. 1349) : Intervient sur l'amendement N° II-70 de la commission des lois (responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles) : rôle de la navette - **Après l'art. 91** (p. 1365) : soutient l'amendement N° II-187 de M. Léon Jozeau-Marigné (rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur) - **Après l'art. 87** (p. 1368) : au nom de la commission des finances, déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° II-259 de M. Michel Darras (incorporation dans le traitement des fonctionnaires des Ponts et Chaussées des honoraires alloués en application de la loi du 29 septembre 1948).

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1424) : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles, précédemment réservé, (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), son sous-amendement N° II-291, précédemment réservé : absence des établissements scolaires concernés ; coopération et réduction des dépenses de fonctionnement ou d'équipement ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1444) : votera le projet de loi - Concertation entre le gouvernement et le Sénat - Qualité du travail des commissions - Hommage aux élus locaux.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Art. 1** *ter* (p. 1721) : s'abstiendra dans le vote de cet article : risque de voir les collectivités locales appelées à financer des installations qu'elles n'auront pas choisies - **Art. 17** (p. 1739) : se déclare opposé à l'amendement N° 36 de la commission (mention obligatoire des caractéristiques énergétiques de tous les locaux à vendre ou à louer) - Complexité d'indications du montant des dépenses de chauffage - Risque de litiges.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : son amendement N° 218, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : consultation des chambres d'agriculture sur l'extension de tout ou partie des règles ; retiré - Son amendement N° 216, soutenu par M. Philippe de Bourgoing,et identique à l'amendement N° 112 de M. France Léchenault : réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension ; adopté - **Art. 6** *bis* (p. 1875) : son amendement N° 204 : suppression du paragraphe excluant l'utilisation des labels agricoles pour les vins,eaux de vie et cidres d'appellation d'origine ; rejeté - Notoriété acquise par la vignette syndicale des producteurs agricoles de Calvados et d'eau de vie de cidre - (p. 1876) : effort des producteurs fermiers pour faire connaître les appellations contrôlées.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1920) : utilité des pluriactifs - Le groupe UREI votera l'amendement N° 83 de la commission des affaires économiques (Cumuls et autorisation préalable pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal) - (p. 933) : sur l'amendement N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M Baudouin de Hauteclocque (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation), se déclare favorable au sous-amendement N° 266 de MM. Baudouin de Hauteclocque et Lionel de Tinguy (importance de la superficie de l'exploitation prise en compte).

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 D** (p. 2035) - son amendement N° 217 : rôle de la commission nationale des structures agricoles et compétence pour l'examen des recours adressés au ministre de l'agriculture ; rejeté - **Art. 29** *bis* **A** (p. 2057) : intervient sur cet article, relatif à la carte des terres agricoles - Procédure d'élaboration de la carte ; concertation avec les représentants élus des collectivités locales - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2069) : à propos de l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) ; intervient sur la priorité du droit de préemption du preneur par rapport à celui de la SAFER - (p. 2072) : se déclare opposé à l'amendement N° 9 de la commission des lois (droit de préemption du preneur, prioritaire par rapport à celui de la SAFER, limité au cas où le preneur exploite le bien depuis trois ans au moins) - Condition de superficie fixée par la loi du 8 août 1962 pour permettre l'exercice du droit de préemption de la SAFER - Cas d'un fils ayant succédé à son père - Droit de préemption du preneur - Cas de pluriactifs.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Après l'art. 7** (p. 2337) : se déclare favorable à l'amendement n° 63 de la commission des lois (bénéfice d'un seul droit d'attribution d'actions au titre d'une seule société, pour chaque salarié) - **Art. 12** (p. 2341) : délai d'incessibilité des actions distribuées aux salariés - **Après l'art. 13** (p. 2344) : s'interroge sur l'existence éventuelle d'un mode de gestion des titres en dehors des fonds communs de placement - (p. 2347) : rachat des actions par la société qui les a distribuées.

— **Motion d'ordre** (24 juin 1980) (p. 3077) : demande le report à la séance du lendemain de la discussion du projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA)

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3088) : évolution du monopole des tabacs depuis 1810 - Caractère administratif de la Caisse autonome de gestion créée en 1926 puis évolution vers une gestion proche de celle des sociétés industrielles et commerciales - Ordonnance du 8 janvier 1959 créant le SEITA et décrets de 1961 et 1962 - Aménagement nécessaire du monopole en application du Traité de Rome - Monopole de fabrication et de vente au détail - Impot spécial : prélèvement préciputaire et versement calculé sur les produits vendus ; délai de trésorerie - Accises sur les cigarettes - Concurrence étrangère - (p. 3089) : détérioration des résultats d'exploitation et endettement du service - Campagne contre le tabagisme et conséquences sur la consommation de tabac brun - Réduction de la production française de tabac - Politique agricole commune et diminution du soutien apporté aux producteurs français - Surcoût des tabacs français - Objectif du projet : transformation de l'établissement public en société nationale - Aspect juridique du texte et saisine pour avis de la commission des lois - Statut des personnels : régime conservatoire pour les agents titulaires - Maintien à l'Etat des deux tiers du capital - Problème de la participation de capitaux privés - Composition du Conseil d'administration de la société nationale - Transmission à la société du patrimoine et des droits et obligations de l'établissement public - (p. 3090) : statut du personnel : mesures conservatoires en faveur des agents titulaires : maintien du régime de rémunération et garantie des retraites - Représentation du personnel, des planteurs, et des débitants de tabac au conseil d'administration - Rôle du directeur général - Négociation avec l'Etat d'un contrat d'entreprise - Possibilité de diversification des interventions de la société et risque, souligné par le président *Edouard Bonnefous*, d'une dilution des missions et des responsabilités - Moyens de la concurrence - Position favorable de la commission des finances, sous réserve de l'adoption de ses amendements - (p. 3095) : éléments d'information apportés à la tribune par M. *Henri Caillavet* - (p. 3108) : précisions nécessaires sur les conditions d'évaluation de l'apport de l'Etat à la nouvelle société et sur les mesures de rec. essement financier envisagées.

Discussion des articles (p. 3110) : observations présentées, au nom de la commission des lois, par M. *Etienne Dailly* et éclaircissement juridique ainsi fourni au Sénat - Amende-

ment de synthèse de la commission des finances - **Art. 1** (p. 3112) : amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances : modification du statut du SEITA ; prise en considération ordonnée par le Sénat.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - - **Art. 1** *(suite)* (p. 3137) : avis demandé par la commission des finances à la commission des lois et dépôt de l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances : modification du statut du SEITA ; adopté - (p. 3139) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, accepte le sous-amendement n° 40 de la commission des lois (mention de l'adjectif « nationale » dans le qualificatif de la société et non dans sa qualification juridique ; détention par l'Etat des deux-tiers du capital de la société et nationalité française des autres souscripteurs ou acquéreurs d'actions) - (p. 3140) : sur l'amendement n° 37, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 41 de la commission des lois (spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi) - Références fournies par M. Etienne Dailly aux textes régissant d'autres sociétés - (p. 3142) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement rédactionnel n° 42 de la commission des lois - Objet fondamental de la société et diversification limitée de ses interventions - (p. 3143) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, s'oppose au sous-amendement n° 38 du Gouvernement (suppression de la référence à la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme) - Sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, se déclare opposé au sous-amendement n° 21 de M. Paul Jargot (respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac) - Préoccupations de la commission des finances quant au problème des planteurs de tabac - (p. 3146) : sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement n° 47 du Gouvernement (responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac, et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels) - Mesures favorables aux producteurs - Sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement de coordination n° 43 de la commission des lois - (p. 3147) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, accepte le sous-amendement n° 44 de la commission des lois (exclusion de tout avantage particulier au profit d'un actionnaire autre que l'Etat) - Notions de droit ou d'avantage particulier - Minorité de blocage - (p. 3148) : sur l'amendement n° 37, s'oppose au sous-amendement n° 39du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif au droit préférentiel de souscription d'actions de la société au profit du personnel et des planteurs et débitants de tabac) ; mais accepte le sous-amendement n° 45 de la commission des lois (substitution des statuts au décret en conseil d'Etat pour fixer les modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription) - (p. 3149, 3150) :sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement n° 46 de la commission des lois (composition du conseil d'administration de la nouvelle société) - **Art. 2** (p. 3176) : amendement n° 7 de la commission des finances : évaluation de l'apport de l'Etat au capital social de la nouvelle société ; retiré au profit de l'amendement n° 26 de la commission des lois (fixation par l'autorité compétente des modalités d'apport du patrimoine du SEITA à la nouvelle société) - Définition juridique du patrimoine et notions de droits et obligations - **Après l'art. 2** (p. 3177) : accepte l'amendement n° 27 de la commission des lois (approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts de la société) - Accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois (dérogation aux dispositions de droit commun sur la participation des salariés) - **Art. 3** (p. 3178) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Jargot,soutenu par M. Raymond Dumont (statut des personnels du SEITA ; garantie des retraites) ; s'oppose également aux amendements n° 13 et 14 de M. Henri Tournan, soutenus par M. Franck Sérusclat (statut du personnel du SEITA) ; accepte l'amendement n° 3 de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann (garantie de versement et de revalorisation des retraites pour le personnel titulaire) - Estime sans objet l'amendement n° 15 de M. Henri Tournan, soutenu par M. Franck Sérusclat (garantie des retraites) - (p. 3179) : rôle de la convention collective - **Après l'art. 3** (p. 3180) : accepte l'amendement n° 4 de MM. Jean-Paul Hammann et Christian Poncelet (compte-rendu annuel d'activité de la nouvelle société au Parlement) - Accepte l'amendement n° 30 de la commission des lois (décret en Conseil d'Etat pour fixer les délais d'application) - **Avant l'art. 1** *(suite)* : indique l'intérêt porté par la commission des finances à l'amendement n° 19, précédemment réservé, de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (fiscalité des tabacs) - Directives européennes - Intérêt du service - Accises spécifiques - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3181) : améliorations apportées au texte ; cohérence avec le droit commun des sociétés.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi** [n° **527 (77-78)**] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3366) : conciliation du travail féminin et maternité - Options du VIII[e] plan et politique familiale - Votera pour la proposition - Hommage à M. *Jacques Henriet* à l'approche de l'expiration de son mandat.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3372) : éléments réels d'appréciation de la liberté de choix des femmes.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4196) : Eurodif et importance des privilèges fiscaux accordés à l'usine d'enrichissement et à la centrale électrique nécessaire à l'approvisionnement d'Eurodif - Modalités de répartition de la dotation forfaitaire exceptionnelle - S'oppose à la ratification de la convention - (p. 4199) : nécessité de ne pas répercuter des décisions à caractère international sur les collectivités locales ; négation du principe du développement des responsabilités des collectivités locales - (p. 4200) : montant de la dotation forfaitaire exceptionnelle accordée par l'Etat.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - Au nom de la commission des finances - **Art. 1** (p. 4264) : sur l'amendement n° 22 de M. Hector Viron, soutenu par M.Jacques Eberhard (prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement), déclare l'article 40 de la Constitution non applicable au sous-amendement n° 30 de M. Michel Darras (possibilité d'attribution d'une aide financière de l'Etat dans ce cas) - A titre personnel, ne votera pas le sous-amendement n°30 - (p. 4265) : objection de la commission des finances contre la réserve de l'amendement n° 26 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux (en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique)..

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4936) : problème de l'indemnité de logement des instituteurs - Texte adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Dotation spéciale ou financement par le budget de l'Etat - Utilisation possible en 1981 du reliquat disponible - **Art. 2** (p. 4951) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission des lois (fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf) - **Après l'art. 8** (p. 4956) : interroge le Gouvernement sur les conditions d'application de l'art. L.234-13 du code des communes : répartition de la dotation en tenant compte du nombre des élèves et de la longueur de la voirie classée - Critères

retenus par le législateur du nombre des élèves et du nombre des classes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5054) : incidence financière des amendements - Dispositions fiscales et encouragement à l'union libre - (p. 5056) : soutient l'amendement n° 3 de M. René Ballayer (adhésion des entreprises agricoles, commerciales ou artisanales à un centre de gestion agréé et relèvement du seuil du chiffre d'affaires).

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5118) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools : vote préférable de l'amendement de suppression de cet article si le gouvernement s'apprête à recourir au vote bloqué - (p. 5119) : à propos de l'amendement n° 111 de M. Louis Minetti, de suppression de l'article 4, intervient sur le recours du gouvernement à la procédure du vote bloqué - **Art. 6** (p. 5137) : se déclare défavorable à l'amendement n° 115 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée Nationale et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Fiction du FSIR.

Deuxième partie :

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5233) : son amendement n° 188, soutenu par M. Michel Miroudot : réduction des crédits du titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation ; rejeté.

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5380) : livre blanc sur la recherche publié en septembre 1980 et rôle de la recherche dans la préparation de l'avenir - (p. 5381) : structures de la recherche en France : secrétariat d'Etat ; enveloppe-recherche - Etat récapitulatif de l'effort de recherche, fourni en annexe au projet de loi de finances - Conclusions du groupe de travail présidé par M. Teillac, haut-commissaire à l'énergie atomique, et tendant à une « planification pluriannuelle glissante » - Formation des chercheurs : allocations de recherche et bourses de docteurs ingénieurs - Créations de postes ; recrutement et carrière des chercheurs -mobilité des chercheurs ; rôle de l'Association Bernard-Grégory ; procédures de mise à disposition et de détachement - Croissance des charges de personnel : rapport Chabbal - Investissements nécessaires à la recherche : programmation des grands équipements, étudiée par le groupe Teillac - Coopération entre les secteurs public et privé de la recherche, secours à la formule du groupement d'intérêt économique pour la construction du grand accélérateur national à ions lourds (GANIL) ou pour les études relatives à la gazéfication nucléaire et au génie génétique - (p. 5382) : copération entre recherche publique et industrie : rôle du Fonds de la recherche et des actions concertées - Incitations fiscales à la recherche industrielle et extension nécessaire - Modes de financement de la recherche publique : rapport Chabbal - Réforme de l'enveloppe recherche - Subventions aux organismes publics de recherche et sélectivité nécessaire - Programme pour 1981 en matière informatique, spatiale, océanologique et énergétique - Potentiel de recherche des écoles d'ingénieurs - Crédits du secrétariat d'Etat - (p. 5383) : dotations de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) - Mission interministérielle de l'information scientifique et technique - Dépenses en capital de la recherche : autorisation de programme et crédits de paiement du Fonds de la recherche scientitique et technique - Poursuite de huit grands programmes interdisciplinaires - Réforme de la modalité de délivrance des aides au secteur privé - Avis favorable de la commission des finances - (p. 5396) : questionnaires des commissions et réponses du secrétariat d'Etat à la recherche - Revalorisation des frais de déplacement - Incitations fiscales à la recherche industrielle et contrôle de la DGRST

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 34** (p. 5731) : aide de l'Etat pour les emprunts et répartition entre les organismes prêteurs : diminution de la part du Crédit agricole - **Après l'art. 43** *quater* (p. 5734) : au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 241, repris par M. René Regnault (incitation fiscale en matière d'économie d'énergie et d'énergie solaire).

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5986) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 261 de M. Jean Mercier (réduction indicative de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne des droits de l'homme) - (p. 5987) : se déclare favorable à l'amendement n° 279 du gouvernement (majoration des crédits du titre IV et paiement des subventions ou indemnités de fin de fonctions des anciens agents des forces de police française au Vanuatu).

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B (suite)* (p. 6046) : effort du gouvernement en faveur des rapatriés ; améliorations encore nécessaires - Vote de la majorité du groupe UREI favorable à l'amendement n° 342 de M. Francis Palmero (réduction de crédits du titre IV : situation des rapatriés).

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 42** (p. 6106) : son amendement n° 226 : principe de l'actualisation des valeurs locatives, à partir de 1982 par départements et par catégories d'immeubles ; retiré - Homogénéité des progressions entre les départements ; existence du même problème pour l'actualisation triennale - **Après l'art. 42** (p. 6111) : rappelle sa proposition de compensation pour les communes dont le sol est occupé par le passage de lignes électriques et de canalisations d'hydro-carbures liquides ou gazeux - (p. 6113) : se déclare favorable à l'amendement n° 306 de M. Jacques Carat (taxe d'habitation et application progressive de l'abattement général et spécial à la base) - **Art. 43 ter** (p. 6124) : rappelle son opposition à la perception par les établissements publics de taxe additionnelle aux impôts revenant aux départements et aux communes ; ne votera pas l'article 43 *ter* - **Après l'art. 43** *quater* (p. 6125) : se déclare défavorable à l'amendement n° 254 de M. Richard Pouille (modification des plafonds annuels de la taxe spéciale d'équipement des établissements fonciers de la métropole lorraine et de la Basse Seine).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 156 (80-81)] - (17 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6384) : majoration des droits des alcools et conséquences sur le marché intérieur - Possibilité de l'aide de fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - Abondance des récoltes de pommes dans sa région et problème de la reprise de l'alcool industriel par l'Etat.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 150 (80-81)] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 6418) : se déclare défavorable à l'amendement n° 133 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - **Art. 4** (p. 6420) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission des lois (suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances) - **Après l'art. 4** (p. 6422) : se déclare favorable à l'amendement n° 1de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ; établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6431) : soutient l'amendement n° 120 de la commission des finances (zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Avant l'art. 24 A** (p. 6538) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Maurice Blin dont il est cosignataire (possibilité pour les collectivités locales de renoncer à la reconstruction d'un pont détruit par fait de guerre ; perception dans ce cas de la moitié de la subvention).

DESMARETS (Jean), sénateur du Nord (CNIP, puis NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5679) : intervient au nom de M. *Raymond Bourgine* - Lutte contre l'inflation - Priorité donnée pour 1981 au budget de la défense - Danger présenté par l'Union soviétique - (p. 5680) : puissance militaire croissante de l'Union soviétique : invasion de l'Afghanistan ; menaces sur la Pologne - Dissuasion nécessaire - Difficultés d'utilisation de l'arme atomique anti-population et nécessité des armes classiques - Indépendance nationale et coordination nécessaire avec les forces alliées de l'OTAN - Défense de l'Europe - Effort d'équipement du budget français de la défense pour 1981 et effort comparé des Etats-Unis - (p. 5681) : sacrifice financier nécessaire - Votera ce budget malgré son insuffisance

DEVEZE (Gilbert), sénateur de l'Aisne (CNIP).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

DIDIER (Emile), sénateur des Hautes-Alpes (GD-SRG).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Discussion générale** (p. 442) : problèmes particuliers des régions de haute montagne : pluriactivité ; politique d'aménagement foncier ; notion d'indice de rendement - (p. 443) : calcul spécifique de la surface minimale d'installation (SMI) ; baux ruraux ; acquisition de terres par les collectivités locales - Situation de l'épouse coexploitante.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4938) : soutient l'amendement n° 33de M. Josy Moinet (dotation spéciale attribuée aux départements pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs).

DIJOUD (Paul), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2600** de M. **Gilbert Belin** : **obstacles au jumelage des villes de Cayenne et de Thiès** (24 octobre 1980) (p. 4043, 4044).

n° **16** de M. **Louis Virapoullé** : **indemnisation des planteurs victimes du cyclone Hyacinthe à la Réunion** (24 octobre 1980) (p. 4044, 4045).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** [n° **360 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1480) : examen simultané de deux projets de lois : poursuite de l'extension du code des communes aux collectivités d'outre mer : Polynésie française et Nouvelle Calédonie - Statut et compétences du territoire, et compétences communales - Promotion des territoires d'outre mer.

Art. 1 (p. 1481) : accepte l'amendement N° 20 de la commission (référence à la loi du 21 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française) - **Après l'art. 1 :** accepte les amendements identiques N° 21 de la commission et N° 4 de M. Daniel Millaud (accroissement des compétences du conseil municipal en matière d'aide sociale) - (p. 1482) : accepte l'amendement N° 22 de la commission (extension de l'article du code des communes définissant les pouvoirs de police du maire, dans le respect des règlements territoriaux) - Respect du statut du territoire défini par la loi du 12 juillet 1977 - Emet des réserves, puis s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 1 de M. Daniel Millaud (suppression, parmi les articles du code des communes étendus à la Polynésie, de l'article relatif à la contribution obligatoire des communes aux frais de fonctionnement de la police d'Etat) - (p. 1483) : demande le retrait de l'amendement N° 2 de M. Daniel Millaud (condition d'application du code des marchés publics) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement N° 3 de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale) - (p. 1484) : accepte la réserve de cet amendement jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 3 :** accepte l'amendement N° 23 de la commission (suppression de l'extension au territoire de la Polynésie française des dispositions du code des communes relatives aux stations classées et à la taxe de séjour) - **Art. 4** (p. 1485) : accepte l'amendement N° 24 de la commission (insertion dans la loi du 29 décembre 1977 des dispositions relatives à l'élection des maires délégués

des communes associées) - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement N° 25 de la commission (extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever) - Non-application du code général des impôts dans les territoires d'outre mer - (p. 1486) : s'oppose à l'amendement N° 6 de M. Daniel Millaud (compétence territoriale pour la fixation des redevances dues pour les oléoducs et gazoducs) - **Art. 8 :** s'oppose à l'amendement N° 7 de M. Daniel Millaud (augmentation du plafond des marchés pouvant être passés par les élus locaux) - Référence faite par l'auteur au nouveau plafond défini par le Sénat dans la discussion du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales, inacceptable dans l'attente du sort définitif fait à ces dispositions - (p. 1487) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 8 de M. Daniel Millaud (modalités d'adaptation des dispositions relatives aux archives communales) - **Art. 9 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 26 de la commission (prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre mer pour l'application de l'article L. 321-1 du code des communes relatif à la compétence du ministre de l'Intérieur pour établir des cahiers des charges types applicables en cas d'exploitation par concessions ou affermages) - **Après l'art. 9** (p. 1488) : sur l'amendement N° 10 de M. Daniel Millaud (réglementation applicable en matière de voirie communale), sous-amendements N° 38 et 39 du gouvernement : suppression des références à la réglementation territoriale en vigueur ; rejetés - Après le rejet de ces sous-amendements, s'oppose à l'amendement N° 10de M. Daniel Millaud - **Art. 10** (p. 1489) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 27 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la protection contre l'incendie) - **Art 11** (p. 1490) : s'oppose à l'amendement N° 11 de M. Daniel Millaud (limitation de l'extension de certains articles du code des communes relatifs aux pompes funèbres et à la police des funérailles et sépultures) - Nécessité d'une adaptation de la réglementation métropolitaine, mais nécessité d'affirmer également le principe de l'extension du dispositif métropolitain - Pouvoir décentralisé de l'Assemblée territoriale et nécessaire autonomie communale - **Art. 12** (p. 1491) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 29 de la commission (prise en compte de la réglementation territoriale en la matière pour les distributions municipales d'eau potable) - S'oppose à l'amendement d'harmonisation N° 12 de M. Daniel Millaud (référence à la réglementation territoriale) - (p. 1492) : amendement N° 42 du gouvernement : dispositions fiscales permettant la perception des redevances ou participations pour le raccordement à l'égoût ; rejeté - S'oppose à l'amendement N° 30 de la commission (définition par la réglementation territoriale des règles applicables à l'évacuation des eaux usées et au raccordement des immeubles aux égoûts) - (p. 1493) : accepte l'amendement N° 31 de la commission (servitude et indemnité en matière d'assainissement et d'eaux usées) - Emet des réserves sur l'amendement d'harmonisation N° 13 de M. Daniel Millaud (prise en compte de la réglementation territoriale en matière d'ordures ménagères) - Demande le retrait de l'amendement N° 32 de la commission (référence à la réglementation territoriale pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité), au profit de l'amendement N° 41 du gouvernement : référence aux normes techniques arrêtées par le haut commissaire du territoire pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité ; rejeté - (p. 1494) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 33 de la commission (référence à l'article 21 de la loi du 12 juillet 1977, relatif au pouvoir du conseil de Gouvernement, pour définir les compétences en matière de foires et marchés) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 34 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux bureaux de pesage) - Accepte l'amendement N° 35 de la commission (réglementation applicable aux syndicats mixtes de transports) - **Art. 14** (p. 1494, 1495) : s'oppose à l'amendement N° 16 de M. Daniel Millaud (possibilité pour l'Assemblée territoriale et le conseil de gouvernement d'accorder des subventions à des communes isolément) - Système du fonds de péréquation mis en place en 1971 - Accepte l'amendement N° 36 de la commission (prise en compte des besoins des communes associées pour la répartition des ressources du fonds intercommunal de péréquation entre les communes) - **Après l'art. 14 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 37 de M. Daniel Millaud (prise en compte de la spécificité géographique du territoire pour l'application de l'article L. 17 du code électoral) - **Art. 2** *(suite)* (p. 1496) : respect des compétences territoriales et risque d'entrave à l'autonomie communale - S'oppose à l'amendement N° 3, précédemment réservé, de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale) - **Art. 16** (p. 1497) : s'oppose à l'amendement de coordination N° 19 de M. Daniel Millaud.

— Projet de loi complétant la loi N° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° 361 (78-79)] - (24 avril 1980) - **Discussion générale :** voir la discussion du projet de loi relatif à la Polynésie française.

Art. 1 (p. 1499) : accepte l'amendement N° 1 de la commision (référence à la loi du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie) - **Après l'art 1 :** s'oppose à l'amendement N° 2 de la commission (unification du régime électoral entre la commune de Nouméa et les autres communes du territoire) - Mode de scrutin à Nouméa, identique à celui des villes de métropole de son importance - (p. 1500) : système électoral en vigueur à Nouméa et système métropolitain - Accepte l'amendement N° 3 de la commission (accroissement de compétence des conseils municipaux en matière d'aide sociale) - Accepte l'amendement N° 4 de la commission (prise en compte des réglements territoriaux) - **Avant l'art. 1** *bis* (p. 1501) : s'oppose à l'amendement N° 20 de la commission (contingent des dépenses de police) - **Art 2 :** accepte l'amendement N° 5 de la commission (stations classées) - **Après l'art. 3 :** accepte l'amendement N° 6 de la commission (suppression de deux alinéas relatifs aux biens indivis entre communes appartenant à des départements différents) - **Art. 4** (p. 1502) : s'oppose à l'amendement N° 7 de la commission (extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever) - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement N° 23 de la commission (relèvement des plafonds en matière de délit d'ingérence applicable aux élus locaux) - **Art. 7 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 8 de la commission (prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre mer pour les dispositions générales applicables aux services communaux) - **Art. 7** *bis* (p. 1503) : sur l'amendement N° 9 de la commission (fixation des caractéristiques techniques des voies communales et chemins ruraux par arrêtés du haut-commissaire, dans le cadre de la réglementation territoriale), sous-amendement N° 24 du gouvernement : suppression de la référence à la réglementation territoriale en la matière ; rejeté - (p. 1504) : après le rejet de ce sous-amendement, s'oppose à l'amendement N° 9 de la commission - Pouvoirs des maires ou rôle d'exécutants locaux des décisions de l'assemblée territoriale - **Art. 8 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 10 de la commission (rétablissement de cet article, relatif à la protection contre l'incendie, en prévoyant la possibilité d'une participation de l'Etat) - **Art. 9 :** accepte l'amendement N° 11 de la commission (pompes funèbres et cimetières : prise en compte, en tant que de besoin, des usages coutumiers des populations mélanésiennes) - Accepte également l'amendement N° 12 de la commission (possibilité pour les gendarmes de recevoir délégation pour assister aux opérations de sépultures) - **Art 10** (p. 1505) : sur l'amendement N° 13 de la commission (prise en compte de la réglementation territoriale pour la

distribution d'eau potable), sous-amendement N° 25 du gouvernement : suppression de la référence à la réglementation territoriale ; rejeté ; après ce rejet, s'oppose à l'amendement N° 13 de la commission - S'oppose à l'amendement N° 21 de la commission (référence à la réglementation territoriale en matière d'assainissement et d'eaux usées) - (p. 1506) : amendement N° 26 du gouvernement : dispositions fiscales permettant la perception des redevances pour le raccordement à l'égoût ; rejeté - Accepte l'amendement N° 19 de la commission (servitude et indemnité en matière d'assainissement et d'eaux usées) - (p. 1507) : s'oppose à l'amendement N° 22 de la commission (référence à la réglementation territoriale pour les ordures ménagères) - S'oppose à l'amendement N° 15 de la commission (référence à la réglementation territoriale pour la distribution d'électricité) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 16 de la commission (compétence du conseil de gouvernement en matière d'organisation générale des foires et marchés) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 17 de la commission (compétence du conseil de gouvernement en matière de poids et mesures) - Accepte l'amendement N° 18 de la commission (simplification de la réglementation applicable aux syndicats mixtes de transports) - **Sur l'ensemble** (p. 1508) : divergence des points de vue entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur le statut des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie - Effort de réflexion nécessaire avant l'examen en deuxième lecture, pour lever l'équivoque apparue au cours de ce débat.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° 340 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3262) : alignement de la date des élections à Saint-Pierre et Miquelon sur celle des autres départements d'Outre-mer - Mode de scrutin spécifique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5560) : présentation des documents budgétaires et difficulté d'appréciation de la politique gouvernementale dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Crédits du secrétariat d'Etat et interventions des ministères techniques - Insuffisance du document récapitulatif des interventions de l'Etat - Souhaite une concertation avec les rapporteurs sur l'amélioration de l'information des parlementaires - (p. 5561) : crédits d'investissement pour l'outre-mer et adoption à l'Assemblée nationale d'un amendement tendant à augmenter les crédits - Frais de déplacement - Moyens de fonctionnement - Solidarité nationale après les cyclones des Antilles et de la Réunion - Frais de l'enseignement primaire en Nouvelle-Calédonie - Travaux portuaires à la Réunion - Indemnisation du chômage - Chantiers de développement - Intervention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : irrigation ; voirie rurale ; eau potable ; réforme foncière - Diversification des cultures - Intégration à part entière dans la CEE - Extension, souhaitée par M. *Louis Virapoullé,* de l'allocation de logement à caractère social, et préparation de la circulaire d'application - Projets en cours à la Réunion sur l'utilisation de la bagasse comme source d'énergie - Problème de l'emploi dans les départements d'outre-mer évoqué par MM. *Bernard Parmantier, Georges Dagonia* et *Edmond Valcin* : handicaps et potentialités des DOM - (p. 5562) : développement social des DOM : prestations sociales, traitement des fonctionnaires, investissements publics - Ouverture économique des DOM sur les régions : colloque prévu sur les échanges entre les DOM et les pays ACP des Caraïbes - Taux de couverture des importations par les exportations - Problème de la migration - Installation de réfugiés du Sud-Est asiatique (Hmongs) en Guyane et contribution au développement - Fonctionnaires de la métropole dans les DOM - Difficultés d'intégration des populations d'outre-mer venues en Métropole - Révision du dispositif des migrations organisées : role de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (BUMIDOM) - Migration sauvage - Avenir de Mayotte, évoqué par M. *Marcel Henry* - Définition de priorités : eau, assainissement, santé, vaccination - (p. 5563) : agriculture de Mayotte - Transports : création du port de Longoni - Effort du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Problèmes de Saint-Pierre-et-Miquelon, évoqués par M. *Albert Pen* - Problème de la pêche et contentieux avec le Canada - Création du quai en eau profonde - Transports aériens - Développement de l'agriculture - Mesures immédiates de soutien conjoncturel - Etude du coût de l'énergie - Situation politique dans les pays des Caraïbes autres que les DOM - Politique de la métropole dans les DOM, critiquée par M. *Georges Dagonia,* et réalité des mesures telles que l'extension de l'indemnisation du chômage ou la réforme foncière - Développement de la Côte sous le Vent - Politique de développement industriel - Problème d'intégration de la population des DOM en métropole, évoqué par M. *Marcel Gargar* et extrait d'un article paru dans un journal antillais, relatif à l'hostilité des municipalités communistes à l'installation de Français d'outre-mer - (p. 5564) : discrimination dans l'accès aux HLM - Développement des investissements productifs évoqué par M. *Georges Repiquet* - Incitation fiscale et rôle de l'Association nationale pour le développement des Antilles et de la Guyane - Réforme de l'administration des DOM-TOM, souhaitée par M. *Edmond Valcin* et mesures en cours - Niveau de vie des habitants des DOM et comparaison avec les autres Etats des Caraïbes - Extension aux Antilles de divers dispositifs en matière agricole : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), groupements fonciers agricoles (GFA), indemnité viagère de départ (IVD), dotations aux jeunes agriculteurs - Importance de la pêche et de l'artisanat, soulignée par M. *Roger Lise* - Progrès accomplis par la métropole dans les départements d'outre-mer - (p. 5565) : installation des Hmongs en Guyane - Aspects positifs de la venue en métropole de jeunes Français d'outre-mer : qualifications acquises - Inconvénients, en revanche, de la migration sauvage - Présence des métropolitains aux Antilles et politique du Gouvernement pour développer l'accès des jeunes Français des départements d'outre-mer aux postes de responsabilités. - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5567) : problèmes posés à certaines municipalités de la région parisienne par la concentration de travailleurs immigrés, et assimilation inacceptable, faite par Mme *Rolande Perlican,* entre les Français originaires des départements d'outre-mer et les immigrés - Dramatisation de la situation à la Guadeloupe décrite par M. *Georges Dagonia* - Absence de signification politique des attentats - Collaboration avec les élus, souhaitée par M. *Edmond Valcin* - Evolution de la départementalisation - Prétendue répression dans les départements d'outre-mer, évoquée par M. *Bernard Parmantier* - (p. 5568) : inculpation récente de plusieurs Guyanais et actes qui leur sont reprochés.

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5573, 5574) : moyens financiers du secrétariat d'Etat et dotation du fonds d'investissements pour le développement économique et social (FIDES) - Développement communal et frais de déplacement des fonctionnaires dans les TOM, évoqués par M. *Daniel Millaud* - Réforme foncière et reboisement - Succès de la politique conventionnelle - Situation de la Nouvelle-Calédonie, évoquée par M. *Lionel Cherrier* et prochain examen par le Sénat du projet de loi foncier : réforme foncière et développement rural du territoire - Problème du développement de l'artisanat et du sport dans le territoire de Wallis-et-Futuna, évoqué par M. *Sosefo Makape Papilio ;* chantiers de développement ; plan de développement à long terme - Situation aux Nouvelles-Hébrides, évoquée par MM. *Sosefo Makape Papilio* et *René Jager :* statut du territoire avant l'indépendance ; envoi sur place d'une mission française ; refus d'ingérence dans la vie d'un pays étranger - Responsabilité de certains

Français engagés dans des actions illégales - Coopération souhaitable entre le Vanuatu et la France - (p. 5575) : accueil de rapatriés des Nouvelles-Hébrides à Nouméa et en Guyane - Concertation entre le secrétariat d'Etat et les rapporteurs, pour développer l'information des parlementaires sur ces divers problèmes - Absence de citoyens français incarcérés au Vanuatu, à la connaissance du gouvernement français - Non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat - Contacts officieux.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6202) : importance du texte présenté et déclaration préalable d'urgence - Qualité du travail préparatoire fait par la Haute assemblée - Rétablissement de l'harmonie entre les Mélanésiens et les colons en zone rurale - Effort de promotion des activités agricoles - Principe du maintien de l'intégrité des biens des colons européens - Réforme foncière et plan de développement économique et social de la Nouvelle Calédonie - Prise en compte des voeux de l'assemblée territoriale - Poursuite de l'aide de l'Etat aux territoires ; montant des crédits accordés - (p. 6203) : droit de préemption et spéculation sur les terres - Système de récupération des terres non exploitées ou insuffisamment exploitées - Respect absolu des droits et coutumes des populations mélanésiennes - Droit des colons européens, wallisiens ou réunionnais, de se maintenir en Nouvelle-Calédonie.

Art. 1 (p. 6204) : accepte l'amendement n° 1 de la commission des lois (opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et mise en valeur de la Nouvelle-Calédonie ; prise en compte des besoins des collectivités de statut de droit local particulier) - **Art. 2** (p. 6205) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission des affaires économiques (aide financière et technique de l'Etat) - **Art. 3** (p. 6206) : accepte l'amendement n° 2 de la commission des lois (compétence exclusive du territoire pour l'acquisition des terres faisant l'objet des attributions découlant de la réforme foncière) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 39 de M. Lionel Cherrier (transfert par l'Etat au territoire des terres nécessaires à la réalisation des opérations prévues) et s'oppose au sous-amendement n° 22 de la commission des affaires économiques (droit pour les communes de concourir à des opérations par acquisitions amiables) - **Art. 4** : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (limite du bénéfice d'allocation au propriétaire aux cessions de terres faites à l'amiable) ainsi que l'amendement n° 3 de la commission des lois (versement de l'allocation aux exploitants agricoles, pastoraux ou forestiers) - (p. 6207) : accepte les amendements de la commission des lois n° 4 (opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et cession des terres au territoire) et n° 5 (régime d'allocations et convention passée avec le territoire) - **Art. 5** (p. 6208) : accepte l'amendement n° 6 de la commission des lois (droit de préemption du territoire sur les fonds agricoles, pastoraux ou forestiers ; exclusion de la notion de zone rurale) et s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (droit de préemption au profit du territoire ; fixation par l'assemblée territoriale des surfaces minimales concernées) - **Art. 6** (p. 6209) : sur l'amendement n° 7 de la commission des lois (principe et modalités d'exercice du droit de préemption par le chef du territoire après délibération du conseil du gouvernement), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 24 de la commission des affaires économiques (délai de deux mois pour l'exercice du droit de préemption) et s'oppose au sous-amendement, du même auteur, n° 43 (fixation à dix ans du délai pour intenter l'action en nullité) - **Art. 7** (p. 6211) : accepte l'amendement n° 8 de la commission des lois (droit de préemption et révision des prix et des conditions d'aliénation par le tribunal de première instance de Nouméa ; répartition des frais d'expertise) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 25 de la commission des affaires économiques (refus par le propriétaire des décisions du tribunal paritaire et prise en charge des frais d'expertise) et n° 40 de M. Lionel Cherrier (supériorité du droit de préemption des cohéritiers bénéficiaires de l'attribution préférentielle sur le droit de préemption du territoire) - **Art. 9** : accepte l'amendement n° 9 de la commission des lois (constatation du caractère inculte ou insuffisamment exploité d'une terre par une délibération du conseil de gouvernement) - (p. 6213) : accepte l'amendement n° 10 de la commission des lois (constatation de l'absence ou de l'insuffisance d'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission ; composition de cette commission) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 31 de la commission des affaires économiques (composition de la commission ; participation des propriétaires de terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 32 du même auteur (participation d'un propriétaire à la commission ; remplacement par un suppléant) - S'oppose à l'amendement n° 33 de la commission des affaires économiques (caractère identique des conditions de désignation des suppléants et des titulaires, membres de la commission) - (p. 6214) :accepte l'amendement n° 11 de la commission des lois (mise en demeure d'exploitation et possibilité d'acquisition de la terre restée inculte ; compétence du chef de territoire) - **Art. 10** : accepte l'amendement n° 12 de la commission des lois (expropriation pour cause d'utilité publique et application de la procédure particulière prévue pour la Nouvelle Calédonie par le décret du 16 mai 1938) - (p. 6215) : accepte l'amendement n° 14 de la commission des lois (expropriation partielle et maintien de la viabilité de l'exploitation de la partie non expropriée) - **Art. 11** : accepte l'amendement de coordination n° 15 de la commission des lois - (p. 6216) : accepte l'amendement n° 16 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet article ordonnant le remboursement de l'allocation perçue par le propriétaire après prononcé de la rétrocession) - **Art. 12** : accepte l'amendement n° 17 de la commission des lois (bénéfice de l'option entre l'expropriation de droit commun et l'expropriation de droit particulier local aux membres des collectivités mélanésiennes) - **Art. 13** : accepte les amendements identiques n° 18 de la commission des lois et n° 36 de la commission des affaires économiques (suppression de cet article concernant l'attribution préférentielle en vue de la constitution d'un groupement foncier agricole) - **Après l'art. 13** : accepte l'amendement n° 37 de M. Lionel Cherrier (application de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1991).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **206 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6572) : concertation avec le Sénat - Accès des Mélanésiens à la propriété foncière et procédure d'expropriation : amendement du Gouvernement - (p. 6573) ; stabilisation de l'activité agricole en Nouvelle-Calédonie.

Art. 10 (p. 6575) : amendement n° 1 du gouvernement : limitation des possibilités d'expropriations successives ; rejeté avec l'ensemble du projet - Demande l'adoption du texte modifié par cet amendement - Notion de terres exploitées.

Nouvelle lecture [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6576) : suggestion du Sénat retenue par l'Assemblée nationale : demande l'adoption du projet ainsi modifié - (p. 6578) : demande un vote unique sur l'ensemble du projet de loi dans la rédaction résultant du vote émis par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, à l'exclusion de tous autres amendements - (p. 6580) : remercie le Sénat et son rapporteur pour le travail législatif accompli sur ce projet.

DOMINATI (Jacques), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

DÉPÔTS

Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (n° **5**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Fonctionnaires et agents publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2673** de M. **Pierre Ceccaldi-Pavard** : la **taxe sur les espaces publicitaires** (9 mai 1980) (p. 1820).

n° **2710** de M. **Pierre Ceccaldi-Pavard** : les **situations des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte** (9 mai 1980) (p. 1819, 1820).

INTERVENTIONS

— **Question orale avec débat : réforme du corps des administrateurs civils** - (10 juin 1980) - (p. 2555) : situation du corps des administrateurs civils et décalage entre les missions dévolues en 1945 à ce corps et sa place actuelle au sein de la fonction publique - Rôle et mission des administrateurs civils - Rapport, en 1976, de la commission Lavaill et proposition de réforme du statut - Morcellement des structures souligné par la commission Lavaill et entreprise de revalorisation des tâches de début de carrière - Perspectives de carrière du corps : création préconisée d'un grade d'administrateur général et d'un conseil de direction du corps - Etudes en cours sur les solutions les plus appropriées.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4274) : loi du 19 juin 1970 instituant le travail à mi-temps dans la fonction publique et bilan d'application - (p. 4275) : conditions d'accès au travail à mi-temps et innovation proposée par le projet en examen - Convenance personnelle - Expérience du mercredi libre et introduction d'autres quotités de temps partiel - Réduction de la rémunération - Droit à pension - Interdiction de cumul - Prise en compte pour l'accès à la retraite.

Art. 1 : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission des affaires sociales - (p. 4276) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Rolande Perlican (consultation des comités techniques paritaires compétents sur les décrets d'application) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (I - suppression de la restriction relative à la prise en compte des besoins du service ; II - en cas de refus, possibilité de recours devant la commission administrative paritaire compétente) - (p. 4277) : sur la durée de l'accord passé entre l'administration et le fonctionnaire, et sur la possibilité de plein droit de réintégrer un service à temps complet, s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Rolande Perlican et n° 15 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne - **Après l'art. 2** (p. 4278) : sur l'affectation des crédits budgétaires non utilisés à la création d'emplois d'agents titulaires, s'oppose aux amendements n° 16 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne, et n° 14 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 4** (p. 4279) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (prise en compte de la totalité du travail à temps partiel tant pour la liquidation de la pension que pour la constitution du droit à pension) ; s'oppose également à l'amendement n° 9 de Mme Rolande Perlican (application du prorata pour la liquidation de la pension selon les modalités en vigueur dans la fonction publique) - **Art. 6** (p. 4280) : s'oppose aux amendements identiques n° 3 de la commission, n° 10 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar, et n° 19 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (suppression de cet article relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée) - Amendement n° 26 du gouvernement : possibilité de prise en compte des périodes de travail à temps partiel au titre des services actifs, si la durée hebdomadaire atteint 80 % de la durée réglementaire ; adopté - **Avant l'art. 7** (p. 4281) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar (assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein pour les droits à l'avancement, aux congés payés et aux prestations familiales) - **Art. 7** : s'oppose aux amendements n° 20 et 21 de Mme Cécile Goldet, soutenus par M. Michel Moreigne (suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement) ; s'oppose également à l'amendement n° 12 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la règle de proratisation aux primes) - (p. 4282) : oppose à ces amendements l'article 40 de la Constitution - (p. 4283) : s'oppose aux amendements n° 13 de Mme Rolande Perlican soutenu par M. Marcel Gargar (calcul de la retenue à effectuer par référence aux modalités en vigueur dans la fonction publique) et n° 22 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (calcul de la retenue à effectuer par référence à l'article 4 de la loi du 29 juillet 1961) - Accepte l'amendement n° 25 de la commission (calcul de la retenue à effectuer selon la règle du *prorata temporis* et par dérogation aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961) - Règle du trentième indivisible et règle du *prorata temporis* - **Après l'art. 7** : accepte l'amendement n° 23 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (maintien des priorités d'accès aux équipements collectifs accueillant les enfants) - **Art. 8** (p. 4284) : accepte l'amendement n° 24 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (consultation du Conseil supérieur de la fonction publique sur les décrets d'application) - **Après l'art. 8** : amendement n° 27 du gouvernement : possibilité d'expérience de travail à temps partiel pendant deux ans pour les agents titulaires des collectivités locales ; adopté - (p. 4285) : oppose l'exception d'irrecevabilité de l'art. 41 de la Constitution à l'amendement n° 5 de la commission (rapport d'application à l'issue de la période de deux ans et dépôt d'un projet de loi à caractère définitif).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale (24 novembre 1980) - (p. 5223) : effort accru en matière de défense civile préconisé par MM. *Raymond Marcellin* et *Edouard Bonnefous* — Nécessité d'une politique de défense globale - Principes de la politique de dissuasion - Apparition de faits nouveaux : évolution du rapport des forces entre les Etats-Unis et l'URSS ; développement de la capacité des deux super-grands dans la stratégie anti-force - Importance de la flotte de sous-marins atomiques de la France - Complémentarité de la défense civile et de la dissuasion - Exemple du développement des programmes de défense civile de l'Union soviétique, de la Chine et des Etats-Unis - Dispositions de la loi de programmation militaire fixant l'enveloppe militaire par référence au produit intérieur brut - (p. 5224) : intérêt que le gouvernement porte à la politique de défense civile, et prise en compte des conclusions du rapport de M. *Raymond Marcellin*

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6007) : nombre de fonctionnaires de l'Etat et création d'emplois - Masse salariale - Budget de la direction générale de l'administration et de la fonction publique - Crédits à l'Institut international de l'administration publique et à l'école nationale d'administration - Instituts régionaux d'administration (IRA) ; création d'un IRA à Bastia - Accords salarial de la fonction publique ; maintien du pouvoir d'achat ; fonctionnaires retraités et mesures en faveur des petites catégories - Incorporation de l'indemnité de résidence dans le traitement retenu pour le calcul de la pension - Mensualisation du paiement des pensions - Création d'un minimum de pension de réversion ; revalorisation des allocations viagères annuelles - (p. 6008) : protection particulière pour les enfants des fonctionnaires de l'Etat, des agents non titulaires et des magistrats décédés dans l'accomplissement d'une mission - Accéléra-

tion du règlement des droits à pension pour les retraités - Grille indiciaire et groupe de travail présidé par M. Lesry - Valeur de la politique contractuelle - Création du grade d'administrateur général et d'un conseil de direction du corps des administrateurs civils - Répartition des administrateurs civils dans les postes de responsabilité de la fonction publique - Absence de conseil de direction dans les grands corps administratifs - Suppression d'emplois de chefs de service et de sous-directeurs - Equilibre entre amélioration de la condition des agents de l'Etat et les nécessités du service public - Faible progression des crédits des services généraux du Premier Ministre - Rigueur dans la gestion - Reconduction du budget de la documentation française - Mesures nouvelles et équipements informatique - Information des usagers - Haut-comité d'études et d'information sur l'alcoolisme et rapport du professeur Jean Bernard - (p. 6009) : mission interministérielle de la mer - Haut-Comité de la langue française ; création d'un secrétariat général et d'un poste de vice-président - Budget du médailleur - Souhait d'un meilleur contrôle et d'une simplification administrative - Nomination d'un ministre délégué chargé de la réforme administrative - (p. 6006) : augmentation des crédits du médiateur ; nombre de dossiers traités par lui - Caractère suffisant du personnel mis à sa disposition ; s'oppose à la création d'une administration particulière au médiateur

Conseil économique et social (7 décembre 1980) (p. 6011) : problème de l'extension des locaux nécessaires au conseil - Déroulement des carrières et régime statutaire - Promotion interne des fonctionnaires du conseil

Journaux officiels (7 décembre 1980) (p. 6010) : couverture sociale du personnel - Dotation du comité social - Evolution favorable des recettes et réforme de la gestion ; progression des annonces légales - Suppression des retards de composition du *Bulletin des annonces légales obligatoires* - Diminution du montant des travaux accomplis pour l'extérieur ; rôle de la sous-traitance - Augmentation de la pagination du *Journal officiel* et des débats - Photocomposition et retard dans la mise en place ; services de documentation et d'information ; imprimerie de presse et imprimerie de labeur - Affectation des recettes complémentaires dégagées en 1980 - (p. 6011) : équilibre du budget et subventions

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6033) ; application des lois de 1970 et 1978 sur l'indemnisation des rapatriés - Prêts de réinstallation - (p. 6034) : remises de dettes consenties - Rôle des commissions régionales - Prélèvement du montant des prêts sur celui de l'indemnisation - Amendements du gouvernement : règlement en espèces ou en titres ; durée de remboursement ; successions - Coûts de ces mesures - Situation des rapatriés français musulmans : effort en matière de logement : rénovation de l'habitat ancien ou accession à la propriété ; maisons de retraite ; résorption des cités et hameaux ; formation et emploi des jeunes ; libre circulation des Français musulmans - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6035) : accepte la réserve de l'amendement n° 342 de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés) - **Avant l'art. 47** : intervient sur les divers amendements déposés à l'article 47 du projet de loi de finances pour 1981, concernant les crédits d'indemnisation et d'aménagement des prêts des rapatriés - Coût pour le budget de l'Etat des mesures visant la réduction de la durée d'amortissement des titres, la modification des barèmes d'indemnisation, l'aménagement de la clause de garantie de la valeur des titres, l'exonération des titres des droits de succession, l'actualisation des plafonds d'indemnisation, la cessibilité des titres, la réouverture des délais de forclusion - (p. 6036) : prêts de réinstallation et imputation sur le montant de l'indemnisation - Aménagement des prêts - Amélioration de l'indemnisation de certains rapatriés (Tunisie et Maroc) - Indemnisation de parts des sociétés familiales - Irrecevabilité de la quasi-totalité de ces amendements - (p. 6040) : possibilité de dialogue avec les auteurs d'amendements - (p. 6041) : oppose l'article 40 de la constitution aux amendements n° 308 de M. Félix Ciccolini et n° 355 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès, relatifs à l'indemnisation des rapatriés (report du délai de forclusion et suppression de la référence à 1970 pour la prise en compte des pertes indemnisables) - Egalement sur l'indemnisation des rapatriés, oppose de même l'article 40 de la constitution aux amendements de M. Raymond Bourgine, soutenus par M. Michel Caldaguès n° 354 (indemnisation des parts des sociétés familiales), et n° 347 (perte de la disposition ou de la jouissance des biens) - (p. 6042) : demande le retrait de l'amendement n° 267 de M. Georges Treille, soutenu par M. Francis Palmero (indemnisation des pharmaciens rapatriés) - Oppose l'article 40 de la constitution aux amendements de M. Raymond Bourgine, soutenus par M. Michel Caldaguès n° 346 (actualisation des plafonds d'indemnisation des rapatriés), n° 353 (prêts de réinstallation et imputation sur le montant du complément d'indemnisation des seules annuités échues), et n° 351 (indemnisation des rapatriés : clause de garantie) ainsi qu'à l'amendement n° 227 de M. Charles Pasqua (aménagement de la clause de garantie) - Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 350 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès (indemnisation des rapatriés : cessibilité des titres), et l'article 40 de la constitution aux amendements du même auteur n° 348 (indemnisation des rapatriés : substitution à l'attributaire de ses héritiers dans ses droits à l'indemnisation) et n° 352 (saisine des commissions régionales paritaires d'aménagement des prets) - **Art. 47** (p. 6043) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 285 de MM. Henri Duffaut - **Après l'art. 47** : sur le même sujet que l'amendement n° 285 oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 345 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès (réduction de 10 à 7 ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation des rapatriés) - (p. 6044) : demande le retrait de l'amendement n° 338 de M. Francis Palmero (indemnisation des rapatriés : levée de la forclusion au profit des personnes se trouvant en situation d'indivision) - Attention portée par le gouvernement au cas soulevé par l'amendement - Oppose l'exception d'irrecevabilité, au titre de l'article 41 de la constitution, à l'amendement n° 339 de M. Francis Palmero (rapatriés : bilan des opérations d'indemnisation entreprises en application de la loi du 2 janvier 1978) - *Etat B (suite)* (p. 6045) : s'oppose à l'amendement n° 342, précédemment réservé, de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire de Belfort (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4460) : recommandations du Comité des ministres des Etats membres du Conseil de

l'Europe sur les mesures de substitution aux peines de prison - (p. 4461) : sentiment d'insécurité, et politique du gouvernement - Baisse du pouvoir d'achat et délinquance - Certitude de la peine et référence à Beccaria - Peine de mort - Régime pénitentiaire ; surpeuplement des prisons - Déclaration du ministre, parue dans *l'Express,* sur les prisons américaines - Certitude de la peine et compétence respective des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - Impunité des crimes - (p. 4462) : accélération de la procédure et justice expéditive - Déclaration du ministre parue dans *l'Express* - Vengeance individuelle et justice de la société - Détention préventive et mise en liberté provisoire - Insuffisance des effectifs de magistrats - Suppression du juge d'instruction - Prétendu sentiment d'insécurité de la population - Protection de la victime : procédure de saisine directe ; réparation du préjudice subi ; cas de la réparation des vols, prévue par l'Assemblée nationale - Fonds de garantie - (p. 4463) : contraventions de police - Délits - Crimes - Droit de la défense - Nouvelles infractions dites « de grande violence » : « délits Peyrefitte » - Compétence du tribunal correctionnel - Procédure de flagrant délit - Saisine directe - Infractions commises lors de mouvements sociaux - Loi anticasseurs - Correctionnalisation des crimes et absence de jury populaire - Contrôle d'identité - Rétention - (p. 4464) : caractère dangereux du projet - Recours abusif à l'urgence - (p. 4480) : procédure de flagrant délit et saisine directe.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4519) : Se déclare défavorable à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - **Avant l'art. 7 A** (p. 4523) : se déclare favorable à l'amendement n°I-84 de la commission des lois (délit ou contravention punies de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives) - **Art. 7A** (p. 4525) : soutient l'amendement n° I-185 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article étendant la portée de l'incrimination d'association de malfaiteurs) - *Art. 265 du code pénal* (p. 4526) : nécessité de réprimer les « actes préparatoires » d'un crime selon la jurisprudence de la cour de cassation - (p. 4527) : au sujet de la suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs, se déclare favorable aux amendements identiques n° I-9 de M. Félix Ciccolini et n° I-87 de la commission - *Art. 268 du code pénal* (p. 4536) : code pénal et exemption de peine pour dénonciation d'association des malfaiteurs visant à commettre plusieurs crimes - Création par le projet de la notion d'association de malfaiteurs en vue de commettre un crime - Différence entre la non-dénonciation de malfaiteurs et la déclaration de ceux qui envisageraient de commettre un délit - (p. 4537) : délation et immoralité - **Avant l'art. 7** (p. 4542) : insécurité et justification de la peine de mort ; choix de son maintien défini - Rappelle la création du régime républicain à une voix de majorité - Se déclare favorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort) - **Art. 7** (p. 4547) : se déclare favorable aux amendements de M. Félix Ciccolini n° I-19 (assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole), n° I-20 (suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens), n° I-21 (répression des seules menaces d'atteinte grave aux personnes) et n° I-22 (répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition) - Existence du téléphone et maintien, jusqu'à maintenant, de la sanction contre les menaces exclusivement faites par écrit - Introduction de la notion de menace « par tout moyen » ; nécessité pour le droit pénal d'être strict - **Art. 8** (p. 4549) : se déclare favorable à l'amendement n° I-23 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant les menaces d'atteinte aux personnes ou aux biens constitutives de délit).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4564) : se déclare favorable à l'amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini (coups et blessures et incapacité de travail) - (p. 4566) : sur les violences à magistrat, se déclare défavorable aux amendements n° I-104 et I-85, précédemment réservés, de la commission - (p. 4570) : tortures et actes de barbarie - *Art. 310 du code pénal* (p. 4572) : se déclare favorable à l'amendement n° I-31 de M. Charles Lederman (lésion grave et définitive ou infirmité permanente) - (p. 4575) : se déclare favorable à l'amendement n° I-114 de la commission (abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels) - (p. 4576) : se déclare favorable à l'amendement de coordination n° I-115 de la commission - **Art. 10** (p. 4582) : à propos de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), intervient sur les sévices à enfants et la torture - (p. 4585) : peine de mort - **Art. 11** (p. 4587) : à propos de l'amendement n° I-40 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article, relatif au vol), intervient sur le prétendu archaïsme du code pénal - (p. 4590) - se déclare favorable à l'amendement n° I-118 de la commission (abaissement des pénalités en cas de vol simple) - *Art. 382 du code pénal* (p. 4593) : se déclare favorable à l'amendement n° 1-43 de M. Félix Ciccolini (suppression parmi les circonstances aggravantes de l'entrée par ruse) - Ruse et escroquerie - (p. 4594) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1-121 de la commission (circonstances aggravantes du vol et violences avec ou sans incapacité de travail) - (p. 4596) : sur les montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens, se déclare favorable aux amendements n° I-46 de M. Félix Ciccolini et n° I-122 de la commission - Crimes, délits et contraventions ; compétence des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - « Correctionnalisation » - (p. 4598) : se déclare favorable à l'amendement n° I-47 de M. Félix Ciccolini (peines criminelles et compétence des cours d'assises pour les cas les plus graves de vols).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** *bis* (p. 4621) : se déclare favorable à l'amendement n° I-129 de la commission (suppression de l'article concernant les sanctions pour banqueroutes) - **Art. 13** - *Art. 434 du Code pénal* (p. 4624) : application de la loi anti-casseurs - *Art. 435 du code pénal* (p. 4627) : nécessité de distinguer entre la destruction ou dégradation volontaire et la création involontaire d'un danger - (p. 4633) : soutient l'amendement n° I-59 de M. Félix Ciccolini (suppression de la notion de co-auteur et de complice) - *Art 437 du code pénal* (p. 4634) : soutient l'amendement n° I-61 de M. Félix Ciccolini (suppression de la notion de bien n'appartenant pas à autrui) - Imprudence commise sans intention criminelle - **Art 7A** *(suite)* - *Art 266 du code pénal* (p. 4635) : soutient l'amendement n° I-12, précedemment réservé de M. Félix Ciccolini (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes) - (p. 4636) : incrimination d'association de malfaiteurs appliquée pour les destructions de biens mais inutilisée en cas de crime - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4645) : soutient l'amendement n° I-63 de M. Félix Ciccolini (suppression des mots « ou envahi », s'agissant des voies ferrées) - Soutient l'amendement n° I-64 de M. Félix Ciccolini (suppression de l'incrimination de la destruction, l'endommagement ou l'envahissement des « équipements, matériels ou appareils ainsi que les lignes de transport ou de distribution d'énergie ») - (p. 4646) : soutient l'amendement n° I-65de M. Félix Ciccolini (suppression des disposition de cet article concernant les entraves à la circulation des trains) - Soutient l'amendement n° I-188 de M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions de cet article relatives à l'incrimination des tentatives d'entrave à la circulation des trains) - **Art. 9** *(suite)* soutient l'amendement n° I-28 précedemment réservé de M. Félix Ciccolini, identique à l'amendement n° I-107 précédemment réservé de la commission (suppression des dispositions de cet article introduisant la notion de circonstance agravante en cas de commission des voies de fait ou des violences par plusieurs personnes) - (p. 4649) : sanction des voies de fait et violences et loi anti-casseurs - **Art. 3** (p. 4650) : se déclare favorable à l'amendement n° I-179 de M. Charles Lederman (suppression de cet article élargissant les cas de récidive en matière correctionnelle) - (p. 4651) : son amendement n° I-4 : suppression des dispositions de cet article concernant l'élargissement des cas de récidive en

matière correctionnnelle ; rejeté - (p. 4654) : casier judiciaire et peines appliquées - (p. 4655) : récidive criminelle et récidive correctionnelle - (p. 4657) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-190 de M. Etienne Dailly (suppression des menaces du champ de la récidive).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** (p. 4673) : son amendement n° I-5 : suppression de cet article concernant les délits et peines planchers incompressibles et les circonstances atténuantes et aggravantes ; rejeté - *Art. 463-1 du code pénal* (p. 4675) : application de dispositions du code de la santé publique aux fumeurs occasionnels de drogue - (p. 4676) ; caractère dangereux du système des peines planchers - (p. 4678) : se déclare favorable à l'amendement n° I-72 de la commission des lois (délits et principe des peines planchers ; distinction entre les délinquants primaires et les autres) - *Art. 463-2 du code pénal :* se déclare défavorable à l'amendement n° I-73 de la commission (infractions graves commises par les détenus en permission et aggravation des sanctions) - **Art. 5** *bis* (p. 4679) : son amendement n° I-6 : suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution ; rejeté - (p. 4680) : violences bénignes et retrait du permis de conduire - (p. 4681) : peines de substitution et infractions de grande violence - **Avant l'art. 6** (p. 4684) : se déclare favorable à l'amendement n° I-78 de la commission (possibilité d'une révocation partielle ou totale d'un sursis) - **Art. 6 :** son amendement n° I-7 : suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis ; rejeté - (p. 4685) : nécessité de maintenir le sursis pour les délinquants primaires - Sursis avec mise à l'épreuve - *Art. 747-1 du code de procédure pénale* (p. 4689) : restrictions de la notion de sursis et importance des critiques adressées au projet - Existence de peines mixtes avec sursis pour partie, sans sursis pour le reste - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4692) : importance des critiques adressées au projet de loi - Enquête faite par le ministre auprès du pouvoir judiciaire ; demande la communication de cet avis judiciaire - (p. 4694) : absence d'un droit au sursis - Octroi du sursis et pouvoir d'appréciation des magistrats ; cas des crimes graves - Absence d'abus du sursis - *Art. 747-3 du code de procédure pénale* (p. 4696) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-82 de la commission (condamnation à une courte peine d'emprisonnement et bénéfice éventuel du sursis avec mise à l'épreuve) - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* (p. 4697) : se déclare favorable à l'amendement n° I-83 de la commission (suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis) - **Après l'art. 6** (p. 4698) : se déclare favorable à l'amendement n° I-167 de Mme Cécile Goldet (extension aux contraventions de la 5e classe de la règle du non-cumul applicable aux crimes et délits) et à l'amendement n° I-175 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis) - **Après l'art. 17** (p. 4701) : se déclare favorable à l'amendement n° I-177 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse) - (p. 4702) : soutient l'amendement n° I-37 de M. Félix Ciccolini (abolition de la loi anti-casseurs) - **Art. 18** (p. 4705) : importance de la période de sûreté et pouvoir d'appréciation du juge - Nécessité d'une véritable juridiction de l'exécution des peines - Surveillance de l'exécution de la peine et responsabilité du juge ; libérations conditionnelles, permissions de sortir - **Art. 19** (p. 4709) : soutient l'amendement n° I-163 de M. Jean Geoffroy (décisions du juge de l'application des peines et mécanismes du recours fait par le procureur de la République) - (p. 4712) : caractère exceptionnel des « bavures » constatées à l'occasion de permissions de sortie ou de libérations conditionnelles - Peines supérieures à trois ans et interventions du garde des sceaux, du directeur de la prison et du procureur de la République pour les permissions de sortir - **Art. 20** (p. 4714) : soutient l'amendement n° I-69 de M. Jean Geoffroy (suppression des dispositions de cet article concernant l'intervention du procureur de la République dans les décisions relatives aux permissions de sortir) - (p. 4721) : caractère suffisant de la garantie de l'unanimité du procureur, du directeur et du président et du juge de l'application des peines - **Après l'art. 20** (p. 4724) : décisions du Conseil constitutionnel et possibilité pour l'exécutif de se charger de l'exécution des peines.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4738) : se déclare opposé à l'amendement n° II-146 de M. Etienne Dailly (prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours) - Cas de saisine de la cour de sûreté de l'Etat - Habeas corpus - (p. 4739) : habeas corpus - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : se déclare favorable à l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Après l'art. 23** *bis* (p. 4741) : se déclare favorable à l'amendement n° II-3 de M. Edgar Tailhades (suppression, parmi les causes de détention de la nécessité de préserver l'ordre public) - Multiplication des détentions préventives - (p. 4742) : se déclare favorable à l'amendement n° II-4 de M. Edgar Tailhades (durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle) - Se déclare favorable à l'amendement n° II-5 de M. Edgar Tailhades (suppression des alinéas du code de procédure pénale relatifs à l'appel interjeté par le ministère public) - **Après l'art. 24 :** son amendement n° II-140 : formalités d'exécution de la garde à vue et sanction des irrégularités par la nullité de la procédure ; rejeté - **Art. 25** *ter* (p. 4743) : se déclare favorable à l'amendement n° II-6 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article attribuant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences) - **Avant l'art. 26 :** se déclare favorable à l'amendent n° II-8 de M. Edgar Tailhades (compétence du président du tribunal substituée à celle du parquet, pour composer l'audience) - **Art. 27** (p. 4745) : soutient, avec M. Edgar Tailhades, l'amendement n° II-128 dont il est cosignataire (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation de statuer dans un délai de deux mois) - (p. 4746) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n°II-202 de la commission (fixation de ce délai à trois mois) - **Art. 28** (p. 4747) : se déclare favorable à l'amendement n° II-63 de la commission (suppression cet article interdisant la publication par les médias de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale avant leur déposition, sauf accord écrit de leur part) - Liberté de la presse - **Art. 28** *bis :* soutient l'amendement n° II-11 de M. Edgar Tailhades (interdiction facultative, et non automatique, de l'emploi à l'audience de tout appareil permettant d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image) - (p. 4748) : soutient l'amendement n° II-12 de M. Edgar Tailhades (suppression de l'obligation de recueillir le consentement des personnes dont l'image serait fixée ou transmise) - **Après l'art. 28** *bis :* son amendement n° II-141 : transcription intégrale par sténotypie des débats devant la cour d'assises et le tribunal correctionnel jugeant les auteurs des infractions de violence mentionnées à l'article 720-2 du code de procédure pénale ; rejeté - **Avant l'art. 29** (p. 4749) : son amendement n° II-155 : caractère obligatoire de l'enquête de personnalité en matière de délits punis d'une peine supérieure à cinq ans ; rejeté - Transformation de certains crimes en délits et maintien des garanties antérieures - « Délinquants Peyrefitte » et maintien des garanties applicables devant les cours d'assises - **Art. 29** (p. 4750) : soutient l'amendement n° II-13 de M. Edgar Tailhades (maintien des articles 71 à 71-3 du code de procécure pénale dans une nouvelle rédaction relative au délit flagrant) - Amélioration de la procédure actuelle de flagrant délit - (p. 4751) :procédure de saisine directe et extension à la totalité des délits - Soutient l'amendement n° II-14 de M. Edgar Tailhades (limitation de la procédure du flagrant délit de l'article 71 du code de procédure pénale aux délits de coups, de vols et de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) - (p. 4752) : soutient l'amendement n° II-15 de M. Edgar Tailhades (exclusion de la procédure de flagrant délit lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction) - **Art. 30 :**

demande la réserve de l'amendement rédactionnel n° II-67 de la commission jusqu'après l'examen de l'article 32 relatif à la saisine directe - **Après l'art. 30** (p. 4753) : se déclare favorable à l'amendement n° II-129 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la cour de sûreté de l'Etat) - **Art. 31 :** demande la réserve, jusqu'après l'examen de l'art. 32, de l'amendement n° II-17 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article relatif à l'intitulé de la saisine directe) - **Art. 32** (p. 4754, 4755) : soutient l'amendement n° II-18 de M. Edgar Tailhades (abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale, relatifs à la procédure de flagrant délit) - *Art. 393 du code de procédure pénale* (p. 4756) : soutient les amendements de M. Edgar Tailhades n° II-20 (saisine directe et procédure de flagrant délit), n° II-19 (cas de délit flagrant), et n°II-21 (limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas trois ans) - (p. 4757) : soutient l'amendement n° II-142 de M. Edgar Tailhades (limitation de la procédure de saisine directe au cas où la peine encourue n'excède pas deux ans, sauf accord de l'intéressé) - Soutient l'amendement n° II-22 de M. Edgar Tailhades (exclusion de la saisine directe lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction poursuivie) - (p. 4758) : durée de la peine encourue et procédure de saisine directe - Présence de l'avocat - (p. 4759) : demande la réserve de l'amendement n° II-20 jusqu'après l'examen de l'amendement n° II-71 ; réserve refusée - *Art. 394 du code de procédure pénale :* soutient l'amendement rédactionnel n° II-23 de M. Edgar Tailhades, puis le retire au profit de l'amendement analogue n° II-161 du Gouvernement - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4761) : se déclare favorable à l'amendement n° II-71 de la commission (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement) et opposé au sous-amendement n° II-163 du Gouvernement (peine prévue, et non peine encourue) - (p. 4763) : peine encourue et peine prévue - Danger de la saisine directe - Se déclare favorable à l'amendement n° II-122 de M. Paul Pillet (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'excède pas deux ans d'emprisonnement, sauf consentement exprès du prévenu) - (p. 4765, 4766) : soutient l'amendement n° II-24 de M. Edgar Tailhades (possibilité pour le prévenu étranger de demander l'assistance d'un médecin et d'un interprète) - (p. 4766) : soutient les amendements de M. Edgar Tailhades n° II-25 (suppression de l'alinéa relatif à la rétention), n° II-26 (saisine immédiate du magistrat qui statuera (habéas corpus)et n° II-27 (comparution le jour même devant le tribunal) - *Art. 396du code de procédure pénale* (p. 4767) : soutient l'amendement n° II-28 de M. Edgar Tailhades (saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil) - Avocat commis d'office - (p. 4768) : assistance obligatoire d'un avocat en matière criminelle - Supplément d'information et ouverture d'une information - (p. 4769) : soutient les amendements de M. Edgar Tailhades n° II-29 (transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information), n° II-30 (possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information) et n° II-31 (renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4770) : soutient l'amendement n° II-39 de M. Edgar Tailhades (décision du tribunal sur la mise en liberté du prévenu) - Soutient l'amendement n° II-32 de M. Edgar Tailhades (possiblité de délivrance du mandat de dépôt limitée sauf en cas de délit flagrant, au cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement) - (p. 4771) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° II-112 du gouvernement - - (p. 4773) : soutient les amendements de M. Edgar Tailhades n° II-33 (effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal) et n° II-34 (possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire en cas de renvoi de l'affaire) - (p. 4774) : se déclare opposé à l'amendement n° II-77 de la commission (effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal) et au sous-amendement n° II-164 du Gouvernement à cet amendement (possiblité de détention provisoire, même si la peine encourue est inférieure à deux ans) - *Art. 397-1 du code de procédure pénale* (p. 4775) : soutient l'amendement n° II-35 de M. Edgar Tailhades (assistance obligatoire d'un avocat) - *Art. 397-3 du Code de procédure pénale* (p. 4776) : soutient l'amendement n° II-36 de M. Edgar Tailhades (durée d'effet du mandat de dépôt limitée à vingt-quatre heures) - (p. 4777) : intervient sur l'amendement de coordination n° II-81 de la commission et l'amendement rédactionnel n° II-166 du Gouvernement - Soutient l'amendement n° II-37 de M. Edgar Tailhades (détention provisoire et possibilité d'appel) - *Art.397-4 du code de procédure pénale* (p. 4778) : soutient l'amendement n° II-38 de M. Edgar Tailhades (possibilité d'appel contre la décision du tribunal de prononcer ou non la mise en liberté) - (p. 4779) : se déclare favorable à l'amendement n° II-82 de la commission (contrôle judiciaire ou détention provisoire et décision de mise en liberté) - **Art. 31** *(suite)* (p. 4780) : retire l'amendement n° II-17, précédemment réservé, de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article relatif à l'intitulé « de la saisine directe ») - **Après l'art. 33** (p. 4781) : son amendement n° II-156 : assistance obligatoire d'un avocat ou d'un conseil lorsque la peine encourue excède cinq ans d'emprisonnement, même en matière correctionnelle ; rejeté - **Avant l'art. 36** (p. 4782) : soutient l'amendement n° II-41 de M. Edgar Tailhades (délai de convocation du conseil et possibilité pour lui d'otenir une copie du dossier) - Soutient l'amendement n° II-42 de M. Edgar Tailhades (procédure de renvoi devant la cour d'assises) - (p. 4783) : accélération souhaitable de la procédure pénale - (p. 4784) : se déclare opposé à l'amendement n° II-194 du Gouvernement (ordonnance de renvoi partiel ou de transmission partielle des pièces).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Après l'article 37** *bis* (p. 4793) : soutient l'amendement N° II-51 de M. Edgar Tailhades (répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel selon des critères territoriaux définis par l'assemblée générale de la cour d'appel) - **Art. 38 C** (p. 4794) : soutient l'amendement N° II-52 de M. Edgar Tailhades (recrutement des jurés d'assises et condition d'âge ramenée à 18 ans) - **Art. 38** (p. 4796) : se déclare favorable à l'amendement N° II-104 de la commission des lois (suppression de cet article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés) - Question au gouvernement sur les possibilités de consulter les rapports des chefs de cours - Connaissance nécessaire de l'adresse des jurés : exercice du droit de récusation - Information de l'avocat - (p. 4797) : communication tardive des adresses aux avocats - Pression subie par les magistrats - **Art. 39** (p. 4797) : soutient l'amendement N° II-53 de M. Edgar Tailhades (obligation d'enregistrement sonore des débats d'assises sous le contrôle du président de cette juridiction) - (p. 4799) : sur l'amendement de la commission N° II-105 (enregistrement sonore des débats d'assises et non prescription à peine de nullité), son sous-amendement N° II-204 : extension de l'utilisation de l'enregistrement sonore des débats d'assises aux besoins de la cour d'assises elle-même ; repris par la commission et adopté - Se déclare défavorable à l'amendement N° II-123 DE MM. Paul Pillet et Louis Virapoullé (enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises) - Nécessité d'un enregistrement intégral des débats d'assises - **Avant l'article 41** (p. 4801) : se déclare favorable à l'amendement N° II-179 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier (suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal) - **Art. 42** (p. 4802) : son amendement N° II-54 : répression des illégalités reprochées à un magistrat, un maire ou un adjoint, après constatation par la juridiction saisie des faits d'origine et suppression de l'extension de ces dispositions aux officiers de police judiciaire ; rejeté - Risque d'une non punition des illégalités

commises par des policiers - **Après l'article 44** (p. 4803) : se déclare favorable à l'amendement N° II-132 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de l'interdiction de séjour) - **Après l'article 45** (p. 4805) : son amendement N° II-55 : expulsion et refoulement des étrangers ; contrôle judiciaire ; rejeté - (p. 4807) : danger du recours non suspensif - Absence pour le magistrat de délai pour statuer - **Après l'article 47** (p. 4809) : son amendement N° II-56 : décision du président du tribunal de grande instance et droit de sortie des établissements de soins accordé aux malades mentaux ; adopté - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4813) : tutelle du président de la chambre d'accusation sur les juges d'instruction ; dessaisissement possible du juge d'instruction au profit d'un autre - Refus par les magistrats de la suppression du double degré de juridiction - Surcroit de travail des magistrats de cours d'appel - Protection des droits de la défense - (p. 4816) : tutelle des juges d'instruction ou sauvegarde de la justice - Problème du jeune âge des juges d'instruction - **Art. 36** (p. 4817) : soutient l'amendement N° II-43 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article tendant à modifier la procédure d'instruction criminelle ; compétence et pouvoirs du juge d'instruction et de la chambre d'accusation ; possibilités et délais de recours) - (p. 4818) : soutient l'amendement N° II-46 de M. Edgar Tailhades (dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation ; nécessité de faire poursuivre l'instruction par le juge initialement saisi) - (p. 4820) : soutient l'amendement N° II-47 de M. Edgar Tailhades (suppression des dispositions de cet article limitant les cas de pourvoi devant la cour de cassation des arrêts de la chambre d'accusation) - **Après l'article 36** (p. 4821) : son amendement N° II-157 : possibilité de faire appel de l'ordonnance statuant sur la restitution des objets saisis ; adopté - (p. 4822) : soutient l'amendement N° II-121 de M. Edgar Tailhades (composition de la chambre d'accusation) - Soutient l'amendement N° II-48 de M. Edgar Tailhades (modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier) - (p. 4824) : se déclare favorable à l'amendement N° II-150 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (audience publique dans les chambres d'accusation) - (p. 4825) : soutient l'amendement N° II-50 de M. Edgar Tailhades (détention provisoire des mineurs et nécessité d'une périodicité plus grande des rapports les concernant) - **Après l'article 37** (p. 4826) : se déclare favorable à l'amendement N° II-149 de M. Etienne Dailly (pourvois formés contre les arrêts de mise en accusation et délais dans lesquels doit statuer la chambre criminelle de la cour de cassation) - **Art. 47** *bis* (p. 4830) : contrôles d'identité et atteinte au respect des libertés essentielles - Précédent des opérations « coup de poing » - (p. 4831) : décision du Conseil constitutionnel déclarant inconstitutionnelle la loi autorisant la fouille des véhicules - **Art. 47** *ter* (p. 4833) : son amendement N° II-59 identique aux amendements N° II-136 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et N° II-182 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article concernant le droit de rétention pour vérification d'identité même en l'absence de toute infraction ; rejeté - (p. 4835) : son amendement N° II-177 : contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de 48 h pour se présenter devant l'officier de police judiciaire ; rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4850) : son amendement N° II-177 : contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de quarante-huit heures pour se présenter devant un officier de police judiciaire ; rejeté - Sur l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé), ses sous-amendements N° II-174 : limitation à trois heures de la détention accordée à l'officier de police judiciaire pour vérification d'identité ; rejeté, N° II-175 : droit de prévenir sa famille ou son avocat et à l'assistance d'un médecin et d'un interprète ; rejeté, et N° II-176 : droit de l'intéressé à comparaître devant le magistrat compétent ; rejeté - (p. 4853) : notion d'ordre public et circonstances exceptionnelles ; arrêt Friedel - Non compétence des agents de police judiciaire pour décider de la garde à vue ; mesures tendant à donner aux agents de police judiciaire le droit de rétention pour contrôle d'identité - **Rappel au règlement** (p. 4855) : remise en cause par le sous-amendement N° II-213 du gouvernement d'un vote intervenu précédemment - Demande l'application de l'article 43, septième alinéa du règlement du Sénat tendant à déclarer cet amendement irrecevable - (p. 4858) : rappelle les termes du décret du 20 mai 1903 faisant obligation aux gendarmes contrôlant l'identité d'une personne qui leur est inconnue de la conduire devant le maire ou l'adjoint au maire de la commune la plus proche - (p. 4860) : sur l'amendement N° II-110 de la commission, déclare le groupe socialiste défavorable au sous-amendement N° II-213 du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public) - (p. 4862) : liberté individuelle et rôle de l'autorité judiciaire - Déclare que le groupe socialiste votera contre l'amendement N° II-110 de la commission - **Après l'article 47** *ter* (p. 4864) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-111 de la commission (modalités de présentation du procès verbal de contrôle d'identité et rôle du procureur de la République ; interdiction d'une mise en mémoire sur fichier automatisé) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement N° II-198 du gouvernement (précisions sur le jour et l'heure de la fin de la mesure de rétention) - **Art. 47** *quater* (p. 4865) : soutient l'amendement N° II-60 de M. Edgar Tailhades, identique aux amendements N° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-183 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité) - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : son amendement N° II-61 identique aux amendements N° II-133 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-184 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité ; rejeté - **Avant l'article 48** (p. 4873) : se déclare favorable à l'amendement N° III-18 du gouvernement (alignement des règles de l'action publique sur celles de la procédure civile) - **Art. 51** (p. 4876) : intérêt de la victime à être présente ou à être représentée dans le cas d'une demande de dommages et intérêts - **Après l'article 51** (p. 4877) : soutient l'amendement N° III-30 de M. Edgar Tailhades (possibilité pour les associations de résistants et de déportés de se constituer partie civile) - **Art. 53** (p. 4878) : justice de classe et qualification de circonstance atténuante de la réparation - (p. 4879) : non application de ce système en cas de récidive - **Art. 54** (p. 4879) : soutient l'amendement N° III-1 de M. Jean Geoffroy (suppression de cet article prévoyant une demande de dommages et intérêts et l'inclusion du préjudice des frais exposés) - **Art. 55** (p. 4880) : soutient l'amendement N° III-2 de M. Jean Geoffroy (suppression de cet article donnant la possibilité à la partie civile en cause d'appel de former une demande nouvelle pour motif sérieux) - **Art. 56** (p. 4881) : soutient l'amendement N° III-3 de M. Jean Geoffroy (suppression de cet article autorisant la constitution de partie civile en cause d'appel pour motif de service) - (p. 4882) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel N° III-12 de la commission - Soutient l'amendement N° III-4 de M. Jean Geoffroy (modalités de l'examen de la recevabilité de la constitution de partie civile devant la cour d'appel) - **Art. 59** (p. 4883) : se déclare favorable à l'amendement N° III-13 de la commission (non exécution de l'obligation de remise de ses enfants et prolongation du délai d'épreuve du condamné) - **Après l'article 61** (p. 4884) : se déclare favorable à l'amendement N° III-20 du gouvernement (bénéfice de l'indemnisation des victimes de violences réservé aux nationaux, aux titulaires d'une carte de résident privilégié ou à un ressortissant d'un Etat ayant conclu un accord de réciprocité avec la France) - Son amendement N° III-29 : incitation de mineurs à la débauche ou corruption de la jeunesse et application facultative des peines prévues pour le proxénétisme aggravé ; adopté - (p. 4885) : son amendement N° III-32 : droit au concours

d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue ; rejeté - (p. 4888) : son amendement N° III-31 : application de la loi et date de la commission de l'infraction ; devenu sans objet - Se déclare défavorable à l'amendement N° III-15 de la commission (application de la loi et principe de non-réroactivité) - (p. 4891) :sur cet amendement, se déclare défavorable au deuxième alinéa du sous-amendement N° III-37 du gouvernement (application des dispositions concernant la police des chemins de fer) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4892) : « toilettage » du code pénal et de procédure pénale - Application de l'adage « qui vole un oeuf, vole un boeuf » - (p. 4893) : caractère indigne du projet de loi.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** - *Deuxième lecture* [n° **107 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Art. 3** (p. 6194) : caractère anormal des mesures provisoires de fermeture prises par l'administration dans l'attente d'une décision sur l'action publique - Existence d'une règle analogue pour les débits de boissons ; motifs de troubles de l'ordre public - Fermeture de l'agence pour délit ou crime d'un simple salarié - Garantie des libertés individuelles et autorité judiciaire - Fermeture de débits de boissons et intervention de l'administration et du juge d'instruction.

— **Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon** - (16 décembre 1980) (p. 6311) : dénonciation unanime du démantèlement de l'université de Franche-Comté - Territoire de Belfort et développement de l'esprit franc-comtois grâce à l'université - Extension souhaitée de l'université de Besançon vers le nord et dispersion des jeunes Belfortains - Détérioration de l'université, mouvements de grève et révision nécessaire de la décision du gouvernement - (p. 6312) : situation anormale du fait des décisions prises par les services.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 21 B** (p. 6506) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du gouvernement (durée et conditions de la prolongation de la garde à vue) - Délai de garde à vue justifié à l'origine par la lenteur des moyens de communication - Prolongation de ce délai et détention arbitraire - Cite à ce sujet M. *Maurice Schumann* à l'Assemblée Nationale en 1957 et maître Maurice Garçon - Traité à l'usage des officiers de police publié en 1945 et emploi de l'interrogatoire continu comme forme mineure de la torture - Proteste contre le dépôt par le gouvernement d'amendements postérieurs à la réunion de la commission mixte paritaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6514) : prétendue montée de la violence et inefficacité du projet de loi ; insuffisance de la prévention ; mesures sociales - Proteste contre la procédure du vote bloqué - Abaissement du Parlement - Saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires socialistes sur divers points du projet ; vote du groupe socialiste contre le texte.

DUBANCHET (François), sénateur de la Loire (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **61** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie : le **logement (gestion de l'aide personnalisée au logement).**

n° **62** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre du budget : les **impôts (aménagement de l'avoir fiscal et des droits de succession).**

n° **63** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4380) à M. le ministre du commerce extérieur : le **commerce extérieur (sociétés d'ingénierie et marché international).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 5** (p. 1873) : son amendement N° 41, déposé avec M René Tinant et soutenu par M. Maurice Prévoteau : exception, en faveur des interprofessions, à la réglementation sur les ententes ; retiré au profit de l'amendement N° 67 de la commission des affaires économiques (application aux accords interprofessionnels des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 relative au respect de la loyauté en matière de concurrence).

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2912) : son amendement N° 48 déposé avec M. André Rabineau : réserve spéciale de participation et constitution d'un fonds commun de placement ; retiré - **Art. 8** (p. 2926) : son amendement N° 49 soutenu par M. Paul Pillet : principe de l'utilisation de comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise ; adopté - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2935) : son amendement N° 47 déposé avec M. André Rabineau et soutenu par M. Paul Pillet : importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : soutient l'amendement n° 49 de M. Jean Cauchon (redressement fiscal et maintien du bénéfice de l'abattement pour les centres de gestion agréés) - **Art. 3A** (p. 5072) : intervient au nom de M. *Jean Cauchon* - Amortissement dégressif et application à certaines installations particulières telles l'aération - (p. 5073) : bénéfice de la déduction fiscale au même titre que les agencements et installations de locaux commerciaux - (p. 5074) : en son nom propre, demande le bénéfice de la déduction fiscale pour les agencements et installations de locaux commerciaux ouverts à la clientèle - Agrément des entrepôts en tant que magasins généraux - (p. 5077) : son amendement n° 4 : déduction fiscale et application aux matériels dépendant de locaux commerciaux ; retiré - Son amendement n° 5 : déduction fiscale et application aux établissements industriels des entreprises à caractère mixte ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 73, soutenu par M. Adolphe Chauvin : abrogation de l'article 22 de loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées ;retiré au profit de l'amendement n° 134 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Béranger.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10

décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6171) : son amendement n° 6, déposé avec M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jacques Mossion : paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

DUBOIS (**Hector**), sénateur de l'Oise (CNIP, puis NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DUFFAUT (**Henri**), sénateur du Vaucluse (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget - I - Charges communes** (n° **98**, annexe **10**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980)

Deuxième partie.

Art. 73 (p. 151) : ses amendements N° 66, N° 67 et N° 68, soutenus par M. Henri Tournan : modification des dispositions relatives au paiement d'intérêts moratoires sur les impôts contestés lorsqu'il y a eu rejet de la demande du contribuable ou désistement de sa part ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Question orale avec débat : réforme du corps des administrateurs civils** - (10 juin 1980) - (p. 2554) : examen annuel du budget des services généraux et évocation de la situation des administrateurs civils - Inégalité dans le déroulement de carrière des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Carrières offertes aux membres des grands corps de l'Etat - Rapport remis au Gouvernement par la « commission de l'art. 23 » - Mobilité des administrateurs civils entre les divers ministères - Harmonisation des carrières - Modification du statut des administrateurs civils et création d'un grade d'administrateur général préconisée en 1975 par la commission Lavaill - Identité des réponses fournies à l'Assemblée nationale en mai 1979 et au Sénat en décembre 1979 sur le problème des administrateurs généraux - (p. 2555) : approfondissement de la réflexion et nécessité d'aboutir.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** [n° **279 (79-80)**] - (28 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4066) : loi de finances initiale et manque de sincérité des hypothèses budgétaires - Dépassements de crédits - Evolution du déficit budgétaire - Insuffisance des recettes - Progression des dépenses publiques - Dette publique - Observations de la cour des comptes - Présentation des lois de finances rectificatives - (p. 4067) : prélèvement de l'Etat sur les fonds de concours des collectivités locales - Subventions aux sociétés ou associations - Vote négatif du groupe socialiste.

Art. 16 (p. 4132) : son amendement n° 1 : suppression de cet article, relatif aux remises de dettes de certains pays en voie de développement à l'égard de la France ; rejeté - Dispositions de l'article premier de la loi organique - Critiques de la cour des Comptes - Répartition par pays - **Après l'art. 16** (p. 4133) : son amendement n° 2 : rapport annuel au Parlement sur les moyens mis à la disposition de la cour des comptes ; rejeté - Son amendement n° 3 : comptes-rendus détaillés au Parlement sur le fonctionnement des comités d'aide aux entreprises industrielles ; adopté - (p. 4134) : son amendement n° 5 : suppression des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales ou des communautés européennes ; rejeté - (p. 4135) : son amendement n° 6 : rapport annuel au Parlement sur la gestion des autorisations de programme ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 9 de la commission des finances (présentation de ce document, pour l'avant-dernier exercice, en annexe au projet de loi de finances) - (p. 4136) : son amendement n° 8 : ristourne aux collectivités locales d'une fraction des frais d'assiette et de perception des impôts locaux ; irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4194) : crise énergétique et nécessité d'Eurodif - Eurodif et problème de l'application de la fiscalité à cette société de droit privé - Renonciation par l'Etat à ses impôts directs ; nécessité d'un contrôle de la cour des Comptes - Exonération de la fiscalité locale et caractère exorbitant du droit commun ; report de l'impôt non payé sur les contribuables locaux - (p. 4200) : Eurodif et élargissement considérable de la notion de rétroactivité des lois - Minceur des avantages fiscaux consentis par l'Etat à Eurodif - Retombées économiques des investissements d'Eurodif sur les collectivités locales.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 4934) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Paul Jargot (accélération des versements de régularisation aux communes) - **Rappel au réglement** (p. 4942) : suggère le retrait des articles 6 et 7 du projet relatifs au remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) - (p. 5007) : évoque la tradition ancienne des douzièmes provisoires - Inflation et second choc pétrolier - Réduction de la part de la charge pétrolière dans le produit intérieur brut - Projet de budget et faiblesse de la prévision de hausse des prix - Inflation et rôle de la politique de libération des prix ; augmentation du prix des produits industriels - Faiblesse de la progression en volume de la production - Présentation de budgets en équilibre ou en léger déficit et vote de lois de finances rectificatives - Remboursement de la dette publique ; emprunt sur le marché financier et conditions de remboursement - (p. 5008) : accroissement de la dette publique - Politique d'investissement et emploi - Rémunération de l'épargne et taux du dernier emprunt public -

Insuffisance de la rémunération de l'épargne populaire - Pause fiscale et révision du barème de l'impôt sur le revenu ; aggravation de l'impôt sur les personnes physiques et atténuation de l'impôt sur les sociétés - Augmentation plus rapide des crédits militaires comparés aux crédits civils - Incitation fiscale à l'investissement ; exclusion de l'agriculture - Industrie automobile et faiblesse de sa marge bénéficiaire ; absence d'effet de la déduction fiscale sur les bénéfices - Augmentation des crédits de la recherche - Politique familiale et augmentation de l'aide au troisième enfant - (p. 5009) : commerce extérieur et problème de la solvabilité de nos partenaires - Inflation et relation commerciale avec la RFA - Conquête de marchés extérieurs et minoration des prix à l'exportation ; compensation sur le marché intérieur par majoration des prix - Déficit de la balance des paiements - Caractère « fondant » du « franc Barre » - Evolution du dollar et de la livre sterling - Situation du franc et montée des taux d'intérêt américains - Ralentissement de la croissance et augmentation du chômage

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5039) : son amendement n° 20 : création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France ; rejeté - (p. 5040) : inflation et plus-values enregistrées par les grandes fortunes - (p. 5041) : son amendement n° 21 : création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; rejeté - (p. 5044) : son amendement n° 30 : perception au taux de 7 % de la TVA sur la fourniture de fuel domestique destiné au chauffage des habitations ; rejeté - **Art. 2** (p. 5052) : son amendement n° 22 : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté - (p. 5060) : ses amendements n° 23 : extension à toute activité professionnelle de l'abattement accordé aux titulaires de traitements salaires et pensions ; abrogation de l'avoir fiscal ; rejeté et n° 24 : plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales ;rejeté - (p. 5061) : son amendement n° 25 : actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - (p. 5063) : son amendement n° 140 : principe et modalités d'application de la déduction du revenu imposable de l'excédent de la pension alimentaire versée volontairement par le contribuable divorcé ; retiré - **Avant l'art. 3** (p. 5088) : son amendement n° 26 : réintégration, dans le bénéfice imposable, de diverses catégories de provisions ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Après l'art. 3** (p. 5105) : son amendement n° 27, soutenu par M. Tony Larue : incitation à la création d'emplois stables par les entreprises à l'aide d'un abattement d'impôt, et financement par un impôt sur la fortune ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : son amendement n° 29, soutenu par M. Tony Larue : application du taux majoré de la TVA à la publicité de certains produits sensibles importés de pays extérieurs à la CEE ; rejeté - (p. 5107) : son amendement n° 31, soutenu par M. Tony Larue : exonération de la TVA pour les produits alimentaires de première nécessité ; rejeté - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 32, soutenu par M. Guy Durbec : modification du barème de taxation des alcools ; devenu sans objet - **Après l'art. 6** (p. 5138) : son amendement n° 34, soutenu par M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement transports en commun aux communes de 30.000 habitants ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Avant l'art. 8** (p. 5144) : son amendement n° 36, soutenu par M. Michel Darras : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières ; devenu sans objet - **Après l'art. 8** (p. 5150) : son amendement n° 28, soutenu par M. Bernard Parmantier : abaissement de 17,6 à 14 % du taux de la TVA applicable aux investissements réalisés par les collectivités locales ; compensation par une majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ; rejeté - Son amendement n° 33, soutenu par M. Bernard Parmantier ; régularisation mensuelle du versement de la dotation globale de fonctionnement ; compensation par une majoration de la taxe de publicité foncière ; rejeté - (p. 5153) : son amendement n° 35, soutenu par M. Michel Darras : exonération des charges sociales et fiscales correspondant à la contribution des entreprises au financement des titres vacances ; rejeté - Son amendement n° 37, soutenu par M. Michel Darras : revalorisation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale ; adopté - **Art. 10** (p. 5155) : son amendement n° 38, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article fixant les taux de majoration des rentes viagères ; rejeté.

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5297) : fonds d'intervention culturelle ; coordination nécessaire avec l'action des collectivités locales - Comparaison des subventions accordées à l'Opéra de Paris et aux théâtres lyriques de province - Inégalité de répartition des subventions entre les théâtres lyriques de province - Caractère de prestige de l'Opéra de Paris - Responsabilité de festivals internationaux dévolue aux villes de province - Du XIX^e^ siècle, siècle de l'instruction publique, au XX^e^ siècle, siècle de la culture

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5427) : son amendement n° 205, soutenu par M. Maurice Janetti : réduction des crédits du titre IV (construction à Toulon de la nouvelle Préfecture du Var) ; rejeté.

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6005) : commission d'études sur les problèmes de carrière des administrateurs civils ; attente des réponses gouvernementales - Amélioration du caractère interministériel du corps - Harmonisation des carrières avec celles des grands corps - Création d'un grade d'administrateur général et d'un conseil de direction - Dégradation constante du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; situation des retraités ; demande l'application de la politique de soutien du pouvoir d'achat faite aux agriculteurs

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 6028) : diversité de ce budget - Dette publique - Déficits budgétaires ; emprunts et ressources monétaires ; bons du trésor ; inflation - Emprunts d'Etat : diversité des conditions offertes aux emprunteurs ; inexactitude des budgets prévisionnels - Exemple de l'emprunt 1973 - Garantie ; dépenses en atténuation de recettes : remboursements sur impôts directs et sur impôts indirects - Dépenses administratives - Action éducative et culturelle : établissement de la Villette - Action économique : emploi des jeunes et charges sociales - Action sociale : aide aux rapatriés - (p. 6029) : amendements déposés à ce budget relatifs à l'aide aux rapatriés - Décision de la commission des finances de s'en remettre à la sagesse du Sénat - (p. 6033) : inexactitude des évaluations pour 1981 - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6035) : accepte la réserve de l'amendement n° 342 de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés) - **Avant l'art. 47** (p. 6040) : absence de dialogue entre le gouvernement et le Sénat : retire, sans les soutenir, ses six amendements appelés en discussion commune - (p. 6041) : au nom de la commission des finances, émet des réserves sur les amendements n° 308de M. Félix Ciccolini et n° 355 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès, relatifs à l'indemnisation des rapatriés (report du délai de forclusion et suppression de la référence à 1970 pour la prise en compte des pertes indemnisables) ; déclare l'article 40 de la constitution applicable à ces amendements - Egalement sur l'indemnisation des rapatriés, déclare l'article 40 de la constitution applicable aux amendements de M. Raymond Bourgine, soutenus par M. Michel Caldaguès, n° 354 (indemnisation des parts de sociétés familiales) et n° 347 (perte de la disposition ou de la jouissance des biens) - Avis favorable de la commission des finances à l'amendement n° 267 de M. Georges Treille, soutenu par M. Francis Palmero (indemnisation des pharmaciens rapatriés) - (p. 6042) : avis défavorable de la

commission aux amendements de M. Raymond Bourgine, soutenus par M. Michel Caldaguès, n° 346 (actualisation des plafonds d'indemnisation des rapatriés) et n° 353 (prêts de réinstallation et imputation sur le montant du complément d'indemnisation des seules annuités échues) ; déclare l'article 40 de la constitution applicable à ces amendements - Déclare l'article 40 de la constitution également applicable aux amendements n° 351 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès (indemnisation des rapatriés : clause de garantie) et n° 227 de M. Charles Pasqua (aménagement de la clause de garantie) - Déclare l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances applicable à l'amendement n° 350 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès (indemnisation des rapatriés : cessibilité des titres) et l'article 40 de la constitution applicable aux amendements du même auteur n° 348 (substitution à l'attributaire de ses héritiers dans ses droits à l'indemnisation) et n° 352 (saisine des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts) - **Art. 47** (p. 6043) : son amendement n° 285 : indemnisation des rapatriés : réduction de 10 à 7 ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Après l'art. 47 :** déclare l'article 40 de la constitution applicable à son amendement n° 285 et à l'amendement n° 345 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès, sur le même sujet s'oppose à l'amendement n° 338 de M. Francis Palmero (levée de la forclusion au profit des personnes se trouvant en situation d'indivision) - (p. 6044) : avis favorable de la commission à l'amendement n° 283 de M. Stéphane Bonduel (généralisation du système de mensualisation des pensions) - *Etat B (suite)* (p. 6045) : s'oppose à l'amendement n° 342, précédemment réservé de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

Economie et budget *(Suite)* - **IV - Budget - II - Section commune** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6050) : son amendement n° 209, soutenu par M. Philippe Machefer : réduction des crédits du titre III, visant le retard d'extension du paiement mensuel des pensions ; rejeté - Argument donné par le ministre du coût pour l'Etat de la généralisation du paiement mensuel des pensions et perte correspondante de revenus pour les retraités de l'Etat.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : son amendement n° 284 identique aux amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et n° 244 de MM. René Tomasini et Jean Chérioux, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; rejeté - **Avant l'art. 40** *bis* (p. 6103) : reprend l'amendement n° 268 de M. Paul Robert : actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit ; rejeté - **Après l'art. 42** (p. 6112) : gêne considérable occasionnée par le passage des oléoducs - Reprend l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit : application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques ; adopté - **Art. 42** *bis* (p. 6115) : son amendement n° 250 : cas de majoration de la taxe sur les emplacements publicitaires ; devenu sans objet - **Art. 43** *ter* (p. 6122) : son amendement n° 252 : indexation du montant maximum des impôts perçus par l'établissement public régional sur les prix à la consommation ; rejeté - Se déclare défavorable à l'amendement n° 253 de la commission des finances (fixation d'un plafond à l'évolution du montant par habitants des ressources fiscales de l'établissement public régional) - (p. 6123) : son amendement n° 251 : fixation du plafond de supplément de recettes des établissements publics régionaux pouvant faire l'objet d'un report sur l'exercice suivant ; devenu sans objet - (p. 6124) : se déclare défavorable à l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau soutenu par M. Pierre Schiélé (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales) - **Après l'art. 49** (p. 6128) : reprend l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Blanc : remboursement de la TVA sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître d'oeuvre est l'Etat ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième délibération (9 décembre 1980) - **Art. 13** - *Etat B* (p. 6133) : actualisation des indemnités versées aux rapatriés - Age de remise des titres aux rapatriés - (p. 6134) : volonté du Sénat d'améliorer la situation des rapatriés et emploi de la procédure du vote bloqué.

Vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6137) : erreur de présentation et omission dans les documents budgétaires ; cas de l'emprunt mis au taux de 13,8 % en novembre 1980 et de celui de 7 % de 1973 - Absence de prévision sur la majoration des traitements des fonctionnaires - Absence de ralentissement de l'inflation - Caractère inopportun de la politique de libération des prix ; déséquilibre du commerce extérieur ; mise en cause injustifiée de l'augmentation du pouvoir d'achat - Agriculteurs et perte de pouvoir d'achat - Situation des fonctionnaires, des retraités, des chômeurs et des commerçants - (p. 6138) : recul de la production industrielle - Economie libérale et absence de politique économique cohérente ; autosatisfaction du gouvernement - Unanimité des syndicats contre la politique gouvernementale - Développement de la sécurité - Insuffisance des créations de postes de fonctionnaires - Vote défavorable sur ce projet de budget - Budget 1981 et absence de réponse sur l'emploi, la hausse des prix et la sécurité.

DUMAS (Alexandre), sénateur de la Charente (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

DUMONT (Raymond), sénateur du Pas-de-Calais (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'activité des mines de fer de Lorraine dans l'intérêt national (n° **132**, 1980-1981) (2 décembre 1980) - **Mines et carrières.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à valoriser les réserves charbonnières du bassin des Cévennes (n° **135**, 1980-1981) (3 décembre 1980) - **Energie.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2635** (J.O. Débats 31 janvier 1980) (p. 184) à Mme le ministre des Universités : les **étudiants (logement des étudiants de l'université de Lille III)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) (18 avril 1980) (p. 1390).

n° **2653** (J.O. Débats 21 février 1980) (p. 284) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (résultats des négociations concernant l'aide au charbon à coke)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1395, 1396).

n° **2794** (J.O. Débats 4 juin 1980) (p. 2289) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (expériences de gazéification souterraine du charbon).**

n° **2795** (J.O. Débats 4 juin 1980) (p. 2289) à M. le ministre de l'Industrie : le **charbon (service géologique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais).**

n° **2828** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à Mme le ministre des Universités : **l'enseignement supérieur (habilitations de l'université des sciences et techniques de Lille)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980)(p. 5034, 5035).

n° **2** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3748) à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : les **mineurs (travailleurs de la mine) (restructuration de la sécurité sociale minière)** - Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (7 novembre 1980) (p. 4514).

n° **3** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3748) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **textiles (licenciement collectif dans une usine textile)** - Répose de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4042).

n° **50** (J.O. Débats 31 octobre 1980) (p. 4292) à M. le ministre de l'Intérieur : la **police (personnel de) (port d'insignes nazis).**

n° **52** (J.O. Débats 1er novembre 1980) (p. 4328) à M. le ministre du travail et de la participation : les **licenciements (situation de l'emploi dans une entreprise de Lens).**

Questions orales avec débat :

n° **323** (25 février 1980) (p. 325) à M. le ministre de l'Industrie :**l'énergie (politique énergétique du gouvernement)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1977 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Après l'art. 9 (p. 32) : soutient l'amendement n° 32 de M. Fernand Lefort (impôt sur les sociétés des entreprises d'armement) - **Avant l'art. 12** (p. 34) : soutient l'amendement n° 38 de M. James Marson (taux réduit de la TVA sur les disques, bandes et cassettes) - **Art. 12** (p. 35) : soutient l'amendement n° 39 de M. Fernand Lefort (suppression de cet article fixant la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir - **Après l'art. 15** (p. 37) : son amendement n° 41 : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les chauffeurs de taxi ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - **Art. 32** (p. 55) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean Garcia (vote annuel du Parlement sur le montant de la subvention communautaire).

Rappel au règlement (p. 55) : les propos du ministre du Budget, lors du débat en première lecture, sur la demande de détaxe pour l'essence utilisée par les chauffeurs de taxi.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Transports (p. 126) : son amendement N° 55, soutenu par M. Jacques Eberhard : réduction de crédits, destinée à faire abroger l'utilisation obligatoire des codes en ville ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Art. I** (p. 453) : installation des jeunes agriculteurs et échec de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; cas exemplaire des zones de montagne et du département du Pas-de-Calais - Acquisition des terres ou exploitation en fermage ; obstacles des offres spéculatives et des cumuls - Retraite des exploitants âgés - Demande de rétablissement des prêts super bonifiés à trente ans - Démocratisation des structures des SAFER - Assurance d'un revenu-garantie pour les jeunes agriculteurs - Conditions de vie et suppression des services publics ruraux - Amélioration de la qualification des jeunes agriculteurs.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 483) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-41 : priorité pour l'attribution des terres aux jeunes exploitants familiaux ; rejeté - **Art. 2** *bis* (p. 501) : son amendement N° I-44 soutenu par M. Louis Minetti : compétence des établissements publics régionaux pour l'élaboration des programmes régionaux d'orientation ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 524) : son amendement N° I-54 soutenu par M. Louis Minetti : prêts spéciaux pour l'installation des jeunes agriculteurs ; rejeté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 531) : soutient l'amendement N° II-3 de M. Paul Jargot (affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et critère des revenus non agricoles) - (p. 537) : sur l'amendement N° II-20 de la commission des affaires sociales (importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-SMI), soutient le sous-amendement N° II-113 de M. Hector Viron (prise en compte de la valeur moyenne des cotisations) - **Art. 8** *(suite)* (p. 547) : son amendement N° II-6 : suppression de cet article concernant les conditions d'affiliation au régime agricole ; rejeté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : sur l'amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparables), soutient le sous-amendement N° II-112 de M. Paul Jargot (revalorisation des retraites et participation de l'Etat pour la compensation démographique) - (p. 577) : soutient l'amendement N° II-9 de M. Pierre Gamboa (droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à 55 ans) - **Art. 10** (p. 579) : soutient l'amendement N° II-10 de M. Gérard Ehlers (temps de travail des salariés agricoles et fixation par voie conventionnelle).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 646) : déclare que le groupe communiste vote contre l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - **Après l'art. 14** (p. 650) : le groupe communiste s'abstiendra dans le vote de l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 771) : sur l'amendement N° III-90de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA), soutient le sous-amendement N° III-61 de M. Charles Lederman (nantissement des parts de GFA, quel que soit le lieu de résidence du porteur).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 28** (p. 860) : soutient les amendements de M. Fernand Lefort N° III-69 (suppression des dispositions de cet art. liant l'attribution de l'indemnité viagère de départ (IVD) complément de retraite à l'IVD non complément de retraite), N° III-70 (cumul de l'avantage vieillesse agricole et d'une indemnité

annuelle complément de retraite), N° III-71 (suppression des dispositions de cet art. prévoyant un délai de versement pour l'indemnité annuelle complément de retraite pour les agriculteurs de plus de soixante-cinq ans ayant cédé leurs terres) et N° III-72 (proportion de l'IVD complément de retraite par rapport au montant de l'IVD non complément de retraite).

— **Projet de loi sur le contrôle et la protection des matières nucléaires** [n° **303 (78-79)**] - (23 avril 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 1456) : son amendement N° 16 :respect de la souveraineté française pour l'importation ou l'exportation de matières et technologies nucléaires ; rejeté - (p. 1457) : caractère néfaste du traité d'Euratom et avis de la cour de justice européenne sur la convention internationale relative à la protection physique de matières, installation et transport nucléaires - Dépôt d'un mémorandum français sur la modification du chapitre VI du traité d'Euratom - **Art. 2** (p. 1458) : vote défavorable du groupe communiste sur l'amendement N° 11 du gouvernement (avis du conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur le décret en Conseil d'Etat définissant les conditions d'importation ou d'exportation de matières nucléaires) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1461) : sécurité nucléaire et non prolifération ; l'insuffisance du texte - (p. 1462) : abstention du groupe communiste.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1596) : fermeture de classes du 1er degré dans le département du Pas-de-Calais - Régression démographique dans le Pas-de-Calais - Liquidation de l'industrie houillère et démantèlement du service public d'éducation - Fermeture des classes et globalisation des effectifs - Déqualification des jeunes demandeurs d'emplois - Handicap d'une formation générale déficiente - (p. 1597) : dégradation de l'environnement social des enfants - Promesses du gouvernement ; déclaration du Premier ministre le 31 décembre 1975 - Ampleur du mouvement de protestation des enseignants et des parents d'élèves.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1661) : définition de la politique énergétique lors du conseil central de planification du 27 mars 1980, mais absence de consultation du Parlement - Projet de loi et lenteur de la procédure d'examen devant l'Assemblée nationale - Crise économique et alibi de la crise pétrolière - Consommation d'énergie et caractère économe des Français - (p. 1662) : économies d'énergies et part respective de l'industrie, du logement et des services - Développement du gâchis ; allongement de la durée de vie des biens de consommation ; recyclage de matières premières - Economies d'énergies dans le secteur domestique et justification de l'austérité - Récupération des rejets thermiques et création de réseaux de chaleur - Usines d'incinération d'ordures ménagères - Rôle du charbon national - Energie géothermique - Réacteur calorigène « Thémis » et projet « Thermos » - Production de chaleur et atteinte à la nationalisation de l'EDF - (p. 1663) : réseaux de chaleur et amortissement des réseaux construits par GDF - Défense du monopole et action des travailleurs d'EDF-GDF - Procédure parlementaire et droit pour l'opposition de déposer des amendements.

Suite de la discussion (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1712) : son amendement N° 58 : création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises ; réservé puis rejeté (p. 1718) - (p. 1713) : son amendement N° 57 : institution d'un fonds pour la recherche et la valorisation des ressources énergétiques nationales, alimenté par une taxe parafiscale sur les profits des compagnies pétrolières ; irrecevable aux termes de l'article 41 de la Constitution - Importations d'énergie de la France - Gazéification du charbon - Détournement des fonds publics au profit d'intérêts privés - Profits du groupe Total - **Art. 1** (p. 1715) : sur l'amendement N° 9 de la commission (production de chaleur à titre principal ou accessoire et prise en compte des caractéristiques de la chaleur disponible), son sous-amendement N° 63 : déclaration obligatoire aux collectivités locales et établissements publics régionaux ; rejeté - **Art. 1 *bis*** (p. 1716, 1717) : son amendement N° 59 : mission confiée à EDF de production de chaleur combinée à celle d'électricité ; devenu sans objet - (p. 1718) : son amendement N° 60 : production combinée d'électricité et de chaleur par EDF en cas d'existence d'une demande ; rejeté - **Art. 1 *ter*** (p. 1720) : sur l'amendement N° 16 de la commission (énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'EDF ou du CEA), son sous-amendement N° 62 : production de chaleur et gestion par les collectivités locales sous forme de régie municipale ou d'établissement public ; devenu sans objet - (p. 1721) : reprend l'amendement N° 16, retiré par la commission, en y intégrant le sous-amendement N° 62 ; rejeté - **Après l'art. 15 *quinquies*** (p. 1735) ; inconvénients de la création de multiples minicentrales hydrauliques - Coût pour EDF de l'achat d'électricité aux producteurs autonomes - Régime de la concession et fourniture d'énergie à des tarifs préférentiels aux collectivités locales - Opposition du groupe communiste à l'amendement N° 34 de la commission (élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession ; régime de simple autorisation pour les petites entreprises) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1740) : danger présenté par le projet : atteinte à la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz - Le groupe communiste votera contre le texte.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2 *ter*** (p. 1859) : soutient l'amendement N° 105 de M Jacques Eberhard (suppression de la condition d'appartenance à une organisation professionnelle pour bénéficier des aides de l'Etat).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 15** (p. 1904) : soutient l'amendement N° 110 de M Charles Lederman (suppression de cet article prévoyant le refus de prêt bonifié en fonction de la valeur de cession) - (p. 1906) : se déclare défavorable à l'amendement N° 264 du gouvernement (refus de prêt bonifié et valeur de cession manifestement supérieure à la valeur vénale).

— **Rappel au règlement** - (13 mai 1980) (p. 1872) : graves évènements à la Facultés des sciences de Jussieu - Vive tension dans les universités françaises - Retrait immédiat des forces de police demandé par le groupe communiste.

— **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (20 mai 1980) - (p. 1980) : programme de la politique française de l'énergie pour les décennies 1980 - 1990 et non consultation du Parlement ; discussion sur des projets de loi partiels - Nécessité d'un projet de loi d'orientation - Importance du déficit énergétique et conséquences sur la balance commerciale - (p. 1981) : importance des ressources énergétiques nationales ; pétrole, charbon, gaz naturel et uranium - Avance française pour les surgénérateurs - Abandon des études sur les réacteurs à haute température - Atout de l'existence d'un important secteur nationalisé de l'énergie - Faible consommation énergétique des Français - Dépendance énergétique et conséquences de la politique gouvernementale - Abandon du charbon - Cessation de l'activité du service géologique - Abandon de la filière nucléaire française - Absence de prospection pour la recherche du pétrole et du gaz - Ressources énergétiques et difficultés d'approvisionnement - Objectif d'indépendance énergétique et de priorité à la production nationale - Nucléaire et emprise des grands groupes privés ; francisation de la filière PWR - (p. 1982) : avantages de la surgénération - Géothermie - Biomasse et rôle du comité de la bio-énergétique - Situation des houillères de bassin dans le Pas-de-Calais - Reprise de l'inventaire géologique - Poursuite de l'exploitation charbonnière et responsabilités de la direction des houillères et du gouvernement - Solde positif du compte d'exploitation général des houillères du Nord - Pas-de-Calais - Réhabilitation de la zone minière d'industrialisation du bassin - (p. 1987) : situation des houillères de bassin et fermeture de puits.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales**

[n° 209 (79 - 80)] - (4 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2362) : absence d'intérêt du public pour ce texte - Echec des expériences déjà tentées dans le domaine des distributions d'actions - Echec des tentatives d'association capital-travail, de solidarité travailleur-entreprise - Facilité du gouvernement et du patronat pour trouver des moyens financiers, en certaines circonstances, particulièrement électorales.

— **Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales** - (10 juin 1980) - (p. 2534) : répression anti-syndicale et violation des droits syndicaux dans deux entreprises du Pas-de-Calais : procédure de licenciement contre un délégué CFDT à l'usine Ceca à Feuchy ; Grève aux établissements de cartonnerie Leleu à Lestrem et mise du personnel en chômage technique ; jugement du tribunal de Béthune et de la cour d'appel de Douai - (p. 2535) : refus de l'entreprise de réintégrer les délégués syndicaux malgré l'arrêt de la cour de cassation - Licenciements abusifs tolérés par le Gouvernement et discours sur la participation des travailleurs - (p. 2537) : jurisprudence de la Cour de cassation - Cas précis évoqué : refus du patronat d'appliquer la réintégration prescrite - Interdit professionnel et déni de justice - (p. 2538) : exemple évoqué et cas précis de licenciement abusif et d'interdiction d'emploi.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° 263 (79-80)] - (12 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2658) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales), ses sous-amendements N° 7 : violation des instructions de sécurité ; rejeté, N° 4 : application des dispositions dans le respect des statuts et conventions existants ou de la législation du travail ; rejeté - (p. 2659) : grève nationale d'EDF et responsabilité exclusive du gouvernement - Absence de concertation avec les assemblées - Campagne du CNPF contre le droit de grève dans les services publics - Attention des syndicats sur les problèmes de sécurité - Politique énergétique gouvernementale et panne nationale du 19 décembre 1978 - Qualité du statut de 1946 ; sa violation par le projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2666) : opposition du groupe communiste sur ce texte politique.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° 265 (79-80)] - (23 juin 1980) **Art. 2** (p. 3011) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de l'alinéa imposant à l'administration une coordination entre les plans de développement de réseaux arrêtés par les collectivités locales et les politiques commerciales d'EDF ou de GDF).

Suite de la discussion (24 juin 1980) - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3063) : sur l'amendement n° 8 de la commission (économie de 10 % des charges de chauffage du locataire), son sous-amendement n° 20 : mise à la charge des propriétaires des dépenses d'investissements afférentes aux travaux réalisés pour économiser l'énergie ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Situation actuelle : charge des propriétaires - (p. 3064) : système d'aide personnalisée au logement et opposition générale à la procédure du conventionnement - Réaction des offices publics d'HLM - Sur le même amendement, ses sous-amendements n° 21, de coordination, et n° 22 et 23, relatifs à la taxation des sociétés pétrolières ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 3069) : vote du groupe communiste contre l'article 15 *ter* modifié par les amendements du Gouvernement n° 15 (suppression de la disposition relative au caractère facultatif du conventionnement) et n° 16 (reprise des dispositions adoptée par le Sénat en première lecture : dépenses d'investissement mises à la charge des locataires ou des occupants de l'immeuble, sans augmentation des charges totales de chauffage) - Recours du Gouvernement à la procédure du vote bloqué - **Art. 15** *octies* (p. 3073) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le tribunal de fixer une astreinte en cas de non respect du délai imparti à l'exploitant pour supprimer ou mettre en conformité une installation irrégulière).

— **Question orale avec débat : mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision** - (24 juin 1980) (p. 3057) : mise en place à Lille de Fréquence-Nord et absence de concertation avec les parlementaires - Succès populaire de Radio-Quinquin malgré l'insuffisance de ses moyens.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 347 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3190) : propositions du groupe communiste en matière d'économies d'énergie : politique de l'emploi ; politique des transports ; utilisation du charbon - (p. 3191) : rôle décisif du secteur du logement dans les économies d'énergie - Blocage constitué par la procédure obligatoire du conventionnement - Vote du groupe communiste contre le projet.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° 299 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Art. 3** (p. 3178) : soutient l'amendement n° 22 de M. Paul Jargot (statut des personnels du SEITA ; garantie des retraites) - (p. 3179) : division du personnel en deux catégories ; précédent des usines chimiques dépendant des houillères - **Avant l'art. 1** *(suite)* (p. 3180) : soutient l'amendement n° 19, précédemment réservé de M. Paul Jargot (fiscalité des tabacs) - (p. 3181) : primauté de l'intérêt national sur les directives européennes.

— **Rappel au règlement** (7 octobre 1980) - (p. 3759) : élection des vice-présidents et des questeurs du Sénat : règlement du Sénat et représentation à la proportionnelle de tous les groupes au bureau du Sénat - Loi électorale et sous-représentation du parti communiste au sein du Sénat - (p. 3760) : déroulement des dernières élections sénatoriales - Candidatures communistes à un poste de vice-président et à un poste de questeur

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980) - (p. 4338) : région Nord-Pas-de-Calais : sous-estimation de l'ampleur de l'industrie automobile, développement important de ce secteur - Rôle des travailleurs en 1968, mesure gouvernementale d'implantation d'industries de conversion ; chômage persistant - (p. 4339) : création d'emploi insuffisante : exemple de Renault à Douai - Caractère de la main d'oeuvre, faible amélioration de revenu - Intégration insuffisante de l'industrie automobile dans le secteur industriel régional : exemple des licenciements chez Renault à Douai - Situation préoccupante de la sous-traitance : exemples de Rist et de Trefilarbed - Danger d'une récession de l'emploi dans la région Nord-Pas-de-Calais - Importance des investissements à l'étranger, de la fiscalité sur l'automobile - Propositions régionales à ajouter aux mesures nationales : exemple de l'amélioration des salaires, du développement de l'électronique et de la robotique.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (18 novembre 1980) - **Art. 47** *quater* (p. 4865) : soutient l'amendement N° II-137 de M. Charles Lederman identique aux amendements N° II-60 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-183 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité) - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : soutient l'amendement N° II-138 de M. Charles Lederman identique aux amendements N° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-184 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité) - **Art. 53** (p. 4878) ; soutient l'amendement N° III-23 de M. Charles Lederman (suppression de cet article concernant la qualification de circonstance atténuante d'une réparation

volontaire, en matière correctionnelle ou de police) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4895) : déroulement du débat et mépris du Gouvernement pour le Parlement - Atteintes aux libertés syndicales - (p. 4896) : exclusion du projet de la criminalité et de la délinquance économiques - Extension de la procédure de flagrant délit - Atteinte à la règle de l'instruction à deux degrés - Remise en cause de l'égalité et des garanties judiciaires fondamentales - Contrôles d'identité - Système social et sécrétion de la violence - Insécurité et politique gouvernementale.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4974) : soutient l'amendement n° 25 de M, Paul Jargot (taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation) - **Après l'art. 9** (p. 4977) : soutient l'amendement n° 26 de M. Paul Jargot (modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5112) : soutient l'amendement n° 110 de M. Hector Viron (augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) - **Art. 4** (p. 5134) : vote du groupe communiste contre l'article 4, relatif au barème de taxation des alcools - **Art. 7** (p. 5140) : soutient l'amendement n° 116 de M. Louis Minetti (doublement du taux de la taxe sur les huiles importées) - **Avant l'art. 8** (p. 5146) : son amendement n° 120 : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs représentants et placiers (VRP) ; compensation par un prélèvement exceptionnel sur les recettes des sociétés pétrolières ; rejeté - **Avant l'art. 8** (p. 5149) : soutient l'amendement n° 158 de M. Louis Minetti (majoration du taux des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) pour les cotisants disposant du revenu cadastral le plus élevé, et diminution à due concurrence des cotisations des autres assujettis).

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - (p. 5475) : grève des marins-pêcheurs et solidarité entre les marins de pêche industrielle et de pêche artisanale - Utilisation par le Gouvernement de la marine de guerre contre les bateaux de pêche - Dégradation des conditions de travail et attitude des armateurs - Diminution depuis 1976 du nombre des marins-pêcheurs et du tonnage à la production des produits de la mer - Rapport du groupe de travail « mer et littoral » pour la préparation du VIII[e] plan - Déficit de la balance commerciale - Tradition maritime de la France - Subordination de l'aide aux armements à l'amélioration de la rentabilité des navires ; décisions des armateurs de réduire les rémunérations et le nombre des marins-pêcheurs - Prêts participatifs du Trésor pour les implantations à l'étranger et redéploiement géographique des activités maritimes françaises - Incitation à la vente des bateaux à des sociétés établies à l'étranger - Refus d'augmentation de l'aide au gazole pêche - (p. 5476) : attitude de la France face à la Communauté européenne ; totaux autorisés de capture (TAC) et quotas attribués à chaque pays - Insuffisance du quota attribué par la commission européenne à la France ; prétentions de la Grande-Bretagne - Conditions mises à l'attribution d'aides par le FEOGA - Diminution du taux maximum des aides accordées à la pêche artisanale - Vote défavorable du groupe communiste

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 34** (p. 5731) : souhaite connaître le contingent attribué à la région Nord-Pas-de-Calais pour l'aide de l'Etat aux emprunts contractés en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration de logements : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts d'accession à la propriété (PAP) - (p. 5732) : recul sensible en 1981 pour les prêts locatifs aidés.

Industrie (6 décembre 1980) - **Fait personnel** (p. 5945) : sa qualité de membre du groupe d'études sur « l'industrie automobile et son avenir » : dépôt de ce rapport ; absence d'accord de sa part sur le contenu.

Suite de la discussion (7 décembre 1980) (p. 5950) : réduction de la subvention des Charbonnages de France ; amélioration de leur résultat financier propre - Politique charbonnière et responsabilité des dirigeants des Charbonnages et des houillères de bassin ; importance des choix politiques - Préférence donnée au charbon importé - (p. 5951) : importance de la subvention en faveur de la caisse des matières premières et des avantages fiscaux accordés aux industriels - Sacrifice du charbon national et diminution de la production ; augmentation de la consommation française - Augmentation de la production et investissements supplémentaires ; augmentation du coût du charbon ; importance du charbon national - Bas prix de la thermie obtenue à partir du charbon - Comparaison du coût du charbon français et du coût du charbon importé - Possibilité d'embauche dans les mines - Conditions de travail et silicose - Valorisation du charbon et industrie chimique ; insuffisance des crédits budgétaires ; gazéification *in situ* - (p. 5952) : reconversion des industries au charbon ; cas des cimenteries - Efficacité des aides aux économies d'énergie - Construction de centrales thermiques - Qualités de l'électricité - Charbon et nucléaire, énergies de substitution au pétrole.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 43** *ter* (p. 6124) : se déclare défavorable à l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau soutenu par M. Pierre Schiélé (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales).

— **Conclusion du rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché,** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la **proposition de résolution (n°90,** 1980-1981) de M. **Christian Poncelet** et plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile** [n° **191 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6425) : gravité de la crise dans l'industrie textile et de l'habillement - (p. 6426) : accroissement des importations et du taux de pénétration sur le marché intérieur ; rôle des Etats-Unis pour les fibres synthétiques - Politique de Rhône-Poulenc dans l'industrie textile - Textile et nocivité de la politique européenne - Baisse de la consommation textile et politique anti-sociale du pouvoir - Mesures de restructuration des grands groupes du textile français ; politique du groupe Agache-Willot - Problème de l'exploitation des ouvriers d'origine turque et slave dans le textile - Vote favorable du groupe communiste - Responsabilités des grands groupes du textile français par les mesures de restructuration prises.

DURAND (Charles), sénateur du Cher (CNIP, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DURAND (Yves), sénateur de la Vendée (NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **209**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° **252**,1979-1980) (21 mai 1980) - **Participation des travailleurs.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme** (n° **98**, annexe **18**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **114**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un Protocole) (n° **172**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions - Argentine.**

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **112**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° **173**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions - Indonésie.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *art. 1106-1-1 du code rural* (p. 536) : soutient l'amendement N° II-43 de M. Roland du Luart (pluriactivité et détermination de l'assiette des cotisations) - *Art. 1003-7-1* (p. 541) : soutient l'amendement N° II-42 de M. Roland du Luart (création d'un régime d'indemnités journalières pour les exploitants agricoles).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2264) : modifications apportées par l'Assemblée Nationale au projet de loi sur l'actionnariat - Caractère facultatif des distributions d'actions - (p. 2265) : compétence de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires - Gratuité des actions - Coût de l'opération pour les entreprises et pour l'Etat - Prise en charge partielle par l'Etat et institution d'une taxe forfaitaire annuelle sur les cadeaux et frais de réception des entreprises - Extension du champ d'application du projet : sociétés par actions cotées ou non en Bourse - Salariés français et étrangers - Conséquences financières du projet : coût pour l'entreprise - Amendement de la commission des finances de suppression de l'art. 21 relatif à la création de cette taxe ; diminution corrélative de la part de l'Etat dans le financement des distributions d'actions - (p. 2266) : délai d'incessibilité des actions distribuées pour les salariés ; risque de perturbation sur le marché boursier - Accord de la commission, sous réserve de ses deux amendements.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 5** (p. 2322) : son amendement n° 3 déposé avec M. Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées ; devenu sans objet - (p. 2331) : déclare l'article 40 de la Constitution inapplicable à l'amendement n° 14 de la commission des lois, identique à l'amendement n° 64 du gouvernement - **Art. 21** (p. 2355) : amendement n° 4 de la commission des finances, déposé avec M. Jean-Pierre Fourcade, identique à l'amendement n° 52 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises ; retiré - (p. 2359) : accepte l'amendement n° 41 de la commission des lois (inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5078) : son amendement n° 145 déposé avec M. Christian Poncelet : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession ; adopté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 5141) : son amendement n° 15, déposé avec M. Christian Poncelet et soutenu par M. François Collet : pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition ; adopté.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5182) : observations de la Cour des comptes sur les services du tourisme - Caractère interministériel de la politique du tourisme et présentation et gestion des crédits - (p. 5183) : modicité du budget du tourisme - Programmes d'investissements touristiques des autres ministères - Mouvements de crédits à l'intérieur du budget du tourisme ; répartition entre équipement et fonctionnement - Réforme de la nomenclature du budget du tourisme - Groupement d'intérêt économique « Bienvenue France » - Association « France Information Loisirs » - Fiscalité sur les locations de meublés - TVA applicable aux agences de voyages - Statut des personnels contractuels des services du tourisme - Formation dans les écoles hôtelières : gestion ; langues étrangères - Compétence du ministère de l'Education - (p. 5184) : retard du tourisme social et complément de crédits dans le prochain collectif - Demande au Sénat d'adopter les crédits du tourisme - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5196) : amendement n° 177 de la commission des finances : réduction des crédits du titre III (réduction indicative visant la présentation des crédits et la sous-évaluation de certaines dépenses) ; retiré - (p. 5197) : amendement n° 178 de la commission des finances : nouvelle réduction des crédits du titre III (études générales et études opérationnelles) ; retiré - (p. 5198) : amendement n° 179 de la commission des finances : réduction des crédits du titre IV (réduction indicative visant les transferts de crédits et l'Association française d'action touristique (AFAT) ; retiré - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 169 de M. Bernard Hugo (réduction des crédits du titre IV : réduction indicative de crédits visant l'Association

française d'action touristique (AFAT) - *Etat C* (p. 5199) : amendement n° 180 de la commission des finances : réduction des crédits de paiement (réduction indicative visant la répartition entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement) ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 24 B** (p. 6539) : son amendement n° 130 : harmonisation des taux d'intérêt maximum pratiqués en matière de crédit coopératif et de crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° **112 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6560) : modèle de convention mis au point par l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - Traits originaux de l'accord avec l'Indonésie : clause de crédit pour impôt fictif - Transferts de technologie - Clause de non discrimination - Régime politique de l'Indonésie- - Demande l'adoption du projet.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6561) : similitude entre cette convention et celle signée avec l'Indonésie - Clause de crédit pour impôt fictif - Transferts de technologie - Originalité de cet accord par rapport au modèle mis au point par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - Rétribution d'assistance technique et paiement d'une redevance - Régime fiscal des bénéfices industriels et commerciaux - Demande l'approbation de la convention.

DURBEC (Guy), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 32 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **273**, 1979-1980) (29 mai 1980) - **Impôts locaux.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5126) : soutient l'amendement n° 32 de M. Henri Duffaut (modification du barème de taxation des alcools).

DURIEUX (Emile), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980) - (p. 4341) : situation difficile des approvisionnements en produits pétroliers - Solution de remplacement par l'alcool - Question sur les études en cours - Fiscalité abusive sur l'automobile.

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) - (p. 4349) : arrêt de l'extraction charbonnière lors de la baisse du cours des produits pétroliers - Question sur la possibilité de remise en service de certains puits.

E

EBERHARD (Jacques), sénateur de la Seine-Maritime (C).
Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les **handicapés** physiques mariés d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de leur impôt sur le revenu, (n° **186**, 1979-1980) (12 mars 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une caisse nationale de protection contre les dégâts causés par les **calamités** naturelles (No **381**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, J.O. débats du 3 octobre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2827** (J.O. Débats 17 septembre 1980) (p. 3672) à M. le ministre du Budget : les **impôts locaux (ressources fiscales des communes)**.

n° **1** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3748) à M. le ministre de l'Intérieur : la **police (mission de la police)**.

Questions orales avec débat :

n° **423** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre de l'Agriculture : le **lait et les produits laitiers (taxe de coresponsabilité sur le lait)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Intérieur (p. 122) : soutient l'amendement N° 54 de M. Louis Minetti (réduction indicative de crédits : répression en Corse) - Chômage en Corse - Succès de l'opération « Isola morta » - Retrait nécessaire des forces de répression - Polices parallèles.

Services généraux du Premier Ministre (p. 123) : insuffisance des crédits réservés à la fonction publique ; diminution du pouvoir d'achat des travailleurs - Profits des sociétés multinationales - Grèves à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) - Mise en cause du droit de grève dans la fonction publique, par une proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale - Politique répressive du Gouvernement - Limitations apportées au droit de grève à la télévision.

Transports (p. 125) : grève des cheminots - Suppressions d'emplois à la SNCF - Nouvelle réglementation du travail - Bas niveau des salaires - Avenir du service public - Gestion des entreprises nationales et critère de rentabilité - Subventions à la SNCF - Opposition des communistes au budget des transports - (p. 126) : soutient l'amendement N° 55 de M. Raymond Dumont (réduction de crédits destinée à faire abroger l'utilisation obligatoire des codes en ville.

Art. 65 (p. 150) : soutient l'amendement N° 56 de M. Paul Jargot (suppression de cet art. relatif à la subvention aux départements dans l'hypothèse d'un déclassement du réseau national secondaire des routes).

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale**) (p. 402) : bilan négatif de la politique agricole commune - Problème laitier : taxe de co-responsabilité ; stocks de poudre de lait - (p. 403) : concentration des élevages - Elimination des petites exploitations familiales - Diminution de la protection communautaire pour le lait ou la viande - Manifestations des producteurs - Revendications des éleveurs.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 486) : se déclare opposé au sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - Rôle de la pluriactivité dans les régions défavorisées ; inconvénients de la généralisation de ce système - **Art. 2** (p. 497) : son amendement N° I-43 : contrôle du conseil supérieur d'orientation sur l'évolution des charges de production ; rejeté - Evolution comparée des prix agricoles et des prix des consommations intermédiaires - **Avant l'art. 3** (p. 509) : son amendement N° I-48, soutenu par M. Louis Minetti : extension des compétences du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) ; rejeté - **Art. 3** (p. 511) : son amendement N° I-49, soutenu par M. Louis Minetti : financement du fonds de promotion par une taxe parafiscale ; rejeté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 604) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), soutient le sous-amendement N° III-346 de M. Louis Minetti (composition de la commission communale).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 676) : ordre de discussion entre l'amendement et les sous-amendements qui s'y rapportent - **Après l'art. 15** (p. 686) : son amendement N° III-57 : démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des SAFER ; réservé ; puis déclaré irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (3 avril 1980) - **Art. 9** (p. 1016) : soutient l'amendement N° 170 de M. Charles Lederman (intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'école nationale de la magistrature) - (p. 1018) : soutient l'amendement N° 92 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement N° 62 de M. Félix Ciccolini (quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours) - **Avant l'art. 10** (p. 1019) : soutient l'amendement N° 171 de M. Charles Lederman (limitation de l'intégration aux deux groupes des grades de base) - **Art. 11** (p. 1022) : soutient les amendements de M. Charles Lederman N° 94 (nombre d'années de service et nomination des greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire) et N° 95 de coordination - **Après l'art. 11** : soutient l'amendement N° 96 de M. Charles Lederman (fixation d'un quota au recrutement direct) - **Après l'art. 13** (p. 1023) : soutient l'amendement N° 173 de M. Charles Lederman (compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation) - (p. 1024) : soutient l'amendement N° 174 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement N° 155 de M Edgar Tailhades (désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature) - (p. 1025) : soutient l'amendement N° 175 de M. Charles Lederman (nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège) - (p. 1026) : soutient l'amendement N° 176 de M. Charles Lederman (évolution

des attributions des magistrats du siège conformément aux règles prévues pour leur nomination) - (p. 1027) : soutient l'amendement N° 177 de M. Charles Lederman (critères de choix et règles de nomination du juge des enfants).

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1334) : soutient l'amendement N° II-222 de Mme Hélène Luc (gratuité totale des transports scolaires pour les familles et prise en charge intégrale par l'Etat).

— Projet de loi complétant la loi N° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française [n° **360 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1497) : pouvoirs excessifs confiés au haut-commissaire sur toutes les décisions concernant le territoire - Vote négatif du groupe communiste.

— Projet de loi complétant la loi N° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **361 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1508) : pour les mêmes raisons qu'en ce qui concerne le texte sur la Polynésie française, vote hostile du groupe communiste.

— Projet de loi d'orientation agricole - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** *ter* (p. 1859) : son amendement N° 105, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de la condition d'appartenance à une organisation professionnelle pour bénéficier des aides de l'Etat ; rejeté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2047) : son amendement N° 111 : suppression de l'alinéa relatif à la fixation du prix du bail de carrière ; rejeté - (p. 2049) : liberté de fixation des prix des baux de carrière et augmentation de l'ensemble des baux.

— Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur la proposition de loi [n° **30 (79-80)**] **de M. Jacques Habert et plusieurs de ses collègues visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française.** [n° **230 (79-80)**] - (29 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2209) : opposition du groupe communiste aux articles 1 et 2 de cette proposition de loi - Longueur d'obtention du certificat définitif de nationalité et suppression de la faculté de répudiation - Proposition gouvernementale d'une procédure d'autorisation pour perdre la qualité de français ; caractère dangereux de cette procédure et carence du gouvernement - Loi du 12 juillet 1978 et mention de la perte de la nationalité française.

— Projet de loi d'orientation agricole - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2389) : rejet des amendements du groupe communiste - Absence de membres du groupe au sein de la CMP - Vote hostile du groupe communiste.

— Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3181) : démantèlement du SEITA au nom des directives de la Communauté européenne - Menaces sur la situation du personnel du SEITA - Vote du groupe communiste contre le texte.

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3335) : élargissement des connaissances médicales de la profession - Dispositions du texte et politique d'austérité - Insuffisante concertation avec le conseil supérieur des professions paramédicales - Position prise par l'Organisation nationale des syndicats des infirmiers libéraux (ONSIL) et des syndicats CGT, CFDT et FO du secteur public - Application des directives européennes d'austérité en matière de santé - Réforme des études médicales et répression à l'égard de la profession - Commissions disciplinaires - Conseil de l'ordre - Pouvoirs des commissions de discipline, jusqu'à l'interdiction d'exercer - Statut général des fonctionnaires - Propositions communistes relatives aux professions paramédicales : développement de la profession justifié par les besoins existants - Amendements communistes au projet - Libre exercice de la profession - Luttes des infirmières et infirmiers - (p. 3336) : déontologie des professions médicales et paramédicales - Consultation du conseil supérieur des professions paramédicales et position des organisations syndicales.

— Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public - *Quatrième lecture* [n° **266 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 1 A** (p. 3316) : son amendement n° 1 : possibilité pour les collectivités locales de solliciter, en cas d'insuffisance de crédits, une subvention exceptionnelle de l'Etat ; rejeté.

— Projet de loi modifiant l'article premier (1°) de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherche [n° **369 (78-79)**] - (23 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** ,(p. 4015, 4016) : observations sur l'absence de condition de nationalité pour les salariés des agences privées de recherches - Accord du groupe communiste sur cette disposition.

— Questions orales avec débat jointes : élevage - (28 octobre 1980) - (p. 4145) : problème de l'élevage bovin : disparition des exploitations familiales, baisse des revenus, diminution des éleveurs, responsabilité de la politique européenne - Boycottage du veau : mévente, baisse de production, répercussions sur les éleveurs, les producteurs de lait, les employés d'abattoir ou d'industrie, les exploitations familiales - Mesures à prendre : exemples du respect de la législation française et communautaire, de l'extension de la prime de la vache allaitante aux troupeaux mixtes - Taxe de coresponsabilité sur le lait : baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs, menace pour les petites exploitations familiales, refus d'une justification par les excédents - (p. 4146) :institution de cette taxe bénéfique à la République fédérale d'Allemagne et aux trusts de l'agro-alimentaire : exemple de la société de développements et d'innovations des marchés agricoles et alimentaires (SODIMA) - Demande de l'abrogation de cette taxe - Question sur l'instauration d'une taxe sur les matières grasses végétales.

— Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 4263) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 du Gouvernement (possibilité pour l'employeur de bénéficier des aides financières prévues par la loi d'orientation du 30 juin 1975 pour faciliter la remise au travail des travailleurs handicapés) - Soutient l'amendement n° 22 de M. Hector Viron (prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement) - (p. 4264) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 30 de M. Michel Darras (possibilité d'attribution d'une aide financière de l'Etat dans ce cas) - (p. 4265) : soutient l'amendement n° 23 de M. Hector Viron (suppression de la clause d'ancienneté de deux ans) - (p. 4266) : soutient l'amendement n° 24 de M. Hector Viron (référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers), puis le retire au profit de l'amendement analogue n° 27 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux - (p. 4268) : soutient l'amendement n° 14 de M. Hector Viron (suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des cas de rechute) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4269) : rejet des amendements relatifs aux accidents de trajet et aux cas de force majeure - Vote du groupe communiste contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° 5 (80-81)] - (30 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4286) : vote du groupe communiste contre le projet - Mise en cause du groupe communiste par l'un des orateurs.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° 4 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4415) : remise en cause des acquis inscrits dans certaines conventions collectives - Calcul des indemnités et prise en compte du salaire perçu au moment du licenciement, qu'il y ait eu travail à temps complet ou à temps partiel - (p. 4416) : sur l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel), s'oppose au sous-amendement n° 45 de M. André Méric (perception intégrale des indemnités pour les salariés à temps complet lors de leur licenciement sous conditions d'une convention collective le prévoyant).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4449, 4450) : chômage des jeunes - Manque de logements sociaux - Equipements sociaux, culturels et sportifs - Politique d'austérité du gouvernement - Luttes des travailleurs - Utilisation de la police - Commissariats de police et îlotiers - Autodéfense et polices privées - Dispositions répressives du projet - Atteinte aux libertés - Sanctions des menaces - Saisies et expulsions - (p. 4451) : atteinte au droit de grève - Sanction des entraves à la marche des convois de chemin de fer et atteinte au droit des travailleurs dans la diversité de leurs luttes. Position du PCF; droit au travail et à la sécurité.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4631) : au nom du groupe communiste, s'oppose aux cadences accélérées de travail au Sénat - Rythme de travail et qualité des lois adoptées - Obligations multiples que doivent remplir les sénateurs - Surcroit de travail imposé aux personnels du Sénat - Refus de siéger le dimanche 16 novembre 1980.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] -

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 4652) : sur l'amendement n° I-71 de la commission (suppression des menaces du champ de la récidive), son sous-amendement n° I-208 : suppression des délits de menaces des cas de récidive ; rejeté.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4739) : opposition du groupe communiste à l'amendement n° II-146 de M. Etienne Dailly (prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours) - **Art. 26** *bis* (p. 4745) : abstention du groupe communiste sur l'amendement de coordination n° II-160 du Gouvernement (consultation du procureur général) - **Art. 27** (p. 4746) : se déclare favorable à l'amendement n° II-128 de M. Edgar Tailhades (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation de statuer dans un délai de deux mois) - **Après l'art. 30** (p. 4753) : soutient l'amendement n° II-129 de M. Charles Lederman (suppression de la cour de sûreté de l'Etat) - **Art. 31 :** (p. 4753) ; soutient l'amendement n° II-130 de M. Charles Lederman (suppression de la procédure de flagrant délit et abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs à cette procédure) - Proposition de loi du groupe communiste visant à cette suppression - **Art. 32** (p. 4754) : soutient l'amendement n° II-131 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe) - Modification, prévue par le projet, des articles 393 à 397 du code de procédure pénale - Saisine directe ou saisine immédiate - Choix de la procédure - Droits de la défense - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4764) : demande l'examen par priorité de l'amendement n° II-122 de M. Paul Pillet (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'excède pas deux ans d'emprisonnement, sauf consentement exprès du prévenu) - *Art. 396 du code de procédure pénale* (p. 4768) : se déclare favorable à l'amendement n° II-28 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4774) : se déclare opposé à l'amendement n° II-164 du Gouvernement (possiblité de détention provisoire, même si la peine encourue est inférieure à deux ans) - **Art. 31** *(suite)* (p. 4780) : retire l'amendement n° II-130, précédemment réservé, de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 36** (p. 4784) : se déclare opposé à l'amendement n° II-194 du Gouvernement (ordonnance de renvoi partiel ou de transmission partielle des pièces).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 38** (p. 4796) : tirage au sort des jurés sur les listes électorales, libre consultation de ces listes et facilité pour se procurer l'adresse des jurés - **Après l'article 44** (p. 4803) : soutient l'amendement N° II-132 de M. Charles Lederman (suppression de l'interdiction de séjour) - **Art. 45** (p. 4804) : soutient l'amendement N° II-133 de M. Charles Lederman (suppression de cet article complétant les dispositions relatives à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières) - Question sur l'insertion des mesures concernant les étrangers dans le cadre du projet « sécurité et liberté des personnes » ; modifications à apporter au statut des immigrés vivant en France - **Art. 36** (p. 4817) : remise en cause du double degré de l'instruction et de l'égalité devant la loi - Introduction de la notion de pluralité des circuits en matière criminelle - **Après l'article 47** (p. 4827) : soutient l'amendement N° II-134 de M. Charles Lederman (interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route) - Infraction que constitue le refus de se soumettre à un contrôle d'identité - Atteinte au principe de la liberté d'aller et venir - Non obligation de la possession d'une carte d'identité pour les Français - Annulation par le Conseil constitutionnel de la loi autorisant la fouille des véhicules - **Art. 47** *bis* (p. 4829) : soutient l'amendement N° II-135 de M. Charles Lederman, identique aux amendements N° II-57 de M. Jean Geoffroy et N° II-181 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité) - **Art. 47** *ter* (p. 4832) : soutient l'amendement N° II-136 de M. Charles Lederman, identique aux amendements N° II-59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-182 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article concernant le droit de rétention pour vérification d'identité même en l'absence de toute infraction).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5043) : son amendement n° 79 : augmentation de l'aide aux marins-pêcheurs par litre de carburant employé ; rejeté - (p. 5046) : soutient l'amendement n° 84 de M. Hector Viron (augmentation du SMIC à 3.300 F par mois).

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5414) : absence de création d'emplois pour les personnels du cadre national des préfectures et transfert de charges sur les départements - (p. 5415) : problème de la sécurité civile - Lutte contre les incendies de forêt - Revendications des sapeurs-pompiers professionnels quant à la bonification supplémentaire pour la mise à la retraite - Problème des tremblements de terre : exemples récents de l'Algérie et de l'Italie du Sud et incapacité du gouvernement italien à établir un plan de secours efficace - Stagnation des crédits de secours prévus pour les victimes des calamités - Mise en place d'une troisième unité d'instruction de sécurité civile, souhaitée par le rapporteur spécial - Sécurité des citoyens et

renforcement des moyens de la police - Grave incident survenu la veille au commissariat de police du VI[e] arrondissement contre deux militants communistes - (p. 5416) : montée de la délinquance dans les agglomérations urbaines - Débat sur le projet de loi « Sécurité et liberté » - Conditions d'utilisation de la police :tâches administratives ; répression des mouvements sociaux - Créations d'emplois - Système des îlotiers - Revendications des policiers prise en compte de l'indemnité spéciale de sujétion pour le calcul des pensions, engagement pris par le gouvernement sur ce point et absence de crédits dans le projet de budget pour 1981 - Vote du groupe communiste contre les crédits du budget du ministère de l'intérieur. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5427) : son amendement n° 204 : réduction des crédits du titre III (réduction indivative tendant à la prise en compte de l'indemnité spéciale de sujétion des policiers pour le calcul de leur retraite) ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6200) : aggravation de la situation des populations des territoires d'Outre-mer - Pillage colonial et importance de la crise économique en Nouvelle-Calédonie - Projet de réforme foncière et maintien de la dépendance économique - (p. 6201) : oubli des droits du peuple canaque et des revendications du front indépendantiste - Politique répressive du gouvernement et développement des luttes - Droit à l'autodétermination des peuples des territoires d'Outre mer - Non reconnaissance du droit de propriété des Canaques sur le territoire calédonien ; importance des terres détenues par les colons - Volonté de réforme et reprise des propositions de l'association regroupant les colons et les gros propriétaires - Constitutionnalité du texte proposé ; consultation de l'assemblée territoriale - Vote défavorable du groupe communiste.

Art. 5 (p. 6208) : se déclare favorable à l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (droit de préemption au profit du territoire ; fixation par l'assemblée territoriale des surfaces minimales concernées) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6217) : vote défavorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Avant l'art. 11** (p. 6293) : son amendement n° 8 : établissement exceptionnel sur le territoire d'une commune - à l'exception d'une centrale nucléaire - et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement ; adopté - Vote de la loi portant réforme de la fiscalité directe locale ; confusion dans la rédaction de l'article traitant des établissements exceptionnels établis sur le territoire d'une commune ; interprétation de la loi par l'administration des impôts - (p. 6294) : ambiguité dans la rédaction de la loi.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Art. 3** (p. 6347) : son amendement n° 9, soutenu par M. James Marson : autorisation d'absence pour toute mission ou étude nécessitée par l'exercice du mandat ; rejeté - **Après l'art. 3** : son amendement n° 11 soutenu par M. James Marson :candidature aux élections cantonales ; droit à une suspension d'activités pendant le mois précédant le scrutin ; rejeté - (p. 6348) : son amendement n° 10, soutenu par M. James Marson : exercice du mandat de conseiller général et abandon de son activité professionnelle ; garantie de réemploi au terme du mandat ; rejeté - **Art. 9** (p. 6353) : son amendement n° 12, soutenu par M. James Marson : formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 6417) : son amendement n° 133 : établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 6421) : se déclare défavorable à l'amendement n°1 de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ; établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe) - (p. 6422) : maintien du niveau des finances locales et risque d'un transfert de charges de la taxe professionnelle sur les taxes d'habitation et les taxes foncières - **Art. 11** (p. 6442) : sévérité du gouvernement pour les débitants de tabac et absence de sanctions pour les spéculations sur les stocks de produits pétroliers - Se déclare défavorable à l'amendement n° 121 de la commission des finances (changement des prix de vente du tabac ; obligation pour les débitants et les fournisseurs d'établissement d'un inventaire des stocks à la date d'entrée en vigueur des tarifs) - **Avant l'art. 17** (p. 6459) : répartition du budget des oeuvres sociales d'EDF-GDF entre les actifs, les retraités et leur famille - Refus de « japoniser » les travailleurs français - Se déclare défavorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale) - (p. 6462) : obligations de la caisse nationale de l'énergie et indexation sur le prix du pétrole ; détention par les petits porteurs ; volonté du gouvernement de préserver leurs intérêts dans le cadre « d'une petite opération politicienne » - Le groupe communiste ne prendra pas part au vote sur le 2° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 18** (p. 6478) : vote du groupe communiste favorable à l'amendement n° 27 de M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale) - **Art. 19** (p. 6479) : soutient l'amendement n° 138 de M. Pierre Gamboa (majoration de la taxe sur les véhicules des sociétés) - **Art. 19** *bis* (p. 6480) : soutient l'amendement n° 139 de M. Pierre Gamboa, identique à l'amendement n° 26 de M. Louis Perrein (suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements de services à caractère social ou sanitaire) - **Après l'art. 21** (p. 6485) : vote du groupe communiste favorable à l'amendement n° 6 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports en commun : seuil de 76 000 habitants).

EECKHOUTTE (Léon), sénateur de la Haute-Garonne (S).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

DÉPÔTS

Rapport d'information fait avec plusieurs de ses collègues au nom de la commission des affaires culturelles à la suite de la mission effectuée du 16 au 31 juillet 1979 par une délégation de cette commission chargée d'étudier les

problèmes de **l'enseignement supérieur** de la conservation et de la promotion du patrimoine culturel ainsi que la protection de l'environnement en **URSS** (n° **171,** 1979-1980) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Président de la Commission des Affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 7) : son intervention lue par M. *Michel Miroudot,* vice-président de la Commission.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1599) : diminution, entre 1975 et 1980, des postes d'agrégé et de certifié.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Motion d'ordre (5 décembre 1980) (p. 5822) : conditions de l'examen du budget de l'Etat et modalités de l'examen du budget de l'éducation

Universités (5 décembre 1980) - Président de la commission des affaires culturelles - (p. 5828) : organisation et fonctionnement de l'enseignement supérieur - Remise en ordre nécessaire de l'institution universitaire - Qualité des enseignements élémentaire, secondaire et supérieur, et étudiants d'origine modeste - (p. 5829) :caractère erroné de l'affirmation : université, fabrique de chômeurs - Détournement des jeunes vers les grandes écoles et numerus clausus en médecine, odontologie et pharmacie - Sélectivité à l'université et aptitudes des candidats à prendre en considération - Tentative du gouvernement de remédier à la dégradation mais danger de sclérose et crises violentes - Réforme des carrières universitaires et cooptation - Election des présidents d'universités et restauration d'un système mandarinal - Modification de la carte universitaire - Refus d'habilitation à délivrer des diplômes mais accroissement des implantations universitaires - Commission des spécialistes et dissimulation du fait du prince - Absence de consultation préalable et rectifications du Premier ministre - Restauration nécessaire de la qualité scientifique de l'enseignement et scepticisme sur les décisions de 1980

Education (5 décembre 1980) - Président de la commission des affaires culturelles (p. 5856) : discussion budgétaire et règle du jeu parlementaire - Système éducatif et succession de réformes depuis quelques années - Education, facteur de correction des inégalités sociales et déclaration présidentielle ; faiblesse des moyens en hommes ; problème de l'auxiliariat - Conséquences de l'application du système du collège unique - Précarité des moyens en locaux et en matériel pédagogique : constructions préfabriquées - Réforme de l'école normale et crédits consacrés à la formation des maîtres - Réforme Haby : filière commune d'enseignement et problème de redoublements - (p. 5857) : éducation des jeunes Français et conséquences de la réforme Haby ; corruption de l'idée d'égalité des chances ; encouragement au developpement de l'enseignement privé - Consensus social et sort de l'école ; distinction entre égalité théorique et inégalités de fait - Dimension sociale de l'échec scolaire - Moyens d'y remédier ; rôle des familles - Education et rôle historique et culturel de la France

EHLERS (Gérard), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97,** 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation et concurrence** (n° **100,** tome **VIII,** 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 426) : Décisions communautaires et remise en cause du potentiel agricole français - Politique européenne du sucre ; réduction des quotas - Politique d'exportation de la CEE - Déficit alimentaire du Tiers-monde - (p. 427) : politique européenne du sucre et ses conséquences pour la région Nord-Pas-de-Calais ; production agro-alimentaire - Prix agricoles.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 10** (p. 579) : son amendement N° II-10, soutenu par M. Raymond Dumont : temps de travail des salariés agricoles et fixation par voie conventionnelle ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 591) : son amendement N° II-15 soutenu par M. Charles Lederman : allocation maladie par référence avec les indemnités journalières des salariés ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 10** (p. 3837) : son amendement n° 44, soutenu par M. Fernand Lefort : dans les condamnations pour délit de pêche, suppression de la possibilité de condamnation au paiement de la valeur du poisson non saisi ; retiré - **Art. 11** (p. 3838) : son amendement n° 45, soutenu par M. Fernand Lefort : application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 35 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert - **Art. 12** (p. 3839) : son amendement n° 47, soutenu par M. Fernand Lefort : doublement des amendes en cas de pollution par une entreprise ; retiré - **Art. 17** (p. 3843) : son amendement n° 49, soutenu par M. Fernand Lefort : suppression de la disposition relative à la saisie des automobiles et véhicules des contrevenants ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5228) : politique de libération des prix et nécessité du renforcement du pouvoir des associations de consommateurs - Développement de l'inflation - Rôle de la commission de la concurrence - Moyens accordés à la direction générale de la concurrence et de la consommation ; exemple du Pas-de-Calais - Institut national de la consommation et procès engagés par des professionnels contre cet institut - Associations de consommateurs - (p. 5229) : campagne de boycott de la viande de veau - Accords passés entre professionnels et organisations de consommateurs - Utilisation par les professionnels de la télématique : expérience Télétel - Publicité comparative - Affaire Kléber-Colombes - Refus de subventionner la confédération nationale du logement et l'Indecosa - Conclusion favorable de la commission, malgré la proposition inverse de son rapporteur - (p. 5233) : contraste entre l'optimisme du ministre et les témoignages qu'il recueille. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5234) : se déclare opposé à l'amendement n° 188 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Michel Miroudot (réduction des crédits du Titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation)

Transports (28 novembre 1980) (p. 5483) : échanges extérieurs et rôle essentiel des ports maritimes - Importance des détournements de trafic ; exemple de la région Nord-Pas-de-Calais et du port d'Anvers - Privilège accordé aux ports industriels et abandon du trafic commercial traditionnel ; conséquences sur l'économie régionale - Construction d'un quai à pondéreux à Dunkerque - Importance du fret

transitant sous pavillon étranger ou de complaisance - Composition de la flotte française ; importance du nombre des pétroliers et appel fait aux pavillons de complaisance - Ports français et recul de l'emploi de matériel français - Surestimation du phénomène japonais ;conditions de travail dans ce pays - Rapport Dufour et revalorisation des pensions de marins - Progression du trafic Trans-Manche et recul du pavillon français ; actionnaires de la Société d'aéroglisseurs *Seaspeed* et rôle de la SNCF - Rejet de ce projet de budget

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5597, 5598) : dégradation de la situation commerciale de la France et des structures de son commerce extérieur : déficit à l'égard des pays industrialisés : Etats-Unis, Allemagne - Evolution du taux de pénétration du marché intérieur par les importations, étudié par secteurs - Politique du « franc fort » et de taux d'intérêt élevés - Libération des prix et augmentation des profits en France des sociétés - Propositions de lutte définies par Georges Marchais pour les élections présidentielles

ESTEVE (Yves), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des salariés au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

F

FAIGT (Jules), sénateur de l'Hérault (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) - (p. 4348) : exploitation traditionnelle du charbon dans l'Hérault - Déclin de la région - Diminution de la population - Possibilités de renouveau : exemple de la restructuration de la centrale thermique du Bousquet-d'Orb - (p. 4349) : licenciements à Eurofrance, intervention nécessaire du gouvernement - Régression de la production nationale, justification par la non compétitivité du charbon français par rapport au charbon importé ; coût social - Politique à courte vue, programme nucléaire favorisé - Nécessité d'une utilisation rationnelle de l'énergie par diversification des sources - Suspension nécessaire des fermetures de mine - Exemple du gisement de Ladrecht - (p. 4353) : contradiction sur l'évaluation de la perte annuelle de l'ouverture du gisement de Ladrecht ; nécessité d'une commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5208) : unanimité des protestations contre la modicité du budget de la jeunesse, des sports et des loisirs - Désengagement de l'Etat - Diminution des crédits d'équipement - Problème de la participation de l'Etat à la réalisation d'équipements nationaux : exemple de la préparation éventuelle de la Coupe du monde de football - Nécessité de crédits spéciaux pour la reconstruction de cinq grands stades - Ressources extra-budgétaires du Fonds national pour le développement du sport - Régression de l'aide directe aux mouvements sportifs - Difficultés du sport scolaire - Crédits aux associations de jeunesse et d'éducation populaire - Exemple du FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) - Activités de loisirs et centres de vacances - Echanges internationaux - Office franco-allemand pour la jeunesse - Aide aux associations et nécessité de les exonérer de la taxe sur les salaires et de leur accorder un taux préférentiel de TVA pour leur presse - (p. 5209) : proposition de loi socialiste sur la reconnaissance de la vie associative - Vignette sur les motocyclettes - Effort d'équipement sportif des collectivités locales et réduction de la dotation du « franc-élève » ; désengagement de l'Etat ; exemple de la participation de la ville de Béziers pour l'éducation physique des élèves du second degré - Budget sportif du département de l'Hérault - Situation des fonctionnaires départementaux et régionaux de la jeunesse et des sports - Absence de volonté politique. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5216) : son amendement n° 183, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) ; devenu sans objet - Son amendement n° 184, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre III (suppression des crédits des services d'animation sportive) ; rejeté - (p. 5218) : son amendement n° 186, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (crédits des services d'animation sportive) ; devenu sans objet - Son amendement n° 185, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (suppression des crédits affectés aux centres d'information et de documentation de la jeunesse, pour les affecter au matériel d'entretien des installations sportives ; rejeté - (p. 5219) : son amendement n° 187, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (réduction indicative en matière de formation des animateurs) ; rejeté

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5922) : mobilisation des mutualistes contre le décret instituant le ticket modérateur d'ordre public et recul du gouvernement ; abrogation souhaitable du décret du 15 janvier 1980 - Difficultés des oeuvres mutualistes : centres médicaux mutualistes, centres de soins, pharmacies mutualistes - Lutte contre l'alcoolisme : conclusions du groupe de travail présidé par le professeur Jean Bernard ; dénonciation par les viticulteurs méridionaux de la propagande anti-vin - Crédits d'équipement du budget du ministère de la santé : urgence de la reconstruction de l'hôpital de Béziers ; accueil et hébergement des personnes âgées - (p. 5923) : inscription nécessaire de cette opération au VIII[e] Plan et attribution d'une subvention

FARGE (Jean), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale* (nommé le 4 juillet 1979 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 5 juillet 1979, p. 1614).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2586** de M. **Jean David** : le **bilan de l'année de l'enfant** (13 juin 1980) (p. 2717, 2718).

n° **2637** de M. **Francis Palmero** : la **profession d'herboriste** (13 juin 1980) (p. 2718).

n° **2644** de M. **Jean Cluzel** et n° **2781** de M. **Louis Boyer** : les **aides ménagères à domicile pour personnes âgées** (13 juin 1980) (p. 2719, 2720).

n° **2656** de M. **Jean Cluzel** : l'**usage par les enfants de la radio-télévision** (13 juin 1980) (p. 2724).

n° **2695** de M. **Bernard Lemarié** : l'**aide sociale à l'enfance** (13 juin 1980) (p. 2720, 2721).

n° **2698** de M. **Michel Labéguerie** : la **dissolution du centre d'information sur la régulation des naissances** (13 juin 1980) (p. 2722).

n° **2716** de M. **Georges Lombard** : la **politique du gouvernement dans le domaine de la mutualité** (13 juin 1980) (p. 2722, 2723).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1706) : sécurité sociale : problèmes financiers et résonance psychologique - Ticket modérateur d'ordre public - Prétendue atteinte à la liberté mutualiste - Développement des couvertures complémentaires et atteinte au principe fondamental du ticket modérateur - (p. 1707) : table ronde avec les milieux mutualistes, suggérée par M. *Robert Schwint* - Concertation déjà réalisée et propositions concrètes faites aux mutuelles - Sa déclaration parue dans la presse professionnelle médicale, citée par Mme *Cécile Goldet* - Sa position en faveur de l'établissement d'une convention - Système du droit permanent à dépassement des honoraires et principe de l'égalité d'accès aux soins - Tarif d'autorité - Croissance économique des dernières années et fonctionnement du système ; retournement récent de conjoncture et problème de financement par les salaires - Vide juridique actuel - Démographie médicale - Aspect financier des problèmes de la sécurité sociale - (p. 1708) : gestion de la sécurité sociale et prise en compte nécessaire de l'aspect financier - Crise de trésorerie de la sécurité sociale en juillet 1979 : menace de cessation de paiement - Rééquilibrage à long terme des recettes et des dépenses de l'assurance maladie - Chiffres publiés par la commission des comptes de la sécurité sociale - Résultats obtenus au 30

mars 1980 : fin des avances de la Caisse des dépôts et consignations ; équilibre des trois branches maladie, vieillesse et prestations familiales - Attention portée à l'évolution de la branche vieillesse - Problème de l'assiette des cotisations - Dépenses d'hospitalisation - Démographie médicale et retraite des médecins - (p. 1709) : problèmes de la gestion hospitalière, évoqués par M. *Jean-Pierre Fourcade* : imperfection du système du prix de journée ; prise en charge systématique par la sécurité sociale du déficit éventuel de l'hôpital - Exercice des responsabilités dans la gestion hospitalière et décentralisation - Prévention et éducation sanitaire - Réformes de structure concernant l'organisation des caisses de sécurité sociale ;statut de ces caisses ; conseils d'administration autonomes - Objectif de maintien de la médecine libérale en France et de l'égalité d'accès aux soins - (p. 1710) : solidarité et liberté individuelle - Conformité de cette politique avec l'intérêt général - Montant du déficit définitif de l'assurance maladie pour 1979.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5931) : crise de trésorerie de la sécurité sociale en juillet 1979 et redressement obtenu de sa situation financière - Situation au 31 décembre 1980 : situation de trésorerie ; décélération des dépenses de santé - Modalités de ce rétablissement : contributions exceptionnelles et provisoires ; versement du budget de l'Etat ; décélération des dépenses - Commission des comptes de la sécurité sociale - Informations fournies au parlement et à la nation - (p. 5932) : souci du gouvernement de sauvegarder le système français de sécurité sociale et le renom de la médecine française - Refus par le gouvernement d'une augmentation indéfinie des cotisations sociales ; exigence de responsabilité et de solidarité ; cas des polypensionnés et des polyactifs - Réforme de l'assiette des cotisations de sécurité sociale, suggérée par M. *Marcel Fortier ;* salaires et valeur ajoutée dans l'entreprise - Développement de la consommation médicale et part prise en charge par la sécurité sociale dans l'ensemble des dépenses de santé - (p. 5933) : signature de la convention médicale et liberté des médecins ; procédure de concertation ; pourcentage d'adhésion parmi les médecins français - Médecine hospitalière : rôle des hôpitaux publics ; gestion administrative et financière ; système du prix de journée et charge pour la sécurité sociale ; objectif de maîtrise des dépenses et dérogations accordées - Politique d'investissements hospitaliers :problème de l'hôpital de Corbeil-Essonnes, évoqué par MM. *Pierre Gamboa et Jean Colin ;* nouvel hôpital d'Evry - Autonomie de la gestion hospitalière et globalisation des ressources - (p. 5934) : effort d'adaptation nécessaire de la gestion hospitalière - Qualité du personnel des organismes de sécurité sociale - Perspectives financières de la Sécurité sociale : déficit pour 1981 de l'assurance maladie et des prestations familiales - Défense de la sécurité sociale et incidence de la croissance de l'économie française.

FAURE (Edgar), sénateur du Doubs (NI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion générale (20 novembre 1980) (p. 4998) : importance des services votés et des dépenses incompressibles - Réduction du déficit - (p. 4999) : compression des dépenses de fonctionnement - Incitation fiscale à l'investissement - Action en faveur de l'artisanat - Augmentation des placements d'épargne dans les valeurs mobilières - Conjoncture économique et conception « keynesienne » de l'économie : liens entre déficit-investissement-croissance-emploi - Plein emploi et taux de croissance optimal ; taux maximum de croissance supportable pour l'équilibre des échanges extérieurs - Dévaluation de la monnaie et incitation à l'exportation - Poids de la facture pétrolière et ponction sur la production nationale - Nécessité de maintenir la valeur du franc - (p. 5000) : incidence des investissements ; passage de la demande de création à la demande d'entretien ; diminution de l'impact sur le niveau de l'emploi - Nécessité de passer de la notion d'augmentation des investissements à celle de diminution des charges ; diminution des impôts et des charges sociales des entreprises - Charges sociales et pénalisation de l'emploi - Disparité avec l'étranger - Modèles économiques et influence de l'augmentation du taux des cotisations sur l'emploi - Plan d'incitation aux investissements et nécessité d'un plan de diminution des charges sociales - Exode rural et chômage urbain.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5113) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Histoire de l'absinthe - Fabrication dans sa région du Jura du « pontarlier anisé » et concurrence avec le whisky - Texte voté à l'Assemblée nationale aboutissant à détaxer le whisky et à surtaxer les boissons anisées - Privilège des bouilleurs de cru - Détaxation du cognac - Concurrence faussée au détriment des produits français - (p. 5126) : soutient l'amendement n° 14 de MM. Léon-Jean Grégory et Gaston Pams (modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée Nationale ; allègement de la charge fiscale des vins doux naturels) - (p. 5128) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), se déclare opposé au sous-amendement n° 48 de MM. René Tomasini et Gustave Héon (maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales, notamment le whisky).

FERRANT (Charles), sénateur de la Seine-Maritime (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5209) : désengagement de l'Etat en matière de financement des investissements pour les équipements sportifs - Echanges internationaux : modicité des subventions à l'office franco-allemand et à l'office franco-québécois de la jeunesse - Education populaire : création de postes pour le FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) - Développement de la vie associative et proposition de loi du groupe de l'UCDP - Rôle des animateurs bénévoles et régime fiscal des associations : exonération de la taxe sur les salaires ; taux unique de la TVA ; fiscalité de la presse des associations - Encouragements aux fondations - Cadre juridique des associations d'utilité sociale ;contrats avec les départements et les communes - Maisons départementales des sports - Précisions nécessaires sur le programme de développement des terrains de tennis.

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5255) : amenuisement du contentieux anciens combattants -

Augmentation des crédits et absence de mesures nouvelles appréciables - Programme d'amélioration des petites pensions ; augmentation des pensions des veuves et des ascendants - Revalorisation de certaines pensions d'invalidité ; pensions versées aux sourds totaux et aux aveugles de guerre ou aux aveugles de la Résistance - Conclusions de la commission tripartite et rapport constant - Opposition du gouvernement aux conclusions de la commission - Qualité de la statistique relative à l'évolution des rémunérations des fonctionnaires - Méthode d'évaluation de l'invalidité - Nécessité de préserver la notion de réparation - (p. 5256) : retraite mutualiste des anciens combattants ; droit légitime des épouses titulaires de ces rentes - Retraite du combattant ; versement à 60 ans sans condition de ressources et non prise en compte pour le bénéfice du Fonds national de solidarité - Elargissement des cas d'attribution du titre de reconnaissance de la nation - Rapatriés du camp de Tambow et croix du combattant volontaire - Critères d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance - Insuffisance des contingents de la légion d'honneur réservés aux anciens combattants - Célébration du 8 mai - Attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du nord et critères d'attribution - Fonctionnaires d'Afrique du nord et bénéfice de la campagne double - Anciens combattants d'Afrique du nord et versement de la pension d'invalidité - Attribution de la qualité de combattant volontaire en Afrique du nord, de la croix de combattant volontaire et du titre de reconnaissance de la nation - Insuffisance du budget présenté. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5271) : repousse au nom du groupe de l'U C D P, les crédits du titre IV

Transports (28 novembre 1980) (p. 5476) : niveau satisfaisant des carnets de commandes des grands chantiers de construction navale - Situation difficile des petits établissements de construction navale ; nécessité d'une aide publique à la promotion et à l'exportation des nouveaux matériels - Loi de 1951 et caractère identique du taux de l'aide pour une commande donnée, quelle que soit la taille du chantier ; disparité de traitement entre petit et grand chantier - Primes et avantages consentis aux armateurs bénéficiant de l'autorisation d'achat de navires construits à l'étranger ; exemple des navires de pêche industrielle - (p. 5477) : activité des chantiers spécialisés dans la construction de navires en polyester ; inconvénients de la politique de régionalisation de cette activité pour la construction en série. Construction de vedettes en polyester pour la surveillance des 200 milles nautiques - Retard dans le versement des aides à la construction navale et informatisation de la direction financière du ministère ; demande l'application des délais de paiement des marchés publics - Lutte contre la pollution et incitation à l'innovation des techniques de pêche ; aide publique aux petits chantiers - Blocus des ports par les flottilles de marins-pêcheurs lors de la grève de l'été 1980 ; détournement de trafic et principe de la liberté du trafic dans les ports français - Marine marchande et organisation administrative ; passage d'un ministère à une direction générale

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5619) : budget des postes et place de second budget civil de la nation - Stagnation des crédits et poursuite de la modernisation et du développement du réseau de télécommunication - Augmentation du parc de lignes téléphoniques et raccourcissement du délai moyen de raccordement - Amélioration de l'indice de la qualité de ce service - Caractère qualitatif de la demande téléphonique et nécessité d'une modernisation du réseau - (p. 5620) : importance des crédits du programme « recherche et développement » ; circuits intégrés et fibres optiques - Alliance de l'informatique et des télécommunications ; place de la France ; nécessité de ne pas renouveler l'erreur des choix industriels fait en 1976 - Expérience de télématique et association du parlement - Postes et fléchissement des autorisations de programmes ; ralentissement du plan de modernisation de la poste - Diminution des ouvertures de comptes aux chèques postaux et avantages servis par le circuit bancaire - Transport et distribution de la presse et déficit des chèques postaux ; commission « presse, poste et Etat » - Progression de l'endettement - Importance des factures à payer du service téléphonique - Absence de création d'emplois et recrutement d'auxiliaires - Fermeture de bureaux de postes dans les zones rurales ; rôle du receveur-distributeur et polyvalence - Statut des receveurs-distributeurs ; reconnaissance de la qualité de comptable et versement d'une prime mensuelle

FILIPPI (Jean), sénateur de la Corse (GD-SRG).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **318** (25 février 1980) (p. 324) à M. le Premier Ministre : la **Corse (récents événements de Corse)** - Discutée le 3 juin 1980 (débat commun) (p. 2240 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) (p. 2244) : événements dramatiques des 9 et 10 janvier 1980 à Ajaccio et Bastelica - Agitation consécutive à ces événements et explication par le malaise de la population - Coût de la vie - Insuffisance des équipements publics - Manque d'information de la population et carence des pouvoirs publics - Hommage à la Société pour la mise en valeur agricole de la Corse (SOMIVAC) - Contre-vérités de la propagande indépendantiste - Chômage en Corse - Crédit d'investissement pour l'enseignement et la formation professionnelle - Procès devant la Cour de sûreté de l'Etat et impossibilité de la création d'une commission d'enquête parlementaire - Réunion du 22 avril chez le Président de la République - Nomination nécessaire d'un haut fonctionnaire chargé de mission ; mission et rapport de M. Libert Bou en 1964-1965 - (p. 2245) : exemple des commissaires à la rénovation industrielle dans le Nord et en Lorraine - Dignité de la population corse et élection souhaitable de l'assemblée régionale au suffrage universel et à la représentation proportionnelle - Dérogation à la loi de 1972 et précédent de la répartition des sièges supplémentaires du conseil régional entre les deux départements de la Corse.

FONTAINE (Maurice), sénateur du Gard (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° **212** (**79-80**)] - (29 avril 1980) - **Art. 17** *bis* (p. 1617) : soutient l'amendement N° 50 de M. Henri Caillavet, identique à l'amendement N° 43 de M. Charles Lederman (avertissement et recours devant le Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 24** (p. 1620) : soutient les amendements de M. Henri Caillavet, N° 52 (durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la

magistrautre) et N° 51 (contrôle, à l'issue des stage rémunérés, de l'Ecole nationale de la magistrature).

FOREST (Louis de la), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UREI).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2779** (J.O. Débats 14 mai 1980) (p. 1894) à M. le Premier Ministre : l'**emploi (situation de l'emploi dans le pays de Redon)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (20 juin 1980) (p. 2910).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Art. 28** (p. 860) : son amendement N° III-204 : bénéfice de l'aide aux mutations professionnelles pour les agriculteurs âgés de cinquante ans ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5291) : diffusion de la culture en milieu rural ; cite le festival d'orgue d'Ille-et-Vilaine - Restauration de l'orgue de l'église Notre-Dame de Rennes - Gestion efficace et cohérente des crédits de la musique et rôle des associations départementales pour la diffusion de la musique (ADDM) - Statut des personnels des ADDM - Absence d'orchestres permanents en Bretagne - Progression des crédits en faveur de l'enseignement musical et absence d'écoles agréées en milieu rural - Congrès de la fédération nationale des associations de parents d'élèves, élèves, anciens élèves et amis du conservatoire et écoles de musique, de danse, d'art lyrique et dramatique et promesse de subventions aux syndicats de communes gérant une école de musique en milieu rural - Problème des rémunérations des professeurs de musique - Professeurs vacataires de musique et poids des cotisations sociales - Coordination entre les programmes et les niveaux pour l'enseignement musical - Recyclage des professeurs - Conditions de fonctionnement et recensement des écoles de musique

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - **Examen des crédit - Après l'art. 46** (p. 5325) : son amendement n° 199 : attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés de 50 ans ; retiré.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - (p. 5617) : zones rurales et rôles des recettes de distribution ; prise en charge du local par la collectivité locale - Comparaison avec la situation des recettes de plein exercice - Usagers du téléphone et problème des facturations ; prélèvement automatique et remboursement des erreurs de l'administration

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 40** *bis* (p. 6103) : son amendement n° 304 : actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; retiré et repris par M. Paul Jargot puis irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

FORTIER (Marcel), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Travail et santé - III - Santé et sécurité sociale** (n° **98**, annexe **33**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1713) : au nom de la commission des finances, déclare l'amendement N° 56 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les dépenses d'énergie des utilisateurs industriels), irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance de 1959 relative aux lois de finances.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1697) : redressement de la sécurité sociale - Détérioration des relations entre les caisses d'assurance maladie et les médecins - (p. 1698) : part de la maladie dans les dépenses totales de sécurité sociale - Déficit de la branche vieillesse - Evolution de la situation des caisses d'allocations familiales - Financement des prestations de maladie - Recherche d'une nouvelle assiette de cotisation - Chômage - Coût des dépenses d'hospitalisation - Mesures prises pour limiter l'évolution des dépenses d'hospitalisation - Problème des effectifs du personnel hospitalier - (p. 1699) : mise en oeuvre nécessaire d'une comptabilité analytique des hôpitaux et d'un contrôle de gestion - Prévention et information du public - Difficulté de négociation entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux - Effectifs du corps médical français - Revalorisation des retraites des médecins.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - Au nom de la commission des finances - **Art. 1 A** (p. 2822) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires sociales (modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de familles de moins de trois enfants), déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° 111 de Mme Cécile Goldet (prolongation à 26 semaines du congé de maternité pour toutes les grossesses), ainsi qu'à l'amendement N° 98 de M. Jean Béranger (allongement du congé pré-natal au bénéfice de toutes les familles) - **Art. 1**(p. 2823) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution aux amendements de Mme Cécile Goldet N° 113 (prise en considération de toutes les naissances d'enfants, qu'ils soient nés viables ou pas), et N° 114 (définition identique des enfants « nés viables » en cas de naissances multiples).

Suite de la discussion (19 juin 1980) - Au nom de la commission des finances - **Art. 10** (p. 2849) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M.

Marcel Gargar (bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant) et N° 48 de M. Marcel Gargar (extension aux départements d'outre-mer du système des prestations familiales) - **Après l'art. 11** (p. 2851) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 19 de la commission (principe et conditions d'extension à certaines catégories de personnes du revenu minimum familial) - **Art. 20** (p. 2857) : déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° 75 de M. Jean Chérioux (supplément de revenu familial et exclusion de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement des conditions de ressources) - **Après l'art. 20** : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 28 de la commission (allocation de parent isolé ; garantie d'un revenu au moins égal au revenu familial minimum).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5902) : budget de la santé : budget d'intervention ; moyens des services ; dépenses en capital - Recherche médicale - Prévention sanitaire et sociale - Pharmacie et médicament - Subventions d'équipement - Equipements sanitaires : hôpitaux et hospices - Equipements sociaux : établissements pour handicapés - Répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales - (p. 5903) : comptes de la sécurité sociale : aides de l'Etat aux divers régimes - Situation du régime général : cotisations des salariés et des employeurs ; déficit des trois caisses : maladie, vieillesse et allocations familiales - Chômage et diminution de l'assiette des cotisations - Généralisation de la sécurité sociale ; assurance personnelle ou volontaire - Médecine ambulatoire médecine de ville - Dépenses hospitalières - Contribution exceptionnelle demandée aux assurés sociaux en 1980 - Nécessité d'une réforme des modes de financement des régimes sociaux : modification de l'assiette des cotisations ; prise en charge par l'Etat de certaines allocations de type social - Prévention et éducation sanitaires ; lutte contre les fléaux sociaux : tabagisme ; alcoolisme, rapport Jean Bernard - (p. 5904) : service de santé scolaire - Dépenses hospitalières : poids des dépenses de personnel ; prix de journée et tarification hospitalière ; hébergement hôtelier - Situation du corps médical : croissance des effectifs et difficultés prévisibles des jeunes médecins ; groupe de travail sur les débouchés et mesures envisagées quant à l'amélioration de la retraite et à l'institution d'une aide à la cessation d'activité anticipée - Problème des retraites des hospitalo-universitaires - Rémunération des professeurs agrégés non chefs de service - Position de la commission des finances favorable à l'adoption des crédits

FOSSET (André), sénateur des Hauts-de-Seine (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur la proposition de loi (n° **232**, 1979-1980), adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **253**, 1979-1980) (21 mai 1980) - **Participation des travailleurs.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à libéraliser l'**adoption** (n° **84**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation** (n° **98**, annexe **32**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** - (p. 2487) : examen de la proposition de loi par la commission des finances ; tendances manifestées - Réserves formulées quant aux modalités d'application - Intervention d'un choix s'orientant vers l'attribution d'actions de l'entreprise plutôt que vers l'adhésion à un plan d'éprgne ; risques - Rôle de l'assemblée général extraordinaire - Inadaptation du gage proposé par le gouvernement - Efforts des salariés d'entreprises en difficultés - (p. 2488) : examen des gages financiers proposés par le gouvernement et par les auteurs de la proposition de loi - Création d'une agence nationale d'étude et de promotion de la participation.

Art. 3 (p. 2507) : accepte l'amendement n° 131 de la commission des affaires sociales (fusion des dispositions des art. 3 et 4 du texte en discussion ; conditions dans lesquelles les sociétés peuvent offrir un plan d'actionnariat ou un plan d'épargne à leurs salariés ;conditions dans lesquelles les salariés peuvent exercer le droit qui leur est accordé).

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2921) : amendement N° 34 de la commission des finances soutenu par M. Edouard Bonnefous : détermination de la valeur ou du prix de souscription des actions attribuées aux salariés ou acquises par eux ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) - Au nom de la commission des finances - (p. 4993) : prélèvements obligatoires et richesse nationale - Utilisation de l'argent public - Rapport annuel de la cour des comptes ; synthèse des principales observations faites par la commission des finances - Fonctionnement des services de tourisme ; nécessité d'une momenclature plus claire des crédits - Calamités agricoles et attribution de l'aide publique aux agriculteurs - Montée du chômage et accomodements pris dans l'application des procédures administratives - Augmentation du prélèvement des dépenses de santé ;charges hospitalières et simplification des statuts des praticiens ; révision des effectifs - Problème de la dualité entre service hospitalier et constitution d'une clientèle privée - (p. 4994) : accroissement du contrôle médical de la sécurité sociale - Situation des sociétés d'économie mixte des collectivités locales - Loi du 22 juin 1976 et contrôle des comptes des entreprises publiques par la cour des comptes - Insuffisance des fonds propres des entreprises publiques et tendance dangereuse à la diversification des activités - Contrôle des filiales et sous-filiales du secteur public et insuffisance des moyens de la cour des comptes

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : soutient l'amendement n° 47de M. Georges Lombard (bénéfice des

déductions fiscales par adhésion à un centre de gestion agréé et relèvement du plafond des recettes) - Sur l'amendement n° 45 de MM. Paul Girod et René Touzet (extension aux centres de gestion agréés artisanaux, industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles), son sous-amendement n° 166 déposé avec M. Christian Poncelet : limites des chiffres d'affaires ou de recettes ; non application pendant trois ans aux adhérents d'un centre de gestion remplissant toutes les autres conditions d'adhésion ; devenu sans objet - **Art. 3A** (p. 5077) : sur l'amendement n° 5 de M. François Dubanchet (déduction fiscale et application aux établissements industriels des entreprises à caractère mixte), son sous-amendement n° 167 : déduction fiscale et application aux investissements en cours et aux investissements à long terme ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 6052) : historique de la section commune et montant des crédits - (p. 6053) : évolution des crédits et mesures nouvelles - Crédits du ministère du travail et de la participation : évolution des crédits par rapport à 1980 ; moyens des services ; mesures nouvelles - Institut national d'études démographiques (INED) ; centre d'études sur l'emploi ; Institut national du travail - Crédits pour les travailleurs migrants : fonds d'action sociale ; aide au retour ; centre d'information et de promotion pour l'emploi en Nouvelle-Calédonie - Fonds national de chômage ; indemnisation du chômage et subvention de l'Etat à l'UNEDIC - Convention sociale pour la sidérurgie - Garantie de ressources des handicapés - Action en faveur de l'emploi : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; fonds national pour l'emploi : contrats amploi-formation ; aide à la mobilité géographique ; indemnité conventionnelle de chômage partiel et primes d'incitation à l'embauche - Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ; rapport Farge et réforme de l'ANPE - (p. 6054) : statut et organisation de l'ANPE - Politique de l'emploi : augmentation du nombre de chômeurs ; allongement de la durée moyenne d'attente ; pactes pour l'emploi ; emploi des jeunes et des femmes ; contrats à durée déterminée et intérim - Travaux de préparation du VIII[e] Plan - Réduction de la durée du travail - Procédures d'embauche et de licenciement - Dialogue entre gouvernement et parlement - Avis favorable de la commission des finances à l'adoption du budget du ministère du travail et de la participation

FOUCHIER (Jacques), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2609** de M. **Pierre Jeambrun** : l'**exonération de la taxe laitière de coresponsabilité dans les zones de piémont** (11 avril 1980) (p. 1225).

n° **2624** de M. **Paul Girod** : le **règlement sucrier communautaire** (11 avril 1980) (p. 1224).

n° **2625** de M. **René Chazelle** : la **mise en valeur de la forêt française** (10 octobre 1980) (p. 3862).

n° **2636** de M. **Maurice Janetti** : l'**exclusion des producteurs français d'un règlement communautaire sur l'huile d'olive** (18 avril 1980) (p. 1393).

n° **2638** de M. **Jean Cluzel** : la **préparation des mesures en faveur des anciens combattants dans le projet de loi de finances pour 1981** (6 juin 1980) (p. 2433).

n° **2643** de M. **Jean Cluzel** : le **développement de la culture de la truffe** (11 avril 1980) (p. 1225).

n° **2670** de M. **Bernard Hugo** : les **conditions de travail dans les centres de tri postaux de la région parisienne** (18 avril 1980) (p. 1394).

n° **2726** et **2727** de M. **Abel Sempé** : les **mesures d'aide à la viticulture** (18 avril 1980) (p. 1391, 1392).

n° **2734** de M. **Abel Sempé** : le **remboursement des prêts pour calamités agricoles dans le Gers** (18 avril 1980) (p. 1392, 1393).

n° **2738** de M. **Jacques Mossion** et n° **2742** de M. **Maurice Schumann** : la **rémunération des producteurs de pommes de terre** (6 juin 1980) (p. 2430, 2432).

n° **2745** de M. **Maurice Schumann** : la **commercialisation du lait en Grande-Bretagne** (6 juin 1980) (p. 2432, 2433).

n° **2796** de Mme **Danielle Bidard** : la **situation financière de l'Université de Paris XIII - Villetaneuse** (10 octobre 1980) (p. 3869, 3870).

n° **2801** de M. **Jean Ooghe** : la **gestion du service d'incendie et de secours de l'Essonne** (10 octobre 1980) (p. 3867).

n° **2806** de M. **Pierre Salvi** : la **prévention de la fraude électorale** (10 octobre 1980) (p. 3868).

n° **2815** de Mme **Danielle Bidard** : les **habilitations du deuxième et du troisième cycle pour l'année universitaire 1980-1981** (10 octobre 1980) (p. 3870).

n° **2819** de M. **Henri Caillavet** : les **mécanismes communautaires en matière de fruits et légumes** (10 octobre 1980) (p. 3863).

n° **2833** de M. **René Chazelle** et n° **6** de M. **Adrien Gouteyron** : l'**indemnisation des sinistrés de la Haute-Loire** (10 octobre 1980) (p. 3865, 3867).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (11 mars 1980) - **Art. 22 B** (p. 785) : approuve la demande de réserve de la commission des affaires économiques sur l'amendement N° III-221 de M. Etienne Dailly, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (conditions d'exception à la réglementation des cumuls pour les opérations accomplies entre membres d'une même famille) - Accepte l'amendement N° III-94 de la commission des lois (application du contrôle des structures des exploitations agricoles à la seule exploitation des biens, à l'exclusion des transferts des propriétés).

— **Question orale avec débat : détection de la chaptalisation des vins** - (20 mai 1980) - (p. 1996) : interdiction de la chaptalisation et méthodes de contrôle ; gène occasionnée aux professionnels - Organisation d'un concours sur la mise au point d'un procédé pour détecter la chaptalisation ; élargissement de la recherche à l'ensemble de la communauté scientifique - Situation de l'agriculture et de la viticulture.

— **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4212) : absence de discrimination entre les départements d'outre-mer - (p. 4213) : décret-loi de 1935 et absence de compétence de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) sur les départements d'outre-mer - Protection des rhums agricoles et maintien des rhums industriels réunionnais - Appellation pour les rhums et hiérarchisation entre les différentes qualités - Définition du rhum et nécessité d'un alignement des institutions européennes sur celle de la France - Fixation des prix du rhum par arrêté ministériel et consultation du comité consultatif des prix.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5369) : prophylaxie : dotation budgétaire et remboursement du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), diminution des abattages pour brucellose et tuberculose, actions poursuivies pour d'autres affections ; mesures gouvernemen-

tales en cas d'insuffisance de crédits - Services vétérinaires ; viande de veau et intensification des contrôles ; équipement de laboratoires départementaux ; agents techniques, matériel spécialisé - Contrôle aux frontières - Maintien de la race montbéliarde et apport de sang extérieur - Ecole nationale vétérinaire de Nantes : affectation de postes en 1980, rentrée assurée au mieux en 1981 - Engagement du gouvernement d'assumer les écoles vétérinaires - Absences de création d'un institut supérieur de l'agro-alimentaire

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre du comité des finances locales en application de l'art. L. 234-20 du code des communes (27 février 1980) (p. 449).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi (n° 97, 1980-1981) de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Culture et communication : culture** (n° **98**, annexe **7**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi (n° 97, 1980-1981) de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Monnaies et médailles** (n° **98**, annexe **38**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2666** (J.O. Débats 27 février 1980) (p. 428) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **presse (coût de publications administratives)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la communication, le 9 mai 1980 (p. 1807, 1808).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 643) : création d'une nouvelle valeur d'imposition et harmonisation avec le nouveau texte concernant la fiscalité directe locale.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (8 avril 1980) - **Après l'art. 25** *(suite)* (p. 1081) : au nom de la commission des finances, déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° 187, précédemment réservé, de la commission (bonifications d'ancienneté : extension du nombre des bénéficiaires, mais limitation au seul classement indiciaire).

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1701) : soutien du groupe UREI à la politique de maîtrise de la croissance des dépenses sociales du gouvernement - Augmentation du prélèvement social de 1970 à 1980 - Compétition internationale - Nécessité de maîtriser et non de stabiliser les dépenses sociales, notamment d'assurance maladie - Dépenses d'hospitalisation : système du prix de journée et autres systèmes possibles de gestion - (p. 1702) : effort possible de rationalisation de la gestion des hôpitaux : définition des objectifs, mesure de l'efficacité des moyens - Décentralisation de la gestion des hôpitaux - Hospitalisation et autre technique de soins : soins à domicile - Développement de la politique de prévention et d'éducation sanitaire - Franchises de remboursement et ticket modérateur d'ordre public - Alcool, tabac, drogue, accidents de la circulation - Formation économique des futurs médecins - Appel aux activités associatives - Contrôle parlementaire de la sécurité sociale - Organisation des caisses d'assurance maladie - Convention entre les caisses et les médecins.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Art. 5** (p. 2322) : son amendement n° 3 déposé avec M. Yves Durand, au nom de la commission des finances : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées ; devenu sans objet - **Art. 21** (p. 2355) : amendement n° 4 de la commission des finances déposé avec M. Yves Durand, identique à l'amendement n° 52 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises ; retiré.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 1** (p. 2641) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 7 de Mme Cécile Goldet (succès à l'examen d'entrée et octroi de l'aide sociale à domicile) - (p. 2642) : déclare applicable l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 8 de Mme Cécile Goldet (création de haltes-garderies universitaires).

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes** (SEITA) [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3140) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), se déclare opposé au sous-amendement n° 41 de la commission des lois (spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi) - Statut de société commerciale de la nouvelle société ou multiplication des dérogations - Complexité des problèmes de juxtaposition entre la présente loi et la loi de 1966, et rôle respectif du Conseil d'Etat et du Parlement - (p. 3143) : intervient sur le sous-amendement n° 38du Gouvernement à l'amendement n° 37 de la commission des finances (suppression de la référence à la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme) - Reconduction souhaitable en faveur de la nouvelle société des droits actuels du SEITA en matière de publicité - Octroi de garanties ou confiance dans la capacité concurrentielle de la société.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Question préalable** (p. 4919) : intervient contre la motion n° 27 de M. Camille Vallin tendant à opposer la question préalable - Progression de la dotation globale de fonctionnement et comparaison avec l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Ressource évolutive - Bilan d'application de la loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement - Indemnité de logement des instituteurs - Demande de scrutin public.

Art. 7 (p. 4947) : vote du groupe UREI favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) ainsi qu'à l'amendement n° 68, de suppression de l'art. 6.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Explication de vote** (p. 4988) : orientations du projet de loi : évolution prudente, solidarité entre les collectivités locales, concertation grâce au comité des finances locales - Vote favorable au projet de loi et demande d'un scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5130) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools) - Solution de conciliation.

Deuxième partie :

Monnaies et médailles (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5225) : diminution de près de moitié de ce budget par rapport à 1980 - Hausse des cours de l'argent métal et arrêt de la fabrication de la pièce d'argent de 50 F. ; contraction du programme de frappe des autres monnaies françaises - Réduction des achats de matières premières et des frais de sous-traitance - Dépenses de personnels - Mensualisation des ouvriers de la monnaie - Réduction des dépenses d'investissement ; cas de l'établissement de Pessac - Apparition d'un déficit d'exploitation - Frappe des monnaies étrangères et vente de médailles - Budget d'attente et solutions envisageables : reprise de la frappe d'une pièce d'argent ou frappe de pièces commémoratives - Propose l'adoption des crédits

Culture et communication (25 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5278) : développement de la vie culturelle et modicité des crédits du budget ; participation du ministère de la culture à la politique de modération des dépenses publiques - Limitation des autorisations de programme et des crédits consacrés aux publications administratives - Création d'un fonds d'action conjoncturelle pour le patrimoine monumental - Renforcement de la politique de protection et de valorisation du patrimoine ; « année du patrimoine » - Loi de programme sur les musées - Programme pluriannuel de protection du patrimoine - Défense du patrimoine architectural et VII[e] Plan ; nécessité de limiter les restaurations de prestige - Développement des activités de recherche - Crédits d'équipement et achèvement du pré-inventaire - Crédits en faveur de la musique ; conservatoire supérieur de musique de Lyon et création de six écoles nationales de musique - Achèvement de la carte des conservatoires nationaux de région - Expériences d'enseignement du chant choral et d'ateliers musicaux - (p. 5279) : nécessité de développer l'aide aux associations plutôt que de favoriser la « municipalisation » - Orchestres et création de deux orchestres régionaux et d'un quatuor national - Accroissement du poids financier des grandes institutions de prestige : théâtres nationaux, Centre Georges Pompidou et Opéra de Paris - Comparaison des subventions reçues par l'Opéra et les théâtres lyriques municipaux de France - Atténuation de l'effort en faveur de la lecture publique - Problème du prix du livre ; libération des prix et crainte d'un appauvrissement culturel de l'édition - Loi de programme sur les musées et absence de maîtrise totale des moyens financiers ; cas du musée d'Orsay, du château de Versailles et de la rénovation de l'hôtel Salé - (p. 5280) : faiblesse des moyens en personnel et problème des jours d'ouverture et des horaires pratiqués dans les musées - Création et diffusion et absence de projet cohérent - Triplement de la subvention accordée au théâtre national de Chaillot ; école de danse Maurice Béjart - Reprise des activités de la compagnie Renaud-Barrault - Crédits à la décentralisation théâtrale et nécessité d'un état précis de la situation du théâtre décentralisé - Réduction des moyens de l'Association technique pour l'action culturelle (ATAC) - Soutien nécessaire aux associations réalisant des animations des monuments historiques - Théâtre privé ; crédits budgétaires et régime fiscal particulier - Réserves sur l'aide en faveur de la promotion de l'écriture dramatique - Politique d'achat d'oeuvres d'art ; nécessité de ne pas se limiter à des artistes déjà confirmés - Diffusion et création artistique par les grands moyens audio-visuels ; exemple de l'émission « Au Théâtre ce soir » ; dotations du fonds de création audiovisuelle - Proposition d'adoption de ce budget - (p. 5286) : utilité de l'aide à la publication de nouveaux auteurs ; regrette son caractère unitaire et monopolistique. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5299, 5300) : à propos de la réduction indicative des crédits du titre III ; Théâtre national de Chaillot, s'oppose aux amendements n° 198 de M. Jacques Habert et n° 197 de la commission des affaires culturelles - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 202 du gouvernement (diminution de la réduction indicative des crédits du titre III ; Théâtre national de Chaillot) - Amendement n° 195 de la commission des finances ; réduction indicative des crédits du titre IV ; écriture dramatique nouvelle ; adopté - *Etat C* (p. 5301) : amendement n° 196 de la commission des finances : réduction indicative des autorisations de programmes et des crédits de paiement du titre V ; aménagement de l'Hôtel de Salé ; retiré.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - (p. 5626) : dégradation du service public postal ; nécessité d'une reprise en mains de ce secteur ; création de « passerelles » entre les télécommunications et les postes ; exemple de l'annuaire électronique - Industrie de la télématique et concurrence internationale - Nécessité d'un contrôle du parlement - (p. 5627) : débat parlementaire suivi d'un vote sur les nouvelles techniques et leur déontologie - Tarification de ces technologies - Délégation parlementaire et contrôle des expériences en cours - Expérience télématique et renforcement du cloisonnement, de la centralisation et du coût pour l'assistance - Informatisation et modification des structures sociales - Techniques de la mercatique - Rappelle l'expérience d'informatisation de l'ensemble du système tertiaire ; dérèglement conséquent et déqualification des tâches

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Art. 42** (p. 6389) : simplification du mécanisme des abattement à la taxe d'habitation ; fixation en pourcentage par rapport à la valeur locative moyenne et réduction à trois de leur nombre - Transformation des abattements en valeur absolue en abattements en pourcentages par les communes - Réintroduction par le gouvernement des abattements en valeur absolue et indexation sur la revalorisation des coefficients fixés pour les propriétés bâties ; remise en cause de la réforme - Dotation globale de fonctionnement et mécanisme du potentiel fiscal - Se déclare défavorable à l'amendement n° 1 du gouvernement (majoration des abattements en valeur absolue par application du coefficient fixé pour les propriétés bâties).

FRANCOIS-PONCET (Jean), *ministre des affaires étrangères* (nommé le 29 novembre 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 30 novembre 1978, p. 3983).

DÉPÔTS

Projet de loi autorisant la ratification de l'Accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (n° **9**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises (n° **10**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté

économique européenne et la Communauté Economique européenne d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie d'autre part, et de l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part (n° **11**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France,la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° **12**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 (n° **13**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° **14**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 relatif au statut de l'Ecole Internationale de Bordeaux (n° **15**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation, d'une part de l'avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise signée le 29 juillet 1971, d'autre part du Protocole complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un Fonds national de solidarité (n° **16**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° **17**,1980-1981) (7 octobre 1980) - **Traités et conventions**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale (n° **39**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355** (**79-80**)] - (27 juin 1980) - (p. 3200) : inquiétude générale sur la détoriation de la situation internationale et interrogation sur l'avenir de la croissance, de l'emploi et du maintien de la paix - Question du jugement du gouvernement sur les évènements et l'orientation de son action - Crise de l'Afghanistan : respect du principe de l'indépendance nationale, comportement de l'Union Soviétique, détermination du peuple agfhan ; condamnation mondiale de l'utilisation de la force, par les Nations-Unies, les pays non alignés et les nations islamiques - Répercussion sur les relations sud-ouest : détente, négociations sur le désarmement et perspectives de progrès arrêtés - Nécessité d'une politique ferme et agissante de la France - Utilité du dialogue entre la France et l'URSS : rencontre de Varsovie - Nécessité d'écarter l'occupation étrangère et d'éviter de faire de l'Afghanistan un enjeu ou une menace - Contacts entre la France et les pays voisins de l'Afghanistan, conférence islamique - Répercussions sur les relations est-sud (entre l'Union soviétique et les pays non-alignés ou musulmans) - (p. 3201) : conférence d'Islamabad - Constatation d'un retrait partiel d'unités militaires soviétiques et souhait d'un retrait total - Nécessité pour la France de demeurer libre de ses démarches et initiatives - Crise du Proche-Orient : répercussions de la crise d'Afghanistan sur le conflit israélo-arabe - Rôle et position de la France dans le rétablissement de la paix au Proche-Orient : règlement d'ensemble de la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité dans les limites des territoires occupés depuis 1967 et du droit du peuple palestinien à déterminer son destin et à disposer d'une patrie - La déclaration du 13 juin adoptée par le Conseil européen à Venise et ses aspects - Qualités de ce texte - Progrès de l'influence européenne - (p. 3202) : nécessité pour l'Europe de surmonter ses divisions internes - Limitation de la crise grâce à l'accord du 30 mai à Bruxelles avec la Grande-Bretagne : fixation des prix agricoles, résolution du problème français de la viande de mouton, préservation du système des ressources propres et du principe de la solidarité financière, admission par la Grande-Bretagne du principe de l'égal accès des ressortissants de tous les Etats de la communauté à l'ensemble des zones de pêche communautaire - Apports de cet accord : acceptation de la Grande-Bretagne de demeurer un contributeur net important ; maintien du niveau de vie des agriculteurs français - Durée limitée de cet accord - Problème financier de la CEE : épuisement des ressources propres et nécessité d'une répartition équitable des charges - Problème agricole : exemple du marché du lait - Réexamen nécessaire de la politique agricole commune - Priorités communautaires - Nécessité de renforcer la cohésion de la CEE préalable à tout nouvel élargissement - (p. 3203) : répercussions graves sur la situation économique internationale des hausses du prix du pétrole : réduction de l'extraction par les pays producteurs et situation aggravée des pays en voie de développement - Généralisation souhaitable du recyclage international des capitaux - Politique énergétique : sommets de Venise et de Tokyo sur la croissance et les énergies de substitution - Politique française en matière d'économie d'énergie et de programme nucléaire - - Aide de l'occident aux pays en voie de développement et nécessité d'en partager la charge avec les pays producteurs de pétrole et les pays industriels socialistes ; seule contribution de ces derniers : les armements - Politique indépendante de la France dans l'Alliance atlantique - mais solidarité nécessaire avec ses partenaires occidentaux - (p. 3204) : nécessité d'une concertation et analyse de ses caractères : réciprocité, équilibre, respect du pluralisme, modification de son cadre - Crise économique et nouveaux clivages internationaux avec apparition de nouveaux partenaires - Réaffirmation du rôle et de l'influence de l'Europe sur la scène internationale - (p. 3225) : se réjouit de l'organisation de ce débat - Inquiétudes exprimées sur la situation politique internationale - Notion d'état de guerre, évoquée par M. *Pierre Marcilhacy* - Propos cités par M. *Anicet Le Pors* pour un nouvel ordre économique international - Aide des pays industrialisés aux pays en voie de développement - Alibi du colonialisme - Indépendance de la France - Thème du désarmement et propositions socialistes - (p. 3236) : attitude du gouvernement face à l'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Besoins de paix des Français - Conférence européenne pour le désarmement et action de la France dans ce domaine - Situation en Afrique et relations privilégiées de la France avec ce continent - Réunion annuelle réunissant certains pays africains et le président de la République française - Apartheid en Afrique du Sud, évoquée par M. *Serge Boucheny* - Ventes d'armes - Principes de la politique africaine française : développement, indépendance, promotion de l'homme et de ses droits - Aide de la France aux pays africains - Relations franco-tchadiennes et non ingérence française dans les affaires intérieures de ce pays - Présence française en Guinée équatoriale et attitude du Président Obiang - Problème de l'indemnisation des Français du Tchad, évoquée par M. *Jean-Pierre Cantegrit* - Evenements de Chrypre et désir du

gouvernement de voir se renouer le dialogue entre les deux communautés - Problème des réfugiés du sud-est asiatique et de Corée : aide matérielle française et accueil des réfugiés - Conférence de Genève et conférence sur le Cambodge aux Nations-Unies - Lien culturel liant la France au peuple cambodgien - (p. 3237) : importance des relations économiques franco-coréennes et tentative française de rapprochement des deux Corée - Rôle du président de la République dans la définition de la politique étrangère, abordé par MM. *Henri Caillavet* et *Pierre Marcilhacy* - Problème des relations Est-Ouest dans le contexte des évènements en Afghanistan - Conférence d'Helsinki - Notion de détente et équilibre des forces militaires - Nécessité des moyens efficaces de dissuasion pour maintenir la paix et l'équilibre dans le monde - Problème du nucléaire et crédits de défense civile, évoqué par M. *Edouard Bonnefous* - Fidélité française à l'Alliance atlantique - Position du gouvernement français face aux évènements d'Afghanistan - Non boycott par les sportifs français des jeux de Moscou - Problème du Moyen-Orient et martyre du peuple juif - Absence de prise de position française sur les accords de Camp David - Autodétermination du peuple palestinien et nécessité d'un accord global de paix entrainant une reconnaissance par tous les participants de l'Etat d'Israël - Solution d'une éventuelle fédération avec la Jordanie - Voyage du Président de la République au Moyen-Orient - Caractère positif de la déclaration des Neuf et ses conséquences - Europe et incertitudes pesant sur l'avenir de la communauté ; politique agricole commune ; préférence communautaire - Problème de la répartition des charges financières entre les pays de la communauté : Grande-Bretagne - (p. 3239) : principe de la solidarité financière et situation défavorable de certains pays de la CEE : étude prévue sur ce sujet - Problème de l'élargissement de la CEE : concurrence entre productions méditerranéennes ; problème du vin - Propos du président de la République lors de la conférence de Venise - Conférence de Madrid et problème du désarmement en Europe - Rétablissement de la confiance dans les relations Est-Ouest et cas de l'Afghanistan - Remercie la Haute Assemblée pour la qualité du débat - Nécessité pour la France de mener une politique d'indépendance tout en restant fidèle à ses partenaires et alliés occidentaux - Fermeté du dialogue avec l'Union soviétique - Politique gouvernementale et intérêts supérieurs de la France et de la paix.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Affaires étrangères (5 décembre 1980) - (p. 5818) : diplomatie française et moyens dont elle dispose - Politique étrangère de la France et situation internationale - Evénements politiques mondiaux de 1980 : intervention militaire soviétiques mondiaux de 1980 : intervention militaire soviétique en Afghanistan - Conséquences de la multiplication des crises mondiales - Conflit du Proche et du Moyen Orient et position française ; sa condamnation par l'Assemblée générale des Nations Unies ; règlement du conflit et retrait des troupes étrangères - (p. 5819) : initiatives de la conférence islamique et possibilité d'une solution internationale au problème afghan - Condition du règlement du conflit opposant l'Irak et l'Iran et conséquences de son prolongement ; appui français aux efforts de médiation : Conseil de sécurité - Prolongement du conflit israëlo-arabe ; attitude de la France et de ses partenaires ; déclaration de Venise ; droit à l'autodétermination du peuple palestinien et droit d'Israël à sa sécurité - Conclusions des travaux du Conseil européen - Relations Est-Ouest et préservation des grands équilibres mondiaux ; conjoncture économique et maintien par la France de sa défense et de la crédibilité de sa dissuasion - Conférence de Madrid et précédent de la conférence de Belgrade en 1977 - Principes de l'acte final d'Helsinki et événements d'Afghanistan - Hésitation du gouvernement français à se rendre à Madrid ; raisons de sa participation : respect des souverainetés nationales et moyens de la réalisation d'une conscience européenne commune ; droits de l'homme et émigration de juifs, d'allemands - Déclaration présidentielle et attachement de la France au processus d'Helsinki : proposition française d'une éventuelle conférence sur le désarmement en Europe - Evénements de Pologne et attitude de la France : conséquences sur la population des difficultés économiques - (p. 5820) : souveraineté de l'Etat polonais et nécessité d'un règlement interne de la situation - Paix en Europe et aide française - Affirmation du rôle des Européens sur la scène internationale et déclarations du Conseil européen de Luxembourg : présence du Premier Ministre grec ; mauvaise réputation de l'Europe des Neuf et rayonnement qu'elle continue d'exercer - Rapport de la commission européenne et politique agricole commune : principe de la préférence communautaire ; unité des marchés et montants compensatoires ; maintien du principe de la solidarité financière ; refus français du concept du « juste retour » - Avenir de l'Europe et nécessité d'une agriculture saine, garantie de sa sécurité alimentaire - Nouvelle volonté de l'Europe de se faire entendre dans le monde et fermeté du communiqué final publié par le Conseil européen de Luxembourg - Rigueur du budget de l'Etat et répercussions sur le budget des affaires étrangères - Augmentation des crédits de rénovation de l'outil diplomatique français - Importance de l'action en faveur des Français de l'étranger ; renforcement de la solidarité envers les plus défavorisés ; amélioration de la sécurité des Français résidant à l'étranger ; priorité à donner à l'enseignement des jeunes français de l'étranger - (p. 5821) : objectifs prioritaires du VIII[e] Plan et augmentation des moyens d'une action culturelle de la France à l'étranger : importance de l'augmentation des crédits de l'action radiophonique - - Programme d'action prioritaire du VIII[e] Plan (PAP) et développement des industries culturelles françaises ; mise à l'étude de la construction de réémetteurs en Guyanne - Crédits consacrés à la formation des personnels scientifiques et techniques à l'étranger : Sud-Est asiatique, Chine - Promotion de la diffusion de l'art français à l'étranger et rôle de Paris dans le monde - Renforcement de la solidarité internationale et augmentation des crédits destinés à l'aide aux pays victimes de calamités ; doublement de la participation française au programme des Nations Unies pour le développement.

FRANCOU (Jean), sénateur des Bouches-du-Rhône (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Francis Palmero, tendant à créer un diplôme d'**herboriste** (n° **315**, 1979-1980) (13 juin 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à modifier les lois n° 70-632 du 15 juillet 1980 et 78-1 du 2 janvier 1978 relatives à l'indemnisation des Français **rapatriés** d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° **33**, 1980-1981) (14 octobre 1980).

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : Exposé d'ensemble et dépenses en capital** (n° **98**, annexe **41**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2711** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre des Transports : les **militaires (reconversion des pilotes militaires)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) le 6 juin 1980 (p. 2445).

n° **2712** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre de l'Intérieur : les **harkis (situation des harkis)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche), le 6 juin 1980 (p. 2444).

n° **2713** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre des Transports : les **autoroutes (aménagement des liaisons autoroutières dans la région provençale)**.

n° **2741** (J.O. Débats 11 avril 1980) (p. 1196) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : les **ports (réalisation du port de plaisance de Carry-le-Rouet)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche), le 6 juin 1980 (p. 2443).

Questions orales avec débat :

n° **24** (6 avril 1978) (p. 362) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (aviation militaire ; difficultés de reconversion des pilotes militaires)** - Retirée par son auteur (2 avril 1980) (p. 936).

n° **273** (2 octobre 1979) à M. le ministre de l'Intérieur : les **rapatriés (situation actuelle des harkis)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **283** (25 février 1980) (p. 325) à M. le Premier Ministre : l'**espionnage (expulsion du consul général d'URSS à Marseille)** - Retirée par son auteur (16 octobre 1980) (p. 3919).

n° **345** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : les **sites (protection des) (protection du massif des Calanques)**.

n° **346** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Culture et de la communication : les **langues régionales (mise à l'écart de la langue provençale à la radio et à la télévision)** - Discutée le 21 octobre 1980 (p. 3969 et suivantes).

n° **388** (14 mai 1980) (p. 1934) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fruits et légumes (crise de l'agriculture méditerranéenne)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1977 et suivantes).

n° **417** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le Premier Ministre : la **police (règlements de comptes politiques entre étrangers)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Affaires étrangères (p. 116) : situation internationale - Intervention soviétique en Afghanistan : concertation européenne nécessaire - Crise iranienne - Conférence de Caracas et dialogue Nord-Sud - Souhait par le groupe UCDP d'une déclaration gouvernementale sur la politique étrangère dès le début de la session de printemps.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 396) : législation nationale et décisions européennes en matière de politique agricole - Pouvoirs du Conseil supérieur d'orientation et de l'économie agricole et alimentaire - Absence de contrôle des organismes interprofessionnels - (p. 397) : financement du fonds de promotion des produits agricoles - Répertoire de la valeur des terres agricoles - Statuts du fermage et du métayage et vente d'herbes - Insuffisance de la concertation avec les professionnels : exemple de l'établissement de programmes régionaux ou de la mise en place d'un schéma directeur des structures agricoles - Fiscalité agricole - Financement du livre foncier rural - Règles d'octroi de prêts bonifiés - Règlementation des possibilités d'accès à la profession d'agriculteur - Améliorations nécessaires du texte.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1294) : son amendement N° II-261 : prise en charge par l'Etat du logement des personnels enseignants ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1859) : son amendement N° 226, déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : réglementation des produits de l'agriculture biologique ; retiré - **Art 2** *ter* (p. 1861) : son amendement N° 228 déposé avec M. Pierre Ceccaldi-Pavard : politique du crédit permettant la conversion aux méthodes de l'agriclture biologique ; retiré.

— **Questions orales avec débat jointes : situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2005) : élargissement de la Communauté et situation catastrophique des producteurs de fruits et légumes - Effondrement des prix et augmentation des coûts de production - Dangers de la politique d'importation et concurrence déloyale extra et intra-communautaire - Régression du revenu agricole en Provence-Côte d'Azur - Condamnation de 80 % des exploitations maraîchères et fruitières - (p. 2006) : faillite de l'agriculture maraîchère française et sécurité alimentaire - Demande la création d'un prix agricole et d'une sorte de « fuel vert » - Action des pouvoirs publics et réduction des coûts de production - Utilisation des excédents des caisses de Crédit agricole au profit des producteurs et des communes rurales - Budget des services de développement des chambres d'agriculture - Demande la participation du ministre à la journée d'étude sur les problèmes agricoles, organisée en Provence - Charte de l'agriculture méridionale - Travaux de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Art. 1** (p. 2824) : son amendement N° 78 soutenu par M. Marcel Rudloff : remboursement à l'employeur de la partie de l'indemnité des congés payés relative à la durée du congé de maternité, par la caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole ; retiré.

— **Question orale avec débat : mise à l'écart de la langue provençale à la radiodiffusion et à la télévision** - (21 octobre 1980) - (p. 3969) : année du patrimoine et 150e anniversaire de la naissance de Frédéric Mistral, poète provençal - Mouvement Parlaren et difficultés rencontrées par les émissions en langue provençale à la radio et à la télévision : rapport du Président Ariès - Problème financier posé par des émissions en occitan ou en provençal - Langue d'oc et parution d'un mensuel « Prouvènco Dau » - Nécessité de conservation des langues régionales et richesse de la langue française - (p. 3970) : émission exceptionnelle en langue provençale pour honorer Frédéric Mistral.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4470) : montée de la violence - Sentiment d'insécurité de la population - Indemnisation des victimes - Garantie des libertés : suppression de la procédure de flagrant délit ; *habeas corpus* - Réconciliation de la justice et des citoyens - (p. 4471) : lenteurs de la justice - Notion de sursis - Intérêt porté aux victimes et à leur famille - Apporte son soutien au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5206) : priorité déclarée pour le sport à l'école et affectation des

trois quarts des crédits aux traitements et charges sociales des enseignants du sport des lycées et collèges - Problème du sport à l'école primaire et maternelle - (p. 5207) : principe de l'unicité du maître à l'école primaire et recyclage des instituteurs - Création de conseillers pédagogiques ; recrutement d'enseignants dans les écoles normales - Aide aux clubs et rôle du Fonds national pour le développement du sport - Sport universitaire - Fonctionnement du mouvement sportif et insuffisance des moyens - Rôle des fédérations et des clubs pour l'accueil des jeunes en période de congés scolaires - Sport optionnel - Efforts des municipalités et rôle des animateurs bénévoles - Conclusions de la commission Neuwirth en 1976 - Subventions d'équipement aux collectivités locales et perspectives de la dotation globale d'équipement - Rôle des municipalités pour l'équipement sportif - Nécessité d'autres sources de financement pour le sport de masse : prélèvement sur les paris du loto et du pari mutuel urbain - (p. 5208) : rôle de ces financements dans les pays étrangers - Nécessité d'une véritable politique sportive. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5217) : s'oppose aux amendements de M. Guy Schmaus n° 172 (réduction des crédits du titre III : réduction des dépenses de matériel et de fonctionnement des services d'animation sportive pour permettre l'augmentation de la dotation du franc-élève), n° 173 (réduction des crédits du titre III : services d'animation sportive, sport optionnel et création de postes d'enseignants), et n° 174 (réduction des crédits du titre IV : crédits d'intervention publique pour les services d'animation sportive) - S'oppose également à l'amendement n° 184 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle (réduction des crédits du titre III : suppression des crédits des services d'animation sportive) - (p. 5218) : ouverture du sport optionnel à tous les enfants

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5408) : problèmes des rapatriés : propositions du groupe de travail réuni après le vote de la loi d'indemnisation sur le problème des réévaluations des biens individuels et commerciaux, et suite que le Gouvernement entend donner à ses conclusions - (p. 5409) : problème des fonds bloqués : engagements pris par le gouvernement après les accords d'Evian ; possibilité pour les travailleurs immigrés d'expédier leur salaire dans leur pays d'origine et réciproque souhaitable, résultats obtenus dans les négociations avec la Tunisie ; retards avec le Maroc ; refus de l'Algérie - Problème de la libre circulation entre la France et l'Algérie des Français musulmans (Harkis) : respect nécessaire des engagements pris

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur spécial (Exposé d'ensemble et dépenses en capital) (p. 5643) : visites aux forces armées et constation de la restauration du moral des troupes - Constate la fermeté de notre politique de défense - Importance des crédits du budget militaire et méthodes de calcul - Inscription des provisions pour hausse des traitements de la fonction publique et dégradation des disponibilités - Respect des engagements de la loi de programmation ;priorité accordée à la défense - (p. 5644) : frein au déclin des ressources inscrites de la section commune - Augmentation des dotations de la rubrique « études, recherches et prototypes » - Insuffisance des commandes d'engins blindés, du canon à grande cadence de tir et du canon tracté - Interventions extérieures et absence de remboursement intégral ; création de ligne budgétaire pour la surveillance de la zone économique maritime et la police de la navigation - Augmentation des dépenses du titre V ; effort consenti en faveur de l'armement classique ; maintien de la crédibilité nucléaire - Développement d'armes nouvelles : SX mobile et bombe à neutrons - Force de dissuasion et coopération européenne - Retard dans la mise au point du Mirage 2000 - Augmentation du prix des carburants et insuffisance des crédits supplémentaires ; cohérence des approvisionnements - Diversité des situations pour les forces terrestres - Section « terre » et importance des dépenses des programmes non majeurs ; risque d'une dispersion de l'effort d'études ; exemple des engins de franchissement ; spécifications de matériel non majeur et utilité de la coopération - Situation favorable de la marine - Stabilité des crédits accordés à la gendarmerie - Caractère satisfaisant de ce budget en considération de la situation économique et de l'environnement international - Inquiétude sur l'organisation de la défense civile - (p. 5645) : proposition d'adoption de ce budget

Suite de la discussion (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 15** (p. 5692) : s'oppose à l'amendement n° 233 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Serge Boucheny (réduction des crédits : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire) - S'oppose à l'amendement n° 234 de M. Jean Garcia (réduction de moitié des crédits de la sécurité militaire) ; missions de la sécurité militaire ; arrestation récente d'un consul général d'une puissance étrangère trouvé en possession des plans du Mirage 2000 - **Art. 16** (p. 5693) : s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Philippe Machefer (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V « Equipement », pour protester contre l'insuffisance des crédits de la gendarmerie mobile) - S'oppose à l'amendement n° 236 de M. Serge Boucheny (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer) - (p. 5694) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Serge Boucheny (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : suppression des crédits d'étude et de fabrication de la bombe à neutrons).

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 43** *quater* (p. 6125) : son amendement n° 271 déposé avec M. Jean-Marie Bouloux : extension aux associations sportives d'entreprises du bénéfice de la déduction du millième ; retiré.

FREVILLE (Henri), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université [n° 95 (79-80)]** - (23 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2999) : à propos de l'amendement n°8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : réégibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs), intervient sur la qualification des maîtres-assistants ; accès actuel de plusieurs maîtres-assistants des facultés de droit, de sciences économiques et des établissements de gestion aux fonctions de directeur d'U E R comprenant un troisième cycle - Qualité des recherches et durée des études pour le doctorat d'Etat.

FUZIER (Claude), sénateur de la Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2614** (J.O. Débats 24 novembre 1979) (p. 4375) à Mme le ministre des Universités : la **médecine (enseignement) (unité d'enseignement et de recherche médicale de Bobigny)** - Réponse de M. Pierre Aigrain,secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) (18 avril 1980) (p. 1390).

n° **2616** (J.O. Débats 29 novembre 1979) (p. 4575) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (refus par la télévision d'émissions de l'institut national de la consommation)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication (11 avril 1980) (p. 1209).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports (p. 122) : ses amendements N° 60, N° 61 et N° 62, soutenus par M. Philippe Machefer : suppression des crédits destinés aux heures supplémentaires des enseignants d'éducation physique et sportive, aux dépenses de fonctionnement des services d'animation sportive et au fonctionnement du Musée du sport ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

G

GALLEY (Robert), *ministre de la coopération* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978 p. 1539).

Elu sénateur de l'Aube le 28 septembre 1980 (RPR). **Démissionnaire le 1er novembre 1980** (4 novembre 1980) (p. 4332).

Puis ministre de la défense et de la coopération (nommé le 22 décembre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets (22 et 23 décembre 1980) (p. 3018).

NOMINATIONS

En qualité de sénateur.

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2798** de M. **Charles de Cuttoli: la situation de l'enseignement français dans l'île Maurice** (20 juin 1980) (p. 2906).

GAMBOA (Pierre), sénateur de l'Essonne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2660** (J.O. 26 février 1980) (p. 362) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : la **sécurité sociale (remboursement des frais sociaux)**.

n° **2718** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : la **sécurité sociale (négociation avec les syndicats pour le renouvellement de la convention médicale)** - Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale (23 mai 1980) (p. 2155, 2156).

Questions orales avec débat :

n° **254** (2 octobre 1979) (p. 2883) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **hôpitaux (moyens financiers des hôpitaux)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1675 et suivantes).

n° **352** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : la **sécurité sociale (prestations)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1675 et suivantes).

n° **431** (7 octobre 1980) (p. 3765) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **hôpitaux (moyens financiers des hôpitaux)**.

n° **432** (7 octobre 1980) (p. 3765) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **médecins (convention médicale)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 2 (p. 20) : son amendement n° 12 : suppression de cet article relatif à la consultation du Parlement sur l'effort social de la nation ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 3** (p. 22) : son amendement n° 14 : abrogation de l'avoir fiscal ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 23) : son amendement n° 18 : majoration exceptionnelle de 200 francs pour les handicapés adultes, non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 8** (p. 28) : son amendement n° 25 : revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 10** (p. 33) : soutient l'amendement n° 35 de M. Guy Schmaus (taxation de l'actif net des banques) - **Avant l'art. 12** : son amendement n° 36 : exonération de la TVA pour les véhicules des handicapés ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 16** (p. 38) : soutient les amendements n° 42 et n° 43 de M. Guy Schmaus (taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe sur les motocyclettes ; prélèvement exceptionnel sur les investissements réalisés à l'étranger par l'industrie automobile française).

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie.

Santé et sécurité sociale (p. 126) : réactions suscitées par les dispositions prises le 25 juillet 1979 à l'égard des hôpitaux - Opposition des professions de santé et des conseils d'administration des hôpitaux - Nécessité des investissements sociaux.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 564) : son amendement N° II-8 :parité de la majoration des pensions vieillesse pour les retraités agricoles invalides ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - (p. 577) : son amendement N° II-9, soutenu par M. Raymond Dumont : droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à 55 ans ; retiré au profit de l'amendement N° II-87 de la commission des affaires sociales.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1677) : rôle du système hospitalier dans notre société - Accès de tous aux techniques les plus élaborées - Remise en cause par le Gouvernement du potentiel hospitalier français - Menaces sur l'emploi des travailleurs de la santé - (p. 1678) : pénurie des effectifs - Exemples d'hôpitaux fermés faute de personnel - Gestion autoritaire de l'Etat sur les hôpitaux - Médecine de pénurie imposée aux équipes soignantes - Revendications des milieux hospitaliers - Rôle du préfet, face au conseil d'administration des hôpitaux ; dérogations obtenues par les luttes des travailleurs de la santé - Centre national de transfusion sanguine - Proposition de loi Berger à l'Assemblée nationale - Soulèvement du mouvement mutualiste contre le ticket modérateur d'ordre public - Coût des dépenses hospitalières, supérieur à celui des premiers soins : étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) - (p. 1679) : liberté laissée aux compagnies d'assurances privées - Budget social de la nation - Blocage des budgets des hôpitaux - Convention entre les médecins et la sécurité sociale : double secteur de la médecine - Couverture sociale des chômeurs - Cotisations d'assurance maladie sur les pensions des retraités - Journée nationale de défense de la sécurité sociale - Droit à la santé - Abrogation nécessaire du ticket modérateur d'ordre public.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2656) : protestation unanime des travailleurs français contre la politique gouvernementale - Atteinte au statut des gaziers et des électriciens.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2811) : besoins des familles et de l'enfant et insuffisance du projet de loi - Liens entre famille et éducation de l'enfant ; importance des structures extra-familiales et des relations familiales - Crise économique des familles - Insuffisance des équipements sociaux ; cas des crèches réduites au rôle de garderies - Classes maternelles - (p. 2812) : accès aux équipements collectifs des enfants de familles comptant au moins trois enfants - Surcharge des centres de vacances - Conditions de logements ; progression des charges locatives - Politique du logement et propositions communistes - (p. 2819) : évolution du revenu net des familles selon le rapport sur les comptes de la Nation pour l'année 1979 - (p. 2820) : baisse de pouvoir d'achat en 1979.

Avant l'art. 3 (p. 2827) : opposition systématique du gouvernement aux amendements du groupe communiste ; lien entre le gouvernement et le conseil national du patronat français - **Avant l'art. 5** (p. 2829) : soutient l'amendement N° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création au profit de la sécurité sociale d'une nouvelle recette assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés ; calcul de cette recette afin que son rendement permette que toute femme fasse l'objet d'au moins sept examens en cours de grossesse et d'un examen post-natal dans les huit semaines suivant l'accouchement) - (p. 2830) : demande, sans succès, la réserve de cet amendement, dans l'attente de précisions communiquées par le gouvernement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 3** (p. 3353) : son amendement n° 14, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : inscription sur les listes départementales et obligation de demande de transfert en cas de changement de résidence professionnelle ; rejeté - Son amendement n° 26, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'office ; rejeté - **Art. 5** (p. 3355) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, son sous-amendement n° 16, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : fixation des règles professionnelles par le Conseil supérieur des professions paramédicales ; rejeté - Son amendement n° 17, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : compétence des commissions de discipline et suppression, parmi les sanctions, de l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer la profession ; rejeté - (p. 3356) : ses amendements n° 18 et n° 19, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, et excluant du champ d'application des dispositions disciplinaires les infirmiers et infirmières du secteur public et du secteur privé ; rejetés - **Art. 9** (p. 3361) : son amendement n° 20, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article, relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5053) : son amendement n° 159 soutenu par M. Hector Viron : augmentation d'une demi-part du quotient familial des invalides mariés et compensation de recettes ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5108) : son amendement n° 105, soutenu par M. Camille Vallin : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux, hospices et maisons de retraite et remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissement des établissements hospitaliers publics ; financement par la suppression des aides à l'exportation des entreprises ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5910) : politique d'austérité du gouvernement - (p. 5911) : régression budgétaire - Autoritarisme croissant : dessaisissement des conseils d'administration des hôpitaux ; convention médicale - Remise en cause du projet de modernisation de l'hôpital de Corbeil - Exercice des professions médicales et para-médicales ; travail intérimaire - Campagne « SOS santé » du partie communiste français - TVA sur les véhicules achetés par les handicapés ; amendement voté lors de l'examen de la première partie de la loi de finances et remise en cause par le gouvernement - Propositions de lutte définies par Georges Marchais, candidat communiste à l'élection présidentielle - Vote du groupe communiste contre ce budget

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **187 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6399, 6400) : objectifs d'accroissement du profit des grandes féodalités économiques et financières - Partage du travail et maintien de l'inégalité dans le travail pour les femmes - Généralisation du temps partiel et chômage partiel déguisé et non indemnisé - Absence de nouveaux emplois et dégradation des conditions de travail et de la couverture sociale - Atteinte au statut de la fonction publique - Coût du temps partiel pour l'administration - Temps partiel et législation parallèles au statut de la fonction publique - Recrutement d'auxiliaires et de vacataires à temps partiel - Application du travail à temps partiel et liberté laissée à l'administration - Vote défavorable du groupe communiste.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 6401) : opposition du groupe communiste - Travail à temps partiel dans la fonction publique et nécessité d'une progression des dotations budgétaires.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **190 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6397) : vote défavorable du groupe communiste - (p. 6398) : dotation globale de fonctionnement et insuffisance des moyens des collectivités locales.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 17** (p. 6456) : remise en cause d'un acquis social d'une entreprise nationale - Budget des oeuvres sociales et inflation - (p. 6457) : se déclare défavorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Art. 19** (p. 6479) : son amendement n° 138, soutenu par M. Jacques Eberhard : majoration de la taxe sur les véhicules des sociétés ; rejeté - **Art. 19 *bis*** (p. 6480) : son amendement n° 139, soutenu par M. Jacques Eberhard et identique à l'amendement n° 26 de M. Louis Perrein : suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements et services à caractère social ou sanitaire ; rejeté.

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et sur les objectifs de l'Office central interprofessionnel du **logement** (OCIL) (n° **106,** 1980-1981) (20 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2786** (J.O. Débats 23 mai 1980) (p. 2137) à M. le ministre de l'Industrie : l'**industrie (situation de l'électro-mécanique en Seine-Saint-Denis)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie (13 juin 1980) (p. 2711, 2712).

n° **2799** de M. **James Marson** qu'il remplace : la **création de radios locales** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (6 juin 1980) (p. 2438).

n° **2830** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (situation de l'industrie automobile en Seine-St-Denis).**

n° **2831** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à M. le ministre de l'Industrie : l'**emploi (situation de l'emploi dans l'industrie en Seine-St-Denis)** - Réponse de. M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (17 octobre 1980) (p. 3939, 3940).

n° **4** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3749) à M. le ministre de l'Industrie : les **industries mécaniques (sauvegarde de la production française de machines-outils)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie (17 octobre 1980) (p. 3937, 3938).

n° **9** (J.O. Débats 8 octobre 1980) (p. 3777) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : les **faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (situation de l'emploi à la société Giram)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5033).

Questions orales avec débat :

n° **327** (25 février 1980) (p. 325) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (intégration européenne et atlantique et désarmement)** - Retirée par son auteur (7 octobre 1980)(p. 3766).

n° **439** (7 octobre 1980) (p. 3767) à M. le ministre de l'Industrie :les **automobiles (situation de l'industrie automobile en Seine-St-Denis)** - Discutée le 4 novembre 1980 (débat commun) (p. 4332 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 32 (p. 55) : son amendement n° 52, soutenu par M. Raymond Dumont : vote annuel du Parlement sur le montant de la subvention communautaire ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 389) : conséquences néfastes de vingt années de politique agricole commune - (p. 390) : législation nationale et compétence européenne en matière de politique agricole - Règle de décision à l'unanimité - Domination des sociétés multinationales sur le secteur agro-alimentaire - Dégradation des termes de l'échange avec les autres pays membres de la CEE ; exemple des relations commerciales avec la République fédérale d'Allemagne - Elargissement de la CEE aux pays méditerranéens - Division internationale du travail - Pressions extérieures exercées sur la production agricole nationale - (p. 391) : opposition du groupe communiste à l'élargissement de la CEE.

— **Questions orales avec débat jointes ; protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2548) : politique de protection civile et évolution vers l'intégration européenne et atlantique - Danger de la lutte contre la subversion pour les libertés fondamentales - Problèmes réels de la population : chômage, misère - Pollution pétrolière - Ségrégation sociale - Nombre insuffisant des hôpitaux et discours sur la construction d'hôpitaux souterrains - Abris anti-atomiques et logements nécessaires - Information de la population et développement d'une psychose de guerre - Protection civile et politique de dissuasion - Désarmement et détente internationale - Déstabilisation du monde et libération des peuples - Bombe à neutrons - Course aux armements - Abandon de la stratégie de dissuasion et de la défense tous azimuts - (p. 2549) : participation des Etats-Unis à la défense de l'Europe - Service militaire et armée de métier - Défense civile et lutte contre la subversion intérieure - Menaces pour les libertés - Encadrement de la population - Combat pour la paix.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3208) : son souhait d'un vote sur la politique étrangère du gouvernement - Manque d'indépendance et alignement de la politique française sur celle des Etats-Unis - Sommet de Venise : tentative des Etats de la CEE de faire peser la crise structurelle sur les pays sous-développés ; relance de l'offensive contre les pays socialistes ; accélération de la course aux armements ; politique d'austérité et de chômage, diminution des investissements publics et profits pour les compagnies multinationales - Aide de l'URSS en Afghanistan, retrait partiel des troupes soviétiques et recherche par le gouvernement français d'une solution politique - Ingérence des Etats-Unis en Afghanistan et silence sur la question du désarmement - Incapacité des Etats capitalistes à surmonter la crise et nécessité pour eux de tenir compte de la politique de paix, de coexistence pacifique des pays socialistes, et des aspirations du tiers monde - Recul de l'impérialisme : exemple du Viet-Nam, du Moyen-Orient - (p. 3209) : contre-offensive impérialiste généralisée : renforcement des dispositifs offensifs militaires, guerre idéologique et solidarité des pays capitalistes - Politique de la Communauté et problème de l'emploi dans l'industrie et dans l'agriculture - Possibilité d'une armée européenne dotée de l'arme nucléaire et problème de la bombe atomique en Allemagne - Expérimentation de la bombe à neutrons - Politique de défense insérée dans le dispositif militaire américain et inscrite dans les projets stratégiques impérialistes (exemples du Cambodge, du Viet-Nam, de la Corée du Sud) - Politique d'exploitation des pays producteurs de matières premières - Critiques de droite de la politique du gouvernement et méconnaissance de l'ampleur de la crise et du mouvement populaire - Intérêts des groupes multinationaux - Nécessité de tenir compte de l'opinion publique et louvoiement de la politique du gouvernement : rencontre de Varsovie ; Jeux olympiques de Moscou ;reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien - (p. 3210) : nécessité d'une politique française indépendante, libre, de paix et de désarmement - Opposition du Parti communiste au projet d'installation des fusées américaines en Europe - Action pour le désarmement mais maintien du potentiel militaire défensif - Propositions du parti communiste en matière de politique étrangère : Moyen-Orient ; Afrique ; Cambodge ; Viet-Nam et Corée du Sud - Instauration nécessaire d'un nouvel ordre internationnal - Refus de la politique du gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de**

travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale [n° **39 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4397) : caractère tardif mais positif du projet ; vote favorable du groupe communiste - Normalisation des rapports entre la France et l'Algérie - (p. 4398) : combat des communistes pour l'indépendance du peuple algérien - Règlement des problèmes posés aux travailleurs émigrés algériens ; formation professionnelle - Diminution de l'aide du fonds d'action sociale à certaines organisations d'alphabétisation - Incitation à la création de petites entreprises industrielles ou artisanales en Algérie - Droit au retour et respect des droits acquis.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4858) : sur l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé), déclare le groupe communiste défavorable au sous-amendement N° II-213du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Défense (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 15** (p. 5692) : son amendement n° 234 : réduction de moitié des crédits de la sécurité militaire ; rejeté - Action répressive de ce service.

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - (p. 5974) : grandeur du passé de l'influence de la France ; orientations atlantistes et politique d'abaissement national menée par le gouvernement - (p. 5975) : défense de la langue française et prépondérance de l'anglais - Politique d'alignement et d'intégration européenne - Orchestration d'une campagne sur la menace soviétique et approbation implicite de la directive 59 de M. Carter sur l'hypothèse d'une guerre nucléaire limitée ; approbation du redéploiement du dispositif militaire des Etats-Unis - Abandon de la stratégie de dissuasion tous azimuts ; notion de bataille de l'avant et fabrication de l'arme à neutrons - Initiatives gouvernementales contradictoires ; boycott des jeux olympiques ; participation à la rencontre de Varsovie et à la préparation de la conférence de Madrid - Conférence d'Helsinki et détente européenne - Tenue de la rencontre de Madrid : ; rôle joué par le représentant de la CEE et effacement de la France - Coopération européenne et réalisation de projets commerciaux, économiques, scientifiques et techniques - Renforcement des échanges culturels et circulation des hommes et des idées - Impératifs du désarmement et propositions faites par les pays socialistes - Conférence de Madrid et principe de la convocation d'une conférence pour le désarmement en Europe - Politique de coopération et de lutte contre le sous-développement - Maintien des alliances et respect de la souveraineté française - (p. 5976) : participation française au budget européen et non consultation du parlement français - Projet de création d'une force navale européenne ; déssaisissement du parlement et relance de la défense intégrée - Opposition à l'Europe du capital - Nécessité de l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique internationale ; situation des pays en voie de développement - Politique néo-colonialiste en Afrique et soutien aux régimes corrompus - Caractère évolutif de la politique étrangère gouvernementale selon les régimes concernés - Situation en Bolivie et problème de la reconnaissance de la Junte militaire - Reconnaissance du Cambodge - Proche-Orient et application des résolutions de l'ONU - Conflit Iran-Irak et soutien aux propositions des non-alignés - (p. 5987) : vote défavorable du groupe communiste - Politique atlantiste de la France - Position de la France vis-à-vis de certains pays d'Amérique - Affaires d'Afghanistan et du Cambodge - Interdictions professionnelles en République fédérale d'Allemagne - Dictature turque - Détentions arbitraires en Irlande - Répression au Salvador

GARGAR (Marcel), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 2111) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau N° 14 (droits à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale) et N° 15 (priorité d'accès pour les veuves aux cycles et stages de formation professionnelle) - (p. 2112) : soutient l'amendement N° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau (décès du conjoint et paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès) - **Art. 1** (p. 2116 et 2117) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau N° 27 (durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation) et N° 19 (suppression des dispositions de cet article accordant un droit de priorité au versement de l'allocation de veuvage) - **Après l'art. 1** (p. 2119) : soutient l'amendement N° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants) - **Après l'art. 4** (p. 2121) : son amendement N° 26 : application de la loi aux départements d'outre mer ; devenu sans objet - (p. 2122) : application de l'allocation de chômage aux départements d'outre mer - **Intitulé** (p. 2126) : demande de deuxième délibération et remise en cause d'un vote du Sénat ; donne lecture du paragraphe 7 de l'article 23 du règlement.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 10** (p. 2597) : soutient l'amendement n° 99 de M. Hector Viron (application aux stagiaires de toutes les dispositions du code du travail) - **Art. 14** (p. 2600) : soutient l'amendement n° 89 de M. Hector Viron (suppression de l'alinéa relatif au contrat d'apprentissage) - **Après l'art. 14** (p. 2601) : soutient l'amendement n° 90 de M. Hector Viron (conditions de délivrance de l'habilitation du contrat de formation alternée ; préparation d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rémunération du salarié) - **Art. 14** *bis* : soutient l'amendement n° 111 de M. Hector Viron (suppression de cet article relatif à la nature du contrat particulier - **Art. 15** *bis* (p. 2603) : soutient l'amendement n° 112 de M. Hector Viron (maintien du salaire intégral pour le salarié titulaire d'un contrat de formation alternée).

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2809) : insuffisance du projet et impossibilité de le rejeter en bloc - (p. 2810) : projet de loi et importance des avis négatifs ; situation des départements d'Outre-mer (DOM) - DOM et modalités d'application prévues par le projet ; accentuation de la discrimination soulignée par la caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe - DOM et handicaps économiques - Aide sociale et absence de parité entre la

métropole et l'Outre-mer ; système du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) - Illusion de la départementalisation et création de colonies collectives du Marché commun - Absence de parité et atteinte aux principes de la Constitution et des droits de l'homme - (p. 2811) : appui aux luttes des travailleurs d'Outre-mer - (p. 2819) : situation en Guadeloupe.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Art. 9** (p. 2839) : soutient l'amendement N° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau (accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés et élargissement des conditions d'accueil) - **Avant l'art. 10** (p. 2846) : soutient l'amendement N° 45 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation et évolution du salaire minimum de croissance) - **Art. 10** (p. 2849) : soutient l'amendement N° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant) - Son amendement N° 48 : extension aux départements d'outre-mer du système des prestations familiales ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 12** (p. 2852) : soutient l'amendement N° 50 de Mme Marie-Claude Beaudeau (montant du revenu familial ; prise en compte des enfants effectivement à charge et négociation du montant avec les syndicats et associations représentatives) - **Avant l'art. 21** (p. 2857) : soutient l'amendement N° 52 de Mme Marie-Claude Beaudeau (caisses d'allocations familiales et création d'une recette sur les résultats bruts d'exploitation des entreprises de chimie) - **Art. 22** (p. 2859) : son amendement N° 53 : suppression de cet art. et application de droit du revenu familial minimum aux départements d'outre-mer ; rejeté.

— **Question orale avec débat : mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision** - (24 juin 1980) (p. 3057) : discrimination exercée par les responsables des émissions de FR3-Guadeloupe dans l'accès aux antennes et dans le contenu des émissions.

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3991) : tourisme d'Outre-mer et emprise des capitaux multinationaux et de l'Etat - Conférence de Manille de l'Organisation mondiale du tourisme - (p. 3992) : Guadeloupe et développement du tourisme de luxe ; exclusion des populations locales - Crise économique guadeloupéenne et obstacle au développement du tourisme populaire - Développement des importations et marasme de la production locale.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 6** (p. 4280) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Rolande Perlican, identique aux amendements n° 3 de la commission des affaires sociales et n° 19 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne (suppression de cet article, relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée) - **Avant l'art. 7** : soutient l'amendement n° 11 de Mme Rolande Perlican (assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein pour les droits à l'avancement, aux congés payés et aux prestations familiales) - (p. 4282) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Rolande Perlican (calcul de la retenue à effectuer par référence aux modalités en vigueur dans la fonction publique).

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4414) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (principe de la proportionnalité de la rémunération) - (p. 4415) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel) - (p. 4416) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron (droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet) - (p. 4417) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron (assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun) - Soutient l'amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron (seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel) - (p. 4424) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7A** (p. 4524) : se déclare favorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention punis de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives).

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (20 novembre 1980) - **Après l'art. 11** (p. 4985) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé (recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 %) et favorable sur cet amendement, au sous amendement n° 70 de M.Roger Lise (majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - (p. 5229) : intervient en remplacement de M. *Anicet Le Pors* - Politique de libération des prix - Réduction du personnel de la direction générale de la concurrence et de la consommation - Atteintes à l'efficacité des associations de consommateurs - Concurrence étrangère - Déficit commercial de la France - Investissement des industriels français à l'étranger - Détérioration de la position du franc - Inflation - (p. 5230) : propositions de George Marchais : assainissement de la distribution ;développement des centrales d'achats et de la coopération ; réforme des marchés publics

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5552) : déclin économique des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Exemple de la fermeture de deux fabriques de sucre et d'une exploitation agricole à la Guadeloupe - (p. 5553) : destruction de la production de canne à sucre ; intervention du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), du groupe Empain-Schneider et rôle de la CEE - Possibilité d'industrialisation de la Guadeloupe, à partir des sous-produits de la canne ; exemple de la production de papier à partir de la bagasse à Cuba - Energie géo-thermique - Production de rhum - Refus de la CEE d'aider les DOM - Fermeture d'usines et problème du chômage des jeunes - Emigration vers la métropole ; compétence du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (BUMIDOM) ; problème d'intégration en métropole - (p. 5554) : développement de la fonction publique - Inégalités sociales : taux des allocations familiales ; indemnisation du chômage ; SMIC - Problèmes politiques : autonomie ; pouvoir colonial - Concession à une société américaine du gisement aurifère Paul-Isnard - Confiscation des médias par le Gouvernement - Répression des mouvements sociaux - Arrestation de militants guyanais, déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat - Politique d'austérité - Développement des mécontentements et chasse aux sorcières - Perquisition et gardes à vue - Accords franco-américains dans les Caraïbes - Droit à l'autodétermination des DOM-TOM - Extrait des propositions du parti communiste et de Georges Marchais - Vote du groupe communiste contre ce budget

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - (p. 5618) : décision autoritaire du transfert du centre radio maritime de la Guadeloupe à la Martinique

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6064) : fermeture des deux principales usines à sucre de la Guadeloupe et indemnités de licenciement - Extension aux départements d'outre-mer de la loi du 16 janvier 1979 relative à l'indemnisation du chômage - (p. 6065) : différence des taux de l'allocation de base, de l'allocation forfaitaire et de la garantie de ressources - Chômage des jeunes à la Guadeloupe et rôle de la formation professionnelle

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6170) : risque d'une dissociation des accidents du travail et de trajet au sein de la branche sécurité sociale - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** - *Deuxième lecture* [n° **122 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6175) :caractère illusoire et coûteux de ce projet ; exemple de l'exonération des cotisations sociales - Vote défavorable du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Nouvelle lecture* [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6577) : faux-semblant de cette réforme foncière - Vote hostile du groupe communiste et apparenté.

GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **111**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (n° **161**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **123**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres (n° **163**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4194) : Eurodif et technologie de pointe ; choix d'un site français - Opposition du groupe socialiste à la ratification de la convention ; dispositions fiscales néfastes à l'égard des collectivités locales - (p. 4195) : absence de concertation avec les élus nationaux et locaux ; réduction par l'Etat de l'imposition locale au bénéfice d'Eurodif - Compensation des pertes fiscales par une dotation forfaitaire exceptionnelle et insuffisance de son montant - Eléments des impôts locaux et capacité financière d'Eurodif.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres** [n° **123 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6553) : privilèges et immunités diplomatiques - (p. 6554) : statut d'observateur de la Yougoslavie auprès de l'OCDE - Propose d'autoriser l'approbation de l'accord.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali** [n° **111 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6551) : circulation des personnes et politique d'immigration - Carte nationale d'identité ou passeport - Garantie de rapatriement - Titre de séjour - Convention d'établissement - Libertés publiques - Rapatriement des capitaux - Avis favorable à l'autorisation d'approbation.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6562) : refus du groupe socialiste de voter ce projet - Relations entre l'Argentine et la France, et défense des droits de l'homme - Enquête effectuée en Argentine par la commission inter-américaine des droits de l'homme - Nombre de personnes disparues - Rapports du groupe de travail créé par l'organisation des Nations-Unies (ONU) et par *Amnesty International* - Rapport de la délégation sénatoriale française en Argentine en 1979 - Protestation contre la dictature.

GAUTIER (Lucien), sénateur du Maine-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section gendarmerie** (n° **101**, tome V, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Section gendarmerie) (p. 5651) : respect de la loi de programmation militaire et stabilité quasi absolue des crédits - Relative insuffisances des créations d'emplois et effectif des brigades du territoire - Poursuite du recrutement d'un personnel féminin - Arrêt dans le recrutement des gendarmes auxiliaires et gel du « contingent » annuel d'appelés - Qualité de l'équipement informatique - Insuffisance de l'équipement des groupements blindés de Satory : piétine-

ment de la modernisation du parc d'hélicoptères - Inquiétude quant au niveau des stocks de carburants - Amélioration de la condition du gendarme - Difficultés quant au logement ; loi de 1977 et impossibilité de traiter avec les organismes d'HLM - Groupes de travail sur les retraités - Action exemplaire de la gendarmerie pour le maintien de l'ordre et la prévention de la criminalité - Avis favorable à l'adoption de ces crédits

GENTON (Jacques), sénateur du Cher (CNIP, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **31**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la Société Eurodif (n° **57**, 1980-1981) (24 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **12**, 1980-1981) autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° **94**, 1980-1981) (13 novembre 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section commune** (n° **101**, tome **IV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **60** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de la Défense : la **gendarmerie (revalorisation des majorations de retraite spéciale à la gendarmerie).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 408) : agriculture et tissu social de la France : diversité de l'agriculture française - Rôle du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Remembrement agricole et documents d'urbanisme - (p. 409) : législation nationale et politique agricole commune - Organisation des agriculteurs face à l'industrie agro-alimentaire - Compétitivité de l'agriculture française et politique agricole commune - Rapport de la délégation sénatoriale pour les communautés européennes.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 1** *ter* (p. 1857) : en qualité de président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes, se déclare favorable à l'amendement N° 133 de M. Maurice Janetti (rétablissement de cet article : rapport périodique des pouvoirs publics au Parlement sur la prise en compte par la CEE des objectifs de la présente loi) - **Art 6** *bis* (p. 1874, 1875) : nécessité de cet article relatif au maintien des prérogatives des organismes interprofessionnels antérieurs à la présente loi - **Art 13** *bis* (p. 1884) : se déclare favorable à l'amendement N° 71 de la commission des affaires économique (exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art 14** *bis* (p. 1902) : rétablissement par l'Assemblée nationale du livre foncier rural supprimé par le Sénat - (p. 1903) : maintien du cadastre et création d'un « répertoire des terres » et d'un « livre foncier » - Abus des « mises en fiches » des terres agricoles - Se déclare favorable aux amendements identiques N° 11 de la commission des lois, N° 174 de M Paul Séramy, N° 185 de M Pierre Louvot et N° 260 du gouvernement (suppression de cet article créant un livre foncier rural).

— **Rappel au règlement** - (4 juin 1980) - (p. 2331) : accords obtenus à Bruxelles et absence d'information donnée à la délégation parlementaire pour les commmnautés européennes ; rappelle les dispositions de la loi créant cette délégation et prévoyant cette information.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3221) ; sa qualité de président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes - Récente publication du rapport d'information de la délégation - Rôle déterminant joué par la France dans la crise que traverse actuellement la Communauté économique européenne (CEE) - Conférence de presse du président de la République - Renforcement de la cohésion de la CEE évident après l'accord du 30 mai avec la Grande-Bretagne et le sommet de Venise du 13 juin 1980 - Rappelle les incertitudes qui pèsent sur la Communauté - Demande du Royaume-Uni de voir révisée sa contribution au budget communautaire - Opposition entre partisans de l'Europe communautaire et zélateurs d'une zone de libre échange - Non remise en cause de l'acquis communautaire - Précédent dangereux que pourrait constituer cette demande britannique dans l'hypothèse d'un élargissement - Confusion entre l'idée de contribution et l'idée de transfert de ressources - Réflexion engagée entre les partenaires sur le développement des politiques communautaires - (p. 3222) : rejet par la délégation du principe du « juste retour » ; solidarité financière - Demande au gouvernement des éclaircissements au sujet de « l'Europe à deux vitesses » - Incertitudes concernant le cadre géographique de l'Europe : problème du nombre de ses membres - Appartenance à la CEE, régime démocratique et respect des droits de l'homme - « Pause » suggérée par le Président de la République avant de poursuivre l'élargissement de la CEE - Entrée prochaine de la Grèce, mais non de l'Espagne et du Portugal - Prochaine réforme des mécanismes communautaires - Solidarité entre les partenaires quant au coût de l'élargissement - Manque de clarté des explications gouvernementales du 11 juin à l'Assemblée Nationale - Emotion des partenaires devant les propos français - Conséquences budgétaires de l'élargissement et attitude de la communauté - (p. 3223) : problème de la politique agricole commune - Système des prix agricoles communs - Aggravation des distinctions économiques et monétaires entre les partenaires - Entrée dans sa deuxième phase du système monétaire européen (SME) - Rapport de la délégation parlementaire pour les communautés et voies s'offrant à l'Europe.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4164) : situation du marché des céréales - Balance commerciale française et hausse de la production de blé - Nécessité d'une augmentation des exportations françaises de blé vers les pays tiers ; dangers d'un stockage excessif par les organismes stockeurs - Attitude des autorités communautaires face à l'exportation et difficulté du maintien du niveau de vie des céréaliers -

Conséquences financières pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et pour la politique agricole commune de la mise à l'intervention d'importantes quantités de blé - Nécessité d'une relance rapide de l'expansion - Intérêt de la réouverture de l'intervention au prix de référence.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4150) : problème de la prime à la vache allaitante - Eleveurs : refus de la position d'assistés, question sur la durée et la revalorisation de cette prime - Mécontentement des propriétaires de troupeaux mixtes privés de cette subvention - Exploitations familiales : petites productions laitières, rôle modeste dans les excédents de produits laitiers.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° 31 (80-81)] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4189) : Eurodif et convention exorbitante du droit commun - Procédés d'enrichissement de l'uranium ; choix de l'ultracentrifugation par la Grande-Bretagne, la République fédérale et les Pays-bas et création de l'Urenco ; choix de la diffusion gazeuse par la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie et création d'Eurodif - Historique de la constitution d'Eurodif et choix du site ; concurrence avec l'Italie - (p. 4190) : embargo américain sur les minerais et succès d'Eurodif - Eurodif et caractère de société anonyme de droit privé français à participation internationale - Capital d'Eurodif ; part de la France par l'intermédiaire de la COGEMA et de la SOFIDIF - Modalités de la participation financière de l'Italie ; retrait de l'Iran et dédommagement - Construction d'Eurodif et techniques d'enrichissement de l'uranium ; mesure de cet enrichissement par unité de travail de séparation (UTS) - Capacité comparée d'UTS, d'Eurodif et d'Urenco - Importance des stocks d'uranium français et des ressources nationales - (p. 4191) : participation française à l'exploitation des mines d'uranium africaines, canadiennes et australiennes - Eurodif et retombées technologiques ; importance de l'usine du Tricastin - Descriptif des différentes phases d'enrichissement - Négociations sur le choix du site et rôle des avantages fiscaux accordés - Convention intergouvernementale ; dispositions d'ordre fiscal et exonération d'impôts nationaux et locaux - Application de la réfaction du droit commun applicable aux usines nucléaires - (p. 4192) : garantie des états signataires de la convention aux emprunts contractés par Eurodif ; retrait d'un actionnaire et maintien des obligations de l'état concerné - Contrôle de la non-prolifération ; définition par la convention d'un état non-doté d'armes nucléaires ; rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; mesures de protection physique pour le transport des matières nucléaires - Longueur du délai entre la création d'Eurodif et la signature de la convention ; conséquences sur la situation juridique ; principe de la rétroactivité - Demande l'adoption du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5113, 5114) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Harmonisation des accises au sein de la CEE - Arrêt de la Cour de justice européenne sur la taxation des boissons alcoolisées : genièvre, alcools provenant de la distillation des céréales ; eaux de-vie de vin et de fruits - Législation du Danemark protégeant l'akvavit - Nécessité d'étaler dans le temps la mise en conformité du code des impôts français.

Deuxième partie :

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Section commune) (p. 5647) : progression comparable à celle du budget général ; place privilégiée des études et des activités - Diversité de la section commune et difficulté d'appréciation d'ensemble - Politique industrielle des armements et rôle de la délégation générale à l'armement (DGA) - Place de la recherche de défense ; chiffre d'affaires de l'industrie d'armement et importance économique des exportations - (p. 5648) : rémunérations et charges sociales ; rééquilibrage d'effectifs civils et mise en place du statut des ingénieurs des études et des techniques d'armement - Problèmes du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrication - Croissance satisfaisante des crédits du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) ; mesures nouvelles pour l'établissement cinématographique et photographique des armées - Qualité de l'action du SIRPA ; brochures sur la capacité opérationnelle et sur les données économiques des dépenses militaires - Action du SIRPA et concertation avec les élus locaux - Service de santé des armées et revalorisation des rémunérations - Apparition d'un chapitre nouveau « carburants » - Diminution des autorisations de programme et avancement des travaud de l'école de Lyon et achèvement de la reconstruction du Val de Grâce - Diminution du nombre des départs des médecins militaires et prévision d'un sureffectif de médecins militaires de carrière - Mesures prises en faveur de certains retraités militaires - Audition d'une délégation du comité d'action des anciens militaires et marins de carrière par le groupe d'étude des problèmes des militaires retraités ; revendications avancées - Capacité nucléaire ; crédits accordés au commissariat à l'énergie atomique (CEA) et baisse du coût des matières nucléaires - Chapitre « Etudes spéciales » engins » et achèvement de l'engin S3 de l'unité de tir d'Albion - (p. 5649) : accroissements d'activité en matière de fabrication d'engins - Augmentation des dotations aux centres d'expérimentations nucléaires et aux programmes pour l'arme nucléaire tactique - Augmentation globale des autorisations de programme et avenir de l'armement nucléaire français - Niveau satisfaisant des crédits de la division des applications militaires du CEA - Rapport d'activité du CEA ; programmes de recherche scientifique et technique ; question des réacteurspropulsion navale et programmes d'armes nucléaires - Etudes du M-4 et de l'« après M-4 », relève de l'armement tactique actuel - Remaniement du centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) ; tirs souterrains et réduction de l'appareil naval d'environnement et de protection - Organisation administrative des personnels du CEP - (p. 5650) : rôle du service mixte de sécurité radiologique et de celui du contrôle biologique - Missions de la base interarmées des sites - Tirs souterrains et amélioration des techniques employées - Absence de radioactivité acquise - Poursuite du programme de développement de la charge et de l'engin M-4 et de l'arme air-sol moyenne portée - Projet d'armement tactique « Hadès » et définition d'un futur engin stratégique sol-sol mobile - Prise en charge par le CEA de l'accélération des tirs dans la zone centrale de l'atoll de Mururoa - Sort réservé à la composante de la force nucléaire stratégique que sont les Mirage IV - Etude sur « la bombe à neutrons » ; coût de ce programme et décision de fabrication - - Problème de la définition de la nature de cette arme ; arme de champ de bataille ou arme tactique - Nécessité d'une réponse claire sur l'avenir de la bombe à neutrons - Vulnérabilité de l'ensemble des missiles du plateau d'Albion - Capacité de détection des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins - (p. 5651) : proposition d'adoption des crédits de la section commune.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 49** (p. 6129) : ses amendements déposés avec M. Francis Palmero n° 272 : dépôt d'un projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concession des pensions d'invalidité aux retraités militaires ; retiré ; n° 273 : cas des personnels et des ayants-cause admis au bénéfice d'une retraite proportionnelle avant le 1er décembre 1964 ; retiré ; n° 274 : levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires ; retiré et repris par M. Michel Darras puis irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution ; n° 275 : principe et modalités d'application du remodelage des échelles de solde applicables aux sous-officiers de carrière et servant sous contrat ; retiré ; et n° 276 : augmentation du taux de la pension de reversion prévue par la loi du 26 décembre 1964 ; retiré - (p. 6130) : son amendement n° 277 déposé

avec M. Francis Palmero : garantie du droit au travail pour les militaires admis d'office ou sur leur demande à la retraite avant l'âge légal ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France** [n° **12 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6158) : projet de ratification de l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et l'Agence internationale de l'énergie atomique : conditions de contrôle de l'Agence pour certaines matières nucléaires importées en France - Contrôles actuels en France pour les matières nucléaires : appartenance à l'Agence, application des dispositions du traité de non prolifération, signature des directives de Londres sur les transports d'articles nucléaires ; centralisation des données par le Conseil de politique nucléaire extérieure ; traité de Rome ; application des nouveaux contrôles de l'Agence aux Etats membres de l'Euratom, dispositions pour éviter les duplications d'activité entre Euratom et l'Agence - Sauvegarde de l'autonomie et de la liberté de fabrication militaire française, contrôle de l'Agence limité aux matières brutes ou fissiles importées - (p. 6159) : capacité d'enrichissement de l'uranium - Contrôle de l'utilisation pacifique limité aux matières nucléaires importées par des Etats nucléaires militaires ; absence de mesures de protection physique - Portée et objectifs de l'accord : incitation et exemple pour les autres Etats ; reconnaissance de la spécificité du statut d'Etat nucléaire militaire - Pouvoirs de l'Euratom et appartenance de la France à cette organisation - Moyens utilisés par l'Agence : exemple de la communication de renseignements descriptifs - Vérification du maintien des matières brutes ou produits fissiles spéciaux dans les activités civiles - Application et mise en oeuvre des garanties en coopération entre Euratom et l'Agence ; protection des renseignements confidentiels - Protocole visant à éviter tout double emploi des activités de la communauté - Développement du commerce international de matières et équipements nucléaires et danger d'une prolifération - Rôle de la France dans Eurodif - Question sur l'adhésion de la France au traité de non prolifération.

GEOFFROY (Jean), sénateur du Vaucluse (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (14 octobre 1980) (p. 3889).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **8**, 1980-1981) modifié par l'Assemblée nationale, relatif au contrat d'**assurance** et aux opérations de capitalisation (n° **61**, 1980-1981) (28 octobre 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'**assurance** et aux opérations de capitalisation (n° **142**, 1980-1981) (4 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (11 mars 1980) - **Art. 22 B** (p. 783) : soutient l'amendement N° III-174 de M. Franck Sérusclat (extension de la procédure de contrôle des structures des exploitations agricoles).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 843) ; se déclare défavorable à l'amendement N° III-117 de la commission des lois (exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 2042) : se déclare opposé à l'amendement N° 29 de la commission des lois (principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières) - (p. 2043) : se déclare opposé à l'amendement N° 30 de la commission des lois (exception relative à la mise à disposition à titre gratuit) - **Art. 26** *sexies* (p. 2050) : demande un vote par division sur l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement, liberté totale des parties) - Vote du groupe socialiste contre cet amendement.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - Rapporteur. - **Discussion générale** (p. 4218) : rajeunissement des textes sur le contrat d'assurance et les opérations de capitalisation ; érosion monétaire - Protection des assurés en cas de démarchage à domicile - Co-assurance communautaire - Accord des deux assemblées sur la protection des assurés.

Art. 1. - *Art. L. 131-1 du code des assurances* (p. 4219) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission des affaires économiques (extension de la clause de variabilité du capital garanti à toutes les assurances de personnes) - Amendement n° 1 de la commission des lois : titres ou parts non négociables et règlement exclusivement en espèces ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 20 de la commission des affaires économiques (calcul du montant en francs des sommes versées par l'assureur à la suite du décès ou de l'accident) - **Art. 2.** - *Art. L. 211-1 de ce code* (p. 4220) : amendement n° 3 de la commission des lois : assimilation à des tiers des membres de la famille du conducteur et de l'assuré ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 21 de la commission des affaires économiques (accident et garantie pour toute personne transportée) - **Après l'Art. 2.** - *Art. L. 131-2 de ce code* (p. 4222) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission des affaires économiques (assurance sur la vie et contre les accidents ; clause de subrogation) - **Art. 13.** - *Art. L. 132-20 de ce code* (p. 4223) : amendements de la commission des lois n° 4 : date de réception de la lettre recommandée et point de départ du délai de résiliation et de réduction du contrat d'assurance ; critères de l'option entre la réduction des effets de l'assurance et la résiliation du contrat ; repris par M. François Collet et transformé en sous-amendement à l'amendement n° 23 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard - Amendement n° 5 de la commission des lois : non paiement des primes et imputation des avances

sur provision mathématique ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (incident de paiement et application du système de droit commun de l'avance de la prime) - **Art. 15.** - *Art. L. 132-22 de ce code* (p. 4225) : amendement rédactionnel n° 6 de la commission des lois ; adopté - Amendement n° 7 de la commission des lois : expiration d'un délai de deux mois et paiement de plein droit des intérêts de retard ; adopté - **Art. 16.** - *Art. 132-23 de ce code* (p. 4226) : amendement n° 8 de la commission des lois : paiement de deux primes annuelles et réduction ou rachat des contrats d'assurance sur la vie ; application au 1er janvier 1982 ; adopté - **Art. 17.** - *Art. L. 132-24 de ce code* - Amendement rédactionnel n° 9 de la commission des lois ; adopté - **Art. 20.** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) de ce code :* accepte l'amendement n° 24 de la commission des affaires économiques (délai de 30 jours et faculté de renonciation à compter de la signature) - (p. 4227) : amendement n° 10 de la commission des lois : protection et information de l'assuré ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Albert Sirgue (non respect du délai de renonciation et pénalités de retard) - (p. 4228) : sur l'amendement n° 10 de la commission des lois, accepte le sous-amendement n° 30 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (note d'information sur les conditions d'exercice de la faculté de renonciation) - **Art. 20.** *bis.* - *Art. L. 132-5-2 (nouveau) de ce code :* s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Albert Sirgue (suppression de cet article concernant les conditions particulières de renonciation pour les contrats conclus hors du bureau des assureurs ou de leurs agents) - (p. 4229) : amendement n° 11 de la commission des lois : protection particulière pour les contrats signés hors des bureaux des assureurs ou de leurs agents ; adopté - **Art. 21.** - *Art. L. 132-28 de ce code* (p. 4231) : amendements de la commission des lois n° 12 : non application à l'assurance populaire de la mise en demeure, de l'obligation d'envoyer une lettre recommandée et du délai de résiliation ; adopté et n° 13 : non paiement d'une prime ou d'une fraction de prime et options ouvertes à l'assuré ; adopté - **Art. 25-B.** - *Art. L. 132-27 de ce code :* amendement rédactionnel n° 14 de la commission des lois ; adopté - **Art. 27** *bis*-**A.** - *Art. 113-5 de ce code :* (p. 4232) : amendement rédactionnel n° 15 de la commission des lois ; adopté - Amendement n°16 de la commission des lois : assujettissement au contrôle de l'Etat pour les entreprises exerçant une activité d'assistance ; adopté - **Art. 27** *ter.* - *Art. L. 321-4 de ce code* (p. 4233) : amendement n°17 de la commission des lois : harmonisation de la rédaction de certains articles du code des assurances avec les dispositions de la co-assurance communautaire ; adopté - **Deuxième délibération : Art. 20** *bis.* - *art.L. 132-5-2 (nouveau) de ce code :* amendement de la commission des lois : défaut de remise de la note d'information contre récépissé ; adopté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (14 novembre 1980) - **Art. 18** (p. 4704) : son amendement n° I-66 : qualification juridique de l'infraction et suppression de l'application automatique du régime de sûreté ; rejeté - **Avant l'art. 19** (p. 4705) : son amendement n° I-68 : permissions de sortir et libérations conditionnelles ; décisions d'un juridiction spéciale ; réservé puis retiré - **Art. 19** (p. 4709) ; au sujet des décisions du juge de l'application des peines et des mécanismes du recours fait par le procureur de la République, ses amendements n° I-172 et n° I-163 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejetés - **Art. 20** (p. 4714) : son amendement n° I-69 soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article concernant l'intervention du procureur de la République dans les décisions relatives aux permissions de sortir ; devenu sans objet - **Après l'art. 20** (p. 4724) : son amendement n° I-173 : libérations conditionnelles et pouvoir du juge de l'application des peines ; rejeté.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 47** *bis* (p. 4829) : son amendement N° II-57, identique aux amendements N° II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et N° II-181 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité ; adopté - *En tant que vice-président de la commission des lois* - **Art. 47** *ter* (p. 4836) : déroulement du débat et demande, en sa qualité de vice-président de la commission des lois, la réunion de la commission.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 54** (p. 4879) : son amendement N° III-1, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article prévoyant une demande de dommages et intérêts et l'inclusion du préjudice des frais exposés ; rejeté - **Art. 55** (p. 4880) : son amendement N° III-2, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article donnant la possibilité à la partie civile en cause d'appel de former une demande nouvelle pour motif sérieux ; rejeté - **Art. 56** (p. 4881) : son amendement N° III-3, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article autorisant la constitution de partie civile en cause d'appel pour motif de service ; rejeté - (p. 4882) : son amendement N° III-4, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modalités de l'examen de la recevabilité de la constitution de partie civile davant la cour d'appel ; adopté.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **142 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 6392) : accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; règlement des problèmes secondaires par la commission mixte paritaire - Demande l'adoption des conclusions de la commission.

Art. 13 (p. 6392) : application de la loi nouvelle aux contrats en cours au moment de la promulgation de la loi et aux contrats en cours lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle rédaction de l'article 132-20 du code des assurances.

GERIN (Alfred), sénateur du Rhône (NI, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (6 mars 1980) - **Art. 17** (p. 697) : soutient l'amendement N° III-155de M. Roland du Luart (succession de biens et droits agricoles et attribution aux héritiers s'étant engagés à constituer un groupement foncier agricole) - **Art. 18** (p. 709) : soutient l'amendement N° III-156 de M. Roland du Luart (droit pour les bailleurs d'exiger la cession des bâtiments au bénéficiaire de l'attribution préférentielle).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 727) ; se déclare favorable à l'amendement N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles).

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 2** (p. 3826) : sur l'amendement n° 2 de la commission (reconnaissance des groupements de pêcheurs professionnels fluviaux), son sous-amendement n° 75 : suppression de la notion de pêcheurs professionnels ; rejeté - **Art. 3** (p. 3827) : son amendement n° 74 : suppression de la notion de pêcheurs professionnels ; retiré - **Art. 5** (p. 3828) : son amendement n° 73 : pêche en estuaire ; rejeté - Inscription maritime ; pêcheurs fluviaux ; limite de salure des eaux - **Art. 7**

(p. 3834) : son amendement n° 71 : limitation des interdictions de pêche dans les réserves ; rejeté - **Art. 19** (p. 3844) : son amendement n° 76 : cas du pêcheur professionnel délinquant ; retiré au profit de l'amendement n° 29 de la commission - **Après l'art. 22** (p. 3847) : son amendement n° 79 : dispositions transitoires ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5359) : situation de l'agriculture dans la crise économique mondiale ; potentiel important d'agriculteurs dont dispose la France - Agriculture et subordination des actions nationales aux décisions de Bruxelles - Lenteur des progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement agricole - Importance de l'effort en matière de recherche - Problème de l'agrément des établissements privé d'enseignement ; exemple de la région Rhône-Alpes - Situation de l'enseignement féminin - Faiblesse de la dotation prévue pour les foyers ruraux - Marché des fruits et légumes ; politique communautaire et dépendance des producteurs français - Hausse des prix des légumes et attitude des organisations de consommateurs - Situation des horticulteurs et des serristes - Chaptalisation et promotion commerciale - Ventilation des crédits de l'hydraulique - Intérêt de la mise en place d'une politique plus efficace des investissements - Demande l'extension à l'agriculture de la justice fiscale et de la déduction consentie à l'industrie, à l'artisanat et au commerce - Modicité de la place réservée aux équipements ruraux : crédits de l'électrification, adductions d'eau - Politique suivie en matière d'assainissement - Ne votera pas le budget de l'agriculture

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5598) : crise économique et campagne pour la promotion des exportations, organisée par le Centre français du commerce extérieur (CFCE) auprès des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) - Rôle d'intermédiaires que pourraient jouer, auprès des PMI et des PME, des sociétés de commerce extérieur et des sociétés de gestion à l'exportation - Propositions du rapport Millon et exemple du rôle joué au Japon par les Sociétés de commerce international dans les échanges avec l'étranger

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** (p. 6111) : sur l'amendement n°249 de M. Charles Beaupetit (application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques), son sous-amendement n° 360 : caractéristiques techniques des gazoducs et oléoducs concernés ; retiré.

GIACOBBI (François), sénateur de la Corse (GD-SRG).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980 (Haute-Corse).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 317 (25 février 1980) (p. 324) à M. le Premier ministre : la **Corse (récents événements de Corse)** - Discutée le 3 juin 1980 (débat commun) (p. 2240 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 129 (79-80)] - (6 mars 1980) - **Après l'art. 15** (p. 687) : son amendement N° III-246 identique à l'amendement N° III-117 de M. Henri Caillavet : imposition foncière et privilège fiscal accordé aux terres plantées de haies ; retiré.

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) - (p. 2241) : dramatiques événements du 9 janvier à Ajaccio - Procès devant la Cour de sûreté de l'Etat - Attentats en Corse et à Paris - Mises en gardes répétées des élus corses - Evénements d'Aleria de 1975 - Plan de développement régional de la Corse et division en deux départements - Voyage en Corse du Président de la République et du Premier Ministre en 1978 - Nécessité d'un débat parlementaire sur les problèmes corses ; concours du Parlement et information de l'opinion - Spécificité corse - Inconvénients d'un statut particulier - (p. 2242) : réforme régionale : élection au suffrage universel et à la représentation proportionnelle de l'assemblée régionale - Structures régionales adaptées à la Corse : agence des transports, organisme de promotion de la langue locale - Refus par le Gouvernement d'un statut particulier pour la Corse - Application du droit commun à la Corse - et devoir de parité - Problème des communications - Principe de la continuité territoriale - Transports maritimes et aériens - (p. 2243) : création d'un conseil de gestion des transports de la Corse - Chômage des jeunes en Corse - Tourisme et agriculture en Corse et absence de lycée agricole et d'école hôtelière - Pénurie d'artisans - Manufacture des tabacs de Bastia - Propagande des indépendantistes ; nécessité pour le Gouvernement de rétablir la vérité - Absence en Corse de certaines structures régionales : caisse d'assurance maladie - Université corse - Fermeté nécessaire face à la violence des indépendantistes - (p. 2254) : réponse insuffisante du Ministre sur les transports aériens - Précisions données sur l'effort de l'Etat et nécessité d'informer la population - Opposition aux juridictions d'exception.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° 304 (78-79)] - (9 octobre 1980) - **Après l'art. 5** (p. 3829) : son amendement n° 80 déposé avec M. Charles Beaupetit : intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations ; retiré.

GIRAUD (André), *ministre de l'industrie* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 2631 de M. **Francis Palmero** : les **rapports concernant les objets volants non identifiés** (13 juin 1980) (p. 2713).

n° 2653 de M. **Raymond Dumont** : les **négociations européennes concernant l'aide au charbon à coke** (18 avril 1980) (p. 1395, 1396).

n° 2659 de M. **Michel Chauty** : le **programme de recherches géologiques charbonnières** (18 avril 1980) (p. 1396, 1397, 1398).

n° 2672 de M. **Guy Schmaus** : la **situation de l'imprimerie française** (13 juin 1980) (p. 2703).

n° 2681, 2682, 2683 de M. **Guy Schmaus** : la **situation de l'industrie automobile en Ile-de-France** (18 avril 1980) (p. 1398, 1399, 1400).

n° 2684 de M. **Maurice Schumann** : l'**obligation de la mention d'origine sur certains produits textiles** (18 avril 1980) (p. 1402, 1403, 1404).

n° 2687 de M. **Philippe Machefer** : la **situation de l'emploi à Vernouillet (Yvelines)** (18 avril 1980) (p. 1400, 1401).

n° 2715 de M. **Bernard Lemarié** et n° 2758 de M. **Adrien Gouteyron** : la **valorisation et la régulation des cours des cuirs** (13 juin 1980) (p. 2704, 2705).

n° 2724 de M. **Pierre Jeambrun** : la **défense de l'industrie française du jouet** (18 avril 1980) (p. 1401, 1402).

n° 2732 de M. **Maurice Schumann** : le **renouvellement de l'accord multifibres** (18 avril 1980) (p. 1404, 1405, 1406).

n° 2752 de M. **Louis Brives** et n° 2772 de M. **Georges Spénale** : le **maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux** (9 mai 1980) (p. 1809 à 1813).

n° 2767 de M. **James Marson** : la **situation de l'entreprise Moyse à la Courneuve** (13 juin 1980) (p. 2706).

n° 2768 de M. **Jean Cluzel** : les **projets industriels dans le département de l'Allier** (13 juin 1980) (p. 2707, 2708, 2709).

n° 2785 de M. **Bernard Hugo** : la **situation de l'emploi dans l'entreprise Thomson ITT** (13 juin 1980) (p. 2710, 2711).

n° 2786 de M. **Jean Garcia** : la **situation de l'industrie électromécanique en Seine-Saint-Denis** (13 juin 1980) (p. 2711, 2712).

n° 2797 de M. **Henri Caillavet** : la **politique du gouvernement en matière d'informatique** (13 juin 1980) (p. 2709, 2710).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur le contrôle et la protection des matières nucléaires** [n° 303 (78-79)] - (23 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1455) : qualité du travail de la commission et du rapporteur - Programme énergétique français du développement de la production et du transport des matières nucléaires - Insuffisance des dispositions législatives réglementaires concernant les matières nucléaires - Sanctions en cas de délit de vol de matières nucléaires - Intervention de sociétés privées - Matières nucléaires visées par le projet : plutonium 239, uranium 233, 235 et 238 - Exclusion des matières nucléaires destinées à la défense - Procédures de contrôle prévues par le projet - Complément à apporter au traité d'Euratom - Sécurité nucléaire intérieure et respect de la politique de non prolifération.

Art. 1er (p. 1456) : accepte l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (application de la loi aux matières nucléaires utilisables directement ou indirectement pour une réaction nucléaire) - A propos de l'exclusion de l'objet de la loi des matières nucléaires affectées à la défense, accepte l'amendement N° 17 de la commission et amendement N° 13 du gouvernement ; retiré - **Avant l'art. 2** (p. 1457) : s'oppose à l'amendement N° 16 de M. Raymond Dumont (respect de la souveraineté française pour l'importation ou l'exportation de matières et technologies nucléaires) - **Art. 2** (p. 1458) : amendement N° 11 du gouvernement : avis du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur le décret en Conseil d'Etat définissant les conditions d'importation ou d'exportation de matières nucléaires ; adopté - Impossibilité de consultation du Conseil sur chaque autorisation particulière d'importation ou d'exportation - S'oppose à l'amendement N° 3 de la commission (obligation pour l'exportateur de faire connaître les conditions relatives à l'utilisation des matières nucléaires) - **Art. 2** *bis* (p. 1459) : accepte l'amendement N° 4 de la commission (seuils d'application et contenu de l'autorisation) - **Art. 2** *ter* : accepte les amendements de la commission N° 5 de forme et N° 6 (contrôle du vol et détournement des matières nucléaires) - (p. 1460) : amendement N° 12 du gouvernement identique à l'amendement N° 7 de la commission : suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle des matières nucléaires destinées à la défense ; adopté - **Art. 4** : accepte l'amendement N° 8 de la commission (définition des infractions et délits punis par la loi) - **Art. 6** : accepte l'amendement de coordination N° 9 de la commission - **Art. 7** (p. 1461) : amendement N° 15 du gouvernement : constatation des infractions et compétence des agents du service des instruments de mesures ; adopté - **Art. 8** : accepte l'amendement N° 10 de la commission (exécution de la loi et rapport annuel du gouvernement) - **Intitulé** : amendement N° 14 du gouvernement : de forme ; « projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires » ; adopté.

— **Motion d'ordre** - (30 avril 1980) (p. 1651) : fixation de l'ordre du jour prioritaire ; projet de loi d'orientation agricole et action du ministre de l'agriculture à Bruxelles.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° 331 (78-79)] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1653) : solde positif des exportations des raffineries en produits finis - Excédent de la production d'électricité - Importation de gaz néerlandais et exportation d'uranium enrichi - Croissance économique des années 80 et redéploiement énergétique ; parts respectives des énergies nouvelles, du nucléaire, du charbon-gaz, et du pétrole - Economie et gestion décentralisée ; initiatives prises par les collectivités locales - Géothermie et récupération de la chaleur industrielle - Importance du potentiel d'économie des communes ; diagnostic de consommation lancé par l'agence pour les économie d'énergie et contrat de programme d'économie - (p. 1654) : développement d'énergies nouvelles locales et rôle des communes ; procédure d'action solaire (Ascol) - Biomasse - Rôle du commissariat à l'énergie solaire (COMES) - Microcentrales hydroélectriques et élévation du seuil de concessibilité des chûtes ; protection de l'environnement - Importance des rejets thermiques et leur utilisation - Valorisation énergétique des déchets - Alimentation des réseaux de chaleur par la géothermie et l'utilisation des déchets - Pile nucléaire « Thermos » - Energies nouvelles - Etude sur le potentiel de l'utilisation de la chaleur - (p. 1655) : couverture des besoins de chauffage - Vote d'un cadre approprié pour les réseaux de distribution de chaleur ; obtention de moyens juridiques par les collectivités locales et facilité de passage des canalisations de transports et de distribution - Caractère souple du projet et adaptation aux conditions locales - Extension de l'article 8 de la loi de nationalisation de l'EDF - Création d'une mission nationale de propotion et d'animation sur ce projet - Action de l'association « Promocal » - Solution au problème d'approvisionnement énergétique de la France - (p. 1663) : projet de loi et lenteur de la procédure parlementaire - Information du Parlement - Demande d'un grand débat sur l'énergie au Parlement - (p. 1664) : unanimité pour la réduction de la dépendance énergétique française - Economies d'énergie et « croissance sobre » - Succès de la campagne « chasse aux gaspis » - Réduction de la consommation de carburants - Effort envers le chauffage domestique et l'industrie - Réduction de la vulnérabilité pétrolière ; relations avec les pays producteurs ; prospection des hydrocarbures, maîtrise des technologies d'avant-garde - Redéploiement énergétique ; l'appel au nucléaire et aux énergies renouvelables - (p. 1665) : géothermie et eau chaude solaire - Energie verte et rôle attribué au bois - Biomasse - Bilan énergétique de l'alcool d'origine agricole ou de synthèse ; production de végétaux nouveaux - Absence de caractère financier du projet - Arsenal législatif en matière d'économie d'énergies - Maintien du rôle des établissements publics nationalisés d'EDF-GDF - Décret relatif aux achats de courant aux producteurs autonomes - Projet de loi et liberté laissée aux collectivités locales - (p. 1666) : administration et préparation des projets des collectivités locales.

Suite de la discussion (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1712, 1713) : invoque l'article 34 de la Constitution à l'encontre de l'amendement N° 55 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels) - Oppose l'article 42 de l'ordonnance de 1959 relative aux lois de finances à l'amendement N° 56 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les dépenses d'énergie des utilisateurs industriels) - Oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement N° 57 de M Raymond Dumont (institution d'un fonds pour la recherche et la valorisation des ressources énergétiques nationales, alimenté par une taxe parafiscale sur les profits des compagnies pétrolières) - Oppose l'article 34 de la Constitution à l'amendement N° 58 de M. Raymond Dumont (création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises) - **Art. 1 A** (p. 1715) : accepte l'amendement N° 8 de la commission (suppression de cet article instituant auprès de l'Assemblée nationale un comité d'évaluation des options techniques) - **Art. 1** : accepte l'amendement N° 9 de la commission (production de chaleur à titre principal ou accessoire et prise en compte des caractéristiques de la chaleur disponible) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 63 de M. Raymond Dumont (déclaration obligatoire aux collectivités locales et établissements publics régionaux) - (p. 1716) : accepte l'amendement N° 10 de la

commission (information des collectivités publiques, à leur demande, sur les tarifs auxquels la chaleur disponible pourrait être livrée) - **Art. 1** *bis* (p. 1717) : s'oppose à l'amendement N° 59 de M. Raymond Dumont (mission confiée à EDF de production de chaleur combinée à celle d'électricité) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° 11 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux instructions qui seraient données par le ministre de l'Industrie à EDF), et N° 47 de M. Richard Pouille (principe de la meilleure utilisation possible de l'énergie primaire) - **Avant l'art. 1 A** *(suite)* (p. 1718) : après la communication de la décision de M. le Président du Sénat, reconnaissant l'exception d'irrecevabilité de l'art. 41 de la Constitution invoquée par le Gouvernement à l'encontre de l'amendement N° 55 de M. Robert Laucournet, mais constatant qu'elle ne peut être invoquée contre l'amendement N° 58 de M. Raymond Dumont, indique les répercussions qu'aurait l'adoption de cet amendement N° 58 : coût pour la sidérurgie ou les entreprises de transports ; demande un scrutin public sur l'amendement N° 58 - **Art. 1** *bis (suite)* (p. 1719) : s'oppose à l'amendement N° 60 de M.Raymond Dumont (production combinée d'électricité et de chaleur par EDF en cas d'existence d'une demande) - Accepte les amendements de la commission N° 12 (extension à Charbonnages de France) et N° 13 (rédactionnel) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° 14 de la commission (suppression de la mention des directives du gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur par EDF) et N° 41 de M. Richard Pouille (fixation par voie réglementaire des directives du gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur) - Accepte l'amendement de coordination N° 15 de la commission (suppression du dernier alinéa, relatif à Charbonnages de France) - **Art. 1** *ter* (p. 1720) : utilisation de rejet ou de production de calories et rôle confié aux collectivités locales - Production nucléaire : rôle d'Electricité de France, du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de leurs seules filiales majoritaires - (p. 1721) :demande le retrait de l'amendement N° 16 de la commission (énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'EDF ou du CEA) et, sur cet amendement, des sous-amendements N° 42 (rédactionnel) de M. Richard Pouille et N° 62 de M. Raymond Dumont (production de chaleur et gestion par les collectivités locales sous forme de régie municipale ou d'établissement public) - S'oppose à l'amendement N° 16, repris par M. Raymond Dumont en y intégrant le sous-amendement N° 62 - **Après l'art. 1** *ter* (p. 1722) : s'oppose à l'amendement N° 43 de M.Richard Pouille (continuité de l'alimentation par les entreprises du réseau de fourniture de chaleur) - **Art. 1 :** *quater :* accepte l'amendement N° 17 de la commission (suppression de cet article relatif à la garantie de continuité d'alimentation des usagers) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement N° 18 de la commission (suppression de la précision limitant la demande de classement aux réseaux de distribution de chaleur situés sur le territoire de la collectivité locale) - (p. 1723) : accepte l'amendement N° 19 (rédactionnel) de la commission - S'oppose à l'amendement N° 53 de M.Robert Laucournet (consultation des associations représentatives d'usagers avant le classement d'un réseau de distribution de chaleur) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 44 de M. Richard Pouille (coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie), et l'amendement N° 20 de la commission (suppression de l'alinéa relatif à la coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie) - **Art. 3 :** accepte l'amendement N° 21, rédactionnel, de la commission - **Art. 4** (p. 1724) : amendement N° 49 du gouvernement : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau ; adopté - (p. 1725) : s'oppose à l'amendement N° 24 de la commission (suppression de l'énumération des motifs pouvant justifier l'octroi par les collectivités locales d'une dérogation à l'obligation de raccordement) - Amendement N° 72 du gouvernement : précisions sur les motifs pouvant justifier l'octroi par les collectivités locales d'une dérogation à l'obligation de raccordement ; adopté - Accepte l'amendement N° 25, rédactionnel, de la commission - Amendement N° 73du gouvernement : avis des services administratifs compétents préalable à l'octroi des dérogations ; adopté - **Art 6** (p. 1726) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 46, rédactionnel, de M. Richard Pouille - Sur l'amendement N° 27 de la commission (raccordement au réseau sans préjudice pour les propriétaires, exploitants et usagers), sous-amendement N° 50 du gouvernement : sans préjudice financier ; rejeté ; après le rejet de ce sous-amendement, s'oppose à l'amendement N° 27 de la commission - **Après l'art. 7** (p. 1727) : s'oppose à l'amendement N° 54 de M. Robert Laucournet (rachat des concessions ou des fermages préexistants) - **Art. 11** (p. 1728) : accepte l'amendement N° 28 de la commission (notion d'énergie thermique) - Accepte l'amendement N° 29 de la commission (renvoi des précisions à l'arrêté préfectoral) - Accepte l'amendement N° 30, rédactionnel, de la commission - **Art. 15** *ter* (p. 1729) : s'oppose à l'amendement N° 70 de M. Pierre Vallon (suppression du paragraphe I de cet article, relatif à la résiliation des contrats en vigueur) - (p. 1730) : accepte l'amendement N° 64 de M. Michel Chauty (répercussion sur les charges locatives du montant des investissements destinés à réaliser des économies d'énergie) - **Art. 15** *quinquies* (p. 1731) : s'oppose à l'amendement N° 33 de la commission (suppression de la priorité donnée à la régénération des huiles usagées par rapport à leur brûlage comme combustible) - Inconvénients du brûlage des huiles usagées ; solution très préférable de la régénération - **Après l'art. 15** *quinquies :* accepte l'amendement N° 65 de M. Michel Chauty (sanction pour l'exploitation illicité d'une entreprise hydraulique ou le non respect des prescriptions du cahier des charges) - (p. 1733) : installation de centrales hydrauliques et respect de l'environnement - Rapport de M. Jean-François Pintat - Accepte l'amendement N° 34 de la commission (élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession, régime de simple autorisation pour les petites entreprises) - (p. 1734) : publication prochaine d'un décret définissant les obligations mises à la charge des pétitionnaires - Sur l'amendement N° 34 de la commission, accepte le sous-amendement N° 71 de M. Paul Séramy (conditions de fonctionnement des centrales électriques et respect de la nature) - Sur le même amendement, sous-amendement N° 51du gouvernement : classement d'un certain nombre de cours d'eau pour le maintien de la faune ; adopté - Sur l'amendement N° 34 de la commission, demande le retrait du sous-amendement N° 66 de M. Michel Chauty (implantation des centrales hydrauliques et conditions nécessaires au respect de la faune aquatique) - Inconvénients de la définition d'une puissance maximale d'exploitation de l'énergie hydraulique par bassins - (p. 1735) : amendement N° 52 du gouvernement : fixation d'une astreinte en cas de non exécution des obligations du cahier des charges ; rejeté - Après le rejet de cet amendement, accepte l'amendement N° 75 de la commission (délai de mise en conformité et fixation par le tribunal d'une astreinte applicable à l'exploitant condamné pour installation irrégulière) - (p. 1736) : accepte l'amendement N° 67 de M. Roland Ruet (possibilité pour les collectivités locales de construire des centrales hydrauliques d'une puissance inférieure à 8 000 kilowatts) - Amendement N° 37 du gouvernement : habilitation des agents contractuels du service des instruments de mesures pour effectuer les contrôles ; adopté - (p. 1737) : amendement N° 38 du gouvernement : institution de sociétés destinées à financer par voie de crédit-bail mobilier et immobilier des installations ou matériels permettant d'économiser l'énergie ou d'utiliser des énergies de remplacement ; adopté - (p. 1738) : s'oppose à l'amendement N° 40 de M. Pierre Vallon (interdiction de détruire des conduits d'évacuation de fumée permettant le recours à des appareils de chauffage d'appoint) - Quantité limitée de forêts exploitables pour les bois de chauffage - Raisons de l'interdiction de construction de cheminées dans les logements sociaux - **Art. 16** (p. 1739) : accepte l'amendement N° 35 de la commission

(refus d'agrément pour les campagnes publicitaires de nature à favoriser l'accroissement de la consommation d'énergie) - **Art. 17 :** accepte l'amendement N° 36 de la commission (mention obligatoire des caractéristiques énergétiques de tous les locaux à vendre ou à louer).

— **Question orale avec débat : implantation d'une centrale nucléaire à Nogent sur Seine** - (20 mai 1980) - (p. 1973) : nécessité de l'énergie nucléaire et d'une information claire et objective - Choix du site de Nogent et concertation avec les autorités régionales et locales - (p. 1974) : conditions techniques de construction de cette centrale - Refroidissement des eaux de rejet et conséquences sur la faune et la flore aquatiques - Influences sur le climat - Contribution de la Région parisienne au développement du nucléaire ; retombées économiques - Déclaration d'utilité publique et ordonnance du 23 octobre 1958 ; procédures des enquêtes publiques et circulaire du 24 août 1976 - Consultation des populations directement interessées et dépôt de dossiers aux préfectures de l'Aube, de Seine-et-Marne - Consultation de la population locale - (p. 1975) : information des instances locales - Conseil de l'information nucléaire et déclaration d'utilité publique ; enquêtes et diffusion des réponses - Diffusion d'un document intitulé « 25 questions - 25 réponses » ; Harrisburg et entretien d'un climat de peur - (p. 1976) : restructuration du CEA - Risques nucléaires et comparaison avec d'autres modes de production d'énergie - (p. 1977) : information du public et importance des documents publiés - Référendums organisés à l'étranger - Problème de la consultation du conseil municipal de Paris - Programme nucléaire et appui des trois grands principaux partis politiques.

— **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (20 mai 1980) - (p. 1983) : cohérence et importance de la politique énergétique française - Approvisionnements énergétiques et environnement international économique - (p. 1984) : énergie et emploi du référendum - Conseils de planification l'énergie - Objectifs de la politique d'économie sur d'énergie ; « croissance sobre » ; relèvement du seuil d'intervention des primes à la réalisation d'investissements en énergie - Economies d'énergie et activité économique - Sûreté des approvisionnements pétroliers : diversification géographique de la politique des approvisionnements ; intensification des recherches dans les zones sous souveraineté française - (p. 1985) : maintien de l'avance technologique de l'industrie pétrolière - Fonds de soutien des hydrocarbures - Recherches de gaz - Recours aux énergies de substitution ; programme électro-nucléaire - Priorité donnée à la filière à eau légère pressurisée et au surgénérateur - Vitrification des déchets - Utilisations du charbon - Essences synthétiques - Coût du charbon américain et polonais - Réintroduction du charbon dans la consommation industrielle ou domestique - (p. 1986) : production nationale de charbon et approvisionnement à l'étranger - Budget des Charbonnages de France, politique du personnel - Situation des bassins miniers - Développement des énergies renouvelables ; recherche dans le domaine des énergies nouvelles - « Programme vert pour l'énergie » - Récupération de la chaleur - Statistiques sur les orientations énergétiques du Gouvernement - (p. 1987) : croissance économique et augmentation de la consommation d'énergie ; réduction du recours au pétrole - (p. 1988) : diversification des autres sources d'énergie possible - Utilisation des énergies nouvelles ; problème du coefficient de pénétration - Technocratie et programme nucléaire - Sûreté nucléaire - Liquéfaction du charbon - Libération des prix et situation des houillères du bassin du Nord - Pas-de-Calais - Coût de maintien de la production nationale de charbon - Activité des houillères et responsabilité de leurs dirigeants - (p. 1989) : nucléaire et qualité des techniciens français - Problème énergétique et utilisation de toutes les énergies.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2646) : qualité du travail du Sénat - (p. 2647) : démission et changement de rapporteur - Volonté des assemblées d'aboutir à une rédaction commune - Art. 4 et sanction de la « violation intentionnelle » des règles d'exploitation ; mise en cause de la sûreté nucléaire - Sanction des fautes graves et inexcusables - Pressions des syndicats sur le législateur - Sanctions et respect des droits de la défense ; maintien des recours de droit commun - Grève dans les centrales nucléaires et qualité de la réflexion du gouvernement sur ce problème ; rédaction d'un texte à la suite de la grève d'avril 1980 - (p. 2648) : gravité du problème et emploi de la procédure d'urgence - Confiance dans la sagesse du Sénat - (p. 2650) : respect du Parlement et présentation des amendements du gouvernement - (p. 2652) : limitation du droit de grève pour certaines catégories de fonctionnaires d'autorité et de services de sécurité.

Art. 4 (p. 2661) : accepte l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales) ainsi que, sur cet amendement, le sous-amendement N° 6 de MM. Pierre Schiélé et Francis Palmero (caractère exécutoire des sanctions et possibilité d'appel devant les organismes statutaires compétents) - Vote de la loi et concertation pour son application entre les syndicats et les directions d'EDF-GDF - Prévention des accidents nucléaires et responsabilité du gouvernement ; cas de la centrale de *Three Mile Island* - Multiplication des manifestations dans les centrales nucléaires et nécessité d'un texte - (p. 2662) : sûreté nucléaire et responsabilité des ingénieurs responsables des installations - Panne du 19 décembre 1978 et influence des grèves - Violation intentionnelle et compétence des tribunaux ; comblement d'une lacune dans la réglementation actuelle - Sanctions et maintien de la communication des dossiers - S'oppose à l'amendement N° 3 de M. Pierre Noé (principe et modalités d'application du retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire ou de la sanction d'une personne physique pour faute intentionnelle ; application dans le cadre des statuts ou conventions régissant ces personnels) ainsi que, sur cet amendement, au sous-amendement N° 8 de M. Henri Caillavet (violation intentionnelle et compétence de l'inspecteur du travail) - Toujours sur l'amendement N° 1 de la commission, s'oppose aux sous-amendements de M. Raymond Dumont N° 7 (violation des instructions de sécurité) et N° 4 (application des dispositions dans le respect des statuts et conventions existant ou de la législation du travail) - (p. 2663) : s'oppose à l'amendement N° 5 de Mlle Irma Rapuzzi soutenu par M. Pierre Noé (prononcé des sanctions dans le cadre de la protection instituée par la loi de nationalisation de 1946) - (p. 2665) : qualité des rapports faits au Sénat - Accident de *Three Mile Island* et rôle du sénateur *Michel Chauty* - Intérêt général et droit des particuliers.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (23 juin 1980) **Art. 1** *bis* (p. 3010) : accepte l'amendement n° 2 de la commission des affaires économiques (modification rédactionnelle, étendant à tous les exploitants de centrales électriques thermiques l'injonction faite à Electricité de France) - **Art. 1** *quater* (p. 3011) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression de l'alinéa faisant mention expresse pour Electricité de France et Charbonnages de France de l'obligation d'assurer la continuité de l'approvisionnement) - **Art. 2 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (suppression de l'alinéa imposant à l'administration une coordination entre les plans de développement de réseaux arrêtés par les collectivités locales et les politiques commerciales d'EDF ou de GDF) - **Art. 4** (p. 3012) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (relèvement du seuil pour l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur) - **Art. 11 :** accepte l'amendement n° 6 de la commission (notion d'énergie thermique) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (procédure de l'arrêté préfectoral pour les canalisations de petites sections).

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3033) : évolution du monde industriel par rapport aux pays en voie de développement - Saturation de la consommation en matière de textiles - (p. 3034) : augmentation des importations - Améliorations dûes à la politique économique et industrielle du Gouvernement - Entreprises en difficulté ou particulièrement brillantes ; diminution certaine du nombre d'entreprises - Situation de Rhône-Poulenc - Encouragements du gouvernement américain pour les exportations de ses industriels - Pays ayant participé aux accords multifibres, ayant signé des accords particuliers, ou bien encore, appartenant au Marché commun - Simplification administrative et suppression de certaines déclarations d'importation - (p. 3035) : suppression de certains visas techniques - Symbolisme de l'affaire Boussac par rapport à la situation de l'industrie textile - Mesures auxquelles les industriels devront avoir recours pour faire progresser leurs entreprises ; mesures de déduction fiscale ; actions spécifiques d'adaptation de la profession - Différents éléments du « plan coton » - Actions volontaristes d'adaptation structurelle de l'industrie textile française - Faculté d'adaptation de l'industrie automobile et de l'électronique.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - Suite de la discussion** (24 juin 1980) - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3065) : amendement Wagner adopté par l'Assemblée nationale - (p. 3066) : adoption par le Sénat en première lecture de l'amendement de M. *Michel Chauty* reprenant la rédaction de l'amendement Wagner - Problème du conventionnement apparu à l'Assemblée nationale en deuxième lecture - Amendement n° 16 du Gouvernement : reprise des dispositions adoptée par le Sénat en première lecture : dépenses d'investissement mises à la charge des locataires ou des occupants de l'immeuble, sans augmentation des charges totales de chauffage ; adopté - (p. 3070) : complexité de ces questions et éclaircissements nés du débat - Vote unique demandé par le Gouvernement sur le paragraphe II de l'article 15 *ter* dans la rédaction de l'Assemblée nationale, modifiée par les seuls amendements du gouvernement n° 15 (suppression de la disposition relative au caractère facultatif du conventionnement) et n° 16 - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (application aux économies d'énergie de la procédure de la loi du 12 juillet 1967 sur l'amélioration de l'habitat) - **Art. 15** *septiès* (p. 3071) : amendement n° 17 du Gouvernement : protection des cours d'eau classés et référence à la hauteur de chute ; adopté (p. 3072) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (protection des cours d'eau classés et maintien des caractéristiques des installations existantes) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Auguste Billiemaz (autorisation pour des installations nouvelles équipées d'échelles à poisson) - Micro-centrales hydrauliques - « Plan saumon » et extension du programme aux autres poissons migrateurs - Modifications d'installation sans altération de l'environnement - Amendement n° 18 du Gouvernement : suppression de la disposition restrictive sur l'attribution des réserves d'énergie aux collectivités locales ; adopté - Amendement n° 19 du Gouvernement coordination avec la règlementation existante : notice ou étude d'impact ; adopté - **Art. 15** *octies* (p. 3073) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le tribunal de fixer une astreinte en cas de non-respect du délai imparti à l'exploitant pour supprimer ou mettre en conformité une installation irrégulière) - **Après l'art.** *15 octies* (p. 3074) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Labeguerie, soutenu par M. Pierre Schielé (délai de régularisation pour les installations anciennes qui n'auront pas modifié le seuil du barrage) - Demande le retrait de l'amendement n° 13 de la commission (abrogation de l'article 29 de la loi du 16 octobre 1919, relatif au régime d'autorisation et de concession) - Existence de droits très anciens dans le domaine de l'eau, et remise en cause non souhaitable - **Sur l'ensemble** (p. 3075) : contribution du Sénat à l'amélioration du texte - caractère social du système d'aide au logement - demande l'adoption du projet. - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **347 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3189) : dépôt par le Gouvernement de deux amendements au texte élaboré par la commission mixte paritaire : fourniture de chaleur, continuité de l'approvisionnement des usagers et cas d'Electricité de France et Charbonnages de France ; répartition entre propriétaires et locataires des charges financières des travaux d'économie d'énergie dans l'habitat - (p. 3191) : apport du Sénat à l'amélioration du texte - Demande de scrutin public.

Art. 1 *quater :* amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de l'injonction particulière faite à Electricité de France et Charbonnages de France ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980) - (p. 4341) : problème du carburant de remplacement : procédé désavantageux de la fabrication d'alcool de betterave ; possibilité de remplacement du fuel par du charbon, mais persistance du problème économique - Recherches en cours du Commissariat à l'énergie solaire aidé de laboratoires - Situation de l'industrie automobile française : compétitivité sur le marché mondial - (p. 4342) : analyse de la structure industrielle internationale de l'automobile - Compétitivité de la France dans les séries - Production française ; volume d'exportation - Importance de l'industrie automobile pour l'économie nationale et nécessité de surveiller son devenir - Baisse conjoncturelle de la demande mais sauvegarde du marché français par rapport aux autres pays - Equilibre entre le marché du renouvellement et la capacité de production - Analyse du marché de la voiture particulière et du véhicule utilitaire : exemple de Renault Véhicules industriels - Problème japonais : évolution de l'industrie automobile, importations japonaises en France, exportations japonaises sur les marchés tiers ; construction française : haute technicité, gamme adaptée à la clientèle, modèle économe - Groupes industriels français comparés aux groupes japonais : adaptation, productivité, stratégie internationale, accords de coopération - (p. 4343) : question du remplacement de la direction des groupes automobile par une bureaucratie étatique ou syndicale et attributions (exemples du choix des modèles, des investissements) ; refus du gouvernement ; adoption d'une stratégie de compétitivité ; caractéristiques de certaines bureaucraties étatiques ou syndicales - Industrie automobile ouverte sur l'extérieur ; danger des mesures protectionnistes - Désavantage d'une baisse de la TVA - Nécessité d'une modernisation des usines : automation, robotique - Adaptation des postes de travail - Création d'emplois - Politique d'exportation internationale - Exemple de Maglum - Intervention de l'Etat basée sur les perspectives d'avenir - (p. 4344) : implantation des usines à l'initiative du gouvernement et des constructeurs - Problème de la région parisienne : décentralisation nécessaire, évolution progressive de l'emploi, investissements, compétence de la main d'oeuvre - Modernisation nécessaire des modèles : exemple des programmes pilotes pour l'économie de carburant - Taxe sur les voitures de grosse cylindrée : image française, voitures de courses, politique d'économie d'énergie - Causes du succès japonais : productivité, fermeture aux voitures étrangères, différence des genres de vie - Danger d'un déséquilibre du commerce international - Nécessité d'une évolution progressive des échanges internationaux - Refus d'une action européenne mais nécessité d'une action convergente des gouvernements concernés - Confiance dans l'industrie automobile.

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) - (p. 4350) : politique énergétique du gouvernement visant à réduire la dépendance pétrolière de la France - Progression de l'activité économique et de la consommation énergétique - Economies d'énergie - (p. 4351) : programme nucléaire et utilisation du gaz, du charbon, l'hydraulique et les énergies nouvelles - Politique charbonnière : relance de la consommation - Utilisation dans les centrales de production d'électricité - Incitations financières pour l'industrie, chauffage collectif - Remplacement des chaudières - Programme de recherche sur les technologies modernes

d'utilisation, de manutention et de transport - Impossibilité de couvrir les besoins par la production nationale - Nécessité de garantir les importations : diversification des sources, opérateurs miniers à l'étranger - Limitations à la production nationale d'énergie : existence, coût du charbon, problèmes sociaux - (p. 4352) : équilibre nécessaire entre les subventions accordées et les opérations d'importation - Inventaire charbonnier de la nation - Détermination d'un seuil à partir duquel joue la préférence nationale - Rôle des responsables industriels dans la politique du charbon - Difficultés d'exploitation sur le plan humain : exemple de la mécanisation - Conciliation nécessaire des politiques charbonnière, des effectifs, des carrières - Problème de la mobilité - Analyse des cas de Gardanne et du Nord - Exploitation des réserves à concilier avec la reconversion des régions - Prise en compte des progrès de productivité et de l'évolution du prix du charbon - Gisement de Ladrecht - (p. 4353) : lourdes charges pour les contribuables - Aides financières pour l'industrialisation des régions minières : exemple de la Sofirem - Cévennes : emplois disponibles pour les mineurs, durée de l'emploi à assurer, utilisation à venir possible des réserves, opérations de reconversion - Coût élevé des carburants synthétiques - Problème de la gazéification à la surface et souterraine - Nécessité d'une exploitation rationnelle des réserves - Indépendance énergétique de la France - (p. 4354) : gisement de Ladrecht : différenciation de l'évaluation de perte annuelle due aux variations de la valeur du charbon dans le temps - Illégitimité d'un paiement par le contribuable - (p. 4354) : absence de problème d'emploi dans les Cévennes.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Industrie (7 décembre 1980) - (p. 5960) : qualité du travail des commissions et prise en compte de leurs conclusions - Augmentation des moyens du ministère de l'industrie - Subventions aux Charbonnages de France - Nécessité des aides publiques à l'industrie - Diversification énergétique et des matières premières et diminution de la vulnérabilité extérieure - Renforcement des entreprises notamment dans les secteurs d'avenir - Complexité de la situation énergétique ; possibilité de rationalisation de la politique française ; création d'associations du type Rhônealpénergie et information des instances régionales par les directions interdépartementales de l'industrie - (p. 5961) : bilan énergétique régional ; disparité entre le découpage énergétique et les circonscriptions régionales - Accroissement des pouvoirs des établissements publics régionaux ; politique de conventions avec les agences spécialisées - Publication du décret sur la géothermie et le développement des réseaux de chaleur - Industrie et cautionnement des établissements publics régionaux ; prêts bonifiés - Encouragement aux matériels nouveaux économes d'énergie - Commissariat à l'énergie solaire et agriculture - Equilibre de la politique énergétique française et répartition suivant les ressources énergétiques - Politique d'économies d'énergie - Importance des sommes consacrées au charbon et au surgénérateur - Groupes pétroliers français ; fonds de soutien des hydrocarbures et institut français du pétrole - Fiscalité pétrolière et incitation à l'exploration et à la production d'hydrocarbures - Energie et importance de la zone économique maritime - Politique gazière et rôle de Gaz de France ; faiblesse de la part du gaz dans le bilan énergétique ; prix du gaz et du pétrole - Sécurité énergétique ; préférence de prix pour les énergies nationales et diversification pour les énergies importées - Création de plages de convertibilité entre les différentes formes d'énergie ; chaudières polycombustibles - Aides budgétaires aux houillères françaises - (p. 5962) : utilisation du charbon et inventaire des ressources - Production nationale charbonnière et influence de la situation charbonnière internationale - Stabilité des effectifs des mineurs - Politique nucléaire et assainissement de la situation financière d'EDF ; non-renouvellement de la licence américaine et conclusion d'un accord de coopération - Maintien du programme des surgénérateurs - Tarifs de l'électricité et coût de l'énergie nucléaire ; baisse des tarifs pour les populations habitant autour du site - Modulations géographiques du prix de l'électricité ; courant à haute tension - Augmentation des crédits pour les économies d'énergie et réussite de la politique française ; tranches horaires et consommation électrique - (p. 5963) : qualité du programme d'investissement d'EDF - Augmentation des dotations aux énergies nouvelles - Energies nouvelles et importance des départements d'outre-mer ; pilote d'énergie thermique des mers en Polynésie - Poursuite du programme de développement des substituts du pétrole dits « carburols » - Emploi de la bagasse antillaise - Dotation budgétaire au chapitre des matières premières ; stockage stratégique ; création de la Caisse française des matières premières ; bureau de recherches géologique et minière - Exploitation des nodules polymétalliques et des sources hydrothermales : avance technologique française et projet de préleveurs libres autonomes - Qualité de la politique industrielle française et concurrence internationale ; élimination des « rentes » - Orientation de l'épargne et priorité à l'industrie - Industries anciennes et industries nouvelles ; maintien des équilibres régionaux - Industrie de performance ; soutien à l'investissement et déductions fiscales pour les entreprises bénéficiaires - Efficacité et réduction du nombre des aides publiques - (p. 5964) : primes régionales et fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) ; rôles du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) et du comité interministériel pour le développement des investissements de soutien à l'emploi (CIDISE) et du comité de développement des industries stratégiques - Aide aux petites et moyennes industries et politique incitative ; prime à l'innovation et aux économies d'énergie - Programmes technologiques et actions publiques ; cas du CEA - Secteur automobile et action de l'Etat - Développement de la responsabilisation des entreprises ; comité de développement des industries stratégiques (CODIS) - Attention portée à certains secteurs ; cas du textile - Rôles du CIDISE, du CIASI et du comité interprofessionnel de rénovation des industries du textile et de l'habillement (CIRIT) - Comité d'expansion internationale des industries « textile et habillement » - Accords internationaux sur le textile et respect des plafonds d'importation ; répression des fraudes - Système des quotas-textile ; institution du marquage d'origine - Importance de la capacité exportatrice française, reconquête des marchés intérieurs - (p. 5965) : facture pétrolière et déficit commercial - Développement des services industriels marchands - Progrès accomplis par la France à l'exportation - Reconquête du marché intérieur ; respect des accords internationaux ; politique d'achat de produits étrangers ; compétitivité des entreprises - Industrie française ; niveau de vie et progrès social.

GIRAUD (Michel), sénateur du Val-de-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **469** (27 novembre 1980) (p. 5412) à M. le ministre des Transports : les **transports en commun (titre unique de transports en Ile-de-France)**.

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1156) : son amendement

N° II-138 : création et modalités de fonctionnement de « l'Office départemental de l'action éducative, sociale et culturelle pour la jeunesse » ; retiré - (p. 1157) : éducation et nécessité de concertation - importance de la décentralisation.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 87** (p. 1259) : débat sur l'urbanisme et nécessité d'attendre la discussion des projets de lois sur la décentralisation du permis de construire et des procédures d'urbanisme - Importance des problèmes d'urbanisme pour les maires.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1436) : vote favorable du groupe RPR - Système institutionnel français et excès de centralisation - Caractère inachevé de la réforme entreprise - Agences administratives et techniques intercommunales - Nécessité de réformer toutes les institutions locales, telles que les communautés urbaines ou la région - Problèmes financiers des collectivités locales - Epanouissement de la France - Projet de loi et contribution à l'existence de la démocratie locale.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4920) : loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement et bilan positif de la réforme - Correctifs nécessaires : distorsions apparues dans les taux de croissance de la dotation globale de fonctionnement selon les communes et selon les catégories démographiques - Pénalisation de la région d'Ile-de-France - Caractère contestable de la notion de potentiel fiscal utilisée comme base de la péréquation - Répartition de la dotation globale de fonctionnement entre dotation forfaitaire et dotation de péréquation et rythme d'évolution prévu - Fonds d'égalisation des charges (FEC) - (p. 4921) : rapport du Gouvernement sur le bilan d'application des années 1979 et 1980 - Effet de redistribution attendu de la réforme et nécessité d'amender le projet sur ce point - Nécessité de limiter à cinq années la durée d'effet du projet : prolongation de l'expérimentation - Ses amendements déposés au nom du groupe RPR et cosignés avec M. Adolphe Chauvin - remboursement des indemnités de logement des instituteurs et amendements n° 31 de MM. Jean-Marie Girault et Christian Poncelet, et n° 14 de MM. Pierre Vallon et Paul Séramy - Sous réserve de l'adoption de ces modifications, votera le projet.

Art. 7 (p. 4945) : demande unanime des maires de France d'une compensation spécifique de l'indemnité de logement des instituteurs - sous réserve d'un engagement pour l'avenir, se déclare favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - **Art. 2** (p. 4950) : son amendement n° 63, déposé avec M. Adolphe Chauvin : fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf ; retiré au profit de l'amendement identique n° 2 de la commission des lois - Nécessité de prolonger l'expérimentation - (p. 4951) : processus d'évolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation, et prudence nécessaire - Effets de seuil - Examen souhaitable de la situation à échéance de cinq ans - **Art. 5** (p. 4952) : son amendement n° 65 : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation ; retiré.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 4978) : régime particulier de l'Ile-de-France ; se déclare favorable à son entrée dans le régime commun - **Explication de vote** (p. 4987) : application de la DGF et conséquences favorables - Valeur objective du critère de potentiel fiscal et conciliation du gouvernement : exemple des indemnités de logement des instituteurs - Vote favorable sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]
Deuxième partie :

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5954) : environnement économique international ; Moyen-Orient et approvisionnement pétrolier ; concurrence étrangère - Limitation des rémunérations et libération des prix industriels ; accroissement de l'autofinancement et reprise des investissements productifs - Création d'un fonds d'intervention conjoncturel et déductions fiscales pour les investissements effectués par les entreprises industrielles bénéficiaires - Disproportion entre les crédits allant aux entreprises nationalisées et aux entreprises privées ; modicité de la dotation au secrétariat d'Etat aux petites et moyennes entreprises - (p. 5955) : assainissement de la structure financière des entreprises et absence de relance des investissements ; rôle moteur des entreprises nationales - Insuffisance de la politique de brevets des entreprises françaises - Recherche-développement et rigidité des aides publiques à l'industrie - Secteurs industriels stratégiques et octroi des aides publiques - Energie nucléaire ; risque d'une dépendance ; étroitesse des marchés internationaux - Rapport Rueff-Armand et rigidité de l'économie française ; existence de rentes et de privilfges - Prérogatives de la commission de la concurrence ; mode de saisine et statut autonome - Biens d'équipement et pénétration du marché français ; exemple du textile ; restructuration des entreprises - Financement des entreprises industrielles - (p. 5956) : création d'emplois et primauté de l'industrie - Epargne et investissements productifs - Financement aux fonds propres ; prêts participatifs - Décentralisation des centres d'utilisation bancaires - Approvisionnement en gaz naturel ; importations et stagnation de la production nationale ; parité « calorifique » des prix du gaz et du pétrole ; politique menée par les Pays-Bas - Approvisionnement en gaz naturel de la Communauté européenne - Politique de stockage de gaz à grande échelle - Politique charbonnière ; charbon importé ; maintien du potentiel français - Contrats de fourniture de charbon à long terme et assistance technique et financière en contrepartie - Moyens administratifs et institutionnels de la politique de l'énergie ; pouvoirs des conseils régionaux ; exemple d'une association de type Rhônealpénergie - Intervention des régions dans l'habitat, l'industrie et l'agriculture - (p. 5957) : prêts bonifiés du Crédit national et du Crédit hôtelier et caution des régions - Fiscalité des équipements économisant l'énergie - Agriculture et biomasse ; rejets thermiques provenant des centrales nucléaires - Rôle d'impulsion que doivent avoir les régions - Approbation par le groupe RPR du projet de budget

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (UREI).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **342** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (naufrage du pétrolier Tanio)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 395) : bilan des lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962 - Modernisation de l'agriculture française et équilibre de la balance des échanges agro-alimentaires - Apport de la politique agricole

commune - Besoins alimentaires mondiaux et politique d'exportations de la CEE - (p. 396) : adaptation des structures et compétitivité de l'agriculture française - Evolution de la population active agricole - Installation des jeunes agriculteurs - Votera les amendements destinés à faciliter cette installation et à combattre la spéculation - Fonction économique et sociale de la propriété.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 672) : décision du tribunal de grande instance et possibilité d'appel.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 F** (p. 831) : se déclare favorable à l'amendement N° III-252 de M. Félix Ciccolini (contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation).

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1290) : problèmes de la récupération de la TVA et de l'indemnité de logement des instituteurs - Distinction établie entre les notions de concours particuliers, de dotation globale de fonctionnement et de dotation spéciale - Caractère injuste des indemnités forfaitaires de logement calculées sur une moyenne - Nécessité d'uniformiser les indemnités de logement des instituteurs - (p. 1291) : référence aux loyers de logements sociaux d'immeubles à loyers normalisés (ILN) - (p. 1293) : intégration ou non de la dotation particulière compensant les indemnités de logement à la dotation globale de fonctionnement.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1323) : historique des divergences entre les départements sur la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale - Cas des départements de Basse-Normandie - Accord du gouvernement sur la révision des barèmes - Se déclare favorable à l'amendement N° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) et, sur cet amendement, au sous-amendement N° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - (p. 1324) : délai de prise en charge par l'Etat du coût d'actualisation.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Avant l'art. 32** (p. 1421) : paiement de la TVA sur les honoraires dûs aux ingénieurs de la fonction publique ; sa récupération par les communes

— Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi [n° **301 (77-78)**] **de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1767) : propositions de lois « sur le droit de vivre sa mort » et relative à la modification du deuxième alinéa de l'art. 63 du code pénal - Droit de vivre sa mort et décision négative de la commission des lois - Acharnement thérapeutique, crainte des médecins d'être poursuivis et refus de la technologie médicale - Législation californienne et stoïcisme - Acharnement thérapeutique et tentative de légiférer - Approche individuelle de la mort et refus « d'un encadrement législatif » ; mauvaise rédaction de l'intitulé de la proposition - Exclusion du mineur non émancipé de la proposition de loi - (p. 1768) : connaissances médicales et notion de maladie incurable ; cas du diabète - Constatation par un acte notarié de la déclaration du droit de vivre sa mort ; modalités de renouvellement et de révocation - Incurabilité et constatation par trois médecins - Grossesse et suspension du droit à vivre sa mort - Révélation au patient du secret médical - Droit de vivre sa mort et immunité civile ou pénale - (p. 1769) : conséquences en matière d'assurance - Application de la loi par décret en Conseil d'Etat ; liberté et pouvoir réglementaire - Référence à la législation californienne ; différences avec la proposition Caillavet - Droit de vivre sa mort et prise en compte de l'hypothèse de l'euthanasie passive ; arrêt d'une vie artificielle ou de souffrances ; vie artificielle et mort légale - (p. 1770) : constatation du décès et décret du 20 octobre 1947 ; loi du 14 décembre 1976 sur les prélèvements d'organes - Abrègement des souffrances ; arrêt de la cour de cassation du 3 janvier 1973 dans « l'affaire Gatineau » ; droit pour le malade de refuser des soins et absence de responsabilité du médecin - Code de déontologie médicale et respect de la vie et de la personne humaine - (p. 1771) : caractère complet de l'arsenal législatif règlementaire et iniquité de la proposition de loi - Droit de vivre sa mort et absence d'obligation, dans la proposition, d'appliquer la volonté du déclarant ; exemple de la loi californienne - Proposition Caillavet et large débat d'opinion ; opinions du Conseil de l'Ordre des médecins, de juristes et des diverses autorités religieuses - (p. 1772) : déclarations de la Société de médecine légale et de criminologie de France, du professeur Jankelevitch, des articles de journaux ; sondages de la SOFRES - Difficultés d'application de la loi - Notions de droit et de loi ; rôle des juridictions - (p. 1773) : gradations dans la posivité du droit ; écrits d'Henri Battifol - Attitudes face à la mort et domaine réservé des hommes - Relations spécifiques mourant-médecin-famille - Cite le contenu du testament de Jean Barois, oeuvre du romancier Roger Martin du Gard - **Question préalable** (p. 1782) : accepte la motion N° 1 de M. Charles Lederman (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - Prolongation de la vie des hommes d'Etat - Foi et préoccupation de la mort - (p. 1783) : évolution du code de déontologie médicale - Evolution de la position de l'église catholique ; position de Pie XII - Droit du médecin sur le patient - Acharnement thérapeutique et opinion française - Inutilité de légiférer dans cette matière ; reconnaissance de l'euthanasie passive par notre législation - Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de cette proposition de loi.

— Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1784) : inapplicabilité de l'art. 63 du code pénal aux médecins refusant de prolonger artificiellement une vie - Jurisprudence et arrêt Gatineau ; inutilité de la proposition de loi - (p. 1785) : inconscience du malade et heurts entre le médecin et la famille - Notion d'incurabilité ; cas du diabétique - Demande l'adoption des conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi - (p. 1786) : inconscience du malade et intervention du médecin ; nécessité de maintenir la possibilité de poursuite pénale - (p. 1787) : rejet par le Sénat de la proposition sur le droit de vivre sa mort et nécessité de faire de même pour la modification de l'art. 63 du code pénal.

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université [n° **95 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Après l'art. unique** (p. 3002, 3003) sur l'amendement n° 9 de la commission (délais d'application), son sous-amendement n° 19 : expiration du mandat des présidents d'université et des directeurs d'U E R, rejeté - Renouvellement des conseils d'université et d'UER et nouvelles élections nécessaires des présidents d'université et des directeurs d'UER - Cas, évoqué par M. Adrien Gouteyron, d'un président de conseil d'université dont le mandat de membre du Conseil ne serait pas renouvelé, et jurisprudence du conseil d'Etat, cité par le Ministre, relative à la voix consultative ; souci de remédier à cette anomalie.

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4924, 4925) : actualisation des valeurs cadastrales en 1980 et application de coefficients différents pour les locaux d'habitation ou pour les locaux

commerciaux et industriels - Progression de l'impôt sur les propriétés bâties et résultat obtenu sur la répartition de la dotation de péréquation entre les communes : pénalisation des communes ayant de nombreux locaux commerciaux et industriels - Exemple de la ville de Caen - Bilan positif de l'application, en 1979 et 1980, de la loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement, et rectifications nécessaires - Progression de la dotation - Son amendement déposé avec M. Christian Poncelet sur l'indemnité de logement des instituteurs - Calcul de la moyenne nationale et remboursement prévu sur une base forfaitaire ; risque de relèvement généralisé de ces indemnités.

Art. 6 (p. 4938) : son amendement n° 31, déposé avec M. Christian Poncelet : dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet - (p. 4944) : problème de la répartition de l'indemnité, distinct de celui de son financement - **Après l'art. 8** (p. 4957) : son amendement n° 32 : dotation particulière des communes centres d'une unité urbaine, et correction des effets de seuil ; adopté.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4976) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de la commission des lois (taux de la garantie de progression minimale de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation et modification de son financement) et défavorable à l'amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein (taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation

GIROD (Paul), sénateur de l'Aisne (GD).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **380** rectifié, 1979-1980) relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées (n° **42**, 1980-1981) (21 octobre 1980) - **Faux monnayage.**

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Protection civile** (n° **103**, tome **V**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi (n° **150**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° **168**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Impôts.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2624** (J.O. Débats 8 décembre 1979) (p. 5077) à M. le ministre de l'Agriculture : le **sucre** (**règlement sucrier communautaire**) - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (11 avril 1980) (p. 1224).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 406) : l'agriculture, « pétrole vert » de la France - Surfaces cultivables de la France - Evolution des prix agricoles - Prétendus excédents - Rapport Mansholt - Endettement de l'agriculture - Augmentation du coût des consommations intermédiaires - Installation des jeunes agriculteurs et évolution du prix des terres agricoles - Loi de 1979 sur les sociétés agricoles - Dispositions du projet de loi et atteintes aux principes du droit français - Rôle de l'Etat et fiscalité agricole - (p. 407) : effort de solidarité nationale nécessaire en faveur de l'agriculture.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 479) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), se déclare favorable au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - Développement nécessaire de l'organisation interprofessionnelle - **Art. 2** (p. 489) : son amendement N° I-61 : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation du négoce, des consommateurs et des organisations interprofessionnelles ; retiré - (p. 491) : représentation des interprofessions - (p. 498, 499) : son amendement N° I-169 : pouvoir d'arbitrage du conseil supérieur ; rejeté - **Art. 3 A** (p. 508) : son amendement N° I-62, identique aux amendements N° I-27 de la commission des affaires économiques, N° I-88 de M. Maurice Janetti, N° I-102 de la commission des finances et N° I-174 de M. Henri Moreau : suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs ; adopté - **Avant l'art. 3** (p. 509, 510) : son amendement N° I-168 : dispositions fiscales et départ à la retraite des exploitants agricoles ; retiré - Imposition au forfait et imposition au bénéfice réel - Taxation du produit de la cession - Installation des jeunes agriculteurs et cession des exploitations par les exploitants âgés - **Art. 3** (p. 511) : soutient l'amendement N° I-176 de M. Henri Moreau (rôle du fonds de promotion sur le marché intérieur) - Soutient l'amendement N° I-175 de M. Henri Moreau (gestion du fonds par secteur de produits) - (p. 512) : se déclare favorable à l'amendement N° I-117 de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations) - (p. 513) : soutient, puis retire l'amendement N° I-107 de M. Henri Caillavet (prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations) - **Art. 4** (p. 518) : soutient

l'amendement N° I-154 de M. France Léchenault (groupement des producteurs et critères de qualité des produits) - Soutient l'amendement N° I-108 de MM. Henri Caillavet et Etienne Dailly (dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige) - (p. 519) : se félicite du caractère autogestionnaire de l'art. 4 après l'adoption de l'amendement N° I-108 - **Art. 5** (p. 520) : soutient, puis retire l'amendement N° I-179 de M. Henri Moreau identique à l'amendement N° I-52 de M. Louis Minetti (suppression de cet article relatif à l'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue) - (p. 521) : soutient les amendements identiques N° I-155 de M. France Léchenault et N° I-109 de M. Henri Caillavet (rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits) - (p. 522) : son amendement N° I-65 : non-application des dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les ententes aux accords conclus dans le cadre de cet article ; retiré au profit de l'amendement analogue N° I-191 de la commission des affaires économiques - (p. 523) : régularisation des prix et prix minimum.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 9** (p. 552) : mécanismes de distribution de l'indemnité viagère de départ (IVD) et de l'indemnité complémentaire attribuée aux conjoints des anciens exploitants - Plafonnement de la retraite pour les exploitants soumis au régime du bénéfice réel - Absence de déductibilité des cotisations dans le système fiscal du bénéfice réel - Régimes de retraite complémentaire non obligatoire et déductibilité des cotisations en régime du bénéfice réel - Bénéfice réel agricole et mise à parité en 1972, avec les industriels ou les commerçants - (p. 553) : bénéfice de l'indemnité complémentaire pour la femme de l'exploitant à la retraite.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 565) : son amendement N° II-41 : création d'un régime de retraite complémentaire facultative ; retiré au profit de l'amendement N° II-65 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard - (p. 567) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-55 de la commission des finances (harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application) - (p. 568) : régime de retraite complémentaire ; l'acceptation du principe et l'étude de sa concrétisation par le groupe d'études fiscales sur l'agriculture - **Art. 14** (p. 600) : clarification du marché des terres agricoles - (p. 601) : diversité de la qualité des terres ; la comparaison entre la valeur d'une catégorie de terres et la valeur de la parcelle - Valeur de rendement et indice de rendement - (p. 604) : son amendement N° III-148 : établissement, au niveau départemental, du répertoire des valeurs des terres agricoles ; retiré - (p. 606) : son amendement N° III-149 : établissement de classes de terres en fonction de leur valeur moyenne de référence ; retiré le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 649) : référence au prix moyen pratiqué par les SAFER ; le choix entre le prix d'achat ou de vente - Sur l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne), se déclare favorable au sous-amendement N° III-360 du gouvernement (établissement du barème de référence à partir « notamment », du prix moyen pratiqué par les SAFER) - (p. 650) : attitude des SAFER dans les négociations d'achat - (p. 655) : se déclare favorable à l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance) et défavorable à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du tribunal de grande instance) - (p. 658) : Prix de la terre ; la différence de nature dans l'intervention de la SAFER ou d'un individu - Installation des jeunes agriculteurs.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 15** (p. 685) : son amendement N° III-274 : diminution du montant du prêt bonifié en fonction de l'importance de l'écart entre valeur vénale et prix de cession ; devenu sans objet - **Après l'art. 15** (p. 686) : son amendement N° III-151 : obtention de prêts du Crédit agricole et conditions de financement des droits ou parts de sociétés agricoles ; retiré - **Art. 16** (p. 691) : priorité de l'installation des jeunes agriculteurs ; nécessité de ne pas en faire pâtir les cohéritiers - **Après l'art. 17** (p. 704) : son amendement N° III-275 : application des dispositions concernant les successions des biens agricoles aux sociétés à objet exclusivement agricole constituées entre agriculteurs ; adopté - **Art. 18** (p. 710) : soutient l'amendement N° III-141 de MM. René Touzet et Charles Beaupetit (attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de 3 surfaces minimum d'installation (SMI).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Après l'art. 18** (p. 759) : son amendement N° III-152 : étalement du paiement des droits de succession pour les cohéritiers de l'agriculteur bénéficiant d'un bail à long terme ; retiré - (p. 760) : cessibilité des parts de groupements fonciers agricoles (GFA) ; organisation du marché des parts de GFA - **Art. 21** *bis* (p. 774) : se déclare opposé à l'amendement N° III-62 de suppression de cet art., déposé par M. Charles Lederman et soutenu par M. Paul Jargot, au nom du groupe communiste - Stagnation du revenu des agriculteurs et endettement - Nécessité d'un appel à l'épargne extérieure - Les garanties proposées par l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA) : limitation de la part des personnes morales à 65 % du capital du groupement ; droit de vote double conféré aux parts détenues par des personnes physiques - **Art. 22 C** (p. 799) : contrôle des structures et cumuls ; opérations effectuées par les époux : possibilité ou non pour un conjoint de recueillir l'héritage de ses parents - A la suite des explications données par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, se déclare favorable à l'amendement N° III-330 du gouvernement (application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 818) : se déclare favorable à l'amendement N° III-162 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - (p. 820) : créations et agrandissements d'exploitations au bénéfice des personnes morales ou d'indivisions - (p. 821) : son amendement N° III-272 : possibilité pour la commission départementale de proposer le maintien du département sous le régime du contrôle total ; rejeté - **Art. 22 F** (p. 832) : se déclare favorable à l'amendement N° III-105 de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 26** *ter* (p. 847) : son amendement N° III-153 : cumul de baux ruraux et d'indemnités viagères de départ ; rejeté - **Art. 26** *sexies* (p. 849) : son amendement N° III-154 identique aux amendements N° III-190 de M. Octave Bajeux et III-201 de M. Jean Colin : suppression de cet art. créant le « bail de carrière » ; rejeté.

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 83** (p. 1187) : coûts officiels et coûts réels du ramassage scolaire.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : sur l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Lionel de Tinguy (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation), son sous-amendement

N° II-183 soutenu par M. Charles Beaupetit : généralisation de ces activités et prise en charge par l'Etat ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1279) : sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement (exclusion du système de compensation des dépenses d'équipement de la justice et des dépenses de police ; évolution, composition et caractère départemental de la compensation), son sous-amendement N° II-185 : évaluation des transferts et arbitrage de la Cour des comptes ; adopté, son amendement N° II-184 : établissement contradictoire du décompte entre les collectivités locales et l'Etat et arbitrage de la Cour des comptes ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1333) : sur l'amendement N° II-55 de la commission des lois (subvention de l'Etat aux dépenses de transports scolaires portée au taux maximum de 65 % pour tous les départements), son sous-amendement N° II-186 : réintégration dans le calcul des dépenses de transports scolaires des charges indirectes supportées par les collectivités locales ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1334) : encadrement des prix des transports routiers et prise en charge d'une part du déficit par les départements.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1440) : projet de loi et décentralisation - Réduction des tutelles techniques et financières - Indexation de la compensation - Création d'une fiscalité directe syndicale - Amorce d'une réforme profonde - Vote favorable.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 7** (p. 1817) : son amendement N° 162 : consultation du comité départemental des prestations sociales agricoles préalable aux affiliations effectuées par dérogation ; rejeté - **Art. 9** (p. 1879) : son amendement N° 3 : suppression de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire ; retiré au profit de l'amendement identique N° 68 de la commission des affaires économiques - (p. 1880) : son amendement N° 4 : fixation par décret d'un régime de retraite complémentaire facultative ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 69 de la commission des affaires économiques - Délai d'institution du régime de retraite complémentaire - (p. 1881) : délai d'harmonisation - Problème de déductibilité fiscale - **Art. 13** *bis* (p. 1884) : se déclare favorable à l'amendement N° 71 de la commission des affaires économiques (exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole) - **Art. 14** (p. 1885) : caractère collectif de la notion de revenu brut d'exploitation par petite région comme de la notion de forfait.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 15** (p. 1904) : son amendement N° 98 : refus de prêt bonifié lorsque la valeur de cession des terres est supérieure à la valeur référence ; retiré - (p. 1905) : acquisition des terres par ceux qui peuvent se passer des prêts bonifiés - **Art. 22 C** (p. 1920) : caractère flou de la définition de l'agriculteur à titre principal ; cite le cas de parlementaires dont le revenu de l'exploitation est inférieur à la partie imposable de l'indemnité parlementaire - (p. 1922) : son amendement N° 164 identique à l'amendement N° 84 de la commission des affaires économiques : suppression des dispositions de cet article donnant à un seul propriétaire l'initiative de la procédure d'autorisation en cas de cumul ; adopté - (p. 1923) : au sujet de l'agrandissement d'exploitation par parcelles éloignées du centre de l'exploitation et de l'autorisation de la commission du contrôle des structures départementales, son amendement N° 165, retiré et se déclare favorable à l'amendement N° 85 de la commission des affaires économiques - (p. 1928) : disparition des parents et âge des enfants ; acquisition des capacités professionnelles indispensables - (p. 1930) : se déclare favorable à l'amendement N° 16 de la commission des lois (autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale) - (p. 1931) : son amendement N° 166 : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'autorisation d'exploiter de droit pour un industriel ou un commerçant ; rejeté - Son amendement N° 167 : autorisation d'exploiter de droit et qualité d'industriel ou de commerçant ; rejeté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 2034) : son amendement N° 191 : possibilité pour certains départements de maintenir le contrôle total existant ; rejeté - Possibilité de contrôle à partir d'une SMI et fonctionnement satisfaisant du contrôle total dans certains départements - **Art. 26** *bis* (p. 2042) : son amendement N° 192 : non application du statut du fermage aux biens mis à la disposition d'une société par une personne qui participe effectivement à leur exploitation au sein de celle-ci ; adopté - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2067) : intervient sur l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - Demande en révision de prix de la SAFER et obligation pour elle d'acquérir le bien au prix fixé par le tribunal en cas de remise en vente par le vendeur - (p. 2070) : inconvénients de l'application pendant deux ans du prix fixé par le tribunal ; baisse éventuelle du prix ; liberté de transaction - S'oppose à la disposition de l'amendement N° 72, relative à l'application du prix fixé par le tribunal même en cas de vente à un tiers.

— **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de MM. Edouard Bonnefous et les membres de la commission des finances (n° 183, 79-80), tendant à compléter le règlement du Sénat** [n° **34 (80-81)**] - (23 octobre 1980) - **Après l'art. 3** (p. 4020) : son amendement n° 1 : insertion au Journal officiel des réponses du médiateur aux pétitions qui lui ont été envoyées ; adopté .

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980) **Art. 20** bis. - *Art. L. 132-5-2 (nouveau) du code des assurances* (p. 4229) : sur l'amendement n° 11 de la commission des lois (protection particulière pour les contrats signés hors des bureaux des assureurs ou de leurs agents), son sous-amendement n° 18 : maintien de l'assurance jusqu'à restitution complète des sommes dues ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** [n° **380 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - Rapporteur. - **Discussion générale** (p. 4214) : accroissement de la production de fausse monnaie - Lacunes de la législation ; absence de dispositions concernant le devenir de la fausse monnaie et du matériel de fabrication - Définition du terme « matériel de fabrication » ; cas des presses offset - Nécessité d'une confiscation pour les procès correctionnels et les procès criminels - Remise des fausses espèces à la Banque de France - Proposition d'adoption du texte.

Art. 1. - *Art. 132 du code pénal* (p. 4215) : - amendement n° 2 de la commission des lois : cas d'utilisation du matériel de fabrication à l'insu de son propriétaire ; remise des fausses monnaies à l'administration des monnaies et médailles ; adopté - **Art. 2.** - *Art. 133 de code :* amendement n° 3 de la commission : application des dispositions de la loi aux monnaies étrangères ; adopté - **Art. 3.** - *Art. 139 de ce code* (p. 4216) : amendement n° 4 de la commission : confiscation du matériel et des billets et remise à la Banque de France ; adopté - **Art. 4.** - *Art. 144-1 (nouveau) de ce code :* amendements de la commission n° 5 : rédactionnel ; adopté, n° 6 : détention de fausses espèces et remise à la Banque de France ; adopté, n° 7 : détention des monnaies métalliques et remise à l'administration des monnaies et médailles ; adopté, n° 8 : non remise à la Banque de France de fausses espèces et sanctions pénales ; adopté - **Art. 5.** - (p. 4217) : amendements de la commission n° 9 : procès correctionnel et confiscation par décision statuant sur l'action publique ; adopté et n° 10 : rédactionnel ; adopté. - Acquittement et absence de confiscation des matériels.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4469) : sentiment d'insécurité de la population - Montée de la violence - Lenteurs de la justice - Application de la peine - Liberté des juges - Définition et exécution des peines - Effort de clarification - (p. 4470) : respnsabilité collective et récidive - Loi anti-casseurs - Exécution des peines - Accélération de la procédure - Décision de mise en détention par les tribunaux - Insuffisance des effectifs de magistrats - Régime pénitentiaire et conditions de vie des détenus - Moyens d'action de la police - Sous réserve de l'adoption de certains amendements, votera le projet.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 20** (p. 4714) : son amendement n° I-189, déposé avec M. Etienne Dailly : Infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° I-154 de la commission puis rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter* (p. 4855) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de 48 heures pour se présenter devant un officier de police judiciaire) - (p. 4856) : caractère normal du port de la carte d'identité - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4897) : adaptation des peines aux moeurs de ce temps - Confiance dans la justice et exécution des peines - Amélioration des dispositifs mis à la disposition des services de police - Insuffisance des moyens accordés aux tribunaux - Inadaptation de l'appareil pénitentiaire - Absence d'atteinte aux droits syndicaux et politiques - Oubli des victimes.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4929) : loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement et bilan d'application positif - Proposition de la commission des lois de limiter à cinq ans l'application du texte en examen - Dotation de péréquation et rythme de progression de l'attribution au titre du potentiel fiscal - Découpage des communes en strates et effets de seuils - Indemnités de logement des instituteurs : cas des regroupements scolaires ou pédagogiques pris en charge par un syndicat intercommunal - (p. 4930) : explication souhaitable du ministre sur le problème du remboursement de ces indemnités de logement à l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement et le risque corrélatif de voir diminuer cette dotation au cours des cinq années à venir - Nécessité de dissiper l'équivoque.

Art. 6 (p. 4943) : suppression de l'art. 6 du projet et mesures transitoires pour 1981 - Communes et groupements de communes - **Art. 7** (p. 4948) : s'abstiendra dans le vote sur l'amendement n° 69du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - **Après l'art. 8** (p. 4956) : à propos de l'amendement n° 29 de la commission des lois (revenu brut du patrimoine communal et revenu net à prendre en compte pour la réduction de l'attribution de fonctionnement minimale pour les petites communes forestières), intervient sur la notion de revenu net en matière forestière.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Après l'art. 13** (p. 4986) : prise en compte nécessaire des études sur les problèmes des seuils au niveau de la dotation de péréquation,sous sa version du potentiel fiscal.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : son amendement n° 45 dépose avec M. René Touzet : extension aux centres de gestion agréés artisanaux, industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles ; retiré - **Art. 3 A** (p. 5071) : entreprises françaises et manque de moyens d'investissement - Encouragement à l'investissement et système de calcul de la taxe professionnelle - Influence des taux des intérêts bancaires - (p. 5072) : menaces pesant sur l'industrie automobile et rapport de Mme *Brigitte Gros* et M. *Jacques Braconnier* - Encouragement à l'investissement et agriculture - Importance du nombre d'agriculteurs imposés au bénéfice réel - Nécessité du maintien de ce système de bénéfice réel - (p. 5076) : soutient l'amendement n° 149 de M. Henri Caillavet (déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes) - (p. 5083) : déduction fiscale et compétitivité de l'industrie française à l'exportation - Système du bénéfice réel applicable aux entreprises agricoles - Comité d'études de la fiscalité agricole - (p. 5085) : s'abstiendra dans le vote unique demandé par le gouvernement sur l'article 3 A - **Après l'art. 3 A** (p. 5086) : son amendement n° 60 : suppression du système du bénéfice réel agricole ; retiré.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale (24 novembre 1980) - (p. 5222) : sa qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois sur les crédits du ministère de l'intérieur concernant la défense civile - Protection des populations civiles en temps de guerre et dispersion des crédits entre les divers départements ministériels - Clarification nécessaire - Lenteur du recensement des abris anti-atomiques - Contrôle nécessaire et information du public - Rapport déposé par MM. *Raymond Marcellin et Edouard Bonnefous* en avril 1980 sur la défense civile - Nécessité d'incitations fiscales - Création nécessaire d'une troisième unité d'instruction de la sécurité civile et spécialisation éventuelle dans la protection contre les pollutions marines et les effet radioactifs - Amendement de la commission des lois au budget de l'intérieur pour assurer le fonctionnement de cette troisième unité

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5321) : limite de la solidarité des agriculteurs : exemple de la distorsion des charges sociales entre une entreprise agricole et une entreprise industrielle - Comparaison des augmentations de cotisation à la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) sur les produits - Problème de la cotisation sur les produits betteraviers : hausse importante, question sur la constitutionnalité de son dispositif de fixation, importance de la récolte de 1980, réputation erronée de la richesse des betteraviers, règlement sucrier - Cumulation des augmentations de la taxe BAPSA et de la taxe de résorption - Question sur l'instauration d'une taxe sur les produits de substitution des céréales - Abstention au vote du BAPSA - (p. 5325) : revalorisation hypothétique des sucres - Vote favorable sur le BAPSA justifié par la prise en compte d'une taxe communautaire sur les sucres et la reconsidération éventuelle du taux de la taxe betteravière

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5357) : loi d'orientation agricole et parution de certains décrets d'application - Cours agricoles et attitude du gouvernement français à Bruxelles ; conséquences sur la rentabilité des exploitations françaises - Contribution de l'agriculture française à l'équilibre de la balance énergétique ; exemples de Mamers et d'Arcy-sur-Aube - Pouvoir d'achat des agriculteurs et tendances communautaires - Conséquence de la distorsion existant entre l'activité agricole et les autres types d'activité - Travaux du groupe d'études sur les problèmes fiscaux - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et conséquence de l'utilisation par les partenaires de produits de substitution des céréales - Formation professionnelle agricole et problème de l'agrément et de la formation des jeunes filles en milieu rural - Règlement sucrier et évolution des prix et de la demande ; attitude des pays européens en matière de quotas ; avenir des producteurs de betterave français et probable création

d'une taxe de résorption ; tentative de prise de contrôle de la société Beghin-Say - Sécurité civile et rôle des forestiers-sapeurs dans la lutte contre les incendies de forêt - (p. 5358) : votera le budget de l'agriculture

Intérieur (27 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (protection civile) - (p. 5403) : mission de la protection civile, définie par le décret du 9 novembre 1954 et création, en 1975, d'une direction de la sécurité civile au ministère de l'intérieur - Part des crédits de l'intérieur consacrée à la sécurité civile - Brigade des sapeurs-pompiers de Paris - Dépenses d'investissements : maintenance du groupe aérien - Effectifs du centre opérationnel de commandement de Levallois-Perret - Crédits de matériels - Actions de sécurité civile et participation de plusieurs ministères - (p. 5404) : problème des corps de sapeurs-pompiers - Financement du matériel et récupération de la TVA - Statut général des sapeurs-pompiers ; distinction entre volontaires et professionnels - Formation des sapeurs-pompiers et participation des collectivités locales - Indemnité de vétérance pour les sapeurs-pompiers volontaires - Départementalisation des corps de sapeurs-pompiers - Règles de la comptabilité publique - Unités d'instruction de sécurité civile de Paris et de Brignoles - Mise en place d'une troisième unité souhaitée par le rapporteur du budget du secrétariat général de la défense nationale, M. *Raymond Marcellin* et souhait partagé par la commission des lois de voir inscrit un crédit supplémentaire à cet effet - Lutte contre les incendies de forêts : moyens lourds d'intervention et mise en place des forestiers-sapeurs prévue par le VII[e] plan - Rôle des propriétaires dans la lutte préventive ; exemple du débroussaillage dans les forêts méditerranéennes - Méthodes de lutte contre le feu - (p. 5405) : sécurité routière : accidents des deux roues ; rôle des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) dans les secours et harmonisation avec les textes relatifs aux centres hospitaliers régionaux (CHR) - Utilisation de la gendarmerie pour les missions de police de la route, de contrôle de vitesse et d'alcootest - Controverse sur l'utilisation des codes en ville - Centrales nucléaires et risque de fuites - Défense civile : protection des populations en temps de guerre ; protection contre les retombées radioactives et recensement des abris antiatomiques - Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du Ministère de l'intérieur - (p. 5415) : tremblement de terre d'Algérie, évoqué par M. *Jacques Eberhard* et intervention des deux unités d'instruction de la sécurité civile française

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 6410) : caractère composite des mesures prévues - Importance des dispositions d'origine parlementaire.

Art. 1 (p. 6413) : son amendement n° 15 : suppression de cet article relatif à la liquidation de la TVA pour les titulaires de bénéfices non commerciaux soumis au régime du forfait ou au régime réel ; retiré - Réactualisation des plafonds imposés en matière de chiffre d'affaires pour l'adhésion aux centres de gestion agréés - (p. 6414) : prise en compte des désirs de ceux qui font acte de protopharmacie vétérinaire à côté de leur profession principale - **Art. 3** (p. 6417) : amendement n° 43 de la commission des lois : obligation de déclaration des rémunérations autres que les salaires applicable à toute personne physique ou morale, ayant versé de telles rémunérations ; adopté - **Avant l'art. 4** (p. 6418) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 133 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - **Art. 4** (p. 6418) : amendement n° 44 de la commission des lois : suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 6427) : amendement n° 45 de la commission des lois : octroi d'un avantage fiscal pour les mutations à titre onéreux des parts de groupements fonciers agricoles ; condition d'un délai de détention de deux ans ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 6428) : nécessité de codifier immédiatement les dispositions fiscales votées par le parlement - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6430) : accepte l'amendement n° 80 de M. François Collet (transfert du contentieux de l'exigibilité des droits en matière de contributions directes aux tribunaux administratifs - **Avant l'art. 8** (p. 6434) : droit régalien qu'est l'attribution des immeubles vacants et sans maître à l'Etat - Proposition d'attribution à la commune sur sa demande - Solutions intermédiaires : droit de préemption de la commune en cas de vente ou obligation de vente à la commune - (p. 6435) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - **Art. 8** (p. 6437) : s'oppose à l'amendement n° 147 du gouvernement (suppression de cet article relatif à la procédure d'appréhension par l'Etat de l'immeuble présumé vacant et sans maître) - (p. 6438) : amendement n° 46 de la commission des lois : procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître ; système de recensement et de publicité ; adopté - **Art. 9** (p. 6440) : amendement de coordination n° 47 de la commission des lois ; retiré au profit de l'amendement n° 4 de M. Georges Berchet - Amendement de coordination n° 48 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 9** : amendement de coordination n° 49 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : amendement n° 68 de la commission des lois : centres de gestion créés par les organisations et organismes des artisans, commerçants et industriels et tenue de la comptabilité ; retiré - Maintien des compétences des experts-comptables ; préparation technique de la comptabilité par les centres de gestion agréés - **Avant l'art. 14** (p. 6446) : son amendement n° 13 : relèvement de la limite du forfait agricole ; retiré - **Art. 14** (p. 6447) : amendement n° 51 de la commission des lois : prise en compte des recettes pour l'application du régime forfaitaire agricole ; coefficient multiplicateur pour celles réalisées dans le cadre des contrats d'intégration ; rejeté - Définition de la recette « autres qu'une vente de produits végétaux ou de produits animaux » - (p. 6448) : amendement de la commission des lois n° 52 identique à l'amendement n° 92 de M. Michel Sordel : suppression des dispositions de cet article concernant les garanties octroyées dans le contrat d'intégration passé entre un coopérateur et sa coopérative ; adopté - **Après l'art. 14** : amendement n° 53 de la commission des lois : principe de l'application exceptionnelle de la taxation forfaitaire en fonction des éléments du train de vie ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Application stricte du code général des impôts et recommandations d'une circulaire administrative - **Art. 16** *bis* **A** (p. 6451) : amendement n° 54 de la commission des lois, identique à l'amendement n° 5 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Daniel Millaud : (principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ;déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés ; rejeté - **Art. 16** *bis* **D** (p. 6454) : amendement n° 56 de la commission des lois : communes et faculté d'instituer un tarif profressif sur les débits de boisson ; adopté.

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - **Art. 20** (p. 6483) : amendement n° 57 de la commission des lois : abrogation de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1963, instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes ; adopté - **Art. 22** (p. 6528) : amendement n° 58 de la commission des lois : maintien de certaines exonérations de cotisations d'allocations familiales ; adopté - Amendement n° 59 de la commission des lois : maintien de la possibilité pour les commissions départementales des prestations sociales agricoles d'accorder dans certains cas un dégrèvement de cotisation ; adopté - (p. 6529) : système de répartition et solidarité mutualiste - Amendement rédactionnel n° 60 de la commission des lois, identique à l'amendement rédactionnel n° 106 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Après l'art. 22** : amendement n° 61 de la

commission des lois : bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 107 de la commission des affaires sociales - **Art. 23** *quinquies* (p. 6532) : amendement n° 62 de la commission des lois : distribution d'actions aux salariés des filiales de sociétés françaises implantées à l'étranger ; retiré - Cogestion en Allemagne fédérale ; situation des salariés français expatriés - **Après l'art. 23** *quinquies* (p. 6534) : accepte l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (pour les sociétés anonymes à directoire et à conseil de surveillance, possibilité de rémunération du président du conseil de surveillance) - **Art. 23** *sexies* (p. 6535) : amendement n° 63 de la commission des lois : extension aux associations reconnues d'utilité publique de la mesure prévue en faveur des biens immobiliers des congrégations ; adopté - **Art. 23** *septies :* amendement rédactionnel n° 64 de la commission des lois ; adopté - **Art. 23** *octies* (p. 6536) : amendement rédactionnel n° 65 de la commission des lois identique à l'amendement rédactionnel n° 108 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Avant l'art. 24A** (p. 6538) : accepte l'amendement n° 8 de M. Maurice Blin (possibilité pour les collectivités locales de renoncer à la reconstruction d'un pont détruit par fait de guerre ; perception dans ce cas de la moitié de la subvention).

GOETSCHY (Henri), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Culture et communication : Information** (n° **98**, annexe **8**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires** (n° **98**, annexe **26**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise. [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - Au nom de la commission des finances - **Après l'art. unique** (p. 4254) : déclare l'art. 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 5 de la commission des affaires sociales (report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises).

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [n° **327 (79-80)**] - (17 novembre 1980) - **Après l'article 36** (p. 4823) : son amendement N° II-150, soutenu par M. Adolphe Chauvin : audiences publiques dans les chambres d'accusation ; rejeté - (p. 4824) : son amendement N° II-151 déposé avec M. Jacques Mossion et soutenu par M. Adolphe Chauvin : rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non récidiviste ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5055) : son amendement n° 114 soutenu par M. René Jager : abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires : retiré - (p. 5058) : son amendement n° 155 soutenu par M. René Jager : doublement des limites de chiffre d'affaires des adhérents aux centres de gestion habilités à tenir une comptabilité ; retiré - (p. 5059) : son amendement n° 75 soutenu par M. René Jager : principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession ; retiré.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5135) : son amendement n° 70, soutenu par M. Adolphe Chauvin : application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparation ; retiré - Son amendement n° 71, soutenu par M. Adolphe Chauvin : possibilité pour les artisans de déduire du bénéfice imposable de leur entreprise les sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou vieillesse permettant qu'ils soient couverts de la même façon qu'un dirigeant salarié, retiré - Son amendement n° 72, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modification du taux des droits de mutation ; retiré.

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre - I - Services généraux - Information. (25 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5271) : fragilité des entreprises de presse ; différenciation des situations selon la zone concernée et la périodicité - (p. 5272) : diminution de la diffusion des quotidiens de Paris ; disparition de titres et non report de clientèle sur les journaux restants - Augmentation de la diffusion des quotidiens de province - Vulnérabilité des journaux d'opinion nationaux et régionaux - Augmentation des charges et stagnation des ventes et des recettes publicitaires - Développement de la télématique - Concurrence des radios locales - Politique des pouvoirs publics et maintien du pluralisme de l'information - Aides de l'Etat à la presse ; subvention à la S N C F, remboursement des communications téléphoniques et du fac-similé ; aide à l'expansion de la presse à l'étranger et remboursement sur les achats de matériel - Tarifs postaux consentis à la presse - Procédure judiciaire engagée par le gouvernement contre des organes d'information écrite - Insuffisance de l'effort en faveur de la diffusion de la presse à l'étranger ; fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger - Transports de presse et facilités accordées par les compagnies aériennes françaises ; étude comparative sur les tarifs des transporteurs aériens nationaux et étrangers - Présence française dans le monde et support de la presse - Régime fiscal de la presse ; taux de la TVA - Loi du 27 décembre 1977 et régime fiscal des périodiques politiques - Crise de la presse et aide de l'Etat à ce secteur ; commission chargée de suivre les expériences de télématique - (p. 5273) : publicité télévisuelle et perte pour la presse ; révision des mécanismes de calcul du plafond des recettes publicitaires - Rapport Mottin sur les publications gratuites - Charte des rapports entre la presse et la poste ; qualité du service postal et situation financière du service postal de la presse - Distribution de la presse et déficit de la poste ; plan de redressement tarifaire - Charte presse-PTT ; prévision d'augmentation des tarifs et incidence sur la diffusion des journaux - Aide à la presse et avis du Conseil économique et social - Projet de création d'un fonds d'aide alimenté par une taxe parafiscale assise sur les recettes publicitaires - Table ronde relative au problème de l'assujettissement de la presse à la TVA - Aide fiscale aux journaux à faibles ressources publicitaires - Réduction des dépenses de publication de l'administration ; rapport de la commission de coordination de la documentation administrative -

Documentation française et édition d'un répertoire des publications administratives - (p. 5274) : nécessité de prendre en compte les actions d'information de l'administration - Proposition d'adoption des crédits de l'information

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5539) : création récente du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires ; pouvoirs publics et développement des industries agro-alimentaires ; politique gouvernementale de redéploiement des aides et sélectivité de celles-ci - Simple reconduction en 1981 des moyens consacrés aux industries agricoles et alimentaires - Nature d'incitation et d'intervention des crédits du secrétariat d'Etat ; moyens non budgétaires - Economie nationale et industries agro-alimentaires ; importance de ce secteur par rapport à ceux du bâtiment et des travaux publics : stagnation des investissements ; faiblesse du taux de rendement - Solde du commerce extérieur et potentialité de l'agriculture française ; perspectives d'exportation - Nécessité d'une reconquête du marché intérieur - Insuffisance de la capacité financière et de la rentabilité du secteur de l'agro-alimentaire - (p. 5540) : part insuffisante des crédits consacrés à la recherche - Objectifs de la politique agro-alimentaire et améliorations des performances des entreprises - Rénovation des méthodes d'intervention et sélectivité des aides de l'Etat - Rôle des conventions de développement - Amélioration des structures financières et création de l'institut de développement des industries agricoles et alimentaires (IDIA) ; financement des stocks - Actions gouvernementales et aménagement du cadre commercial : mise en place d'un fonds de promotion - Produits transformés et politique agricole commune - Actions en faveur des marchés du sucre et des oléagineux - Diminution des crédits de paiement en faveur des subventions d'investissement - Importance de l'industrie de la pêche française et faiblesse des subventions d'investissement - Recherche et médiocrité des crédits qui lui sont consacrés - Demande l'adoption de ce budget

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5710) : problème du logement - Accession à la propriété de logements neufs et diminution des mises en chantier - Augmentation du coût de la construction et hausse des taux d'intérêt ; encadrement du crédit - Hausse des loyers des immeubles collectifs et aide nécessaire aux ménages les plus modestes au moyen de prêts dispensés d'intérêt les premières années - Amélioration du parc des logements existants : financement de la rénovation ; amélioration de l'habitat ancien et accession à la propriété ; prêts conventionnés et prêts complémentaires à l'épargne-logement ; volume des opérations d'acquisition-amélioration - (p. 5711) : distorsion entre prêts d'accession à la propriété (PAP) et prêts conventionnés - Coût de l'acquisition d'un premier logement et recours à l'habitat ancien - Apport personnel exigé - Augmentation des loyers et des charges locatives - Campagne pour les économies d'énergie : amélioration des logements sociaux ; intervention nécessaire des pouvoirs publics dans le secteur commercial des équipements d'économie d'énergie - Mobilité des Français et mobilité résidentielle : transmissibilité des prêts - Souhait des maîtres d'oeuvre en bâtiment d'un projet de loi portant reconnaissance de leur profession - Négociation internationale pour la protection des baleines

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 44** (p. 5998) : son amendement n° 214 soutenu par M. Adolphe Chauvin : prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice jusqu'en 1985 ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 41** (p. 6105) : son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : sociétés à responsabilité limitée industrielles ; commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs et conjoints ; possibilité d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes ou pour l'adhésion à un centre de gestion agréé ; retiré.

GOLDET (Cécile), sénateur de Paris (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommée membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommée membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommée membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (16 octobre 1980)(p. 3920).

Est nommée de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à autoriser en matière de **contraception** la prescription des diaphragmes par les sages-femmes (n° **195**, 1979-1980) (2 avril 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2617** (J.O. Débats 30 novembre 1979) (p. 4629) à M. le Premier Ministre : la **prostitution (lutte contre la prostitution et le proxénétisme)** - Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la Justice (25 avril 1980) (p. 1539, 1540).

n° **2722** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **aides ménagères (amélioration de l'aide ménagère pour les personnes âgées)**.

n° **2739** (J.O. Débats 9 avril 1980) (p. 1087) à Mme le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la famille et de la condition féminine : la **santé publique (fonctionnement des clubs de santé)**.

n° **2740** (J.O. Débats 26 avril 1980) (p. 1544) à M. le ministre des Transports : la **régie autonome des transports parisiens (RATP) (problèmes posés par le nettoyage du métro parisien)** - Réponse de M. Jean Mattéoli, ministre du Travail et de la Participation (25 avril 1980) (p. 1544, 1545).

n° **81** (J.O. Débats 28 novembre 1980) (p. 5434) à M. le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications et à la Télédiffusion : les **postes et télécommunications (situation de certains lauréats du concours de technicien de télécommunications)**.

Questions orales avec débat :

n° **376** (29 avril 1980) (p. 1626) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale ; la **sécurité sociale (convention : organismes médicaux et caisse nationale d'assurance maladie)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1676 et suivantes).

n° **382** (9 mai 1980) (p. 1806) à M. le ministre de l'Intérieur : les **manifestations (comportement de certains policiers lors des manifestations du 1er mai)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

n° **386** (13 mai 1980) (p. 1893) à M. le ministre de l'Intérieur : la **police (rôle des gardiens de la paix dans les manifestations)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

n° **387** (13 mai 1980) (p. 1893) à M. le ministre de l'Intérieur : les **manifestations (libertés publiques et manifestations du 1er mai)**.

n° **406** (29 juin 1980) (p. 3328) à M. le ministre de l'Intérieur : le **racisme (activités et propagande raciste de certains groupes)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

n° **435** (7 octobre 1980) (p. 3765) à M. le ministre de l'Intérieur :les **expulsions (mesures d'expulsions)**.

n° **468** (26 novembre 1980) (p. 5372) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : **l'action sanitaire et sociale (centres sociaux)**.

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1685) : convention entre les médecins et les caisses de sécurité sociale - Vide légal après l'expiration de la convention signée en 1975 - Détermination des organisations syndicales nationales de médecins représentatives ; conditions de déroulement de la négociation ; exclusion de la confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et atteinte au droit de négociation - Intervention du Gouvernement dans les négociations conventionnelles - (p. 1686) : diminution des ressources de la sécurité sociale et chômage - Accroissement du nombre des médecins et baisse de leur pouvoir d'achat - Système conventionnel et liberté des honoraires - Double secteur de la médecine - Large débat parlementaire demandé par le groupe socialiste : recours éventuel en Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté d'approbation de la nouvelle convention - Journée de protestation du 13 mai - (p. 1695) : situation de vide conventionnel entre l'assurance maladie et les médecins - Tarifs conventionnels et droit à dépassement permanent - Liberté des honoraires - Démographie médicale : évolution du nombre des médecins - Insuffisance de la médecine préventive : exemple de la médecine scolaire dans le Loiret.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208** (79-80)] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2087) : longueur de la procédure parlementaire ; cas de la réforme des régimes matrimoniaux et de la répression du viol - Discussion et conséquences du débat sur le projet de loi « sécurité et liberté » - Attentat à la pudeur et viol ; nécessité de mesures sociales et éducatives - Conception sociale de la sexualité et rapports hommes-femmes - Violence sexuelle et protestations grandissantes des femmes - (p. 2088) : lutte contre la violence et récupération des luttes de femmes - Viol et progression du nombre des plaintes - Accueil hospitalier et policiers - Scepticisme devant l'aggravation des peines - Mentalité des violeurs - Suppression des peines prévues pour les actes d'homosexualité intéressant un mineur de plus de quinze ans - Proteste contre l'existence d'un groupe policier de contrôle des homosexuels - Dénoncer plutôt que sanctionner le viol - Viol : silence et solitude des femmes.

Art. 1 (p. 2094) : sur l'amendement N° 1 de la commission des lois (viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte), se déclare favorable au sous-amendement N° 24 du gouvernement (notion de surprise) - Son amendement N° 17, identique à l'amendement N° 13 de M. Charles Lederman : viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans : adopté - (p. 2097) : son amendement N° 18, identique à l'amendement N° 14 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Rolande Perlican : abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols ; adopté - Son amendement N° 19 : suppression de l'état de grossesse comme cas d'aggravation pour le viol ; adopté - Son amendement N° 20 de coordination ; adopté - (p. 2099) : son amendement N° 21 : attentat à la pudeur sur un mineur âgé de plus de quinze ans et suppression des dispositions de cet article faisant référence à la non-émancipation par le mariage ; rejeté - (p. 2100) : son amendement N° 22 : réduction des peines de réclusion criminelle pour les attentats à la pudeur précédés ou accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie ; rejeté - **Art. 4** (p. 2101) : son amendement N° 23 : objet des statuts des associations et droit de se porter partie civile en cas de viol ; rejeté.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203** (79-80)] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2106) : assurance veuvage et substitution des mots « conjoint survivant » au mot « veuve » - Détermination par le règlement des conditions d'attribution et d'application du principe posé par le projet - Paiement de la cotisation par les employeurs et espérance de vie des travailleurs - Vote favorable du groupe socialiste sous réserve de l'adoption des amendements de la commission.

Art. 1 (p. 2115) : son amendement N° 31 : déclaration du décès et information du conjoint survivant sur l'assurance veuvage ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° 39 du gouvernement puis retiré - (p. 2117) : se déclare favorable à l'amendement de coordination N° 3 de la commission des affaires sociales - (p. 2118) : se déclare favorable à l'amendement N° 4 de la commission (conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie) - **Art. 4** (p. 2120) : son amendement N° 33 : prise en charge des cotisations par l'employeur ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2127) : insuffisance du champ d'application du projet - Utilisation par le gouvernement du pouvoir réglementaire - Abus de l'emploi de l'art. 40 de la Constitution - Abstention du groupe socialiste.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la proposition de loi [n° **47** (78-79)] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation** [n° **450** (78-79)] - (5 juin 1980) **Art. 1** (p. 2400) : se déclare favorable à l'amendement N° 2 du gouvernement (pratique de l'insémination artificielle réservée à un médecin ou placée sous son contrôle et sa responsabilité) et, sur cet amendement, opposé au sous-amendement N° 22 de la commission (pratique exclusivement réservée à un médecin) - **Art. 3** (p. 2401) : risque de consanguinité et limitation du nombre des femmes inséminées avec succès par le même donneur - Se déclare favorable à la suppression de l'art. 3 - **Après l'art. 8** (p. 2404) : enfants posthumes nés après les deux guerres mondiales et après la guerre d'Algérie - Sur l'amendement N° 10 du gouvernement (1. Interdiction de la fécondation post mortem ; 2. Interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins), se déclare opposé à la première partie - Fécondation post mortem et respect du souhait de la femme.

— **Conclusions du rapport de M. Bernard Talon** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur sa **proposition de loi [n° 396 (78-79)] relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses** [n° **254** (79-80)] - (5 juin 1980) **Après l'art. 2** (p. 2395) : prescriptions de contraceptifs oraux et risque d'anomalies génétiques évoqué par M. Jacques Henriet - Résultats inverses attestés par son expérience de médecin - Trisomie 21 et méthode naturelle de contraception - Encyclique Humanæ Vitæ - Se déclare opposée à l'amendement N° 1 de M. Jacques Henriet (autorisation de mise sur le marché et vérification de l'innocuité génétique).

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2549) : déclenchement mensuel des sirènes et signification de ce code d'alerte.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2639) : éducation des enfants et facilités d'accès aux universités ; loi d'orientation de 1968 et attente de la publication des décrets d'application - Ouverture des universités à de nouvelles catégories prioritaires et politique universitaire restrictive du gouvernement - (p. 2640) : université de Vincennes - Qualification féminine et recherche d'un emploi - Etudes supérieures et nécessité d'une mise à niveau préalable - Suivi des cours universitaires et garde des enfants - Naissance d'un enfant et abandon des études - Caractère limité du projet mais vote favorable du groupe socialiste.

Art. 1 (p. 2641) : son amendement N° 7 : succès à l'examen d'entrée et octroi de l'aide sociale à domicile ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - Son amendement N° 8 : création de haltes-garderies universitaires ; irrecevable aux termes de l'art. 40de la Constitution - Son amendement N° 1 : octroi de la facilité d'accès aux universités aux handicapés ; rejeté - **Intitulé** (p. 2645) : son amendement N° 3 : de forme ; « projet de loi étendant aux mères de famille et aux personnes chargées de famille qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur » ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2799) : mise en oeuvre des promesses faites en 1978 par le programme de Blois - Notion de travail à temps partiel - Statut des mères de famille - Absence de véritable solution pour les femmes - Démantèlement de la politique mise en oeuvre par les ordonnances de 1945 - Evolution du budget des allocations familiales - Méfaits de l'informatique dans le versement des allocations - (p. 2800) : transformation des personnes en difficulté en assistés - Caractère arbitraire des mesures gouvernementales - Effets du quotient familial selon la richesse des familles - Insuffisance des équipements de base ; coût des accouchements - Problèmes démographiques ; arrivée de jeunes sur le marché du travail ; situation en République fédérale d'Allemagne - (p. 2801) : politique gouvernementale de « poudre aux yeux », dénoncée par les socialistes - Allongement du congé de maternité à 6 mois - Regroupement des allocations pré et post-natales - Problème de la surveillance médicale ; accès aux équipements collectifs : maternelles, cantines, garderies, colonies de vacances - Minimum familial garanti ; mesures inégalitaires prises par le gouvernement - Non salariés suspects d'oisiveté - Nécessaire revalorisation des allocations familiales ; utile politique de l'emploi et de lutte contre le chômage - (p. 2802) : refus gouvernemental d'accorder le bénéfice de l'insémination artificielle aux couples concubins.

Art. 1 A (p. 2821) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires sociales (modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de famille de moins de trois enfants), son sous-amendement N° 111 : prolongation à 26 semaines du congé de maternité pour toutes les grossesses ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 1** (p. 2823) : son amendement N° 113 : prise en considération de toutes les naissances d'enfants, qu'ils soient nés viables ou pas ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - Son amendement N° 114 : définition identique des enfants « nés viables » en cas de naissances multiples ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2837) : conditions de travail des médecins de la protection maternelle et infantile - Importance de l'aide reçue à l'occasion de la naissance d'un enfant - Question secondaire de son fractionnement - Déclare le parti socialiste favorable à l'amendement N° 58 de M. Jean Mézard (fractionnement de l'allocation post-natale et principe de la majoration des prestations en faveur des familles nombreuses) - **Art. 9** (p. 2839) : son amendement N° 120 : suppression de cet art. concernant l'accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés ; rejeté - **Art. 11** (p. 2842) : son amendement N° 121 soutenu par M. Robert Schwint : création d'un revenu minimum familial sans condition de ressources ; rejeté - **Art. 21** (p. 2858) : son amendement N° 136 soutenu par M. Robert Laucournet : application du titre IV au 1er juillet 1980 ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2867) : déroulement scandaleux du débat et insuffisance du projet - Rôle du Sénat et demande de deuxième délibération par le gouvernement ; utilisation de l'art. 40 - Absence de politique familiale - (p. 2868) : électoralisme et mesures ponctuelles.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3258) : son amendement n° 2 : assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 5** (p. 3355) : son amendement n° 21 : limitation des pouvoirs des Conseils départementaux des ordres des professions médicales ; rejeté - Position des socialistes contre le maintien des ordres des professions de santé - Son amendement n° 22 : compétence des commissions de discipline et suppression, parmi les sanctions, de l'interdiction définitive d'exercer la profession ; devenu sans objet.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi** [n° **527 (77-78)**] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois.** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3366) : loi du 12 juillet 1977 sur le congé parental d'éducation et retard de parution du décret - Dispositions de la proposition : remplacement de la femme par un travailleurs privé d'emploi et impossibilité ultérieure pour elle de reprendre cet emploi - Volonté de limitation du travail féminin - Travail féminin et natalité - Vote socialiste contre la proposition de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Franck Sérusclat fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale, sur la proposition de loi** [n° **346 (78-79)**] **de M. Franck Sérusclat et plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la discrimination sexiste** [n° **316 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3377) : rôle de l'évolution des législations pour accélérer l'évolution des structures mentales - Agressions permanentes contre les femmes et souhait de voir adopter la proposition de loi en examen.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3877) : sa question n° 406, du 29 juin 1980, sur la multiplication des incidents violents de caractère raciste - Attentat contre la synagogue de la rue Copernic, le 3 octobre - Saisine de la Cour de Sûreté de l'Etat - Xénophobie et racisme dans notre société - Insuffisance des mesures prises par le gouvernement - Enumération des agressions racistes depuis 1973 - (p. 3878) : exemple des ratonnades de Chelles - Club Charles Martel - Absence de réponse à ses questions écrites - Non aboutissement des enquêtes sur les assassinats d'Henri Curiel et de Pierre Goldman - Fonctionnement de la police nationale - Répression contre les autonomistes corses - Proposition de résolution socialiste tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'appartenance

à la police nationale d'agents suspects d'activités en liaison avec des menées néo-nazies - Recrutement des policiers - Liberté d'expression et propagande raciste - (p. 3879) : comportement des forces de police lors des manifestations du 1er mai 1980 - Bavures - Manipulation de l'histoire : contestation par certains de la réalité des chambres à gaz - Procès de Fredriksen - Contrat de coopération nucléaire de la France avec l'Irak et clause d'exclusion de techniciens juifs français - Contrôles d'identité dans le métro et discrimination raciste - Entretien avec Darquier de Pellepoix - Racisme quotidien - Attentat contre Fredriksen : tentation d'autodéfense pour certains juifs français et danger de cette attitude - Combat contre le racisme - (p. 3880) : déclaration maladroite du premier ministre - Carence du gouvernement - Demande la démission du ministre de l'intérieur - (p. 3895) : ses questions restées sans réponse, ainsi que celles de M. *Marcel Debarge*.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° 386 (79-80)] - (30 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4269) : rejet de l'amendement relatif aux accidents de trajet - Vote du groupe socialiste contre l'ensemble du projet de loi..

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° 5 (80-81)] - (30 octobre 1980) - **Art. 2** (p. 4277) : son amendement n° 15, soutenu par M. Michel Moreigne : retour de plein droit à un service à temps complet ; retiré - **Après l'art. 2** (p. 4278) : son amendement n° 16, soutenu par M. Michel Moreigne : utilisation des crédits dégagés pour la création d'emplois d'agents titulaires ; rejeté - **Art. 4** : son amendement n° 18, soutenu par M. Michel Moreigne : prise en compte de la totalité de la durée du travail à temps partiel, tant pour la liquidation de la pension que pour la constitution du droit à pension ; retiré - **Art. 6** (p. 4280) : son amendement n° 19, soutenu par M. Michel Moreigne, et identique aux amendements n° 3 de la commission et n° 10de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression de cet article relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée ; rejeté - **Art. 7** (p. 4281) : ses amendements, soutenus par M. Michel Moreigne, n° 20 et n° 21 : suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement ; irrecevables aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 4282) : son amendement n° 22, soutenu par M. Michel Moreigne : calcul de la retenue à effectuer par référence à l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961 ; devenu sans objet - **Après l'art. 7** (p. 4283) : son amendement n° 23, soutenu par M. Michel Moreigne : maintien des priorités d'accès aux équipements collectifs accueillant les enfants ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 24, soutenu par M. Michel Moreigne : consultation du Conseil supérieur de la fonction publique sur les décrets d'application ; adopté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4468) : contrôles d'identité - *Habeas corpus* - Institution de la carte d'identité par le régime de Vichy - Jurisprudence de la cour de Cassation - Rétention et détention arbitraire - Contrôle par un magistrat du parquet - Bavures policières récentes à l'occasion de contrôles d'identité.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Après l'art. 6** (p. 4697) : son amendement n° I-167 : extension aux contraventions de la 5e classe de la règle du non cumul applicable aux crimes et délits ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 136, déposé avec M. André Méric et soutenu par M. Michel Darras : suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° 135, déposé avec M. André Méric et soutenu par M. Michel Darras : abrogation de l'art.22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5877) : amputation des crédits ; disparition des notions d'obligation de gratuité notamment dans les lycées d'enseignement professionnel - Réduction des crédits dans le second degré et progression du nombre des élèves - Second degré et fort pourcentage d'auxiliaires - Lycée d'enseignement professionnel et importance du nombre des maîtres auxiliaires ; qualité de l'enseignement technique - « Auxiliarisation » des nouveaux titulaires et circulaire du 13 novembre 1980 - Système éducatif et adaptation à la demande des employeurs - Application de la réforme Haby ; passage de la classe de troisième en seconde ; sélection sociale et nombre d'enfants d'origine ouvrière en première année de CAP - Crise de l'éducation nationale ; décalage entre la société et les connaissances transmises - Suppression des postes d'animateur de foyer socio-culturel - (p. 5878) : centenaire des lois ayant fondé l'école de la IIIe République - Souligne les difficultés à être reçue par M. le recteur de l'académie de Paris - Liste d'attente d'admission dans les écoles maternelles - Ouverture des classes

Examen des crédits - Après l'art. 45 (p. 5883) : son amendement n° 280 : fin de la scolairité obligatoire et remise des textes fondamentaux de la République ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Santé et Sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5920) : importance de la prévention - Médecine scolaire - Médecine du travail - Prévention du cancer - Action sociale et solidarité : retard de parution des décrets d'application de la loi d'orientation de 1975 en faveur des personnes handicapées - Personnes âgées : insuffisance de l'aide à domicile - (p. 5921) : revalorisation du minimum vieillesse - Professions paramédicales - Convention médicale - Praticiens généralistes et spécialistes - Pratique insuffisante de la contraception chez les jeunes filles de moins de seize ans ; création nécessaire de centres de planification et d'information familiale - Psychiatrie - Renforcement nécessaire des centres de santé gérés par la Mutualité et les collectivités ; rôle de ces centres dans l'éducation sanitaire de la population - Politique familiale du gouvernement : prestations familiales et rôle d'assistance

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6004) : progression du budget affecté à la délégation à la famille et à la condition féminine ; part importante prise par les crédits de la lutte contre la toxicomanie - Mise en place d'un réseau de délégués régionaux - Propositions de Mme Françoise Giroud ; séparation des mesures en faveur de la femme au travail et de la femme dans la famille - Création du secrétariat d'Etat chargé de l'emploi féminin et d'un ministère « chargé de la famille et de la condition féminine » - Persistance des discriminations au travail ; exemple de la fonction publique et de l'indemnisation du chômage - Mise en place d'un statut de la mère de famille - Caractère illusoire de la loi sur l'accès aux universités et aux concours de la fonction publique - Insuffisance des actions en matière d'éducation sexuelle et de contraception - Vote défavorable du groupe socialiste

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6063) : problème des travailleurs immigrés ; aide au retour ; développement du racisme en France - (p. 6064) : crédits d'intervention en faveur des travailleurs migrants - Féminisation de la présence étrangère - Problème de la deuxième génération : scolarité ; conditions de logement ; racisme à l'embauche - Position des socialistes en faveur de l'insertion des travailleurs étrangers - Insuffisance des moyens du comité d'information sur le travail féminin

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 43** (p. 6119) : son amendement n° 341 : enfants handicapés et abattement supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu ; compensation de recettes ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 6120) : caractère grave du problème du logement pour les familles comportant un enfant handicapé.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **187 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6401) :travail à temps partiel et aspirations des fonctionnaires ; cas des femmes - Modicité des salaires et conditions de travail - Objectif de la réduction du travail pour tous ; palliatif que représente le travail à temps partiel - Vote défavorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 23** *sexies* (p. 6535) : intervient sur l'amendement n° 63 de la commission des lois (extension aux associations reconnues d'utilité publique de la mesure prévue en faveur des biens immobiliers des congrégations).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6563) ; violation des droits de l'homme en Argentine - Vote du groupe socialiste contre le projet d'approbation de la convention.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'accidents du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **200 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur, en remplacement de M. Pierre Sallenave - **Discussion générale** (p. 6563) : déroulement des travaux de la commission mixte paritaire - (p. 6564) : assimilation des accidents de trajet aux accidents du travail - Montant de l'indemnisation pour licenciement illégal - Amendement regrettable du Gouvernement tendant à exclure du bénéfice du projet les victimes d'accidents de trajet - Progrès réel constitué néanmoins par le texte.

Art. 1 (p. 6565) : projet dénaturé par l'exclusion des accidents de trajet ; vote négatif du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Nouvelle lecture* [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6577) : au nom du groupe socialiste, demande une suspension de séance pour étudier le texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture - Notion de superficie exploitée et dimensions des exploitations agricoles en Nouvelle-Calédonie - Faux-semblant de cette réforme foncière - Vote hostile du groupe socialiste.

Art. 10 (p. 6579) : hostilité du groupe socialiste à cet article relatif à la procédure d'expropriation - Situation de la Nouvelle-Calédonie, aggravée par l'arrivée des réfugiés de l'ancien territoire des Nouvelles-Hébrides - Demande de scrutin public.

GOUTEYRON (Adrien), sénateur de la Haute-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767) puis réélu vice-président.

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

- Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique et technique** (n° **99**, tome **VII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2758** (J.O. Débats 25 avril 1980) (p. 1519) à M. le ministre de l'Industrie : les **cuirs et peaux (régulation des cours des cuirs bruts)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2704, 2705).

n° **2826** (J.O. Débats 17 septembre 1980) (p. 3672) à M. le Premier Ministre : l'**aménagement du territoire (développement des contrats de pays)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (12 décembre 1980) (p. 6255).

n° **6** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3749) à M. le Premier Ministre : les **calamités (mesures en faveur des sinistrés de la Haute-Loire)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3865, 3867).

n° **53** (J.O. Débats 1er novembre 1980) (p. 4328) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **handicapés (application de la loi d'orientation en faveur des handicapés)**.

Questions orales avec débat :

n° **422** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le Premier Ministre : les **fonctionnaires (affectation des fonctionnaires)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 391) : objectifs du projet de loi et moyens mis en oeuvre - Situation de son département de la Haute Loire - Déséquilibre démographique de la population agricole - Compensation nécessaire des handicaps naturels régionaux - Production laitière de la Haute-Loire - Atteintes au principe de la préférence communautaire : importations de la CEE en matières grasses végétales ; accès au marché britannique des exportations de beurre et de viande ovine de Nouvelle-Zélande - Besoins alimentaires mondiaux et politique d'exportation de la CEE.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 484) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-135 : politique en faveur des régions de montagne ; adopté - Nécessité de la compensation des handicaps naturels - (p. 485) : intervient sur le sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - Nécessité de la compensation des handicaps naturels - (p. 487) : se déclare favorable à l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), et au sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M.Michel Sordel (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) - (p. 499) : se déclare favorable à l'amendement N° I-128 de M. Jean-Paul

Hammann (avis et délibérations du conseil supérieur) - **Art. 3** (p. 512, 513) : se déclare favorable à l'amendement N° I-117de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *suite* (p. 562) : son amendement N° II-97, soutenu par M. Paul Malassagne : retraite et mise à parité avec les autres régimes sociaux pour une durée et un effort de cotisation « comparables » ; retiré.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1163) : son amendement N° II-111 : consultation obligatoire du conseil sur la carte scolaire ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2980) : principes de la loi d'orientation de l'enseignement surpéieur de 1968 - Participation - Proposition de loi initiale et texte élaboré par la commission des affaires culturelles du Sénat - Fonctionnement des conseils d'Université et caractère politique des élections aux conseils - Représentation des enseignants de rang magistral et mission de l'Université - Activités de recherche et rôle des conseils scientifiques - (p. 2981) : accès à l'Université et organisation du premier cycle des études universitaires - Baccalauréat.

Art. unique (p. 2997) : à propos de l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : réégibilité, suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs) et du sous-amendement n° 27de Mme Danielle Bidard (abaissement de 5 à 3 ans de la durée du mandat de président), envisage l'hypothèse d'un président d'université dont le mandat de membre du Conseil ne serait pas renouvelé.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4148) : règlement communautaire du marché de la viande ovine - Craintes sur les accords d'autolimitation - Mise en place des mécanismes fondamentaux des organisations communes de marché mais question sur le fonctionnement - Baisse des prix supportée par les éleveurs - Danger du rapprochement des prix de référence des différents pays - Plan pluriannuel du développement de l'élevage : soutien à l'élevage ovin (exemple de l'indemnité spéciale montagne) - Modulation nécessaire des aides et des incitations » (p. 4149) : question sur la marge de manoeuvre et de crédits dans le cadre d'un plan départemental établi à l'intérieur de directives nationales, sur la prise en compte des handicaps des zones de montagne ou défavorisées - Question sur l'augmentation de la prime d'abattage en matière de prophylaxie de la brucellose ovine et sur l'aide de l'Etat à l'identification du cheptel ovin.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5383) : création, en avril 1977, du secrétariat d'Etat à la recherche rattaché au Premier Ministre - Rapport Massenet sur la situation de l'emploi scientifique, en 1979 - Rapport de synthèse de 1979 - Rapport Gros Jacob-Royer sur « sciences de la vie et société », en 1979 - Livre blanc sur la recherche de septembre 1980 - Rapport Chabbal sur les modalités du financement budgétaire de la recherche - Transfert aux ministères techniques des programmes de développement technologique et problème du rôle d'arbitrage et de coordination du secrétariat d'Etat à la recherche - (p. 5384) : contrôle du parlement sur la recherche - Programme décennal - Absence de débat d'ensemble au Sénat sur les problèmes de la recherche depuis 1961 - Souhaite le dépôt d'un projet de loi de programme sur la recherche - Points faibles du dispositif français de recherche : entraves administratives et statutaires à la mobilité des chercheurs Insuffisance de la recherche privée - Avis favorable de la commission des affaires culturelles à ce budget de relance.

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5835) : vote favorable au budget - Progression des crédits et fonctionnement des universités - Passage de l'enseignement secondaire à l'université et conception du baccalauréat - Nombre élevé d'étudiants quittant l'université sans diplôme - Elimination lors de l'enseignement secondaire et question de l'organisation et la mission du premier cycle universitaire - Refus d'admission dans les instituts universitaires de technologie (IUT) et entrée en université - « Querelle » des habilitations et situation nouvelle difficile à percevoir globalement - Questions au gouvernement : nombre de formations supprimées, à distinguer des regroupements ; méthode utilisée pour les regroupements ; possibilité d'évaluation de l'importance et des conséquences de ces mesures ; nombre d'étudiants concernés ; nombre d'étudiants contraints de changer de ville et mesures de compensation des frais de déplacement et logement - Réaction des responsables d'universités - Atteinte au rôle économique des universités et répercussion sur les régions - Importance des crédits et du budget de relance pour la recherche - Retard à rattraper, attention portée aux budgets à venir. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5849) : se déclare défavorable à l'amendement n° 281 de M. Pierre Noé (réduction indicative des crédits du titre III concernant la transformation d'emplois de technicien principal en emplois d'ingénieur au titre de la recherche universitaire) - Caractère ponctuel de cette transformation d'emplois, mesure générale de contractualisation de postes

Education (5 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5882) : croissance insuffisante des crédits de bourses, maintien des effectifs dans le second degré - Consommation des crédits et insuffisance des mesures concernant la réévaluation des barèmes - Accroissement du pouvoir laissé aux inspecteurs d'académie - Augmentation du taux des bourses et réévaluation du barème en fonction de l'augmentation du Smic pour l'année de référence - Catastrophe naturelle en Haute-Loire et prise en compte par l'inspecteur d'académie des situations difficiles.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 16** (p. 6449) : son amendement n° 95 soutenu par M. Jean Chérioux : contrôle des importations de produits textiles et obligation du marquage d'origine ; retiré.

GRAVIER (Jean), sénateur du Jura (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **129**, 1979-1980) d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale (n° **174**, 1979-1980) (25 février 1980) - **Agriculture**.

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **4**, 1980-1981) déclaré d'urgence, relatif au **travail à temps partiel** (n° **64**, 1980-1981) (29 octobre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** (n° **102**, tome **V**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 331) : évolution de la protection sociale des exploitants agricoles - Objectif de la parité avec les droits sociaux des salariés - Particularités du régime social agricole quant aux structures et au financement - (p. 332) : participation de la collectivité au financement du régime - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Part des cotisations professionnelles - Péréquation entre les régions - Répartition des cotisations professionnelles - Revenu cadastral ; coefficient d'équivalence des exploitations d'élevage intensif ; correctif du revenu brut d'exploitation - Problème de la définition des bénéficiaires du régime ; fixation d'un nouveau seuil d'affiliation - Critère de la qualité d'exploitant agricole - Notion de la superficie minimale d'installation (SMI) - Cotisation de solidarité - Notion de « pluriactivité » et diversité des situations - (p. 333) : évolution vers la parité des avantages sociaux - Retards des prestations de service - Indemnité viagère de départ - Revalorisation de la retraite des exploitants agricoles : part fixe et part variable, ou retraite de base et retraite complémentaire - Statut des épouses d'exploitants agricoles - Réflexions sur les conséquences possibles quant au financement du régime social : compensation démographique accordée pour l'équilibre financier du BAPSA ; pension d'invalidité et retraite des co-exploitants - Harmonisation de la situation des salariés de l'agriculture avec ceux du secteur industriel et commercial - (p. 334) : spécificité relative au temps de travail - Retraite à 60 ans - Commissions d'hygiène et de sécurité - Amendements proposés par la Commission des Affaires sociales.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 462) : amendement N° I-56 de la commission des affaires sociales : protection sociale et parité avec les autres catégories sociales ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques puis adopté le 28 février 1980.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : - *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 532) : amendement de coordination N° II-89 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 533) : sur l'affiliation dérogatoire et l'avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole, préfère l'amendement N° II-18 de la commission des affaires sociales à l'amendement N° II-57 de M. Albert Sirgue - (p. 534) : situation des chefs d'exploitation dont la superficie est inférieure à la demi-surface minimale d'installation (SMI) - (p. 535) : amendement N° II-19 de la commission des affaires sociales : maintien de l'affiliation pour les exploitants de moins d'une demi-SMI ; adopté - *Art. 1106-1-1 du code rural* (p. 536) : amendement N° II-25 de la commission des affaires sociales : réduction notable de l'activité agricole et décision de maintien de l'affiliation ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-43 de M. Roland du Luart soutenu par M. Yves Durand (pluri-activité et détermination de l'assiette des cotisations) - *Art. 1003-7-1* (p. 537) : amendement N° II-20 de la commission des affaires sociales : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (SMI) ; adopté - (p. 540) : amendement N° II-21 de la commission des affaires sociales : cotisations de solidarité versées par les personnes non affiliées au régime agricole ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-49 de MM. Louis Virapoullé et Baudouin de Hauteclocque, (suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole) - **Art. 8** *(suite)* (p. 547) : amendement d'harmonisation N° II-23 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 548) : amendement de coordination N° II-24 de la commission des affaires sociales ; adopté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 561) : amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales : revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparables ; adopté - (p. 563) : amendement de forme N° II-93 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 564) : s'oppose à l'amendement N° II-55 de la commission des finances (harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° II-115 de M. Abel Sempé (conditions d'attribution de la retraite de base pour les rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer réinstallés en métropole) - S'oppose également aux amendements N° II-63 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant), N° II-59 de M. Albert Sirgue (conditions d'attribution de la retraite forfaitaire intégrale) et N° II-8 de M. Pierre Gamboa (parité de la majoration des pensions vieillesse pour les retraités agricoles invalides) - (p. 567) : calcul de la retraite des exploitants agricoles ; l'addition de la retraite « forfaitaire »et de la retraite « proportionnelle » - (p. 570) : amendement N° II-27 de la commission des affaires sociales ; conditions d'application et de calcul des retraites ; durée d'activité et « proratisation » de la retraite forfaitaire ; adopté - (p. 571) : amendement N° II-28 de la commission des affaires sociales : bénéfice de la pension de réversion pour le conjoint survivant d'un exploitant pluriactif ; adopté - (p. 573) : s'oppose à l'amendement N° II-61 de M. Albert Sirgue (suppression des dispositions de cet art. déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations) - (p. 574) : équité et compensation démographique - (p. 576) : amendement de coordination N° II-29 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement N° II-87 de la commission des affaires sociales : droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à 55 ans ; adopté - **Art. 11** (p. 579) : amendement de forme N° II-94 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Art. 12** (p. 580) : amendement de coordination N° II-30 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement de forme N° II-95 de la commission des affaires sociales ; adopté - Absence de dispositions dans le code du travail sur le paritarisme des commissions d'hygiène et de sécurité - **Art. 13** (p. 581) : amendement N° II-31 de la commission des affaires sociales, identique aux amendements N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-11 de M. Charles Lederman et II-37 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles ; adopté - (p. 585) : amendement N° II-32 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions de cet art. concernant le statut des époux co-exploitants agricoles ; devenu sans objet - (p. 587) : accepte l'amendement N° II-108 de M. Raymond Bouvier (principe et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole) - ainsi que,

sur cet amendement, le sous-amendement N° II-117 de la commission des lois (absence de prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration) - (p. 589) : amendement N° II-33 de la commission des affaires sociales : cotitularité du bail d'exploitation agricole ; retiré - (p. 590) : amendement N° II-34 de la commission des affaires sociales : participation de la femme aux organismes professionnels de coopération, de mutualité ou de crédit ; adopté - **Art. 13** *bis* (p. 594) : amendement N° II-35 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions de cet art. prévoyant un décret en conseil d'Etat ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** - *Deuxième lecture* [n° **437 (78-79)**] - (21 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2059) : extension des dispositions du code du travail à diverses professions - Accord de la commission des affaires sociales sur les modifications apportées par l'Assemblée nationale - Extension aux salariés agricoles de la possibilité de bénéficier de caisses de congés payés - Extension à l'ensemble des assistantes maternelles du droit au congés pour évènements familiaux : congés pour mariage - (p. 2060) : conclusion d'un accord national entre les exploitants et les salariés agricoles sur la formation continue - Rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail et adaptation au secteur agricole.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4401) : définitions par le Bureau international du Travail du travail à temps partiel ; différences avec le travail temporaire et le travail à « horaire variable » - Négociations des partenaires sociaux sur la réduction du temps de travail - Travail à temps partiel et notion de répartition du temps - Travaux du Conseil économique et social et difficultés de recenser le nombre d'emplois et les personnes pratiquant le travail à temps partiel - (p. 4402) : importance du travail à temps partiel à l'étranger - Travail féminin et travail à temps partiel - Stabilité et régularité de l'emploi et travail à temps partiel - Ancienneté du travail à temps partiel - Travail à temps partiel et importance de la demande potentielle ; réticences des salariés et des employeurs Groupe de travail sur ce sujet et travaux de la commission du Plan « emploi-revenus » - Travail à temps partiel et employeurs ; souplesse du travail ; organisation de la production ; égalisation des coûts de main d'oeuvre - Problème des seuils d'application des dispositions légales du droit du travail, calcul des effectifs de l'entreprise - Travail à temps partiel et craintes exprimées par le travailleur ; mode de gestion du personnel et « marginalisation » - Solution aux difficultés de l'emploi - Application des règles de droit commun au travail à temps partiel et refus d'un statut des travailleurs à temps partiel - (p. 4403) : application des conventions collectives nationales - Garanties à accorder aux salariés - Nécessaire solution aux problèmes des seuils ; représentation du personnel, droits syndicaux - Nécessité d'un dialogue entre l'employeur et les représentants du personnel ; rapport annuel relatif au développement du travail à temps partiel - Cotisation sociale et neutralité de l'emploi des salariés à temps partiel - Conséquences sur le régime de retraite complémentaire des cadres - Meilleure qualité de la vie.

Art. 2 (p. 4413) : amendement n° 3 de la commission des affaires sociales : travail à temps partiel et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; transmission à l'autorité compétente ; adopté - S'oppose aux amendements n° 17 de M. Jacques Bialski (travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; intervention de l'inspection du travail en cas de désaccord) et n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; identité de droits avec les travailleurs à temps complet) - (p. 4414) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (plafond à l'emploi de salariés à temps partiel ; exception pour les entreprises employant moins de 10 salariés) et s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (principe de la proportionnalité de la rémunération) - Amendement n° 4 de la commission : rémunération du travail à temps partiel et référence à celle versée aux salariés à temps plein occupant, à qualification égale, un emploi équivalent ; adopté - (p. 4415) : amendement rédactionnel n° 5 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel) - (p. 4416) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet) - (p. 4417) : amendement n° 6 de la commission : caractéristiques et contenu du contrat de travail des salariés à temps partiel ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Jacques Bialski (majorations de rémunération des salariés à temps partiel pour heures complémentaires) - S'oppose aux amendements n° 1 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire), n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun), et n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par Mme Rolande Perlican (suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires) - (p. 4421) : amendement n° 7 de la commission : sécurité du personnel et exclusion des mesures d'adaptation pour la comptabilisation des effectifs ; retiré - S'oppose aux amendements n° 24 de M. Bernard Legrand (conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel dans le calcul des seuils d'effectif), n° 16 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Bernard Legrand (sécurité du personnel et exclusion des mesures d'adaptation pour la comptabilisation des effectifs), n° 2 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux) - S'oppose également, au sujet des seuils sociaux et de la prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel, aux amendements n° 19 de M. Jacques Bialski et n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar - - (p. 4424) : amendement n° 8 de la commission : travailleurs à temps partiel et droit de priorité à un emploi à temps complet dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises) ainsi qu'à l'amendement n° 20 de M. Jacques Bialski (exercice temporaire d'une activité à temps partiel et droit automatique à réintégration dans un emploi à temps plein) - **Après l'art. 2** : amendement n° 9 de la commission : travail à temps partiel et information des représentants du personnel ; adopté - (p. 4425) : amendement n° 10 de la commission : limitation de l'éligibilité des salariés à temps partiel à une seule entreprise ; adopté - (p. 4426) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux), ainsi que, sur cet amendement, pour le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (références au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale) - **Art. 4** (p. 4427) : amendement rédactionnel n° 11 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (suppression de cet article donnant le pouvoir à l'employeur de procéder à titre

provisionnel et sous réserve à un abattement d'assiette pour le calcul des cotisations de sécurité sociale) et accepte l'amendement n° 21 de M. Jacques Bialski (cotisation de sécurité sociale et limite fixée à l'abattement d'assiette) - **Après l'art. 4** (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jacques Bialski (prise en charge par l'employeur des cotisations d'assurance personnelle) - Situation d'un salarié à temps partiel exerçant une activité professionnelle selon un horaire réduit et bénéficiant des prestations du régime de protection sociale de son conjoint - **Art. 5** (p. 4429) : au sujet de l'exclusion du champ d'application de la loi de certaines catégories de salariés ou assimilés, amendements de la commission n° 12, 13, 14 et 15 ; adoptés.

GREGORY (Léon-Jean), sénateur des Pyrénées-Orientales (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 14, déposé avec M. Gaston Pams, et soutenu par M. Edgar Faure : modification du barème de taxation des alcools ; allègement de la charge fiscale des vins doux naturels ; devenu sans objet.

GRIMALDI (Roland), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 6** (p. 524) : son amendement N° I-143, soutenu par M. Henri Tournan : procédure du contrat d'intégration ; rejeté.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 16** (p. 689) : son amendement N° III-254 soutenu par M. André Barroux : succession ou donation et exercice du droit de préemption des SAFER sur la part de l'exploitation excédant la superficie prévue par la loi sur les cumuls ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Avant l'art. 22 C** (p. 785) : son amendement N° III-254 : droit de préemption des SAFER en cas de succession ou de donation, sur la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation des cumuls ; rejeté - **Art. 22 C** (p. 790) : son amendement N° III-253 : suppression des deux phrases prévoyant que les conditions de capacité professionnelle peuvent être remplies par le conjoint ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 E** (p. 826) : sur l'amendement N° III-104 de la commission des lois (définition de la surface minimum d'installation), son sous-amendement N° 172 : fixation de limites supérieures de la surface minimum d'installation ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 839) : son amendement N° III-259 : recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé ; rejeté - **Art. 26** *bis* (p. 843) : son amendement N° III-257 : mise à disposition à titre gratuit ; rejeté - (p. 844) : son amendement N° III-258 : caractère d'ordre public des nouvelles dispositions ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux par toute personne ayant un intérêt direct ou indirect à l'application des dispositions ; rejeté - **Art. 26** *ter* (p. 845) : son amendement N° III-256 identique à l'amendement N° III-67 de M. Charles Lederman : suppression de cet art. qui crée des baux d'un an renouvelables ; rejeté - **Art. 26** *sexies* (p. 851) : son amendement N° III-255 : fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière ; devenu sans objet - (p. 856) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** *ter* (p. 1860) : son amendement N° 169, soutenu par M. Maurice Janetti : suppression de l'alinéa relatif aux engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration ; réservé jusqu'après l'examen de l'art. 2 quinquiès, puis rejeté (p. 1869).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 B** (p. 1912) : soutient les amendements de M. Franck Sérusclat N° 170 (contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles) et N° 139 (schéma directeur des structures agricoles et participation du conseil général) - **Art. 22 C** (p. 1918) : au sujet des cumuls et de la référence à la surface minimum d'installation pour la surface de l'exploitation, ses amendements N° 148, 146 et 145 ; rejetés - (p. 1931) : son amendement N° 141 : suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle ; rejeté - (p. 1932) : son amendement N° 142 : autorisation d'exploiter de droit et qualité d'industriel ou de commerçant ; rejeté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 2033) : son amendement N° 143 : conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, droit de reprise et autorisation préalable ; devenu sans objet - **Art. 22 E** (p. 2035) : son amendement N° 149, soutenu par M. Michel Moreigne : limites supérieure et inférieure de la surface minimum d'installation par rapport à la moyenne nationale ; rejeté - **Art. 26** *sexies* (p. 2047) : son amendement N° 150 : strict encadrement du prix du bail de carrière ; rejeté.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2125) : son amendement N° 34 : remariage et maintien dans le même régime d'assurance vieillesse ; cas de réouverture du droit à pension de reversion ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - (p. 5537) : récente création d'un secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires et conséquence sur le démembrement du

ministère de l'agriculture ; interdépendance entre problèmes agricoles et problèmes agro-alimentaires - Faible croissance des prix agricoles et baisse du revenu des agriculteurs - Agriculture et industries agro-alimentaires « pétrole vert de la France » ; leur rôle dans l'équilibre des échanges extérieurs de la France ; avenir de l'agriculture et expansion des industries de transformation - (p. 5538) : conventions de développement et discrimination entre les entreprises pouvant exporter et celles ne le pouvant pas ; attribution arbitraire des aides par le Fonds d'intervention stratégique ; demande une information du Parlement - IX[e] Salon international de l'alimentation et exigences des consommateurs ; rapports entre distribution et consommateurs : raccourcissement des circuits, marchés régionaux - Nécessité de développer la recherche - Industries agro-alimentaires et indépendance alimentaire : remplacement des matières premières importées ; création de technologies nouvelles - Budget en discussion et place donnée aux marchés intérieurs ; stagnation de la prime d'orientation agricole (POA) - Politique d'aménagement du territoire et maintien des petites et moyennes entreprises en zones rurales - Politique gouvernementale et accélération du processus de concentration en faveur des multinationales - Disparition des petites entreprises et exode rural ; exemple du Nord-Pas-de-Calais : projet de fermeture d'une laiterie à Catillon-sur-Sambre - Vote défavorable du groupe socialiste sur ce budget

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5953) : échec de la politique économique ; inflation ; emploi ; situation de la région Nord-Pas-de-Calais - Liquidation des « canards boîteux » et accroissement de la dépendance de la France - Déficit commercial et pénétration étrangère sur le marché français ; machines-outils, sidérurgie, textile - Libéralisme et échec de la politique industrielle ; avantages consentis aux sociétés multinationales - Nécessité d'une autre politique industrielle ; industrie nationale puissante et diversifiée - Industrie du futur et maintien des secteurs traditionnels - Exportation et reconquête du marché intérieur - Redressement industriel et développement du secteur public ; maîtrise des richesses nationales - Planification et relance de la consommation - Diminution de la dotation au fonds de développement économique et social (FDES) - Aide fiscale à l'investissement pour les entreprises bénéficiaires - Textile ; intervention du comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques (CODIS) et du comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE) - Surveillance des importations textiles - Plan social textile - Insuffisance des crédits pour les économies d'énergie ; cas de l'industrie ; promotion du rail et des transports collectifs - (p. 5954) : insuffisance de l'effort pour les énergies nouvelles - Importance du charbon national ; problème des importations - Rentabilité de l'exploitation du charbon national ; report de la date de fermeture des puits et politique des houillères ; fermeture du bassin d'Alès - Rentabilité du charbon et méthodes de calcul - Politique charbonnière et exploration des ressources - Gazéification et développement de la carbo-chimie - Vote défavorable du groupe socialiste - (p. 5958) : intervient au nom de M. *Roger Rinchet* - Dégradation du tissu industriel français et du moral du monde du travail ; nombreuses fermetures d'usines en Savoie - Accroissement du chômage et recherche de nouvelles implantations industrielles - (p. 5959) : rejet par le gouvernement de certains projets arrivés à terme - Redéploiement d'industries françaises à l'étranger ; exemple de Vernante à Rome - Retrait de capitaux étrangers et fermetures d'usines ; cas de Cincinatti-Milacron - Rôle du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) et du comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE) - Avenir de la moto française ; sort d'une entreprise de Chambéry et commandes publiques - (p. 5965) : industrie textile ; aide de l'Etat aux industries performantes ou en difficulté

GROS (Brigitte), sénateur des Yvelines (NI, puis GD) - *Secrétaire du Sénat.*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommée de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommée membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française (12 novembre 1980) (p. 4573).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages causés par les lapins (n° **224**, 1979-1980) (22 avril 1980) - **Responsabilité civile.**

Proposition de loi relative à la suppression de l'examen du baccalauréat de **l'enseignement secondaire** (n° **233**, 1979-1980)(24 avril 1980).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi (n° **246**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de **l'enseignement supérieur** (n° **288**, 1979-1980) (5 juin 1980).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, de la commission des affaires économiques et du plan et de la commission des affaires sociales, en application des dispositions de l'article 22, premier alinéa du Règlement du Sénat, sur l'avenir de **l'industrie automobile**, (n° **93**, 1980-1981) (12 novembre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Formation professionnelle continue** (n° **99**, tome **VIII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Information-presse** (n° **99**, tome **X**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1590) : grève nationale et débat de fond sur l'éducation - Baisse démographique et abaissement du seuil d'enfants par classe - Echec du système éducatif et adaptation à l'évolution du monde - Caractère anesthésiant de la télévision - Isolement de l'enfant dans la famille - Société post-industrielle et haut degré d'éducation - Formation des maîtres - Importance de la préscolarité et de l'école maternelle - « Collectif » budgétaire pour la rentrée de septembre 1980.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2639) : évolution du statut de la femme et action de certains hommes politiques - Conciliation entre vie de famille et activité professionnelle ; accès à l'université - Cite le livre « *La troisième vague* » de Toffler - Projet de loi et complément aux lois de 1968 et 1971 - Modes de préparation des candidates aux épreuves d'entrée - Suivi des cours et rémunération de la femme - Amendements présentés par la commission - Politique familiale et attribution d'une allocation pour le troisième enfant.

Art. 1 (p. 2641) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 7 de Mme Cécile Goldet (succès à l'examen d'entrée et octroi de l'aide sociale à domicile) - (p. 2642) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 8 de Mme Cécile Goldet (création de

haltes-garderies universitaires) - Amendement N° 4 de la commission des affaires culturelles : préparation de l'examen d'entrée à l'université dans l'enseignement secondaire et supérieur ;rejeté - S'oppose à l'amendement N° 1 de Mme Cécile Goldet (octroi aux handicapés de la facilité d'accès aux universités) - **Art. 2** (p. 2643) : amendement N° 5 de la commission : conditions de diplôme pour l'accès aux concours de la fonction publique et non opposition à certaines catégories de femmes ; rejeté - S'oppose à l'amendement N° 9 du gouvernement (suppression de cet art. prévoyant l'accès pour les mères de famille aux concours de la fonction publique sans condition de diplôme) - (p. 2645) : s'oppose à l'amendement N° 3 de Mme Cécile Goldet (de forme ; « projet de loi étendant aux mères de famille et aux personnes chargées de famille qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur ») - **Intitulé** (p. 2645) : amendement N° 6 de la commission : de forme ; « projet de loi portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille » ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre - I - Services généraux - Information (25 novembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5274) : télévision et conséquences sur la presse ; transformation du débat politique ; régression des quotidiens politiques et d'information - Télématique et crainte pour les quotidiens régionaux de province et la presse spécialisée - Nature des informations diffusées par la télématique - Expériences de télématique en Ille-et-Vilaine, et à Vélizy ; création d'une commission d'information - Télématique et nécessité d'un cadre juridique ; loi-cadre - Relations juridiques et financières entre la presse et la télématique ; problème de l'application de l'ordonnance de 1944 et du régime fiscal des investissements de la presse - Proposition de la création d'une cour suprême de la télématique faisant le pendant de la commission « Informatique et libertés » - Télématique et contribution à la démocratie - Procédure judiciaire engagée par le gouvernement contre le journal *Le Monde* - (p. 5277) : utilisation de l'article 226 du code pénal contre le journal *Le Monde* ; poursuites contre un journal d'opposition - Caractère politique et commercial du problème de la télématique

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5633) : expériences de télématique et mutations fondamentales de notre vie sociale - Développement de ces expériences en dehors de toute réglementation - Loi d'orientation et contrôle parlementaire - Rôle de la commission « informatique et liberté ».

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 6000) : caractère inégalitaire et inadapté de notre enseignement public - Mutations de la société et remise en cause de l'enseignement - Education permanente ; suppression des inégalités et recyclage - Echec des pactes pour l'emploi ; élaboration d'un plan de 5 ans et acquisition d'une formation - Accord national pour la formation permanente et nécessité d'une relance - (p. 6001) : colloque de l'UNESCO sur la formation - Caractère de budget de reconduction ; faiblesse des rémunérations de stage - Education permanente et décentralisation - Non consommation des crédits de formation par les petites et moyennes entreprises et reversement au Trésor ; nécessité d'affectations sur le plan local - Organisation au niveau régional de stages de formation - Crédits de l'éducation permanente et obligation de dépenses pour les entreprises - Mobilisation pour l'éducation permanente

GUILLARD (Paul), sénateur de la Loire-Atlantique (UREI) - *Questeur du Sénat.*

Réélu questeur du Sénat le 7 octobre 1980.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **341** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fruits et légumes (difficultés des producteurs de légumes)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1997 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (11 mars 1980) - **Après l'art. 21** *quinquies* (p. 781) : son amendement N° III-214, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression de quatre art. du code du vin ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 843) : son amendement N° III-216, déposé avec M. Baudouin de Hauteclocque : conventions d'occupation précaire justifiées par des nécessités imposées par les circonstances ; adopté - **Après l'art. 26** *septiès* (p. 857) : son amendement N° III-218 : participation de représentants des conseils généraux au conseil d'administration des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ; adopté - **Art. 28** (p. 860) : son amendement N° III-219 : expropriation d'un exploitant âgé de plus de cinquante-cinq ans et versement de l'indemnité de départ ; retiré - (p. 861) : son amendement N° III-220 : application de la réglementation en vigueur au jour de la demande de l'IVD ; retiré - **Après l'art. 28** (p. 862) : son amendement N° III-217 : attribution de l'IVD non complément de retraite sans conditions de restructuration ; adopté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 7** *bis* (p. 1878) : son amendement N° 189, déposé avec M. Baudouin de Hauteclocque : cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2003) : situation de crise des producteurs de légumes et place importante dans l'ouest de la France de la culture maraîchère - Importance des investissements et de l'endettement du producteur - Baisse des prix des légumes et diminution du revenu agricole - Doublement de l'endettement maraîcher au Crédit agricole - (p. 2004) : concurrence de pays extra-communautaires - Distorsion des charges entre les pays de la Communauté - Augmentation des coûts de production ; cas du carburant et de la main d'oeuvre - Disparité entre prix à la production et prix à la consommation ; réaction des consommateurs et des média - Mesures urgentes à prendre par le Gouvernement - Création par le FORMA d'une station régionale de recherche et de vulgarisation - Diminution de la production maraîchère et conséquences sur la balance commerciale - (p. 2005) : suppression des distorsions de concurrence - Conditions de transport - Carte professionnelle de producteur - Facturation et régime TVA - Création d'un organisme interprofessionnel de contrôle des importations - Cite les aides importantes accordées aux chantiers navals.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi** [n° **527 (77-78)**] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois.** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3371) : Remède au chômage et à la délinquance juvénile - Votera la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : son

amendement n° 7, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : bénéfice du taux réduit de la TVA pour toutes les graines de semences, quelle que soit leur présentation ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5352) : problèmes de l'école nationale vétérinaire de Nantes après trois années d'existence - Projet de budget et absence de création d'emplois - Inquiétudes des professeurs et des élèves quant à l'avenir de la 4e école vétérinaire française - Conséquence du boycott de certains produits alimentaires agricoles ; rôle et responsabilité des associations de consommateurs : exemple de la viande de veau - Situation de la profession maraîchère

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6526) :baisse du revenu des producteurs de légumes et insuffisance des mesures prises - Votera cependant ce projet.

GUILLAUME (Robert), sénateur de la Nièvre (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - I - Services généraux** (n° **98**, annexe **20**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5356) : insuffisance des crédits consacrés à l'aménagement rural : exemple de l'électrification rurale ; rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) et insuffisance des réseaux existant -Crise du prétrole et rôle nouveau dévolu à l'électricité - Effort des agriculteurs en matière d'équipement et renforcement de leur productivité - Travaux d'électrification et évolution de la part de la subvention de l'Etat - (p. 5357) : financement des travaux d'électrification ; rôle et avenir du FACE

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5998) : hétérogénéité de la présentation des crédits - (p. 5999) : évolution faible et contrastée du montant des crédits - Diminution de l'enveloppe « formation professionnelle » - Moyens limités de la direction générale de l'administration et de la fonction publique - Clarification de la nomenclature de la fonction publique - Clarification de la nomenclature de la fonction publique ; stabilisation des effectifs ; priorité à l'intérieur et à la justice ; altération de la qualité des services publics - Substitution des collectivités locales à l'Etat - Rationalisation des structures administratives et des redéploiements d'effectifs - Dégradation régulière du pouvoir d'achat ; mécanismes de l'accord salarial ; prévisions des hausses de rémunération - Dotation aux instituts de formation et à l'école nationale d'administration - Situation du centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes - Formation professionnelle ; système éducatif et insertion professionnelle des jeunes - Formation par les entreprises et suppression de l'aide de l'Etat - Stagnation des crédits de formation professionnelle ; appréciation délicate de leur évolution ; augmentation de la dotation aux contrats « emploi-formation » ; diminution des crédits pour les fonds de la formation professionnelle et de la formation continue, pour la rémunération des stagiaires et pour le contrôle et le fonctionnement des instances professionnelles - Absence de garanties réelles de réinsertion, de lien avec les besoins locaux - Insuffisance du contrôle de la valeur des formations ; rapport de la Cour des comptes - Nécessité d'améliorer la gestion de la formation professionnelle - Prolifération des organismes et prise en compte des observations de la Cour des comptes - (p. 6000) : stabilisation des frais de déplacement, matériel et achat ou entretien d'automobiles - Situation de la direction de la documentation française et des centres interministériels des renseignements administratifs - Centres d'information féminins et familial - Crédits au ministre délégué à la condition féminine et au médiateur - Haut comité de la langue française - Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme - Rôle de la mission interministérielle de la mer ; création d'un conseil de la mer ; problème des structures de cet organisme - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'appréciation de ce budget

GUILLAUMOT (Paul), sénateur de l'Yonne (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (NI).

Réélu sénateur le 2 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1255) : qualité de notre politique universitaire - (p. 1256) : pléthore d'universités et de centres universitaires en France et qualité de l'enseignement supérieur - Se déclare défavorable à l'amendement N° II-286 de la commission des lois (détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires).

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2127) : situation des veufs à l'étranger - Application des dispositions aux Français de l'étranger - Vote favorable des sénateurs représentant les Français de l'étranger.

— **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur la proposition de loi** [n° **30 (79-80)**] **de M. Jacques Habert et plusieurs de ses collègues visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française** [n° **230 (79-80)**] - (29 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2208) : remercie la commission des lois d'avoir donné son aval à presque tous les articles proposés - Nécessité de mettre fin à certaines injustices et de corriger des anomalies.

Art. 1 (p. 2210) : application de la loi du 12 juillet 1978 concernant l'acquisition ou la perte de la nationalité française et l'inscription sur les actes de naissance - Difficultés d'obtention du certificat de nationalité définitif - **Art. 3** (p. 2211) : sur l'amendement N° 1 du gouvernement (acquisition de la nationalité française par mariage pendant un délai de six mois), son sous-amendement N° 7 : conditions de communauté de vie ; retiré - **Art. 7** (p. 2213) : perte de la qualité de Français par absence de possession d'état de Français ; problème touchant surtout les femmes - Proposition de loi et possibilité de réintégration conditionnelle par preuve de liens familiaux, professionnels avec la France - **Art. 11** (p. 2215) : son amendement N° 5 : double nationalité et accomplissement du service national dans le pays de résidence ou en France ; adopté.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 2** (p. 2644) : se déclare défavorable à l'amendement N° 5 de la commission (conditions de diplôme pour l'accès aux concours de la fonction publique et non opposition à certaines catégories de femmes).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978** [n° **124 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2771) : disposition de la loi de finances rectificative du 24 décembre 1971 subordonnant la garantie du Trésor aux investissements hors de la zone franc, à la conclusion préalable d'un accord sur la protection des investissements - Accords précédents du même type signés par la France - Premier accord de ce type conclu avec un pays du continent latino-américain - Situation politique troublée de la République d'El Salvador - Séquestration de l'Ambassadeur de France en 1979 et présence d'un vice-consul - Maintien sur place de la colonie française - Lycée franco-salvadorien - Liens culturels, traditionnels entre la France et l'Amérique latine et développement nécessaire des échanges économiques et commerciaux.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre 1978** [n° **106 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2767, 2768) : longueur des négociations ayant abouti à cet accord sur l'imposition des successions et des donations - Complexité des mécanismes proposés - Risque de contentieux - Cas des doubles nationaux : caractère exorbitant du droit de suite exercé par le fisc américain ; risque de double imposition pour les doubles nationaux.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2998) : sur l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents de conseils d'université : rééligibilité, suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs), son sous-amendement n° 39 : exigence du doctorat d'Etat pour l'accès aux fonctions de directeur d'U E R ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12 février 1979** [n° **356 (79-80)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4605) : absence de consultation des représentants des Français de l'étranger au Conseil supérieur des Français de l'étranger - Entente avec le Québec ; prise en compte de l'ensemble des branches de la sécurité sociale ; références à la notion de nationalité - (p. 4206) : cas de double cotisation - Application de la convention par un arrangement administratif général entre la France et le Québec - Inégalité des avantages accordés aux Canadiens de France et ceux obtenus par les français du Canada : retard de la législation sociale dans les provinces anglophones - Ne votera pas le projet de loi.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part du protocole complémentaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocution supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité** [n° **16 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4204) : qualité des avantages consentis par la France aux travailleurs portugais ; absence de réciprocité pour les Français du Portugal - Vote favorable des sénateurs représentant les Français établis hors de France.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (17 novembre 1980) - **Art. 38** (p. 4796) : se déclare favorable à l'amendement N° II-104 de la commission des lois (suppression de cet

article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés) - Protection des jurés - **Après l'article 44** (p. 4803) : soutient l'amendement N° II-180 de M. Henri Caillavet (code de la route et suppression des dispositions relatives à la suspension du permis de conduire ou à l'interdiction de sa délivrance ordonnée par le préfet).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5291) : associations et organisations bénévoles d'animation culturelle ; application de la taxe sur les spectacles - (p. 5292) : expositions temporaires et perception de la taxe professionnelle sur les locaux - Demande, pour les associations d'animation culturelle, le même régime fiscal que celui attribué aux associations socio-éducatives - Année du patrimoine et manifestations artistiques organisées à Paris ; demande leur décentralisation en province - Diffusion du livre français à l'étranger ; fonds culturel du livre - Expansion de la presse française à l'étranger ; tarification aérienne pour la presse et demande du même régime pour les livres - Aide au théâtre et équilibre entre Paris et la province - Répartition des subventions entre les théâtres nationaux, le théâtre privé et les compagnies indépendantes - Situation de Chaillot. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5299) : son amendement n° 198 : réduction indicative des crédits du titre III ; Théâtre national de Chaillot ; retiré

Coopération (29 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5531) : insuffisance et baisse des crédits à la coopération culturelle figurant au titre III et augmentation du budget ; conséquences de cette diminution sur la scolarisation des enfants français, absence de création de postes d'enseignants, recrutement du corps enseignant par les coopérants et frais élevés de scolarité - Insuffisance du nombre d'enseignants rémunérés par l'Etat : exemple de Douala - Création de nouvelles écoles dans les pays devenus indépendants - Absence de perspective d'amélioration de la scolarisation française - Question au gouvernement sur la création éventuelle de postes - Prise en considération nécessaire de la situation d'ensemble - Vote du budget subordonné à la réalisation par le gouvernement des adaptations nécessaires - *Etat C* (p. 5531) : fonds d'aide et de coopération (FAC) et travaux réalisés en Afrique et à Haïti - (p. 5532) : tentative de déstabilisation de l'Afrique (Cuba) et action pacifique de la France.

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5575) : Français ou francophones incarcérés au Vanuatu ; confiscations de terres

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5830) : causes de la dégradation de l'enseignement supérieur : exemple de la prolifération des enseignements et baisse du niveau - Désaffection des meilleurs étudiants étrangers et rétrogradation, non reconnaissance de titres universitaires français - Approbation des mesures gouvernementales (exemple des regroupements) mais absence de consultation ; et question sur la révision de certaines situations - Enseignement des langues étrangères et Europe - Habilitations pour l'Espagnol et l'Italien : exemple de Perpignan - Nomination de personnalités françaises ou étrangères pour des activités d'enseignement et de recherche, et question sur la discrimination à l'égard des Français :exemple de l'université de Franche Comté - Notoriété des professeurs français à l'étranger et question sur leur nomination dans les universités françaises

Education (5 décembre 1980) - (p. 5862) : scolarisation des jeunes Français vivant à l'étranger et rôle du service des affaires internationales ;qualité des travaux de ce service : publication de la liste des établissements d'enseignement français à l'étranger, de l'atlas des établissements d'enseignement, et d'un « petit guide » à l'usage des écoles françaises de l'étranger - Action menée par l'association nationale des écoles françaises de l'étranger - Ecoles rattachées au Centre national de télé-enseignement (CNTE) et problème des habilitations - Progression de la subvention aux écoles et des crédits affectés aux bourses - Stages de recyclage en France des enseignants exerçant à l'étranger : exemple du stage de Rouen - Périodicité de l'inspection des établissements scolaires de l'étranger - Scolarisation des ressortissants français et nombre limité de places d'internat pouvant les accueillir en Métropole - Mise à la disposition par le ministère de l'éducation, d'enseignants pour exercer à l'étranger : écoles d'accompagnement des forces françaises en Allemagne ; cas particulier de l'enseignement à l'île Maurice assuré par des enseignants de la Réunion - Désintérêt de l'Etat pour les écoles d'entreprise ; problème de la scolarisation des enfants d'employés détachés pour la durée d'un chantier ; répercussion du coût de maintenance de ces écoles sur les frais d'entreprise et sur leur compétitivité par rapport à la concurrence étrangère ; prise en charge par l'Etat du traitement des personnels enseignants de ces établissements ; voeu exprimé par le Conseil supérieur des Français de l'étranger - Loi Haby et non application du principe de la gratuité des livres scolaires aux familles françaises expatriées - Scandale que représente l'enseignement de l'histoire ; remèdes à apporter au manque de qualité des manuels d'histoire et d'instruction civique

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5972) : réorganisation de la direction générale des relations culturelles ; fin du cloisonnement entre division et coopération - Rapport Rigaud et participation des Français de l'étranger à la vie culturelle française - (p. 5973) : scolarisation des enfants français de l'étranger - Projet du transfert des établissements d'enseignement français au Maroc à l'Etat marocain ; exemple de l'Ethiopie et de l'Egypte - Problèmes des frais de scolarité dans les établissements d'enseignement français à l'étranger ; principe de la gratuité - Postes d'enseignants ; niveau satisfaisant dans les lycées et collèges gérés par la direction générale et insuffisant dans les écoles françaises de l'étranger - Programme de redressement et création de postes d'enseignants ; absence de dotation budgétaire pour 1981 ; politique de redéploiement et de rééquilibrage dans le Maghreb - Evènements d'Afghanistan et d'Iran et disponibilité de postes d'enseignants - Sort des enseignants recrutés localement ; complément de traitement, cas du Brésil - Politique de recyclage - Pédagogie ; subventions de fonctionnement et d'investissement ; inégalités entre les lycées - Progression importante des investissements ; lycée français de Rio - (p. 5974) : associations de Français gestionnaires des établissements et souscription des emprunts par l'intermédiaire de l'association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE) - Besoins en établissements d'enseignement et collaboration entre l'Etat français et les familles françaises ou leurs entreprises à l'étranger - Division de la scolarisation et rapport sur la situation de la scolarisation des enfants français à l'étranger ; qualité du réseau et amélioration des conditions d'enseignement - Cohérance du système d'enseignement français à l'étranger - Insuffisance de la diffusion de livres français et compétence du ministère de la culture - Projet d'une « Villa Médicis » sans murs aux Etats-Unis - Dispositif d'aide à la traduction à l'étranger - Rapports avec l'Alliance française ; problème de la concurrence avec les Instituts - Création d'un comité interministériel pour les relations culturelles extérieures et d'une commission pour la scolarisation des enfants français à l'étranger - VIIIe Plan et inscriptions prioritaires des actions culturelles à l'étranger. **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5987) : se déclare favorable à l'amendement n° 279 du gouvernement (majoration des crédits du titre IV et paiement des subventions ou indemnités de fin de fonctions des anciens agents des forces de police française au Vanuatu)

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° 129 (80-81)] - (15 décembre 1980) - **Art. 2** (p. 6288) : violation des sépultures des soldats français morts au Vietnam - Absence de crédits pour les sépultures situées en Syrie et au Liban.

— **Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid** - (16 décembre 1980) - (p. 6320) : accords d'Helsinki et non respect des droits de l'homme par l'Union

Soviétique : exemple du rapport d'*Amnesty International* - (p. 6321) : « dissidents » et soutien moral des démocraties - Déclaration d'André Amalrik sur le caractère inséparable des violences intérieure et extérieure en Union Soviétique - Danger de l'Est : exemple de l'importance des forces armées - Bombardiers atomiques tournés contre l'Europe occidentale et mise en place d'armes nucléaires américaines - Violation des libertés des peuples afghans et polonais - Problème de la Pologne et position de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) - Attachement à la détente et comportement impérialiste de l'Union Soviétique - Nécessité d'une fermeté et cohésion entre les alliés du monde libre ;cadres de l'Europe des Neuf et de l'Alliance atlantique - Paix et respect des droits de l'homme et des accords internationaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° **114 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6561) : relations entre la France et l'Argentine et défense des droits de l'homme - Libérations obtenues par l'intervention du gouvernement français - (p. 6562) : poursuite nécessaire de cette action.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** - *Nouvelle lecture* [n° **208 (80-81)**] (20 décembre 1980) - **Discussion générale** - (p. 6578) : examen nécessaire par le gouvernement de la situation des ressortissants français du Vanuatu réfugiés en Nouvelle-Calédonie - Votera le projet.

HAMMANN (**Jean-Paul**), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 357) : sous-développement de l'agriculture française lors de l'entrée dans le Marché commun - Lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 - Amélioration des structures - Maintien de l'exploitation familiale - Notion de surface minimale d'installation (SMI) - Puissance de la concurrence européenne dans le domaine des productions animales et des produits transformés - Coût de la politique agricole commune - Aide aux pays en voie de développement et coût de résorption des excédents : exemple du sucre - (p. 358) : objectifs du projet et politique agricole de la CEE - Rôle du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Moyens accordés au Fonds de promotion des exportations - Fiscalité agricole - Protection sociale des agriculteurs et parité - Statut des épouses d'exploitants agricoles et dispositions relatives au financement de la protection sociale en agriculture - Dispositions foncières du projet : assiette des cotisations sociales et de la fiscalité - Droit des successions - Constitution de groupements fonciers agricoles (GFA) - Rôle des départements dans l'aménagement des structures - Décentralisation - Baux de longue durée et baux de carrière - Législation sur les cumuls - Aménagement rural : directive nationale pour la maîtrise du foncier ; création de la carte des terres agricoles - Remembrement - Extension du champ d'application de l'art.10 de la loi de 1962 - Moyens financiers à mettre en oeuvre pour l'application de la loi - Améliorations proposées par les commissions du Sénat.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 498) : son amendement N° I-128 : avis et délibérations du conseil supérieur ; rejeté - **Art. 2** *quater* (p. 507) : son amendement N° I-142 : délai laissé à l'autorité administrative pour se prononcer sur la demande d'extension ; adopté - **Art. 5** (p. 522) : son amendement N° I-132 : délai de réponse en matière d'interprofession ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 523) : soutient l'amendement N° I-141 de M. Christian Poncelet, identique à l'amendement N° I-138 de MM. Pierre Labonde et Serge Mathieu, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (cotisations sur les produits importés) - **Art. 6** : son amendement N° I-131 : recouvrement par l'interprofession des cotisations et des amendes ; adopté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 539) : son amendement N° II-98 soutenu par M. Jacques Braconnier : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (SMI) ; retiré - Son amendement N° II-96 déposé avec M. Pierre Labonde et soutenu par M. Jacques Braconnier : cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance maladie des exploitants agricoles ; adopté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 585) : son amendement N° II-104 : statut des époux participant en commun à la mise en valeur de l'exploitation ; devenu sans objet - **Art. 13** *bis* (p. 595) : son amendement N° II-105 identique à l'amendement N° II-68 de M. Guy Robert : mise à égalité des époux coexploitants et des époux exploitant séparément une exploitation ; adopté.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 646) : sur l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne), son sous-amendement N° III-265 : exercice du droit de préemption par la SAFER et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat ; adopté.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 680) : son amendement N° III-264 : licitation judiciaire ou vente par adjudication volontaire et intervention de la SAFER ; retiré - **Art. 18** (p. 710) : son amendement N° III-304 : suppression des dispositions de cet art. concernant la valeur patrimoniale du droit au bail ; rejeté.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : son amendement N° IV-58 identique aux amendements N° IV-38 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard et N° IV-39 de M. Guy Robert, et N° IV-46 de M. Charles Beaupetit : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles ; retiré - (p. 729) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole) - Son amendement N° IV-50 : installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols ; rejeté - **Art. 31** (p. 735) : son amendement N° IV-59, soutenu par M. Hubert d'Andigné : conditions d'exécution des travaux de remembrement en cas de création d'autoroutes ; retiré - **Après l'art. 31** *bis* (p. 737) : son amendement N° IV-52, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, identique à l'amendement N° IV-41 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard : création de secteurs de réaménagement des structures agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 771) : soutient l'amendement N° III-296 de M. Charles Zwickert (agrément des groupements fonciers agricoles par

la commission départementale des structures) - (p. 772) : son amendement N° III-267 : extension aux entreprises d'assurance et de capitalisation de l'agrément par arrêté ministériel applicable aux sociétés civiles ; devenu sans objet - (p. 773) : son amendement N° III-263 : garantie d'exploitation pour le fermier d'un GFA auquel adhère une société de placement ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 28** (p. 859) : son amendement N° III-269 : imputation des crédits du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles pour le versement de l'indemnité annuelle de départ ; retiré - (p. 861) : soutient l'amendement N° III-205 de M. Christian Poncelet (revalorisation périodique de l'indemnité viagère de départ (IVD) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : soutient l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1849) : inquiétude des agriculteurs : exemple des planteurs de tabac alsaciens - Taxe de coresponsabilité sur le lait et politique insuffisante de la CEE à l'égard de l'exportation - Respect nécessaire de la préférence communautaire - Politique des matières grasses animales et végétales ; prélèvement à l'importation - Prise en compte nécessaire par la CEE des objectifs de la présente loi - Rôle du conseil supérieur d'orientation - Taxation des produits agricoles importés - Aspect foncier du projet : prix des terres agricoles ; contrôle des structures ; prix du bail - Sous réserve de ces modifications, le groupe RPR votera le projet.

Art. 2 *quater* (p. 1863) : intervient sur la réduction du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension : point de départ du délai - **Art. 5** *bis* (p. 1874) : soutient l'amendement N° 207 de M Christian Poncelet (prélèvement sur les produits importés, de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles) - **Art. 13** (p. 1882) : sur l'amendement N° 70 de la commission des affaires économiques (statut des conjoints d'exploitants agricoles), son sous-amendement N° 187 : maintien de la compensation démographique ; retiré - **Art. 14** (p. 1885) : son amendement N° 198 : gestion du répertoire de la valeur des terres agricoles ; retiré - **Art. 14** *bis* **A** (p. 1887) : son amendement N° 208 : barème de référence ; rejeté - **Art. 14** *bis* **C** (p. 1889) : son amendement N° 199 : composition de la commission départementale d'aménagement foncier ; retiré.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art 18** (p. 1908) : son amendement N° 209 : suppression des dispositions de cet article concernant la mise en oeuvre de l'attribution préférentielle par un héritier et la cession aux autres cohéritiers d'une partie de son lot ; rejeté - **Art. 22 C** (p. 1921) : son amendement N° 210, identique à l'amendement N° 117 de M. France Léchenault : cumuls et autorisation préalable nécessaires pour les opérations concernant des époux ; rejeté - (p. 1928) : cas du descendant s'installant progressivement sur l'exploitation de ses parents et de celui réunissant l'exploitation de ses parents à une exploitation qu'il contrôle déjà.

— Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3097) : difficultés financières du SEITA invoquées pour justifier la transformation de son statut - Concurrence étrangère - Evolution comparée du prix de vente des cigarettes et de l'indice des prix à la consommation - Augmentation des importations et diminution de la production nationale - Exemple de l'Alsace - Participation de capitaux privés et risque de régression accélérée de la production nationale - Garanties nécessaires en faveur des exploitations familiales productrices de tabac - Participation des planteurs à la gestion de l'entreprise SEITA - Amélioration nécessaire du texte par les amendements déposés.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3138) : amendement déposé visant à assurer un minimum de garanties à la production - (p. 3144) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), retire son sous-amendement n° 2 déposé avec M. Christian Poncelet (responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac et reponsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels) dont les dispositions sont reprises dans le sous-amendement n° 47 du Gouvernement - (p. 3146) : observation rédactionnelle sur la prise en compte de « l'évolution du marché » - Garanties nécessaires en faveur de la production française - **Art. 3** (p. 3178) : son amendement n° 3, déposé avec M. Christian Poncelet : garantie de versement et de revalorisation des retraites pour le personnel titulaire ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 3180) : son amendement n° 4, déposé avec M. Christian Poncelet : compte rendu annuel d'activité de la nouvelle société au Parlement ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5055) : son amendement n° 137 : abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires ; retiré - (p. 5059) : son amendement n° 139 : principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession ; retiré - (p. 5062) : son amendement n° 141 : abaissement de l'effectif minimum des centres de gestion destinés aux artisans ; retiré - **Art. 3A** (p. 5075) : son amendement n° 18 déposé avec M. Jean Chérioux : déduction fiscale et extension aux entreprises non commerciales ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - Son amendement n° 19 déposé avec M. Hubert d'Andigne : déduction fiscale et extension au bénéfice agricole ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5112) : son amendement n° 142, soutenu par M. Edmond Valcin : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la constitution - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5135) : son amendement n° 128, soutenu par M. Edmond Valcin : modification du taux des droits de mutation ; retiré.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5189) : potentiel touristique de la France : tourisme vert - Médiocrité du budget du tourisme - Autres filières de financement : crédits pour les missions interministérielles ; crédits des autres ministères et des fonds d'intervention - Complément de crédits prévu dans le prochain collectif - Dispersion des crédits du tourisme - Tourisme rural et tourisme social - Aide à la modernisation de la petite hôtellerie en zone de montagne et extension nécessaire aux zones rurales - Fiscalité : avantages fiscaux consentis aux gîtes ruraux et diversification du tourisme vert : hébergement chez l'habitant ; camping à la ferme ; fermes-auberges - Rôle des relais départementaux, du tourisme rural et des gîtes de France - Animation en zone rurale - Thermalisme - (p. 5190) : étude nécessaire de formules de financement du développement touristique et exemple des réalisations en agriculture : Fonds national de développement agricole - Charte du tourisme

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5340) : facteurs du rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements - Rôle de l'agriculture dans le maintien en vie des zones de montagne et des régions défavorisées ; agriculture et tourisme - Agriculture expansionniste et moyens financiers et matériels mis à sa disposition - Place privilégiée de la recherche dans le budget de l'agriculture - Enseignement agricole privé et enseignement agricole public - Progression des crédits affectés à la dotation pour les jeunes agriculteurs - Stagnation des dépenses d'équipement et excédents des

caisses régionales de crédit agricole mutuel - Améliorations attendues en matière d'irrigation, de drainage et de remembrement - Remembrement et éventualité du remboursement de la TVA pour les associations foncières - Installation de jeunes agriculteurs et crédits accordés aux Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ; diminution de la dotation du fonds des calamités - Place dans le budget des opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF) - Promesses du plan pluriannuel d'élevage et financement des actions d'assainissement, d'amélioration génétique et d'identification du cheptel - (p. 5341) : prime d'orientation agricole et besoins de la coopération ; exemple de la coopération vinicole en Alsace - « Tourisme vert » - Actions gouvernementales en faveur des secteurs des fruits et légumes et de la viande - Diminution du revenu des agriculteurs et nécessité d'une aide directe - Maintien d'une aide indirecte aux plus défavorisés par l'intermédiaire du Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Bénéfice de l'indemnité fiagère de départ (IVD) et rôle du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) - Augmentation des prix agricoles et maintien du niveau de vie des agriculteurs - coût des prix de revient - Moyens de financement des exportations et recherche de débouchés - Loi d'orientation agricole et création d'un fonds de promotion de l'expansion - Avis du conseil économique et social sur le VIII[e] Plan et nécessité d'un effort particulier en faveur de l'activité agricole et des industries agro-alimentaires - Politique agricole commune et respect de l'unité des prix et de la préférence communautaire - Déficit des échanges de la Communauté économique européenne ; coût des exportations vers les pays tiers - Loi d'orientation agricole et mise en place d'un répertoire foncier : exemple du Bas-Rhin - Montant de l'enveloppe financière - Restructuration en zone de montagne et participation de l'établissement public régional d'Alsace - Loi d'orientation agricole de 1962 et création d'ouvrages non linéaires d'intérêt public - Problèmes de la production tabacole - (p. 5342) : zone vosgienne et plantation de sapins de Noël - Rôle de l'agriculture dans le redressement économique de la France

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5716) : politique foncière : diminution des crédits ; spéculation dans les zones périurbaines - Elaboration des documents d'urbanisme : plans d'occupation des sols (POS) ; lenteur de la procédure ; exemple du département du Bas-Rhin : reconnaissance nécessaire de la valeur de la carte communale - Procédure de modification du POS - Décrets d'application de la loi d'orientation agricole - Dispositions du règlement sanitaire départemental et du règlement des POS, relatives à l'implantation des bâtiments d'élevage par rapport aux zones constructibles - (p. 5717) : prolifération et extension des gravières dans la vallée du Rhin ; schéma régional des gravières et publication nécessaire des décrets d'application - Taxe sur les granulats

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5993) : importante progression des crédits ; montant dérisoire par rapport au produit intérieur brut du secteur commercial - Dispersion des crédits sur d'autres ministères ou fonds d'intervention - Répartition inégale de la progression des crédits entre l'artisanat et le commerce ; entraves au développement du commerce - Artisanat ; régression des crédits pour les actions économiques de développement et l'aide à l'implantation aux zones sensibles - Zones rurales et importance de l'artisanat ; rôle de l'artisanat d'art et de loisir et développement économique - Artisanat : fiscalité, comptabilité, cession de fonds et régime social - (p. 5994) : centres de gestion agréés et harmonisation avec les régimes agricoles et les professions libérales - Associations comptables de commerçants et d'artisans - Augmentation des crédits en faveur des centres de gestion et refus de l'abaissement du seuil de création ; comparaison avec l'Europe - Impôt sur le revenu ; bénéfice imposable et salaire des conjoints ; déduction des cotisations versées à un régime complémentaire, ou maladie ou retraite - Réduction des droits de mutation - Taux réduit de TVA pour l'entretien et les réparations - Prorogation du régime de l'aide spéciale compensatrice - Modification du régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée familiales - Chambres des métiers et augmentation de leurs taxes. **Examen des crédits - Art. 44** (p. 5997) : son amendement n° 217 : prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice jusqu'en 1985 ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : soutient l'amendement n° 244 de MM. René Tomasini et Jean Chérioux identique aux amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et n° 284 de M. Henri Duffaut (reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale) - **Après l'art. 41** (p. 6105) : son amendement n° 247 : application du régime des traitements et salaires aux rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée ; retiré - **Après l'art. 44** *bis* (p. 6125) : ses amendements déposés avec M. Christian Poncelet n° 255 : passage de l'imposition du forfait à l'imposition aux bénéfices réels ; adhésion à un centre de gestion agréé et maintien provisoire du régime du forfait ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 256 : régime transitoire du forfait et rôle des centres de gestion agréés ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 257 : bénéfice du régime du forfait transitoire et présomption du choix de l'imposition au bénéfice réel ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; et n° 258 : pouvoir des centres de gestion d'établir les déclarations fiscales pour leurs adhérents soumis au régime réel ou bénéficiant du régime du forfait transitoire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 49** (p. 6128) : son amendement n° 260 : augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le régime d'assurances accidents agricoles applicables dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle ; retiré.

HAUTECLOCQUE (Baudouin de), sénateur du Pas-de-Calais (CNIP, puis UREI) - *Secrétaire du Sénat.*

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 29 août 1978, chargée d'étudier le fonctionnement des institutions politiques et du système judiciaire de l'**Inde** et de Sri Lanka (n° **177**, 1979-1980) (25 février 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 352) : préoccupation essentielle des agriculteurs : les prix agricoles - Dispositions du projet de loi d'orientation : atteintes au droit de propriété ; statut du fermage et revenus du propriétaire foncier - (p. 353) : utilité des baux à long terme et des baux de carrière - Coût d'installation pour les jeunes agriculteurs ; pratique abusive des pas-de-porte - Encouragement nécessaire au fermage - Avantages du métayage - Législation belge récente sur la « société agricole » - Inconvénients du recours à l'investissement des groupements fonciers agricoles (GFA) et des sociétés civiles de placement - Nécessité de la liberté des prix en matière de fermage - Avantages de la pluriactivité pour remédier à l'exode rural - Exemple des Etats-Unis - Dangers du corporatisme.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 508) : soutient l'amendement N° I-71 de M. Roland du Luart (programmes de production annuels ou pluriannuels pour les producteurs non organisés).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 540) : son amendement N° II-49 déposé avec M. Louis Virapoullé : suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole ; retiré - (p. 541) : engagement du Président de la République à soutenir le développement de la pluri-activité.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Après l'art. 21** *bis* (p. 779) : son amendement N° III-215 : application du taux réduit de la taxe de publicité foncière aux propriétaires qui donneront leur terre à bail à long terme ; retiré - **Art. 22 B** (p. 785) : soutient l'amendement N° III-221 de M. Etienne Dailly (conditions d'exception à la réglementation des cumuls pour les opérations accomplies entre membres d'une même famille).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 843) : son amendement N° III-216, déposé avec M. Paul Guillard : conventions d'occupation précaire justifiées par des nécessités imposées par les circonstances ; adopté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (8 avril 1980) - **Deuxième délibération** (p. 1083) : au nom de la commission des lois, accepte la deuxième délibération demandée par le Gouvernement.

— **Motion d'ordre** - (30 avril 1980) (p. 1649, 1650) : retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi de M. *Henri Caillavet* relative au « droit de vivre sa mort » et de la proposition de loi de MM. *Henri Caillavet* et *Jean Mézard* tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal ; absence du rapporteur - Désignation d'un nouveau rapporteur.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 7** *bis* (p. 1878) : son amendement N° 189, déposé avec M. Paul Guillard : cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution ; adopté.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1923) : soutient l'amendement N° 201 de M Roland du Luart (non application de la procédure d'autorisation préalable en cas de cumul pour les exploitations dépassant le maximum de surface autorisée) - (p. 1931) : soutient l'amendement N° 206 de M. Roland du Luart (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation) - (p. 1933) : sur cet amendement, son sous-amendement N° 266 déposé avec M. Lionel de Tinguy : importance de la superficie de l'exploitation prise en compte ; adopté. -

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* A (p. 2045) : sur l'amendement N° 33 de la commission des lois (rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformer un bail rural en bail à long terme), son sous-amendement N° 190 : abrogation de cinq articles du code rural tombés en désuétude ; réservé, puis adopté (p. 2053) - **Art. 26** *sexies* (p. 2047) : son amendement N° 196 : liberté entre les parties pour la fixation du prix des baux de carrière ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5422) : sous-administration des départements, évoquée par M. *Pierre Salvi*, rapporteur pour avis, et insuffisance du nombre des sous-préfets ; aide aux élus locaux

HENRIET (Jacques), sénateur du Doubs (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 378) : promotion de l'agriculture française et parité sociale des agriculteurs - Installation des jeunes agriculteurs et droit des successions - Principe de l'égalité des partages et risque de morcellement des exploitations - Attribution préférentielle et coût des soultes - Octroi de l'indemnité viagère de départ et donation-partage - Attribution préférentielle en jouissance - Rôle assigné par le projet de loi aux groupements fonciers agricoles (GFA) et risque de collectivisation des terres - (p. 379) : création nécessaire d'un marché des parts - Son amendement tendant à moduler le remboursement des emprunts en fonction de la valeur du fermage - Mesures nécessaires à l'encouragement de la natalité.

— **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (20 mai 1980) - (p. 1989) : programme nucléaire et rôle du ministère de l'industrie - Nécessité du « tout nucléaire » - Nucléaire et sûreté.

— **Conclusions du rapport de M. Bernard Talon** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la **proposition de loi [n° 396 (78-79)] relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses [n° 254 (79-80)]** - (5 juin 1980) - **Après l'art. 2** (p. 2394) : son amendement N° 1 : autorisation de mise sur le marché et vérification de l'innocuité génétique ; rejeté - Pharmacovigilance - Thalidomide - Contraception chimique - Colloque de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) sur la contraception - Contraceptifs oraux et danger pour la santé de la femme - (p. 2395) : prise de la pilule et anomalies chromosomiques - Trisomie 21 - Enquêtes réalisées à Jérusalem et à Paris, citées par le Professeur Lejeune - Protection du patrimoine génétique de l'espèce humaine - (p. 2396) : nocivité de la contraception chimique.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses [n° 269 (79-80)]** - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2816) : protection de la famille, institution ancestrale, noble et indispensable - Nécessité de donner aux familles la possibilité financière d'avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent de donner à la femme la possibilité de choisir entre son travail à l'extérieur et l'éducation de ses enfants - Caractère d'aumône du revenu familial accordé par le gouvernement - Allongement du congé maternel - Embauche des femmes jeunes - Sinistre trilogie : chômage, dénatalité et délinquance juvénile - Augmentation du chômage et augmentation du nombre des femmes au travail ; situation en Franche-Comté - Corrélation entre travail des femmes et dénatalité - Absence de remise en cause du travail féminin, droit imprescriptible - (p. 2817) : estime que si les femmes savaient ce qu'elles représentent comme « merveilles de la nature », au point de vue physiologique, elles ne penseraient pas à devenir les égales de l'homme - Nécessaire indemnisation du congé maternel d'éducation - Travaux du VI[e] colloque de la démographie en avril 1979 - Problème de la drogue et de l'augmentation de la toxicomanie en France - Rappelle que, pour Agrippine, ses enfants étaient ses bijoux - Coût de l'indemnisation du congé maternel d'éducation - (p. 2819) : difficultés des femmes qui excercent à l'extérieur un travail pénible tout en ayant la charge d'un foyer.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière [n° 287 (79-80)]** - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3336) : hommage à la profession d'infirmière.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie,** fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi [n° 527 (77-78)] de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois [n° 320 (78-79)]** - (29 juin 1980). - **Discussion générale** (p. 3367) : travail des femmes et problème de maternité et d'éducation des enfants - Liberté pour les femmes d'exercer ou non une activité professionnelle - Chômage, dénatalité et délinquance juvénile - Salaire maternel - Adoption par le Sénat en 1979 d'un amendement au projet relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi - (p. 3369) : conditions de vie des mères de famille exerçant une activité professionnelle - Nécessité de la présence de la mère auprès du jeune enfant.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **449** (14 octobre 1980) (p. 3904) à M. le ministre de la Jeunesse,des sports et des loisirs : **le tourisme (développement des activités touristiques de Mayotte).**

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3989, 3990) : lenteur du développement touristique de Mayotte - Atouts touristiques de ce territoire - Qualité de l'accueil de la population - Problème des communications intérieures et extérieures ; abaissement des tarifs excursions ou des tarifs *Group Inclusive Tour* (GIT) - Financement du réseau routier national - Eradication du paludisme et de la filariose - Confirmation du plan triennal de développement touristique ; extension du régime de franchise fiscale - Actions publicitaires en faveur de Mayotte.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° 32 (80-81)]** - (20 novembre 1980) - **Après l'art. 11** (p. 4983) : dotation globale de fonctionnement et alignement de Mayotte sur les départements d'outre-mer - (p. 4984) : statut départemental et faible développement économique à Mayotte - Nécessité d'aider la collectivité de Mayotte.

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1[er] décembre 1980) - (p. 5555) : attachement à la métropole de la population de Mayotte et progrès accomplis depuis quatre ans - Stabilisation institutionnelle - Amélioration des conditions de vie - Progression nécessaire de la dotation du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Attribution de la dotation globale de fonctionnement - Aménagement du réseau routier national et réalisation du port de Longoni - Création nécessaire des services déconcentrés de l'Etat à Mayotte - Enseignement primaire : prise en charge nécessaire par l'Etat du salaire des instituteurs - Fixation souhaitable à priori de la subvention d'équilibre de l'Etat au budget de la collectivité territoriale de Mayotte

Education (5 décembre 1980) - (p. 5877) : difficultés de l'enseignement primaire à Mayotte - Effort d'équipement et augmentation du taux de scolarisation : déficit en locaux et en maîtres qualifiés - Affectation d'instituteurs de formation métropolitaine - Instituteurs Mahorais et prise en charge par la collectivité territoriale de Mayotte

HEON (Gustave), sénateur de l'Eure (GD).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **106**, 1979-1980), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les dotations (n° **201**, 1979-1980) (10 avril 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **256**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23juin 1978 (n° **305**, 1979-1980) (11 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **360**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du Protocole signé le même jour (n° **44**, 1980-1981) (23 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **17**, 1980-1981) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° **45**,1980-1981) (23 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi (n° **31**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif (n° **48**, 1980-1981) (23 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** (n° **98**, annexe **1**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris, le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour [n° **360** (79-80)] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4208) : suppression des doubles impositions et prévention de l'évasion fiscale - Prise en compte d'un impôt spécifique coréen - Assujettissement à l'impôt des pensions de vieillesse - Cas d'exemption - Protection contre la discrimination - Développement des relations commerciales et économiques avec la Corée du Sud - Commission mixte des échanges franco-coréens.

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif [n° **31** (80-81)] - (29 octobre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4193) : société Eurodif ; indépendance de la France pour l'approvisionnement en uranium enrichi ; dégagement d'un solde pour la balance des paiements - Délai entre la création d'Eurodif et la signature de la convention ; caractère rétroactif du régime fiscal exorbitant du droit commun - Modalités d'exonération pour les impôts nationaux et la fiscalité locale - Réfaction du droit commun applicable aux usines nucléaires et réduction permanente des valeurs locatives - Dégrèvements fiscaux et diminution des ressources des communes concernées - (p. 4194) : incertitude du texte sur la fiscalité locale ; avis défavorable à l'approbation de la convention.

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu [n° **17** (80-81)] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4209) : suppression des doubles impositions et prévention de l'évasion fiscale - Caractère classique de cette convention ; originalité sur la définition de l'établissement stable et l'absence de clause de non-discrimination - Relations économiques avec la Nouvelle-Zélande - Proposition d'adoption du projet de loi.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97** (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5122) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), son sous-amendement n° 48 déposé avec M. René Tomasini : maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales, notamment le whisky ; rejeté.

HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (CNIP, puis UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **58** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **pensions de réversion (taux de certaines pensions de réversion).**

Questions orales avec débat :

n° **445** (14 octobre 1980) (p. 3903) à M. le ministre de l'Agriculture : **l'élevage (situation des éleveurs).**

INTERVENTIONS

— Question orale avec débat : industries agricoles et alimentaires - (20 mai 1980) - (p. 1994) : importance de l'industrie agro-alimentaire et politique agricole commune ; taxe de coresponsabilité - Production agricole et création

d'emplois - Problème des excédents - Soutien de la Communauté européenne aux sociétés importatrices de produits alimentaires ; exemple des margariniers - Aide alimentaire au Tiers monde.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4139) : question au gouvernement sur les mesures à prendre en faveur des éleveurs : augmentation de leurs charges, faible augmentation des prix de la viande et du lait - Veau : marché et grille de prix en baisse - Incohérence de la politique européenne : problème des importations de matières grasses - Attitude de la Grande-Bretagne dans la CEE - Problèmes budgétaires, possibilités financières de la CEE - Débouchés à prévoir dans le secteur laitier - Redressement nécessaire du marché mondial - (p. 4140) : nécessité de rétablir les restitutions à un niveau convenable, de limiter les ventes à l'intervention - Secteur de la viande : déficit de production, prix insuffisants, dépenses de soutien des marchés (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), crises cycliques ; coûts de production élevés, dépendance accrue pour les approvisionnements d'amélioration de productivité - Incitation insuffisante aux productions de qualité (prime au troupeau allaitant) - Mauvaise organisation du marché - Problème de l'office national interprofessionnel du bétail et des viandes (ONIBEV) - Position dominante des centrales d'achat des grandes surfaces - Nécessité d'éviter la désertification des zones défavorisées.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5111) : soutient l'amendement n° 54 de M. Marcel Daunay (définition des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru).

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5346) : dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement - Budget de l'agriculture et situation budgétaire nationale d'austérité - Conclusions de la commission de l'agriculture du VIII[e] Plan et nécessité de nouvelles orientations - Réforme de la fiscalité agricole - Baisse du revenu des agriculteurs ; amélioration du niveau de vie des éleveurs - (p. 5347) : difficultés dans les secteurs des fruits et légumes - Poids des coûts de production dans le budget des agriculteurs - Promesse présidentielle et maintien du revenu des agriculteurs ; importance de l'enveloppe financière - Conséquences sur l'opinion publique de l'impôt sécheresse - Vente de produits agricoles et rémunération du travail accompli - Exclusion des agriculteurs du bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement - Vote de ce budget par le groupe de l'UCDP - Efforts en faveur de la recherche et de la formation professionnelle - Problème de l'enseignement privé agricole - Mesures en faveur d'une amélioration de l'hydraulique et du remembrement : exemple du remembrement en Meuse - Aides à l'installation des jeunes - Prime au troupeau allaitant - Mesures en faveur de la prophylaxie : tuberculose, brucellose - Modicité des crédits du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Produits agro-alimentaires et amélioration de la sécurité alimentaire - Rapport entre population active, production agricole et prix - Coût de la politique agricole commune - Nations industrielles et menaces de pénurie alimentaire.

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6062) : aspiration des Français à l'aménagement du temps de travail ; développement du travail à temps partiel ; application de l'horaire variable et législation de 1936, complétée en 1946, sur la durée légale hebdomadaire du temps de travail - (p. 6063) : loi du 27 décembre 1973 et circulaire de janvier 1975 sur l'horaire variable, et législation sur les heures supplémentaires - Réduction du temps de travail pour certaines catégories de travailleurs manuels - Référence à la loi du 30 décembre 1975 : travail en continu, en semi-continu à la chaîne, travail au four ou exposé aux intempéries sur les chantiers - Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dans l'information sur les modalités d'aménagement du temps de travail.

HOEFFEL (Daniel), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571), puis *ministre des transports* (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2694** de M. **Edouard Le Jeune : l'aide ménagère aux personnes âgées** (23 mai 1980) (p. 2149).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1705) : problèmes des personnes âgées : mesures prises et résultats obtenus pour le maintien à domicile - Rôle des aides ménagères ; convention collective sur leur statut et leur rémunération - Problèmes des personnes handicapées : application de la loi d'orientation de 1975 - Ressources des handicapés et versement d'allocations - Insertion sociale et professionnelle - Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnels (Cotorep) ; exemple du département du Var - Hébergement des personnes handicapées - Maisons d'accueil spécialisées (MAS) - Centres d'aide par le travail (CAT) et insertion en milieu de travail normal - (p. 1706) : insertion professionnelle : fonction publique et secteur privé - Accessibilité à la voirie, aux moyens de transport et aux lieux publics - Complexité des textes et effort de simplification - Procédure en matière d'appareillage.

— **Question orale avec débat : travail à temps partiel** - (10 juin 1980) - (p. 2539) : règlementation de la sécurité sociale relative au travail à temps partiel et conclusions du rapport Lucas - Loi de 1973 et décret de 1975 et conditions requises pour bénéficier de la réduction des charges patronales de sécurité sociale - Assouplissement préconisé par le rapport Lucas - Elargissement des limites de la durée hebdomadaire du travail à temps partiel et risques de détournement de la procédure - Suppression de l'exigence de transformation d'un emploi à temps plein et nécessité de garantie contre le risque de détournement - Projet de loi sur le développement du travail à temps partiel prochainement déposé au Parlement - Plages d'horaires admises ; application aux créations de postes à temps réduit ; abattement provisionnel à valoir sur l'ajustement financier de fin d'année - (p. 2540) : stimulation à l'embauche attendue du projet de loi prochainement déposé et inconvénients d'une modification du système de calcul des heures de travail - Création de postes à temps partiel.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - (p. 5459, 5460) : montant et accroissement des dépenses ordinaires et des crédits de paiement ; importance des interventions publiques, notamment en matière sociale ; dépenses d'infrastructures et soutien à l'activité des travaux publics - Crédits de paiement et programmes aéronautiques - Priorité à la sécurité et à la météorologie - Crédits destinés aux personnels et au fonctionnement des services - Politique des transports et prise en compte des investissements réalisés par les entreprises publiques - Importance de la sécurité ; diminution des accidents de la route et sûreté des véhicules - Contrôle des conditions de travail des conducteurs de poids lourds - Qualité de la sécurité aérienne ; diminution des risques de collisions et augmentation du trafic ; ouverture d'un centre à Reims - Augmentation des effectifs

de techniciens de la navigation aérienne - Délégation à l'espace aérien et utilisation optimale de celui-ci ; rôle d'Eurocontrol - Aide à l'aviation légère et accidents - Sécurité maritime et suites données au rapport de la commission d'enquête sénatoriale - (p. 5461) : centres de surveillance bretons et création d'emplois ; programme de lancement de navires de surveillance ; conférence de Paris sur la sécurité maritime - Qualification des équipages et sécurité des navires ; pavillons de complaisance - Sécurité des biens et des personnes et météorologie ; rôle économique et participation au programme Météosat - Développement des infrastructures routières et autoroutières ; suppression du fonds spécial d'investissement routier - Augmentation de la subvention pour le réseau national déclassé - Poursuite du programme autoroutier et doublement des routes nationales ; difficultés de la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (APEL) - Désenclavement régional et aménagement de voies rapides - Investissement en milieu urbain et en rase campagne - Routes et zones de reconversion - Entretien du réseau routier ; service de viabilité hivernale et entretien préventif ; consommation de produits d'origine pétrolière - Activités des entreprises de travaux publics - (p. 5462) : utilisation des crédits du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Diminution de la dotation aux infrastructures portuaires - Besoins d'importation des matières premières et construction de quai à pondéreux ; exemple du charbon - Modernisation des installations destinées aux marchandises diverses et adaptation des ports d'importance moyenne à leurs trafics spécifiques - Trafics trans-Manche et continent-Corse - Austérité budgétaire et sélectivité des investissements portuaires ; participation des usagers et des intérêts économiques concernés - Concertation avec les organisations professionnelles et valorisation des activités portuaires ; projet Trim et système d'ordinateurs pour le traitement du fret international (SOFI) - Entretien des voies navigables ; réseau Freycinet - Réalisation des travaux prévus et rôle du FAC - Programme pluriannuel des voies navigables ; incidence de la crise de l'énergie - Restauration des itinéraires indispensables au maillage du réseau national - Accroissement sélectif de la capacité du réseau prioritaire - Liaison Rhin-Rhône et étapes de réalisation - (p. 5463) : participation des régions au capital de la compagnie nationale du Rhône - Aide à la batellerie et installation des jeunes bateliers - Transports urbains ; région Ile-de-France et aide de l'Etat pour les transports en province - - Infrastructures aéroportuaires et maintien de l'engagement financier de l'Etat - Sécurité dans les aéroports ; adoption de la formule de la redevance payée par chaque passager - Santé de la construction aéronautique civile ; Airbus et moteur CFM 56 - Volonté d'élargir la gamme des produits de la construction aéronautique française - (p. 5464) : études de marchés et programme d'Airbus-Industrie - Conjoncture médiocre du transport maritime mondial et constructions navales ; aide de l'Etat et objectif du renouvellement des carnets de commandes - Diversification et accroissement de la compétitivité des entreprises de construction navale - Plan de développement de la flotte de commerce et renforcement de la situation financière des entreprises d'armement - Pêches maritimes françaises - Crise mondiale : problème de ressources et d'accès à ces ressources - Pêche et augmentation des dépenses d'exploitation ; carburants - Politique communautaire de la pêche et défense de l'accès aux ressources maritimes - Politique d'économies d'exploitation et aide de l'Etat à la modernisation de l'outil de production - Soutien des prix à la production et valorisation des recettes d'exploitation ; circuits commerciaux - Réforme du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) - Renforcement des moyens pour la recherche dans le secteur halieutique - Aide au maintien en flotte des navires de la pêche industrielle - Nécessité d'adaptation aux conditions d'exploitation et organisation des pêcheurs - (p. 5465) : grève des marins pêcheurs de l'été 1980 et avenir de la profession ; rôle économique de la pêche pour les régions littorales ; impulsion à la conchyliculture et à l'aquaculture - Revalorisation des pensions et dotation supplémentaire à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) - Prise en considération de certaines catégories d'anciens marins et versement d'une pension par l'ENIM - Transport et action des entreprises publiques - Concours financiers de l'Etat à la SNCF ; retraite et subvention d'équilibre - Répartition des responsabilités entre l'Etat et la région parisienne pour les transports en commun ; assainissement financier de la RATP - Crise mondiale du transport aérien et situation d'Air-France ; renchérissement du pétrole et des règlementations des tarifs - Charges relatives à l'exploitation de Concorde - Subvention à Air-Inter et exploitation des avions Mercure ; nécessité d'une coordination du réseau intérieur - Inflation et hausse moyenne des tarifs d'Air-Inter - Problème du maintien des dessertes aériennes structurellement déficitaires - Equilibre entre recherche de la productivité et nécessité des aménagements du territoire ; compagnies régionales - (p. 5466) : nécessité d'une maîtrise du transport aérien intérieur - Concertation avec les différents partenaires au sein du Conseil supérieur de l'aviation marchande - Réorganisation du transport aérien et subvention à l'Institut des transports aériens (ITA) - Contrat d'entreprises avec la Compagnie générale maritime (CGM) - Desserte maritime aérienne de la Corse - Qualité des équipements de transports français - Développement des responsabilités de la compétitivité des entreprises de transports - (p. 5490-5491) : priorité à la sécurité routière ; amélioration du réseau routier ; sécurité des véhicules ; comportement et formation du conducteur - Sécurité aérienne ; augmentation des prix du carburant et centres de formation aéronautique - Stagnation du trafic aérien et avenir des élèves-pilotes de lignes - Construction du centre régional de contrôle aérien de Reims - Augmentation du personnel et centre de contrôle d'Aix-en-Provence - Accroissement de la subvention aux aéroclubs - Rétablissement de l'aide de l'Etat à l'ITA - Transfert des services de la météorologie à Toulouse - Expérience de l'usage des codes en ville - Programme routier et autoroutier ; Massif central, Grand Sud-Ouest et réalisation de l'A 86 - Aménagement de la RN 20 et de la RN 4 - (p. 5492) : mise à deux fois deux voies de la RN 13 - Aménagement des routes de Savoie et convention entre l'Etat et les collectivités locales - Armature routière complétant les axes - Aménagement des axes centre Europe-Atlantique et de la rocade des estuaires - Infrastructure portuaire à la Réunion et à la Martinique - Détournement de trafics vers les ports d'Anvers et de Rotterdam - Entretien des ports et utilisation de matériel étranger - Economies d'énergie et transport fluvial ; canalisation de la Meurthe et réalisation de l'écluse de Fonserannes - Prise en charge par les usagers des infrastructures aéroportuaires - Avenir du programme de construction du moteur CFM 56 - Dégradation du plan de charge des petits chantiers - Commande à l'étranger des armateurs français - Construction de petits navires de pêche ou de surveillance en polyester ; procédure d'attribution des subventions - Règlement des aides à la construction navale pour les petits chantiers - (p. 5493) : concours de conception pour des navires de pêche économes et performants - Lutte contre les pavillons de complaisance ; règles posées par l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) - Pêche et position de la France à propos des quotas et de la protection des zônes d'exploitation - Rôle du FIOM ; circuit de commercialisation - SNCF ; notion de service public et impératifs d'économies d'énergie - Suppression de lignes omnibus et création de services de car - Concertation entre l'Etat et les collectivités locales et réorganisation des réseaux de transports en commun - Déplacement à Lyon du service d'approvisionnement de la SNCF - SNCF et réforme des réductions « familles nombreuses » - Desserte nationale et internationale de l'Ile de la Réunion ; politique tarifaire vis-à-vis de la clientèle réunionnaise - (p. 5494) : contrôle du Sénat sur l'action gouvernementale en matière de transports - Réalisation d'une liaison Nord-Sud dite « route des estuaires » - (p. 5495) : réalisation du plan routier breton - Ministère de la Mer ; existence d'un ministère des transports et d'une mission interministérielle de la mer -

Problème sociaux de la marine - « Route des estuaires » et recours au fonds européen de développement régional (FEDER) - Importance de la concertation avec les profession de la mer.

Examen des crédits. - *Etat B* (p. 5496) : demande le retrait de l'amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville) - (p. 5497) : demande le retrait de l'amendement n° 225 de M. Joseph Yvon (réduction indicative des crédits du titre III concernant le crédit affecté aux frais de contrôle des sociétés du Crédit maritime mutuel) - *Etat C:* demande le retrait de l'amendement n° 212 de la commission des finances soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des crédits de paiement et des autorisations de programmes du titre V concernant la lutte contre la pollution marine accidentelle) - **Art. 36** (p. 5498) : s'oppose à l'amendement n° 219 de la commission des affaires économiques (suppression indicative des crédits concernant les subventions accordées aux routes nationales déclassées) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 222 de M. René Regnault (augmentation et indexation sur l'indice des travaux publics de la subvention accordée aux routes nationales déclassées) - **Après l'article 36** (p. 5500) : demande le retrait de l'amendement n° 211 de M. Marcel Debarge soutenu par M. René Regnault (dépôt d'un rapport gouvernemental relatif au financement des transports urbains de voyageurs en annexe du projet de loi de finances pour 1982) - **Après l'article 49** : demande le retrait de l'amendement n° 220 de la commission des affaires économiques (plan en faveur des voies navigables et dépôt d'un projet de loi pour la deuxième session ordinaire 1980-1981).

HUGO (Bernard), sénateur des Yvelines (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instaurer la gratuité sur l'ensemble des infrastructures routières (n° **193,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, JO débats 3 avril 1980) - **Autoroutes.**

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à instituer pour les salariés de la région parisienne, une prime de transports, égale au montant de la carte orange (n° **281,** 1979-1980)(3 juin 1980) - **Prime de transport.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans les centres de tri (n° **302,** 1979-1980) (10 juin 1980) - **Postes et télécommunications.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2670** (J.O. Débats 5 mars 1980) (p. 613) à M. le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications : les **postes et télécommunications (personnel des) (situation dans les centres de tri postaux de la région parisienne)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (18 avril 1980)(p. 1394).

n° **2764** (J.O. Débats 30 avril 1980) (p. 1627) à M. le ministre des Transports : la **région parisienne (transfert à Toulouse du centre d'études et de recherches atmosphériques de Magny-les-Hameaux)** - Réponse de M. Joël Le Teule, ministre des transports (6 juin 1980) (p. 2453).

n° **2785** (J.O. Débats 23 mai 1980) (p. 2137) à M. le ministre de l'Industrie : l'**emploi (Conflans (Yvelines) : situation de l'emploi dans une entreprise)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2710, 2711).

n° **2823** (J.O. Débats 10 septembre 1980) (p. 3647) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : le **camping-caravaning (développement du camping)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5032).

Questions orales avec débat :

n° **424** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le Premier Ministre : les **immeubles (achats immobiliers effectués en France par des étrangers).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Avant l'art. 8 (p. 27) : son amendement n° 22 : prime spéciale mensuelle de transports ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 9** (p. 30) : son amendement n° 27 : abaissement du seuil de population pour le versement transports en commun, non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

— **Questions orales avec débat jointes : pouvoir d'achat des salariés** - (10 juin 1980) - (p. 2523) : pouvoir d'achat des familles françaises et accès aux vacances - Taux de départ en vacances - Aide de l'Etat aux centres de vacances - Difficultés des organisations et coût des séjours en centres de vacances pour les familles - Efforts des municipalités : organisation de centres de loisirs - Ségrégation sociale dans l'accès aux vacances d'hiver - Taux de départ des cadres supérieurs et des ouvriers - Tourisme social : villages de vacances ;camping - Désengagement financier de l'Etat - Départs en vacances et coût de l'essence : augmentation des péages d'autoroutes.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2743) : propositions des élus communistes : perspectives de l'emploi dans les mines domaniales des potasses d'Alsace (MDPA) - Attaques menées par le cartel du sel contre la potasse d'Alsace - Convention de Bonn et obligation pour l'entreprise nationale de réduire les rejets de déchets chlorurés dans le Rhin - Solution préconisée de l'injection des saumures dans le sous-sol - Protection de l'environnement - Stratégie du déclin industriel de la France - Nécessité d'exploiter ce sel dans les soudières ; création d'un saumoduc ; transport ferroviaire - Projet de création d'une nouvelle saline de grande capacité - Création d'une unité d'électrolyse, d'une industrie des plastiques (chlorure de vinyl monomère) et d'une unité d'engrais composés - (p. 2744) : perspectives ainsi offertes à l'emploi dans le bassin potassique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 6** (p. 5138) : son amendement n° 161, soutenu par M. James Marson : abaissement du seuil du versement transports en commun aux communes de 75.000 habitants ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Avant l'art. 8** (p. 5148) : son amendement n° 123, soutenu par M. James Marson : prime de transport égale au montant de la carte orange ; compensation par la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisement ; irrecevable aux termes de l'article 42 de la loi organique.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5191) : importance économique du tourisme en

France - Incidence sur la balance des paiements - Crédits du tourisme pour 1981 et politique d'austérité du Gouvernement - Sa question orale sur l'insuffisance des équipements en matière de camping - Retard du tourisme social et recommandations du rapport Blanc - Crédits de promotion à l'étranger du tourisme de luxe - Difficultés des professionnels du tourisme fluvial ; part prise par les sociétés anglaises de louage de bateaux ; exemple du canal du Midi - Caravaning : difficultés des fabricants ; nombre des immatriculations ; concurrence des caravanes importées - Distorsion de concurrence à l'exportation - (p. 5192) : propositions des communistes français : exemple du chèque vacances et des bons d'essence - Opposition communiste au budget du tourisme - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5197) : son amendement n° 169 : réduction des crédits du Titre IV (réduction indicative de crédits visant l'Association française d'action touristisque (AFAT)) ; rejeté

Transports (28 novembre 1980) (p. 5488) : poursuite du désengagement financier de l'Etat et report de charges sur les collectivités locales et les usagers - Réduction de la subvention d'équilibre à la SNCF ; hausse des tarifs et application des conclusions du rapport Guillaumat - Plan de démantèlement du réseau ferroviaire - Réduction de moitié des effectifs et accroissement de la productivité de travail - Transfert du trafic voyageurs et marchandises sur la route et politique d'économies d'énergie - Désengagement financier vis-à-vis de la RATP ; diminution de la part de l'employeur - Importance des heures perdues dans les transports en commun ; extension de la zone réservée à la carte orange et réduction des zones de tarification - Aménagement de nouvelles voies de banlieue, sort réservé à la ligne Ermont-Invalides - Nécessité du bouclage de l'autoroute A86 - Prolongement de l'autoroute A12 dans les Yvelines - Intérêt dérisoire du budget des routes - Démantèlement du service public - Opposition au projet de budget

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - (p. 6019) : budget de l'aménagement du territoire : politique de démantèlement de l'industrie et d'intégration européenne, grandes régions industrielles visées ; exemple de la région parisienne : chômage, décentralisation et suppression d'emplois dans le secteur tertiaire (Saint-Quentin en Yvelines, Unic-Fiat) - Effets néfastes du plan du Grand Sud-Ouest - Lutte des travailleurs et création nécessaire de nouveaux emplois - Nécessité d'une suppression de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et d'une réalisation de l'aménagement du territoire par les collectivités locales et les régions : exemple de l'institution d'un fonds régional pour l'emploi et le développement économique - Refus de vote du budget

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 6282) : son amendement n° 4soutenu par M. Paul Jargot : application aux communes non membres d'un syndicat communautaire d'aménagement et situées en zone d'agglomération nouvelle (ZAN) des dispositions du code des communes applicables aux communes membres d'un syndicat communautaire d'aménagement en ZAN ; irrecevable aux termes de l'article 41 de la constitution.

HUGO (Bernard-Charles), sénateur de l'Ardèche (RPR).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

J

JACQUET (Marc), sénateur de la Seine-et-Marne (Président du groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Discssion générale** (p. 2493) : lit l'intervention de M. *Christian Poncelet* - Adaptation à l'évolution du monde grace à la participation ; position du général de Gaulle sur le juste équilibre entre société capitaliste et collectivisme - (p. 2494) : idée de participation - Actionnariat, une composante de la participation - Amélioration des rapports entre les partenaires sociaux - Participation non considérée comme un moyen de transformation de la condition ouvrière, par les « non gaullistes » - Nécessité de la participation - Volonté d'obtenir au profit de tous les travailleurs une juste part des responsabilités - Attitude des syndicats français et de leurs responsables syndicaux - Expérience malheureuse du *France* devenu *Norway* - Création d'une agence nationale d'étude et de promotion - Participation aux responsabilités - Craintes exprimées - (p. 2495) : rôle des comités d'entreprise - Reconnaissance de l'autonomie de la force du travail - Rapport de M. *Jean Chérioux* - Charge financière de la participation ; sa mise en oeuvre progressive - Danger de l'immobilisme - Intérêt de la France.

— **Rappel au règlement** (17 juin 1980) - (p. 2746) : inauguration d'un monument aux morts le 14 juin à Toulon et apologie d'un homme condamné à mort et exécuté pour tentative d'assassinat du Président de la République en 1962 - Proteste contre la présence à cette cérémonie d'un membre du gouvernement et contre son absence de réaction

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (24 juin 1980) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3076) : intérêt du débat sur la participation instauré par l'examen de la proposition de loi - Insuffisance du résultat des débats : rejet du titre III - Abstention du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6139) : adoption du budget de 1980 par l'article 49 de la Constitution - Economie budgétaire et incitation à l'investissement productif ; exclusion de l'entreprise agricole du bénéfice de cette disposition - Choix de la croissance par l'investissement plutôt que par la demande ; fonds d'action conjoncturelle - Pause fiscale - Mesures en faveur des familles de trois enfants et plus - Caractère rigoureux et cohérent du projet de budget ; décroissance de la pression fiscale ; modération de la progression des dépenses et limitation du déficit - Priorité en faveur de la recherche et de la famille - Budget et lutte contre l'inflation - Situation de l'emploi et incitation fiscale à l'investissement - Exportations et santé du franc ; exemple de la politique monétaire japonaise - Pernéabilité de notre marché intérieur - (p. 6140) : lien entre inflation et chômage - Pari sur la relance par l'investissement - Caractère de budget de circonstance - Vote favorable du goupe RPR.

JAGER (René), sénateur de la Moselle (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac (14 novembre 1980) (p. 4716).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, au nom des délégués élus par le Sénat, par la délégation française à l'**Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 31e session ordinaire (mai 1979-avril 1980), adressé à M. le Président du Sénat en application de l'article 108 du Règlement (n° **330**, 1979-1980) (24 juin 1980).

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, complétant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social**, afin d'assurer la représentation des consommateurs (n° **85**, 1980-1981) (5 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer** (n° **98**, annexe **9**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2810** (J.O. Débats 14 juin 1980) (p. 2727) à M. le ministre des Affaires étrangères : le **Conseil de l'Europe (bilan des travaux du Conseil de l'Europe)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (10 octobre 1980) (p. 3857, 3858).

n° **33** (J.O. Débats 24 octobre 1980) (p. 4027) à M. le ministre de l'Intérieur : l'**élection du président de la République (application de la loi)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (7 novembre 1980) (p. 4507).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1853) : intervient contre la question préalable (motion N° 220) opposée par M. Louis Minetti, au nom du groupe

communiste - Rappelle l'engagement du gouvernement français de fixer les prix agricoles au plus tard le 1er juin - Nécessité de la loi d'orientation pour favoriser le développement de l'agriculture française - Relance des exportations et organisation de la production - Lutte contre la spéculation foncière - Conséquences de l'adoption éventuelle de la question préalable : le rejet du texte.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5055) : soutient l'amendement n° 114 de M. Henri Goetschy (abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires) - (p. 5058) : soutient l'amendement n° 155 de M. Henri Goetschy (doublement des limites de chiffre d'affaires des adhérents aux centres de gestion habilités à tenir une comptabilité) - (p. 5059) : soutient l'amendement n° 75 de M. Henri Goetschy (principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession) - **Après l'art. 3A** (p. 5087) : sur l'amendement n° 148 de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer), son sous-amendement n° 168 déposé avec M. Louis Virapoullé : déduction du revenu imposable des assujettis à un régime réel d'imposition des souscriptions en capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés investissant dans l'industrie, l'hôtellerie ou la pêche ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5546) : délai de parution de l'état récapitulatif des interventions des divers ministères - Inexactitude des prévisions d'engagement pour 1980 - Stagnation ou régression des crédits et rigueur de la politique financière du Gouvernement - Augmentation des crédits des ministères techniques : évolution vers la parité sociale - Modifications intervenues en cours d'année : exemple des secours d'urgence pour les sinistrés des cyclones - Innovation pour 1981 d'un fascicule budgétaire unique pour les DOM-TOM - Crédits des ministères techniques et crédits de fonctionnement - (p. 5547) : incidence de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides - Absence de priorités définies. Blocage des crédits d'aide à la jeunesse dans les DOM - Crédits du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (BUMIDOM), du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) - Transferts de crédits vers le ministère de la défense - Indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer - Réforme foncière dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie - Crédits affectés au personnel d'assistance technique et au service militaire adapté - Crédits de recherche - Participation de la CEE à des opérations d'irrigation et de reboisement dans les DOM ; lutte contre l'habitat insalubre dans les DOM - Bidonvilles de Papeete - Indépendance des Nouvelles-Hébrides - Problèmes économiques et sociaux des DOM-TOM - Production du coprah, tourisme, exploitation de la mer en Polynésie - Système d'aide aux investissements dans les départements d'outre-mer, mis en place par l'article 79 de la loi de finances pour 1980 - (p. 5548) : demande l'adoption du budget des DOM-TOM

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5568) : se réfère à son exposé sur l'ensemble des crédits budgétaires concernant les départements et territoires d'outre-mer (p. 5546 à 5548)

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5832) : enseignement supérieur privé, financement par la taxe d'apprentissage, chômage et diminution de cette taxe - (p. 5833) : progression des crédits des établissements supérieurs privés et des crédits de recherche - Mérite de ces établissements : exemple de l'Ecole supérieure d'électricité - Difficultés de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) : diminution de la taxe d'apprentissage, nationalisation préconisée, absence de concours financiers spécifique de l'Etat et nécessité d'une subvention au budget 1982 - Modification des conditions d'accueil des étudiants étrangers et question sur le résultat d'application de la nouvelle procédure - Absence de ressources de certains étudiants étrangers et action du Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) - Nécessité d'un ajustement aux besoins des dotations du fonds social universitaire - Réforme des études médicales et institution d'un examen probatoire obligatoire ; absence de disposition en cas d'échec à l'examen terminal et question sur les études du gouvernement

JANETTI (Maurice), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2636** (J.O. Débats 31 janvier 1980) (p. 184) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**huile (exclusion des producteurs français d'huile d'olive d'un règlement communautaire)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (18 avril 1980) (p. 1393).

n° **2760** (J.O. Débats 26 avril 1980) (p. 1549) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**agriculture (répartition de la dotation des crédits d'Etat pour le conditionnement et le stockage)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4035).

n° **2761** (J.O. Débats 26 avril 1980) (p. 1549) à M. le ministre de l'Agriculture : la **viticulture (mesures prises par la communauté européenne en matière d'encépagement)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4035, 4036).

n° **2800** (J.O. Débats 5 juin 1980) (p. 2365) à M. le ministre de l'Economie : le **logement (financement des prêts du logement en zones rurales)**.

n° **2832** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3713) à M. le ministre de l'Agriculture : les **horticulteurs (production horticole du Var : aides financières pour la création d'une association interprofessionnelle)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4036).

n° **71** (J.O. Débats 13 novembre 1980) (p. 4601) à M. le ministre de la Défense : les **forêts (reboisement équivalent en surface du camp de Canjuers)**.

Questions orales avec débat :

n° **312** (14 décembre 1979) (p. 5446) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **handicapés (mise en oeuvre des dispositions de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1676 et suivantes).

n° **320** (25 février 1980) (p. 325) à M. le ministre de l'Education :les **enseignants (situation des maîtres auxiliaires)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1563 et suivantes).

n° **354** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (scolarisation et fermeture de classes)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1563 et suivantes).

n° **364** (10 avril 1980) (p. 1155) à M. le ministre de l'Education : l'**éducation physique et sportive (université de Nice)**.

n° **421** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : la **pollution (eau) (pollution du Verdon)**.

n° **436** (7 octobre 1980) (p, 3766) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **hôpitaux psychiatriques (mise en place de la sectorisation psychiatrique dans le Var)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 388) : lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 et base d'une politique foncière ; lacunes dans l'application de ces textes - Exemple de la législation des cumuls ; commissions départementales des structures - Spéculation foncière et recours aux sociétés civiles de placement dans le financement des parts des groupements fonciers agricoles (GFA) - Atteintes portées par le texte à la législation des cumuls, au statut du fermage ; évolution du prix des terres agricoles ; valeur vénale des terres ; droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - (p. 389) : prix des baux de carrière - Exode rural - Politique foncière régionale mise en oeuvre dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : acquisition de terres agricoles par les collectivités locales - Souplesse nécessaire des administrations face aux initiatives des collectivités locales - Rôle de l'exploitation agricole familiale pour la protection de l'espace rural.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 456) : son amendement N° I-75 : définition des objectifs et des politiques en matière agricole ; rejeté.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 476) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-76 : encouragement aux coopératives agricoles ; devenu sans objet - Rôle des coopératives dans le développement des industries agricoles et alimentaires - **Art. 2** (p. 488) : son amendement N° I-78 : démocratisation et compétences nouvelles du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) ; rejeté - (p. 493) : son amendement N° I-79 : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; retiré au profit de l'amendement identique N° I-19 de la commission des affaires économiques - (p. 495) : son amendement N° I-77 : compétence en matière d'organisation du marché ; retiré - **Art. 2** *bis* (p. 500) : son amendement N° I-83 : compétence des établissements publics régionaux pour établir les programmes régionaux d'orientation ; rejeté - (p. 501) : son amendement N° I-82 : transmission des programmes régionaux d'orientation au Parlement ; rejeté - Son amendement N° I-81 : prise en compte des disparités du revenu agricole ; adopté - **Art. 2** *ter* (p. 503) : son amendement N° I-84 : critères d'aides de l'Etat et notion de progressivité ; retiré - Son amendement N° I-127 : contrôle de l'autorité administrative sur l'affectation des aides de l'Etat ; retiré - Son amendement N° I-85 : différenciation et plafonnement des aides de l'Etat ; adopté - **Art. 2** *quater* (p. 505) : son amendement N° I-86 : suppression de cet article relatif à l'extension de tout ou partie des règles édictées par les comités économiques agricoles ; rejeté - **Après l'art. 2** *quater* (p. 508) : son amendement N° I-87 : contrat d'intégration et caution de l'industriel ou du commerçant ; adopté - **Art. 3 A** : son amendement N° I-88 identique aux amendements N° I-27de la commission des affaires économiques, N° I-62 de M. Paul Girod, N° I-102 de la commission des finances et N° I-174 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1567) : redéploiement et diminution du budget de l'éducation ; fermetures de classes - Baisse démographique et amélioration de la qualité de l'enseignement - Demande d'une loi de finances rectificative et rentrée scolaire de 1980 - Fermetures de classes et zones rurales ; cas d'un village du Haut-Var et de Sainte-Colombe-sur-Seine - Chômage des maîtres auxiliaires - (p. 1568) : diminution du nombre de postes aux concours et recrutement de maîtres auxiliaires - Auxiliariat et impossibilités de reconversion - Maîtres auxiliaires et remplacement des professeurs absents ; création d'un corps de titulaires remplaçants.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1686) : problèmes des handicapés - (p. 1687) : situation des mères des handicapés - Possibilité d'accès à une retraite anticipée - Conditions de travail de ces femmes - Réponse de Mme Pelletier du 13 mars 1979 à la question d'une association varoise - Difficultés des familles pour la mise au travail des handicapés - Centres d'aide par le travail (CAT) - Retard du ministère à assurer le complément de rémunération - Difficulté de gestion des CAT - Convention collective du personnel d'encadrement des CAT et congés des handicapés - Versement de l'allocation compensatrice - Rôle et moyens confiés aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) - (p. 1688) : maisons d'accueil spécialisées (MAS) - Ateliers protégés - Mise au travail des handicapés en milieu ouvert - Accueil des handicapés dans les établissements de l'éducation nationale ; sections d'éducation spécialisée ; centre d'accueil pour les handicapés moteurs - Projet du CES de Sainte-Musse à Toulon - Coût de l'opération.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 1** *ter* (p. 1856) : son amendement N° 133 : rétablissement de cet article : rapports périodiques des pouvoirs publics au Parlement sur la prise en compte par la communauté économique européenne des objectifs de la présente loi ; adopté après transformation en sous-amendement à l'amendement N° 101 de M Christian Poncelet (rétablissement de cet article relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la CEE) - **Art 2** *ter* (p. 1860) : soutient l'amendement N° 169 de M. Roland Grimaldi (suppression de l'alinéa relatif aux engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration) - (p. 1861) : son amendement N° 134 : plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu brut d'exploitation ; retiré au profit de l'amendement N° 57 de la commission des affaires économiques (plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu d'exploitation et différenciation par région et par production) - **Art. 2** *quinquies* (p. 1865) : sur l'amendement N° 59 de la commission des affaires économiques (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux contrats d'intégration), ses sous-amendements N° 253 : fixation des prix entre les parties contractantes et garanties de rémunération du producteur ; rejeté ; N° 254 : nullité des seules clauses du contrat contraires à la loi ; adopté ; et N° 255 : élaboration des contrats-types ; adopté - (p. 1868) : demande au ministre une précision sur la liste des secteurs de production pour lesquels seraient fixés des contrats-types et insiste sur la nécessité de garantir un mode de fixation des prix en fonction d'un prix de revient minimum - **Art. 4** (p. 1870) : son amendement N° 135 : critères de représentativité des groupements professionnels ; rejeté - **Art 5** *bis* (p. 1874) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement N° 207 de M Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (prélèvement sur les produits importés, de cotisations au profit des organisations interprofes-

sionnelles) - **Art. 14** *bis* C (p. 1890) : soutient l'amendement N° 138 de M. Franck Sérusclat (organisations syndicales représentatives au niveau national et organisations départementales).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 19** (p. 1910) : soutient l'amendement N° 156 de M. Roger Rinchet (conditions d'octroi de l'attribution préférentielle aux pluriactifs en zone de montagne) - Transformation de tous les agriculteurs de montagne en pluriactifs - **Art. 22 C** (p. 1915) : son amendement N° 168 : réglementation des installations et des cumuls et cas d'autorisations facultatives ou de droit ; rejeté - Cite des exemples de lacunes pour le texte proposé par le gouvernement - (p. 1916) : caractère tabou du droit de propriété.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 3819) : élaboration de ce texte et concertation avec les représentants des pêcheurs et des collectivités piscicoles - Protection des espèces en voie de disparition - Limitation des captures - Pollution des eaux - Privatisations abusives - Aménagement hydroélectrique et difficulté de reproduction des poissons migrateurs - Microcentrales hydrauliques - (p. 3820) : projet de barrage du grand canyon du Verdon - Amendements socialistes et collectivisation du régime des eaux.

Après l'art. 5 (p. 3829) : son amendement n° 64 : intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations ; adopté - **Art. 8** (p. 3837) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission précisions sur les dimensions minimales des poissons pouvant être pêchés) - **Après l'art. 19** (p. 3845) : son amendement n° 65 : attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5369) : non intégration des productions méditerranéennes dans la politique agricole commune et inefficacité de la loi d'orientation agricole - Agriculture méridionale et conférence interrégionale pour la création d'une institution d'utilité commune - Initiatives régionales et suspicion du gouvernement - Conseil régional : plan de rattrapage, effort financier considérable, rééquilibrage entre tourisme et agriculture

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5427) : soutient l'amendement n° 205 de M. Henri Duffaut (réduction des crédits du titre IV : construction à Toulon de la nouvelle préfecture du Var).

Industrie (7 décembre 1980) - (p. 5952) : crise de 1973 et dépendance énergétique française ; le recours massif au nucléaire ; économies d'énergie ; énergies nouvelles - Caractère superficiel de la politique d'énergie ; nécessité de modifier les modes de consommation - Maintien de la dépendance énergétique - Electro-nucléaire et filière sous licence étrangère - Marché intérieur de l'énergie et dépendance des usagers ; promotion du « tout électrique » et absence de politique locale - Domination des grandes firmes multinationales ; politique des énergies nouvelles ; filière photovoltaïque et centrale Thémis - Accroissement des responsabilités des régions en matière énergétique ; bio-masse ; énergie de transformation et exploitation du charbon - Energie solaire et région Provence-Côte d'Azur ; microcentrales hydroélectriques - Politique régionale de l'énergie ; création d'agences régionales de l'énergie - (p. 5953) : alternative énergétique et progrès social

JARGOT (Paul), sénateur de l'Isère (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer aux communes le remboursement des exonérations trentenaires (n° **170**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, JO débats 26 février 1980) - **Impôts locaux.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir et à renforcer le caractère de service public du Service d'exploitation industrielle des **tabacs et allumettes** (SEITA) (n° **59**, 1980-1981) (28 octobre 1980).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - III - Conseil écónomique et social** (n° **98**, annexe **23**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Journaux officiels** (n° **98**, annexe **36**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **429** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le ministre de l'Agriculture : les **exploitants agricoles (difficultés des jeunes agriculteurs)** - Retirée par son auteur (28 octobre 1980) (p. 4052).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 3 (p. 21) : son amendement n° 13 : barème de l'impôt sur le revenu ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 8** (p. 27) : son amendement n° 21 : allocation exceptionnelle au profit de plusieurs catégories de bénéficiaires ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 10** (p. 32) : son amendement n° 34 : suppression de cet article relatif à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 24** (p. 42) : soutient l'amendement n° 49 de M. Louis Minetti (taxe sur les viandes ovines importées en France) - Difficultés des producteurs ovins français - Concurrence étrangère déloyale - Droits d'accise, fixés par la Grande-Bretagne - Réglements communautaires - **Avant l'art. 27** (p. 43) : son amendement n° 50 : progression de la dotation globale de fonctionnement des communes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - **Art. 32** (p. 55) : son amendement n° 51 : exonérations fiscales attachées aux emprunts de l'Etat et critères de revenu ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Art. 65 (p. 150) : son amendement N° 56, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet art., relatif à la subvention aux départements dans l'hypothèse d'un déclassement du réseau national secondaire des routes ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 355) : bilan de vingt années de politique agricole commune - (p. 356) : compétitivité et inégalité des conditions de la concurrence : production de lait ; élevage ovin - Diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs français - Installation des jeunes agriculteurs ; exode rural ; chômage - Spéculation foncière - Intégration de l'agriculture à l'industrie agro-alimentaire - Evaluation du prix des terres agricoles - Revenus des agriculteurs - (p. 357) : luttes historiques des paysans.

Suite de la discussion (26 février 1980) - (p. 410) : problèmes agricoles de la Guadeloupe - (p. 411) : Spéculation foncière ; intérêts étrangers - Réforme agraire des départements d'outre-mer.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Avant l'art. I** (p. 450) : soutient l'amendement N° I-112 de M. Louis Minetti (politique agricole française et influence des décisions de la ommunauté économique européenne) - **Art. 1** (p. 457) : son amendement N° I-37 : garantie du revenu agricole et parité économique avec les revenus salariaux ; devenu sans objet - (p. 459) : revenu des agriculteurs et prise en compte des charges de production, son évolution par rapport à celle du SMIC.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 479) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), se déclare opposé au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - (p. 481) : développement de l'industrie agro-alimentaire et transformations de produits étrangers : exemple du tabac - Organisation des producteurs ; création des coopératives laitières - Défense du patrimoine - (p. 482) : coût du ramassage et concurrence entre les coopératives et les industries privées de transformation - (p. 483) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques, soutient le sous-amendement N° I-40 de M. Camille Vallin (priorité pour l'acquisition des terres aux demandeurs français) - (p. 485) : se déclare opposé au sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - Rôle de la pluriactivité dans les régions défavorisées ; inconvénients de la généralisation de ce système - **Art. 2** (p. 488) : propositions du groupe communiste en matière d'organisation de la production et de la transformation des produits agricoles - Représentativité du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Pouvoirs du Parlement - Rôle du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - Offices interprofessionnels par produit - **Après l'art. 3 A** (p. 509) : son amendement N° I-47 soutenu par M. Louis Minetti : aides particulières aux coopératives ; rejeté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 531) : son amendement N° II-3 soutenu par M. Raymond Dumont : affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et critère de revenus non agricoles ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 542) : son amendement N° II-4, soutenu par M. Louis Minetti : définition de la pluri-activité dans les zones de montagne et de piémont ; critère de la durée du travail agricole ; rejeté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : sur l'amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparables), son sous-amendement N° II-112 soutenu par M. Raymond Dumont : revalorisation des retraites et participation de l'Etat pour la compensation démographique ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 592) : protection sociale des agriculteurs et mise à parité avec les autres catégories sociales - Refus de la comparaison avec le sort des paysans des pays étrangers - Installation des jeunes agriculteurs - (p. 594) : son amendement N° II-106 : mise à parité avec le régime général pour le bénéfice des aides ménagères et familiales à domicile ; retiré.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 15** (p. 682) : soutient l'amendement N° III-56 de M. Louis Minetti (suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée) - (p. 683) : problème de l'installation des jeunes agriculteurs - **Art. 16** (p. 689) : dans l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques, se déclare défavorable à la première partie (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes) et favorable à la seconde (modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) - **Art. 17** (p. 697) : son amendement N° III-59 : succession agricole et ordre de priorité entre le GFA, l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété ; adopté - (p. 699) : reprend, avec M. René Tinant, en le transformant en sous-amendement à l'amendement N° III-82 de la commission des lois, l'amendement N° III-294 : succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers ; adopté - (p. 702) : partage et prescription trentenaire.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 719) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-22 de MM. Jacques Boyer-Andrivet et Jules Roujon (rédactionnel ; « aménagement foncier en milieu rural ») - **Art. 29** (p. 721) : se déclare défavorable à l'amendement N° IV-13 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (principaux objectifs de l'aménagement rural) - (p. 722) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-14 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (consultation des services de l'Etat) - (p. 723) : sur l'amendement N° IV-15 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles), son sous-amendement N° IV-66 : participation des collectivités locales concernées ; rejeté - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : sur l'amendement N° IV-17 de la commission des lois son sous-amendement N° IV-49 : permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole ; rejeté - (p. 728) : son amendement N° IV-48 : délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole ; rejeté - **Art. 30** *bis* (p. 731) : sur l'amendement N° IV-8 de la commission des affaires économiques (part de surface agricole affectée à l'urbanisation de réserves foncières), son sous-amendement N° IV-51 : part de zones d'activités artisanales ou industrielles ; adopté - **Art. 31** (p. 733) : son amendement N° IV-57 : protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants ; retiré - **Après l'art. 31** *bis* (p. 737) son amendement N° IV-53 : priorité des aides publiques aux entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois ; rejeté - (p. 738) : son amendement N° IV-54 : marchés de travaux pouvant être attribués aux petites et moyennes entreprises locales ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : son amendement de coordination N° III-60, soutenu par M. Louis Minetti ; retiré - **Après l'art. 20** (p. 765) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement N° III-13 de M. Roland Boscary-Monsservin (possibilité de sursis au partage pendant trois ans pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ses études agricoles) - **Art. 21** *bis* (p. 767) : soutient l'amendement N° III-62 de M. Charles Lederman (suppression de cet art. relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un GFA) - Problèmes de fond posés par l'art. 21 *bis* : risque de détournement du foncier agricole par le grand capital - Statut du fermage - Aménagement rural et

zonage - Spéculation foncière - Groupements fonciers agricoles : marché des parts de GFA familiaux et rôle des collectivités locales ou des associations foncières communales - Fixation des impôts locaux par les collectivités locales - (p. 773) : problème posé par l'introduction des sociétés financières dans les groupements fonciers agricoles - Endettement des exploitants - Statut du fermage et rentabilité du capital foncier - Risque de détournement des terres agricoles - Propositions communistes dans le domaine foncier : rôle des SAFER ; GFA familiaux ou mutualistes avec capitaux publics ; prêts bonifiés - (p. 774) : demande de scrutin public du groupe communiste sur l'amendement de suppression N° III-62 - **Art. 22 C** (p. 795) : se déclare favorable à l'amendement N° III-63 de M. Louis Minetti (nécessité d'autorisation préalable d'installation dès lors que la superficie de l'exploitation dépasse une surface minimum d'installation) - Latitude laissée à la commission départementale des structures et laxisme du projet - Installation des jeunes agriculteurs et report du seuil de contrôle à deux SMI.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 821) : se déclare favorable à l'amendement N° III-272 de M. Paul Girod (possibilité pour la commission départementale de proposer le maintien du département sous le régime du contrôle total) - **Après l'art. 26** (p. 840) : se déclare favorable à l'amendement N° III-259 de M. Roland Grimaldi (recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187** (**78-79**)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1292) : coût pour les communes de l'indemnité de logement des instituteurs - Prise en compte du remboursement de l'indemnité-logement sur la dotation globale de fonctionnement - (p. 1293) : remboursement de l'indemnité de logement et nécessité d'abonder le montant de la dotation globale de fonctionnement.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1595) : situation dans la région Rhône-Alpes, notamment dans la vallée du Grésivaudan - Zone rurale et maintien de l'école - Longueur des transports scolaires et regroupement pédagogique - Vie agricole française et importance de l'exploitation familiale ; maintien de la possibilité de vie de famille en zone rurale - Indemnité de logement des instituteurs - (p. 1596) : ampleur du mouvement de protestation.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207** (**79-80**)] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2050) : opposition du groupe communiste à l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou, éventuellement, liberté totale des parties) - Statut du fermage ; pratique des pas-de-porte - (p. 2051) : endettement - **Art. 29** *ter* (p. 2058) : se déclare opposé à l'amendement N° 38 de la commission des lois (suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêt dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité) - Nécessité pour un agriculteur de pouvoir changer d'activité - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2074) : fixation des prix agricoles - Politique européenne et décision souveraine de la France - Statut des épouses d'exploitants - Spéculation foncière - Rôle des cumuls - Intégration de la production agricole au secteur agro-alimentaire - Aide à la coopération - Importations à bas prix par les multinationales du secteur agro-alimentaire - Lutte des travailleuurs et recul du gouvernement - (p. 2075) : le groupe communiste votera contre le projet.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299** (**79-80**)] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3098) : année du patrimoine et liquidation du service public des tabacs en France - Difficultés financières invoquées pour justifier la transformation du statut du SEITA - Efforts d'organisation de la profession : coopératives ; mutuelles ; centre de formation de Bergerac ; convention de recherche et d'assistance technique avec le SEITA - Caractéristiques des exploitations - Politique agricole commune et dégradation du soutien communautaire - Part croissante du marché détenue par les grandes Sociétés multinationales - (p. 3099) : inquiétudes exprimées par la fédération nationale des planteurs de tabac - Diminution des surfaces cultivées - Effort de reconversion vers le tabac blond et absence d'encouragement de la part du SEITA - Participation du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - Déficit de la CEE en tabac noir - Augmentation des ventes de cigarettes importées - Tabac blond - Menaces sur la situation de l'emploi au SEITA - Atteintes aux droits acquis - Division du personnel en deux catégories - Difficultés de trésorerie entraînées par le paiement des taxes à la sortie de fabrication - Campagne contre le tabagisme et distorsion de concurrence au détriment du SEITA dans la répartition des droits de publicité - Avantages consentis par les marques étrangères aux débitants de tabac et régression de la consommation des produits français - (p. 3100) : tabac blond et tabac noir - Transformation du statut fiscal en 1976 et apparition d'un déficit d'exploitation - Distorsion de concurrence au détriment du SEITA - Création au Sénat d'un groupe d'études du tabac - Concentration du marché international du tabac au profit de quelques grandes sociétés et obstacle constitué par l'existence de monopoles d'Etat - Evolution de la demande de tabac et déplacement vers des produits de substitution - Productivité de l'industrie du tabac et profits réalisés - Diversification des investissements des sociétés multinationales - (p. 3101) : influence de la publicité sur les goûts des fumeurs - Objectif de démantèlement des filières nationales - Atteintes déjà portées au monopole du SEITA par la législation communautaire - Possibilités importantes de développement du marché français du tabac - Mission de service public du SEITA et recherches sur le plan sanitaire : diminution des taux de nicotine et de goudron - Politique de déclin de la production française - Opposition du groupe communiste - (p. 3105) : mesures prises par le plan décennal à l'encontre des planteurs de tabac : diminution des surfaces de plantation et du nombre des contrats - (p. 3106) : évolution commerciale du SEITA et responsabilité du plan décennal de 1978 - Entraves mises au développement de la force de vente du service - Marché commun et libre concurrence - (p. 3107) : répartition des quotas de publicité et part faite au SEITA - Reconversion vers le tabac blond et concurrence des pays en voie de développement - Contrat d'entreprise : statut spécifique ou convention collective de rattachement.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3143) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), son sous-amendement n° 21 : respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac ; irrecevable aux termes de l'article 41 de la Constitution - Investissements réalisés par les jeunes planteurs de tabac et endettement - Maintien nécessaire des surfaces sous contrat et garantie des prix à la production - (p. 3145) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, se déclare favorable au sous-amendement n° 47 du Gouvernement (responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels), sous réserve de la précision, proposée par M. Henri Caillavet, relative au caractère prioritaire de l'approvisionnement sur le marché national - Observation rédactionnelle sur la prise en compte de « l'évolution du marché » - (p. 3147) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, se déclare opposé au sous-amendement n° 44 de la commission des lois (exclusion de tout avantage particulier au profit d'un actionnaire autre que l'Etat) - Dispositions de la loi de 1966, relatives à la minorité de blocage, et dérogation explicite nécessaire - Art

3 (p. 3178) : son amendement n° 22, soutenu par M. Raymond Dumont : statut des personnels du SEITA ; garantie des retraites ; rejeté - **Avant l'art. 1** *(suite)* (p. 3180) : son amendement n° 19, précédemment réservé et soutenu par M. Raymond Dumont : fiscalité des tabacs ; irrecevable.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 4933, 4934) : son amendement n° 19 : accélération des versements de régularisation aux communes ; rejeté - Difficultés de trésorerie des communes - **Art. 6** (p. 4939) : son amendement n° 22 : dotation spéciale attribuée aux communes dès la première année et égale à la totalité de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet - **Art. 7** (p. 4947) : opposition du groupe communiste à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - Détournement de fonds - Ambiguité - Absence d'engagement du Gouvernement - **Après l'art. 5** (p. 4953) : son amendement n° 20, soutenu par M. Camille Vallin : prise en compte des impôts sur les ménages et des capacités contributives des habitants de la commune pour le calcul de l'attribution de la dotation de péréquation ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 4955) : son amendement n° 23 : seuil de revenu brut du patrimoine communal au-dessous duquel il n'est pas fait réduction de l'attribution de fonctionnement minimale, pour les petites communes forestières ; retiré - (p. 4959) : son amendement n°24 : dotation particulière pour les communes accueillant un « campus universitaire » ; retiré.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4974) : son amendement n° 25, soutenu par M. Raymond Dumont : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 9** (p. 4977) : son amendement n° 26, soutenu par M. Raymond Dumont : modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5040) : son amendement n° 77 : création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France - (p. 5042) : soutient l'amendement n° 78 de M. Anicet Le Pors (perception au taux de 7 % de la TVA sur les véhicules achetés par les handicapés) - (p. 5046) : soutient l'amendement n° 85 de M. Hector Viron (création d'une allocation journalière de fin des droits d'indemnisation du chômage et surtaxe sur les hauts revenus) - (p. 5048) : son amendement n° 88 : collectivités publiques et exonérations partielle de la taxe intérieure sur le fuel domestique et diminution des privilèges fiscaux des sociétés immobilières d'investissement ; rejeté - **Art. 2** (p. 5051) : ses amendements n° 92 et 93 : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; rejetés - (p. 5060) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Marie-Claude Beaudeau (plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales) - **Art. 2** *ter* (p. 5065) : soutient l'amendement n° 160 de M. Camille Vallin (absence de recouvrement de la cotisation d'impôt sur le revenu et octroi d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables concernés) - **Après l'art 2** *quater* (p. 5069) : soutient l'amendement n° 96 de M.Hector Viron (bénéfice de la retraite à taux plein après trente-cinq ans de travail, à soixante ans pour les hommes et soixante-cinq ans pour les femmes et certaines catégories de travailleurs) - **Avant l'art. 3A** (p. 5070) : soutient l'amendement n° 98 de M. Anicet Le Pors (suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel dans les zones de la région Ile de France) - Soutient l'amendement n° 99 de M. Hector Viron (chômage total ou partiel et suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pendant un délai de six mois) - (p. 5071) : son amendement n° 100 : prise en charge intégrale des dépenses relatives aux transports scolaires et compensation de recettes ; rejeté - **Art. 3A** (p. 5076) : soutient l'amendement n° 101 de M. Anicet Le Pors (créations d'emplois et application de la déduction fiscale) - (p. 5079) : soutient l'amendement n° 102 de M. Anicet Le Pors (créations d'emplois et application de la déduction fiscale) - (p. 5079) : soutient l'amendement n° 102 de M. Anicet Le Pors (déduction fiscale et affectation à un fonds « Emploi-Investissement » géré par les comités d'entreprise) - (p. 5085) : aide à l'investissement et maintien des privilèges de certains secteurs économiques.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 3** *quater* (p. 5105) : son amendement n° 112, soutenu par M. Camille Vallin : suppression de cet article relatif à la possibilité d'un report d'imposition des plus-values ; rejeté - Proteste contre l'augmentation du droit de timbre applicable aux cartes de séjour des étrangers - **Avant l'art. 4** (p. 5107) : son amendement n° 104, soutenu par M. Camille Vallin : remboursement de la TVA aux associations déclarées selon la loi de 1901 ; abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Art. 6** (p. 5136) : son amendement n° 115 : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée Nationale, et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) ; rejeté - **Avant l'art. 8** (p. 5147) : son amendement n° 121, soutenu par M. Camille Vallin : remboursement aux communes des exonérations trentenaires d'impôts communaux des plantations sous régime forestier ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5322) : croissance rapide des cotisations sociales par rapport au revenu net des agriculteurs - (p. 5323) : question au gouvernement sur l'augmentation des prix agricoles en 1981 à obtenir des partenaires européens - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et participation des agriculteurs à la campagne d'austérité - Répartition des charges entre les agricultures familiale et industrielle, iniquité du système de calcul des cotisations cadastrales - Cotisations individuelles augmentant plus vite que les cotisations cadastrales - Régime discriminatoire pour les petits agriculteurs ; exemple des retraites - Rythme de croissance des prestations et des cotisations, disparition de l'agriculture familiale, exode rural, budget de l'Etat favorisant les multinationales - Nécessité d'une parité entre prestations des exploitants familiaux et des autres travailleurs, et d'une cotisation supportable pour les actifs agricoles - Solidarité nécessaire entre les agricultures familiale et industrielle et entre la paysannerie et la nation - Possibilité d'une taxation sur les produits agricoles importés et indexation de l'augmentation des cotisations sur la croissance des revenus - (p. 5325) : questions au gouvernement : calcul des cotisations cadastrales et discrimination entre exploitations familiales et grandes exploitations - Possibilité d'une indexation des cotisations sur l'augmentation des revenus nets des agriculteurs - Taxation du manioc et d'autres produits importés :exemple du lait - **Examen des crédits - Après l'article 49** (p. 5327) : problèmes des personnes âgées - Prélèvement d'une cotisation sur les exploitants pour alimenter le fonds additionnel d'action sociale et souhait d'une participation de l'Etat - Se déclare défavorable à l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement)

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5354) : collectivité rurale et conséquences de la réduction des crédits réservés aux adductions d'eau, à l'assainissement et à l'électrification - Autofinancement des communes et modicité de la dotation globale de fonctionnement - Elargissement de la compétence du Crédit agricole et non libération des quotas supplémentaires - Difficultés rencontrées par les exploitants familiaux - Producteurs de lait et conséquence de l'instauration d'une taxe de coresponsabilité - Répercussion de la politique agricole sur les éleveurs de mouton et de veau ; refus de la prime à la vache allaitante à certains éleveurs - Situation des producteurs de tabac et non application à leurs groupements du taux de réduction de la TVA ; insuffisance de l'abondement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - CEE et non respect de la règle de la préférence communautaire - Problèmes posés par un éventuel élargissement de la CEE - Nouvelle baisse du revenu des agriculteurs - Réduction des crédits destinés à la formation des agriculteurs ; problème de l'agrément des maisons familiales

Transports (28 novembre 1980) - En remplacement de M. *Anicet Le Pors,* rapporteur spécial (Marine marchande) (p. 5454) : importance de l'espace maritime français et absence d'une politique prioritaire d'exploitation dans le VIII[e] plan - Baisse en volume des crédits de la marine marchande - Stagnation des crédits des pêches maritimes et des cultures marines et vocation maritime de la France - (p. 5455) : diminution du nombre de bateaux de pêche ; causes de la crise - Poids des circuits de distribution - Diminution des crédits pour la modernisation des entreprises de pêche et l'industrialisation et la commercialisation des produits - Conflit des marins pêcheurs et aide aux carburants - Retard en matière d'agriculture ; subvention à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) - Calcul des pensions et différence entre le salaire réel et le salaire forfaitaire ; rapport Dufour - Question de l'allongement de la durée des congés - Diminution de la subvention allouée à la Société nationale de sauvetage en mer - Régression des crédits dévolus à la flotte de commerce et à l'équipement naval ; déficit de la balance des frets et passages - Faiblesse du taux de couverture du commerce extérieur à partir des ports français - Non réalisation du plan de développement de la flotte française pour les transporteurs de vrac - Commandes de bateaux à l'étranger et difficultés des chantiers navals - Protection de l'environnement marin ; *Tanio* et diminution des crédits - Etude de l'INRA sur les coûts de la catastrophe de l'*Amoco Cadiz* - Propositions de la commission concernant la pêche, la flotte de commerce et la polution maritime

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 40** *bis* (p. 6104) : reprend l'amendement n° 304 de M. Louis de la Forest : actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 42** (p. 6107) : son amendement n° 322 : harmonisation de l'évolution des bases des taxes professionnelles, d'habitation, foncières bâties et foncières non bâties ; rejeté - Problème de la majoration annuelle des bases existantes - (p. 6108) : nécessité de ne pas faire d'amalgames entre bases existantes et créations, renouvellements et extensions - **Après l'art. 42** (p. 6110) : sur l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit (application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques), son sous-amendement n° 358 : suppression des dispositions concernant la révision et la perception de l'imposition ; octroi d'une subvention exceptionnelle aux communes recevant des établissements universitaires bénéficiant d'une exonération permanente d'imposition ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 42** *bis* (p. 6113) : son amendement n° 357 : création par les conseils municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie affichable ; rejeté - (p. 6114) : soutient l'amendement n° 324 de M. Camille Vallin (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements recevant des plans, des informations ou certaines annonces) - (p. 6115) : son amendement n° 323 : cas de majoration de la taxe sur les emplacements publicitaires ; devenu sans objet.

Vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6140) : répartition des responsabilités au sein du Sénat et mise à l'écart des communistes - Haute cour de justice - (p. 6141) : caractère bloqué du débat budgétaire ; utilisation de l'article 40 de la Constitution - Intégration à la politique communautaire - Politique anti-sociale du gouvernement - Débat budgétaire et caractère de chambre d'enregistrement du parlement - Désaffection des sénateurs pour les séances - Action des sénateurs communistes - Dépôt d'une proposition de loi organique sur la procédure budgétaire - Interprétation de l'article 40 de la Constititon - Exécution de la loi de finances et information du parlement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 6282) : soutient l'amendement n° 4 de M. Bernard Michel Hugo (application aux communes non membres d'un syndicat communautaire d'aménagement et situées en zone d'agglomération nouvelle (ZAN) des dispositions du code des communes applicables aux communes membres d'un syndicat communautaire d'aménagement en ZAN) - (p. 6283) : son amendement n° 5 : revenu mensuel familial inférieur à quatre fois le SMIC revalorisé à 3.300 F et perception d'une allocation par enfant à charge ; compensation de recettes ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Avant l'art. 2** (p. 6286) : soutient l'amendement n° 6 de M. Serge Boucheny (validation de certains services pour la retraite) - **Art. 9** (p. 6291) : son amendement n° 7 déposé avec M. Anicet Le Pors : réduction des crédits supplémentaires accordés au titre des comptes de prêts et de consolidation ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6431) : se déclare favorable, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 134 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard repris par le gouvernement (modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles) - **Avant l'art. 8** (p. 6435) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - Biens vacants ou sans maître et frais importants supportés par les communes - Exemption fiscale pour les biens d'Etat.

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Art. 22** (p. 6528) : son amendement n° 140, soutenu par M. Anicet Le Pors : suppression de cet article relatif notamment à l'allègement de certaines cotisations agricoles ; rejeté.

JAVELLY (Maxime), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** [n° **476 (78-79)**] - (27 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2175) : déprédations du patrimoine rural - Importance de l'histoire et des coutumes.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - **Après l'art. 1** (p. 2204) : jeux de hasard que sont le loto et le tiercé - Sur l'amendement N° 3 de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille, soutenu par M. Pierre Schiélé

(principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public, à l'exception des casinos autorisés), se déclare favorable au sous-amendement N° 4 de la commission (monopole d'utilisation des machines à sous par les casinos autorisés ; conditions de fonctionnement) - **Après l'art. 2** (p. 2206) : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement N° 2 de la commission (application du privilège d'exploitation de plusieurs débits avec une seule licence, aux casinos).

JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu de nouveau membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est nommé de nouveau membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Industries agricoles et alimentaires** (n° **100**, tome **III**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2609** (J.O. Débats 10 novembre 1980) (p. 3849) à M. le ministre de l'Agriculture : le **lait et les produits laitiers (exonération de la taxe laitière de coresponsabilité dans les zones de piémont)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (11 avril 1980) (p. 1225).

n° **2723** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fromages (défense du gruyère de Comté)** - Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture (20 juin 1980) (p. 2902, 2903).

n° **2724** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de l'Industrie : le **jouet (industrie du) (situation de l'entreprise Jouef dans le Jura)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1401, 1402).

n° **2774** (J.O. Débats 8 mai 1980) (p. 1794) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**agriculture (classement en zone défavorisée des cantons de Gendrey et de Montmirey)** - Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture (20 juin 1980) (p. 2902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 350) : contradictions du projet - Notion de loi d'orientation et libéralisme officiel - Place laissée aux dispositions réglementaires - Diversité de l'agriculture française - Législation nationale et dispositions réglementaires de la CEE ; taxe sur le lait - (p. 351) : oppositions d'intérêts entre les producteurs agricoles et les industriels du secteur alimentaire - Exemple du lait et du fromage - Importance de la notion de régionalisation dans l'orientation des productions - Moyens financiers nécessaires à la mise en application du projet.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 462) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-114, soutenu par M. René Touzet, identique au sous-amendement N° I-144 de M. Robert Schwint : promotion des produits agricoles de qualité ; adopté le 28 février 1980 - (p. 464) : sur ce même amendement N° I-16, son sous-amendement N° I-113, soutenu par M. René Touzet : charges d'exploitation et prix de revient et compensation des handicaps naturels ; retiré le 28 février 1980.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. I** (p. 486) : sur l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), son sous-amendement N° I-115, déposé avec M. Christian Poncelet et soutenu par M. Michel Sordel : prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : son amendement N° IV-55 déposé avec M. Christian Poncelet et soutenu par M. Jean-Paul Hammann : rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne ; adopté.

— **Question orale avec débat : élimination des déchets** - (24 juin 1980) (p. 3059) : retard d'application de la loi de 1975 : exemple du département du Jura - Fixation du lieu de la décharge contrôlée - Problèmes techniques et financiers pour la mise en service des fours ; crise de la collecte sélective ; ramassage départemental - Exemption de l'application de la loi souhaitée par les élus des petites communes - Aide à l'investissement - Fonctionnement défectueux de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A N R E D) - Inégalité entre les usagers.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5533) : conditions d'examen de ce budget - Récente création du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires et passé syndical de M. Michel Debatisse - Industries agro-alimentaires et tutelle du Premier Ministre ; transformation des produits agricoles : exemple de la betterave - (p. 5534) : révolution agro-alimentaire et amélioration du niveau de vie des producteurs ; rôle du consommateur - Désertification des campagnes et promotion des produits agricoles - Utilisation de la main d'oeuvre locale - Mise en valeur des productions et aides aux initiatives régionales de promotion ; exemple des vignerons du Jura - Publicité et opinion publique - Economie nationale et place des industries agricoles et alimentaires en 1979 - Crédits affectés aux organismes d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS) et à la société interprofessionnelle des oléagineux (SIDO) - Primes d'orientation agricole (POA) et efforts en faveur des entreprises exportatrices - Modicité des crédits du secrétariat d'Etat et sélectivité des aides accordées ; difficultés rencontrées : conciliation entre intérêts des agriculteurs et

besoins industriels - Application des découvertes de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Concentrations nationales et multinationales et contrôle des industries agro-alimentaires - Intérêts de la France et règlement de la Communauté économique européenne (CEE) : retombées de la taxe de coresponsabilité - Intensification des fraudes et trafics, et position du groupe sénatorial de l'élevage : nécessité de constituer une commission d'enquête - Crédits de stockage et de conditionnement : exemple des fruits et légumes et des céréales - Politique gouvernementale de développement des industries agricoles et alimentaires et revenu des exploitants agricoles - Opinion publique et conséquences des destructions de récoltes - (p. 5535) : demande l'adoption de ce budget

JOUANY (André), sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1857) : son amendement N° 159 déposé avec M. Pierre Tajan : représentation du commerce de gros et de détail au Conseil supérieur d'orientation ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5595) : dégradation du commerce extérieur de la France en 1980 - Accroissement de la facture pétrolière ; adaptation insuffisante de l'appareil productif français à la concurrence internationale - Aide de l'Etat à l'exportation - Rôle du Centre français du commerce extérieur (CFCE) et des chambres de commerce et d'industrie - Conseils aux petites et moyennes industries ; problèmes de trésorerie et rôle de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ; octroi souhaitable par la COFACE d'avances sur indemnisation en cas de litige commercial entre un fournisseur français et un acheteur étranger

Santé et sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5921) : action sociale du ministère de la santé - Humanisation des hôpitaux - Coût des maisons de retraite - Aide ménagère à domicile - Insuffisance du nombre des travailleuses familiales - (p. 5922) : retard d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées : problème d'emploi ; appareillage ; aides personnelles - Egalité nécessaire de tous dans l'accès aux soins - Absence de vote favorable de la formation des sénateurs radicaux de gauche

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) - (p. 5992) : faible part dans le budget de l'Etat et importance économique du commerce et de l'artisanat - Zones rurales et importance du petit commerce - Rapport du VIIIe Plan et absence de pérennité de l'action commerciale - Bénéfice de prêts préférentiels pour le commerce ; exemple de l'artisanat - Charte des artisanats et non consultation du parlement - Problème du seuil des dix salariés - Cession de fonds et abolition de l'impôt sur les plus-values - Impôt sur le revenu et harmonisation fiscale ; application de l'abattement de 20 % - Inflation et hausse des plafonds des forfaits - Harmonisation en matière sociale ; non réalisation pour l'assurance-maladie - Inégalité des prêts à l'installation - Statut des femmes d'artisans et de commerçants - Lutte contre le travail « noir » - Assiette de la taxe professionnelle et demande du retour des centimes additionnels à la fiscalité d'Etat - Vote défavorable de la formation des sénateurs radicaux de gauche - (p. 5995) : intervient au nom de M. *Jacques Moutet* - Importance économique du commerce et de l'artisanat ; zones rurales et création d'emplois - Commerce et artisanat et croissance économique - Charte de l'artisanat : problème de la qualification des artisans - Caractère ponctuel des mesures entreprises - Adaptation de la réglementation au cas des entreprises individuelles - Centres de gestion agréés - Taxe professionnelle - Contraintes administratives et sociales et développement des entreprises - Prêts aux artisans et rôle du fonds de développement économique et social (FDES) - Qualification des artisans et loi du 30 octobre 1956 ; absence des décrets d'application - Vote favorable dans sa quasi unanimité du groupe de la gauche démocratique

JOURDAN (Pierre), sénateur de l'Ardèche (UREI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

JOZEAU-MARIGNE (Léon), sénateur de la Manche (UREI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

Est élu de nouveau juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dipositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales

et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait avec plusieurs de ses collègues au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 29 août au 12 septembre 1979 par une délégation de ces commissions, chargée d'étudier l'évolution des problèmes juridiques, économiques et financiers en République populaire de **Chine** (n° **238,** 1979-1980) (30 avril 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général (n° **267,** 1979-1980) (27 mai 1980) - **Conseillers généraux.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 7) : rapports pour avis de MM. Jean Nayrou et Jacques Thyraud sur les budgets de l'Intérieur et de la Justice, en novembre et décembre 1979 - (p. 8) : création nécessaire de 200 postes de magistrats nouveaux.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 660) : procédure de la prise en considération - (p. 661) : respect du principe juridique fondamental concernant la charge de la preuve ; sa conciliation avec le souci d'installation des jeunes agriculteurs - Se déclare favorable à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du tribunal de grande instance).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : s'oppose à l'amendement N° IV-22 de MM. Jacques Boyer-Andrivet et Jules Roujon, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (rédactionnel ; « aménagement foncier en milieu rural ») - **Art. 29** (p. 720) : s'oppose à l'amendement N° IV-29 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Henri Tournan (détermination des orientations générales de maîtrise de l'espace rural par une loi d'orientation) - Soutient l'amendement N° IV-13 de la commission des lois (principaux objectifs de l'aménagement rural) - (p. 721) : soutient l'amendement N° IV-14 de la commission des lois (consultation des services de l'Etat) - (p. 722) : soutient l'amendement N° IV-15 de la commission des lois (conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles) - (p. 724) : sur l'amendement N° IV-15, s'oppose au sous-amendement N° IV-66 de M. Paul Jargot (participation des collectivités locales concernées) - **Art. 29** *bis* (p. 725) : soutient l'amendement N° IV-16 de la commission des lois identique à l'amendement N° IV-7 de la commission des affaires économiques (suppression de cet art. dont les dispositions seront reprises plus loin) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : soutient l'amendement N° IV-17 de la commission des lois (dispositions du code de la construction et de l'habitation concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles) - (p. 727) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° IV-49 de M. Paul Jargot (permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole) - (p. 729) : s'oppose à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole) - (p. 730) : s'oppose à l'amendement N° IV-50 de M. Jean-Paul Hammann (installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols) - **Art. 30** *bis* (p. 731) : accepte l'amendement N° IV-8 de la commission des affaires économiques (part de surface agricole affectée à l'urbanisation de réserves foncières) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 51 de M. Paul Jargot (part de zones d'activités artisanales ou industrielles) - Soutient l'amendement N° IV-18 de la commission des lois (éléments à prendre en considération à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement) - **Après l'art. 30** *bis* (p. 732) : soutient l'amendement N° IV-19 de la commission des lois (prolongation du délai pendant lequel les SAFER peuvent conserver les biens acquis) - **Art. 31** (p. 733) : soutient l'amendement N° IV-20 de la commission des lois (protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants) - (p. 735) : soutient l'amendement N° IV-21 de la commission des lois (priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, dans le cas de déséquilibre de l'exploitation) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° IV-9 de la commission des affaires économiques (priorité d'attribution sur l'ensemble du territoire) - Accepte l'amendement N° IV-47 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics) - **Art. 31** *bis* (p. 737) : accepte l'amendement de forme N° IV-10 de la commission des affaires économiques - **Après l'art. 31** *bis* (p. 738) : s'oppose à l'amendement N° IV-53 de M. Paul Jargot (priorité des aides publiques aux entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois) - S'oppose à l'amendement N° IV-54 de M. Paul Jargot (marchés de travaux pouvant être attribués aux petites et moyennes entreprises locales).

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Rappel au règlement** de M. Charles Lederman (p. 938, 939) : délai limite pour le dépôt des amendements ; circonstances d'examen du texte - **Art. 2** (p. 948) : intervient sur l'amendement N° 17 de la comission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements) ; suggère un vote par division.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - (p. 1270) : délai d'examen par la commission des amendements relatifs à la compensation financière des transferts de compétences.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 91** (p. 1365) : son amendement N° II-187, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur ; adopté.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - (p. 2199) : discussion de la proposition de loi et dépôt tardif de sous-amendements par le gouvernement - Qualité et importance du travail de la commission des lois ; demande une suspension de séance pour examiner les sous-amendements gouvernementaux déposés en dernière minute - (p. 2200) : dépôt de la proposition au mois de novembre 1979 et caractère tardif de la concertation interministérielle.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) Président de la commission des lois (p. 2255) : déroulement des travaux en commission et en séance publique.

Suite de la discussion - (4 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2361) : opposition du gouvernement au

texte élaboré par le Sénat - Importance des travaux de la commission des lois, couronné par de nombreux scrutins publics —Utilité de la présentation du texte du Sénat en commission mixte paritaire.

— **Rappel au règlement** - (4 juin 1980) (p. 2331) : incidence sur le déroulement des travaux du Sénat de la déclaration du gouvernement sur l'accord intervenu à Bruxelles le 30 mai 1980.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4630) : ampleur du projet « sécurité et liberté » - Chronologie des travaux de la commission des lois et rythme soutenu du travail - S'oppose à une réunion du Sénat le dimanche 16 novembre 1980 - Qualité du travail du rapporteur.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4858) : impossibilité de remettre en cause un vote acquis antérieurement et article 43 alinéa 7 du règlement du Sénat - Déclare que le sous-amendement N° II-213 du gouvernement (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public), à l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé), est recevable.

— **Dépôt du rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés** - (4 décembre 1980) - (p. 5744) : dépôt du premier rapport de la commission ; comparaison avec celui de la Cour des comptes - Hommage au travail effectué.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6344) : qualité du texte présenté et élaboré par l'assemblée permanente des présidents des conseils généraux de France - Importance du statut de l'élu local - (p. 6345) : nécessité d'aboutir à un résultat quel que soit le moment de la session - Accord unanime au bureau des présidents des conseillers généraux de France - Demande le vote de cette proposition de loi.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - Président de la commission des lois - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6515) : importance du travail législatif accompli par le Sénat sur ce projet ; liberté d'expression des sénateurs dans le débat - Garanties prévues par le texte - Magistrats du siège et du parquet - (p. 6516) : organisation des travaux du Sénat et modification nécessaire de la Constitution - Proteste contre l'application par le gouvernement de la procédure d'urgence - Amendements du gouvernement au texte élaboré par la commission mixte paritaire - Importance du travail législatif accompli par le Sénat.

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767) ; en démissionne (14 octobre 1980) (p. 3876).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (14 octobre 1980) (p. 3889).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **29** (22 octobre 1980) (p. 3977) à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre : les **pensions de retraite (mensualisation des pensions de retraite)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement) (7 novembre 1980) (p. 4504, 4505).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Art. 91** (p. 1356) : votera cet article, relatif à la possibilité de recours gracieux des communes devant le conseil général par l'intermédiaire du préfet - (p. 1362) : se déclare favorable à l'amendement N° II-63 de la commission des lois (codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département) et, sur cet amendement, au sous-amendement N° II-301 du gouvernement (précisions sur la portée de cet article : autorité du préfet et contrôle du conseil général sur les services administratifs pour la partie de leur activité exercée pour le compte du département) - (p. 1373) : difficultés du calcul des redevances des collectivités locales en application du nouveau système - Modalités de rémunération des services de l'Etat par les collectivités locales.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - **Après l'art. 5** (p. 2285) : placements des petits épargnants dans le cadre de la loi Monory et gratuité des actions distribuées aux salariés - Se déclare favorable à l'amendement N° 21 de la commission des lois (1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2° apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital).

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 12** (p. 2340) : cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail et incitation pour certains salariés à changer d'entreprise - **Art. 21** (p. 2355) : s'interroge sur la création de nouvelles injustices lorsque des textes concernent le personnel de sociétés en plein développement n'éprouvant pas de difficultés financières, sans augmenter les salaires réels des cadres et des ouvriers qui se sacrifient pour que leur entreprise puisse survivre - Augmentation des charges des entreprises - (p. 2358) : se déclare défavorable à l'amendement n° 59 du gouvernement (taxe sur certains frais généraux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices industriels et commerciaux et relèvent d'un régime réel d'imposition, et, pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux de 50 %) - Se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission des lois (inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions).

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3145) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), se déclare favorable au sous-amendement n° 47 du Gouvernement (responsabilité de l'Etat en matière de production nationale

de tabac, et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5730, 5731) : problème du maintien de l'encadrement du crédit pour les demandes de prêts pour constructions de maisons individuelles - Progrès réalisés

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6058) : multiplicité des causes du chômage en France - Répartition du travail disponible - Travail des femmes - Salaire parental - Formation des jeunes - Crise de l'industrie - (p. 6059) : compétitivité - Charges salariales - Niveau de vie à Paris et à Prague - Augmentation des charges salariales indirectes - Taxe professionnelle - Solidarité nécessaire

K

KAUSS (Paul), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2814** (30 juillet 1980) (p. 3476) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **auxiliaires médicaux (sages-femmes et auxiliaires médicaux : attributions des bourses d'études)** - Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (7 novembre 1980) (p. 4511).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]**

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1247) : transfert de propriété et transfert de l'entretien - Modalités de répartition des charges entre l'Etat les collectivités locales pour les constructions scolaires - Se déclare favorable à l'amendement N° II-107 de la commission des affaires culturelles (convention entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges).

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels [n° 240 (79 - 80)]** - (11 juin 1980) - **Art. 8** *bis* (p. 2594) : son amendement n° 59 : 1° délivrance de l'habilitation en Alsace et en Moselle par les chambres de commerce et d'industrie ou les chambres de métiers « compétentes » ; adopté ; 2° qualification des responsables de la formation alternée identique à celle des responsables de l'apprentissage ; retiré - **Art. 15** *bis* (p. 2602) : son amendement n° 61, identique à l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à l'apprentissage ; rejeté - Concurrence entre l'apprentissage et la formation alternée - **Art. 16** *bis* (p. 2605) : son amendement n° 64 identique à l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article relatif aux formations alternées dans l'industrie ; retiré - **Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° 65, identique à l'amendement n° 119 de M. Jacques Mossion qu'il soutient également : suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance ; rejeté - (p. 2610) :son amendement n° 66 : modification des quotas consacrés à l'apprentissage et à l'alternance et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle ; rejeté - **Art. 20** (p. 2612) : son amendement n° 67 : possibilité pour les compagnies consulaires de conclure avec l'Etat des conventions-cadres pour la formation alternée ; adopté - Participation souhaitable des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture - **Art. 20** *quater* (p. 2614) : son amendement n° 68 identique à l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Blanc, qu'il soutient également : suppression de la disposition limitant à l'industrie le bénéfice de l'exonération des charges sociales pour les contrats de formation alternée ; retiré - **Art. 21** : son amendement de coordination n° 69, identique à l'amendement n° 98 de M. Marcel Rudloff ; adopté.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° 32 (80-81)]** - (19 novembre 1980) - **Après l'art. 5** (p. 4953) : son amendement n° 50 : pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe d'habitation, après abattement ; retiré - (p. 4954) : son amendement n° 51 : pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe professionnelle, après abattement ; retiré - Son amendement n° 52 : modalités d'appréciation de l'impôt sur les ménages dans les communes membres d'un syndicat à vocation multiple ; retiré - Impôt communal et impôt syndical - SIVOM.

L

LABEGUERIE (Michel), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UCDP).

Décédé le 28 juillet 1980 (2 octobre 1980) - Eloge funèbre (8 octobre 1980) (p. 3788).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage pour les conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **269**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des **familles** nombreuses (n° **309**, 1979-1980) (12 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **361**, 1979-1980) rejeté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des **familles** nombreuses (n° **362**, 1979-1980) (27 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des **familles** nombreuses (n° **370**, 1979-1980) (30 juin 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2698** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : le **contrôle des naissances (dissolution du centre d'information sur la régulation des naissances)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2722).

Questions orales avec débat :

n° **286** (18 octobre 1979) (p. 3385) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : le **travail des femmes (protection des femmes enceintes salariées)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1675 et suivantes).

INTERVENTIONS

— Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale - (6 mai 1980) - (p. 1680) : protection de la femme enceinte salariée : risque de prématurité - Congé de maternité et congé parental - (p. 1681) : étude de rationalité des choix budgétaires de 1970 sur la périnatalité - Conséquences humaines et économiques des phénomènes liés à la grossesse et à l'accouchement - Recueil de statistiques dans les maternités en France - Politique d'information - Amélioration de la surveillance médicale des femmes enceintes - Nombre des consultations prénatales ; surveillance particulière des grossesses à risques - Accords interprofessionnels dans certaines branches pour l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes - Extension possible par voie de conventions collectives - Etat des études en cours.

— Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2796) : allongement du congé de maternité, porté à 6 mois pour les mères de famille de trois enfants ; regroupement des allocations post-natales en une seule prestation ; droit d'accès aux équipements collectifs ; institution d'un revenu familial garanti en faveur des familles nombreuses les plus défavorisées - Absence de véritable politique familiale attendue par le Parlement - Volonté nataliste plus prononcée - Assouplissement des règles de répartition du congé de maternité avant et après la naissance - Dans le nouveau système de gestion de l'allocation post-natale, soin confié aux médecins de la protection maternelle et infantile de prendre la décision de suspendre ou d'interrompre le versement des prestations - (p. 2797) : élargissement du droit d'accès aux crèches alors que ne sont pas créées de places supplémentaires - Attribution, essentiellement aux salariés, d'une allocation différentielle.

Intitulé du titre I (p. 2820) : s'oppose à l'amendement N° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (« allongement à six mois du congé maternité ») - **Art. 1 A :** amendement N° 1 de la commission des affaires sociales : modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de famille de moins de trois enfants ; adopté - (p. 2821) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 111 de Mme Cécile Goldet (prolongation à 26 semaines du congé de maternité pour toutes les grossesses) et accepte les sous-amendements de M. Jean Béranger N° 98 (allongement du congé prénatal au bénéfice de toutes les familles) et N° 99 (variation des périodes d'indemnisation antérieure et postérieure à l'accouchement) - **Art. 1** (p. 2822) : amendement N° 2 de la commission : assouplissement de la répartition du congé avant et après la naissance ; extension aux familles nombreuses du bénéfice de la prolongation de deux semaines en cas de naissances multiples ; adopté - (p. 2823) : accepte les amendements de Mme Cécile Goldet N° 113 (prise en considération de toutes les naissances d'enfants, qu'ils soient nés viables ou pas) et N° 114 (définition identique des enfants « nés viables » en cas de naissances multiples) - (p. 2824) : accepte l'amendement N° 78 de M. Jean Francou, soutenu par M. Marcel Rudloff (remboursement à l'employeur de la partie de l'indemnité des congés payés relative à la durée du congé de maternité, par la caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole) - **Après l'art. 1 :** amendement N° 3 de la commission : rédactionnel ; prolongations justifiées par des motifs d'ordre médical, de la durée du congé de maternité ; adopté - (p. 2825) : amendement N° 4 de la commission : insertion dans un seul art. L. 298-3 du code de la sécurité sociale de l'ensemble des dispositions relatives au congé d'adoption ; adopté - **Avant l'art. 3 :** s'oppose à l'amendement N° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour toute femme en état de grossesse, sur justification médicale, d'obtenir son affectation à un poste de travail moins pénible avec maintien de son salaire antérieur) - (p. 2826) : s'oppose à l'amendement N° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de toute référence à une année d'ancienneté dans l'entreprise pour le maintien de leur rémunération pendant leur grossesse pour les femmes qui changent d'affectation sur leur demande) - S'oppose à l'amendement N° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour toute femme enceinte soumise aux horaires du travail posté d'obtenir son affectation dans un poste à horaire normal ou au moins la réduction de son temps de travail sans réduction de salaire) - S'oppose à l'amendement N° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réduction de la durée journalière de travail de la femme enceinte dès le début du quatrième mois de grossesse) - S'oppose à l'amendement N° 38 de Mme Marie-Claude

Beaudeau (rémunération comme temps de travail du temps passé aux consultations pré-natales obligatoires et à la préparation à l'accouchement psycho-prophylactique) - S'oppose à l'amendement N° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau (obligation pour l'employeur d'accorder le temps nécessaire sans réduction de salaire aux maris qui désirent participer à la préparation de l'accouchement psycho-prophylactique et à l'accouchement) - **Art. 3** (p. 2827) : amendement N° 5 de la commission : interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée en état de grossesse médicalement constatée, pendant l'intégralité des périodes de suspension du contrat de travail et « pendant les quatre semaines qui suivent l'expiration de ces périodes » ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau (interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée pendant les quatre semaines suivant la date de reprise du travail après un accouchement ou une adoption) - **Art. 4** (p. 2828) : amendement N° 6 de forme de la commission ; adopté - (p. 2829) : amendements N° 8, 9 et 10 de coordination de la commission ; adoptés - Amendement N° 7 de forme de la commission ; adopté - Amendement N° 11 de coordination de la commission ; adopté - **Avant l'art. 5** : s'oppose à l'amendement N° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Pierre Gamboa (création au profit de la sécurité sociale d'une nouvelle recette assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés ; calcul de cette recette afin que son rendement permette que toute femme enceinte fasse l'objet d'au moins sept examens en cours de grossesse et d'un examen post-natal dans les huit semaines suivant l'accouchement) - S'oppose à la demande de réserve formulée sur cet amendement.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Avant l'art. 6** (p. 2835) : s'oppose à l'amendement N° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation des cotisations pour allocations familiales et, en conséquence, du montant de l'allocation post-natale) - **Art. 6** (p. 2836) : équilibre à conserver entre protection sanitaire et régularité des soutiens financiers aux familles - (p. 2837) : accepte l'amendement N° 58 de M. Jean Mézard (fractionnement de l'allocation post-natale et principe de la majoration des prestations en faveur des familles nombreuses) - **Art. 8** (p. 2838) : amendement N° 13 de la commission des affaires sociales : conditions d'attribution des majorations de l'allocation post-natale ; retiré - **Avant l'art. 9** (p. 2839) : s'oppose à l'amendement N° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création de crèches et financement par la suppression du privilège fiscal des provisions) - **Art. 9** : s'oppose aux amendements N° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Marcel Gargar (accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés et élargissement des conditions d'accueil) et N° 120 de Mme Cécile Goldet (suppression de cet art. concernant l'accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 110 du gouvernement (priorité d'accès aux équipements publics et privés pour les enfants de plus de trois ans) - **Après l'art. 9** (p. 2840) : amendement N° 14 de la commission : conditions d'attribution des cartes de priorité aux mères de famille nombreuse ; adopté - (p. 2841) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 80 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (politique familiale et droit au logement) - **Art. 11** : revenu familial minimum garanti ; octroi d'une prestation à caractère différentiel aux salariés et forfaitaire pour les non-salariés et salariés au revenu inférieur au SMIC - Proposition socialiste d'une prestation familiale attribuée sans condition de ressources - Difficultés d'application d'un revenu familial garanti en fonction des ressources réelles des intéressés - (p. 2842) : proposition de la commission de l'extension du bénéfice de l'allocation différentielle aux familles les plus défavorisées - Proposition de M. *Jean Chérioux* de création d'un supplément familial au complément familial de la loi de 1977 - (p. 2843) : amendement N° 18 de la commission : octroi d'une prestation sociale familiale unique aux personnes exerçant une activité salariée ou « assimilée » ; adopté - S'oppose aux amendements N° 85 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution), N° 121 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Robert Schwint (création d'un revenu minimum familial sans condition de ressources), N° 103 de M. Jean Béranger, soutenu par M. René Touzet (attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti) et N° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement du revenu familial sans condition d'activité salariée) - Accepte l'amendement N° 64 de M. Jean Chérioux (modalités d'attribution d'un supplément de revenu familial aux personnes ou ménage élevant au moins trois enfants) - **Intitulé du titre IV** (p. 2845) : amendement N° 15 de la commission : de forme ; « titre IV - Revenu familial » ; rejeté - **Intitulé du chapitre Ier** : amendement N° 16 de la commission : de forme ; « chapitre Ier - Dispositions applicables en France métropolitaine » ; adopté - **Avant l'art. 10** (p. 2846) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau N° 45, soutenu par M. Marcel Gargar (augmentation et évolution du salaire minimum de croissance) et N° 46(ressources des caisses d'allocations familiales et suppression du privilège fiscal des entreprises) - **Art. 10** (p. 2849) : s'oppose aux amendements N° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant) et N° 48 de M. Marcel Gargar (extension aux départements d'outre-mer du système des prestations familiales) - **Intitulé de section** : amendement N° 17 de la commission : de forme ; « section I - revenu familial garanti » ; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 2850) : demande le retrait de l'amendement N° 84 de M. Pierre Schiélé soutenu par M. André Rabineau (compensation des charges familiales et budget annexe des prestations familiales) - **Après l'art. 11** : à propos du principe et des conditions d'extension à certaines catégories de personnes du revenu minimum familial, amendements de la commission N° 19 ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution, et N° 142 ; adopté - **Art. 12** (p. 2852) : s'oppose à l'amendement N° 50 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (montant du revenu familial ; prise en compte des enfants effectivement à charge et négociation du montant avec les syndicats et associations représentatives) - **Art. 13** : amendement N° 20 de coordination de la commission ; adopté - **Intitulé de section avant l'art. 14** : amendement N° 21 de la commission : de forme ; « section II - supplément forfaitaire du revenu familial » ; adopté - **Art. 14** (p. 2853) : demande le retrait de l'amendement N° 86 de M. Pierre Schiélé soutenu par M. André Rabineau (principe et modalités de fixation du coût familial de l'enfant) - Amendements de la commission N°22 et 23 de coordination ; adoptés - Amendement N° 137 de la commission : supplément de revenu familial et fixation des conditions de ressources par décret ; adopté - Amendement N° 24 de la commission : attribution du supplément forfaitaire de revenu familial ; ressources supérieures au plafond fixé par décret et possibilité de percevoir une allocation différentielle ; adopté - **Art. 15** (p. 2854) : demande le retrait de l'amendement N° 87 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (responsabilité conjointe de l'éducation et de l'entretien des enfants pour le père et la mère sauf décision judiciaire) - Amendement de coordination N° 25 de la commission ; adopté - Amendement d'harmonisation N° 138 de la commission ; adopté - Amendement N° 143 de coordination de la commission ; adopté - **Intitulé de section avant l'art. 16** (p. 2855) : amendement N° 26 de la commission : de forme ; « section III - Dispositions communes » ; adopté - **Avant l'art. 20** (p. 2856) : s'oppose à l'amendement N° 51 de Mme Marie-Claude Beaudeau (caisses d'allocations familiales et création d'une recette assise sur le montant des provisions en franchise d'impôt constituée par les entreprises d'assurance) - **Art. 20** : accepte l'amendement N° 75 de M. Jean Chérioux (supplément de revenu familial et exclusion de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement des

conditions de ressources) - **Après l'art. 20** (p. 2857) : amendement N° 28 de la commission : allocation de parent isolé ; garantie d'un revenu au moins égal au revenu familial minimum ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Avant l'art. 21 :** s'oppose à l'amendement N° 52 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (caisses d'allocations familiales et création d'une reccette sur les résultats bruts d'exploitation des entreprises de chimie) - **Art. 21** (p. 2858) : amendement N° 29 de la commission : suppression de cet art. prévoyant la mise en application du chapitre Ier le 1er janvier 1981 ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 136 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Robert Laucournet (application du titre IV au 1er juillet 1980) - **Intitulé du chapitre II :** - amendement N° 30 de la commission : de forme ; « chapitre II - dispositions applicables aux départements d'outre-mer » ; adopté - **Art. 22** (p. 2859) : amendement N° 139 de la commission : d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 53 de M. Marcel Gargar (suppression de cet art. et application de droit du revenu familial minimum aux départements d'outre-mer) - Accepte l'amendement N° 59 de M. Louis Virapoullé (parité du revenu familial forfaitaire versé outre-mer avec celui de la métropole - (p. 2860) : taux de chômage outre-mer et importance des habitants totalisant les jours d'activité minimum nécessaires pour bénéficier des prestations familiales) - **Art. 23** (p. 2861) : accepte l'amendement N° 60 de M. Louis Virapoullé (suppression de cet art. donnant pouvoir au gouvernement pour fixer les modalités d'attribution du revenu familial minimum) - **Art. 24 :** amendement N° 140 de la commission : d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture ; adopté - **Intitulé du chapitre III :** amendement N° 141 de la commission : de forme ; « chapitre III - dates d'entrée en vigueur » ; adopté - **Art. 25 :** amendement N° 31 de la commission identique à l'amendement N° 77 de M. Jean Chérioux : entrée en vigueur au 1er janvier 1981 des dispositions du titre IV ; retiré au profit de l'amendement N° 77 - **Après l'art. 25** (p. 2862) : accepte l'amendement N° 94 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (réévaluation semestrielle des prestations familiales) - Demande le rejet de l'amendement N° 95 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (droit d'expression à la radio et à la télévision de l'UNAF et des unions départementales) - (p. 2863) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Schiélé, soutenus par M. Adolphe Chauvin N° 96 (consultation de l'UNAF et des unions départementales sur toutes les questions qui les intéressent) et N° 97 repris par M. Jean Chérioux (assimilation des représentants de l'UNAF et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux) - (p. 2864) : s'oppose à l'amendement N° 108 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Jean Chérioux (création d'un statut de parainage éducatif) - (p. 2865) : accepte l'amendement N° 109 du gouvernement (composition du conseil d'administration de l'union nationale des associations familiales ; suppression de l'exigence d'avoir à charge plusieurs enfants mineurs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2868) : volonté de consertation du gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265** (**79-80**)] - (24 juin 1980) - **Après l'art. 15** *octies* (p. 3073) : son amendement n° 1, soutenu par M. Pierre Schiélé : délai de régularisation pour les installations anciennes qui n'auront pas modifié le seuil du barrage ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** - *Deuxième lecture* [n° **361** (**79-80**)] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3250) : emploi de la procédure du vote bloqué et rejet du projet par l'Assemblée nationale - Protection de la femme contre le licenciement - Regroupement des allocations post-natales - Extension du bénéfice du revenu familial garanti - Création d'une allocation différentielle - Nécessité de relever les allocations post-natales - Application de la loi dans les départements d'Outre-mer.

Art. 1 (p. 3251) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation à huit semaines au minimum du congé prénatal) - **Art 2** (p. 3252) : s'oppose à l'amendement de codification n° 3 du Gouvernement - **Après l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement de forme n° 4 du Gouvernement - **Art. 6** (p. 3254) : demande le rejet de l'amendement n° 5 du Gouvernement (regroupement des allocations post-natales et renforcement du contrôle sanitaire) - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Marie-Claude Beaudeau (ouverture des équipements collectifs à tous les enfants de famille nombreuse) - **Art 22** (p. 3255) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 6 du Gouvernement - **Art 23 :** s'oppose à l'amendement n° 7 du Gouvernement (application de la loi et intervention d'un décret) - **Intitulé de titre :** s'oppose à l'amendement n° 8 du Gouvernement (de forme ; « titre V : dispositions diverses »).

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie,** fait au nom de la commission des affaires sociales, **sur la proposition de loi** [n° **527** (**77-78**)] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois** [n° **320** (**78-79**)] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3363) : conclusions unanimes de la commission - Importance du travail des femmes en France - Crise démographique - Rapport de Mme Evelyne Sullerot au Conseil économique et social - Colloque national sur la démographie française - Nécessité du troisième enfant - Crise de l'emploi - Conciliation du travail féminin et de la maternité - Indemnisation du congé parental d'éducation - Financement de cette mesure par les institutions de l'assurance chômage - (p. 3364) : exemple des pays étrangers : Allemagne fédérale - Propositions d'Alfred Sauvy - Aide aux familles instituée par le Conseil de Paris - Adoption en janvier 1979 de l'amendement Henriet au projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi - Approbation par la commission unanime de la proposition de loi - Hommage à M. *Jacques Henriet* à l'approche de l'expiration de son mandat.

Art. 1 (p. 3369) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (financement de cette prestation par les caisses d'allocations familiales au moyen d'une augmentation du taux des cotisations patronales) - **Art. 2** (p. 3370) : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Hélène Luc (allocation égale au SMIC) - **Après l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Hélène Luc (extension du champ d'application de la loi de 1977 sur le congé parental d'éducation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de Mme Hélène Luc (suppression de la condition d'âge de l'enfant en cas d'adoption) - (p. 3371) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Hélène Luc (prise en compte de la totalité du congé parental d'éducation pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 6 de Mme Hélène Luc - S'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Hélène Luc (impossibilité de licenciement du salarié dans l'année qui suit la fin du congé parental).

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370** (**79-80**)] - (30 juin 1980).— Rapporteur.— **Discussion générale** (p. 3401) : mères de familles nombreuses et modalités de répartition du congé de maternité - Prolongation de la période de non licenciement - Durée de la période de suspension du contrat de travail - Principe du regroupement des allocations post-natales et assouplissement des conditions de suspension et d'interdiction du versement des prestations familiales - Ouverture des équipements collectifs aux enfants de plus de deux ans des mères de familles nombreuses - Détermination par décret des bénéficiaires du revenu minimum - Supplément forfaitaire de revenu familial et allocation différentielle - Application dans les départements d'Outre-mer et conditions d'activité professionnelle.

Art. 6 (p. 3403) : versement des fractions d'allocations post-natales et obligation d'un contrôle médical - Importance psychologique de la globalisation des allocations post-natales - Rend hommage au travail de M. *Jean Mézard* au sein de la commission des affaires sociales.

LABONDE (Pierre), sénateur de l'Aube (UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **385** rectifié, 1979-1980) portant extension aux départements d'Outre-Mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées (n° **43**, 1980-1981) (22 octobre 1980) - **Alcools.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 5** (p. 523) : son amendement N° I-138, déposé avec M. Serge Mathieu et soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique à l'amendement N° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann : cotisations sur les produits importés ; adopté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural :* son amendement N° II-96 déposé avec M. Jean-Paul Hammann et soutenu par M. Jacques Braconnier : cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles ; adopté.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 772) : son amendement N° III-262 : possibilité pour les sociétés d'assurance de se grouper pour acquérir des parts de GFA ; devenu sans objet.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 22 D** (p. 2035) : son amendement N° 100 : reconnaissance de droit d'un GAEC, conformité nécessaire de ses statuts et nécessité pour ses membres de satisfaire aux dispositions légales et réglementaires ; adopté - **Art. 26** *sexies* (p. 2051) : se déclare opposé à l'amendement N° 130de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou, éventuellement, liberté totale des parties) - Instauration de la liberté des prix entre les parties et difficulté d'installation pour les jeunes agriculteurs disposant de peu de moyens.

— **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - Rapporteur. - **Discussion générale** (p. 4210) : extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret de 1935 sur les appellations d'origine et de la loi de 1941 sur la circulation des eaux-de-vie - Problème particulier des céréales et des betteraves à sucre - Production de rhum ; techniques de fabrication et propriétés gustatives différenciées - Demande de délivrance d'une appellation auprès de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) - Protection des appellations d'origine et revendication de l'appellation « rhum agricole » - Diminution de la consommation globale de rhum et progression régulière de celle du rhum agricole - Proposition d'adoption du projet de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6349) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Carat (indemnités de fonction et référence aux indices de la fonction publique en fonction de la population départementale) - Indemnités versées aux conseillers généraux et modulation en fonction de la population départementale - **Art. 8** (p. 6351) : son amendement n° 1 : principe et modalités d'application du versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre ; adopté.

LACOSTE (Robert), sénateur de la Dordogne (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

LACOUR (Pierre), sénateur de la Charente (UCDP).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **59** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de la Coopération : les **pays en voie de développement (aide médicale aux pays du Tiers Monde).**

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4164) : Communauté économique européenne (CEE) et danger pour l'agriculture française de l'importation croissante de produits fourragers par nos partenaires - Répercussions sur la céréaliculture ; concurrence entre les céréales françaises et les céréales importées des pays du tiers monde et conséquences possible sur les rentrées de devises - Répercussions des importations de produits de substitution sur les producteurs de lait et de porc français - Taxe de coresponsabilité payée par les éleveurs européens - Concurrence entre les production animales françaises et celles des grandes zones portuaires du Bénélux : déficit français dans le secteur porcin - Affaiblissement de la compétitivité de certaines industries agro-alimentaires : meunerie, amidonnerie - (p. 4165) : nécessité de prendre des mesures pour une taxation normale des importations de produits de substitution.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5077) : son amendement n° 52 soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application aux offices publics ministériels, individuels ou exerçant sous la forme d'une société civile professionnelle ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5115) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Dispositions du projet initial du gouvernement et risque de catastrophe pour les producteurs d'armagnac, de calvados et d'eaux-de-vie de fruits récoltés dans l'est de la France - Cas des apéritifs anisés - (p. 5116) : stagnation ou fléchissement des ventes de cognac et danger d'un alourdissement excessif de sa fiscalité - Rapport net en devises - Balance commerciale de la France - Arrêt de la Cour de justice européenne sur la taxation des boissons alcoolisées - Dispositions fiscales appliquées aux produits français en Angleterre et en Irlande - Suppression de la discrimination sur les wiskies et taxation des vins français comme la bière britannique - (p. 5125) : son amendement n° 8 : modification du barème de taxation des alcools ; devenu sans objet - (p. 5130) : sur le même thème, intervient contre l'amendement n° 44 de la commission des finances.

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5296) : nécessité d'une décentralisation de la culture - Recul de la culture européenne dans le monde - Réveil des cultures régionales et locales - Disparition d'une conception élitiste de la culture - Insuffisance des efforts en faveur de la province et du milieu rural - Système de démocratie représentative et système de démocratie réelle et participative au niveau des communautés territoriales - Création d'une citoyenneté culturelle - Dimensions culturelles du développement - Promotion et vocation des collectivités territoriales ; cadre privilégié de la région - Lien entre décentralisation administrative et développement culturel - (p. 5297) : création d'un office régional de la culture en Poitou-Charente - Aspiration des jeunes à un nouveau cadre de vie - Qualité de l'action du Conseil de l'Europe

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6379) : irréalisme de la politique gouvernementale - Article 4 du projet et taxation des alcools ; refus du compromis proposé par l'Assemblée nationale - Sort de la Charente.

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6522) : son amendement n° 1 : création d'une commission tripartite pour examiner les incidences économiques et sociales du nouveau régime de taxation des alcools ; irrecevable aux termes de l'article 41 de la Constitution.

LA MALENE (Christian de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 42** (p. 6108) : soutient l'amendement n° 356 de M. René Tomasini (valeur locative moyenne et majoration des abattements fixés en valeur absolue par application du coefficient appliqué pour les propriétés bâties).

LARCHE (Jacques), sénateur de la Seine-et-Marne (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **259**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale, portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les **lois** (n° **332**, 1979-1980) (24 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique (n° **260**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les **lois organiques** (n° **333**, 1979-1980) (24 juin 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 485, 486) : intervient sur le sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - (p. 487) : se déclare favorable à l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), et au sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Sordel (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) - (p. 494) : se déclare opposé à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (rôle consultatif et pouvoirs de délibération du conseil supérieur d'orientation).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 583) : se déclare favorable aux amendements identiques N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-11 de M. Charles Lederman, II-31 de la commission des affaires

sociales et II-37 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles) - (p. 584) : responsabilité gouvernementale pour l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du texte sur les régimes matrimoniaux voté par le Sénat.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 676) : priorité respective du droit de préemption de la SAFER et du preneur - **Art. 15** (p. 684) : nécessité de laisser une liberté entière aux caisses du Crédit agricole - Se déclare favorable à l'amendement N° III-56 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 727) : se déclare favorable aux amendements N° IV-65 de la commission des affaires économiques (dispositions du code civil concernant les dommages causés par des nuisances dues à une activité agricole) et N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles - (p. 728) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 774) : problèmes de fond posés par cet art. - Difficultés financières des agriculteurs et appel à une épargne extérieure - Dangers présentés par le plafond de 65 % du capital social prévu par l'amendement N° III-90 de la commision des lois ; risque de pénétration du capital étranger : se déclare opposé à l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA) et à l'amendement N° III-62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un GFA) - Se déclare favorable à l'amendement N° III-187 de M. Roland Boscary-Monsservin (limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales, membres d'un GFA, à la moitié du capital social).

— Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [n° **19 (79-80)**] - (3 avril 1980) - **Art. 11** (p. 1022) : se déclare défavorable à l'amendement N° 109 de M. Charles de Cuttoli (suppression des dispositions de cet article prévoyant la nomination directe au second grade de la hiérarchie judiciaire des attachés d'administration du conseil d'Etat).

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980 - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1241) : décision individuelle de fréquenter une autre école que celle de la commune ; les charges conséquentes subies par la commune - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1246) : réapparition des financements croisés par le transfert de bâtiments réalisés avec un emprunt en cours de remboursement.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1338) : intervient sur l'amendement N° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II) - Principe des compensations financières devant accompagner les transferts de charges, évoqué par M. Josy Moinet - (p. 1339) : délai d'application du projet et date retenue pour le dépôt du rapport au Parlement, évoquée par M. Adolphe Chauvin - **Avant l'art. 89** (p. 1349) : intervient sur l'amendement N° II-70 de la commission des lois (responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles) - Jurisprudence du Conseil d'Etat et application du plan ORSEC - **Art. 91** (p. 1358) : ne votera pas cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général : maintien de la pratique actuelle.

— Projet de loi d'orientation agricole - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 2043) : intervient sur l'amendement N° 29 de la commission des lois (principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières).

— Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2272) : utilisation abusive par le Gouvernement de la procédure d'urgence - Droits du Parlement et équilibre des pouvoirs - (p. 2273) : caractère contestable des dispositions du projet : principe de la gratuité des distributions d'actions ; prise en charge par l'Etat et par l'entreprise ; coût pour la collectivité - Inopportunité de la gratuité dans les circonstances ; acquisition d'actions par les petits épargnants ; accès privilégié au marché boursier permis par la loi Monory ; solution de facilité de la gratuité - Valeur de l'effort.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 15** (p. 2349) : corrélation entre le principe de la non gratuité des actions et l'information des salariés - (p. 2351) : se déclare favorable à l'amendement n° 65 de la commission des lois (Information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputées sur les fonds de la formation professionnelle) - **Art. 21** (p. 2359) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission des lois (inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions) - Présomption de constitutionnalité des textes adoptés par le Parlement tant qu'ils n'ont pas été déclarés inconstitutionnels par le conseil constitutionnel - Arbitrages budgétaires entre la mise en oeuvre des nouvelles dispositions et la construction d'écoles maternelles, par exemple.

— Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3225) : crainte d'une nouvelle guerre et nécessité de consolidation de la paix - Détermination soviétique et faiblesse de l'occident ; détente et interventionnisme socialiste - Attitude offensive de l'Union soviétique : Tchécoslovaquie ; Afghanistan - (p. 3226) : ambiguïté des relations franco-soviétiques : intérêts communs à court et moyen terme - Déclaration du président de la République sur la sécurité en Europe et sur les moyens nucléaires actuels et nouveaux de la France - Condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan et mise en péril de la paix mondiale - Initiatives du président de la République dans ce domaine - Problème de la survie économique de l'occident - Affaiblissement de l'occident - Accords de Bretton-Woods - Crise du pétrole : conséquences économiques - Aide nécessaire aux pays en voie de développement ; préoccupations propres à chaque pays de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - Efforts de paix au Moyen-Orient et rétablissement de l'équilibre international.

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [n° **327 (79-80)**] - (4 novembre 1980) - **Question préalable** (p. 4376) : nécessité d'examiner le projet « sécurité et liberté » et importance du texte adopté par le Sénat lors de la réunion de la commission mixte paritaire - Evolution de la société et nécessité d'une révision du droit pénal français - (p. 4377) ; se déclare défavorable à la motion n° I-1 de M. Charles Lederman tendant à opposer la question préalable demandant au Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion

Suite de la discussion (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4451) : réactions devant le projet de loi « sécurité et liberté » et rôle du parlement - (p. 4452) : refus des procès d'intention - Evolution sociale et modification du droit pénal - Rôle de prévention et de répression - Sentiment d'insécurité des Français - Risques d'excès - Signification du sursis - Réduction de peines et permissions de sortie - Lenteurs de la justice - Violence et délinquance et éducation de la personne - Soutien du groupe UREI au projet en examen.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4520) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - **Avant l'art. 7A** (p. 4522) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention punis de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives)

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 4579) : à propos de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), intervient sur le sursis à répétition - (p. 4584) : sur le paragraphe III de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (délit de non dénonciation), se déclare favorable au sous-amendement n° I-207 de M.Paul Pillet (abaissement des pénalités pour non dénonciation).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 4653) : principes essentiels du droit pénal français - Extension de la notion de récidive et droits de l'individu.

Suite de la discussion (14 novembre) - **Art. 6** - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4694) : conception de la récidive - Sursis et délinquance primaire - **Art. 19** (p. 4706) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-187 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier (suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux) - (p. 4711) : octroi des mesures de faveur pour les détenus et proposition d'un système juridictionnel ; surplus d'argent public à dépenser et amélioration du sort des détenus - **Art. 20** (p. 4720) : caractère administratif du statut du détenu - Permissions de sortir et politique pénitentiaire.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4739) : se déclare favorable à l'amendement n° II-146 de M. Etienne Dailly (prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours) - **Art. 32** - *Art. 395 du code de précédure pénale* (p. 4763) : sur l'amendement n° II-71 de la commission (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement), se déclare favorable au sous-amendement n° II-163 du Gouvernement (peine prévue, et non peine encourue).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4814) : existence de deux débats : atteinte à des principes essentiels et suspicion à l'égard des magistrats ; progression à partir de l'analyse de la situation présente.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4854) : nécessité de donner une base légale au droit de rétention pour contrôle d'identité - Se déclare favorable à l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4895) : besoin de sécurité de la société et sauvegarde de ses principes fondamentaux - Caractère nécessaire des contrôles d'identité - Elimination de la violence et rôle de la famille et de l'école.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) (p. 5013, 5014) : budget et maîtrise partielle de la conjoncture économique - Caractère contestable de certains travaux de l'INSEE ; cas de l'enquête sur le montant des salaires perçus par les salariés français - Budget et poursuite de la politique de développement de l'énergie nucléaire - Conjoncture internationale et augmentation des crédits de défense - Effort fiscal en faveur des familles et maintien du système d'éducation familiale - Agriculture et nécessité d'investissements - Economie budgétaire et entreprises nationalisées - Nécessité d'inscrire dans la loi organique relative aux lois de finances la politique de révision de la dépense publique - Stabilisation partielle de l'effort fiscal - PME et création d'emploi ; problème des seuils fiscaux - (p. 5015) : importance de la demande individuelle - Relation entre taux de pression fiscale élevé et récession économique ; exemple des miracles économiques allemand et japonais - Niveau de la fiscalité et conséquences sur l'épargne et l'investissement - Pratique allemande et italienne de l'avoir fiscal - Diminution des prélèvements sociaux - Inefficacité du projet de budget contre l'inflation - Inflation et nécessité de réformes structurelles ; rôle du phénomène d'indexations cumulatives

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) (p. 5762) : limitation générale des crédits budgétaires à l'exclusion, notamment, des crédits de la justice ; taux de croissance supérieur à l'ensemble du budget de l'Etat - Importance des crédits attribués et utilisation rationnelle - Notion de service public continu de la justice ; suppression des vacances judiciaires et remplacement par un service allégé - Existence de « turbojuges » - Allègement des tâches des juges ; application de barèmes de sanctions préétablis - Qualité de l'institution du juge unique - Méthode de travail judiciaire ; exemple de la Cour de cassation - Etat d'exprit de la magistrature ; école nationale de la magistrature (ENM) ; recrutement parallèle - (p. 5763) : caractère ésotérique des jugements rendus ; relation entre la justice et le justiciable ; comparaison avec les Etats Unis - Encombrement des prisons et longueur de l'instruction - Expérience des conciliateurs et rétablissement des juges de paix - Loi sur les collectivités locales et prise en charge par l'Etat des dépenses d'équipement et de fonctionnement des tribunaux - Approbation de ce budget - Importance de la notion de service public et qualité de la justice

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 21 B** (p. 6506, 6507) : citation par M. *Michel Dreyfus-Schmidt,* d'un ancien traité de droit à l'usage des officiers de police, et facilité du procédé - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6515) : défense des institutions de la V^e^ République - Dispositions du projet et respect des principes fondamentaux du droit - Réglementation de la garde à vue et disparition des abus - Vote favorable du groupe UREI,

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** (n° **98**, annexe **5**,1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - III - Ports** (n° **98**, annexe **30**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 3** (p. 5105) : soutient l'amendement n° 27 de M. Henri Duffaut (incitation à la création d'emplois stables par les entreprises à l'aide d'un abattement d'impôt et financement par un impôt sur la fortune) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : soutient l'amendement n° 29 de M. Henri Duffaut (application du taux majoré de la TVA à la publicité de certains produits sensibles importés de pays extérieurs à la CEE) - (p. 5107) : soutient l'amendement n° 31 de M. Henri Duffaut (exonération de la TVA pour les produits alimentaires de première nécessité).

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur spécial (Ports) (p. 5457) : régression des crédits du budget des ports - (p. 5458) : augmentation des dotations aux ports autonomes et baisse de celles attribuées aux ports de commerce non autonomes et aux ports de pêche - Importance de la subvention d'exploitation allouée aux ports autonomes et insuffisance de sa progression - Croissance du trafic des ports autonomes et redressement de leur situation financière - Diminution des dépenses en capital ; cas des ports de pêche et des ports de plaisance - Régime fiscal particulier appliqué aux ports autonomes ; TVA et exonération de la taxe professionnelle - Cour des comptes et gestion des ports autonomes - Echec du projet de traitement rapide des informations maritimes ; report de l'administration des douanes sur un projet plus limité dit SOFI - Amélioration des procédures et des réductions des délais d'immobilisation des navires et des marchandises - Ports français et détournement de trafic - Réduction de l'effort d'équipement de l'Etat ; faiblesse de l'autofinancement des ports - Insuffisance des investissements et prévision d'un doublement du commerce maritime mondial - Rôle économique des ports - Avenir des ports de pêche - Développement de la navigation de plaisance et protection du littoral - (p. 5459) : navigation de plaisance et ports de pêche - Avis favorable à ce projet de budget

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5592) : détérioration du commerce extérieur de la France - Solde négatif de la balance des paiements - Second choc pétrolier - Progression des importations hors énergies - Détérioration du solde des échanges avec les pays industrialisés ; absence de compensation par les excédents à l'égard des pays en voie développement : augmentation de la charge des accords de consolidation - Dépendance de la France vis-à-vis de l'extérieur - Pénétration du marché intérieur français par les produits étrangers - Excédents obtenus dans le secteur agroalimentaire et celui des biens d'équipements - Menaces sur certains secteurs stratégiques - Tentations du protectionnisme ou de la dévaluation monétaire - Conditions de la compétitivité - (p. 5593) : nécessité d'une politique industrielle visant à la transformation des structures - Valeur stratégique du secteur des biens d'équipement - Exemple du Japon - Nécessité d'une politique sélective d'investissement : innovation ; recherche scientifique et technologique - Dispersion des moyens du Ministère du commerce extérieur et nécessité d'un état récapitulatif fourni en annexe au projet de loi de finances - Moyens des services : dépenses en personnel et en matériel - Créations d'emplois - Crédits aux organismes d'expansion économique : Centre français du commerce extérieur (CFCE) ; comité français des manifestations économiques à l'étranger - Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM) - Dotations en capital - Garantie des risques afférents au commerce extérieur ; rôle de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Coût croissant de l'aide de l'Etat à l'exportation : avances et prêts consentis aux Etats débiteurs en voie de développement - Avis favorable de la commission des finances

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S).

Elu vice-président du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** (n° **100**, tome **XIV**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2808** (J.O. Débats 12 juin 1980) (p. 2617) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**enseignement agricole (situation des agents de service contractuels d'un collège agricole)** - Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture (20 juin 1980) (p. 2903).

n° **67** (J.O. Débats 6 novembre 1980) (p. 4433) à M. le ministre de l'Economie : la **construction (difficultés d'application de la loi relative à l'assurance dans le domaine de la construction)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du Commerce extérieur (12 décembre 1980) (p. 6257).

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— **Remerciements pour son élection à la vice-présidence du Sénat** (10 octobre 1980) - (p. 3856) : hommage au Président *André Méric*, son prédécesseur comme représentant du groupe socialiste à la vice-présidence

— **Nomination des membres de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes** - (23 octobre 1980) - (p. 4010) : nomination, prévue à l'ordre du jour, des membres de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes, et observation de M. *Louis Boyer*,

vice-président de la commission des affaires sociales, sur l'absence de membres de cette commission dans la liste préparée - Retrait de l'ordre du jour.

— **Décès du Premier ministre du Portugal** - (4 décembre 1980) (p. 5786) : exprime au nom du Sénat ses condoléances et sa sympathie au peuple portugais.

— **Motion d'ordre** - (5 décembre 1980) - (p. 5821, 5822) : conditions de l'examen du budget des universités et des affaires étrangères et proximité de la fin de la période d'examen du budget de l'Etat.

— **Procès-verbal** - (7 décembre 1980) - (p. 5950) : discussion du budget des affaires étrangères ; déplore les modifications successives de l'ordre du jour.

— **Motion d'ordre** - (17 décembre 1980) (p. 6398) : rappelle les termes de l'article 29 du règlement concernant la modification de l'ordre du jour sur la demande d'une commission ou de trente sénateurs - Demande de la commission des affaires économiques concernant l'inscription d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile à l'ordre du jour de la séance du 18 décembre 1980 - Constate l'absence d'opposition sur cette proposition et décide de cette inscription à l'ordre du jour.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - (p. 6434) : article 42 de la Constitution et délibération d'une assemblée sur le texte voté par l'autre assemblée - Techniques de suppression d'articles du texte transmis par la première assemblée.

— **Motion d'ordre** - (19 décembre 1980) (p. 6486) : organisation des débats du Sénat.

En tant que sénateur

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 87** (p. 1258) : rappelle sa qualité de rapporteur du projet de loi sur la décentralisation de l'urbanisme - Maîtrise des sols et revendications des collectivités locales - Simplification et unification de certaines procédures d'urbanisme - Décentralisation du permis de construire - Elaboration de la carte communale - (p. 1259) : complexité des questions d'urbanisme et impossibilité de les remettre en cause au cours de ces débats - Attente de la discussion des deux projets de loi sur la décentralisation de l'urbanisme.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1657) : projet de loi et lenteur de la procédure - Nécessité d'un grand débat sur la politique globae de l'énergie - (p. 1658) : récupération du « gisement de chaleur » - Caractère irréaliste du projet et financement des dépenses d'infrastructures nécessaires - Récupérations réelles de chaleur *in situ* - Risque de dénationalisation de l'EDF - Charges nouvelles imposées aux collectivités locales - Nécessité d'une définition d'une politique d'énergie cohérente - Problèmes posés par le recours à l'énergie nucléaire.

Suite de la discussion (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1712) : son amendement N° 55 : institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels ; réservé puis déclaré irrecevable aux termes de l'art. 41 de la Constitution (p. 1718) - Son amendement N° 56 : institution d'une taxe sur les dépenses d'énergie des utilisateurs industriels ; irrecevable aux termes de l'art. 42 de l'ordonnance de 1959 relative aux lois de finances - (p. 1713) : sur l'amendement N° 58 de M. Raymond Dumont (création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises), son sous-amendement N° 76 : fixation par décret des conditions de perception de cette redevance ; réservé puis retiré (p. 1718) - **Art. 1** *bis* (p. 1717) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement N° 59 de M. Raymond Dumont (mission confiée à EDF de production de chaleur combinée à celle d'électricité) - **Art. 2** (p. 1722) : son amendement N° 53 : consultation des associations représentatives d'usagers avant le classement d'un réseau de distribution de chaleur ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 1726, 1727) : son amendement N° 54 : rachat des concessions ou des fermages préexistants ; rejeté - Négociation amiable et recours éventuel au tribunal - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1739) : éléments positifs du projet : problème des minicentrales, classement de réseaux - Moyens insuffisants pour assurer une politique efficace d'économie d'énergie - (p. 1740) : début d'un processus de privatisation - Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 1** *ter* (p. 1857) : se déclare favorable à l'amendement N° 133 de M. Maurice Janetti (rétablissement de cet article : rapport périodique des pouvoirs publics au Parlement sur la prise en compte par la CEE des objectifs de la présente loi).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2277) : soutient la motion N° 2 de M. André Méric tendant à opposer la question préalable, et donne lecture de son intervention : Déclaration du Premier Ministre au Progrès de Lyon en avril 1980 et inutilité du projet - Modifications apportées par l'Assemblée nationale ; caractère facultatif des distributions d'actions ; délai d'incessibilité pendant cinq ans pour les salariés ; prise en charge partielle par l'Etat ; condition d'ancienneté de deux ans ; travailleurs étrangers ; gage financier de l'opération - (p. 2278) : critique exprimée par les travailleurs : rapport d'enquête de la Sofres en décembre 1978 - Troisième voie voulue par le Général de Gaulle et échec des nombreux textes sur la participation - Exemple de la Régie Renault - Création de nouvelles injustices entre les salariés - Double langage du Gouvernement - Mépris des droits syndicaux - Politique salariale - Cogestion et autogestion voulues par les socialistes - Négociations entre patronat et syndicats sur la réduction de la durée du travail - Lutte des travailleurs - Proposition du groupe socialiste - Comités de groupes de holding - Proposition de loi socialiste sur les comités d'entreprises.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Art. 21** (p. 2858) : soutient l'amendement N° 136 de Mme Cécile Goldet (application du titre IV au 1er juillet 1980).

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Art. 15** *ter* (p. 3014) : adoption de son amendement par la commission des affaires économiques à la majorité des deux tiers - Système de l'aide personnalisée au logement et procédure du conventionnement - Rôle dissuasif à l'égard des travaux d'économies d'énergie - (p. 3015) : nécessité de l'aide de l'Etat pour les travaux de modernisation et d'isolation des immeubles anciens d'HLM.

Suite de la discussion (24 juin 1980) - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3064) : sur l'amendement n° 8 de la commission (économie de 10 % des charges de chauffage du locataire), son sous amendement n° 11 : caractère facultatif du conventionnement ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Système de l'aide personnalisée au logement et nombre des familles exclues de son bénéfice - Hausse des loyers des logements conventionnés - Contribution au fonds national de l'habitation - Coût des travaux d'économies d'énergie - (p. 3065) : composition sociale des locataires d'HLM - Solidarité nécessaire de tout le corps social - Rapport Barre (commission d'étude d'une réforme du financement du logement) et rapport Bécam - (p. 3067) seuil d'exclusion de l'aide personnalisée au logement -

(p. 3068) : mécanisme dissuasif et ségrégatif de l'aide personnalisée au logement - Exemple de calculs cités par le ministre - Adoption à l'Assemblée nationale de l'amendement Wagner-Quilès tendant à supprimer l'obligation du conventionnement - (p. 3069) : demande au Sénat de rejeter l'article 15 *ter* modifié par les amendements du Gouvernement n° 15 (suppression de la disposition relative au caractère facultatif du conventionnement) et n° 16 (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture : dépenses d 'investissement mises à la charge des locataires ou des occupants de l'immeuble) sans augmentation des charges totales de chauffage).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **347 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3189) : son opposition à l'amendement n° 2 déposé par le Gouvernement à l'article 15 ter (suppression de la phrase relative au caractère facultatif de la procédure de conventionnement pour les travaux d'économies d'énergie dans les logements) - Obstacle majeur aux travaux d'économie d'énergie constitué par l'obligation de recourir à la procédure du conventionnement - Subventions de l'Agence pour les économies d'énergie - Programme de travaux des organismes d'H L M - (p. 3190) :contribution décisive du secteur du logement dans la lutte pour les économies d'énergie.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980) **Art. 2.** - *Art. L. 211-1 du code des assurances* (p. 4221) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission des affaires économiques (accident et garantie pour toute personne transportée) - Accepte l'amendement n° 3 de la commission des lois (assimilation à des tiers des membres de la famille du conducteur et de l'assuré) - **Art. 20.** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) de ce code* (p. 4227) : défense du consommateur en matière d'assurance ; formulaire détachable et note d'information - Se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission des lois - protection et information de l'assuré et défavorable à l'amendement n° 26 de M. Albert Sirgue (non respect du délai de renonciation et pénalités de retard).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Logement) - (p. 5699) : suppression du secrétariat d'Etat au logement - Réforme du financement du logement - Contrôle du Parlement et existence d'un Fonds d'action conjoncturelle (FAC) ; inquiétude de la commission des affaires économiques sur la régression prévisible en cas de blocage des crédits du FAC - (p. 5700) : importance économique du logement pour les industries du bâtiment et des travaux publics - Nombre des logements commencés et terminés - Aide à la personne et aide à la pierre - Retard d'exécution des objectifs du VIII[e] plan - Pénurie en région parisienne et dans les grandes villes et inflation du coût des logements - Amélioration du parc existant ; réhabilitation de l'habitat ancien - Economies d'énergie et erreur d'avoir subordonné l'aide pour les travaux d'économies d'énergie à la procédure de conventionnement - Hausse des prix des logements : hausse des loyers ; création d'une caisse de garantie des loyers - Réforme du financement du logement et nombre des bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL) - Fiscalité du logement : déduction des travaux d'économies d'énergie ; exonération de la taxe foncière - Rapport du Conseil national de l'accession à la propriété d'octobre 1978 et réformes fiscales préconisées - Problème foncier - Position prise par la commission des affaires économiques sur ce budget - (p. 5729) : caractère contestable des exemples cités par le ministre - Conventionnement et aide personnalisée au logement

Commerce et artisanat. (7 décembre 1980) (p. 5991) : faiblesse de la part de ces crédits dans le budget de l'Etat et importance économique du commerce et de l'artisanat - Prorogation pour un an de l'aide spéciale compensatrice ; qualités de ce régime - Demande un nouveau régime spécifique d'aides aux commerçants âgés - Aide aux commerçants « bloqués » par des opérations de rénovation urbaine : fonds d'aménagement urbain - Maintien du petit commerce en milieu rural ; complexité excessive du régime des primes de développement artisanal - Loi Royer et contrôle des implantations des grandes surfaces - Charte de l'artisanat et mise à l'écart du parlement ; substitution de la loi d'orientation de 1973 - Harmonisation avec le régime des entreprises agricoles et des professions libérales ; adhésion à des centres de gestion agréés - Fonctionnement des chambres de métiers ; taxes pour les chambres de métiers - (p. 5992) : insuffisance de la formation professionnelle dans le secteur des métiers - Vote défavorable du groupe socialiste

LA VERPILLIERE (Guy de), sénateur de l'Ain (UREI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Industrie (7 décembre 1980) - (p. 5957) : programme électronucléaire et augmentation de la part du nucléaire dans la production électrique - Caractéristiques de la consommation électrique et manque de souplesse des centrales nucléaires - Réalisation d'une production « obligée » supérieure à la consommation ; politique de l'utilisation de l'électricité dans les usages industriels et tarification - Tarification du courant à proximité des centrales nucléaires - Gros consommateurs et tarifs spéciaux ; exemples étrangers et de la SNCF

LAZUECH (Louis), sénateur de l'Aveyron (UREI).

Devient sénateur le 18 novembre 1980 en remplacement de M. Albert Sirgue, décédé (18 novembre 1980) (p. 4891).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (8 décembre 1980) (p. 6024).

LECANUET (Jean), sénateur de la Seine-Maritime (UCDP).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

DÉPÔTS

Rapport d'information fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée au **Brésil** du 5 au 14 septembre 1979 (n° **317**, 1979-1980) (17 juin 1980).

INTERVENTIONS

— Déclaration du gouvernement sur la rencontre de Varsovie [n° 250 (79-80)] - (21 mai 1980) - (p. 2031) : intervention militaire soviétique en Afghanistan - Rencontre entre le Président de la République et M. Brejnev - Divergence d'analyse entre les gouvernements français et soviétique - Débat de politique étrangère prévu au Sénat au mois de juin - Document de synthèse élaboré par la commission des affaires étrangères du Sénat - Extension de la puissance de l'Union Soviétique dans le monde : Cuba ; Afrique ; Sud-Est asiatique - Résistance nationale du peuple afghan - Politique de détente - Maintien du dialogue avec l'Union soviétique et nécessité de la solidarité occidentale - Rôle de l'Alliance atlantique pour la sécurité européenne - (p. 2032) : concertation entre les alliés du bloc atlantique - Conception nouvelle de l'alliance entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe - Rôle de la CEE - Avenir de la détente et équilibre des forces.

— Déclaration du Gouvernement sur l'accord réalisé le 30 mai 1980 au sein du Conseil des Communautés européennes [n° 285 (79 - 80)] - (4 juin 1980) - (p. 2329) : « compromis de Bruxelles » et qualité de l'intervention du gouvernement ; information du Parlement - Habitude des « marathons agricoles » - Gravité de la crise déclenchée par la Grande Bretagne - Critique le lien fait entre accord sur les prix agricoles et sur la contribution britannique au budget - Caractère positif de l'accord sur les prix agricoles - Contribution au budget communautaire et fixation du principe de sa négociation - (p. 2330) :participation au financement de la diminution de la contribution britannique et comparaison avec les coûts des mesures nationales qui auraient été prises en cas de désaccord - Approuve le règlement du marché commun sur la viande ovine - Maintien des principes de la construction communautaire - Rejet de la notion du juste retour - Coût de la politique agricole commune et montants compensatoires monétaires positifs - Promotion de l'agriculture à taille humaine - S'interroge sur les modifications structurelles qui seront proposées en 1980 - 1981 par la commission - Grande-Bretagne et place dans la communauté - Nécessaire adaptation de la politique agricole commune - Système monétaire européen - Accords de Lomé - Progrès dans la coopération politique - (p. 2331) : état du monde et affirmation du rôle de l'Europe.

— Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat [n° 355 (79-80)] - (27 juin 1980) - Président de la commission des affaires étrangères (p. 3204) : inquiétude des Français sur la crise internationale - Information et transformation de l'opinion publique en France : approbation de la politique étrangère et de défense ; conférence de presse du président de la République ; apparition de la notion de sécurité - Mise en garde des Français par le Chef de l'Etat - (p. 3205) : exemple du mépris du droit international dans l'affaire d'Iran - Opinion publique française et invasion de l'Afghanistan ; découverte de la politique impérialiste soviétique - Rappel de l'intervention en Tchécoslovaquie - Opinion mondiale : crainte d'un expansionnisme soviétique - Politique de déstabilisation de l'URSS - Risque d'un défaut d'approvisionnement en pétrole - Les accords d'Helsinki : déception sur la libéralisation attendue de la politique soviétique et sur l'évolution du niveau de vie des pays communistes - Déclaration du président de la République sur les caractères de la politique étrangère française ; indépendance, mais refus de la neutralité et du neutralisme - (p. 3206) : approbation de la politique française et européenne par les Etats-Unis et exemple de l'intervention positive de la France dans le problème de l'Afghanistan - Rencontre de Varsovie - Rôle de la France et de l'Europe auprès des pays d'Afrique et du monde arabe - Nécessité d'une politique indépendante de la France : développement des forces militaires, solidarité européenne et dans l'Alliance - Politique de paix et de sécurité : déclaration du président de la République, dissuasion nucléaire - Nécessité d'une poliique de détente basée sur l'équilibre des forces entre l'est et l'ouest - Déclaration de M. Brejnev en 1973 à Prague et utilisation de la politique de détente par l'URSS dans sa stratégie expansionniste - (p. 3207) : renforcement de l'armement soviétique, déséquilibre aggravé des forces en Europe, intervention de l'URSS dans le tiers monde et risque d'une neutralisation des pays de l'Alliance atlantique - Renforcement nécessaire de la sécurité militaire française : durée du service militaire, armement nucléaire stratégique, bombe à neutrons - Sécurité des Etats européens voisins - Nécessité pour l'Europe d'assurer sa propre sécurité et de ne plus être tributaire des Etats-Unis - Rôle de l'Europe et affirmation de sa politique non impérialiste vis-à-vis du tiers monde - Déclaration de Venise : reconnaissance du droit à l'existence et à la sécurité d'Israël et des droits légitimes du peuple palestinien ; participation à la négociation pour la paix de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) mais nécessité pour le gouvernement français de réaffirmer la reconnaissance préalable de l'Etat d'Israël - (p. 3208) : constatation des protestations du parti communiste et souhait d'une union nationale pour sauvegarder l'indépendance et la liberté de la France.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Défense (2 décembre 1980) (p. 5656) : qualité du budget par son volume et par sa croissance - Equilibre entre les forces nucléaires et les forces classiques ; maintien de la priorité au nucléaire ; lancement du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) - Modernisation de la marine et rééquipement de l'armée de terre - Inquiétude quant au potentiel de l'aviation de combat - Armée de l'air et besoin d'un vecteur nouveau pour la composante air de la force de dissuasion - Respect des objectifs de la loi de programme - Priorité nationale accordée à la défense et contexte international - Détérioration de la détente - (p. 5657) : politique de l'Union Soviétique et développement militaire ; parité dans les forces nucléaires stratégiques ; programme d'enfouissement des installations industrielles et civiles et de stockage de denrées - Amélioration de la qualité des armements soviétiques et accentuation du déséquilibre entre les forces conventionnelles - Capacité d'intervention à l'extérieur des forces soviétiques et déploiement du missile SS 20 et des bombardiers *Backfire* - Théorie de la stratégie militaire de Sokolovski - Affaiblissement de la détermination des Etats-Unis - Protection de l'Europe - Apparition d'un monde multipolaire et précarité des régimes et de la structure des Etats - Europe et menace sur la sécurité de ses approvisionnements - URSS et encerclement de l'Occident - Théories de Lénine et antagonisme des nations capitalistes dans le tiers-monde - Condamnation par l'ONU de l'invasion de l'Afhghanistan ; sort de la Pologne - (p. 5658) : destruction des composantes terre et mer de la dissuation nucléaire et qualité de la capacité de riposte des SNLE - Opposition Est-Ouest ; démocratie et totalitarisme - Equilibre militaire Est-Ouest et échec du système communiste - Respect de la loi de programmation - Esprit de défense et service national - Défense civile - Respect de l'intégrité territoriale d'Etats amis - Principe de la libre circulation sur les mers et rôle de la marine - Avenir de la détente et de la paix et équilibre des forces ; politique future des Etats-Unis - Force de dissuasion française et sécurité ; importance de nos alliances ; déploiement des fusées *Pershing* et des missiles de croisière par l'OTAN - Equilibre des forces et négociation sur la réduction équilibrée des armements - Augmentation des moyens de défense et accroissement de l'incertitude sur la riposte

Affaires étrangères (5 décembre 1980) - (p. 5816) : politique étrangère d'indépendance de la France et contexte international : désarmement et détente ; expansionnisme soviétique ; dialogue Est-Ouest - (p. 5817) : bloc de l'Est et menaces d'intervention militaire en Pologne - Indépendance européenne et rôle des Etats-Unis - Relations France-Etats-Unis et traité de l'Atlantique Nord - Sécurité européenne et attitude des pays de la Communauté économique européenne (CEE) - Dialogue Nord-Sud et accords de Lomé - Acte final d'Helsinki et ingérence dans

les affaires d'un autre Etat : intervention soviétique en Afghanistan - Atteintes aux libertés fondamentales et séquestration de diplomates américains en Iran - Précarité de la paix en Europe et dissuasion nucléaire - Attitude des super-puissances dans le cas d'un éventuel désarmement nucléaire mondial - Espace européen et déséquilibre créé par l'accumulation d'armements conventionnels : pays du pacte de Varsovie - Détente et rétablissement de l'équilibre des forces de dissuasion - Conférence de Madrid et aspect militaire de la sécurité en Europe : position française - (p. 5818) : conséquences de la conférence de Madrid sur l'acte final d'Helsinki ; réactions des pays participants aux propositions françaises ; attitude soviétique - Isolationnisme et nécessité pour le gouvernement français d'affirmer sa solidarité avec ses alliés - Union politique des pays de la CEE et éventualité d'un nouveau Yalta - Pluralité du monde à venir et apparition de nouveau pôles de puissance ; rôle de l'Europe

LECAT (Jean-Philippe), *ministre de la culture et de la communication* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p.1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2545** de M. **Henri Caillavet** : la **situation d'Inter Service Route** (11 avril 1980) (p. 1208).

n° **2616** de M. **Claude Fuzier** : le **refus par la télévision d'émissions de l'Institut national de la consommation** (11 avril 1980) (p. 1209).

n° **2633** de M. **Francis Palmero** : le **budget de fonctionnement du centre Pompidou** (11 avril 1980) (p. 1209, 1210).

n° **2646** de M. **Jean Cluzel** : l'**information du public sur les problèmes de la démographie et de la famille** (11 avril 1980) (p. 1210, 1211).

n° **2649** de M. **Francis Palmero** : le **bilan d'activité des maisons de la culture** (11 avril 1980) (p. 1211).

n° **2666** de M. **Jean-Pierre Fourcade** : le **coût et l'utilité de la revue « Culture et communication »** (9 mai 1980) (p. 1807, 1808).

n° **2671** de M. **Louis Perrein** : le **fonctionnement des antennes de l'Agence nationale pour l'emploi dans le Val-d'Oise** (9 mai 1980) (p. 1806, 1807).

n° **2674** de M. **Jean David** : la **préparation d'une loi de programme sur la lecture publique** (11 avril 1980) (p. 1212).

n° **2675** de M. **Jean David** : la **préparation d'une loi de programme sur la musique** (11 avril 1980) (p. 1212, 1213).

n° **2676** de M. **Jean Cluzel** : l'**aide aux communes pour l'entretien des églises classées monuments historiques** (11 avril 1980) (p. 1214).

n° **2699** de M. **Jean Cluzel** : l'**aide aux organisations de donneurs de sang** (13 juin 1980) (p. 2698 à 2700).

n° **2707** de M. **Jean Cluzel** : le **régime juridique de la propriété littéraire et artistique** (13 juin 1980) (p. 2700, 2701).

n° **2708** de M. **Jean Cluzel** : le **rôle de la radio-télévision dans la protection des consommateurs** (13 juin 1980) (p. 2701, 2702).

n° **2829** de M. **Henri Caillavet** : l'**émission de télévision « le grand débat »** (10 octobre 1980) (p. 3861).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** [n° **476 (78-79)**] - (27 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2174) : agrandissement du château-musée de Fontainebleau - Politique d'amélioration de la sécurité des collections publiques ; loi de programme du 11 juillet 1978 - Personnel de surveillance et création d'emplois ; statut des personnels de gardiennage - Réalisation de l'inventaire général - Système de la dation en paiement - Loi de 1968 et protection du patrimoine national - Exportation vers l'étranger et qualité du système de protection juridique français - (p. 2175) : intérêt architectural d'un bâtiment et procédure de classement - Respect du patrimoine, notamment celui des collectivités locales rurales - Moyens financiers, humains, et discussion budgétaire - Alignement du régime procédural de la police des musées, des bibliothèques et des dépôts de fouilles sur la loi de 1913 - Restauration du jardin des Tuileries - Politique d'action culturelle en direction du monde rural ; rôle des associations ; fédération nationale des foyers ruraux.

Art. 2 (p. 2176, 2177) : accepte les amendements de la commission des affaires culturelles N° 1 (augmentation du montant maximum de l'amende pour délit de dégradation de monuments et d'objets d'intérêt public), N° 2 (protection des immeubles classés et inscrits) et N° 3 (constitution de l'infraction contre le patrimoine) - **Art. 3** : révision du statut des personnels de gardiennage et concertation avec les représentants du personnel - Assermentation et refus de responsabilités de type policier - Dévouement du personnel de gardiennage - Formation professionnelle et formation continue - (p. 2178) : accepte l'amendement N° 4 de la commission (application du principe de l'assermentation et décret en Conseil d'Etat) - **Art. 5** : s'oppose à l'amendement N° 6 de M. James Marson (fermeture des lieux ou établissements concernés en cas de crimes ou de délits flagrants) - **Art. 7** (p. 2179) : accepte l'amendement N° 5 de la commission (suppression de cet article pour coordination).

— **Question orale avec débat : protection de la chanson française** - (24 juin 1980) - (p. 3042) : promotion de la chanson française ; vogue des chansons anglo-saxonnes - Rôle du marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) - Problème de la diffusion de la chanson française à travers la radio - Mise en place d'une fondation pour la chanson d'expression française - Actions menées dans les départements d'Outre-mer en faveur d'un renouveau des musiques traditionnelles - Développement de l'industrie phonographique - Libération des prix ; développement de la copie privée des phonogrammes - Travaux de la commission de la propriété intellectuelle - (p. 3043) : aide apportée par le Ministère de la culture à l'édition, notamment, de la musique française contemporaine - Réduction des obstacles artistiques et économiques qui entravent la diffusion des phonogrammes français à l'étranger - Taux de la TVA appliqué aux disques - Utilité du festival de la chanson française de Bourges - Eventuelle création d'un musée de la chanson française - Difficultés des collectivités locales et des associations pour organiser des fêtes populaires.

— **Questions orales avec débat jointes : expression radiophonique locale** - (24 juin 1980) - (p. 3049) : annonce par M. *Bernard Parmantier* d'une proposition de loi socialiste sur l'audio-visuel et ignorance des dispositions prévues - (p. 3050) : développement des radios locales, souhaité par M. *Henri Caillavet*, et problème de leur financement : capitaux privés ou service public - Accord manifesté par tous les groupes politiques lors du débat législatif de 1978 sur le maintien de la notion de service public - Défense de la chanson française souhaitée par MM. *Francis Palmero, Jean Cluzel* et *James Marson* : pouvoirs du ministre de tutelle sur Radio-France et sur les sociétés de programmes de télévision ; efforts consentis par Radio-France et FR 3 ; part prise par les radios expérimentales - Possibilité d'action sur les radios périphériques par l'intermédiaire de la SOFIRAD, évoquée par M. *Francis Palmero* - Effort d'adaptation du service public de la radio : création de trois stations locales expérimentales ; problème de leur financement, évoqué par M. *Jean Cluzel* - (p. 3051) : libre expression des associations souhaitée par M. *Bernard Parmantier*, et accueil sur Radio-Fréquence-Nord - Création d'une commission nationale d'évaluation, chargée de suivre ces expériences - Conditions de travail de cette commission - Nécessité de suivre ces expériences sans a priori -

Pressions évoquées par un présentateur du journal télévisé - Garantie nécessaire de la notion de service public.

— **Question orale avec débat : mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision** - (24 juin 1980) (p. 3055, 3056) : prétendue mainmise du pouvoir sur l'information et exemple de l'Afghanistan, cité par M. *James Marson* - Retransmission des Jeux olympiques de Moscou et autonomie des chaînes ; absence de boycott - Grève d'E D F et exaspération des usagers - Information sociale : congrès de Force ouvrière ; couverture des problèmes sociaux - Contrôle du Parlement : rôle de ses représentants aux conseils d'administration et de la délégation parlementaire - (p. 3057) : prétendue stratégie de la peur, évoquée par M. *Bernard Parmantier* — Mise en place de Fréquence-Nord, évoquée par M. *Raymond Dumont* et concertation préalable avec le Parlement.

— **Question orale avec débat : mise à l'écart de la langue provençale à la radiodiffusion et à la télévision** - (21 octobre 1980) - (p. 3971) : ouverture de la télévision aux langues régionales - Présence de la langue provençale à la radio - Problèmes financiers d'émissions en langue provençale et créneaux limités des programmes régionaux - Cas des autres minorités linguistiques - Prochaine émission télévisée en provençal pour le 150e anniversaire de la naissance de Frédéric Mistral - Année du patrimoine et financement partiel d'un film en langue occitane ; rôle du fonds de création audio-visuel.

— **Question orale avec débat : problèmes posés par les nouvelles techniques de communication** - (21 octobre 1980) - (p. 3962) : développement de la télématique - Inquiétudes sur les innovations techniques de la communication : exemple de l'imprimerie, la radio, la télévision - Progrès de la communication - (p. 3963) : maîtrise nécessaire des techniques nouvelles - Contrôle du gouvernement sur l'évolution technologique et les changements sociaux ; prise de conscience, information de l'opinion publique, du Parlement ; liaison entre enjeux industriels et socio-culturels, respect des libertés, décentralisation des responsabilités et décisions ; adaptation du cadre juridique, économique - Politique du gouvernement : réflexion prospective - Conseil de l'audio-visuel et services ministériels : étude des conséquences des évolutions en cours - Institution de six commissions de travail : « droits et obligations », « satellites », « relations extérieures », « nouvelles radios », « télématique », « prospectives et contenus » - Groupe de travail interministériel sur l'industrie du document audio-visuel et la concurrence internationale - Capacité de création renforcée ; amélioration des programmes : crédits supplémentaires - Redressement de la société française de production (SFP) et création audiovisuelles et de l'institut national de l'audio-visuel (INA) ; faible augmentation de la redevance et modification de son système de répartition ; consolidation du fonds de création audio-visuel ; abolition des cloisonnements entre télévision et cinéma, autorisation de co-production - Adaptation nécessaire du droit d'auteur et des droits voisins aux nouvelles techniques de diffusion et de reproduction, indemnisation et compensation pour l'utilisation de la copie privée - (p. 3964) : proposition d'un colloque international - Groupe de travail « presse télématique » - Expériences de Vélizy et de radios décentralisées - Commission nationale d'évaluation - Capacité du service public dans les besoins nouveaux de communication - Danger de propagande et de radios commerciales : nécessité de règles organiques et de garanties fonctionnelles pour préserver l'équilibre entre la presse écrite et l'audio-visuel (publicité, concurrence) - Inutilité de la création d'un nouvel organisme - Existence des commissions à faire connaître - Collaboration du Parlement à ces travaux - Construction législative prématurée - (p. 3965) : banques de données : puissance américaine, notamment dans la presse ; indépendance culturelle et économique de la France grâce au centre national d'informations ; groupe de travail « presse-administration » : étude du financement des études de marché et des études techniques - (p. 3966) : création audio-visuelle (cinéma, télévision) et compétition internationale - Position compétitive de la France vis-à-vis des Etats-Unis ; exportation de programmes, bénéfices en argent et en heures de programmes de TF1 - Expérience de Vélizy ; groupe de travail « presse-télématique » ; maintien nécessaire de l'équilibre entre les médias, sauvegarde du pluralisme de l'information dans la presse écrite - Réalisation nécessaire d'expériences (Vélizy), études et analyses préalablement à l'élaboration d'un cadre législatif ou réglementaire - Collaboration entre le Parlement et le Gouvernement - (p. 3968) : études du groupe de travail « presse-télématique » et incompétence législative sur les problèmes d'application de règlementation, de technique - Utilisation non appropriée et inefficacité d'une loi-cadre : évolution rapide des technologies, problèmes spécifiques à traiter (droits d'auteur) - - Elaboration sur plusieurs années d'une loi-cadre pour l'ensemble de la télématique ; danger d'un arrêt des expériences - Concertation nécessaire entre parlement et gouvernement, débat sur le fond.

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre - I - Services généraux - Information (25 novembre 1980) - (p. 5275) : composition de la table ronde sur les aides de l'Etat à l'investissement des entreprises de presse ; participation du directeur de l'*Humanité* - Problème du financement du stock de papier journal de la société professionnelle des papiers de presse - Création d'aides spécifiques aux quotidiens nationaux d'opinion à faible capacité publicitaire - Examen du problème de la TVA - Conclusion des travaux de la table ronde et prise en compte dans la loi de finances pour 1982 - (p. 5276) : expériences en matière de télématique ; leur caractère exclusivement technique ; absence de tout caractère commercial ou de « faisabilité » - Rapport entre télématique et presse ; audition des représentants des organisations professionnelles de presse - Marque son opposition à une loi-cadre et à la création d'une cour suprême de la télématique - Représentation du parlement à la commission du « suivi » des expériences de télématique - Diffusion de la presse française à l'étranger ; problème du transport aérien de la presse et des livres et comité interministériel pour les relations culturelles extérieures du 18 décembre 1980 - Tarifs pratiqués par Air France - Rapport Mottin sur les publications gratuites - Commission Baecque et publications administratives - Aide gouvernementale à l'entreprise Paul Dupont et maintien de la société nationale des entreprises de presse - Pluralisme de la presse - (p. 5277) : procédure judiciaire engagée contre le journal *Le Monde* ; utilisation de l'article 226 du code pénal et comparaison avec le système britannique du « Contempt of Court »

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5284) : amélioration dans la conception de l'emploi des crédits du ministère de la culture - (p. 5285) : prise en compte des recommandations des commissions de l'Assemblée et du Sénat - Rigueur dans la gestion du budget de la culture ; utilisation des crédits de la loi-programme des musées et des monuments historiques - Maîtrise d'ouvrages et généralisation des études préalables ; établissement d'un calendrier des opérations importantes - Obligations imposées aux maîtres d'oeuvres - Conditions d'attribution de consommation des crédits des monuments historiques - Programme pluri-annuel de protection du patrimoine ; sort des services de la conservation régionale des monuments historiques - Application de la loi-programme sur les musées ; distinction entre « dépassement » et « glissement » des crédits - Lecture publique et effort en faveur du milieu rural - Création d'une ligne budgétaire de l'action culturelle en milieu rural et souplesse d'utilisation - Aide aux équipements de diffusion et d'animation en milieu rural - Nécessité d'une ligne budgétaire donnant la capacité juridique d'intervention sur les églises rurales non classées et non inscrites - Crédit budgétaire pour l'Opéra de Paris - (p. 5286) : caractère naturellement coûteux des grandes institutions culturelles ; « opération Vitez » à Chaillot - Action en faveur des associations musicales, notamment en zone rurale - Charte culturelle alsacienne et caractère de

test - Libération des prix du livre ; maintien de la capacité éditoriale au service de la création française - Programme pluri-annuel d'équipement de l'Opéra - Disparition de l'avantage accordé aux salles d'art et d'essai et compensations financières - Augmentation du budget du théâtre et renouvellement des contrats des directeurs de centres dramatiques - Niveau des crédits accordés à l'opération Chaillot - Accroissement de l'aide aux compagnies indépendantes et aux opérations de théâtre en province - Utilité de l'aide à l'édition de nouveaux auteurs ; exemple de Régis Santon - (p. 5286) : ampleur des actions du ministère en province ; cite des exemples d'actions - (p. 5287) : attention portée au personnel des musées ; application de la loi sur le travail à mi-temps dans la fonction publique - Liens entre culture et communication ; exemple de la musique et de l'art lyrique - Rapport Seydoux et rapport cinéma-télévision - Relations théâtre-télévision ; convention de Rome, de Berne et question des droits d'auteur - Problème de la chanson française et du cirque - Utilisation des crédits du ministère et évolution rapide de l'indice du coût des bâtiments et des travaux publics - Dépenses culturelles de l'Etat et répartition sur plusieurs budgets - Retransmission des « Noces de Figaro » à la télévision ; nombre de spectateurs touchés - (p. 5288) : capacité de diffusion de l'audio-visuel - (p. 5297) : situation technique des écoles de musique en zone rurale - Aide aux syndicats inter-communaux pour l'action musicale en zone rurale - Restaurations des orgues - Installation d'un musée des instruments anciens - Développement de la décentralisation lyrique ; rôle de la télévision de l'Opéra de Paris et des opéras de province - Télévision et retransmissions théâtrales accordées aux théâtres privés et aux théâtres subventionnés par les municipalités - (p. 5298) : diffusion du livre français à l'étranger ; problème du coût des transports - Situation de la chanson française - Préparation d'une charte des associations culturelles et nomination d'experts fiscaux - Construction de maisons de la culture ; Chambéry ; changement depuis André Malraux des modes de diffusion de la culture - Inscription de crédits pour la cinémathèque de Bois d'Arcy - Exposition des métiers d'art à Paris et société d'encouragement aux métiers d'art (SEMA) ; commandes passées par l'Etat - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5298) : augmentation des crédits à la lecture publique et affectation aux bibliothèques municipales - (p. 5299) : sur l'amendement n° 197 de la commission des affaires culturelles (réduction indicative des crédits du titre III ; Théâdre national de Chaillot), sous-amendement n° 202 du gouvernement : diminution de la réduction indicative des crédits du Titre III ; Théâtre national de Chaillot ; adopté - (p. 5300) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Jacques Habert portant sur le même sujet que l'amendement n° 197 - (p. 5301) : amendement n° 201 du gouvernement : majoration indicative des crédits du Titre IV ; écriture dramatique nouvelle ; adopté - *Etat C* (p. 5301) : s'oppose à l'amendement n° 196 de la commission des finances (réduction indicative des autorisations de programmes et des crédits de paiement du titre V ; aménagement de l'Hôtel de Salé) - Promesses de réalisation de toutes les opérations physiques inscrites dans la loi de programmes sur les musées.

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5581) : précisions nécessaires sur le mode de calcul des chiffres donnés par M. *Félix Ciccolini* sur la répartition du temps de parole entre majorité et opposition - (p. 5587) : participation du Sénat à l'année du patrimoine, évoquée par M. *Maurice Schumann* - Concertation du gouvernement avec le Parlement pour l'application de la loi de 1974 sur la radiodiffusion et la télévision française - Application des recommandations de la commission sénatoriale d'enquête - Modification du système de répartition de la redevance - (p. 5588) : aménagement du régime fiscal - Dotation du fonds de création audiovisuelle - Rapport des présidents des sociétés de programmes sur la violence - Lancement des radios expérimentales - Exemple de Fréquence-Nord, cité par M. *Henri Caillavet* - Lancement sur Radio-France d'un programme quotidien destiné aux personnes du troisième âge ; contenu des programmes ; conditions du service public - Problème de la publicité clandestine, évoqué par M. *Jean Cluzel* et par M. le Président *Edouard Bonnefous* ; concertation nécessaire avec les fédérations sportives - Problème du langage parlé à la radiodiffusion-télévision, abordé par MM. *Jean Cluzel* et *Charles Pasqua* - Question posée par M. *Michel Miroudot* au sujet des programmes du mercredi soir sur FR 3 : rapports entre le cinéma et la télévision ; dotation préciputaire à FR 3 et participation du Fonds de la qualité - Taux d'augmentation de la redevance - Redressement de la Société française de production (SFP) et de l'Institut national audiovisuel (INA) - Evolution des dépenses de fonctionnement et effort de rigueur dans la gestion - Efforts en faveur de la création - (p. 5589) : achat de droits au cinéma et aide à la création - Problème de l'information à la radio et à la télévision - Abus des éditoriaux, des images fixes et des discours - Abus et manipulation des sondages ; exemple des récentes élections présidentielles américaines - Conteste l'authenticité de l'étude citée à l'Assemblée nationale par M. Georges Fillioud et reprise au Sénat par M. *Félix Ciccolini* sur la répartition des temps de parole entre la majorité et l'opposition - Cite sur ce point ses propres décomptes pour le mois de janvier 1980 - (p. 5590) : présentation du débat démocratique et prise en compte des interventions des syndicats - Problème de méthodologie - Apparition de nouvelles techniques et de perspectives d'avenir du système audiovisuel - Information donnée par le secrétaire d'Etat aux PTT sur le financement du satellite expérimental de télédiffusion ; suppression des zones d'ombre - Etude menée pour la construction du satellite opérationnel - Coopération franco-allemande - Mode de financement - Contrôle du Parlement sur le développement des télécommunications - Problème de l'encadrement juridique des nouvelles techniques, traité par MM. *Jean Cluzel*, *Charles Pasqua* et *Michel Miroudot* - Droits d'auteur et radios-pirates - Vidéo-transmission - Rayonnement de la France à l'étranger et action de Radio France internationale - (p. 5591) : organisation souhaitée par plusieurs orateurs d'un grand débat au Parlement sur les problèmes de communication : dépôt prévu en 1981 du rapport de la commission d'évaluation des expériences de radios locales et organisation du débat souhaité en 1981

LECHENAULT (France), sénateur de la Saône-et-Loire (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** *bis* (p. 500) : son amendement N° I-136, soutenu par M. Henri Caillavet : comités régionaux d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; rejeté - **Art. 4** (p. 518) : son amendement N° I-154, soutenu par M. Paul Girod : groupement des producteurs et critères de qualité des produits ; rejeté - **Art. 5** (p. 521) : son amendement N° I-155, soutenu par M. Paul Girod et identique à l'amendement N° I-109 de M. Henri Caillavet : rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits ; adopté.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 16** (p. 690) : son amendement N° III-261 : critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; possibilité pour les cohéritiers d'exiger le choix de la valeur de rendement ; rejeté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : son amendement N° 112, identique à l'amendement N° 216 de M. Jacques Descours Desacres,

soutenu par M. Philippe de Bourgoing : réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension ; retiré - **Art. 2** *quinquies* (p. 1865) : son amendement N° 113 : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration ; devenu sans objet (p. 1868) - **Art. 13** *bis* (p. 1884) : son amendement N° 114 : exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 71 de la commission des affaires économiques.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1918) : son amendement N° 116 : cumuls et référence à la surface minimum d'installation pour la surface de l'exploitation ;rejeté - (p. 1921) : son amendement N° 117, identique à l'amendement N° 210 de M. Jean-Paul Hammann : cumuls et autorisation préalable nécessaires pour les opérations concernant des époux ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3065) : sur l'amendement n°8 de la commission (économie de 20 % des charges de chauffage du locataire), son sous-amendement n° 14, soutenu par M. Josy Moinet : caractère facultatif du conventionnement ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5111) : son amendement n° 132, soutenu par M. Josy Moinet : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 65, soutenu par M. Michel Rigou : modération de l'augmentation du droit de circulation sur des alcools ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5360) : richessè agricole de la France : nécessité d'une exploitation judicieuse ; mauvaise utilisation des richesses de la terre, attitude gouvernementale depuis l'abrogation des décrets sur l'indexation des prix agricoles - Politique européenne et déception du monde rural - Exemples du financement par les contribuables de la résorption ou du stockage de surplus invendable et de la désertification des campagnes - (p. 5361) : bases de la politique agricole française et communautaire à reconsidérer : politique foncière, diversité de l'agriculture - Aide publique aux produits ; non prise en compte de la situation économique des exploitants - Double secteur d'intervention : rentabilité, productivité de l'agriculture industrielle et denrées de qualité, améliortation des conditions des exploitations familiales - Avenir de l'agriculture ; actions nuisibles : exemple de l'utilisation de pesticides et de fongicides ; devoir vis-à-vis des générations futures.

LE COZANNET (Yves), sénateur des Côtes-du-Nord (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **27** (J.O. Débats 22 octobre 1980) (p. 3977) à M. le ministre de l'Agriculture : **l'agriculture (application de la loi d'orientation agricole)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5363) : orientations du budget 1981 satisfaisantes (exemple de la recherche) sauf pour l'aménagement rural - Dégradation du revenu agricole, diminution des capacités d'autofinancement et endettement - BAPSA et augmentation des cotisations sociales ; soutien de l'Etat mais subvention indirecte à la consommation ; absence de mesures d'incitation fiscale à l'investissement productif, lourdeur du capital fixe - Blocage des bonifications d'intérêt - Raisons de la situation dramatique de certaines régions : exemple du non respect de la politique agricole commune - (p. 5364) : accroissement de la population mondiale et nécessité de poursuivre la politique agricole commune - Crédits pour la recherche et l'enseignement, amélioration du niveau de formation des agriculteurs - Enseignements à temps plein et alterné, subventions insuffisantes, disproportion entre crédits d'équipement et de fonctionnement - Filières féminines ne préparant pas à des diplômes agricoles - Problème des travailleuses familiales - Stagnation des subventions de formation professionnelle

LEDERMAN (Charles), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant statut démocratique de l'immigration (n° **154**, 1979-1980) (16 janvier 1980) - **Etrangers.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4 in fine de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense (n° **221**, 1979-1980) (22 avril 1980) - **Avocats.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer la procédure de flagrant délit (n° **383**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30juin 1980, JO débats 3 octobre 1980) - **Procédure pénale.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant **amnistie** de certaines infractions commises en relation avec les manifestations du 23 mars 1979 (n° **384**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, JO débats du 3 octobre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2736** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 963) à M. le ministre de la Justice : les **conseils de prud'hommes (retard dans la mise en place des conseils de prud'hommes)** - Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la Justice (25 avril 1980) (p. 1540, 1541, 1542).

Questions orales avec débat :

n° **106** (J.O. Débats 21 septembre 1978) (p. 2248) à M. le ministre de l'Intérieur : les **violences (problèmes de sécurité des Français)** - Retirée par son auteur (7 octobre 1980) (p. 3766).

n° **443** (10 octobre 1980) (p. 3871) à M. le ministre de l'Intérieur : les **attentats (lutte contre les activités racistes, antisémites et pro-nazies)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 581) : son amendement N° II-11 identique aux amendements N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-31 de la commission des affaires sociales et II-37 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles ; adopté - (p. 585) : son amendement N° II-12 : principe et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole ; devenu sans objet - (p. 587) : sur le même sujet, amendement N° II-108 de M. Raymond Bouvier - Sur cet amendement, se déclare favorable au sous-amendement N° II-117 de la commission des lois (absence de prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration) - Effet de la déclaration de mandat réciproque entre les époux et vis-à-vis des tiers - (p. 589) : son amendement N° II-13 : co-titularité du bail d'exploitation agricole ; retiré - (p. 590) : se déclare favorable à l'amendement N° II-38 de la Commission des lois (co-titularité du bail d'exploitation agricole) - **Après l'art. 13** (p. 591) : soutient l'amendement N° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau (reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux) - Soutient l'amendement N° II-15 de M. Gérard Ehlers (allocation maladie par référence avec les indemnités journalières des salariés) - (p. 592) : soutient l'amendement N° II-16 de Mme Marie-Claude Beaudeau (identité du repos pré et post-natal avec celui des femmes salariées) - Soutient l'amendement N° II-17 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé) - **Art. 14** (p. 599) : développement de l'agriculture et installation des jeunes agriculteurs ; le problème de l'accès à la terre - inefficacité du répertoire de la valeur des terres contre la spéculation - Attribution des prêts bonifiés - Règlementation des cumuls - Successions et prix fonciers - Ouverture des groupements fonciers agricoles (GFA) au capital financier - Moyens juridiques et financiers à mettre à la disposition des agriculteurs pour la location et l'acquisition des terres - Participation des SAFER aux GFA.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 767) : son amendement N° III-62, soutenu par M. Paul Jargot : suppression de cet art. relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un GFA ; rejeté - (p. 771) : son amendement N° III-61, soutenu par M. Raymond Dumont : nantissement des parts de GFA, quel que soit le lieu de résidence du porteur ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA), puis rejeté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *ter* (p. 845) : son amendement N° III-67 identique à l'amendement N° III-256 de M. Roland Grimaldi : suppression de cet art. qui crée des baux d'un an renouvelables ; rejeté - **Art. 26** *sexies* (p. 849) : accord sur le principe des baux de carrière ; augmentation nécessaire de leur durée minimale - Libéralisation des prix du fermage - (p. 852) : le groupe communiste votera l'amendement N° III-255 de M. Roland Grimaldi (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière) - (p. 855) : mise en pièces du statut du fermage - Liberté des prix des baux de carrière - Ouverture de l'agriculture aux marchés financiers - (p. 856) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière).

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Rappel au règlement** (p. 938, 939) : réouverture du délai pour le dépôt des amendements ; délais constitutionnels pour l'examen du texte - **Art 1** (p. 940) : son amendement N° 85, identique à l'amendement N° 54 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants ; rejeté - Danger pour l'indépendance et l'inamovibilité des magistrats et problèmes de fonctionnement - (p. 942) : notion d'inamovibilité - **Art. 2** (p. 945) : son amendement N° 168 : notion de remplaçant et durée des remplacements ; rejeté - Inconvénients du recours à des « magistrats rattachés » - (p. 946) : se déclare opposé à l'amendement N° 143 de M. Guy Petit (remplacement des magistrats pendant leur congé annuel) - Sur l'amendement N° 17 de la commission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements), son sous-amendement N° 136 : délai de renouvellement des remplacements pour les emplois vacants de second grade ; rejeté - (p. 948, 950) : intervient à nouveau sur l'amendement N° 17 de la commission : le groupe communiste votera contre - (p. 952) : son amendement N° 169 : nomination des magistrats remplaçants après accomplissement de leurs fonctions de remplaçants ; rejeté - (p. 954) : se déclare opposé à l'amendement N° 5 du gouvernement (conditions d'application de l'art.2) et favorable à l'amendement N° 21 de la commission (durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant et conditions d'application de l'art. 2).

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Art. 9** (p. 1016) : son amendement N° 170, soutenu par M. Jacques Eberhard : intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'Ecole nationale de la magistrature ; devenu sans objet - (p. 1018) : son amendement N° 92, soutenu par M. Jacques Eberhard et identique à l'amendement N° 62 de M. Félix Ciccolini : quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours ; rejeté - **Avant l'art. 10** (p. 1019) : son amendement N° 171, soutenu par M. Jacques Eberhard : limitation de l'intégration aux deux groupes des grades de base ; rejeté - **Art. 11** (p. 1022) : ses amendements soutenus par M. Jacques Eberhard N° 94 : nombre d'années de service et nomination des greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire ; rejeté ; et N° 95 de coordination ; rejeté - **Après l'art. 11** : son amendement N° 96, soutenu par M. Jacques Eberhard : fixation d'un quota au recrutement direct ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 1023) : son amendement N° 173, soutenu par M. Jacques Eberhard : compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation ; rejeté - (p. 1024) : son amendement N° 174, soutenu par M. Jacques Eberhard, identique à l'amendement N° 155 de M. Edgar Tailhades : désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - (p. 1025) : son amendement N° 175, soutenu par M. Jacques Eberhard : nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège ; devenu sans objet - (p. 1026) : son amendement N° 176, soutenu par

M.Jacques Eberhard : évolution des attributions des magistrats du siège conformément aux règles prévues pour leur nomination ; rejeté - (p. 1027) : son amendement N° 177, soutenu par M. Jacques Eberhard : critères de choix et règles de nomination du juge des enfants ; rejeté - **Art. 14** (p. 1028) : son amendement N° 97 : composition de la commission d'avancement ; rejeté - (p. 1029) : commission d'avancement et place accordée au directeur des affaires civiles et criminelles - **Art. 6** *(suite)* (p. 1031) : son amendement N° 90, identique aux amendements N° 6 du gouvernement et N° 23 de la commission, précédemment réservés : modalités d'élection des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 7** *(suite)* : son amendement N° 91, précédemment réservé : modalités de convocation et de fonctionnement du collège électoral, des commissions d'avancement et de discipline du parquet ; devenu sans objet - (p. 1033) : qualité professionnelle des assistants des facultés de droit de l'Etat - **Art. 10** (p. 1036) : son amendement N° 93, identique aux amendements N° 1 du gouvernement, N° 29 de la commission et N° 64 de M. Félix Ciccolini : nécessité d'un avis conforme de la commission d'intégration ; adopté - **Art. 13** (p. 1037) : son amendement N° 172 : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat ; rejeté - (p. 1038) : modalités du choix par l'assemblée générale de la cour de cassation des personnalités de la commission d'avancement - (p. 1039) : rappelle qu'au cours de la IV[e] République les parlementaires participaient au conseil supérieur de la magistrature - **Art. 15** : son amendement N° 98, identique aux amendements N° 9 du gouvernement, N° 33 de la commission et N° 68 de M. Félix Ciccolini : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 16** : son amendement N° 99, identique aux amendements N° 10 du gouvernement, N° 34 de la commission et N° 69 de M. Félix Ciccolini : durée du déroulement des mandats des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 17** (p. 1040) : son amendement N° 100, identique à l'amendement N° 70 de M. Félix Ciccolini : avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations à des emplois hors hiérarchie ; rejeté - **Avant l'art. 18** (p. 1042) : son amendement N° 179 : droit de suspension par le Garde des sceaux d'un magistrat du parquet ; rejeté - (p. 1043) : à propos des saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire, se déclare favorable à l'amendement N° 150 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini et son amendement N° 180 ; devenu sans objet - (p. 1044) : se déclare favorable à l'amendement N° 151 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M.Félix Ciccolini (nécessité du caractère contradictoire des auditions) - **Art. 18** (p. 1045) : son amendement N° 101, identique aux amendements N° 11 du gouvernement, N° 35 de la commission et N° 71 de M. Félix Ciccolini : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art 19** : son amendement N° 102, identique aux amendements N° 12 du gouvernement, N° 36 de la commission et N° 72 de M Félix Ciccolini : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 20** (p. 1046) : son amendement N° 112, identique aux amendements N° 13 du gouvernement, N° 37 de la commission et N° 73 de M. Félix Ciccolini : déroulement du mandat des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Après l'art. 21** (p. 1048) : inscription des auditeurs de justice sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau ; le problème de leur statut - Création d'un corps particulier d'avocats - S'abstiendra dans le vote de l'amendement N° 152 de M. Marcel Rudloff (principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau).

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 22** (p. 1059) : son amendement N° 113 : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures ; retiré - (p. 1060, 1061) : se déclare opposé à l'amendement N° 128 de M. Raymond Bourgine (conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction) - Motivations politiques de cet amendement : opposition aux jeunes magistrats - **Avant l'art. 23** (p. 1062) : son amendement d'harmonisation N° 182 ; retiré - **Art. 23** : son amendement N° 114 : suppression de cet article prévoyant la prolongation pour dix années des dispositions transitoires permettant d'augmenter le recrutement latéral ; rejeté - Son amendement N° 115, identique à l'amendement N° 75 de M. Félix Ciccolini : limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire ; réservé puis rejeté (p. 1073) - **Art. 24** (p. 1064) : son amendement N° 117 : suppression de cet article prévoyant un mode de recrutement exceptionnel prenant en compte les années d'activité professionnelle antérieure ; rejeté - Multiplication des recrutements latéraux - Chômage des cadres - Son amendement N° 118 : concours sur épreuves anonymes, à l'exclusion des titres et travaux ; rejeté - (p. 1066) : notion de mauvaise réputation, évoquée par M. Guy Petit - (p. 1067, 1068) : son amendement N° 119 : suppression des alinéas relatifs au deuxième concours et à la prise en compte des années d'activité professionnelle antérieure pour le classement hiérarchique ; rejeté - **Art. 25** (p. 1070) : vote du groupe communiste contre l'amendement N° 14 du gouvernement (nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires) - (p. 1071) : gouvernement du milieu ou du juste milieu - Demande une réunion de la commission des lois sur l'amendement N° 14 du gouvernement - (p. 1072) : qualités comparées du recrutement par l'Ecole nationale de la magistrature et du recrutement latéral - Déroulement du concours exceptionnel et exigence d'anonymat - **Art. 23** *(suite)* (p. 1073) : son amendement N° 183 : nombre des intégrations directes et nombre des places offertes aux concours de l'Ecole nationale de la magistrature ; rejeté - Son amendement N° 116 : réduction du quota fixé pour l'accès au deuxième groupe du deuxième grade ; rejeté - **Art. 27** (p. 1075) : son amendement N° 121 : suppression de cet article relatif à la prorogation des dispositions transitoires jusqu'en 1991 ; rejeté - Son amendement N° 122 : réduction de la durée de la prorogation ; rejeté - **Avant l'art. 30** : son amendement N° 123 : recrutement temporaire de professeurs titulaires et maîtres de conférence agrégés des facultés de droit ; rejeté - **Art. 30** : son amendement N° 124 : suppression de cet article prorogeant jusqu'en 1991 les possibilités de recrutement temporaire ; rejeté - Son amendement N° 125 : réduction de la durée de la prorogation ; rejeté - **Art. 31** (p. 1076) : son amendement N° 184 : suppression de cet article, relatif au recrutement de magistrats contractuels ; rejeté - **Art. 32** : son amendement N° 185, identique à l'amendement N° 44 de la commission : suppression de cet article qui vise à interdire le cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 1078) : son amendement N° 186 : limitation à trois ans de la durée d'effet des rétrogradations et déplacements d'office ; rejeté - (p. 1079) : se déclare opposé à l'amendement N° 154 de M. Guy Petit (possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles) - Disparition pour les présidents des tribunaux d'instance de la charge du contentieux des prud'hommes - (p. 1080) : mode de désignation des conciliateurs - (p. 1082) : à propos de l'amendement N° 163 de M. Marcel Rudloff (possibilité pour les futurs avocats en cours de formation de participer à des actes juridictionnels), intervient sur l'égalité entre les futurs avocats et les modalités d'assistance aux activités des parquets - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1085) : rôle de l'Ecole nationale de la magistrature - Elargissement des possibilités de recrutement latéral - Création des magistrats « volants » - Mainmise du gouvernement sur la magistrature - Le groupe communiste votera contre le projet.

Deuxième lecture [n° **212 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1604) : visite des avocats dans les établissements pénitentiaires et utilisation d'un portique magnétique ; exemples de pays étrangers - Droit pour les magistrats de tenir leur audience et sanctions disciplinaires

vis-à-vis des avocats ; dépôt d'une proposition de loi communiste sur ce sujet.

Art. 1er (p. 1605) : son amendement N° 30 identique à l'amendement N° 22 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article concernant la composition du corps judiciaire ; rejeté - Son amendement N° 31, identique à l'amendement N° 1 de la commission des lois : exercice, par les magistrats remplaçants, des fonctions du niveau hiérarchique auquel ils appartiennent ; rejeté - **Art. 2** (p. 1607) : son amendement N° 33, identique à l'amendement N° 2 de la commission : maintien du magistrat remplaçant jusqu'au retour du magistrat remplacé ; devenu sans objet - (p. 1608) : magistrat remplaçant et notion d'urgence ; maintien du principe d'inamovibilité - (p. 1609) : son amendement N° 34 : magistrat remplaçant et nomination, même en surnombre, au tribunal de grande instance ; rejeté - Son amendement N° 35 : fixation d'un délai à l'exercice des fonctions d'un magistrat remplaçant ; rejeté - **Art. 13** *ter* (p. 1613) : son amendement N° 39, identique à l'amendement N° 10 de la commission : nomination du juge d'instruction dans les formes prévues pour la nomination des magistrats du siège ; adopté - Garanties accordées au juges spécialisés et au juge d'instruction - **Art. 14** (p. 1615) : son amendement N° 40, identique à l'amendement N° 11 de la commission : composition de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 6** *(suite)* : son amendement de coordination N° 37, précédemment réservé, identique à l'amendement de coordination N° 6, précédemment réservé, de la commission ; adopté - **Art. 7** *(suite)* : son amendement de coordination N° 38, précédemment réservé, identique à l'amendement de coordination N° 7, précédemment réservé, de la commission - **Art. 15** (p. 1616) : son amendement de coordination N° 41 identique à l'amendement de coordination N° 12 de la commission ; adopté - **Art. 16** (p. 1617) : son amendement de coordination N° 42, identique à l'amendement de coordination N° 13 de la commission ; adopté - **Art. 17** *bis* : son amendement N° 43, identique à l'amendement N° 50 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine : avertissement et recours devant le Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - **Art. 18** (p. 1618) : son amendement N° 44 identique à l'amendement N° 14 de la commission : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19** : son amendement de coordination N° 45 identique à l'amendement de coordination N° 15 de la commission ; adopté - **Art. 20** : son amendement de coordination N° 46, identique à l'amendement de coordination N° 16 de la commission ; adopté - **Art. 24** (p. 1619) : son amendement N° 47 : concours sur épreuves pour le recrutement exceptionnel de l'Ecole nationale de la magistrature ; rejeté - (p. 1621) : son amendement N° 48, identique à l'amendement N° 18 de la commission : suppression des dispositions de cet article prévoyant un concours exceptionnel réservé aux docteurs en droit ; adopté - **Art. 25** (p. 1622) : son amendement N° 49 : nombre d'emplois créés par le budget de l'année et références pour les nominations faites par concours exceptionnel ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1624) : caractère inutile et dangereux du texte présenté - Opposition du groupe communiste.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, **sur la proposition de loi** [n° **301 (77-78)**] **de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1775) : sa motion N° 1 : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; rejetée - Courant de pensées conduisant à la résignation et au renoncement - (p. 1776) : changement de nature de la mort - Acharnement législatif - Ambiguités du texte - Non inscription à l'ordre du jour de propositions de lois communistes répondant aux aspirations des travailleurs - Inscription à l'ordre du jour de la proposition Caillavet et offensive idéologique du pouvoir - Thème de la « maladie incurable » - Tradition française d'humanisme et tentative d'étouffement de la connaissance rationnelle - Refus de la robotisation des êtres humains - Réforme du CNRS - Déontologie médicale et acharnement thérapeutique ; existence actuelle de moyens juridiques - Droit de vivre sa mort et mise en accusation du médecin - (p. 1777) : problèmes de santé et transformation du médecin en bouc émissaire - Remise en cause de l'hôpital et de la sécurité sociale - Refus d'une démarche malthusienne - Notions de prolongation artificielle de la vie et d'incurabilité - Maladie et catégorie sociale - Restrictions budgétaires et obstacle à la lutte contre la maladie - Droit de vivre sa mort et déclaration notariée ; rôle des médecins - (p. 1778) : état de grossesse et privation du droit de vivre sa mort ; assimilation de la femme à un animal reproducteur - Médecins et obligation de révélation du secret médical - Déroulement des soins et responsabilité du médecin - Euthanasie et écrits d'Alexis Carrel - Historique des lois de l'euthanasie votées aux Etats-Unis et en Union soviétique - Sécurité sociale et loi Berger - Proposition de loi Caillavet et politique d'austérité - (p. 1783) : positions communistes et absence de réponse du gouvernement - Sort réservé à la sécurité sociale - (p. 1784) : sécurité sociale et grève nationale du 13 mai 1980 - Déclare le groupe communiste favorable à l'adoption des conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la **proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1786) : modification de l'art. 63 du code pénal et renversement de la charge de la preuve au profit de la famille - Difficultés pour la famille d'apporter la preuve de la conscience du malade - Position du pape Pie XII et influence sur le Sénat.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 15** (p. 1904) : son amendement N° 110, soutenu par M Raymond Dymont : suppression de cet article prévoyant le refus de prêt bonifié en fonction de la valeur de cession ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** - (p. 2091) : durée des débats et droit pour les parlementaires d'intervenir.

Art. 1 (p. 2093) : son amendement N° 12 : assimilation du crime de viol à toute agression sexuelle ; rejeté - (p. 2094) : son amendement N° 13, identique à l'amendement N° 17 de Mme Cécile Goldet : viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans : adopté - (p. 2095) : conditions de vie réservées aux réclusionnaires notamment jeunes - (p. 2097) : son amendement N° 14, soutenu par Mme Rolande Perlican, identique à l'amendement N° 18 de Mme Cécile Goldet : abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols ; adopté.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2651) : personnel d'EDF et défense de leur statut et de leurs droits constitutionnels ; grève nationale organisée par les syndicats - Réduction des libertés syndicales et action du patronat - (p. 2652) : licenciement de dirigeants syndicaux - Grève et utilisation de la police - Monopole de la radio et radios libres CGT - Remise en cause du droit de grève dans les services publics ; loi sur le « service non fait » et droit de grève à la radio et à la télévision - Droit de grève pour les fonctionnaires d'autorité - Sûreté nucléaire et réduction du droit de grève - (p. 2653) : projet de loi et absence de mesures en faveur de la sécurité nucléaire - Notion de « faute lourde » et dérogation au droit commun de la grève - Violation des normes de sécurité et statuts de 1946 ; respect des droits de la défense - Projet de loi et suppression des garanties de la défense et non désignation de l'autorité compétente pour le prononcé des sanctions - Assimilation de la « faute lourde »

et des arrêts de travail - (p. 2654) : monopole de la radio et de la télévision ; revendications des travailleurs - Droit syndical américain - Opposition unanime du personnel d'EDF-GDF au projet de loi.

Art. 4 (p. 2664) : incidents qui se sont déroulés le 19 octobre 1979 au Bugey - « Vote de peur » demandé par le gouvernement - Destruction de la présomption d'innocence et notion de violation intentionnelle.

— **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli** fait au nom de la commission des lois sur **1° la proposition de loi** [n° **349 (78-79)**] **de M. Henri Caillavet tendant à réviser l'art. 25 de la loi du 31 décembre 1971 et protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience ; 2° la proposition de loi** [n° **221 (79-80)**] **de M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'art. 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'art. 41, alinéa 4 in fine de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense** [n° **243 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2671) : pouvoir judiciaire et multiplication des sanctions disciplinaires ; cas de l'affaire Choucq à Quimper - Droit de la défense et remise en cause des libertés - Défense des libertés et rôle de l'avocat - Nécessité de faire disparaître les textes limitant le droit de parole de l'avocat - (p. 2672) : défense des libertés et rôle des communistes et des Français.

Art. 5 (p. 2675) : actions en diffamation et arrêts de la cour de cassation rendus en 1834 dans l'affaire Raspail ; évolution de cette jurisprudence et intervention de la loi de 1881 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2676) : vote positif du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959** [n° **257 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2757) : sa motion N° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Multiplicité des atteintes aux libertés de la part du gouvernement - Dépôt par le garde des sceaux du projet « sécurité et liberté » - Politique d'intégration européenne - Harmonisation des règles du droit pénal selon le modèle allemand - (p. 2758) : notion d'« espace judiciaire européen » - Réunions régulières des ministres européens de la justice ou de l'intérieur - Entraide judiciaire et extraditions - Garanties importantes présentées par la convention européenne de 1959 : exclusion des infractions politiques de son champ d'application - Convention bilatérale franco-allemande et disparition de ces garanties - Abandon de la sécurité et de la souveraineté nationales - Dispositions contraires à la Constitution - (p. 2759) : délits politiques et infractions de droit commun - Exemple des régimes de dictature : Espagne de Franco - Affaire Croissant - Droit d'asile - Indépendance de la justice - Retard du droit allemand sur les institutions judiciaires de la France - Droit de perquisition sans mandat - Contrôles policiers - Regrette que la commission des lois ne se soit pas saisie du texte pour avis - Demande l'adoption de la motion d'irrecevabilité - (p. 2760) : absence de réponse à ses arguments - Débat sur l'intégration européenne.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **235 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3156) : retard d'extension du code de procédure pénale aux Territoires d'outre-mer - Disparités géographiques invoquées par le Gouvernement pour refuser la promulgation de plusieurs lois telles que celle de 1972 relative à la lutte contre le racisme - Dispositions répressives du projet en examen : suppression des principales garanties judiciaires - Absence de consultation des assemblées territoriales - (p. 3157) : politique d'austérité ; insuffisance du nombre des postes de magistrat - Dispositions du projet et graves atteintes aux garanties judiciaires ; atteinte à la séparation des pouvoirs : pouvoir d'accusation, d'instruction et de justice du juge de section ou du juge forain - Atteinte aux droits de la défense - Déclaration des Droits de l'Homme et principe de l'égalité des citoyens devant la loi - Arrêt du Conseil constitutionnel du 23 juillet 1975 et caractère inconstitutionnel de l'article 6 du projet - (p. 3158) : collégialité prévue à Papeete et à Nouméa : population européenne de ces deux villes - Délais de garde à vue et d'assignation à résidence - Délais de citation - Conditions de détention - Amendements du groupe communiste : suppression du juge unique ; droits de la défense - Opposition du groupe communiste au projet en examen.

Art. 2 (p. 3160, 3161) : son amendement n° 19 : suppression de l'alinéa relatif à la possibilité, dans certaines circonstances pour le juge de section ou le juge forain d'exercer les attributions du ministère public ; rejeté - (p. 3163) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de M. Henri Caillavet (indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public) - (p. 3164) : son amendement n° 21 : suppression de l'alinéa relatif au pouvoir d'instruire et de juger du juge d'instruction ou du juge forain ; rejeté - (p. 3165) : son amendement n° 22 : suppression de l'alinéa relatif au remplacement du réquisitoire du ministère public par une ordonnance d'information ; rejeté - Son amendement n° 23 : suppression de l'alinéa relatif au pouvoir de clôture des instructions criminelles ; rejeté - **Art. 3** (p. 3166) : son amendement n° 24 : suppression de cet article relatif à l'assignation à résidence ; rejeté - **Art. 4** (p. 3167) : son amendement n° 25 : en l'absence d'avocat, libre choix par l'inculpé de son conseil ; rejeté - (p. 3168) : son amendement de coordination n° 26 ; rejeté - Situation identique en ce qui concerne la partie civile - **Art. 6** (p. 3169) : son amendement n° 27 : suppression de l'alinéa relatif au juge unique en matière correctionnelle ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (possibilité pour le prévenu de demander à être jugé par un tribunal en formation collégiale) - Délai de détention et frais de transport - **Après l'art. 13** (p. 3172) : position du groupe communiste favorable à l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (non-extension aux territoires d'outre-mer des compétences de la cour de sûreté de l'Etat) - Opposition aux juridictions d'exception - **Art. 22** (p. 3173) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (extension aux TOM de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale) - Dispositions du projet « Sécurité et Liberté » - **Explication de vote sur l'ensemble** : texte dangereux et discriminatoire - Vote du groupe communiste contre le projet.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° **328 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3263) : asphyxie de la juridiction administrative ; insuffisance du personnel et des magistrats - Caractère déplorable des conditions matérielles de fonctionnement - Mise sur pied de mesures hâtives - Décret sur l'intervention facultative du commissaire du Gouvernement - Création de formations de jugement réduites à juge unique - (p. 3264) : prorogation des mesures de recrutement complémentaire ; abandon du recrutement par l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Caractère législatif des conditions de recrutement - Cas similaire pour les magistrats de l'ordre judiciaire et l'Ecole nationale de la magistrature - Améliorations apportées au texte par l'Assemblée nationale - Insuffisance des limites imposées au recrutement complémentaire - Nécessité de maintenir le principe du recrutement par l'ENA - Maintien des conseillers après l'âge de la retraite - (p. 3267) : intervention du commissaire du Gouvernement et décision du président du tribunal - Extension des compétences du conseiller délégué - Intervention facultative du commissaire du Gouvernement et égalité des justiciables.

Art. 1 (p. 3268) : son amendement n° 9 : répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration ; rejeté - **Art. 2** (p. 3270) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement n° 2 de M. Félix Ciccolini (accès au recrutement complémentaire pour les fonctionnaires et assimilés de la catégorie A ; justification de cinq ans de

services publics effectifs) - **Art. 4** (p. 3273) : son amendement n° 10 identique à l'amendement n°4 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article concernant le recrutement contractuel des membres des tribunaux administratifs au-delà de l'âge de la retraite ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3274) : vote défavorable du groupe communiste.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** - *Deuxième lecture* [n° **364 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 2** (p. 3325) : son amendement n° 2 : indépendance du juge de section et du juge forain ; rejeté - Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture - Statut de la magistrature - **Art. 13** *bis* (p. 3326) : code d'instruction criminelle et code de procédure pénale - Problème de la liberté d'opinion politique, évoqué par M. Daniel Millaud - (p. 3327) : reprend l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud, retiré par son auteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3328) : améliorations apportées par le Sénat en première lecture et disparues du texte de l'Assemblée nationale - Vote du groupe communiste contre le projet.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Nouvelle lecture* [n° **341 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 24** (p. 3322) : son amendement n° 1 : suppression des titres et travaux : concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales ; rejeté - Son amendement n° 2, identique à l'amendement n° 16 de la commission : suppression de l'alinéa relatif aux concours exceptionnels pour l'accès au second groupe du second grade ; adopté - **Art. 25** (p. 3323) : son amendement n° 3 : limitation du nombre des recrutements par concours exceptionnels ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble :** opposition du groupe communiste au projet.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3887) : extermination des juifs français par les nazis et signes de résurgence du nazisme - Refus par la Bolivie de l'extradition de Klaus Barbie - Cas de Darquier de Pellepoix et entretien paru dans l'Express - Cas de Paul Touvier - Interview à la télévision de Paula Gessler et émission sur Eva Braun - (p. 3888) : responsabilité du Gouvernement dans la résurgence du nazisme - Impunité des groupes nazis et inefficacité des services de police - Réunion des anciens SS de la division Charlemagne - Attribution d'un numéro paritaire à l'organe de presse de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) - Liberté d'expression et propagande raciste - Crimes et attentats ; assassinats d'Henri Curiel et de Pierre Goldman - Présence de policiers parmi les membres des groupes d'extrême droite ; cas de l'inspecteur Durand - Attentats contre Paul Cacheux - Dissolution de la FANE - Attentat contre la synagogue de la rue Copernic et saisine de la cour de sûreté de l'Etat, juridiction d 'exception, substituée à celle des juridictions de droit commun - Politique de la France à l'égard des travailleurs et étudiants étrangers - (p. 3889) : projet de loi « Sécurité et liberté » - Mouvement populaire contre la résurgence du nazisme - Heure d'instruction civique préconisée par le président de la République et ignorance des jeunes - Enseignement de l'histoire.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (4 novembre 1980) - **Motions d'irrecevabilité** (p. 4354) : sa motion n° I-2 : décision du Sénat déclarant irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2 du Règlement ; rejetée - Contradictions entre le texte en discussion et celui de l'exposé des motifs - Vaste campagne publicitaire organisée par le gouvernement - (p. 4355) : atteintes aux principes constitutionnels - Texte gouvernemental et infractions de grande violence : exclusion de la délinquance et de la criminalité d'affaires - Création de nouvelles incriminations et problème de la possible assimilation à celles-ci des actions revendicatives des travailleurs - Lutte contre l'insécurité et crainte d'une justice expéditive - Emploi de la répression comme unique remède dans la lutte contre la délinquance - Aggravation du caractère de classe de la justice française ; atteintes aux libertés individuelles et collectives ainsi qu'aux garanties judiciaires fondamentales - Modifications au principe de l'individualisation des peines ; introduction de la notion de « certitude de la peine » - Manque de précisions dans la qualification des peines ; création d'un « droit pénal à deux visages » en matière correctionnelle et pénale : exemple de la pluralité des procédures applicables à une même infraction et son inconstitutionnalité - Déclaration des droits de l'homme et principe de l'égalité devant la loi - Procédure de la saisine immédiate permettant l'application du flagrant délit à tous les délits - Liberté du choix de la précédure laissée au Parquet - Absence d'instruction et utilisation du rapport de police pour la constitution des charges - Introduction, en matière criminelle, de plusieurs « circuits » de procédure ; augmentation des compétences du Parquet - (p. 4356) : texte gouvernemental et augmentation de l'inégalité des citoyens devant la loi : pluralité des procédure : applicables à une même infraction et exemple du double degré en matière criminelle - Justice de classe : indemnisation des victimes et réduction automatique de la peine encourue - Constitution et illégalité du texte en discussion - Liberté pour le Parquet de choisir entre instruction, saisine immédiate ou citation directe en matière correctionnelle - Suppression du caractère obligatoire de l'instruction criminelle à deux degrés - Substitution de l'autorité judiciaire au législateur en matière de détermination des crimes et délits - Extension des incriminations et rôle de la cour de cassation - Ancien régime de l'individualisation des peines et nouveau régime « dur » réservé aux infractions de grande violence ; cas de la criminalité d'affaires et des autres délinquants - Principe de la proportionnalité des délits et peines - (p. 4357) : droit pénal actuel et proportionnalité des peines - Conseil constitutionnel et principe de l'individualisation des peines ; sa décision du 22 novembre 1978 sur la loi relative au mode d'exécution de certaines peines privatives de liberté - Rôle du juge de l'application des peines et arbitraire de ses pouvoirs - Texte gouvernemental et renforcement des pouvoirs du garde des sceaux ; création d'une commission de l'application des peines - Substitution du garde des sceaux au juge de l'application des peines pour la mise en liberté conditionnelle des détenus et leurs permission de sortie - Assimilation de l'exercice du droit de grève aux actes de grande violence ; exemple de la SNCF - Propos de M. Ceyrac sur les mouvements revendicatifs - - Atteinte au droit de grève et précédent des personnels des installations nucléaires - (p. 4358) : principe constitutionnel du droit de grève et instauration de limitations pénales à son exercice - Extension des contrôles d'identité - Atteintes aux droits de la défense : saisine immédiate et droits égaux de la défense et de l'accusation - Inconstitutionnalité du texte en discussion : atteinte aux droits de l'homme, aux principes fondamentaux de la République et à la convention européenne des droits de l'homme - **Question préalable** (p. 4372) : sa motion n° I-1 tendant à opposer la question préalable : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; rejetée - Texte gouvernemental et publicité faite autour de celui-ci : médias, intervention présidentielle - (p. 4373) : anticonstitutionnalité du projet « sécurité et liberté » - Insécurité sociale et nécessité de remédier à ses causes ; insécurité physique et inutilité d'une répression accrue de ses effets : problème des cités dortoirs, des grands ensembles, des chômeurs, des immigrés, des jeunes - Texte gouvernemental et restriction des libertés individuelles : saisine immédiate, contrôles d'identités, garde à vue ; destruction des acquis démocratiques - Pouvoir exécutif et main mise de celui-ci sur le judiciaire - Absence de consultation des magistrats et élaboration secrète du texte - (p. 4374) : protestations des milieux judiciaires aux réformes envisagées - Indignation des organisations ouvrières devant les conséquences sociales

de ce texte - Amendements de l'Assemblée Nationale et création de nouvelles incriminations. Conséquences de l'extension des contrôles d'identité et de la fouille des véhicules - Infractions violentes et exclusion de la criminalité d'affaires - Problème du chômage et assimilation des revendications syndicales à des actes de violence - Loi anti-casseurs et déclarations gouvernementales - Diminution des droits de la défense et dépersonnalisation des peines - (p. 4375) : déshumanisation de la justice ; réinsertion sociale des détenus libérés - Nécessité de sanctions exemplaires - Portée politique de ce texte : augmentation des pouvoirs de l'exécutif au détriment du législatif et du judiciaire - Equilibre et séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie - Problème du recrutement des magistrats et de l'exercice de leur activité ; création en 1945 du Conseil supérieur de la magistrature - Rôle accru du procureur de la République et du procureur général : conséquences de la saisine directe - (p. 4376) : lenteur de la justice et nécessité d'augmenter le nombre des magistrats ; conséquences de la diminution du nombre des juges d'instruction - Conception gouvernementale du rôle de la police - Sélectivité et impuissance des enquêtes de police - Danger que constituerait pour la démocratie l'adoption de ce texte - Au nom du groupe communiste, demande au Sénat de ne pas examiner le projet.

Suite de la discussion (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4453) : motion d'irrecevabilité et question préalable déposées par le groupe communiste - Hypocrisie du projet - Atteinte aux libertés - Inconstitutionnalité - Répression - Lutte des communistes contre l'insécurité : proposition de M. Charles Fiterman,député du Val de Marne - Utilisation de la police : répression des luttes sociales ou sécurité des citoyens - (p. 4454) : chômage - Inadaptation scolaire - Violence dans la presse et à la télévision - Réaction des organisations syndicales d'ouvriers, de magistrats et d'avocats contre le projet - Contrôles d'identité - Droit de grève des agents de la SNCF ou d'EDF et police des chemins de fer - Justice expéditive - Détention provisoire - Création de postes au Ministère de la Justice - Procédure de flagrant délit - Justice de classe - Impossibilité d'amender ce projet de loi.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4518) : son amendement n° I-178 : suppression de cet article définissant les principes du projet de loi ; rejeté - Différences entre l'esprit de l'exposé des motifs et la lettre du texte - Exclusion du projet de la criminalité d'affaires - Gravité des violences et peines de substitution - Subordination hiérarchique du parquet - **Avant l'art. 7A** (p. 4522) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives) - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4526) : association de malfaiteurs et absence de réalisation d'un crime ; recherche de l'intention - (p. 4527) : au sujet de la suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs, se déclare défavorable aux amendements identiques n° I-9 de M. Félix Ciccolini et n° I-87 de la commission (p. 4529) : enregistrement sur bande ou écrit et absence d'acte matériel préparatoire - **Avant l'art. 7** (p. 4538) : son amendement n° I-180 : abolition de la peine de mort ; rejeté - Longueur de la peine et absence de récidive - Projet « sécurité-liberté » et prononcé de trois condamnations à mort - (p. 4539) : impondérables pesant sur la décision condamnant à la peine de mort - Montée de la violence et inutilité de la peine de mort - Justice pénale et prise en compte de la vengeance individuelle - Evolution de la société et suppression de la peine de mort - (p. 4540) : inopportunité d'un débat sur l'abolition de la peine de mort ; existence de nombreux « cavaliers »au cours des discussions du Sénat - (p. 4541) : refus d'un débat sur la peine de mort ; moyens dilatoires employés - (p. 4543) : opposition à la peine de mort et refus d'engager le débat - Insécurité sociale et responsabilité du gouvernement - **Art. 7** (p. 4544) : son amendement n° I-181 : suppression de cet article concernant les menaces faites aux personnes ou aux biens ; rejeté - (p. 4547) : se déclare favorable aux amendements de M. Félix Ciccolini n° I-19 (assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole), n° I-20 (suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens), n° I-21 (répression des seules menaces d'atteinte grave aux personnes) et n° I-22 (répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition) - **Art. 8** (p. 4549) : utilisation de textes faits uniquement contre les délinquants ou les criminels de droit commun à l'encontre de syndicalistes - (p. 4551) : atteinte au droit de grève et rôle joué par le Sénat - Loi anticasseurs et manifestation du 23 mars 1979 - Ambiguité des textes et prise en compte des travaux parlementaires par les magistrats - Détermination du *quantum* de la peine.

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4562) : se déclare favorable à l'amendement n° I-26 de M. Félix Ciccolini (montant minimum de la pénalité pour coups et blessures) - (p. 4564, 4565) : se déclare favorable à l'amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini (coups et blessures et incapacité de travail) - (p. 4568) : intervient sur les amendements n° I-111 de la commission et n° I-30 de M. Félix Ciccolini relatifs aux circonstances aggravantes et à la privation des droits civiques - *Art. 310 du code pénal* (p. 4571) : reprend l'amendement n° I-31, retiré par M. Félix Ciccolini : lésion grave et définitive ou infirmité permanente ; adopté - (p. 4573) : délai d'examen du texte et travail en commission - **Art. 10** (p. 4580) : à propos de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), intervient sur les sévices à enfants ; non dénonciation ; causes profondes de ces situations - Incapacité de courte durée et violences légères - (p. 4585) : disposition de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous relative à l'application de la peine de mort - **Art. 11** (p. 4588) : position du groupe communiste favorable à l'amendement n° I-40 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article relatif au vol) - Prétendu archaisme du code pénal et circonstances aggravantes prévues par le projet - (p. 4590) : se déclare favorable à l'amendement n° I-118 de la commission (abaissement des pénalités en cas de vol simple) - Notion de minimum - *Art. 382 du code pénal* (p. 4591, 4592) : se déclare opposé à l'amendement n° I-120 de la commission (effraction extérieure ou intérieure) - (p. 4594) : se déclare opposé à l'amendement n° I-121 de la commission (circonstances aggravantes du vol et violences avec ou sans incapacité de travail) - (p. 4598) : opposition du groupe communiste aux dispositions de l'art. 382 du code pénal ainsi modifié - *Art. 384 du code pénal.* vol avec port d'armes et dispositions actuelles du code.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** *bis* (p. 4619) : délinquance à col blanc et position gouvernementale - **Art. 13** - *Art. 434 du code pénal* (p. 4623) : nécessité de préciser la notion de détérioration légère ; refus de la circonstance aggravante de réunion ; mesures de prévention - (p. 4625) : textes anti-ouvriers : cadre d'application déterminé de l'article 443 du Code pénal et demande de suppression de cet article - Se déclare favorable à l'amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini (destruction ou détérioration commise par plusieurs personnes, suppression des sanctions) - **Art. 7 A** *(suite)* - *Art 266 du code pénal* - (p. 4636) : question au gouvernement sur la notion de sécurité des personnes - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* - (p. 4640) : son amendement n°I-182 identique à l'amendement n° I-186 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains ; rejeté - Principe constitutionnel du droit de grève et son assimilation à un délit - Droits sociaux et politique gouvernementale ; loi anti-casseurs - (p. 4641) : limitations au droit de grève et sanctions pénales - **Art. 3** (p. 4649) : son amendement n° I-179 : suppression de cet article élargissant les cas de récidive en matière correctionnelle ; rejeté - (p. 4654) : principes essentiels du droit pénal français et restriction des libertés individuelles.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** (p. 4674) : se déclare favorable à l'amendement n° I-5 de

M.Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant les délits et peines planchers incompressibles et les circonstances atténuantes et aggravantes) - *Art. 463-1 du code pénal* (p. 4676) : drogue et récidive - (p. 4678) : lutte contre les gros trafiquants - **Art. 6** (p. 4685) : absence du phénomène dit « du sursis à répétition » - (p. 4686) : sursis et réinsertion sociale - Réglementation des conditions de l'octroi du sursis ; pouvoir d'appréciation réservé au juge - Se déclare favorable à l'amendement n° I-7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis) - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4688) : absence d'un système dit du « sursis-répétition » - Mesure de l'importance de la récidive - (p. 4692, 4693) : qualité des critiques adressées au projet - Responsabilité des magistrats dans l'application de la loi - **Après l'art. 17** (p. 4701) ; se déclare défavorable à l'amendement n° I-177 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse) - (p. 4702) : son amendement n° I-183 : abolition de la loi anti-casseurs ; rejeté - (p. 4703) : rappelle les termes de l'article 184 du code pénal concernant le délit de violation du domicile d'un citoyen ; cas de délégations d'élus ou syndicales restant dans les locaux ministériels après le refus du ministre de les recevoir - **Avant l'art. 21** (p. 4725) : se déclare défavorable à l'amendement n° II-173 de M. Marcel Rudloff (pouvoir du procureur de la République de demander des enquêtes de personnalité).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Après l'art. 30** (p. 4753) : son amendement n° II-129, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la cour de sûreté de l'Etat ; rejeté - **Art. 31** (p. 4753) : son amendement n° II-130, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la procédure de flagrant délit et abrogation des articles du code de procédure pénale, relatifs à cette procédure ; réservé jusqu'après l'examen de l'art. 32 relatif à la procédure de saisine directe, puis retiré (p. 4780) - **Art. 32** (p. 4754) : son amendement n° II-131 : suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe ; rejeté - **Art. 31** *(suite)* (p. 4780) : retrait par M. Jacques Eberhard de son amendement n° II-130, précédemment réservé.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Après l'article 44** (p. 4803) : son amendement N° II-132, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de l'interdiction de séjour ; rejeté - **Art. 45** (p. 4804) : son amendement N° II-133, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article complétant les dispositions relatives à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières ; rejeté - **Après l'article 47** (p. 4827) : son amendement N° II-134, soutenu par M. Jacques Eberhard : interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route ; rejeté - **Art. 47** *bis* (p. 4829) : son amendement N° II-135, soutenu par M. Jacques Eberhard, et identique aux amendements N° II-57 de M. Jean Geoffroy et N° II-181 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité ; adopté - **Art. 47** *ter* (p. 4832) : son amendement N° II-136, soutenu par M. Jacques Eberhard, identique aux amendements N° II-59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-182 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article concernant le droit de rétention pour vérification d'identité même en l'absence de toute infraction ; rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *quater* (p. 4865) : son amendement N° II-137, soutenu par M. Raymond Dumont, identique aux amendements N° II-60 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-183 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité ; rejeté - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : son amendement N° II-138, soutenu par M. Raymond Dumont, identique aux amendements N° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et N° II-184 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité ; rejeté - **Art. 53** (p. 4878) : son amendement N° III-23, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article concernant la qualification de circonstance atténuante d'une réparation volontaire en matière correctionnelle ou de police ; rejeté.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) - (p. 5765) : projet « sécurité et liberté » et justice de classe - Répression des luttes sociales - Création de nouvelles incriminations et de nouvelles peines - Budget de 1981 et application de ses nouvelles dispositions - Augmentation prévisible du nombre de détenus et accroissement de la durée des peines ; politique de répression et d'enfermement ; augmentation des crédits destinés à la construction et à l'aménagement des prisons - Surpeuplement des prisons et récidive - Minceur de crédits de la réinsertion sociale ; comités de probations, postes d'éducateurs - (p. 5766) : faiblesse des crédits des services d'éducation surveillée et aggravation de la petite délinquance ; non respect des objectifs du VII[e] plan - Sacrifice du service public de la justice et insuffisance des crédits des services judiciaires - Lenteur de la justice civile et absence de création d'emplois dans les greffes - Délai de jugement - Existence de « turbo-juges » et de « turbo-greffiers » - Explosion judiciaire et insuffisance des créations de postes - Faiblesse de l'augmentation du plafond de l'aide judiciaire ; SMIC et absence de l'aide judiciaire totale - Rémunération des commissions d'office en matière pénale pour les avocats - Indemnités versées aux avocats au titre de l'aide judiciaire - Administration pénitentiaire et caractère inadmissible du système de détection mis en place à l'égard des avocats - Caractère inéquitable de la justice ; oubli de la criminalité d'affaires - (p. 5767) : multiplication des procès contre la CGT - Conseils de prud'hommes et absence de moyens de fonctionnement - Attaque contre le statut de la magistrature ; recrutement parallèle - Création des conciliateurs et absence de garantie ; méthodes de travail et exemple des sociétés d'HLM - Qualité du système du juge de paix - Attributions juridictionnelles accordées à des suppléants de juges d'instance - Sort réservé à l'avant-projet de révision du code pénal - Espace judiciaire européen et remise en cause de la souveraineté de la justice française ; convention franco-allemande d'entraide judiciaire - Vote défavorable du groupe communiste

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5777) : son amendement n° 262 : suppression des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales ; rejeté - (p. 5780) : son amendement n° 263 : réduction indicative des crédits du titre III concernant l'organisation de concours exceptionnels pour le recrutement des magistrats ; rejeté - (p. 5781) : son amendement n° 264 : réduction indicative des crédits du titre III concernant la Cour de sûreté de l'Etat ; rejeté - Modalités de composition et de fonctionnement de la Cour de sûreté ; nécessité de sa suppression - (p. 5782) : son amendement n° 265 : réduction indicative des crédits du titre III concernant les vacations allouées aux conseillers prud'hommes ; rejeté - Application de la réforme des conseils de prud'hommes ; dénonce la politique gouvernementale - **Art. 46** (p. 5785) : son amendement n° 266 : hausse des plafonds de ressources des bénéficiaires de l'aide judiciaire totale et partielle ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 188 (80-81)] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6496) : restriction des libertés par le gouvernement - Délinquance et politique d'austérité - Utilisation de la police à des tâches de répression - Opérations « coup de poing » - Insuffisance des moyens de prévention - Répression des mouvements sociaux - Atteintes aux droits sociaux des travailleurs : droit de grève - (p. 6497) : contrôle du gouvernement sur la magistrature - Généralisation de la procédure des flagrants délits - Saisine de la chambre d'accusation - Principe de l'indépendance du juge - Absence des avocats - Dispositions

adoptées par le Parlement sur la garde à vue et le contrôle d'identité - Vote hostile du groupe communiste - (p. 6499) : citation tronquée des propos de Pierre Juquin, par le garde des sceaux - (p. 6500) : défense des libertés et force de dissuasion, évoquée par le ministre - Rôle du juge d'instruction.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 6513) : restriction des libertés : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** [n° **176 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. unique** (p. 6474) : son amendement n° 2 : fixation à 2,40 du coefficient de plafonnement des baux commerciaux ;rejeté - Difficultés des petits commerçants et artisans ; faillites.

LEFORT (Fernand), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **363** (8 avril 1980) (p. 1085) à M. le Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants : les **anciens combattants (fête du 8 mai ; rapport constant ; anciens combattants d'Afrique du Nord).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Après l'art. 9 (p. 32) : son amendement n° 32, soutenu par M. Raymond Dumont : impôt sur les sociétés des entreprises d'armement ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 12** (p. 35) : son amendement n° 39, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article fixant la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 21** (p. 41) : son amendement n° 48, soutenu par M. Anicet Le Pors : contribution patronale à l'effort de construction fixée à 2 % ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Explication de vote sur les art. de la première partie (p. 112) : recours à la procédure du vote bloqué - Eléments nouveaux intervenus depuis décembre 1979 - Hausses de prix - Justice fiscale - Agriculture française - (p. 113) : le groupe communiste ne votera par le projet.

Deuxième partie.

Anciens combattants (p. 117) : rejet de ce budget par le Sénat et l'Assemblée nationale - Problème du rapport constant - Pensions de veuves et d'ascendants - Anciens d'Afrique du Nord - Célébration du 8mai.

Environnement et cadre de vie (p. 121) : logement social - Accession à la propriété - Charges de chauffage - Profits des sociétés pétrolières - Allocations exceptionnelles accordées par le Gouvernement - Acquisition de terrains par les collectivités locales - Apport personnel - Réhabilitation de l'habitat ancien - Allocation logement et aide personnalisée au logement - Le groupe communiste votera contre.

Budgets annexes (Art. 39) (p. 129) : insuffisance des crédits affectés aux postes et télécommunications - Dégradation du service postal - Niveau des salaires et conditions de travail du personnel des PTT - Employés des centres de tri - Augmentation nécessaire des effectifs - Coût du téléphone - Le groupe communiste votera contre le budget des postes et télécommunications.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 9** (p. 550) : parité sociale des exploitants agricoles avec les autres salariés ; échec de la loi de 1960 et cas des retraites agricoles - Augmentation des cotisations et améliorations nécessaires des avantages vieillesse - Absence d'indemnités journalières agricoles - Insuffisance de la pension d'invalidité et de l'indemnité viagère de départ - Situation des conjointes d'exploitants - Cotisations et critère du revenu ; injustice du critère du revenu cadastral - Insuffisance des retraites agricoles - (p. 551) : fixation de l'âge donnant droit à la retraite agricole ; octroi d'une garantie de revenus - (p. 553) : son amendement N° II-7 : détermination des droits à la retraite pour l'exploitant et sa conjointe ; rejeté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 28** (p. 860) : ses amendements soutenus par M.Raymond Dumont N° III-69 : suppression des dispositions de cet art. liant l'attribution de l'indemnité viagère de départ (IVD) complément de retraite à l'IVD non complément de retraite ; rejeté ; N° III-70 :cumul de l'avantage vieillesse agricole et d'une indemnité annuelle complément de retraite ; rejeté ; N° III-71 : suppression des dispositions de cet art. prévoyant un délai de versement pour l'indemnité annuelle complément de retraite pour les agriculteurs de plus de soixante-cinq ans ayant cédé leurs terres ; rejeté ; et N° III-72 : proportion de l'IVD complément de retraite par rapport au montant de l'IVD non complément de retraite ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : pouvoir d'achat des salariés** - (10 juin 1980) - (p. 2522) : pouvoir d'achat des salariés et problème du logement - Libération des loyers - Loyers et charges - Spéculation sur les logements - Droit d'entrée demandé aux locataires - Saisies et expulsions - Coût du chauffage - Aide personnalisée au logement et conditions pour en bénéficier - Scandale financier de l'Office interdépartemental de la région parisienne (OIRP) - Entretien des bâtiments et conventionnement - Statut des fonctionnaires de l'OIRP - Conventionnement de la Société immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) - Propositions communistes : construction de logements ; prêts - (p. 2523) : allocation de logement.

— **Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales** - (10 juin 1980) - (p. 2533) : atteintes aux libertés de la part de la direction de l'Agence nationale pour l'emploi - Mise en cause de l'appartenance syndicale de membres de la CGT - Procédure disciplinaire à l'égard de Mme Anne Lerolle et de M. Ruddy Sanchez - Griefs invoqués et interdit professionnel - (p. 2534) : répression syndicale à l'ANPE et politique du chômage - Demande l'annulation de toutes les sanctions - (p. 2535) : occupation des locaux de l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen par le personnel de l'entreprise depuis plus de quatre ans - Redémarrage possible de l'entreprise Chaix - (p. 2536) : chômage des imprimeurs français et travaux effectués à l'étranger - Atteintes aux libertés syndicales dans l'entreprise Alsthom-Unelec à Saint-Ouen, appartenant au groupe Alsthom - Grève du personnel et répression policière - Plainte déposée par la direction et interrogatoire des travailleurs - (p. 2537) : cas précis évoqué par Mme *Hélène Luc* et précisions relevées par les inspecteurs du travail sur la procédure suivie - Rôle de l'enquête contradictoire - Demande la levée des sanctions.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3075) : confirmation par le groupe communiste de son vote hostile au projet, intervenu en première lecture - Protestation contre le recours à la procédure du vote unique - Procédure de conventionnement et financement par les locataires de la recherche et des travaux d'économies

d'énergie - Hausse des loyers - Aide nécessaire de l'Etat aux organismes d'HLM.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° 304 (78-79)] - (9 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 3820) : attente des pêcheurs - Rôle des associations de pêche - Insuffisance du projet - Protection des eaux piscicoles et pollution industrielle - Privatisations abusives - Accès aux berges et droit des riverains - Pêche de loisir à caractère social - Statut des gardes-pêche - Amendements communistes et non-opposition à un texte attendu par les associations de pêche.

Art. 10 (p. 3837) : soutient l'amendement n° 44 de M. Gérard Ehlers (dans les condamnations pour délit de pêche, suppression de la possibilité de condamnation au paiement de la valeur du poisson non saisi) - **Art. 11** (p. 3838) : soutient l'amendement n° 45 de M. Gérard Ehlers (application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos), puis le retire au profit de l'amendement analogue n° 35 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Guy Robert - **Art. 12** (p. 3839) : soutient l'amendement n° 47 de M. Gérard Ehlers (doublement des amendes en cas de pollution par une entreprise) - **Art. 17** (p. 3843) : soutient l'amendement n° 49 de M. Gérard Ehlers (suppression de la disposition relative à la saisie des automobiles et véhicules des contrevenants).

— **Question orale avec débat : mesures en faveur des anciens combattants** - (28 octobre 1980) - (p. 4053) : insuffisance du budget 1980 des anciens combattants et victimes de guerre ; question au gouvernement sur les mesures qu'il envisage de prendre - Droit à réparation des anciens combattants ; économies du gouvernement sur ce budget depuis 1962 - Commission tripartite : examen de l'application du rapport constant entre les pensions et retraites des anciens combattants et le traitement des fonctionnaires ; rattrapage nécessaire de 14,26 % en faveur des pensionnés et retraités - Application des conclusions de la commission tripartite demandée par les anciens combattants et engagements des parlementaires - Conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord - (p. 4054) : insuffisance du délai de présomption de trente jours après le retour en France ; application d'office du bénéfice de la campagne double - Question sur l'examen des propositions relatives à la pathologie des victimes de la déportation du travail - Reconnaissance nécessaire du 8 mai comme jour férié légal : proposition de loi adoptée par le Sénat ; volonté du gouvernement contre la recrudescence du nazisme - (p. 4056) : célébration du 8 mai : période actuelle différente de celle de 1946 - Retard dans l'attribution de la carte aux anciens combattants d'Afrique du Nord - Rapport constant : non respect de la parité et prise en compte nécessaire du niveau d'invalidité - Retard de 14,26 % reconnu par la commission tripartite - Existence d'une seule conclusion à la commission tripartite.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980) - en remplacement de M. Jean Garcia (p. 4334) : secteur automobile : situation de l'emploi dans la Seine-Saint-Denis - Recherche d'un redéploiement à l'étranger et menace pour l'industrie automobile : exemples des implantations d'unités de production, des importations de Renault et Peugeot - Préjudices résultant des exportations de capitaux et nécessité d'investir en France - (p. 4335) : exemples de Citroën, de Bosch Saint-Ouen - Mesures techniques et sociales à mettre en place : exemples de l'utilisation du progrès technique, de l'élévation de la qualification professionnelle, de la formation aux automatismes et à l'informatique - Souhait de la semaine de trente cinq heures et de la retraite à 55 et 60 ans.

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) - en remplacement de M. Louis Minetti (p. 4349) : reconnaissance par le gouvernement de la nécessité d'utiliser le charbon dans l'industrie et de faire un inventaire des ressources nationales - Influence des luttes de travailleurs mais maintien de certaines mesures : exemple du bassin des Cévennes - Augmentation de la production de charbon nécessaire à l'industrialisation du Languedoc-Roussillon - Crédits nécessaires pour le gisement de Ladrecht ; position des socialistes favorable à la politique gouvernementale : exemple de la centrale électrique au bassin de Gardanne - (p. 4350) : création d'emplois, utilisation des rejets d'eau chaude ; importantes quantités exploitables - Plan de production du centre Midi 1980 : fermeture de bassins - Nécessité de maintenir les puits des Cévennes, de la Loire, du Nord-Pas-de-Calais - Analyse du problème du bassin minier de Manosque : fermeture, possibilité d'exploitation, mission d'étude sur la gazéification du charbon, question au gouvernement sur les mesures qu'il entend prendre - Politique européenne de fermeture des puits, régression de la production au profit des importations ; chômage, déficit de la balance commerciale - Valorisation nécessaire des richesses nationales - Indépendance énergétique de la France.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5043) : son amendement n° 80 : perception au taux de 7 % de la TVA sur la fourniture de fuel domestique destiné au chauffage des habitations ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 5146) : son amendement n° 118 : augmentation de la participation des employeurs au financement de la construction ; rejeté - (p. 5147) : son amendement n° 122 : création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions réalisées par les sociétés et destinée à financer les travaux d'entretien et de rénovation nécessaires, notamment en matière d'isolation thermique et phonique, dans les HLM ; irrecevable aux termes de l'article 18 de l'ordonnace portant loi organique relative aux lois de finances.

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5253) : absence de changement dans la politique gouvernementale ; conclusions de la commission tripartite - (p. 5254) : contentieux des anciens combattants et attente vaine d'une solution - Pensions et non respect de la parité avec la fonction publique - Rejet par le gouvernement des conclusions de la commission tripartite créée en 1977 - Caractère de réparation de la loi sur les pensions ; absence d'une notion d'assistance - Caractère insuffisant de l'octroi de points supplémentaires à de petits pensionnés - Pensions des veuves - Principe de la proportionnalité des pensions - Sort des internés et des patriotes résistant à l'occupation (PRO) - Traitements subis dans les camps et méthode d'investigation de l'administration française - Nécessité d'un texte réglant le sort des victimes des camps de concentration - Relèvement du plafond de la retraite mutualiste servie aux anciens combattants - Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition adoptée par le Sénat faisant du 8 mai un jour férié - (p. 5255) : attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du nord - Bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du nord - Nécessité d'appliquer les conclusions de la commission tripartite - Rejet de ce budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5270) : persistance du contentieux entre le Gouvernement et les associations d'anciens combattants - (p. 5271) : revalorisation des pensions et modicité des décisions prises - Caractère férié du 8 mai - Rejet des crédits par le groupe communiste.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5617) : atteinte aux services publics - (p. 5618) : technologies modernes et bénéfice au profit de quelques sociétés multinationales - Utilisation de la télématique par le service des postes et télécommunications - Importance des moyens financiers engagés et absence de consultation du parlement sur la politique télématique - Multiplication des sociétés

filiales des PTT ; utilisation des fonds publics et création d'une commission d'enquête parlementaire - Vote défavorable du groupe communiste - Absence de créations d'emplois et multiplication du nombre d'heures d'auxiliaires - Détérioration du service postal ; conditions de vie et de travail du personnel - Hausse des tarifs et faiblesse de l'augmentation des dépenses de fonctionnement - Atteinte aux droits et aux libertés du personnel de la poste - Suppression du service postal à la campagne - Fonctionnement de la poste dans les départements d'Outre-mer - (p. 5619) : rôle des receveurs-distributeurs et reconnaissance de leurs qualités de comptable ; attribution des indemnités mensuelles - Vague d'automatisation et problème des effectifs - Abandon du principe « J + 1 » dans la distribution du courrier - Réduction de la durée hebdomadaire du travail et fixation d'une rémunération minimum

Examen des crédits - Art. 19 (p. 5634) : son amendement n° 231 : réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique ; rejeté (p. 5638) : son amendement n° 230 : réduction des autorisations de programme visant le remplacement des voitures par des cyclomoteurs ou des vélomoteurs ; rejeté - (p. 5639) : son amendement n° 232 : réduction des crédits de paiement relatifs au paiement par les PTT de la TVA due aux sociétés de financement ; rejeté.

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5712) : droit au logement - Augmentation de la spéculation foncière - (p. 5713) : rapport de la commission « habitat et cadre de vie » pour le VIII[e] plan : recul de la construction de logements - Diminution du nombre des logements aidés - Hausse des loyers et des charges - Diminution d'activité de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, et répercussion sur l'emploi - Réforme du logement : règle du plafonnement et conditions d'accès au bénéfice de l'aide personnalisée au logement (APL) - Part respective des prêteurs publics et du secteur bancaire dans le financement du logement - Aide à la pierre et aide à la personne - Désengagement de l'Etat - Recul des aides directes à l'investissement - Prêts d'accession à la propriété (PAP) et prêts conventionnés - Conditions de logement des travailleurs immigrés - Difficultés des organismes d'HLM et nécessité d'un délai moratoire pour le remboursement d'emprunts - Participation patronale à la construction - (p. 5714) : conditions d'octroi de l'allocation de logement - Saisies et expulsions - Plafond légal de densité et taxe de PLD frappant les organismes de construction à caractère social - Vote du groupe communiste contre ce budget - (p. 5728, 5729) : exemple cité par le ministre sur les conditions d'octroi de l'aide personnalisée au logement (APL) et contre-exemples évoqués par les orateurs - Insuffisance du programme de constructions de logements [n° **97 (80-81)**]

Deuxième délibération (9 décembre 1980) - **Art. 13** - *Etat B* (p. 6133) : emploi du vote bloqué dans la seconde délibération et maintien du contentieux des anciens combattants - Procédure du vote bloqué et adoption du budget - Non application des conclusion de la commission tripartite concernant les anciens combattants - Célébration du 8 mai.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 6439) : son amendement n° 81 : maintien des caractéristiques de logement social, même en cas de revente, des logements construits, acquis et aménagés avec la taxe de 1 % sur les salaires et les fonds publics ; rejeté.

LEGENDRE (Jacques), *secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation* (formation professionnelle) (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1979, p. 1571) puis *secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Formation professionnelle)* (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2746** de M. **Maurice Schumann** : le **financement et la gestion des établissements d'enseignement professionnel** (18 avril 1980) (p. 1406, 1407).

INTERVENTIONS

— Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales - (10 juin 1980) - (p. 2536) : question posée par Mme *Hélène Luc* relative à la procédure disciplinaire engagée par la direction générale de l'ANPE contre un agent responsable de la perturbation d'un jury d'examen lors d'un recrutement - Exercice des libertés syndicales et manquement aux obligations professionnelles - Projet de statut du personnel de l'ANPE - Faits évoqués par les orateurs et confusion entre activités syndicales et activités politiques - Enquête demandée par le ministre du Travail pour chaque fait précis - Protection des activités syndicales - (p. 2537) : non application aux activités politiques des règles relatives aux droits syndicaux : jurisprudence de la cour de cassation sur l'affichage ou la distribution de tracts ou documents politiques dans les entreprises du secteur privé ; situation identique dans le secteur public - Caractère confus des exemples cités et distinction nécessaire entre le droit syndical et l'exercice d'activités politiques.

— Projet de la loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels [n° **240 (79-80)**] - (11 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2570) : présence de plusieurs membres du Gouvernement et importance de la formation professionnelle des jeunes - Qualification professionnelle et possibilités d'emploi - Enseignement alterné et concerté comme élément d'un dispositif global - Crise économique et problème de l'emploi - Insertion professionnelle et valeur accordée par l'employeur à l'expérience professionnelle - (p. 2571) : dispositions du projet : définition de l'alternance ; statut du stagiaire ou du salarié - Formules d'alternance dès avant 1980 : apprentissage ; maisons familiales rurales ; stages en entreprises - Contrats emploi formation - Absence de concurrence entre les diverses formules - Taxe d'apprentissage et financement du nouveau système ; quotas de l'alternance et de l'apprentissage - Contrôle des entreprises et souci de ne pas décourager les bonnes volontés - Paiement par l'entreprise de la taxe d'apprentissage ou de la taxe de formation continue et pratique de la formation par l'entreprise elle même : coresponsabilité - (p. 2577) : recours à la procédure d'urgence, évoqué par MM. *Robert Schwint* et *Hector Viron* - Ressources financières disponibles et possibilité de commencer les expériences d'alternance dès septembre 1980 - Rôle des entreprises dans la formation ; exemple de la manufacture des tabacs (SEITA) de Lille cité par M. *Hector Viron* - (p. 2578) : dispositions du projet et travaux du patronat français ou de la fédération de l'éducation nationale - Prétendue timidité du projet ; disjonction délibérée du volet scolaire, demandée notamment par le groupe socialiste - Abandon par les jeunes du système scolaire et filière de l'enseignement technique - Séquences éducatives en entreprises - Distinction entre le stage en entreprise d'un jeune sous statut scolaire et l'alternance pour un jeune titulaire d'un contrat de travail : participation à la production - (p. 2579) : acceptation de principe par le parti communiste des stages de jeunes en entreprises, mais contestation des modalités - Problème des apprentis maritimes des départements d'outre-mer évoqué par M. *Roger Lise* : apprentissage et formation des marins-pêcheurs aux Antilles - Préparation des textes d'application et concertation avec les rapporteurs des commissions - Financement : risque de concurrence avec les quotas de la taxe d'apprentissage et de la formation continue - Charges des entreprises - Enseignement agricole et formation des agriculteurs abordés par M. *Pierre Louvot* - Contrats emploi-formation - Gamme de contrats de

travail prévue - Appréciation des qualifications et diplômes de l'enseignement technologique - Souci d'éviter les contrôles abusifs - Garanties données aux jeunes.

Avant l'art. 1 (p. 2580) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Hector Viron (formations professionnelles alternées et place maintenue de la formation initiale assurée par l'enseignement public - **Art. 1** (p. 2581) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de réserve des art. 1 et 2 jusqu'après l'examen de l'art. 2 *bis*, formulée par M. Geoffroy de Montalembert - **Art. 2** bis : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 50 de la commission des affaires culturelles et n° 11 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée) - (p. 2582) : s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Danielle Bidard (concertation étendue aux élus du personnel des entreprises d'accueil et aux représentants des organisations syndicales) - **Art. 1** *(suite)* (p. 2583) : accepte les amendements identiques n° 6de la commission des affaires sociales et n° 43 de la commission des affaires culturelles (définition des formations alternées et notion de pédagogie particulière) - S'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Danielle Bidard (pratique des formations professionnelles alternées réservée aux établissements d'enseignement public) - Accepte l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (formation pratique dispensée sur les lieux de travail) - S'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Hélène Luc (contrôle des programmes et de leur progression par concertation étendue, notamment, aux élus du personnel des entreprises et aux représentants des organisations syndicales - Accepte les amendements n° 7 de la commission des affaires sociales (contrôle des programmes et de leur progression par des conventions ou accords) - et n° 45, de coordination, de la commission des affaires culturelles - (p. 2584) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Danielle Bidard (activité placée hors du planning de production) - Distinction entre la situation du scolaire en stage éducatif et celle du jeune titulaire d'un contrat de travail - S'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard (exclusion du champ d'application du projet des jeunes soumis à l'obligation scolaire) - Accepte l'amendement n° 8 de la commission des affaires sociales (suppression de la référence au contrat « de type particulier ») - (p. 2585) : s'oppose à l'amendement n° 75 de Mme Danielle Bidard (finalité de la formation alternée et obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique) - **Art. 2** : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission des affaires sociales - (p. 2586) : liaison entre formations initiales et formations alternées - Objectif de formation professionnelle du projet et diversité des formations dispensées dans l'enseignement supérieur - S'oppose à l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles (extension des dispositions de cet article aux diplômes de l'enseignement supérieur - Accepte l'amendement de coordination n° 49 de la commission des affaires culturelles - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Bernard Talon (homologation a posteriori de certaines formations réalisées par les entreprises) - Avantages et inconvénients de l'homologation a postériori - Commission d'homologation et chambre d'enregistrement - Pression exercée par les possibilités de financement - **Art. 3** (p. 2588) : accepte l'amendement n° 12 de la commission des affaires sociales (constitution d'une commission des relations avec les professions nécessaires dans les seuls établissements délivrant une formation professionnelle alternée menant à une qualification) - Accepte l'amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles (pouvoir consultatif de la commission des relations avec les professions) - S'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Danielle Bidard (compétence exclusive du conseil d'établissement) - (p. 2589) : s'oppose à l'amendement n° 78 de Mme Danielle Bidard (suppression de l'alinéa relatif à la mise en place de la commission des relations avec les professions) - **Art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. James Marson (parité entre l'enseignement théorique et la formation pratique) - Répartition de la durée des enseignements entre enseignement théorique et formation pratique - (p. 2590) : accepte l'amendement n°53 de la commission des affaires culturelles - (durée minimale des enseignements théoriques et de la formation pratique) - **Art. 5** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de forme n° 54 et n° 55 de la commission des affaires culturelles relatifs au décret en Conseil d'Etat - Inspection de l'apprentissage et mise en place d'un nouveau corps d'inspection de l'ensemble des formations en alternance - S'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Hélène Luc (contrôle des établissements et des entreprises par les inspecteurs de la formation professionnelle et les inspecteurs de l'enseignement) - **Art. 6** (p. 2591) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 et l'amendement de coordination n° 16 de la commission des affaires sociales - S'oppose à l'amendement n° 81 de M. Guy Schmaus (pouvoir de décision du comité d'entreprise sur l'organisation des formations alternées) - **Après l'art. 6** (p. 2592) : accepte l'amendement n° 17 de la commission des affaires sociales (information du comité régional de la formation professionnelle sur le bilan des types de formations alternées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18de la commission des affaires sociales (bilan social et information sur les modalités d'accueil des jeunes travailleurs - **Art. 7** : accepte les amendements identiques n° 19 de la commission des affaires sociales et n° 56 de la commission des affaires culturelles (possibilité d'extension de la formule d'alternance à des stagiaires de la formation professionnelle) - **Art. 8** (p. 2593) : demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. Pierre Louvot (suppression de cet article relatif à l'habilitation de l'entreprise) - Agrément des maîtres d'apprentissage et habilitation des entreprises organisant des stages pratiques - (p. 2594) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmaus (compétence du comité départemental de la formation professionnelle pour délivrer l'habilitation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission des affaires sociales (avis du comité départemental de la formation professionnelle préalable à tout retrait d'habilitation) - S'oppose à l'amendement n° 83 de M. Guy Schmaus (prise en compte pour la délivrance de l'habilitation du maintien dans leur emploi des jeunes précédemment embauchés) - **Art. 8** *bis* (p. 2595) : sur l'amendement n° 59 de M. Paul Kauss (1° délivrance de l'habilitation en Alsace et en Moselle par les chambres de commerce et d'industrie ou les chambres de métiers « copétentes » ; 2° qualification des responsables de la formation alternée identique à celle des responsables de l'apprentissage), accepte la première partie mais s'oppose à la deuxième partie - Absence de concurrence entre la formation alternée et l'apprentissage - Souci d'éviter toute hiérarchie entre Formation par alternance et formation d'apprentissage - Identité des avantages sociaux - Qualité égale des formateurs - **Art. 9** (p. 2596) : accepte l'amendement n° 21 de la commission des affaires sociales (1° rédactionnel ; 2° suppression de la disposition relative à la surveillance médicale des stagiaires) - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard n° 84 (participation des organisations syndicales à la négociation de la convention) et n° 85 (élargissement du champ de la convention) - **Après l'art. 9** (p. 2597) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Guy Schmaus (formation professionnelle alternée et emploi stable dans l'entreprise) - **Art. 10** : amendement n° 123 du Gouvernement : application de certaines dispositions du code rural aux stagiaires des entreprises agricoles ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission des affaires sociales (addition à l'énumération des articles du code du travail applicables aux stagiaires, des articles relatifs à la médecine du travail) - S'oppose à l'amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (application aux stagiaires de toutes les dispositions du code du travail) - **Art. 11** (p. 2598) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 107 de M. Pierre Louvot (possibilité pour l'établissement de l'organisme ou le service de formation de prendre en charge l'assurance obligatoire de responsabilité civile pour les

dommages pouvant survenir du fait des stagiaires) - **Art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. James Marson (rémunération du stagiaire au moins égale au SMIC ; taxation des profits des compagnies pétrolières) - Rémunération des stagiaires : application à la formation professionnelle alternée des dispositions de droit commun relatives aux stagiaires de la formation professionnelle - **Art. 13** (p. 2599) : accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission des affaires sociales - **Art. 14** : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission des affaires sociales, s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Hélène Luc (nature du contrat : contrat de travail normal assorti d'un contrat de formation) - (p. 2600) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Pierre Louvot (fixation à 26 ans de la limite d'âge maximum du salarié) - Catégories actuelles de bénéficiaires du contrat emploi-formation - Accepte l'amendement de forme n° 25 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression de l'alinéa relatif au contrat d'apprentissage) - Accepte l'amendement n° 26 de la commission des affaires sociales (application aux salariés en alternance des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise) - **Après l'art. 14** : accepte l'amendement n° 27 de la commission des affaires sociales (insertion, à cet endroit, des dispositions de l'art. 15 : exclusion, pour la prise en compte des droits au congé de formation, des titulaires de contrat de travail comprenant une formation - (p. 2601) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (conditions de délivrance de l'habilitation du contrat de formation alternée ; préparation d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rémunération du salarié) - **Art. 14** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression de cet article relatif à la nature du contrat particulier) - **Art. 15** : accepte l'amendement n° 31 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 15** *bis* (p. 2602) : amendement n° 124 du Gouvernement : possibilité de formation alternée dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée ; adopté - Accepte l'amendement de forme n° 57 de la commission des affaires culturelles - S'oppose aux amendements identiques n° 61 de M. Paul Kauss et n° 116 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à apprentissage) - Non-concurrence entre l'apprentissage et l'alternance, mais souci de ne pas laisser se créer de monopoles - (p. 2603) : non-discrimination de l'apprentissage par rapport à l'alternance : rémunération identique - S'oppose à l'amendement n° 112 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (maintien du salaire intégral pour le salarié titulaire d'un contrat de formation alternée) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission des affaires sociales - Donne des précisions sur la durée de la formation en alternance et sur la rémunération des stagiaires — (p.2604) : rémunération du jeune en apprentissage ou en formation alternée et situation d'un élève boursier d'un lycée d'enseignement professionnel - **Art. 14** *bis (suite)* : accepte l'amendement de coordination n° 28 de la commission des affaires sociales - Accepte l'amendement n° 122 de la commission des affaires sociales (critère d'activité professionnelle pris en compte pour le bénéfice des contrats de formation alternée) - Accepte les amendements rédactionnels n° 29 de la commission des affaires sociales et n° 127 de la commission des affaires culturelles - (p. 2605) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de la commission des affaires sociales (priorité d'embauche à l'expiration du contrat) - **Art. 16** : accepte l'amendement n° 33 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 16** *bis* : demande le retrait des amendements identiques n° 64 de M. Paul Kauss et n° 118 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article relatif aux formations alternées dans l'industrie) - Apprentissage et alternance - (p. 2606) : accepte l'amendement n° 34 de la commission des affaires sociales (référence à l'article 15 bis relatif au contrat de formation alternée) - **Art. 16** *ter* : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission des affaires sociales - Accepte l'amendement n° 36 de la commission des affaires sociales (compétence de la délégation du comité régional pour l'inscription de la formation sur la liste départementale - (p. 2607) : accepte l'amendement n° 37 de la commission des affaires sociales (insertion à cet article de l'alinéa faisant référence aux conventions ou accords prévus à l'art. premier) - Sur la possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale, accepte l'amendement n°103 de M. Pierre Louvot et demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Geoffroy de Montalembert - (p. 2608) : recours auprès du ministre et possibilités de droit commun de recours devant les tribunaux administratifs, évoquées par M. Marcel Rudloff - **Après l'art. 16** *ter* : accepte l'amendement n° 38 de la commission des affaires sociales (contrat emploi-formation comme type de contrat de travail comportant une formation alternée) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 100 de la commission des affaires sociales (adaption du contrat de formation alternée aux cas des aides familiaux et des associés d'exploitation en agriculture) - Précisions sur le contenu du décret en Conseil d'Etat - **Art. 17** (p. 2609) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmaus (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de cent salariés) - **Art. 18** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 de la commission des affaires sociales (fraction de la taxe d'apprentissage obligatoirement consacrée au financement des formations conduisant à l'acquisition d'une qualification) - (p. 2610) : financement des formations alternées et répartition de la taxe d'apprentissage - Quota d'apprentissage et quota d'alternance - Fractions hors quota - Concertation avec les partenaires sociaux et les assemblées permanentes de la chambre des métiers et de la chambre de commerce et d'industrie - Difficultés financières des centres de formation d'apprentis (CFA) - Maintien de quotas distincts et possibilité de les fusionner totalement ou partiellement - Demande le rejet des amendements n° 65 de M. Paul Kauss et 119 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Paul Kauss (suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission des affaires sociales - s'oppose aux amendements n° 4 de M. Marcel Rudloff et 66 de M. Paul Kauss (modification des quotas consacrés à l'apprentissage et à l'alternance et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle) - **Art. 19** (p. 2611) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Bernard Talon (référence aux qualifications visées à l'art. 2) - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. James Marson (suppression de cet article relatif à l'aide de l'Etat aux entreprises) - Crédits consacrés par l'Etat à l'aide aux contrats emploi-formation - Accepte l'amendement de coordination n° 41 de la commission des affaires sociales - Demande le retrait de l'amendement n° 104 de M. Pierre Louvot (suppression de l'alinéa relatif à l'imputation des dépenses consacrées à la formation alternée sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) - Imputation sur le financement de la formation professionnelle continue et possibilité d'application immédiate de la loi - (p. 2612) : financement de l'alternance : pacte national pour l'emploi et taxe d'apprentissage - (p. 2612) : accepte l'amendement de coordination n° 41 de la commission des affaires sociales - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 67 de M. Paul Kauss (possibilité pour les compagnies consulaires de conclure avec l'Etat des conventions-cadres pour la formation alternée) - **Art. 20** *ter* (p. 2613) : effort financier représenté par le pacte national pour l'emploi - Contributions exceptionnelles des employeurs et majoration de la taxe d'apprentissage ; quotas d'alternance à partir de 1982 - S'oppose aux amendements identiques n° 42 de la commission des affaires sociales et n° 58 de la commission des affaires culturelles (suppression de cet article relatif au

financement des formations alternées, à titre transitoire, sur les crédits de la formation professionnelle continue) - Versement de taxes au Trésor et organisation souhaitable des formations par les entreprises elles-mêmes - Début prévu des expériences d'alternance dès septembre 1980 - **Art. 20** *quater* (p. 2614) : demande le retrait des amendements identiques n° 68 de M. Paul Kauss et n° 121 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Paul Kauss suppression de la disposition limitant à l'industrie le bénéfice de l'exonération des charges sociales pour les contrats de formation alternée) - Exonération des charges sociales dans l'industrie par analogie avec les mesures prises en faveur du pacte pour l'emploi - Coût de la généralisation de cette mesure - Durée de cette exonération limitée à la période du pacte pour l'emploi - **Art. 21** : accepte les amendements de coordination identiques n° 69 de M. Paul Kauss et n° 98 de M. Marcel Rudloff.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3183) : hommage à M. *Jean de Bagneux* - (p. 3184) : texte élaboré par la commission mixte paritaire - Enseignement supérieur - Modalités de financement de la formation en alternance : imputation sur le quota de la taxe d'apprentissage - Amendement du Gouvernement déposé à l'article 20 *ter* - Pacte national pour l'emploi - Expériences menées pendant la période transitoire par financement sur le quota de la formation professionnelle - Accord du Gouvernement sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire, modifié par son amendement.

Art. 20 *ter* (p. 3187) : amendement n° 1 du Gouvernement : imputation à titre transitoire du financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6005) : formation professionnelle et responsabilité nationale des entreprises - (p. 6006) : crédits de la formation professionnelle et complexité de présentation ; cas du pacte national pour l'emploi - Stages pratiques en entreprises - Stabilisation des crédits du budget de la formation professionnelle - Crédits consacrés aux « contrôles et interventions » - Rapport de la cour des comptes et crédits du fonds national de l'emploi - Réduction des crédits pour les stages de formation du pacte national pour l'emploi et progression de ceux des stages pratiques en entreprise - Reconduction des crédits aux actions de formation hors pacte - Promotion sociale et formation continue ; congés individuels de formation de longue durée et rémunérés - Développement de la formation professionnelle initiale ; plan de développement de 5 ans de la formation professionnelle - Relance de l'apprentissage - Formation en alternance - Utilisation des crédits d'action de formation et reversement au Trésor - Formation et nécessité d'accord entre l'entreprise et les salariés - (p. 6007) : discussion du plan de 5 ans avec les partenaires sociaux - Formation professionnelle agricole - Formation professionnelle et défis du futur

LEGOUEZ (Modeste), sénateur de l'Eure (UREI).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : dépenses ordinaires** (n° **98**, annexe **42**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur spécial (Dépenses ordinaires) (p. 5645) : importance du nombre de personnels et multiplicité des équipements - Diversité des situations et des statuts - Entraînement des forces armées - Montant du titre III de ce budget et taux de croissance ; importance du poste carburants - Amélioration de la condition des jeunes appelés et qualité du moral des troupes - Réajustement de la prime d'alimentation - Evolution des rémunérations des personnels de carrière - Développement des prêts complémentaires au logement - Nécessité d'accroître les effectifs de gendarmes, conformément aux deux équipes de la loi de programmation - Entraînement des forces ; missions traditionnelles ; surveillance du littoral et de la zone d'intérêt économique ; influence la hausse du prix des carburants - Protection civile - Nécessité de la définition et de l'application d'une politique de dissuasion cohérente - Protection individuelle du combattant - (p. 5646) augmentation des crédits pour l'entretien courant et l'entretien programmé ; définition des priorités - Priorité donnée aux sous-marins et à la force océanique stratégique sur l'entretien de la flotte de surface - Stocks de rechange des organismes de soutien ; cas de l'armée de l'air et de l'armée de terre - Objectifs d'entraînement et prix carburants ; maintien du niveau d'entraînement de 1980 - Augmentation des tarifs de cession des carburants et « redéploiement » des budgets en cours d'exercice - Réforme administrative de « gestion participative par objectif » ; décentralisation des niveaux de décision et découpage de ressources budgétaires en objectifs - Importance de la mission des armées en temps de paix - Proposition d'adoption du titre III du budget de la défense

LEGRAND (Bernard), sénateur de la Loire-Atlantique (GD).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **469**, 1978-1979) relatif à la communication des documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime et des transports par air (n° **210**, 1979-1980) (17 avril 1980) - **Transports aériens.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi (n° **339**, 1979-

1980) modifié par l'Assemblée nationale relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères (n° **352**, 1979-1980) (26 juin 1980) - **Transports aériens.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile** (n° **100**, tome **XIX**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Avant l'art. 14** (p. 596) : sur l'amendement N° III-144 de MM. René Touzet et Charles Beaupetit (composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier », son sous-amendement N° III-347 : participation des présidents des syndicats d'exploitants agricoles et des jeunes agriculteurs ; réservé - puis retiré le 6 mars 1980.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 2** (p. 953) : son amendement N° 111, soutenu par M. Etienne Dailly : durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 21 de la commission.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Art. 14** (p. 1028) : son amendement N° 82, soutenu par M. Jean Béranger : composition de la commission d'avancement et de la commission chargée de donner un avis en matière de recrutement ; réservé puis retiré.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1065) : son amendement N° 83, soutenu par M. Charles de Cuttoli : concours sur épreuves, à l'exclusion des titres et travaux ; rejeté - (p. 1068) : son amendement N° 84, soutenu par M. Jean Béranger, et identique à l'amendement N° 43 de la commission : suppression de l'alinéa relatif au second concours ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 7** *bis* (p. 1878) : se déclare favorable à l'amendement N° 189 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque (cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution) - **Art. 14** *bis* **C** (p. 1890) : sur la représentation des organisations syndicales les plus représentatives au niveau départemental, se déclare favorable aux amendements N° 73 et N° 74 de la commission des affaires économiques.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime et des transports par air** [n° **469 (78-79)**] - (29 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2194) : protection des entreprises françaises contre les législations étrangères ; exemple du droit américain de la concurrence ; insuffisance du projet - Portée de la législation anti-trust américaine - Méthodes d'investigation des autorités américaines et procédures de recherche d'informations dite « *fishing operations* » - Montant élevé des amendes - Projet de loi et extension au transport par air de la loi du 26 juillet 1968 relative aux transports maritimes ; efficacité relative de cette loi de 1968 - Comparution de représentants d'Air-France pour violation de la loi anti-trust - Difficultés quant à la vente des Airbus à la Compagnie *Eastern Airlines* - (p. 2195) : « déréglementation » voulue par les Américains pour les tarifs aériens - Problème de la communication des documents commerciaux, techniques et financiers - Nécessité de donner les moyens aux agents économiques français de faire face à l'inquisition technique et commerciale américaine - Amendements proposés par le gouvernement et proposition d'adoption du projet.

Art. 2 (p. 2197) : amendements de la commission des affaires économiques N° 2 : application de la loi aux personnes morales « de droit privé » ; adopté ; N° 3 : application de la loi aux documents ou renseignements relatifs aux transports ; retiré - Accepte les amendements du gouvernement N° 6 (application de la loi aux communications de tous documents ou renseignements économiques commerciaux ou techniques), N° 7 (définition des documents et des renseignements concernés par arrêtés ministériels) et N° 8 (principe de l'interdiction de recherche ou de communication de tout document ou renseignement dans le cadre de procédures judiciaire ou administrative étrangères) - **Art. 3** (p. 2198) : accepte l'amendement N° 9 de coordination du gouvernement - **Art. additionnel** *in fine :* accepte l'amendement N° 10 du gouvernement (infraction à la loi et augmentation du montant des amendes) - **Art. 1** *(suite) :* amendement N° 1 de la commission, précédemment réservé : application de la loi du 26 juillet 1968 aux transports ; retiré - Accepte l'amendement N° 5 du gouvernement (extension de la loi du 26 juillet 1968 aux transports par air) - **Intitulé :** amendement N° 4 de la commission : de forme ; « projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères ; adopté.

— **Projet de loi instituant l'Agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** - *Deuxième lecture* [n° **338 (79-80)**] - (28 juin 1980) - En remplacement de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3249) : agence pour la qualité de l'air et modifications apportées par l'Assemblée nationale à la composition du Conseil d'administration - Cas des associations de protection de la nature non agréées - Proposition d'adoption conforme de l'article unique du projet.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4416) : se déclare favorable à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-mendement n° 45 de M. André Méric (perception intégrale des indemnités pour les salariés à temps complet lors de leur licenciement sous conditions d'une convention collective le prévoyant) - (p. 4420) : son amendement n° 24 : conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel dans le calcul des seuils d'effectif ; retiré - (p. 4421) : soutient l'amendement n° 16 de M. Henri Caillavet (suppression des dispositions de cet article concernant l'adaptation de la méthode de comptabilisation des effectifs pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux) - (p. 4422) : modification des méthodes de calcul des seuils sociaux et incitation à l'embauche du personnel à temps partiel.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 42** *bis* (p. 5430) : sur l'amendement n° 216 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et au centre de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibilités de double compensation), son sous-amendement n° 223 : extension du bénéfice du remboursement de la TVA aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - Engagement pris par le gouvernement en décembre 1978.

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Aviation civile) (p. 5453) : aménagement du territoire et aviation civile - 1980, année de récession pour les sociétés

de transport aérien internationales - Situation des sociétés américaines - Déréglementation et libéralisation des tarifs ; politique américaine et puissance de l'industrie aéronautique américaine - Disparition des compagnies du tiers-monde et africaines ; proposition d'un plan Marshall - Composition de la flotte d'Air-France ; remplacement des Caravelle et problème de l'acquisition et de la location de Boeing 737 - Augmentation du trafic d'Air-France ; politique tarifaire vers les DOM-TOM - Difficultés de la compagnie UTA et déréglementation du marché aérien - Abandon des Caravelle par Air-Inter ; importance du trafic sur les liaisons radiales par rapport aux liaisons transversales - Air-Inter et train à grande vitesse (TGV) - Déclin de la politique de ponctualité à Air-Inter - Effectif du Centre de contrôle aérien d'Aix-en-Provence - (p. 5454) : situation du personnel du contrôle aérien et proposition de création d'une commission de contrôle sénatoriale - Tarifs pratiqués par Air-France et Air-Inter ; comparaison avec les autres compagnies aériennes - Aménagement du territoire et rôle d'Air-Inter et des compagnies du troisième niveau - Déficit des lignes intérieures et rôle des collectivités locales - Succès du programme Airbus et augmentation des cadences - Production du moteur CFM 56 - Suppression de la subvention à l'Institut des transports aériens (ITA) ; son rôle dans les relations entre la France et l'Afrique francophone - Aide aux compagnies aériennes des pays en développement et initiatives de la France - Avis favorable au projet de budget

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5715) : problème des parcs naturels régionaux en France - Rôle de la fédération des parcs régionaux - Participation de l'Etat au financement des parcs régionaux et désengagement progressif - Concertation interministérielle : circulaire du Premier ministre du 13 septembre 1979 aux membres du Gouvernement et absence de circulaires ministérielles d'application - (p. 5716) : nature des syndicats mixtes de réalisation et de gestion des parcs naturels régionaux ; extension souhaitable en leur faveur du bénéfice de l'exonération de la taxe sur les salaires et du remboursement de la TVA ; son amendement à la loi de finances déposé sur ce point - Rôle du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) - Assainissement des parcs régionaux, tels que celui de la Brière - Centres pédagogiques des parcs naturels régionaux : création nécessaire de postes d'enseignants

Education (5 décembre 1980) - (p. 5872) : suppression des postes dans les oeuvres péri ou post-scolaires - (p. 5873) : qualité de ces oeuvres - Dégradation de la situation économique de nombreuses familles - Mauvaise utilisation du personnel de l'éducation - Suppression des postes et prise en charge par les collectivités locales - Appréciation sur le nombre d'enseignants mis à la disposition des oeuvres péri ou post-scolaires - Parcs naturels régionaux et création de centres pédagogiques ; inutilisation de ces centres

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** *bis* (p. 6117) : son amendement n° 313 : taxe d'espace vert ; fixation par le conseil général dans la limite de 2 % ; adopté.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 6435) : développement des responsabilités des collectivités locales - Importance des biens tombant en désuétude - Se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M.Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - Biens agricoles inexploités et gachis de terres agricoles.

LEJEUNE (André), sénateur de la Creuse (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5360) : difficultés des régions sous-industrialisées et nécessité d'une politique évolutive à moyen et long terme - Exemple du département de la Creuse : exode rural et diminution des exploitations agricoles ; diminution du nombre de chefs d'exploitation et moyenne d'âge élevée ; réduction de l'installation des jeunes - Insuffisance des propositions budgétaires et interrogation des agriculteurs sur les perspectives d'avenir ; endettement accru ; diminution du revenu ; stagnation des prix à la production ; accroissement des charges d'élevage - Diminution de certaines lignes budgétaires (exemple de l'électrification rurale) et inadaptation aux besoins régionaux et nationaux - Nécessité d'une politique des revenus des éleveurs

LE JEUNE (Edouard), sénateur du Finistère (UCDP).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2592** (J.O. Débats 17 octobre 1979) (p. 3285) à M. le ministre de l'Industrie : **l'industrie (suites données à un rapport sur les aides de l'Etat à l'industrie)** - Réponse de M. René Monory, ministre de l'Economie le 6 juin 1980 (p. 2424, 2425, 2426).

n° **2677** (J.O. Débats 7 mars 1980) (p. 712) à M. le ministre de l'Education : les **constructions scolaires (allègement de la procédure administrative pour les constructions scolaires)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education, le 6 juin 1980 (p. 2434, 2435).

n° **2694** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **aides ménagères (aide ménagère aux personnes âgées)** - Réponse de M. Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (23 mai 1980) (p. 2149).

n° **2789** (J.O. Débats 28 mai 1980) (p. 2185) à M. le ministre de l'Education : les **collèges d'enseignement secondaire (CES) (construction d'un CES à Châteaulin (Finistère)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (20 juin 1980) (p. 2909).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 411) : législation et compétitivité de l'agriculture française : lois de 1960 et 1962 ; organisation des marchés ; rôle et composition du Conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire - Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires - Secteur agro-alimentaire - Règles relatives aux organisations interprofessionnelles - Contrats (p. 412) : contrats d'intégration ; cas des éleveurs - Dispositions sociales du projet : revalorisation des retraites des exploitants agricoles ; harmonisation du droit social des salariés ; situation des femmes d'agriculteurs - Dispositions foncières : répertoire de la valeur des terres agricoles ; groupements fonciers agricoles (GFA) ; baux de carrière ; fermage ; installation des jeunes agriculteurs ; législation sur les cumuls -

Aménagement rural : directive nationale et schémas par département ; rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Attachement à l'exploitation familiale.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : sur l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet soutenu par M. Jean-Paul Hammann (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne), son sous-amendement N° IV-42 déposé avec M. René Tinant et soutenu par M. Adolphe Chauvin : dépôt du rapport tous les deux ans ; retiré.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** *quinquies* (p. 1866, 1867) : sur l'amendement N° 231 du gouvernement (rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration et à la fixation de contrats-types dans chaque secteur de production), ses sous-amendements, soutenus par M. François Prigent, N° 246 : clauses relatives aux modalités de rémunération de l'éleveur ; devenu sans objet ; N° 244 : de coordination ; devenu sans objet ; N° 245 : délai d'homologation des contrats-types ; devenu sans objet ; N° 243 : nullité des contrats d'intégration non conformes et substitution du contrat-type du secteur considéré ; devenu sans objet ; et N° 247 : création, par les entreprises signataires de contrats-types, d'un fonds de garantie destiné à couvrir les créances en cas de faillite ; devenu sans objet.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **39**, 1980-1981) autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale (n° **63**, 1980-1981) (29 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section marine** (n° **101**, tome **VIII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **113**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord particulier de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ile Maurice, ensemble un échange de lettres (n° **162**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 605) : son amendement N° III-133 déposé avec M. Charles Edmond Lenglet et soutenu par M. Jacques Mossion : suppression des dispositions de cet art. concernant l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles par « une commission d'aménagement foncier » ; retiré.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 680) : son amendement N° III-134 déposé avec M. Charles-Edmond Lenglet et identique aux amendements N° III-78 de la commission des lois, III-176 de M. Roland Boscary-Monsservin et III-350 du Gouvernement : suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *ter* (p. 846) : soutient l'amendement N° III-139 de M. Charles-Edmond Lenglet (fixation des prix des baux pour un descendant susceptible de s'installer comme exploitant sur des terres de la famille).

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) (p. 2250) : attachement de la Corse à la nation française - Événements dramatiques de janvier 1980 - Attentats et agissements d'une puissance étrangère - Saisine déplacée des instances internationales sur le problème corse.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Troisième lecture* [n° **337 (79-80)**] - (16 octobre 1980) - **Art. 1.** *Art. 332, 333 du Code pénal* (p. 3919) : dégradation des moeurs et protection des adolescents.

— **Question orale avec débat : problèmes posés par les nouvelles techniques de communication** - (21 octobre 1980) - (p. 3968) : regrette l'absence au débat des sénateurs de la commission des finances.

— **Question orale avec débat : information du Parlement sur la bombe à neutrons** - (21 octobre 1980) - (p. 3975) : dégradation de la situation mondiale - Non respect des engagements d'Helsinki - Surarmement soviétique et invasion de l'Afghanistan - Indépendance nationale française et nécessité d'une défense nucléaire tactique et stratégique - Poursuite des études engagées sur la bombe à neutrons.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** [n° **39 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4394) : longueur des négociations ; détérioration des relations franco-algériennes et problème du Sahara occidental - (p. 4395) : vente des biens et rapatriement des avoirs des Français demeurés en Algérie - Divorces ou séparations de couples mixtes ; contestations du droit de garde des enfants - Chômage et diminution de la population des travailleurs immigrés, immigration algérienne - Renouvellement des certificats de résidence pour les ressortissants algériens établis avant le 1er juillet 1962 - Incitations au retour volontaire en Algérie des travailleurs dont les cartes de séjour arrivent à expiration - Retour en Algérie et développement des actions de formation professionnelle - Coopération en matière d'aide à la création de petites entreprises en Algérie - Prise en charge des frais de voyage ; allocation retour ; lutte contre le travail clandestin - Coût des mesures envisagées - Sécurité sociale et égalité de traitement des ressortissants des deux états ; caractère global de la convention générale sur la sécurité sociale - Régime des étudiants et allocation aux vieux travailleurs salariés - Possibilité pour les travailleurs salariés algériens de recevoir des soins en France - Liens historiques entre l'Algérie et la France - (p. 4396) : engagement public de l'Algérie sur la législation des changes et le transfert des avoirs - Problème de la libre circulation des Français musulmans.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5263) : participation des anciens combattants africains et pondichériens aux deux conflits mondiaux - Anciens combattants

d'Indochine et d'Algérie - Demande la parité avec les combattants de la métropole - Discrimination établie entre les anciens soldats noirs et les anciens soldats d'Afrique du nord ; amertume du comité des amitiés africaines - Enseignement de l'histoire à l'école - Anciens combattants et contingents de décorations - Antimilitarisme et monde des anciens combattants

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5625) : dégradation du service postal dans la ville d'Abbeville - (p. 5626) : réorganisation des services de la distribution à l'intérieur d'Abbeville - Création du courrier à deux vitesses et tarifs postaux - Création du centre de tri d'Amiens ; distribution du courrier dans la Somme et conséquences économiques - Caractère social et humain du facteur - Zones rurales et dispersion des boîtes postales - Service postal et recrutement local - Risque d'une remise en cause du monopole des PTT - Vote défavorable sur ce projet de budget

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Section marine) (p. 5655) :croissance régulière de la part de la marine - Crédits de paiement et priorité à l'équipement - Croissance des autorisations de programme supérieure à celle du budget de la défense - Stabilité des effectifs budgétaires - Individualisation des dépenses de fonctionnement - Augmentation du chapitre « combustibles et carburants » - Industrialisation de l'Inflexible et du système d'armes M-4 à têtes multiples - Mise en attente du programme Atlantic - Lancement du programme de bâtiments hauturiers et missions de service public - Lancement du cinquième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE)Le Tonnant et homogénéité de la force stratégique navale ; franchissement du seuil des dommages possibles - Industrialisation du sixième SNLE l'Inflexible - Etudes pour la définition des bâtiments et des armes d'une nouvelle génération et maintien d'une présence active sur mer ; choix de la construction de deux nouveaux porte-avions - Avions non conventionnels et plates-formes - Efforts pour pallier le vieillissement des unités - Réalisation du modèle marine 2000 - Service de bâtiments hauturiers et avions de surveillance - (p. 5656) : stabilité des effectifs et persistance des difficultés d'avancement - Personnel supplémentaire pour les missions de service public et le recrutement d'équipages pour les SNLE supplémentaires - Sous-encadrement et sophistication des matériels - Rajeunissement de la flotte - Prise en compte des missions de service public - Conjoncture internationale et marine de guerre forte - Proposition d'adoption de ce budget

LEMAIRE (Marcel), sénateur de la Marne (CNIP, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 481) : rôles de l'interprofession, des coopératives et du négoce.

LEMARIE (Bernard), sénateur des Côtes-du-Nord (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (16 octobre 1980)(p. 3920).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2695** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : l'**aide sociale (aide sociale à l'enfance)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2720, 2721).

n° **2715** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 960) à M. le ministre de l'Industrie : l'**élevage (valorisation du cuir)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2704, 2705).

Questions orales avec débat :

n° **162** (14 mars 1979) (p. 382) à Mme le ministre de la Santé et de la famille : la **vieillesse (bilan de la politique menée en faveur des personnes âgées)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1675 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1132) : répétition de ces accidents - Solidarité au sein de la CEE : résolution du conseil des communautés européennes du 26 juin 1978 ; traitement des informations sur les moyens de lutte contre la pollution ; coopération entre les Etats membres de la CEE - Navires dépollueurs - Programmes de recherches sur les moyens chimiques et mécaniques de lutte contre la pollution - Pilotage hauturier : certificat d'aptitude - (p. 1133) : ratification de la convention de Londres de 1978 sur les normes de formation des gens de mer et de délivrance des brevets - Position de la France sur les conditions exigées pour l'entrée de certains navires-citernes dans les ports de la Communauté européenne - Sort du « Gino » - Pollution et traumatisme subi par la Bretagne.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - Son intervention, lue par M. *Jacques Mossion* - (p. 1677) : inconvénients de traiter les personnes du troisième âge comme une catégorie socio-professionnelle à part - Nécessité d'atténuer la brutalité du départ à la retraite - Programme de Blois - Effort de solidarité en faveur des personnes âgées - Augmentation du minimum vieillesse - Revalorisation des pensions - (p. 1677) : foyers-logements - Etablissements médicaux pour les personnes âgées invalides et participation de l'assurance maladie - Politique de maintien à domicile des personnes âgées - Raccordement au téléphone - Aide ménagère à domicile - Maisons de retraite et maisons de cure médicale - Soins médicaux à domicile - Extension souhaitable aux personnes âgées de la formule d'hospitalisation à domicile.

LE MONTAGNER (Louis), sénateur du Morbihan (rattaché administrativement au groupe UCDP, puis membre de ce groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur de la Somme (rattaché administrativement au groupe GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **30** (J.O. Débats 23 octobre 1980) (p. 3996) à M. le ministre de l'Agriculture : les **céréales (importations de produits de substitution des céréales dans la CEE)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 387) : loi d'orientation et décrets d'application - Rôle des lois d'orientation de 1960 et 1962 dans l'exode rural - Diversité régionale de la France - Pouvoir d'appréciation des chambres d'agriculture et des commissions départementales des structures - Evolution du prix des terres agricoles et installations des jeunes agriculteurs ; accession à la propriété et statut du fermage - Droit de reprise et pas-de-porte abusifs - Législation des cumuls - (p. 388) : installation des jeunes agriculteurs ; formation professionnelle ; prêts bonifiés ; dotation aux jeunes agriculteurs (DJA).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 605) : son amendement N° III-133 déposé avec M. Max Lejeune et soutenu par M. Jacques Mossion : suppression des dispositions de cet art. concernant l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles par « une commission d'aménagement foncier » ; retiré.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 680) : son amendement N° III-134 déposé avec M. Max Lejeune et identique aux amendements N° III-78 de la commission des lois, III-176 de M. Roland Boscary-Monsservin et III-350 du Gouvernement : suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural ; adopté - **Art. 17** (p. 699) : son amendement N° III-135 : application de ces dispositions aux baux de carrière et de ferme ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** (p. 765) : son amendement N° III-136 : égalité des droits au salaire différé pour tous les héritiers travaillant ou ayant travaillé sur l'exploitation ; adopté - **Art. 22 C** (p. 793) : sur l'amendement N° III-39 de la commission des affaires économiques (fixation entre deux et quatre SMI de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures), son sous-amendement N° III-137 : fixation entre deux et trois SMI du seuil déclenchant la procédure d'autorisation préalable d'installation ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *ter* (p. 846) : son amendement N° III-139, soutenu par M. Max Lejeune : fixation des prix des baux pour un descendant susceptible de s'installer comme exploitant sur des terres de la famille ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5349) : diminution du revenu des agriculteurs - Politique agricole commune - Répercussions sur l'agriculture du choc pétrolier - Fixation à Bruxelles des prix agricoles et libération à Paris des prix industriels - Part de l'alimentation dans le budget des ménages et volonté des pays de la Communauté économique européenne de maintenir de bas prix agricoles - Nécessité d'une maîtrise des coûts de production - Aide de l'Etat aux agriculteurs - Conséquences sur l'opinion publique de l'impôt sécheresse - Coûts de production et évolution des prix agricoles - Remplacement des aides et intérêt d'une détaxation du carburant agricole ou d'une diminution des charges de production - Conséquences du refus du bénéfice de l'aide à l'investissement - Marginalisation des agriculteurs et rapport du conseil des impôts - Endettement des agriculteurs et conséquence de l'encadrement du crédit à court terme - Difficultés dans les secteurs des fruits et légumes et de l'élevage : cas de certains producteurs de lait de la Somme - Balance commerciale et importance des cultures céréalières et de la betterave sucrière - (p. 5350) : situation de l'horticulture française - Récolte céréalière et demande de levée de l'embargo céréalier à destination de l'URSS ; Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et conséquence financière de la mise à l'intervention de blés - Difficultés des organismes stockeurs - Diminution des crédits d'équipement destinés à l'enseignement agricole ; besoins en équipements ruraux - Problème de remembrement - Electrification en zone rurale et enveloppe du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale (FACE)

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6419) : amendement n° 90 de la commission des affaires économiques déposé avec M. Pierre Tajan : suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation des dégrèvements pour calamités agricoles ; devenu sans objet.

LE PORS (Anicet), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête à l'occasion du sinistre qui vient de frapper les côtes bretonnes (n° **190**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, J.O. débats 3 avril 1980)**Pollution** (mer).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à alléger l'**impôt** sur le revenu des contribuables modestes et à ramener au taux zéro la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité en taxant les grandes sociétés, les profits spéculatifs des compagnies pétrolières et les hauts revenus (n° **47**, 1980-1981) (23 octobre 1980).

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des **lois de finances** et d'accroître les pouvoirs du Parlement (n° **58**, 1980-1981) (28 octobre 1980).

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du**

Premier Ministre - IV - Commissariat général du Plan (n° **98**, annexe **24**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - III - Marine marchande** (n° **98**, annexe **29**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2598** (J.O. Débats 26 octobre 1979) (p. 3547) à M. le ministre de l'Agriculture : la **chasse (préservation des chasses dites traditionnelles)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (environnement) (25 avril 1980) (p. 1526).

n° **2630** (J.O. Débats 16 décembre 1979) (p. 5545) à M. le ministre du Budget : la **caisse des dépôts et consignations (restructuration des filiales de la caisse des dépôts et consignations)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (11 avril 1980) (p. 1221).

Questions orales avec débat :

n° **316** (25 février 1980) (p. 324) à M. le ministre de l'Economie : les **industries mécaniques (politique gouvernementale dans le secteur de la machine-outil)**.

n° **326** (25 février 1980) (p. 325) à M. le ministre de l'Economie : l'**industrie (aides privées et publiques aux entreprises)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1958 et suivantes).

n° **335** (11 mars 1980) (p. 759) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (conséquences du naufrage du pétrolier Tanio)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **395** (27 mai 1980) (p. 2170) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (neutralisation de la cargaison du pétrolier « Tanio » ; rapport de la commission d'enquête sénatoriale)** - Discutée le 17 juin 1980 (débat commun) (p. 2730 et suivantes).

n° **412** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le Secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés) : l'**émigration et l'immigration (étude de l'office national de l'immigration)**.

n° **428** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le Premier Ministre : le **français (langue) (déclin de la langue française)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 15) : dispositions de l'art. 4 de la loi organique relatif aux taxes parafiscales - Argument de la continuité du service public - (p. 16) : hausse du prix du pétrole décidée à la Conférence de Caracas - Profits des sociétés pétrolières.

Première partie.

Après l'art. 1 (p. 19) : à propos de l'amendement n° 1 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes), rappelle l'amendement déposé par le groupe communiste tendant à créer un impôt sur la fortune lors de l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement à percevoir les impôts pour 1980 - Le rapport Blot-Ventejol-Méraud - **Avant l'art. 2** (p. 20) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés) - **Avant l'art. 8** (p. 29) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau (blocage des loyers ; prélèvement exceptionnel sur le capital des sociétés) - **Après l'art. 9** (p. 30, 31) : ses amendements n° 28, n° 29 et n° 30 : règles d'amortissement des biens d'équipement des entreprises ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 32) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Hélène Luc (réintégration de diverses provisions dans le bénéfice fiscal des entreprises) - soutient l'amendement n° 33 de Mme Hélène Luc (abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel) - **Avant l'art. 12** (p. 33) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau (taux zéro de la TVA pour la fourniture de fuel destiné au chauffage domestique ; impôt sur les profits des sociétés pétrolières) - **Avant l'art. 13** (p. 36) : à propos de l'amendement n° 10 de M. Henri Tournan (droits de mutation par décès), intervient pour réclamer un débat sur les conclusions du rapport Ventéjol-Blot et Méraud - **Art. 14** (p. 37) : son amendement n° 40 : modification du tarif de taxation sur les bateaux de plaisance ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - L'affectation des recettes ainsi dégagées à la société nationale de sauvetage en mer - **Art. 19** (p. 39) : son amendement n° 44 : prise en compte des donations pour l'exonération de droits de mutation ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 21** (p. 40) : son amendement n° 45 : conditions d'attribution des prêts publics aux entreprises privées ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - Rapport Hannoun - Concentration sur six groupes industriels des aides publiques attribuées aux entreprises privées - Créations d'emplois - Investissements en France - Contrôle des comités d'entreprise - (p. 41) : son amendement n° 46 : fixation du prix de l'essence ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - **Art. 21** : soutient l'amendement n° 48 de M. Fernand Lefort (contribution patronale à l'effort de construction fixée à 2 %) - **Art. 32** (p. 54) : son amendement n° 53 : économies budgétaires et pouvoir d'achat des fonctionnaires ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie.

Commerce et artisanat (p. 118) : situation des femmes de commerçants et d'artisans - Harmonisation de la protection sociale prévue par la loi Royer - Mesures partielles du 9 janvier 1980 - Régime d'assurance-vieillesse des conjoints - Rachats de cotisations - Statut du conjoint collaborateur - Propositions du groupe communiste - Frais de maternité - Consultation nécessaire des organismes de protection sociale des commerçants et artisans.

Economie — Section commune (p. 120) : commerce extérieur - Dévalorisation du franc - Déficit de la balance des paiements - Mouvements de capitaux - Balance commerciale - Prix du pétrole - Exportations de biens d'équipement.

Commissariat général du Plan (p. 124) : crédits insuffisants du Commissariat - Retard dans l'élaboration du VIII[e] Plan - Réduction des crédits destinés aux organismes de recherche et d'études : CREDOC, CORDES, etc. - Retard dans l'exécution du VII[e] Plan.

Recherche (p. 124) : réforme administrative du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Statut du chercheur - Problèmes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Statut des contractuels - Rapport Massenet - Mobilité des chercheurs et stabilité de l'emploi - Cas des travailleurs hors statut - (p. 125) : production française de stimulateurs isotopiques - Le groupe communiste ne votera pas ce budget.

Comptes spéciaux du Trésor (Art. 41) (p. 129) : rapport Hannoun - (p. 130) : fonds de développement économique et social (FDES) - Nécessité d'un débat sur les aides de l'Etat en faveur des entreprises - Prêts à EDF - Aide à l'investissement des entreprises - Conventions Etat-sidérurgie - Situation du commerce extérieur - Clarté nécessaire sur l'usage des fonds publics.

Art. 57 (p. 145) : taxes parafiscales : décision du Conseil constitutionnel et situation de non-droit invoquée par le Gouvernement - Contrôle du Parlement sur la création et la reconduction des taxes parafiscales - Augmentation des taux - Détournement de taxes - Modification nécessaire du décret du 24 août 1961 sur les taxes parafiscales - (p. 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du

vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances - .

Suite de la discussion (17 janvier 1980) - **Explication de vote sur les articles de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi** (p. 168) : diminution du pouvoir d'achat des familles ouvrières - Profits des compagnies pétrolières - Session extraordinaire et débat de procédure - Motion d'irrecevabilité déposée par le groupe communiste - Rejet par le Gouvernement des amendements posant les questions de fond - Campagne anticommuniste - (p. 169) : le groupe communiste votera contre le projet de loi de finances.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 418) : malthusianisme de la politique agricole européenne - (p. 419) : pays bénéficiaires de la politique agricole commune ; insuffisance des concours européens attribués à la France - Politique du Gouvernement et positions du parti socialiste : notion de flexibilité - Politique agricole française et commerce extérieur : prix du pétrole (p. 420) :agriculture et compétitivité - Politique agricole commune et supranationalité : baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs - Elargissement de la CEE - Positions du groupe communiste : défense des acquis ; montants compensatoires ; préférence communautaire ; solidarité financière ; élimination de toute ingérence extérieure dans la définition de la politique agricole française.

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1116) : rapport de la Commission sénatoriale d'enquête de 1978 sur le naufrage de l' Amoco Cadiz : rappel des propositions et des moyens financiers nécessaires - Pavillons de complaisance - Règles de navigation - (p. 1117) : passivité des pouvoirs publics : carence de la Mission interministérielle de la mer ; déclenchement tardif du plan Polmar ; situation des populations sinistrées ; préjudices indemnisables - Pêche ; tourisme - (p. 1118) : responsabilité du gouvernement - Attitude responsable des élus communistes - Cinq propositions : neutralisation de l'épave du Tanio ; juste indemnisation des professions et des populations sinistrées ; mise en oeuvre des propositions contenues dans le rapport de la Commission d'enquête sénatoriale de 1978 ; constitution d'une nouvelle commission d'enquête ; renforcement de la règlementation dans les instances internationales et européennes - (p. 1119) : indépendance nationale - (p. 1138) : carence des pouvoirs publics et insuffisance des moyens mis en oeuvre - Sort de l'épave - Indemnisation des populations - Pavillons de complaisance - Corps de garde-côtes - Application du rapport de la Commission d'enquête sénatoriale de 1978 sur l'Amoco Cadiz - (p. 1139) : création urgente d'une nouvelle commission d'enquête - Attitude des communautés européennes ; intérêts de la République fédérale d'Allemagne opposés à ceux de la France.

— **Questions orales avec débat jointes : aides privées et publiques aux entreprises** - (20 mai 1980) - (p. 1961) : questions sur les aides publiques à l'industrie et attente des réponses gouvernementales - (p. 1962) : contenu du rapport Hannoun - Redéploiement des grandes sociétés capitalistes - Etatisme giscardien et remise en cause du Parlement, de la fonction publique, des entreprises publiques et des collectivités locales - Institutions républicaines et circuits de décision parallèles - Passage de la stratégie de secteur à la stratégie d'entreprise ; interventions de l'Etat - Difficulté de connaître les interventions de l'Etat en faveur de l'industrie - Situation particulière des entreprises publiques - Croissance des concours versés à l'industrie et politique libérale ; cas des dépenses de recherche et de développement - (p. 1963) : priorités définies par le rapport Hannoun ; aides à l'investissement, à l'entreprise, à l'environnement - Coût de la politique de chômage - Rôle du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) - Aide de l'Etat et absence de création d'emplois - Disparition du « plan calcul » et convention avec la CII - Honeywell-Bull - (p. 1964) : échec de la commission de la concurrence et de la commission technique des ententes et des positions dominantes - Demande de la constitution d'une commission d'enquête sur les fonds publics alloués aux industriels et constitution d'un groupe de travail sur cette question - (p. 1970) : statistiques de l'INSEE : situation du franc, dépendance énergétique et prix du pétrole - Rapport Hannoun et aide publique aux grands groupes industriels - Libéralisme économique et maîtrise des processus économiques.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3231) : évolution actuelle du monde - Crise du capitalisme - Naissance d'un nouvel ordre mondial - Grands problèmes mondiaux actuels : misère, faim, maladie et responsabilités des anciennes puissances coloniales : rôle particulier de la France - Industrialisation des pays en voie de développement ; exploitation de ces pays par les multinationales - (p. 3232) : défense des droits de l'homme et travail forcé de millions d'enfants - Combat pour la paix et relance de la course aux armements : augmentation croissante des dépenses militaires et possibilité d'un meilleur emploi de ces crédits - Lutte contre les pilleurs et agresseurs des peuples - Commerce international - Décisions du Tokyo Round - Réduction des inégalités entre pays dominants et pays dominés - Solutions impérialistes au problème de la production - Nouvel ordre économique international et nouvelle division internationale du travail ; inversement du processus de production - Décision de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à propos du réajustement des prix - Profits des multinationales et mécanismes financiers - Rôle du dollar dans le système monétaire international - Démocratisation des grandes institutions internationales : nouvelle utilisation du Fonds monétaire international (FMI), de la banque mondiale et du *General agreement on tariffs and trade* (GATT) - (p. 3233) : réaffirmation de la notion d'identité nationale : accroissement souhaitable du rôle de l'ONU et disparition de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et du pacte de Varsovie - Tradition française de lutte pour l'émancipation humaine - Richesses naturelles de la France et stratégie du déclin prônée par le président de la République - Opposition du parti communiste français à la politique d'intégration supranationale.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980)(p. 4339) : situation dramatique des usines Peugeot à Sochaux - Causes : mono-industrie, redéploiement à l'étranger du groupe Peugeot, politique des salaires - Analyse de la relation profit-investissement-emploi - (p. 4340) : productivité - Chantage de la menace du Japon - Utilisation des difficultés de Peugeot - Crise nationale - Difficultés des entreprises de sous-traitance : analyse de la situation de Maglum - Attitude de la direction de Peugeot-Sochaux ; opération d'intoxication du personnel par l'information ; nécessité d'une remise en cause fondamentale : changement des structures, accords européens ; alibi de la diversification - Soutien des plans Davignon aux multinationales - Attitudes et revendications des travailleurs : exemple de leur opposition aux licenciements, au départ de la « fonderie alu » de Sochaux - (p. 4341) : création d'emplois, relance du marché intérieur, réalisation nécessaire d'une voiture de bas de gamme chez Peugeot - Développement nécessaire de la recherche en robotique - Développement du marché national prioritaire sur les initiatives avec l'étranger - Groupe Peugeot : nécessité d'une nationalisation, d'une coopération avec Renault, de la suppression des atteintes aux libertés (exemple du fichier Dipo) ; mise en place nécessaire d'un règlement intérieur pour la protection du personnel - Lutte des travailleurs - Production française.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) - (p. 5001) : absence du premier ministre et respect du parlement - Politique giscardienne en ce qui concerne l'élection américaine, les évènements de Pologne - Escamotage des graves problèmes économiques posés à la France - Augmentation du chômage - Consolidation des inégalités - Accélération de l'inflation - Multiplication des déséquilibres

économiques - Crise économique internationale et causes purement françaises - Poids relatif de la facture pétrolière - Politique gouvernementale du « franc fort » ; valeur de la monnaie et santé réelle de l'économie - (p. 5002) : « dopage » du franc - Politique de libération des prix et accroissement du profit des entreprises - Spéculation et profits financiers ; taux d'intérêt élevé - Collusion entre le gouvernement et « quelques féodalités financières » - Caractère de budget d'austérité ; exemples de la fonction publique, des entreprises publiques, des collectivités locales et des départements et territoires d'outre-mer - Injustice du système fiscal ; rapport Blot-Ventejol-Méraud et création d'un impôt sur la fortune et sur le capital - Budget de soutien actif et volontaire au capital - Multiplication des coûts du chômage et des charges de la dette publique - Gaspillage des fonds publics - Croissance « à la japonaise », et accélération des cadences - Ecrasement social des femmes - (p. 5003) : sélectivité de la production industrielle ; cas de l'automobile - Politique autarcique et de refus de la coopération internationale - Renoncement à l'indépendance et soumission à la politique américaine dans le cadre du système « trilatéral » - Modèle japonais et société de consensus - Budget et intégration européenne - Prélèvement sur les bénéfices des compagnies pétrolières - Crédits en faveur de la recherche - Améliorations apportées par l'Assemblée Nationale à la fiscalité - Nécessité de taxer les banques finançant les entreprises opérant des licenciements - Détaxation des carburants utilisés par les conducteurs de taxi - Nouveau type de croissance pour la France - Réformes structurelles - Système giscardien et abaissement du parlement ; procédure du vote budgétaire - (p. 5004) : causes véritables de la crise et renforcement de l'opposition à la politique gouvernementale - (p. 5019) : caractère rétrograde du système de protection sociale japonais - (p. 5020) : politique gouvernementale délibérée de développement du chômage et de l'inflation - Conquête du marché intérieur français par les importations étrangères - Prévision économique et sous-information du parlement ; responsabilité du gouvernement et non de l'INSEE - Attaques contre le service public et les fonctionnaires - Loi de finances et rapport gouvernement-parlement

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5040) : rapport de MM. Blot, Ventejol et Méraud sur l'éventualité d'un impôt sur la fortune - Rémunération de l'épargne populaire et plus-values enregistrées sur les biens mobiliers et immobiliers des grandes fortunes - (p. 5041) : son amendement n° 76 : création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; rejeté - (p. 5042) : son amendement n° 78 soutenu par M. Paul Jargot : perception au taux de 7 % de la TVA sur les véhicules achetés par les handicapés ; adopté - (p. 5044) : augmentation du taux de pénétration des importations étrangères en France - Son amendement n° 81 : différence entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif et affectation à un fonds « emplois » ; rejeté - (p. 5045) : son amendement n° 82 : prélèvement exceptionnel sur les comptes à terme, les bons de caisse et liquidités diverses des entreprises et relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; rejeté - (p. 5047) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Hélène Luc (création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) - Son amendement n° 87 : objectif d'augmentation de la production d'acier ; non réalisation des prélèvements sur les actifs des sociétés sidérurgiques ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - (p. 5049) : soutient l'amendement n° 91 de M. Camille Vallin (suppression des dispositions relatives à l'étalement de l'imposition de la plus-value nette à court terme et octroi d'une dotation à l'entreprise Manufrance) - **Art. 2** (p. 5052) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 de M. Henri Duffaut (modification du barème de l'impôt sur le revenu) - **Avant l'art. 3A** (p. 5070) : son amendement n° 98, soutenu par M. Paul Jargot : suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel dans les zones de la région Ile de France ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Art. 3A** (p. 5076) : son amendement n° 101 soutenu par M. Paul Jargot : créations d'emplois et application de la déduction fiscale ;non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - (p. 5709) : son amendement n° 102 soutenu par M. Paul Jargot : déduction fiscale et affectation à un fonds « Emploi-Investissement »géré par les comités d'entreprise ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : son amendement n° 108 soutenu par M. Camille Vallin : surtaxe à l'importation de certains produits sensibles ; rejeté - **Avant l'art. 8** (p. 5142) : son amendement n° 117, soutenu par M. Camille Vallin : stabilisation du prix des carburants automobiles, compensée par un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 42de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances.

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat C* (p. 5497) : amendement n° 212 de la commission des finances soutenu par M. Jean Cluzel : réduction indicative des crédits de paiement et des autorisations de programme du titre V concernant la lutte contre la pollution marine accidentelle ; retiré.

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5957) : accumulation des profits et réussite de la politique industrielle gouvernementale - Comparaison du taux de pénétration des marchés intérieurs français par les importations étrangères et du taux d'exportation - (p. 5958) : perte de parts de marchés - Augmentation du déficit vis-à-vis des pays de l'OPEP, des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon ; biens d'équipement et technologie majeure - Réduction de l'excédent commercial acquis sur d'autres pays - Combinaison désastreuse d'une politique de change fort et d'une politique de libération des prix - Caractère artificiel de la santé du franc ; avantages accordés aux investissements français à l'étranger ; politique de redéploiement - Libération des prix ; augmentation des marges et rétrécissement du marché intérieur - Accroissement des profits à l'extérieur et demande de dévaluation du franc - Abandon des choix au patronat multinational ; rôle de la Communauté européenne - (p. 5965) : caractère « honteux » de la politique industrielle gouvernementale - Performances industrielles françaises ; cas de la machine-outil - Exportations industrielles françaises ; biens d'équipement - Situation du franc - Attitude du patronat et redéploiement géographique

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5990) : conditions de travail imposées au parlement français - Elections présidentielles et démagogie en direction du commerce et de l'artisanat - Charte de l'artisanat et abandon du principe d'une loi complémentaire ou d'orientation - Charte et reprise d'objectifs déjà définis et jamais réalisés ; harmonisation sociale - Remise en cause de la loi Royer ; assiette des charges sociales - Hétérogénéité du secteur des métiers du commerce - Recul du commerce à responsabilité personnelle ; poids de la crise et développement des grandes surfaces - Artisanat ; refuge face au chômage et raccourcissement de la durée de vie des entreprises - Dégradation des conditions de travail et de vie des artisans - Artisanat et pression démographique - Artisanat et droits propres en matière de cotisations ; problème de l'assurance volontaire et de l'aide compensatrice - Revendications des femmes d'artisans

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6001) : réduction des crédits de la Documentation française et de la mission de la mer - Fonds spéciaux au titre des dépenses diverses - Rôle du Haut-comité pour la langue française - Politique gouvernementale et perspectives d'éclat pour la langue française - Inefficacité de la loi Bas-Lauriol de décembre 1975 - Qualités intrinsèques du français et politique de dénationalisation de la pensée française - Défense du français et intégration européenne et atlantique - Redéploiement du capital et

perte d'influence du français - Nouvel ordre économique et politique internationale et place du français ; nombre de techniciens français au sein de l'agence spatiale européenne

Conseil économique et social (7 décembre 1980) - En remplacement de M. *Paul Jargot,* rapporteur spécial (p. 6011) : financement de la caisse de retraite des anciens membres du conseil - Projet de construction d'une annexe au Palais d'Iéna - Encouragement de la promotion interne - Développement de la diffusion des travaux du conseil - Coopération avec les *Journaux officiels* - Proposition d'adoption des crédits de ce budget

Journaux officiels (7 décembre 1980) - En remplacement de M. *Paul Jargot,* rapporteur spécial (p. 6010) : retard dans la mise en place de la photocomposition ; progression des crédits de sous-traitance - Réévaluation des tarifs et des abonnements - Réduction de la subvention de fonctionnement - Proposition d'adoption de ce budget

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **IV - Commissariat général du Plan** (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 6024) : taux apparent et taux réel d'évolution des crédits : évolution chaotique - Multiplicité des publications du commissariat général du plan et des organismes qui lui sont liés - Etudes réalisées - (p. 6025) : problèmes de la cohérence du dispositif administratif de planification et de la sincérité des prévisions - Insuffisance de l'information - Exécution du VII[e] Plan ; « noyau dur » : programmes d'action prioritaire (PAP) et programmes d'action prioritaire d'initiative régional (PAPIR) ; insuffisance des taux de réalisation - Proposition du rapporteur de rejeter ce budget, et décision prise par la commission des finances de le soumettre à l'appréciation du Sénat ; observations de la commission

Examen des crédits - *Etat B* (p. 6027) : au nom du groupe communiste, proteste contre le retard d'examen du VIII[e] Plan : atteinte aux prérogatives du parlement - Chômage ; hausse des prix ; déficit du commerce extérieur ; travaux de l'INSEE - Investissement des sociétés multinationales ; décisions de la CEE : plan Davignon - Plan de lutte du candidat communiste à l'élection présidentielle.

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6031) : progression de la dette publique - Situation financière des administrations publiques ; capacité de financement des administrations de sécurité sociale - Pouvoir d'achat des fonctionnaires ; créations d'emplois - Financement du troisième pacte pour l'emploi - Aides aux entreprises et bonifications d'intérêts - Rôle des entreprises publiques dans le soutien apporté à l'économie - (p. 6032) : supériorité du secteur public - (p. 6034) : taux de progression de la dette publique - Situation financière des administrations publiques - Pouvoir d'achat des fonctionnaires - Bonifications d'intérêts - Investissements des entreprises privées ou publiques.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Avant l'art. 40** *bis* (p. 6103) : décision du Conseil constitutionnel pour le budget 1980 - Loi organique relative aux lois de finances et possibilité d'inclure dans la deuxième partie la discussion de problèmes de recettes fiscales - **Art. 43** (p. 6118) : son amendement n° 325 : non reconduction des mesures d'incitation fiscale à l'investissement prises en faveur des entreprises ; rejeté.

Deuxième délibération (9 décembre 1980) - **Art. 13** - *Etat B* (p. 6134) : proposition communiste de création d'une commission d'enquête sur le contrôle et l'usage des fonds publics et leur efficacité - Demande de constitution d'un groupe de travail au sein de la commission des finances ; rapport Hannoun - Attribution de crédits publics à l'association « coopération et aménagement ».

— Projet de loi de finances rectificative pour 1980 [n° 129 (80-81)] - (15 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6278) : absence du Premier ministre depuis le début de la discussion budgétaire ; autosatisfaction gouvernementale et bilan économique désastreux - Augmentation des profits des vingt premiers groupes français - (p. 6279) : enquête « emploi » de l'INSEE et aggravation du chômage ;augmentation du versement des prestations sociales au titre du chômage - Coût de l'emploi précaire ; cas du deuxième pacte national pour l'emploi - Coûts sociaux du chômage et colloque de la ligue française de l'hygiène mentale - Entreprises et politique de chômage délibérée - Inflation et poids de la facture pétrolière ; causes véritables de l'inflation - Diminution des ressources mensuelles nettes des ménages ouvriers - Augmentation insuffisante du SMIC - Inégalité au niveau des charges sociales ; taux des charges sociales en pourcentage du salaire brut - Coût salarial par unité produite ; comparaison avec l'Allemagne - Persistance des inégalités et étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) - Importance des progressions des importations françaises ; pénétration du marché intérieur français - Loi de finances rectificative ; augmentation du découvert prévisionnel et aggravation de la dette publique - Charges nouvelles et résultat des luttes menées ; rémunération des agents de la fonction publique, pensions des anciens combattants et mesures sociales exceptionnelles - Recettes supplémentaires et mise à contribution des travailleurs - (p. 6280) : inflation et gonflement des profits spéculatifs des entreprises - Intégration croissante des finances publiques à celles de la communauté économique européenne - Complément de dotation à « l'aide à l'innovation » - Augmentation des prêts du fonds de développement économique et social - Aide à l'agriculture - Absence de discussion sur le VIII[e] plan - Régression de nos capacités de production - Mépris envers le parlement ; vote du budget et manipulation sur le document budgétaire.

Art. 2 (p. 6288) : son amendement n° 10 : réduction des crédits du titre III relatifs aux frais d'étude pour la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; rejeté - **Art. 9** (p. 6291) : son amendement n° 7 déposé avec M. Paul Jargot :réduction des crédits supplémentaires accordés au titre des comptes de prêts et de consolidation ; rejeté - Octroi de prêts à la sidérurgie et réduction de capacités de production - (p. 6292) : octroi de fonds publics aux entreprises et méthode d'utilisation de ces fonds ; pratique de gestion des maîtres de forge.

— Question orale avec débat : nouvel ordre économique mondial - (16 décembre 1980) (p. 6327) : rapport de l'Unicef et mortalité infantile, malnutrition, durée de vie, famine - Causes : exemple de la colonisation - Actions des firmes multinationales de l'agro-alimentaire - Dépendance française pour ses besoins alimentaires - Méthodes et conséquences de la « révolution verte » : exemple de la perte des connaissances empiriques des paysans - Difficultés des agricultures traditionnelles et multinationales aidées par des institutions internationales - Nécessité d'une réforme radicale de structures - Problème de la faim et possibilités technologiques dans le monde - Modification nécessaire des rapports économiques et sociaux, lutte contre les inégalités et « réformes agraires » - Institutions et administrations publiques des zones rurales - Réforme des circuits commerciaux, des systèmes de prix et crédit - (p. 6328) : orientations : solidarité internationale et problèmes de la faim, la maladie, la pauvreté - Relance des armements - Création nécessaire d'un fonds spécial alimenté par la réduction des budgets militaires - Exigence de solidarité vis-à-vis des pays capitalistes et socialistes - Nécessité d'une nouvelle division internationale du travail - Revenus des pays pauvres à développer - Ressources naturelles des pays sous-développés et augmentation de la contribution française aux programmes intégrés des produits de base - Energie : révision du système de détermination des prix, prise en compte de l'inflation des pays capitalistes - Problème des travailleurs immigrés - Refus d'une assistance généralisée, danger d'une récupération par les sociétés multinationales - « Conception autocentrée » du développement - Démocratisation d'ensemble de la vie internationale et dissolution des blocs et organisations militaires ; actions dans le domaine commercial, monétaire : exemple de la révision du fonctionnement du fonds monétaire international - (p. 6329) : suppression nécessaire de la domination des Etats-Unis et des puissances capitalistes sur les institutions

internationales : exemple de l'Organisation des Nations Unies (ONU) - Rôle économique de la France et rééquilibrage des échanges - Politique de non alignement - Histoire et rôle politique de la France - Place de la classe ouvrière - (p. 6333) : question de la contradiction entre sérénité et politique - Refus du gouvernement d'un débat : exemple de la discussion budgétaire - Temps consacré au nouvel ordre économique et sélectivité à l'égard des pays socialistes - Solidarité et ouverture de la position communiste - Pays socialistes : augmentation du nombre de pays, absence de mortalité par la famine et la misère ; aide multiforme - Commission des échanges franco-soviétique - Aide de la France inférieure aux 0,7 % de l'ONU et inclusion des aides aux départements et territoires d'outre-mer - Attitude à l'égard de la proposition de Fidel Castro - Conception différente du rôle de la France.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Art. 22** (p. 6528) : soutient l'amendement n° 140 de M. Paul Jargot (suppression de cet article relatif notamment à l'allègement de certaines cotisations agricoles).

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6519) : intervient en remplacement de M. *Louis Minetti* : maîtrise des finances publiques, évoquée par le ministre du budget, et montant du déficit budgétaire - Baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs et luttes des communistes - Montant de l'aide directe et modalités de répartition - Cas des retraités - Bilan du septennat et diminution constante des revenus agricoles - Cas de la production de viande - Situation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : viticulture, fruits et légumes, culture florale, élevage ovin - (p. 6520) : élargissement du Marché commun et concurrence des productions méditerranéennes - Régression de la part consacrée à l'agriculture dans le budget de la CEE.

Après l'art. 2 (p. 6523) : sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Raymond Bouvier (possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible), son sous-amendement n° 4 : restriction de cette possibilité aux seuls investissements tendant à utiliser le charbon produit en France ; retiré - (p. 6525) : après le retrait de l'amendement n° 2 de M. Pierre Vallon, reprend cet amendement en y intégrant son sous-amendement n° 4 : possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon produit en France comme combustible ; rejeté - Profits des sociétés pétrolières - Gazéification du charbon - Indépendance nationale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6526) : accumulation des déficits budgétaires au cours du septennat - Politique économique du gouvernement et intégration à la politique européenne - Vote du groupe communiste contre le projet.

— **Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat** - (19 décembre 1980) (p. 6489) : participation des sénateurs communistes aux travaux du Sénat - (p. 6490) : refus par le Gouvernement du débat proposé par les sénateurs communistes - Rapport Blot, Ventejol et Meraud - Abaissement du Parlement - Cite le livre « l'Espoir au présent » de Georges Marchais.

LE THEULE (Joël), *ministre des transports* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539), puis *ministre de la défense* (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

Décédé le 13 décembre 1980 (15 décembre 1980) (p. 6276).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2642** de M. **Jean Cluzel** : la **desserte ferroviaire de Vichy Saint-Germain-des-Fossés et Montluçon** (20 juin 1980) (p. 2904).

n° **2648** de M. **Jean Chérioux** et n° **2756** de M. **Bernard Parmantier** : le **transfert à Lyon du service des approvisionnements de la SNCF** (6 juin 1980) (p. 2447, 2448).

n° **2667** de M. **Pierre Vallon** : la **réforme du statut de personnels de la navigation aérienne** (6 juin 1980) (p. 2449).

n° **2686** de M. **Edouard Bonnefous** et n° **2700** de M. **Jean Cluzel** : **l'obligation de l'utilisation des codes en ville** (9 avril 1980) (p. 1112 à 1115).

n° **2701** de M. **Bernard Parmantier** : la **desserte ferroviaire Châtillon-sur-Seine - Troyes** (6 juin 1980) (p. 2450, 2451).

n° **2728** de M. **Serge Boucheny** : **situation des gendarmes retraités** (7 novembre 1980) (p. 4515 à 4517).

n° **2755** de M. **Guy Robert** : l'**aménagement de la R.N 10 entre Poitiers et Saint-André-de-Cubzac** (6 juin 1980) (p. 2452).

n° **2764** de M. **Bernard Hugo** : le **transfert à Toulouse du centre d'études et de recherches atmosphériques de Magny-les-Hameaux** (6 juin 1980) (p. 2453).

n° **2788** de M. **René Touzet** : l'**application à l'Indre de dispositions relatives aux conditions d'accès à la profession de transporteur de voyageurs** (20 juin 1980) (p. 2905, 2906).

n° **2792** de M. **Michel Chauty** : la **politique des chantiers navals français** (6 juin 1980) (p. 2454, 2455).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1119) : action immédiate évoquée par M. *Raymond Marcellin* : colmatage de l'épave - (p. 1125, 1126) : chronologie des événements du Tanio : naufrage ; secours ; remorquage ; protection contre la pollution ; création d'une mission administrative d'enquête technique ; allégement de la cargaison - Réussite de ces premières mesures - Spécificité du fuel-oil transporté par le Tanio et inefficacité de la lutte contre la pollution en mer ; efficacité du dispositif de lutte à terre : déclenchement du plan Polmar - Moyens en hommes et en matériel - (p. 1127) : mesures immédiates : sort de l'épave - Difficulté des conditions d'intervention - Orientations possibles : réchauffage et pompage de la cargaison sur place ; relevage et transfert de l'épave, récupération de la cargaison par pompage ; bétonnage de l'épave sur son site - Solution provisoire : colmatage - Financement des travaux : fonds de responsablité des assureurs ; fonds international d'indemnisation ; fonds d'intervention contre les pollutions maritimes accidentelles - Indemnisation des professions sinistrées ayant subi un préjudice direct - (p. 1128) : état actuel de réglement des dossiers d'indemnisation consécutifs au naufrage de l'Amoco Cadiz - Subvention par l'Etat des dépenses engagées par les collectivités locales - Enquêtes décidées à la suite de l'accident du Tanio : mission d'enquête technique - Enquête nautique et enquête dite « du pavillon » ; actions devant les juridictions civiles - Propriété du navire - Affrêtements successifs du Tanio - Propriété de la cargaison - Etat d'entretien du Tanio - (p. 1129) : réparations et documents de sécurité - Suivi écologique - Problèmes généraux de la politique française en matière de sécurité maritime : rigueurs de la politique française et lenteur d'évolution de la mentalité internationale - Aménagements techniques des pétroliers - Qualification des équipages - Régimes d'assurance - Lutte contre les pavillons de complaisance - Règles de navigation - Pilotage hauturier - Pouvoirs de police de l'Etat côtier - Répression des infractions - (p. 1130) : nouvelle organisation du système de protection : compétence du préfet maritime ; action de la marine nationale ; lutte à terre : plan Polmar et plans départementaux - Moyens nouveaux : réseau des centres de surveillance de la navigation maritime ; centres de sécurité dans les ports ; assistance aux navires en difficulté ; lutte contre la pollution ; création du Centre d'études, de documentation, de recherche et d'expérimentation sur la lutte contre les pollutions maritimes (CEDRE) - Recrudescence des

accidents maritimes en 1979 - Dispositif de sécurité de navigation dans la Manche : action de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI) et contrôle de la navigation - (p. 1131) : contrôle des navires dans les ports : réglementation française ; contrôle des navires étrangers - Projet de création d'un système de déclaration obligatoire des navires préalablement à leur entrée au port ; création d'un fichier - Technologies de lutte contre la pollution : recherches en cours - Propose de revenir devant le Sénat au mois de juin - (p. 1133) : traitement des informations, évoqué par M. *Bernard Lemarié* : rôle du CEDRE et de l'Institut français du pétrole (IFP) - Pilotage hauturier : conversations avec la Grande-Bretagne ; certificat d'aptitude - (p. 1135) : état du Tanio et conditions de son chargement - Déclenchement des plans Polmar sur mer et à terre - - Colmatage et règlement définitif du sort de l'épave ; désignation de l'entreprise et déroulement des travaux - (p. 1138) : pavillons de complaisance.

— **Question orale avec débat : tunnel routier sous le Fréjus** - (22 avril 1980) (p. 1416) : relations économiques entre la France et l'Italie ; les constructions du tunnel du Mont-Blanc, de l'autoroute du littoral et du tunnel du Fréjus - Voies d'accès au tunnel : la traversée de Chambéry et la branche autoroutière Montmélian-Arbin-Pont Royal - Aménagement de la RN 6 dans la vallée de la Maurienne - Déviation de Modane - Importance financière des travaux d'accès au tunnel - Accès lointain au tunnel et contournement de l'agglomération lyonnaise - (p. 1417) : liaison Grenoble-Valence - Aménagement des RN 504 et 75 - Construction de la liaison Mâcon-Pont d'Ain - Résultats d'exploitation de la Société française concessionnaire du tunnel du Fréjus - Succès du tunnel et qualité des voies d'accès.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime et des transports par air** [n° 469 (78-79)] - (29 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2195) : qualité du travail de la commission des affaires économiques - Protection contre les tentatives d'altération des règles de la libre concurrence de la part d'Etats comme les Etats-Unis - Loi du 26 juillet 1968 et protection en matière de transports maritimes ; extension aux transports aériens - « Déréglementation » des tarifs aériens par les américains et accusation de violation de la loi anti-trust pour les représentants d'Air-France - Législation française dans le domaine de la concurrence et l'abus de position dominante ; commission Ordonneau - (p. 2196) : souhait d'extension de la loi de 1968 à d'autres domaines que les transports - Enquêtes américaines menées à l'étranger ; affaire de la Tennessee Valley Authority sur la réglementation du marché international de l'uranium ; comparution d'une société française devant le tribunal de Chicago et position du gouvernement - Législations étrangères sur la protection des intérêts commerciaux ; exemples britanniques et australiens - Respect de certaines règles internationales commerciales et recours à la voie diplomatique.

Art. 2 (p. 2197) : accepte l'amendement N° 2 de la commission des affaires économiques (application de la loi aux personnes morales « de droit privé ») - Demande le retrait de l'amendement N° 3 de la commission (application de la loi aux documents ou renseignements relatifs aux transports) - Amendements du gouvernement : N° 6 : application de la loi aux communications de tous documents ou renseignements économiques commerciaux ou techniques ; adopté ; N° 7 : définition des documents et des renseignements concernés par arrêtés ministériels ; adopté ; N° 8 : principe de l'interdiction de recherche ou de communication de tout document ou renseignement dans le cadre de procédures judiciaire ou administrative étrangères ; adopté - **Art. 3** (p. 2198) : amendement de coordination N° 9 du gouvernement ; adopté - **Art. additionnel** *in fine* : amendement du gouvernement N° 10 ; infraction à la loi et augmentation du montant des amendes ; adopté - **Art. 1** *(suite)* : amendement N° 5 du gouvernement, précédemment réservé : extension de la loi du 26 juillet 1968 aux transports par air ; adopté - **Intitulé** : accepte l'amendement N° 4 de la commission (de forme ; « projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères) - **Sur l'ensemble** (p. 2199) : qualité de l'instrument législatif prévu par le projet - Application de la loi et publication des décrets.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution marine** - (17 juin 1980) - (p. 2733) : neutralisation de l'épave du *Tanio* : colmatage et pompage - (p. 2734) : réunion à l'Elysée du 23 avril entre le Président de la République et les élus de Bretagne - Examen de la partie arrière du navire et attente des résultats de l'enquête technique - Indemnisation des préjudices subis, évoquée par MM. *Raymond Marcellin, Michel Chauty* et *James Marson* - Indemnisation par l'Etat des dommages subis par les activités économiques et des dépenses engagées par les collectivités locales - Indemnisation des personnes privées : professionnels de la mer et du tourisme ; commissions consultatives de Brest, Morlaix et Paimpol - Procédure d'indemnisation en deux temps pour les autres professions - Problème de sécurité de la navigation maritime - Eloignement des couloirs de circulation - Groupe d'étude technique franco-britannique et position commune devant l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI) - Radar et tour d'Ouessant - Convocation à Paris d'une conférence internationale sur la sécurité des transports maritimes - Equipement des navires ; conventions et protocole Marpol - Contrôle des navires dans les ports européens - (p. 2735) : échange d'informations entre les huit Etats partenaires de l'accord de La Haye - Propositions de la commission sénatoriale d'enquête de 1978, évoquées par M. *James Marson* et préparation d'un document récapitulant les mesures prises - Réunion prévue à Paris en décembre 1980 d'une conférence interministérielle - Moyens navals et aériens de surveillance en mer et programme prévu pour la marine nationale - Pilotage hauturier - Moyens d'intervention du Centre d'études, de documentation, de recherche et d'expérimentation (CEDRE)et problème de financement ; participation éventuelle de la profession pétrolière ; statut du CEDRE et participation des élus à ces réunions - Equipement du port autonome de Marseille évoqué par M. *Michel Chauty* : groupe mobile d'allègement - Remorqueurs d'intervention en mer - Produits chimiques - Défense civile et unités de sécurité civile - (p. 2736) : coordination des actions nationales et internationales - Rôle du préfet et du préfet maritime - Accords international de Bonn en 1969 et accord technique de coopération franco-britannique (« Manche Plan ») - Convention pour la protection de la mer Méditerranée - Accord de coopération avec l'Italie (« Mediplan ») - Barrages antipollution - Résolution de l'assemblée de l'OMCI sur la navigation dans les bouches de Bonifacio : station de sémaphore et balisage - Pavillons de complaisance - (p. 2737) : simplification des rails de circulation, évoquée par M. *Raymond Marcellin* : accord entre la France et la Grande-Bretagne - Bouée d'Ouessant - Accepte de revenir devant le Sénat au mois d'octobre pour faire à nouveau le point de la situation - Lutte contre les pavillons de complaisance, évoquée par M. *James Marson*, et distinction nécessaire entre pavillons de complaisance et pavillons étrangers.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et de renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères** - *Deuxième lecture* [n° 339 (79-80)] - (30 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3386) : extension au domaine économique en général de dispositions réservées au domaine maritime - Collaboration entre le Gouvernement et les deux assemblées - Proposition d'adoption conforme du texte.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** - *Deuxième lecture* [n° 354 (79-80)] - (30 juin 1980) - En remplacement de M. Jean Philippe Lecat, ministre de la culture et de la

communication.— **Discussion générale** (p. 3388) : collaboration exemplaire entre les deux assemblées et le Gouvernement - Sauvegarde et connaissance du patrimoine - Préservation du patrimoine et succès des expositions organisées à l'occasion de l'année du patrimoine. Inventorisation des biens des particuliers et des communes - Patrimoine et textes législatifs concernant les archives, les mises en dépôt par le mobilier national et le règlement intérieur des musées nationaux - Codification et rédéfinition des peines applicables en cas d'atteinte portée au patrimoine - Répression des tentatives de chantage - Cas d'aggravation des peines - « Commissionnement » des responsables et gardiens de collections - Statut des architectes en chef des monuments historiques - Crédits budgétaires et année du patrimoine - Définition d'un programme pluriannuel pour la période 1980-1985.

— **Question orale avec débat : information du Parlement sur la bombe à neutrons** - (21 octobre 1980) - (p. 3974) : composantes de la force de dissuasion française et son renforcement à partir de 1984-1985 : préparation d'un lanceur stratégique mobile - Effets de la bombe atomique classique et perfectionnements divers débouchant sur l'arme à rayonnement renforcé - Utilisations de l'arme à neutrons : anti-missiles et sol-sol - Haut niveau atteint par les équipes françaises de la recherche nucléaire et poursuite des études entreprises ; coût budgétaire de ces études - Décision d'exploitation de cette arme et pouvoirs du président de la République - Rôle de la France dans la défense de l'Europe.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Défense - Rappel au règlement (2 décembre 1980) - (p. 5659) : insiste sur sa présence au conseil des ministres du lendemain et poursuite jusqu'à son terme du débat sur le budget de la défense ; lassitude des parlementaires..

Suite de la discussion (3 décembre 1980) - (p. 5672) : hommages aux rapporteurs du Sénat et à son prédecesseur au ministère, M. *Yvon Bourges* - Montant du projet de budget de la défense pour 1981 et progression par rapport à 1980 - Augmentation des dépenses d'équipement : autorisations de programme et crédits de paiement - Adoption en 1976 de la loi de programmation militaire pour 1977-1982 - (p. 5673) : montant de ce budget par rapport au produit intérieur brut (PIB) marchand - Dépenses de fonctionnement - Rémunérations - Revalorisation de certaines primes au bénéfice des personnels civils et militaires - Aide sociale - Situation des appelés du service national ; indemnité de séjour pour les appelés en service en Allemagne - Créations d'emplois dans la gendarmerie - Recrutement de gendarmes auxiliaires - Problème des carburants, évoqué par plusieurs rapporteurs ; impact des hausses du prix du pétrole - Maintien, en 1981, du même volume d'activités des armées et redéploiement des crédits - (p. 5674) : rapport spécial de M. *Michel Manet* sur le service des essences des armées ; stock-outil - Augmentation de la part des dépenses d'équipement dans le budget des armées - Priorité donnée aux forces nucléaires - Missiles - Force océanique stratégique - Lancement du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) ; centres d'essais du Pacifique et des Landes - Missiles à têtes multiples - Armement nucléaire tactique ; avions Mirage - Modernisation des forces conventionnelles : commandes de chars et d'engins blindés - Transmissions de l'armée de terre - Marine : renouvellement de la flotte de combat - (p. 5675) : programme de renforcement des moyens hauturiers de service public de la marine - Crédits de l'armée de l'air : aviation de combat (avions Mirage) ; flotte de transport (avions Transall) ; aviation d'entraînement (Alphajet et Epsilon) - Artillerie anti-aérienne (système Crotale) - Systèmes de détection et de défense ; radars - Perspectives du Mirage 2000 - Equipement de la gendarmerie : véhicules blindés ; moyens de liaison ; réseau télématique de transmission de données opérationnelles - Modernisation des hélicoptères de la gendarmerie : Alouette, Ecureuil - Croissance des crédits consacrés aux études et recherches - Loi de programmation militaire et budget - Evolution des programmes nucléaires : avenir de la composante pilotée ; existence des trois composantes actuelles - (p. 5676) : missiles du plateau d'Albion - Arme à rayonnement renforcé (bombe à neutrons) - Avenir de la marine, évoqué par M. *Max Lejeune :* effort de construction - Taux de réalisation prévisible de la loi de programmation militaire au terme de l'année 1981 - Armée de l'air : retard du programme Mirage 2000 - Marine - (p. 5677) : mesures prises pour améliorer la situation des retraités militaires ;concertation avec les associations de retraités ; souhait du groupe d'études spéciales créé au Sénat - Budget de la défense et politique de détente - Désarmement - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - Situation politique du tiers-monde et réaction de la France face à la déstabilisation - Mouvements de la marine nationale dans l'Océan indien et le Golfe persique - Présence de la France dans le monde par ses départements et territoires d'Outre-mer (DOM-TOM) - Appartenance à l'Europe - Objectifs de la politique française de défense - Stratégie de dissuassion - Lancement du sixième SNLE - (p. 5678) : rénovation du plateau d'Albion - Forces conventionnelles et armement nucléaire stratégique et tactique - - Evolution de l'armée de terre - Participation de la France à des opérations humanitaires en Ouganda et en Algérie (séisme d'El Asnam) - Aide aux réfugiés cambodgiens - Conformité de ce budget aux engagements pris - (p. 5684) : sa réponse récente à une question orales avec débat au Sénat sur le droit au travail des retraités de la gendarmerie ; situation identique pour tous les retraités militaires - (p. 5686) : situation, évoquée par M. *Sosefo Makape Papilio,* des auxiliaires de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, et étude en cours au ministère de la défense - Extension souhaitée par M. *Papilio* aux gendarmes du cadre territorial de Nouvelle-Calédonie, des dispositions applicables aux gendarmes du cadre métropolitain, relatives aux congés en métropole et nécessité d'une étude d'ensemble pour tous les fonctionnaires d'origine insulaire - (p. 5689) : information nécessaire du parlement et de l'opinion sur les problèmes de la défense - Réforme nécessaire des publications du ministère de la défense : nécessité d'un document annuel explicatif - Implications économiques du budget de la défense,évoquées par MM. *Michel d'Aillières* et *Serge Boucheny* - Part des dépenses d'équipement dans ce budget - Loi de programmation militaire et programmation glissante - Référence au produit intérieur brut (PIB) marchand - (p. 5690) : industries d'armement de la France : industrie aéronautique ; industrie des matériels électroniques professionnels ; industrie nucléaire ; arsenaux d'Etat de la délégation générale pour l'armement (DGA) - Capacités d'exportation de l'industrie française d'armement - Crédit de recherche développement dans le budget de la défense et retombées civiles - Situation des retraités militaires, évoquée par plusieurs orateurs : revalorisation de la fonction militaire et répercussion sur les pensions ; mesures spécifiques adoptées - Problèmes généraux de la défense : force de dissuasion et approbation exprimée par M. *Serge Boucheny* à l'égard de cette stratégie - (p. 5691) : perspectives d'avenir, évoquées par MM. *Philippe Machefer, Michel d'Aillières* et *Louis Longequeue* - Importance de la composante sous-marine : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - Maintien de toutes les composantes - Ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense, citée par M. *Louis Longequeue* - Débat à l'Assemblée nationale du 24 avril 1964, évoqué par le même orateur, sur les pouvoirs respectifs du président de la République et du Premier Ministre en matière de défense - Continuité de la politique de défense de la France - Force de dissuasion et proctection civile :crédits du secrétariat général de la défense nationale et du ministère de l'intérieur pour la défense civile - Logement des gendarmes et problème posé par la réforme du financement des HLM - (p. 5692) : loi de programmation militaire 1977-1982 et projet de budget 1981 : respect des engagements pris.

Examen des crédits - Art. 15 : s'oppose à l'amendement n° 233 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Serge Boucheny (réduction des crédits : suppression des mesures

nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire) - Tribunaux des forces armées, juridictions spécialisées et non juridictions d'exception - S'oppose à l'amendement n° 234 de M. Jean Garcia (réduction de moitié des crédits de la sécurité militaire) - Missions de la sécurité militaire : exemple cité par M. *Jean Francou* - **Art. 16** (p. 5693) : s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Philippe Machefer (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V « Equipement » pour protester contre l'insuffisance des crédits de la gendarmerie mobile) - S'oppose à l'amendement n°. 236 de M. Serge Boucheny (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer) ; absence de troupes françaises au Zaïre - (p. 5694) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Serge Boucheny (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : suppression des crédits d'étude et de fabrication de la bombe à neutrons) - Demande le retrait de l'amendement n° 238 de M. Philippe Machefer (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : information nécessaire du Sénat sur l'affectation des crédits d'entretien programmé des matériels de l'armée de terre) ; engagement de fournir la documentation nécessaire.

LIMOUZY (Jacques), *secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2593** de M. **René Tinant** : la **polyvalence des services publics en milieu rural** (7 novembre 1980) (p. 4504, 4505).

n° **2651** de M. **Jean Cauchon** : **l'accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction** (9 mai 1980) (p. 1821).

n° **2658** de M. **Serge Boucheny** : les **revendications des pilotes de ligne** (9 mai 1980) (p. 1822, 1823).

n° **2689** de M. **Serge Boucheny** : les **revendications des contrôleurs aériens** (9 mai 1980) (p. 1823, 1824).

n° **2729** de M. **Serge Boucheny** : le **développement de l'aviation légère et sportive** (9 mai 1980) (p. 1826).

n° **2753** de Mme **Hélène Luc** : les **mutations disciplinaires d'ingénieurs de la navigation aérienne** (9 mai 1980) (p. 1825).

n° **2760** de M. **Maurice Janetti** : **montant et répartition des crédits d'Etat pour le conditionnement et le stockage** (24 octobre 1980) (p. 4035).

n° **2761** de M. **Maurice Janetti** : **réglementation communautaire en matière d'encépagement** (24 octobre 1980) (p. 4035, 4036).

n° **2777** de M. **Hector Viron** : **suppression d'emplois aux « Nouvelles Galeries » de Lille** (24 octobre 1980) (p. 4038).

n° **2780** de M. **Philippe Machefer** : **relations avec la République populaire démocratique de Corée** (10 octobre 1980) (p. 3856).

n° **2810** de M. **René Jager** : les **travaux du conseil de l'Europe** (10 octobre 1980) (p. 3857, 3858).

n° **2820** de M. **André Tinant** et n° **2836** de M. **James Marson** : **indemnisation du chômage de longue durée** (24 octobre 1980) (p. 4039,4040, 4041).

n° **2821** de M. **Henri Caillavet** et n° **11** de M. **Lionel Cherrier** : **la protection des intérêts français au Vanuatu** (10 octobre 1980) (p. 3859).

n° **2826** de M. **Adrien Gouteyron** : le **développement des contrats de pays** (12 décembre 1980) (p. 6255).

n° **2832** de M. **Maurice Janetti** : **situation économique des producteurs de fleurs coupées du Var** (p. 4036).

n° **3** de M. **Raymond Dumont** : **licenciement collectif à l'usine Coframaille d'Arras** (24 octobre 1980) (p. 4042).

n° **17** de M. **Guy Schmaus** : **tournée en Afrique du Sud de l'équipe de France de rugby** (24 octobre 1980) (p. 4037).

n° **29** de M. **Louis Jung** : **paiement mensuel des pensions de retraite des agents de l'Etat** (7 novembre 1980) (p. 4505, 4506).

n° **31** de M. **Pierre Salvi** : **Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique** (7 novembre 1980) (p. 4506).

n° **33** de M. **René Jager** : **formalités pour la présentation des candidats à l'élection du président de la République** (7 novembre 1980) (p. 4507).

INTERVENTIONS

— **Question orale avec débat : construction aéronautique** - (13 mai 1980) - En remplacement de M Yvon Bourges, ministre de la défense - (p. 1841) : exportation de l'industrie aéronautique et fluctuation des charges de travail - Recours à la sous-traitance - (p. 1842) : recours exceptionnel à la main-d'oeuvre temporaire - Politique sociale des sociétés nationalisées de l'aéronautique - Exemple de la SNECMA - Incertitude de la production aéronautique et risques de licenciements - Contrats de travail à durée déterminée - Avantages de la politique de sous-traitance menée par la société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et la société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) : amélioration des coûts ; diffusion des techniques ; créations d'emplois - Exemple du sud-ouest - Caractère spécifique de l'industrie aéronautique : souplesse nécessaire de l'appareil de production - (p. 1843) : dimension internationale - Perspectives de développement des différentes versions de l'Airbus, évoquées par M. André Méric - Commandes enregistrées pour l'A 310 et mesures prises pour accélérer les livraisons.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° **328 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3265, 3266) : gonflement du contentieux administratif - Augmentation des effectifs et création de nouveaux tribunaux - Volonté du Gouvernement de résorber le « stock » des affaires en instance - Nécessité de réduire les causes de contentieux ; développement des services juridiques et emploi de la procédure gracieuse - Allègement de procédures ; rôle du commissaire du Gouvernement et compétences du conseiller délégué - Effort immédiat et exceptionnel de recrutement ; recrutement complémentaire et loi de 1977 - Maintien du recrutement par l'Ecole nationale d'administration (ENA) et au tour extérieur - (p. 3267) : avantages de la coexistence d'un recrutement complémentaire et par l'ENA - Recrutement complémentaire et qualité des candidats ; rôle de l'expérience professionnelle et des titres - Multiplication des recours des citoyens devant la juridiction administrative - Intervention facultative du commissaire du Gouvernement et réduction du nombre de ses interventions secondaires - (p. 3268) : défense de l'intérêt général et rôle du commissaire du Gouvernement.

Art. 1 : accepte l'amendement n° 5 de la commission des lois (recrutement complémentaire des conseillers de deuxième et de première classe ; composition et qualité des membres du jury) - (p. 3269) : au sujet de la répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration, s'oppose aux amendements n° 1 de M. Félix Ciccolini et n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (p. 3270) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Félix Ciccolini (accès au recrutement complémentaire pour les fonctionnaires et assimilés de la catégorie A ; justification de cinq ans de services publics effectifs) - (p. 3271) : recrutement des magistrats et rôle primordial de l'ENA - **Art. 3** (p. 3272) : accepte les amendements rédactionnels n° 6 et n°7 de la commission et demande le rejet de l'amendement n° 3 de M. Félix Ciccolini (recrutement des conseillers par un concours unique ;choix des conseillers de première classe) - **Art. 4** (p. 3273) : s'oppose aux amendements identiques n°

4 de M. Félix Ciccolini et n° 10 de M. Charles Lederman (suppression de cet article concernant le recrutement contractuel des membres des tribunaux administratifs au-delà de l'âge de la retraite) - (p. 3274) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (recrutement contractuel et exceptionnel, jusqu'au 31 décembre 1982, des membres des tribunaux administratifs ayant dépassé l'âge de la retraite).

— **Hommage aux victimes d'attentats** (7 octobre 1980) (p. 3758) : s'associe à l'hommage rendu par le Sénat aux victimes d'attentats - Déclaration du gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic

— **Projet de loi modifiant l'article premier (1°) de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherche** [n° 369 (78-79)] - (23 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4013) : loi du 28 septembre 1942 et condition de nationalité française - Traité de Rome et liberté d'établissement - Harmonisation des réglementations des pays membres de la CEE - Sauvegarde de la vie privée - Refus de la reconnaissance officielle de ces activités - Amendements de la commission et moralisation de cette activité professionnelle - Décret de 1977 sur la déclaration obligatoire, et absence d'autorisation préalable - Sanction par l'autorité judiciaire des agissements délictueux - Absence de condamnation pénale ou de sanction disciplinaire grave - Délit de non-respect d'une décision administrative de fermeture provisoire - Dispositions en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle - Cas de Mayotte - Conditions d'exercice de cette activité par les directeurs d'agences et application à leurs collaborateurs - Mesures transitoires - Garantie d'indemnisation en faveur des salariés licenciés - Conformité avec les directives européennes - (p. 4014) : contrôle juridictionnel des tribunaux - Demande l'adoption du projet de loi assorti des amendements de la commission et du Gouvernement.

Art. unique : accepte l'amendement n° 1 de la commission des lois (modification de l'art. 1 de la loi du 28 septembre 1942 : interdictions d'exercice) - **Après l'art. 1 :** accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression du terme d'offices) - Accepte l'amendement n° 3 de la commission (sanctions pénales) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission (modification de l'intitulé de la loi du 28 septembre 1942) - (p. 4015) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (application de la loi de 1942 dans les départements d'outre-mer) - Accepte l'amendement n° 6 de la commission (maintien des dispositions en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (délai d'entrée en vigueur de la loi) - Amendement n° 9 du Gouvernement : cas des salariés licenciés du fait de l'entrée en application de la loi ; adopté - **Intitulé :** accepte l'amendement n° 8 de la commission (« Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches »).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) (p. 5527) : absence du ministre de la coopération - Pertinance des analyses sur l'économie africaine, la situation politique et les questions culturelles - (p. 5528) : perspectives d'avenir de l'Afrique et dégradation des termes de l'échange - Répercussion de l'inflation de l'Occident : exemple du coût des importations du tiers monde - Ponction insupportable pour les pays les plus pauvres au profit des pays exportateurs de pétrole : exemple du Sénégal - Aide prioritaire aux pays les moins avancés - Accords de prix par produit entre producteurs et consommateurs, mécanismes correcteurs - Aide internationale et chute des cours de matières premières ; investissements dans le tiers monde, exportations des Etats développés et maintien bénéfique des prix des cultures de rente - Taxe indirecte des producteurs de pétrole et danger d'un appauvrissement du peuple rural - Stabilité relative des Etats - Concours financiers - Impossibilité de projets d'aménagement et d'investissement coûteux - Politique culturelle : idéologie en Afrique noire, mode de vie communautaire, action du communisme et protection des valeurs libérales - Maintien nécessaire de la culture française et moyens utilisés : exemple de la diffusion du livre scolaire - (p. 5529) : signification de la culture française, respect de la spécificité des nations - Réorientation de l'action éducatrice ; impossibilité d'une instruction obligatoire et généralisée en Afrique - Enseignement primaire et préservation des traditions rurales - Enseignement secondaire et constitution d'une classe moyenne - Adaptation de l'enseignement supérieur à l'emploi - Rédéfinition nécessaire des objectifs de l'enseignement en Afrique francophone - Scolarisation des enfants français : augmentation de l'aide aux investissements et de la subvention de fonctionnement ; accroissement de l'effectif des enseignants ; création de postes d'enseignants en cas d'urgence - Subvention au projet de complexe éducatif d'Abidjan - Financement des constructions nouvelles : prêts aux associations de parents d'élèves, subvention du gouvernement et droits de scolarité - Application de l'idée d'institut de la santé publique : exemple de l'institut Léon-M'Ba ; rôle de formation et de recherche - Médecine préventive et programme de vaccination - Redressement de l'aide française au développement, renforcement nécessaire de la défense en Afrique - Causes de la diminution des crédits d'assistance au personnel militaire - Mesures prises : exemple de l'ouverture de postes en république centrafricaine - Formation prioritaire du personnel militaire et redéploiement éventuel de crédits - (p. 5530) : intervention française au Tchad, gouvernement d'union nationale transitoire, guerre civile depuis le retrait des troupes ; référence à une déclaration du président Senghor - Prise en considération par le gouvernement de la gravité de la situation du tiers monde - Endettement du tiers monde, provenance des prêts et utilisation à des dépenses d'armement — Annulation de dettes par la France - Evaluation de l'aide des Etats communistes - Conflit en Afrique et armes soviétiques - Agriculture vivrière et priorité de l'autosuffisance alimentaire - Station Afrique n° 1 et utilisation des récepteurs les moins chers - Diminution des crédits du cinéma et prise en charge par les Etats de leur politique culturelle - Ministère de la coopération : taux de croissance et diminution impossible de son coût de fonctionnement - - Sécurité sociale volontaire et conclusions de la commission coopération-jeunesse ; adhésion aux systèmes de protection et prise en charge des cotisations : coût de cette couverture et impossibilité d'une intégration dans le budget 1981 - Crédits des volontaires du progrès et augmentation de l'effectif - Paix nécessaire en Afrique - Demande le vote du budget.

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5531) : effort insuffisant, impossibilité de créer de nouveaux postes et examen des situations urgentes - Augmentation du nombre d'enseignants à Douala - **Après l'art. 44** *bis* (p. 5533) : mesures concernant un petit nombre d'agents et recherche d'une solution - Problème posé pour l'ensemble de la fonction publique - Règlement immédiat ou examen approfondi selon les cas - Impossibilité d'une prise en compte des services des organismes privés et incidence sur les charges de l'Etat - Extension du régime de retraite de l'Etat aux agents titularisés de l'administration centrale du ministère de la coopération ; mode de financement - Oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 200 de M. Serge Boucheny (extension du régime de retraite de l'Etat aux agents titularisés de l'administration centrale du ministère de la coopération ; mode de financement).

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - (p. 6020) : résultats de la politique de localisation des activités : fonds spécial d'adaptation industrielle et création d'emploi, conversion industrielle régionale - Versement des aides au développement régional et droit de regard de l'administration - Contrôle par les services de liquidation

pour éviter les « chasseurs de primes » - Participation des régions à l'élaboration des régimes d'aides, effort de simplification - Progression de l'aide au secteur tertiaire - Décentralisation administrative et contrats de localisation - Développement des régions : mesures en faveur des régions prioritaires, exemples de la Bretagne, de la Corse, du Nord-Pas-de-Calais - (p. 6021) : résultats du plan du Grand Sud-Ouest dans le domaine agricole, industriel, financier, et de la formation ; bilan satisfaisant ; poursuite de l'effort de l'Etat - Initiatives locales - Problème de la vigne - Plan pour le Massif central : désenclavement et amélioration des liaisons routières, actions de développement - Mesures en faveur de la région Poitou-Charentes - Prise en compte des atouts et difficultés spécifiques des régions - Mesures de décentralisation en Ile-de-France - Réorientation de la politique en faveur des zones rurales : exemples du fonctionnement du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR), des contrats de pays, des agences de service public - Revalorisation des ressources régionales par l'initiative locale : actions des établissements publics régionaux, de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; évolution des crédits de développement des régions - Progression des crédits d'investissement du FIDAR - Maintien de l'effort en faveur du conservatoire du littoral et de la dotation pour la restructuration des zones minières - (p. 6022) : baisse des autorisations de paiement du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) - Crédits de fonctionnement et dotations des services généraux du premier ministre - Effet d'entraînement du budget sur les départements ministériels et de multiplication des crédits - Utilité d'un débat - Importance du plan du Grand Sud-Ouest - Aquitaine, région pilote pour les industries du futur : exemple de la télématique - Poitou-Charentes : mesures de désenclavement routier et aérien ; aide à la pêche artisanale ; tourisme et crédits pour l'aménagement des nouveaux terrains - Opérations en Ile de Ré et Ile d'Oléron

Examen des crédits - *Etat B* (p. 6023) : objectifs de l'aménagement du territoire : solidarité en faveur des régions prioritaires, recours à l'initiation locale - Moyens budgétaires en augmentation - Solde migratoire positif des jeunes actifs - Suppression d'emplois privés compensée par la création d'emplois publics - Agrément et développement industriel - Transfert à Lyon du service des approvisionnements SNCF du XV[e] arrondissement de Paris : étude des conséquences pour le personnel, les sous-traitants, et procédure des marchés publics.

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **IV - Commissariat général du Plan** (8 décembre 1980) - (p. 6026) : évolution de la dotation du commissariat général du plan : diffusion des travaux ; rapports édités par la documentation française - Crédits de recherche - Intégration des chercheurs du centre nationale de la recherche scientifique (CNRS) - Organismes rattachés au commissariat général du plan : centre d'études des revenus et des coûts (CERC), centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC) ; centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) - Observations de la commission des affaires économiques et du plan sur la coordination des études économiques, la rigueur de gestion des crédits, le contrôle parlementaire - (p. 6027) : travaux de préparation du VIII[e] Plan, évoqués par MM. *Anicet Le Pors* et *Marcel Lucotte*, rapporteur spécial et rapporteur pour avis

Examen des crédits - *Etat B :* dépôt par le gouvernement du projet de loi d'approbation du VIII[e] Plan et regret du retrait de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

— Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches - *Deuxième lecture* [n° **107 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6193) : poursuite pénale contre un agent privé de recherches et fermeture provisoire de l'agence par l'autorité compétente « administrative ».

Art. 3 (p. 6194) : fermeture des agences par l'autorité administrative et accord entre l'Assemblée nationale, le Sénat et le gouvernement.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6410) : diversité des mesures prévues par le projet ; volonté d'éviter les « cavaliers budgétaires » - Classement des mesures : simplification administrative, harmonisation législative, régularisation législative de situations administratives et dispositions diverses - (p. 6411) : qualité de la collaboration entre le gouvernement et les assemblées - Absence d'utilisation de la procédure d'urgence.

Avant l'art. 1 (p. 6412) : demande le retrait de l'amendement n° 29de M. Louis Perrein (déduction des résultats de l'exercice de réalisation de la part des bénéfices distribués aux salariés par les sociétés coopératives ouvrières et des bonis des opérations faites avec les associés d'une société coopérative de consommation ; réduction de la déduction forfaitaire applicable aux revenus bruts des propriétés urbaines) - Absence de connaissances précises sur le montant des ristournes à distribuer à la clôture de l'exercice ; étude en cours avec les représentants du secteur de la coopération - **Art. 1** (p. 6413) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod (suppression de cet article relatif à la liquidation de la TVA pour les titulaires de bénéfices non commerciaux soumis au régime du forfait ou au régime réel) - Simplification des régimes d'imposition applicables pour les chiffres d'affaires ou les bénéfices des professions libérales soumises à la TVA - **Après l'art. 1** (p. 6414) : demande le retrait de l'amendement n° 25de M. Louis Perrein (association et exonération de la taxe sur les salaires pour celle employant moins de 3 salariés) - Etude d'une réforme d'ensemble de la taxe sur les salaires - Caractère nocif de la création d'un seuil supplémentaire dans le cas d'une exonération en fonction du nombre de salariés employés - (p. 6415) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Louis Perrein (association et bénéfice du remboursement de la TVA sur les travaux d'équipement réalisés dans le cadre de leurs statuts) - **Art. 2** (p. 6416) : demande le rejet de l'amendement n° 24 de M. Louis Perrein (extension de l'exonération de la TVA aux locations d'emplacements de stationnement en régie municipale) - Locations de garages et application de la TVA ou de la taxe d'habitation - **Art. 3** (p. 6417) : accepte l'amendement n° 43 de la commission des lois (obligation de déclaration des rémunérations autres que les salaires applicable à toute personne physique ou morale, ayant versé de telles rémunérations) - **Avant l'art. 4** (p. 6418) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - **Art. 4** (p. 6419) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de la commission des lois (suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances) - S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Pierre Tajan et de la commission des affaires économiques (suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation des dégrèvements pour calamités agricoles) - (p. 6420) : caractère archaïque et complexe du système d'indemnisation pour calamités agricoles - **Après l'art. 4** (p. 6421) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ;établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe) - (p. 6428) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 45 de la commission des lois (octroi d'un avantage fiscal pour les mutations à titre onéreux des parts de groupements fonciers agricoles ; condition d'un délai de détention de deux ans) - **Après l'art. 5** (p. 6429) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Louis Perrein (majoration de l'impôt ménages dans les communes de moins de 50.000 habitants et exonération permanente des taxes d'habitation

dont bénéficient les immeubles nationaux, départementaux et communaux) - Déformation de la notion d'impôt sur les ménages - Détermination de la dotation globale de fonctionnement et critères de l'impôt sur les ménages - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6430) : accepte l'amendement n° 80 de M. François Collet (transfert du contentieux de l'exigibilité des droits en matière de contributions directes aux tribunaux administratifs) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 117 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard repris par M. Michel Darras (relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession) - (p. 6431) : reprend l'amendement n° 134de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles ; adopté - Problème de la diversité des taux de la taxe professionnelle - Harmonisation entre le taux des taxes locales - Refus d'un pouvoir fiscal aux établissements gestionnaires d'une zone d'activité économique - (p. 6432) : s'oppose à l'amendement n° 120 de la commission des finances soutenu par M. Jacques Descours Desacres (zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux) - (p. 6433) : demande le rejet de l'amendement n° 135 de M. Francis Palmero soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression du critère de ressources pour la détermination du montant de la retraite complémentaire de la fonction publique) - Maintien mais simplification de la procédure d'appréhension des biens vacants et sans maître - Amendements déposés au Sénat et bouleversement du droit de propriété ; propose la réunion d'un groupe d'études sur ce sujet - (p. 6434) : retrait des amendements et suppression par le gouvernement des articles 8 et 9 - **Avant l'art. 8** (p. 6435) : biens vacants ou réputés sans maître et procédure d'appréhension de l'Etat - (p. 6436) : droit de souveraineté de l'Etat et droit de propriété sur les biens vacants et sans maître ; impossibilité d'un renoncement, même partiel - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Georges Berchet (attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat) - **Art. 8** (p. 6437) : amendement n° 147 du gouvernement : suppression de cet article relatif à la procédure d'appréhension par l'Etat de l'immeuble présumé vacant et sans maître ; rejeté - (p. 6438) : demande le rejet de l'amendement n° 46 de la commission des lois (procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître ; système de recensement et de publicité) - **Après l'art. 8** (p. 6439) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Fernand Lefort (maintien des caractéristiques de logement social, même en cas de revente, des logements construits, acquis et aménagés avec la taxe de 1 % sur les salaires et les fonds publics) - **Art. 9** (p. 6440) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 4 de M. Georges Berchet - S'oppose à l'amendement de coordination n° 48 de la commission des lois - **Après l'art. 9** (p. 6441) : accepte l'amendement de coordination n° 49 de la commission des lois - **Art. 11** (p. 6442) : accepte l'amendement n° 121 de la commission des finances (changement des prix de vente du tabac ; obligation pour les débitants de tabac et les fournisseurs d'établissements d'un inventaire des stocks à la date d'entrée en vigueur des tarifs) - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : demande le rejet des amendements identiques n° 12 de M. Georges Lombard et n° 94 de M. Michel Moreigne (doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités), ainsi que de l'amendement n° 68 de la commission des lois (centres de gestion créés par les organisations et organismes des artisans, commerçants et industriels et tenue de la comptabilité) - (p. 6444) : monopole des experts-comptables et coût du traitement des comptabilités - Tenue de la comptabilité des entreprises et pourparlers engagés avec l'ordre des experts-comptables et des parties intéressées - (p. 6445) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M.Louis Perrein soutenu par M. Michel Darras (commercialisation des produits pétroliers et changement de prix ; actualisation des droits et taxes acquittés sur la base de prix périmés) - Existence de dispositions dans le code des douanes permettant de tenir compte du relèvement du prix des produits pétroliers pour le paiement des taxes - **Art. 13** (p. 6446) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Louis Perrein soutenu par M. Michel Darras (suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour certains contrats liés à un accord de mensualisation) - **Avant l'art. 14** : demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Paul Girod (relèvement de la limite du forfait agricole) - **Art. 14** (p. 6447) : s'oppose à l'amendement n° 51 de la commission des lois (prise en compte des recettes pour l'application du régime forfaitaire agricole ; coefficient multiplicateur pour celles réalisées dans le cadre des contrats d'intégration) - (p. 6448) : accepte les amendements identiques n° 52 de la commission des lois et n° 92 de M. Michel Sordel (suppression des dispositions de cet article concernant les garanties octroyées dans le contrat d'intégration passé entre un coopérateur et sa coopérative) - **Après l'art. 14** (p. 6449) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 53 de la commission des lois (principe de l'application exceptionnelle de la taxation forfaitaire en fonction des éléments du train de vie) - Utilisation stricte de l'article 168 du code général des impôts ; garanties données aux contribuables - Difficultés des vérifications approfondies de la situation fiscale d'ensemble - **Avant l'art. 16** (p. 6450) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Adrien Gouteyron soutenu par M. Jean Chérioux (contrôle des importations de produits textiles et obligation du marquage d'origine) - Complexité du marquage des produits textiles ; décision du 29 août 1979 et élaboration d'une directive communautaire - **Art. 16** *bis* **A** (p. 6451) : au sujet du principe et des conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ainsi que de la déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés, s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Bernard Parmantier et aux amendements identiques n° 5 de M. Louis Virapoullé soutenu par M.Daniel Millaud et n° 54 de la commission des lois - **Art. 16** *bis* **B** (p. 6453) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 111 de M. Lionel Cherrier et n° 118 de M. Daniel Millaud (principe et modalités d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outrer-mer et à Mayotte) - **Art. 16** *bis* **D** (p. 6454) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 56 de la commission des lois (communes et faculté d'instituer un tarif progressif sur les débits de boisson), ainsi que pour le sous-amendement rédactionnel à cet amendement, n° 148 de M. Louis Perrein - **Art. 17 A** (p. 6455) : accepte l'amendement n° 123 de la commission des finances (contrats de fournitures de travail temporaire et attestation obligatoire sur le respect de la réglementation applicable en matière de séjour des étrangers en France et d'exercice d'une activité professionnelle salariée) - **Avant l'art. 17** (p. 6456) : s'oppose au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 21** (p. 6485) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Michel Darras et au sous-amendement n° 116 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Michel Darras, visant à abaisser le seuil du versement transports en commun (seuil de 76 000 ou de 50 000habitants) - **Art. 22** (p. 6528) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Anicet Le Pors (suppression de cet article relatif notamment à l'allègement de certaines cotisations agricoles) - Emet des réserves sur l'amendement n° 58 de la commission des lois (maintien de certaines exonérations de cotisations d'allocations familiales) - (p. 6529) : s'oppose à l'amendement n° 59 de la commission des lois (maintien de la possibilité pour les commissions départementales des prestations sociales agricoles d'accorder dans certains cas un dégrèvement de cotisation) - (p. 6530) : accepte les amendements rédactionnels identiques n° 60 de la commission des lois et n° 106 de la commission des affaires sociales - **Après l'art.**

22 : accepte l'amendement n° 107 de la commission des affaires sociales (bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés) - (p. 6531) : accepte l'amendement n° 142 de la commission des affaires sociales (prises en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'un accident survenu à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole) - **Après l'art. 23** : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Louis Perrein (suppression de la disposition législative et du décret instituant le ticket modérateur d'ordre public) - **Art. 23** *quinquies* (p. 6532) : demande le retrait de l'amendement n° 62 de la commission des lois (distribution d'actions aux salariés des filiales de sociétés françaises implantées à l'étranger) - Financement par le budget de l'Etat - **Après l'art. 23** *quinquies* (p. 6533) : demande le retrait de l'amendement n° 99 de M. Etienne Dailly (application de la loi du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales aux salariés des groupements d'intérêt économique, GIE), puis s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement - (p. 6534) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 86 de M. Etienne Dailly (pour les sociétés anonymes à directoire et à conseil de surveillance, possibilité de rémunération du président du conseil de surveillance) - **Art. 23** *sexies* (p. 6535) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de la commission des lois (extension aux associations reconnues d'utilité publique de la mesure prévue en faveur des biens immobiliers des congrégations) - **Art. 23** *septies* : accepte l'amendement rédactionnel n° 64 de la commission des lois - **Art. 23** *octies* (p. 6536) : accepte les amendements rédactionnels identiques n° 65 de la commission des lois et n° 108 de la commission des affaires sociales - **Art. 23** *nonies* : accepte l'amendement n° 109 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article prévoyant une majoration du taux des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale par les organismes de travail temporaire pour leur personnel) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 23 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Louis Perrein (qualité de combattant des personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre 1952 et 1962) - Demande le retrait de l'amendement n° 128 de MM. Roger Lise et André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin (prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer) - **Avant l'art. 24 A** (p. 6538) : accepte l'amendement n° 8 de M. Maurice Blin (possibilité pour les collectivités locales de renoncer à la reconstruction d'un pont détruit par fait de guerre ; perception dans ce cas de la moitié de la subvention) - **Art. 24 B** (p. 6539) : accepte l'amendement n° 130 de M. Yves Durand (harmonisation des taux d'intérêt maximum pratiqués en matière de crédit coopératif et de crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie).

— **Motion d'ordre** - (19 décembre 1980) (p. 6486, 6487) : organisation des débats du Sénat ; modification par le Gouvernement de l'ordre du jour prioritaire.

— **Ordre du jour du Sénat** - (19 décembre 1980) (p. 6540) : répond à l'intervention de M. *Louis Perrein* relative au retrait de l'ordre du jour du Sénat du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOF).

LISE (Roger), sénateur de la Martinique (NI, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à **l'emploi des jeunes** dans la pêche artisanale dans les départements d'Outre-Mer (n° **198**, 1979-1980) (9 avril 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2773** (J.O. Débats 8 mai 1980) (p. 1794) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : l'**urbanisme (terrains situés dans la zone de 50 pas géométriques)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (environnement) (13 juin 1980) (p. 2715).

Questions orales avec débat :

n° **427** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs : le **tourisme (développement du tourisme à la Martinique)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 423) : application de la législation agricole dans les départements d'outre-mer (DOM) - (p. 424) : spécificité des structures agricoles dans les DOM - Coût des terres - Renforcement de la formation et des organismes interprofessionnels - Maintien des organismes agricoles existants : service d'utilité agricole de développement (SUAD) ; Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (IRAT) ;politique d'aménagement rural.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2575) : problème de l'emploi dans les départements d'Outre-mer - Alternance déjà pratiquée dans l'enseignement maritime : marine marchande et pêche artisanale ; école de pêche de Port-de-France - Dispositions du projet et prise en charge par l'Etat des cotisations patronales en faveur de la seule industrie - Extension nécessaire en faveur des jeunes des DOM embarqués pour la pêche artisanale : amendements successifs déposés depuis 1978 et votés par le Sénat - Loi du 27 avril 1977 et non application aux apprentis - Pêche dans la zone économique des DOM (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane)pratiquée par des étrangers - Formation nécessaire des jeunes patrons marins-pêcheurs - (p. 2576) : malgré son appartenance à la majorité, votera contre le projet qui ignore la situation de l'emploi des jeunes dans les DOM.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les états membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation de deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** [n° **255 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2751) : historique de l'association des pays francophones du tiers-monde avec la Communauté européenne : réunions de Messine en 1955, de Venise en 1956 ; convention de Yaoundé en 1964 - Renouvellement et extension de l'accord de Lomé I - Perspectives d'avenir - Défense des droits de l'homme - Demande d'association de la République d'Haïti - (p. 2752) : position douanière de la CEE vis-à-vis des produits tropicaux des départements d'outre-mer (DOM) de la France : engagement pris par l'arrêt Hansen d'octobre 1978 - Concurrence avec les Etats ACP en l'absence de préférence communautaire pour les produits tropicaux des DOM : ananas, avocats, fleurs coupées - Diversification de l'agriculture dans les DOM et absence de garanties de prix pour les nouveaux produits : aubergines, citrons - Absence d'intervention de la Banque européenne d'investissement dans les DOM.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° 269 (79-80)] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2812) : conditions de logement des familles nombreuses en métropole - Inégalité frappant les familles d'Outre-mer ; chûte du taux de natalité - Chômage et système du matriarcat - Faiblesse du niveau scolaire des enfants d'Outre-mer - Education de l'enfant et importance de la mère ; revenu minimum familial garanti - (p. 2813) : programme de Blois et action en faveur des familles nombreuses - Parité sociale avec la métropole et rôle du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) - Profession du père de famille et montant des allocations.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (20 novembre 1980) - **Après l'art. 11** (p. 4984) : sur l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé (recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 %), son sous-amendement n°70 : majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5557) : nécessité d'une annexe récapitulative des actions envisagées pour les départements d'outre-mer dans l'ensemble des ministères - Extension souhaitable aux DOM du bénéfice des interventions des organismes de la métropole : exemple de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ou du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) ainsi que du Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) - Evolution nécessaire vers l'intégration complète des DOM - Exemple sur le plan communautaire de l'arrêt Hansen d'octobre 1978, garantissant l'intégration complète - Retard d'application des avantages communautaires aux DOM et concurrence avec les pays ACP et les pays tiers - (p. 5558) : absence d'interventions de la Banque européenne d'investissement (BEI) - Migrations des DOM vers la métropole et problème d'intégration ; accès aux HLM - Suppressions d'emplois à la Martinique - Prêts de restructuration pour les entreprises en difficulté accordés par la Société de crédit pour le développement des départements d'outre-mer (SOCERDOM) - Extension nécessaire aux DOM des Comités d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) - Problème d'installation des jeunes : cas des jeunes apprentis pour la pêche artisanale ; prise en charge par l'Etat des cotisations jusqu'au service militaire ; accomplissement du service militaire dans une unité de formation à la pêche - Installation des artisans : création de zones artisanales - Installation des jeunes agriculteurs : formule de location-vente de terrains des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Votera le budget proposé

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 150 (80-81)] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : son amendement n° 128, déposé avec M. André Rabineau et soutenu par M. Adolphe Chauvin : prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer ; retiré.

LOMBARD (Georges), sénateur du Finistère (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** (n° **98**, annexe **19**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2591** (J.O. Débats 17 octobre 1979) (p. 3285) à M. le ministre du Budget : les **entreprises (conséquences sur les entreprises du droit et de la fiscalité en matière successorale)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (11 avril 1980) (p. 1219).

n° **2716** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : la **mutualité (politique suivie dans le domaine de la mutualité)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2722).

Questions orales avec débat :

n° **360** (3 avril 1980) (p. 1011) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (mesures prises à la suite du rappport de la commission d'enquête du Sénat sur le naufrage du pétrolier « Amoco-Cadiz »)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **369** (22 avril 1980) (p. 1445) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (élèves en difficulté et enseignants)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564 et suivantes).

n° **467** (25 novembre 1980) (p. 5302) à M. le ministre des Transports : la **pêche (politique du gouvernement pour développer la pêche industrielle et artisanale)**.

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1123) : répétition de ces accidents - Rappel des recommandations de la commission sénatoriale d'enquête de 1978 sur l'Amoco Cadiz : problème des normes de construction des navires pétroliers et de la qualification des équipages à l'échelon international ; carence des institutions européennes ; insuffisance de la politique française de prévention : plan Polmar ; crédits de recherche - (p. 1124) : manque de décision du gouvernement : exemple du sort de l'épave - Nettoyage des côtes - Moyens en hommes et en matériel - Exemple des incendies de forêts - Décret de 1970 sur le transport du pétrole brut - Urgence des mesures à prendre.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1580) : avenir du système éducatif et adaptation à l'évolution du monde - Fusion des filières et ses conséquences - Création de classes « hétérogènes » ; échec des heures de soutien - (p. 1580) : mise en oeuvre de l'approfondissement - Allègement des programmes et diminution des horaires ; sacrifice des disciplines fondamentales, telle l'histoire - Orientation et prise en compte des aptitudes et des goûts profonds des enfants - Qualification des maîtres et situation des professeurs recrutés par concours - Diminution des postes mis aux concours à l'échelon national - Corps professoral et mosaïque des statuts - Place de la France et importance de l'éducation.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° 203 (79-80)] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2115) : au nom de la commission des finances et à propos de la définition et des

conditions d'attribution de l'assurance veuvage, déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements N° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau et N° 1 de la commission des affaires sociales - (p. 2116) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation) - (p. 2118) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement N° 4 de la commission (conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie) - **Après l'art. 1** (p. 2119) : au nom de la commission des finances, déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : son amendement n° 47 soutenu par M. André Fosset : bénéfice des déductions fiscales par adhésion à un centre de gestion agréé et relèvement du plafond des recettes ; retiré.

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5745) : méthodes d'appréciation d'un budget - Progression des crédits d'équipement et des crédits de fonctionnement ; créations nettes d'emplois ; taux de progression supérieur à celui du budget de l'Etat - Permanence du problème de manque de magistrats ; dégradation du rapport entre le nombre des décisions rendues et le nombre de magistrats du siège - Evolution des effectifs hors hiérarchie et du premier grade de la magistrature ; situation des cours d'appel et de la Cours de cassation ; maintien du recours au recrutement extérieur et pyramide des âges - Qualité du service de la justice et informatisation de la gestion ; tâches des greffes ; application à la mise en état - Mineurs et mise en place de la première prévention - (p. 5746) : cloisonnement de la politique de prévention et retard de la saisine des juges pour enfants ; rôle des comités départementaux d'éducation - Croissance satisfaisante des crédits d'entretien, d'investissements et des subventions aux collectivités locales - Stagnation de la dotation pour l'éducation surveillée - Diminution des crédits aux services pénitentiaires ; vétusté et insuffisance des parcs immobiliers ; importance du taux d'occupation, sécurité et développement de la politique pénale du travail, de la formation et de la préparation à la réinsertion - Retard dans l'éducation surveillée - Délinquance juvénile ; amélioration du rapport numérique éducateurs-jeunes pris en charge dans le secteur ouvert ; possibilité de déplacement des éducateurs - Services pénitentiaires et situation du personnel ; dégradation rapport détenus-agents - Milieu ouvert et insuffisance des personnels administratifs et socio-éducatifs ; recrutements et amélioration du rapport délégués-condamnés - Frais de déplacement et probation - Féminisation du corps des greffes ; absentéisme - Création de postes pour les greffes - Indemnités de copies de pièces - Aide judiciaire totale ou partielle et augmentation des plafonds de ressources mensuelles - Relèvement du plafond maximal de l'indemnité allouée aux avocats - (p. 5747) : priorité nécessaire à donner à la justice - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'approbation de ce budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5776) : déclare applicable l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 206 de M. Francis Palmero (réduction indicative des crédits du titre III relatifs à l'exercice des exécutions capitales) - (p. 5777) : au sujet de la suppression des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales), s'oppose aux amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman - (p. 5780) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant l'organisation de concours exceptionnels pour le recrutement des magistrats) - (p. 5781) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant la cour de sûreté de l'Etat) - (p. 5783) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant les vacations allouées aux conseillers prud'hommes) - **Art. 46** (p. 5785) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 266 de M. Charles Lederman (hausse des plafonds de ressources des bénéficiaires de l'aide judiciaire totale et partielle).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 150 (80-81)] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : son amendement n° 12 soutenu par M. Daniel Millaud, identique à l'amendement n° 94 de M. Michel Moreigne : doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités ; retiré.

LOMBARD (Maurice), sénateur de la Côte-d'Or (RPR).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

LONGEQUEUE (Louis), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° 124, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978 (n° 292, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° 276, 1979-1980) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977 (n° 295, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978 [n° 124 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2770) : disposition de la loi de finances rectificative du 24 décembre 1971 subordonnant la garantie du Trésor aux investissements hors de la zone franc, à la conclusion préalable d'un accord sur la protection des investissements - Données géographiques, historiques et politiques sur la République d'El Salvador -

Troubles politiques et assassinat de Mgr Romero - Séquestration des représentants diplomatiques de la France en 1979 - Relations culturelles traditionnelles avec la France et échanges commerciaux - Dépendance du pays à l'égard des cours de production des produits exportés : café - Absence d'originalité de cet accord par rapport aux accords du même type - Incitation aux investissements français dans ce pays - Hypothèse envisagée d'un conflit armé ou d'une révolution - Garanties apportées aux investisseurs étrangers et libre rapatriement des revenus - Subrogation éventuelle de l'Etat dans les droits de ses ressortissants - Clause de la Nation la plus favorisée - Règlement du contentieux éventuel - Durée de l'accord et renouvellement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977** [n° 276 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2775) : convention de sécurité sociale franco-mauritanienne de 1965 et avenant de 1977 : anomalie du délai de ratification de trois ans - Retrait des forces militaires françaises en Mauritanie en 1979 et accord de paix entre le Polisario et le gouvernement mauritanien - Situation économique de la Mauritanie : dépendance vis-à-vis de l'extérieur - Dispositions de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale : suppression des restrictions instaurées par la convention générale concernant les gens de mer - Versement des prestations familiales françaises aux familles restées dans leur pays d'origine, sans condition de délai - Effectifs de travailleurs mauritaniens en France et de Français en Mauritanie - Révision du barème des allocations familiales versées pour les enfants restés en Mauritanie.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** [n° 39 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4400) : convention et évolution des rapports franco-algériens - Incidence du conflit du Sahara occidental sur les relations entre les deux pays - Incitations aux retours volontaires - Vente des biens français en Algérie et autorisations de transferts en France - Vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4939) : sur la dotation spéciale pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs, son amendement n° 38 déposé avec M. Roger Quilliot : addition du montant total de la dotation spéciale au montant de la dotation globale de fonctionnement ; retiré - Texte adopté par le Sénat à l'art. 85 *quater* du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et visant à la prise en charge par l'Etat de ce remboursement - **Art. 8** (p. 4954) : son amendement n° 45, déposé avec M. Roger Quilliot : augmentation de la part de la DGF affectée aux concours particuliers et notamment à la dotation pour les villes-centres ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) (p. 5470) : insuffisance des crédits budgétaires pour le développement du réseau routier national - Mise à deux fois deux voies de la RN20 et exécution du plan routier Massif central et du plan de développement du Grand Sud-Ouest - Recul en francs constants des investissements routiers - Revue Bureaux-Province et absence d'autoroutes et de routes à deux fois deux voies dans le centre de la France - (p. 5471) : mise à deux fois deux voies de la RN9 et oubli de la RN20 - Déviations de Limoges, d'Argenton-sur-Creuse - Plan routier Massif Central et oubli du Limousin ; axes Centre Europe-Atlantique et Limoges-Angoulême

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5687) : compétence du nouveau ministre de la défense, acquise notamment à la commission de la défense de l'Assemblée nationale - (p. 5688) : problème du contrôle du parlement sur le budget de la défense - Ordonnance du 7 janvier 1959 sur la défense nationale - Débat du 24 avril 1964 à l'Assemblée nationale, quant aux pouvoirs respectifs du président de la République et du premier ministre en matière de défense nationale - Récent exposé de M. Raymond Barre, premier ministre, à la 33e session de l'Institut des hautes études et de la défense nationale - Force de dissuasion et politique de la défense - Crédibilité de la riposte et glissement vers la doctrine de la riposte graduée - Information nécessaire du Parlement sur les nouveaux textes en préparation relatifs à l'organisation générale de la défense - Défense civile : protection de la population en cas de guerre nucléaire - (p. 5689) : logement et casernement des gendarmes ; institution de l'aide personnalisée au logement et intervention des offices d'HLM - Retard d'exécution de la loi de programmation militaire 1977-1982 : retard des livraisons de matériel ; évolution des dépenses de fonctionnement - Contrôle du parlement sur les objectifs de la défense et présentation souhaitable de la prochaine loi de programmation en objectifs physiques

LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (rattaché administrativement au groupe UREI, puis membre de ce groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 35 (J.O. Débats 25 octobre 1980) (p. 4048) à M. le ministre de l'Agriculture : les **céréales (importations de produits de substitution des céréales dans la CEE)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 425) : difficultés des agriculteurs ; objectif de parité - (p. 426) : dispositions foncières du projet : groupements fonciers agricoles mutuels - Parité sociale - Solidarité nationale.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 83** (p. 1186) : sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), son sous-amendement N° II-219, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : plan départemental des transports et consultation des communes ou groupements et des établissements d'enseignement ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1846) : dégradation du revenu agricole et désillusion devant l'évolution du marché commun agricole - (p. 1847) : référence nécessaire à la politique agricole commune - Rôle du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Statut du conjoint d'exploitant : amendement Foyer - Livre foncier - Solidarité communautaire et sécurité européenne.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 1903) : son amendement N° 185, identique aux amendements N° 11 de la commission des lois, 174 de M. Paul Séramy et 260 du gouvernement : suppression de cet article créant un livre foncier rural ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2576) : réconciliation nécessaire entre le système éducatif et le monde du travail - Formule de l'alternance et expérience déjà ancienne des maisons familiales rurales - Centres de formation d'apprentis (CFA) - Champ d'application limité du projet - Exclusion des jeunes de l'enseignement agricole - Contrats emploi-formation - Contrôle sur la formation et risque de décourager les petites et moyennes industries - (p. 2577) : information complémentaire nécessaire sur les dispositions financières ; financement des formations alternées et risque de concurrence avec les quotas de l'apprentissage et de la formation continue - Formation en alternance comme élément d'un dispositif global - Insertion professionnelle des jeunes - Séquences éducatives et éducation concertée - Vote favorable du groupe UREI.

Art. 8 (p. 2593) : son amendement n° 101 : suppression de cet article relatif à l'habilitation de l'entreprise ; retiré - Contrôles successifs et risque de décourager les petites et moyennes entreprises - **Art. 9** (p. 2596) : sur l'amendement n° 21 de la commission des affaires sociales 1° rédactionnel ; 2° suppression de la disposition relative à la surveillance médicale des stagiaires, son sous-amendement n° 108 : rétablissement de la surveillance médicale ; retiré - **Art. 11** (p. 2598) : son amendement n° 107 : possibilité pour l'établissement, l'organisme ou le service de formation de prendre en charge l'assurance obligatoire de responsabilité civile pour les dommages pouvant subvenir du fait des stagiaires ; adopté - **Art. 14** (p. 2599) : son amendement n° 102 : fixation à 26 ans de la limite d'âge maximum du salarié ; retiré - **Art. 16** *ter* (p. 2607) : son amendement n° 103 : possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale ; adopté - **Art. 20** (p. 2611) : son amendement n° 104 : suppression de l'alinéa relatif à l'imputation des dépenses consacrées à la formation alternée sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; retiré - **Art. 20** *ter* (p. 2613) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 42 de la commission des affaires sociales et n° 58 de la commission des affaires culturelles (suppression de cet article relatif au financement des formations alternées, à titre transitoire, sur les crédits de la formation professionnelle continue).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3187) : accord fondamental sur les objectifs du projet, mais réserve sur les modalités de financement retenues à titre transitoire - Nécessité et urgence d'un financement spécifique - Votera le projet.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4257) : obligation de reclassement du salarié accidenté et cas des petites entreprises - (p. 4258) : problème de trésorerie posé par le versement des indemnités prévues - Compensation et solidarité nécessaires.

Art. 1 (p. 4260) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 1 de la commission et n° 11 de M. Hector Viron (extension aux accidents de trajet) - (p. 4268) : son amendement n° 15 : non-application de la loi aux établissements occupant moins de cent salariés ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5321) : caractères spécifiques du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et insertion dans une politique globale des revenus en agriculture ; solidarité de la collectivité nationale et des professionnels - Contrainte du système de prix sur le revenu des agriculteurs et nécessité d'un rééquilibrage permanent - Revalorisation des retraites, adaptation des cotisations de prestations familiales - BAPSA : budget de retraités - (p. 5322) : alourdissement des charges de l'Amexa - Difficultés d'atteindre la parité - Renforcement nécessaire du régime d'invalidité totale et cessation de toute activité professionnelle - Indemnité complémentaire au conjoint - Mode de financement de l'aide familiale et ménagère - Augmentation de la taxe sur les huiles alimentaires importées et problème des substitutifs des céréales

Examen des crédits - Après l'article 49 - (p. 5327) : se déclare favorable à l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement) - Questions au gouvernement : remplacement en cas de maternité et faible utilisation des crédits du Focoma ; prolongation du congé de maternité ; intégration du Focoma au BAPSA et amélioration de la prestation de remplacement pour maternité ; part de l'Etat dans l'aide familiale et ménagère.

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5358) : conférence annuelle agricole et nécessité d'un soutien national - Baisse du revenu des agriculteurs et accroissement de la productivité - Actions du groupe sénatorial de l'élevage - Agriculture dynamique et place de l'enseignement : problème des maisons familiales et de l'agrément des établissements privés ; centres féminins - Enseignement supérieur et conséquence de l'absence de création de postes à l'école vétérinaire de Nantes - Budget de la formation professionnelle et répercussions de son redéploiement sur la formation agricole - Action sanitaire et crédits destinés à la prophylaxie : brucellose - Cas particulier de l'économie laitière en Franche-Comté - Producteurs de lait et taxe de coresponsabilité ; rôle du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - Commission nationale d'amélioration de la génétique et expérience « Umotest » - GATT (*General agreement on tariffs and trade*) et produits substitutifs concurrents des céréales - Sécurité et indépendance de la France et rôle de l'agriculture

LUART (Roland du), sénateur de la Sarthe (NI).
Elu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Ménard, relative au remembrement des enclaves cynégétiques (n° **349**, 1979-1980) (26 juin 1980) - **Chasse.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **72** (J.O. Débats 13 novembre 1980) (p. 4601) à M. le ministre du Budget : les **bois (taxation des bois feuillus sciés).**

Questions orales avec débat :

n° **446** (14 octobre 1980) (p. 3903) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**élevage (plan pluriannuel de l'élevage).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 346) : situation internationale et élaboration du projet - Exportations du secteur agro-alimentaire français - Augmentation rapide des coûts des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles - Aggravation des disparités de revenus avec d'autres catégories de la population - (p. 347) : création d'un Conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire - Elevage et forêts - Fiscalité agricole - Statut des épouses d'exploitants agricoles - Indemnités journalières et frais de remplacement - Exode rural et pluriactivité - Dispositions foncières du projet : sociétés civiles de placement ; baux de carrière ; cumuls ; groupements fonciers agricoles (GFA) - Aménagement rural : aide économique et sociale aux régions les plus défavorisées - Danger du corporatisme et des privilèges artificiels - Nécessité de l'augmentation des prix à la production.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 457) : son amendement N° I-66 : encouragement de l'initiative privée en matière agricole ; retiré - **Après l'art. 1** (p. 461) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-67 : enseignement et conduite de l'exploitation ; retiré.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 485) : son amendement N° I-68 : ompensation des handicaps naturels et pluriactivité ; retiré - **Art. 2** (p. 489) : son amendement N° I-69 : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation des salariés agricoles ; adopté - (p. 490) : son amendement N° I-70 : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation des exportateurs ; retiré - **Après l'art. 2** *quater* (p. 508) : son amendement N° I-71, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : programmes de production annuels ou pluriannuels pour les producteurs non organisés ; rejeté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1106-1-1 du code rural* (p. 536) : son amendement N° II-43 soutenu par M. Yves Durand : pluri-activité et détermination de l'assiette des cotisations ; retiré - *Art. 1003-7-1* (p. 541) : son amendement N° II-42 soutenu par M. Yves Durand : création d'un régime d'indemnités journalières pour les exploitants agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 565) : son amendement N° II-44 : création d'un régime de retraite complémentaire facultative ; retiré au profit de l'amendement N° II-65 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard - **Art. 14** (p. 604) : son amendement N° III-145 : répertoire du marché des terres agricoles et amélioration de la connaissance statistique de ce marché ; retiré le 5 mars 1980 - (p. 605) : son amendement N° III-146 : suppression des dispositions de cet art. déterminant l'indice de rendement des terres agricoles ; retiré - Son amendement N° III-147 : valeur d'utilisation des bâtiments agricoles ; retiré le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 641) : valeur des bâtiments agricoles et politique des SAFER - Détermination d'une valeur de rendement.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 17** (p. 697) : son amendement N° III-155 soutenu par M. Alfred Gérin : succession de biens et droits agricoles et attribution aux héritiers s'étant engagés à constituer un groupement foncier agricole ; retiré - **Art. 18** (p. 709) : son amendement N° III-156 soutenu par M. Alfred Gérin : droit pour les bailleurs d'exiger la cession des bâtiments au bénéficiaire de l'attribution préférentielle ; rejeté.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 C** (p. 787) : assouplissement souhaitable de la réglementation des cumuls - Problème prioritaire des prix agricoles pour le revenu des agriculteurs - Diminution du nombre des exploitations - Rôle de la pluriactivité dans les régions défavorisées - Installation des jeunes agriculteurs et autorisation de cumul temporaire - Composition des commissions départementales des structures ; rôle du juge des expropriations - Possibilités de recours - Inconvénients du contrôle de la législation par les agriculteurs eux-mêmes - (p. 796) : sur l'amendement N° III-341 du gouvernement (contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède un seuil de superficie compris entre deux et quatre fois la SMI), son sous-amendement N° III-161, soutenu par M. Michel d'Aillières : durée des autorisations temporaires de cumuls ; rejeté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 817) : son amendement N° III-162 identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal ; adopté - **Art. 22 G** (p. 834) : son amendement N° III-166 : suppression des dispositions accordant la possibilité de demander la nullité du bail à toute personne intéressée et à la SAFER ; retiré.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Après l'art. 86** (p. 1257) : son amendement N° II-115 : participation financière des collectivités aux

dépenses du collège et représentation au conseil d'établissement ; retiré.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 131** (p. 1430) : son amendement N° V-65, précédemment réservé, soutenu par M. Jacques Chaumont : construction des collèges et répartition des dépenses entre les communes concernées ; désaccord et arbitrage du conseil général ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 22** C (p. 1923) : son amendement N° 201 soutenu par M Baudouin de Hauteclocque : non application de la procédure d'autorisation préalable en cas de cumul pour les exploitations dépassant le maximum de surface autorisée; adopté - (p. 1931) : son amendement N° 206, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation ; adopté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2047) : son amendement N° 203 : liberté entre les parties pour la fixation du prix des baux de carrière, éventuellement dans le limite d'un plafond ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4140) : caractères positifs du plan de développement de l'élevage : exemple de l'amélioration de la productivité de la viande - Situation des éleveurs de veau : campagne de presse, baisse de consommation, problème de stockage, baisse des prix à la production, non répercussion sur le prix de vente aux consommateurs - Question au gouvernement sur l'insuffisance des circuits de commercialisation - Indemnité au troupeau allaitant : question sur les conditions d'attribution au troupeau mixte - (p. 4141) : durée de la prime, revalorisation en fonction de l'inflation - Problème de la valorisation du cinquième quartier - Problème du prix des cuirs - Survie des exploitations et de l'élevage - Non répercussion à la production de la hausse du prix de la viande ; hausse insuffisante par rapport aux charges des consommations intermédiaires - Aspects positifs de la loi d'orientation agricole à traduire dans les choix budgétaires de la loi de finances 1981 - Question sur le refus aux entreprises agricoles de la déduction fiscale pour investissements - Régression des dépôts d'origine paysanne au Crédit agricole.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (14 novembre 1980) - **Après l'art. 6** (p. 4698) : son amendement n° I-175 soutenu par M. Etienne Dailly : contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 4700) : son amendement n° I-176 déposé avec M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Marcel Rudloff : prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sous la menace d'une arme ; adopté - Son amendement n° I-177 soutenu par M. Etienne Dailly : caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'article 49** (p. 5326) : son amendement n° 181 : maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement ; adopté.

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5342) : agriculture et agriculteurs - (p. 5343) : baisse du revenu des agriculteurs - Répercussions sur l'opinion publique des aides à l'agriculture - Conséquences de l'augmentation des prix à la production et de la réforme des mécanismes de la formation des prix à Bruxelles - Problème de la viande de veau - Intérêts des agriculteurs français et politique agricole commune - Importance des crédits affectés à la recherche agronomique, à l'hydraulique et au remembrement - Maîtrise des charges de fonctionnement et absence de créations d'emplois ; lutte contre l'inflation et nécessité de limiter l'accroissement des coûts de fonctionnement des services de l'Etat - Diminution des crédits destinés à la prophylaxie et rôle du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Transfert de charges de l'Etat vers les établissements publics régionaux - Problèmes de l'application de la directive communautaire pour l'examen de la qualité de la viande de veau - Enseignement agricole et absence de création d'emplois nouveaux ; problème de l'agrément aux établissements privés - Conséquences de la diminution des crédits du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale - (p. 5344) : limitation de l'aide consentie par les chambres d'agriculture - Priorité donnée au pacte pour l'emploi et aux stages de formation de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Prestations sociales et augmentation des cotisations - Rapport entre revenu brut d'exploitation et revenu cadastral - Loi d'orientation agricole et conséquences du remplacement du revenu cadastral par la valeur économique des terres ; conséquence de la variation de l'assiette - Précédent de la taxe professionnelle - Mutualité sociale agricole - Travaux du comité d'études fiscales et suppression du forfait; calcul d'un revenu collectif semi-brut - Adaptation à l'agriculture du régime du bénéfice réel - Affaire de la viande de veau - Prix à la production et prix de détail - Rôle de l'informatique en agriculture - Conférence annuelle de l'agriculture et maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs - Exclusion des agriculteurs du bénéfice des mesures proposées en matière d'aide fiscale à l'investissement productif - Votera ce budget - (p. 5345) :nécessité d'une véritable politique de l'agro-alimentaire

LUC (**Hélène**), sénateur du Val-de-Marne (président du groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transparence de l'activité des hommes politiques durant la seconde guerre mondiale et les guerres coloniales (n° **301,** 1979-1980) (10 juin 1980) - **Hommes publics.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, pour la **famille** « Bien-être, dignité, liberté » (n° **379,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, JO débats du 3 octobre 1980).

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des forces de police et les complicités dont bénéficient les mouvements se réclamant du nazisme à l'intérieur des services (n° **28,** 1980-1981) (10 octobre 1980) - **Ordre public.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à l'usage de la **langue française,** à définir la situation de la langue française dans le monde, à déterminer les causes politiques et économiques des difficultés qu'elle connaît et proposer des mesures afin d'assurer la défense de la langue française (n° **134,** 1980-1981) (2 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2753** (J.O. Débats 13 avril 1980) (p. 1447) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (mutations disciplinaires d'ingénieurs de la navigation aérienne)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (relations avec le Parlement), (9 mai 1980) (p. 1825).

n° **2784** (J.O. Débats 22 mai 1980) (p. 2076) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **syndicats (sanction disciplinaire à l'encontre d'un responsable syndical)**.

n° **2793** (J.O. Débats 30 mai 1980) (p. 2222) à M. le ministre de l'Intérieur : les **élections cantonales (élection cantonale partielle de Vincennes - Fontenay-sous-Bois)** - Réponse de M. Christian Bonnet,ministre de l'Intérieur (20 juin 1980) (p. 2899, 2900).

n° **36** (J.O. Débats 25 octobre 1980) (p. 4048) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **vaccinations (campagne d'information sur la vaccination contre le tétanos)** - Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la sécurité sociale (7 novembre 1980) (p. 4512).

n° **51** (J.O. Débats 1er novembre 1980) (p. 4328) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (problèmes d'emploi des pilotes de ligne)**.

n° **84** (J.O. Débats 2 décembre 1980) (p. 5605) à M. le ministre de l'Intérieur : les **élections cantonales (Val-de-Marne : découpage électoral)**.

Questions orales avec débat :

n° **334** (11 mars 1980) (p. 759) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (scolarisation et fermetures de classes)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1563 et suivantes).

n° **399** (29 mai 1980) (p. 2215) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **syndicats (suspension d'un délégué syndical à l'Agence nationale pour l'emploi d'Issy-les-Moulineaux)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2527 et suivantes).

n° **440** (8 octobre 1980) (p. 3791) à M. le Premier Ministre : les **attentats (lutte contre les activités néo-nazies et antisémites)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

n° **455** (24 octobre 1980) (p. 4045) à M. le ministre de l'Education : la **formation professionnelle (formation professionnelle des jeunes)**.

n° **457** (28 octobre 1980) (p. 4052) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **vaccinations (pénurie de vaccin anti-grippal)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 10) ; un budget déjà dépassé - Conférence de Caracas - Accord profond de la Majorité - Jeux de procédure - Luttes populaires : grèves des cheminots ; fermeté des syndicats - (p. 11) : chômage ; diminution du pouvoir d'achat - Inégalités - Profits des compagnies pétrolières - Durée du travail : échec des négociations - Politique d'austérité et de redéploiement au bénéfice des grands monopoles - Alibi de la facture pétrolière - Luttes populaires - Dramatisation de la situation internationale - (p. 12) : répression en Corse - Luttes des travailleurs.

Première partie.

Après l'art. 9 (p. 32) : son amendement n° 31, soutenu par M. Anicet Le Pors : réintégration de diverses provisions dans le bénéfice fiscal des entreprises ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - Son amendement n° 33, soutenu par M. Anicet Le Pors : abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :.

Education (p. 120, 121) : conséquences de la politique d'austérité du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement - Fermetures de classes primaires - Réduction des inégalités et diminution des effectifs des classes - Créations de postes - Carte scolaire - Enseignement du second degré - Problème des maîtres auxiliaires - Chauffage des écoles - Le groupe communiste votera contre.

Universités (p. 126, 127) : autoritarisme du ministre des universités - Remise en cause par la proposition de loi Seguin-Rufenacht des conditions d'éligibilité des présidents d'universités ; loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 ; participation - Opposition du groupe communiste à ce budget.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 873) : opposition du groupe communiste au projet de loi - (p. 874) : permanence des problèmes de l'agriculture - Développement de la tutelle étrangère et intégration dans la politique agricole commune - Mesures en faveur des sociétés privées - Revendications des paysans et augmentation des moyens des SAFER - Prix de la terre et difficultés d'installation des jeunes - Mutilation des statuts du fermage - Endettement et régression des revenus agricoles - Statut de l'épouse de l'exploitant.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1148) : principe de l'attribution à l'Etat de la charge de l'aide sociale - Démocratie et nécessité de prise en main par les Français de leurs affaires - Déconcentration et renforcement du pouvoir de la direction de l'éducation - Protestations contre la fermeture des classes - Insuffisance des créations de postes et grève des enseignants les 24,25 et 26 avril 1980 - Protestations unanimes contre la politique gouvernementale - (p. 1149) : maintien de la tutelle préfectorale et rôle consultatif du Conseil de l'éducation - Décentralisation et rôle de la région - Décentralisation et autonomie communale - Accroissement des moyens financiers des communes et des départements - (p. 1153) : inadéquation entre besoins et politique d'éducation - Education et budget d'austérité - Débat sur le problème des fermetures de classes - **Art. 80** (p. 1159) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation), son sous-amendement N° II-206 : composition tripartite du conseil ; participation des élus, des représentants du personnel et des usagers ; rejeté - (p. 1160) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois ses sous-amendements N° II-246 : domaine de compétences du conseil et consultation du ou des conseils municipaux concernés ; rejeté, N° II-209 : lien entre effectif maximal par classe et affectation annuelle du nombre d'instituteurs ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution, et N° II-207 : statut des enseignants fonctionnaires et compétence des commissions paritaires ; rejeté - (p. 1164) : présence des délégués départementaux au conseil primaire de l'éducation - (p. 1169) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement N° II-34 de la commission des lois - **Après l'art. 80** (p. 1170) : son amendement N° II-230 : cartes scolaires et nécessité de l'accord du conseil municipal concerné ; rejeté.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : sur l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Lionel de Tinguy (principe delnon substitution aux activités assurées par l'Etat et prise en charge par celui-ci en cas de généralisation), son sous-amendement N° II-224 : activités pédagogiques com-

plémentaires et impossibilité de substitution aux activités de l'Etat ; rejeté.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 80** (p. 1319) : son amendement N° II-225, soutenu par M. Jean Ooghe : remboursement par l'Etat aux communes des dépenses de logement des instituteurs ; retiré - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1334) : son amendement N° II-222, soutenu par M. Jacques Eberhard : gratuité totale des transports scolaires pour les familles et prise en charge intégrale par l'Etat ;irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1568) : ampleur de la grève nationale des 24, 25 et 26 avril 1980 - Insuffisance du nombre des professeurs remplaçants - (p. 1569) : conditions d'enseignement et refus de la sélection par les enseignants - Ségrégation sociale et réforme Haby - Dévalorisation de la fonction d'enseignant - Colère du monde enseignant et des parents - Surcharge des classes et déqualification des jeunes - Insuffisance de la scolarisation des enfants de deux à six ans - Gravité de la situation dans les maternelles et absence d'individualisation pédagogique - Baisse démographique et nombre d'instituteurs - Fermeture des classes et politique d'austérité économique ; cas de la Moselle - (p. 1570) : taux de préscolarisation - Multiplication des cours à différents niveaux - Lien entre effectifs et réussite scolaire - Abandon des objectifs de Jules Ferry et notion de « rentabilité » - Qualité du système d'éducation français - Mépris envers les enseignants et tenue à l'écart des parents - Objectif d'un « savoir minimum » et déclin de la politique scolaire - Fermetures de classes dans le Val-de-Marne - (p. 1571) : insuffisance du budget de l'éducation - Seuil de 25 élèves par classe et suppression des listes d'attente - Maintien de l'école en milieu rural - Développement des groupes d'aide psychopédagogique - Recrutement et revalorisation des salaires - Refus de la dégradation de l'école - (p. 1588) : insuffisance des réponses du gouvernement - Risques de perturbation dans la rentrée scolaire - Maintien des inégalités du savoir et accélération de la connaissance - Insuffisance du nombre des groupes d'action psychopédagogique (GAPP) - (p. 1601) : « croissance minimale » du nombre de postes d'enseignants - Qualité de l'enseignement et retards ou échecs scolaires - Demandes de garanties sur le stage d'entreprise - « Collectif » budgétaire sur l'éducation.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 2583) : son amendement n° 72 :contrôle des programmes et leur progression par concertation étendue,notamment aux élus du personnel des entreprises et aux représentants des organisations syndicales ; rejeté - **Art. 5** (p. 2590) : son amendement n° 80 : contrôle des établissements et des entreprises par les inspecteurs de l'enseignement et les inspecteurs de la formation professionnelle ; rejeté - (p. 2591) : réunion de la commission et examen des amendements du groupe communiste - **Art. 14** (p. 2599) : son amendement n° 88 : nature du contrat de travail normal assorti d'un contrat de formation ; devenu sans objet.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Question préalable** (p. 2873) : soutient la motion n° 5 de Mme Danielle Bidard (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - Tentative du gouvernement d'écarter des conseils d'université les enseignants de rang non magistral, les étudiants et les personnels - (p. 2874) : sur-représentation des enseignants et des chercheurs de rang magistral et sous-représentation des maîtres-assistants et assistants, des étudiants et des personnels non enseignants ainsi que des personnalités extérieures - Menace de dissolution sur les conseils et application de ces dispositions - Mépris envers la représentation nationale et inscription tardive à l'ordre du jour de la proposition de loi - Action de la conférence des présidents d'université et des syndicats d'enseignants - Respect de la loi d'orientation de 1968 - Austérité et autoritarisme ; incohérence de la politique gouvernementale - Grand capital et enseignement supérieur - Remise en cause de la participation - (p. 2875) : étouffement du droit d'expression des catégories, parties prenantes de l'enseignement supérieur - Accroissement des pouvoirs des présidents d'université et suppression du caractère démocratique de leur élection - Qualité du corps enseignant de rang non magistral ; exemple des maîtres-assistants - Volonté de réduire le rôle des conseils d'université et d'UER - Opposition des communistes au principe de la rééligibilité des présidents d'université. Lourdeur du mandat présidentiel et nécessité d'en raccourcir la durée - (p. 2876) : tentatives de bureaucratisation de la fonction de président ; nécessité d'organiser la rotation des fonctions avec l'ensemble du corps enseignant - Maintien de la démocratie au sein de l'université - Revalorisation de l'emploi scientifique universitaire - Elimination de la ségrégation dans les universités - Demande la réduction du mandat présidentiel, une meilleure représentation des personnels enseignants et non enseignants, la suppression du quorum de la représentation étudiante et le renforcement des moyens des universités - Problème des habilitations universitaires - Demande l'adoption de la question préalable.

Suite de la discussion (23 juin 1980) - **Après l'art. unique** (p. 3000) : protestations contre la proposition de loi, dans les universités de Nancy et de Lille III.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie,** fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** [n° **527 (77-78)**]**de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3364) : insuffisance de la loi instituant le congé parental d'éducation - Politique d'austérité - Chômage des femmes - Restriction prévue à l'article 1er de la proposition en examen - Financement par les fonds de l'assurance chômage - (p. 3365) : conditions de vie des travailleurs - Publication du rapport sur les comptes de la nation de juin 1980 - Evolution du pouvoir d'achat - Liberté pour les femmes d'exercer ou non une activité professionnelle - Colloque national sur la démographie française - Chômage et dénatalité - Remise en cause actuelle du droit au travail des femmes - Mesures électoralistes prises en faveur des femmes - Aide aux familles instituée par le Conseil de Paris - Politique familiale de classe du Gouvernement - Réduction du temps de travail - (p. 3366) : loi sur l'égalité des salaires - Allongement du congé de maternité pour le troisième enfant - Evolution des prestations familiales - Conditions de vie des familles - (p. 3369) : conditions de vie des familles les plus modestes.

Art. 1 : son amendement n° 1 : financement de cette prestation par les caisses d'allocations familiales au moyen d'une augementation du taux des cotisations patronales ; rejeté - **Art. 2** (p. 3370) : son amendement n° 2 : allocation égale au SMIC ;rejeté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 3 : extension du champ d'application de la loi de 1977 sur le congé parental d'éducation ; rejeté - Son amendement n° 4 : suppression de la condition d'âge de l'enfant en cas d'adoption ; rejeté - (p. 3371) : son amendement n° 5 : prise en compte de la totalité du congé parental d'éducation pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté ; rejeté - Son amendement de coordination n° 6 ; rejeté - Son amendement n° 7 : impossibilité de licenciement du salarié dans l'année qui suit la fin du congé parental ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3372) : rejet des amendements communistes - Vote communiste contre la proposition de loi.

— **Rappel au règlement** (7 octobre 1980) (p. 3758) : émotion du groupe communiste devant l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic - Agissements des groupes fascistes et responsabilité du gouvernement - Racisme et

fascisme ; antisémitisme - (p. 3759) : importance des assassinats d'immigrés algériens et action de l'association Henri-Curiel

— **Déclaration du Gouvernement après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic** [n° **20 (80-81)**] - (8 octobre 1980) (p. 3787) : anomalie du délai prévu entre la déclaration du gouvernement et l'organisation d'un débat au Sénat sur cette déclaration - Manifestation du 7 octobre et démonstration populaire contre le racisme.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3883) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic et puissante manifestation populaire - Responsabilité du Gouvernement devant les agissements des groupes fascistes - Enumération des attentats fascistes depuis 1973 - Assassinats d'Henri Curiel et Pierre Goldman - Attentats à la bombe contre le siège du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Attentat contre le président de la Ligue des droits de l'homme - (p. 3884) :déclarations des syndicats de policiers et d'inspecteurs sur la présence de policiers dans les mouvements d'extrême droite ; cas de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) - Mentions racistes sur les fiches des renseignements généraux - Répression du Gouvernement contre les militants syndicaux - Tolérance du Gouvernement à l'égard des fascistes et mesures prises contre les travailleurs immigrés - Proposition de résolution communiste demandant la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des forces de police et sur les complicités à l'égard des mouvements se réclamant du nazisme - (p. 3895) : attente des résultats de l'enquête - Nombre des policiers victimes d'agressions criminelles et nécessité du renforcement des effectifs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5047) : son amendement n° 86 soutenu par M. Anicet Le Pors : création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires ; rejeté.

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5863) : faiblesse de la progression du budget de l'éducation par rapport à celui de 1979 qui était en régression - Fermeture de classes et actions des personnels enseignants et non enseignants et des parents d'élèves - (p. 5864) : régulière diminution des dépenses de l'Etat en matière d'éducation depuis 1977 - Inégalités sociales et absence de mesures de justice sociale - Baisse du montant des bourses et nouvelle règle de leur attribution ; affectation d'une partie des crédits « bourse » de 1979au financement des transports scolaires et à l'achat de livres ; lycées d'enseignement professionnel et montant des frais de scolarité - Promesse gouvernementale de gratuité des transports scolaires et transfert de leur charge aux collectivités locales - Faiblesse des crédits de fonctionnement attribués aux établissements du second degré : part consacrée au chauffage : exemple de Choisy-le-Roi - Extension de l'allocation de rentrée - Stagnation du taux de préscolarisation et problème des classes maternelles : exemples de Fontenay-sous-bois, d'Ivry et d'Orly - Défense des conditions de travail et sanction des institutrices ; remise en cause du statut de la fonction publique et atteinte aux libertés et aux droits du citoyen ; vieux passé de l'école de lutte pour les libertés et la démocratie - Réussite scolaire et problème de la surcharge des classes ; soutien et rattrapage des élèves en difficulté - Problème du remplacement des instituteurs et devenir des élèves - Médiocrité des crédits accordés à l'enseignement technique et professionnel - Création d'écoles normales et insuffisance des moyens en personnnels enseignants et non enseignants - Suppression de postes d'enseignants et d'administratifs et leur mise à la disposition de mouvements éducatifs complémentaires de l'école - (p. 5865) : faiblesse des crédits de fonctionnement et précarité de la sécurité dans certains établissements : exemple des poussières d'amiante du LEP (lycée d'enseignement professionnel) de Choisy-le-Roi - Inégalités sociales et non gratuité scolaire : suppression de postes et conséquences sur la scolarisation des jeunes : exemple de la Moselle - Ségrégation à l'école et faiblesse du niveau des élèves de 7e - Fermeture de classes et manifestations du printemps - Nécessité de la revalorisation de la fonction pédagogique - Conditions d'accueil et de formation des élèves et suppression de postes - Enseignement secondaire et suppression de postes de maîtres auxiliaires, d'agrégés et de certifiés ; auxiliariat et intérêt de l'augmentation des places offertes au concours du CAPES et de l'agrégation - (p. 5866) : conditions de la résorption de l'auxiliariat et création de concours internes - Défense des enseignants et politique gouvernementale envers les personnels du second degré - Revalorisation du traitement des instituteurs et maintien de l'âge de la retraite à 55 ans - Tentative gouvernementale de création de deux catégories d'instituteurs - Instituteurs français et instituteurs européens - Avenir de l'enseignement et politique gouvernementale - Epanouissement dans la scolarité et redressement de l'injustice sociale - Ne votera pas le budget de l'éducation - (p. 5882) : insuffisance des crédits pour les établissements scolaires du second degré et les lycées d'enseignement professionnel ; dépenses de chauffage

Explication de vote sur l'ensemble (9 décembre 1980) - (p. 6135) : attachement des communistes au combat pour faire triompher les revendications populaires - Profondeur de la crise ; inflation, chômage et inefficacité du troisième pacte pour l'emploi - Aggravation de la situation des familles ; importance des demandes d'aide portant sur l'alimentation et action du Secours catholique - Déficit du commerce extérieur - Abaissement de la France dans le monde - Insuffisance du budget de 1981 - Lutte des communistes et satisfaction de quelques revendications - Discussion sur le projet de VIIIe Plan - (p. 6136) : plan de lutte présenté par Georges Marchais - Refus d'imposer les nantis et les entreprises bénéficiaires - Vote défavorable du groupe communiste.

LUCOTTE (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Plan** (n° **100**, tome **XI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **115**, 1980-1981) (25 novembre 1980) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 721) : se déclare favorable à l'amendement N° IV-13 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (principaux objectifs de l'aménagement rural).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **IV - Commissariat général du Plan** (8 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 6025) : déroulement des travaux de préparation du VIII[e] Plan - Budget du commissariat général du plan ; crédits pour les organismes annexes : centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; comité d'organisation des recherches appliquées pour le développement économique et social (CORDES) - (p. 6026) : exécution du VII[e] plan - Redressement financier des entreprises ; tenue du franc - Fragilité de l'équilibre des échanges extérieurs ; inflation ; pouvoir d'achat des ménages ; chômage - Retard de la liaison Rhin-Rhône - Question de la commission sur la stratégie pour le VIII[e] Plan et avis favorable sur le budget du commissariat général du plan

M

MACHEFER (Philippe), sénateur des Yvelines (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour la communauté européenne (31 octobre 1980) (p. 4319).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **275**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris le 1er février 1978 (n° **312**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **356**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'Accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12 février 1979, (n° **52**, 1980-1981) (24 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **127**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin sur la sécurité sociale (ensemble cinq protocoles) (n° **166**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **144**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Cap-Vert sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général (n° **197**, 1980-1981) (18 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2627** (J.O. Débats 14 décembre 1979) (p. 5415) à M. le ministre du budget : la **Caisse des dépôts et consignations (restructuration des filiales de la Caisse des dépôts et consignations** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (11 avril 1980) (p. 1221).

n° **2687** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de l'Industrie : l'**emploi (situation de l'emploi à Vernouillet dans les Yvelines)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie (18 avril 1980) (p. 1400, 1401).

n° **2748** (J.O. Débats 18 avril 1980) (p. 1381) à M. le ministre de la Défense : la **gendarmerie (revalorisation des majorations spéciales des retraités de la gendarmerie)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) (13 juin 1980) (p. 2714).

n° **2780** (J.O. Débats 14 mai 1980) (p. 1894) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (relations entre la France et la République populaire démocratique de Corée)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) (10 octobre 1980) (p. 3856).

n° **2782** (J.O. Débats 21 mai 1980) à M. le ministre de la Défense : la **gendarmerie (retraites de la gendarmerie : revalorisation des majorations spéciales des pensions).**

n° **2817** (J.O. Débats 20 août 1980) (p. 3513) à M. le ministre du Commerce extérieur : le **commerce extérieur (échanges commerciaux avec la République démocratique allemande)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du Commerce extérieur (12 décembre 1980) (p. 6259).

n° **2818** (J.O. Débats 20 août 1980) (p. 3513) à M. le Secrétaire d'Etat aux anciens combattants : les **résistants (création d'un musée de la Résistance).**

n° **2825** (J.O. Débats 17 septembre 1980) (p. 3672) à M. le ministre du Commerce extérieur : le **commerce extérieur (évolution des services liés au commerce extérieur)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du Commerce extérieur (12 décembre 1980) (p. 6260).

n° **13** (J.O. Débats 9 octobre 1980) (p. 3795) à M. le ministre de l'Agriculture : la **faune (protection de).**

n° **21** (J.O. Débats 15 octobre 1980) (p. 3905) à M. le ministre de l'Industrie : l'**emploi (Yvelines : dégradation de l'emploi).**

n° **49** (J.O. Débats 31 octobre 1980) (p. 4292) à M. le ministre de l'Education : les **établissements scolaires (situation des personnels non-enseignants dans l'académie de Versailles).**

n° **80** (J.O. Débats 28 novembre 1980) (p. 5433) à Mme le ministre des Universités : les **bibliothèques (amélioration du fonctionnement de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine).**

Questions orales avec débat :

n° **404** (20 juin 1980) (p. 2960) à M. le ministre de la Défense : les **militaires (pensions de retraite).**

n° **420** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (Bolivie).**

n° **466** (20 novembre 1980) (p. 4989) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (déroulement et suites de la conférence de Madrid)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6313 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Charges communes (p. 119) : son amendement N° 57 : suppression de crédits destinés aux entreprises publiques d'économie mixte ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Place de ces crédits au budget du Ministère de l'Economie - Nécessité d'une politique financière pour les entreprises publiques - Information du Parlement - Son amendement N° 58 : réduction de crédits : crédits d'aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois ; primes de développement pour les petites et moyennes entreprises ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Politique d'aménagement du territoire - Ministère de l'Industrie.

Jeunesse et sports (p. 122) : soutient les amendements N° 60, N° 61 et N° 62 de M. Claude Fuzier (suppression des crédits destinés aux heures supplémentaires des enseignants d'éducation physique et sportive, aux dépenses de fonctionnement des services d'animation sportive et au fonctionnement du Musée du sport).

Après l'art. 77 : son amendement N° 64 : priorité des Etats étrangers à faible revenu national pour percevoir les concours financiers du budget du Ministère de la Coopération ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris le 1er février 1978** [n° 275 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2773) : convention générale sur la sécurité sociale entre la France et la Tunisie en 1965, et dispositions de l'avenant : allocations post-natales ; assurances volontaires ; accidents du travail agricole - Principale disposition relative à l'extension des droits des travailleurs français détachés en Tunisie : prolongation de la durée de la période de détachement ; programme de grands travaux en Tunisie - (p. 2774) :s'associe au souhait exprimé par M. *Jean-Pierre Cantegrit* de négociations rapides relatives à la liberté des transferts sociaux et à l'extension du bénéfice des soins de santé pour les pensionnés.

— **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger** - *Deuxième lecture* [n° 286 (79-80)] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2794) : lacunes qui subsistent : continuité de la couverture sociale de certains pensionnés ; application de la loi relative aux mesures de financement de la sécurité sociale et risque d'imposition d'une cotisation sur la retraite des Français de l'étranger qui paient déjà une cotisation dans le cadre de l'assurance volontaire - (p. 2795) : nécessaire création d'un fonds d'action sanitaire et sociale pour les plus défavorisés - Aide du gouvernement français aux sociétés françaises qui exportent des capitaux et des hommes - Absence de garantie de maintien de l'emploi pour les travailleurs qui reviennent en France - Situation des Français handicapés résidant à l'étranger - Absence de parité sociale avec les familles françaises en France - Vote favorable du groupe socialiste.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° 355 (79-80)] - (27 juin 1980) - (p. 3226) : problèmes internationaux actuels : Chypre ; politique africaine de la France ; situation en Asie - (p. 3227) : historique de Chypre et sa préoccupante situation actuelle - Echec des initiatives de M. Kurt Waldheim et importance de l'aide européenne réclamée par Ankara - Rôle de la Turquie sur le plan politique et stratégique - Critique formulée à l'encontre de la politique africaine de la France et aspects positifs de cette dernière qui ressortent des débats de Lomé II : débouchés pour les produits agricoles manufacturés africains et rôle du Fonds européen de développement (FED) et de la banque européenne d'investissements (BEI) ; stabilisation des recettes d'exportation - Problèmes africains et neutralité américaine - Présence française en Afrique : ses échecs, ses erreurs ; efforts nécessaires en faveur du quart monde ; rôle des chercheurs français dans la mise en valeur des cultures nationales africaines - Moyens d'une indépendance technologique africaine - (p. 3228) : situation en Corée du sud et profits des sociétés françaises ; possibles relations commerciales avec la République démocratique de Corée - Réunification souhaitable de la Corée - Démocratisation en Corée du Sud - Extrême-Orient, nouveau point névralgique du globe : parrallèle avec les Balkans de 1914 - Récente mission sénatoriale en Asie du sud-est et problème de l'afflux des réfugiés ; politique menée par le Haut commissariat aux réfugiés -Nécessité d'une plus importante présence de l'ONU en Asie du sud-est - Lutte américano-soviétique pour l'hégémonie sur la région Asie-Pacifique - Chine, élément d'équilibre entre les deux « grands » et force d'avenir - Prochain débat de ratification de l'accord CEE-ANSEA (Assemblée des nations du Sud-Est asiatique) - Ressources naturelles de ces pays et développement souhaitable de leurs relations avec l'Europe.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris, le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour** [n° 360 (79-80)] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4209) : développement des relations économiques avec les pays d'Asie - Atteinte aux droits de l'homme en république de Corée ; cas de M. Kim Dae-Jung.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12février 1979** [n° 356 (79-80)] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4204, 4205) : sécurité sociale et premier engagement international conclu avec le Canada et le Québec - Structure fédérale du Canada et conclusion de deux engagements distincts - Caractère particulier de l'entente conclue avec le Québec ; absence de ratification des précédentes ententes telles celles sur l'entr'aide judiciaire - Non prise en compte par l'accord avec le Canada des prestations familiales, des accidents du travail et des assurances maladie ; notion de résidence et législations provinciales - Non ratification de la convention 19 de l'Organisation internationale du travail sur les accidents du travail par le Canada et nécessité d'une négociation particulière avec le régime fédéral - Proposition d'adoption des deux textes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) (p. 5524) : augmentation du budget de la coopération - Aide militaire satisfaisante - Réduction de crédits et information du Sénat - Répartition des crédits, action et situation des coopérants - Ecart entre pays riches et pauvres, inégalité à l'intérieur du tiers monde et responsabilité des Etats industriels - Administration pléthorique - Conséquences du décalage entre les cours des matières premières, du pétrole et des produits manufacturés : exemple de la Côte-d'Ivoire ; réduction de l'aide publique internationale - Croissance négative : exemple de Madagascar - (p. 5525) : répartition de l'aide française - Autosuffisance alimentaire, développement insuffisant des cultures vivrières et extension des cultures d'exportation : déséquilibres régionaux au Sahel - Augmentation des crédits de développement dans le domaine rural mais nécessité d'accroître la productivité globale des agriculteurs - Recherche et conséquences de l'accroissement satisfaisant des crédits - Diminution des crédits aux volontaires du progrès, question sur la stagnation des crédits et du nombre de coopérants civils - Progression des crédits du fonds d'aide et de coopération mais diminution des autorisations de programme - Aide aux actions culturelles insuffisante ; absence de la France sur les longueurs d'ondes radio et ouverture du relai de radio à Moyabi - Utilisation des longueurs d'ondes sur le continent et coût du matériel - Diminution de la coopération culturelle et technique - Absence de créations d'emploi, politique de coopération avec la Guinée équatoriale et Haïti - Conséquences de la réduction des crédits à la diffusion de la presse et des publications, diffusion insuffisante des livres technologiques - Coordination nécessaire des actions de coopération dans l'enseignement supérieur et structure interministérielle d'harmonisation - Réforme des carrières universitaires et mesures de réintégration ; diversité des statuts des chercheurs et réintégration - Problème de la scolarisation des enfants français - Augmentation du budget justifiée par la nécessité de rattraper un retard - (p. 5526) : politique de coopération : exemple de l'élévation du taux de l'aide au tiers monde

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5599) : effondrement du commerce extérieur de la France - Déficit de la balance des paiements pour 1980 - Second choc pétrolier et augmentation du déficit commercial vis-à-vis des grands pays industrialisés : Allemagne, Amérique, Japon - Recyclage des capitaux des

pays exportateurs de pétrole (pétrodollars) - Refonte des structures de l'appareil productif national - Attention portée aux secteurs stratégiques : textile et habillement, agro-alimentaire, automobile - Taux de pénétration du marché intérieur par les importations dans le secteur automobile - Lutte contre le chômage et investissement des entreprises françaises à l'étranger - Libre échange et déclin de l'économie - Rôle d'Auguste Detoeuf à l'égard du patronat français entre deux guerres : mission de sensibilisation à la nécessité d'exporter - Reconquête du marché intérieur - (p. 5600) : structure du commerce extérieur de la France - Ralentissement de l'effort consacré au commerce extérieur dans le budget de 1981 : crédits de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) - Rôle du Centre français du commerce extérieur (CFCE) et des chambres de commerce - Effort en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) - Développement des sociétés de conseil et de gestion à l'exportation - Vente de contrats d'assurances

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5684) : budget de la défense pour 1981 et objectif fixé par la loi de programmation - Forces nucléaires stratégiques : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - (p. 5685) : activités de la marine : aéronavale ; rajeunissement du tonnage - Armée de l'air : protection des bases aériennes ; réseau d'alerte et de détection ; radar ; Mirage 2000 - Armée de terre : retard du missile anti-aérien - Gendarmerie : évolution des effectifs ; horaires de travail ; problèmes divers, évoqués par M. *Francis Palmero* Importance de ces crédits et problème du contrôle du parlement sur la politique de la défense - Situation des retraités militaires : remodelage des échelles solde ; majoration des retraites proportionnelle ; taux de reversion des pensions de veuves ; pensions d'invalidité ; indemnités familiales d'expatriation en Allemagne et levée de la forclusion ; droit au travail pour les retraités militaires - Service national : prêt du soldat - Service de santé des armées - Débat nécessaire sur le service national

Examen des crédits - Art. 16 (p. 5693) : son amendement n° 207 : réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement du titre V « Equipement », pour protester contre l'insuffisance des crédits de la gendarmerie mobile ; rejeté - Logement des gendarmes - Matériels de la gendarmerie - (p. 5694) : son amendement n° 238 : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : information nécessaire du Sénat sur l'affectation des crédits d'entretien programmé des matériels de l'armée de terre ; retiré.

Justice (4 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5778) : s'abstiendra dans le vote des amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman au sujet de la suppression du titre III relatifs aux exécutions capitales.

Procès-verbal (7 décembre 1980) (p. 5950) : examen du budget des affaires étrangères et report d'une partie du débat ; présence des orateurs inscrits

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - Intervient en son nom et au nom de M. *Robert Pontillon* (p. 5978) : faiblesse de ce budget - Relations culturelles avec la Chine - Coopération avec le Nigéria et le Cap Vert - Politique vis à vis de la Namibie et le Haïti - Prix du livre français - Action en faveur des Français de l'étranger ; sort des Français du Tchad et de Chypre frappés dans leurs biens - Violations des droits de l'homme - Condamnation à mort du leader de l'opposition coréenne - Situation des Français du Vanuatu - Importance de l'action culturelle et d'information : problème de l'existence du plan quinquennal d'intervention culturelle - Recul des crédits consacrés à l'information ; action cinématographique et bibliothèques - (p. 5979) : faux semblant des augmentations de crédits à Radio-France internationale ; problèmes de diffusion au Maghreb, en Afrique, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Extrême Orient - Contribution française au programme des Nations-Unies pour le développement et à l'UNICEF - Contributions françaises aux organisations internationales et bénéfices qui peuvent en résulter - Intervient au nom de M. *Jacques Genton :* élargissement de la Communauté et problèmes structurels - Politique étrangère communautaire ; conférence de sécurité et de coopération européenne, Afghanistan et Pologne - Europe et Proche-Orient - Absence de politique cohérente dans les domaines énergétique, industriel et monétaire - Crise de l'Europe verte et accord du 30 mai 1980 avec la Grande-Bretagne - Fonctionnement des institutions ; conseil européen et autorité de la commission - Conditions d 'organisation du débat sur le budget des affaires étrangères

Examen des crédits - *Etat B* - Au nom de la commission des affaires étrangères (p. 5980) : accepte l'amendement n° 261 de M. Jean Mercier soutenu par M. Jean Béranger (réduction indictive de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne).

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6030) : dispositions de la loi de finances pour 1975, fixant le principe du paiement mensuel des pensions - Retards dans la mensualisation - Taux des pensions de réversion ; propositions du parti socialiste sur le relèvement de ce taux à 60 % - Minimum vieillesse - Cotisation maladie sur les retraites - Loi du 17 juillet 1978 et droit à réversion des femmes divorcées - Transfert à l'Union générale des groupements d'achats publics (UGAP) de la mission d'acquisition des véhicules destinés aux administrations publiques, confiée jusqu'à présent aux domaines - Revalorisation des rentes viagères

Economie et budget *(Suite)* - **IV - Budget - II - Section commune** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6050) : soutient l'amendement n° 209 de M. Henri Duffaut (réduction des crédits du titre III, visant le retard d'extension du paiement mensuel des pensions).

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 49** (p. 6129) : se déclare favorable aux amendements de MM. Jacques Genton et Francis Palmero n°272 (dépôt d'un projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concession des pensions d'invalidité aux retraités militaires), n° 273 (cas des personnels et des ayants cause admis au bénéfice d'une retraite proportionnelle avant le 1er décembre 1964), n° 274 (levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires), n° 275 (principe et modalités d'application du remodelage des échelles de solde applicables aux sous-officiers de carrière et servant sous contrat) et n° 276 (augmentation du taux de la pension de reversion prévue par la loi du 26 décembre 1964).

— Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid - (16 décembre 1980) (p. 6318) : acte final d'Helsinki et politique de détente - Manque de contenu du document final de la réunion de Belgrade - Conférence de Madrid : polarisation sur le heurt est-ouest et non approfondissement des notions de sécurité et de détente - Rencontres de Montreux, La Valette et forum scientifique d'Hambourg - Accords de coopération en Europe - Bilan des conférences de sécurité et de coopération européennes - Peur d'une guerre nucléaire et rôle de la détente - Acquis d'Helsinki - Climat de confiance à rétablir - Caractère universel et indivisible de la détente - Crise afghane et violation du principe de nationalité - Menaces sur la Pologne - Fondements des relations entre Etats - (p. 6319) : acte final d'Helsinki et respect des engagements contrôlé par les états signataires - Conception et évolution des libertés en France, rôle particulier de la France dans le monde - Guerre froide et démission américaine - Conséquences d'une aggravation des tensions - Recherche d'une coexistence active - Liaison entre sécurité, coopération et droits de l'homme - Objectifs et propositions de la conférence de Madrid - Coopération économique, coordination des bases statistiques - Tiers-monde et forum sur les problèmes énergétiques - Manoeuvres de troupes : exemple d'une information à partir de 10.000 hommes.

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le gouvernement de la République française et le

gouvernement de la République du Cap-Vert sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général [n° **144 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6559) : convention de sécurité sociale de type classique - Accords de coopération entre la France et le Cap-Vert signés en 1975 - Commission mixte - Caractéristiques géographiques et économiques de la République du Cap-Vert - Réciprocité et égalité de traitement - (p. 6560) : dispositions particulières - Assurance-vieillesse - Demande d'autoriser l'approbation de la convention.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin sur la sécurité sociale (ensemble cinq protocoles)** [n° **127 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6558) : relations de coopération entre la France et le Bénin - Convention de sécurité sociale de type classique - Nombre des Français travaillant au Bénin - (p. 6559) : principe de l'assujettissement au régime du pays de travail, et dérogations - Dispositions particulières - Prestations familiales - Transferts - Protocoles additionnels - Avis favorable à l'autorisation d'approbation.

MADELAIN (**Jean**), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UCDP).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

MADRELLE (**Philippe**), sénateur de la Gironde (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **15**, 1980-1981) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'Ecole internationale de Bordeaux (n° **91**, 1980-1981) (12novembre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5209, 5210) : absence de politique du sport en France - Priorité déclarée pour le sport à l'école et faillite des moyens - Insuffisance des créations d'emplois de professeurs-adjoints et professeurs d'éducation physique et sportive pour le second degré - Formation des enseignants - Proposition d'un groupe de travail sur la revalorisation du statut des professeurs-adjoints - Intégration nécessaire à l'éducation nationale de l'éducation physique et sportive - Cloisonnement des disciplines - Statut des conseillers techniques régionaux et départementaux - Désengagement de l'Etat : diminution des crédits d'équipement et transfert de charges sur les collectivités locales - Carte sportive - Problème d'entretien des installations sportives - Programme de constructions de salles polyvalentes et d'équipements sportifs et d'aménagement de terrains de jeux et courts de tennis - Ressources extra-budgétaires : rôle du Fonds national pour le développement du sport - (p. 5211) : contrôle nécessaire du Parlement sur la répartition de ces ressources - Financement de l'unité d'éducation et de recherche (UER) d'éducation physique et sportive de Bordeaux - Vote du groupe socialiste contre ce budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5216) : soutient les amendements de M. Jules Faigt n° 183 (réduction des crédits du titre III : heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive), et n° 184 (réduction des crédits du titre III : suppression des crédits des services d'animation sportive) - (p. 5218) : soutient les amendements de M. Jules Faigt n° 186 (réduction des crédits du titre IV : crédits des services d'animation sportive) et n° 185 (réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits affectés aux centres d'information et de documentation de la jeunesse, pour les affecter au matériel d'entretien des installations sportives) - (p. 5219) : soutient l'amendement n° 187 de M. Jules Faigt (réduction des crédits du titre IV : réduction indicative en matière de formation des animateurs).

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - (p. 6019) : priorité donnée à l'aménagement du territoire mais stabilisation ou diminution des crédits, dégradation économique - Politique régionale et nécessité d'une prise en compte de l'ensemble des régions - Emploi et développement économique autonome des régions - Absence de planification et conséquences : exemple de chômage - (p. 6020) : décentralisation nécessaire des moyens administratifs, financiers et juridiques - Plan du Grand Sud-Ouest : décalage entre objectifs et moyens, centralisation et arbitraire des décisions publiques ; priorité à la défense de l'emploi ; exemple de l'Aquitaine - Politique aggravant les disparités régionales

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la république française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux** [n° **15 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6162) : école internationale de Bordeaux ; exonérations et immunités nécessaires à son fonctionnement ; conditions de création, gestion et fonctionnement ; personnel, budget, application du régime international de l'accord de siège de 1972, risque d'abus et nécessité d'un accord de siège spécifique - Ecole indépendante de l'Agence de coopération culturelle et technique - Libre circulation des personnes y exerçant des fonctions - Privilèges et immunités diplomatiques pour l'équipe dirigeante - Droit d'intervention de la France - Durée d'application de cet accord alignée sur l'accord concernant l'Agence de coopération culturelle et technique.

MALASSAGNE (Paul), sénateur du Cantal (apparenté au groupe RPR).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Tourisme** (n° **100**, tome **XVI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **447** (14 octobre 1980) (p. 3903) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**élevage (mise en oeuvre du règlement communautaire ovin)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 351) : perspectives du développement démographique mondial et nécessité d'une politique de développement agricole - Rôle des exportations du secteur agro-alimentaire et compétitivité des productions - Revalorisation des retraites agricoles - (p. 352) : statut des épouses d'exploitants agricoles - Installation des jeunes agriculteurs et évolution du prix des terres agricoles - Accession à la propriété et endettement - Formules locatives - Baux de longue durée ; statut du fermage - Aménagement rural : remembrement - Difficultés des agriculteurs de montagne : cas de l'Auvergne ; frais de transport et prix du carburant ; difficultés de l'élevage : viande bovine, produits laitiers - Améliorations nécessaires du texte.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 487) : se déclare favorable à l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), et au sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Sordel (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) ; demande un scrutin public sur ce sous-amendement.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : soutient l'amendement N° II-97 de M. Adrien Gouteyron (retraite et mise à parité avec les autres régimes sociaux pour une durée et un effort de cotisation « comparables »).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 671) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), son sous-amendement N° III-73 : fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire ; rejeté - Information du tribunal et expertise contradictoire.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 6** *bis* (p. 1875, 1876) : sur les notions de labels agricoles et d'appellation d'origine, se déclare favorable à l'amendement N° 233 du gouvernement et opposé à l'amendement N° 204 de M. Jacques Descours-Desacres - Attachement à la notion d'appellation d'origine.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1923) : parcelle éloignée du centre d'exploitation ; calcul de la distance kilométrique à vol d'oiseau ou par la route.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4141) : boycottage de la viande de veau : diminution de la consommation, effondrement des cours ; campagne injustifiée pour les petites exploitations artisanales productrices de viande de qualité - Exode rural (Auvergne) - Baisse du niveau de vie des exploitants - Sous-exploitation de l'élevage français - Aspects positifs du plan pluriannuel de l'élevage - (p. 4142) : exemple de l'augmentation et du maintien des prêts bonifiés aux jeunes agriculteurs des zones de montagne - Perte des éleveurs ovins supérieure aux aides accordées - Absence de cohésion dans le marché commun agricole - Exemple du règlement communautaire ovin : facteurs des différences de coût de production entre la France et la Grande-Bretagne - Nécessité de garantir le revenu des éleveurs français - Accords d'auto-limitation : dangers du choix par la France du système d'intervention ; problèmes de l'adoption par la Grande-Bretagne du système à prime variable - Nécessité d'harmoniser les systèmes de cotation du marché de la viande ovine dans la CEE - Compétitivité de la France par rapport au Royaume-Uni - (p. 4143) : question sur les moyens et les éléments de contrôle de la CEE pour faire respecter les accords d'autolimitation des importations de viande ovine des pays tiers - Perte de la maitrise du marché par la communauté : exemple de l'utilisation limitée de la clause de sauvegarde - Protection de la France par rapport au Royaume Uni et aux pays tiers - Question sur la reconduction des accords d'auto-limitation - Appréciation positive du règlement communautaire - Reconnaissance nécessaire de la spécificité de certaines productions françaises - Question sur l'application du système d'incitation fiscale aux entreprises non commerciales et agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5184) : désengagement de l'Etat en matière de tourisme - Efforts des régions et des collectivités locales - Tourisme social - Conclusions du groupe de travail « Tourisme » du VIII[e] Plan - Nécessité d'un document récapitulatif de l'ensemble des crédits destinés au tourisme - Retard du tourisme social et complément de crédits prévu dans le prochain collectif - Modification du comportement des Français face aux vacances et aux loisirs : exemple de l'année 1979 ; disparités socio-professionnelles et géographiques ; évolution des taux de départ, du montant des dépenses et des lieux de séjours - (p. 5185) : étalement des vacances - Fixation du calendrier scolaire - Stations de sports d'hiver - Effort d'information des professionnels du tourisme - Réduction du poste de loisirs dans le budget des ménages - Camping-caravaning - Dispositions relatives au tourisme dans le VIII[e] Plan et budget du tourisme pour 1981 - Mention du tourisme dans la lettre directive du Président de la République au Premier Ministre - Capacité d'hébergement en camping-caravaning - (p. 5186) : tourisme rural - Hôtellerie : déduction fiscale en matière d'investissements ; formation professionnelle - Association « France Information Loisirs » (FIL) - Centres régionaux d'observation de l'activité touristique (CROAT) - Contribution de la France au Fonds européen de développement économique régional (FEDER) - Rôle de l'Association française d'action touristique (AFAT) - Chèque vacances et rapport Blanc - Sous réserve de l'amendement de la commission, demande l'adoption des crédits

Examen des crédits - Après l'art. 47 (p. 5200) : amendement n° 170 de la commission des affaires économiques : fourniture annuelle, en annexe au projet de loi de finances, d'un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au tourisme ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 49** (p. 6127) : amendement n° 296 de la commission des affaires économiques : dispersion du financement budgétaire d'un département ministériel ; présentation en annexe du projet de loi de finances d'un récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au secteur concerné ; adopté.

MALECOT (Kléber), sénateur du Loiret (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves, permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse (n° **68**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Assurance vieillesse.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **42** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre du Budget : les **finances locales (emprunts des villes et communes : simplification de la procédure administrative).**

n° **70** (J.O. Débats 8 novembre 1980) (p. 4553) à M. le Premier ministre : l'**aménagement du territoire (mesures en faveur de l'installation d'activités industrielles dans le Loiret).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187** (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 83** (p. 1185) : son amendement N° II-253, soutenu par M. Adolphe Chauvin : transports scolaires et compétence départementale : coordination avec les dessertes des transports par fer et par terre ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Education (5 décembre 1980) - (p. 5886) : budget de l'éducation et mesures gouvernementales en faveur d'une meilleure formation des maîtres - Loi Haby et éducation reçue dans les collèges uniques - Nécessité d'une instruction et d'une formation civique dans les écoles - Faiblesse des crédits consacrés aux bourses - Nécessité de la participation de l'Etat au financement des transports scolaires - Suppression de postes d'enseignants et leur mise à la disposition des oeuvres périscolaires et postscolaires

MANET (Michel), sénateur de la Dordogne (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget - II Section commune - III Economie - IV Budget** (n° **98**, annexe **11**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, de contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : budget annexe des essences** (n° **98**, annexe **43**, 1980-1981) (19 novembre 1980.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5226) : création, par décret du 12 avril 1978, du ministère de l'économie et du ministère du budget et répartition des attributions et des directions - Structure du ministère de l'économie - (p. 5227) : évolution des crédits par rapport à 1980 - Politique d'accompagnement des exportations - Rôle du service de l'expansion économique à l'étranger - Amélioration des conditions de la concurrence et politique de libération progressive des prix - Rôle de la commission de la concurrence et contrôle des pratiques irrégulières - Protection, formation et information des consommateurs - Système de la « boîte postale 5000 » - Opérations de surveillance - Crédit à la consommation - Pouvoir des consommateurs et rôle de l'Institut national de la consommation - Préparation du recensement général de la population de 1982 - Prévisions économiques : rôle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et du Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE) - (p. 5228) : propose l'adoption du budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5234) : demande le retrait de l'amendement n° 188 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Michel Miroudot (réduction des crédits du Titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation).

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur spécial (Budget annexe du service des essences) (p. 5646) : ravitaillement des armées en carburants, à l'exclusion des carburants maritimes ; armée de terre et acquisition et gestion des matériels pétroliers des formations - Stabilité des consommations en volume et variations considérables des prix prévisionnels - (p. 5647) : méthodes de calcul du tarif prévisionnel - Prix des divers produits et différence du poids des taxes - Difficulté de maintenir l'équilibre initial du budget - Recettes d'exploitation et cessions aux parties prenantes militaires ; répartition des dépenses - Investissement ; augmentation des dépenses d'informatique et adaptation aux variations économiques du marché pétrolier international - Critiques de la cour des comptes à propos de la présentation budgétaire ; suppression des fonds du Trésor - Insuffisance du fonds d'approvisionnements généraux et financement du stock « outil » du service des essences - Proposition d'adoption de ce budget

Economie et budget *(Suite)* **- IV - Budget - II - Section commune** (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 6047) : importance de la section commune - Renforcement des organismes chargés des contrôles juridictionnels : compétences de la Cour des comptes et moyens mis à sa disposition ; effectif des magistrats ; décalage entre effectif budgétaire et effectif réel - Section du budget : moyens des services ; services fiscaux et financiers ; lutte contre la fraude fiscale ; développement des vérifications générales - Services extérieurs du Trésor ; gestion de la direction générale des impôts ; direction générale des douanes - (p. 6048) : extension du paiement mensuel des pensions ; retard de réalisation ; effort souhaité sur ce point par la commission des finances - Avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ce budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 6050) : avis défavorable de la commission des finances à l'amendement n° 209 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Philippe Machefer (réduction des crédits du titre III, visant le retard d'extension du système de paiement mensuel des pensions).

MARCELLIN (Raymond), sénateur du Morbihan (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions du naufrage d'un pétrolier sur les côtes bretonnes, les décisions prises par les autorités compétentes pour y remédier et les moyens de lutte contre la **pollution** marine accidentelle (n° **191**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, J.O. Débats 3 avril 1980 et erratum).

Rapport d'information fait avec M. Edouard Bonnefous, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation en application de l'article 22, premier alinéa du Règlement, sur le niveau de protection de la population civile française en temps de crise (n° **236**, 1979-1980) (29 avril 1980) - **Défense.**

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - Secrétariat général de la défense nationale** (n° **98**, annexe **22**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances, de contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - II - Aviation civile - V - Météorologie** (n° **98**, annexe **28**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **343** (2 avril 1980) (p. 935) à M. le Premier ministre : la **pollution (mer) (lutte contre la pollution par les hydrocarbures)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **383** (13 mai 1980) (p. 1873) à M. le Premier ministre : la protection civile **(plan d'ensemble de défense civile)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2540 et suivantes).

n° **392** (21 mai 1980) (p. 2029) à M. le ministre des Transports : la **pollution (mer) (neutralisation de la cargaison du pétrolier « Tanio » et circulation des pétroliers)** - Discutée le 17 juin 1980 (débat commun) (p. 2730 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1119) : action immédiate ; sort de l'épave : colmatage et neutralisation définitive - Sauvegarde de la saison touristique - Indemnisation des victimes : comité interministériel et groupes de travail ; crédits d'avances ; activités et secteurs géographiques atteints ; allègement des procédures d'attribution - (p. 1120) : organisation permanente de la lutte contre la pollution :organisation militaire ; financement d'une unité d'instruction et de sécurité civile en Bretagne - Amélioration de la procédure financière : crédits mis à la disposition des préfets et déclenchement du plan Polmar - Nettoyage des côtes - Dotation globale de fonctionnement des communes sinistrées - Mesures préventives : réglementation de sécurité - Accords internationaux - Contrôle des navires - Rails de circulation - Question déposée par M. *Jean-Marie Girault* sur les conclusions de la commission sénatoriale d'enquête de 1978 : solidarité européenne nécessaire à l'égard de la France en matière de prévention et de lutte contre la pollution maritime accidentelle - (p. 1121) : proposition de résolution tendant à la création d'une nouvelle commission d'enquête - (p. 1137) : colmatage de l'épave du Tanio : appel aux entreprises privées et rôle de l'Etat - (p. 1138) : renforcement du contrôle des navires ; constitution d'un fichier européen - Plan de revalorisation du littoral breton - Renforcement du dispositif de protection : création en Bretagne de la troisième unité d'instruction de sécurité civile - Hommage aux sauveteurs.

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2540) : adoption par la commission des finances et publication de son rapport d'information rédigé avec le président *Edouard Bonnefous*, sur la défense civile - Défense civile et protection de la population - Principe de la doctrine de dissuasion et manque d'intérêt de la population pour la défense civile - Exceptions de la Norvège et du Danemark - Changements de doctrine des Etats-Unis au cours des trente dernières années ; construction d'abris pour les populations - (p. 2541) : effort financier de la Suède et de la Suisse et construction d'abris - Programme de défense civile en Union soviétique et information donnée dès l'école élémentaire - Situation internationale et conscience de la population française du risque de crise - Conclusion du rapport d'information de la commission des finances ; organisation de la défense civile en France et effort financier nécessaire ; système d'alerte ; télécommande et modernisation du réseau téléphonique ; alertes à la radio-activité - Protection de la population contre les retombées radio-actives et recensement des abris - Information du public - Construction d'immeubles et coût de réalisation d'abris légers - Organisation des premiers secours - (p. 2542) : création par décret en 1972 du corps de défense de la sécurité civile et insuffisance de sa réalisation - Programme d'urgence proposé par le rapport - Nécessité d'une loi de programme - Création d'une caisse de défense civile - Défense civile et sécurité intérieure - Vulnérabilité des Etats modernes aux méthodes de déstabilisation - Police nationale et force militaire - Défense opérationnelle du territoire - Désarmement et efforts du Gouvernement pour la détente internationale - Défense civile et force de dissuasion.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution marine** - (17 juin 1980) - (p. 2731) : mesures immédiates nécessaires : neutralisation définitive de l'épave du *Tanio* - Indemnisation des préjudices subis - Commission départementale d'indemnisation - Notion d'activité « touristique » et préjudice subi par les commerçants - Remboursement par l'Etat des avances faites par les collectivités locales - Restauration des sites et réparation des ouvrages endommagés - Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) - Retard des restaurations après le naufrage de l'*Amoco Cadiz* - Surveillance des côtes et pilotage hauturier - (p. 2732) : moyens d'intervention du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation (CEDRE) et du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) - Création de la troisième unité d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile - Réunion d'une conférence internationale sur les normes et les contrôles de sécurité - Eloignement des rails de circulation et pilotage hauturier - Responsabilité des sociétés pétrolières - Trafic pétrolier au large de la Bretagne - Inquiétude de la population - Détermination nécessaire du gouvernement dans la négociation internationale - (p. 2737) : naufrage du *Tanio* et responsabilité des compagnies pétrolières et des armateurs ; Eloignement et simplification annoncés des

rails de circulation - Bouée d'Ouessant - Création d'une unité d'intervention et d'instruction de la sécurité civile en Bretagne - Souhaite la venue du ministre devant le Sénat au mois d'octobre pour faire à nouveau le point de la situation.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5220) : accroissement notable des crédits consacrés dans le budget du secrétariat général de la défense nationale et dans celui du ministère de la défense, à la défense civile - Prise en compte de certaines observations contenues dans son rapport d'information, déposé avec le Président *Edouard Bonnefous,* en avril 1980 - Exemple de la mise à l'étude d'une protection des télécommunications en cas d'explosion nucléaire - (p. 5221) : autres exemples relatifs au financement de l'équipement des laboratoires de l'agriculture contre d'éventuelles retombées radio-actives et quant aux grands objectifs de la défense civile - Démarrage d'un véritable programme de défense civile - Proposition de la commission des finances d'augmenter les autorisations de programme du SGDN : systèmes d'alerte en milieu urbain et en milieu rural ; équipement d'une troisième unité d'instruction de sécurité civile - Information insuffisante de l'opinion publique et du Parlement - Exemple de propositions de loi récentes tendant à la création d'un service national civil ou d'une force d'intervention humanitaire et existence du corps de défense civile - Objections à l'organisation de la défense civile et argument de l'existence de la force de dissuasion française - Evolution des rapports de force dans le monde - Intérêt de la défense civile - Comparaison de son coût avec celui du budget de la défense nationale - (p. 5222) : dangers immédiats de l'explosion nucléaire et retombées radio-actives - Recensement des abris anti-atomiques, ordonné en 1964 - Contrôle nécessaire de ces abris et information de la population - Propose l'adoption des crédits du secrétariat général de la défense nationale

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur spécial (Aviation civile et météorologie) (p. 5451) : diminution des crédits du budget de l'aviation civile - Contrat d'entreprise entre l'Etat et Air-France ;compétitivité et charges financières imposées par l'Etat - Expiration en 1980 de la convention entre l'Etat et Air-Inter ; nécessité du maintien des lignes intérieures - Caractère instable des compagnies aériennes régionales - Desserte aérienne de la France et rapport du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ; absence de cohérence de cette desserte - Nécessité d'une concertation entre les organismes décentralisés de gestion et les compagnies aériennes - Règlementation française et effets pervers pour le trafic aérien intérieur - Crédits de l'aviation civile ; programme de construction d'Airbus ; moteur CFM 56 - (p. 5452) : programmes d'études à Airbus-Industrie et à la SNIAS - Réussite commerciale d'Airbus et nécessité d'une seconde génération ; importance des aides de l'Etat - Diminution de la production française d'aviation légère - Aéroports et désengagement financier de l'Etat ; caractère permanent des redevances aéroportuaires - Lien entre désengagement de l'Etat et liberté sur le montant des redevances aéroportuaires - Suppression des crédits pour la sûreté dans les aéroports ; problème de l'institution d'une redevance payée par les passagers - Colloque du Conseil de l'Europe sur le terrorisme et la démocratie en Europe - Sécurité et contrôle de la sécurité aérienne ; augmentation des effectifs et achat de matériel - Négociations internationales sur le trafic dans le Nord et le Sud-Est de la France ; centre de navigation aérienne d'Aix-en-Provence - Opération de certification des avions et insuffisance de personnels qualifiés - Limitation des crédits de fonctionnement de la météorologie ; transfert à Toulouse - Financement de la participation au satellite Météosat - Aviation civile et création d'emplois ; solde positif à l'exportation - (p. 5453) : nécessité d'une politique plus vigoureuse de l'aviation civile ; rôle dans l'aménagement du territoire et la croissance

MARCILHACY (Pierre), sénateur de la Charente (NI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2770** (J.O. Débats 7 mai 1980) (p. 1741) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (application des résolutions des Nations Unies en ce qui concerne l'île de Chypre).**

Questions orales avec débat :

n° **379** (6 mai 1980) (p. 1675) à M. le ministre des Affaires étrangères : la **politique extérieure (occupation russe en Afghanistan ; relations avec la République populaire de Chine).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale**(p. 343) : problème de l'endettement de l'agriculture - Statistiques fournies par le Crédit agricole - Révolution réalisée au cours des dernières années dans le domaine foncier agricole - Accession de l'exploitant à la propriété des terres agricoles - (p. 344) : endettement et érosion monétaire - Problème de l'exportation - Devises étrangères apportées par l'exportation du cognac et taux de la taxation - Nécessité d'augmenter la production agricole.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 583) : se déclare favorable aux amendements identiques N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-11 de M. Charles Lederman, II-31 de la commission des affaires sociales et II-37 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles) - Importance des problèmes psychologiques des agricultrices ; la mention « sans profession » - Dissociation nécessaire entre les problèmes matrimoniaux et les questions matérielles - (p. 587) : création d'un statut des femmes d'agriculteurs et problème de son abandon par celles-ci - (p. 588) : nécessité de régler les droits respectifs des époux dans l'institution du mariage ; le cas des commerçants et des artisans.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 774) : problèmes de fond posés par cet art. : risque d'introduction du capital étranger dans les groupements fonciers agricoles (GFA) - Se déclare favorable à l'amendement N° III-187 de M. Roland Boscary-Monsservin (limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales, membres d'un GFA, à la moitié du capital social) - Déclare que, si le mécanisme prévu à l'art. 21 bis était maintenu, il ne pourrait voter le projet.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1067) : à propos de l'amendement N° 153 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini (durée du stage des candidats admis), intervient sur l'égalité nécessaire de la durée du stage pour tous les candidats.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**] - (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1444) : ne votera pas le projet de loi - Absence de responsabilités et de ressources nouvelles - Transfert de responsabilités et jeux de l'inscription d'office - Maintien de l'assistance financière aux communes - Statut du maire - Navette parlementaire et amélioration du projet - Nécessité d'une réforme réelle de la fiscalité locale.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) (p. 3220) : devoirs et droits sur la politique étrangère du président de la République - Etat de crise internationale ou état de guerre ; exemple de l'Afghanistan et action tardive du gouvernement dans la défense de la paix - Accords de Yalta, déstabilisation - Mission de sentinelle du monde occidental confiée à l'Iran par les Etats-Unis ; prise d'otages et violation du droit et de la morale - Arme atomique et armement conventionnel - Développement des rapports de force : exemple de Chypre - Jeux olympiques de Moscou : participation de la France - Rencontre de Varsovie entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing - Evolution en Extrême-Orient : visite de Mme Chou en Laï et de la délégation chinoise en France - Crédit dont jouit la France en Chine et ses raisons : reconnaissance de la Chine par le Général de Gaulle, qualité de la représentation diplomatique, force et héritage spirituel - Rôle de la Chine nécessaire au rééquilibre du monde face à la politique soviétique et à son intervention en Afghanistan - (p. 3221) : erreur des Occidentaux lors de la révolution d'octobre 1917 et vis-à-vis de la Chine - Nécessité de prendre en compte les modifications et les structures différentes de la Russie et de la Chine, et d'oublier les séquelles de leur régime politique - Décisions énergiques à prendre par l'Europe - Erreur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun et séparation nécessaire si non-paiement du prix de l'effort commun - Expérience du retour de Daladier de Munich en 1938 et nécessité de ne pas oublier les leçons de l'histoire.

MARSON (James), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2767** (J.O. Débats 1er mai 1980) (p. 1668) à M. le ministre de l'Industrie : lés **faillites, règlement judiciaire et liquidation des biens (situation d'une entreprise de locotracteurs)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2706).

n° **2799** (J.O. Débats 5 juin 1980) (p. 2365) à M. le ministre de l'Intérieur : la **radiodiffusion et télévision (créations de radios locales)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (6 juin 1980) (p. 2438).

n° **2836** (J.O. Débats 1er octobre 1980) (p. 3714) à M. le ministre du Travail et de la participation : les **allocations de chômage (indemnisation du chômage de longue durée)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4039, 4040, 4041).

Questions orales avec débat :

n° **173** (2 avril 1979) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et la télévision (restructuration de la S.F.P. : menace sur la mission de service public culturel de la télévision)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **276** (4 octobre 1979) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (décentralisation de la radiodiffusion et télévision)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **377** (30 avril 1980) (p. 1666) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision)** - Discutée le 24 juin 1980 (p. 3053 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Avant l'art. 12 (p. 34) : son amendement n° 38, soutenu par M. Raymond Dumont : taux réduit de la TVA sur les disques, bandes et cassettes ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi N° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** [n° **135 (79-80)**] - (27 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2180) : loi de 1961 sur les pollutions atmosphériques et les odeurs - Moyens financiers et refus du gouvernement de faire payer les pollueurs - Pollution et répercussion sur les activités économiques des régions concernées - Investissements industriels anti-pollution - Nécessité de mesures contraignantes - Rentabilité et pollution - Intérêts privés et rôle des agences - Vote défavorable du groupe communiste.

Art. unique (p. 2182) : se déclare défavorable aux amendements de la commission des affaires économiques N° 1 (composition tripartite du conseil d'administration ; représentants des groupements intéressés et d'associations agréées) et N° 2 (suppression des dispositions accordant des subventions ou des prêts aux offices d'HLM et aux collectivités locales) - (p. 2183) : se déclare défavorable à l'amendement N° 3 de la commission (possibilité de perception de taxes parafiscales).

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** [n° **476 (78-79)**] - (27 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2172) : statistiques sur les dégradations, vols du patrimoine culturel national - Projet de loi et exclusion de son champ d'application des biens culturels nationaux privés et des phénomènes de dégradations, de pertes autres que de malveillance - Protection contre les actes de malveillance et mesures envisagées - Protection du patrimoine et lacunes en moyens matériels, humains et financiers - (p. 2173) : problème de qualification et de formation du personnel de surveillance - Insuffisance des effectifs et grève des gardiens de musées - Manque d'effectifs et fermeture de salles par rotations - Exportation du patrimoine national à l'étranger et inefficacité de la loi de 1941 ; projet d'élaboration d'une nouvelle législation - Insuffisance de subventions accordées aux musées pour l'achat des oeuvres - Droit de préemption dans les ventes - (p. 2174) : longueur de l'élaboration de l'inventaire général - Spéculation et oeuvres d'art - Caractère limité du texte présenté - Journée d'action des professionnels de la culture le 22 mai 1980.

Art. 3 (p. 2177) : assermentation des agents de catégorie D et nécessité de revoir leur statut - Révision du statut et crainte d'une homogénéisation des situations des personnels de surveillance - **Art. 5** (p. 2178) : son amendement N° 6 : fermeture des lieux ou établissements concernés en cas de crimes ou de délits flagrants ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2589) : son amendement n° 79 : parité entre l'enseignement théorique et la formation pratique ; rejeté - **Art. 12** (p. 2598) : son amendement n° 87 : rémunération du stagiaire au moins égale au SMIC ; taxation des profits des

compagnies pétrolières ; rejeté - **Art. 20** (p. 2611) : son amendement n° 93 : suppression de cet article relatif à l'aide de l'Etat aux entreprises ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2615) : position du groupe communiste favorable aux stages en entreprise - Garanties insuffisantes présentées par le texte - Refus des amendements du groupe communiste - Mépris du travail des parlementaires : le groupe communiste votera contre le projet.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution marine** - (17 juin 1980) - En remplacement de M. *Anicet le Pors* - (p. 2732) :neutralisation de l'épave du *Tanio* : colmatage et pompage - Inquiétude des populations - Conséquences sur la saison touristique en Bretagne - Retard dans le nettoyage des côtes - Création nécessaire d'un corps spécialisé de lutte contre la pollution - Indemnisation des professions et populations sinistrées - Notion d'activité « touristique » et préjudice subi par les commerçants - Pêche en mer - (p. 2733) : propositions de la commission d'enquête sénatoriale de 1978 sur le naufrage de l'*Amoco Cadiz* - Rôle de la Marine nationale dans la prévention de tels sinistres : surveillance en mer - Création d'un corps de garde-côtes - Montant des crédits nécessaires - Lutte contre les pavillons de complaisance - Intervention des députés communistes à l'Assemblée européenne - Création nécessaire d'une nouvelle commission d'enquête - (p. 2737) :lutte contre les pavillons de complaisance.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**] - (20 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2960) : vote défavorable du groupe communiste.

— **Question orale avec débat : protection de la chanson française** - (24 juin 1980) - (p. 3041) : risques d'une disparition du festival de la chanson de Bourges, faute de moyens et faute d'aide de l'Etat - (p. 3042) : éventuelle création d'un centre national de la chanson, installé en province - Réduction du taux de la TVA frappant les disques - Développement du pluralisme sur les ondes - Formation des chanteurs - Ratification de la convention de Rome de 1961 sur les droits des artistes et des interprètes - (p. 3043) : équilibre budgétaire de la Maison de la Culture de Bourges.

— **Question orale avec débat : mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision** - (24 juin 1980) (p. 3053) : mission d'information du service public et atteintes répétées à l'objectivité - Déclaration de Patrick Poivre d'Arvor, présentateur du journal télévisé, sur les pressions exercées - Problèmes des travailleurs : chômage, hausse des prix, et non-expression à la télévision - (p. 3054) : tentative de discrédit sur la grève des travailleurs d'E D F - Manipulation de l'opinion - Insuffisante expression des organisations syndicales - Discrimination à l'égard du parti communiste - Exemple des évènements de Bondy du 30mai : censure des déclarations des élus communistes - Place de la radio et de la télévision dans les campagnes anti-communistes - Complaisance à l'égard des thèses de l'Elysée - Affirmation sans preuve et déformation des faits : obsèques du Président Tito ; compte-rendu des évènements d'Afghanistan - (p. 3055) : minimisation des répressions de Séoul et Miami - Mainmise du pouvoir - Répression contre les animateurs de radios libres - Contrôle du pouvoir sur les radios régionales - Radios de la C G T ; Radio 93 - Nécessité du pluralisme - Participation du comité olympique français aux Jeux olympiques de Moscou et sabotage de la retransmission radio-télévisée - Absence d'accès des journalistes communistes à la radio et à la télévision - Atteintes aux libertés et remise en cause des droits syndicaux - Politique d'austérité - Nécessité d'une information objective, et d'une gestion démocratique - Création de radios locales - (p. 3056) : grève d'E D F - Jeux olympiques de Moscou - Congrès de Force ouvrière - Liberté à Kaboul ou à Paris.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° **340 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3262) : vote défavorable du groupe communiste.

— **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs** [n° **336 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Question préalable** (p. 3276) : soutient la motion n° 1 de Mme Danielle Bidard (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion).

Art. unique (p. 3278) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Danielle Bidard (validation des nominations ou des promotions de personnels) - **Après l'art. unique** (p. 3279) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Danielle Bidard (réexamen par le nouveau comité technique paritaire des décisions individuelles faisant grief).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 3A** (p. 5069) : son amendement n° 97 : réintégration, dans le bénéfice imposable, des provisions faites pour couvrir les risques des ventes ou travaux réalisés à l'étranger ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5109) : son amendement n° 106 : abaissement à 2,5 % du taux de la TVA perçu sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; financement par l'augmentation du taux d'imposition sur les grands cercles de jeux ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Rappel au règlement** : conditions d'agrément des salles de cinéma d'art et d'essai - **Après l'art. 6** (p. 5138) : soutient l'amendement n° 161 de M. Bernard Hugo (abaissement du seuil du versement transports en commun aux communes de 75.000 habitants) - **Avant l'art. 8** (p. 5148) : soutient l'amendement n° 123 de M. Bernard Hugo (prime de transport égale au montant de la carte orange ; compensation par la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisement).

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5292) : faiblesse du budget de la culture par rapport au budget de la nation ; régression des crédits pour 1981 - Appel des organisations représentatives des directeurs, des personnels, des établissements, des associations et des compagnies théâtrales - Caractère publicitaire de « l'année du patrimoine » - Musées et création d'emplois ; statut de la surveillance - Crédits concernant l'enseignement musical - Situation des conservatoires et écoles de musique - Progression des crédits de la ligne « enseignement musical » - Volonté de l'Etat de renforcer le contrôle sur les établissements d'enseignement musical ; action de l'inspection de la musique - (p. 5293) : caractère spectaculaire de la politique en faveur du théâtre ; cas de Chaillot, de la Compagnie Renaud-Barrault - Déclarations des directeurs des théâtres nationaux,des centres dramatiques et des compagnies dramatiques - Refus de la reconstruction du théâtre de l'est parisien (TEP) - Application d'une politique d'austérité, à la fois à Paris et en province - Caractère déplorable des conditions de travail à l'Opéra ; nécessité d'un plan de rénovation - Démission du bureau national de l'action pour le jeune théâtre - Décentralisation et faiblesse des crédits de l'action culturelle - Menaces contre les maisons de la culture et cri d'alarme de l'Union des associations des maisons de la culture ; situation identique pour les centres d'action culturelle - Déficit financier des festivals d'été ; exemple du « printemps de Bourges » - Désengagement financier de l'Etat et accroissement des charges des collectivités locales ; poids économique des industries culturelles - Volonté de ne faire jouer à l'Etat qu'un simple rôle de « correcteur » dans le domaine culturel - Lien entre production artistique et secteur privé ; exemples de banques, ou d'IBM - Situation et diminution du nombre des artistes interprètes et des comédiens ; journée organisée par le PCF - (p. 5294) : création d'une commission et absence de suite donnée au rapport Cohen-Salvador « pour

une nouvelle condition de l'artiste » - Politique de l'emploi artistique - Baisse des crédits de la lecture publique et des surfaces subventionnées par l'Etat - Loi-programme sur la lecture publique - Refus de financer la construction d'un bâtiment à Bois d'Arcy pour le stockage des films de la cinémathèque - Cinéma et politique de libération des prix ; menaces sur les salles d'art et d'essai - Disparition des petits exploitants et concentration du cinéma français

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5300) : à propos de la réduction indicative des crédits du titre III ; Théâtre national de Chaillot, se déclare défavorable aux amendements n° 198 de M. Jacques Habert et n° 197 de la commission des affaires culturelles - Sur cet amendement, se déclare également défavorable au sous-amendement n° 202 du gouvernement (diminution de la réduction indicative des crédits du titre III ; Théâtre national de Chaillot) - (p. 5301) : déclare le groupe communiste défavorable à l'amendement n° 195 de la commission des finances (réduction indicative des crédits du titre IV ; écriture dramatique nouvelle) et favorable à l'amendement n° 201du gouvernement (majoration indicative des crédits du titre IV ; écriture dramatique nouvelle).

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5585, 5586) : convergences de protestations de la majorité comme de l'opposition - Confiscation de l'information par le pouvoir - Propagande en faveur du gouvernement - Absence de publicité donnée au plan de lutte présenté par le candidat communiste à l'élection présidentielle - Conception de l'information développée dans son dernier livre par Alain Duhamel, journaliste à la télévision - Exemples d'atteintes à la démocratie - Discrimination à l'égard du parti communiste - Absence de publicité donnée aux mouvements sociaux ; exemple de la lutte des travailleurs de Manufrance ; grèves de mineurs en Pologne et en Lorraine - Etouffement des révélations des chercheurs de Rhône-Poulenc - Absence de journalistes communistes à la radio et à la télévision - Totalitarisme du gouvernement - (p. 5587) : débat nécessaire sur les nouvelles techniques - Etouffement des radios locales - Bandes de fréquence publique (*citizen band*) - Prétendu effort de création à la télévision - Elaboration d'un document sur la violence à la télévision et entrave à la liberté de création et d'information - Nomination par le Gouvernement des présidents des sociétés - Oppositions du groupe communiste à cette politique

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5704) : crédits de l'environnement et participation de plusieurs ministères ; projet du barrage de l'Aube ; transferts entre ministères - (p. 5705) : pollution des eaux - Pollutions maritimes par les hydrocarbures - Pollution des rivières - Pollution du lac Léman : rejets de phosphates ; création d'une commission franco-suisse - Situation du Rhône : plan de dépollution proposé par MM. *Camille Vallin* et Vincent Porelli, avec les deux associations de défense du fleuve - Situation de la Seine : bilan publié par l'agence de bassin ; création de l'association « Sauvons la Seine et son environnement » - Pollution industrielle - Retard de dépôt du projet de loi contre le bruit ; isolation acoustique des logements existants ; techniques anti-bruit : exemple de l'autoroute A-86 - Donne communication des préoccupations de Mme *Hélène Luc* quant au dracé de l'autoroute A-86 dans le secteur de Choisy-le-Roi, Chevilly-Larue, Thiais et Fresnes - (p. 5706) : géothermie et forages dans la ville de La Courneuve ; lutte de la population et des élus, et mise en place progressive de mesures de protection ; insuffisance de l'étude d'impact - Opposition du groupe communiste à une politique visant au maintien des profits des grosses industries

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6346) : centralisme étatique et reconnaissance du statut du conseiller général - Dépôt d'une proposition de loi du groupe communiste - Discussion sur la réforme des collectivités locales et absence de dispositions concernant les conseillers généraux - Composition sociale des conseils généraux - Autorisation d'absence pour mener la campagne électorale - Droit à l'emploi pour le conseiller général arrivé au terme de son mandat - Suppression de la fonction préfectorale et rôle du président du conseil général - Pluralisme et représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux - Problèmes de la formation des conseillers généraux ; nécessité d'une formation indépendante à l'instar de celle des conseillers municipaux.

Art. 3 (p. 6347) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jacques Eberhard (autorisation d'absence pour toute mission ou étude nécessitée par l'exercice du mandat) - **Après l'art. 3** : soutient l'amendement n° 11 de M. Jacques Eberhard (candidature aux élections cantonales ; droit à une suspension d'activités pendant le mois précédant le scrutin) - (p. 6348) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jacques Eberhard (exercice du mandat de conseiller général et abandon de son activité professionnelle ; garantie de réemploi au terme du mandat) - **Art. 9** (p. 6353) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jacques Eberhard (formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6354) : caractère limité de la proposition de loi - Opposition du Sénat aux tentatives de faciliter aux travailleurs salariés l'exercice de leur mandat électif - Formation et refus d'une liberté laissée aux conseillers généraux - Abstention du groupe communiste.

MARTIN (Hubert), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (23 octobre 1980) (p. 4016).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** (n° **99**, tome III, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2803** (J.O. Débats 6 juin 1980) (p. 2417) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **médecins (exercice de radio-diagnostic)**.

Questions orales avec débat :

n° **222** (11 mai 1979) (p. 1219) à M. le ministre de l'Economie : les **banques (paiement pour l'émission de chèques ; crédit aux petites entreprises)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1958 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 407) : pasteurisation du lait et qualité des fromages - Défense des fromages fermiers et appellations d'origine - Recherche en matière

de fromages et promotion des exportations - (p. 408) : fabrication industrielle du fromage - Affinage - Promotion et protection des fromages fermiers.

— Questions orales avec débat jointes : aides privées et publiques aux entreprises - (20 mai 1980) - (p. 1961) : menaces de taxation des opérations bancaires pour les petites comptes ; cas de la banque Hervet - Encadrement du crédit et plans d'épargne logement - Encadrement du crédit et Crédit agricole - Importance des garanties demandées aux collectivités locales ; problème de leur caractère fictif - (p. 1969) : garanties d'emprunts demandées aux collectivités locales - (p. 1970) : faillite des organismes et situation des communes.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Environnement) (p. 5703) : évolution des crédits affectés par les divers ministères à l'environnement - (p. 5704) : prévention des pollutions : crédits d'études pour les barrages « Aube » et « Villerest » - Rapport de la commission interministérielle sur la lutte contre les infractions en matière d'environnement (commission Jung) - Colloque tenu à Paris en juin 1980 sur les études d'impact - Prévention des pollutions : programme de branche conclu entre les industries de l'amiante-ciment et le ministère de l'environnement ; insuffisance des effectifs de l'inspection des installations classées ; développement des technologies propres - Valorisation et élimination des déchets - Urgence d'un projet de loi-cadre contre le bruit - Protection de la nature : parcs nationaux et régionaux, conservatoire du littoral, réserves naturelles - Pollution du lac Léman : rejets de phosphates et doublement nécessaire des stations d'épuration - Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de l'environnement

Universités (5 décembre 1980) - en remplacement de M. *Raymond Marcellin* - (p. 5829) : compétition et mutation nécessaire de la conception de l'enseignement et des méthodes de recherche - Richesse en matière grise de la France et responsabilité du gouvernement pour sa valorisation - Position de l'économie française vis-à-vis des pays avancés et en voie de développement - (p. 5830) : perspectives d'avenir et rôle capital de la formation - Pénurie d'ingénieurs sur le marché américain, reconversion d'universités et baisse de la compétitivité - Réussite industrielle du Japon et qualité de la formation de ses ingénieurs - Question sur la formation des ingénieurs français et sur leur préparation aux mutations à venir

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5966) : industrialisation réussie de la Lorraine ; crise économique et dégradation de la situation ; exemple des bassins de Nancy, Longwy et de Briey - Cas du minerai lorrain ; prise en charge par l'Etat d'une partie des charges sociales - Sort de la sidérurgie lorraine - Installation de Renault-Véhicules industriels et de Peugeot-Citroën - Politique des groupes Glaenzer-Spicer et de Peugeot-Citroën en Lorraine - Plan lorrain de développement ; priorité à l'emploi - (p. 5967) : spécialisation dans des industries d'avenir - Maintien des jeunes

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6056) : médecine du travail : expériences de médecine préventive menées par un médecin de la région du Bassin de Briey : dépistage systématique et résultats obtenus - Effort de la sécurité sociale en faveur de la prévention - Expérience de séances de gymnastique dans le cadre de l'entreprise - Finalité de telles expériences : bienfaits physiques et psychologiques ; incidence sur l'absentéisme - Reconnaissance nécessaire comme maladie professionnelle de la sidérose des mineurs de fer

MARTIN (Louis), sénateur de la Loire (rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** (n° **101**, tome **III**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5518) ; historique et justification de la politique de coopération française ; nombre d'Etats concernés - Besoins en Afrique : alimentation, pauvreté - Fragilité des Etats et influence ou pressions de puissances étrangères - Conflits internes (Tchad) - Catastrophes naturelles : exemple de l'avancée du désert au Sahel - Séisme de la région de Naples - (p. 5519) : solidarité internationale nécessaire - Projet de budget de la coopération et augmentation des crédits, efforts de la France à l'égard de ses partenaires - Aide publique au développement et contribution de différents ministères - Approbation des choix du gouvernement : priorité des actions socio-culturelles (enseignement et éducation) - Education de la jeunesse et développement économique - Rapidité des progrès scolaire et universitaire, développement de la formation professionnelle - Insuffisance des crédits consacrés à l'action culturelle - Croissance de l'aide au développement économique : industrie, agriculture ; programmes d'infrastructures communs ; nécessité d'un développement de l'agriculture, de cultures vivrières diversifiées et d'une amélioration des techniques de l'élevage - Importance réservée à la recherche scientifique - Aide militaire : régression des crédits et formes : exemple de l'assistance technique - Progression insuffisante des actions médico-sociales - Manque de personnel médical ou paramédical, de médicaments - Hommage aux personnels de la coopération - Vote favorable sur le projet de budget

MARZIN (Pierre), sénateur des Côtes-du-Nord (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est nommé de nouveau membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à adapter certaines dispositions juridiques et fiscales du métayage et du fermage viticoles, (n° **348**, 1979-1980) (26 juin 1980) - **Baux ruraux.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **279** (9 octobre 1979) (p. 3067) à M. le ministre du Budget : les **vins (détection de la chaptalisation des vins)** - Discutée le 20 mai 1980 (p. 1995 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 385) : objectifs du projet de loi définis à l'art. I - Importance de la politique des prix agricoles - Enseignement et formation - Compétence du Conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire ; attribution des crédits d'orientation et organisation des producteurs - Rôle de l'interprofession dans la fixation des prix - Augmentation du prix des terres agricoles et installation des jeunes agriculteurs ; création d'un répertoire de la valeur des terres agricoles - Installations et agrandissements - (p. 386) : législation des cumuls - Baux ruraux - Statut du fermage - Protection sociale des exploitants agricoles ; retraite ; cotisations sociales - Statut des épouses d'exploitants agricoles.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 5** (p. 523) : son amendement N° I-138, déposé avec M. Pierre Labonde et soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique à l'amendement N° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann : cotisations sur les produits importés ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 843) : son amendement N° III-199,déposé avec M. René Tinant : mise à disposition à titre gratuit ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2006) : assimilation de la Bourgogne à la zone viticole européenne « B » - Importance économique de la viticulture bourguignonne - Classement en zone « B » et réglementation sur la chaptalisation - Chaptalisation et inculpation de responsables viticoles du Beaujolais.

— **Question orale avec débat : détection de la chaptalisation des vins** - (20 mai 1980) - (p. 1995) : organisation d'un concours pour la mise au point d'un procédé de détection de la chaptalisation des vins ; motivations du ministre du budget - Viticulteurs et présomptions de fraude - Activité viti-vinicole et équilibre de la balance commerciale - Retrait de l'ordre du jour du Sénat du projet de loi tendant à renforcer le contrôle de la circulation des sucres - Adjonction de saccharose - Règles de la chaptalisation et réforme de 1979 - (p. 1996) : règlementation européenne et découpage viticole de la France - Difficultés de la zone B en matière de viticulture bourguignonne - Grammes de sucre et degrés d'alcool - Organisation du concours et questions sur la compétence d'organismes, d'institut ou laboratoires publics et privés.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5342) : baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs - Lente progression de ce budget - Importante diminution des investissements publics - Crédits consacrés à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Electrification rurale et diminution des autorisations de programme - Enseignement agricole : exemple des maisons familiales rurales d'éducation ; bourses d'études ; problème de l'agrément des établissements privés - Conséquences de la réglementation viti-vinicole : exemple du Beaujolais ; place des vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) dans les exportations françaises - Financement de l'amélioration génétique et contribution du fonds d'action rurale - Votera ce budget

MATHY (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Art. 22 E** (p. 823) : structures des exploitations et prix des produits agricoles - (p. 824) : absence de dispositions concernant les élevages hors ou sans sol - (p. 825) : réservation des productions hors sol en faveur des régions défavorisées et de petites structures ; prix garantis en fonction des prix de revient, des charges et d'une marge bénéficiaire normale.

MATRAJA (Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **14**, 1980-1981) autorisant l'approbation d'un Avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° **55**, 1980-1981) (24 octobre 1980) - **Traités et conventions-**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc** [n° **14 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4207) : modification de la législation française et adaptation des dispositions relatives à l'assurance-vieillesse et à l'assurance décès - Importance des colonies françaises au Maroc et marocaines en France - Principe et modalités de calcul des prestations d'assurance-vieillesse et d'assurance-décès par la convention générale de 1965 ; lourdeur de la liquidation définitive et pénalisation des travailleurs effectuant de courtes périodes de travail à l'étranger - Adoption du principe de liquidation séparée des prestations et exceptionnellement de la règle dite « de totalisation et calcul au *prorata temporis* » - Dispositions diverses du projet et proposition d'adoption.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 5144) : son amendement n° 13, déposé avec M. Antoine Andrieux et soutenu par M. Michel Darras :détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5719) : politique du Gouvernement et prise en compte des seules exigences des intérêts privés : insuffisance des logements sociaux - Coût de la construction et nécessité de la maîtrise des sols - Droit au logement - Conditions de travail et de logement des Français - Nécessité d'un nouvel urbanisme - Définition des zones constructibles et souci d'éviter le « mitage » du pays - Logement social et grands ensembles ; acquisition souhaitable par les organismes HLM de terrains proches du centre des communes - (p. 5720) : habitat et emploi - Difficultés des locataires des organismes sociaux : loyers impayés ; poids des charges ; chauffage collectif et détaxe du fuel ; aide au logement pour les chômeurs - Prêts en accession à la propriété (PAP) et prêts conventionnés - Prêts locatifs - Prime à l'amélioration des logements locatifs sociaux et conventionnement - Exemple des logements du complexe de Fos - Refus de voter ce budget

MATTEOLI (Jean), *ministre du travail et de la participation* (nommé le 8 novembre 1979 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 9 novembre 1979, p. 2775).

DÉPÔTS

Projet de loi relatif au travail à temps partiel (n° **4**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Travail** (durée du).

Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'**emploi**, qui créent une entreprise (n° **18**, 1980-1981) (7 octobre 1980).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2602** de M. **Hector Viron** : la **réforme de l'agence nationale pour l'emploi** (25 avril 1980) (p. 1543).

n° **2740** de Mme **Cécile Goldet** : les **problèmes posés par le nettoyage dans le métro parisien** (25 avril 1980) (p. 1544, 1545).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2266) : voie de la participation préconisée par le Général de Gaulle - Relations du travail dans l'entreprise - Ordonnances de 1959 et 1967 ; lois de 1970 et de 1973 - Participation et actionnariat - Autres modes de participation - Délégués du personnel et comités d'entreprise - Représentation du personnel au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés - (p. 2267) : relations entre capital et travail - Droit d'expression des salariés dans l'entreprise : représentation des cadres au conseil d'administration ou au conseil de surveillance - Orientations essentielles du projet : caractère facultatif de la distribution d'actions ; décisions de l'assemblée générale extraordinaire ; reconnaissance par l'Etat d'une créance ; taux d'intérêt ; délai d'indisponibilité des actions distribuées - Obligation d'informer le comité d'entreprise - Représentation des salariés au conseil de surveillance - Gage fiscal des dépenses de l'Etat : taxe sur les cadeaux et frais de réception - Suppression de la majoration de l'imposition forfaitaire annuelle des entreprises sans bénéfice - (p. 2268) : étapes successives du dispositif d'intéressement des salariés au fonctionnement de l'entreprise - (p. 2274, 2275) : recours du Gouvernement à la procédure d'urgence - Définition de la participation - Exemple de la cristallerie de Baccarat, cité par M. *Christian Poncelet* - Critique portant sur la gratuité de l'opération - Gratuité et exemple des jeux radiophoniques - Effort pédagogique nécessaire - Dynamisme des entreprises à l'exportation et taxation des cadeaux d'entreprises et frais de réception - **Question préalable** (p. 2279) : opposition du Gouvernement à la motion N° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Robert Laucournet, tendant à opposer la question préalable. - **Demande de priorité** de l'amendement N° 21 de la commission (p. 2280) : dispositions de l'amendement N° 21 de la commission des lois tendant à insérer un art. additionnel après l'art. 5 - Utilisation par la commission de l'expression « droit d'attribution » : remise en cause du principe de la gratuité des distributions d'actions - (p. 2281) : accepte l'expression « attribution gratuite » - **Après l'art. 5** (p. 2284) : principe fondamental de la gratuité et création d'un climat social nouveau - Demande un scrutin public sur les deux premiers alinéas de l'amendement N° 21 de la commission des lois (1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2°apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital).

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Intitulé de Chapitre 1er** (p. 2313) : accepte l'amendement n° 6 de la commission des lois de forme ; suppression de l'intitulé : « dispositions applicables aux sociétés par action » - **Art. 1er** : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission des lois - **Art. 1er *bis*** : (p. 2315) : souci de rapidité, de crédibilité pour le gouvernement ; distribution d'actions et décision souveraine de l'assemblée générale extraordinaire - Création d'un droit original dit de participation - A propos des principe et modalités d'application de la décision de distribution des dividendes, prise par l'assemblée générale extraordinaire, s'oppose aux amendements n° 8 de la commission des lois et n° 45 de la commission des affaires sociales - (p. 2316) : participation, projet politique - **Art. 1er *ter*** (p. 2318) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission des lois (droit d'attribution d'actions dans les sociétés non cotées et délai pour la tenue de l'assemblée générale extraordinaire) - **Art. 1er *quater*** : amendement n° 57 du Gouvernement : par les exonération du droit de timbre de dimension pour les pouvoirs délivrés par les actionnaires ; retiré - Accepte l'amendement n° 10 de la commission des lois (suppression de cet article concernant les conditions de déroulement des assemblées générales extraordinaires) - **Art. 1er *quinquies*** : accepte l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression de cet article prévoyant renonciations des actionnaires à tout droit préférentiel d'attribution ou de souscription) - **Art. 4** (p. 2320) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Lionel de Tinguy (valeur de négociation des actions distribuées ; leur nombre par rapport aux actions existantes) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission des lois (principe et modalités d'application de la distribution des actions et liée à l'augmentation de capital) - **Art. 5** (p. 2324) : amendement n° 62 du Gouvernement : égalisation du montant de la créance sur l'Etat avec celui du total des actions émises devenues sans objet - Accepte les amendements de la commission des lois n° 15 (suppression des dispositions de cet article relatives aux conditions d'émission des actions distribuées), n° 17 (créance sur l'Etat et délai du premier remboursement) et n° 18 (assimilation de la créance sur l'Etat à un apport en nature) - (p. 2325) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission des affaires sociales (augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation et par le nombre des actions distribuées) - Créance sur l'Etat et nécessité de fixer préalablement le taux d'intérêt - (p. 2326) : obligation de distribution d'actions imposées par l'Etat et compensation totale de l'Etat - Projet de loi et caractère facultatif de la distribution d'actions ; prise en charge partielle de l'opération par l'Etat - Nécessité de la concertation ; donne l'exemple de la loi Debré sur l'enseignement privé - A propos de l'augmentation de capital et de la détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées, oppose sans succès l'art. 40 de la Constitution à l'amendement n° 14 de la commission des lois identique à l'amendement n°

64 du gouvernement devenu sans objet - (p. 2327) : introduction de la participation par les sociétés de la participation par les sociétés Baccarat et Matra et résultats économiques de ces entreprises - Dynamisme d'une entreprise de construction et possession du capital par son personnel - **Après l'art. 5** (p. 2333) : accepte l'amendement n° 19 de la commission des lois (non utilisation d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission des lois (fixation d'un délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution) - Accepte l'amendement n° 22 de la commission des lois (supériorité de la valeur de négociation des actions à leur montant nominal et constitution d'une prime) —(p. 2334) : S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission des lois (publication de la liste des salariés ayant exercé leur droit d'attribution) - **Art. 6** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de la commission des lois (suppression de cet article prévoyant le cas, par la société de rachat en bourse de tout ou partie des actions à distribuer) - **Art. 7** (p. 2336) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de la commission des lois (bénéficiaires du droit d'attribution des actions) - **Après l'art. 7** (p. 2337) : accepte l'amendement n° 63 de la commission des lois (bénéfice d'un seul droit d'attribution d'actions au titre d'une seule société, pour chaque salarié) - Cas des VRP et des multicartes salariés - **Art. 11** : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 de la commission des lois - **Art. 12** (p. 2339) : amendement n° 58 du gouvernement : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les actions pourront être exceptionnellement négociées, pendant le délai d'indisponibilité ; devenu sans objet - Accepte les amendements n° 50de la commission des affaires sociales 1° cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail ; 2° rachat des actions des sociétés non cotées exclusivement par la société elle-même ; 3° offre publique d'achat et offre publique d'échange pendant la période d'incessibilité) et n° 27 de la commission des lois (délai d'indisponibilité des actions ; négociabilité des droits d'attribution et des droits de souscription) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 49 de la commission des affaires sociales (durée d'incessibilité des titres) - **Après l'art. 12** (p. 2342) : accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois : (possibilité pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ou d'échange ; indisponibilité des sommes ou des actions ainsi obtenues) - **Art. 13** (p. 2343) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission des lois (caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité) - **Après l'art. 13** (p. 2344) : accepte l'amendement n° 30 de la commission des lois (possibilité pour le conseil d'administration ou le directoire de décider, pendant la période d'indisponibilité, de confier la gestion des actions attribuées à un fonds commun de placement propre à la société) - (p. 2346) : accepte l'amendement n° 31 de la commission des lois (achat des actions au terme du délai d'indisponibilité dans les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 50 *bis* de la commission des affaires sociales (possibilité pour les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeus de ne pas exercer leur droit de rachat des actions attribuées aux salariés ; détermination de la valeur des actions de ces sociétés) - **Art. 15** (p. 2349) : s'oppose à l'amendement n° 32 de la commission des lois (suppression de cet article concernant l'information préalable du comité d'entreprise et des salariés bénéficiaires avant toute distribution d'actions) - (p. 2351) : accepte l'amendement n° 65 de la commission des lois (Information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputés sur les fonds de la formation professionnelle) - **Art. 16** (p. 2352) : accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission des lois - **Après l'art. 16** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de la commission des lois (possibilité pour le ministère public de saisir le tribunal de commerce si le conseil d'administration ou le directoire n'a pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire qui doit précéder la distribution d'actions) - **Art. 17** (p. 2353) : accepte l'amendement n° 37 rédactionnel de la commission des lois - Accepte l'amendement n° 1 de M. Christian Poncelet (non application des nouvelles dispositions aux sociétés sidérurgiques régies par la loi du 23 octobre 1978 relative aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier) - **Art. 18** : accepte l'amendement n° 38 de la commission des lois (suppression de cet article qui prévoit la non application, aux salariés détenteurs d'actions, du principe de droit des sociétés anonymes prohibant le cumul entre le contrat de travail et le mandat de membre d'un conseil de surveillance) - **Art. 19** (p. 2354) : accepte l'amendement n° 39 de la commission des lois (possibilité pour les sociétés de diviser leur actions en coupures dont le montant nominal ne peut être inférieur à une somme fixée par décret, exclusivement pour l'application des nouvelles dispositions concernant l'attribution d'actions aux salariés) - **Art. 20** (p. 2354) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Jean Mézard (circonstances de la consultation de la commission des opérations de bourse par les autorités judiciaires compétentes) - Accepte l'amendement n° 40 de la commission des lois (sanctions pour ceux qui auront réalisé sur le marché boursier toute opération dans le but d'augmenter artificiellement la valeur de la créance sur l'Etat) - **Art. 21** (p. 2357) : s'oppose aux amendements identiques n° 4 de MM.Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances, et n° 52 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises) - S'oppose à l'amendemet n° 41 de la commission des lois (inscription dans des lois de finances des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions) - Amendement n° 59 du gouvernement : taxe sur certains frais généraux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices industriels et commerciaux et relèvent d'un régime réel d'imposition, et, pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux de 50 % ; devenu sans objet - **Art. 22** (p. 2360) : accepte l'amendement n° 42 de la commission des lois (suppression des dispositions relatives à la nécessité d'un décret en conseil d'Etat pour fixer les nouvelles dispositions aux sociétés en commandite par actions) - **Après l'art. 22** : accepte l'amendement n° 43 de la commission des lois (non application des nouvelles dispositions aux dirigeants sociaux et à leur conjoint non séparé de corps) - **Art. 23** (p. 2361) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 53 de la commission des affaires sociales (dépôt d'un rapport par le gouvernement, relatif à la situation de l'actionnariat salarié à la fin de la période d'incessibilité, avant le 31 décembre 1987) et n° 44 de la commission des lois : (dépôt du rapport du gouvernement sur les résultats de l'application des nouvelles dispositions « avant le 31 décembre 1985 ») - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 5 de la commission des lois (de forme, « projet de loi relatif à un droit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions ») - **Sur l'ensemble** : considère que le texte élaboré par le Sénat ne répond plus à l'idée de participation du gouvernement ; demande le rejet du texte.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Discussion générale** - (p. 2488) : sens des mots « liberté », « dignité », « démocratie » - Participation : projet de société - Mutation des entreprises s'inscrivant dans les changements nécessaires de la société - (p. 2489) : prix attaché par le gouvernement à l'adoption du projet - **Question préalable** (p. 2498) : s'oppose à la notion n° 122 de la commission des lois tendant à opposer la question préalable - Notions essentielles de gratuité et de rapidité, contenues dans le projet gouvernemental créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales, supprimées par le Sénat ; rejet de ce projet de loi.

Intitulés (p. 2499) : accepte l'amendement n° 52 de la commission des lois (coordination ; intitulé du titre I : « participation aux fruits de l'expansion des entreprises et actionnariat des salariés ») - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission des affaires sociales (coordination ; chapitre I : « dispositions relatives à la majoration de la réserve spéciale de participation ») - **Art. 3** (p. 2502) : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission des lois (possibilité pour toutes les sociétés pratiquant un régime de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion d'accorder à leurs salariés un supplément de droits individuels, supplément de droits individuels, supplément réservé aux salariés qui emploient la totalité de leurs droits en actions ou coupures d'actions de la société) - Effort d'apport personnel demandé aux salariés dans le plan d'épargne - (p. 2505) : s'oppose à l'amendement n° 131 de la commission des affaires sociales (fusion des dispositions des articles 3 et 4 du texte en discussion ; conditions dans lesquelles les sociétés peuvent offrir un plan d'actionnariat ou un plan d'épargne à leurs salariés ; conditions dans lesquelles les salariés peuvent exercer le droit qui est leur est accordé) - (p. 2506) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de la commission des lois n° 132 (cas des salariés qui utilisent la totalité de leurs droits pour la souscription d'actions ou de coupures d'actions de leur société) et n° 133 (bénéfice du supplément de droits individuels, en cas de plan d'épargne d'entreprise, pour les salariés qui affectent à ce plan le quart de leurs droits et « un apport personnel d'un montant égal »).

— **Questions orales avec débat jointes : pouvoir d'achat des salariés** - (10 juin 1980) - (p. 2523, 2524) : problèmes évoqués et compétence d'autres membres du Gouvernement (logement, tourisme) - Variation de la notion de pouvoir d'achat - Evolution du taux de salaire horaire moyen et des prix - Relèvements successifs du SMIC en 1979 et augmentation de son pouvoir d'achat - Cotisations de sécurité sociale - Salaires nets et transferts sociaux - Revenu disponible après impôt - Décision d'instituer un revenu minimum familial pour les familles de trois enfants - Conditions des travailleurs manuels et revalorisation des bas salaires - Situation des handicapés - Evolution du chômage - Demandes d'emplois féminines - Travail des femmes - (p. 2525) : situation démographique et emploi - Situation de la France et de l'Allemagne Fédérale au regard des problèmes de l'emploi - Travailleurs immigrés - Prévisions économiques à l'horizon 1985 - Crise pétrolière - Prévisions d'activité pour les pays membres de l'OCDE - Pessimisme des prévisions et réticence à l'embauche - Reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises françaises - Concurrence sur le marché mondial - Régime d'autarcie ou ouverture au marché européen - Taux de rentabilité des entreprises - Inestissements industriels - Investissements à l'étranger des entreprises françaises - (p. 2526) : libération des prix et rôle de la concurrence dans la lutte contre l'inflation - Taux d'épargne des ménages - (p. 2527) : libération des prix : exemple du prix du pain, cité par M. *André Méric* - Concurrence et planification - Résorption du chômage - Equilibre de la balance commerciale - Demandes d'emplois des femmes - Baisse trimestrielle du pouvoir d'achat et fluctuations conjoncturelles.

— **Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales** - (10 juin 1980) - (p. 2529) : respect des libertés syndicales - Occupation de locaux par des représentants syndicaux et violences et déprédations - Interventions des inspecteurs du travail et règlement amiable de certaines affaires - Rôle de la négociation - Infractions et procès-verbal - Compétence des inspecteurs du travail pour intervenir en matière de discrimination pour appartenance syndicale ou de licenciement des délégués ou représentants du personnel - (p. 2530) : critiques adressées aux inspecteurs du travail et tendance à la conciliation avec les délégués syndicaux plutôt qu'avec le patronat - Absence de compétences des services du ministère du travail en cas de conflit sans rapport avec l'exercice des droits syndicaux - Règlement amiable de nombreux conflits - Possibilité de cas particuliers et souhait d'en être personnellement informé.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2914) : s'oppose à l'amendement N° 54 de la commission des lois (affectation de la réserve de participation aux actions de la société et sort du bénéfice du supplément de droits individuels) - Accepte les amendements N° 117 de M. Bernard Talon, soutenu par M. Jacques Coudert (principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation) et N° 55 de la commission des lois (modalités d'attribution des actions ; disponibilité des actions et délai d'indisponibilité des droits de participation) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 140 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions fixant un délai d'indisponibilité des actions) - **Art. 5** *bis* (p. 2917) : accepte l'amendement de coordination N° 56 de la commission des lois - **Art. 5** *ter* (p. 2919) : à propos de l'importance de la majoration du supplément de droits individuels ouvrant droit à une majoration de la provision pour investissements, s'oppose à l'amendement N° 57 de la commission des lois et accepte l'amendement N° 5 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. 5** *ter* (p. 2920) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales N° 7 (adhésion volontaire des entreprises ne rentrant pas dans le champ d'application de la loi) et N° 8 (application de la loi et résultats du premier exercice ouverts après sa publication) - **Art. 6** (p. 2922) : accepte l'amendement N° 58 de la commission des lois (actions ou coupures d'actions attribuées aux salariés par augmentation de capital ou rachat préalable par l'entreprise) - **Après l'art. 6** (p. 2923) : accepte l'amendement N° 59 de la commission des lois (participation et interdiction de l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote) - **Art. 7** (p. 2924) : s'oppose à l'amendement N° 60 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant une réduction du délai d'indisponibilité des actions souscrites par les salariés) - (p. 2925) : incompatibilité entre le développement de l'actionnariat salarié et le délai d'indisponibilité des actions souscrites ; utilité, à court terme, de ce délai - **Après l'art. 7** (p. 2926) : accepte l'amendement de coordination N° 61 de la commission des lois - **Art. 8** (p. 2927) : accepte l'amendement N° 49 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Paul Pillet (principe de l'utilisation des comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement N° 63 de la commission des lois (caractère négociable des droits de souscription ou d'attribution, des actions obtenues sur présentation de ces droits) - (p. 2928) : accepte l'amendement N° 64 de la commission des lois (principe et modalités d'application de la vente aux sociétés attributrices des actions non cotées ; possibilité de renonciation aux droits de rachat) - **Art. 8** *bis* : amendement N° 45 du gouvernement : société anonyme à participation ouvrière et possibilité de constitution d'une provision d'investissements égale à 100 % de la réserve spéciale de participation ; application aux sociétés coopératives ouvrières de production ; adopté - **Art. 10** (p. 2929) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 11 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de cet art. exigeant des conditions d'ancienneté pour le bénéfice de la répartition des droits de la réserve spéciale de participation) et accepte l'amendement N° 12, du même auteur (provision pour investissements et nécessité de la conclusion d'un accord de participation) - **Art. 13** (p. 2930) : accepte l'amendement N° 65 de la commission des lois (suppression de cet art. concernant le caractère négociable des droits d'attribution et de souscription et les actions obtenues sur présentation de ces droits) - **Art. 14** (p. 2931) : accepte l'amendement N° 66 de la commission des lois (droit pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ; indisponibilité des sommes ou actions obtenues) - **Art. 15** : accepte l'amende-

ment d'harmonisation N° 13 de la commission des affaires sociales - **Art. 15** *bis* : s'oppose à l'amendement N° 14 de la commission des affaires sociales (suppression de cet art. exigeant pour la participation le cumul de conditions d'ancienneté et de présence dans l'entreprise) - **Art. 15** *quater* (p. 2932) : s'oppose aux amendements de la commission des affaires sociales N° 15 (détermination d'un plafond de versement pour les salariés participant à un plan d'épargne) et N° 16 (révision annuelle du plafond) - **Art. 15** *quinquies* (p. 2933) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 68 de la commission des lois (droit pour les salariés de souscrire à l'augmentation de capital, individuellement ou par un fonds commun de placement) - **Après l'art. 15** *quinquies* : accepte l'amendement de codification N° 69 de la commission des lois - **Art. 15** *sexies* (p. 2934) : accepte l'amendement N° 70 de la commission des lois (caractère nominatif et incessible pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire des actions souscrites ; négociabilité des droits de souscription et d'attribution y afférents) - **Art. 15** *septies* (p. 2935) : accepte l'amendement N° 72 de la commission des lois (incessibilité des actions acquises pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire) - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2936) : s'oppose à l'amendement N° 47 de MM. François Dubanchet et André Rabineau soutenu par M. Paul Pillet (importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions) - (p. 2937) : accepte l'amendement N° 73 de la commission des lois (droit pour les sociétés de racheter leurs actions en bourse et de les placer dans les comptes spéciaux d'actionnariat de leurs salariés) - **Intitulé du titre II** (p. 2939) : s'oppose à l'amendement N° 74 de la commission des lois (de forme ; « attribution d'actions aux salariés par incorporation au capital d'une partie du bénéfice distribuable ») - (p. 2941) : amendement N° 141 du gouvernement : de forme ; « société dont les statuts assurent le développement de l'actionnariat des salariés » ; adopté - **Art. 16** : amendement de coordination N° 142 du gouvernement ; adopté - (p. 2942) : accepte l'amendement N° 143 de la commission des affaires sociales (droit des sociétés et participation ; application du droit commun sauf règles particulières) et s'oppose à l'amendement N° 76 de la commission des lois (société d'actionnariat salarié et décision de l'assemblée générale extraordinaire d'une société anonyme) - (p. 2943) : accepte l'amendement N° 77 de la commission des lois (principe et modalité de distribution du dividende préciputaire) - (p. 2944) : sur l'amendement N° 76 de la commission des lois, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 19 de la commission des affaires sociales (opposition de salariés aux opérations de participation ; absence de conditions d'ancienneté pour les sociétés constituées depuis moins d'un an) - (p. 2945) : accepte l'amendement N° 78 de la commission des lois (incorporation du bénéfice distribuable au capital social et modalités d'attribution des actions nouvelles) - Sur cet amendement accepte les sous-amendements de la commission des affaires sociales N° 145 (définition du fonds commun de placement comme un fonds d'actionnariat salarié) et N° 146 (dividende préciputaire et incorporation au capital ; possibilité de réduction de cette incorporation et distribution d'un dividende supplémentaire) - (p. 2947) : accepte l'amendement N° 79 de codification de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° 20 de la commission des affaires sociales (possibilité de réévaluation de l'actif immobilisé et affectation d'une partie du produit de cette réévaluation aux salariés) - **Après l'art. 16** (p. 2948) : accepte les amendements de la commission des lois N° 85 (possibilité pour les sociétés de diviser leurs actions en coupures) et N° 86 (non application aux sociétés d'actionnariat salarié des dispositions instituant un régime obligatoire de participation) - **Art. 17** : accepte l'amendement N° 87 de la commission des lois (exonération du droit d'apport pour les augmentations de capital) - Sur cet amendement s'oppose au sous-amendement N° 147 de la commission des affaires sociales (extension aux dividendes préciputaires du régime de déductibilité fiscale) - **Art. 17** *bis* (p. 2949) : accepte l'amendement N° 88 de coordination de la commission des lois - **Art. 19** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 89 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant l'information du ministère du travail en cas d'opération de développement de l'actionnariat salarié) - **Titre III** - (p. 2949) : principe de la participation des salariés aux organes dirigeants de l'entreprise - Pouvoirs et composition de la délégation des représentants des salariés assistant au conseil d'administration, ou de surveillance - (p. 2950) : difficultés « d'aclimatation » du système de la gestion par les salariés dans les entreprises - Revalorisation de la fonction hiérarchique de l'encadrement - Nécessité de développer la notion de responsabilité des travailleurs - Absence de liens entre participation et forme juridique de l'entreprise - **Avant l'art. 20** (p. 2950) : s'oppose à l'amendement N° 119 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Bernard Parmantier (définition du rôle des sections syndicales d'entreprises) - **Après l'art. 20** (p. 2956) : s'oppose aux amendements de M. Robert Schwint, soutenus par M. Bernard Parmantier N° 121 (principe et modalités d'application de la consultation obligatoire du comité d'entreprise sur tout projet de licenciement pour motif économique) et N° 120 (accroissement des pouvoirs du comité d'entreprise sur la gestion de l'entreprise) - **Art. 28** (p. 2958) : amendement N° 46 du gouvernement : application de la loi et définition d'une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises ; devenu sans objet - Demande le rejet des amendements N° 31 de la commission des affaires sociales (application de la loi et majoration des droits de consommation sur les alcools) et N° 110 de la commission des lois (application de la loi et inscription dans une loi de finances des moyens financiers) - **Art. 29** (p. 2960) : accepte l'amendement N° 111 de la commission des lois (suppression de cet art. prévoyant la création d'une agence nationale d'étude et de promotion de la participation).

Suite de la discussion (24 juin 1980) **Sur l'ensemble** (p. 3076-3077) : intérêt du débat sur la participation - Regrette le rejet du titre III et comprend la déception du groupe RPR - Demande cependant l'adoption du texte.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **359 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3330) : amendements déposés par le Gouvernement au texte élaboré par la commission mixte paritaire - Distribution gratuite d'actions - Droit d'attribution - Créances de l'Etat - Dates de réunion des assemblées générales - Nature du gage - (p. 3337) : gage - Amendements déposés par le Gouvernement au texte élaboré par la C M P - Equilibre nécessaire du projet.

Art. 1 *bis* (p. 3338) : amendement n° 1 du Gouvernement : distribution gratuite d'actions ; adopté - **Art. 1** *ter* : amendement de coordination n° 2 du Gouvernement ; adopté - **Après l'art. 1** *ter* : amendement n° 3 du Gouvernement : exonération du droit de timbre ; adopté - **Art. 4** (p. 3339) : amendement de coordination n° 4 du Gouvernement ; adopté - **Art. 5** : amendement n° 5 du Gouvernement : créances de l'Etat ; adopté - **Art. 7** (p. 3340) : amendement n° 6 du Gouvernement : cas des salariés étrangers ; adopté - **Art. 11** : amendement de coordination n° 7 du Gouvernement ; adopté - **Art. 12** : amendement de coordination n° 8 du Gouvernement ; adopté - **Art. 13** : amendement n° 9 du Gouvernement : forme nominative des actions ; droit de rachat de la société ; adopté - **Art. 15** (p. 3341) : amendement de coordination n° 10 du Gouvernement ; adopté - **Art. 17** : amendement n° 11 du Gouvernement : champ d'application du projet ; adopté - **Art. 21** : amendement n° 12 du Gouvernement : créance de 65 % sur l'Etat et éléments du gage ; adopté - **Intitulé** : amendement n° 13 du Gouvernement : « Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales » ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3342) : procédure des amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire, prévue par la Constitution - Dates des assemblées générales extraordinaires.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **363 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3344) : texte élaboré par la commission mixte paritaire - Amendements du gouvernement - Représentation des cadres aux conseils d'administration et aux conseils de surveillance des sociétés.

Art. 15 *sexies* (p. 3346) : amendement n° 1 du gouvernement : forme nominative des actions et délai d'incessibilité ; adopté - **Art. 15** *septies* (p. 3347) : amendement de coordination n° 2 du gouvernement ; adopté - **Avant l'art. 20** (p. 3348) : amendement n° 3 du gouvernement : Intitulé du titre III : « participation des salariés à la gestion des entreprises » ; adopté - **Art. 20** (p. 3349) : amendement n° 4 du gouvernement : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 21 :** amendement n° 5 du gouvernement : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée Nationale ; adopté - **Art. 22 :** amendement n° 6 du gouvernement : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée Nationale ; adopté - **Art. 23 et 24** (p. 3350) : amendements n° 7 et n° 8 du gouvernement : rétablissement de ces articles, supprimés par l'Assemblée Nationale ; adoptés - **Art. 25 :** amendement n° 9 du gouvernement : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 26 et 27 :** amendements n° 10 et n° 11 du gouvernement : rétablissement de ces articles, supprimés par l'Assemblée Nationale ; adoptés - **Art. 28 :** amendement n° 12 du gouvernement : nouvelle rédaction de cet article, relatif à l'imposition forfaitaire annuelle ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3351) : projet initial du gouvernement et proposition de loi de M. Claude Labbé.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Nouvelle lecture* [n° **373 (79-80)**] - (30 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3391) : attribution des actions et abandon de la proposition prévoyant une décision de l'assemblée générale extraordinaire dans les six mois. Notions de « distribution » et de « droit d'attribution » - Nécessité de revenir au texte voté pour l'Assemblée nationale.

Art. 1 *bis* (p. 3392) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission des lois (décision de l'assemblée générale extraordinaire et drait d'attribution d'actions) - **Art. 1** *ter :* s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (décision du conseil d'administration ou du directoire et droit d'attribution d'actions) - **Art 1** *ter bis :* s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de cet article pour coordination) - **Art 1** *quinquies :* s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 4** (p. 3393) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 5 :** s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission (p. 3394) : s'oppose aux amendements de la commission n° 8 (principe et modalitésd'exercice du droit d'attribution) et de coordination n° 9 - **Art. 7 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 11 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 11 de la commission - **Art. 12 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 12 de la commission - **Art. 13** (p. 3395) : accepte partiellement l'amendement n° 13 de la commission : (caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité ; sociétés non cotées et vente des actions émises à la société émettrice) - **Art. 14 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 14 de la commission - **Art. 15 :** (p. 3396) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 15 de la commission - **Art. 23 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Intitulé :** accepte l'amendement n° 1 de la commission : (de forme ; « projet de loi créant un droit gratuit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions »).

— **Proposition de loi relative à la participation** - *Nouvelle lecture* [n° **371 (79-80)**] - (30 juin 1980).— **Discussion générale** (p. 3397) : maintien de l'amendement gouvernemental sur la représentation des cadres dans les conseils d'administration et de surveillance. Attitude des syndicats vis-à-vis des dispositions de la loi - (p. 3398) : vote bloqué sur l'ensemble de la proposition de loi et application de l'article 44 de la Constitution.

Art. 20 (p. 3399) : amendement n° 1 du Gouvernement ; participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise et assimilés aux conseils d'administration et de surveillance ; rejeté - **Art. 25 :** amendement n° 2 du Gouvernement : conditions de participation des cadres et assimilés aux conseils de surveillance ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4258) : loi du 6 décembre 1976 relative à la prévention des accidents du travail - Sensibilisation de l'opinion, des employeurs et des travailleurs sur l'importance de l'objectif de sécurité et résultats obtenus - Réinsertion professionnelle des accidentés : protection contre le licenciement - Loi de janvier 1978 sur la mensualisation - Conventions collectives - Jurisprudence de la cour de Cassation - Suspension du contrat pendant la période d'arrêt de travail et de rééducation - Reclassement dans la même entreprise - Impossibilité de reclassement et possibilité de licenciement : doublement des indemnités - Dommages-intérêts - (p. 4259) : consultation du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels et établissement d'un consensus sur le principe du projet.

Art. 1 (p. 4260) : s'oppose aux amendements identiques n° 1 de la commission des affaires sociales et n° 11 de M. Hector Viron (extension aux accidents de trajet) - (p. 4261) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (prise en compte de la durée de suspension du contrat pour la détermination des avantages conventionnels liés à l'ancienneté) - S'oppose aux amendements n° 12 et n° 13 de M. Hector Viron (suppression de la possibilité donnée à l'employeur, dans certains cas, de résilier le contrat de travail) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Hector Viron (exclusion de tout retard d'avancement pour le salarié reclassé) - (p. 4262) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (précisions sur l'intervention du médecin du travail lors du reclassement) - S'oppose à l'amendement n°4 de la commission (avis du comité d'hygiène et de sécurité) - Rôle des délégués du personnel pour l'appréciation des cas individuels - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (possibilité d'aménagement du temps de travail) - (p. 4263) : amendement n° 29 du Gouvernement : possibilité pour l'employeur de bénéficier des aides financières prévues par la loi d'orientation du 30 juin 1975 pour faciliter la remise au travail des travailleurs handicapés ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement) - (p. 4264) : sur cet amendement, oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 30 de M.Michel Darras (possibilité d'attribution d'une aide financière de l'Etat) - (p. 4265) : accepte l'amendement n° 26 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux (en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression du droit à indemnité pour les salariés, en cas de refus abusif de l'emploi proposé) - S'oppose à l'amendement n°23 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la clause d'ancienneté de deux ans) - (p. 4266) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (bénéfice du super-privilège pour l'indemnité compensatrice) - S'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret des conditions d'octroi aux entreprises par les caisses de sécurité sociale d'avances remboursables pour le versement des indemnités) - (p. 4267) : sur la référence au salaire moyen, incluant les primes, indemnités et avantages divers, accepte les amendements n° 24 de M. Hector Viron et n° 27 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux - Oppose l'article 40 de la

Constitution à l'amendement n° 9 de la commission (bénéfice pour le salarié accidenté et licencié de l'allocation spéciale aux dravailleurs victimes d'un licenciement économique et priorité dans l'accès aux actions de formation professionnelle) - (p. 4268) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des cas de rechute) - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Pierre Louvot (non-application de la loi aux établissements occupant moins de cent salariés) - S'oppose à l'amendement n° 28 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux (création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux salariés des entreprises défaillantes) - **Sur l'ensemble** (p. 4269) : demande de scrutin public sur l'ensemble du projet de loi..

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4249) : aides accordées aux créateurs d'entreprises par la loi du 3 janvier 1979 : allocation forfaitaire ; couverture sociale gratuite - Bilan d'application de la loi : nombre des bénéficiaires et répartition par secteur d'activité - (p. 4250) : extension du champ d'application de la loi :professions libérales ; application aux départements d'outre-mer - Assouplissement des conditions de délais - Prise en compte du régime d'indemnisation du chômage créé par la loi du 16 janvier 1979 - Amendements présentés par la commission - Mécanisme de financement et partage de la charge entre l'Etat et les entreprises - Problème, évoqué par M. *Louis Virapoullé*, de l'emploi des jeunes dans le département de la Réunion - Problème du chômage, abordé par M. *Hector Viron* et ensemble de mesures prises par le Gouvernement : travail temporaire ; contrats à durée déterminée ; temps partiel dans la fonction publique.

Art. unique (p. 4251) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. unique** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression à cet article de la référence au régime accidents du travail, traité à l'article 3) - Accepte l'amendement n° 2 de la commission (couverture gratuite contre les accidents du travail pendant six mois pour les salariés) - (p. 4252) : accepte l'amendement de coordination n° 4 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises) - Consultation des partenaires sociaux - (p. 4253) : rôle des Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) et reclassement des travailleurs privés d'emplois - Créateurs d'entreprises et droit commun : capitalisation des allocations dues par les ASSEDIC - (p. 4254) : chômeurs passifs et créateurs d'entreprises - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 5 de la commission..

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4408) : loi du 27 décembre 1973 sur le travail à temps partiel - Faiblesse de l'accroissement du nombre des travailleurs à temps partiel ; exemples étrangers - Importance de la demande potentielle et diversité des catégories concernées - Obstacles au développement du travail à temps partiel - Marginalisation de ce type de travail - Coût de l'emploi des travailleurs à temps partiel - (p. 4409) : projet de loi et définition d'un cadre adapté à la création d'emplois à temps partiel - Travail à temps partiel et précarisation ; information du comité d'entreprise et maintien des avantages sociaux - Proportionnalité de la rémunération - Détermination des conditions de travail dans le contrat de travail - Heures complémentaires - Droit de priorité réciproque d'accès à un emploi à temps partiel et à temps complet - Neutralité des cotisations sociales - Règle de déterminaton de l'effectif des entreprises - Représentation du personnel et exercice des droits syndicaux ; maintien des seuils - Travail à temps partiel et création d'emplois - Elimination des rigidités de production.

Avant l'art. 1 (p. 4411) : oppose l'article 48, alinéa 3, du règlement du Sénat aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau et M.Hector Viron, n° 27 (répartition hebdomadaire de la durée du travail), n° 28 (réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail), n° 29 (durée hebdomadaire maximale du travail et modalités de récupération des heures supplémentaires), n° 30 (raccourcissement immédiat à 38 heures de la durée hebdomadaire du travail, modalités particulières pour les travaux pénibles, le travail en semi-continu, et pour le travail en continu), n° 31 (système de majorations des salaires pour les heures supplémentaires), n° 32 (fixation de l'âge d'ouverture à la retraite pour les hommes et les femmes et les travailleurs affectés à des travaux pénibles) et n° 33 (conditions d'attribution de la cinquième semaine de congés payés) - **Art. 2** (p. 4413) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission des affaires sociales (travail à temps partiel et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; transmission à l'autorité compétente) et s'oppose aux amendement n° 17 de M. Jacques Bialski (travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; intervention de l'Inspection du Travail en cas de désaccord) et n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; identité de droits avec les travailleurs à temps complet) - (p. 4414) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron n° 34 (plafond à l'emploi de salariés à temps partiel ; exception pour les entreprises employant moins de 10 salariés) et n° 35, soutenu par M. Marcel Gargar (principe de la proportionnalité de la rémunération) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission (rémunération du travail à temps partiel et référence à celle versée aux salariés à temps plein occupant, à qualification égale, un emploi équivalent) - (p. 4415) : accepte également l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel) - (p. 4416) : sur cet amendement n° 36, s'oppose au sous-amendement n° 45 de M. André Méric (perception intégrale des indemnités pour les salariés à temps complet lors de leur licenciement sous conditions d'une convention collective le prévoyant) - S'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet) - (p. 4417) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (caractéristiques et contenu du contrat de travail des salariés à temps partiel) et s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun) - (p. 4418) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Jacques Bialski (majorations de rémunération des salariés à temps partiel pour heures complémentaires) et s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Rolande Perlican (suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires) - (p. 4419) : accepte l'amendement n° 1 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire) - (p. 4420) s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (suppression des dispositions de cet article prévoyant l'intervention d'un décret pour l'application des dispositions relatives au travail à temps partiel) - (p. 4422) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. Bernard Legrand (conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel dans le calcul des seuils d'effectif), n° 16 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Bernard Legrand (suppression des dispositions de cet article concernant l'adaptation de la méthode de comptabilisation des effectifs pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux), n° 2 de MM. Jean

Chérioux et Louis Souvet (conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux) - S'oppose également, au sujet des seuils sociaux et de la prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel, aux amendements n° 19 de M. Jacques Bialski et n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar - Demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (sécurité du personnel et exclusion des mesures d'adaptation pour la comptabilisation des effectifs) - (p. 4424) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises) ainsi qu'à l'amendement n° 20 de M. Jacques Bialski (exercice temporaire d'une activité à temps partiel et droit automatique à réintégration dans un emploi à temps plein) et accepte l'amendement n° 8 de la commission (travailleurs à temps partiel et droit de priorité à un emploi à temps complet dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise) - **Après l'art. 2** (p. 4425) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (travail à temps partiel et information des représentants du personnel) et accepte l'amendement n° 10 de la commission (limitation de l'éligibilité des salariés à temps partiel à une seule entreprise) - Sur l'amendement n° 26 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet, qu'il accepte, (travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux), sous-amendement n° 46 du Gouvernement : références au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale ; adopté - **Art. 4** (p. 4427) : s'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron (suppression de cet article donnant le pouvoir à l'employeur de procéder à titre provisionnel et sous réserve à un abattement d'assiette pour le calcul des cotisations de sécurité sociale) et accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Jacques Bialski (cotisation de sécurité sociale et limite fixée à l'abattement d'assiette) - **Après l'art. 4** (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jacques Bialski (prise en charge par l'employeur des cotisations d'assurance personnelle) - Respect de la proportionnalité entre les droits à la retraite d'un travailleur à temps partiel et ceux d'un travailleur à temps complet - **Art. 5** (p. 4429) : accepte, au sujet de l'exclusion du champ d'application de la loi de certaines catégories de salariés ou assimilés, les amendements de la commission n° 12, 13, 14 et 15 - **Sur l'ensemble** (p. 4430) : importance du texte. (p. 4431) : travail de la commission des affaires sociales.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6065) : expériences de dépistages médicaux systématiques dans le bassin de Briey, évoquées par M. *Hubert Martin ;* gymnastique dans les entreprises - (p. 6066) : reconnaissance de la sidérose comme maladie professionnelle - Textes en cours de discussion au parlement ; projet de loi sur le travail à temps partiel - Aménagement du temps de travail, évoqué par MM. *Rémi Herment* et *Jean Béranger ;* problème des heures supplémentaires - Développement de la participation, souhaité par *M. Christian Poncelet :* vote de la loi sur la distribution d'actions aux salariés et proposition de loi du groupe RPR - Budget du travail et solidarité nationale : Fonds national du chômage et subvention de l'Etat à l'UNEDIC - Extension aux départements d'outre-mer de la loi du 16 janvier 1979 sur l'indemnisation du chômage, souhaitée par M. *Marcel Gargar* - Indemnisation du chômage et incitation à la recherche d'un emploi, souhaitée par M. *Jean Béranger* - Projet de loi sur la création d'entreprises par des salariés privés d'emploi - Cas des chômeurs non indemnisés, évoqué par M. *Christian Poncelet ;* prolongations éventuelles de délais ; examen des procès-verbaux des commissions paritaires - (p. 6067) : groupe de travail constitué sous la présidence de M. Oheix sur les solutions aux problèmes relatifs à la pauvreté et à la précarité - Intervention des communes - Mesures en faveur des handicapés, évoquées par MM. *Hector Viron* et *Jacques Bialski ;* situation des handicapés victimes d'un licenciement économique, évoquée par M. *Jean Béranger* - Politique en faveur de l'emploi : travail des femmes ; effort de création d'emplois ; primes de développement régional ; pactes pour l'emploi des jeunes ; contrats emploi-formation - (p. 6068) : réforme de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) en 1980 ; renforcement de ses moyens ; subvention de fonctionnement - Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; augmentation de la subvention - Renforcement des actions et des crédits de formation professionnelle ; programme d'action prioritaire du VIII[e] Plan - Adaptation à l'avenir - Possibilité de développement dans de nouveaux secteurs industriels - Achat de matériel français - Adaptation de l'économie nationale

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6166, 6167) : importance du texte - Problèmes des accidents de trajet et de l'intervention des caisses de sécurité sociale - Maintien de l'assimilation accident de trajet et accident du travail pour la réparation financière - Problème juridique et existence d'une différence entre accident de trajet et accident du travail ; sécurité sociale, accord sur la mensualisation - (p. 6170) : maintien de la solidarité sociale - Victimes d'un accident de trajet ; priorité à la formation et au reclassement.

Art. 1 (p. 6168) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet) - (p. 6171) : accepte l'amendement n° 4 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (compensation du préjudice de la perte de l'emploi consécutive à un accident du travail, maintien des avantages consentis par voie conventionnelle ou contractuelle) - Sous-amendement n° 7 du gouvernement : maintien des avantages de même nature prévus par des dispositions conventionnelles ou contractuelles ; adopté - (p. 6172) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 6 de MM. François Dubanchet et Pierre Vallon soutenu par M. Jacques Mossion (paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés - Amendement n° 1 du gouvernement : refus de l'employeur de reclasser le salarié en cause ou de lui verser l'indemnité ; définition d'une sanction ; adopté - (p. 6173) : accepte l'amendement n° 5 de MM. Jean Chérioux et Louis Sallenave (non application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident survenu ou d'une maladie ou contractée au service d'un autre employeur.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** - *Deuxième lecture* [n° **122 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6174) : qualité du travail de la commission des affaires sociales et de l'ensemble de la Haute assemblée - Utilisation par la loi du 16 janvier 1979 instituant le nouveau régime d'indemnisation du chômage des termes « volontairement privés d'emploi ».

Art. 1 : (p. 6174, 6175) s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la Commission des affaires sociales n° 2 (application du texte aux « salariés privés d'emploi ») et n° 1 (bénéficiaires du texte et mise à disposition immédiate des droits à participation des salariés au fruit de l'expansion des entreprises) - Utilisation par la loi du 16 janvier 1979 instituant le nouveau régime d'indemnisation du chômage des termes « volontairement privés d'emplois.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **154 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6394) : aspirations des travailleurs et développement du travail à temps partiel - Elimination des blocages existants - Prend acte de la modification par les assemblées des seuils sociaux.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'accidents du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **200 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6564) : demande l'adoption du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement du Gouvernement.

Art. 1 : amendement n° 1 du Gouvernement : exclusion du bénéfice du projet des victimes d'accidents de trajet ; adopté avec l'ensemble du projet.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des Anciens combattants de 1914-1918 (n° **168**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. Débats 26 février 1980) - **Décorations.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **454** (23 octobre 1980) (p. 4010) à M. le ministre de la Santé et de la sécurité sociale : les **vaccinations (pénurie de vaccins anti-grippe)** - Retirée par son auteur (25 novembre 1980) (p. 5302).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980)(p. 4337, 4338) : industrie automobile : secteur à ne pas subventionner, ne pas conseiller ; non immiscion - Appréciation positive des grands constructeurs - France à la pointe de l'Europe dans la construction des petites et moyennes cylindrées - Créneau à exploiter de la voiture « de prestige » mais freiné par la taxe spéciale - Révision nécessaire de la fiscalité des cartes grises et des taux des vignettes - Concurrence des Etats-Unis ; production de voitures moyennes, unités de production en Europe - Exportation française ; progrès de l'industrie japonaise - Mesures de contingentement et perspectives d'exportation au Japon et au Sud-Est asiatique - Nécessité d'améliorer la productivité - Difficultés de la robotisation - Equipements étrangers des usines - Création nécessaire d'un bureau d'étude national, définition de ses tâches - Importance de l'automation - Rôle du gouvernement.

MEHAIGNERIE (Pierre), *ministre de l'agriculture* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2723** de M. **Pierre Jeambrun** : la **protection du gruyère de comté** (20 juin 1980) (p. 2902, 2903).

n° **2774** de M. **Pierre Jeambrun** : le **classement en zone défavorisée des cantons de Gendrey et de Montmirey** (20 juin 1980) (p. 2902).

n° **2808** de M. **Robert Laucournet** : la **situation des agents de service contractuels d'un collège agricole** (20 juin 1980) (p. 2903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980 - **Discussion générale** - (p. 335) : convergence des vues du Gouvernement et des divers rapporteurs - (p. 336) : transformation de l'agriculture française - Maintien d'une agriculture à base d'exploitations familiales - Extension de la superficie des exploitations - Modernisation - Progrès à l'exportation - Excédent agricole avec les pays de la CEE - Evolution vers la parité des avantages sociaux - Progression du pouvoir d'achat - Rapport de force entre l'industrie et l'agriculture - Augmentation des effectifs de l'enseignement agricole - Amélioration de la productivité et augmentation des consommations : énergie, engrais, machines - Augmentation du prix des terres agricoles - (p. 337) inégalité de progression des régions - Rôle de la politique agricole commune - Difficultés conjoncturelles : viande bovine - Conséquences de la crise de l'énergie - Augmentation nécessaire des prix agricoles et évolution du revenu des agriculteurs - Rôle des exportations agricoles pour le commerce extérieur de la France - Promotion des filières agro-alimentaires - (p. 338) : apport de l'agriculture à l'économie française au cours des dernières années - Agriculture et production d'énergie : la biomasse - Installation de jeunes agriculteurs - Notion de croisade technique - Création du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Problèmes de l'enseignement agricole féminin - Fonds de promotion des exportations - Nécessité de l'organisation économique :régionalisation des aides publiques - Notion de filière - Exigence de compétitivité - (p. 339) : aspect foncier du texte : installation des jeunes agriculteurs ; revalorisation de la retraite des exploitants agricoles - Maîtrise nécessaire de l'évolution des prix des terres agricoles : exemple des Etats-Unis - Institution d'un répertoire des terres agricoles - Prise en compte de l'indice agronomique - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Développement de l'accès aux formules locatives ; constitution de groupements fonciers agricoles (GFA) ; introduction des sociétés civiles de placement ; baux de carrière - Rôle des GFA mutuels - Création des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ; réponse aux critiques formulées - (p. 340) : législation sur les cumuls ; pluriactivité - Question sur les mesures d'accompagnement de la loi d'orientation, posée par M. *Michel Sordel* : mesures annoncées relatives aux investissements prioritaires - Enseignement et recherche ; réforme de l'Institut national de la Recherche agronomique (INRA) - Mise en valeur des ressources de la forêt et industries du bois - Programme d'énergie agricole verte - Création du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Bilan positif de la politique agricole commune.

Suite de la discussion (26 février 1980) (p. 394) : difficultés en matière de prix agricoles - Parallélisme souhaitable entre l'évolution des prix et celle des coûts de production - Prix des consommations intermédiaires et hausse du prix du pétrole - (p. 395) : rôle du Conseil supérieur d'Orientation de l'Economie agricole et alimentaire - Répartition des crédits publics entre les divers offices interprofessionnels - Accession à la propriété et fermage - Prix des terres agricoles et orientation de l'épargne vers l'agriculture - Avantages des groupements fonciers agricoles (GFA) - (p. 402) : répond à M. *Jacques Eberhard* sur le problème laitier : les stocks de poudre de lait

Suite de la discussion (27 février 1980) - (p. 445) : objectifs du projet et moyens financiers prévus : investissements ; indemnité spécifique de montagne (ISM) ; crédits d'orientation - (p. 446) : projet de loi d'orientation agricole et

contexte international et européen : besoins alimentaires des pays en voie de développement ; expansion raisonnée et réfléchie de la politique agricole au sein de la communauté européenne ; application de la préférence communautaire ; politique de quanta ; place de la France en matière agricole - Problème des prix agricoles : évolution des prix d'intervention - Objectifs économiques du projet : rôle du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire et du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires ; politique d'exportation - (p. 447) : élevage - Oléagineux - Recherche - Enseignement et formation - Dispositions foncières : contrôle de l'évolution des structures ; location des terres ; groupements fonciers agricoles (GFA) et appel public à l'épargne - Problème social : assainissement du régime de protection sociale agricole - (p. 448) : pluriactivité ; zones de montagne ; surface minimale d'installation (SMI) - Délais d'application de la loi ; application aux départements d'outre-mer (DOM) - Contraintes internationales - Révolution biologique - Notion de flexibilité et appel à l'initiative - Efficacité et justice

Intitulé avant l'art. I : accepte l'amendement N° I-14 de la commission des affaires économiques, (de forme ; « Titre I^er^ A *(nouveau)* - Orientation de la politique agricole ») - **Avant l'art. I** (p. 451) : demande le rejet de l'amendement N° I-112de M. Louis Minetti (politique agricole française et influence des décisions de la Communauté économique européenne) - **Art. 1** (p. 454) : fixation d'un prix minimum pour la production viticole - Octroi de la garantie de bonne fin - Autorisation de distillation - (p. 455) : aide du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) aux régions méditerranéennes - Développement de la production des fruits et légumes - Calamités naturelles et améliorations de l'indemnisation - Installation des jeunes agriculteurs et augmentation de l'indemnité viagère de départ - Mécanisation et recherche d'emplois non agricoles en milieu rural - SAFER et législation relative aux cumuls - Revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne - Développement de la pluriactivité et rôle du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - (p. 456) : à propos de la définition des objectifs et des politiques en matière agricole s'oppose à l'amendement N° I-75 de M. Maurice Janetti et accepte l'amendement N° I-15 de la commission des affaires économiques - Sur cet amendement N° I-15, sous-amendement N° I-180 du Gouvernement : prise en compte de la politique agricole commune ; adopté - (p. 457) : sur ce même amendement N° I-15 s'oppose au sous-amendement N° I-184 de M. Louis Minetti (détaxe des produits pétroliers destinés à l'agriculture) - S'oppose à l'amendement N° I-37 de M. Paul Jargot (garantie du revenu agricole et parité économique avec les revenus salariaux) - S'oppose à l'amendement N° I-66 de M. Roland du Luart (encouragement de l'initiative privée en matière agricole) - (p. 458) : s'oppose à l'amendement N° I-95 de M. Jacques Thyraud (respect de l'environnement et lutte contre la malnutrition) - S'oppose à l'amendement N° I-118 de M. Pierre Vallon (développement de l'agrobiologie et maintien de la productivité des sols) - (p. 459) : prise en compte des charges de production - Revenu agricole et contrainte du prélèvement pétrolier - Statistiques sur l'évolution de ce revenu - **Après l'art. 1** (p. 461) : accepte l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural) sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° I-182 du Gouvernement : suppression des dispositions encourageant le développement de la coopération agricole ; devenu sans objet - Sur ce même amendement, s'oppose aux sous-amendements N° I-67 de M. Roland du Luart (enseignement et conduite de l'exploitation), N° I-121 de M. Jean Cluzel (garantie de prix agricoles, notamment pour les éleveurs) et N° I-55 de la commission des affaires culturelles (objectifs prioritaires d'une politique d'enseignement, de formation permanente, de recherche et de développement) - (p. 462) : toujours sur cet amendement N° I-16, son sous-amendement N° I-181 : agriculture et respect des règles de concurrence ; adopté le 28 février 1980 - s'oppose au sous-amendement N° I-122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (politique sociale et parité avec les professions industrielles et commerciales) et accepte les sous-amendements identiques N° I-114 de M. Pierre Jeambrun soutenu par M. René Touzet et N° I-144 de M. Robert Schwint (promotion des produits agricoles de qualité) - Accepte l'amendement N° I-56 de la commission des affaires sociales (protection sociale et parité avec les autres catégories sociales) - (p. 463) : toujours sur cet amendement N° I-16, accepte le sous-amendement rédactionnel N° I-185 de la commission des lois et s'oppose aux sous-amendements identiques N° I-161 de M. Raymond Bouvier et N° I-139 de M. Jules Roujon (politique de développement régional pour les régions défavorisées) - (p. 464) : encore sur l'amendement N° I-16, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) et s'oppose au sous-amendement N° I-113 de M. Pierre Jeambrun, soutenu par M. René Touzet (charges d'exploitation et prix de revient et compensation des handicaps naturels) - (p. 465) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard N° I-38 (enseignement et moyens accordés à l'enseignement agricole public) et N° I-42 (politique de recherche fondamentale et rôle de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Enseignement agricole et généralisation du système de stages - Enseignement agricole féminin et critères d'agrément - (p. 466) : établissements d'enseignement agricole féminin et débouchés vers le secteur sanitaire, le commerce ou l'artisanat.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 476) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), s'oppose au sous-amendement N° I-94 de M. Jacques Thyraud (préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques) - S'oppose également au sous-amendement N° I-76 de M. Maurice Janetti (encouragement aux coopératives agricoles) - Suspension temporaire des aides accordées aux coopératives pour le stockage des céréales dans l'attente des conclusions des travaux de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) - Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - S'oppose à l'amendement N° I-170 de M. Henri Moreau (représentation du commerce de gros et de détail) - (p. 478) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques, soutient le sous-amendement N° I-192 du Gouvernement : organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation ; adopté - (p. 480) : coopération agricole - Diversité des entreprises de transformation : firmes multinationales et entreprises familiales - Développement de l'organisation interprofessionnelle des producteurs - (p. 481, 482) : prise en compte des contraintes spécifiques des coopératives agricoles - (p. 483) : s'oppose au sous-amendement N° I-93 de M. Jacques Thyraud (objectif d'amélioration de la qualité des terres) - S'oppose aux sous-amendements N° I-40 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (priorité pour l'acquisition des terres aux demandeurs français) et N° I-41 de M. Raymond Dumont (priorité pour l'attribution des terres aux jeunes exploitants familiaux) - (p. 484) : s'oppose au sous-amendement N° I-120 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (objectif de développement de la compétitivité des régions à fort rendement) - S'oppose au sous-amendement N° I-74 de M.Roger Rinchet, soutenu par M. René Chazelle (compensation pour les zones en difficulté) - Indemnité spéciale de montagne (ISM) - Zones de rénovation rurale - Pluriactivité - Cotisations au BAPSA - (p. 485) : s'oppose au sous-amendement N° I-135 de M. Adrien Gouteyron (politique en faveur des régions de montagne) - (p. 486) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° I-186 de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - Législation sur les cumuls - S'oppose à l'amendement N° I-17 de la commission des

affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), et au sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M.Michel Sordel (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) - **Art. 2** (p. 488) : s'oppose à l'amendement N° I-78 de M. Maurice Janetti (démocratisation et compétences nouvelles du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 490, 491) : sur la composition du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire, s'oppose aux amendements N° I-69 de M. Roland du Luart et N° I-187 de M. Louis Minetti (représentation des salariés agricoles) ; s'oppose également à l'amendement N° I-123 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (représentation de la commercialisation) des importateurs et des consommateurs) ; s'oppose également aux amendements N° I-61 de M. Paul Girod et N° I-116 de M. Henri Caillavet (représentation des organisations interprofessionnelles) ; accepte l'amendement N° I-18 de la commission des affaires économiques (représentation de la commercialisation et de la consommation) - (p. 492) : s'oppose à l'amendement N° I-156 de M. Jacques Verneuil, soutenu par M. Josy Moinet (représentation des associations de protection de l'environnement) - Rôle des représentants des consommateurs - (p. 493) : s'oppose à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (pouvoir de délibération du Conseil supérieur d'orientation) - Composition et rôle du Conseil supérieur d'orientation - (p. 494) : s'oppose à la nouvelle rédaction de l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (rôle consultatif et pouvoirs de délibération du Conseil supérieur d'orientation) - Consultation du Conseil supérieur et compétence budgétaire du Parlement - Rôle de la Commission nationale technique - (p. 495) : s'oppose à l'amendement N° I-77 de M. Maurice Janetti (compétence en matière d'organisation du marché) - Amendement N° I-162 du Gouvernement : compétence en matière de reconnaissance des groupements de producteurs ; retiré - (p. 496) : s'oppose à l'amendement N° I-20 de la commission des affaires économiques (compétence du Conseil supérieur d'orientation sur les règles de mise en marché et sur la reconnaissance d'organisations interprofessionnelles) - (p. 497) : compétence du Conseil supérieur d'orientation en matière d'organisation de la production et rôle des institutions interprofessionnelles, abordé par M. Josy Moinet - S'oppose à l'amendement N° I-43 de M. Jacques Eberhard (contrôle du Conseil supérieur d'orientation sur l'évolution des charges de production) - (p. 498) : s'oppose aux amendements N° I-5 de M. Roland Boscary-Monsservin (valeur des avis et recommandations du Conseil supérieur), N° I-169 de M. Paul Girod (pouvoir d'arbitrage du Conseil supérieur) et N° I-128 de M. Jean-Paul Hammann (avis et délibérations du Conseil supérieur) - (p. 499) : inconvénients de la publication des délibérations du Conseil supérieur - **Après l'art. 2** (p. 500) : demande le retrait des amendements N° I-146 et N° I-147 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenus par M. Lionel de Tinguy (agriculture biologique : création d'un institut de recherche et réglementation des conditions de production,de transformation et de commercialisation) - S'oppose à l'amendement N° I-82 de M. Maurice Janetti (transmission des programmes régionaux d'orientation au Parlement) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-81 de M. Maurice Janetti (prise en compte des disparités du revenu agricole) - **Art. 2** *ter* (p. 502) : s'oppose à l'amendement N° I-173 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Charles Beaupetit (aides de l'Etat et souscription de contrats) - (p. 503) : aides de l'Etat : conditions d'attribution des crédits d'orientation ; nécessité de l'organisation des producteurs - Accepte l'amendement N° I-22 de la commission des affaires économiques (aides de l'Etat aux pròducteurs organisés) - S'oppose à l'amendement N° I-45 de M. Louis Minetti (aides de l'Etat et droits des petits producteurs) - S'oppose également à l'amendement N° I-84 de M. Maurice Janetti (critères d'aides de l'Etat et notion de progressivité) - Durée prévisible des délais nécessaires - S'oppose à l'amendement N° I-23 de la commission des affaires économiques (délibération du conseil supérieur sur l'affectation des aides de l'Etat) - S'oppose à l'amendement N° I-127 de M. Maurice Janetti (contrôle de l'autorité administrative sur l'affectation des aides de l'Etat) - (p. 504) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-85 de M. Maurice Janetti (différenciation et plafonnement des aides de l'Etat) - **Art. 2** *quater* (p. 505) : s'oppose à l'amendement N° I-86 de M. Maurice Janetti (suppression de cet article relatif à l'extension de tout ou partie des règles édictées par les comités économiques agricoles) - (p. 506) : s'oppose à l'amendement N° I-124 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Lionel de Tinguy (compétence des comités économiques agricoles en matière d'importations) - S'oppose aux amendements N° I-46 de M. Louis Minetti (conditions d'extension des règles d'organisation des marchés) et N° I-6 de M. Roland Boscary-Monsservin (conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° I-25 de la commission des affaires économiques et accepte l'amendement N° I-26 de la même commission (conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements) - (p. 507) : accepte l'amendement N° I-142 de M. Jean-Paul Hammann (délai laissé à l'autorité administrative pour se prononcer sur la demande d'extension) - Règles de l'interprofession : délai de réponse ; acceptation ou rejet - Demande le retrait de l'amendement N° I-151 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy (non-application des règles édictées aux producteurs agro-biologistes) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 508) : s'oppose à l'amendement N° I-71 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (programmes de production annuels ou pluriannuels pour les producteurs non-organisés) - S'oppose à l'amendement N° I-87 de M. Maurice Janetti (contrat d'intégration et caution de l'industriel ou du commerçant) - **Art. 3 A** (p. 509) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques N° I-27 de la commission des affaires économiques, N° I-62 de M. Paul Girod, N° I-88 de M. Maurice Janetti,N° I-102 de la commission des finances et N° I-174 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs) - **Après l'art. 3 A :** s'oppose à l'amendement N° I-47 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Louis Minetti (aides particulières aux coopératives) - **Avant l'art 3 :** s'oppose à l'amendement N° I-48 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Louis Minetti (extension des compétences du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 510) : demande le retrait de l'amendement N° I-168 de M. Paul Girod (dispositions fiscales et départ à la retraite des exploitants agricoles) - Imposition au forfait et imposition au bénéfice réel - Taxation du produit de la cession - Risque de fraude - Possibilité d'un abattement sur les recettes de la dernière année d'activité : circulaire administrative prévue - **Art. 3** (p. 511) : s'oppose à l'amendement N° I-176 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (rôle du fonds de promotion sur le marché intérieur) - (p. 512) : s'oppose aux amendements N° I-49 de M.Jacques Eberhard, soutenu par M. Louis Minetti (financement du fonds de promotion par une taxe parafiscale), N° I-175 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (gestion du fonds par secteur de produits) et N° I-117 de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations) - (p. 513) : financement des organismes de promotion allemand et hollandais par des cotisations professionnelles ; impossibilité d'un financement par la taxation des produits importés, incompatible avec les dispositions du Traité de Rome - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-197 de la commission des affaires économiques (prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles et interprofessionnelles à la promotion des exportations) - (p. 514) : sur la procédure de recouvrement des cotisations professionnelles impayées, s'oppose à l'amendement N° I-7de M. Roland Boscary-Monsservin ; accepte l'amendement

N° I-28 de la commission des affaires économiques, sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° I-198 du gouvernement : possibilité de recouvrement par l'interprofession ; adopté - **Art. 4** (p. 515) : s'oppose à l'amendement N° I-50 de M. Louis Minetti (création d'offices nationaux ou régionaux interprofessionnels) - Accepte l'amendement N° I-196 de la commission des affaires économiques (organisations interprofessionnelles) - (p. 517) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° I-92 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Henri Tournan (conditions de représentativité des groupements de producteurs) - (p. 518) : s'oppose à l'amendement N° I-154 de M. France Léchenault, soutenu par M. Paul Girod (groupement des producteurs et critères de qualité des produits) - Sur les dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige, accepte l'amendement N° I-108 de MM. Henri Caillavet et Etienne Dailly, soutenu par M. Paul Girod ; sur cet amendement, sous-amendement N° I-164 du gouvernement : exécution de la sentence arbitrale et compétence des juridictions de l'ordre judiciaire ; adopté - S'oppose à l'amendement N° I-90 de M. Félix Ciccolini soutenu par M. Henri Tournan (procédure d'arbitrage) - S'oppose à l'amendement N° I-51 de M. Louis Minetti (arbitrage du ministre compétent) - Demande le retrait de l'amendement N° I-149 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Adolphe Chauvin (agrobiologistes : possibilité d'interprofessions) - **Art. 5** (p. 520) : s'oppose aux amendements identiques N° I-52 de M.Louis Minetti et N° I-179 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (suppression de cet article relatif à l'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue) - Efficacité des interprofessions - Exemple du secteur viticole, des fruits et légumes, des conserves - S'oppose à l'amendement N° I-53 de M. Louis Minetti (suppression de la référence aux règles de la CEE) - (p. 521) : accepte l'amendement N° I-34 de la commission des affaires économiques (définition à chacun des niveaux de la filière des conditions de paiement) - Accepte les amendements identiques N° I-155 de M. France Léchenault et N° I-109 de M. Henri Caillavet, soutenus par M. Paul Girod (rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits) - Accepte l'amendement N° I-193 de la commission des affaires économiques (réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée) et, sur cet amendement, le sous-amendement N° I-194 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (produits d'appellation d'origine contrôlée et organisation interprofessionnelle spécifique antérieure) - (p. 522) : accepte l'amendement rédactionnel N° I-35 de la commission des affaires économiques - S'oppose à l'amendement N° I-132 de M. Jean-Paul Hammann (délai de réponse en matière d'interprofession) - S'oppose à l'amendement N° I-191 de la commission des affaires économiques (non-application de l'ordonnance du 30 juin 1945 et de la loi de 1977sur les ententes, aux accords interprofessionnels agricoles) - Régularisation des prix ; règles de la concurrence ; prix minimum - **Après l'art. 5** (p. 523) : s'oppose aux amendements identiques N° I-138 de MM. Pierre Labonde et Serge Mathieu, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et N° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann (cotisations sur les produits importés) - **Art. 6** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-131 de M. Jean-Paul Hammann (recouvrement par l'interprofession des cotisations et des amendes) - Amendement N° I-73 du gouvernement : référence aux dispositions du code rural relatives à la procédure d'opposition ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 524) : s'oppose à l'amendement N° I-54 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Louis Minetti (prêts spéciaux pour l'installation des jeunes agriculteurs) - S'oppose à l'amendement N° I-143 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Henri Tournan (procédure du contrat d'intégration).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 531) : s'oppose à l'amendement N° II-3 de M. Paul Jargot soutenu par M. Raymond Dumont (affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et critère des revenus non agricoles) - (p. 532) : s'oppose à l'amendement N° II-79 de M. Robert Schwint, (exercice à titre exclusif ou principal de la profession agricole et affiliation au régime de protection sociale) et demande le retrait de l'amendement N° II-62 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard soutenu par M. Adolphe Chauvin (dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles) - Accepte l'amendement de coordination N° II-89 de la commission des affaires sociales - (p. 534) : sur l'affiliation dérogatoire et l'avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole, accepte l'amendement N° II-18 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement N° II-57 de M. Albert Sirgue - Accepte la première partie de l'amendement N° II-110 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Adolphe Chauvin, et transformée en sous-amendement à l'amendement N° II-18 de la commission des affaires sociales (cas particulier des zones de montagne) - *Art. 1106-1-1 du code rural* (p. 536) : accepte l'amendement N° II-25 de la commission des affaires sociales (réduction notable de l'activité agricole et décision de maintien de l'affiliation) et s'oppose à l'amendement N° II-43 de M. Roland du Luart soutenu par M.Yves Durand (pluri-activité et détermination de l'assiette des cotisations) - *Art. 1003-7-1* (p. 538, 539) : à propos de l'importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-SMI, s'oppose à l'amendement N° II-98 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Jacques Braconnier et accepte l'amendement N° II-20 de la commission des affaires sociales, sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° II-86 du gouvernement : alignement sur la valeur moyenne des cotisations ; adopté - Accepte l'amendement N° II-96 de MM. Jean-Paul Hammann et Pierre Labonde, soutenu par M. Jacques Braconnier (cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles) - (p. 541) : accepte l'amendement N° II-21 de la commission des affaires sociales (cotisations de solidarité versées par les personnes non affiliées au régime agricole) et s'oppose à l'amendement N° II-49 de MM. Louis Virapoullé et Baudouin de Hauteclocque (suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole) - Pluri-activité et paiement des cotisations sociales - S'oppose à l'amendement N° II-42 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Yves Durand (création d'un régime d'indemnités journalières pour les exploitants agricoles) - **Après l'art. 7** (p. 542) : s'oppose à l'amendement N° II-4 de M. Paul Jargot (définition de la pluri-activité dans les zones de montagne et de piémont ; critère de la durée du travail agricole) - (p. 543) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-50 de M. Robert Schwint (suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public) - **Art. 7** *bis* (p. 544) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-53 de la commission des finances (assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables) - Inventaire des terres incultes récupérables et responsabilité des élus locaux - **Après l'art. 7** *bis* (p. 545) : s'oppose à l'amendement N° II-45 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Robert Schwint (définition de la pluri-activité ; critère de résidence dans une zone défavorisée et de la durée du travail consacrée à ces activités) - **Art. 8** (suite) (p. 547) : s'oppose à l'amendement N° II-6 de M. Raymond Dumont (suppression de cet article concernant les conditions d'affiliation au régime agricole) - (p. 548) : accepte l'amendement d'harmonisation N° II-23 de la commission des affaires sociales - Accepte l'amendement de coordination N° II-24 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement N° II-54 de la commission des finances (suppression des dispositions de cet article concernant la durée d'activité pour le versement de la retraite pour le régime agricole) - **Après l'art. 7** *(suite)* (p. 549) : oppose l'exception d'irrecevabilité aux termes de l'article 48, alinéa 3 du réglement à l'amendement N° II-50 de M. Robert Schwint - **Art. 9** (p. 552) : parité sociale en

matière agricole et évolution des retraites - Qualité du rapport cotisations sociales-prestations - Programmes locatifs et allocation logement - Amélioration de la condition des personnes âgées en milieu rural - Retraite et étude de la mutualité sociale agricole ; notion du revenu brut des actifs et égalité des prestations - Contradiction entre régime de retraite complémentaire et imposition au bénéfice réel ; attente des conclusions du comité d'études fiscales - (p. 553) : détermination de l'âge donnant droit à la retraite pour la conjointe de l'exploitant - Cumul entre retraite de base, retraite complémentaire, fonds national de solidarité et poursuite de l'exploitation agricole - Lien entre politique sociale et problèmes fonciers structurels ; le versement d'une indemnité viagère de départ équivalente à la retraite à 60 ans - (p. 554) : s'oppose à l'amendement N° II-7 de M. Fernand Lefort (détermination des droits à la retraite pour l'exploitant et sa conjointe).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : demande le retrait de l'amendement N° II-58 de M. Albert Sirgue (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes sociaux) - Accepte l'amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparables) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements N° II-112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (revalorisation des retraites et participation de l'Etat pour la compensation démographique) et N° II-48 de M. Michel Moreigne, soutenu par M. Robert Schwint (paritarisme pour le remplacement et l'aide à domicile) - (p. 563) : accepte l'amendement de forme N° II-93 de la commission des affaires sociales - (p. 565) : s'oppose à l'amendement N° II-55 de la commission des finances (harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application) - (p. 566) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° II-115 de M. Abel Sempé (conditions d'attribution de la retraite de base pour les rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer réinstallés en métropole) - S'oppose également aux amendements N° II-59 de M. Albert Sirgue (conditions d'attribution de la retraite forfaitaire intégrale) et N° II-65 de M.Pierre Ceccaldi-Pavard (création d'un régime de retraite complémentaire facultative) - (p. 567) : évolution de la retraite de base par rapport à l'allocation aux vieux travailleurs salariés - Revalorisation de la retraite proportionnelle - (p. 569) : régime de retraite complémentaire et faiblesse du nombre d'assuré - Oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° II-63 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant) et N° II-8 de M. Pierre Gamboa (parité de la majoration des pensions vieillesse pour les retraités agricoles invalides) - (p. 570) : accepte l'amendement N° II-27 de la commission des affaires sociales (conditions d'application et de calcul des retraites ; durée d'activité et « proratisation » de la retraite forfaitaire) - (p. 571) : s'oppose à l'amendement N° II-47 de M. Roger Rinchet (maintien des droits à la retraite de base, à titre transitoire, dans les zones de montagne) (p. 572) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° II-60 de M. Albert Sirgue (pluriactivité et cotisations au régime agricole : droit à la retraite proportionnelle) - (p. 573) : demande le retrait de l'amendement N° II-61 de M. Albert Sirgue (suppression des dispositions de cet art. déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations) - (p. 574) : situation des aides familiaux et des épouses et inadaptation des « cotisations cadastrales » - Rééquilibre nécessaire entre cotisations de base et cotisations complémentaires - (p. 575) : fixation par décret des taux de cotisation - Etude comparative entre l'évolution des cotisations et les revenus bruts d'exploitation - (p. 576) : amendement N° II-114 du Gouvernement : suppression des dispositions de cet art. concernant la retraite forfaitaire attribuée aux agriculteurs à titre secondaire ; adopté - Accepte l'amendement N° II-29 de coordination de la commission des affaires sociales - (p. 577) : à propos du droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à 55 ans, demande le retrait de l'amendement N° II-9 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Raymond Dumont et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-87 de la commission des affaires sociales - S'oppose à l'amendement N° II-82 de M. Robert Schwint (transfert des droits sur le conjoint survivant poursuivant l'exploitation) - (p. 577) : surface de l'exploitation affectée d'un coefficient, base des cotisations fixées par décret - Prise en compte, entre autres, du revenu brut d'exploitation et du revenu cadastral - **Après l'art. 9** (p. 578) : en ce qui concerne le bénéfice des prestations d'invalidité pour les conjoints d'exploitants participant effectivement aux travaux, demande le retrait des amendements N° II-66 de M. Pierre Sallenave et N° II-80 de M. Robert Schwint - **Art. 10** (p. 579) : s'oppose à l'amendement N° II-10 de M. Gérard Ehlers soutenu par M. Raymond Dumont (temps de travail des salariés agricoles et fixation par voie conventionnelle) - **Art. 11** : Accepte l'amendement de forme N° II-94 de la commission des affaires sociales - **Art. 12** (p. 580) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales N° II-95 de forme et N° II-30 de coordination - Paritarisme des commissions d'hygiène et de sécurité et libre choix laissé aux conventions collectives et aux partenaires sociaux - **Art. 13** (p. 582) : accepte les amendements identiques N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-11 de M. Charles Lederman, II-31 de la commission des affaires sociales et II-37 de la commission des lois - (suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles) - Qualité du statut des femmes des agriculteurs - Problème du mandat réciproque pour la gestion d'exploitations et de la participation aux organismes professionnels - Différence de degré dans la participation des femmes à l'exploitation - Statut de coexploitant agricole adopté par l'Assemblée nationale ; obstacles juridiques créés - (p. 583) : nécessité de régler le problème juridique de l'égalité des droits et des responsabilités des deux époux - (p. 585) : accepte l'amendement N° II-32 de la commission des affaires sociales - (suppression des dispositions de cet art. concernant le statut des époux coexploitants agricoles) - A propos des principes et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole, accepte l'amendement N° II-108 de M. Raymond Bouvier et s'oppose à l'amendement N° II-12 de M. Charles Lederman - S'oppose également à l'amendement N° II-104 de M. Jean-Paul Hammann (statut des époux participant en commun à la mise en valeur de l'exploitation) - (p. 587) : sur l'amendement N° II-108, accepte le sous-amendement N° II-117 de la commission des lois (absence de prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration) - (p. 588) : accepte l'amendement N° II-2 de la commission des affaires économiques (suppression des dispositions de cet art. concernant l'exercice d'activités agricoles distinctes par les deux époux) - S'oppose à l'amendement N° II-109 de M. Geoffroy de Montalembert (suppression des dispositions de ces art. concernant la co-titularité du bail d'exploitation agricole) - (p. 590) : accepte l'amendement N° II-38 de la commission des lois (cotitularité du bail d'exploitation agricole) - Accepte l'amendement N° II-34 de la commission des affaires sociales (participation de la femme aux organismes professionnels de coopération, de mutualité ou de crédit) - **Après l'art. 13** (p. 591) : oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux) et N° II-15 de M. Gérard Ehlers soutenu par M. Charles Lederman (allocation maladie par référence avec les indemnités journalières des salariés) - (p. 592, 593) : oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau soutenus par M. Charles Lederman N° II-16 (identité du repos pré et post-natal avec celui des femmes salariées)et N° II-17 (bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé) - (p. 594) : oppose l'art. 40 de la Constitution à

l'amendement N° II-81 de M. Robert Schwint (couverture partielle des frais de remplacement en cas de maladie ou d'incapacité temporaire) - S'oppose à l'amendement N° II-106 de M. Paul Jargot (mise à parité avec le régime général pour le bénéfice des aides ménagères et familiales à domicile) - **Art. 13** *bis :* accepte l'amendement N° II-35 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de cet art. prévoyant un décret en Conseil d'Etat) - (p. 595) : à propos de la mise à égalité des époux coexploitants et des époux exploitants séparément une exploitation, s'oppose à l'amendement N° II-40 de M. René Touzet et accepte les amendements identiques N° II-68 de M. Guy Robert et N° II-105 de M. Jean-Paul Hammann - **Avant l'art. 14** (p. 595) : accepte l'amendement N° III-75 de la commission des lois : (application du droit commun pour les contrats d'échange) - (p. 597) : accepte l'amendement N° III-144 de M. René Touzet et Charles Beaupetit (composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier ») - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-347 de M. Bernard Legrand (participation des présidents des syndicats d'exploitants agricoles et des jeunes agrculteurs) - Capitalisation du secteur agricole ; montant du revenu disponible - Maîtrise des coûts - Accroissement de l'indemnité viagère de départ (IVD) - **Art. 14** (p. 602) : amendement N° III-301 du gouvernement : principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles ; adopté le 5 mars 1980 - (p. 603) : délai de mise en place du répertoire des valeurs des terres agricoles - (p. 609) : moralisation du marché foncier ; la non-harmonisation du revenu cadastral - Fixation de la valeur vénale des terres au niveau régional - Nécessaire amélioration du revenu cadastral - (p. 610) : classification par groupe de parcelles - Prise en compte de la valeur vénale, des baux et du rendement au niveau départemental pour le répertoire de la valeur des terres - Catégories de classes de terres établies expérimentalement en Ille-et-Vilaine et dans l'Orne - Sur l'amendement N° III-301 du gouvernement, accepte le sous-amendement N° III-320 de M. Jacques Thyraud, repris par la commission des lois (référence à la valeur vénale moyenne des terres), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-321 de la commission des lois (calcul, au niveau communal, des indices de rendement) et s'oppose au sous-amendement N° III-323 de la commission des lois (composition de la commission communale) - Accepte l'amendement N° III-292 de M. Raymond Bouvier (utilisation, à titre transitoire, d'un barême des prix moyens pratiqués par la SAFER) - S'oppose aux amendements N° III-145 de M. Roland du Luart (répertoire du marché des terres agricoles et amélioration de la connaissance statistique de ce marché), N° III-298 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin, soutenu par M. Paul Pillet (suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles), N° III-168 de M. Franck Sérusclat (composition paritaire des commissions communales ou intercommunales) et N° III-147 de M. Roland du Luart (valeur d'utilisation des bâtiments agricoles) - Au sujet de la détermination de la valeur agronomique des terres agricoles, s'oppose aux amendements N° III-7 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° III-167 de M. Franck Sérusclat - Demande le retrait des amendements N° III-149 de M. Paul Girod (établissement de classes de terres en fonction de leur valeur moyenne de référence), N° III-287 de M. René Tinant, soutenu par M. Paul Pillet (utilisation de la valeur vénale pour les successions, le statut du fermage et la révision des prix proposés par les SAFER) et N° III-291 de M. Raymond Bouvier (constitution de commissions intercommunales au niveau du canton ou de secteurs ruraux).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* : s'oppose à l'amendement N° III-175 rectifié de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique) - (p. 643) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) s'oppose au sous-amendement N° III-358 de M. Geoffroy de Montalembert (substitution de la notion de potentiel de productivité à celle de valeur de rendement), au sous-amendement N° III-167 de M. Franck Sérusclat (détermination de la valeur agronomique des terres agricoles), au sous-amendement N° III-147 de M. Roland du Luart (valeur d'utilisation des bâtiments agricoles) ainsi qu'au sous-amendement N° III-298 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin soutenu par M. Paul Pillet (suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles - (p. 644) : sur ce même amendement, accepte les sous-amendements N° III-357 de la commission des affaires économiques (valeur de rendement et références proposées par la commune ; composition de la commission communale) et N° III-353 de la commission des lois (demande des communes concernées et constitution de la commission intercommunale) ; s'oppose, par contre au sous-amendement N° III-354 de M. Louis Minetti (composition de la commission communale et majorité aux agriculteurs) - (p. 645) : mise à jour régulière du répertoire de la valeur des terres agricoles - **Après l'art. 14** (p. 647) : accepte l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-265 de M. Jean-Paul Hammann (exercice du droit de préemption par la SAFER et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat) - (p. 648) : sources statistiques des valeurs vénales - (p. 649) : sur le même amendement, sous-amendement N° III-360 du gouvernement : établissement du barème de référence à partir, « notamment », du prix moyen pratiqué par les SAFER ; adopté - (p. 651) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques N° III-20 qu'il accepte (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du Tribunal de Grande Instance), son sous-amendement N° III-355 : saisine du Tribunal de Grande Instance pour dépassement exagéré de prix ; devenu sans objet le 6 mars 1980 - Sur ce même amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-311 de M. Louis Minetti (saisine du Tribunal paritaire des baux ruraux) - (p. 655) : s'oppose à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du Tribunal de Grande Instance) - (p. 661) : caractère dérogatoire de la législation concernant les SAFER - Prix manifestement exagérés et renversement de la charge de la preuve.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 672) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), s'oppose au sous-amendement N° III-73 de M. Paul Malassagne : (fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire) - Décision du tribunal et maintien de la procédure d'appel - Caractère non obligatoire de l'expertise contradictoire - (p. 674) : révision du prix ; le maintien du droit privilégié du fermier par rapport à la SAFER - (p. 677) : sur l'amendement N° III-20, accepte le sous-amendement N° III-361 de la commission des lois (vente publique et maintien du droit de préemption du preneur) - (p. 678) : sur ce même amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-251 de M. Franck Sérusclat (retrait de la vente du bien par le vendeur, avant la saisine du juge, et maintien du droit de préemption en cas de remise en vente) - (p. 678) : sur l'amendement N° III-20, accepte le sous-amendement N° III-286 de M. Geoffroy de Montalembert (adjudication ou volonté d'un indivisaire d'acquérir le bien indivis et absence de droit de préemption de la SAFER) - Accepte l'amendement N° III-144, précédemment réservé, de MM. Charles Beaupetit et René Touzet (composition de la commission départementale d'aménagement foncier) - **Art. 14** *bis* (p. 681) : amendement N° III-350 du Gouvernement, identique aux amendements III-78 de la commission des lois, III-134 de M. Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune et III-176 de M. Roland

Boscary-Monsservin : suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural ; adopté - **Avant l'art. 15** : s'oppose à l'amendement N° III-9 de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux et indication des servitudes et de la situation des biens au regard des documents d'urbanisme) - **Art. 15** (p. 683) : s'oppose à l'amendement N° III-56 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée) - (p. 684) : caractère d'aide publique des prêts bonifiés - (p. 685) : amendement N° III-328 du Gouvernement : refus d'octroi de prêts bonifiés et supériorité de la valeur de cession sur la valeur vénale ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements N° III-79 de la commission des lois (octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée) et N° III-274 de M. Paul Girod (diminution du montant du prêt bonifié en fonction de l'importance de l'écart entre valeur vénale et prix de cession) - **Après l'art. 15** (p. 686) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° III-57 de M. Jacques Eberhard (démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des SAFER) - S'oppose à l'amendement N° III-151 de M. Paul Girod (obtention de prêts du Crédit agricole et conditions de financement des droits ou parts de sociétés agricoles) - (p. 687) : accepte les amendements identiques N° III-246 de M. François Giaccobi et N° III-117 de M. Henri Caillavet, soutenus par ce dernier (imposition foncière et privilège fiscal accordé aux terres plantées de haies) - **Art. 16** (p. 690) : amendement N° III-313 du Gouvernement : critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; rejeté - S'oppose à l'amendement N° III-254 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. André Barroux (succession ou donation et exercice du droit de préemption des SAFER sur la part de l'exploitation excédant la superficie prévue par la loi sur les cumuls) - Accepte la première partie de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) et accepte partiellement l'amendement N° III-261 de M. France Léchenault (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; possibilité pour les cohéritiers d'exiger le choix de la valeur de rendement) - (p. 691) : efforts du Gouvernement en faveur des jeunes agriculteurs - (p. 692) : mise en place d'un comité d'études fiscales - (p. 695) : oppose l'art. 40 de la Constitution au 2° de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques - **Art. 17** (p. 697) : amendement N° III-363 du gouvernement : succession agricole et ordre de priorité entre le GFA, l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété ; adopté - (p. 698) : s'oppose à l'amendement N° III-59 de M. Paul Jargot ayant le même objet que l'amendement N° III-363 - Accepte l'amendement N° III-364 rédactionnel de la commission des affaires économiques - (p. 700) : sur l'amendement N° III-82 de la commission des lois qu'il accepte (critères de désignation de l'attributaire par le tribunal), accepte le sous-amendement N° III-294 de MM. René Tinant et Paul Jargot (succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers) - (p. 701) : accepte l'amendement N° III-83 de la commission des lois (constitution d'un GFA et versement de soultes aux cohéritiers non participants) - (p. 702) : accepte l'amendement N° III-84 de la commission des lois (signature de l'acte constitutif du GFA et des baux à long terme et caractère parfait du partage) et s'oppose à l'amendement N° III-234 de M. Geoffroy de Montalembert (suppression des dispositions de cet art. prévoyant la signature simultanée du partage, de l'acte constitutif du GFA et du bail à long terme) - **Après l'art. 17** (p. 703) : accepte l'amendement de coordination N° III-365 de la commission des affaires économiques (application au gratifié des dispositions concernant les successions des biens agricoles) - (p. 704) : accepte l'amendement N° III-275 de M. Paul Girod (application des dispositions concernant les successions des biens agricoles aux sociétés à objet exclusivement agricole constituées entre agriculteurs) - **Art. 18** (p. 707) : s'oppose à l'amendement N° III-85 de la commission des lois (bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale) - Sur le même sujet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres - (p. 709) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-233 de M. Geoffroy de Montalembert (mise à disposition par priorité des bâtiments d'exploitation et d'habitation) - Amendement rédactionnel N° III-303 du gouvernement ; adopté - S'oppose à l'amendement N° III-10 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (bénéfice de l'attribution préférentielle en jouissance en faveur du conjoint survivant, de l'aide familiale ou de l'associé d'exploitation) - (p. 710) : s'oppose à l'amendement N° III-156 de M. Roland du Luart soutenu par M. Alfred Gérin (droit pour les bailleurs d'exiger la cession des bâtiments au bénéficiaire de l'attribution préférentielle) - Accepte le sous-amendement N° III-233 repris par la commission des affaires économiques - S'oppose à l'amendement N° III-304 de M. Jean-Paul Hammann (suppression des dispositions de cet art. concernant la valeur patrimoniale du droit au bail) - Amendement N° III-317 du gouvernement : évaluation des terres et prise en compte éventuelle de la valeur patrimoniale du droit au bail ; adopté - Accepte l'amendement N° III-27 de la commission des affaires économiques (prise en compte de l'existence du bail dans l'évaluation des terres) - S'oppose à l'amendement N° III-141 de MM. René Touzet et Charles Beaupetit soutenu par M. Paul Girod (attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de 3 surfaces minimum d'installation (SMI).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : demande le retrait de l'amendement N° IV-22 de MM. Jacques Boyer-Andrivet et Jules Roujon rédactionnel, « aménagement foncier en milieu rural » - **Art. 29** (p. 720) : s'oppose à l'amendement N° IV-29 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Henri Tournan (détermination des orientations générales de maîtrise de l'espace rural par une loi d'orientation) - Accepte l'amendement N° IV-13 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (principaux objectifs de l'aménagement rural) - Sur l'amendement N° IV-13, sous-amendements N° IV-63, IV-64 du gouvernement : éléments pris en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme ; adoptés - (p. 722) : accepte l'amendement N° IV-14 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (consultation des services de l'Etat) - (p. 723) : accepte l'amendement N° IV-15 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles) et sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° IV-66 de M. Paul Jargot (participation des collectivités locales concernées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-31 de M. Henri Tournan (carte des terres agricoles établie dans chaque département) - S'oppose à l'amendement N° IV-32 de M. Henri Tournan (détermination d'un zonage indicatif par la carte des terres agricoles) - Demande le retrait de l'amendement N° IV-36 de M. Charles Beaupetit (consultation de la carte des terres agricoles avant les opérations susceptibles d'entraîner la réduction de l'espace agricole) - (p. 724) : demande le retrait de l'amendement N° IV-5 de la commission des affaires économiques (carte communale des sols) - **Art. 29** *bis* (p. 725) : accepte les amendements identiques N° IV-7 de la commission des affaires économiques et N° IV-16 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (suppression de cet art. dont les dispositions seront reprises plus loin) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 727) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° IV-65 de la commission des affaires économiques (dispositions du code civil concernant les dommages causés par des nuisances dues à une activité agricole) et N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de

l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles) - Sur l'amendement N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné, s'oppose au sous-amendement N° IV-49 de M. Paul Jargot (permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole) - (p. 730) : s'oppose à l'amendement N° IV-50 de M. Jean-Paul Hammann (installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols) - **Art. 30** *bis* (p. 731) : accepte l'amendement N° IV-8 de la commission des affaires économiques (part de surface agricole affectée à l'urbanisation de réserves foncières) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 51 de M. Paul Jargot (part de zones d'activités artisanales ou industrielles) - Accepte l'amendement N° IV-18 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (éléments à prendre en considération à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement) - (p. 732) : s'oppose à l'amendement N° IV-60 de M. Henri Tournan (avis de la commission départementale des structures et de la commission communale de l'aménagement foncier à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement) - **Après l'art. 30** *bis* (p. 732) : accepte l'amendement N° IV-19 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (prolongation du délai pendant lequel les SAFER peuvent conserver les biens acquis) - **Art. 31** (p. 734) : sur la protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages de projets d'aménagements importants, s'oppose à l'amendement N° IV-57 de M. Paul Jargot et à l'amendement N° IV-40 de M. Jean Cauchon ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-20 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné - (p. 735) : accepte l'amendement N° IV-21 de la commission des lois soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, dans le cas de déséquilibre de l'exploitation) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° IV-9 de la commission des affaires économiques (priorité d'attribution sur l'ensemble du territoire) - Amendement N° IV-62 de forme du gouvernement : adopté - S'oppose à l'amendement N° IV-59 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Hubert d'Andigné (conditions d'exécution des travaux de remembrement en cas de création d'autoroutes) - **Après l'art. 31** (p. 736) : demande le retrait de l'amendement N° IV-33 de M. Jean Nayrou soutenu par M. René Chazelle (création d'un fonds régional d'aménagement et d'expansion de la montagne) - Demande le retrait de l'amendement N° IV-47 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics) - **Art. 31** *bis* (p. 737) : accepte l'amendement de forme N° IV-10 de la commission des affaires économiques - **Après l'art. 31** *bis* : s'oppose aux amendements identiques N° IV-41de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, et N° IV-52 de M. Jean-Paul Hammann soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (création de secteurs de réaménagement des structures agricoles) - (p. 738) : demande le retrait de l'amendement N° IV-53 de M. Paul Jargot : (priorité des aides publiques aux entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois) - (p. 739) : s'oppose à l'amendement N° IV-54 de M. Paul Jargot (marchés de travaux pouvant être attribués aux petites et moyennes entreprises locales).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Après l'art. 18** (p. 760) : demande le retrait de l'amendement N° III-152 de M. Paul Girod (étalement du paiement des droits de succession pour les cohéritiers de l'agriculteur bénéficiant d'un bail à long terme) - Cessibilité des parts des groupements fonciers agricoles (GFA) ; revenus du bail à long terme - Possibilité de paiement fractionné des droits de succession - **Art. 19** (p. 762) : accepte l'amendement N° III-87 de la commission des lois (nouvelle rédaction du texte proposé pour les troisième et quatrième alinéas de l'art. 832 du code civil relatif à l'attribution préférentielle) - Demande le retrait de l'amendement N° III-142 de M.René Touzet, soutenu par M. Charles Beaupetit (délai pour le paiement de la soulte) - **Art. 20** (p. 763) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-32 de la commission des affaires économiques (délais accordés à l'héritier attributaire pour le paiement des soultes) - Accepte l'amendement de coordination N° III-88 de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° III-170 de MM. Roger Rinchet et René Chazelle, soutenu par M. Franck Sérusclat (conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne) - **Après l'art. 20** (p. 765) : sur les possibilités de sursis au partage pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ce délai, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° III-13 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° III-89 de la commission des lois - **Art. 21** (p. 766) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-136 de M. Charles-Edmond Lenglet (égalité des droits au salaire différé pour tous les héritiers travaillant ou ayant travaillé sur l'exploitation) - **Art. 21** *bis* (p. 769) : problèmes de fond posés par cet art. : nécessité de capitaux extérieurs pour réduire l'endettement des agriculteurs - Rôle des groupements fonciers agricoles : GFA mutuels - Nantissement des parts de GFA et mobilité nécessaires des parts - Rôle des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) - Distinction entre les SCPI et les sociétés agricoles d'investissement foncier (SAIF) : possibilité pour l'exploitant de racheter les parts des GFA ; accession progressive à la propriété - Statut du fermage et baux de carrière - (p. 770) : rendement limité des SCPI et placement de sécurité - Sur l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA), sous-amendements du gouvernement N° III-348 : rétablissement de l'agrément pour les SCPI ; adopté ; et N° III-362 : traitement fiscal des parts de GFA détenues par une société civile ; adopté - Possibilité de nantissement des parts de GFA, sans monopole du Crédit agricole - (p. 777) : agrément des SCPI par les ministres de tutelle - Possibilité pour les agriculteurs d'accéder à la propriété ; prêts bonifiés - Dispositions de la loi du 31 décembre 1970 sur les sociétés civiles : registre tenu à la disposition des associés et des tiers - Rôle des GFA mutuels - Baux à long terme - Cas des fermiers contraints d'acheter leurs terres - Double vote des personnes physiques - Demande l'adoption de l'amendement N° III-90 de la commission des affaires économiques, modifié par les sous-amendements du gouvernement - (p. 778) : sur l'amendement N° III-90, s'oppose au sous-amendement N° III-187 de M. Roland Boscary-Monsservin (limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales membres d'un GFA, à la moitié du capital social) et au sous-amendement N° III-61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (nantissement des parts de GFA, quel que soit le lieu de résidence du porteur) - Vocation rurale du Crédit agricole ; possibilité de nantissement auprès de toutes les banques - (p. 779) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la disposition de l'amendement N° III-90 relative à la caution hypothécaire - **Après l'art. 21** *bis* : demande le retrait de l'amendement N° III-215 de M. Baudouin de Hauteclocque (application du taux réduit de la taxe de publicité foncière aux propriétaires qui donneront leur terre à bail à long terme) - Souhait du Gouvernement de faire examiner l'ensemble des problèmes fiscaux liés à la terre par le Comité d'études fiscales - **Art. 21** *quater* (p. 780) : accepte l'amendement N° III-91 de la commission des lois (impossibilité pour un groupement agricole d'exploitation en commun d'être constitué par deux époux qui en seraient les seuls associés) - **Après l'art. 21** *quinquies* (p. 781) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-214 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (abrogation de quatre art. du code du vin) - **Après l'art. 22 A** (p. 782) : accepte l'amendement N° III-3 de M. Roland Boscary-Monsservin (établissement dans chaque département d'un schéma

directeur des structures agricoles) ; en accepte la réserve demandée par la commission des lois. - **Art. 22 B** (p. 783) : s'oppose à l'amendement N° III-174 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Jean Geoffroy (extension de la procédure de contrôle des structures des exploitations agricoles). - (p. 784) : amendement N° III-336 du gouvernement : procédure d'établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles ; adopté - Coordination nécessaire de la commission nationale des structures - **Avant l'art. 22 C** (p. 786) : s'oppose à l'amendement N° III-254 de M. Roland Grimaldi (droit de préemption des SAFER en cas de succession ou de donation, sur la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation des cumuls) - **Art. 22 C** (p. 788) : amendement N° III-377 du gouvernement : conditions de cumul lorsqu'il s'agit de biens familiaux ; adopté - Politique des structures des exploitations et installations des jeunes agriculteurs - Défauts de la législation actuelle des cumuls - Inégalité des situations des divers départements - Définition nécessaire de règles objectives : responsabilité confiée aux commissions départementales des structures ; établissement de schémas directeurs - Pluriactivité - Marge d'appréciation laissée aux départements - (p. 789) : compétence des tribunaux administratifs ou judiciaires - (p. 791) : accepte l'amendement N° III-38 de la commission des affaires économiques (nécessité pour le demandeur lui-même, à l'exclusion du conjoint, d'avoir la capacité professionnelle ou de s'engager à suivre des stages de formation) - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement N° III-325 de la commission des lois (suppression du contrôle des structures si la superficie de l'exploitation obtenue n'excède pas la moitié de la surface minimale d'installation) - Risques de « mitage » ; garanties en ce qui concerne les agrandissements de jardins familiaux ou de propriétés attenantes à des habitations - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-212 de M. René Tinant (participation du conjoint aux travaux de mise en valeur des fonds) - Demande le retrait de l'amendement N° III-253 de M. Roland Grimaldi (suppression des deux phrases prévoyant que les conditions de capacité professionnelle peuvent être remplies par le conjoint) - (p. 793) : amendement N° III-376 du gouvernement : fixation de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; suppression, pour coordination, de la mention des biens familiaux ; adopté - (p. 794) : sur l'amendement N° III-39 de la commission des affaires économiques (fixation entre deux et quatre SMI de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures), s'oppose au sous-amendement N° III-137 de M. Charles-Edmond Lenglet (fixation entre deux et trois SMI du seuil déclenchant la procédure d'autorisation préalable d'installation) - Nécessité de laisser une marge d'appréciation aux départements - S'oppose également à l'amendement N° III-63 de M. Louis Minetti (nécessité d'autorisation préalable d'installation dès lors que la superficie de l'exploitation dépasse une SMI) - Sur l'amendement N° III-376 du gouvernement, accepte le sous-amendement N° III-378 de la commission des lois (conditions où l'autorisation est de droit) - (p. 795) : préoccupations exprimées par M. Jean Colin au sujet du sous-amendement N° III-378 de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° III-64 de M. Louis Minetti (contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède la surface minimum d'installation) - Absence de contrôle jusqu'à deux SMI, justifiée par les conditions d'application du nouveau texte sur les cumuls - Amendement N° III-341 du gouvernement : contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède un seuil de superficie compris entre deux et quatre fois la SMI ; adopté - (p. 796) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-161de M. Roland du Luart, soutenu par M. Michel d'Aillières (durée des autorisations temporaires de cumuls) - - S'oppose également à l'amendement N° III-194 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant (fixation du seuil minimum déclenchant la procédure d'autorisation d'installation entre deux et trois SMI) - (p. 797) : amendement N° III-345 du gouvernement : demande d'autorisation nécessaire pour les agrandissements réalisés à partir de parcelles éloignées ; adopté - Politique de restructuration et de remembrement - (p. 798) : amendement N° III-330 du gouvernement : application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage ; adopté - S'oppose à l'amendement N° III-97 de la commission des lois (non-application du contrôle aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf pour la fraction excédant le double du seuil normal) - Risque de cumul par conjoint interposé - (p. 799) : sur l'amendement N° III-330 du gouvernement, demande le retrait du sous-amendement N° III-213 de M. René Tinant (application du contrôle des structures aux opérations effectuées par les conjoints après leur mariage) - Hypothèse soulevée par M. Paul Girod : possibilité ou non pour l'un des conjoints de recueillir l'héritage de ses parents - Biens de succession et biens de gestion - Non-application du contrôle aux bâtiments - (p. 801) : amendement N° III-331 du gouvernement : demande d'autorisation de cumul pour les agrandissements entraînant le démembrement d'une exploitation ; adopté - Sur cet amendement, accepte les sous-amendements de la commission des lois N° III-374 (exception dans le cas de réunion à une exploitation d'une superficie inférieure à une SMI) et N° III-375 (exception dans le cas d'une exploitation dont la superficie est déjà inférieure aux normes).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 817) : s'oppose à l'amendement N° III-62 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal - (p. 820) : amendement N° III-335 du gouvernement : autorisation préalable des créations et agrandissements d'exploitations agricoles au bénéfice de personnes morales ou d'une indivision ; adopté - (p. 821) : s'oppose aux amendements N° III-66 de M. Louis Minetti (suppression des dispositions de cet art. relatives au contrôle partiel des installations et agrandissements d'exploitations agricoles) (N° III-210 de M. Guy Robert soutenu par M. René Tinant (déclaration obligatoire des installations et des agrandissements d'exploitations lorsqu'une demande d'autorisation n'est pas requise), et N° III-272 de M. Paul Girod (possibilité pour la commission départementale de proposer le maintien du département sous le régime du contrôle total) - (p. 822) : amendement N° III-337 du gouvernement : calcul des superficies prises en considération ; adopté - **Art. 22 B** *(suite)* : s'oppose à l'amendement N° III-92 précédemment réservé de la commission des lois (conditions d'exercice de la pluriactivité : critère de revenus) - **Art. 22 D** (p. 823) : sur l'amendement rédactionnel N° III-102 de la commission des lois, sous-amendements du gouvernement N° III-338 : rôle des commissions départementales des structures et des chambres d'agriculture ; adopté et N° III-367 : suppression de la consultation systématique de la commission nationale des structures ; adopté - **Art. 22 E** (p. 825) : accepte l'amendement N° III-104 de la commission des lois (définition de la surface minimum d'installation) ; sur cet amendement, sous-amendement N° III-339 de coordination du Gouvernement ; adopté - Accroissement de la superficie des exploitations ; productions hors sol - Eventuelle réservation des productions hors sol aux exploitations de petite ou moyenne taille - Positions de la Communauté économique européenne - Evolution des prix en fonction des coûts de production - (p. 826) : sur l'amendement N° III-104 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° III-172 de M. Roland Grimaldi (fixation de limites supérieures de la surface minimum d'installation) - **Art. 22 F** (p. 830) : accepte l'amendement N° III-105 de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-4 de M. Roland Boscary-Monsservin (non-prise en considération de la situation personnelle du preneur en place) et à l'amendement N° III-252 de M. Félix Ciccolini (contentieux

judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 22 G** (p. 833) : s'oppose à l'amendement N° III-49 de la commission des affaires économiques (conditions de la nullité du bail) - (p. 834) : accepte l'amendement N° III-107 de la commission des lois (saisine du tribunal des baux ruraux exclusivement par le bailleur et la SAFER) ; et s'oppose aux amendements N° III-6 de M. Roland Boscary-Monsservin (suppression des dispositions accordant à la SAFER la possibilité de demander la nullité du bail) et N° III-166de M. Roland du Luart (suppression des dispositions accordant la possibilité de demander la nullité du bail à toute personne intéressée et à la SAFER) - **Art. 22 H** (p. 836) : s'oppose à l'amendement N° III-108 de la commission des lois (suppression des dispositions du code rural prévoyant la procédure de notification de la décision du préfet et l'autorisation d'exploitation, par toute personne intéressée, accordée par le tribunal paritaire des baux ruraux) et à l'amendement N° III-50 de la commission des affaires économiques (suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour toute personne intéressée de demander l'autorisation d'exploiter au tribunal paritaire des baux ruraux) - **Art. 22 I** (p. 837) : sur l'amendement N° III-109 de la commission des lois (suppression de toute aide publique à caractère économique afférente aux biens indûment exploités par un contrevenant), sous-amendement N° III-368 du Gouvernement : suppression de toute référence aux biens indûment exploités ; adopté - **Art. 22 J** (p. 838) : sur l'amendement N° III-110 de la commission des lois qu'il accepte (amendes contraventionnelles), sous-amendement rédactionnel N° III-366 du Gouvernement ; adopté - Accepte les amendements rédactionnels N° III-111, III-112 et III-113 de la commission des lois ; sur l'amendement N° III-112, sous-amendement rédactionnel N° III-369 du Gouvernement ; adopté - **Art. 22 K** : accepte l'amendement rédactionnel N° III-114 de la commission des lois - **Art. 22 L** (p. 839) : accepte les amendements de la commission des lois N° III-115 (dispositions transitoires pour le calcul des superficies de cumul) et N° III-116 rédactionnel, ainsi que l'amendement rédactionnel N° III-51 de la commission des affaires économiques - **Après l'art. 26** (p. 840) : s'oppose à l'amendement N° III-259 de M.Roland Grimaldi (recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé) - **Art. 26** *bis* (p. 842) : s'oppose à l'amendement N° III-117 de la commission des lois (exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage) et à l'amendement N° III-200 de M. René Tinant (prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture) - (p. 843) : sur les mises à disposition à titre gratuit, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° III-199 de MM. René Tinant et Serge Mathieu et N° III-257 de M. Roland Grimaldi - (p. 844) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-216 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque (conventions d'occupation précaire justifiées par des nécessités imposées par les circonstances) - Amendement N° III-307 du Gouvernement : conventions portant sur l'utilisation agricole et pastorale des forêts privés ou soumises au régime forestier ; adopté - Accepte l'amendement N° III-118 de la commission des lois (inapplicabilité du statut du fermage lorsque le cessionnaire n'est tenu par la convention à aucun travail d'entretien cultural) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-119 de la même commission (non-application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire) - (p. 845) : s'oppose à l'amendement N° III-258 de M. Roland Grimaldi (caractère d'ordre public des nouvelles dispositions ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux par toute personne ayant un intérêt direct ou indirect à l'application des dispositions) - **Après l'art. 26** *bis* : accepte l'amendement N° III-120 de la commission des lois (petites parcelles échappant au statut du fermage) - **Art. 26** *ter* (p. 846) : s'oppose aux amendements identiques N° III-67 de M. Charles Lederman et N° III-256 de M. Roland Grimaldi (suppression de cet art. qui crée des baux d'un an renouvelables) - Accepte l'amendement N° III-121 de la commission des lois (non-application du statut du fermage aux petites parcelles), l'amendement N° III-371 de forme de la commission des affaires économiques, l'amendement N° III-122 rédactionnel de la commission des lois et l'amendement N° III-123 de cette même commission (possibilité pour les preneurs de bénéficier des dispositions relatives au droit de préemption) - S'oppose à l'amendement N° III-139 de M. Charles-Edmond Lenglet soutenu par M. Max Lejeune (fixation des prix des baux pour un descendant susceptible de s'installer comme exploitant sur des terres de la famille) - (p. 847) : s'oppose à l'amendement N° III-153 de M. Paul Girod (cumul de baux ruraux et d'indemnités viagères de départ) et accepte l'amendement N° III-124 de la commission des lois (cas dans lesquels le bailleur est une indivision ou une société constituée entre membres d'une même famille) - **Art. 26** *quater* : accepte l'amendement rédactionnel N° III-125 de la commission des lois - **Art. 26** *quinquies* (p. 848) : accepte l'amendement N° III-126 de la commission des lois (aménagement des règles en cas de reprise partielle et de reprise frauduleuse) - **Après l'art. 26** *quinquies* : s'oppose à l'amendement N° III-127 de la commission des lois (conversion d'un bail rural en bail à long terme ; conséquences du refus du preneur) - (p. 849) : accepte l'amendement N° III-222 de M. Lionel de Tinguy (inclusion des cultures pérennes dans le bail à domaine congéable) - **Art. 26** *sexies* (p. 851) : s'oppose aux amendements identiques N° III-154 de M. Paul Girod, III-190 de M. Octave Bajeux et III-201 de M. Jean Colin (suppression de cet art. créant le « bail de carrière ») - Amendement N° III-349 du Gouvernement : fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière ; adopté - (p. 854) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements N° III-380 de M. Octave Bajeux (droit de cession du preneur à un descendant majeur ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux en cas de litige) et N° III-379 de la commission des affaires économiques (liberté du prix des baux et fixation d'un plafond) - **Art. 26** *septies* (p. 856, 857) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-129 de la commission des lois (bâtiments d'habitation et droit de préemption de la SAFER) et, de la même commission, accepte l'amendement N° III-130 (non-opposition du droit de préemption de la SAFER à certaines catégories professionnelles agricoles) - **Après l'art. 26** *septies* : accepte l'amendement N° III-218 de M. Paul Guillard (participation de représentants des conseils généraux au conseil d'administration des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), s'oppose à l'amendement N° III-223 de M. Charles Zwickert soutenu par M. Marcel Rudloff (terres maraîchères en secteur urbain ou péri-urbain et droit de préemption des SAFER) - **Art. 26** *octies* (p. 858) : amendement N° III-308 du Gouvernement : prêts bonifiés et reversement de la subvention reçue en cas de cession à titre onéreux dans les dix ans suivant la dernière échéance de remboursement ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° III-131 de la commission des lois (revente de l'exploitation bénéficiaire du prêt pour une exploitation plus grande) - S'oppose à l'amendement N° III-178 de M. Henri Caillavet (priorité du bénéfice des rétrocessions des SAFER aux groupements fonciers agricoles) - (p. 859) : amendement N° III-309 du gouvernement : absence du droit de préemption pour le propriétaire d'une surface supérieure à deux fois et demie la SMI ; adopté - **Art. 28** : demande le retrait de l'amendement N° III-269 de M. Jean-Paul Hammann (imputation des crédits du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles pour le versement de l'indemnité annuelle de départ) - (p. 860) : amendement N° III-310 du gouvernement : caractère de préretraite et non indemnitaire de l'indemnité viagère de départ ; adopté - Demande le retrait de l'amendement N° III-204 de M. Louis de La Forest (bénéfice de l'aide aux mutations professionnelles pour les agriculteurs âgés de cinquante ans) et de l'amendement N° III-219 de M. Paul Guillard (expropriation d'un exploitant âgé de plus de cinquante cinq ans et

versement de l'indemnité annuelle de départ) - (p. 861) : s'oppose aux amendements de M. Fernand Lefort soutenus par M. Raymond Dumont N° III-69 (suppression des dispositions de cet art. liant l'attribution de l'indemnité viagère de départ (IVD) complément de retraite, à l'IVD non complément de retraite), N° III-70 (cumul de l'avantage vieillesse agricole et d'une indemnité annuelle complément de retraite), N° III-71 (suppression des dispositions de cet art. prévoyant un délai de versement pour l'indemnité annuelle complément de retraite des agriculteurs de plus de soixante-cinq ans ayant cédé leurs terres) et N° III-72 (proportion de l'IVD complément de retraite par rapport au montant de l'IVD non complément de retraite) - Demande le rejet de l'amendement N° III-205 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Jean-Paul Hammann (revalorisation périodique de l'indemnité viagère de départ IVD) - (p. 862) : s'oppose à l'amendement N° III-220 de M. Paul Guillard (application de la réglementation en vigueur au jour de la demande de l'IVD) - **Après l'art. 28** : s'oppose à l'amendement N° III-217 de M. Paul Guillard (attribution de l'IVD non complément de retraite sans conditions de restructuration) - **Intitulé après l'art. 31** *bis* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-11 de la commission des affaires économiques (de forme ; « titre V (nouveau) dispositions diverses ») - **Avant l'art. 31** *ter* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-12 de la commission des affaires économiques (application de la présente loi et détermination des moyens financiers par les lois de finances) - **Art. 31** *ter* (p. 863) : accepte l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet soutenu par M. Jean-Paul Hammann (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne) et s'oppose à l'amendement N° IV-35 de M. René Chazelle (évaluation du surcoût de production aux contraintes spécifiques de certaines régions) - **Art. 33** (p. 864) : accepte les amendements N° IV-1 de M. Charles Pasqua (fixation par décrets des modalités d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer), N° IV-3 de MM. Daniel Millaud et Raoul Vadepied soutenu par M. Hubert d'Andigné (non-application de cette loi dans les territoires d'outre-mer) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-43 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Daniel Millaud (application de la loi et délai d'intervention des décrets en Conseil d'Etat) - **Deuxième délibération** - **Art. 2** (p. 866) : amendement N° 2 du Gouvernement : compétence du Conseil supérieur d'orientation agricole pour l'organisation des marchés agricoles ; adopté - **Art. 2** *ter* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° 7 de la commission des affaires économiques - **Art. 2** *quater* (p. 867) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° 8 de la commission des affaires économiques - **Art. 3** : amendement N° 3 du Gouvernement : perception de cotisations professionnelles au profit du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires ; adopté - Accepte les amendements rédactionnels N° 9 et 10 de la commission des affaires économiques - **Art. 5** (p. 868) : amendement N° 4 du Gouvernement : suppression des dispositions de cet art. concernant les ententes ; adopté - **Art. 5** *bis (nouveau)* : amendement N° 5 du Gouvernement : perception par les interprofessions de cotisations sur les produits importés ; adopté - **Art. 6** : accepte l'amendement rédactionnel N° 11 de la commission des affaires économiques - **Art. 7** (p. 869) : accepte l'amendement de coordination N° 12 de la commission des affaires économiques - **Art. 8** : accepte l'amendement de coordination N° 13 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** (p. 870) : accepte l'amendement rédactionnel N° 14 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** *bis* **C** : accepte l'amendement N° 15 de la commission des affaires économiques (commission départementale d'aménagement foncier et désignation par le Conseil général d'un Conseiller général et d'un Maire de commune rurale) - **Art. 17** *ter* : accepte l'amendement de forme N° 16 de la commission des affaires économiques - **Art. 18** (p. 871) : accepte l'amendement de coordination N° 17 de la commission des affaires économiques - **Art. 21** *bis* : accepte l'amendement rédactionnel N° 18 de la commission des affaires économiques - **Art. 22 C** (p. 872) : accepte les amendements rédactionnels N° 19 et 21 de la commission des affaires économiques et les amendements de coordination N° 20 et N° 22 de la commission des affaires économiques - **Art. 22 G** (p. 873) : accepte l'amendement rédactionnel N° 23 de la commission des affaires économiques - **Art. 22 J** : accepte l'amendement de coordination N° 25 de la commission des affaires économiques et rédactionnel N° 24 de la même commission - **Sur l'ensemble** (p. 877) : qualité des travaux du Sénat - Nécessité d'un haut niveau technique - Importance du volet social - Amélioration des structures foncières - Importance de l'agriculture dans l'économie nationale - Niveau des prix et coûts de production.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) **Discussion générale** (p. 1849, 1850) : objectifs du projet et conjoncture : fermeté du gouvernement français à Bruxelles et résultatobtenu ; augmentation des prix agricoles ; quota du sucre ; taxe de coresponsabilité sur le lait ; aide aux troupeaux allaitants - Revenus des éleveurs et stabilité de la consommation de viande bovine - Clause de sauvegarde sur le marché des légumes - Intervention sur les céréales - Possibilité de stockage privé pour la viande de porc - Volonté manifestée à Bruxelles par la délégation française - Promotion des produits de qualité évoquée par M. Jean Cluzel - Labels et appellations d'origine - Action en matière d'élevage - (p. 1851) : convergence entre les ministres européens de l'agriculture et position prise par la Grande-Bretagne - Préférence communautaire et accord du GATT - Taxation sur les matières grasses - Production laitière et politique d'exportation de la CEE - Aide alimentaire au tiers-monde - Ecart entre le prix international du lait et le prix communautaire - Prêts bonifiés - Effort d'amélioration de la sécurité du revenu - **Question préalable** (p. 1853) : demande le rejet de la motion N° 220de M. Louis Minetti tendant à opposer la question préalable - Engagement du gouvernement sur la date de fixation des prix agricoles - Nécessité du projet pour l'adaptation de l'agriculture française - Décisions prises dans le secteur du vin.

Art. 1 *bis* (p. 1854) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 45 de la commission des affaires économiques (suppression au paragraphe I de la disposition relative à la préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques) - Accepte l'amendement rédactionnel N° 46 de la commission des affaires économiques - Accepte l'amendement de coordination N° 47 de la commission des affaires économiques - Accepte l'amendement N° 48 de la commission des affaires économiques (objectif d'accroissement du potentiel agronomique des terres agricoles) - (p. 1855) : accepte l'amendement N° 49 de la commission des affaires économiques (prise en compte par la politique foncière des données régionales : mise en oeuvre décentralisée) - Accepte l'amendement N° 50 de la commission des affaires économiques (spécificités de la politique d'aide à la montagne) - Accepte l'amendement N° 51 de la commission des affaires économiques (politique d'aménagement rural et d'action régionale et encouragement à la pluriactivité) - Accepte l'amendement N° 52 de la commission des affaires économiques (participation des agriculteurs à l'entretien du patrimoine et à la préservation des espèces végétales et des races animales domestiques) - **Art 1** *ter* (p. 1856, 1857) : sur le rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la CEE, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 101 de M. Christian Poncelet - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 133 de M. Maurice Janetti (rapport périodique des pouvoirs publics au Parlement sur la prise en compte par la CEE des objectifs de la présente loi) - S'oppose à l'amendement N° 103 de M. Louis Minetti (rétablissement de cet article dans une rédaction insistant sur la détermination souveraine de la politique agricole française) - **Art. 2** (p. 1857) :

s'oppose à l'amendement N° 159 de MM. Pierre Tajan et André Jouany (représentation du commerce de gros et de détail au conseil supérieur d'orientation) - (p. 1858) : s'oppose à l'amendement N° 54 de la commission des affaires économiques (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation) - Amendement N° 229 du gouvernement : compétence du conseil supérieur d'orientation en matière d'organisation économique des marchés agricoles ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 104 de M. Louis Minetti (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation sur la fixation des prix agricoles) - (p. 1859) : demande le retrait de l'amendement N° 225 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (compétences de l'Institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique) - Demande le retrait de l'amendement N° 226 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou (réglementation des produits de l'agriculture biologique) - **Art. 2** *ter* (p. 1860) : s'oppose à l'amendement N° 105 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de la condition d'appartenance à une organisation professionnelle pour bénéficier des aides de l'Etat) - Amendement N° 230 du gouvernement : négociation collective des contrats de production, de collecte ou de mise en marché passés par les producteurs ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination N° 55 de la commission des affaires économiques - Demande la réserve, jusqu'après l'examen de l'art 2 quinquies, des amendements N° 169 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M Maurice Janetti (suppression de l'alinéa relatif aux engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration) et N° 56 de la commission des affaires économiques (nécessité de conformité des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration à un contrat type homologué par l'administration) - (p. 1861) : sur l'amendement N° 57 de la commission des affaires économiques (plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu d'exploitation et différenciation par région et par production), sous-amendement N° 259 du gouvernement : plafonnement en fonction du revenu d'exploitation ou d'autres critères ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 228 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou (politique du crédit permettant la conversion aux méthodes de l'agriculture biologique) - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : s'oppose aux amendements de coordination identiques N° 58 de la commission des affaires économiques et N° 119 de M. Roland Boscary-Monsservin - S'oppose à l'amendement N° 218 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (consultation des chambres d'agriculture avant l'extension de tout ou partie des règles) - (p. 1863) : accepte l'amendement N° 216 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension) - **Art 2** *quinquies* (p. 1866) : amendement N° 231 du gouvernement : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration et à la fixation de contrats-types dans chaque secteur de production ; retiré - Demande le retrait de l'amendement N° 59 de la commission des affaires économiques (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux contrats d'intégration) - Sur cet amendement N° 59, s'oppose au sous-amendement N° 253 de M. Maurice Janetti (fixation des prix entre les parties contractantes et garanties de rémunération du producteur), mais accepte les sous-amendements de M. Maurice Janetti N° 254 (nullité des seules clauses du contrat contraires à la loi) et N° 255 (élaboration des contrats-types) - Sur ce même amendement N° 59, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard N° 257 (rédactionnel) et N° 258 (délai de un an pour la nullité de plein droit des contrats non conformes) - (p. 1867) : accepte l'amendement N° 59 de la commission des affaires économiques (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux contrats d'intégration), sous réserve de la suppression du fonds de garantie - (p. 1868) : liste des secteurs de production pour lesquels seraient élaborés des contrats-types - Fixation des prix agricoles et prise en compte du prix de revient - **Art 2** *ter (suite)* (p. 1869) : s'oppose à l'amendement N° 169 de M Roland Grimaldi, soutenu par M. Maurice Janetti, précédemment réservé, mais accepte l'amendement N° 56 de la commission des affaires économiques, précédemment réservé - **Art 3** : s'oppose à l'amendement N° 60 de la commission des affaires économiques (missions confiées au fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires et promotion des exportations) - Intérêt de la reconquête du marché intérieur - **Art. 4** (p. 1870) : s'oppose à l'amendement N° 135 de M. Maurice Janetti (critères de représentativité des groupements professionnels) - S'oppose à l'amendement de coordination N° 61 de la commission des affaires économiques - Accepte les amendements rédactionnels N° 62 et N° 63 de la commission des affaires économiques - (p. 1871) : accepte l'amendement N° 64 de la commission des affaires économiques (dispositions des statuts prévoyant les procédures d'arbitrage et les instances qui en seront chargées et recours en dernier ressort devant les juridictions de l'ordre judiciaire) - **Art. 5** (p. 1873) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 66 de la commission des affaires économiques (garantie de paiement à chacun des niveaux de la filière) - Amendement N° 232 du gouvernement : établissement de normes techniques, sauf pour les produits d'appellation d'origine contrôlée ; adopté - Demande le retrait de l'amendement N° 40 de M. René Tinant (réduction à deux mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension) - (p. 1874) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 67 de la commission des affaires économiques (application aux accords interprofessionnels des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 relative au respect de la loyauté en matière de concurrence) - **Art. 5** *bis* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 207 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (prélèvement sur les produits importés de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles) - **Art. 6** *bis* (p. 1875) : amendement N° 233 du gouvernement : exclusion de l'utilisation des labels d'origine agricole pour les produits d'appellation d'origine, les VDQS et les vins de pays ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 204 de M. Jacques Descours Desacres (suppression du paragraphe excluant l'utilisation des labels agricoles pour les vins, eaux de vie et cidres d'appellation d'origine) - (p. 1876) : amendement N° 256 du gouvernement : condition d'homologation par l'autorité administrative des productions de l'agriculture n'utilisant pas de produit chimique de synthèse ; adopté - (p. 1877) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 262 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (conditions d'homologation), et s'oppose au sous-amendement N° 261 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (utilisation de l'expression « agriculture biologique ») - **Art. 7** : s'oppose à l'amendement N° 162 de M. Paul Girod (consultation du comité départemental des prestations sociales agricoles préalable aux affiliations effectuées par dérogation) - **Art. 7** *bis* (p. 1878) : s'oppose à l'amendement N° 189 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque (cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution) - Notion de terres incultes récupérables et demande d'attribution - **Art. 9** (p. 1879) : s'oppose à l'amendement N° 106 de M. Louis Minetti (précisions sur le bénéfice de l'aide à domicile pour les personnes âgées) - (p. 1880, 1881) : se déclare favorable aux amendements N° 68 et N° 69 de la commission des affaires économiques (suppression et nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à l'institution par décret d'un régime de retraite complémentaire facultative) - (p. 1881) : répond à M. Paul Girod sur le délai d'institution du régime de retraite complémentaire au terme de l'harmonisation du régime obligatoire d'assurance vieillesse, et sur le problème de la déductibilité fiscale - **Art. 13** (p. 1883) : inclusion par l'Assemblée nationale du statut des exploitantes dans le code civil et position prise par le Sénat tendant à la modification du seul code rural - Accepte l'amendement N° 70 de la commission des affaires économiques (statut des conjoints d'exploitants agricoles) ; sur cet amendement, demande le retrait du sous-amende-

ment N° 187 de M. Jean-Paul Hammann (maintien de la compensation démographique) et s'oppose au sous-amendement N° 252 de M. Louis Minetti (condition de capacité professionnelle du conjoint) - **Art. 13** *bis* (p. 1884) : accepte l'amendement N° 71 de la commission des affaires économiques (exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole) - **Art. 14** (p. 1885) : demande le retrait de l'amendement N° 198 de M.Jean-Paul Hammann (gestion du répertoire de la valeur des terres agricoles) - S'oppose à l'amendement N° 172 de M. Jean Colin, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de l'alinéa relatif à la prise en compte du revenu brut d'exploitation par petite région pour déterminer la valeur de rendement) - (p. 1886) : caractère de loi d'orientation du projet - S'oppose aux amendements N° 175 de M. Paul Séramy et N° 123 de M. Roland Boscary-Monsservin, tendant à supprimer ou à modifier l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale - **Art. 14** *bis* **A** (p. 1887) : s'oppose à l'amendement N° 208 de M. Jean-Paul Hammann (barème de référence) - **Art 14** *bis* **B** : droit de préemption de la SAFER, demande de révision d'un prix exagéré et charge de la preuve - Demande la réserve de cet article jusqu'à la fin du titre III - **Art 14** *bis* **C** (p. 1889) : accepte l'amendement N° 242 de la commission des affaires économiques (dénomination des commissions communales et départementales de réorganisation foncière et de remembrement) - Sur la composition de la commission départementale d'aménagement foncier, demande le retrait des amendements N° 199 de M. Jean-Paul Hammann et N° 107 de M. Louis Minetti - (p. 1890) : sur la représentation des organisations syndicales agricoles représentatives sur le plan national ou sur le plan départemental, s'oppose aux amendements N° 138 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M Maurice Janetti et N° 108 de M. Louis Minetti ; s'oppose également aux amendements N° 73 et N° 74 de la commission des affaires économiques - Représentation de la chambre d'agriculture - (p. 1891) : accepte l'amendement de coordination N° 75 de la commission des affaires économiques - Accepte l'amendement de coordination N° 76 de la commission des affaires économiques et l'amendement rédactionnel N° 10 de la commission des lois - Amendement N° 235 du gouvernement :composition de la commission spéciale chargée de statuer en dernier ressort en matière de remembrement ; adopté - (p. 1892) : s'oppose à l'amendement N° 43 de M. Charles Beaupetit (financement de la totalité des opérations de remembrement d'une commune par les sociétés bénéficiaires de la concession des ouvrages linéaires), mais accepte son amendement N° 44 (implantation d'un ouvrage et financement des dommages constatés à l'achèvement des opérations de remembrement).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 1903) : amendement N° 160 du gouvernement, identique aux amendements N° 11 de la commission des lois, N° 174 de M. Paul Séramy et N° 185 de M. Pierre Louvot : suppression de cet article créant un livre foncier fural ; adopté - (p. 1904) : accepte ces amendements identiques - **Art. 15** (p. 1905) : s'oppose aux amendements N° 110 de M Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article prévoyant le refus de prêt bonifié en fonction de la valeur de cession), N° 98 de M. Paul Girod (refus de prêt bonifié lorsque la valeur de cession des terres est supérieure à la valeur de référence)et N° 12 de la commission des lois (refus de prêt bonifié pour la fraction du prix excédant la valeur vénale des terres) - Motif de refus des caisses de crédit agricole - (p. 1906) : législation sur les cumuls - Son amendement N° 264 : refus de prêt bonifié et valeur de cession manifestement supérieure à la valeur vénale ; adopté - **Art. 17** (p. 1907) : accepte l'amendement N° 13 de la commission des lois (1. suppression des dispositions de cet article imposant un bail des cohéritiers ; 2. rédactionnel) - S'oppose à l'amendement N° 78 de la commission des affaires économiques (constitution d'un bail à ferme ou de carrière par les cohéritiers) - Amendement N° 236 de coordination du gouvernement ; adopté - **Art. 18** (p. 1908) : s'oppose aux amendements N° 209 de M Jean-Paul Hammann (suppression des dispositions de cet article concernant la mise en oeuvre de l'attribution préférentielle par un héritier et la cession aux autres cohéritiers d'une partie de son lot) et N° 157 de M. Octave Bajeux (évaluation des terres des différents lots et prise en compte de l'existence du bail) - (p. 1910) : sur cet amendement N° 157, sous-amendement N° 265 du gouvernement : existence d'un bail dans l'évaluation des terres et prise en compte éventuelle d'une dépréciation ; rejeté - **Art. 19** : s'oppose à l'amendement N° 156 de M. Roger Rinchet soutenu par M. Maurice Janetti (conditions d'octroi de l'attribution préférentielle aux pluriactifs en zone de montagne) - **Art. 19** *bis* (p. 1911) : accepte l'amendement N° 14 de la commission des lois (sursis au partage en fonction de la situation de l'un des indivisaires) - **Art 20** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 81 de la commission des affaires économiques (paiement des soultes en cas de partage et délai de dix ans) - **Art. 22 B** (p. 1912) : à propos du contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles, s'oppose aux amendements N° 99 de M Charles Zwickert, soutenu par M. Paul Séramy et N° 170 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Roland Grimaldi - S'oppose également à l'amendement N° 139 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Roland Grimaldi (schéma directeur des structures agricoles et participation du conseil général) - (p. 1913) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 126 de M. Roland Boscary-Monsservin (contrôle des structures agricoles et non mise en cause de la validité du transfert de propriété, d'usufruit ou d'autres droits réels) - **Art. 22 C** (p. 1916) : contrôle des structures et application de la fonction juridique - S'oppose à l'amendement N° 168 de M. Maurice Janetti (réglementation des installations et des cumuls et cas d'autorisations facultatives ou de droit) - (p. 1917) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 82 de la commission des affaires économiques, soutenu par M. Michel Chauty (cumul et autorisation de droit pour le demandeur ayant acquis une expérience en qualité de chef d'exploitation, d'aide familial ou de salarié agricole), ainsi que pour le sous-amendement N° 193 de la commission des lois, à cet amendement (critères de définition de la qualité de chef d'exploitation) - S'oppose à l'amendement N° 127 de M. Roland Boscary-Monsservin (engagement à suivre un stage de formation professionnelle et octroi de l'autorisation de cumul) - (p. 1918) : à propos des cumuls et de la référence à la surface minimum d'installation pour la surface de l'exploitation s'oppose aux amendements N° 116 de M. France Léchenault, N° 148, 146 et 145 de M. Roland Grimaldi - (p. 1920) : accepte l'amendemet N° 83 de la commission des affaires économiques (cumuls et autorisations préalables pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal) - (p. 1921) : s'oppose aux amendements identiques N° 117 de M France Léchenault et N° 210 de M Jean-Paul Hammann (cumuls et autorisation préalable nécessaire pour les opérations concernant des époux) - (p. 1922) : accepte l'amendement N° 15 de la commission des lois (autorisation préalable de cumul pour une opération supprimant une exploitation agricole d'une superficie égale à la surface minimum d'installation, sans l'accord du preneur en place) - (p. 1923) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques N° 84 de la commission des affaires économiques et N° 164 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article donnant à un seul propriétaire l'initiative de la procédure d'autorisation en cas de cumul) - Accepte l'amendement N° 201 de M. Roland du Luart, soutenu par M Baudouin de Hauteclocque (non application de la procédure d'autorisation préalable en cas de cumul pour les exploitations dépassant le maximum de surface autorisée) - Accepte l'amendement N° 85 de la commission des affaires économiques (agrandissement d'exploitation par parcelles éloignées du centre de l'exploitation et autorisation de la commission du contrôle des structures départementales) - (p. 1924) : réglementation des cumuls et évaluation de la distance kilométrique à vol

d'oiseau - S'oppose à l'amendement N° 194 de la commission des lois (abaissement du seuil jusqu'à la surface minimum d'installation et non application de la procédure d'autorisation préalable) - (p. 1926) : amendement N° 238 du gouvernement : autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale ; devenu sans objet - (p. 1927) : amendement N° 239 du gouvernement : agrandissement et bénéfice des dispositions prévues en cas de transmission par succession ; devenu sans objet - (p. 1929) : sur l'amendement N° 16 de la commission des lois (autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale), accepte le sous-amendement N° 263 de la commission des affaires économiques (exploitation de droit par l'héritier et conditions de détention ou d'exploitation par la personne à l'origine de la transmission) - - (p. 1932) : en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter de droit et qualité d'industriel ou de commerçant, s'oppose aux amendements N° 142 de M Roland Grimaldi et N° 167 de M Paul Girod - S'oppose également aux amendements N° 141 de M. Roland Grimaldi (suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle), N° 166 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article prévoyant l'autorisation d'exploiter de droit pour un industriel ou un commerçant), N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hautecolcque (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation) et N° 17 de la commission des lois (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie de l'exploitation) - Accepte l'amendement N° 87 de la commission des affaires économiques (autorisation d'exploiter de droit et absence de capacités ou d'expérience professionnelle) - (p. 1933) : sur l'amendement N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M Baudouin de Hauteclocque, s'oppose au sous-amendement N° 266 de MM. Baudouin de Hauteclocque et Lionel de Tinguy (importance de la superficie de l'exploitation prise en compte) - (p. 1934) : amendement N° 237 du gouvernement : définition de la notion de « superficie cumulée » ; adopté - Accepte les amendements de la commission des lois N° 18 (cumul temporaire et installation sur l'exploitation initiale du demandeur ou sur les biens temporairement cumulés) et N° 19 (autorisation d'exploiter de droit et société d'exploitation).

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2007) : évolution comparée des prix et des coûts ; prix de l'énergie - Difficultés de trésorerie - Elargissement de la Communauté et écoulement de la production - Situation internationale et solvabilité des importateurs - Augmentation de la production viticole et évolution des prix ; différence entre les vins courants et de qualité - Contrat de stockage à long terme et garantie de bonne fin - Vins de mauvaise qualité et distillation préventive - Application du prix minimum des échanges intra-communautaires - Poursuite de la restructuration et de réencépagement - Conquête de marchés et action de l'Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT) - Régions méditerranéennes et superprestations viniques - Notion d'office européen par produits - Viticulture et application du plan de développement des régions méditerranéennes dans la région Provence-Côte d'Azur - (p. 2008) : Fruits et légumes et programmes régionaux de développement - Investissement agro-alimentaires en Provence-Côte d'Azur - Progression des crédits régionalisés. « Reforestation » de la région Provence-Côte d'Azur - Situation des prêts agricoles communautaires - Elargissement de la CEE - Augmentation de la production maraîchère et télescopage de productions ; nécessité d'une organisation économique et commerciale - Effort d'expérimentation et de recherche dans le secteur maraîcher - Maraîchage et élargissement de la Communauté - (p. 2009) : excédent de la balance commerciale maraîchère - Importations maraîchères et fermeture des frontières ; amélioration des règlements communautaires et relations avec les pays tiers - Crédit de soutien aux serristes - Augmentation des prix à la consommation - Qualité et rapport de M. Perdrix - Energie verte et réduction de la consommation énergétique agricole - (p. 2010) : production d'alcooléthanol - Production et perspectives de l'alcool carburant - Excédents agricoles et production énergétique végétale.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] **Suite de la discussion** (21 mai 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 2033) : accepte l'amendement N° 20 de la commission des lois (suppression du paragraphe relatif au critère d'expérience professionnelle) - S'oppose à l'amendement N° 143 de M. Roland Grimaldi (conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, droit de reprise et autorisation préalable) - (p. 2034) : accepte l'amendement de coordination N° 21 de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° 191 de M. Paul Girod (possibilité pour certains départements de maintenir le contrôle total existant) - Difficultés d'application du contrôle total - Possibilité de contrôle à partir d'une SMI - **Art. 22 D** (p. 2035) : s'oppose à l'amendement N° 217 de M. Jacques Descours Desacres (rôle de la commission nationale des structures agricoles et compétence pour l'examen des recours adressés au ministre de l'Agriculture) - Compétence de fonds de la commission - Accepte l'amendement N° 100 de M. Pierre Labonde (reconnaissance de droit d'un GAEC, conformité nécessaire de ses statuts et nécessité pour ses membres de satisfaire aux dispositions légales et réglementaires) - **Art. 22 E** (p. 2036) : s'oppose à l'amendement N° 149 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Michel Moreigne (limites supérieure et inférieure de la surface minimum d'installation par rapport à la moyenne nationale) - **Art. 22 F** : accepte les amendements N° 249 et N° 250 de la commission des affaires économiques (demande d'autorisation d'extension d'une exploitation et prise en compte du schéma directeur départemental des structures du département siège de l'exploitation) - (p. 2037) : sur la procédure devant la commission départementale des structures, s'oppose à l'amendement N° 22 de la commission des lois (convocation obligatoire du demandeur ; communication des pièces à la demande de l'intéressé) et soutient l'amendement N° 240 du gouvernement : communication des pièces et audition de l'intéressé à sa seule demande ; devenu sans objet - Accepte l'amendement N° 251 de la commission des affaires économiques (prise en compte pour l'appréciation de la commission des structures, des surfaces de l'exploitation existant éventuellement sur le territoire d'un département limitrophe) - (p. 2038) : accepte l'amendement N° 90 de la commission des affaires économiques (prise en considération de la situation personnelle du preneur en place au regard de la législation relative au contrôle des structures) - **Art. 22 H** : sur l'amendement N° 26 de la commission des lois (fonctionnement d'une exploitation en situation irrégulière : injonction du préfet de régulariser la situation et possibilité de mise en mouvement de l'action pénale), sous-amendement N° 241 du gouvernement : mise en demeure adressée par le préfet à l'intéressé et délai d'une année culturale ; adopté - (p. 2039) : sur le même amendement N° 26, sous-amendement N° 268 du gouvernement : possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux d'accorder à toute personne intéressée par la mise en valeur du fonds l'autorisation de l'exploiter ; rejeté - Terres incultes - **Art. 22 G** *(suite)* (p. 2040) : accepte l'amendement N° 23, précédemment réservé, de la commission des lois (possibilité pour le préfet ou le bailleur de faire prononcer par le tribunal paritaire des baux ruraux la nullité du bail) et, sur cet amendement, le sous-amendement N° 269 de la commission des affaires économiques (possibilité pour la SAFER d'intervenir de la même façon) - **Art. 22 J** : accepte les amendements de la commission des lois N° 27 (modulation des pénalités selon qu'il y a eu omission de souscrire une demande d'autorisation d'exploiter ou fourniture de renseignements inexacts à l'appui d'une telle demande) et N° 28, de coordination (compétence du

tribunal correctionnel) - **Art. 26** *bis* (p. 2042) : s'oppose aux amendements de la commission des lois N° 29 (principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et règlementaires particulières), N° 30 (exception relative à la mise à disposition à titre gratuit) et N° 31 (critère de l'obligation d'un travail d'entretien cultural) - S'oppose également à l'amendement N° 32 de la commission des lois (exception relative aux conventions d'occupation précaire) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 93 de la commission des affaires économiques (exception relative aux terrains situés à proximité d'une habitation et en constituant l'accessoire) - Accepte l'amendement N° 192 de M. Paul Girod (non application du statut du fermage aux biens mis à la disposition d'une société par une personne qui participe effectivement à leur exploitation au sein de celle-ci) - (p. 2043) : après la modification rédactionnelle acceptée par M. Marcel Rudloff, accepte l'amendement N° 29 de la commission des lois - Dispositions législatives ou réglementaires particulières visées par l'amendement N° 29 : référence aux lois et décrets, à l'exclusion des coutumes locales - (p. 2044) : répond aux arguments invoqués par MM. Lionel de Tinguy et Roland Boscary-Monsservin à l'appui de l'amendement N° 32 de la commission des lois - **Art. 26** *sexies* **A** (p. 2045) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 33 de la commission des lois (rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformation d'un bail rural en bail à long terme) : justification fiscale de cet amendement : s'oppose également au sous-amendement N° 190 de M. Baudouin de Hauteclocque (abrogation de cinq articles du code rural tombés en désuétude) - **Art. 26** *sexies* (p. 2046) : s'oppose à l'amendement N° 184 de MM. Jean Colin et Adolphe Chauvin (suppression de cet article relatif au bail de carrière) - Accepte l'amendement N° 195 de la commission des lois (suppression de la disposition fixant comme condition à la résiliation d'un bail de carrière que l'exploitation constitue une unité économique) - Accepte les amendements identiques N° 34 de la commission des lois et N° 158 de M. Octave Bajeux (suppression de l'alinéa reprenant des dispositions de droit commun relatives à la poursuite du bail jusqu'à son échéance normale, au profit du conjoint survivant ou des héritiers, en cas de décès du titulaire) - (p. 2049) : sur le principe de la libre discussion ou du strict encadrement du prix des baux de carrière, s'oppose aux amendements N° 111 de M. Charles Lederman, N° 196 de M. Baudouin de Hauteclocque, N° 203 de M.Roland du Luart et N° 150 de M. Roland Grimaldi ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin - Nécessité d'accorder aux propriétaires des conditions attractives pour les inciter à consentir des baux de carrière - S'oppose à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière) - Diminution du nombre des exploitants acceptant de conclure des fermages - (p. 2051) : développement nécessaire de la location et du fermage - Efficacité et prudence nécessaires - Majoration par rapport au prix du bail à long terme - Appréciation des commissions départementales - (p. 2053) : réaffirme son opposition à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques - Position prise par le gouvernement en faveur d'une possibilité de liberté des prix, sur accord de la commission consultative paritaire départementale - **Art. 26** *septies* : accepte l'amendement N° 35 de la commission des lois (exception au droit de préemption des SAFER et conformité de l'opération avec la législation relative au contrôle de structures) - (p. 2054) : accepte l'amendement de forme N° 36 de la commission des lois - Accepte l'amendement de forme N° 180 de la commission des lois - **Intitulé du titre IV** : s'oppose à l'amendement N° 155 de M. Henri Tournan (« Aménagement de l'espace rural ») - **Art. 29** (p. 2055) : accepte l'amendement de forme N° 96 de la commission des affaires économiques - Accepte l'amendement N° 97 de la commission des affaires économiques (rôle de la pluriactivité et adaptation des services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement) - S'oppose à l'amendement N° 152 de M. Henri Tournan (loi d'orientation pour la maîtrise de l'espace rural) - **Art. 29** *bis* **A** (p. 2057) : s'oppose à l'amendement N° 153 de M. Henri Tournan (zonage communal ou intercommunal et carte départementale des terres agricoles) - Accepte l'amendement N° 37 de la commission des lois (suppression de la publication de la carte des terres agricoles comme préalable à l'application de la réglementation sur les réductions de terres agricoles) - Demande le retrait des amendements N° 267 de la commission des affaires économiques (notion de perte irréversible et compensation en faveur de la collectivité) et N° 205 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (application de la procèdure prévue au changement d'usage d'un fonds affecté à des cultures pérennes bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) - Répond à M. Jacques Descours Desacres sur la procédure d'élaboration de la carte départementale des terres agricoles et la concertation avec les élus locaux - **Art. 29** *ter* (p. 2058) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 38 de M. Marcel Rudloff (suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêts dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité) - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2066) : recherche de la maîtrise du prix des terres - Garanties de protection offertes au vendeur : accord nécessaire des commissaires du gouvernement et rôle du service des domaines - Obligation de publicité pour éviter certains abus de la SAFER - Accepte l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - Accepte la première partie de l'amendement N° 214 de M. Geoffroy de Montalembert, relative à l'obligation pour la SAFER d'acquérir le bien si le tribunal a fixé un prix - S'oppose aux amendements N° 173 de M. Jean Colin (réduction de trois à deux ans du délai d'interdiction de remise en vente) et N° 136 de M. Franck Sérusclat (en cas de retrait du bien de la vente, impossibilité de cession à bail de complaisance avec vente à terme) - (p. 2069) : sur l'amendement N° 72 de la commission, s'oppose au sous-amendement N° 173 de M. Jean Colin, repris par M. Etienne Dailly - (p. 2071) : accepte l'amendement N° 8 de la commission des lois (vente à la SAFER et procédure destinée à respecter les droits de préemption prioritaires par rapport au sien) - S'oppose à l'amendement N° 213 de M. Geoffroy de Montalembert (exception au droit de préemption de la SAFER si un indivisaire exprime sa volonté d'acquérir lors d'une adjudication) - (p. 2072) : accepte l'amendement N° 9 de la commission des lois (droit de préemption du preneur, prioritaire par rapport à celui de la SAFER, limité au cas où le preneur exploite le bien depuis trois ans au moins) - (p. 2073) : s'oppose à l'amendement N° 137 de M. Franck Sérusclat (en cas de transmission par succession ou de mutation à titre gratuit, droit de préemption des SAFER sur la partie des terrains excédant une superficie déterminée).

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** - *Deuxième lecture* [n° 437 (78-79)] - (21 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2060) : extension de dispositions du code du travail à diverses professions - Modifications apportées par l'Assemblée nationale - Extension aux salariés agricoles de la possibilité de bénéficier de caisses de congés payés - Extension à l'ensemble des assistantes maternelles du droit aux congés pour évènements familiaux ; loi du 17 mai 1977 relative au statut des assistantes maternelles et caractère spécifique de la profession ; maintien du salaire ; gêne des parents ; vote par division - Réduction de la durée du travail en agriculture - Concertation entre les organisations professionnelles et les syndicats de salariés agricoles.

Art. 8 (p. 2061) : demande un vote par division sur les deux

paragraphes de cet article relatif à l'extension aux assistantes maternelles du droit au congés pour évènements familiaux.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2378) : circonstances difficiles de l'adoption de ce texte par les assemblées - Concertation avec les organisations professionnelles - Mesures d'accompagnement prévues - Aide à l'investissement - Plan pluriannuel de l'élevage - Revalorisation de la retraite agricole - Crise de la politique agricole commune en 1980 et perspectives pour 1981 - (p. 2379) : crise de l'énergie et conséquences sur les coûts de production de l'agriculture - Efficacité de l'agriculture française - Nécessité de la formation et de la recherche - Développement des investissements - Action sur les coûts de production - Organisation économique et commerciale - Débat sur les fruits et légumes - Fiscalité - Renforcement des filières - Préparation des décrets d'application.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4165) : proximité du débat budgétaire - (p. 4166) : secteur viticole et renforcement de la sécurité du producteur - Fruits et légumes et désir du gouvernement de renforcer l'acquis communautaire : exemple de la mise en place de mécanismes évitant la propagation des crises de surproduction entre les différents partenaires - Evolution favorable de la balance commerciale fruits et légumes - Renforcement de l'organisation économique - Efforts dans le domaine de la recherche et de l'expérimentation - Politique gouvernementale de la montagne et indemnités spéciales de montagne - Ajustement des cotisations sociales des zones de montagne avec les cotisations sociales des salariés - Rente foncière et prix de la terre dans les zones de montagne et dans les zones de plaine - Revalorisation de la dotation aux jeunes agriculteurs et action du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Promesse du maintien des prêts spéciaux d'élevage dans les zones de montagne - Efforts gouvernementaux en faveur de l'intégration d'une majorité d'agriculteurs dans les systèmes de plan de développement, ainsi qu'en faveur du contrôle laitier et de l'insémination artificielle - Amélioration de la subvention pour les bâtiments d'élevage - Problème de la stagnation du revenu agricole et endettement des jeunes agriculteurs - (p. 4167) : lutte contre la stagnation du revenu agricole et mesures sélectives portant principalement sur les investissements - Evolution des revenus et fixation des prix agricoles ; rôle de l'Assemblée des communautés européennes - Taxe de coresponsabilité et notion de progressivité - Préférence communautaire et augmentation des exportations vers les pays tiers supérieure aux importations - Cas du manioc et danger qu'il représente pour l'équilibre financier de la communauté - Schéma « silo » et prix de référence des blés ; durcissement des conditions d'intervention : problème de l'alimentation animale - Marché du porc et compétitivité de l'élevage français face aux pays de la communauté - Problème de la valeur ajoutée de l'élevage et évolution des emplois dans le secteur agricole - Evolution du nombre des agriculteurs : développement de la pluriactivité et maintien du tissu actif en milieu rural - Rôle de la politique de l'aménagement du territoire et de la politique du FIDAR - Avenir agricole de la France et problème de l'enseignement et de la formation des agriculteurs : programme des « 1000 bourses » permettant aux futurs agriculteurs d'effectuer des stages à l'étranger.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4152) : problème de l'élevage-viande - Indicateurs de situation : taux de croissance supérieur à celui des partenaires de la CEE ; stagnation de la part de la valeur ajoutée agricole sur la viande dans la communauté mais progression des autres secteurs - Balance commerciale agricole positive - Maîtrise nécessaire des importations mais devoirs vis-à-vis des pays de la CEE et en voie de développement - (p. 4153) : exemple de la progression des importations et exportations - Taux de croissance, balance commerciale - Evolution des prix alimentaires et agricoles - Résultats positifs de l'agriculture, difficultés dues à l'évolution des prix et coûts de production - Revenu agricole : stagnation mais non prise en compte des retraites versées aux actifs ; activité extérieure à ajouter ; progression du pouvoir d'achat des inactifs - Veau : baisse de la consommation - Elevage intégré à la demande des producteurs - Mesures de prévention et protection : charte du veau - Controle des oestrogènes aux abattoirs - Contrôles en élevage, registres - Réglementation européenne : harmonisation des conditions d'élevage - Saisie des viandes d'animaux traitées aux oestrogènes - Prix réhaussé : vente sur les marchés extérieurs (dégagements de stockages privés et d'intervention) ; mesure communautaire sur le stockage privé - Problème du marché des veaux de huit jours : rétablissement du niveau des prix - (p. 4154) : régularisation et normalisation de la situation du veau - Respect d'une déontologie par les organisations de consommateurs - Viande bovine : dégradation du prix du marché, conciliation nécessaire de la contrainte du revenu du producteur de viande spécialisée et de la contrainte du consommateur - Si augmentation de prix, risque d'une substitution par la viande de porc - Prime aux troupeaux allaitants et aux troupeaux spécialisés viande : amélioration du pouvoir d'achat du producteur - Problème des importations et exportations : non augmentation, engagement communautaire : disparition des contingents sans droits et prélèvement, maintien des quantités exportées sur le marché mondial indépendamment de leur coût - Difficulté des incitations à la qualité - Règlement communautaire : nécessité de tenir les engagements, de garantir le revenu des producteurs - Conditions d'ouverture des frontières françaises : accords d'autolimitation, règle des quotas ; contrôle par l'article 115 des importations de pays tiers - Exemples de garanties de revenu aux producteurs : prime complémentaire, prime variable versée à la Grande-Bretagne - (p. 4155) : amélioration nécessaire de la productivité - Réévaluation du prix de référence - Prophylaxie - Consolidation des prêts - Politique de la montagne : revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne (ISM), faibles cotisations sociales - Problèmes spécifiques des zones de montagne sèche de production végétale - Production laitière : progression des recettes - Système de coresponsabilité - Aménagement du niveau de restitution - Diminution du contingent de Nouvelle Zélande - Matières grasses : répercussions d'un remplacement du soja, taxation, augmentation des coûts à éviter, équilibre des cotisations, égalité de concurrence - Troupeaux mixtes : difficultés des petits producteurs, actions d'accompagnement - (p. 4156) : permanence de la prime aux troupeaux spécialisés viande - Nécessité d'un système comptable simple.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5319) : progression du projet de budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Importance des prestations sociales dans le revenu agricole - Conséquences de la revalorisation des retraites : augmentation du pouvoir d'achat, progression des cotisations vieillesse ; relèvement de la retraite proportionnelle - Pension d'invalidité : problème du cumul de l'emploi et de la retraite, alourdissement des charges de l'Etat - Développement de l'aide ménagère à domicile - Ralentissement de la hausse

des cotisations, progression de la subvention du budget de l'Etat - Répartition des cotisations, prise en compte du revenu brut d'exploitation, connaissance nécessaire du revenu des agriculteurs - (p. 5320) : révision des bases cadastrales et mécanisme de plafonnement des variations de cotisations - Modération des cotisations - Augmentation des cotisations et des prestations vieillesse, solidarité entre actifs et retraités, solidarité nationale et entre les régions - (p. 5324) : cotisations sociales : évolution, instrument de solidarité, comparaison par actif entre le secteur agricole et les autres secteurs - Créance démographique - Efforts des pouvoirs publics vis-à-vis des actifs pour compenser les bas revenus agricoles - Complémentarité des recettes sur les productions avec les cotisations des agriculteurs - BAPSA et diminution de la contribution de la taxe sur la betterave depuis 1970 - Augmentation de la contribution des secteurs de la betterave, des huiles et des matières grasses en 1981, prise en compte de l'évolution des revenus - Sucre : évolution du prix, nouveau règlement sucrier, marché mondial en 1981 - Cotisation sur le manioc : nécessité d'une cotisation à l'échelon européen sur les produits de substitution, danger pour la compétitivité de la France dans le secteur des viandes et les secteurs ne bénificiant pas de la sécurité - Invalidité et aide ménagère : étude lors de l'aménagement de l'indemnité viagère de départ, amendements sur le fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) - Focoma - (p. 5325) : taxe sur la betterave : limitation légale et réduction par décret de son taux ; diminution de sa contribution dans le BAPSA ; difficultés à venir et possibilité d'un réexamen du BAPSA ; solidarité et prise en compte du revenu ; non application sur le quota C et modération par la valorisation du sucre C - Problème des cotisations posé à l'échelon européen - Hiérarchie du secteur agricole - Ecart entre les cotisations selon la surface des exploitations et les revenus : exemple comparatif des régions défavorisées et riches

Examen des crédits - Après l'article 46 (p. 5326) : demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Louis de la Forest (attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés de 50 ans) - Amendement concernant le budget du ministère de l'agriculture - Augmentation ou création de nouvelles prestations, situation du budget de l'Etat et incidences sur les cotisations des actifs - Agriculteurs invalides et cessation complète d'exploitation - Etudes en cours - Possibilité d'application en 1981 - **Après l'article 49** (p. 5327) : accepte l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement) - Effets de cette mesure au 1er janvier 1982 et utilisation d'une partie des réserves du Focoma en 1981 - (p. 5327) : allocation de remplacement des agricultrices, taux de participation des intéressées et entraide familiale - (p. 5328) : répercussion de l'augmentation de la prise en charge sur le Focoma - Maîtrise nécessaire du développpement de l'aide ménagère ; danger d'un système d'irresponsabilité - Aide au logement des agriculteurs retraités : charge pour la nation et danger pour la compétitivité de l'agriculture.

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5336) : agriculture française et conséquences de l'augmentation des coûts ; répercussions du second choc pétrolier et de la sécheresse - Taux de croissance de l'agriculture française et augmentation de la part de la valeur ajoutée agricole à l'intérieur de la communauté économique européenne ; conséquences sur le secteur agro-alimentaire - Position française dans les secteur du lait et de la viande - Agriculture française et renforcement des exportations ; politique agricole et accroissement de la dépendance française pour l'écoulement de ses productions vers l'extérieur ; dépendance au niveau des approvisionnements : produits pétroliers, protéines - Lutte contre l'inflation et apport de l'agriculture à la collectivité ; prix agricoles et prix alimentaires ; augmentation des coûts de production et hausse du prix des engrais et du fuel - Rapport prix-coûts et commission des comptes de l'agriculture - CEE et diminution du revenu des agriculteurs - Aide sélective aux agriculteurs : secteur des viandes - (p. 5337) : loi d'orientation agricole et avenir de l'agriculture française - Politique agricole commune - Consommation et évolution des prix alimentaires ; approvisionnement - Aspect budgétaire et financier de la politique agricole commune : principe de la préférence communautaire et augmentation de la production nationale - Production laitière et besoins européens - Consolidation des droits au GATT *(General agreement on tariffs and trade)* sur certains produits : soja, tabac, manioc ; position française - Accord préférentiel sur le sucre avec les pays d'ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) - Céréales fourragères et produits de remplacement ; demande française de déconsolidation du mainoc et maîtrise des importations - Problème de la production ovine et nécessité d'un plafonnement des importations - Rapport entre prix mondiaux et prix communautaires - Europe et développement de l'aide aux pays en voie de développement - Solutions aux problèmes financiers de la CEE et produits importés ne subissant pas de prélèvement - (p. 5338) : nécessité du démantèlement des montants compensatoires - Compétitivité de l'élevage français avec celui des partenaires européens - Loi d'orientation agricole et choix du budget de l'agriculture - Place donnée à la recherche - Formation agricole et nécessité de restructurer l'enseignement ; crédits de fonctionnement de l'enseignement agricole public ; agrément de l'enseignement privé agricole - Compétitivité de l'agriculture française et rôle des investissements productifs : hydraulique, remembrement - Viande blanche et prime au troupeau allaitant ; soutien à l'élevage ovin - Politique de la montagne et progression de l'indemnité spéciale de montagne (ISM) - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) et prime d'installation pour les jeunes agriculteurs - Budget de l'agriculture et investissements ruraux - (p. 5339) : dépenses d'adduction d'eau et d'assainissement ; problème de l'électrification rurale et rôle du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) - Installation des jeunes agriculteurs et rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Enveloppe du plan de développement et action du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ; prophylaxie et diminution des aides dans la lutte contre la brucellose - (p. 5370) : stagnation du revenu agricole de 1974 à 1980 - Agriculteurs à temps complet et revenu brut d'exploitation - Progression des retraites et des revenus des pluriactifs - Augmentation nécessaire du niveau des prix agricoles pour suivre les coûts de production - Attribution de l'aide fiscale à l'investissement et substition aux bonifications ou aux subventions ; aide aux agriculteurs imposés au bénéfice réel et danger d'une extension à tous les agriculteurs avec référence à l'investissement et non à la fiscalité - Comité d'études fiscales : conséquences des adaptations, élargissement de la fiscalité au bénéfice réel excluant la notion de stock - Aide à l'investissement et nécessité d'une remise en question des bonifications d'intérêt - Enseignement agricole : application de la procédure d'agrément ; augmentation du taux de reconnaissance ; progression de l'aide à l'enseignement privé - Réalisation des travaux au lycée de Dijon-Quetigny - Augmentation des crédits d'amélioration génétique - Mise en place, dotation et gestion du fonds de promotion - Viticulture : modération de la chaptalisation, augmentation excessive du degré alcoolique - Progression des investissements productifs - Augmentation des crédits d'adduction d'eau et d'électrification - (p. 5371) : utilisation des réserves du fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Installation des jeunes et problème de la libération des terres - Politique d'orientation vers des investissements productifs - Augmentation de la dotation aux jeunes agriculteurs - Développement des

groupements d'aménagement foncier (GFA) - Agriculture de montagne et avantages financiers : exemples de l'aide indirecte sur le lait et de l'indemnité spéciale de montagne - Débat nécessaire sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de l'écologie - Sapeurs forestiers - Boycott du veau et droits et devoirs des organisations de consommateurs - Fruits et légumes : renforcement de la préférence communautaire, sécurité des producteurs, augmentation des crédits de maintenance, investissements pour le lycée agricole de l'Aisne - Financement des travaux de l'établissement d'enseignement agricole d'Altkirch et détachement d'un économiste à Colmar - Formation professionnelle : utilisation différente des crédits (préanimation) ; progression des crédits de formation - Embauche d'ingénieurs et de techniciens du terrain vacataires, relation entre l'enseignement agricole et la vie extérieure - Enseignement féminin agricole, loi d'orientation et équivalences nécessaires entre diplômes de l'enseignement agricole et du ministère de la santé - Horticulture et serres - (p. 5372) : viticulture et efforts du gouvernement : augmentation de la production, maintien des prix et progression des revenus ; promotion des vins de table sur les marchés mondiaux ; enrichissement des zones méditerranéennes ; restructuration - Région provence-Alpes-Côte d'Azur et préférence pour une orientation vers les investissements de l'établissement plubic régional ; apports de l'Etat - Europe et pays tiers : exportations supérieu res aux importations entre 1973 et 1979 ; consommation actuelle des pays tiers inférieure aux exportations européennes.

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980 [n° 192 (80-81)]** - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6521) : évolution du pouvoir d'achat des agriculteurs depuis 1972 - Rappel des débats intervenus au Parlement sur la loi d'orientation agricole - Hausse des coûts de production de l'agriculture : engrais ; produits pétroliers - Conditions de vie des personnes âgées en milieu rural - Taux de croissance de la production agricole - Prix agricoles.

Sur l'ensemble (p. 6527) : question de M. *Michel Rigou*, relative aux vins distillés, et bénéfice de l'aide de 1 %.

MENARD (Jacques), sénateur des Deux-Sèvres (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

Est élu de nouveau membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Roland du Luart, relative au remembrement des enclaves cynégétiques (n° **349**, 1979-1980) (26 juin 1980) - **Chasse.**

MERCIER (Jean), sénateur du Rhône (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

Est élu de nouveau membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **258**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977 (n° **293**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 3 annexé au code électoral et visé par l'article L. 261 du même code (n° **298**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Conseillers municipaux.**

Proposition de résolution, déposée avec M. Henri Caillavet, tendant à modifier les articles 18, 19 et 77 du règlement du Sénat (n° **382**,1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, J.O. débats 3 octobre 1980) - **Règlement des Assemblées parlementaires.**

Proposition de loi tendant à modifier le titre IV de la loi du 1er juillet 1901 (n° **3**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Associations.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **48** (J.O. Débats 31 octobre 1980) (p. 4292) à M. le ministre de l'intérieur : les **élections municipales (Lyon : répartition par arrondissement des conseillers municipaux).**

Questions orales avec débat :

n° **472** (5 décembre 1980) (p. 5823) à M. le ministre de l'intérieur : les **conseillers municipaux (répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon.**

INTERVENTIONS

— **Conférence des Présidents** (30 octobre 1980) (p. 4246) : délai-limite pour le dépôt des amendements au projet de loi « Sécurité et liberté » et retard de dépôt des amendements du Gouvernement

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [n° 327 (79-80)]** - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4457) : complexité du projet - Méfiance à l'égard des magistrats - Loi du 17 juillet 1970 instituant le juge de l'application des peines - Règles d'octroi du sursis - Libération conditionnelle - Rapport de la commission de révision du code pénal - Recours à la procédure d'urgence - Rupture avec l'évolution du droit pénal : fonction de répression et fonction de réinsertion sociale des condamnés - Violence dans la presse, au cinéma et à la télévision - Confiance des citoyens dans la police et la justice, et nombre des affaires non éclaircies - Effectifs de la police - Réforme du régime pénitentiaire - (p. 4458) : refus par les radicaux de gauche du projet en examen - (p. 4465) : retransmission du débat à la télévision - Climat pré-électoral - (p. 4466) : sentiment d'insécurité de la population - Prétendue montée de la violence et statistiques sur l'évolution de la grande criminalité - Critiques relatives aux lenteurs de la justice et à son laxisme et nombre des condamnations - Recours abusif à la procédure d'urgence - Abaissement des maxima des peines et répartition de compétences entre les tribunaux correctionnels et les cours d'assises - Procédure de flagrant délit et saisine immédiate - Restriction de la liberté des juges - Principe du double degré de juridiction - Juge de l'application des peines -

Dispositions de l'art. 5 de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 - *Habeas corpus* et exemple britannique - Répression et dissuasion - (p. 4467) : menace pour la liberté - (p. 4482) : affaires non élucidées et rétablissement nécessaire de la confiance populaire dans la justice - Flagrant délit et saisine immédiate - Mandat de dépôt et ordonnance de confirmation - (p. 4483) : recours abusif à la procédure d'urgence pour un texte aussi important.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4519) : se déclare favorable à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 11** (p. 4591) : se déclare favorable à l'amendement n° I-118 de la commission des lois (abaissement des pénalités en cas de vol simple) - Notion de minimum.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4631) : au nom du groupe de la gauche démocratique, s'oppose au rythme de travail imposé aux sénateurs, à la commission des lois et à son rapporteur et aux personnels du Sénat - Refus de siéger le dimanche 16 novembre 1980.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - .

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4642) : se déclare favorable aux amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains) - **Art. 3** (p. 4656) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4686) : restriction des cas de sursis sous le régime de Vichy ; multiplication des acquittements - Pouvoir d'appréciation des juges - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4690) : abandon de la notion de rédemption - Caractère fondamental du principe du sursis - Augmentation de la population pénale et restriction des cas de sursis - **Art. 19** (p. 4706) : soutient l'amendement n° I-187 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux) - **Art. 20** (p. 4723) : fonctionnement satisfaisant du système des permissions de sortir ; délits commis et nécessité de ne pas extrapoler - Rénovation du système pénitentiaire - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-189 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 38** (p. 4796) : protection nécessaire des jurés mais inefficacité des dispositions concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés - **Avant l'article 41** (p. 4801) : soutient l'amendement N° II-179 de M. Henri Caillavet (suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal) - (p. 4802) : soutient l'amendement N° II-185 de M. Henri Caillavet (délit d'audience commis par l'avocat et poursuite devant le conseil de l'ordre sous le contrôle de la cour d'appel) - **Art. 45** (p. 4806) : critiques sur la forme de cet article relatif à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières - Collégialité en matière pénale préférable au système du juge unique - Recours non suspensif dérogeant à la règle pénale - Se déclare défavorable à l'amendement N° II-106 de la commission des lois (forme du recours en cassation contre l'ordonnance du juge autorisant la prolongation de la détention ou du maintien des étrangers en instance d'expulsion) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement N° II-169 du gouvernement (décision sur le recours en cassation prise par le président de la chambre criminelle ou son délégué mais pas par la formation collégiale ; recours en cassation non suspensif) - **Après l'article 45** (p. 4807) : soutient l'amendement N° II-190 de M. Henri Caillavet (décret d'extradition et caractère suspensif du recours en Conseil d'Etat) - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4813) : contrôle du juge d'instruction - Impossibilité pour une même juridiction de devenir juridiction d'appel et de contrôle, violation des principes de droit pénal - Moyens à donner à la justice, exécution nécessaire des commissions rogatoires par les services de police - Se déclare favorable à l'amendement N° II-147 précédemment réservé de M. Etienne Dailly (pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction) - **Après l'article 36** (p. 4822) : se déclare favorable à l'amendement N° II-121 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (composition de la chambre d'accusation) - (p. 4823) : se déclare favorable à l'amendement N° II-48 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier).

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4853) : nécessité de définir la notion d'ordre public - **Après l'article 47** *ter* (p. 4865) : article 237 et suivants du code pénal et délit d'évasion - **Après l'article 61** (p. 4886) : se déclare favorable à l'amendement N° III-32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit au concours d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue) - (p. 4890) : se déclare favorable à l'amendement N° III-15 de la commission des lois (application de la loi et principe de non-rétroactivité) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4891, 4892) : hommage à la commission des lois - Sénat et défense des libertés - Augmentation de la seule petite délinquance - Ordonnances de 1830 et fin de la monarchie de juillet - Absence de renforcement de la sécurité et de la liberté - Historique législatif des textes restreignant l'indépendance des Français.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5261) : faiblesse des crédits de ce budget - Augmentation des seules petites pensions ; caractère dérisoire de cette mesure - (p. 5262) : proposition de la commission tripartite sur le rapport constant ; dégradation du pouvoir d'achat des pensionnés - Vote unanime du Sénat sur le caractère férié du 8 mai 1945 - Espoirs des anciens combattants d'Afrique du nord - Vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5620) : se félicite de l'abandon du projet de la tour hertzienne de Lyon-Lacassagne - Accroissement considérable du nombre des lignes téléphoniques - (p. 5621) : caractère décevant du budget des services postaux ; modernisation des centres de tri et des bureaux - Détérioration de la qualité du service des postes ; cite la circulaire n° 26 de la direction départementale du Rhône - Importance économique et sociale de la poste

Examen des crédits - Art 19 (p. 5635) : niveau de rémunération des dépôts à la caisse nationale d'épargne - Carences du service postal - Déclare le groupe des radicaux de gauche favorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique) - **Après l'art. 48** (p. 5640) : se déclare favorable à l'amendement n° 228 de M. Louis Perrein (présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT).

Justice (4 décembre 1980) (p. 5761) : progression supérieure à celle de l'ensemble des budgets civils - Faiblesse de sa part dans le budget de l'Etat - Accroissement des affaires en instance et délais de jugement ; situation des greffes - Insuffisance des créations d'emplois et nombre de candidats au concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature ; problème du recrutement parallèle - Généralisation du juge unique - Mobilité des magistrats - Projet « sécurité et

liberté » et alourdissement du travail - Insuffisance des crédits des services pénitentiaires et d'éducation surveillée - Rôle des conciliateurs - (p. 5762) : rétablissement de la fonction de juge de paix suppléant non rémunéré

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5776) : son amendement n° 210 : suppression des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales ; rejeté - (p. 5777) : condamnation de la peine de mort par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, le Congrès de l'internationale libérale à Berlin et le Parlement européen.

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5979, 5980) : son intervention lue par M. *Jean Béranger*

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5985) : son amendement n° 261, soutenu par M. Jean Béranger : réduction indicative de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne des droits de l'homme ; retiré.

Explication de vote sur l'ensemble du projet (9 décembre 1980) - (p. 6138) : vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche - Poursuite de l'inflation - Augmentation du chômage - Alibi de la facture pétrolière - Déficit prévisionnel du budget 1981 - Insuffisance des créations de postes de fonctionnaires - Ajournement du débat sur le VIII[e] Plan - Caractère instable de la majorité gouvernementale - Conditions du débat sur le budget - Octroi d'une dotation aux agriculteurs et non consultation du parlement - (p. 6139) : pouvoirs des assemblées .

MERIC (André), sénateur de la Haute-Garonne (S) - *Vice-président du Sénat.*

Réélu sénateur le 28 septembre 1980 (président du groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'appartenance à la Police nationale d'agents suspects d'activités en liaison avec des menées néo-nazies, et sur l'organisation de la riposte policière aux attentats racistes et antisémites (n° **22**, 1980-1981) (8 octobre 1980) - **Ordre public.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à instituer une commission parlementaire d'enquête sur les activités des groupes d'extrême droite et leurs incidences sur la vie nationale (n° **23**, 1980-1981) (8 octobre 1980) - **Ordre public.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues,tendant à modifier l'article 39 du règlement du Sénat (n° **35**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Règlement des Assemblées parlementaires.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la protection sociale (n° **40**, 1980-1981) (17 octobre 1980) - **Sécurité sociale** (généralités).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse (n° **86**, 1980-1981) (5 novembre 1980) - **Assurance-vieillesse.**

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier, préciser et compléter les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **88**, 1980-1981) (6 novembre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** (n° **102**, tome **I**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'élection des conseils généraux, des dates d'ouverture et de la durée des sessions budgétaires des **conseils généraux** et des conseils régionaux (n° **201**, 1980-1981) (19 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **393** (22 mai 1980) (p. 2133) à M. le Premier ministre : **l'inflation (pouvoir d'achat des salariés)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2516 et suivantes).

n° **474** (12 décembre 1980) (p. 6265) à M. le Secrétaire d'Etat aux anciens combattants : les **prisonniers de guerre (situation des évadés de guerre).**

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1714) : donne communication de la réponse de M. le président du Sénat reconnaissant l'irrecevabilité aux termes de l'article 41 de la Constitution, invoquée par le gouvernement à l'encontre de l'amendement N° 57 de M. Raymond Dumont (institution d'un fonds pour la recherche et la valorisation des ressources énergétiques nationales, alimenté par une taxe parafiscale sur les profits des compagnies pétrolières).

— Question orale avec débat : protection de la chanson française - (24 juin 1980) (p. 3042) : succession de la question orale avec débat relative à la chanson française et des questions relatives à l'expression radiophonique locale.

En tant que sénateur

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1167) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation), votera le sous-amendement N° II-278 de M. Michel Darras, soutenu par M. Etienne Dailly (éducation et consultation ou saisine de sa propre initiative du conseil de l'éducation.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1321) : intervient sur l'amendement n° II-258 de M. Jean Ooghe (prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses d'aide sociale) - (p. 1325) : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1336) : taux de la participation de l'Etat aux dépenses de transports scolaires dans le département de la Haute-Garonne.

— Projet de loi complétant la loi N° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française [n° **360 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Après l'art. 9** (p. 1489) : se déclare favorable à l'amendement N° 10 de M. Daniel Millaud (réglementation applicable en matière de voirie communale).

— Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale - (6 mai 1980) - (p. 1695) : crise de la sécurité sociale - Echec des objectifs de 1945 - Ordonnances de 1967 - Difficultés financières - Politique d'austérité - Chômage - Crise structurelle - Extension du champ des bénéficiaires sans contrepartie pécuniaire - (p. 1696) : causes structurelles du déficit de la sécurité sociale - Atteintes portées au niveau de remboursement des

soins - Ticket modérateur d'ordre public - Contraintes financières imposées aux hôpitaux publics - Remise en cause du droit à la santé pour tous - Augmentation des cotisations de sécurité sociale ; assujettissement des retraités - Politique à l'égard des cliniques privées et de l'industrie pharmaceutique - Part croissante des assurances privées sur le marché des protections complémentaires - (p. 1697) : position des socialistes sur le système de protection sociale - Recherche de l'autonomie des personnes - Garantie de ressources - Réforme nécessaire du financement de la sécurité sociale - Connaissance des revenus non salariaux - Modification de l'assiette des cotisations - Fiscalisation des ressources - Développement de la prévention - Alcool, tabac - Coût des dépenses d'hospitalisation - Nationalisation des groupes pharmaceutiques.

— **Question orale avec débat : construction aéronautique** - (13 mai 1980) - (p. 1843) : attitude des Etats Unis dans l'affaire du Concorde - Nécessité de développer d'urgence les diverses versions de l'Airbus - Montant des commandes - Fourniture des nouveaux moteurs par la société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) - Développement de l'A 200.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209** (**79-80**)] - (3 juin 1980) **Question préalable** (p. 2277) : sa motion N° 2 tendant à opposer la question préalable, soutenue par M. Robert Laucournet ; rejetée - (p. 2277, 2278) : son intervention lue par *M. Robert Laucournet* : déclaration du Premier Ministre au Progrès de Lyon en avril 1980 et inutilité du projet - Modifications apportées par l'Assemblée nationale : caractère facultatif des distributions d'actions ; délai d'incessibilité pendant cinq ans pour les salariés ; prise en charge partielle par l'Etat ; condition d'ancienneté de deux ans ; travailleurs étrangers ; gage financier de l'opération - (p. 2278) : critique exprimée par les travailleurs : rapport d'enquête de la Sofres en décembre 1978 - Troisième voie voulue par le Général de Gaulle et échec des nombreux textes sur la participation - Exemple de la Régie Renault - Création de nouvelle injustices entre les salariés - Double langage du Gouvernement - Mépris des droits syndicaux - Politique salariale - Cogestion et autogestion voulues par les socialistes - Négociations entre patronat et syndicats sur la réduction de la durée du travail - Lutte des travailleurs - Proposition du groupe socialiste - Comités de groupes de holding - Proposition de loi socialiste sur les comités d'entreprises.

— **Questions orales avec débat jointes : pouvoir d'achat des salariés** - (10 juin 1980) - (p. 2519) : politique économique et sociale du Gouvernement et chômage - Aggravation de la crise de l'emploi - Note de conjoncture trimestrielle de l'INSEE - Hausse des prix - Baisse de la consommation des ménages - Taux d'épargne - Production industrielle - Commerce extérieur - Stagnation des exportations - (p. 2520) : répartition du commerce extérieur et crise structurelle - Libération des prix et inflation - Gain de productivité - Réduction du pouvoir d'achat des salaires nets - Pouvoir d'achat des fonctionnaires et des agriculteurs - Ressources des handicapés - Bas salaires des femmes et des jeunes - Salariés agricoles - Evolution du SMIC et de son pouvoir d'achat - (p. 2521) :politique gouvernementale de libération des prix et dégradation du niveau de vie - Baisse de la consommation - Retraits auprès des caisses d'épargne - Crédit à la consommation - Croissance du produit intérieur brut - Entretien accordé par le Premier ministre au Progrès de Lyon - Alibi de la facture pétrolière - Profits des compagnies pétrolières - Programme de Blois du Premier ministre en 1978 - Exonération de l'impôt sur le revenu - Impôt sur les successions et sur les plus-values - Bénéfices des entreprises françaises - Loi Monory et privilèges fiscaux - (p. 2522) : recours au personnel intérimaire - Chute de l'investissement - Projet de société du Parti socialiste - (p. 2526) : reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises - Libération des prix et concurrence : prix du pain - Freinage de la consommation et chômage - Travail des femmes - Pouvoir d'achat du salaire horaire - Prestations sociales et cotisations des salariés.

— **Rappel au règlement** (7 octobre 1980) (p. 3758) : attentat de la rue Copernic et monstruosité du crime des mouvements racistes et antisémites - Demande un débat au Sénat et attente de mesures gouvernementales pour lutter contre les extrémistes de droite et les groupes néo-nazis - Proposition de résolution du groupe socialiste demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire ; manque d'efficacité des hautes autorités administratives de la police

— **Déclaration du Gouvernement après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic** [n° **20** (**80-81**)] - (8 octobre 1980) (p. 3788) : nécessité de modifier la disposition du règlement du Sénat autorisant un seul orateur à répondre à une déclaration du gouvernement.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3900) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - Multiplication des attentats racistes - (p. 3901) : signes de résurgence du nazisme - Appartenance de policiers à des groupements d'extrême-droite ; cas de l'inspecteur Durand - Dissolution de la Fédération d'action nationale et européenne (F A N E) et naissance des Faisceaux nationalistes européens - Enquête en cours sur l'attentat de la rue Copernic - Répression du gouvernement à l'égard des groupes d'extrême gauche et absence de réaction contre les groupes néo-nazis - Théories racistes de la « nouvelle droite » - Déclaration des représentants des syndicats de police sur la présence de policiers dans les groupes d'extrême droite - Proposition de résolution du groupe socialiste tendant à la création d'une commission de contrôle - (p. 3902) : combat contre le totalitarisme - (p. 3903) : défense de la République et des démocraties contre le terrorisme.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4** (**80-81**)] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4416) : sur l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel), son sous-amendement n° 45 : perception intégrale des indemnités pour les salariés à temps complet lors de leur licenciement sous condition d'une convention collective le prévoyant ; rejeté - (p. 4418) : interdiction du travail de nuit pour les femmes - (p. 4419) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de M. Jacques Bialski (majorations de rémunération des salariés à temps partiel pour heures complémentaires).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327** (**79-80**)] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4460) : intervention du Premier Ministre lors de la rentrée de l'Institut des hautes études de la défense nationale et définition d'un plan gouvernemental sur la défense civile et le fonctionnement des institutions en période de crise ; demande du groupe socialiste d'un débat sur ce thème.

— **Rappel au règlement** - (13 novembre 1980) - (p. 4628) : conditions difficiles de travail du Sénat, importance du projet sécurité et liberté - Respect nécessaire de l'article 48 de la Constitution : fixation par le gouvernement de la priorité et de l'ordre des discussions, mais impossibilité de fixer l'horaire.

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4630) : importance du travail accompli par la commission des lois et ampleur du projet « sécurité et liberté » - Refus de siéger le dimanche 16 novembre 1980.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97** (**80-81**)]

Suite de la discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 136, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M.

Michel Darras : suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° 135, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. Michel Darras : abrogation de l'art. 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5248) : remise en cause du droit régissant les pensions militaires d'invalidité ; rejet par le gouvernement des conclusions de la commission tripartite sur le rapport constant ; rejet du budget des anciens combattants par l'Assemblée nationale - Timidité des revalorisations de pensions d'anciens combattants - Détérioration du contentieux opposant les anciens combattants et le secrétariat d'Etat - Qualité de la politique d'action sociale - Commission tripartite et accord intervenu entre les associations d'anciens combattants et les parlementaires ; attitude négative du gouvernement - Pouvoir d'achat des pensions et pouvoir d'achat des traitements des fonctionnaires - Plan gouvernemental de revalorisation des « petites pensions » - (p. 5249) : montant des pensions d'invalidité - Situation des veuves et des orphelins d'anciens combattants - Pensions versées aux ascendants - Problème de la déclaration du 8 mai comme jour férié ; inscription de la proposition de loi adoptée au Sénat à l'ordre du jour de l'Assemblée - Nécessité d'un plan pluriannuel d'exécution des propositions de la commission tripartite ; majoration de l'ensemble des pensions des anciens combattants et des victimes de guerre - Prise en compte des propositions du Parlement et adoption de ce projet - (p. 5252) : sort des internés du camp de Rawa Ruska - Conclusions de la commission tripartite et refus de concertation du gouvernement - Rapport constant et notion de sacrifice moral - Indice 500 et pensions des veuves de guerre - (p. 5267) : rétablissement de la proportionnalité pour les pensions d'un montant de 10 à 80 % ; sort des pensions allant de 80 % à 100 % - Indice 500 et pensions des veuves - Nécessité de retenir les conclusions de la commission tripartite

Examen des crédits - Avant l'art. 44 A (p. 5268) : amendement n° 192 de la commission des affaires sociales : majoration de cinq points de l'indice de référence des pensions servies aux anciens combattants et victimes de guerre ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - *Etat B* (p. 5270) : demande un scrutin public sur les crédits du Titre IV relatif aux interventions publiques affectés au secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5637) : nécessité de moderniser le service public de la poste - Déclare le groupe socialiste favorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique) - **Après l'art. 48** (p. 5642) : longueur des séances - Discussion du budget des postes et télécommunications et refus de poursuivre à son terme l'examen du budget de la défense.

Deuxième délibération (9 décembre 1980) - **Art. 13** - *Etat B* (p. 6133) : demande d'un vote unique par le gouvernement et conditions antidémocratiques du débat ; impossibilité de rejeter les crédits affectés au secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

— Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6170) : dissociation entre accidents de trajet et accidents du travail et problèmes de réintégration - Le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 du gouvernement (refus de l'employeur de reclasser le salarié en cause ou de lui verser l'indemnité ; définition d'une sanction) - **Rappel au règlement** (p. 6172) : application de l'article 40 de la constitution à des crédits appartenant, non à l'Etat mais à la sécurité sociale - Le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n°5 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (non application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident survenu ou d'une maladie contractée au service d'un autre employeur).

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) **Art. 1** (p. 6204) : abstention volontaire du groupe socialiste dans le vote sur l'amendement n° 1 de la commission des lois (opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et mise en valeur de la Nouvelle-Calédonie ; prise en compte des besoins des collectivités de statut de droit local particulier).

MERLI (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (GD).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **128**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification des protocoles additionnels n° 2 et 3 à la convention révisée pour la navigation du Rhin et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2 (n° **170**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions**-.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'article 44 E** (p. 5269) : son amendement n° 193 déposé avec M. René Tomasini : octroi du « supplément exceptionnel » de pension aux veuves âgées de cinquante-cinq ans ; retiré.

— Projet de loi autorisant la ratification des protocoles additionels n° 2 et 3 à la convention révisée pour la navigation du Rhin et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2 [n° **128 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6552, 6553) : Congrès de Vienne de 1815 - Convention de Mannheim de 1868 - Dispositions des protocoles n° 2 et n° 3 - Patentes - Participation de la Grande-Bretagne - Unité de compte des amendes : droit de tirage spécial - Demande l'adoption du projet.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord particulier de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice, ensemble un échange de lettres [n° **113 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur, en remplacement de M. Max Lejeune - **Discussion générale** (p. 6552) : objectif très précis de l'accord : constitution de deux unités : groupe d'intervention s'inspirant du groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et petite unité blindée de maintien de l'ordre - Gendarmerie mobile - Dispositions détaillées de l'accord - Effectif limité à six personnes - Avis favorable à l'autorisation d'approbation.

MEZARD (Jean), sénateur du Cantal (CNIP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales : 1°) sur la proposition de loi (n° **301**, 1977-1978) de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort ; 2°) sur sa proposition de loi (n° **29**, 1978-1979) déposée avec M. Henri Caillavet tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 63 du Code pénal (n° **228**,1979-1980) (23 avril 1980) - **Libertés individuelles.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **287**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale,modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession **d'infirmier ou d'infirmière** (n° **342**, 1979-1980) (25 juin 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

(p. 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Discussion générale** (p. 442) : problèmes particuliers de l'agriculture de montagne ; lait ; coût de l'essence - Formation professionnelle agricole : hygiène ; vaccination anti-tétanique ; accidents du travail.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 673) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), son sous-amendement N° III-230 : fixation du prix par le juge à l'instar de la procédure d'expropriation ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1598) : désertification des départements ruraux de montagne et nécessité du maintien de l'école - Effectif des écoles à classe unique dans le Cantal - Transports scolaires en montagne - Nécessité d'une concertation avec le rectorat - Enseignement de l'histoire et des études classiques.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1703) : problème des négociations entre la sécurité sociale et les médecins - Développement de l'esprit conventionnel chez les syndicats médicaux - Risque actuel de voir se développer un double secteur de la médecine - Egalité d'accès aux soins - Coût des progrès de la médecine - Concertation nécessaire - Réforme des études médicales et évolution de l'internat ; hôpitaux généraux et locaux et postes de médecin résidant - Développement nécessaire du nombre des attachés et des assistants dans les services de pédiatrie - (p. 1704) : pénétration des entreprises étrangères sur le marché du matériel médico-chirurgical, de la radiologie et de la construction des hôpitaux.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la **proposition de loi** [n° **301 (77-78) de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1773) : progrès de la science et intervention du législateur - Débat sur « l'acharnement thérapeutique » ; législation californienne - Débat engagé sur ce sujet dans l'opinion - (p. 1774) : éthique médicale et éthique catholique - Débat du Conseil de l'Europe et de la Conférence internationale des ordres des médecins - Code de déontologie médicale - Opposition de la commission des affaires sociales à la proposition de loi - Existence d'un droit de respect de la volonté du malade et du refus des soins - Déclaration notariée du droit de vivre sa mort - Difficultés d'application du texte - Culture latine et secret médical - Devoir du médecin de prolonger la vie - **Question préalable :** (p. 1783) : acharnement thérapeutique et expériences des médecins - Accepte la motion N° 1 de M. Charles Lederman (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion), ainsi que les conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la **proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1785) : accepte les conclusions de la commission des lois demandant le rejet de la proposition de loi.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 6** *bis* (p. 1876) : sur les notions d'appellation d'origine et de labels, se déclare favorable à l'amendement N° 233 du gouvernement et opposé à l'amendement N° 204 de M. Jacques Descours Desacres.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Après l'art. 4** (p. 2121) : son amendement N° 10 : application de la loi aux départements d'outre-mer ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2127) : groupe de travail sur le veuvage présidé par M. *Jean Cluzel* - Vote unanime du groupe CNIP.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Art. 20** (p. 2354) : soutient l'amendement n° 54 de M. Raymond Bourgine (circonstances de la consultation de la commission des opérations de bourse par les autorités judiciaires compétentes).

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la proposition de loi [n° **47 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation.** [n° **450 (78-79)**] - (5 juin 1980) Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2397) : remboursement par la Sécurité sociale du traitement de la stérilité, prévu par la loi du 12 juillet 1978 - Stérilité masculine et insémination artificielle - Situation de vide juridique - Statut de l'enfant né par insémination artificielle - Procédure d'adoption - Groupe de travail constitué au sein de l'Association des libertés - Texte proposé par la commission des Affaires sociales : suppression de l'insémination post mortem - Femmes célibataires et couples mariés - Principe de la médicalisation du traitement - Critère de choix du donneur - Exclusion de tout objectif d'eugénisme - Agrément des centres spécialisés - Non rétribution du donneur - Dispositif pénal.

Avant l'art. 1 (p. 2400) : accepte l'amendement N° 1 du gouvernement (insertion des dispositions de la loi dans un chapitre sécial du code de la santé publique) - **Art. 1 :** sur l'amendement N° 2 du gouvernement (pratique de l'insémination artificielle réservée à un médecin ou placée sous son contrôle et sa responsabilité), sous-amendement N° 22 de la commission : pratique exclusivement réservée à un médecin ; adopté - **Art. 2 :** sur l'amendement N° 3 du gouvernement (gratuité du don du sperme), sous-amendement N° 23 de la commission : indemnisation des frais engagés par le donneur ; retiré - **Art. 3** (p. 2401) : risque de consanguinité et limitation du nombre des femmes inséminées avec succès par un même donneur - Souhaite le maintien de l'article 3 - **Art. 4 :** accepte l'amendement N° 4 du gouvernement (autorisation préalable de l'information relative au recueil et à l'utilisation du sperme ; interdiction de toute publicité) - **Art. 5** (p. 2402) : accepte l'amendement N° 5 du gouvernement (traitement, conservation et cession du sperme confiés à des organismes agréés) - **Art. 6 :** accepte l'amendement N° 6 du gouvernement (secret professionnel relatif à l'identité du donneur et à l'insémination ; possibilité de lever ce secret en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant) - Sur cet amendement, sous-amendement N° 27de la commission : en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant, possibilité de lever le seul secret de l'insémination ; adopté - **Chapitre I :** accepte l'amendement de coordination N° 7 du gouvernement - **Art. 7 :** accepte l'amendement de codification et rédactionnel N° 8 du gouvernement - **Art. 8** (p. 2403) : accepte l'amendement N° 9 du gouvernement (1. Codification ; 2. Procédure de consentement des époux) - **Après l'art. 8 :** sur l'amendement N° 10 du gouvernement (1. Interdiction de la fécondation post mortem ; 2. Interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins), sous-amendement N° 24 de la commission : suppression de la disposition interdisant la procréation artificielle d'enfants adultérins ; rejeté - Traitement de certains cancers et stérilité masculine - **Art. 9** (p. 2405) : accepte l'amendement N° 11 du gouvernement (1. Codification ; 2. Suppression de l'obligation des consultations psychologiques et de certaines dispositions faisant double emploi) ; sur cet amendement, sous-amendement N° 26 de la commission : rétablissement des consultations psychologiques obligatoires ; rejeté - **Art. 11** (p. 2406) : accepte l'amendement N° 14 du gouvernement (consentement du mari à l'insémination artificielle et droit de la filiation légitime) - **Art. 12 :** accepte l'amendement N° 15 du gouvernement (1. Insertion dans le code civil ; 2. Anonymat du donneur et Interdiction de tout établissement de filiation entre cet homme et l'enfant) - **Art. 13 :** accepte l'amendement N° 17 du gouvernement (détermination des sanctions pénales, et insertion dans le code de la santé publique) - **Art. 14** (p. 2407) : accepte l'amendement N° 18 du gouvernement (sanctions pénales de l'insémination artificielle pratiquée à des fins sélectives et insertion dans le code de la santé publique) - **Art. 15 :** accepte l'amendement d'harmonisation N° 19 du gouvernement - **Art. 16 :** accepte l'amendement d'harmonisation N° 20 du gouvernement - **Intitulé :** accepte l'amendement N° 21 du gouvernement (« Proposition de loi relative à l'insémination artificielle des êtres humains ») - **Deuxième délibération - Art. 10** (p. 2408) : accepte l'amendement N° 28 du gouvernement (suppression de cet article relatif à l'insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari).

— Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2815) : non application des nouvelles dispositions aux jeunes ménages des professions agricoles - Versement des allocations post-natales ; examens médicaux post-nataux obligatoires - (p. 2816) : difficultés rencontrées dans les départements agricoles en matière de scolarisation des enfants ; ramassage scolaire.

Suite de la discussion(19 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2836) : son amendement N° 58 : fractionnement de l'allocation post-natale et principe de la majoration des prestations en faveur des familles nombreuses ; adopté - (p. 2837) : qualité du service de protection maternelle et infantile.

— Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3250) : s'abstiendra dans le vote sur l'amendement n° 2 de Mme Cécile Goldet (assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré) - (p. 3259) : nécessité de défendre le mariage - **Seconde délibération :** possibilité de la réunion d'une commission mixte paritaire et refus de la demande de seconde délibération.

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3332) : évolution de la profession d'infirmière - (p. 3333) : dispositions nouvelles introduites par l'Assemblée nationale et anomalie de l'importance prise dans le débat par le règlement du contentieux des masseurs d'Aix-les-Bains - Dispositions du projet : intégration en droit interne de directives européennes relatives au droit d'établissement et à la libre prestation de services - Clause de réciprocité - Commissions régionales de discipline de la profession - Masseurs d'Aix-les-Bains : droit des actuels titulaires,et diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute - Limitation du nombre des étudiants : numerus clausus et inégale répartition géographique - Position de la commission favorable à l'adoption du projet.

Art. 1 (p. 3352) : amendement rédactionnel n° 5 de la commission ; adopté - **Art. 3** (p. 3353) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (inscription sur les listes départementales et obligation de demande de transfert en cas de changement de résidence professionnelle) - Amendement rédactionnel n° 6 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'office) - **Art. 5** (p. 3354) : amendement rédactionnel n° 7 de la commission ; adopté - (p. 3355) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation des règles professionnelles par le Conseil supérieur des professions paramédicales) - Amendement rédactionnel n° 8 de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet (limitation des pouvoirs des Conseils départementaux des ordres des professions paramédicales) - Sur la compétence des commissions de discipline et la suppression, parmi les sanctions pouvant être prononcées, de l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer la profession, s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 3356) : amendement n° 9 de la commission : procédure de suspension temporaire en cas d'urgence ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 27 du Gouvernement (avis de l'inspecteur départemental de la santé) - S'oppose aux amendements n°18 et n° 19 de M. Pierre Gamboa, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, excluant du champ d'application des dispositions disciplinaires les infirmiers et infirmières du secteur public et du secteur privé - **Art. 5** *ter* (p. 3357) : amendement n° 10 de la commission : référence au code pénal ; adopté - **Art. 8** (p. 3358) : amendement n° 11 de la commission, identique à l'amendement n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : monopole des kinésithérapeutes et dispositions en faveur des masseurs de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains ; retiré - (p. 3360) : retire l'amendement n° 11 de la commission au profit de l'amendement n° 25 de M. Robert Schwint (dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains), modifié par le sous-amendement n° 31 du Gouvernement (réorganisation des structures de l'Etablissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis - **Après l'art. 8** (p. 3361) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (peines prévues en cas d'exercice illégal des professions de masseur-kinésithérapeute ou de pédicure) - **Art. 9** :

s'oppose à l'amendement nº 20 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article, relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux) - (p. 3362) : amendement nº 12 de la commission : prise en compte, pour la limitation du nombre d'étudiants, du double critère des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques ; adopté - **Intitulé** : amendement nº 13 de la commission : « Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière et de certaines autres professions de santé » ; adopté.

— **Ordre du jour** (30 juin 1980) (p. 3390) : chronologie des travaux des commissions mixtes paritaires concernant les familles nombreuses et l'assurance vieillesse et de la commission des affaires sociales concernant l'intéressement et l'actionnariat salarié

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (nº **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Ports maritimes** (nº **100**, tome **XIII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

nº **416** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs : la **Polynésie française (politique touristique du Gouvernement en Polynésie française)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [nº **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Art. 33** (p. 864) : problème de l'extension de cette loi aux territoires d'outre-mer, conciliation avec les dispositions législatives particulières les régissant - Statuts de ces territoires et possibilité d'établissement de conventions avec les ministères techniques - Demande de la poursuite de la politique contractuelle agricole - Son amendement Nº IV-3 déposé avec M. Raoul Vadepied et soutenu par M. Hubert d'Andigné : non-application de cette loi dans les territoires d'outre-mer ; devenu sans objet - soutient l'amendement Nº IV-43 de M. Louis Virapoullé (application de la loi et délai d'intervention des décrets en Conseil d'Etat).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [nº **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1287) : sur l'amendement Nº II-261 de M. Jean Francou (prise en charge par l'Etat du logement des personnels enseignants), son sous-amendement Nº II-280 : application dans les territoires d'outre-mer ; retiré.

— **Projet de loi complétant la loi Nº 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [nº **361 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Art. 7** *bis* (p. 1503) : se déclare favorable à l'amendement Nº 9 de la commission (fixation des caractéristiques techniques des voies communales et chemins ruraux par arrêtés du haut commissaire, dans le cadre de la réglementation territoriale).

— **Projet de loi complétant la loi Nº 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** [nº **360 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1480) : extension en cours du régime communal à la Polynésie française - Extension de la dotation globale de fonctionnement et de la dotation globale d'équipement ; prise en charge progressive par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs - Participation du budget du territoire - Contradiction entre certaines dispositions du projet et la loi du 12 juillet 1977 portant organisation du territoire de la Polynésie française - Amendements de la commission des lois - (p. 1481) : statut du territoire et compétences de l'assemblée territoriale.

Après l'art. 1 (p. 1481) : son amendement Nº 4, identique à l'amendement Nº 21 de la commission : accroissement des compétences du conseil municipal en matière d'aide sociale ; retiré - (p. 1482) : son amendement Nº 1 : suppression, parmi les articles du code des communes étendus à la Polynésie, de l'article relatif à la contribution obligatoire des communes aux frais de fonctionnement de la police d'Etat ; adopté - (p. 1483) : son amendement Nº 2 : conditions d'application du code des marchés publics ; retiré - **Art. 2** : son amendement Nº 3 : rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale ; réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 6** (p. 1485) : se déclare favorable à l'amendement Nº 25 de la commission (extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever) - Son amendement Nº 6 : compétence territoriale pour la fixation des redevances dues pour les oléoducs et gazoducs ; adopté - **Art 8** (p. 1486) : son amendement Nº 7 : augmentation du plafond des marchés pouvant être passés par les élus locaux ; adopté - Référence au nouveau plafond défini par le Sénat dans la discussion du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - (p. 1487) : son amendement Nº 8 : modalités d'adaptation des dispositions relatives aux archives communales ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 1488) : son amendement Nº 10 : réglementation applicable en matière de voirie communale ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements du gouvernement Nº 38 et 39(suppression des références à la réglementation territoriale en vigueur) - **Art. 11** : son amendement Nº 11 : limitation de l'extension de certains articles du code des communes relatifs aux pompes funèbres et à la police des funérailles et sépultures ; adopté - (p. 1490) : réglementation territoriale en matière de sépultures, et nécessité d'une adaptation de la réglementation métropolitaine - Principe de la décentralisation - **Art. 12** (p. 1491) : son amendement d'harmonisation Nº 12 : référence à la réglementation territoriale ; adopté - (p. 1492) : se déclare favorable à l'amendement Nº 30 de la commission (définition par la réglementation territoriale des règles applicables à l'évacuation des eaux usées et au raccordement des immeubles aux égoûts) - Autonomie administrative et financière accordée au territoire de la Polynésie française par l'art. 1 de la loi du 12 juillet 1977 - (p. 1493) : son amendement d'harmonisation Nº 13 : prise en compte de la réglementation territoriale en matière d'ordures ménagères ; adopté - Son amendement Nº 14 : référence à la réglementation territoriale pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité ;

retiré au profit de l'amendement analogue N° 32 de la commission - **Art. 14** : son amendement N° 16 : possibilité pour l'Assemblée territoriale et le conseil de gouvernement d'accorder des subventions à des communes isolément ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 1495) ; son amendement N° 37 : prise en compte de la spécificité géographique du territoire pour l'application de l'article L. 17 du code électoral ; adopté - **Art. 2** *(suite)* (p. 1496) : son amendement N° 3, précédemment réservé : rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale ; adopté - **Art. 16** (p. 1497) : son amendement de coordination N° 19 ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1659) : lit l'intervention de M. Francisque Collomb - Croissance économique et croissance de la consommation énergétique - (p. 1660) : part croissante de la consommation pétrolière et crise pétrolière de 1973 - Diversification des approvisionnements pétroliers - Rôle du charbon - Programme électronucléaire - Situation énergétique de la Communauté économique européenne ; absence d'une véritable politique communautaire - Rôle pilote de la France et programme d'économie d'énergie national et communautaire - Economie d'énergies et information des Français - Géothermie - Pompes à chaleur - Parcs forestiers français - Chauffe-eau solaires - Domestication de l'hydrogène - (p. 1661) : projet de loi et utilisation de la chaleur résiduelle ; conciliation avec le rôle attribué à l'EDF - Collectivités locales et aide de l'Etat à la construction des réseaux de distribution de chaleur - Déficit commercial et rôle du pétrole.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **235 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** : lit l'intervention de M. *Lionel Cherrier* - (p. 3155) : ses précédentes interventions souhaitant l'extension du code de procédure pénale à la Nouvelle Calédonie - Absence de consultation des assemblées territoriales sur le texte en discussion - Répercussions possibles du projet de loi « Sécurité et Liberté » et extension souhaitable du nouveau projet - Son amendement relatif à l'organisation de la justice pénale dans les territoires d'outre-mer : juges de section, audiences foraines ; possibilité de collégialité en Nouvelle-Calédonie ; composition du jury d'assises - (p. 3156) : réaffirmation nécessaire de la compétence des assemblées territoriales : exemple des amendes forfaitaires - Extension également souhaitable aux territoires d'outre-mer, des lois de 1970 sur la tutelle pénale et de 1972 sur la lutte contre le racisme - Interroge le Gouvernement sur les dispositions matérielles prévues pour l'application de ce texte : augmentation des postes de magistrats ; personnel chargé de l'application des peines ; réinsertion des prisonniers libérés - Retard de publication des décrets d'application des lois communales de décembre et juillet 1977 - Vote favorable sur le projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - (p. 3157) : spécificité contestée par M. *Charles Lederman*, et disparités géographiques réelles de la Polynésie française.

Art. 2 (p. 3162) : soutient l'amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier (possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française) - **Art. 5** (p. 3168) : soutient l'amendement n° 29 de M. Lionel Cherrier (possibilité de tenue d'assises à Mata-Utu, dans les îles Wallis et Futuna) - Soutient l'amendement n° 3 de M. Lionel Cherrier (incompatibilité des fonctions de juré avec celles d'assesseur d'un tribunal du travail), puis le retire au profit de l'amendement analogue n° 12 de la commission - (p. 3169) : soutient l'amendement rédactionnel n° 4 de M. Lionel Cherrier, identique à l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Art. 7** (p. 3170) : soutient, puis retire l'amendement n° 5 de M. Lionel Cherrier (fixation par l'assemblée territoriale du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires) - Soutient, puis retire l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Lionel Cherrier - **Après l'art. 13** (p. 3171) : son amendement n° 1 : non-extension aux territoires d'outre-mer des compétences de la cour de sûreté de l'Etat ; adopté - Non-application aux territoires d'outre-mer des textes relatifs à la cour de sûreté de l'Etat - Projet de loi déposé à l'Assemblée nationale sur les articles du code pénal définissant les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat - Droit des populations des territoires d'outre-mer à demander l'indépendance et incompatibilité avec la compétence de la cour de sûreté de l'Etat - **Art. 18** (p. 3172) : soutient l'amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier (subdivision ou circonscription administrative) - **Art 22** (p. 3174) : soutient l'amendement n° 8 de M. Lionel Cherrier, identique à l'amendement n° 17 de la commission (extension aux TOM de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale) - Soutient l'amendement n° 9 de M. Lionel Cherrier (extension de la loi relative à la lutte contre le racisme), puis le retire au profit de l'amendement analogue n° 18 de la commission.

Deuxième lecture [n° **364 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 13** *bis* (p. 3325) : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat ; retiré puis repris par M. Charles Lederman - Code d'instruction criminelle et code de procédure pénale - Particularismes géographiques - Liberté d'opinion politique dans les territoires d'outre-mer - (p. 3326, 3327) : erreur politique de l'extension de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat aux territoires d'outre-mer - Principe de l'égalité des citoyens devant la loi, invoqué par le ministre.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5073) : intervient au nom de M. *Pierre Vallon* - Déduction fiscale et application à certains équipements mobiliers spécifiques ; cas de la bureautique et de l'informatique - **Après l'art. 3A** (p. 5087) : son amendement n° 148 déposé avec M. Lionel Cherrier : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer ; adopté - Son amendement n° 147 déposé avec M. Lionel Cherrier : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices métropolitains réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 5154) : soutient l'amendement n° 153 de M. Pierre Vallon (application aux motocyclettes de la taxe différentielle des véhicules automobiles de même cylindrée).

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - Donne lecture de l'intervention de M. *Pierre Vallon* - (p. 5192) : présentation des crédits du tourisme et dispersion dans les divers ministères - Importance économique et sociale du tourisme - Diminution des investissements et désengagement de l'Etat - Présentation des crédits : section commune du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs - Etudes sur l'élaboration du premier compte provisoire du tourisme - Réduction des autorisations de programmes et incidence sur les grands aménagements du Sud-Ouest, du Massif Central, de la Vendée, des départements d'Outre-Mer - Chapitre de l'aménagement touristique - (p. 5193) : tourisme en montagne, sur le littoral et en zone rurale - Hébergement collectif en village de vacances ou en camping - Retard de consommation des crédits de paiement - Crédits de fonctionnement - Rôle des comités régionaux et des délégations régionales du tourisme - Crédits de promotion à l'étranger - Groupe d'étude sur les problèmes du tourisme et des loisirs, au Sénat, qu'il préside - Colloque sur le tourisme du futur - Développement de la télématique et incidence sur la politique du tourisme - Enseignement hôtelier et création par initiative privée d'une formation supérieure à la gestion de l'industrie hôtelière - Charte du tourisme - Etalement des vacances et fixation du calendrier des vacances scolaires - (p. 5194) : vacances de février et capacité d'accueil des stations de sports d'hiver -

Protection des consommateurs dans le cas d'affaires frauduleuses : plaintes déposées en 1980 par le Syndicat national des agents de voyages - Importance du rôle joué par le conseil supérieur du tourisme - Engagement non tenu du programme de Blois quant à la création du chèque-vacances - Observations de la Cour des comptes sur l'Association française d'action touristique (AFAT) et maintien des crédits en 1981 - Vote favorable

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Ports maritimes) (p. 5459) : bonne santé des ports français ; taux d'augmentation du trafic - Ports autonomes et situation financière excédentaire ; relèvement des droits de port et d'outillage et augmentation du trafic des hydrocarbures - Vulnérabilité des ports spécialisés - Impact des mouvements sociaux et détournement du trafic - Investissements publics et absence de concertation entre les administrations portuaires et les professions concernées ; exemple du procédé Trim - Ports et lien avec l'arrière-pays ; cas exemplaire de Rotterdam - Voies navigables et désenclavement des ports - Réduction de la dépendance énergétique et en matières premières - Participation des ports à la production française et à l'exportation - VIII[e] Plan et création du port de Longoni à Mayotte - Dépenses d'entretien et d'exploitation et remboursement de la participation due par l'Etat - Caractère de budget de transition et proposition d'adoption - En remplacement de M. *Roger Lise* (p. 5488) : création d'une zone industrialo-portuaire à Fort de France - (p. 5489) : qualités du site retenu et importance économique et sociale de ce projet - Création d'un port d'éclatement du trafic pour l'ensemble des Caraïbes - Rentabilisation du port à conteneurs

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1[er] décembre 1980) - (p. 5571) : régression des crédits du secrétariat d'Etat et compensation par la participation des ministères techniques et le processus des conventions - (p. 5572) : système communal en Polynésie française ; frais de fonctionnement et de déplacement - Risque de mise en échec de la réforme communale - Enveloppe du fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) - Insuffisance du document annexe récapitulatif - Conventions entre la Polynésie et les ministères techniques - Distance de la métropole et problème des délais d'engagement des dépenses - Effort de l'Etat en faveur des TOM dans le cadre du VIII[e] plan - Souhaite l'aboutissement de son amendement, déposé avec M. *Lionel Cherrier,* au projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement - Retard d'exécution de l'intervention du fonds européen de développement (FED) en Polynésie française - Votera le budget

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5959) : économies de ressources et récupération des déchets ; exemple du papier - Exploitation de la zone économique maritime ; conciliation des intérêts français et de la notion de patrimoine commun d'humanité ; nodules polymétalliques et exploitation de gisements métalliques - Collaboration du centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) et du commissariat à l'énergie atomique (CEA) au sein de l'association française pour l'étude et la recherche des nodules (AFERNOD) ; concurrence étrangère et rôle des entreprises privées françaises - Réserves d'hydrocarbures de la Nouvelle-Calédonie - (p. 5960) : technique de la recherche « off shore » - Absence de politique des énergies nouvelles ; énergie éolienne, solaire, thermique, marine - Géothermie et utilisation des déchets agricoles ; cas de la bagasse antillaise et du méthane - Energies nouvelles et importance des départements et territoires d'outre-mer ; absence d'énergie fossile

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5994) : charte de l'artisanat - Déduction du bénéfice imposable du salaire versé au conjoint - Opérations d'entretien ou de réparation et abaissement du taux de la TVA - Réduction des droits de mutation - Harmonisation des dispositions régissant les centres de gestion d'artisans et de commerçants sur ceux des professions agricoles et libérales - Abaissement du seuil de création des centres agréés et suppression du plafond de chiffre d'affaires ; conditions d'exercice de la profession des experts comptables et comptables agréés - (p. 5995) : maintien du monopole des experts comptables et rapport entre les centres de gestion et les professionnels de la comptabilité

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6002) : intervient au nom de M. *Pierre Salvi* - Importance pour la politique économique et sociale de la gestion du corps de la fonction publique - Strict maintien du pouvoir d'achat - Diminution progressive des créations de postes - Adaptation nécessaire de la fonction publique à l'évolution de notre société ; avis des partenaires sociaux, du parlement - Accord salarial signé avec les syndicats et méthodes de négociation - Absence de progression du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires de la catégorie A - Diversité des primes - Objectifs de la diminution du nombre des fonctionnaires ; existence de déficits - Cas de la police, de la justice et des services du cadastre - Application du plan de résorption de l'auxiliariat ; poursuite du recrutement de vacataires sans statut et à avantages sociaux réduits - Création d'un groupe de travail sur la réforme de la grille indiciaire - Retraite et intégration progressive de l'indemnité de résidence - Paiement mensuel des pensions - Augmentation à 60 % du taux de réversion des pensions servie aux veuves

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150** (**80-81**)] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : soutient l'amendement n° 12 de M. Georges Lombard identique à l'amendement n° 94 de M. Michel Moreigne (doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités - **Art. 16** *bis* **A** (p. 6451) : soutient l'amendement n° 5 de M. Louis Virapoullé identique à l'amendement n° 54 de la commission des lois (principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés) - **Art. 16** *bis* **B** (p. 6453) : son amendement n° 118 identique à l'amendement n° 111 de M. Lionel Cherrier : principe et modalités d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

MINETTI (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur la situation actuelle de la **Corse** (n° **169**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980, J.O. débats 26 février 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la sauvegarde et le développement des **pêches maritimes** en Méditerranée (n° **206**, 1979-1980) (15 avril 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à promouvoir les productions fruitières et légumières

(n° 377, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, J.O. débats du 3 octobre 1980) - **Fruits et légumes.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser la conversion des baux à métayage en baux à ferme (n° **131**, 1980-1981) (2 décembre 1980) - **Baux ruraux.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du cognac (n°**133**, 1980-1981) (2 décembre 1980) - **Alcools.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2757** (J.O. Débats 25 avril 1980) (p. 1519) à M. le ministre des transports : les **constructions navales (situation des chantiers navals de la Seyne (Var).**

n° **54** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de l'agriculture : les **céréales (situation des exportations de céréales).**

n° **69** (J.O. Débats 7 novembre 1980) (p. 4490) à M. le ministre de l'agriculture : l'**agriculture (fusion de deux organismes agricoles).**

Questions orales avec débat :

n° **261** (2 octobre 1979) à M. le ministre de l'agriculture : l'**agriculture (difficultés de l'agriculture)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **321** (25 février 1980) (p. 325) à M. le Premier ministre : la **Corse (situation en Corse)** - Discutée le 3 juin 1980 (débat commun)(p. 2240 et suivantes).

n° **340** (2 avril 1980) (p. 934) à M. le ministre de l'agriculture : l'**agriculture (difficultés de l'agriculture française)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1997 et suivantes).

n° **430** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le ministre de l'Agriculture : les **exploitants agricoles (dégradation de niveau de vie des agriculteurs).**

n° **476** (19 décembre 1980) (p. 6490) à M. le ministre de l'agriculture : les **parfums (situation des producteurs de lavande).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148** (79-80)] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Après l'art. 24 (p. 42) : son amendement n° 49, soutenu par M. Paul Jargot : taxe sur les viandes ovines importées en France ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie.

Intérieur (p. 122) : son amendement N° 54, soutenu par M. Jacques Eberhard : réduction indicative de crédits : répression en Corse ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129** (79-80)] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 347) : crise économique et sociale en France - Baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs - Propositions de la commission de Bruxelles en matière d'augmentation des prix agricoles - Elargissement de la CEE aux pays méditerranéens - Mesures prises contre les petits et moyens agriculteurs - (p. 348) : mise en valeur nécessaire de l'agriculture française ; échec face à l'objectif de parité des revenus - Endettement de l'agriculture française - Coût des consommations intermédiaires - Evolution de l'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles - Exode rural - Organisation par le gouvernement de la régression des productions agricoles françaises - Concurrence de la République fédérale d'Allemagne - Problème des éleveurs de moutons - Exportation des produits agricoles du Commonwealth vers l'Angleterre - Elargissement de la CEE aux pays méditerranéens - (p. 349) : absence de moyens apportés par le gouvernement à l'appui du projet de loi d'orientation - Politique agricole commune et liquidation de l'agriculture française - Domination des grands groupes industriels sur la production agricole - Amendements du groupe communiste - Garantie des prix agricoles par des organismes interprofessionnels - Contrôle de l'évolution des prix des produits industriels - Protection sociale des agriculteurs - Installation des jeunes agriculteurs ; statut des épouses d'exploitants - Spéculation foncière - Statut du fermage - Législation des cumuls - (p. 350) : protection de l'environnement - Recherche agronomique - Artisanat et commerce - Politique agricole commune et déclin de la production nationale.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 450) : son amendement N° I-112 soutenu par M. Paul Jargot : politique agricole française et influence des décisions de la Communauté économique européenne ; rejeté - (p. 451) : politique agricole française et réduction des pouvoirs du Parlement - **Art. 1** (p. 457) : sur l'amendement N° I-15 de la commission des affaires économiques (définition des objectifs et des politiques en matière agricole), son sous-amendement N° I-184 : détaxe des produits pétroliers destinés à l'agriculture ; rejeté - Sur ce même amendement N° I-15, déclare le groupe communiste défavorable au sous-amendement N° I-180 du gouvernement (prise en compte de la politique agricole commune).

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 477) : son amendement N° I-39 : encouragement à la coopération ; retiré - Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) ; coopératives de drainage - Défense des coopératives face aux industriels du secteur agro-alimentaire - (p. 478, 479) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural),se déclare opposé au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - **Art. 2** (p. 489) : sur l'amendement N° I-18 de la commission des affaires économiques (composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation de la commercialisation et de la consommation), son sous-amendement N° I-187 : représentation des salariés du secteur agricole ; devenu sans objet - (p. 491) : représentation des salariés et discours sur la participation - **Art. 2** *bis* (p. 501) : soutient l'amendement N° I-44 de M. Raymond Dumont (compétence des établissements publics régionaux pour l'élaboration des programmes régionaux d'orientation - **Art. 2** *ter* (p. 502) : son amendement N° I-45 : aides de l'Etat et droits des petits producteurs ; devenu sans objet - **Art. 2** *quater* (p. 506) : son amendement N° I-46 : conditions d'extension des règles d'organisation des marchés ; rejeté - **Après l'art. 3 A** (p. 509) : soutient l'amendement N° I-47 de M. Paul Jargot (aides particulières aux coopératives) - **Avant l'art. 3 :** soutient l'amendement N° I-48 de M. Jacques Eberhard (extension des compétences du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 511) : soutient l'amendement N° I-49 de M. Jacques Eberhard (financement du fonds de promotion par une taxe parafiscale) - **Art. 3** (p. 513) : se déclare favorable à l'amendement N° I-117 de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations) - **Art. 4** (p. 515) : son amendement N° I-50 : création d'offices nationaux ou régionaux interprofessionnels ; rejeté - (p. 519) : son amendement N° I-51 : arbitrage du ministre compétent ; devenu sans objet - **Art. 5** (p. 520) : son amendement N° I-52 identique à l'amendement N° I-179 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à l'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue ; rejeté - Inefficacité des interprofessions ; nécessité

du développement des offices - Son amendement N° I-53 : suppression de la référence aux règles de la CEE ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 524) : soutient l'amendement N° I-54 de M. Raymond Dumont (prêts spéciaux pour l'installation des jeunes agriculteurs).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 540) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-96 de MM. Jean-Paul Hammann et Pierre Labonde, soutenu par M. Jacques Braconnier (cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance maladie des exploitants agricoles) - **Après l'art. 7** (p. 542) : soutient l'amendement N° II-4 de M. Paul Jargot (définition de la pluri-activité dans les zones de montagne et de piémont ; critère de la durée du travail agricole) - **Art. 7** *bis* (p. 545) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-53 de la commission des finances (assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 604) : sur l'amendement n° III-301 du Gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), son sous-amendement n° III-346 soutenu par M. Jacques Eberhard : composition de la commission communale ; retiré le 5 mars 1980..

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14 (suite)** (p. 642) : sur l'amendement n° III-175 rectifié de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique) son sous-amendement n° III-354 : composition de la commission communale et majorité aux agriculteurs ; rejeté. **Après l'art. 14** (p. 651) : sur l'amendement n° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du Tribunal de Grande Instance), son sous-amendement n° III-311 : saisine de Tribunal paritaire des baux ruraux ; rejeté le 6 mars 1980.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 15** (p. 682) : son amendement N° III-56, soutenu par M. Paul Jargot : suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée ; rejeté.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : soutient, puis retire l'amendement de coordination N° III-60 de M. Paul Jargot - **Art. 22 C** (p. 787) : indépendance nationale et politique agricole commune - Evolution des prix agricoles - Statut des agricultrices - Difficultés des petites entreprises agro-alimentaires - Obstacles à l'installation des jeunes agriculteurs - (p. 793) : son amendement N° III-63 : nécessité d'autorisation préalable d'installation dès lors que la superficie de l'exploitation dépasse une SMI ; devenu sans objet - Laxisme d'une « loi passoire » ; reconstitution d'anciens grands domaines familiaux - (p. 794) : installation des jeunes agriculteurs et nécessité d'une politique des structures - (p. 795) : son amendement N° III-64 : contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède la surface minimum d'exploitation ; rejeté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 821) : son amendement N° III-66 : suppression des dispositions de cet art. relatives au contrôle partiel des installations et agrandissements d'exploitations agricoles ; rejeté - **Après l'art. 26** *quinquies* (p. 849) : déclare le groupe communiste favorable à l'amendement N° III-222 de M. Lionel de Tinguy (inclusion des cultures pérennes dans le bail à domaine congéable) - **Avant l'art. 31** *ter* (p. 862) : déclare le groupe communiste favorable à l'amendement N° IV-12 de la commission des affaires économiques (application de la présente loi et détermination des moyens financiers par les lois de finances) - **Deuxième délibération** - **Art. 3** (p. 867) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement N° 3 du gouvernement (perception de cotisations professionnelles au profit du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires).

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Question préalable** (p. 1852) : diminution constante du revenu agricole depuis 1974 - Retard dans la fixation des prix agricoles - Problèmes du vin - Insuffisance des prêts, des primes et des aides directes ; taxe de coresponsabilité sur le lait - Revendications des organisations professionnelles d'une augmentation de 13 % des prix agricoles - Luttes paysannes - Nécessité d'interrompre l'examen du projet jusqu'à la fixation des prix agricoles - Sa motion N° 220, déposée au nom du groupe communiste, tendant à opposer la question préalable ; rejetée au scrutin public.

Art. 1 *ter* (p. 1856) : son amendement N° 103 : rétablissement de cet article dans une rédaction insistant sur la détermination souveraine de la politique agricole française ; rejeté - **Art 2** (p. 1858) : son amendement N° 104 ; pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation sur la fixation des prix agricoles ; rejeté - **Art. 5** *bis* (p. 1874) : vote favorable du groupe communiste à l'amendement N° 207 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (prélèvement, sur les produits importés, de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles) - **Art. 9** (p. 1879) : son amendement N° 106 : précisions sur le bénéfice de l'aide à domicile pour les personnes âgées ; rejeté - **Art. 13** (p. 1883) : sur l'amendement N° 70 de la commission des affaires économiques (statut des conjoints d'exploitants agricoles), son sous-amendement N° 252 : condition de capacité professionnelle des conjoints ; rejeté - **Art. 14** *bis* **C** (p. 1889) : son amendement N° 107 : composition de la commission départementale d'aménagement foncier ; retiré - (p. 1890) : son amendement N° 108 : organisations syndicales représentatives au niveau national et organisations départementales ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2001) : demande l'arrêt des importations massives ; le cas des tomates - Donne le bilan d'une exploitation agricole de tomates sous serre - Importation de porcs chinois - Fixation des prix agricoles pour 1980 et baisse des revenus - (p. 2002) : décision du Conseil des Ministres européens et palliatifs que sont les aides et les prêts - Pourrissement de la situation dans le milieu agricole - Projet de loi d'orientation agricole - Disparition de l'élevage ovin - Installation des jeunes agriculteurs et acquisition ou location des terres - Situation économique de la basse vallée de la Durance à Alleins - Agriculture française et nocivité de la politique communautaire - Soumission de l'agriculture au secteur agro-alimentaire - Elargissement de la communauté - (p. 2003) : vocation agricole de la France - Développement des manifestations de mécontentement - (p. 2008) : dégradation du bilan exportation importation pour les fruits et légumes tempérés - (p. 2010) : fermeture de la frontière avec l'Espagne - Exportations de pommes - Innovation agricole et exemple de la production de tomates sous serre - Elargissement de la Communauté.

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) - (p. 2245) : rencontre à l'Elysée du Président de la République avec certains élus de la Corse - Attachement des Corses à la nation française - Marasme économique - Prime d'insalubrité - Problèmes politiques de la Corse ; aspiration à la démocratie régionale - Chômage des jeunes en Corse - Politique d'austérité - Difficultés des transports et communications - Croissance malsaine au cours des dernières années : monoculture de la vigne et tourisme ; rôle des sociétés capitalistes - (p. 2246) : saupoudrage des crédits de l'Etat - Condamnation du terrorisme par le groupe communiste, mais position en faveur de la libération des emprisonnés - Procès devant la Cour de sûreté de l'Etat et mesures d'exception - Coût de construction de l'aérodrome de Figari et refus de l'indemnité d'insularité aux travailleurs corses — Principe de la continuité territoriale et coût des transports aériens - Pouvoir régional et élection de l'assemblée régionale au suffrage universel et à la représentation proportionnelle - (p. 2254) : propos du ministre sur les juridictions d'exception - Cour de Sûreté de l'Etat et tribunaux paritaires de commerce - (p. 2255) : investissements et contre-développement de la Corse : précédent du Languedoc-Roussillon.

— **Rappel au règlement** (17 juin 1980) - (p. 2746) : proteste contre l'utilisation par le gouvernement de plusieurs compagnies de CRS pour protéger les importations de fruits et légumes en provenance d'Espagne contre les agriculteurs du midi

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4157) ; revenu paysan et pétrole - Baisse de la facture pétrolière entre 1974 et 1979, ainsi que du pouvoir d'achat des pays producteurs de pétrole ; stagnation économique - Absence de concurrence entre les pays en voie de développement et commerce extérieur français - Affaiblissement des relations économiques entre la France et ses principaux partenaires - Embargo sur les exportations céréalières françaises - Baisse du revenu paysan - (p. 4158) : dégradation constante du niveau de vie des paysans - Ampleur du déficit agricole : crise des productions animale, fruitière et céréalière - Budget de l'agriculture et diminution des crédits d'équipement et des dépenses d'investissement ; respect des engagements ministériels - Accord de Bruxelles et élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) ; problème des producteurs de veau, de fruits et de légumes - Promesse présidentielle de maintien du revenu paysan et injustices dans la répartition et l'attribution des prime agricoles ; nécessité de prendre de nouvelles mesures : relèvement des cours à la production, réduction des coûts de production - Prochaine conférence annuelle agricole - Crise de la production fruitière et céréalière : fluctuation des prix agricoles et baisse du pouvoir d'achat du consommateur - Mesures nécessaires à la satisfaction des besoins de la consommation intérieure et de l'exportation : cessation du pillage du travail paysan et frein à l'enrichissement des grandes multinationales - Prix agricoles alimentaires et prix industriels ; décalage entre l'évolution des prix à la consommation et celle des prix à la production - (p. 4159) : évolution des prix à la production et baisse du revenu des producteurs : exemple des fruits et légumes - Dangers de l'élargissement ; impossibilité de résoudre la crise agricole dans le cadre européen - Coût des importations françaises et persistance du déficit en valeur par rapport aux exportations - Approvisionnement des pays développés et exploitation du potentiel alimentaire des pays en voie de développement : exemple de l'arachide - Nécessité d'une maîtrise des importations : industrie agro-alimentaire, facteur d'équilibre entre l'offre et la demande, respect d'un prix seuil garantissant le revenu de l'exploitant - Secteur coopératif et garantie d'un prix minimum aux exploitations de type familial - Nécessité de reconquérir le marché national des fruits et légumes avant de penser aux exportations - Rôle de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) - Manifestation de Marseille et fermeture de la frontière espagnole aux importations de tomates.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5045) : son amendement n° 83 : achat de biens agricoles et limitation des achats spéculatifs par des personnes physiques, ou morales étrangères à la profession ; rejeté - **Avant l'art. 3** (p. 5089) : soutient l'amendement n° 103 de M. Camille Vallin (réintégration, dans le bénéfice imposable, de diverses catégories de provisions).

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5111) : son amendement n° 109 : définition des bouilleurs de cru et allocation en franchise fiscale ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Art. 4** (p. 5114) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Lutte contre l'alcoolisme et inefficacité des mesures fiscales - Conditions de vie des travailleurs - (p. 5115) : précédent du tabac - Concurrence faussée au détriment de la production nationale - Détaxation du whisky et augmentation de la taxation des apéritifs anisés - Menace pour la production française - Faiblesse du gouvernement à l'égard de la Grande-Bretagne - Protection de la Grande-Bretagne contre les exportations françaises de vin - Production française de cognac et d'armagnac - Alcools blancs et alcools de fruits - Amendement du groupe communiste de suppression de l'article 4 - (p. 5118) : son amendement n° 111 : suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools ; rejeté - Abaissement prévu de la taxe sur le whisky et part prise dans ce vote par les importateurs français de whisky - Arrêt de la Cour de justice de Luxembourg et prise en compte de la possibilité d'accorder des avantages fiscaux - Problème de l'emploi dans le secteur de la production et de la commercialisation des produits français à base d'alcool : cognac, armagnac, calvados - Vins doux naturels - **Art. 7** (p. 5140) : son amendement n° 116, soutenu par M. Raymond Dumont : doublement du taux de la taxe sur les huiles importées ; rejeté - **Avant l'art. 8** (p. 5149) : son amendement n° 158, soutenu par M. Raymond Dumont : majoration du taux des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) pour les cotisants disposant du revenu cadastral le plus élevé et diminution à due concurrence des cotisations des autres assujettis ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5345) : importance du recul des revenus agricoles pendant ces sept dernières années ; cas des fruits et légumes et de l'élevage - Augmentation des prix agricoles - Taux d'inflation - Commission des comptes de l'agriculture et montant du revenu net d'exploitation - Conséquences de l'entrée en France de vins italiens - Augmentation du coût des engrais, des carburants et des charges sociales - Trusts de l'agro-alimentaire - Promesse présidentielle de progression du revenu des agriculteurs - Possible relèvement des prix agricoles et position française - Travaux de la conférence annuelle de l'agriculture - Conséquences de l'aide sélective aux agriculteurs ; petite exploitation individuelle ; exode rural - Nécessité d'une maîtrise des coûts de production - Loi d'orientation agricole et déclin de l'agriculture française - (p. 5346) : taille des exploitations et cotisations sociales ; suppression des droits à la retraite-vieillesse agricole forfaitaire pour les exploitants exerçant une activité salariée leur procurant un revenu plus élevé - Problème de l'installation des jeunes agriculteurs - Exode rural et conséquence du vieillissement des exploitants - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Enseignement agricole : cas de l'école nationale d'ingénieurs des travaux agricoles et du lycée agricole de Dijon-Quétigny - Répercussion des accords de Bruxelles sur l'agriculture française ; nécessité de s'opposer à la taxe de coresponsabilité et à tout élargissement du marché commun ; défense des intérêts des agriculteurs français : prix agricoles et coûts de production ; diminution des charges de production ; problème des importations en provenance des marchés mondiaux - Intérêt d'une véritable protection sociale des agriculteurs - Conséquences de l'expansion du secteur agro-alimentaire

MINVIELLE (Gérard), sénateur des Landes (S) - *Questeur du Sénat.*

Réélu questeur du Sénat le 7 octobre 1980.

MIROUDOT (Michel), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

- Est nommé membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (25 avril 1980) (p. 1545).

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

Est nommé membre du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (31 octobre 1980) (p. 4326).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** (n° **99**, tome **I**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Vice-président de la Commission des Affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 7) : donne lecture de l'intervention de M. *Léon Eeckhoutte* - Position prise par la Commission des Affaires culturelles à l'occasion de l'examen du nouveau projet de loi de finances pour 1980 : débat complet de novembre et décembre 1979 ; difficultés et inconvénients qu'il y aurait à engager une nouvelle étude de fond sur les préoccupations de la commission et les faits nouveaux intervenus depuis lors.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1589) : formation professionnelle et préparation des jeunes à la vie active ; coupure entre la réalité et la formation dispensée - Surqualification ou sous-qualification des jeunes - Evolution économique et absence de souplesse de l'enseignement - Service public d'éducation et quasi-monopole en matière de formation professionnelle - Barrières entre l'école et l'entreprise ; stages éducatifs.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - Vice-président de la commission des affaires culturelles - **Vote sur l'ensemble** (p. 2615) : conditions d'examen des amendements par la commission des affaires culturelles, évoquées par Mme *Hélène Luc* .

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2878) : notion de participation et composition du conseil d'université prévue par la loi du 12 novembre 1968 - Nécessité de revoir la répartition des sièges ; cas de l'égalité de représentation entre étudiants et enseignants - Rôle majeur des professeurs titulaires et meilleure représentation au sein des conseils - Réduction du nombre des personnalités extérieures - Président d'université et qualité d'enseignant de rang magistral ; clause de non réégilibité - Attachement de la conférence des présidents d'université aux principes d'autonomie, de pluridisciplinarité et de participation - (p. 2879) : élection des présidents d'université par l'ensemble de la communauté universitaire - Vote du texte par le groupe de l'UREI.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Sauvage** fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la **proposition de loi de M. Léon Eeckhoutte** et plusieurs de ses collègues, **tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires** [n° **66 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Après l'art. unique** (p. 3007) : son amendement n°1 : possibilité de nouvelle candidature pour les candidats écartés en 1968 ; adopté - Nécessité de la validation de toutes les nominations intervenues depuis 1968 - (p. 3008) : dispositions nécessaires en faveur des candidats écartés en 1968 ; fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de ces prinicipes - **Explication de vote sur l'ensemble** : irrégularités commises, évoquées par Mme Danielle Bidard, et déroulement normal des procédures pénales et disciplinaires en cours.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3029) : menaces qui pèsent sur l'industrie textile française en général et particulièrement sur celle de la Franche-Comté - Dégradation de la balance commerciale des produits de l'industrie textile - Importations américaines - Niveau des contingents existant à l'égard des pays signataires de l'accord multifibres - Accords bilatéraux avec les pays du bassin méditerranéen - Structure des industries cotonnières françaises et américaines - Insuffisance des réglementations européennes.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - Vice-président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3183) : hommage de la commission des affaires culturelles au président *Jean de Bagneux* .

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L.514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie** [n° **272 (79-80)**] - (29 juin 1980) - Vice-président de la commission des affaires culturelles - **Art. unique** (p. 3332) : prochain renouvellement triennal du Sénat et remerciements à M. *Maurice Vérillon*, rapporteur sur le projet, pour le travail accompli au sein de la commission pendant ses trois mandats successifs de sénateur.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5111) : son amendement n° 68, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : définition des récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5204) : intervient en son nom personnel et au nom de M. *Louis Boyer* - Sport à l'école - Education physique et sportive dans le second degré - Sport à l'école primaire : désuétude du principe de l'unicité du maître ; recyclage des instituteurs ; rôle des conseillers pédagogiques ; création de postes d'enseignants - Tiers temps pédagogique - Question de M. *Louis Boyer* sur les attributions respectives des instituteurs et des maîtres-nageurs-sauveteurs - Problème de l'aide aux clubs et rôle du fonds national pour le développement du sport - Eparpillement des crédits - Critères d'attribution des subventions - Résultats obtenus en matière d'équipements : aménagement de terrains de jeux et de courts de tennis - Question de M. *Louis Boyer* sur le statut des cadres techniques, notamment régionaux et départementaux - Soutien du groupe UREI et vote favorable sur les crédits - (p. 5212) : en tant que Vice-Président de la commission des affaires culturelles, confirme la demande instante de la commission d'une augmentation de la dotation du « franc-élève »

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5233) : soutient l'amendement n° 188 de M. Jacques Descours Desacres (réduction des crédits du titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation) - Campagne irresponsable pour le boycott de la viande de veau.

Culture et communication (25 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Culture) - (p. 5280) : bien-fondé des observations du Sénat concernant le budget de la culture ; cas du décret

réformant le statut des architectes en chef des monuments historiques - (p. 5281) : faiblesse du budget en ce qui concerne la lecture publique et le soutien à l'effort créatif de nos régions - Subvention à l'Opéra de Paris ; nécessité d'un plan d'encadrement des dépenses ; proportion entre dépenses artistiques et dépenses de fonctionnement - Souci de maîtriser le coût des grandes institutions - Opéra de Paris et caractère nécessaire de certaines réfections ; locaux d'enseignement artistique de l'école de danse ; salle de répétition - Subvention exceptionnelle à l'Opéra pour 1981 ;nécessité d'un budget permanent et d'un programme pluriannuel de travaux - Vie culturelle de la province et insuffisance des tournées de l'Opéra ou de la Comédie Française - Action des associations culturelles bénévoles ; festivals et modicité du soutien public ; modalités d'attribution d'une aide - (p. 5282) : octroi d'avantages cimilaires accordés aux associations socio-éducatives oeuvrant dans l'intérêt général - Crédits pour l'animation de la vie culturelle dans les monuments historiques - Décentralisation de la création artistique - Création de la ligne budgétaire concernant l'aide exclusivement affectée en milieu rural - Responsabilités financières respectives de l'Etat et des collectivités locales et avenir de l'action culturelle - Loi de programme relative au développement de la lecture publique - Ratification de la convention de Rome sur les artistes, les interprètes, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion - Personnel des musées ; statut et effectif - Avis favorable à ce budget

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5571) : en sa qualité d'administrateur de la société FR 3, remercie M. *Lionel Cherrier,* rapporteur pour avis de la commission des lois, des paroles bienveillantes prononcées à l'égard des personnels de cette société chargés de l'outre-mer

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5583) : poussée des techniques nouvelles et adaptation nécessaire de l'appareil audiovisuel français défini par la loi de 1974 - Existence des sociétés de programme et renforcement de la notion de service public - Participation nécessaire du Parlement à la définition de l'encadrement juridique des techniques nouvelles - Télématique et concurrence avec la presse écrite - Magnétoscopes et vidéo-disques - Diffusion directe par satellite ; résorption des zones d'ombre - Rôle des sociétés de programmes de télévision - Modification du cahier des charges de FR 3 pour protéger le cinéma et nécessité de la compensation par une dotation précipitaire - (p. 5584) : activité de FR 3 dans le domaine de la radio régionale - Développement des technologies nouvelles : vidéo-transmission et télétexte - Succès à l'étranger du procédé Antiope - Pluralisme et indépendance nécessaire de la télévision

— Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon - (16 décembre 1980) - (p. 6308) : entreprise Maglum : possibilité d'un redémarrage par une réduction du personnel et opposition de la CGT - (p. 6310) : refus des universités de se spécialiser, suppression et renouvellement des habilitations - Université de Besançon : rétablissement de l'habilitation de sciences de la terre, consolidation des filières de deuxième cycle, augmentation des horaires de troisième cycle ; habilitation maintenue en deuxième cycle pour les disciplines fondamentales scientifiques et en droit, sciences économiques - Suppression de licences en lettres et sciences humaines due au faible nombre d'étudiants - Possibilités en troisième cycle : exemples des DEA de sciences, et de droit - Aspects positifs de la réforme : exemple des spécialités correspondant au potentiel de recherche - (p. 6311) : Mesures à envisager ; exemple du troisième cycle et de la création nécessaire d'un troisième centre - Problème du non renouvellement d'habilitations : exemple du DEA d'histoire sociale - Durée des habilitations et réaménagements envisagés - Rentrée universitaire 1981 et possibilité de nouveaux dossiers d'habilitations.

MISTRAL (Paul), sénateur de l'Isère (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire-rapporteur.

MOINET (Josy), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole (31 octobre 1980) (p. 4326).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement et cadre de vie : Logement et cadre de vie** (n° **98**, annexe **14**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - IV - Transports intérieurs : Routes et voies navigables** (n° **98**, annexe **31**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **359** (2 avril 1980) (p. 956) à M. le ministre de l'économie : les **entreprises (taux d'intérêt et encadrement du crédit** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1958 et suivantes).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 490) : soutient l'amendement N° I-156 de M. Jacques Verneuil (composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation des associations de protection de l'environnement) - (p. 492) : représentation des consommateurs et protection de l'environnement - (p. 496) : rôle consultatif et pouvoirs de délibération du conseil supérieur d'orientation - Délimitation des compétences - (p. 497) : rôle des institutions interprofessionnelles : exemple du Bureau national interprofessionnel du cognac.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14 (suite)** (p. 645) : valeur de rendement et marché des terres agricoles ; son harmonisation avec la valeur cadastrale..

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 F** (p.832) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-105 de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) et favorable à l'amendement

N° III-252 de M. Félix Ciccolini (contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 26** *bis* (p. 842) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-117 de la commission des lois (exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage) - **Art. 26** *sexies* (p. 852) : problème d'orientation de l'épargne vers le marché immobilier ou vers le marché foncier agricole - Votera l'amendement N° III-255 de M. Roland Grimaldi (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187** (**78-79**)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1150) : équilibre financier de la réforme des collectivités locales et nécessité de l'intervention du ministre du budget ou du Premier ministre - Education et manque d'ambition du projet de loi - Indemnité de logement des instituteurs - (p. 1151) : remise en cause du système éducatif et processus de freinage de la scolarisation et privatisation du service public - Education et responsabilité de l'Etat ; l'exemple de son département - Regroupement pédagogique et suppression de classes en fonction de la grille Guichard - Valeur symbolique et affective de l'école - Prévisions scolaires en milieu urbain et apparition du « vagabondage scolaire » - Gestion du personnel et responsabilité de l'Etat - Nécessité d'un débat sur le système éducatif - (p. 1152) : importance économique de l'éducation - (p. 1154) : conséquences financières du projet et nécessité de disposer d'éléments « comptables » - Exemple de la qualité de l'information donnée pour la mise en place de la dotation globale de fonctionnement - Absence d'information sur les incidences locales et nationales du projet - **Art. 80** (p. 1158) : participation des élus locaux au Conseil de l'éducation à pouvoir consultatif ; la faiblesse de la démocratisation prévue - (p. 1159) : avis du conseil sur les décisions prises et report de la responsabilité de la politique éducative sur les élus locaux - Participation du préfet ; le problème de la représentation du conseil général - **Art. 81** (p. 1174) : transfert des bourses aux départements et exemple du transfert des crédits d'entretien de la voirie nationale secondaire - (p. 1175) : égalité d'accès à l'enseignement et caractère national des bourses - Allocation vieillesse et diversité du montant selon les départements - (p. 1175) : le groupe GD-SRG votera l'amendement N° II-97 de la commission des affaires culturelles (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses) - (p. 1177) : vote sur les dispositions financières et nécessité de connaître la position du Gouvernement - (p. 1184) : sur l'amendement N° II-35 de la commission des lois (transfert du financement des bourses aux départements), se déclare défavorable à l'amendement N° II-279 de M. Etienne Dailly (fixation par le conseil général du montant, des conditions d'attribution et du barème applicable) - **Art. 83** (p. 1186) : son amendement N° II-158 : départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation ; retiré - (p. 1187) : actualité des regroupements pédagogiques.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'intitulé du chapitre I du titre II** (p. 1329) : son amendement n° II-149 : transfert de compétences et compensation intégrale des charges nouvelles ; rejeté. Affirmation nécessaire du principe de la compensation intégrale des charges pouvant être transférées de l'Etat aux collectivités locales (p. 1331) : cite l'exposé des motifs du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales. (p. 1332) : version rectifiée de son amendement n° II-149. Caractère évolutif de la répartition des compétences. Affirmation nécessaire d'un principe. **Après l'art. 88 (suite)** (p. 1335) : diversité des situations des départements, évoquée par le rapporteur de la commission des lois. Danger du transfert des compétences en matière de transport scolaire aux départements : subvention des départements aux entreprises de transports. Analogie avec la situation en matière de routes nationales. (p. 1341) : se déclare opposé à la dernière rédaction de l'amendement n° II-57 de la commission des lois (rapport du Gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II. Caractère non contraignant de cet amendement pour le Gouvernement.. - **Art. 91** (p. 1352) : soutient l'amendement n° II-165 de M. Jean Béranger (suppression de cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général par l'intermédiaire du préfet). S'interroge sûr la cohérence des art. 90 et 91. (p. 1353) : méfiance apparente à l'égard des départements. Attribution de subventions par le département et risque de litige (p. 1354) : difficultés prévisibles si l'on introduit la possibilité de recours contre toute décision du département (p. 1356) : imprécisions quant aux délais de recours. Votera contre l'art. 91..

Suite de la discussion (22 avril 1980). - **Après l'art. 85** - (p. 1427) : sur l'amendement n° II - 105 de la commission des affaires culturelles, précédemment réservé (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), ne votera pas le sous-amendement n° II-42 de la commission des lois précémment réservé (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) (p. 1428) : coopération scolaire intercommunale et problème des communes rurales et suburbaines. Critères de l'absence de l'enseignement désiré ; l'inexistence dans sa commune de classes sous contrat d'association. **Après l'art. 131** (p. 1431) : participation communale aux dépenses de fonctionnement et cartes scolaires. Se déclare défavorable à l'amendement n° II-276 du gouvernement (construction des collèges et participation des communes concernées). **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1440) : longueur et complexité des travaux du Sénat. Loi de 1884 et changement des structures économiques et politiques françaises. Droit imprescriptible des communes à l'autonomie. Insuffisance des moyens financiers et humains. Coopération intercommunale. Méfiance du projet vis-à-vis des départements. Nécessité de ressources nouvelles et d'une coopération intercommunale plus développée. (p. 1441) : aménagement de la fiscalité locale. Dotation globale de fonctionnement et indexation sur le produit de la T.V.A. Dotation globale d'équipement. Remboursement de la T.V.A. Projet de loi et maintien de la tradition jacobine centralisatrice. Timidité des réformes entreprises. Vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche..

— **Questions orales avec débat jointes : aides privées et publiques aux entreprises** - (20 mai 1980) - (p. 1958) : situation économique et sociale : difficulté de créer des emplois ; régions de l'Ouest de la France - Inflation et évolution des biens de consommation et des services ; politique de libération des prix - Agriculture et hausse des prix agricoles - Caisses d'épargne et baisse des montants des excédents cumulés - Lutte contre l'inflation et amputation du pouvoir d'achat - (p. 1959) : accroissement du déficit budgétaire - Masse monétaire ; politique de rationnement du crédit et du taux d'intérêt - Renforcement de la trésorerie des grandes entreprises ; situation difficile des petites et moyennes entreprises - Coût du crédit ; répercussions sur les exploitations agricoles - Emprunts communaux - Accroissemeent des dépenses de fonctionnement des communes - Remboursement de la TVA - Réduction de la capacité d'autofinancement communal - Secteur des travaux publics et du bâtiment et politique sélective du crédit - Resserrement du crédit sur le secteur du logement et des exportations - (p. 1960) : inefficacité du système d'encadrement du crédit ; cite le cas du Crédit agricole en matière d'aide au logement et du financement des récoltes de céréales - Marché du désencadrement du crédit et taux d'intérêt - Circuits financiers et alimentation de l'inflation - Encadrement du crédit et répercussion sur les finances des collectivités locales - (p. 1961) : encadrement du crédit et mission du Crédit agricole mutuel dans

le secteur des industries agro-alimentaires - Mesures sélectives à prendre en faveur de la création d'emplois ; industrie du bâtiment et agro-alimentaire - (p. 1964) : masse monétaire et production - Accroissement du crédit aux secteurs créateurs d'emplois et peu consommateurs d'énergie - Lutte contre l'inflation et mise en oeuvre d'autres moyens - (p. 1968) : démagogie et préoccupations de l'opposition envers les agriculteurs et les ouvriers - Contraintes extérieures et vocation du gouvernement - (p. 1969) : pétrole - Santé du franc - Politique de plein emploi - Prospérité des grands groupes industriels et situation des petites et moyennes entreprises - Déclarations de libéralisme économique et multiplication des aides publiques - Notion d'emplois d'utilité publique - Encadrement du crédit et situation des établissements financiers ; cas du Crédit agricole - Inflation et renchérissement du crédit - Financement des récoltes de céréales - Inflation et classes sociales défavorisées - Priorité de la lutte contre l'inflation.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3065) : sur l'amendement n°8 de la commission (économie de 10 % des charges de chauffage du locataire), soutient le sous-amendement n° 14 de M. France Lechenault (caractère facultatif du conventionnement - Exemple de son département : création d'une taxe sur l'énergie à basse tension et affectation d'une partie de son produit aux économie d'énergie dans les HLM - Urgence des économies d'énergie et refus de les voir bloquer par la procédure de conventionnement.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4938) : son amendement n° 33, soutenu par M. Emile Didier : dotation spéciale attribuée aux départements pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion générale (20 novembre 1980) (p. 5009) : débat budgétaire et complexité des débats théoriques - Opposition des sénateurs radicaux de gauche au projet de budget - (p. 5010) : absence de prise en compte du chômage et de l'inflation - Augmentation quantitative du chômage ; sort des femmes et des jeunes - Chômage et politique d'assistance du gouvernement - Augmentation du budget de la défense - Modèle japonais et importance de l'éducation ; caractère de « force de frappe » du budget de l'éducation - Nécessité de repenser l'éducation - Inflation et incidence du choc pétrolier - Déréglement monétaire international des années 70 ; décision du 15 août 1971 de détacher le dollar de l'or - Accords de la Jamaïque et légalisation de l'anarchie monétaire - (p. 5011) : rigidité économique française et rapport Rueff-Armand - Inflation et liberté des prix - Orientation de l'épargne vers les valeurs mobilières ; développement de l'investissement productif - Nécessité de ralentir la croissance des charges sociales - Archaïsme de la fiscalité française - Dégradation constante de la situation de l'emploi - Défense du franc et endettement de la France - Autocritique publique du gouvernement et maintien de la politique économique - Mal social et chômage

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3 A** (p. 5076) : son amendement n° 130 : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation des recettes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - (p. 5077) : soutient l'amendement n° 113 de M. Stéphane Bonduel (déduction fiscale et application à l'industrie hôtellière) - (p. 5081) : incitation fiscale et absence d'incidence sur les créations d'emplois ; amélioration de la productivité - Absence de lien entre investissement et bénéfice d'avantages fiscaux - (p. 5082)théorie du non-cumul des aides de l'Etat : cas de la sidérurgie et rapport Hannoun - Situation de l'industrie automobile - Investissement et capacité d'autofinancement.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5112) : soutient l'amendement n° 132 de M. France Lechenault (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru) - **Art. 4** (p. 5117) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Arrêt de la Cour de justice européenne sur la taxation des boissons alcoolisées - Traité de Rome - Augmentation exorbitante prévue des droits sur le cognac et problème de l'emploi dans les régions productrices de cognac - (p. 5118) : nécessité d'étaler dans le temps la mise en conformité du code français des impôts - (p. 5122, 5123) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools) - soutient le sous-amendement n° 150 de M. Henri Caillavet (suraxation des alcools importés et des alcools nationaux étalée sur quatre ans).

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur spécial (Routes et voies navigables) (p. 5446) : persistance des problèmes et inanité de la discussion parlementaire ; s'interroge sur sa tâche de rapporteur - (p. 5447) : stagnation des crédits d'entretien des voies navigables - Transport des marchandises et régression de la part des voies d'eau - Importance économique du transport fluvial ; exemple européen - VI[e] plan et schéma directeur des voies navigables - Volonté de l'Etat de se décharger sur les régions et les collectivités locales - Diminution des crédits d'équipement pour les voies navigables - Réduction des crédits pour la liaison Mer-duNord-Méditerranée - Discours officiel sur l'importance des voies navigables et régression du budget - Suppression du fonds spécial d'investissements routier - Construction et entretien des routes ; irrégularité dans la progression des crédits - Diminution des crédits destinés aux opérations de sécurité - Fluctuations de la répartition des crédits entre autoroutes, rase campagne et voiries urbaines - Comité des transports du VIII[e] plan et priorité à la rénovation et à l'amélioration du réseau existant - (p. 5448) : retard dans la réalisation du programme autoroutier desssiné en 1977 ; ralentissement de la progression du trafic et diminution des recettes de péage - Problème de l'harmonisation des tarifs autoroutiers ; nécessité d'une caisse de péréquation - Situation particulière de la société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine - Développement du réseau national en rase campagne ; plans routiers breton, Massif central, Vosges, Corse ; axe « centre Europe-Atlantique » - Voirie nationale en milieu urbain - Réduction des crédits d'entretien du réseau national - Opérations de sécurité et diminution du nombre de victimes de la route ; coût humain et économique de ces accidents - Insuffisance de la subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé - Stagnation des crédits et diminution des travaux entrepris ; situation des entreprises de travaux publics de taille moyenne - Endettement des budgets locaux - Caractère de budget d'attente - Transport ; économies d'énergie et compétitivité des entreprises - (p. 5449) : transport et politique d'aménagement du territoire ; élaboration du VIII[e] plan - Soumet ce budget à l'appréciation du Sénat - En remplacement de M. *Pierre Tajan* (p. 5477) : statistiques concernant les accidents de la route ; responsabilité particulières du réseau routier secondaire - Nécessité d'améliorer la sécurité - (p. 5478) : signalisation des routes secondaires et aide aux collectivités locales - Généralisation de la priorité de passage - (p. 5495) : caractère symbolique de la création d'un ministère de la mer - Grève des marins-pêcheurs de l'été 1980

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5496) : Se déclare favorable à l'amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville) - **Article 36** (p. 5499) : se déclare favorable à l'amendement n° 219 de la commission des affaires économiques (suppression indicatives des crédits

concernant les subventions accordées aux routes nationales déclassées).

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur spécial (Logement et cadre de vie) - (p. 5696, 5697) : suppression du secrétariat d'Etat au logement - Evolution des crédits par rapport à 1980 - Programme de construction de logements et crédits du Fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Budget de l'urbanisme : désengagement de l'Etat ; difficultés financières des collectivités locales - Nombre de logements construits et commencés et retard d'exécution des objectifs du VII[e] Plan - Amélioration de l'habitat ancien - Diminution d'activité du bâtiment - Secteur aidé et secteur libre - Problème du financement du logement : secteur bancaire et secteur public ; encadrement du crédit ; taux de réintégration des prêts immobiliers - Difficultés de l'épargne-logement - (p. 5698) : répartition des crédits affectés au logement : aide à la personne et aide à la pierre - Problème de la fiscalité immobilière : rapport du Gouvernement sur la fiscalité du logement d'avril 1978 et évaluation des moins-values fiscales - Préférence du public pour l'accession à la propriété et pour l'habitat individuel dispersé (« mitage ») ; résultats sur les charges de fonctionnement des collectivités locales - Accession à la propriété et problème de l'apport personnel - Aide personnalisée au logement - Difficultés du secteur locatif - Réforme de financement des HLM ; loi du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement - Nécessité, en 1981, de dégager les crédits inscrits au FAC - Diminution des crédits affectés à l'urbanisme - Loi d'orientation foncière du 31 décembre 1976 et retard d'élaboration des documents d'urbanisme : schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et plans d'occupation des sols (POS) - (p. 5699) : lourdeur de la procédure des plans d'occupation des sols (POS) pour les petites communes et carte communale - Actions foncières : désengagement de l'Etat et endettement des collectivités locales - Politique des espaces verts : résultats obtenus en région parisienne par l'agence des espaces verts - Architecture : mise en place des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), institués par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 ; missions de l'institut français d'architecture, créé en 1979 - (p. 5726) : exemple, cité par le ministre, des possibilités d'accession à la propriété d'une famille de deux enfants ayant un revenu mensuel de 5000 F, et part de son budget qu'elle devra consacrer à cette acquisition - (p. 5729, 5730) : accession à la propriété et problème de l'apport personnel - Secteur locatif

Examen des crédits - Art. 34 (p. 5732) : répartition de l'aide de l'Etat entre les organismes prêteurs et spécialisation des circuits bancaires, évoquée par le ministre ; part respective du crédit foncier et du crédit agricole et coût de la ressource collectée par ces deux établissements - **Après l'art. 43** *quater ;* soutient l'amendement n° 241 de M. Jean-Marie Rausch (incitation fiscale en matière d'économie d'énergie et d'énergie solaire) - (p. 5733) : insuffisance des mesures prises par le Gouvernement pour la promotion de l'énergie solaire - Incitation fiscale utilisée par exemple par les Etats-Unis - **Après l'article 46 :** accepte l'amendement n° 229 de la commission des affaires économiques (modalités de versement du dépassement du plafond légal de densité).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Après l'art. 12** (p. 6295) : son amendement n° 1 soutenu par M. Jean Béranger : possibilité d'option irrévocable pour les associations à but non lucratif sur un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 % ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6379) : plan proposé pour la région Poitou-Charentes - (p. 6380) : diffusion du pineau des Charentes et accroissement de la fiscalité pesant sur ce produit - Refus d'être des assistés - Taxation du cognac et importance des exportations ; existence d'un marché intérieur - Respect de nos engagements européens - Difficulté de l'emploi en Charente maritime - Fiscalité et avenir de la viticulture - Vote négatif du groupe de la gauche démocratique sur l'article 4 du projet - (p. 6381) : défense des intérêts français et alignement de la fiscalité française sur les alcools sur les autres pays européens - Confiance en la loi du marché et politique de subventions - Augmentation des droits sur les alcools et responsabilité du gouvernement.

Art. 42 (p. 6390) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 du gouvernement (majoration des abattements en valeur absolue par application du coefficient fixé pour les propriétés bâties).

MONORY (René), *ministre de l'économie* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2592** de M. **Edouard Le Jeune** : **les suites données à un rapport sur les aides de l'Etat à l'industrie** (6 juin 1980) (p. 2424, 2425).

n° **2654** de M. **Francisque Collomb** : **l'augmentation de l'activité exportatrice des petites et moyennes entreprises** (6 juin 1980) (p. 2429, 2430).

n° **2657** de M. **Serge Boucheny** : **le projet de décentralisation des ateliers des monnaies et médailles** (20 juin 1980) (p. 2893).

n° **2688** de M. **Jean Cauchon** : **la politique économique de libération des prix** (20 juin 1980) (p. 2894, 2895).

n° **2759** de M. **Henri Tournan** : **l'extension du bénéfice de la prime régionale à la création d'entreprises** (20 juin 1980) (p. 2892).

n° **2771** de M. **Jean Cluzel** : **les conséquences de la libération des prix de l'édition** (6 juin 1980) (p. 2427, 2428).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : aides privées et publiques aux entreprises** - (20 mai 1980) - (p. 1964) : étatisation de l'économie française - Création de richesse et masse monétaire - Evolution favorable du franc et succès de la politique monétaire - (p. 1965) : modération de la croissance de la masse monétaire - Encadrement du crédit et nombre de logements mis en chantier en 1979 ; situation du bâtiment - Encours de crédits du Crédit agricole - Octroi des crédits bonifiés - Crédit agricole et aide aux agriculteurs - Libération des prix et influence sur les petites et moyennes entreprises - Epargne et besoins de financement ; cas de l'industrie nucléaire - Dynamisme du marché intérieur - (p. 1966) : qualité du *cash flow* et appel au marché financier - Faible niveau des taux d'intérêt pratiqués en France - Marchés et crédits « désencadrés » - Inflation et influence du prix du pétrole et des matières premières - Maintien du pouvoir d'achat et problème de son augmentation - Situation des collectivités locales - (p. 1967) : caisse des dépôts et consignations et taux d'intérêt appliqué aux collectivités locales - Déficit budgétaire et importance des services votés - Richesse nationale et évolution de la dépense publique ; importance de la masse des salaires - Nombre d'emplois de fonctionnaires - Remboursement de la TVA aux collectivités locales - Importance des contraintes extérieures - Situation du Crédit agricole - Rôle économique des banques et concurrence ; paiement des opérations de gestion - (p. 1968) : souhait de conseils régionaux et départementaux de clients et d'usagers ; participation des sociétés de développement régional (SDR) - Instituts de participation - Niveau du plafond des dépôts à vue et à court terme - Orientation de l'épargne vers les entreprises - Publication du rapport Hannoun - Interventions publiques en faveur des entreprises - Volonté du gouvernement d'accompagner la recherche ou l'industrie - (p. 1970) :

démocratie et opposition - Financement des récoltes - Dépendance extérieure et défense du franc - Garanties d'emprunt et situation financière des communes - Coût du baril de pétrole - (p. 1971) : financement des choix prioritaires par le marché financier.

— **S'associe à l'hommage rendu** par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Michel Labéguerie, sénateur des Pyrénées Atlantiques (8 octobre 1980) (p. 3789)

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° 8 (80-81)] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4218) : longueur du délai entre la première et la deuxième lecture - Amendements des commissions et clarification du texte - (p. 4219) : collaboration exemplaire entre le gouvernement et les commissions sénatoriales.

Art. 1. - *Art. L. 131-1 du code des assurances* (p. 4219) : accepte l'amendement n° 19 de la commission des affaires économiques - (extension de la clause de variabilité du capital garanti à toutes les assurances de personnes), ainsi que l'amendement n° 1 de la commission des lois (titres ou parts non négociables et règlement exclusivement en espèces) - Accepte également l'amendement n° 20 de la commission des affaires économiques - (calcul du montant en francs des sommes versées par l'assureur à la suite du décès ou de l'accident) - **Art. 2.** - *Art. L. 211-1 de ce code* (p. 4220) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission des affaires économiques (accident et garantie pour toute personne transportée) - (p. 4222) : accepte l'amendement n° 28 de la commission des affaires économiques (couverture des membres de la famille du conducteur « autorisé ») ainsi que l'amendement n° 3 de la commission des lois (assimilation à des tiers des membres de la famille du conducteur et de l'assuré) - **Après l'Art. 2.** - *Art. L. 131-2 de ce code :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission des affaires économiques (assurance sur la vie et contre les accidents ; clause de subrogation) - **Art. 13.** - *Art. L. 132-20 de ce code* (p. 4224) : accepte l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (incident de paiement et application du système de droit commun de l'avance de la prime) - Accepte partiellement l'amendement n° 4 de la commission des lois (date de réception de la lettre recommandée et point de départ du délai de résiliation et de réduction du contrat d'assurance ; critères de l'option entre la réduction des effets de l'assurance et la résiliation du contrat) - (p. 4225) : sur l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques, s'oppose au sous-amendement n° 29 de M. François Collet (date de réception de la lettre recommandée et point de départ du délai de résiliation et de réduction du contrat d'assurance ; critères de l'option entre la réduction des effets de l'assurance et la résiliation du contrat) - **Art. 15.** - *Art. 132-22 de ce code :* accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission des lois, ainsi que l'amendement n° 7 de cette même commission (expiration d'un délai de deux mois et paiement de plein droit des intérêts de retard) - **Art-16.** - *Art. 132-23 de ce code* (p. 4226) : accepte l'amendement n° 8 de la commission des lois (paiement de deux primes annuelles et réduction ou rachat des contrats d'assurance sur la vie : application au 1er janvier 1982) - **Art. 17.** - *Art. L. 132-24 de ce code :* accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission des lois - **Art. 20.** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) de ce code :* accepte l'amendement n° 24 de la commission des affaires économiques (délai de 30 jours et faculté de renonciation à compter de la signature) - Accepte également l'amendement n° 10 de la commission des lois (protection et information de l'assuré) et l'amendement n° 26 de M. Albert Sirgue (non respect du délai de renonciation et pénalités de retard) - (p. 4228) : sur l'amendement n° 10 de la commission des lois, accepte le sous-amendement n° 30 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (note d'information de la faculté de renonciation) - **Art. 20** *bis.* - *Art. L. 132-5-2 (nouveau) de ce code :* s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Albert Sirgue (suppression de cet article concernant les conditions particulières de renonciation pour les contrats conclus hors du bureau des assureurs ou de leurs agents) - (p. 4230) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission des lois (protection particulière pour les contrats signés hors des bureaux des assureurs ou de leurs agents) et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 18 de M. Paul Girod (maintien de l'assurance jusqu'à restitution complète des sommes dues) - **Art. 21.** - *Art. L. 132-28 de ce code* (p. 4231) : accepte les amendements de la commission des lois n° 12 (non application à l'assurance populaire de la mise en demeure, de l'obligation d'envoyer une lettre recommandée et du délai de résiliation) et n° 13 (non paiement d'une prime ou d'une fraction de prime et options ouvertes à l'assuré) - **Art. 25-B.** - *Art. L. 132-27 de ce code :* accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission des lois - **Art. 27** *bis*-**A.** - *Art. 113-5 de ce code* (p. 4232) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission des lois et l'amendement n° 16 de cette même commission (assujettissement au contrôle de l'Etat pour les entreprises exerçant une activité d'assistance) - **Art. 27** *ter.* - *Art. L. 321-4 de ce code* (p. 4233) : accepte l'amendement n° 17 de la commission des lois : harmonisation de la rédaction de certains articles du code des assurances avec les dispositions de la co-assurance communautaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Monnaies et médailles (24 novembre 1980) - (p. 5225) : budget d'attente - Réduction des recettes résultant de l'arrêt de la fabrication de la pièce d'argent de 50 F - Possibilité de frappe d'une autre pièce d'argent - (p. 5226) : suggestion de M. *Jean-Pierre Fourcade,* rapporteur spécial, concernant la frappe de pièces commémoratives - Réticences des usagers devant la pièce de 10 F - Mensualisation de tous les personnels de la Monnaie : Monnaie de Paris et établissement de Pessac - Amélioration des conditions de travail - Mise en place d'une comptabilité analytique - Fin des importations de flans nécessaires à la frappe des monnaies françaises - Perspectives de développement des ventes de médailles ; exportations - Perspective plus satisfaisante pour 1982

Economie et budget - III - Economie (24 novembre 1980) - (p. 5230) : défense de l'économie française face à la concurrence internationale - Politique de libération des prix et renforcement de la concurrence - Responsabilité du consommateur - (p. 5231) : doublement des crédits de subventions aux organisations de consommateurs et de l'Institut national de la consommation (INC) - Organisation de journées internationales des consommateurs - Qualité du travail accompli par la direction générale de la concurrence et de la consommation - Maisons de la consommation - Amendement de M. *Jacques Descours Desacres* relatif au boycott de la viande de veau - Rôle de la commission de la concurrence - Modernisation de l'appareil économique du pays : incitation fiscale à l'investissement ; financement du secteur tertiaire ; restructuration d'entreprises ; prêts participatifs - Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) - Comité interministériel de développement industriel et de soutien de l'emploi (CIDISE) - Moyens accordés aux sociétés de développement régional (SDR) - Décentralisation des banques - (p. 5232) : amélioration de la gestion des entreprises publiques - Participation des actionnaires privés - Contrats de développement signés par le ministère de l'économie avec les entreprises nationales - Modernisation de l'appareil productif : crédits à l'exportation ; garanties de la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Epargne à vue et épargne à moyen et long terme - Taux de rémunération de l'épargne liquide - Placements d'obligations - Epargne populaire, évoquée par M. *Pierre Ceccaldi-Pavard,* et épargne à vue - Taux de 7,5 % des livrets A des caisses d'épargne et des livrets bleus du Crédit Mutuel - Succès de la loi d'orientation de l'épargne - Evolution de la Bourse - Politique monétaire : encadrement du crédit ; recours des entreprises françaises aux marchés obligataires, aux prêts en devises, et aux crédits bonifiés - Progression de l'autofinancement - Place de la France dans le monde et crédits aux pays en voie de développement - (p. 5233) : action de la caisse centrale de coopération - Rôle des services économiques à l'extérieur -

Maitrise de la balance des paiements et position du franc - Parution dans la presse de statistiques sur les salaires - Hommage à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) - Révolution tranquille de l'économie française

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5233, 5234) : demande le retrait de l'amendement n° 188 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Michel Miroudot (réduction des crédits du Titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation).

Comptes spéciaux du Trésor (24 novembre 1980) - (p. 5237) : effort de réduction du nombre des comptes spéciaux - Disparition du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Diminution du compte de consolidation des dettes commerciales des pays étrangers et rôle joué par la Banque française du commerce extérieur - (p. 5238) : Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (FNAFU) - Prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) - Prêts à la sidérurgie - Rôle du Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI) -Comité interministériel de développement industriel et de soutien de l'emploi (CIDISE) - Comités départementaux pour le financement des entreprises (CODEFI) - Complément de crédits inscrit dans le prochain collectif budgétaire pour les prêts du FDES - Aide à la sidérurgie ; problème des aciers spéciaux - Aide à l'industrie textile : prêts participatifs

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **142 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6392) : rend hommage au travail du Sénat - Proposition d'adoption des conclusions de la commission.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 17** (p. 6460) : fragilité des marchés financiers internationaux et remise en cause des avantages consentis aux anciens actionnaires des entreprises gazière et électrique - S'oppose au 2° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière) - (p. 6462) : obligations de la caisse nationale de l'énergie et détention par les petits porteurs ; préservation du crédit de l'Etat et de leurs intérêts.

MONT (Claude), sénateur de la Loire (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait avec plusieurs de ses collègues au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée en Thaïlande, Malaisie et Indonésie, du 12 au 27 février 1980 (n° **268**, 1979-1980) (29 mai 1980) - **Asie du Sud-Est.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **255**, 1979-1980), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles, le 20 novembre 1979 (n° **314**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** (n° **101**, tome **I**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**] - (17 avril 1980) **Avant l'art. 89** (p. 1350) : son amendement n° II-256 : modification des seuils fixés par le code des communes pour l'interdiction faite aux maires de traiter avec la commune ; adopté.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les états membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation de deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** [n° **255 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2747) : première convention de Lomé en 1975 avec 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - Renouvellement de l'accord et extension - Conseil des ministres et comité des ambassadeurs - Relations commerciales : préférence accordée par la CEE aux pays ACP, sans réciprocité - Certificat d'origine et clause de sauvegarde - Protocoles particuliers : sucre, banane et rhum - Fonds de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) et Fonds d'aide à l'exploitation et aux investissements miniers (SYSMIN) - Application du STABEX et garantie de recettes pour les produits d'exportation les plus importants - Coût pour la CEE de cette politique de solidarité - Application du SYSMIN et facilités de financement accordées - Rôle de la Banque européenne d'investissements - (p. 2748) : coopération industrielle : prêts bonifiés et capitaux à risques - Garanties multilatérales des investissements privés - Emigration de la main d'oeuvre - Coopération agricole et énergétique - Moyens de financement du Fonds européen de développement et de la Banque européenne d'investissements - Mécanismes d'intervention - Politique régionale - Aides aux petites et moyennes entreprises - Appels d'offres et préférence de prix aux entreprises des pays ACP - Microréalisations rurales - Politique sociale et code du travail - (p. 2749) : réunion à Manille en 1979 de la V^e^ conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) - Travaux de la III^e^ Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) - Echec de plusieurs tentatives - Au nom de la commission des affaires étrangères, demande l'adoption du projet.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3229) : progrès de l'Europe communautaire et conférence de la Haye des 1^er^ et 2 décembre 1969 - (p. 3230) : historique de l'élargissement de l'Europe des Six - Exprime ses craintes face à un monde menacé - Accord de Bruxelles sur la réduction de la contribution britannique au budget de la Communauté économique européenne (CEE) et problème des exportations agricoles françaises - Suite donnée par le gouvernement français aux principes fondamentaux de la Haye : préservation de l'unité des marchés communautaires, aide aux partenaires en difficulté, solidarité financière - Porte ouverte à une possible révision des traités et attitude du gouvernement britannique - Demande des résolutions favorisant le progrès économique et social de l'Europe - Problèmes de l'élargissement de la CEE : cas de l'Espagne et du Portugal ; publication prochaine d'un document communautaire - Condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan par l'Europe des neuf - Participation de la France aux Jeux olympiques

de Moscou et équipe de rugby sud-africaine - (p. 3231) : intervention soviétique en Afghanistan - Réunion du « comité pour la paix en Afghanistan » - Projet de M. Poniatowski sur la défense européenne et attitude de la France et de ses partenaires face à l'Alliance atlantique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Affaires étrangères (4 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5788) : faible progression des crédits et remise en cause du plan de redressement quinquennal adopté en 1976 - Remise en ordre de notre représentation diplomatique et rapport Alduy - Absence de création d'emplois ; situation des vacataires - Respect des engagements du programme d'action prioritaire n° 12 - Amélioration des garanties sociales données aux Français de l'étranger - Sélectivité de la gestion des contributions aux institutions internationales ; contribution au programme des Nations Unies pour le développement - Politique culturelle et relations avec le Vanuatu ; respect du droit de la population francophone - Agriculture française et politique agricole commune ; soutien des marchés - (p. 5789) : plan de réorganisation proposé par la commission européenne ; attitude de la Grande Bretagne et de la République Fédérale d'Allemagne ; attachement au traité de Rome - Budget de la CEE ; problème de l'augmentation de la fiscalité européenne - CEE et tiers-monde ; conventions de Lomé I et Lomé II - CEE et crise de la production d'acier ; invocation de « l'état de crise manifeste » du traité de la CECA - Capacité communautaire à surmonter les crises - Participation de l'Europe à la signature de l'acte d'Helsinki ; conférence de Belgrade et de Madrid ; respect des droits de l'homme - Désarmement européen et thèse française exposée par le Président de la République ; thèse soviétique - Adhésion de l'Espagne à l'OTAN - Occupation soviétique en Afghanistan - (p. 5790) : guerres du Cambodge de l'Irak et de l'Iran - Renégociation de l'accord Salt-II - Indépendance de l'Europe ; défense européenne ou protection américaine - Redéfinition de nos rapports militaires avec les partenaires de la CEE et du traité de l'Atlantique Nord.

MONTAGNE (Rémy), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale* (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2814** de M. **Paul Kauss : conditions d'attribution des bourses d'études** (7 novembre 1980) (p. 4511, 4512).

n° **2** de M. **Raymond Dumont : structures de la sécurité sociale minière** (7 novembre 1980) (p. 4514, 4515).

n° **20** de M. **Pierre Salvi : gestion financière de la mutuelle nationale des étudiants de France** (7 novembre 1980) (p. 4513).

n° **36** de Mme **Hélène Luc : financement de la vaccination antitétanique** (7 novembre 1980) (p. 4512, 4513).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Santé et Sécurité sociale (6 décembre 1980) (p. 5927) : solidarité nationale et dépenses d'aide sociale - (p. 5928) : affinement des prévisions de dépenses - Priorités retenues pour 1981 : maîtrise de l'évolution des dépenses et adaptation aux besoins : rigueur de gestion ; prix de journée des établissements - Equipements : polyvalence et diversifications ; accueil temporaire - Etablissements d'hébergement et médicalisation des soins - Situation des personnes handicapées : maisons d'accueil spécialisées - Encouragement à la responsabilité et à la solidarité : action sociale et réinsertion dans la communauté : effort en faveur des personnes âgées ; programme d'action prioritaire du VIII[e] Plan, augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide ménagère ; maintien à domicile ; formules d'hébergement provisoire - Insertion sociale des personnes handicapées ; application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 - (p. 5929) : appareillage ; aides personnelles ; critères d'accès à la fonction publique - Résultats obtenus - Information et sensibilisation de l'opinion publique - Financement des centres de formation des travailleurs sociaux : écoles d'assistants de service social et de moniteurs-éducateurs ; augmentation des subventions ; développement des stages pratiques ; concertation avec les écoles de formation - Foyers de jeunes travailleurs ; incidence du système d'aide personnalisée au logement - Aide sociale à l'enfance : conventions passées par les directions de l'action sanitaire et sociale avec les foyers d'accueil des jeunes - Participation de l'Etat au fonctionnement des centres sociaux ; prestation de service de la caisse nationale des allocations familiales ; maîtrise de la gestion et effort de concertation - Encouragement au mouvement associatif - (p. 5930) : simplification des procédures administratives - Informatique et traduction en braille par photocomposition - Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** [n° **30 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6164) : suppression de toute restriction à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services dans la CEE - Harmonisation des formations des Etats pour garantir un niveau élevé - Directives « dentistes » et nécessité d'une définition communautaire : reconnaissance mutuelle des diplômes et coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives - Nécessité de se conformer à ces directives et projet de loi sur les dispositions spécifiques aux praticiens dentaires : reconnaissance des diplômes délivrés par les Etats membres ; diplômes ne répondant pas aux critères de formation et nécessité d'un exercice professionnel de trois ans - Conditions d'exercice du prestataire de services établi dans un Etat membre - Ressortissant d'Etat membre et application des conditions des ressortissants français - Liberté d'établissement et raisons du maintien de l'équilibre démographique : exemple des effectifs de médecins des Etats membres installés en France - Remplacement - Autorisation préfectorale indépendante des mesures d'application des directives ; application aux seuls ressortissants des Etats membres formés en France - Non application du projet aux stomatologistes - Institution progressive d'une Europe des professions de santé.

Art. 4 (p. 6165) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Danielle Bidard soutenu par M. Serge Boucheny (validation de la quatrième année d'odontologie et suppression de l'avis du directeur de l'U.E.R. d'odontologie pour l'exercice de la profession en tant que remplaçant ou adjoint d'un chirurgien dentiste).

MONTALEMBERT (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981 - adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - I - Aménagement du territoire** (n° **98**, annexe **21**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Art. 19 (p. 39) : demande confirmation de l'interprétation des dispositions de cet article, donnée par le ministre le 19 décembre 1979 : prise en compte des donations exonérées.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 412) : enseignement agricole - (p. 413) : maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation et enseignement alterné - Enseignement féminin agricole et équivalences de diplômes.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 465) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), se déclare favorable au sous-amendement N° I-67de M. Roland du Luart (enseignement et conduite de l'exploitation) - Crédits aux maisons familiales - Enseignement agricole féminin - (p. 466) : absence de sélection à l'entrée des maisons familiales - Souhait du maintien de la tutelle du ministère de l'agriculture sur les maisons familiales.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Avant l'art. 3** (p. 510) : intervient sur l'amendement N° I-168 de M. Paul Girod (dispositions fiscales et départ à la retraite des exploitants agricoles) - Imposition au forfait et imposition au bénéfice réel - Taxation des stocks des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 588) : son amendement N° II-109 : suppression des dispositions de cet art. concernant la cotitularité du bail d'exploitation agricole ; retiré - (p. 590) : se déclare favorable à l'amendement N° II-38 de la commission des lois (cotitularité du bail d'exploitation agricole) - **Art. 14** (p. 611) : valeur des terres et prise en compte des baux à long terme - Critères de productivité pour l'établissement des baux préfectoraux ; l'introduction de la notion de valeur de rendement - Se déclare défavorable à l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 642) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), son sous-amendement N° III-358 : substitution de la notion de potentiel de productivité à celle de valeur de rendement ; retiré - **Après l'art. 14** (p. 660) : charge de la preuve et nécessité du respect des règles fondamentales du droit français - Se déclare favorable à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du tribunal de grande instance).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 678) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), son sous-amendement N° III-286 : adjudication ou volonté d'un indivisaire d'acquérir le bien indivis et absence de droit de préemption de la SAFER ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 687) : imposition des terres agricoles et privilèges fiscaux accordés aux talus ou fossés au même titre que les haies - **Art. 17** (p. 701) : son amendement N° III-234 : suppression des dispositions de cet art. prévoyant la signature simultanée du partage, de l'acte constitutif du GFA et du bail à long terme ; retiré - (p. 702) : constitution d'un GFA avec des tiers ; la possibilité de remettre en cause le partage pendant 30 ans - **Art. 18** (p. 708) : sur l'amendement N° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale, son sous-amendement N° III-233 : mise à disposition par priorité des bâtiments d'exploitation et d'habitation ; devenu sans objet puis repris, sous forme d'amendement N° III-233 par la commission des affaires économiques puis adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 819) : se déclare favorable à l'amendement N° III-162 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - **Après l'art. 26** (p. 840) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-259 de M. Roland Grimaldi (recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé) - **Art. 26** *bis* (p. 843) : se déclare favorable à l'amendement N° III-117 de la commission des lois (exception au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 875) : vote favorable du groupe RPR - Importance du projet de loi - (p. 876) : diversité de l'agriculture - Information des Français sur les débats sénatoriaux.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* **A** *(suite)* (p. 2053) : au nom de la commission des finances, déclare que l'art. 40 de la constitution,invoqué par le gouvernement, n'est pas applicable à l'amendement N° 33 de la commission des lois (rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformer un bail rural en bail à long terme), ni au sous-amendement N° 190 de M. Baudouin de Hauteclocque (abrogation de cinq articles du code rural tombés en désuétude) - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2063, 2064) : son amendement N° 214 : obligation pour la SAFER d'acquérir le bien au prix fixé par le tribunal, en cas de remise en vente dans un délai de trois ans ; retiré (p. 2066, 2067), au profit de l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - (p. 2071) : son amendement N° 213 : exception au droit de préemption de la SAFER si un indivisaire exprime sa volonté d'acquérir lors d'une adjudication ; retiré.

— **Rappel au règlement** - (22 mai 1980) (p. 2096) : qualité des débats sénatoriaux - (p. 2097) : déclaration de M. le ministre des Affaires étrangères et absence de compte rendu des débats par les journaux - Information de l'opinion publique des travaux du Sénat.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 2110) : au nom de la commission des finances, déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau N° 11 (augmentation du taux des pensions de reversion et cumul intégral des pensions) et N° 12 (revalorisation de l'allocation d'orphelin et des allocations familiales versées au premier enfant) - (p. 2112) : au nom de la commission des finances déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 16 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéfice de la retraite anticipée pour les femmes salariées), ainsi qu'à l'amendement N° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (décès du conjoint et

paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès) - **Art. 7** (p. 2123) ; au nom de la commission des finances, déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la loi aux décès postérieurs au 31 décembre 1979) - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2125) : au nom de la commission des finances, déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 34 de M. Roland Grimaldi (remariage et maintien dans le même régime d'assurance vieillesse ; cas de réouverture du droit à pension de reversion).

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 1** (p. 2580, 2581) : demande la réserve des art. 1 et 2 jusqu'après l'examen de l'art. 2 *bis* ; réserve ordonnée - **Art. 2** *bis* (p. 2581, 2582) : définition de la pédagogie particulière - Se déclare opposé aux amendements identiques n° 50 de la commission des affaires culturelles et n° 11 de la commission des affaires sociales, suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée - **Art. 16** *ter* (p. 2607) : son amendement n° 106 : possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale ; retiré.

— **Allocution du président d'âge** [n° **1 (80-81)**] - **Président d'âge** (2 octobre 1980) (p. 3735, 3736) : en cette qualité, procède à l'installation du bureau d'âge et déclare ouverte la première session ordinaire du Sénat de 1980-1981 - Rappelle les décès de *M. Michel Labèguerie,* sénateur des Pyrénées-atlantiques, de MM. Emile Vanrullen, ancien questeur du Conseil de la République, Adolphe Dutoit, Jacques Piot, Claudius Delorme et Raymond Brosseau, anciens sénateurs - Exprime, à titre personnel, sa sympathie à MM. les Présidents *Léon Eeckhoutte et Léon Jozeau-Marigné,* éprouvés dans leur affection familiale - Communique la liste des sénateurs proclamés élus à la suite des opérations électorales du 28 septembre 1980 - Informe du remplacement de M. *Michel Labèguerie,* décédé, par M. Jacques Moutet - Rend hommage à ses anciens collègues et se félicite de la réélection de nombre de sénateurs renouvelables - Souhaite une très cordiale bienvenue aux nouveaux élus - Rôle croissant et considérable du Sénat ; cite les propos de Caton l'Ancien, rapportés par Cicéron, à propos du Sénat de la République romaine - Qualité des débats du Sénat ; débat budgétaire, projet de loi sur la responsabilité des collectivités locales et loi d'orientation agricole - Souligne le travail des services qui ont organisé la publication et la diffusion des résultats des élections sénatoriales - (p. 3737) : caractère troublé de l'avenir et nécessité de ne pas avoir une mentalité d'assistés - Importance de l'Histoire dans l'enseignement des jeunes - Faire face au destin et résoudre les grands problèmes de notre temps - Rappelle les propos d'Ernest Renan sur « les vrais hommes de progrès » et ceux d'Edouard Herriot sur « le succès sans cesse recréé par l'effort » - Donne lecture de la motion du groupe socialiste faisant opposition à la ratification de l'élection des Français représentant les sénateurs de l'étranger - (p. 3738) : proclame élus sénateurs des Français établis hors de France, MM. Jacques Habert et Pierre Croze - (p. 3739) : proclame M. Alain Poher, président du Sénat.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - Au nom de la commission des finances - **Art. 7** (p. 4282) : déclare l'art. 40 de la Constitution applicable aux amendements n° 20 et n° 21 de Mme Cécile Goldet, soutenus par M. Michel Moreigne (suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement) et à l'amendement n° 12 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la règle de proratisation aux primes).

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 4945, 4946) : sous réserve d'une précision nécessaire relative aux syndicats de communes pour le regroupement pédagogique, se déclare favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3A** (p. 5075) : son amendement n° 61 : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles soumises au régime du bénéfice réel ; compensation de recettes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement - (p. 5082) : balance commerciale et importance de l'agriculture - Politique agricole et multiplication des commissions et comités - Jeunes agriculteurs et problème de l'obtention de subventions - Diversité de l'agriculture française - (p. 5085) : s'abstiendra dans le vote unique demandé par le gouvernement sur l'article 3 A.

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 6014) : répercussion sur l'ensemble de la politique - Nécessité d'une discussion des crédits en présence du premier ministre - Augmentation des crédits de paiement et diminution des dépenses de fonctionnement - (p. 6015) : évolution des dépenses en capital : budgets des services généraux du premier ministre et des charges communes - Augmentation moindre des autorisations de programme et conjoncture - Orientation du gouvernement - Evolution liée des dépenses en capital, des crédits de paiement de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Diminution des dépenses des missions, du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT), et des primes de développement régional ; augmentation dès crédits de paiement du conservatoire du littoral, du FIDAR, des zones minières - Nécessité de soutenir les régions en difficulté, de diversifier les objectifs et de réorienter l'action de la DATAR - Connaissance difficile pour le parlement de la politique d'aménagement du territoire et débat nécessaire - Vote favorable

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6172) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 6 de MM. François Dubanchet et Pierre Vallon, soutenu par M. Jacques Mossion (paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés).

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6525) : à propos des amendements n° 2 et n° 4 visant à créer une possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises tendant à l'utilisation du charbon, intervient sur les chaudières à paille.

MOREAU (**Henri**), sénateur de la Charente-Maritime (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 477) : son amendement N° I-170 : représentation du commerce de gros et de détail ; retiré - **Art. 2** *bis* (p. 500) : son amendement N° I-172 : établissement des programmes régionaux d'orientation ; retiré - **Art. 2** *ter* (p. 502) : son amendement N° I-173, soutenu par M. Charles Beaupetit : aides de l'Etat et souscription de contrats ; rejeté - **Art. 3 A** (p. 509) : son amendement N° I-174, soutenu par M. Paul Girod, identique aux amendements N° I-27 de la commission des affaires économiques, N° I-62 de M. Paul Girod, N° I-88 de M. Maurice Janetti et N° I-102 de la commission des finances : suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs ; adopté - **Art. 3** (p. 511) : son amendement N° I-176, soutenu par M. Paul Girod : rôle du fonds de promotion sur le marché intérieur ; rejeté - Son amendement N° I-175 soutenu par M. Paul Girod : gestion du fonds par secteur de produits ; adopté - **Art. 5** (p. 520) : son amendement N° I-179, soutenu par M. Paul Girod, identique à l'amendement N° I-52 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif à l'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue ; retiré.

— **Question orale avec débat : tunnel routier sous le Fréjus** - (22 avril 1980) (p. 1415) : lit l'intervention de M. *Auguste Billiemaz* - Trafic au tunnel du Mont-Blanc et insuffisance des voies d'accès - (p. 1416) : construction du tunnel du Fréjus et mesures concernant les voies d'accès.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Art. 1** (p. 3257) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Cantegrit (versement de l'allocation aux Français résidant à l'étranger et relevant du régime d'assurance volontaire vieillesse).

MOREAU (Roger), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

MOREIGNE (Michel), sénateur de la Creuse (S) - *Secrétaire du Sénat.*

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

Réélu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **448** (14 octobre 1980) (p. 3903) à M. le ministre de l'agriculture : **l'élevage (octroi de la prime au maintien du troupeau de vaches aux élevages mixtes.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 530) : couverture sociale de l'exploitant agricole et mise à parité avec les autres salariés - (p. 531) : marasme du secteur de la viande et comité de Guéret - Conditions d'affiliation en fonction des caractéristiques de la région concernée ; dérogations prévues - Alignement progressif des anciennes cotisations sur les nouvelles cotisations - Cotisations de solidarité et élargissement de l'assiette des cotisations - Application de la loi et augmentation des cotisations.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : son amendement N° II-48 soutenu par M. Robert Schwint : paritarisme pour le remplacement et l'aide à domicile ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales puis adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1573) : suppression dans la Creuse du collège de la Courtine.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 22 E** (p. 2035) : soutient l'amendement N° 149 de M. Roland Grimaldi (limites supérieure et inférieure de la surface minimum d'installation par rapport à la moyenne nationale) - (p. 2036) : installation des jeunes agriculteurs - Législation sur les cumuls.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79-80)**] - (11 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2615) : absence d'amendement du groupe socialiste - Position du groupe exprimée dans l'intervention de M. *Robert Schwint*, lors de la discussion générale - Le groupe socialiste votera contre le projet.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4143) : augmentation des prix agricoles inférieure aux charges de production - Diminution du nombre des agriculteurs - Situation difficile des éleveurs malgré la prime au troupeau allaitant - Spécificité de la qualité des races bovines limousines et charolaises - Aide aux troupeaux mixtes : problème des laiteries - (p. 4144) : questions sur le nouveau plafond en matière de livraison de lait, le montant et les modalités de l'aide, la suppression pour les zones de piémont de la taxe de coresponsabilité.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4271) : déclaration d'urgence sur le projet - Consultation du conseil supérieur de la fonction publique - Bilan d'application de la loi du 19 juin 1970, instituant le travail à mi-temps dans la fonction publique et dispositions du projet en examen - Négociations sur la réduction et l'aménagement du temps de travail - (p. 4272) : travail à temps partiel et marginalisation du travail féminin - Autres formules expérimentées : système du « mercredi libre » ; règle du trentième indivisible et prélèvement d'un vingtième du traitement - Diminution des avantages sociaux - Congé du mercredi et manque de places dans les crèches et les écoles maternelles - Durée du travail dans la fonction publique et dans les entreprises du secteur nationalisé - Champ d'application du projet : agents titulaires ; cas des non titulaires, des vacataires et des auxiliaires - Dispositions dérogatoires au statut de la fonction publique - Discrimination - Réserve le vote du groupe socialiste en fonction du sort qui sera fait à ses amendements.

Art. 2 (p. 4277) : soutient, puis retire l'amendement n° 15 de Mme Cécile Goldet (retour de plein droit à un service

à temps complet) - **Après l'art. 2** (p. 4278) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Cécile Goldet (utilisation des crédits dégagés pour la création d'emplois d'agents titulaires) - **Art. 4** : soutient l'amendement n° 18 de Mme Cécile Goldet (prise en compte de la totalité de la durée du travail à temps partiel, tant pour la liquidation de la pension que pour la constitution du droit à pension) - **Art. 6** (p. 4280) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Cécile Goldet, identique aux amendements n° 3 de la commission des affaires sociales et n° 10 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression de cet article relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée) - **Art. 7** (p. 4281) : soutient les amendements de Mme Cécile Goldet n°20 et n° 21 (suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement) - (p. 4282) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Cécile Goldet (calcul de la retenue à effectuer par référence à l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961) - Règle du trentième indivisible - **Après l'art. 7** (p. 4283) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Cécile Goldet (maintien des priorités d'accès aux équipements collectifs accueillant les enfants) - **Art. 8** : soutient l'amendement n° 24 de Mme Cécile Goldet (consultation du Conseil supérieur de la fonction publique sur les décrets d'application) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4285, 4286) : atteinte au statut de la fonction publique - Remise en cause de la mensualisation - Règle du trentième indivisible - Vote du groupe socialiste contre le projet.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5320) : augmentation du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) ; augmentation des cotisations et baisse des revenus des agriculteurs - BAPSA 1981 et faible amélioration des garanties - Application de la loi d'orientation et innovation du régime de retraite : relèvement des retraites forfaitaire et proportionnelle, diminution du nombre d'assujettis aux cotisations - Limitation nécessaire des cotisations : exemple de la taxe sur les betteraves et nécessité d'un financement de substitution - Absence d'indemnité journalière aux chefs d'exploitations - Pension d'invalidité : insuffisance, attribution aux aides familiaux, aux conjoints d'exploitants, retraite complémentaire intégrale en cas de décès du mari - Intégration du Focoma dans le BAPSA : aides ménagères à domicile, péréquation des dépenses sociales entre les départements - (p. 5321) : allocation du fonds national de solidarité et question au gouvernement sur la non intégration de certains avantages : exemple des pensions militaires d'invalidité - Problème de la hausse des cotisations sociales conjuguée avec la révision des bases de l'impôt foncier, bâti et non bâti - Vote favorable sur le BAPSA 1981

Examen des crédits - Après l'article 49 (p. 5328) : se déclare favorable à l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6443) : son amendement n° 94, identique à l'amendement n° 12 de M. Georges Lombard soutenu par M. Daniel Millaud : doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leur comptabilité ; retiré.

MORICE (André), sénateur de la Loire-Atlantique (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6003) ; augmentation des crédits de formation professionnelle ; priorité aux pactes de l'emploi et aux formations pour adultes et handicapés - Déséquilibre entre offre et demande d'emplois et insuffisance du montant des crédits - Diminution des crédits de fonctionnement et insuffisance des crédits de la rémunération des stagiaires - Candidats stagiaires et insuffisance des stages offerts - Cours de promotion sociale et insuffisance des lois de 1971 et de 1978 - Importance de la formation professionnelle face au chômage et à l'évolution de notre société - Concertation avec les organisations d'employeurs - Qualité de l'enseignement technique - Nouvelle distribution de travail et de l'aménagement de la vie - (p. 6004) : importance des crédits de la promotion sociale

MOSSION (Jacques), sénateur de la Somme (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

- Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est nommé de nouveau membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981 adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'Outre-mer** (n° **100**, tome **XXIII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi (n° **104**, 1980-1981) relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** (n° **141**, 1980-1981) (4 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2738** (J.O. Débats 9 avril 1980) (p. 1087) à M. le ministre de l'agriculture : les **fruits et légumes (situation du marché de la pomme de terre)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, le 6 juin 1980 (p. 2430).

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

SESSIONS DE 1980

TABLE NOMINATIVE

ERRATUM

MOREIGNE (Michel)

p. 373 : **Prestations sociales agricoles**

lire « vote défavorable » sur le BAPSA

au lieu de « vote favorable ».

n° **41** (J.O. Débats 29 octobre 1980) (p. 4171) à M. le ministre de l'économie : les **entreprises (expansion économique des entreprises à l'étranger)** - Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur (12 décembre 1980) (p. 6261).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 605) : soutient l'amendement N° III-133de MM. Charles Edmond Lenglet et Max Lejeune (suppression des dispositions de cet art. concernant l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles par « une commission d'aménagement foncier »).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1239) : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), soutient le sous-amendement N° II-169 de M. René Tinant (coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés) - (p. 1241) : cas des élèves d'une commune périphérique ayant une école primaire fréquentant l'école de la commune centre.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Art. 1** *bis* (p. 1716) : son amendement N° 1 : extension du champ d'application de la loi : concertation avec les établissements publics en général ; retiré - Cas des chambres de commerce.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - Donne lecture de l'intervention de M. *Bernard Lemarié* - (p. 1676) : Inconvénients de traiter les personnes du troisième âge comme une catégorie socio-professionnelle à part - Nécessité d'atténuer la brutalité du départ à la retraite - Programme de Blois - Effort de solidarité en faveur des personnes âgées - Augmentation du minimum vieillesse - Revalorisation des pensions - (p. 1677) : foyers-logements - Etablissements médicaux pour les personnes âgées invalides et participation de l'assurance maladie - Politique de maintien à domicile des personnes âgées - Raccordement au téléphone - Aide ménagère à domicile - Maisons de retraite et maisons de cure médicale - Soins médicaux à domicile - Extension souhaitable aux personnes âgées de la formule d'hospitalisation à domicile.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art.18** p. 2609) : son amendement n° 119, soutenu par M. Paul Kauss et identique à l'amendement n° 65 de M. Paul Kauss : suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance ;devenu sans objet.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 7** (p. 3831) : son amendement n° 34 : bassins prévus pour la commercialisation des poissons d'élevage ; adopté - (p. 3832) : activités de loisir de loisir et pêche de truites dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais - Journées de pêche organisées par les comités d'entreprises ou les clubs de personnes âgées - Enclos de pêche - **Art. 11** (p. 3838) : son amendement n° 35, soutenu par M. Guy Robert : application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos ; adopté - **Art. 12** (p. 3839) : son amendement de coordination n° 36, soutenu par M. Guy Robert ; retiré - **Art. 13** (p. 3842) : son amendement n° 37, soutenu par M. Guy Robert : suppression de l'interdiction de commercialisation du poisson élevé dans des enclos aménagés en pêche de loisir ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (17 novembre 1980) - **Après l'article 36** (p. 4824) : son amendement N° II-151 déposé avec M. Henri Goetschy et soutenu par M. Adolphe Chauvin : rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non récidiviste ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5568) : caractéristiques économiques et géographiques des territoires d'outre mer - (p. 5569) : budget du secrétariat d'Etat et interventions des ministères techniques - Hausse des crédits de paiement due à la prise en charge par le ministère de l'éducation des frais de scolarisation en Nouvelle-Calédonie - Doublement des crédits du ministère de la santé - Réduction des actions du ministère de l'agriculture et difficultés d'application prévisibles de la réforme foncière - Interventions du ministère des transports - Evolution des autorisations de programmes - Indépendance des Nouvelles-Hébrides et aide nécessaire à la communauté française - Exploitation des ressources des océans et développement de l'aquaculture : nodules polymétalliques ; hydrocarbures - Crédits de recherche - Présentation des crédits : anomalie du vote sur la section commune qui précède l'examen des crédits des TOM - Concertation souhaitable entre le secrétariat d'Etat et les rapporteurs pour améliorer l'information des parlementaires - Décision de la commission des affaires économiques de soumettre les crédits des TOM à l'appréciation du Sénat

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6171) : soutient l'amendement n° 6 de MM. François Dubanchet et Pierre Vallon (paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 6197) : modernisation des structures agricoles des départements et territoires d'Outre-mer ; préparation du VIIIe plan et avis du comité « départements et territoires d'Outre-mer » - (p. 6198) : prise en compte de l'avis de l'assemblée territoriale - Faiblesse de l'exploitation du potentiel agricole calédonien - Importance des terres détenues par les Européens et revendications des Mélanésiens - Mise en oeuvre d'une politique d'aménagement foncier et d'établissement rural ; droit de préemption et d'expropriation ; sauvegarde de l'organisation traditionnelle mélanésienne - Contribution nécessaire de l'Etat - Limites à fixer au droit coutumier - Politique des réserves - Nécessité d'éviter des revendications politiques violentes.

Art. 2 (p. 6204) : amendement n° 21 de la commission des affaires économiques : aide financière et technique de l'Etat ; adopté - **Art. 3** (p. 6205) : sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (compétence exclusive du territoire pour l'acquisition des terres faisant l'objet des attributions découlant de la réforme foncière), sous-amendement n° 22 de la commission des affaires économiques : droit pour les communes de concourir à des opérations par acquisitions amiables ; rejeté - **Art. 5** (p. 6207) : amendement n° 23 de la commission des affaires économiques : droit de préemption au profit du territoire ; fixation par l'assemblée territoriale des surfaces minimales concernées ; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 6209) : sur l'amendement n° 7 de la commission des lois (principe et modalités d'exercice du droit de préemption par le chef du territoire après délibération du conseil du gouvernement), sous-amendements de la commission des affaires économiques n° 24 : délai de deux mois pour l'exercice du droit de préemption ;

adopté et n° 43 : fixation à dix ans du délai pour intenter l'action en nullité ; retiré - **Art. 7** (p. 6210) : sur l'amendement n° 8 de la commission des lois (droit de préemption et révision des prix et des conditions d'aliénation par le tribunal de première instance de Nouméa ; répartition des frais d'expertise), sous-amendement n° 25 de la commission des affaires économiques : refus par le propriétaire des décisions du tribunal paritaire et prise en charge des frais d'expertise ; retiré - **Art. 9** (p. 6212) : amendement n° 30 de la commission des affaires économiques : constatation de l'absence ou de l'insuffisance de l'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission présidée par un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel de Nouméa ; retiré au profit de l'amendement n° 10 de la commission des lois - Sur cet amendement n° 10 (constatation de l'absence ou de l'insuffisance d'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission ; composition de cette commission), sous-amendements de la commission des affaires économiques n° 31 : composition de la commission ; participation de propriétaires de terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière ; adopté et n° 32 : participation d'un propriétaire à la commission : remplacement par un suppléant ; adopté - (p. 6213) : amendement n° 33 de la commission des affaires économiques : caractère identique des conditions de désignation des suppléants et des titulaires, membres de la commission ; adopté - **Art. 10** (p. 6215) : amendement n° 35 de la commission des affaires économiques : limitation du droit à l'expropriation pour les terrains susceptibles de se voir appliquer le droit de préemption ; adopté - **Art. 13** (p. 6216) : amendement de la commission des affaires économiques n° 36 identique à l'amendement n° 18 de la commission des lois : suppression de cet article concernant l'attribution préférentielle en vue de la constitution d'un groupement foncier agricole ; adopté - **Après l'art. 13** : accepte l'amendement n° 37 de M. Lionel Cherrier (application de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1991).

MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (GD).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5258) : problèmes humains posés par le contentieux anciens combattants - Affirmation gouvernementale sur la progression du pouvoir d'achat des pensionnés de guerre et sur le respect du rapport constant ; déception du monde ancien combattant - Rejet par le gouvernement des conclusions de la commission tripartite - Dette de la nation envers les anciens combattants ; rappelle l'attentat de la rue Copernic - Maintien de la paix et rôle des anciens combattants - (p. 5259) : vertus du monde ancien combattant ; cite en exemple les associations de la ville de Tulle - Jeunesse et absence de valeur exemplaire du 11 novembre 1918 et du 8 mai 1945 - Organisation du « Concours de la Résistance »

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5718) : diversité des instances départementales, régionales et nationales chargées des problèmes de l'environnement et désarroi des élus locaux - Exemple de la création des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) ; financement de ces conseils - Echec des dernières assises départementales de l'environnement en Corrèze - Insuffisance de la concertation avec les élus locaux - (p. 5719) : exemple de la ville de Tulle : nécessité d'un parc de stationnement et retard d'autorisation du ministère pour le permis de construire - Protection des sites et campagne nécessaire de sensibilisation - Concertation nécessaire

MOUROT (Jean-Paul), *secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice* (nommé le 11 septembre 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 11 et 12 septembre 1978, p. 3250).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2617** de Mme **Cécile Goldet** : la **lutte contre la prostitution et le proxénétisme** (25 avril 1980) (p. 1539, 1540).

n° **2736** de M. **Charles Lederman** : la **mise en place des conseils de prud'hommes** (25 avril 1980) (p. 1540, 1541, 1542).

n° **2754** de M. **Edouard Bonnefous** : la **répression des sévices infligés à l'enfance** (9 mai 1980) (p. 1818).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (8 avril 1980) - **Art. 22** (p. 1060) : sur les bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et la possibilité de mutations ultérieures, demande le retrait des amendements N° 74 de M. Félix Ciccolini et N° 113 de M. Charles Lederman au profit de l'amendement N° 39 de la commission - Estime sans objet l'amendement N° 128 de M. Raymond Bourgine (conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction) après l'adoption par le Sénat de l'art. 13 *bis* nouveau - **Avant l'art. 23** (p. 1062) : estime sans objet l'amendement d'harmonisation N° 182 de M. Charles Lederman - **Art. 23** : s'oppose à l'amendement N° 114 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prévoyant la prolongation pour dix années des dispositons transitoires permettant d'augmenter le recrutement latéral) - Pyramide des âges des magistrats - (p. 1063) : s'oppose aux amendements identiques N° 75 de M. Félix Ciccolini et N° 115 de M. Charles Lederman (limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire) - Accepte la réserve de l'article - **Art. 24** (p. 1064) : s'oppose à l'amendement N° 117 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prévoyant un mode de recrutement exceptionnel prenant en compte les années d'activité professionnelle antérieures) - Chômage des cadres - (p. 1065) : circonstances rendant nécessaires les concours exceptionnels prévus par cet article ; déroulement de ces concours ; rôle du jury pour la prise en compte des titres et travaux - Sur les modalités du concours, s'oppose aux amendements N° 118 de M. Charles Lederman, N° 78 de M. Félix Ciccolini et N° 83 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Charles de Cuttoli - Accepte les amendements N° 40 et N° 41 de la commission (référence aux titres et diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature) - (p. 1066) : réfute l'expression « parodie de concours », employée par M. Félix Ciccolini - (p. 1067) : s'oppose à l'amendement N° 153 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini (durée du stage des candidats admis) - Durée éventuellement variable selon la formation du candidat - (p. 1068) : amendement N° 141 du gouvernement : application aux candidats reçus au second concours de la possibilité de validation des services antérieurs ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement N° 42 de la commission (limitation à quatre ans au lieu de cinq de la validation des services antérieurs) - S'oppose aux amendements identiques N° 43 de la commission et N° 84 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jean Béranger (suppression de l'alinéa relatif au second concours) - S'oppose également à l'amendement N° 119 de M. Charles Lederman (suppression des alinéas relatifs au deuxième concours et à la prise en compte des années d'activité professionnelle

antérieure pour le classement hiérarchique) - **Art. 25** (p. 1069) : amendement N° 14 du gouvernement : nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires ; rectifié, puis adopté - S'oppose à l'amendement N° 79 de M. Félix Ciccolini (réduction de moitié du nombre des postes offerts au recrutement exceptionnel) - Demande de scrutin public sur l'amendement N° 14 du gouvernement - (p. 1070) : rectifie l'amendement N° 14 du Gouvernement et retire la demande de scrutin public.

— **Proposition de loi relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente** - *Deuxième lecture* [n° **222 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1625) : incidence de la réformé sur les ressources publiques - Concertation entre le gouvernement et les deux assemblées - Unification du régime fiscal de toutes les ventes stipulant une réserve de propriété - Demande d'adoption de la proposition de loi dans la forme modifiée par l'Assemblée nationale.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la **proposition de loi** [n° **301 (77-78)**] **de M. Henri Caillavet relative au droit de vivre sa mort.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1774) : progrès de la médecine et caractère tabou de la mort - (p. 1775) : proposition de loi Caillavet et droit de chacun à accepter consciemment sa mort - Existence de règles juridiques ; droit pour un malade de refuser des soins - Difficultés d'application - Notions de « survie artificielle » et d'« incurabilité » - Rôle du médecin - Acharnement thérapeutique et acharnement législatif - Attitude face à la mort - **Question préalable :** (p. 1782) : absence de monopole pour le respect de la vie ou le respect de la mort - Sauvetage de la sécurité sociale - Caractère avancé de notre législation sociale.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la **proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1787) : accepte les conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette proposition de loi.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2095) : s'oppose aux amendements identiques N° 13 de M. Charles Lederman et N° 17 de Mme Cécile Goldet (viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans) - (p. 2097) : s'oppose aux amendements identiques N° 14 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Rolande Perlican et N° 18 de Mme Cécile Goldet (abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols) - (p. 2098) : accepte l'amendement N° 19 de Mme Cécile Goldet (suppression de l'état de grossesse comme cas d'aggravation pour le viol) - Accepte l'amendement N° 2 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions prévoyant, comme cas d'aggravation, l'abus de son autorité par un fonctionnaire) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 4 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions de cet article concernant la répression pénale de l'homosexualité) - (p. 2099) : vote divergent de l'Assemblée nationale et du Sénat ; problème de confiance - Demande le rejet de l'amendement N° 21 de Mme Cécile Goldet (attentat à la pudeur sur un mineur âgé de plus de quinze ans et suppression des dispositions de cet article faisant référence à la non émancipation par le mariage) - (p. 2100) : accepte l'amendement de coordination N° 6 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini, ainsi que l'amendement N° 22 de Mme Cécile Goldet (réduction des peines de réclusion criminelle pour les attentats à la pudeur précédés ou accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie).

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - (p. 2199) : dépôt tardif d'amendements et excuses du gouvernement auprès de M. *Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois* - (p. 2200) : concertation entre les différents ministères et difficulté des conditions de travail - **Discussion générale** (p. 2201) : légalité des jeux de hasard dans les établissements ouverts au public et interdiction de ces jeux sur la voie publique - Jeux de hasard sur la voie publique et sécurité.

Art. 1 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 1 de la commission des lois (infractions à la loi et amendes pour les auteurs ou leurs complices ; peines de prison en cas de récidive) - **Après l'art. 1** (p. 2203) : accepte l'amendement N° 3 de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille, soutenu par Pierre Schiélé (principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés) - Sur cet amendement N° 3, s'oppose au sous-amendement N° 4 de la commission (monopole d'utilisation des machines à sous par les casinos autorisés ; conditions de fonctionnement) et sous-amendement N° 8 du gouvernement : suppression des dispositions faisant référence à l'utilisation exclusive des machines à sous dans les casinos autorisés ; devenu sans objet - Entrée illégale de machines à sous en France et volonté du gouvernement de faire cesser ce trafic - (p. 2204) : toujours sur l'amendement N° 3, accepte le sous-amendement N° 14 de la commission (exclusion du champ d'application de la loi des jeux et des loteries) et sous-amendement rédactionnel N° 11 du gouvernement ; adopté - (p. 2205) : enfin, et encore sur l'amendement N° 3, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 6 de la commission (prélèvement de l'Etat en fonction de la loi du 21 décembre 1979 et des communes en fonction du cahier des charges) - **Après l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement N° 2 de la commission (application du privilège d'exploitation de plusieurs débits avec une seule licence aux casinos) - Groupe de travail sur la réforme et la refonte du code des débits de boissons - Fléau que représente l'alcoolisme - (p. 2206) : demande des chambres de commerce de se voir accorder le privilège accordé aux hôtels trois étoiles.

— **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli** fait au nom de la commission des lois sur la **proposition de loi** [n° **30 (79-80)**] **de M. Jacques Habert et** plusieurs de ses collègues **visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française.** [n° **230 (79-80)**] - (29 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2208) : adaptation de la loi de 1973 : répudiation de la nationalité française, acquisition par mariage, conditions de résidence et réintégration dans cette nationalité - Augmentation du nombre des mariages plurinationaux et nécessité de maintenir des facultés de répudiation - (p. 2209) : abus de l'acquisition de la nationalité française par mariage. Réouverture pour les femmes étrangères mariées à des Français, de la possibilité d'acquisition de la nationalité française - Assouplissement des conditions de résidence - Réintégration dans la nationalité française et volonté de certains de rejeter cette nationalité.

Art. 1 : suppression des facultés de répudiation et réforme de 1973 ; place laissée à la volonté individuelle dans la détermination de la nationalité - Application de la loi du 12 juillet 1978 concernant l'état civil des personnes acquérant ou perdant la nationalité française - (p. 2210) : développement de mariages plurinationaux et résolution du comité des ministres du conseil de l'Europe - Procédure supprimant l'état de plurinationalité et position internationale de la France - **Art. 3** (p. 2211) : amendement N° 1 du gouvernement : acquisition de la nationalité française par mariage pendant un délai de six mois ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 7 de M. Jacques Habert (conditions de communauté de vie) - **Art. 4** (p. 2212) : amendement N° 2 du gouvernement : loi du 10 août 1927 sur la déclaration d'acquisition de la nationalité française et réouverture d'un délai pour les

femmes étrangères ayant épousé un Français ; adopté - **Art. 5** : amendement du gouvernement N° 3 : naturalisation et conditions de résidence ; voyage exceptionnel à l'étranger ; adopté - Art. 6 : amendement N° 4 du gouvernement : acquisition de la nationalité française pour l'épouse mariée à un Français travaillant à l'étranger pour le compte de l'Etat français ou ayant une activité intéressant l'économie ou la culture française ; adopté - **Art. 7** (p. 2213) : opposition du gouvernement à la réintégration par décret dans la nationalité française des personnes ayant perdu la position d'état de Français - **Art. 9** (p. 2214) : création d'un nouveau cas de réintégration dans la nationalité française : déclaration au profit de personnes d'ascendance française auxquelles on a refusé un certificat de nationalité française par décision judiciaire - Solution de cas concrets et trop grande ampleur de la mesure proposée - Solution que représente l'application souple de l'art. 144 du code de la nationalité française - **Art. 10** : amendement du gouvernement N° 6 : application de la présente loi à Mayotte ; adopté - **Art. 11** (p. 2215) : accepte l'amendement N° 5 de M. Jacques Habert (double nationalité et accomplissement du service national dans le pays de résidence ou en France).

— **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale **sur les propositions de loi ; 1° de M. Henri Caillavet tendant à réviser l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et à protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience** [n° 349 (78-79)] - **2° de M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4 in fine, de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense.** [n° 221 (79-80)] [n° 243 (79-80)] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2669) : « délit d'audience » et ancienneté du problème ; cite la proposition de loi du sénateur Odin et les écrits du bâtonnier Crémieu, de Me Hamelin et du bâtonnier Damien - (p. 2670) : respect par l'autorité judiciaire de l'équilibre entre les droits de la défense et l'autorité de la justice - Pouvoir disciplinaire des juges et non utilisation de la répression pénale - Délit d'audience et compétence du conseil de l'ordre des avocats ; inconvénients de la solution proposée par la commission - Retrait du pouvoir disciplinaire au juge et remise en cause de sa fonction - Nécessité du maintien des dispositions de la loi de 1881 sur la diffamation - (p. 2671) : position favorable du gouvernement sous réserve de l'adoption de ses amendements - Antériorité de la proposition de loi de M. *Henri Caillavet* - (p. 2672) : développement des libertés en France.

Art. 1 : amendement de forme N° 1 du gouvernement ; adopté - Amendement N° 4 du gouvernement : délai de saisine du conseil de l'ordre d'un barreau et application outre-mer ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 2673) : amendement N° 2 du gouvernement : attribution des pouvoirs de police de l'audience au président du tribunal ; retiré - (p. 2674) : respect d'une prérogative du président du tribunal - **Art. 3** : abrogation de l'art. 214 du code de justice militaire et suppression de certaines garanties des droits de la défense - **Art. 5** : amendement N° 3 du gouvernement : suppression de cet art. concernant les actions en diffamation intentées contre les avocats par des tiers ; adopté - Jurisprudence Raspail de la cour de cassation - (p. 2675) : problème du rapport entre avocat et tiers - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2676) : amendement de coordination N° 5 du gouvernement ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2676) : vote positif du groupe communiste et concertation avec le Sénat.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° 235 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3157) : insuffisance des crédits, alléguée par M. *Charles Lederman*, et chiffre de progression du budget de la justice depuis 1976 - (p. 3159) : délai d'application aux Territoires d'Outre-mer du code de procédure pénale de 1959 - Dispositions du projet et progrès de la démocratie : garde à vue ; collégialité ; composition du jury d'assises ; juge de l'application des peines - Extension d'autres dispositions législatives : loi de 1972 sur la lutte contre le racisme - Prise en compte de la spécificité des territoires d'outre-mer : situation géographiques des TOM ; statuts locaux - Consultation des autorités judiciaires locales - Respect des pouvoirs des assemblées territoriales ; dispositions de l'article 74 de la Constitution - Répercussions possibles du projet « Sécurité et Liberté » - (p. 3160) : question posée relative à la dotation budgétaire prévue et création de postes de magistrats prévues dans le budget de 1980 et dans celui de 1981 - Création prévue pour 1981 de la cour d'appel de Papeete, souhaitée par le rapporteur de la commission - Demande l'adoption du projet.

Art. 2 (p. 3161) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à la possibilité, dans certaines circonstances, pour le juge de section ou le juge forain d'exercer les attributions du ministère public) - Dispersion géographique des TOM - Présence du procureur de la République à Papeete et à Nouméa - (p. 3162) : accepte l'amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française) - Demande le retrait de l'amendement n° 31 de M. Henri Caillavet (indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public) - Indépendance de tout juge du siège - Précisions supplémentaires sur le statut du juge forain ou du juge de section - Accepte partiellement l'amendement n° 33 de M. Henri Caillavet (protection du statut du magistrat du siège pour le juge de section ou le juge forain) - (p. 3165) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au pouvoir d'instruire et de juger du juge d'instruction ou du juge forain) - s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au remplacement du réquisitoire du ministère public par une ordonnance d'information) - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au pouvoir de clôture des instructions criminelles) - Difficulté des communications et souci de gain de temps - **Art. 3** (p 3166) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à l'assignation à résidence) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (contrôle judiciaire de l'assignation à résidence), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 32 du Gouvernement : possibilité de contrôle de cette procédure par un magistrat du parquet ; adopté - **Art. 4** (p. 3167) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (en l'absence d'avocat, libre choix par l'inculpé de son conseil) - Contrôle de moralité - (p. 3168) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 26 de M. Charles Lederman, relatif à la partie civile, et accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 5** : accepte l'amendement n° 29 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (possibilité de tenue d'assises à Mata-Utu, dans les îles Wallis et Futuna) - Accepte l'amendement n° 12 de la commission (incompatibilité des fonctions de juré avec celles de membre d'un conseil du contentieux administratif et d'assesseur d'un tribunal du travail) - (p. 3169) : accepte les amendements rédactionnels identiques n° 4 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud, et n° 13 de la commission - **Art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au juge unique en matière correctionnelle) - Accepte l'amendement n° 14 de la commission (possibilité pour le prévenu de demander à être jugé par un tribunal en formation collégiale) - (p. 3170) : frais de transport évoqués par M. Charles Lederman, et déplacement des magistrats - **Art. 7** : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (fixation par l'assemblée territoriale du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires) - **Après l'art. 13** (p. 3171) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (non-extension aux territoires d'outre-mer des compétences de la cour de sûreté de l'Etat) - Egalité de tous les citoyens devant la loi et compétences de la cour de sûreté de l'État - Dispositions du code pénal relatives aux

attentats, complots et infractions contre l'intégrité du territoire national - (p. 3172) : caractère de juridiction spécialisée, et non de juridiction d'exception, de la cour de sûreté de l'Etat - **Art. 16 :** accepte l'amendement n° 15 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 18** (p. 3173) : accepte l'amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (subdivision ou circonscription administrative) - **Art. 22 :** accepte l'amendement n° 8 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (extension aux TOM de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale) - Dispositions du projet « Sécurité et Liberté » et extension automatique de ce texte aux TOM - Accepte l'amendement n° 18 de la commission (extension de la loi relative à la lutte contre le racisme).

— **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur sa **proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises** [n° **205 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3282) : développement du crédit aux entreprises et simplification de la cession et du nantissement des créances commerciales - Création d'un bordereau de transfert - Garanties du crédit à l'exportation - Diminution du recours à la traite et à l'escompte - Création d'une base juridique à l'affacturage - Nécessité d'appliquer les dispositions de la proposition au contrat de vente avec réserve de propriété - Simplification de la cession de créances des artisans - Maintien des garanties des créances.

Intitulé de section (p. 3283) : amendement n° 7 du gouvernement : de forme ; « de la cession ou du nantissement de certaines créances » ; réservé - **Art. 1 :** amendement n° 1 du gouvernement : application du bordereau de cession ou de nantissement de créances au crédit à court et moyen terme ; bénéfice de ce bordereau pour les artisans ; rejeté - **Art. 2** (p. 3285) : amendement n° 2 du gouvernement : application des règles du contrat synallagmatique aux bordereaux ; rejeté - **Art. 4** (p. 3286) : amendement n° 3 du gouvernement : date du bordereau et opposabilité aux tiers de la cession de créances ; rejeté - **Art. 5** (p. 3288) : amendement n° 4 du gouvernement : mécanisme de l'opposabilité au débiteur du nantissement ou de la cession de créance ; rejeté - **Art. 6 :** amendement n° 5 du gouvernement : intitulé de l'écrit constatant l'engagement du débiteur à payer directement le bénéficiaire du bordereau ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 10 de la commission - **Art. 7** (p. 3289) : amendement n° 6 du gouvernement : suppression de cet article concernant la garantie solidaire du paiement des créances cédées ou données en gage ; adopté - **Intitulé de section** *(suite)* : amendement n° 7 du gouvernement, précédemment réservé : de forme ; « de la cession ou du nantissement de certaines créances » ; retiré - **Avant l'art. 14** (p. 3290) ; amendement n° 9 du gouvernement : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; adopté - **Intitulé :** accepte l'amendement de la commission (de forme « Proposition de loi tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises »).

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** - *Deuxième lecture* [n° **364 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 2** (p. 3325) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (indépendance du juge de section et du juge forain) - Statut de la magistrature - **Art. 13** *bis* (p. 3326) : code d'instruction criminelle et code de procédure pénale - Consultation des assemblées territoriales sur le projet de loi relatif au code pénal - Demande de retrait de l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat).

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Nouvelle lecture* [n° **341 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3318) : persistance de points de divergence entre les deux assemblées.

Art. 5 *bis* (p. 3319) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission des lois (possibilité de délégation à la cour de cassation de magistrats du parquet des cours d'appel) - **Art. 5** *ter :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n°5 de la commission (rétalissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux délégations de magistrats à la cour de cassation) - **Art. 14** (p. 3320) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (élection des magistrats membres de la commission d'avancement et d'intégration) - Accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 6 :** accepte l'amendement de coordination n° 6 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 7 :** accepte l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 15** (p. 3321) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 16 :** accepte l'amendement de coordination n° 11 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 18 :** accepte l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à l'élection des représentants des magistrats membres de la commission de discipline du parquet) - **Art. 19 :** accepte l'amendement de coordination n° 13 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 20 :** accepte l'amendement de coordination n° 14 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 21** *bis* (p. 3322) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (possibilité pour les auditeurs de justice de participer aux activités des barreaux) - **Art. 24 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (suppression des titres et travaux : concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales) - S'oppose aux amendement indentiques n° 2 de M. Charles Lederman et n° 16 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux concours exceptionnels pour l'accès au second groupe du second grade) - Pyramide des âges des magistrats et nécessité de concours exceptionnels pour l'intégration directe à ce niveau - **Art. 25** (p. 3323) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Charles Lederman (limitation du nombre des recrutements par concours exceptionnels) - **Art. 36 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et visant à autoriser les futurs avocats : à participer aux travaux des juridictions et aux activités du parquet).

— **Projet de loi portant suppression du renvoi au réglement d'administration publique dans les lois** [n° **259 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3317) : simplification administrative - Règlement d'administration publique et décret en conseil d'Etat - Application du texte aux ordonnances - Demande l'adoption conforme.

— **Projet de loi organique portant suppression du renvoi au réglement d'administration publique dans les lois organiques** [n° **260 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3318) : voir son intervention dans la discussion du projet précédent.

— **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** - *Quatrième lecture* [n° **266 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3315) : dispositions restant en examen relatives à l'exécution par les collectivités publiques de décisions de justice les condamnant au paiement d'une somme d'argent - Règles traditionnelles de la comptabilité publique - (p. 3316) : demande le vote conforme.

Art. 1 A : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard (possibilité pour les collectivités locales de solliciter, en cas d'insuffisance de crédits, une subvention exceptionnelle de l'Etat) - Application exceptionnelle et

non automatique de l'article L.235-5du code des communes - Intérêt des créanciers des collectivités locales.

— **Proposition de loi relative à la preuve des actes juridiques** - *Deuxième lecture* [n° 335 (79-80)] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3314) : proposition de loi de M. *Jacques Thyraud* - Nouveaux supports d'information et nouvelles formes de reproduction - Photocopies - Archives.

— **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** - *Deuxième lecture* [n° 25 (80-81)] - (23 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4011) : article 1, relatif à la prescription de l'action civile d'une victime d'une infraction pénale - S'en remettra à la sagesse du Sénat sur la suppression proposée par la commission de l'article 2, relatif à la composition de la liste des jurés suppléants appelés à siéger dans les cours d'assises.

Art. 2 (p. 4012) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission des lois (suppression de cet article).

— **Projet de loi relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** [n° 380 (79-80)] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4214) : développement du faux monnayage - Lacunes des textes sur la remise des billets et du matériel de fabrication - Principe de la confiscation pour les procès correctionnels et criminels - Remise des fausses espèces à la Banque de France - (p. 4215) : amélioration de la répression du faux monnayage.

Art. 1. - *Art. 132 du code pénal* (p. 4215) : accepte l'amendement n° 2 de la commission des lois (cas d'utilisation du matériel de fabrication à l'insu de son propriétaire ; remise des fausses monnaies à l'administration des monnaies et médailles) - **Art. 2.** - *Art. 133 de ce code :* accepte l'amendement n° 3 de la commission (application des dispositions de la loi aux monnaies étrangères) - **Art. 3.** - *Art. 139 de ce code* (p. 4216) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (confiscation du matériel et des billets et remise à la Banque de France) - **Art. 4.** - *Art. 144-1 (nouveau) de ce code* (p. 4217) : accepte les amendements de la commission n° 6 (détention de fausses espèces et remise à la Banque de France), n° 7 (détention des monnaies métalliques et remise à l'administration des monnaies et médailles), n° 8 (non remise à la Banque de France de fausses espèces et sanctions pénales) et rédactionnel n° 5 - **Art. 5 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission ainsi que l'amendement n° 9 de la commission (procès correctionnel et confiscation par décision statuant sur l'action publique).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4562) : s'oppose à l'amendement n° I-26 de M. Félix Ciccolini (montant minimum de la pénalité pour coups et blessures) - (p. 4563) : accepte l'amendement n° I-101 de la commission (certificat médical) - (p. 4564) : s'oppose à l'amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini (coups et blessures et incapacité de travail) - (p. 4565) : accepte l'amendement n° I-103 de la commission (circonstances aggravantes) - (p. 4566) : accepte l'amendement n° I-104 de la commission (suppression à cet article des violences à magistrat) - Accepte l'amendement n° I-85, précédemment réservé, de la commission (violences à magistrat ou à un juré) - Accepte l'amendement de forme n° I-105 de la commission - Accepte l'amendement n° I-106 de la commission (menaces) - Sur l'amendement n° I-108 de la commission (peines aggravées et utilisation d'une arme), sous-amendement n° I-204 du gouvernement : arme par nature ou par destination ; rejeté - (p. 4567) : accepte les amendements identiques n° I-29 de M.Félix Ciccolini et n° I-109 de la commission (suppression de l'alinéa relatif à la circonstance aggravante de nuit) - Accepte l'amendement n° I-110 de la commission (augmentation du maximum des peines en cas d'incapacité de travail de plus de huit jours) - (p. 4568) : sur les circonstances aggravantes et la privation des droits civiques, s'oppose à l'amendement n° I-30 de M. Félix Ciccolini, et accepte l'amendement n° I-111 de la commission ; sur cet amendement, sous-amendement rédactionnel n° I-192 du Gouvernement ; adopté - *Art. 310 du code pénal* (p. 4570, 4571) : sur la lésion grave et définitive ou l'infirmité permanente, accepte l'amendement n° I-112 de la commission et demande le retrait de l'amendement n° I-31, retiré par M. Félix Ciccolini et repris par M. Charles Lederman.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 13** - *Art. 437 du Code pénal* (p. 4635) : accepte l'amendement n° I-138 de la commission des lois (destruction ou détérioration par substances explosives ou incendiaires et suppression de la notion de lésion grave et définitive) - Accepte l'amendement de forme n° I-139 de la commission - **Art. 7A** - *Art. 268 du code pénal* (p. 4636) : accepte l'amendement n° I-93, précédemment réservé, de la commission (incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés) - S'oppose à l'amendement n° I-12précédemment réservé de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes) - Accepte l'amendement n° I-164, précédemment réservé, de M. Paul Pillet (incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés) - Incrimination d'association de malfaiteurs visant les actes portant atteinte à la sécurité des personnes - **Art. 13** *bis* (p. 4637) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-140 de la commission (suppwssion de cet article relatif au tir aux pigeons vivants) - **Art. 14 :** accepte l'amendement de coordination n° I-141 de la commission - **Après l'art. 14** (p. 4638) : accepte l'amendement n° I-142 de la commission (délit aggravé de recel et détermination des peines) - (p.4639) : accepte l'amendement de coordination n° I-143 de la commission - **Art. 16 :** accepte l'amendement n° I-144 de la commission (incrimination d'actes commis volontairement pour faire dérailler des véhicules ou provoquer leur collision et exclusion des actes de dérangement) - **Après l'art. 16 :** accepte l'amendement de coordination n° I-145 de la commission - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4641) : s'oppose aux amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 18** (p. 4704) : accepte les amendements n° I-151 de la commission (automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence aux crimes de meurtres et d'assassinats), n° I-159 de M. Marcel Rudloff (automacité du régime de sûreté et suppression de la référence au chantage) - S'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Jean Geoffroy (qualification juridique de l'infraction et suppression de l'application automatique du régime de sûreté) - **Avant l'art. 19** (p. 4706) : demande le rejet de l'amendement n° I-68 de M. Jean Geoffroy (permissions de sortir et libérations conditionnelles ; décisions d'une juridiction spéciale) - **Art. 19 :** S'oppose à l'amendement n° I-187 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier (suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : s'oppose à l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Après l'art. 22** (p. 4741) : s'oppose à l'amendement n° II-2 de M. Edgar Tailhades (procédure de nouvelle comparution et caractère exécutoire de l'ordonnance du juge d'instruction) - **Après l'art. 23** *bis :* s'oppose à l'amendement n° II-3 de M. Edgar Tailhades (suppression, parmi les causes de détention, de la nécessité de préserver l'ordre public) - (p. 4742) : s'oppose à l'amendement n° II-4 de M. Edgar

Tailhades. (durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle) - S'oppose à l'amendement n° II-5 de M. Edgar Tailhades (suppression des alinéas du code de procédure pénale relatifs à l'appel interjeté par le ministère public) - **Après l'art. 24 :** s'oppose à l'amendement n° II-140 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (formalités d'exécution de la garde à vue et sanction des irrégularités par la nullité de la procédure) - **Art. 25 ter** (p. 4743) : s'oppose à l'amendement n° II-6 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article attribuant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences) - (p. 4744) : s'oppose à l'amendement n° II-7 de M. Edgar Tailhades (détermination annuelle du nombre des audiences et de la composition des chambres) - Amendement n° II-159 du Gouvernement : consultation du procureur de la République préalable à la détermination du nombre des audiences correctionnelles et de la composition des chambres ; adopté - **Avant l'art. 26 :** s'oppose à l'amendement n° II-8 de M. Edgar Tailhades (compétence du président du tribunal, substituée à celle du parquet, pour composer l'audience) - **Art. 26** *bis :* s'oppose à l'amendement n° II-9 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article réduisant la compétence de l'assemblée générale de la cour au profit de celle du premier président) - (p. 4745) : s'oppose à l'amendement de coordination n° II-10 de M. Edgar Tailhades - Amendement de coordination n° II-160 du gouvernement : consultation du procureur général ; adopté - **Après l'art. 28** *bis* (p. 4748) : s'oppose à l'amendement n° II-141 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (transcription intégrale par sténotypie des débats devant la cour d'assises et le tribunal correctionnel jugeant les auteurs des infractions de violence mentionnées à l'article 720-2 du code de procédure pénale) - **Art. 28** *ter :* accepte l'amendement de coordination n° II-65 de la commission (suppression, parmi les dispositions abrogées, de l'article 308 du code de procédure pénale) - (p. 4749) : photographies dans les couloirs et aux abords des palais de justice, évoquées par M. Marcel Rudloff - **Avant l'art. 29 :** s'oppose à l'amendement n° II-155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère obligatoire de l'enquête de personnalité en matière de délits punis d'une peine supérieure à cinq ans) - **Art. 28** *ter (suite)* (p. 4750) : nécessaire abrogation du cinquième alinéa de l'art. 39 de la loi de 1881 sur la presse, compte tenu de la nouvelle réglementation en matière de prises de vues dans les salles d'audience, et absence de nouvelles limitations hors des salles d'audience - **Art. 29** (p. 4751) : s'oppose à l'amendement n° II-14 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (limitation de la procédure du flagrant délit de l'article 71 du code de procédure pénale aux délits de coups, de vols et de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) - (p. 4752) : s'oppose à l'amendement n° II-15 de M.Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (exclusion de la procédure de flagrant délit lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction) - **Art. 30 :** accepte l'amendement rédactionnel n° II-67 de la commission ; en accepte également la réserve, jusqu'après l'examen de l'art. 32 relatif à la saisine directe - **Après l'art. 30** (p. 4753) : s'oppose à l'amendement n° II-129 de M.Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la cour de sûreté de l'Etat) - **Art. 32** (p. 4754) : s'oppose à l'amendement n° II-131 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe) - S'oppose également à l'amendement n° II-18 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale, relatifs à la procédure de flagrant délit) - Accepte l'amendement rédactionnel n° II-68 de la commission - *Art. 393 du code de procédure pénale* (p. 4758) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-20 (saisine directe et procédure de flagrant délit), n° II-19 (cas de délit flagrant), et n° II-21 (limitation de la procédure de saisine directe au cas où la peine encourue n'excède pas trois ans) - S'oppose également aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° II-142 (limitation de la procédure de saisine directe au cas où la peine encourue n'excède pas deux ans, sauf accord de l'intéressé) et n° II-22 (exclusion de la saisine directe lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction poursuivie) - Accepte l'amendement n° II-69 de la commission (pouvoir d'appréciation du procureur de la République sur la nécessité ou non d'ouvrir une information) - *Art. 394 du code de procédure pénale* (p. 4759) : amendement rédactionnel n° II-161 du Gouvernement ; adopté - *Art. 395 du code de procédure pénale :* s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-25 (suppression de l'alinéa relatif à la rétention) et n° II-26 (saisine immédiate du magistrat qui statuera : habeas corpus) - (p. 4767) : accepte l'amendement n° II-72de la commission (comparution le jour même devant le tribunal - *Art.396 du code de procédure pénale* (p. 4768) : accepte les amendements de la commission n° II-73 (octroi d'un délai pour la préparation par le prévenu de sa défense) et n° II-74 (possibilité pour le tribunal d'ordonner un supplément d'information) - S'oppose à l'amendement n° II-28 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil) - Respect des droits de la défense - (p. 4769) ; s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus Schmidt, n° II-29 (transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information), n° II-30 (possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information) et n° II-31 (renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4770) : s'oppose à l'amendement n° II-39 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (décision du tribunal sur la mise en liberté du prévenu) - (p. 4771) : s'oppose à l'amendement n° II-32 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de délivrance du mandat de dépôt limitée, sauf cas de délit flagrant, aux cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement) - Amendement rédactionnel n° II-112 du Gouvernement ; rejeté - (p. 4773) : accepte les amendements n° II-75 et n° II-76 de la commission (effet du mandat de dépôt en cas d'appel) - - Sur l'amendement n° II-77 de la commission (effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal), sous-amendement n° II-164 du Gouvernement : possibilité de détention provisoire, même si la peine encourue est inférieure à deux ans ; adopté - (p. 4774) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° II-33 (effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal) et n° II-34 (possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire en cas de renvoi de l'affaire) - *Art. 397-1 du code de procédure pénale* (p. 4775) : amendement de coordination n° II-165 du Gouvernement ; devenu sans objet - Accepte l'amendement de coordination n° II-78 de la commission - S'oppose à l'amendement n° II-35 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (assistance obligatoire d'un avocat) - *Art. 397-2 du code de procédure pénale* (p. 4776) : accepte l'amendement de forme n° II-79 de la commission - *Art. 397-3 du code de procédure pénale :* s'oppose à l'amendement n° II-36 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (durée d'effet du mandat de dépôt limitée à 24 heures) - Accepte l'amendement n° II-80 de la commission (durée d'effet du mandat de dépôt portée à quatre jours) - (p. 4777) : sur l'amendement de coordination n° II-81 de la commission, sous-amendement rédactionnel n° II-166 du Gouvernement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-37 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (détention provisoire et possibilité d'appel) - **Après l'art. 33** (p. 4781) : s'oppose à l'amendement n° II-156 de M.Michel Dreyfus-Schmidt (assistance obligatoire d'un avocat ou d'un conseil lorsque la peine encourue excède cinq ans d'emprisonnement, même en matière correctionnelle) - **Avant l'art. 36** (p. 4782) :

s'oppose à l'amendement n° II-41 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (délai de convocation du conseil et possibilité pour lui d'obtenir une copie du dossier) - (p. 4783) : s'oppose à l'amendement n° II-42 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (procédure de renvoi devant la cour d'assises) - (p. 4784) : amendement n° II-194 du gouvernement : ordonnance de renvoi partiel ou de transmission partielle des pièces ; adopté .

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Avant l'article 48** (p. 4873) : s'oppose à l'amendement N° III-16 de MM. Marcel Rudloff et Pierre Salvi (droit pour le failli ou le liquidé de se constituer partie civile à titre personnel) - Amendement N° III-18 du gouvernement : alignement des règles de l'action publique sur celles de la procédure civile ; réservé puis adopté - **Art. 50** (p. 4874) : se déclare favorable à l'amendement N° III-5 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet article étendant la présomption de désistement de la partie civile en cas de connaissance de la citation à comparaître) - **Art. 51** (p. 4875) : amendement N° III-33 du gouvernement : cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre recommandée ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement N° III-6 de la commission (suppression de cet article prévoyant la constitution de partie civile par lettre recommandée), ainsi qu'à l'amendement N° III-17 de M. Marcel Rudloff (cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre) - **Après l'article 51** (p. 4878) : accepte l'amendement N° III-30 de M.Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour les associations de résistants et de déportés de se constituer partie civile) - **Art. 53** (p. 4879) : accepte l'amendement N° III-8 de la commission (qualification de circonstance atténuante de la réparation volontaire en tout ou partie ; nécessité de ne pas se trouver en état de récidive légale) et s'oppose à l'amendement N° III-23 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article concernant la qualification de circonstance atténuante d'une réparation volontaire en matière correctionnelle ou de police) - **Art. 54** : s'oppose à l'amendement N° III-1 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant la demande de dommages et intérêts et l'inclusion du préjudice des frais exposés) - **Art. 55** (p. 4880) : accepte l'amendement rédactionnel N° III-9 de la commission et s'oppose à l'amendement N° III-2 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article donnant la possibilité à la partie civile en cause d'appel de former une demande nouvelle pour motif sérieux) - **Art. 55** *bis* (p. 4881) : accepte les amendements de la commission N° III-10 (subordination par le premier président de la suspension de l'exécution provisoire à la constitution d'une garantie) et N° III-111 (pouvoir du premier président de permettre l'exécution provisoire d'une décision, sous réserve de constitution d'une garantie) - **Art. 56** : s'oppose à l'amendement N° III-3 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article autorisant la constitution de partie civile en cause d'appel pour motif de service) (p. 4882) : accepte l'amendement N° III-4 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (modalités de l'examen de la recevabilité de la constitution de partie civile devant la cour d'appel) - **Art. 59** (p. 4883) : accepte l'amendement N° III-13 de la commission (non exécution de l'obligation de remise de ses enfants et prolongation du délai d'épreuve du condamné) - **Avant l'article 61** (p. 4884) : accepte l'amendement rédactionnel N° III-14 de la commission - **Art. 61** : amendement de coordination N° III-19 du gouvernement ; adopté - **Après l'article 61** : amendement N° III-20 du gouvernement : bénéfice de l'indemnisation des victimes de violences réservé aux nationaux, aux titulaires d'une carte de résident privilégié ou à un ressortissant d'un Etat ayant conclu avec la France un accord de réciprocité ; adopté - (p. 4885) : s'oppose à l'amendement N° III-29 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (incitation de mineurs à la débauche ou corruption de la jeunesse et application facultative des peines prévues pour le proxénétisme aggravé).

— **S'associe à l'hommage rendu,** par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. *Albert Sirgue,* sénateur de l'Aveyron (4 décembre 1980) (p. 5751)

— **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** - *Troisième lecture* [n° **116 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6193) : troisième lecture d'une proposition de loi sénatoriale - Accord entre les deux assemblées - Rectifications apportées aux chiffres concernant les jurys d'assises.

— **Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial** [n° **6 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6222) : apport en biens communs et possibilité de formation d'une société entre deux époux - Egalité des époux dans la société ainsi formée - Modification du droit des sociétés et maintien des règles propres aux régimes matrimoniaux - Constitution d'une société à responsabilité limitée (SARL) entre les époux ; attribution des parts dites « en industrie » - Facilités pour la transmission des entreprises familiales à forme sociale - (p. 6223) : attribution préférentielle à l'héritier ou au conjoint survivant ou exploitant - Mutation d'entreprises à forme sociale et actions sans droit de vote à dividende prioritaire.

Art. 2 (p. 6224) : amendement n° 17 du gouvernement : réduction du délai d'opposabilité des conditions d'agrément pour connaissance de l'apport ou de l'acquisition de parts par le conjoint ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (principe et modalités d'application de la reconnaissance de la qualité d'associé à l'époux ayant fait l'apport ou l'acquisition de parts ou en ayant manifesté l'intention ; applicabilité au conjoint des dispositions légales et des clauses statutaires sur l'agrément) - **Art. 3** (p. 6226) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission : (système de l'apport en industrie à une SARL ; personne dont l'activité principale est en relation directe avec l'objet social ; détermination par les statuts de la contribution aux pertes ; modalités d'attribution du droit de vote) - Sur cet amendement, sous-amendement n° 19 du gouvernement : suppression de la limitation du système des apports en industrie aux seuls conjoints apporteurs ; rejeté - **Art. 4** (p. 6228) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (représentation d'un associé ; cas d'une société composée de deux époux ou de deux associés) - **Art. 5** (p. 6229) : accepte l'amendement n° 11 de la commission - (principe et modalités d'application de la demande d'attribution préférentielle ; respect des dispositions légales et des clauses statutaires sur la continuation d'une société) - **Après l'art. 5** (p. 6230) : au sujet de la transmission des entreprises, et de la transformation d'actions ordinaires en actions sans droit de vote et de l'accroissement des garanties des titulaires d'actions sans droit de vote, amendements du gouvernement n° 1, 2 et 3 : rejetés - (p. 6231) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (abrogation des dispositions de la loi d'orientation agricole concernant l'application du principe de l'attribution préférentielle aux biens à destination agricole) - (p. 6232) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (dissolution d'une société et inapplicabilité des règles du partage de succession au partage entre associés) - **Art. 6** : accepte l'amendement n° 15 de la commission (date et modalités d'application de la présente loi).

— **Proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises** - *Deuxième lecture* [n° **174 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6565).

Art. 2 (p. 6567) : lutte contre la fraude et utilisation d'un horodateur - **Art. 5** : décret en Conseil d'Etat et moyens de notification : simple lettre recommandée - (p. 6568) : lettre recommandée - Examen du projet de décret avec la commission des lois et son rapporteur - **Art. 6** *bis* (p. 6569) : loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance - Protection des sous-traitants - **Sur l'ensemble** (p. 6571) : extensions du champ d'application de la loi, proposées par

l'Assemblée nationale - Simplification du crédit aux entreprises et réduction des coûts ainsi obtenue.

MOUTET (Jacques), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (GD).

Devient sénateur le 28 juillet 1980 en remplacement de M. Michel Labèguerie, décédé (2 octobre 1980) (p. 3736).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 5104) : son amendement n° 17, soutenu par M. Abel Sempé : réduction de la part de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures versée au fonds national de péréquation ; rejeté - **Après l'art. 3 :** son amendement n° 6, déposé avec M. Pierre Sallenave et soutenu par M. Abel Sempé : abrogation de l'art. 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° 129 (80-81)] - (15 décembre 1980) - **Art. 2** (p. 6288) : son amendement n° 12 déposé avec M. Pierre Sallenave : réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam ; retiré..

N

NATALI (Jean), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

NAYROU (Jean), sénateur de l'Ariège (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2668** (J.O. Débats 28 février 1980) (p. 467) à M. le ministre de l'intérieur : les **étrangers (protection des personnalités étrangères)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur (20 juin 1980) (p. 2897, 2898).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (7 mars 1980) - **Après l'art. 31** (p. 736) : son amendement N° IV-33,soutenu par M. René Chazelle : création d'un fonds régional d'aménagement et d'expansion de la montagne ; retiré.

NOE (Pierre), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique** (n° **100**, tome **VI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **362** (8 avril 1980) (p. 1059) à M. le ministre des transports : la **pollution (mer) (conséquences du naufrage du pétrolier Tanio)** - Discutée le 9 avril 1980 (débat commun) (p. 1115 et suivantes).

n° **368** (22 avril 1980) (p. 1445) à M. le ministre de l'éducation : l'**enseignement (fermeture de classes ; éducation physique et sportive ; enseignement supérieur ; recherche)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1124) : réunion de la commission permanente d'enquête du parti socialiste - Indifférence des pouvoirs publics - (p. 1125) : prévention de la pollution : lutte contre les pavillons de complaisance et les navires inférieurs aux normes - Conventions internationales ; rôle de la CEE - Surveillance maritime : corps des contrôleurs ; garde-côtes - Nettoyage des côtes - Crédits de recherche : écologie ; dispersants ; déchets - Moyens accordés au Centre d'études, de documentation, de recherche et d'expérimentation sur la lutte contre les pollutions maritimes (CEDRE) - Non-application des recommandations des commissions d'enquête parlementaires - Carence des politiques internationales et européennes de prévention - Dotation globale de fonctionnement des communes sinistrées - Urgence des mesures à prendre.

— **Projet de loi sur le contrôle et la protection des matières nucléaires** [n° **303 (78-79)**] - (23 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1454) : délai d'examen du projet de loi et contenu du rapport ; les notions de détournement - Avis de la cour de justice européenne et participation de la Communauté à la convention sur la protection physique des matières nucléaires - Actualisation du rapport de la commission et modifications proposées - Définition des mots « matières nucléaires » - Participation de sociétés privées à la détention et au transport des matières nucléaires et la perte du monopole par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) - (p. 1455) :contrôle de la puissance publique et des citoyens sur l'ensemble du cycle du combustible - Garantie contre les risques de vol ou de détournement.

Art. 1er (p. 1456) : amendement N° I de la commission des affaires économiques : application de la loi aux matières nucléaires utilisables directement ou indirectement pour une réaction nucléaire ; adopté - Amendement N° 17 de la commission : exclusion de l'objet de la loi des matières nucléaires affectées à la défense ; adopté - **Avant l'art. 2** (p. 1457) : s'oppose à l'amendement N° 16 de M. Raymond Dumont (respect de la souveraineté française pour l'importation ou l'exportation de matières et technologies nucléaires) - **Art. 2** (p. 1458) : en ce qui concerne l'avis du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur le décret en Conseil d'État définissant les conditions d'importation ou d'exportation de matières nucléaires,amendement N° 2 de la commission ; retiré et accepte l'amendement N° 11 du gouvernement - Amendement N° 3 de la commission : obligation pour l'exportateur de faire connaître les conditions relatives à l'utilisation des matières nucléaires ; adopté - **Art. 2** *bis*, (p. 1459) : amendement N° 4 de la commission : seuils d'application et contenu de l'autorisation ; adopté - **Art. 2** *ter :* amendement de forme N° 5 de la commission ; adopté - Amendement N° 6 de la commission : contrôle du vol et détournement des matières nucléaires ; adopté - (p. 1460) : amendement N° 7 de la commission identique à l'amendement N° 12 du gouvernement : suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle des matières nucléaires destinées à la défense ; adopté - **Art. 4 :** amendement N° 8 de la commission : définition des infractions et délits punis par la loi ; adopté - **Art. 6 :** amendement de coordination N° 9 de la commission ; adopté - **Art. 7** (p. 1461) : accepte l'amendement N° 15 du gouvernement (constatation des infractions et compétence des agents du service des instruments de mesures) - **Art. 8 :** amendement N° 10 de la commission : exécution de la loi et rapport annuel du gouvernement ; adopté - **Intitulé :** accepte l'amendement N° 14 de forme du gouvernement (« projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires »).

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1574) : éducation et pression démographique - Remise en cause de l'école publique - Nécessité de l'amélioration des maîtres ; cas de l'Institut de recherche des études mathématiques - Contenu de l'enseignement recherche d'un emploi - Mutation économique et service

public d'éducation permanente - Demande d'un « collectif » budgétaire - Convergence des luttes enseignants-parents d'élèves - Insuffisance du budget et fermeture des classes dans les zones rurales - Baisse démographique et qualité de l'enseignement - Situation des étudiants et des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) - (p. 1575) : heures d'EPS dans le cadre d'associations sportives - Créations de postes et objectif des cinq heures hebdomadaires d'EPS - Enseignement supérieur - Existence de la carte universitaire et définition des normes d'établissement - Ingénieurs de la recherche universitaire et carrière des enseignants chercheurs - Régression du budget de l'université - Surcharge de travail des enseignants et qualité de la recherche - Transformation de l'école en « contre-priorité » - (p. 1589) : absence d'un grand débat sur l'éducation et refus d'un collectif budgétaire - Education physique et sportive - Normes Garaces dans l'enseignement supérieur.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° 263 (79-80)] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2648) : diversification de la filière nucléaire et problème du contrôle de l'Etat sur la détention et le transport des matières nucléaires - (p. 2649) : donne les raisons de sa démission en tant que rapporteur du projet ; mépris de la fonction parlementaire - Art. 4 du projet et dérogation au droit commun du licenciement - Importance de la sûreté nucléaire - Confusion entre les sanctions applicables aux personnes morales et physiques - Retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire et notion de faute intentionnelle d'une personne morale - Mise en cause des personnes physiques à travers la personne morale d'une entreprise - (p. 2650) : caractéristiques de la faute intentionnelle - Remise en cause du droit de défense des salariés - Absence de protection pour les délégués syndicaux, du personnel - Bouleversement des statuts et conventions régissant les rapports entre employés et employeurs - Opposition du groupe socialiste.

Art. 4 (p. 2657) : son amendement N° 3 : principe et modalités d'application du retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire ou de la sanction d'une personne physique pour faute intentionnelle ; application dans le cadre des statuts ou conventions régissant ces personnels ; rejeté - (p. 2661) : soutient l'amendement N° 5 de Mlle Irma Rapuzzi (prononcé des sanctions dans le cadre de la protection instituée par la loi de nationalisation de 1946) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2666) : opposition du groupe socialiste au projet de loi.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° 95 (79-80)] - (23 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2981) : récent débat sur le projet de loi relatif au transport des matières nucléaires et amendements visant à la limitation du droit de grève : méthodes du gouvernement - Projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » - Réforme du CNRS - Atteinte aux libertés des universités - Mandarinat - Rôle-clef des maîtres-assistants dans l'université - Loi de 1968 et principe de la participation - Election au conseil d'université et répartition des sièges entre les catégories - Personnalités extérieures - Durée du mandat des présidents de conseil d'université - Opposition du groupe socialiste au texte en examen et amendements socialistes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5384) : progression des crédits de l'enveloppe-recherche pour 1981 - Provisions pour paiement de la TVA - Ambiguïté de la politique gouvernementale - Part de la recherche dans le budget de la nation - (p. 5385) : livre blanc sur la recherche de septembre 1980 - Danger de la stratégie de rentabilisation de la recherche - Recherche fondamentale et recherche appliquée - Objectifs du VIII[e] Plan en matière de recherche - Rôle de la recherche privée et incitations nécessaires - Contrôle de la destination des aides de l'Etat - Rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Rapport Chabbal - Transfert aux ministères techniques des programmes de développement technologique ; réduction du champ de compétences de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) - Programmation des grands équipements et recherche d'une coopération internationale - (p. 5386) : plan et budget - Loi de programme - Budget de relance - Avis favorable de la commission des affaires économiques - (p. 5396) : problème des personnels ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) : mobilité et statut - Crédits de mission - Publications scientifiques

Transports (28 novembre 1980) (p. 5478) : incohérence de la politique gouvernementale des transports ; désengagement de l'Etat, liberté des prix et accroissement de la concurrence - Suppression du réseau ferroviaire dans les zones rurales et aménagement du territoire - Préférence donnée au transport routier et usage de l'argent public - Abandon des voies navigables et utilité économique de ce moyen de transport - Situation du canal du Midi et ralentissement de la réalisation des programmes prévus - Durée de travail des conducteurs routiers et sécurité - (p. 5479) : politique d'économie d'énergie et priorité donnée au trafic marchandises sur route ; persistance du déséquilibre rail-route - Politique tarifaire de la SNCF et baisse du nombre de voyageurs-kilomètres - Contrat d'entreprise avec la SNCF et adoption du critère de rentabilité ; abandon de la notion de service public - Fermeture des lignes omnibus - Réalisation des projets autoroutiers et suppression de voies ferrées - Augmentation du tarif de la carte hebdomadaire et de la carte orange - Déficiences de l'infrastructure ferroviaire ; exemple de l'Essonne - Augmentation des tarifs de la RATP et désengagement de l'Etat ; politique des transports en région parisienne et privilège donné à la voiture individuelle - Economies d'énergie et transports collectifs - Réalisation d'équipements lourds - type RER - et système du tramway - Propositions de relèvement de la part contributive des employeurs aux transports et versement d'une partie du produit de la taxe sur les produits pétroliers - (p. 5480) : abaissement du seuil d'institution du versement transport - Insuffisance de la subvention de prise en charge des routes nationales déclassées - Transports scolaires et charges imposées aux collectivités locales - Suppression des lignes par la SNCF et versement d'une indemnité aux collectivités locales correspondant à « l'économie réalisée » par la SNCF ; chantage financier - Augmentation du budget de l'aviation civile et bénéfice exclusif pour la navigation aérienne - Programmes de construction aéronautique et augmentation modérée des crédits - Avenir des centres de formation aéronautiques ; sort des élèves pilotes de ligne à l'issue de leur formation - Navigation aérienne et rattrapage des retards accumulés depuis 1973 ; inutilité du nouveau centre de contrôle de Reims - Entretien, fonctionnement et équipement des aéroports ; transfert des charges vers les collectivités locales - Retrait des contrôleurs qualifiés dans les aérodromes régionaux ; remplacement par de simples techniciens - Vétusté du matériel de la navigation aérienne ; radar d'Orly - Augmentation du trafic des avions et saturation du système de contrôle français ; centre d'Aix en Provence - Situation de l'Institut du transport aérien (ITA)

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5833) : recherche universitaire : fonction liée au grade et problème de l'insertion des jeunes chercheurs - Rigidité des structures et des activités : exemple du comité consultatif des universités ; effets négatifs de l'atomisation de la recherche - Liens insuffisants de la recherche universitaire avec les grands organismes de recherche et le milieu local et régional ; répartition inégale du potentiel universitaire - Politique utilitariste : recherche appliquée favorisée - (p. 5834) : nécessité d'une recherche de développement ; cloisonnement entre recherche et collectivité, et inégalités - Mesures d'ouverture vers des secteurs de la vie active : exemples du déblocage des carrières, des recherches sur contrats

présentées par l'Etat, les régions et communes - Développement des régions et répartition des activités de recherche ; ouverture de la recherche à la communauté internationale : contribution aux pays du tiers monde, généralisation de la formation continue - Budget en progression mais non inclus dans les priorités - Stagnation des crédits de fonctionnement et charges de chauffage : exemple de l'université de Paris XI - Système de chauffage archaïque et nécessité de crédits d'investissement - Question sur l'utilisation des crédits de recherche pour combler le déficit de fonctionnement - Electronique et absence de renouvellement du matériel - Nombre d'assistants non titulaires - Absence de création de postes d'enseignants chercheurs - Loi « Sauvage » et enseignants de rang A - Vieillissement du corps enseignant : exemple d'Orsay - (p. 5835) : blocage de la pyramide des carrières - Question sur la « rallonge » des postes de professeurs et le projet de recrutement à long terme - Bibliothèque : régression des crédits, disparition de titres de revues et question sur la politique gouvernementale

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5850) : son amendement n° 281 : réduction indicative des crédits du titre III concernant la transformation d'emplois de technicien principal en emplois d'ingénieur au titre de la recherche universitaire ; rejeté.

O

OLIVIER (Henri), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

OOGHE (Jean), sénateur de l'Essonne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2801** (J.O. Débats 5 juin 1980) (p. 2365) à M. le ministre de l'intérieur : les **sapeurs-pompiers (gestion du service d'incendie et de secours de l'Essonne)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (10 octobre 1980) (p. 3867).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 80** (p. 1168) : nombre maximum d'élèves par classe et pouvoirs concrets du conseil de l'éducation - Nécessité de mettre fin à la fermeture des classes - **Après l'art. 80** (p. 1171) : établissement des cartes scolaires et droit de veto des conseils municipaux - **Art. 83** (p. 1189) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires) - (p. 1191) : vote défavorable du groupe communiste sur l'amendement N° II-129 de M. Franck Sérusclat (financement des transports scolaires à la charge des départements).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *ter (nouveau)* (p. 1238) : utilisation des locaux des établissements scolaires en dehors des heures scolaires et compétence exclusive des conseils municipaux et des chefs d'établissements - Nécessité du respect de la salle de classe qui doit être exclusivement réservée à l'enseignement - **Art. 85** *septies (nouveau)* (p. 1243) : à propos de l'attribution de la charge des écoles maternelles et élémentaires aux communes, se déclare défavorable aux amendements identiques N° II-106 de la commission des affaires culturelles et N° II-43 de la commission des lois - Prise en charge des collèges par le département - Lutte pour la nationalisation des collèges et lycées - Réduction de la compétence communale aux seules écoles maternelles et primaires - Prise en charge des collèges par le département et palliatif à l'asphyxie des finances communales - Accroissement des moyens financiers des communes - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1246) : poids respectif des dépenses occasionnées par les lycées et les collèges.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1275) : mécanisme de compensation financière et maintien de la dépendance financière des collectivités locales - Charges nouvelles imposées aux collectivités locales ; l'exemple des dépenses de justice - Prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement de l'instituteur ; la création d'une dotation particulière au sein de la dotation globale de fonctionnement - (p. 1278) : son amendement N° II-260 : revalorisation des subventions d'investissement et remise à niveau des ressources communales et départementales ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1284) : distinction à faire entre le mécanisme des compensations financières et leur évaluation - Sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement (exclusion du système de compensation des dépenses d'équipement de la justice et des dépenses de police ; évolution, composition et caractère départemental de la compensation), déclare le groupe communiste défavorable au sous-amendement N° II-292 de M. Louis Perrein (évaluation des compensations financières et rôle du comité des finances locales dans la compensation entre les charges entraînées par la loi pour les collectivités locales et l'Etat) - (p. 1285) : aggravation de la situation financière des communes et inefficacité de la réforme projetée - Caractère illusoire du principe de la compensation - Développement des responsabilités locales et augmentation des dépenses locales - Déclare que le groupe communiste votera contre l'amendement N° II-282 du Gouvernement - **Après l'art. 85** (p. 1295) : volonté du Gouvernement de prélever la dotation particulière destinée aux remboursements de l'indemnité de logement des instituteurs sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Remise en cause de la DGF.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 80** (p. 1319) : soutient, puis retire l'amendement n° II-225 de Mme Hélène Luc (remboursement par l'Etat aux communes des dépenses de logement des instituteurs) - **Avant l'art. 88 :** son amendement n° II-258 : prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses d'aide sociale ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - Barème de répartition des charges d'aide sociale : disparités entre les départements - (p. 1322) : retard mis par le gouvernement à remédier aux disparités existant entre les départements en matière de barèmes d'aide sociale - Nécessité d'un effort très supérieur du budget de l'Etat - Se déclare opposé à l'amendement n° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° II-53 de la commission des lois (mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé, subordonnée à la révision du barème) - (p. 1323) : sur l'amendement n° II-94, se déclare favorable au sous-amendement n° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - (p. 1324) : sur l'amendement n° II-94 de la commission des affaires sociales, son sous-amendement n° II-296 : versement des transferts de charges par le budget de l'Etat dès la promulgation de la loi ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - (p. 1328) : son amendement n° II-238, précédemment réservé : prise en compte en totalité par l'Etat des dépenses de justice, sans compensation ; irrecevable, compte tenu des votes du Sénat intervenus aux articles 51 et 88 - Transfert de compétences et transfert de charges - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1338) : sur l'amendement n° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II), son sous-amendement n° II-297 : suites données à ce rapport : augmentation, si nécessaire, de la dotation globale de fonctionnement ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - (p. 1341, 1342) : le groupe communiste ne votera pas l'amendement n° II-57 de la commission des

lois : caractère non contraignant pour le gouvernement - **Après l'art. 89** (p. 1343) : son amendement n° II-212 : suppression des articles L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes instituant un régime de responsabilité collective ; rejeté - **Art. 91** (p. 1357) ; se déclare favorable à l'idée de fond contenue dans cet article, relatif à la possibilité de recours des communes contre les décisions du conseil général - Ne votera cependant pas cet article, compte tenu du rôle confié au préfet dans cette procédure - **Après l'art. 91** (p. 1361) : position du groupe communiste en faveur de la disparition de l'institution préfectorale - Dispositions de la constitution de 1946 confiant l'exécutif du département au président du conseil général - Prétendue décentralisation et accroissement illimité des pouvoirs du préfet - Votera contre l'amendement n° II-63de la commission des lois (codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département) - (p. 1362) : droit d'une assemblée de choisir son exécutif et mutations autoritaires des préfets - (p. 1363) : opposition du groupe communiste à l'amendement de coordination n° II-65 de la commission des lois ; légalisation de la sujétion du conseil général.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Avant l'art. 32** (p. 1422) : vote défavorable du groupe communiste sur l'amendement n° II-304 de la commission des lois (principes et modalités d'application d'un système de plafonnement du concours des communes et majoration de la dotation globale d'équipement en fonction du montant du dépassement) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1427) : sur l'amendement n° II-105, précédemment réservé, de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) le groupe communiste ne votera pas le sous-amendement n° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; - 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; - 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1437) : renforcement de l'étatisme et intégration des collectivités locales à la stratégie d'austérité du gouvernement - Mise en place d'un contrôle financier global - Aggravation du statut des élus et de la fonction publique locale - Situation des secrétaires généraux de mairie - Opposition du gouvernement à la caisse nationale de retraite des élus locaux - Autonomie communale et abandon du regroupement autoritaire - Echec de la « « révolution » » décentralisatrice - Choix du département comme seul lieu de transfert des compétences pour l'aide sociale, les bourses et les transports scolaires - Mécanisme de compensation financière et absence de ressources nouvelles - Adaptation des communes « aux nouvelles conditions économiques » - Maintien des charges de fonctionnement de la justice aux collectivités locales - Révision des barèmes départementaux d'aide sociale - (p. 1438) : nécessité de modifier la répartition des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales ; les résolutions votées par l'assemblée de l'Association des maires de France - Création du fonds de compensation de TVA sur les investissements communaux - Remboursement des indemnités de logement des instituteurs - Démocratisation de la vie locale - Proposition de la création d'un ministère des collectivités locales et d'un conseil supérieur - Vote défavorable du groupe communiste.

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° **32 (80-81)**] - (20 novembre 1980) - **Explication de vote** (p. 4987) : majoration nécessaire de la DGF : autofinancement des communes, remède à l'alourdissement de la fiscalité locale - Inégalités dans la répartition : exemple de l'attribution aux villes centres, modifications prévues en région parisienne - Progression insuffisante de la DGF par rapport aux difficultés financières des collectivités locales - Refus du gouvernement d'instaurer une dotation spécifique pour les charges de logement des instituteurs - (p. 4988) : vote défavorable au projet.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat C* (p. 5428) : soutient l'amendement n° 208 de M. Camille Vallin (réduction des autorisations de programme du titre VI : voirie locale ; tranche locale du fonds spécial d'investissement routier, FSIR - **Après l'art 42.** *bis* (p. 5430) : sur l'amendement n° 215 de M. Georges Berchet (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux bureaux d'aide sociale), soutient le sous-amendement n° 224 de M. Camille Vallin (extension du bénéfice du remboursement de la TVA aux établissements publics hospitaliers).

ORNANO (Charles), sénateur de la Corse-du-Sud (NI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

ORNANO (Michel d'), *ministre de l'environnement et du cadre de vie* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 87** (p. 1257) : transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales en ce qui concerne l'utilisation des sols et dépôt de projets de loi sur ce principe - (p. 1258) : conditions de décentralisation du permis de construire - Elaboration de la carte communale et des plans d'occupation des sols - Débat sur les responsabilités des collectivités locales et possibilité de procéder à des transformations de fonds pour l'urbanisme et la décentralisation - (p. 1260) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme).

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 32** *(suite)* **et après l'art. 87** (p. 1367) : amendement N° I-204, précédemment réservé, du gouvernement : concours techniques de l'Etat aux collectivités locales ; retiré - La décision du Sénat, le 13 juin 1979, de réserver cet amendement jusqu'à la fin de la discussion des articles - Réforme des rémunérations des concours techniques, appliquée depuis le 1er janvier 1980 - Critiques portées contre le système antérieur - Principes de la réforme : rupture du lien d'intéressement ; fixation de la masse indemnitaire versée au personnel de l'équipement et de l'agriculture - Garantie de rémunération pour ce personnel - Relations entre les services techniques et les maîtres d'ouvrages - Missions de conseil et de conduite d'opération des services techniques - Mise à parité avec les tarifs de l'ingénierie privée - (p. 1368) : services de l'Etat et aide technique à la gestion des communes : « droit de tirage » des communes - Maîtrise d'oeuvre et aménagement des barèmes de rémunération - Contrats passés entre les petites communes et les services de l'Etat - Retrait par le gouvernement de l'amendement N° I-204 - Oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° II-259 de M. Michel Darras (incorporation dans le traitement des fonctionnaires des Ponts et Chaussées des honoraires alloués en application de la loi du 29 septembre 1948) - (p. 1372) : intervient sur les dispositions des paragraphes I et II de l'amendement N° I-204, précédemment réservé, retiré par le gouverne-

ment, puis repris et retiré par la commission des lois - Modalités de rémunérations par les collectivités des services rendus - Tarif de l'ingénierie privée - « Droit de tirage » offert aux petites communes contre une participation modique - Dispositions du paragraphe II, relatives à la compensation annuelle prévue pour le respect des droits acquis par les agents de l'Etat - Danger de cette disposition et caractère règlementaire - Accepte l'amendement N° II-303 de la commission des lois (interdiction de rémunération par les communes des agents de l'Etat en relation avec les services rendus) - S'oppose par avance à un amendement N° II-304 de la même commission (respect des droits acquis par les agents de l'Etat, au moyen d'une compensation annuelle) - (p. 1373) : application depuis le 1er janvier 1980 de la réforme des rémunérations accessoires des services de l'Etat - Suppression du lien entre la rémunération et le service rendu - Comparaison avec les tarifs de l'ingénierie privée - (p. 1374) : se déclare favorable au dépôt par la commission des lois d'un amendement N° II-304 renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la définition des concours des services techniques de l'Etat aux collectivités locales : caractère réglementaire de ces dispositions.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Avant l'art. 32** (p. 1418) : suppression de tout lien d'intéressement entre les travaux exécutés pour le compte des collectivités locales et les rémunérations des agents de l'équipement et de l'agriculture - (p. 1419) : fixation d'un plafond au concours des communes et versement à la dotation globale de fonctionnement en cas de dépassement - (p. 1420) : maintien de l'aide technique à la gestion communale et des prestations de gestion de la voirie - (p. 1421) : perception de la TVA et sa récupération par les communes - (p. 1422) : demande la TVA sur la maîtrise d'oeuvre et non sur l'aide technique à la gestion communale - Maîtrise d'oeuvre et concurrence entre l'Etat et l'ingenierie privée - Accepte l'amendement N° II-304 de la commission des lois (principes et modalités d'application d'un système de plafonnement du concours des communes et majoration de la dotation globale d'équipement en fonction du montant du dépassement) - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-306 du gouvernement : paiement de la TVA sur les honoraires dûs aux ingénieurs de la fonction publique ; adopté - (p. 1423) : accepte l'amendement N° II-211 de la commission des lois (services rendus hors de l'exercice de leurs fonctions et paiement d'indemnités aux agents de l'Etat).

— Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur - *Deuxième lecture* [n° 265 (79-80)] - (23 juin 1980) **Art. 15** *ter* (p. 3013) : dispositions de la loi du 3janvier 1977 réformant l'aide publique au logement - Système de l'aide personnalisée au logement et procédure du conventionnement - Travaux d'économies d'énergie réalisés par les organismes d'HLM et répercussions sur les loyers - (p. 3014) : amendement déposé par la commission et remise en cause totale des dispositions de la loi du 3 janvier 1977 - Vote unique demandé par le Gouvernement sur l'ensemble de l'article 15 *ter* II modifié par les seuls amendements n° 15 et n° 16 du Gouvernement - Mise en place progressive de la réforme d'aide au logement et accord des organismes d'HLM sur la procédure du conventionnement - (p. 3015) : coût, pour des personnes aux revenus modestes, de la répercussion des travaux d'économies d'énergie, envisagée par l'amendement de M. *Robert Laucournet.*

- **Suite de la discussion** (24 juin 1980) - **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3066) : amendement n° 15 du Gouvernement : suppression de la disposition relative au caractère facultatif du conventionnement ; adopté - Retour aux dispositions adoptées par le Sénat en première lecture. Dispositions de la loi du 3 janvier 1977 portant réforme du financement des logements mécanisme du conventionnement et exemple de son application pour un ménage selon ses revenus - (p. 3067) : seuil d'exclusion de l'aide personnalisée au logement, évoqué par M. *Robert Laucournet* - Reprise au profit du fonds national de l'habitat - Avantages du conventionnement pour travaux - Nombre des familles bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement - Vote unique demandé par le gouvernement sur l'art. 15 *ter*, modifié par les seuls amendements du gouvernement n° 15, et n°16 (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture : dépenses d'investissement mises à la charge des locataires ou des occupants de l'immeuble, sans augmentation des charges totales de chauffage) - (p. 3069) : procédure de l'article 44 de la Constitution, contestée par M. *Raymond Dumont* - Question posée par M. *Christian Poncelet* au nom du groupe RPR sur la prime de 400 francs par tonne d'équivalent-pétrole économisée - Modulation du système d'aide au logement, demandée par M. *Robert Laucournet,* et relèvement intervenu du seuil d'exclusion (p. 3070) : programme de travaux des offices d'HLM - Politique sociale du logement et solidarité en faveur des plus défavorisés.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 347 (79-80)] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3189) : amendement du Gouvernement sur la répartition des charges d'économie d'énergie : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture - (p. 3190) : système de l'aide personnalisée au logement et procédure du conventionnement, évoquée par M. *Robert Laucournet.* .

Art. 15 *ter* (p. 3192) : amendement n° 2 du Gouvernement : suppression de la phrase relative au caractère facultatif de la procédure de conventionnement pour les travaux d'économies d'énergie dans les logements ; adopté.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5721) : importance du ministère de l'environnement et du cadre de vie dans la politique économique et sociale ; absence de désengagement de l'Etat en matière de logement - (p. 5722) : encadrement du crédit et prêts conventionnés - Prêts d'accession à la propriété (PAP) - Fonds d'action conjoncturelle (FAC) et pré-programmation des crédits de l'Etat pour les PAP - Activités du bâtiment et des travaux publics - Hausse du coût de la construction ; charge foncière et doublement prévu de l'offre foncière - Déblocage de terrains appartenant à l'administration ou à des organismes parapublics ; exemple des villes nouvelles de la région parisienne - (p. 5723) : prévention des pollutions - Développement des technologies propres et créations d'emplois correspondantes - Réduction des inégalités sociales : prêts d'accession à la propriété ; taux d'intérêt - Loyers et charges locatives - Adaptation de la charge de logement aux ressources - Aide personnalisée au logement (APL) - Procédure de conventionnement pour les HLM ; aide aux familles et aux personnes âgées - Propos tenus par M. *Marcel Vidal* sur la politique du logement - (p. 5724) : problème de l'urbanisme, évoqué par MM. *Roger Quilliot, Pierre Croze* et *Jean-Paul Hammann :* logement social et centre des villes ; surcharge foncière - Mesures spécifiques : programme des banlieues et programmes régionaux spécifiques - Effort d'exportation de l'industrie du bâtiment et des travaux publics - Economies d'énergie : label « haute isolation » ; concours des maisons solaires ; réhabilitation des logements sociaux - Travaux d'économies d'énergie dans les HLM et procédure du conventionnement évoquée par MM. *Robert Laucournet* et *Roger Quilliot* - Textes en préparation : conseils d'administration des offices monocommunaux d'HLM ; statut des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ; statut du personnel : assimilation aux personnels communaux - (p. 5725) : loyers impayés et fonds de prévention - Priorité donnée à l'environnement dans le budget de 1981 - Inconvénients de la présentation budgétaire actuelle pour l'information du Parlement - Crédits du ministère ; augmentation de crédits votée à l'Assemblée nationale en faveur des réserves naturelles - Politique de l'architecture et de l'urbanisme ; réforme de l'enseignement de l'architecture et crédits d'équipement immobilier pour les écoles d'architecture - Mise en place des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et problème de leur financement : taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement - Elaboration des documents d'urbanisme : projet de loi

relatif aux cartes communales - Délivrance des permis de construire et concertation avec les élus locaux, souhaitée par M. *Georges Mouly ;* affaire du parking de Tulle - Habitat groupé ou habitat dispersé : rôle du Fonds d'aménagement urbain (FAU) - (p. 5726) : crédits pour les espaces verts - (p. 5729) : contre-exemple cité par M. *Josy Moinet* sur les possibilités d'accession à la propriété ; diminution progressive du taux d'effort ; apport personnel ; taux d'effort dans le secteur locatif - Aspect social de la réforme du logement - (p. 5730) : réticence de certains offices ou sociétés d'HLM à l'égard du conventionnement et avantages considérables accordés dans de nombreux cas - Effort de solidarité - Simulations réalisées avec M. *Roger Quilliot,* et pourcentage de personnes dont la situation s'est trouvée améliorée - - Problème de l'apport personnel évoqué par M. *Josy Moinet ;* épargne-logement - Cas des jeunes ménages et APL majorée - Progression du nombre des familles accédant chaque année à la propriété de leur logement.

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5731) : problème, abordé par M. *Louis Boyer,* du décret en Conseil d'Etat pour l'extension de la procédure de conventionnement au secteur du logement ancien ; réponse écrite donnée ultérieurement - **Art. 34** : réponse ultérieure à M. *Raymond Dumont* sur la part du Nord-Pas-de-Calais dans l'aide de l'Etat pour les emprunts contractés en vue de la construction, de l'acquisition et de l'amélioration de logements - Question évoquée par M. *Jacques Descours Desacres* de la répartition de cette aide entre les organismes prêteurs : effort de spécialisation des circuits bancaires ; part du crédit agricole - (p. 5732) : évolution de la masse monétaire et défense du franc - **Après l'art. 43** *quater :* demande le retrait de l'amendement n° 241de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Josy Moinet (incitation fiscale en matière d'économie d'énergie et d'énergie solaire) - Mesures en faveur des économies d'énergie : concours de maisons solaires - (p. 5733) : effort de promotion de l'énergie solaire : aide aux chauffe-eau solaires - Succès du concours des maisons solaires et prêts accordés aux lauréats - Gage proposé par l'amendement, frappant le logement locatif - Contrats d'économie d'énergie - (p. 5734) : s'oppose à l'amendement n° 241, repris par M.René Regnault - **Après l'art. 46** : accepte l'amendement n° 229 de la commission des affaires économiques (modalités de versement du dépassement du plafond légal de densité).

ORNANO (Paul d'), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **396** (27 mai 1980) (p. 2183) à M. le Premier ministre : la **Corse (violence ; politique économique, sociale et culturelle)** - Discutée le 3 juin 1980 (débat commun) (p. 2240 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Cantegrit,** fait au nom de la commission des affaires sociales sur ses **propositions de loi : 1), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger (N° 133, 79-80) ; 2), accordant aux pensionnés du régime français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité (N° 182, 79-80)** [n° 199 (79-80)] - (7 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1766) : votera la proposition de loi - Minorité des Français de l'étranger cotisant à l'assurance volontaire vieillesse des salariés - Nécessité d'abaisser les cotisations.

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) (p. 2246) : migrations de la population corse depuis des siècles - Attachement à la nationalité française - Charte de développement économique de la Corse adoptée par le Conseil régional en 1975 - (p. 2247) : développement économique de la Corse et apparition de tensions : modernisation de l'agriculture ; explosion du tourisme ; insuffisance du développement industriel - Evénements d'Aleria de 1975 - Crédits consentis en faveur de la Corse depuis cinq ans - Evénements dramatiques du 9 janvier à Ajaccio - Violence et propagande des extrémistes - Structures régionales de la Corse et nécessité du maintien des institutions de la République - Maintien de l'ordre public et sécurité de la population - Spécificité de la Corse - Moyens financiers consentis en sa faveur et nécessité d'une meilleure utilisation - Création d'emplois - (p. 2248) : faiblesse démographique de la Corse - Promotion du tourisme - Artisanat - Développement industriel - Transformation des produits de l'agriculture - Chômage des jeunes en Corse et développement de l'enseignement secondaire - Retard dans l'enseignement technologique - Migrations vers Ajaccio et Bastia - Nécessité d'établissements scolaires polyvalents, adaptés aux spécificités locales - Formation professionnelle - Apprentissage - Transports maritimes et aériens : problème des tarifs - (p. 2249) : grève des transports maritimes et nécessité d'un service minimum - Meilleure utilisation des crédits destinés à améliorer la desserte de la Corse - Principe de la continuité territoriale - Transports aériens - Dispositions financières et fiscales spécifiques à la Corse - Création d'une société de développement régional - Rapport Cottier sur la fiscalité - Encouragement aux investissements productifs créateurs d'emplois.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5970) : faiblesse de la progression des crédits et priorité donnée aux Français de l'étranger ; crédits d'assistance et fonds de secours en faveur des Français de l'étranger victimes de sévices du fait de leur qualité de Français - (p. 5971) : création d'une direction des Français de l'étranger et publication du Livret des Français de l'étranger - Cellule de crise et événements du Tchad,d'Iran et d'Irak - Groupe de travail sur la garantie des biens possédés par les Français de l'étranger au sein du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Absence de création de poste consulaire - Nécessité d'une réforme du statut du corps des secrétaires adjoints et attachés d'administration - Scolarisation des jeunes Français de l'étranger et redéploiement à partir de la Tunisie et du Maroc - Vote favorable du groupe UREI - Situation aux Nouvelles Hébrides et indemnisation des Français dépossédés de leurs biens - Instabilité mondiale - Monolithisme du monde communiste - Affaiblissement et division du monde occidental ; responsabilité des Etats-Unis de politique étrangère de M. Carter - Europe occidentale et statu quo avec l'URSS ; échec de la politique de détente - (p. 5972) : stratégie soviétique expansionniste et laissez-aller occidental - Succès soviétique à l'extérieur et renforcement de leur politique autoritaire à l'intérieur ; pacte d'Helsinki et émigration - Rejet de la rupture des relations ou de la « stratégie du ghetto » avec l'URSS - Réalisme politique et affaire d'Afghanistan - Redéfinition des rapports entre occidentaux ; pacte Atlantique et OTAN - Indépendance nationale et participation à une alliance - Prudence et initiative de la diplomatie française - Monde « multipolaire » et appartenance de la France au monde occidental

ORVOEN (Louis), sénateur du Finistère (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

P

PADO (Dominique), sénateur de Paris (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint** fait au nom de la commission des affaires sociales sur la **proposition de loi** [n° **425 (78-79)**] **de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 2** (p. 2131) : soutient l'amendement N° 2 de M.Pierre Vallon (application des règles de la fonction publique aux régimes spéciaux de sécurité sociale) - **Art. 3** : soutient l'amendement N° 3 de M. Pierre Vallon (exclusion du bénéfice de la loi pour les femmes divorcées avant 1978 à leurs torts exclusifs ; existence d'une pension au profit des enfants de moins de 21 ans) - **Après l'art. 3** (p. 2132) : soutient l'amendement N° 5 de M. Pierre Vallon (non application des dispositions de l'article 3 aux bénéficiaires des droits acquis sous l'empire de la loi de 1978) - Soutient l'amendement N° 4 de M. André Bohl (application des dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - **Intitulé** (p. 2133) : soutient l'amendement N° 6 de M. Pierre Vallon (de forme ; « proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de reversion entre les conjoints divorcés et le conjoint survivant »).

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2127) : veuvage et solidarité nationale ; travaux du groupe sénatorial d'études des problèmes du veuvage présidé par M. *Jean Cluzel* - Discours du Président de la République au congrès national de la fédération des associations de veuves chefs de famille - Vote favorable unanime du groupe UCDP.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2655) : vote du projet de loi et pressions sur le Sénat.

Art. 4 (p. 2665) : vote favorable du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales).

— **Question orale avec débat : problèmes posés par les nouvelles techniques de communication** - (21 octobre 1980) - (p. 3967) : modifications profondes de la communication ; refus d'un cadre réglementaire au coup par coup ; danger d'un débordement par les techniciens du futur.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (18 novembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4894, 4895) : qualité du travail de la commission des lois - Attachement du Sénat aux libertés fondamentales - Equilibre entre liberté et sécurité - Caractère positif des dispositions concernant le contrôle d'identité - Confiance dans le corps des magistrats - Vote favorable dans sa quasi-totalité du groupe UCDP.

PALMERO (Francis), sénateur des Alpes-Maritimes (UCDP).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767) ; puis réélu secrétaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au plafond des ressources fiscales des **établissements publics régionaux** (n° **241**, 1979-1980) (9 mai 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **261**) 1979-1980) autorisant l'adhésion de la République française au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ouvert à la signature le 19 décembre 1966 (n° **294**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **278**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention du 8 juin 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation, et de l'échange de lettres afférent à cette convention (n° **296**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **262**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion de la République française au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ouvert à la signature le 19 décembre 1966 (n° **297**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Francou, tendant à créer un diplôme d'**herboriste** (n° **315**, 1979-1980) (13 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **10**, 1980-1981) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises (n° **66**, 1980-1981) (31 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à inclure l'espéranto comme langue à option dans les matières d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur (n° **67**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Langues étrangères.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la protection de la deuxième carrière des militaires) (n° **87**, 1980-1981) (6 novembre 1980) - **Armée.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères - Relations culturelles** (n° **101**, tome **II**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **124**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres (n° **164**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° **126**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un Accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle

entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale (n° **169**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2626** (J.O. Débats 11 décembre 1979) (p. 5279) à M. le ministre des affaires étrangères : les **relations culturelles internationales (nouvelles relations culturelles, scientifiques et techniques de la France)** - Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (31 octobre 1980) (p. 4320).

n° **2631** (J.O. Débats 16 janvier 1980) (p. 59) à M. le ministre de la défense : la **défense nationale (communication des rapports sur les manifestations d'objets volants non identifiés)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie (13 juin 1980) (p. 2713).

n° **2632** (J.O. Débats 16 janvier 1980) (p. 59) à M. le ministre du budget : les **rentes viagères (amélioration du régime des rentes viagères)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget (11 avril 1980) (p. 1223).

n° **2633** (J.O. Débats 16 janvier 1980) (p. 59) à M. le ministre de la culture et de la communication : le **Centre Beaubourg (budget de fonctionnement du centre Pompidou)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication (11 avril 1980) (p. 1209, 1210).

n° **2637** (J.O. Débats 31 janvier 1980) (p. 184) à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : l'**herboristerie (profession d'herboriste)** - Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (13 juin 1980) (p. 2718).

n° **2649** (J.O. Débats 14 février 1980) (p. 256) à M. le ministre de la culture et de la communication : les **Maisons de la culture (bilan d'activité des Maisons de la culture)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication (11 avril 1980) (p. 1211).

n° **2697** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de l'éducation : l'**enseignement élémentaire (fermeture de classes primaires dans les Alpes-Maritimes).**

n° **2702** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre des affaires étrangères : la **politique extérieure (relations avec Chypre et la Turquie).**

n° **2703** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de l'intérieur : la **protection civile (protection des risques atomiques).**

n° **2709** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 889) à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : la **mutualité (sauvegarde de la mutualité française)** - Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale (23 mai 1980) (p. 2150, 2151, 2152, 2153).

n° **2714** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 960) à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie : la **pollution (mer) (suites données à la réunion sur la protection de la Méditerranée)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) (6 juin 1980) (p. 2440).

n° **19** (J.O. Débats 11 octobre 1980) (p. 3873) à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie : les **baux de locaux d'habitation (conséquences de la libération des loyers)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (environnement) (21 novembre 1980) (p. 5033, 5034).

n° **64** (J.O. Débats 5 novembre 1980) (p. 4380) à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : les **handicapés (pouvoir d'achat des prestations servies aux handicapés).**

n° **74** (J.O. Débats 20 novembre 1980) (p. 4961) à M. le Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion : la **radiodiffusion et télévision (mesures en faveur des cibistes et des radio-amateurs).**

n° **83** (J.O. Débats 30 novembre 1980) (p. 5543) à M. le ministre de l'agriculture : les **horticulteurs (suites au rapport sur l'horticulture).**

Questions orales avec débat :

n° **242** (2 octobre 1979) (p. 2881) à M. le ministre de la culture et de la communication : les **spectacles (protection de la chanson française)** - Discutée le 24 juin 1980 (p. 3039 et suivantes).

n° **401** (6 juin 1980) (p. 2440) à M. le ministre de l'intérieur : la **protection civile (abris anti-atomiques)** - Discutée le 10 juin 1980(débat commun) (p. 2540 et suivantes).

n° **405** (24 juin 1980) (p. 3078) à M. le ministre du budget : les **rentes viagères (revalorisation).**

n° **441** (9 octobre 1980) (p. 3817) à M. le Premier ministre : les **attentats (lutte contre la criminalité et prévention des attentats)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980 [n° 148 (79-80)]** - (15 janvier 1980) - Au nom de la Commission des Affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 8) : budget des Affaires étrangères : action extérieure de la France ; émissions radiophoniques ; groupe de travail dirigé par M. Jacques Rigaud - (p. 9) : situation internationale : Iran, Afghanistan.

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1131) : protection de la Méditerranée et convention de Barcelone - Concertation et solidarité des états riverains de la Méditerranée - Réunion parlementaire de Chypre - Centre régional de Malte pour la lutte contre la pollution par les hydrocarbures - Suggestion de plans d'urgence sous-régionaux - Indemnisation des victimes et conventions internationales - (p. 1132) : prévention de la pollution en Méditerranée - Barrages anti-marée noire ; recherches ; conséquences pour le tourisme - Pétroliers géants - Eloignement de la circulation maritime ; problème des îles - (p. 1139) : pollution par les hydrocarbures et coopération internationale - Application de la convention de Barcelone - Contribution de la France au fonds des Nations unies pour la protection de la Méditerranée.

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2546) : confiance en la force de frappe nucléaire et violation de la ligne Maginot en 1940 - Performances des missiles et capacité de destruction - Création d'abris atomiques en Suisse, en URSS - Précautions contre les effets de la bombe atomique et limitation des conséquences - Recensement des abris existants et offres de l'industrie privée - Nécessité d'études approfondies sur les matériels, les conditions de survie, l'alimentation en eau, le stockage des aliments - Plan Polrad sur la pollution radio-active - (p. 2547) : absence d'hôpitaux souterrains - Information du public et absence de création d'abris collectifs efficaces - Dispositifs d'alarme : code des sirènes ; entraînement de la population ; alarme par téléphone - Corps de défense de la sécurité civile et colonnes mobiles de secours.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2660) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales) - son sous-amendement N° 6 déposé avec M. Pierre Schiélé : caractère exécutoire des sanctions et possibilité d'appel devant les organismes statutaires compétents ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits économi-**

ques, sociaux et culturel, ouvert à la signature le 19 décembre 1966 [n° **261 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2761) : déclaration universelle des droits de l'homme de l'Assemblée des Nations Unies en 1948 - Précisions apportées par le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 - Enumération des droits affirmés - Mise en oeuvre progressive, prévue à l'art. 2 - Liberté d'appréciation laissée aux Etats - Prise en compte des divergences politiques et philosophiques entre les Etats - Procédure de contrôle du respect du pacte - Rapport des Etats membres au Secrétaire général des Nations Unies - Réunion du groupe de travail chargé d'étudier l'application du pacte - Adhésion de la France - Réserves introduites par le gouvernement français.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature le 19 décembre 1966** [n° **262 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2762) : pacte international relatif aux droits civils et politiques - Moyens existants dont dispose l'ONU pour la préservation des droits de l'homme : résolutions ; déclarations ; conventions ; investigation des organismes spécialisés - Pacte du 16 décembre 1960 - (p. 2763) : retard d'entrée en vigueur du pacte - Analyse de ses dispositions - Protocole facultatif - Enonciation précise des droits - Différences entre la déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte international ; droit de propriété et droit d'asile - Restrictions prévues par le Pacte - Clause de sauvegarde - Droits inviolables et absence de dérogation - Rapport des Etats membres au Comité des droits de l'homme - Examen des requêtes des particuliers par le comité - Adhésion de la France et réserves énoncées par le gouvernement - Convention européenne des droits de l'homme - Liberté du Président de la République pour l'exercice de l'art. 16 de la Constitution - Règles de discipline militaire - Activités politiques des étrangers - Liberté d'expression - Expulsions d'étrangers et référence à l'ordonnance du 2 novembre 1945 - Interdiction de la propagande en faveur de la guerre - Refus par le gouvernement français du protocole facultatif instituant le droit de recours individuel des particuliers devant le comité des droits de l'homme - (p. 2764) : bilan de l'adhésion de la France à la convention européenne des droits de l'homme et retard à accepter l'art. 25 de cette convention, instaurant le recours individuel - Urgence de l'acceptation par la France de cette disposition - Atteintes aux droits de l'homme dans le monde - Acte final d'Helsinki - Réunion de Belgrade de 1977 - Rôle des organisations non gouvernementales : exemple d'*Amnesty international*.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978** [n° **105 (79-80)**] - (17 juin 1980) - En remplacement de M. *Jacques Chaumont* - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2771) : accord conclu, de même qu'avec El Salvador, en application des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1971 - (p. 2772) : bonnes relations traditionnelles entre la France et le Paraguay - Accord commercial de 1956 - Développement nécessaire des échanges commerciaux - Politique d'équipement et construction de deux barrages - Quasi identité des dispositions de cette convention avec la précédente convention conclue avec la République d'El Salvador - Clause de recours à un arbitrage international en cas de contentieux - Principe de la réciprocité - Clause de la nation la plus favorisée - Garanties aux investisseurs - Libre rapatriement des revenus - Durée de l'accord et renouvellement - Violation des droits de l'homme au Paraguay - Incitation à l'évolution du Paraguay vers la démocratie.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 8 juin 1978 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de son Altesse sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation, et de l'échange de lettres afférent à cette convention** [n° **278 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2776) : dispositions de la convention : exécution des peines d'amende ; contraventions en matière de circulation et de stationnement automobile - Exceptions prévues, relatives notamment aux infractions de caractère politique - (p. 2777) : procédure simplifiée et communication entre les parquets des deux pays - Versement du produit des amendes au Trésor de l'Etat requérant et bénéfice qui en résultera pour la principauté de Monaco - Problèmes des Français résidant à Monaco : retard d'application de la sécurité sociale française ; dispositions fiscales discriminatoires.

— **Question orale avec débat : protection de la chanson française** - (24 juin 1980)(p. 3039) : Crise que traverse la chanson ; difficultés considérables de l'industrie du disque - Importance du MIDEM, Marché international du disque et d'édition musicale, de Cannes - Invasion de la musique anglo-saxonne - Monopole de la programmation détenu par Europe n° 1, France-Inter, Radio-Luxembourg, Radio-Monte-Carlo - Liens existant entre la vente des disques et la promotion faite par la radio - Matraquage des disques coédités par certaines chaînes de radio - Nécessaire mise en place d'incitations financières pour la chanson - Nombre record de manifestations artistiques en France - Diffusion de la musique et droits d'auteurs ; accord passé entre l'Association des maires de France et la SACEM - Création d'une « fondation pour la chanson d'expression française » - (p. 3040) : résultats déjà obtenus par le comité consultatif pour l'exportation du disque - Progression importante de l'importation étrangère - Rôle de la chanson comme support de la francophonie - Manque d'information sur la musique des Antilles, de la Réunion et de la Polynésie - Part de la chanson française dans les projets d'élaboration des radios locales - Importance du taux de TVA appliqué aux disques ; situation des pays étrangers - Diminution récente de la TVA sur le livre et l'industrie du cinéma - Problèmes posés par la copie privée des disques et des cassettes - Travaux des comités du droit d'auteur, dans différents pays, de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'UNESCO pour la création d'une redevance sur les ventes en gros des appareils enregistreurs, au bénéfice des auteurs, artistes et producteurs de phonographes - Diverses formes de la piraterie phonographique - Résolutions prises dans ce domaine par l'Assemblée générale d'Interpol - (p. 3041) : sa question écrite sur la situation difficile des artistes français vis-à-vis de leurs homologues étrangers - Convention signée à Rome en 1961 « sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonographes et des organismes de radio-diffusion » - Eventuelle prolongation de la protection des droits moraux et pécuniaires reconnue actuellement durant cinquante ans après la mort d'un auteur - Situation des disquaires - Problème de la protection des consommateurs - Concurrence dans les modes de distribution - (p. 3043) : nécessité d'une impulsion et d'une animation pour établir une politique globale et cohérente dans le domaine musical - Exploitation de la musique et de la chanson dans les territoires et départements d'Outre-mer.

— **Questions orales avec débat jointes : expression radiophonique locale** - (24 juin 1980) (p. 3050) : possibilité d'action en faveur de la défense de la chanson française sur les radios périphériques, par l'intermédiaire de la SOFIRAD.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) (p. 3217) : invasion turque à Chrypre et division de l'île - Retrait des troupes étrangères demandé en 1974 par l'assemblée générale des Nations-Unies et retour des réfugiés - Ignorance des évènements sur la zone nord occupée, annexion de l'ambassade française par les Turcs et absence d'indemnisation - Résolution des Nations-Unies en 1979 et non participation de la France au vote ; rapport du Conseil de sécurité sur l'évolution de sa mission ; retrait des « casques bleus » - Aide monétaire de l'OCDE à la Turquie

- Nouveau prêt de l'Allemagne à la Turquie - Retrait nécessaire des troupes turques - Reconnaissance mondiale du gouvernement de Chypre et nécessité d'une intervention française pour la reprise des pourparlers - Problème d'Israël : devoir historique de la France et de l'Europe ; responsabilité dans les évènements de la seconde guerre mondiale - Historique de la fondation de l'Etat d'Israël - (p. 3218) : thème de l'autodétermination et expérience passée - Déclaration du président de la République sur le droit d'Israël à la sécurité, et danger de l'évacuation des territoires occupés - Accord de paix de 1977 entre l'Egypte et Israël, et silence de la France ; application par Israël des résolutions de l'ONU ; restitution des territoires occupés - Accords de Camp David : refus de la commission des Droits de l'homme et abstention de la France - Guerres successives imposées à Israël - Protection d'Israël - Sécurité de l'Etat d'Israël et reconnaissance de ses frontières - Question des garanties internationales ou européennes ; exemple de la Pologne et de la Tchécoslovaquie - Rôle limité de l'ONU : exemple de l'Afghanistan, du Cambodge, du Viet-Nam et de l'Iran - (p. 3219) : référence à la résolution n° 242 de l'ONU dans le traité de paix entre l'Egypte et Israël - Question de l'attitude de refus par la France des accords de Camp David - Autodétermination, création et situation géographique d'un Etat palestinien : partage en 1947 par les Nations Unies de la Palestine entre Israël et la Jordanie ; position de la Jordanie, possibilité d'une fédération jordano-palestinienne, et conflit entre l'OLP et la Jordanie - Inefficacité de l'Europe dans le processus de paix - Régime démocratique d'Israël, relations diplomatiques avec la France, mais absence de visites réciproques de gouvernement ; intérêts culturels et commerciaux de la France en Israël - Absence de privilège consenti par les Arabes à la France : augmentation du pétrole ; annulation de contrats - Intérêt stratégique du Moyen-Orient - Responsabilité historique de la France dans la création de l'Etat d'Israël.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3884) : générosité laïque et tradition chrétienne du groupe de l'UCDP - Signes de résurgence du racisme, de l'antisémitisme et du nazisme - (p. 3885) : réactions populaires unanimes après l'attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - Education des jeunes générations : instruction civique, morale, enseignement de l'histoire - Tentative de déstabilisation des démocraties - Présence du drapeau dans les écoles des Etats-Unis et d'URSS - (p. 3886) : montée de la violence et essor de l'information - Malaise de la société française - Définition nécessaire de nouvelles valeurs - Projet de loi « Sécurité et liberté » - Débat sur la peine de mort - Rôle de la police nationale ; effectifs des policiers ; policiers et gendarmes tués en service - Développement du terrorisme dans le monde - Position française sur la situation au Moyen-Orient : attitude française à l'égard de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - Crise économique de 1929 et montée du fascisme - (p. 3887) : échec de l'espace judiciaire européen - Procédure d'extradition - Retard de ratification par la France des conventions européennes - Tolérance et défense de la démocratie.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises** [n° **10 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4401) : réduction de tarifs sur les chemins de fer et application de la loi du 19 octobre 1921 dans les départements français d'Algérie - Maintien de ces réductions après l'indépendance par la Société des chemins de fer algériens - Convention de 1948 appliquant les réductions aux victimes civiles et pensionnées hors guerre ; sa dénonciation en 1972 par le Gouvernement algérien - Maintien des réductions pour tous les pensionnés de guerre et hors guerre au titre des lois françaises et remboursement à l'Algérie de la perte de recettes - Maintien des avantages consentis antérieurement aux ressortissants algériens ayant combattu ou travaillé pour la France - Délai entre la ratification et la signature de la convention.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3 A** (p. 5073) ; incitation à l'investissement en biens d'équipement amortissables selon le mode dégressif - Inclusion dans ce système des investissements hôteliers, meubles et immeubles et des bâtiments industriels - (p. 5075) : soutient l'amendement n° 51 de M. Jean Cauchon (application de la déduction fiscale aux entreprises agricoles) - (p. 5077) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean Cauchon (déduction fiscale et application aux entreprises, indépendamment de leur mode d'imposition) - Soutient l'amendement n° 52 de M. Pierre Lacour (déduction fiscale et application aux offices publics ministériels, individuels ou exerçant sous la forme d'une société civile professionnelle) - (p. 5078) : soutient l'amendement n° 53 de MM. Raymond Poirier et Jean Cauchon (déduction fiscale et application au bénéfice des « exercies suivants ») - (p. 5079) : soutient l'amendement n° 152 de M. Jean Cauchon (cession d'une immobilisation créée ou acquise avec la déduction fiscale ; cas de non rapport de la déduction au résultat imposable).

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5116) : intervient sur cet article relatif au barème de taxation des alcools - Arrêt de la Cour de justice européenne sur la taxation des boissons alcoolisées - Objectif de taxation uniforme et texte de l'article 4 dans le projet initial du gouvernement - (p. 5117) : objectif de taxation uniforme en fonction de la teneur en alcool - Détaxation des alcools étrangers (whisky, gin, vodka) et concurrence faussée au détriment des produits français - Taxation du vin et de la bière en Grande-Bretagne - Lutte contre l'alcoolisme - Cas du cognac.

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5288) : diminution des crédits accordée aux maisons de la culture ; augmentation des subventions municipales sous condition que l'Etat assure une certaine parité - Problème du rattachement de l'industrie du disque au ministère de l'industrie - Redevance sur les magnétoscopes et les magnétophones ; taxation directe des cassettes vierges et attribution aux auteurs et interprètes - Travaux du comité consultatif pour l'exportation du disque - Sélection des disques sur les chaînes de radio et promotion autoritaire - Diffusion de la chanson française sur Radio-France et FR3 - Place laissée à la musique symphonique légère dans les programmes de Radio-France - Spectacles d'opéra à la télévision et à la radio - Fiscalité appliquée aux disques - Problèmes fiscaux particuliers posés à l'édition phonographique - Retard apporté au projet de loi de ratification de la convention de Rome - Festival de musique ; déséquilibre en faveur de la musique classique - (p. 5289) : chanson française et manque de lieux de spectacles ; salles de cinéma - Spectacles de chansons et bénéfice des services de l'Office national de diffusion artistique - Facilités à accorder aux prestations de jeunes auteurs-compositeurs-interprètes - Protection des auteurs de chansons - Proposition allemande d'un programme européen de télévision - Diffusion du livre à l'étranger et responsabilité de la Direction des relations culturelles du ministère des affaires étrangères - Année du patrimoine et action en faveur des églises et des chapelles rurales

Services du Premier ministre *(suite)* - **V - Recherche** (27 novembre 1980) - (p. 5388) : priorité donnée à la recherche - Recrutement de personnels nouveaux - Statut des chercheurs - Enveloppe recherche et grands programmes technologiques - Recherches à court terme et planification à long terme des grands équipements : accélérateurs de particules - Projets internationaux - Coordination entre livre blanc de la recherche, VIII[e] Plan, et programme décennal - Recherche militaire et recherche civile -

Décloisonnement nécessaire des laboratoires - Lourdeur de la règlementation - Observation du rapport de la Cour des comptes de 1979 sur l'inefficacité du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Prix Nobel de médecine du professeur Jean Dausset - Recherche fondamentale et développement industriel - (p. 5389) : rôle joué par les entreprises dans le financement de la recherche et nécessité d'incitations fiscales - Taxe professionnelle - Exportations pharmaceutiques de la République fédérale d'Allemagne - Recherche universitaire - Programme européen de cinq ans (« Fast ») - Sa qualité de président du complexe international scientifique de Valbonne-Sophia-Antipolis

Examen des crédits - *Etat C* (p. 5397) : demande un scrutin public pour manifester le soutien du groupe UCDP à l'effort budgétaire entrepris en 1981.

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5683) : au nom du groupe UCDP, intervient sur la situation des retraités militaires : pensions de veuves ; reclassement des retraites de sergents majors et maîtres ; cas des aspirants et adjudants ; conclusion du groupe de travail de 1976 sur la nécessité du remodelage des échelles de soldes de sous-officiers - Rapport du médiateur : modification de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires relatif aux majorations pour enfants - Pensions de reversion des veuves - Pensions d'invalidité - Indemnité familiale d'expatriation en Allemagne et levée nécessaire de la forclusion - Loi du 28 décembre 1979 sur la sécurité sociale et assujettissement des pensions de retraite aux cotisations d'assurance-maladie - (p. 5684) : remise en cause des droits acquis - Droit au travail des retraités militaires - En sa qualité de président du groupe d'études des problèmes de la gendarmerie au Sénat, intervient sur les effectifs de la gendarmerie, l'amélioration du traitement et l'augmentation de la prime d'officier judiciaire, la majoration spéciale de pension, perçue à un taux supérieur par les sapeurs-pompiers de Paris, la situation des gendarmes mobilisés en Afrique du Nord et le bénéfice de la campagne double, la situation au regard de leur logement de fonction des gendarmes blessés en service ou accidentés

Justice (4 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5775) : son amendement n° 206 : réduction indicative des crédits du titre III relatifs à l'exercice des exécutions capitales ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - Modalités d'exécution de la peine de mort et réunion d'une commission d'experts pendant deux ans - Laxisme gouvernemental et étonnement du président de la Chambre syndicale des bijoutiers - Demande la suppression de la guillotine par un moyen d'exécution digne de la science moderne - Commutation de la peine de mort en réclusion à perpétuité et coût pour le contribuable - (p. 5776) : exercice de la guillotine et acte chirurgical ; rôle du bourreau.

Affaires étrangères (4 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Relations culturelles) (p. 5790) : montant des crédits destinés à la culture ; part importante prise par l'extension de la sécurité sociale des personnels à l'étranger - Retrait de ce budget des dépenses immobilières de l'Assemblée européenne de Strasbourg - Création d'un fond de la compréhension franco-allemande - Développement de nos relations culturelles - Mise en place de la réforme résultant du rapport Rigaud - Action du service des échanges culturels - Rôle de l'enseignement et des échanges linguistiques - Création d'un service « science, technique, développement » - Création d'un comité interministériel pour les relations culturelles extérieures - Importance de nos moyens culturels à l'étranger ; comparaison avec d'autres pays - Intensification des échanges scientifiques - Défense du français et difficultés rencontrées ; discrimination au sein de l'ONU - Cinéma, télévision, théâtre et promotion du français ; diffusion de livres - (p. 5791) : augmentation des crédits en faveur de Radio France Internationale ; émetteur du Gabon et construction d'un émetteur à Kourou ; exemple de la BBC - Contribution aux organisations internationales ; demande à l'ONU d'une nouvelle répartition des dépenses - Effort consacré au programme des Nations Unies pour le développement - Situation de notre action culturelle dans les pays en guerre - Action culturelle et conquête des marchés - Propos de Jean-Paul II à l'UNESCO sur l'importance de la culture

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6029) : effort consenti pour la majoration des rentes viagères - Insuffisance des mesures concernant les rapatriés ; devoir de la France à l'égard des Français d'Algérie - Loi d'amnistie incomplète du 16 juillet 1974 et contentieux subsistant - Indemnisation des rapatriés ; recours à la notion de la responsabilité de l'Etat spoliateur - Négociations entre la France et l'Algérie - Fonds bloqués : accords en voie de réalisation avec la Tunisie et le Maroc - Problème immobilier - Insuffisance de la loi du 2 janvier 1978 et mesures nouvelles prévues - Unanimité des associations de rapatriés : négociabilité et indexation des titres - (p. 6030) : modifications nécessaires à la loi de 1978 - Réforme des barèmes - Régime des preuves - Ventes à vil prix - Retraites - Rapatriés d'origine musulmane - Engagement nécessaire des pouvoirs publics - (p. 6034, 6035) : prélèvement des prêts sur le montant de l'indemnisation et rôle des commissions régionales d'aménagement des prêts - Réinstallation d'agriculteurs et cas des autres professions - Coût des mesures nouvelles

Examen des crédits - *Etat B* : son amendement n° 342 : réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 283 - **Avant l'art. 47** (p. 6038) : annonce par le gouvernement de sa décision d'opposer l'art. 40 de la Constitution ou l'art. 42 de la loi organique à la quasi-totalité des amendements : parodie de débat - Retire, sans les soutenir, ses treize amendements appelés en discussion commune - (p. 6040) : soutient l'amendement n° 267 de M. Georges Treille (indemnisation des pharmaciens rapatriés), puis le retire - **Après l'art. 47** (p. 6043) : son amendement n° 338 : indemnisation des rapatriés : levée de la forclusion au profit des personnes se trouvant en situation d'indivision ; retiré - (p. 6044) : son amendement n° 339 : rapatriés : bilan des opérations d'indemnisation entreprises en application de la loi du 2 janvier 1978 ; irrecevable aux termes de l'art. 41 de la Constitution - *Etat B (suite)* (p. 6045) : son amendement n° 342, précédemment réservé : réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés ; adopté.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 43** *ter* (p. 6124) : se déclare défavorable à l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau soutenu par M. Pierre Schiélé (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales) - **Après l'art. 49** (p. 6129) : ses amendements déposés avec M. Jacques Genton n° 272 : dépôt d'un projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concession des pensions d'invalidité aux retraités militaires ; retiré ; n° 273 : cas des personnels et des ayants cause admis au bénéfice d'une retraite proportionnelle avant le 1er décembre 1964 ; retiré ; n° 274 : levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires, retiré et repris par M. Michel Darras puis irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 275 : principe et modalités d'application du remodelage des échelles de solde applicables aux sous-officiers de carrière et servant sous contrat ; retiré ; et n° 276 : augmentation du taux de la pension de réversion prévue par la loi du 26 décembre 1964 ; retiré - (p. 6130) : son amendement n° 277 déposé avec M. Jacques Genton : garantie du droit au travail pour les militaires admis d'office ou sur leur demande à la retraite avant l'âge légal ; retiré.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 150 (80-81)] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6433) : son amendement n° 135 soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du critère de ressources pour la détermination du montant de la retraite complémentaire de la fonction publique ; adopté.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de

culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres [n° 124 (80-81)] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6554) : fréquence des retards de ratification de conventions - Caractéristiques du Niger ; exportations d'uranium - Accord de coopération culturelle franco-nigérienne de 1961 - Nombre des enseignants français au Niger - Subventions aux investissements - Enseignement ; télévision scolaire - Equivalence des diplômes de l'enseignement supérieur - Clause « UNESCO » : importation de livres,films et disques à des fins culturelles - Ouverture d'établissements français au Niger.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale [n° 126 (80-81)]** - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6557) : caractéristiques géographiques et économiques de la Guinée équatoriale - Dictature de 1968 à 1979 - Reconstruction du pays - (p. 6558) : accord de coopération avec la France - Projets de travaux - Recherche de pétrole - Assistance technique ; coopérants - Montant de l'aide.

PAMS (Gaston), sénateur des Pyrénées-Orientales (Président du groupe GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **241** (2 octobre 1979) (p. 2881) à M. le Premier ministre : la **politique économique (crise économique et répercussions sociales)** - Retirée par son auteur (8 octobre 1980) (p. 3791).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 14, déposé avec M. Léon-Jean Grégory et soutenu par M. Edgar Faure : modification du barème de taxation des alcools : allégement de la charge fiscale des vins doux naturels ; devenu sans objet.

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5572) : difficultés économiques de la Nouvelle-Calédonie et aggravation du problème de l'emploi des jeunes à Wallis-et-Futuna - Création nécessaire de chantiers de développement - Protection sociale du secteur rural non salarié et objectif de parité avec la métropole - Aide à l'artisanat et projet de construction d'un abri à Wallis-et-Futuna - Situation des Wallisiens et Futuniens résidant en Nouvelles-Hébrides depuis l'indépendance du territoire - Conditions de rapatriement et d'hébergement de ces réfugiés - (p. 5573) : besoins de Wallis-et-Futuna en matière de sport : dénuement de l'équipement sportif individuel ; déplacement des équipes sportives - Crédits du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM et développement des interventions des ministères techniques : diminution de l'aspect spécifique des interventions de la métropole dans les TOM - Augmentation, votée par l'Assemblée nationale, des crédits du fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) - Existence nécessaire d'un département ministériel spécifique

Défense (3 décembre 1980) - (p. 5685) : réforme nécessaire du statut des auxiliaires de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie : intégration nécessaire dans la sûreté nationale et stage préparatoire en métropole (p. 5686) : extension nécessaire aux gendarmes du cadre territorial de la Nouvelle-Calédonie des dispositions applicables aux gendarmes du cadre métropolitain, pour les congés en métropole

Education (5 décembre 1980) - (p. 5860) : éducation et problèmes spécifiques de Wallis et Futuna - Enseignement primaire et insuffisance des crédits consacrés aux constructions scolaires : taux de la natalité et absence d'écoles maternelles - Problème de la formation pédagogique initiale des personnels enseignants - (p. 5861) : autorisations de programmes destinées à l'enseignement secondaire - Absence de certaines classes à Wallis et Futuna et transports des boursiers entre Wallis et Nouméa ; faiblesse des crédits et augmentation du prix des transports aériens ; médiocrité de la subvention destinée au ramassage scolaire à l'intérieur des deux îles - Insuffisance de l'augmentation des crédits alloués à l'enseignement primaire à Wallis et Futuna ; croissance démographique et quasi inexistence de classes maternelles

PAPON (Maurice), *ministre du budget* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2591** de M. **Georges Lombard** : les **conséquences sur les entreprises du droit et de la fiscalité en matière successorale** (11 avril 1980) (p. 1219).

n° **2620** de M. **Louis Boyer** : le **régime fiscal des cessions de bâtiments industriels à un prix symbolique** (11 avril 1980) (p. 1220).

n° **2627** de M. **Philippe Machefer** et n° **2630** de M. **Anicet Le Pors** : la **restructuration des filiales de la Caisse des dépôts et consignations** (11 avril 1980) (p. 1221).

n° **2632** de M. **Francis Palmero** : les **conclusions du rapport de la Cour des comptes sur le régime des rentes viagères** (11 avril 1980) (p. 1223).

n° **2634** de Mlle **Irma Rapuzzi** : le **contrôle des valeurs locatives cadastrales** (25 avril 1980) (p. 1525, 1526).

n° **2802** de M. **Jean Cluzel** et n° **2805** de M. **Pierre Ceccaldi-Pavard** : le **report de la date limite imposée aux conseils municipaux pour la fixation des bases des impôts locaux** (20 juin 1980) (p. 2896).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980 [n° 148 (79-80)]** - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 14) : décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances pour 1980 non conforme à la Constitution ; vice de forme dû à l'application de l'art. 40 de la loi organique - Dispositions

du nouveau projet de loi de finances : quasi-absence de modifications du texte - Conférence de Caracas - (p. 15) : rectification des hypothèses économiques - Rôle des lois de finances rectificatives - Prérogatives du Parlement - Réforme de l'Agence nationale pour l'Emploi (ANPE), évoquée par *M. Robert Schwint* - Taxe parafiscale de l'industrie textile, évoquée par M. *Maurice Schumann* - Demande au Sénat d'adopter le projet.

Première partie :

Art. 1 (p. 16) : quasi-identité de ce texte avec celui que le Sénat a approuvé en première lecture - Vote distinct sur chacune des deux parties du projet de loi de finances - Vote unique demandé sur les art. 1 à 32 constituant la première partie, à l'exclusion de tout amendement - **Après l'art. 1** (p. 19) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes) - **Avant l'art. 2** (p. 20) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Henri Tournan (institution d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre Gamboa (suppression de cet article relatif à la consultation du Parlement sur l'effort social de la nation) - **Art. 3** (p. 21) : sur le barème de l'impôt sur le revenu s'oppose aux amendements n° 13 de M. Paul Jargot et n° 3 de M. Henri Tournan - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Henri Tournan (quotient familial) - **Après l'art. 3** (p. 22) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Henri Tournan (application de l'abattement de 20 %) - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa (abrogation de l'avoir fiscal) - (p. 23) : s'oppose aux amendements n° 15 et n° 16 de M. Hector Viron (remise ou suspension de versement de l'impôt sur le revenu pour les chômeurs) - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Hector Viron (allocation spéciale pour les demandeurs d'emplois ayant épuisé leurs droits) - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Pierre Gamboa (majoration exceptionnelle de 200 francs pour les handicapés adultes) - **Art. 4** (p. 24) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau (quotient familial) - **Après l'art. 6** (p. 25) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Henri Tournan (prélèvement de solidarité pour l'emploi) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Henri Tournan (limitation de la déduction des bénéfices des sociétés au titre des salaires de leurs dirigeants) - (p. 26) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports) - **Après l'art. 7** (p. 27) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Henri Tournan (taxation au taux zéro de la TVA des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale) - **Avant l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau (blocage des prix des loyers) - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Paul Jargot (allocation exceptionnelle au profit de plusieurs catégories de bénéficiaires) - (p. 28) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Bernard Hugo (prime spéciale mensuelle de transports) - S'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (allocation mensuelle de chauffage) - S'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (relèvement des prestations familiales) - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Gamboa (revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés) - (p. 29) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau,soutenu par M. Anicet Le Pors (blocage des loyers ; prélèvement exceptionnel sur le capital des sociétés) - **Après l'art. 9** (p. 30) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Bernard Hugo (abaissement du seuil de population pour le versement transports en commun) - (p. 30, 31) : s'oppose aux amendements n° 28,n° 29 et n° 30 de M. Anicet le Pors (règles d'amortissement des biens d'équipement des entreprises) - (p. 32) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors (réintégration de diverses provisions dans le bénéfice fiscal des entreprises) - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont (impôt sur les sociétés des entreprises d'armement) - S'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors (abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel) - **Art. 10** (p. 33) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Paul Jargot (suppression de cet article relatif à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel) - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Pierre Gamboa (taxation de l'actif net des banques) - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Pierre Gamboa (exonération de la TVA pour les véhicules des handicapés) - (p. 34) :s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Anicet Le Pors (taux zéro de la TVA pour la fourniture de fuel destiné au chauffage domestique ; impôt sur les profits des sociétés pétrolières) - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. James Marson, soutenu par M. Raymond Dumont (taux réduit de la TVA sur les disques,bandes et cassettes) - **Art. 12** : problème abordé par M. *Michel Chauty*, de l'application de la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir - Conséquences du retard de procédure - Avantages de la date du 1er janvier 1980 - (p. 35) : s'oppose à l'amendement n° 39de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article fixant la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la TVA des terrains à bâtir) - **Avant l'art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Henri Tournan (droits de mutation par décès) - Les conclusions du rapport Ventéjol-Blot-Méraud - **Art. 14** (p. 37) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Anicet Le Pors (modification du tarif de taxation sur les bateaux de plaisance) - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Raymond Dumont (Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les chauffeurs de taxi) - **Art. 16** (p. 38, 39) : s'oppose aux amendements n° 42 et n° 43 de M.Guy Schmaus, soutenus par M. Pierre Gamboa (taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe sur les motocyclettes ; prélèvement exceptionnel sur les investissements réalisés à l'étranger par l'industrie automobile française) - **Art. 19** : en réponse à M. *Geoffroy de Montalembert*, confirme l'interprétation qu'il a donnée de cet article le 19 décembre 1979 : donations exonérées et successions - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Anicet Le Pors (Prise en compte des donations pour l'exonération de droits de mutation) - **Avant l'art. 20** (p. 40) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Henri Tournan (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes) - **Avant l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Anicet Le Pors (conditions d'attribution des prêts publics aux entreprises privées) - (p. 41) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Anicet Le Pors (fixation du prix de l'essence) - S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Hector Viron, soutenu par M. Pierre Gamboa (fixation du SMIC à 2 700 francs) - **Art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Anicet Le Pors (contribution patronale à l'effort de construction fixée à 2 %) - **Après l'art. 24** (p. 42) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (taxe sur les viandes ovines importées en France) - **Avant l'art. 27** (p. 43) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Jargot (progression de la dotation globale de fonctionnement des communes) - **Art. 32** (p. 54) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Anicet Le Pors (économies budgétaires et pouvoir d'achat des fonctionnaires) - (p. 55) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Jargot (exonérations fiscales attachées aux emprunts de l'Etat et critères de revenu) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Raymond Dumont (vote annuel du Parlement sur le montant de la subvention communautaire) - Demande un scrutin public pour le vote unique sur les art. 1 à 32 inclus.

Suite de la discussion (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

(p. 113) : vote unique demandé par le Gouvernement sur les art. 33 à 96 constituant la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1980.

Anciens combattants (p. 117, 118) : s'oppose aux amendements N° 80 (suppression des crédits du Titre III) et N° 81 (suppression des crédits du Titre IV) de la Commission des Affaires sociales.

Charges communes (p. 119) : s'oppose à l'amendement N° 57 de M. Philippe Machefer (suppression des crédits destinés aux entreprises publiques d'économie mixte) - (p. 120) : s'oppose à l'amendement N° 58 de M. Philippe Machefer (réduction de crédits : crédits d'aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois ; primes de développement pour les petites et moyennes entreprises).

Economie - Section commune (p. 120) : s'oppose à l'amendement N° 59de M. Louis Perrein, soutenu par M. Henri Tournan (réduction de crédits : suppression d'emplois à la direction générale de la concurrence et de la consommation).

Intérieur (p. 122) : s'oppose à l'amendement N° 54 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Jacques Eberhard (réduction indicative de crédits : répression en Corse).

Jeunesse et sports (p. 122) : s'oppose aux amendements N° 60, N° 61et N° 62 de M. Claude Fuzier, soutenus par M. Philippe Machefer (suppression des crédits destinés aux heures supplémentaires des enseignants d'éducation physique et sportive, aux dépenses de fonctionnement des services d'animation sportive et au fonctionnement du Musée du sport).

Transports (p. 126) : s'oppose à l'amendement N° 55 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jacques Eberhard (réduction de crédits destinés à faire abroger l'utilisation obligatoire des codes en ville).

Art. 65 (p. 150) : s'oppose à l'amendement N° 56 de M. Paul Jargot,soutenu par M. Jacques Ebérhard (suppression de cet art. relatif à la subvention aux départements dans l'hypothèse d'un déclassement du réseau national secondaire des routes) - **Art. 73** (p. 151) : s'oppose aux amendements N° 66, N° 67 et N° 68 de M. Henri Duffaut, soutenus par M. Henri Tournan (modification des dispositions relatives au paiement d'intérêts moratoires sur les impôts contestés lorsqu'il y a eu rejet de la demande du contribuable ou désistement de sa part) - **Après l'art. 75** (p. 152) : s'oppose à l'amendement N° 69 de M. Henri Tournan (impossibilité pour les banques de demander une rémunération pour la gestion d'un compte de chèques) - **Après l'art. 77 :** s'oppose à l'amendement N° 64 de M. Philippe Machefer (priorité des Etats étrangers à faible revenu national pour percevoir les concours financiers du budget du Ministère de la Coopération) - **Art. 82** (p. 154) : s'oppose aux amendements N° 70 et N° 71 de M. Henri Tournan (égalité des droits de la femme mariée à l'égard du service des impôts, notamment quant à la déclaration annuelle des revenus) - **Après l'art. 82** : s'oppose à l'amendement N° 72 de M. Henri Tournan (relèvement des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) - S'oppose à l'amendement N° 73 de M. Henri Tournan (exonération fiscale sur les titres-vacances) - **Après l'art. 83** (p. 155) : s'oppose à l'amendement N° 74 de M. Henri Tournan (information du Parlement sur le montant des remises gracieuses en matière de fraude fiscale) - **Après l'art. 94** (p. 156) : s'oppose aux amendements de M. Henri Tournan N° 77 (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs à l'étranger), N° 78(possibilité pour une assemblée parlementaire de lever le secret fiscal opposable aux investigations d'une commission d'enquête ou de contrôle) et N° 79 (rapport du Gouvernement sur le coût et l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur) - Venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Motion d'ordre** (24 juin 1980) (p. 3077) : accepte la demande formulée par M. *Jacques Descours Desacres,* au nom de la commission des finances, tendant au report à la séance du lendemain de la discussion du projet de loi portant modification du statut du Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA)

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) [n° 299 (79-80)]** - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3102) : détérioration de la situation commerciale et financière du SEITA - (p. 3103) : campagne et loi antitabac de 1976, et évolution de la consommation vers le tabac blond - Déficit d'exploitation du SEITA apparu depuis 1979 - Concurrence internationale et marché commun - Objectifs de la réforme ; conditions d'une politique commerciale plus dynamique - Gestion financière - Contrat d'entreprise prévu entre la nouvelle société et l'Etat - Définition nécessaire d'une politique de prix - Garanties prévues en faveur des personnels : maintien du statut actuel pour les personnels en fonction ; garantie des retraites - Inquiétudes manifestées par les planteurs de tabac - (p. 3104) : caractéristiques des plantations : exploitations familiales - Relèvement nécessaire de la prime communautaire en faveur des planteurs de tabac - Débitants de tabac - Question posée par M. *Jacques Descours Desacres* sur la direction générale de la société - Contenu du contrat d'entreprise - Préférence nationale et fiscalité proportionnelle - Incidence comptable du changement de statut - Informations inexactes, fournies par certains orateurs, quant à la part du SEITA dans la publicité en faveur du tabac - Absence de déclaration d'urgence sur le texte - Différence entre création d'une société nationale et privatisation - Politique agricole commune - (p. 3105) : politique des prix du SEITA - Perspectives de l'usine de Marseille - Diminution des surfaces cultivées, abordée par *M. Paul Jargot* - Rôle de l'Etat dans la politique de production de tabac : interventions du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) et primes du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA) - Intérêts des sociétés multinationales du tabac et nécessité de leur résister - Question posée par *M. Robert Schwint* quant à la lutte contre le tabagisme et quant à l'existence de deux statuts pour les personnels de la future société ; garantie des droits acquis et convention collective - Anomalies relevées par *M. Henri Caillavet* dans la politique suivie par le SEITA au cours des dernières années,et difficultés nées pour le service d'une confusion des fonctions - Rôle de l'Etat dans la politique agricole - Tabac blond - (p. 3106) :disparition du monopole et contrats conclus entre le SEITA et les producteurs étrangers - Défense de la production nationale, souhaitée par *M. Jean-Paul Hammann* et développement parallèle des plantations en tabac blond - Maintien du revenu des producteurs et des débitants de tabac - Centre de recherches de Bergerac - Contrat d'entreprise prévu entre le SEITA et l'Etat - Participation des débitants de tabac au conseil d'administration - Maintien de l'usine de Châteauroux - Création des conditions d'une concurrence équitable - (p. 3107) : causes fondamentales de dégradation de la situation du SEITA - Dispositions de la loi de 1976 sur la publicité - Contrat d'entreprise et convention collective - Importations excessives du SEITA de 1974 à 1976 et assainissement souhaitable de la gestion - Diminution des achats de tabac à l'étranger - (p. 3108) : question posée par *M. Jacques Descours Desacres* sur l'évaluation de l'apport de l'Etat à la nouvelle société : apport en nature et non en argent frais - Délai prévisible du redressement financier.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3137) : organisation actuelle de la distribution du tabac en France, abordée par M. Henri Caillavet : contrôle du SEITA - (p. 3138) : objet de la nouvelle société : fabrication et commercialisation des tabacs et allumettes, et non production des tabacs - Production agricole de tabac et responsabilité de l'Etat - (p. 3139) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), accepte le sous-amendement n° 40 de la commission des lois (mention de l'adjectif « nationale » dans le qualificatif de la société et non dans sa qualification juridique ; détention par l'Etat des deux-tiers du capital de la société et nationalité française des autres souscripteurs ou acquéreurs d'actions) - (p. 3140) : sur l'amendement n° 37, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 41de la commission des lois (spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi) - (p. 3141) : objet fondamental de la société et

activités annexes - Commercialisation des brevets et prestations d'ingénierie - Concurrence avec les sociétés multinationales - (p. 3142) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 42 de la commission des lois - Sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, sous-amendement n° 38 du Gouvernement : suppression de la référence à la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme ; adopté - Absence de référence au SEITA dans la loi de 1976 - (p. 3143) : confiance dans la capacité concurrentielle de la nouvelle société, évoquée par M. Jean-Pierre Fourcade - Sur l'amendement n° 37, invoque l'exception d'irrecevabilité de l'art. 41 de la Constitution à l'encontre du sous-amendement n° 21 de M. Paul Jargot (respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac) - Caractère d'injonction - (p. 3144) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, sous-amendement n° 47 du Gouvernement : responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac, et reponsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluri-annuels ; adopté - (p. 3145) : dans ce sous-amendement, accepte d'introduire la précision, souhaitée par M. Henri Caillavet, relative au caractère prioritaire de l'approvisionnement sur le marché national - (p. 3146) : observations rédactionnelles de MM. Paul Jargot et Jean-Paul Hammann, sur la prise en compte de l'évolution du marché : évolution du goût du consommateur - Sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement de coordination n° 43 de la commission des lois— (p. 3147) : sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement n° 44 de la commission des lois (exclusion de tout avantage particulier au profit d'un actionnaire autre que l'Etat) - Sur l'amendement n° 37, sous-amendement n° 39 du Gouvernement : suppression de l'alinéa relatif au droit préférentiel de souscription d'actions de la société au profit du personnel et des planteurs et débitants de tabac ; adopté - (p. 3148) : disposition de droit commun relative au droit de souscription et difficulté d'application d'un droit préférentiel - (p. 3149) : association des personnels à la gestion, évoquée par M. Félix Ciccolini - Distribution d'actions prévue par l'article 208 de la loi sur les sociétés - (p. 3150) : sur l'amendement n° 37, accepte le sous-amendement n° 46 de la commission des lois (composition du conseil d'administration de la nouvelle société).

Art. 2 (p. 3176) : accepte l'amendement n° 26 de la commission des lois (fixation par l'autorité compétente des modalités d'apport du patrimoine du SEITA à la nouvelle société) - **Après l'art. 2** (p. 3177) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission des lois (approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts de la société) - Accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois (dérogation aux dispositions de droit commun sur la participation des salariés) - **Art. 3** (p. 3178) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Jargot,soutenu par M. Raymond Dumont (statut des personnels du SEITA, garantie des retraites) - (p. 3179) : droits acquis des personnels actuellement en fonction et gestion du personnel des entreprises nationales du secteur concurrentiel : exemples de la SNCF, d'Air France, de la Régie Renault - S'oppose aux amendements n° 13 et n° 14de M. Henri Tournan, soutenus par M. Franck Sérusclat (statut du personnel du SEITA) - Convention collective ou accord d'entreprise - Accepte l'amendement n° 3 de M. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann (garantie de versement et de revalorisation des retraites pour le personnel titulaire) - Estime sans objet l'amendement n° 15 de M. Henri Tournan, soutenu par M. Franck Sérusclat (garantie des retraites) - Exemple de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) - **Après l'art. 3** (p. 3180) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de MM. Jean-Paul Hammann et Christian Poncelet (compte rendu annuel d'activité de la nouvelle société au Parlement) - Accepte l'amendement n° 30 de la commission des lois (décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application) - **Avant l'art. 1** *(suite)* : engagements internationaux de la France :directives européennes - Invoque l'exception d'irrecevabilité de l'article 55 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 19, précédemment réservé, de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (fiscalité des tabacs) - (p. 3181) : fiscalité spécifique - Absence de discrimination.

— **Hommage à M. le Président Méric** (26 juin 1980) - (p. 3150)

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** [n° 279 (79-80)] - (28 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4067) : politique de redressement économique - Pacte national pour l'emploi des jeunes - Progression des dépenses publiques - Amélioration des prévisions budgétaires - Observations de la cour des Comptes : évaluations budgétaires des lois de finances rectificatives - Réforme de la procédure des fonds de concours - (p. 4068) : opérations de transfert et de répartition des crédits - Retard de versement des fonds de concours - Irrégularité de certaines imputations budgétaires - Délai de dépôt et d'examen des projets de loi de règlement - Procédures budgétaires comparées de la Grande-Bretagne et de la France - Pré-rapport demandé à la cour des Comptes.

Art. 16 (p. 4132) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article relatif aux remises de dettes de certains pays en voie de développement à l'égard de la France) - Dispositions de la loi organique et observations de la cour des Comptes - Répartition par pays - **Après l'art. 16** (p. 4133) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Henri Duffaut (rapport annuel au Parlement sur les moyens mis à la disposition de la cour des Comptes) - (p. 4134) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Henri Duffaut (Comptes-rendus détaillés au Parlement sur le fonctionnement des comités d'aide aux entreprises industrielles) - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Henri Duffaut (suppression des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales ou des communautés européennes) - Transferts - (p. 4135) : accepte l'amendement n° 6 de M. Henri Duffaut (rapport annuel au Parlement sur la gestion des autorisations de programme) - Sur cet amendement, accepte également le sous-amendement n° 9 de la commission des finances (présentation de ce document, pour l'avant-dernier exercice,en annexe au projet de loi de finances) - (p. 4136) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Henri Duffaut (ristourne aux collectivités locales d'une fraction des frais d'assiette et de perception des impôts locaux) - (p. 4137) : oppose l'article 40 de la Constitution à cet amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion générale (20 novembre 1980) - (p. 4994) : deuxième choc pétrolier ; conséquences sur la situation économique ; statistiques établies par l'OCDE - Qualité de la politique énergétique française ; programme électronucléaire - Assainissement de la situation financière des entreprises et renforcement de la compétitivité - Reprise de l'investissement privé - (p. 4995) : relance de la croissance et résorption du chômage ; formation professionnelle et troisième pacte pour l'emploi - Programme de cinq ans de la formation professionnelle des jeunes - Taux de croissance et recherche d'une croissance équilibrée - Refus d'une relance globale de la consommation - Choix de la croissance par l'investissement - Incitation fiscale à l'investissement et rôle du fonds d'action conjoncturelle - Stabilité de l'impôt - Gestion des crédits des établissements hospitaliers - Compétitivité des entreprises - Crédits en faveur de l'agriculture et aide spécifique à l'investissement ; situation de l'élevage et du secteur agro-alimentaire - Système d'incitation fiscale à l'investissement et pénétration des marchés extérieurs - (p. 4996) : système d'aides à l'industrie et adoption de la règle du cumul contrôlé - Accroissement des responsabilités des entreprises - Effort en faveur de la recherche scientifique et technique - Importance des PME et relèvement du seuil d'adhésion aux centres de gestion agréés - Création d'un régime de société à responsabilité limitée de famille - Augmentation des autorisations de programme concernant les laboratoires, la recherche

agronomique, les sciences de la vie, les énergies nouvelles, l'informatique et l'océanologie - Caractère prioritaire des dépenses militaires - Politique familiale et accroissement des crédits ; action particulière en faveur du troisième enfant - Mise en oeuvre de la loi du 10 janvier 1980 sur la fiscalité directe locale - Remboursement de la TVA - Effort en faveur des forces du maintien de l'ordre et de la sécurité aérienne maritime - (p. 4997) : stabilité fiscale - Lutte contre l'inflation et rigueur des finances publiques ; limitation et réduction des prélèvements de l'Etat - Evolution de l'endettement public et financement par le marché financier - Déficit budgétaire et stabilité de la monnaie - Dépense publique et « socialisation rampante » - Déficit budgétaire et rapport au produit intérieur brut - Révision du système des services votés - Limitation des créations d'emplois - Blocage systématique des crédits de fonctionnement courant des administrations ; amélioration de la productivité des services - Maintien de la rémunération et réduction des effectifs - (p. 4998) : réduction en volume des concours aux entreprises publiques et des aides à l'industrie ; mission de contrôle des entreprises publiques dévolue à la cour des comptes - Réformes de gestion ; participations de l'Etat et diffusion des actifs publics parmi les Français - Insuffisance de la consommation des crédits et gestion budgétaire ; reports excessifs - Gestion budgétaire et action du parlement - Caractère particulier du projet de budget pour 1981 ; incertitudes économiques mondiales - (p. 5016) : budget de 1981 et prise en compte de l'environnement économique international - Politique économique et absence de référence à un modèle quelconque - Discussion budgétaire et pouvoirs du parlement - Qualité de la protection sociale française - (p. 5017) : loi du 10 janvier 1980 et taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée ; transmission des simulations financières au parlement - - Rapport Cabannes sur les taxes parafiscales ; contrôle de leur création et de leur évolution par le parlement et le gouvernement - Accord sur le principe de la réévaluation des bilans ; problème de la réévaluation avec incidence fiscale - Incitation fiscale à l'investissement - Caractère traditionnel et inévitable du « collectif budgétaire de fin d'année » - Conformité des prévisions et de l'exécution du budget de 1980 - Augmentation du taux de croissance ; mesures prises par le gouvernement - Evolution des déficits budgétaires depuis 1974 - Montant des économies budgétaires - Inflation et effets du deuxième choc pétrolier - Découvert budgétaire et financement par des ressources non monétaires - Evolution de la masse monétaire - Objectif de décélération de la hausse des prix - Troisième enfant et attribution d'une demi-part supplémentaire ; attachement au principe du quotient familial - Système d'assistance au chômage et correction des effets sociaux, familiaux et humains du chômage - (p. 5018) : politique volontariste contre la montée du chômage - Promotion de l'investissement et création de l'emploi - Inflation et absence d'incidence de la libération des prix - Niveau de l'endettement extérieur et crédit de la France à l'étranger - Création d'un organisme permanent de recherche des économies - Déplacement de l'effort d'investissement de l'Etat vers les entreprises publiques ; faible augmentation des dépenses en capital - Equipements publics et problème de la maintenance et de l'entretien - Politique de réduction de la progression des dépenses de fonctionnement - Situation du franc et niveau peu elevé des taux d'intérêt français - Déséquilibre de la balance commerciale et excédent des échanges de services - (p. 5019) : qualité des travaux de l'INSEE - Différence entre statistique du chômage et nombre de demandeurs d'emplois - Révision des services votés - Objectif d'un avoir fiscal à 100 % - Inflation et mécanisme de l'indexation généralisée - Progrès et création d'emploi - Création d'emplois publics et développement d'une société bureaucratique - Loi de finances et rapport gouvernement-parlement.

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5040) : s'oppose aux amendements n° 20 de M. Henri Duffaut et n° 77 de M. Paul Jargot prévoyant la création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France) - (p. 5041) : s'oppose aux amendements n° 21 de M. Henri Duffaut et n° 76 de M. Anicet Le Pors demandant la création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées - (p. 5042) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Anicet Le Pors soutenu par M. Paul Jargot (perception au taux de 7 % de la TVA sur les véhicules achetés par les handicapés) - (p. 5043) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Jacques Eberhard (augmentation de l'aide aux marins-pêcheurs par litre de carburant employé) - (p. 5044) : au sujet de la perception au taux de 7 % de la TVA sur la fourniture de fuel domestique destiné au chauffage des habitations, s'oppose aux amendements n° 30 de M. Henri Duffaut et n° 80 de M. Fernand Lefort - (p. 5045) : s'oppose aux amendements de M. Anicet Le Pors n°81 (différence entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif et affectation à un fonds « emplois ») et n° 82 (prélèvement exceptionnel sur les comptes à terme, les bons de caisse et liquidités diverses des entreprises et relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés) - (p. 5046) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Louis Minetti (achat de biens agricoles et limitation des achats spéculatifs par des personnes physiques ou morales étrangères à la profession) - Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 84 de M. Hector Viron soutenu par M. Jacques Eberhard (augmentation du SMIC à 3.300 F par mois) - (p. 5047) : Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 85 de M. Hector Viron soutenu par M. Paul Jargot (création d'une allocation journalière de fin des droits d'indemnisation du chômage et surtaxe sur les hauts revenus) - S'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Hélène Luc soutenu par M. Anicet Le Pors (création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) - (p. 5048) : oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 87 de M. Anicet Le Pors (objectif d'augmentation de la production d'acier ; non réalisation des prélèvements sur les actifs des sociétés sidérurgiques) - Demande le rejet de l'amendement n° 88 de M. Paul Jargot (collectivités publiques et exonération partielle de la taxe intérieure sur le fuel domestique et diminution des privilèges fiscaux des sociétés immobilières d'investissement) - (p. 5049) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Hector Viron (investissements à l'étranger et institution d'une taxe forfaitaire par emploi supprimé en France) - S'oppose à l'amendement n° 91 de M. Camille Vallin soutenu par M. Anicet Le Pors (suppression des dispositions relatives à l'étalement de l'imposition de la plus-value nette à court terme et octroi d'une dotation à l'entreprise Manufrance) - **Art. 2** (p. 5052) : au sujet d'une modification du barème de l'impôt sur le revenu, s'oppose aux amendements n° 93 et 92 de M. Paul Jargot et n° 22 de M. Henri Duffaut - (p. 5053) : part des impôts directs et indirects et justice fiscale - Demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. François Collet (diminution du nombre des foyers fiscaux imposables et compensation de la perte de recette par une modulation des tranches de la TVA) (p. 5054) : demande le retrait de l'amendement n° 159 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Hector Viron (augmentation d'une demi-part du quotient familial des invalides mariés et compensation de recettes) - (p. 5055) : rappelle son action en faveur de l'orphelinat mutualiste de la police ; dons à cet orphelinat et possibilité de passer par le canal de la Fondation de France ; application d'une déduction fiscale - Demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Raymond Bourgine (extension du régime fiscal accordé à la Fondation de France, aux orphelinats mutualistes de la gendarmerie et de la police nationale) - (p. 5057) : demande le retrait des amendements n° 114 de M. Henri Goetschy soutenu par M. René Jager et n° 137 de M. Jean-Paul Hammann concernant l'abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires, ainsi que des

amendements n° 47 de M. Georges Lombard soutenu par M. André Fosset (bénéfice des déductions fiscales par adhésion à un centre de gestion agréé et relèvement du plafond des recettes), n° 3 de M. René Ballayer soutenu par M. Jacques Descours Desacres (adhésion des entreprises agricoles, commerciales ou artisanales à un centre de gestion agréé et relèvement du seuil du chiffre d'affaires), n° 49 de M. Jean Cauchon soutenu par M. François Dubanchet, (redressement fiscal et maintien du bénéfice de l'abattement pour les centres de gestion agréés), n° 45 de M. René Touzet et Paul Girod (extension aux centres de gestion agréés artisanaux industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles) - Demande également le retrait du sous-amendement n° 166 de MM. André Fosset et Christian Poncelet à l'amendement n° 45 (limites des chiffres d'affaires ou de recettes ; non application pendant trois ans aux adhérents d'un centre de gestion remplissant toutes les autres conditions d'adhésion) - (p. 5058) : demande le retrait de l'amendement n° 155 de M. Henri Goetschy soutenu par M. René Jager (doublement des limites de chiffre d'affaires des adhérents aux centres de gestion habilités à tenir une comptabilité) - (p. 5059) : au sujet du principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession, demande le retrait de l'amendement n° 75 de M. Henri Goetschy soutenu par M. René Jager et de l'amendement n° 139 de M. Jean-Paul Hammann - (p. 5060) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Henri Duffaut (extension à toute activité professionnelle de l'abattement accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; abrogation de l'avoir fiscal) - En ce qui concerne le plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales, s'oppose également à l'amendement n° 24 de M. Henri Duffaut et à l'amendement n° 94 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Paul Jargot - (p. 5062) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n°25 de M. Henri Duffaut et n° 50 de M. Jean Cauchon concernant l'actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce - S'oppose à l'amendement n°69 de M. Jean Cauchon (actualisation du régime fiscal des salaires et indemnités accessoires perçus par les dirigeants de sociétés) - Demande le retrait de l'amendement n° 141 de M. Jean-Paul Hammann (abaissement de l'effectif minimum des centres de gestion destinés aux artisans) - (p. 5063) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Henri Duffaut (principe et modalités d'application de la déduction du revenu imposable de l'excédent de la pension alimentaire versée volontairement par le contribuable divorcé) - Pension alimentaire et clauses d'indexation prévues par la loi du 3 janvier 1972 - **Après l'art. 2** (p. 5065) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 156 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (prise en compte, comme personnes à charge au titre de l'impôt sur le revenu, des enfants de moins de vingt-cinq ans inscrits à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeurs d'un premier emploi) - **Art. 2** *ter* (p. 5065) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (absence de recouvrement de la cotisation d'impôt sur le revenu et octroi d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables concernés) - (p. 5066) : accepte l'amendement n° 165 de la commission des finances (augmentation du tarif du droit de timbre applicable aux cartes d'identité) - **Après l'art. 2** *ter* (p. 5066) : demande le retrait de l'amendement n° 125 de MM. François Collet et Jean Chérioux (majoration des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) - **Art. 2** *quater* (p. 5068) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (uniformisation du taux de la taxe sur les contrats d'assurance vie individuels ou de groupe et compensation de recettes) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 164 de M. Etienne Dailly (compensation de recettes et majoration du droit de garantie concernant les ouvrages d'or, d'argent et de platine) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 5069) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de MM. François Collet et Jean Chérioux (révision des seuils de déclenchement de l'imposition pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux) - Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 96 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Jargot (bénéfice de la retraite à taux plein après trente-cinq ans de travail, à soixante ans pour les hommes et soixante-cinq ans pour les femmes et certaines catégories de travailleurs) - **Avant l'art. 3A** (p. 5070) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. James Marson (réintégration, dans le bénéfice imposable, des provisions faites pour couvrir les risques des ventes ou travaux réalisés à l'étranger) - Oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 98 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel dans les zones de la région Ile de France) - Demande le rejet de l'amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Jargot (chômage total ou partiel et suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pendant un délai de six mois) - (p. 5071) : demande le rejet de l'amendement n° 100 de M. Paul Jargot (prise en charge intégrale des dépenses relatives aux transports scolaires et compensation de recettes) - (p. 5079) : incitation à l'investissement et ligne de force essentielle de l'action gouvernementale - Investissement et conditions de l'emploi et de la croissance - (p. 5080) : nécessité d'être présent sur les grands marchés internationaux - concurrence américaine, japonaise et allemande - Assainissement financier des entreprises françaises - Importance de la recherche scientifique et de la découverte technique - Efficacité du système d'incitation à l'investissement - Non application du bénéfice de l'aide à l'investissement aux professions libérales - Imposition au bénéfice réel des entreprises agricoles ; modalités particulières d'application - (p. 5081) : aides spécifiques à l'agriculture ; loi d'orientation agricole ; plan élevage - Comité d'études de la fiscalité agricole - (p. 5083) : bénéfice du système d'incitation fiscale à l'investissement pour l'industrie agro-alimentaire - Comité d'études sur la fiscalité agricole et participation des organisations professionnelles - Spécificité agricole et unité du monde agricole - S'oppose aux amendements n° 18 de MM. Jean Chérioux et Jean-Paul Hammann (déduction fiscale et extension aux entreprises non commerciales), n° 19 de MM. Jean-Paul Hammann et Hubert d'Andigné (déduction fiscale et extension au bénéfice agricole), n° 51 de M. Jean Cauchon soutenu par M. Francis Palmero (application de la déduction fiscale aux entreprises agricoles) et n° 61 de M. Geoffroy de Montalembert (déduction fiscale et application aux entreprises agricoles soumises au régime du bénéfice réel ; compensation de recettes) - En ce qui concerne la déduction fiscale et son application aux entreprises agricoles avec une compensation de recettes, s'oppose aux amendements n° 130 de M. Josy Moinet, n° 144 de M. René Travert soutenu par M. Philippe de Bourgoing et n° 149 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Paul Girod - S'oppose également aux amendements n° 101 de M. Anicet Le Pors soutenu par M. Paul Jargot (créations d'emplois et application de la déduction fiscale) et n° 113 de M. Stéphane Bonduel soutenu par M. Josy Moinet (déduction fiscale et application à l'industrie hôtelière) - (p. 5084) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. François Dubanchet (déduction fiscale et application aux matériels dépendant de locaux commerciaux) et s'oppose à l'amendement n° 5 du même auteur (déduction fiscale et application aux établissements industriels des entreprises à caractère mixte) - S'oppose, sur cet amendement n° 5 au sous-amendement n° 167 de M. André Fosset (déduction fiscale et application aux investissements en cours et aux investissements à long terme) - - S'oppose également aux amendements n° 154 de M. Jean Cauchon soutenu par M. Francis Palmero (déduction fiscale et application aux entreprise indépendamment de leur mode d'imposition), n° 52 de M. Pierre Lacour soutenu par M. Francis Palmero (déduction fiscale et application aux offices publics ministériels individuels ou exerçant sous la forme d'une société civile professionnelle) - Demande le retrait n° 53 de

MM. Raymond Poirier et Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero (déduction fiscale et application au bénéfice des « exercices suivants ») - Accepte, au sujet de la cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans et du rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession, les amendements n°43 de la commission et n° 145 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet - Demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Jean Cauchon soutenu par M. Francis Palmero (cession d'une immobilisation créée ou acquise avec la déduction fiscale ; cas de non-rapport de la déduction au résultat imposable) - S'oppose à l'amendement n° 102 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot (déduction fiscale et affectation à un fonds « Emploi-Investissement » géré par les comités d'entreprise) (p. 5085) : importance du système d'incitation fiscale à l'investissement dans la politique économique gouvernementale - Demande, en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42 du règlement du Sénat, un vote unique sur l'ensemble de l'article 3 A - **Après l'art. 3A** (p. 5086) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de M. Paul Girod (suppression du système du bénéfice réel agricole) - (p. 5087) : accepte l'amendement n° 147 de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices métropolitains réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) - (p. 5088) : s'oppose à l'amendement n° 148 de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer) - Sur cet amendement, oppose l'article 40 de la constitution au sous-amendement n° 168 de MM. Louis Virapoullé et René Jager (déduction du revenu imposable des assujettis à un régime réel d'imposition des souscriptions en capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés investissant dans l'industrie, l'hôtellerie ou la pêche) - **Avant l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Henri Duffaut (réintégration, dans le bénéfice imposable, de diverses catégories de provisions) - (p. 5089) : sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Camille Vallin soutenu par M. Louis Minetti.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 5103) : amendement de forme n° 162 du gouvernement ; adopté - (p. 5104) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Abel Sempé (réduction de la part de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures versée au fonds national de péréquation) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 6 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave, soutenu par M. Abel Sempé (abrogation de l'article 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnemen du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix) - (p. 5105) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (incitation à la création d'emplois stables par les entreprises à l'aide d'un abattement d'impôt et financement par un impôt sur la fortune) - **Art. 3** *quater :* s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (suppression de cet article relatif à la possibilité d'un report d'imposition des plus-values) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourcoing (bénéfice du taux réduit de la TVA pour toutes les graines de semences, quelle que soit leur présentation) - (p. 5107) : s'oppose aux amendements n°29 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (application du taux majoré de la TVA à la publicité de certains produits sensibles importés de pays extérieurs à la CEE) et n° 108 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin (surtaxe à l'importation de certains produits sensibles) - Dangers du protectionnisme ; mesures de rétorsion - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue (exonération de la TVA pour les produits alimentaires de première nécessité) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 104 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (remboursement de la TVA aux associations déclarées, selon la loi de 1901 ; abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif) - (p. 5108) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 105 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux, hospices et maisons de retraite et remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissement des établissements hospitaliers publics ; financement par la suppression des aides à l'exportation des entreprises) - (p. 5109) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 106 de M. James Marson (abaissement à 2,5 % du taux de la TVA perçue sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; financement par l'augmentation du taux d'imposition sur les grands cercles de jeux) - (p. 5110) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Guy Schmaus (abaissement de 33,5 à 17,6 % du taux de la TVA applicable aux automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux ; financement par l'abrogation des dispositions du code général des impôts relatives à la provision pour hausse des prix et pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme) - Puissance d'un véhicule et caractère luxueux - Efforts des entreprises françaises à l'exportation - (p. 5112) : oppose l'article 40 de la constitution aux amendements n°54 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment, n° 68 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, n° 109 de M. Louis Minetti, n° 132 de M. France Lechenault, soutenu par M. Josy Moinet, et n° 142 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin, visant au rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru - Rapport du professeur Jean Bernard sur les travaux du comité d'études contre l'alcoolisme - Caractère irréaliste et aléatoire des gages proposés pour le financement de cette mesure - S'oppose à l'amendement n° 110 de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont (augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) - **Art. 4** (p. 5118) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Louis Minetti (suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools) - (p. 5119) : question posée au gouvernement par M. Jacques Descours Desacres sur le recours éventuel au vote bloqué - (p. 5128) : condamnation de la législation fiscale française en matière d'alcool par l'arrêt de la Cour de justice européenne du 25 février 1980 - Considérants de cet arrêt et possibilité d'appliquer un taux réduit à des productions limitées : cas des vins doux naturels, eaux-de-vie de fruits et eaux-de-vie de grains - (p. 5129) : exportations françaises de cognac - Protectionnisme et risque de mesures de rétorsion - Négociations communautaires et maintien de deux régimes de faveur pour le rhum et les vins doux naturels - Vote par l'Assemblée Nationale d'un nouveau barème et discriminations à l'égard des produits anisés français - A propos des divers amendements relatifs à l'éventuelle modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée Nationale, souligne les avantages et les inconvénients de la solution proposée par l'amendement n° 44 de la commission des finances - (p. 5132) : demande le retrait de l'amendement n° 66 de M. Abel Sempé (mesures d'aide nationale à l'exportation et au soutien du marché intérieur pour l'armagnac, le calvados et le cognac) - Intensification des interventions du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) pour l'ensemble des alcools « nobles » - Sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), demande le retrait du sous-amendement n° 163 de M. Etienne Dailly (étalement de la surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux) - Problème des délais - risque présenté par l'addition d'une troisième étape - (p. 5133) : adoption par le Sénat du sous-amendement n° 163, retiré par M. Etienne Dailly et repris par M. Michel Rigou, et difficultés accrues pour le gouvernement dans les négociations communautaires - (p. 5134) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. France

Lechenault, soutenu par M. Michel Rigou (modération de l'augmentation du droit de circulation sur les alcools) ; s'oppose également à l'amendement n° 1 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (modération de l'augmentation du droit de circulation sur les vins) - **Après l'art. 4 :** oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 143 de MM. Gérard Delfau et Roland Courteau (exclusion des vins doux naturels de l'assimilation faite au plan communautaire avec les vins de liqueur) - **Après l'art. 4** *bis* (p. 5135) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M.Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparation) - S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (possibilité pour les artisans de déduire du bénéfice imposable de leur entreprise les sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou vieillesse permettant qu'ils soient couverts de la même façon qu'un dirigeant salarié) -Objectif d'harmonisation des régimes de sécurité sociale - (p. 5136) : sur la modification du taux des droits de mutation, s'oppose aux amendements n° 72 de M. Henri Goetschy, soutenu par . M. Adolphe Chauvin et n° 128 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin - Nécessité cependant de reconsidérer l'impôt de mutation que supportent les petites et moyennes entreprises - Etude en cours de la réforme des droits de mutation - Charte de l'artisanat - **Art. 6** (p. 5137) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (rétablissement de cet article,supprimé par l'Assemblée Nationale et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - fiction du FSIR - **Après l'art. 6** (p. 5138) : sur l'abaissement du seuil du versement transports en commun, oppose l'article 40 de la constitution aux amendements n° 11 de M. Michel Darras, n° 34 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras, et n° 161 de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson - (p. 5139, 5140) : sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Michel Darras - **Art. 7** (p. 5141) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont (doublement du taux de la taxe sur les huiles importées) - Accepte l'amendement n° 15 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition) - **Après l'art. 7** (p. 5142) : demande le retrait de l'amendement n° 62de M. René Tinant, (en cas de vente des immeubles utilisés pour l'enseignement agricole, rétablissement des crédits correspondant au profit du ministère de l'agriculture par la procédure des fonds de concours) - **Avant l'art. 8** (p. 5143) : oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n°117 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin (stabilisation du prix des carburants automobiles compensée par un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières) - (p. 5144, 5145) : sur la détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices ou le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières, s'oppose aux amendements n° 10de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. François Collet, n° 13 de MM. Antoine Andrieux et Pierre Matraja, soutenu par M. Michel Darras, n° 36 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras, n° 119 de M. Guy Schmaus et n° 133 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Rigou - Cas des autres professions : ambulanciers, médecins et infirmières - (p. 5146) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Fernand Lefort (augmentation de la participation des employeurs au financement de la construction) - (p. 5147) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Raymond Dumont (contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs représentants et placiers (VRP) ; compensation par un prélèvement exceptionnel sur les recettes de sociétés pétrolières) - Oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 121 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (remboursement aux communes des exonérations trentenaires d'impôts communaux des plantations sous régime forestier) - (p. 5148) : oppose l'article 18 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 122 de M. Fernand Lefort (création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions réalisées par les sociétés et destinée à financer les travaux d'entretien et de rénovation nécessaires, notamment en matière d'isolation thermique et phonique, dans les HLM) - (p. 5149) : oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 123 de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson (prime de transport égale au montant de la carte orange ; compensation par la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisement) - S'oppose à l'amendement n° 158 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont (majoration du taux des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) pour les cotisants disposant du revenu cadastral le plus élevé et diminution à due concurrence des cotisations des autres assujettis) - **Après l'art. 8** (p. 5150) : reprend, l'amendement n° 9 de M. Philippe de Bourgoing : suppression du recouvrement du droit annuel de francisation et de navigation lorsque son montant est inférieur à 30 francs par navire ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 28 de M. Henri Duffaut soutenu par M. Bernard Parmantier (abaissement de 17,6 à 14 % du taux de la TVA applicable aux investissements réalisés par les collectivités locales ; compensation par une majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - S'oppose à l'amendement n° 33 de M. Henri Duffaut soutenu par M. Bernard Parmantier (régularisation mensuelle du versement de la dotation globale de fonctionnement ; compensation par une majoration de la taxe de publicité foncière) - (p. 5151) : réforme à l'étude du système de la taxe sur les salaires - Demande le retrait des amendements n° 126 et n° 127 de M. Maurice Schumann (modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif) - (p. 5153) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (exonération des charges sociales et fiscales correspondant à la contribution des entreprises au financement des titres vacances) - Gage proposé : taxé sur les encours de crédit ; majoration des droits sur les produits de la loterie et du loto - (p. 5154) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (revalorisation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées les sources d'eau minérale) - Conclusions du rapport du groupe de travail sur l'alcoolisme présidé par le professeur Jean Bernard - S'oppose à l'amendement n° 89, précédemment réservé, de M. Guy Schmaus (suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes et compensation par la suppression des distributions gratuites d'actions) ; demande le retrait de l'amendement n° 153 de M. Pierre Vallon (application aux motocyclettes de la taxe différentielle des véhicules automobiles de même cylindrée) - **Art. 10** (p. 5155) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras (suppression de cet article fixant les taux de majoration des rentes viagères) - (p. 5156) : sur la suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attibuées, et sur l'abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 mettant à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents, oppose l'article 40 de la constitution aux amendements n° 135 et n° 136 de Mme Cécile Goldet et M. André Méric, soutenus par M. Michel Darras, n° 57 et n° 58 de MM. Pierre Vallon et René Tinant, soutenus par M. Adolphe Chauvin et n° 134 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Béranger - **Art. 11** (p. 5168) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Camille Vallin (suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat) - Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement - (p. 5169) : amendement n° 189 du gouvernement : traduction de l'incidence de l'adoption par le

Sénat de deux amendements relatifs aux droits sur les alcools et aux cartes d'identité ; adopté - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5169) : demande une seconde délibération des art. 2 A nouveau et 7 *bis* nouveau de la première partie du projet de loi de finances - Sur ces articles, amendements du gouvernement n° 190 : suppression de l'article 2 A nouveau, fixant à 7 % le taux de la TVA perçue sur les véhicules achetés pour les handicapés ; et n° 191 : suppression de l'article 7 *bis* nouveau instituant une exonération en matière de carburant pour les chauffeurs de taxi - Demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances dans la rédaction adoptée par le Sénat, modifiée par les amendements n° 190 et 191 du gouvernement : adoption au scrutin public.

Deuxième partie :

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6032) : montant du budget des charges communes - Dette publique - Transfert de certains crédits sur le budget des ministères intéressés - Revalorisation des rémunérations publiques - (p. 6033) : critique de M. *Henri Duffaut,* relative aux prévisions pour 1981 - Calcul de la charge de la dette publique et prise en compte des emprunts à long terme - Cas de l'emprunt à 7 % de 1973, évoqué par M. *Henri Duffaut ;* évolution du cours du lingot d'or - Effort en faveur des personnes âgées ; revalorisation des rentes viagères, souligné par MM. *Francis Palmero* et *Philippe Machefer* - Transfert de l'acquisition des véhicules administratifs à l'union des groupements d'achats publics (UGAP), évoqué par M. *Philippe Machefer* - Réponse de M. Jacques Dominati aux questions relatives à la situation des rapatriés

Examen des crédits - Après l'art. 47 (p. 6044, 6045) : demande le retrait de l'amendement n° 283 de M. Stéphane Bonduel (généralisation du système de mensualisation des pensions).

Economie et budget *(Suite)* - **IV - Budget - II - Section commune** (8 décembre 1980) - (p. 6048) : rôle des corps de contrôle - (p. 6049) : Cour des comptes : système de contrôle des emplois ; méthodes modernes de gestion ; redéploiement des effectifs et allègement des tâches ; simplification administrative : exemple des acomptes provisionnels, des dégrèvements pour perte de récolte, du transfert à l'union des groupements d'achats publics (UGAP) de certaines tâches de l'administration des domaines - Contrôle fiscal et lutte contre la fraude fiscale : relations entre l'administration et le public ; sécurité des personnels ; coopération entre services du Trésor et police et gendarmerie - Problème de la mensualisation des pensions évoqué par M. *Jean Colin et* des procédures d'aide aux entreprises en difficulté évoquées par le même orateur - Conditions d'application de l'art. 168 du code général des impôts, relatif au contrôle par les signes extérieurs de richesse - (p. 6050) : contrôle nécessaire dans un système d'impôt déclaratif ; impôt direct et impôt indirect ; examen nécessaire des cas particuliers

Examen des crédits - *Etat B :* s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Philippe Machefer (réduction des crédits du titre III, visant le retard d'extension du système de paiement mensuel des pensions).

Imprimerie nationale (8 décembre 1980) - (p. 6051, 6052) : diminution des crédits d'investissements, évoquée par M. *Camille Vallin :* projets exceptionnels réalisés au cours des dernières années ; usine de Douai - Projet d'annuaire électronique - Expérience prévue dans le département d'Ille-et-Vilaine en 1981 ou 1982 - Perspectives de reconversion - Maintien du plan de charge - Revendications des personnels : mensualisation des salaires des personnels ouvriers - Revendications des personnels originaires des départements d'outre-mer et application à ces personnels de la conventions collective du livre

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - (p. 6079) : décision du conseil constitutionnel à propos du budget de 1980 ; nécessité d'adopter définitivement la première partie avant d'examiner la seconde partie du budget - **Art. 38** (p. 6101) : demande le retrait des amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel, 244 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean-Paul Hammann et n° 284 de M. Henri Duffaut (reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale) - **Avant l'art. 40** *bis* (p. 6102) : propositions du rapport Blot - (p. 6103) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Paul Robert (actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art 40** *bis* (p. 6103) : demande le retrait de l'amendement n° 304 de M. Louis de la Forest (actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) - (p. 6104) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 304 de M. Louis de la Forest repris par M. Paul Jargot - **Art. 41** (p. 6105) : amendement n° 359 du Gouvernement : sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs et conjoints ; option pour le régime fiscal des sociétés de personnes et absence d'effets sur les différents régimes de sécurité sociale des associés ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 245 de M. Henri Goetschy soutenu par M. Jean-Pierre Blanc (sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs et conjoints ; possibilité d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes ou pour l'adhésion à un centre de gestion agréé) - Accepte l'amendement n° 246 de M. Pierre Carous (sociétés de personnes industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et soeurs ou conjoints, option pour le régime fiscal des sociétés de capitaux et possibilité d'y renoncer) - **Après l'art. 41 :** demande le retrait de l'amendement n° 247 de M. Jean-Paul Hammann (application du régime des traitements et salaires aux rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée) - **Art. 42** (p. 6106) : demande le retrait de l'amendement n° 226 de M. Jacques Descours Desacres (principe de l'actualisation des valeurs locatives, à partir de 1982, par départements et par catégories d'immeubles) - (p. 6107) : demande le rejet de l'amendement n° 322 de M. Paul Jargot (harmonisation de l'évolution des bases des taxes professionnelles, d'habitation, foncières bâties et foncières non bâties) - (p. 6108) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 321 de M. Camille Vallin (absence de prise en compte des garages dans le calcul de la valeur locative moyenne) - Accepte l'amendement n° 356 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian de la Malène (valeur locative moyenne et majoration des abattements fixés en valeur absolue par application du coefficient appliqué pour les propriétés bâties) - **Après l'art. 42** (p. 6110) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 248 de M. Louis Perrein (impôts locaux et fractionnement en trois parties ; contribution exigible) - (p. 6111) : demande le retrait de l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit (application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques) - Situation financière difficile de Gaz de France - (p. 6112) : sur l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit, s'oppose au sous-amendement n° 360 de M. Alfred Gérin (caractéristiques techniques des gazoducs et oléoducs concernés) et oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 358 de M. Paul Jargot (suppression des dispositions concernant la révision et la perception de l'imposition ; octroi d'une subvention exceptionnelle aux communes recevant des établissements universitaires bénéficiant d'une exonération permanente d'imposition) - (p. 6113) : demande le rejet de l'amendement n° 306 de M. Jacques Carat (taxe d'habitation et application progressive de l'abattement général et spécial à la base) - **Art. 42** *bis :* demande le rejet de l'amendement n° 357 de M. Paul Jargot (création par les conseils municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie affichable) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 305 de M. Jacques Carat (création par les conseillers municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie des emplacements publicitaires) -

(p. 6114) : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements recevant des plans, des informations ou certaines annonces) et accepte l'amendement n° 326 de M. Jean-François Pintat soutenu par M.Philippe de Bourgoing (exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage) - (p. 6115) : demande le rejet de l'amendement n° 307 de M. Jacques Carat (fixation du barème de la taxe sur les emplacements publicitaires en fonction de leur nature) - Au sujet des cas de majoration de la taxe sur les emplacements publicitaires, demande le rejet des amendements n° 250 de M. Henri Duffaut et n° 323 de M. Paul Jargot - **Après l'art. 42** *bis* (p. 6116) : demande le retrait de l'amendement n° 311 de M. Jean Béranger (établissement des bases de la fiscalité directe locale au 1er octobre de l'année précédant l'année d'imposition) - Inconvénients résultant de l'écart entre la date de paiement de l'impôt et son fait générateur - (p. 6117) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Bernard Legrand (taxe d'espace vert ; fixation par le conseil général dans la limite de 2 %) - (p. 6118) : demande le retrait de l'amendement n° 314 de M. Franck Serusclat (possibilité d'option d'un taux unique pour la taxe sur les salaires pour les associations sans but lucratif à caractère socio-culturel ou consacrée à l'éducation populaire) - Mise en chantier d'une réforme sur la taxe sur les salaires - **Art 43** (p. 6119) : demande le rejet de l'amendement n° 325 de M. Anicet le Pors (non reconduction des mesures d'incitation fiscale à l'investissement prises en faveur des entreprises) - **Après l'art 43** (p. 6120) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 341 de Mme Cécile Goldet (enfants handicapés et abattement supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu ; compensation de recettes) - (p. 6121) : demande le retrait de l'amendement n° 349 de M. Jean Béranger (application rétroactive aux parcs zoologiques de l'exonération pour les billets d'entrée du droit de timbre des quittances) - **Art 43** *ter* (p. 6122) : demande le rejet de l'amendement n° 252 de M. Henri Duffaut (indexation du montant maximum des impôts perçus par l'établissement public régional sur les prix à la consommation) et accepte les amendements de la commission des finances n° 302 (intégration dans le plafond de ressources fiscales des établissements publics régionaux des taxes sur les cartes grises, le permis de conduire et les droits de mutation) n° 253 (fixation d'un plafond à l'évolution du montant par habitants des ressources fiscales de l'établissement public régional) - (p. 6123) : s'oppose à l'amendement n° 340 de M. Pierre Schielé (excédent de perception pour les ressources fiscales de l'établissement public régional ; report sur l'exercice suivant) et demande le rejet de l'amendement n° 251 de M. Henri Duffaut (fixation du plafond de supplément de recettes des établissements publics régionaux pouvant faire l'objet d'un report sur l'exercice suivant) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Schiélé (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales) - **Après l'art. 43** *ter* (p. 6125) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 254 de M. Richard Pouille (modification des plafonds annuels de la taxe spéciale d'équipement des établissements fonciers de la métropole lorraine et de la basse Seine) - Demande le retrait l'amendement de n° 271 de MM. Jean Francou et Jean-Marie Bouloux (extension aux associations sportives d'entreprises du bénéfice de la déduction du millième) - **Après l'art. 44** *bis* (p. 6126) : existence d'un régime transitoire entre le forfait et le réel : le réel simplifié - (p. 6127) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Haumann n° 255 (passage de l'imposition au forfait à l'imposition aux bénéfices réels, adhésion à un centre de gestion agréé et maintien provisoire du régime du forfait), n° 256 (régime transitoire du forfait et rôle des centres de gestion agréés), n° 257 (bénéfice du régime du forfait transitoire et présomption du choix de l'imposition au bénéfice réel et n° 258 (pouvoir des centres de gestion d'établir les déclarations fiscales pour leurs adhérents soumis au régime réel ou bénéficiant du régime au forfait transitoire) - **Art. 49** (p. 6127) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques n° 296 (dispersion du financement budgétaire d'un département ministériel ; présentation en annexe du projet de loi de finances d'un récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au secteur concerné) - **Après l'art. 49 :** demande le retrait de l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Blanc (remboursement de la TVA sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître d'oeuvre est l'Etat) - (p. 6128) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Blanc repris par M. Henri Duffaut - S'oppose à l'amendement n° 260 de M. Jean-Paul Hammann (augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le régime d'assurance accidents agricoles applicables dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle) - (p. 6129) : s'oppose aux amendements de MM. Jacques Genton et Francis Palmero n° 272 (dépôt d'un projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concession des pensions d'invalidité aux retraités militaires), n° 273 (cas des personnels et des ayants cause admis au bénéfice d'une retraite proportionnelle avant le 1er décembre 1964), n° 274 (levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires), n° 275 (principe et modalités d'application du remodelage des échelles de solde applicables aux sous-officiers de carrière et servant sous contrat), et n° 276 (augmentation du taux de la pension de réversion prévue par la loi du 26 décembre 1964) - (p. 6130) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 274 de MM. Jacques Genton et Francis Palmero repris par M. Michel Darras - (p. 6131) : statut de 1972 et possibilité pour les militaires de faire une seconde carrière - Application des règles de cumul - Demande le retrait de l'amendement n° 277 de MM. Francis Palmero et Jacques Genton (garantie du droit au travail pour les militaires admis d'office ou sur leur demande à la retraite avant l'âge légal) - Demande une seconde délibération sur certains articles du projet de loi.

Deuxième délibération (9 décembre 1980) - (p. 6132) : demande par le gouvernement d'un vote unique sur l'ensemble des dispositions soumises au Sénat en deuxième délibération - **Art. 13** - *Etat B* (p. 6133) : amendements du gouvernement : n° 362 : majoration des crédits du titre IV concernant l'Institut de technologie de Shangaï ; adopté ; n° 363 : majoration des crédits du titre III consacrés à la maintenance et à l'entretien des bâtiments d'enseignement agricole ; adopté ; n° 364 : majoration des crédits du titre IV relatifs au financement des actions d'enseignement menées par les foyers ruraux ; adopté ; n° 365 : rétablissement des crédits du titre IV relatifs aux anciens combattants ; adopté ; n° 366 : majoration des crédits du titre IV concernant les pensions d'invalidité ; adopté ; n° 367 : majoration des crédits du titre IV relatifs à la coopération culturelle et sociale destinés aux subventions aux villes jumelées ; adopté ; n° 368 : majoration des crédits du titre IV relatifs à l'animation en milieu rural et n° 369 : rétablissement des crédits du titre IV relatif aux charges communes ; adopté - (p. 6134) : amendements du gouvernement n° 370 : majoration des crédits du titre IV concernant les actions de l'association « coopération et aménagement » ; adopté ; n° 371 : majoration des crédits du titre III relatifs au « franc-élève » ; adopté ; n° 372 : majoration des crédits du titre III concernant le matériel de bureau du secrétariat général de la défense nationale ; adopté ; n° 373 : majoration des crédits du titre IV concernant les rentes mutualistes des anciens combattants ; adopté - **Art. 14** - *Etat C :* amendements du gouvernement : n° 374 ; majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant les équipements de l'enseignement agricole ; adopté ; n° 375 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs à la constitution d'équipements légers de création et de diffusion et à l'aide aux collectivités locales pour la conservation des édifices cultuels non

protégés ; adopté ; n° 376 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI destinés aux constructions scolaires du second degré ; adopté ; n° 377 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs à l'aide au développement de la recherche industrielle dans le domaine des économies d'énergie et des automobiles ; adopté ; n° 378 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant les subventions aux collectivités locales pour les travaux sur la voirie urbaine, communale et en matière d'assainissement urbain ; adopté ; n° 379 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V destinés à la rénovation du matériel du réseau d'alerte du secrétariat général de la défense nationale ; adopté ; n°380 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V relatifs aux grosses réparations des voies navigables ; adopté ; n° 381 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI destinés à l'équipement hospitalier ; adopté ; n° 382 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V destinés à la rénovation des bâtiments de l'école pratique des hautes études ; adopté ; - **Avant l'art. 44 :** amendement n° 383 du gouvernement : perception à 57 ans des pensions d'invalidité au taux spécial perçues par les veuves de guerre non soumises à l'impôt sur le revenu ; adopté - **Art. 11** - *Etat A :* amendement de coordination n° 361 du gouvernement ; adopté.

Vote sur l'ensemble du projet (9 décembre 1980) - (p. 6142) : contradictions dans les critiques des groupes socialiste et communiste - Caractère erroné des critiques sur les omissions et erreurs de présentation du budget - Importance de la facture pétrolière - Politique de révision des services votés ; rôle de la Cour des comptes, de l'inspection générale des finances, des contrôleurs d'Etat et des contrôleurs financiers - Conditions de la discussion budgétaire - (p. 6143) : crise économique à l'ouest et à l'est et atouts de la France ; politique budgétaire ; endettement public français et politique monétaire - Encadrement du crédit et inflation - Protectionnisme et exportations - Lutte contre l'inflation et poursuite de la croissance - Pacte pour l'emploi des jeunes - Incitation à l'investissement - Réduction du déficit budgétaire - Crédits de recherche - Politique d'énergie nucléaire - Priorité à la défense de la France et à l'aide à la famille.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6280) : présentation du projet de loi de finances rectificative et article d'équilibre - Caractère inévitable des aménagements des crédits en fin d'exercice - Transformation des prêts du fonds de développement économique et social à EDF en dotation de capital - (p. 6281) : importance des emprunts d'EDF et remise en ordre de son bilan - Ratification de décrets d'avance ; crédits correspondant à des situations d'urgence, cyclônes aux Antilles et à la Réunion ; hausse des prix du pétrole et distillations exceptionnelles de vins - Mesures sociales exceptionnelles - Progression de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée - Respect du déficit prévisionnel - Existence de lignes budgétaires ouvertes « pour mémoire » ; organisation de l'examen du permis de chasse - Sous-estimation des crédits initiaux ; subvention aux compagnies maritimes assurant la desserte de la Corse - Confusion entre crédits d'équipement et crédits de fonctionnement ; budget du commerce et de l'artisanat - Annulations d'autorisations de programme pour les télécommunications ; prise en compte des recommandations du rapporteur général - Absence de tutelle sur le budget des PTT par le ministère du budget - Terme de « manipulation » budgétaire employé par *M. Anicet Le Pors* - (p. 6282) : fiscalité directe locale évoquée par *M. Octave Bajeux* - Crédibilité des prévisions faites pour 1981 - Maîtrise de la gestion des finances publiques.

Avant l'art. 1 (p. 6282) : oppose l'article 41 de la constitution à l'amendement n° 4 de M. Bernard Michel Hugo, soutenu par M. Paul Jargot (application aux communes non membres d'un syndicat communautaire d'aménagement et situées en zone d'agglomération nouvelle (ZAN) des dispositions du code des communes applicables aux communes membres d'un syndicat communautaire d'aménagement en ZAN) - (p. 6283) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 5 de M. Paul Jargot (revenu mensuel familial inférieur à quatre fois le SMIC revalorisé à 3.300 F et perception d'une allocation par enfant à charge ; compensation de recettes) - **Avant l'art. 2** (p. 6286) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 6 de M. Serge Boucheny soutenu par M. Paul Jargot (validation de certains services pour la retraite) - **Art. 2** (p. 6288) : demande le rejet de l'amendement n° 10 de M. Anicet Le Pors (réduction des crédits du titre III relatifs aux frais d'étude pour la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants) - Amendement n° 13 du gouvernement : majoration des crédits du titre III concernant l'entretien des tombés des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 12 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave soutenu par M. Jean Béranger (réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam) - Rapatriement des corps des soldats français morts au Vietnam - **Art. 9** (p. 6291) : demande le rejet de l'amendement n° 7 de MM. Paul Jargot et Anicet Le Pors (réduction des crédits supplémentaires accordés au titre des comptes de prêts et de consolidation) - (p. 6292) : soutien gouvernemental aux activités sidérurgiques et textiles - **Après l'art. 11 A :** reprend l'amendement n° 11 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : situation fiscale des assistantes maternelles gardant des enfants toute la journée ; prise en compte pour les revenus perçus d'une somme égale à une fois le montant horaire du SMIC : adopté - **Avant l'art. 11** (p. 6294) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Jacques Eberhard (établissement exceptionnel sur le territoire d'une commune - à l'exception d'une centrale nucléaire - et conservation de 80 % au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement) - **Art. 11** (p. 6294) : abattements relatifs à la taxe d'habitation sur les charges de famille - Départements et communautés urbaines et liberté laissée pour les abattements pour charges de famille et à la base ; recensement des départements et des communautés urbaines ayant usé de cette faculté - **Art. 12** *bis* (p. 6295) : accepte l'amendement n° 2 de la commission des finances (suppression de cet article concernant la compétence du tribunal correctionnel pour les affaires de fraude fiscale internationale, de fausses factures ou d'emploi de travailleurs « au noir ») - **Après l'art. 12** : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Josy Moinet soutenu par M. Jean Béranger (possibilité d'option irrévocable pour les associations à but non lucratif sur un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 %) - Préparation d'une réforme de la taxe sur les salaires - **Art. 13** (p. 6296) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (créancier d'aliments du régime agricole et extention des commodités offertes aux créanciers d'aliments du régime général) - **Art. 1 :** accepte l'amendement de coordination n° 14 de la commission.

— **Décès de M. Joël Le Theule,** ministre de la Défense (15 décembre 1980) (p. 6276)

— **Projet de loi de finances pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6380) : accord sur le texte de la commission paritaire - Amendement du gouvernement sur l'actualisation des valeurs locatives foncières par l'intermédiaire de coefficients forfaitaires - Taxation des alcools et modification de l'article concerné par le Sénat - Taxation du cognac à l'exportation ; aide du FORMA pour le marché intérieur français - (p. 6381) : action promotionnelle en faveur du pineau des Charentes - Production et importance de la loi du marché - Harmonie européenne en matière agricole et sauvegarde des intérêts des producteurs français ; cas des rhums des Caraïbes ou de la Réunion et des vins du Roussillon -

Ambitions de la loi de finances en termes financiers, sociaux - Qualité du débat budgétaire devant le Sénat.

Art. 42 (p. 6389) : revalorisation des valeurs locatives et création d'abattements en chiffres absolus - Application à ces abattements spéciaux de la majoration des valeurs locatives de droit commun - Amendement n° 1 du gouvernement : majoration des abattements en valeur absolue par application du coefficient fixé pour les propriétés bâties ; adopté.

— **Projet de première loi de finances rectificative pour 1980** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **185 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6491) : accord du gouvernement sur le texte établi par la commission mixte paritaire - Sépulture des anciens combattants français tombés en Indochine - Impôt sur le revenu des assistantes maternelles - Péréquation départementale pour les établissements du secteur de l'énergie - Rôle de la commission des infractions fiscales en cas de fraude internationale - Extension à la mutualité sociale agricole du système d'avance sur pensions alimentaires et de la procédure de recouvrement de ces avances par les comptables publics.

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6518) : compensation des pertes de revenus subies par les agriculteurs au cours de l'année 1980 - Amélioration de la production ; coût des consommations intermédiaires - Concertation avec les organisations professionnelles - Montant de l'aide directe et modalité des répartitions : souci de moralisation exprimé par M. *Maurice Blin*, rapporteur général, et contrôle des déclarations souscrites par les intéressés ; vérifications fiscales - Remboursement des intérêts de certains prêts : prêts aux jeunes agriculteurs ; prêts spéciaux de modernisation ou d'élevage - Financement de mesures structurelles : modernisation de la production des fruits et légumes ; céréales ; zones sèches ; investissements fonciers ; élevage et prophylaxie animale - Installation des jeunes agriculteurs et indemnité viagère de départ - Mode de financement de ces mesures et recours à des emprunts d'Etat pour le financement du déficit budgétaire global pour 1980 - Maîtrise des finances publiques - Demande l'adoption du projet.

Après l'art. 2 (p. 6523) : oppose l'exception d'irrecevabilité de l'article 41 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 1 de M. Pierre Lacour (création d'une commission tripartite pour examiner les incidences économiques et sociales du nouveau régime de taxation des alcools) - (p. 6524) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Raymond Bouvier (possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors (restriction de cette possibilité aux seuls investissements tendant à utiliser le charbon produit en France) - (p. 6525) : suggestion de M. *Geoffroy de Montalembert* relative aux chaudières à paille - Se déclare de nouveau opposé à l'amendement n° 2, repris et modifié par M. Anicet Le Pors (possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon produit en France comme combustible).

PARMANTIER (Bernard), sénateur de Paris (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'Outre-mer** (n° **100**, tome **XXII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2701** (J.O. Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre des transports : les **transports ferroviaires (desserte ferroviaire entre Châtillon-sur-Seine-Troyes)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports, le 6 juin 1980 (p. 2450, 2451).

n° **2756** (J.O. Débats 23 avril 1980) (p. 1447) à M. le ministre des transports : la **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)(Transfert à Lyon du service des approvisionnements de la SNCF)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports, le 6 juin 1980(p. 2447).

n° **76** (J.O. Débats 22 novembre 1980) (p. 5091) à M. le ministre de l'industrie : la **radiodiffusion et télévision (fabrication des nouveaux appareils utilisant la Citizen band)**.

Questions orales avec débat :

n° **232** (14 juin 1979) à M. le ministre de l'économie : les **administrations financières (moyens en personnel de la direction générale de la concurrence et de la consommation)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **403** (17 juin 1980) (p. 2777) à M. le ministre de la culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (radios libres)** - Discutée le 24 juin 1980 (débat commun) (p. 3044 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1601) : échec du système scolaire dans les départements d'outre mer (TOM) - Problème particulier de la lecture - (p. 1602) : inadaptation des principes métropolitains - Absence, en France, de méthodes de lecture.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Avant l'art. 20** (p. 2950) : soutient l'amendement N° 119 de M. Robert Schwint (définition du rôle des sections syndicales d'entreprises) - **Avant l'art. 20** (p. 2956) : soutient les amendements de M. Robert Schwint N° 120 (accroissement des pouvoirs du comité d'entreprise sur la gestion de l'entreprise) et N° 121 (principe et modalités d'application de la consultation obligatoire du comité d'entreprise sur tout projet de licenciement pour motif économique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2960) : vote défavorable du groupe socialiste.

— **Questions orales avec débat jointes : expression radiophonique locale** - (24 juin 1980) (p. 3048) : politique répressive du Gouvernement face au développement des radios libres - Intervention de la police à Radio-Riposte - Aspirations exprimées dans tous les partis politiques : Radio Fil-Bleu - Insuffisance de l'expérience gouvernementale de radio locales (Radio-7) - Radios libres non commerciales : exemple de Radio-Paris 80 - Critères de répartition des fréquences - Radios de la CGT - (p. 3049) : interdiction dans le Nord de Radio-Quinquin et Radio-Lille 80 : refus par le Gouvernement de la concurrence - Loi du 3 juillet 1972 sur les dérogations au monopole et parution du premier décret d'application après les élections législatives de mars 1978 - Préparation par le parti socialiste d'une proposition de loi visant à l'indépendance des organes de direction de l'audio-visuel : vocation de service public -

Décentralisation - Organisation par le parti socialiste d'un grand débat sur l'audio-visuel - Nécessité de répondre aux aspirations légitimes exprimées - (p. 3051) : interroge le ministre sur la mission et les méthodes de travail de la commission nationale d'évaluation - (p. 3052) : propositions du parti socialiste contenues dans le rapport Bastide - Urgence d'aborder ces problèmes - Attachement au service public - (p. 3053) : financement des radios libres par les auditeurs - Service public et coût de la bureaucratie,évoqués par M. *Henri Caillavet* - Expression des associations sur les radios locales de FR 3 et Radio-France et différence évidente avec la libre expression possible sur les radios syndicales ou politiques ; exemple de Radio-Paris 80.

— **Question orale avec débat : mission d'information des sociétés nationales de radio et de télévision** - (24 juin 1980) (p. 3057) : conditionnement de l'opinion par l'image :manifestation des médecins et présence de C R S armés - Déploiement de forces policières pour l'interdiction de Radio-Quinquin - Publicité donnée par la télévision à l'arrivée de renforts de gendarmerie en Martinique - Dangers d'une dramatisation délibérée - Stratégie de la peur et disparition d'Aldo Moro.

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3885) : accusations portées sur les carences du ministre de l'intérieur et preuves fournies par la lettre du juge d'instruction, Guy. Joly, au commissaire Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle - Donne lecture de cette lettre, relative à l'interpellation par la police de militants néo-nazis dans des conditions propres à assurer l'échec de l'opération, ainsi qu'au cas de l'inspecteur Durand - Présence de militants néo-nazis dans la police nationale et dans divers services de sécurité - (p. 3893) : contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement et accusation de chasse aux sorcières portée par le Ministre - Allusion du ministre à une tentative de récupération de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic par certains partis politiques.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4150) : départements d'outre-mer : résultats négatifs des programmes de développement de la production de viande ;développement des importations ; dépendance alimentaire ; (p. 4151) :difficultés résultant de la conduite bicéphale d'une politique de l'élevage.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (7 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 4546) : mainmise du pouvoir sur la radio, la télévision et les journaux - (p. 4547) : détournement du monopole juridique de la radio et de la télévision - Assignation en justice du journal *Le Monde* par le garde des sceaux.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** *bis* (p. 4619) : Délinquance à col blanc et nécessité de lever le silence sur son importance - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4642) : se déclare favorable aux amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Après l'art. 17** (p. 4703) : effets néfastes de la loi anti-casseurs - Cite son emploi dans les suites judiciaires de la manifestation du 23 mars 1980 à Paris.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Avant l'article 41** (p. 4801) : se déclare favorable à l'amendement N° II-179 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier (suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal) - **Après l'article 47** (p. 4828) : se déclare favorable à l'amendement N° II-134 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route) - Opérations « coup de poing » et tentative de banalisation de l'illégalité - Problème des bavures et leur banalisation - Attentat contre la synagogue de la rue Copernic - (p. 4829) : fraude électorale - **Art. 47** *bis* (p. 4832) : se déclare favorable aux amendements identiques N° II-57 de M. Jean Geoffroy, N° II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et N° II-181 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité) - **Art. 47** *ter* (p. 4834) : confusion entre rétention et détention - Loi Bonnet et annulation par le Conseil constitutionnel de la disposition autorisant la détention administrative des étrangers en instance d'expulsion.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 5150) : soutient l'amendement n° 28 de M. Henri Duffaut (abaissement de 17,6 à 14 p. cent du taux de la TVA applicable aux investissements réalisés par les collectivités locales ; compensation par une majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - Soutient l'amendement n° 33 de M. Henri Duffaut (régularisation mensuelle du versement de la dotation globale de fonctionnement ; compensation par une majoration de la taxe de publicité foncière) - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5171) : proteste contre le recours du gouvernement au vote bloqué accompagnant la seconde délibération.

— **Procès verbal** - (24 novembre 1980) - (p. 5182) : dissipation nécessaire du malentendu né de son explication de vote du 22 novembre.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5419) : demande la parole pour un fait personnel : déformation par le ministère de l'intérieur des propos qu'il a tenus lors de la séance du 14 octobre - Son intervention sur les crédits du ministère de l'intérieur : utilisation par le gouvernement du sentiment d'insécurité de la population - (p. 5420) :missions de la police : ordre public et sécurité - Dramatisation de la criminalité - Terrorisme - Sécurité économique et sécurité extérieure de la France, évoquées par le Président de la République - Opérations « coup de point » - Projet de loi « Sécurité et liberté » - Conditionnement de l'opinion publique - Développement des polices privées : Milices, sociétés de gardiennage ; associations de légitimes défense - Dispositif mis en place après l'enlèvement du baron Empain : opération psychologique - Discriminations à l'égard des étrangers - Suspicion - Flagrants délits - Peur des policiers devant la violence et bavures policières - Soumission à la hiérarchie : exemple de la pratique illégale des contrôles d'identité - (p. 5421) : nécessité d'un code de déontologie pour les policiers - Affectation de policiers à des tâches administratives - Répression des mouvements sociaux - Risque d'arbitraires - Déclaration des droits de l'homme et référence à la garantie des droits et à la séparation des pouvoirs - Mission de service public de la police - Démocratie - Nécessité de l'alternance en politique - Pratiques illégales des contrôles d'identité des rétentions, de l'établissement de fiches - (p. 5422) : formation des policiers et contenu de cette formation - Guerre des polices - Contrôles d'identité - Informatisation de la carte d'identité - Ordinateur du ministère de la justice à Versailles - Informatisation du casier judiciaire à Nantes - Consultation de la commission nationale « Informatique et liberté » - Le groupe socialiste ne votera pas ce budget - (p. 5425) : situation des policiers retraités : absence de prise en compte de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la pension - Situation des veuves .

Fait personnel (p. 5431) : proteste contre une circulaire du ministère de l'intérieur qui rapporte en les déformant les propos qu'il a tenus à la tribune du Sénat, le 14 octobre ; opérations de police et responsabilité politique du gouvernement.

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5548) : son rapport pour avis de l'année précédente, mettant l'accent sur les problèmes de la formation et de l'emploi dans les départements d'outre-mer - Augmentation du chômage et nécessité du développement de l'appareil productif dans les DOM - Importance de l'agriculture ; dépendance alimentaire - Réformes nécessaires : réforme foncière ; irrigation ; moyens de communication ; circuits de distribution - Recherche scientifique et technologique et énergies nouvelles - Industrialisation des DOM - Elevage bovin en Guyane - Aide de la CEE - Suppression des aides du Fonds européen de développement (FED) et intervention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA) - (p. 5549) : transports : télécommunications - Réforme du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Aide aux investissements des entreprises nouvelles - Taux de couverture des échanges des DOM - Taux de chômage - Extension aux DOM du régime métropolitain d'indemnisation du chômage - Problèmes de l'élevage dans les DOM - Population étrangère dans les DOM : exemple des Hmongs en Guyane - Migration de la métropole vers les DOM : cas des fonctionnaires - Revalorisation nécessaire des salaires du secteur privé - Insuffisance des créations d'emplois - (p. 5550) : émigration des DOM vers la métropole - Transfert à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) des attributions antérieures du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (BUMIDOM) ; migration sauvage ; problème d'intégration en métropole ;délinquance - Développement nécessaire des études statistiques sur les DOM - Desserte maritime et aérienne de Saint-Pierre-et-Miquelon - Concertation souhaitée par la commission des affaires économiques entre le secrétariat d'Etat et les rapporteurs - (p. 5564) : migration des DOM vers la métropole et problèmes humains - (p. 5565) : conditions de vie des travailleurs d'outre-mer en métropole - Discriminations et inégalités - Prime de salaire des fonctionnaires métropolitains dans les DOM et comparaison avec le niveau du SMIC - Excès des contrôles policiers dans les départements d'outre-mer - Installation des Hmongs en Guyane

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5567) : développement de la répression dans les départements d'outre-mer : envoi des gardes mobiles contre les employés d'Air Martinique ; procès intenté pour diffamation à l'hebdomadaire du parti communiste martiniquais « Justice » ; arrestation de militants guyanais déférés à Paris devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Imprimerie nationale (8 décembre 1980) - (p. 6051) : modifications successives de l'ordre du jour ; en signe de protestation contre ces conditions de travail, renonce à son intervention sur ce budget

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 16** *bis* A (p. 6451) : son amendement n°85 : principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés ; rejeté - (p. 6452) : importance de la fraude fiscale.

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) de **finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Radiodiffusion-télévision** (n° **99**, tome **XI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2669** (J.O. Débats 1 mars 1980) (p. 555) à **M. le** ministre de l'intérieur : la **police (effectifs de police dans les centres urbains)** - Réponse de M. Christian Bonnet, *ministre* de l'intérieur (25 avril 1980) (p. 1536).

n° **25** (J.O. Débats 18 octobre 1980) (p. 3943) à **M. le** ministre de la justice : les **régimes pénitentiaires (situation des détenus).**

n° **45** (J.O. Débats 30 octobre 1980) (p. 4235) à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie : la **voirie (Neuilly-sur-Seine : aménagement de l'avenue Charles-de-Gaulle).**

n° **46** (J.O. Débats 30 octobre 1980) (p. 4235) à M. le Premier ministre : l'**énergie nucléaire (situation du comité interministériel de la sécurité nucléaire).**

Questions orales avec débat :

n° **438** (7 octobre 1980) (p. 3766) à M. le ministre de l'intérieur :les **attentats (attentat de la rue Copernic à Paris : moyens des forces de police)** - Discutée le 14 octobre 1980 (débat commun) (p. 3877 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Art. 33** (p. 864) : son amendement N° IV-1 : fixation par décrets des modalités d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer ; adopté.

— **Rappel au règlement** (7 octobre 1980) (p. 3759) : émotion du groupe RPR devant l'attentat de la rue Copernic ; condamnation des tentatives de récupération politique

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3881) : épopée de la Résistance et défense des droits de l'homme - Totalitarisme dans le monde et lutte nécessaire pour la défense de la démocratie - Position du groupe RPR - Attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic - Solidarité de la nation française dans le soutien à la communauté des juifs français - Enquête en cours - (p. 3882) : montée de la violence dans le monde - Défense de la démocratie et de l'état républicain - Liberté d'expression et propagande raciste - Terrorisme corse - Fermeté nécessaire du Gouvernement - Rôle de la police nationale - Policiers victimes d'attentats - Accusations portées contre la police et épuration éventuelle nécessaire - Manque d'effectifs de la police nationale et diversité de ses fonctions - Recrutement et formation des policiers - Armement et entraînement au tir - (p. 3883) : stages de formation de moniteurs de tir et stages de perfectionnement - Moyens financiers donnés à la police, et loi de programme réclamée par Jacques Chirac - Police de l'air et des frontières - Séparation des tâches de souveraineté et de sécurité publique de la police - Rôle des compagnies républicaines de sécurité (CRS) et de la gendarmerie - Législation sur la détention des explosifs - Brigades de lutte contre le terrorisme - Fichier national d'identification des armes de poing - Sécurité des personnes et défense de la liberté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5413) : sécurité des personnes et renforcement des moyens de la police - Recrutement de policiers et de personnels administratifs - Inadaptation des structures de la police et nécessité d'une loi de programme - Augmentation des effectifs - Exemple du développement de la criminalité dans le département des Hauts-de-Seine - Situation à Paris - Définition nécessaire des missions de la police - Création d'emplois administratifs et affectation des policiers au service actif -

Récent attentat contre M. Bakhtiar et problème du recrutement et de la formation des fonctionnaires de police ; formation initiale et formation continue ;entrainement au tir - Répartition des effectifs : grandes agglomérations et villes moyennes - Police de l'air et des frontières et lutte contre le terrorisme international - Lutte contre l'entrée de travailleurs clandestins ; exploitation des travailleurs immigrés en situation irrégulière - (p. 5414) : accroissement et modernisation des moyens de la police - Entretien des locaux - Amélioration de l'armement - Informatique : équipement des commissariats en terminaux reliés aux fichiers d'identité et de cartes grises - Libertés des personnes - Séparation souhaitable des tâches de souveraineté et de sécurité publique - Législation sur la détention des explosifs - Lutte contre le terrorisme - Campagne de dénigrement contre les policiers et nombre des fonctionnaires de police tués en service - Mesures en faveur des veuves : pensions ; possibilités éventuelles de recrutement - Octroi aux enfants de policiers tués de la qualité de pupilles de la nation - Harmonisation entre policiers et gendarmes : Indemnité de sujétion spéciale ; frais de déplacement et frais de police - Budget social de la police - Logement des policiers et possibilité d'accords avec les offices d'HLM

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5578) : vigilance nécessaire du Parlement à l'égard du service public de la radio-diffusion télévision française - Risque d'uniformisation et défense nécessaire du pluralisme ; problème de l'information télévisée ; indépendance de l'information, liberté d'expression - « Dégénérescence » de l'information télévisée - Principe de l'autonomie des sociétés de programmes et problème de la désignation par le gouvernement des présidents de ces sociétés - Excès de zèle des journalistes à l'égard du pouvoir - Autocensure - (p. 5579) : exemple de la place donnée, dans l'information politique, aux déclarations des chefs des grandes formations politiques - Pratique de l'éditorial à la télévision - Clause de conscience - Utilisation des sondages relatifs aux intentions de vote - Nécessité du pluralisme et de l'indépendance de l'information à la télévision - Pratique de la répartition des temps d'antenne - Règles du droit de réponse - Monopolisation de l'information politique par une petite équipe de journalistes ; exclusion des journalistes de la presse écrite - (p. 5580) : émission organisée avec quatre jeunes députés - Absence de publicité donnée par la télévision aux travaux du Sénat ; exemple du débat au Sénat après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic - Perspectives de l'élection présidentielle et publicité donnée aux candidatures marginales - Contrôle du Parlement sur l'utilisation de la redevance - Dégénérescence de l'information télévisée : excès des commentaires par rapport à l'image ; coût de certains reportages - Campagne pour les élections présidentielles de 1981 - Défense de la langue française à la télévision - Secrétariat permanent du langage de l'audiovisuel et Haut comité de la langue française - Encouragement de la production nationale : excès de diffusion de feuilletons américains de deuxième ordre - Dispositions des cahiers des charges à cet égard - (p. 5581) : production française de séries policières - Organisation de l'audiovisuel en France : monopole d'Etat - Nécessité d'un grand débat au Sénat sur le problème de l'information de la presse, de la télématique et de l'audiovisuel - Avis favorable de la commission à l'adoption de la ligne budgétaire autorisant la perception de la redevance et de l'article 37 du projet

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5623) : stabilisation des dépenses d'équipement - Objectif de modernisation et de développement des techniques nouvelles - Anomalies dans la distribution du courrier du département des Hauts-de-Seine ; absence de progrès technologiques dans la distribution - Irrégularité de la distribution du courrier et conséquences sur l'activité économique - Collecte du courrier - Coût de la poste et importance de la main d'oeuvre - Suppression d'emplois à la compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT) - (p. 5624) : développement des technologies nouvelles et mise à l'écart de la CGCT ; remise en cause des accords passés avec les PTT - Projets télématiques et nécessité d'un choix politique et d'un contrôle parlementaire ; voeux exprimés par les commissions parlementaires compétentes et la délégation parlementaire de la radiodiffusion et de la télévision - Nécessité d'un débat au Sénat sur l'information, la presse, la radio-diffusion, la télévision et la télématique

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - (p. 6030) : problème des rapatriés - Effort nécessaire de réconciliation nationale - (p. 6031) : indemnisation des rapatriés - Loi du 3 janvier 1978 et aménagement nécessaire de la clause de garantie de l'article 10 ; problème des prêts de réinstallation : imputation sur l'indemnité - Autres aménagements souhaitables : cessibilité - Indemnisation des rapatriés et règles de l'expropriation de droit commun - Nouvelle loi nécessaire - Situation des Français musulmans : libre circulation en Algérie ; logement social ; éducation - Vote du groupe RPR en fonction des engagements à prendre

Examen des crédits - *Etat B (suite)* (p. 6046) : vote quasi-unanime du groupe RPR favorable à l'amendement n° 342 de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

PASQUIER (Nicole), *secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins)* (nommée le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2663** de M. **Serge Boucheny** : le **respect des libertés syndicales dans une entreprise** (23 mai 1980) (p. 2146).

n° **2691** de M. **Hector Viron** : la **situation de l'emploi dans la métallurgie lilloise** (23 mai 1980) (p. 2148).

n° **2721** de M. **Serge Boucheny** : les **mesures contre les licenciements abusifs** (23 mai 1980) (p. 2147).

n° **2783** de M. **Guy Schmaus** ; le **recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive** (12 décembre 1980) (p. 6246).

n° **2834** de Mme **Danielle Bidard** : le **développement de la formation professionnelle continue en faveur des femmes** (12 décembre 1980) (p. 6249).

n° **2835** de Mme **Marie-Claude Beaudeau** : les **conditions de travail des femmes** (12 décembre 1980) (p. 6250).

n° **7** de Mme **Rolande Perlican** : la **protection des salariées chargées de famille** (12 décembre 1980) (p. 6252).

n° **12** de Mme **Rolande Perlican** : les **salaires et la promotion des femmes dans les entreprises** (12 décembre 1980) (p. 6253).

n° **18** de M. **Raymond Bouvier** : le **développement de la spéléologie** (12 décembre 1980) (p. 6247).

n° **22** de M. **Pierre Vallon** : le **développement du tourisme hors saison dans les zones littorales** (12 décembre 1980) (p. 6248).

n° **32** de M. **Roger Boileau** : le **développement de l'épargne liquide des ménages** (12 décembre 1980) (p. 6254).

INTERVENTIONS

— **Question orale avec débat : conséquences des nouvelles habilitations de 2e et 3e cycle pour l'université de Besançon** - (21 octobre 1980) - (p. 3960) : justification de sa présence en l'absence de Mme Alice Saunier-Seïté.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4409) : importance du nombre des femmes concernées. Forte demande potentielle et faiblesse du nombre d'emplois à temps partiel - Rapport Lucas ; demande des mères de famille d'un enfant de moins de trois ans - Déqualification des postes de travail à temps partiel - (p. 4410) : forte demande d'une réduction du temps de travail - Absence de

carrière à « temps partiel » - Travail à temps partiel féminin et maintien d'un contact avec le monde du travail - Garanties offertes aux salariés - Parité des charges sociales et des salaires.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6069) : emploi féminin : promotion de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ; écarts de salaires ; disparités et discriminations dans le travail féminin ; comité du travail féminin, évoqué par Mme *Cécile Goldet ;* propositions de cet organisme : intégration au droit du travail du principe de non discrimination - Formation professionnelle des femmes : diversification ; métiers nouveaux ; information par la télévision et les médias - (p. 6070) : pactes nationaux pour l'emploi : application aux femmes en difficulté des mesures prévues pour les jeunes ; augmentation du nombre des femmes bénéficiaires - Proportion de femmes parmi les stagiaires de la formation professionnelle continue - Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale : travail de la femme enceinte ; salaire maternel, évoqué par M. *Louis Jung ;* protection sociale de la femme enceinte au travail ; allongement de la durée du congé de maternité - Aménagement du temps de travail : travail à temps partiel ; projets de loi en cours d'examen

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences sur l'emploi de l'utilisation de l'informatique** - (16 décembre 1980) (p. 6336) : complexité des problèmes soulevés ; importance de la mutation technologique en cours - Incertitudes suscitées par l'informatisation de la société - Présence active sur le marché mondial et nécessité des technologies de pointe - Informatique et diffusion des gains de productivité dans l'ensemble de l'économie - Facteur des télécommunications et reconversion de l'appareil de production - Marché mondial de la télématique et vivacité de la concurrence internationale - Exportation et développement de la télématique ; répercussion réelle sur l'emploi - Action de reconversion menée par le ministère du travail et de la participation - Nouveaux services créateurs d'emplois dans le tertiaire et le secondaire - Formation de nouveaux informaticiens et rapport Tebeka ; opération de formation informatique de mille demandeurs d'emploi - (p. 6337) : plan « informatique et conditions de travail » ; consultation des partenaires sociaux - Négociation sur la durée du travail - Rachat du groupe Hachette par la société Matra ; concurrence internationale ; maintien du pluralisme - (p. 6339) : importance et augmentation constante des emplois salariés - Qualité de l'industrie française des télécommunications - Commission nationale de l'informatique ; travail de réflexion confié à M. Norbert Segard sur les conséquences sociales, économiques et culturelles des techniques avancées - Importance du nombre des débats et des rapports sur les conséquences de l'introduction de l'informatique ; rapports Nora-Minc, Tebeka et Simon - Plan de diffusion des applications de l'informatique ; semaine « informatique et société » - Informatique et répercussions sur les conditions de travail ; consultation des partenaires sociaux - Transition de l'économie industrielle vers l'économie post-industrielle - (p. 6340) : qualité de l'effort de concertation avec les partenaires sociaux.

PELLARIN (Bernard), sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Procès verbal** (15 janvier 1980) (p. 3) : rectification de vote par M. Philippe de Bourgoing, président du groupe UREI

PELLETIER (Jacques), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571), puis **élu sénateur de l'Aisne** le 28 septembre 1980 (GD).

NOMINATIONS

En tant que sénateur.

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

En tant que sénateur.

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) de **finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles, scientifiques et techniques** (n° **99**, tome **XII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

En tant que membre du gouvernement.

n° **2472** de M. **Jean Cauchon** : le **développement de l'enseignement physique et sportif dans l'enseignement privé** (11 avril 1980) (p. 1215).

n° **2641** de M. **Henri Caillavet** : l'**enseignement de l'histoire dans le second cycle** (11 avril 1980) (p. 1216).

n° **2650** de M. **Jean Cauchon** : l'**amélioration des bâtiments scolaires** (11 avril 1980) (p. 1217, 1218).

n° **2677** de M. **Edouard Le Jeune** : l'**allègement de la procédure administrative en matière de constructions scolaires** (6 juin 1980) (p. 2434, 2435).

n° **2733** de Mme **Rolande Perlican** : la **rénovation du lycée technique Raspail à Paris** (20 juin 1980) (p. 2907).

n° **2775** de M. **Abel Sempé** : les **transports scolaires dans le département du Gers** (20 juin 1980) (p. 2907).

n° **2779** de M. **Louis de la Forest** : la **situation de l'emploi dans le pays de Redon** (20 juin 1980) (p. 2910).

n° **2787** de M. **Jean Colin** : la **propagande du parti communiste par la voie des ondes en Seine-Saint-Denis** (6 juin 1980) (p. 2437).

n° **2789** de M. **Edouard Le Jeune** : la **construction d'un collège à Châteaulin (Finistère)** (20 juin 1980) (p. 2909).

n° **2791** de M. **Pierre Vallon** : l'**aménagement du calendrier scolaire** (6 juin 1980) (p. 2435, 2436, 2437).

n° **2799** de M. **James Marson** : la **création de radios locales** (6 juin 1980) (p. 2438).

n° **2804** de M. **Jean Colin** : la **demande du label de l'Etat pour une association de travailleurs handicapés** (20 juin 1980) (p. 2911).

INTERVENTIONS

En tant que membre du gouvernement

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187** (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1147) : système éducatif et existence d'une coopération entre l'Etat et les collectivités locales ; l'exemple de l'enseignement primaire et secondaire - Principes et mécanisme de répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales pour le premier et le second degré - Etablissement de la carte scolaire par les recteurs - Elargissement des compétences

des inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation et des chefs d'établissements - Projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales et poursuite de la politique entreprise - Rôle du conseil de l'éducation - (p. 1148) : activités éducatives facultatives et complémentaires et rôle des collectivités locales - Adaptation de la journée scolaire - Ouverture des locaux à des activités extra-scolaires - Compétences en matière de transports scolaires et de bourses - Amélioration de l'efficacité du système éducatif - Réconciliation de la nation et de l'État - **Art. 80** (p. 1157) : demande le retrait de l'amendement N° II-138 de M. Michel Giraud (création et modalités de fonctionnement de « l'Office départemental de l'action éducative, sociale et culturelle pour la jeunesse ») - (p. 1159) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation), sous-amendement N° II-264 du Gouvernement : participation de l'inspecteur d'académie ; retiré - (p. 1162) : s'oppose au sous-amendement N° II-206 de Mme Hélène Luc (composition tripartite du conseil ; participation des élus, des représentants du personnel et des usagers) - Sur l'amendement N° II-34, accepte les sous-amendements de la commission des affaires culturelles N° II-249 (possibilité d'auto-saisine du conseil) et N° II-252 (compétence pour les rythmes scolaires) ; s'oppose aux sous-amendements de la commission des affaires culturelles N° II-250 (pouvoir d'affectation par les postes de toutes les catégories d'enseignants) et N° II-251 (répartition des charges entre les communes en matière de coopération scolaire), N° II-170 de M. Franck Sérusclat (substitution du conseil de l'éducation aux autres organismes sauf avis contraire du conseil général), de Mme Hélène Luc N° II-246 (domaine de compétences du conseil et consultation du ou des conseils municipaux concernés) et N° II-207 (statut des enseignants fonctionnaires et compétence des commissions paritaires). (p. 1165) : s'oppose à l'amendement N° II-126 de M. Franck Sérusclat (composition tripartite du conseil ;participation des élus, des représentants du personnel et des usagers) - demande le retrait de l'amendement N° II—127 de M. Franck Sérusclat (consultation obligatoire du conseil de l'éducation sur toutes questions intéressant celui-ci) - (p. 1167) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° II-278 de M. Michel Darras soutenu par M. Etienne Dailly (éducation et consultation ou saisine de sa propre initiative du conseil de l'éducation) - (p. 1168) : oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement N° II-209 de Mme Hélène Luc à l'amendement N° II-34 de la commission des lois (lien entre effectif maximal par classe et affectation annuelle du nombre d'instituteurs) - **Après l'art. 80** (p. 1171) : s'oppose à l'amendement N° II-230 de Mme Hélène Luc (cartes scolaires et nécessité de l'accord du conseil municipal concerné) - **Art. 81** (p. 1173) : s'oppose aux amendements N° II-97 de la commission des affaires culturelles et N° II-156 de M. René Billères,soutenu par M. Jean Béranger (supression de cet article concernant le transfert de la compétence d'attribution des bourses aux départements) - (p. 1177) : transfert des bourses aux départements et indexation sur la TVA - Faiblesse du montant des bourses et refus de la décentralisation - (p. 1180) : sur l'amendement N° II-35 de la commission des lois (transfert du financement des bourses aux départements), sous-amendement N° II-265 du Gouvernement : fixation par le conseil général du principe et des modalités d'octroi de cette aide et minimum fixé par la loi ; retiré - (p. 1183) : s'oppose à l'amendement N° II-220 de Mme Danielle Bidard (maintien à la charge de l'Etat du financement des bourses) et à l'amendement N° II-128 de M. Franck Sérusclat (crédits nécessaires au financement de l'aide minimum et détermination des modalités du versement étatique par décret en Conseil d'Etat) - Accepte l'amendement N° II-35 de la commission des lois et, sur cet amendement, le sous-amendement N° II-279 de M. Etienne Dailly (fixation par le conseil général du montant, des conditions d'attribution et du barème applicable) - (p. 1184) : indexation du montant des bourses sur l'évolution de la TVA - **Art. 83** (p. 1186) : sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), sous-amendement N° II-277 du Gouvernement : prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs ; retiré - (p. 1187) : réalisation des regroupements pédagogiques - (p. 1189) : annulation de tous les décrets concernant le transport scolaire donnant pouvoir aux préfets ; le rôle accru des associations - Utilisation des lignes régulières par les élèves - (p. 1191) : adéquation entre le plan des transports scolaires et le plan départemental des transports - S'oppose à l'amendement N° II-129 de M. Franck Sérusclat (financement des transports scolaires à la charge des départements) et à l'amendement N° II-99 de la commission des affaires culturelles (départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation) - Accepte l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : accepte l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Lionel de Tinguy (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation) - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-263 du Gouvernement : consultation des conseils d'établissements et d'écoles concernés ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-159 de M. René Billères, soutenu par M. Jean Béranger (suppression de cet article prévoyant l'"organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires) - (p. 1233) : demande le retrait de l'amendement N° II-130 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics) - **Ar. 85** *bis (nouveau)* (p. 1235) : accepte l'amendement N° II-101 de la commission des affaires culturelles (pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-38 de la commission des lois (pouvoir de fixation par la commune des heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement) - Utilité de l'association de la commune à l'adaptation des rythmes scolaires - Prise en compte du jour de vacation hebdomadaire destiné à l'enseignement religieux - **Art. 85** *ter (nouveau)* (p. 1238) : accepte l'amendement N° II-102 de la commission des affaires culturelles (principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements N° II-266 : absence de responsabilité du chef d'établissement ou du directeur d'école sauf faute personnelle ; retiré et N° II-267 : ouverture du droit d'appel à l'autorité compétente aux associations des parents d'élèves ; retiré - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1239) : accepte l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) - Sur cet amendement, accepte les sous-amendements N° II-169 de M. René Tinant, soutenu par M. Jacques Mossion (coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés) et s'oppose au sous-amendement N° II-42 de la commission des lois (prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie assumées par la commune d'accueil) - (p. 1240) : caractère des dépenses obligatoires de la contribution communale - (p. 1241) : caractère non obligatoire de la contribution communale en cas d'existence d'école publique - Répartition des élèves et cartes scolaires - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1245) : demande le retrait de l'amendement N° II-107 de la commission des affaires culturelles (convention entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges) et accepte l'amendement N° II-44 de la commission des lois (conventions entre les communes et l'Etat ou les départements pour le transfert de la propriété ou des droits et obligations découlant du

fonctionnement des lycées et collèges) - Fixation par une loi ultérieure de l'importance et des modalités du transfert des charges - (p. 1247) : décret sur les maîtrises d'ouvrages des collèges confiées aux collectivités locales - Délai de mise en application de cette loi d'orientation et préparation des transferts de charges - **Art. 86** (p. 1256) : à propos de l'application de la présente loi à partir du 1er janvier 1981, amendement N° II-268 du gouvernement ; retiré et accepte l'amendement N° II-46 de la commission des lois - **Après l'art. 86** (p. 1257) : demande le retrait de l'amendement N° II-115 de M. Roland du Luart (participation financière des collectivités aux dépenses du collège et représentation au conseil d'établissement).

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1424) : sur l'amendement N° II-105 précédemment réservé de la commission des Affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), sous-amendement N° II-30 précédemment réservé, du gouvernement : conditions d'absence d'un type d'enseignement désiré par les familles ; retiré - (p. 1425) : sur cet amendement N° II-105, précédemment réservé, accepte partiellement le sous-amendement N° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) - (p. 1428) : Nécessité de maintenir sur place le maximum d'élèves - (p. 1429) : coopération communale et recours exceptionnel à l'arbitrage du préfet - **Après l'art. 131** (p. 1430) : amendement N° II-276 du gouvernement :construction des collèges et participation des communes concernées ; adopté - Demande le retrait de l'amendement N° V-65 de M. Roland du Luart soutenu par M. Jacques Chaumont (construction des collèges et répartition des dépenses entre les communes concernées ; désaccord et arbitrage du conseil général) - (p. 1431) : Sur l'amendement N° II-276, accepte le sous-amendement N° II-305 de la commission des lois (procédure de consultation des communes intéressées par les projets de construction) - Projet de loi sur la répartition de la charge de fonctionnement et de construction des écoles maternelles et élémentaires, des collèges et des lycées.

En tant que sénateur

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5365) : fédération nationale des foyers ruraux et animation du milieu rural : demande de moyens nouveaux ; participation du gouvernement au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) et au fonds d'intervention culturelle, soutien de la fédération à ses structures locales, départementales et régionales - Nécessité d'une politique d'ensemble des foyers ruraux - Maintenance des bâtiments scolaires et moyens supplémentaires nécessaires

Affaires étrangères (4 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (relations culturelles, scientifiques et techniques) (p. 5791) : rapport Rigaud et rénovation de notre action culturelles ; réforme administrative de la direction du Quai d'Orsay - Stagnation des crédits affectés à cette direction ;définition d'un programme prioritaire dans le VIIIe Plan - Oubli de l'Amérique latine et de l'Amérique non francophone et absence de redéploiement géographique - Uniformisation des bourses pour étrangers et faiblesse de la revalorisation - Stabilité de l'effectif des boursiers français à l'étranger ; programme de bourses en Amérique pour les artistes français - (p. 5792) : création d'une doctrine d'action culturelle - Comité interministériel pour les relations culturelles extérieures - Régression du français dans le monde ; sous-direction des échanges linguistiques et importance des accords de réciprocité - Scolarisation des enfants français à l'étranger ; absence de création de postes ; amorce d'un plan de redéploiement quinquennal - Coordination administrative et commission interministérielle pour la scolarisation des enfants français de l'étranger - Radio, cinéma et livres ; oubli du continent américain ou de l'Asie du Sud-Est - Projet de réémetteur de Kourou - Politique de diffusion du livre français et concertation interministérielle - Bilan positif et demande d'approbation du budget

PELLETIER (Monique), *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine* (nommée le 11 septembre 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 11 et 12 septembre 1978, p. 3250), puis *ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine* (18 février 1980) (J.O. Lois et décrets 18 et 19 février 1980, p. 542).

DÉPÔTS

Projet de loi instituant une assurance veuvage (n° **203**, 1979-1980) (10 avril 1980) - **Veuves.**

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 584) : discussion à la session d'automne par l'Assemblée nationale de la proposition de loi sur les réformes des régimes matrimoniaux - (p. 590) : satisfaction devant l'élaboration d'un statut des femmes d'agriculteurs, sans attendre la réforme des régimes matrimoniaux - Possibilité d'abandon du statut de « conjoint d'agriculteur » - Attente d'un statut pour les femmes de commerçants et d'artisans - **Après l'art. 13** (p. 591) : s'oppose à l'amendement N° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux).

— Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2086) : convergence entre le gouvernement et le Sénat sur la définition du viol, l'échelle des peines, la protection des victimes et le droit pour les associations de se constituer parti civile - Procédures de viol et de proxénétisme et droit pour les associations d'ester en justice - Assises et choix pour la victime entre le débat public et le débat à huis clos ; utilité du secret - Problème du maintien de l'incrimination des actes homosexuels commis sans violence à l'égard des mineurs de plus de quinze ans - (p. 2087) : protection de la jeunesse - Dépénalisation et incitation à la débauche - (p. 2092) : respect par le gouvernement de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Art. 1 (p. 2093) : sur l'amendement N° 1 de la commission des lois (viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte), sous-amendement N° 24 du gouvernement : notion de surprise ; adopté - (p. 2094) : s'oppose à l'amendement N° 12 de M. Charles Lederman (assimilation du crime de viol à toute agression sexuelle) - **Art. 1** *bis* (p. 2100) : accepte l'amendement N° 7 de la commission,soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant le viol par des mineurs et mesures éducatives nécessaires) - **Art. 3** *bis :* accepte l'amendement N° 8 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression de cet article créant une équipe médico-sociale dans chaque hôpital pour l'accueil des victimes de viol) - **Art. 4** (p. 2101) : à propos de l'objet des statuts des associations et du droit de se porter partie civile en cas de viol, s'oppose aux amendements N° 23 de Mme Cécile Goldet et N° 9 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini - Sur ce dernier amendement, s'oppose au sous-amendement N° 15 de Mme Danielle Bidard (objet des statuts de l'association et élargissement à la défense de la dignité de l'homme et de la femme et des libertés individuelles) - (p. 2102) : absence de lien entre lutte contre le proxénétisme et violences sexuelles - **Art. 5** (p. 2103) : s'oppose à l'amendement N° 11 de la commission, soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression de cet article prévoyant

la possibilité de huis clos dans les affaires de viol) - **Après l'art. 5** *bis :* s'oppose à l'amendement N° 16 de Mme Danielle Bidard (mise à la disposition de la loi dans tous les centres sociaux et les mairies).

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2108) : politique familiale et assurance veuvage - Engagements du programme de Blois et du congrès de la fédération nationale des associations de veuves chefs de famille (FAVEC) ; action exemplaire de la FAVEC - Groupe parlementaire d'études sur les problèmes du veuvage présidé par M. *Jean Cluzel* - Amélioration de la situation des veuves - Assurance veuvage et disparition d'une lacune - Conditions d'attribution - Financement - Extension ultérieure aux régimes des non salariés - Statut social de la mère de famille - Amélioration du système de la pension de reversion - (p. 2109) : aide à la réinsertion professionnelle ; III[e] pacte pour l'emploi et lois du 7 juillet 1979 et du 3 janvier 1979 sur les limites d'âge d'accès à la fonction publique et la formation professionnelle - Isolement et protection sociale - Création de l'assurance personnelle et de l'allocation de parent isolé - Revalorisation de l'allocation orphelin.

Avant l'art. 1 (p. 2110) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau N° 11 (augmentation du taux des pensions de reversion et cumul intégral des pensions) et N° 12 (revalorisation de l'allocation d'orphelin et des allocations familiales versées au premier enfant) - S'oppose à l'amendement N° 13de Mme Marie-Claude Beaudeau (principe de l'égalité d'accès des femmes aux emplois privés et publics) - (p. 2111) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Marcel Gargar, N° 14 (droits à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale) et N° 15 (priorité d'accès pour les veuves aux cycles et stages de formation professionnelle) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 16 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéfice de la retraite anticipée pour les femmes salariées) - (p. 2112) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement N° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (décès du conjoint et paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès) - **Art. 1** (p. 2114 et 2115) : à propos de la définition et des conditions d'attribution de l'assurance veuvage, oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements N° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau et N° 1 de la commission des affaires sociales, et, amendement N° 39 du gouvernement ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 43 de la commission (substitution de la notion de « conjoint survivant » à celle de « veuve ») - (p. 2116) : s'oppose à l'amendement N° 31 de Mme Cécile Goldet, transformé en sous-amendement à l'amendement N° 39 du gouvernement (déclaration du décès et information du conjoint survivant sur l'assurance veuvage) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation) - S'oppose à la première partie de l'amendement N° 2 de la commission (durée et montant de l'allocation de veuvage) - (p. 2117) : accepte l'amendement de coordination N° 3 de la commission - S'oppose à l'amendement N° 19 de Mme Marie-Claude Baudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression des dispositions de cet article accordant un droit de priorité au versement de l'allocation de veuvage) - (p. 2118) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 4 de la commission (conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie) - (p. 2119) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 5 de la commission (allocation de veuvage et pouvoir de contrôle de la caisse nationale d'assurance vieillesse) - S'oppose à l'amendement N° 6 de la commission (assimilation au conjoint survivant des personnes vivant maritalement) - **Après l'art. 1 :** oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau soutenu par M. Marcel Gargar (bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants) - **Art. 3** (p. 2120) : accepte l'amendement N° 36 de la commission (suppression de cet article concernant l'assurance veuvage et la définition de la notion d'assuré) - **Art. 4 :** à propos de la prise en charge des cotisations par l'employeur, s'oppose aux amendements N° 22 de Mme Marie-Claude Beaudeau et N° 33 de Mme Cécile Goldet - Accepte l'amendement N° 37 de la commission (prise en charge des cotisations par les salariés) - (p. 2121) : accepte l'amendement N° 7 de la commission (recouvrement des cotisations et application des règles de l'assurance vieillesse) - **Après l'art. 4** (p. 2121) : à propos de l'application de la loi aux départements d'outre mer, accepte l'amendement N° 10 de M. Jean Mézard et s'oppose à l'amendement N° 26 de M. Marcel Gargar - (p. 2122) : application du revenu familial, de la mensualisation dans les départements d'outre mer - **Art. 5 :** accepte l'amendement de coordination N° 8 de la commission - **Art. 6** (p. 2123) : demande le rejet de l'amendement N° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (exploitations agricoles et charge de la cotisation à l'employeur) et accepte l'amendement N° 38 de la commission (exploitation agricole et charge de la cotisation au salarié) - **Art. 7 :** oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la loi aux décès postérieurs au 31 décembre 1979) - **Art. 9** (p. 2124) : amendement de coordination N° 45 du gouvernement ; adopté - **Après l'art. 9 :** amendements du gouvernement N° 40, 41 et 42 : éducation d'un enfant et ouverture du droit à pension de reversion sans accomplissement des conditions de durée du mariage ; adoptés - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2125) : s'oppose à l'amendement N° 25de Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la loi au survivant d'un couple ayant vécu maritalement) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° 34 de M. Roland Grimaldi (remariage et maintien dans le même régime d'assurance vieillesse ; cas de réouverture du droit à pension de reversion) - **Intitulé** (p. 2125) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 44 de forme de la commission (« projet de loi tendant à instituer l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille ») - Demande une deuxième délibération sur l'article additionnel inséré avant l'article 1 - **Deuxième délibération - Avant l'art. 1** (p. 2126) : amendement N° 46du gouvernement : suppression de cet article concernant l'indemnisation du chômage des veuves et l'absence de formation professionnelle ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2128) : progrès dans la protection des veuves mères de famille - Action du Sénat en faveur des veuves et inscription, en première lecture à l'ordre du jour sénatorial - Politique familiale.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la proposition de loi [n° **47 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation** [n° **450 (78-79)**] - (5 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2397, 2398) : lutte contre la stérilité masculine - Exclusion de tout objectif d'eugénisme - Demande des couples mariés - Cas des femmes seules - Situation de vide juridique et inconvénient de la clandestinité - Répression des pratiques abusives - Protection sanitaire des femmes et des enfants - Contrôle des centres spécialisés - Statut des enfants conçus par insémination artificielle - Actions en désaveu de paternité - Anonymat des donneurs - Lutte contre la clandestinité.

Avant l'art. 1 (p. 2400) : amendement N° 1 du gouvernement : insertion des dispositions de la loi dans un chapitre spécial du code de la santé publique ; adopté - **Art. 1 :** amendement N° 2 du gouvernement : pratique de l'insémination artificielle réservée à un médecin ou placée sous son contrôle et sa responsabilité ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° 22 de la commission des Affaires sociales (pratique exclusivement réservée à un médecin) - **Art. 2 :** amendement N° 3 du gouvernement : gratuité du don du sperme ; adopté

- Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 23 de la commission (indemnisation des frais engagés par les donneurs) - Exemple du don du sang ; indemnisation des frais des donneurs - **Art. 3** (p. 2401) : risque de consanguinité et limitation du nombre des femmes inséminées avec succès par le même donneur - Problème de la constitution d'un fichier - Souhait du gouvernement de rechercher les moyens les plus adéquats - Demande le rejet de l'article 3 - **Art. 4** : amendement N° 4 du gouvernement : autorisation préalable de l'information relative au recueil et à l'utilisation du sperme ; interdiction de toute publicité ; adopté - **Art. 5** (p. 2402) : amendement N° 5 du gouvernement : traitement, conservation et cession du sperme confiés à des organismes agréés ; adopté - **Art. 6** : amendement N° 6 du gouvernement : secret professionnel relatif à l'identité du donneur et à l'insémination ; possibilité de lever ce secret en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 27 de la commission (en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant, possibilité de lever le seul secret de l'insémination) - **Chapitre I** : amendement de coordination N° 7 du gouvernement ; adopté - **Art. 7** : amendement de codification et rédactionnel N° 8 du gouvernement ; adopté - **Art. 8** (p. 2403) : amendement N° 9 du gouvernement : 1. Codification ; 2. Procédure de consentement des époux ; adopté - **Après l'art. 8** : amendement N° 10 du gouvernement : 1. Interdiction de la fécondation post mortem ; 2. Interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins ; adopté - (p. 2404) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 24 de la commission (suppression de la disposition interdisant la procréation artificielle d'enfants adultérins) - Cas évoqué par le rapporteur : traitement de certaines maladies et stérilité masculine - Décès du père et intérêt de l'enfant évoqués par M. Bernard Talon - Procréation d'enfants adultérins et secret professionnel - **Art. 9** (p. 2405) : amendement N° 11 du gouvernement : 1. Codification ; 2. Suppression de l'obligation des consultations psychologiques et de certaines dispositions faisant double emploi ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 26 de la commission (rétablissement des consultations psychologiques obligatoires) - Consultations psychologiques et sélection sociale - Centres de planification et d'éducation familiale - **Chapitre II et Chapitre III** : amendements de coordination N° 12 et N° 13 du gouvernement : suppression d'intitulés ; adoptés - **Art. 11** (p. 2406) : amendement N° 14 du gouvernement : consentement du mari à l'insémination artificielle et droit de la filiation légitime ; adopté - **Art. 12** : amendement N° 15 du gouvernement : 1. Insertion dans le code civil ; 2. Anonymat du donneur et interdiction de tout établissement de filiation entre cet homme et l'enfant ; adopté - **Chapitre IV** : amendement de coordination N° 16 du gouvernement ; adopté - **Art. 13** : amendement N° 17 du gouvernement : détermination des sanctions pénales et insertion dans le code de la santé publique ; adopté - **Art. 14** : amendement N° 18 du gouvernement : sanctions pénales de l'insémination artificielle pratiquée à des fins sélectives et insertion dans le code de la santé publique ; rejeté - **Art. 15** (p. 2407) : amendement d'harmonisation N° 19 du gouvernement ; adopté - **Art. 16** : amendement d'harmonisation N° 20 du gouvernement ; adopté - **Intitulé** : amendement N° 21 du gouvernement : « Proposition de loi relative à l'insémination artificielle des êtres humains » ; adopté - **Deuxième délibération - Art. 10** : amendement N° 28 : suppression de cet article relatif à l'insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari ; adopté - (p. 248) : demande une modification de coordination à l'art. 14.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2640) : caractère diversifié et global de la politique familiale - Application aux femmes ayant élevé un enfant de l'art. 23 de la loi d'orientation de 1968 - Accès à l'enseignement supérieur sans le baccalauréat - Choix entre activité professionnelle et éducation des enfants ; égalité de traitement entre les femmes - (p. 2641) : accès à la fonction publique et nécessité du maintien de l'exigence de certaines capacités - Ouverture des universités aux femmes et acquisition des diplômes - Application du texte et respect de l'autonomie universitaire - Formation continue.

Art. 1 (p. 2641) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 7 de Mme Cécile Goldet (succès à l'examen d'entrée et octroi de l'aide sociale à domicile) - (p. 2642) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 8 de Mme Cécile Goldet (création de haltes-garderies universitaires) - S'oppose aux amendements N° 4 de la commission des affaires culturelles (préparation de l'examen d'entrée à l'université dans l'enseignement secondaire et supérieur) et N° 1 de Mme Cécile Goldet (octroi aux handicapés de la facilité d'accès aux universités) - **Art. 2** (p. 2643) : amendement N° 9 du gouvernement : suppression de cet art. prévoyant l'accès pour les mères de famille aux concours de la fonction publique sans condition de diplôme ; rejeté (p. 2644) : s'oppose à l'amendement N° 5 de la commission (conditions de diplôme pour l'accès aux concours de la fonction publique et non opposition à certaines catégories de femmes) - **Intitulé** (p. 2645) : s'oppose à l'amendement N° 3 de Mme Cécile Goldet (de forme ; « projet de loi étendant aux mères de famille et aux personnes chargées de famille qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur ») - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 6 de la commission (de forme ; « projet de loi portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille »).

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2797) : allongement du congé de maternité, regroupement et majoration des allocations post-natales, accès aux équipements de garde et institution du revenu minimal familial - Politique familiale du gouvernement : aide aux familles nombreuses, les plus défavorisées ; statut social de la mère de famille - (p. 2798) : majoration du montant de l'allocation post-natale, versée en une seule fois, en cas de naissance d'un troisième enfant à charge ou d'un enfant d'un rang supérieur - Obligation d'examens médicaux sous la surveillance des directions départementales de l'action sanitaire et sociale - Egalité des droits entre les mères de familles nombreuses et les mères qui ont une activité professionnelle - Annonce du revenu minimum familial dès le programme de Blois - Modification récente de la politique d'indemnisation du chômage - Mise en oeuvre particulièrement simple du nouveau dispositif - (p. 2799) : mise en oeuvre de toutes les mesures familiales annoncées en novembre 1979 - Situation préoccupante des régimes sociaux du point de vue financier ; redressement des dépenses de santé - (p. 2818) : politique nataliste et politique familiale - Possibilité pour les femmes de disposer de vrais choix de vie - Congé de maternité des femmes d'agriculteurs, mères de familles nombreuses - Part des dépenses familiales dans le budget social de la Nation - Différence entre la politique familiale dans les départements d'outre-mer et en métropole - Comparaison entre les allocations familiales et le salaire moyen ouvrier ; pouvoir d'achat des prestations familiales depuis 1959 - Nombre des équipements sociaux ; accueil dans les écoles maternelles - Refonte éventuelle du système des allocations familiales - Rôle du quotient familial - Statut de la mère de famille - (p. 2819) : regroupement des allocations post-natales ; caractère prioritaire des problèmes de santé - Considération égale qui doit être apportée aux femmes qui travaillent et à celles qui restent chez elle - Absence de corrélation entre la délinquance et le travail des femmes - Transferts sociaux dans les départements d'outre-mer.

Intitulé du titre I (p. 2820) : s'oppose à l'amendement N° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (« allongement à six mois

du congé maternité ») - **Art. 1 A** (p. 2821) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires sociales (modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de famille de moins de trois enfants) qu'elle accepte, oppose l'art. 40 de la Constitution aux sous-amendements N° 111 de Mme Cécile Goldet (prolongation à 26 semaines du congé de maternité pour toutes des grossesses) et N° 98 de M. Jean Béranger (allongement du congé pré-natal au bénéfice de toutes les familles) - Toujours sur l'amendement N° 1 de la commission, s'oppose au sous-amendement N° 99de M. Jean Béranger (variation des périodes d'indemnisation antérieure et postérieure à l'accouchement - **Art. 1** (p. 2823) : oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements de Mme Cécile Goldet N° 113 (prise en considération de toutes les naissances d'enfants, qu'ils soient nés viables ou pas) et N° 114 (définition identique des enfants « nés viables » en cas de naissances multiples) - S'oppose à l'amendement N° 2 de la commission (assouplissement de la répartition du congé avant et après la naissance ; extension aux familles nombreuses du bénéfice de la prolongation de deux semaines en cas de naissances multiples) - (p. 2824) : demande le retrait de l'amendement N° 78 de M. Jean Francou, soutenu par M. Marcel Rudloff (remboursement à l'employeur de la partie de l'indemnité des congés payés relative à la durée du congé de maternité, par la caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole) - **Après l'art. 1 :** accepte amendement N° 3 de la commission (rédactionnel ; prolongations justifiées par des motifs d'ordre médical, de la durée du congé de maternité) - (p. 2825) : accepte l'amendement N° 4 de la commission (insertion dans un seul art. L. 298-3 du code de la sécurité sociale de l'ensemble des dispositions relatives au congé d'adoption) - **Avant l'art. 3 :** s'oppose à l'amendement N° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour toute femme en état de grossesse, sur justification médicale, d'obtenir son affectation à un poste de travail moins pénible avec maintien de son salaire antérieur) - (p. 2826) : s'oppose à l'amendement N° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de toute référence à une année d'ancienneté dans l'entreprise pour le maintien de leur rémunération pendant leur grossesse pour les femmes qui changent d'affectation sur leur demande) - S'oppose à l'amendement N° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour toute femme enceinte soumise aux horaires du travail posté d'obtenir son affectation dans un poste à horaire normal ou au moins la réduction de son temps de travail sans réduction de salaire) - S'oppose à l'amendement N° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réduction de la durée journalière de travail de la femme enceinte dès le début du quatrième mois de grossesse) - S'oppose à l'amendement N° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau (rémunération comme temps de travail du temps passé aux consultations pré-natales obligatoires et à la préparation à l'accouchement psycho-prophylactique) - (p. 2827) : s'oppose à l'amendement N° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau (obligation pour l'employeur d'accorder le temps nécessaire sans réduction de salaire aux maris qui désirent participer à la préparation de l'accouchement phycho-prophylactique et à l'accouchement) - **Art. 3 :** s'oppose à l'amendement N° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau (interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée pendant les quatre semaines suivant la date de reprise du travail après un accouchement ou une adoption) ainsi qu'à l'amendement N° 5 de la commission (interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée en état de grossesse médicalement constatée, pendant l'intégralité des périodes de suspension du contrat de travail et « pendant les quatre semaines qui suivent l'expiration de ces périodes ») - **Art. 4** (p. 2828) : accepte l'amendement de forme N° 6 de la commission - (p. 2829) : accepte les amendements de coordination N° 8, 9 et 10 de la commission - Accepte l'amendement de forme N° 7 de la commission - Accepte l'amendement N° 11 de coordination de la commission - **Avant l'art. 5** (p. 2830) : s'oppose à l'amendement N° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Pierre Gamboa (création au profit de la sécurité sociale d'une nouvelle recette assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés ; calcul de cette recette afin que son rendement permette que toute femme enceinte fasse l'objet d'au moins sept examens en cours de grossesse et d'un examen post-natal dans les huit semaines suivant l'accouchement) - S'oppose à la demande de réserve formulée sur cet amendement.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Avant l'art. 6** (p. 2835) : s'oppose à l'amendement N° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation des cotisations pour allocations familiales et, en conséquence, du montant de l'allocation post-natale) - **Art. 6** (p. 2837) : s'oppose à l'amendement N° 58 de M. Jean Mézard (fractionnement de l'allocation post-natale et principe de la majoration des prestations en faveur des familles nombreuses) - Regroupement de l'ensemble des allocations post-natales et crédits sanitaires - **Art. 8** (p. 2838) : s'oppose à l'amendement N° 13 de la commission des affaires sociales (conditions d'attribution des majorations de l'allocation post-natale) - **Avant l'art. 9** (p. 2839) : s'oppose à l'amendement N° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création de crèches et financement par la suppression du privilège fiscal des provisions) - **Art. 9 :** amendement N° 110 du gouvernement : priorité d'accès aux équipements publics et privés pour les enfants de plus de trois ans ; adopté - S'oppose aux amendements N° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés et élargissement des conditions d'accueil) et N° 120 de Mme Cécile Goldet (suppression de cet art. concernant l'accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés) - (p. 2840) : diversification des modes de garde ; recours à l'assistance maternelle sans condition de travail de la mère - **Après l'art. 9 :** accepte l'amendement N° 14 de la commission (conditions d'attribution des cartes de priorité aux mères de famille nombreuse) - (p. 2841) : s'oppose à l'amendement N° 80 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (politique familiale et droit au logement) - Substitution de l'aide personnalisée au logement à l'allocation-logement - **Art. 11** (p. 2843) : s'oppose aux amendements N° 121 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Robert Schwint (création d'un revenu minimum familial sans condition de ressources) et N° 64 de M. Jean Chérioux (modalités d'attribution d'un supplément de revenu familial aux personnes ou ménage élevant au moins trois enfants) - (p. 2844) : oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° 85 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution), N° 103 de M. Jean Béranger, soutenu par M. René Touzet (attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti) et N° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement du revenu minimum familial sans condition d'activité salariée) - Oppose sans succès l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 18 de la commission (octroi d'une prestation sociale familiale unique aux personnes exerçant une activité salariée ou « assimilée ») - **Intitulé du titre IV** (p. 2845) : s'oppose à l'amendement N° 15 de la commission (de forme ; « titre IV - Revenu familial ») - **Intitulé du chapitre Ier :** accepte l'amendement N° 16 de la commission (de forme ; « chapitre Ier - Dispositions applicables en France métropolitaine ») - **Avant l'art. 10** (p. 2846) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, N° 45 soutenus par M. Marcel Gargar (augmentation et évolution du salaire minimum de croissance) et N° 46 (ressources des caisses d'allocations familiales et suppression du privilège fiscal des provisions) - **Art. 10** (p. 2849) : oppose l'art. 40 de la Constitution aux amendements N° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant) et N° 48 de M. Marcel Gargar (extension aux départements d'outre-mer du système des prestations familiales) - **Intitulé de section :** s'oppose à l'amendement N° 17 de la commission (de forme ; « section I - revenu familial garanti ») - **Avant**

l'art. 11 (p. 2850) : demande le retrait de l'amendement N° 84 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (compensation des charges familiales et budget annexe des prestations familiales) - **Après l'art. 11** (p. 2850) : dénaturation des mécanismes de protection sociale existant - Différence à faire entre politique familiale et politique sociale - (p. 2851) : à propos du principe et des conditions d'extension à certaines catégories de personnes du revenu minimum familial, oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 19 de la commission et s'oppose à l'amendement N° 142de celle-ci - **Art. 12** (p. 2852) : demande le rejet de l'amendement N° 50 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (montant du revenu familial ; prise en compte des enfants effectivement à charge et négociation du montant avec les syndicats et associations représentatives) - **Art. 13 :** accepte l'amendement N° 20 de coordination de la commission - **Intitulé de section avant l'art. 14 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 21 de la commission (de forme ; « section II - supplément forfaitaire du revenu familial ») - **Art. 14** (p. 2853) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission N°22 et 23 de coordination, N° 137 (supplément de revenu familial et fixation des conditions de ressources par décret) et N° 24 (attribution du supplément forfaitaire de revenu familial ; ressources supérieures au plafond fixé par décret et possibilité de percevoir une allocation différentielle) - **Art. 15** (p. 2854) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° 25 de la commission - Accepte l'amendement d'harmonisation N° 138 de la commission - (p. 2855) : accepte l'amendement N° 143 de coordination de la commission - **Intitulé de section avant l'art. 16 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 26 de la commission (de forme ; « section HI - Dispositions communes ») - **Avant l'art. 20** (p. 2856) : s'oppose à l'amendement N° 51 de Mme Marie-Claude Beaudeau (caisses d'allocations familiales et création d'une recette assise sur le montant des provisions en franchise d'impôt constituée par les entreprises d'assurance) - **Art. 20** (p. 2857) : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 75 de M. Jean Chérioux (supplément de revenu familial et exclusion de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement des conditions de ressources) - **Après l'art. 20 :** oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement N° 28 de la commission (allocation de parent isolé ; garantie d'un revenu au moins égal au revenu familial minimum) - **Avant l'art. 21** (p. 2858) : s'oppose à l'amendement N° 52 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (caisses d'allocations familiales et création d'une recette sur les résultats bruts d'exploitation des entreprises de chimie) - **Art. 21 :** accepte l'amendement N° 29 de la commission (suppression de cet art. prévoyant la mise en application du chapitre Ier le 1 er janvier 1981) - S'oppose à l'amendement N° 136 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Robert Laucournet (application du titre IV au 1er juillet 1980) - **Intitulé du chapitre II :** accepte l'amendement N° 30 de la commission (de forme ; « chapitre II - dispositions applicables aux départements d'outre-mer ») - **Art. 22 :** s'oppose aux amendements N° 53 de M. Marcel Gargar (suppression de cet art. et application de droit du revenu familial minimum aux départements d'outre-mer) et N° 59 de M. Louis Virapoullé (parité du revenu familial forfaitaire versé outre-mer avec celui de la métropole - Politique familiale et parité entre la métropole et l'outre-mer - Efforts particuliers consentis envers les départements d'outre-mer - (p. 2860) : conditions d'utilisation de l'art. 40 de la Constitution) - Accepte l'amendement N° 139 de la commission (d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture) - **Art. 23** (p. 2861) : s'oppose à l'amendement N° 60 de M. Louis Virapoullé (suppression de cet art. donnant pouvoir au gouvernement pour fixer les modalités d'attribution du revenu familial minimum) - **Art. 24 :** accepte l'amendement N° 140 de la commission (d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture) - **Intitulé du chapitre III :** accepte l'amendement N° 141 de la commission (de forme ; « chapitre III - dates d'entrée en vigueur ») - **Art. 25 :** accepte l'amendement N° 77 de M. Jean Chérioux identique à l'amendement N° 31 de la commission (entrée en vigueur au 1er janvier 1981 des dispositions du titre IV) - **Après l'art. 25** (p. 2862) : (prestations familiales et contrat de progrès ; augmentation du pouvoir d'achat des familles d'un point et demi et de trois points et demi pour les familles nombreuses - Demande le rejet de l'amendement N° 95 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau (droit d'expression à la radio et à la télévision de l'UNAF et des unions départementales) - (p. 2863) : demande le retrait des amendements de M. Pierre Schiélé, soutenus par M. Adolphe Chauvin N° 96 (consultation de l'UNAF et des unions départemntales sur toutes les questions qui les intéressent) et N° 97repris par M. Jean Chérioux (assimilation des représentants de l'UNAF et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux) - (p. 2864) : demande le rejet de l'amendement N° 108 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'un statut de parainage éducatif) - (p. 2865) : amendement N° 109 du gouvernement : composition du conseil d'administration de l'union nationale des associations familiales ; suppression de l'exigence d'avoir à charge plusieurs enfants mineurs ; adopté - (p. 2866) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 144 de M. Jean Chérioux (membres du conseil d'administration et qualité de père ou de mère ayant au moins trois enfants dont un à charge) - Demande de deuxième délibération sur certains art. du projet de loi - **Sur l'ensemble** (p. 2868) : contenu de certains amendements adoptés par le Sénat ; s'en remet à la sagesse de celui-ci pour le vote du projet de loi - Attente des familles nombreuses - (p. 2869) : prise en compte de la situation de nos régimes sociaux.

— **Projet de loi instituant l'Agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** - *Deuxième lecture* [n° **338 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3249) : proposition d'adoption conforme de l'article unique du projet.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** - *Deuxième lecture* [n° **361 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3250) : coût du projet et importance du texte - (p. 3251) : dispositions novatrices : majoration de l'aide financière pour le troisième enfant ; revenu minimum familial - Durée du congé de maternité à l'étranger et situation de la législation française.

Art 1 : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation à huit semaines au minimum du congé prénatal) - **Art. 2** (p. 3252) : amendement de codification n° 3 du Gouvernement ; retiré - **Après l'art. 2 :** amendement de forme n° 4 du Gouvernement ; rejeté - **Art. 6** (p. 3253) : amendement n° 5 du Gouvernement : regroupement des allocations post-natales et renforcement du contrôle sanitaire ; retiré - **Art. 9** (p. 3254) : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Marie-Claude Beaudeau (ouverture des équipements collectifs à tous les enfants de famille nombreuse) (p. 3255) : amendement rédactionnel n° 6 du Gouvernement ; rejeté - **Art. 23 :** amendement n° 7 du Gouvernement : application de la loi et intervention d'un décret ; rejeté - **Intitulé de titre :** amendement n° 8 du Gouvernement : de forme ; « titre V : dispositions diverses » ; rejeté.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3256) : qualité du travail des deux assemblées et amélioration du système d'assurances sociales - Politique familiale du Gouvernement.

Art. 1 (p. 3257) : choix par la Fédération des veuves du système d'allocation forfaitaire - S'oppose à l'amendement n° 1 de la commission des affaires sociales (détermination du montant de l'allocation en fonction d'un plafond de ressources fixé par décret) - (p. 3258) : sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Cantegrit soutenu par M. Henri

Moreau (versement de l'allocation aux Français résidant à l'étranger et relevant du régime d'assurance volontaire vieillesse), qu'elle accepte, sous-amendement n° 4 du Gouvernement : prise en compte de l'âge, du nombre d'enfants et des ressources ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Cécile Goldet (assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré) - **Seconde délibération** (p. 3259) : impossibilité de mise en place d'une commission mixte paritaire et demande d'une seconde délibération - **Art. 1** (p. 3260) : amendement n° 5 du Gouvernement : caractère forfaitaire de l'allocation de veuvage ; adopté.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie,** fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** [n° **527 (77-78)**] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3368) : conception de la place de la femme dans la société et du travail féminin, sous-tendue par la proposition de loi de M. *Jacques Henriet* - Liberté pour les femmes d'exercer ou non une activité professionnelle - Droit des femmes à l'égalité des chances dans le monde du travail - Remplacement de la femme par un chômeur indemnisé et inégalité entre les femmes - Incertitude des effets attendus sur la démographie et sur l'emploi - Conciliation entre travail féminin et maternité - Souhait d'une allocation parentale d'éducation et obstacle financiers actuels - (p. 3369) : rôle de cette proposition comme support de réflexion.

Art. 1 (p. 3369) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (financement de cette prestation par les caisses d'allocations familiales, au moyen d'une augmentation du taux des cotisations patronales - **Art. 2** (p. 3370) : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Hélène Luc (allocation égale au SMIC) - **Après l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Hélène Luc (extension du champ d'application de la loi de 1977 sur le congé parental d'éducation) - S'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Hélène Luc (suppression de la condition d'âge de l'enfant en cas d'adoption) - (p. 3371) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Hélène Luc (prise en compte de la totalité du congé parental d'éducation pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de Mme Hélène Luc - S'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Hélène Luc (impossibilité de licenciement du salarié dans l'année qui suit la fin du congé parental) - **Sur l'ensemble** (p. 3372) : idées reçues sur la délinquance juvénile, la dénatalité et le travail des femmes - Liberté de choix des femmes et droit à l'égalité dans le travail.

— **Conclusions du rapport de M. Franck Sérusclat** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale, sur la **proposition de loi** [n° **346 (78-79)**] **de M. Franck Sérusclat et plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la discrimination sexiste** [n° **316 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3373) : effort tenace du gouvernement en faveur de l'égalité des chances des femmes - Exemple des textes législatifs adoptés au cours des dernières années - Persistance de disparités - Rapport Baudouin - (p. 3374) : objectifs de la proposition de loi : assimilation entre comportement raciste et comportement sexiste - Droit des associations de se porter partie civile - Répression des infractions - Rôle des associations dans l'évolution de la condition féminine - Lutte contre les discriminations et réticence des organismes syndicaux et professionnels vis-à-vis du droit pour les associations de se porter partie civile - Rôle du système éducatif et lutte contre les stéréotypes - Loi de 1881 sur la liberté de la presse et protection des minorités ; lutte contre les discriminations ; délit de diffamation - (p. 3375) : danger de modifier la loi de 1881 - Dispositions législatives spécifiques en vigueur - Répression pénale et autres voies d'action souhaitables - Harmonie de la loi de 1881 - Risque d'excès - Désaccord, non sur les objectifs mais sur les moyens choisis.

Art. 2 (p. 3376) : amendement n° 1 du gouvernement : suppression de cet article modifiant l'art. 24 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse ; rejeté - Différence de nature entre les discriminations racistes et les discriminations sexistes - Risque d'excès - **Art. 3 :** amendement n° 2 du gouvernement : modification de l'art. 32 de la loi de 1881, relatif au délit de diffamation ; rejeté - **Art. 4 :** amendement n° 3 du gouvernement : suppression de cet article pour coordination ; rejeté - **Art. 5** (p. 3377) : amendement n° 4 du gouvernement : suppression de cet article pour coordination ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370 (79-80)**] - (30 juin 1980).— **Discussion générale** (p. 3401) : proposition d'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **369 (79-80)**] - (30 juin 1980).— **Discussion générale** (p. 3400, 3401) : accord du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Troisième lecture* [n° **337 (79-80)**] - (16 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 3918) : attachement du Gouvernement au vote de ce texte.

Art. 1. - *Art. 332, 333 du code pénal* (p. 3919) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1 et 2 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (suppression de toute discrimination à l'encontre des homosexuels).

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4275) : politique en faveur des familles : prestations sociales et mesures en faveur des familles nombreuses - Amélioration des conditions de vie des familles - Possibilité de formules souples - Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4410) : politique familiale et amélioration des conditions de logement, aménagement du temps de travail.

PEN (Albert), sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5555) : contentieux entre la France et le Canada dans la région de Saint-Pierre-et-Miquelon et déclin économique de l'archipel - Extension de la zone canadienne à deux cents milles et asphyxie de l'archipel - (p. 5556) : potentialités de l'archipel : pétrole, pêche, aquaculture - Départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon et persistance du problème des liaisons, notamment aériennes - Invitation faite au président de la République à se rendre dans l'archipel

PERIDIER (Jean), sénateur de l'Hérault (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **224** (22 mai 1979) (p. 1446) à M. le ministre de l'industrie : l'**énergie (hydraulique, charbonnière, solaire et alcool carburant)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1977 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (20 mai 1980) - (p. 1977) : longueur du délai de réponse - Occident et crise de l'énergie - Refus de l'alternative pétrole-nucléaire - Inefficacité de la politique charbonnière - Approvisionnements en pétrole et indépendance nationale - (p. 1978) : part de l'OPEP dans la production mondiale - Voyage du Président et du Premier Ministre dans les pays arabes et échecs de la politique française - Nationalisation des groupes pétroliers - Inculpation des PDG de ces sociétés pour « entente illicite pour imposer leurs prix » - Prix du pétrole et évolution du dollar - Nécessité et risques du nucléaire - Insuffisance de nos ressources en uranium - Absence de loi-cadre sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et insuffisance de l'information - Loi sur la communication des documents administratifs - Rapport Gruson et déchets radioactifs - Choix du nucléaire et absence du Parlement - Atteinte à l'environnement et soutien aux habitants de Plogoff - (p. 1979) : demande d'un référendum - Politique du charbon et travaux du conseil de l'Europe et de l'union de l'Europe occidentale sur ce sujet - Fermeture de mines de charbon, notamment dans le Languedoc-Roussillon et conditions d'exploitation - Coût du charbon national et du charbon importé, notamment polonais - Essences synthétiques extraites du charbon - Energie hydroélectrique - Gaz naturel - (p. 1980) : énergie solaire et centrales d'Odeillo et « Thémis » - Qualité des recherches françaises pour le chauffage solaire - Insuffisance des crédits budgétaires réservés au solaire - Energie marémotrice de la Rance - Biomasse, topinambour et canne à sucre - Alcool carburant - (p. 1986) : politique énergétique et importance donnée aux seuls pétrole et nucléaire - (p. 1987) : politique de prospection des hydrocarbures - Poursuite du programme électronucléaire et méthodes de travail employées - Insuffisance de la politique charbonnière - Nombre de questions restées sans réponse - (p. 1989) : prévisions énergétiques et programme de Blois.

PERLICAN (Rolande), sénateur de Paris (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'indemnisation des victimes du cyclone « David » dans les **Départements d'Outre-mer** (n° **194**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980, J.O. Débats 3 avril 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2733** (J.O. Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre de l'éducation : **l'enseignement technique et professionnel (rénovation du lycée technique d'Etat Raspail)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (20 juin 1980) (p. 2908).

n° **2747** (J.O. Débats 18 avril 1980) (p. 1381) à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : la **vente (vente de terrains par l'Assistance publique)** - Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale (23 mai 1980) (p. 2153, 2154).

n° **2824** (J.O. Débats 17 septembre 1980) (p. 3672) à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications : les **télécommunications (transfert éventuel de la direction opérationnelle des télécommunications du réseau national)** - Réponse de M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux Postes et télécommunications et à la télédiffusion (24 octobre 1980) (p. 4033, 4034).

n° **7** (J.O. Débats 3 octobre 1980) (p. 3749) à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine : le **travail des femmes (protection des salariées chargées de famille)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6252).

n° **12** (J.O. Débats 9 octobre 1980) (p. 3795) à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine : le **travail des femmes (salaires et promotion des femmes dans les entreprises** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6253).

Questions orales avec débat :

n° **389** (14 mai 1980) (p. 1935) à M. le ministre des affaires étrangères : la **politique extérieure (à l'égard des pays en voie de développement)** - Retirée par son auteur (7 octobre 1980) (p. 3766).

n° **390** (14 mai 1980) (p. 1935) à M. le ministre du travail et de la participation : les **syndicats (sanctions et mesures à l'égard de militants syndicaux et de militants communistes)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2527 et suivantes).

n° **450** (14 octobre 1980) (p. 3904) à M. le ministre du travail et de la participation : la **région parisienne (situation de l'emploi en Ile-de-France)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

Territoires d'outre-mer (p. 125) : politique coloniale en Nouvelle-Calédonie - Droit du peuple canaque à l'autodétermination - Impunité des organisations racistes - Assassinat de Théodore Daye.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1593) : « rééquilibrage » et fermeture de classes - Situation critique pour les maternelles ; leur transformation en garderie - Importance de la préscolarisation - Vieillissement de la population parisienne et surcharge des classes - Multiplication des échecs ou des retards scolaires - Appartenance des enfants parisiens à des classes sociales modestes - Création du collège Pelleport -

Transports scolaires - (p. 1594) : situation des cantines scolaires - Privatisation de l'enseignement - Dispersion des classes élémentaires et création d'un collège - Demandes de créations de classes et de postes ; cas des classes de l'allée des Eyders - Echecs des groupes d'action psychopédagogique (GAPP) - Situation des maîtres suppléants et remplaçants de Paris - (p. 1595) ampleur du mouvement de protestation des enseignants et des parents.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2088) : législation sur le viol et libération de la femme - (p. 2089) : viol et satisfaction devant l'inscription à l'ordre du jour des deux assemblées de propositions de loi - Atteintes au système de protection sociale et proposition de loi Berger - Propositions de loi sur le viol et délai entre la première et la deuxième lecture - Attitude et arguments du gouvernement face aux assemblées - Crise économique et aggravation du statut des femmes - Viol et fatalité inhérente à la différenciation des sexes - Pesanteurs sociologiques et dénonciation du viol - (p. 2090) : viol de groupes et développement de la violence - Faiblesse des plaintes déposées - Criminalisation du viol - Echelle des peines et application des peines extrêmes - Suppression des peines pour attentats à la pudeur des mineurs de plus de quinze ans - Condamnation de la pédophilie - Répression accrue pour les agressions commises par des adultes contre les enfants - Facilités accordées pour les conditions de dépôt de la plainte - Mesures éducatives et ordonnance du 21 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Accueil en milieu hospitalier - Associatios et droit d'assistance aux victimes ; possibilité de se porter partie civile - (p. 2091) : lutte contre le viol et développement de la vie associative - Statut économique des femmes - Proposition de loi « pour le respect du principe de l'égalité des sexes » - Politique de classes et libération de la femme.

Art. 1 (p. 2097) : soutient l'amendement N° 14 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement N° 18 de Mme Cécile Goldet (abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols) - **Art. 3** *bis* (p. 2100) : se déclare défavorable à l'amendement N° 8 de la commission soutenu par M. Félix Ciccolini (suppression de cet article créant une équipe médico-sociale dans chaque hôpital pour l'accueil des victimes de viol).

— **Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales** - (10 juin 1980) - (p. 2530) : cas particuliers évoqués par M. *Hector Viron* et généralisation des atteintes aux garanties professionnelles et aux libertés syndicales - (p. 2531) : tentatives de répression et d'intimidation des travailleurs - Exemple à Paris de l'entreprise SILTA et du Crédit Lyonnais - Retenues pour faits de grève - Pressions exercées sur les militants syndicaux et sur l'encadrement - Caisse des dépôts et consignations - Licenciement au service informatique du ministère des Affaires culturelles - Distribution de tracts du parti communiste - Exemples au CIC, à la BNP, à la Caisse d'épargne, au ministère du Travail et à celui de la Santé, à la SNCF - Démantèlement du service public de la SNCF et atteinte aux libertés syndicales - (p. 2532) : exemples de sanctions à l'éducation nationale, dans la police nationale, dans les hôpitaux,aux magasins du Printemps - Atteintes à la liberté du travail : emplois de contractuels à la SNCF et travail des femmes - Revendications du patronat pour la règlementation du droit de grève - Projet de loi voté à l'Assemblée nationale supprimant le droit de grève dans les centrales nucléaires - Droit de grève et argument de la sécurité - Violence à l'égard des travailleurs au Crédit agricole et à la Bourse du travail de Nancy - Grève des salariés d'Electricité-Gaz de France et défense du droit de grève - Manifestations des étudiants le 20 mai : inculpation de Claude Jacquin et demande de libération immédiate - Projet de loi Peyrefitte (sécurité et liberté) : remise en cause des libertés individuelles et collectives - (p. 2533) : offensive patronale contre les libertés syndicales et campagne anti-communiste - Complicité entre le Gouvernement et le patronat - Proposition de loi communiste tendant à introduire des libertés nouvelles dans l'entreprise et à favoriser l'intervention des travailleurs dans la marche des entreprises - (p. 2537) : atteintes aux libertés syndicales et texte relatif à la remise en cause du droit de grève dans le secteur public - Activités syndicales et liberté d'expression politique.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** [n° **5 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4272) : propagande sur le temps partiel et conditionnement de l'opinion publique - (p. 4273) : politique d'austérité et marginalisation du travail féminin - Textes sur le travail temporaire et sur les contrats à durée déterminée - Système du congé du mercredi et remise en cause de la mensualisation : trentième indivisible et prélèvement d'un vingtième du traitement - Absence de créations d'emplois - Dérogation au statut de la fonction publique - Rôle des comités techniques paritaires - Réduction d'horaires non rétribuées - Cas des enseignants : postes partagés entre plusieurs établissements ; maîtres auxiliaires - Cas de la Caisse des dépôts et consignations et remplacement des agents absents le mercredi par des intérimaires - Précarisation de l'emploi - Absence de liberté de choix - Cas des employés des grands magasins - (p. 4274) : travail du dimanche et travail de nuit - Projet de budget de la fonction publique - Propositions du parti communiste : impôt-emploi - Travail à temps partiel et travail des femmes - Tentatives du patronat pour remettre en cause la réglementation du temps de travail - Luttes des travailleurs pour obtenir la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire - Journée d'action organisée par la Confédération générale du travail (CGT), les 13 et 14 novembre, dans la fonction publique et le secteur nationalisé - Opposition du groupe communiste au projet.

Art. 1 (p. 4275) : son amendement n° 6 : consultation des comités techniques paritaires compétents sur les décrets d'application ; rejeté - **Art. 2** (p. 4276) : son amendement n° 7, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : I - suppression de la restriction relative à la prise en compte des besoins du service ; rejeté ; II - en cas de refus, possibilité de recours devant la commission administrative paritaire compétente ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 4277) : son amendement n° 8 : durée de l'accord passé entre l'administration et le fonctionnaire ; possibilité de plein droit de réintégrer un service à temps complet ; rejeté - (p. 4278) : son amendement n° 14, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : utilisation des crédits de personnel non utilisés pour la création d'emplois de titulaires ; rejeté - **Art. 4** (p. 4279) : son amendement n°9 : application du prorata pour la liquidation de la pension selon les modalités en vigueur dans la fonction publique ; rejeté - **Art. 6** (p. 4280) : son amendement n° 10, soutenu par M. Marcel Gargar, et identique aux amendements n° 3 de la commission des affaires sociales et n° 19 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression de cet article, relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée ; rejeté - **Avant l'art. 7** : son amendement n° 11, soutenu par M. Marcel Gargar : assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein pour les droits à l'avancement, aux congés payés et aux prestations familiales ; rejeté - **Art. 7** (p. 4281) : son amendement n° 12, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : application de la règle de proratisation aux primes ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 4282) : son amendement n° 13, soutenu par M. Marcel Gargar : calcul de la retenue à effectuer par référence aux modalités en vigueur dans la fonction publique ; rejeté.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4417) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau et de M. Hector Viron (suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires) - Notion d'heures complémentaires et d'heures supplémentaires - Remise en cause de la législation interdisant le travail de nuit pour les femmes - (p. 4419) : Se déclare défavorable à l'amendement n° 18 de M. Jacques Bialski (majorations de rémunération des salariés à temps partiel

pour heures complémentaires) - (p. 4423) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectifs ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4430) : opposition du groupe communiste - Attaques contre la condition des femmes - Avantages concédés au patronat - Réduction du temps de travail sans diminution de salaire-.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) (p. 5521) : politique néo-colonialiste et vote négatif sur le budget de la coopération - Elargissement de l'écart entre pays pauvres - Misère, développement de la famine en Afrique et endettement des pays du tiers monde - Utilisation de la nourriture comme arme politique : exemple du Kenya ; arrêt de la fabrication de l'otipraz par Rhône-Poulenc et silence de l'information - Comité d'aide au développement et conséquences de la réduction de l'aide publique aux nations démunies - Conception gouvernementale de la coopération, défense du grand capital et pillage des richesses du tiers monde - (p. 5522) : échec de la politique néo-colonialiste française au Tchad, justification d'une éventuelle intervention française - Position de la France à la session de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le développement - Critique des Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sur la convention de Lomé II - Contrôle de la production alimentaire par les multinationales et instauration nécessaire d'un nouvel ordre international ; lutte populaire ; démocratie et relations internationales ; mouvement des non alignés et groupe des 77 - Création du fonds de développement financée par la réduction des dépenses militaires - Désordre du système monétaire et financier international, refonte et restructuration - Energie et matières premières, accords sur les produits de base, fonds commun pour les matières premières, développement agricole - Coopération industrielle et technologique - Question sur la garantie des prix des matières premières minérales, végétales et énergétiques - Politique nocive, aggravation de la crise, capacité limitée d'un développement de la France.

Services du Premier ministre - VI - Industries agricoles et alimentaires (29 novembre 1980) - (p. 5538) : budget de l'agriculture et budget des industries agricoles et alimentaires - Politique gouvernementale de démantèlement des branches industrielles - Besoins nationaux - Valorisation de la production agricole française et développement des multinationales - Options du VIII[e] Plan et renforcement de l'industrie agro-alimentaire ; sa place dans l'activité économique de la France - Importance de l'excédent du commerce extérieur ; conséquence du redéploiement et de la compétitivité sur l'emploi - Politique gouvernementale et versement des fonds publics aux grandes entreprises agricoles et alimentaires ; exemple de BSN-Gervais-Danone - (p. 5539) : Développement des exportations et décision du CIDISE (Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi) : financement des investissements ; signature de conventions de développement - Production sucrière française et cas de Beghin-Say - Marché national et cohérence de l'appareil de production - Budget des industries agro-alimentaires et orientations du VIII[e] Plan - Votera contre ce budget

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1[er] décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5566) : migration forcée des jeunes des départements d'outre-mer vers la métropole - Concentration de personnel des DOM à l'hôpital Cochin, au centre Brune des PTT - Conditions de travail en métropole - Falsification des positions du parti communiste français - Concentration d'immigrés dans les municipalités communistes ; exemple de La Courneuve - Problèmes scolaires des enfants immigrés dans le XIV[e] arrondissement de Paris - Répartition souhaitable des immigrés dans toutes les localités ; cas des logements libres à Neuilly - Droit à l'autodétermination des départements d'outre-mer.

Départements et territoires d'outre-mer - III - Territoires d'outre-mer (1[er] décembre 1980) - (p. 5573) : détérioration de la situation des populations dans les territoires d'outre-mer - Aggravation des inégalités - Chômage - Mainmise des sociétés multinationales - Refus de reconnaître les cultures et langues locales - Atteintes aux libertés - Politique d'intégration européenne - Luttes des travailleurs contre la politique colonialiste de la métropole - Objectif de lutte définis par Georges Marchais pour les élections présidentielles - Vote du groupe communiste contre ce budget

Défense (3 décembre 1980) **Examen des crédits - Art. 15** (p. 5692) : son amendement n° 233, soutenu par M. Serge Boucheny : réduction de crédits : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire ; rejeté.

PERREIN (Louis), sénateur du Val-d'Oise (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** (n° **98**, annexe **39**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à la création d'un Conseil supérieur de la télématique (n° **130**, 1980-1981) (29 novembre 1980) - **Informatique.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2671** (J.O. Débats 5 mars 1980) (p. 613) à M. le ministre du travail et de la participation : l'**Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) (fonctionnement des agences et antennes de l'A.N.P.E.)** - Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, le 9 mai 1980 (p. 1806, 1807).

Questions orales avec débat :

n° **174** (2 avril 1979) (p. 483) à M. le ministre de l'industrie : les **centrales nucléaires (implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine)** - Discutée le 20 mai 1980 (p. 1571 et suivantes).

n° **225** (22 mai 1979) (p. 1446) à M. le Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications : les **postes et télécommunications (personnel des)** - Retirée par son auteur (23 octobre 1980) (p. 4020).

n° **328** (25 février 1980) (p. 326) à M. le Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications : les **télécommunications (industrie des télécommunications et télématique).**

(n° **373** (25 avril 1980) (p. 1545) à M. le ministre du travail et de la participation : l'**emploi (conséquences sur l'emploi de nouvelles technologies dans le domaine des télécommunications, de l'informatique et de la télématique)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6334 et suivantes).

n° **374** (25 avril 1980) (p. 1545) à M. le ministre de la culture et de la communication : l'**informatique (problèmes posés par les nouvelles techniques de communication)** - Discutée le 21 octobre 1980(p. 3961 et suivantes).

n° **410** (7 octobre 1980) (p. 3762) à M. le ministre de l'économie : la **concurrence (moyens mis en oeuvre pour faire respecter le libre jeu de la concurrence).**

n° **425** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le ministre de l'intérieur : les **finances locales (budget d'aide sociale des collectivités locales).**

n° **426** (7 octobre 1980) (p. 3764) à M. le ministre du travail et de la participation : le **chômage (aide aux chômeurs âgés).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 Janvier 1980).

Deuxième partie.

Economie — Section commune (p. 120) : son amendement N° 59, soutenu par M. Henri Tournan : réduction de crédits : suppression d'emplois à la direction générale de la concurrence et de la consommation ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1067) : son amendement N° 153, soutenu par M. Félix Ciccolini : durée du stage des candidats admis ; rejeté.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1232) : caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et prise en charge par les communes - Enseignement du sport par les instituteurs - Echec du tiers-temps pédagogique - Programmes pédagogiques et nationaux et enseignement complémentaire - Déclare le groupe socialiste favorable à l'amendement N° II-159 de M. René Billères, soutenu par M. Jean Béranger (suppression de cet article prévoyant l'organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires).

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1279) : soutient l'amendement N° II-134 de M. Franck Sérusclat (formes et évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales) - (p. 1283) : transferts de charges et nécessité de l'intervention du comité départemental des finances locales - Consultation par le Gouvernement du comité des finances locales - (p. 1284) : sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement, son sous-amendement N° II-292 : évaluation des compensations financières et rôle du comité des finances locales ; retiré - (p. 1285) : transferts abusifs de charges vers les collectivités locales.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1426) : coopération scolaire intercommunale ; l'incidence des problèmes financiers et du redéploiement - Fréquentation scolaire et création de services sociaux - Coopération scolaire intercommunale et critères de la seule absence d'enseignement désiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1441) : insuffisance des projets et des engagements de l'Etat - Utilisation de l'article 40 de la constitution et propositions socialistes - Indemnité de logement des instituteurs - Caractère confus des mesures en matière d'enseignement - Abandon de la mission nationale et laïque d'éducation - Situation de l'enseignement maternel et primaire - (p. 1442) ; transfert de responsabilités et transfert de ressources - Paiement de la TVA sur les honoraires des fonctionnaires de la direction départementale de l'équipement - Effet pervers de cette réforme.

— **Question orale avec débat : implantation d'une centrale nucléaire à Nogent sur Seine** - (20 mai 1980) - (p. 1971) : délai de réponse à la question posée et publication du décret d'utilité publique - Nogent-sur-Seine et politique technocratique et centralisatrice - Absence de dialogue et de concertation ; exemples de l'étude d'impact de l'enquête préalable, la déclaration d'utilité publique - Réserves du comité de bassin Seine-Normandie ; rejets nocifs dans la Seine - Consultation du seul département de l'Aube - Procédure d'implantation d'une centrale et formalisme - Conséquences des rejets d'eaux de refroidissement et influence sur le climat - Fusion accidentelle du coeur de la nappe phréatique - Techniques de refroidissement sèches - (p. 1975) : efficacité des procédures d'enquêtes d'utilité publique ; faiblesse du périmètre concerné - Nappe phréatique et demande de consultation par le conseil de Paris - Harrisburg et probabilité d'une catastrophe - (p. 1976) : fusion du coeur et pollution de la nappe phréatique - Publication du document « 25 questions - 25 réponses » - Nécessité d'un débat devant le Parlement sur le programme nucléaire et d'une plus large information du public ; projet de la centrale d'Achères - Documentation publiée par le conseil de l'information nucléaire - (p. 1977) : proposition de loi sur « l'amélioration de l'information en matière nucléaire » - Protection des populations en cas de conflit nucléaire - Déversement de rejets radio-actifs dans la Seine.

— **Question orale avec débat : problèmes posés par les nouvelles techniques de communication** - (21 octobre 1980) - (p. 3961) : développement de la télématique - Téléphone avec appareil électronique à touches, systèmes vidéo (système Antiope) ; instrument d'information, de culture - Question de la liberté de choix de l'information - Presse hebdomadaire et problème du déplacement de sa publicité - Adaptation de la presse du quotidien, concurrence des systèmes Télétel - Droit à l'information : coût d'utilisation et privilège des riches par l'argent ou le savoir - (p. 3962) : société élitaire ; sclérose du corps ; déshumanisation - Télématique : système d'échange ou société individualisée, appauvrissement culturel - Influence sur le travail : monotonie, robotisation, aliénation - Nécessité d'une redistribution équitable du travail ; utilisation du temps libre - Création d'un organisme national pour l'étude des problèmes posés par les transformations des moyens de communication ; saisine obligatoire de cet organisme - (p. 3964) : question au gouvernement sur les banques de données et sur le danger d'une américanisation de la culture - (p. 3965) : expérience de Vélizy, orientation de l'information - Gestion et rentabilisation des terminaux par l'industrie privée ; intervention de l'Etat - Discrimination dans l'accès à l'information selon les connaissances et les capacités financières - Critères d'accès, répercussion sur l'enseignement d'un système télé-informatisé - Organisme à adjoindre aux commissions : nécessité de globaliser la recherche sur la télématique, préparer un débat parlementaire, établir une loi-cadre - Maîtrise possible de la télématique mais politique au coup par coup du gouvernement - (p. 3966) : maîtrise nécessaire des technologies nouvelles - Satellites, risque d'un nivellement de la culture - (p. 3967) : architecture américaine reproduite dans le monde - Expérience de Vélizy : répercussions sur la communication, la culture ; développement de l'industrie technologique française ; conquête de marchés internationaux - Sauvegarde des droits d'auteurs - Mise en place nécessaire d'un organisme national - (p. 3969) : caractère industriel et commercial des expériences de Vélizy et

Saint-Malo ; question sur le devenir de la culture et de la communication.

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de télécommunications** - (28 octobre 1980) - (p. 4056) : politique gouvernementale en matière de télécommunications - (p. 4057) : création d'un groupe d'études parlementaire sur la télématique - Avenir de la presse écrite et conséquences de la concurrence qui l'oppose à la télématique pour l'emploi et la pluralité de l'information - Industrie des télécommunications et compétition internationale : Etats-Unis, Japon - Avenir du ministère des postes et télécommunications (PTT) - Presse écrite et développement de la télématique : vidéotex, annuaire électronique et expérience de Biarritz - Publicité et concurrence Presse-télématique : télétexte - Rôle du législateur et maintien de la liberté d'accès à l'information et à sa pluralité - Intérêt de la mémorisation de l'information - Importance de l'enjeu informatique et conséquences sur l'industrie électronique française : CIT Alcatel, Thomson - Stratégie gouvernementale en matière de télécommunications : rapport Nora-Minc et problème de l'ensemble téléphone-informatique-espace - Rôle de l'usager du téléphone dans le financement de la télématique - Problème de la multiplication des filiales du ministère des PTT - (p. 4058) : survivance de l'écrit dans l'ère du téléphone et de l'informatique - Champ d'expérience irremplaçable que constituent les bureaux de poste pour l'application de la télématique : annuaire électronique, télécopieur - Télématique et bouleversement de nos structures sociales et culturelles - Propose la création d'un organisme national de réflexion et de concertation sur les enjeux de la télématique - (p. 4063) : projet de budget et problème de la poste - Télématique et consultation du Parlement *a priori* : exemple de Vélizy sur le vidéotex - Demande la mise en place d'un conseil supérieur de la télématique - Télématique : enjeux industriel et culturel - Annuaire électronique - (p. 4064) : problèmes posés par le développement des technologies électroniques et nécessité de la création d'un conseil supérieur de la télématique.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - (7 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 4546) : assignation en justice par le garde des sceaux du journal *Le Monde* par la procédure des articles 226 et 285 du code pénal - Atteinte à la liberté d'expression.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4921) : solidarité entre les communes instituée par la loi du 3 janvier 1979 et modification nécessaire de la répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales - Charges financières des communes : équipements collectifs ; évolution des charges - Poids de l'impôt sur les ménages - Répartition de la dotation globale de fonctionnement entre dotation forfaitaire et dotation de péréquation et évolution prévue : accélération nécessaire de l'augmentation de la dotation de péréquation - (p. 4922) : notion de potentiel fiscal et correction nécessaire par la prise en compte des charges des communes - Persistance du problème de la répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales - Transferts de charges sans transferts de ressources - Aide sociale, éducation, oeuvres post-scolaires et périscolaires, tiers temps pédagogique - Indemnité de logement des instituteurs et remise en cause du compromis obtenu lors de la discussion du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales : prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement ou dotation spéciale - Diminution du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Taux réel de progression de la dotation globale de fonctionnement - Amendement tendant à limiter la durée d'effet du projet à un an - (p. 4933) : nécessité, évoquée par le ministre, de limiter les correctifs à apporter au système adopté en 1978, et plénitude des pouvoirs du Parlement - Donne lecture de la motion adoptée à l'unanimité par le comité directeur de l'Association des maires de France - Système de financement prévu du remboursement partiel de l'indemnité de logement et conséquences prévisibles pour les communes qui n'ont plus d'école.

Art. 1 (p. 4935) : à propos de l'amendement n° 28 de la commission des lois (modalités de la régularisation : inscription anticipée dans les budgets primitifs), intervient sur le retard de connaissance du montant des premiers versements de la dotation globale de fonctionnement et les difficultés de trésorerie des communes - **Art. 6** (p. 4938) : son amendement n° 39 : dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet - (p. 4939) : son amendement n° 40 : financement de la dotation spéciale par un réajustement du taux du prélèvement effectué sur le produit net prévisionnel de la TVA destiné à la dotation globale de fonctionnement ; devenu sans objet - **Art. 7** (p. 4946) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n°69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - **Après l'art. 6** (p. 4949) : soutient l'amendement n° 41 de M. Franck Sérusclat (fixation par le conseil municipal de l'indemnité représentative de logement, dans les communes de 9.000 habitants et plus) - Anomalie de la fixation par les préfets - **Art. 2** : son amendement n° 35 : rythme de réduction de la part des ressources affectées au sein de la dotation globale de fonctionnement, à la dotation forfaitaire ; retiré - (p. 4950) : nécessité de simulations, comme pour la réforme de la fiscalité locale - **Art. 5** (p. 4952) : son amendement n° 37 : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation ; retiré - **Art. 8** (p. 4955) : son amendement n° 46 : revenu net et revenu brut pour l'appréciation du patrimoine des communes forestières ; réservé : puis retiré au profit de l'amendement n° 29 de la commission des lois (p. 4956) - **Après l'art. 8** (p. 4957) : soutient l'amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat (dotation spéciale des communes centres) - (p. 4959) : son amendement n° 49, soutenu par M. René Regnault : dotation particulière pour les « communes-dortoirs » : rejeté.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4974) : soutient l'amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat (taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation) - (p. 4976) : sur le même sujet, reprend l'amendement n° 16 de la commission des finances ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 4978) : comité des finances locales et problème des suppléants - **Avant l'art. 11** : son amendement n° 58 : modification du potentiel fiscal des départements ; rejeté - **Art. 11** (p. 4980) : son amendement n° 60 : dotation supplémentaire aux départements d'accueil touristique ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 4986) : son amendement n° 61 : présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 12 de la commission des lois et adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion générale (20 novembre 1980) - (p. 5015) : aggravation constante du chômage et absence de politique volontariste - Politique monétaire du gouvernement et montée du chômage - Situation catastrophique des jeunes de moins de 25 ans et des travailleurs de plus de 50 ans - Promotion de secteurs dits « de pointe » et suppression d'emplois ; exemple de l'informatique, des télécommunications - Nécessité de créations d'emplois dans le secteur public et social - (p. 5016) : réduction du temps de travail et maintien des revenus salariaux - Relance de l'investissement et importance de l'aide de l'Etat aux entreprises ; dégradation du marché de l'emploi - Aggravation du déficit commercial - Problème des chômeurs non secourus

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5186) : médiocrité du budget du tourisme - Présentation des crédits - Régression des crédits d'équipement - Baisse des subventions et transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales - (p. 5187) : augmentation des crédits d'études et recommandation de la Cour des comptes - Crédits d'aménagement touristique et d'interventions en montagne - Cite le rapport de la Cour des comptes sur l'aide aux organismes parapublics - Association française d'action touristique (AFAT) - Association « France Information Loisirs » (FIL) et Groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » - Aide aux syndicats d'initiative et aux offices de tourisme et aux comités départementaux et régionaux du tourisme - Diminution des crédits du tourisme social et retard d'exécution du VII[e] Plan - Sous-consommation des crédits du tourisme social - Aide aux structures d'accueil et aide à la personne : chèque vacances - Capacité d'accueil en camping-caravaning - Rapport Blanc sur le tourisme social - Hôtellerie familiale et artisanale - Prime spéciale d'équipement hôtelier - Tourisme thermal - (p. 5188) : importance des associations de tourisme social et nécessité d'une aide accrue dans le prochain collectif - (p. 5196) : absence de réponse sur la régression des crédits en faveur du tourisme social - Retard d'institution du chèque-vacances - Médiocrité de ce budget - Vote du groupe socialiste contre les crédits

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5199) : reprend l'amendement n° 179, retiré par la commission des finances : réduction des crédits du Titre IV (réduction indicative visant les transferts de crédits et les subventions à l'Association française d'action touristique (AFAT)) ; rejeté - **Après l'art. 47** (p. 5200) : à propos de l'amendement n° 170 de la commission des affaires économiques (fourniture annuelle, en annexe au projet de loi de finances, d'un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au tourisme), intervient sur l'information nécessaire du Parlement quant à l'affectation des crédits votés - (p. 5201) : contrôle du ministère du budget ou contrôle du Parlement sur la gestion des crédits budgétaires.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5610) : inscription des crédits de télédiffusion de France au budget de la culture et de la communication - Souligne la nécessité d'un rapport unique sur l'ensemble du budget du secrétariat d'Etat - Importance et faible augmentation des crédits de ce budget ; réduction de l'excédent d'exploitation et diminution de l'autofinancement - Augmentation des tarifs postaux et maintien du déficit d'exploitation des postes - Déficit consécutif aux tarifs de la presse ; projet d'assainissement de ce secteur et table ronde présidée par M. Laurent, conseiller d'Etat - Situation des chèques postaux et taux de la rémunération servie par le Trésor - Solde créditeur de la branche « Télécommunications » - (p. 5611) : diminution des autorisations de programme et politique déflationniste du gouvernement ; insuffisance des crédits réservés à la poste par rapport aux télécommunications - Diminution des crédits de paiement et problème de la maintenance des équipements - Niveau des crédits et conséquences sur l'emploi - Limitation du recours à l'épargne sur les marchés intérieurs et extérieurs financiers - Disparition de la notion de « financement à déterminer » - Absence de création d'emplois de titulaires et politique déclarée d'amélioration de la qualité du service ; sort des lauréats aux concours de technicien de 1976 à 1978 - Réforme du statut des receveurs-distributeurs ; comparaison avec le Canada - Conditions d'attribution de la prime de résultat d'exploitation - Attribution d'une prime aux cadres des centres de tri - Malaise au sein des effectifs ; convocation régulière des comités techniques paritaires centraux ; obligation légale de convocation de la commission de la jeunesse - Attente des réponses du gouvernement et vote du budget - Frein aux investissements et qualité du service - (p. 5612) : modicité du budget et gain de productivité - Abandon de la poste - Prolifération des sociétés filiales, sous-filiales et d'économie mixte ; nécessité d'un rapport annuel sur leur fonctionnement - Demande des éclaircissements sur l'utilisation des technologies nouvelles dites « télématique » ; création d'un conseil supérieur de la télématique - Nécessité de consultation de la commission des finances sur le développement de technologie suscité par les PTT ; programme « Satellite », « Communications optiques » et « Télématique » - Technologies nouvelles et application à la poste - Expériences de télématique et nécessité d'un contrôle des deux assemblées ; annuaire électronique et système Télétel-Unité du secrétariat d'Etat - Avenir de la poste - Attente des réponses du gouvernement et vote de ce budget

Examen des crédits - Art. 19 (p. 5634) : son amendement n° 218 réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expérience de télématique ; rejeté - (p. 5638) : faible part laissée à la poste face aux télécommunications - Niveau des crédits et maintien de la qualité du service postal - S'oppose à l'amendement n° 230 de M. Fernand Lefort (réduction des autorisations de programmes visant le remplacement des voitures par des cyclomoteurs ou des vélomoteurs) - (p. 5639) : s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Fernand Lefort (réduction des crédits de paiement relatifs au paiement par les PTT de la TVA due aux sociétés de financement) - **Après l'art. 48** : son amendement n° 228 : présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** (p. 6110) : son amendement n° 248 : impôts locaux et fractionnement en trois parties, contribution exigible ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6278) : discussion par le Sénat du projet de budget des postes et télécommunications pour 1981 ; loi de finances rectificative pour 1980 et modification des crédits du budget des PTT ; utilité des débats du Sénat - Fixation des tarifs par le gouvernement - Importance des dépenses de personnel - Diminution de l'excédent d'exploitation - Baisse de l'autofinancement - Apparition de la ligne budgétaire « financement à déterminer » - Annulation d'autorisations de programme pour les télécommunications et transferts aux postes ; refus d'accéder à cette demande pour le budget 1981 - Amenuisement de l'autonomie du budget annexe des PTT ; révision nécessaire de la loi de 1923 - (p. 6282) : respect nécessaire de la loi de 1923 sur le budget des PTT.

Art. 2 (p. 6289) : abandon des sépultures des déportés de la commune de l'île des Pins en Nouvelle-Calédonie - Se déclare favorable à l'amendement n° 13 du gouvernement (majoration des crédits du titre III concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam) - **Art. 12** *bis* (p. 6295) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2de la commission des finances (suppression de cet article concernant la compétence du tribunal correctionnel pour les affaires de fraude fiscale internationale, de fausses factures ou d'emploi de travailleurs « au noir »).

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences sur l'emploi de l'utilisation de l'informatique** - (16 décembre 1980) (p. 6334) : conditions de travail des femmes devant les consoles informatiques - Délai de réponse à sa question ; désinvolture du ministère du travail à l'égard du Sénat - Développement des technologies nouvelles électroniques et diminution de la main d'oeuvre ; cas du secteur tertiaire - Conquête des marchés internationaux et thèse gouvernementale de la création d'emplois - Balance entre création et suppression d'emplois ; incertitudes de la politique gouvernementale - Prise de contrôle du groupe Hachette dans la société Matra ; créations d'emplois et pluralité de l'information - (p. 6337) : absence d'études objectives des suppressions et créations d'emplois suite à l'introduction des systèmes électroniques dans l'économie - Importance de l'industrie électronique de pointe et respect de l'emploi et des travailleurs - Conséquences qualitatives des techniques nouvelles ; parcellisation des tâches, fragilité des fonctions,

déqualification - Télématique et diffusion de l'informatique - Nécessité de maîtriser les développements techniques et scientifiques - Politique gouvernementale d'information et de télématisation tous azimuts ; exemple des suppressions d'emplois dans la banque et l'assurance - Système libéral et politique du « laisser faire » - Rigidité du marché intérieur et doute sur la conquête de marchés internationaux - Industries électroniques et diminution constante du niveau de l'emploi - (p. 6338) : faiblesse de l'excédent commercial pour le matériel téléphonique - Industrie électronique ; diminution du nombre d'emplois malgré les excès à l'exportation - Importance des crédits de la direction générale des télécommunications ; expérience de l'annuaire électronique - Manque de logiciels et d'informaticiens - Erreurs politiques faites dans les technologies nouvelles du choix de la technique semi-électronique pour les télécommunications - Stratégie gouvernementale à court terme et prise en compte trop large des intérêts privés ; mise en sommeil de certaines études de la DATAR et du Centre national d'études et de télécommunications - Révolution télématique et accentuation des clivages dans la société - Piétinement du programme de développement de la production de cables à fibres optiques - Utilisation des moyens télématiques et négociations avec les syndicats ; conditions et durée du travail - Politique gouvernementale d'accompagnement du processus d'informatisation ; importance des crédits et des aides indirectes ; contrats de recherche - Interpénétration entre Matra et la direction générale des télécommunications - Proposition d'une commission nationale de la télématique - (p. 6339) : absorption d'Hachette par le groupe Matra ; importance économique du groupe Matra dans le domaine de l'information ; remise en cause de la pluralité de l'information et de la presse ; engagement de la responsabilité du gouvernement - Nécessité de la décentralisation - Absence de volonté gouvernementale pour maîtriser l'industrie informatique - Parc d'ordinateurs ; proportion d'ordinateurs français.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6410) : caractère de « fourre-tout » - Importance des amendements d'origine parlementaire et problème de la fonction de contrôle des assemblées - Développement de l'autoritarisme gouvernemental ; utilisation de l'article 40 de la Constitution pendant la dernière session - Comportement des ministres du gouvernement vis-à-vis des propositions de l'opposition - « Mise au congélateur » des propositions de loi - Détérioration des conditions de travail ; délai d'examen des lois de finances - Utilité du travail législatif du Sénat - (p. 6411) : caractère hétérogène, circonstanciel et ponctuel des mesures proposées - Gestions des PTT ; non prise en compte par l'administration du budget voté par les assemblées - Augmentation du chômage et baisse de l'indice de production - Fusion Matra-Hachette et concentration inquiétante dans le domaine de la presse et de la communication - Licenciements prévus à Matra-Talbot - Vote défavorable du groupe socialiste.

Avant l'art. 1 (p. 6412) : son amendement n° 29 : déduction des résultats de l'exercice de réalisation de la part des bénéfices distribués aux salariés par les sociétés coopératives ouvrières et des bonis des opérations faites avec les associés d'une société coopérative de consommation ; réduction de la déduction forfaitaire applicable aux revenus bruts des propriétés urbaines ; retiré - **Après l'art. 1** (p. 6414) : son amendement n° 25 : association et exonération de la taxe sur les salaires pour celle employant moins de 3 salariés ; rejeté - (p. 6415) : son amendement n° 28 : association et bénéfice du remboursement de la TVA sur les travaux d'équipement réalisés dans le cadre de leurs statuts ; rejeté - **Art. 2** : son amendement n° 24 : extension de l'exonération de la TVA aux locations d'emplacements de stationnement en régie municipale ; retiré - (p. 6316) : absence de politique gouvernementale pour les emplacements en régie municipale ; difficultés de stationnement éprouvées par les communes - **Art. 4** (p. 6420) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission des lois (suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances) - **Après l'art. 5** (p. 6428) : son amendement n° 137 : majoration de l'impôt ménages dans les communes de moins de 50.000 habitants et exonération permanente des taxes d'habitation dont bénéficient les immeubles nationaux, départementaux et communaux ; rejeté - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6445) : son amendement n° 33 soutenu par M. Michel Darras : commercialisation des produits pétroliers et changement de prix ; ; actualisation des droits et taxes acquittés sur la base de prix périmés ; rejeté - **Art. 13** (p. 6446) : son amendement n° 32 soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour certains contrats liés à un accord de mensualisation ; retiré - **Art. 16** *bis* **A** (p. 6452) : confusion entre fraude et évasion fiscale - Importance de la fraude et de l'évasion fiscale dans les territoires d'outre-mer ; investissements en Nouvelle-Zélande, en Australie et au Japon - **Art. 16** *bis* **D** (p. 6454) : sur l'amendement n° 56 de la commission des lois (communes et faculté d'instituer un tarif progressif sur les débits de boisson), son sous-amendement rédactionnel n° 148 ; adopté - **Avant l'art. 17** (p. 6457) : respect de la volonté du gouvernement de faire bénéficier les travailleurs d'une partie de leur productivité - Se déclare défavorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale).

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 18** (p. 6476) : son amendement n° 27 : contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale ; rejeté - **Art. 19** *bis* (p. 6480) : son amendement n° 26, identique à l'amendement n° 139 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements et services à caractère social ou sanitaire ; rejeté - **Après l'art. 23** (p. 6531) : son amendement n° 34 : suppression de la disposition législative et du décret instituant le ticket modérateur d'ordre public ; rejeté - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6536) : soutient l'amendement n° 23 de M. Henri Caillavet (qualité de combattant des personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre 1952 et 1962).

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6520) : politique économique du Gouvernement et taux d'inflation - Situation de crise de l'économie française - Cadeau financier du Gouvernement au patronat - Dégradation de l'emploi et diminution du taux de croissance - Théorie du libéralisme du Gouvernement et refus de la planification - Absence de sécurité de la population - (p. 6521) : mesures économiques circonstancielles - Diminution du revenu agricole - Critiques du parti communiste à l'égard des socialistes - Abstention du groupe socialiste dans le vote sur cette loi de finances rectificative - (p. 6522) : prix agricoles - Médiocrité des circuits français de distribution - Politique agricole commune - Développement nécessaire du secteur agro-alimentaire.

— **Ordre du jour du Sénat** - (19 décembre 1980) - (p. 6540) : intervient sur le retrait de l'ordre du jour du Sénat du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOF).

PERRIN (Pierre), sénateur de l'Isère (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

PETIT (Guy), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre du comité des finances locales en application de l'article L. 234-40 du Code des communes (27 février 1980) (p. 449).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1979) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instaurer une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire en vue du règlement des **conflits collectifs du travail** dans les services publics (n° **264**, 1979-1980) (27 mai 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (16 janvier 1980).

Deuxième partie :

(p. 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 1** (p. 942) : se déclare opposé aux amendements identiques N° 54 de M. Félix Ciccolini et N° 85 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants) - Notion d'inamovibilité - **Art. 2** (p. 945) : son amendement N° 143 : remplacement des magistrats pendant leur congé annuel ; retiré - (p. 947) : renouvellement des remplacements.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 22** (p. 1061) : se déclare favorable à l'amendement N° 39 de la commission (bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures) - A propos de l'amendement N° 128 de M. Raymond Bourgine (conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction), évoque le manque de pondération de certains jeunes magistrats - **Art. 24** (p. 1065) : se déclare opposé à l'amendement N° 118 de M. Charles Lederman (concours sur épreuves anonymes, à l'exclusion des titres et travaux) - Problème de l'anonymat des épreuves orales - Danger de tout apriorisme politique - (p. 1066) : prise en compte des mauvaises réputations - **Art. 25** (p. 1071) : budget du ministère de la justice et création des emplois nécessaires - Vote favorable du groupe UREI sur l'amendement N° 14 du gouvernement (nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires) - (p. 1072) : qualité du recrutement par l'Ecole nationale de la magistrature - **Art. 32** (p. 1077) : cumul des rémunérations et chômage - Compétence des anciens magistrats recrutés à titre temporaire - Se déclare favorable aux amendements identiques N° 44 de la commission et N° 185 de M. Charles Lederman (suppression de cet article qui vise à interdire le cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite) - **Après l'art. 35** (p. 1079) ; son amendement N° 154 : possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles ; rejeté - Souci de libérer les juges d'instance de tâches administratives - (p. 1080) : mode de désignation des conciliateurs - Nomination des tuteurs - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1085) : remède apporté à une situation très critique - Vote unanime favorable du groupe UREI et du groupe CNIP.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**] - (17 avril 1980) **Avant l'art. 32** *(suite)* (p. 1371) : intervient sur les dispositions des paragraphes I et II de l'amendement n° I-204 retiré par le gouvernement et repris puis retiré par la commission des lois (concours techniques de l'Etat aux collectivités locales) - Caractère législatif du paragraphe I repris dans l'amendement n° II-303 de la commission des lois (interdiction de rémunération par les communes des agents de l'Etat en relation avec les services rendus) - Caractère règlementaire, en revanche, des dispositions du paragraphe II, relatives au respect des droits acquis par les agents de l'Etat, au moyen d'une compensation annuelle - (p. 1372) : votera l'amendement n° II-303.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1652) : importation de produits énergétiques en provenance de la Communauté aux prix pratiqués par les pays de l'OPEP - (p. 1663) ; qualité de l'information donnée au Parlement - Lenteur de la procédure parlementaire et dépôt d'amendements par l'opposition.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** - (p. 2091) : délai d'inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour du Sénat - Allongement des débats sénatoriaux et répétition permanente par certains sénateurs de critiques contre le gouvernement.

Art. 1 (p. 2093) : sur l'amendement N° 1 de la commission des loi (viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte), se déclare défavorable au sous-amendement N° 24 du gouvernement (notion de surprise).

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint** fait au nom de la commission des affaires sociales sur la **proposition de loi de M. Paul Kauss** [n° **425 (78-79)**] **tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 3** (p. 2132) : emploi de l'expression « enfant mineur de 21 ans » ; fixation à 18 ans de la majorité civile.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2200) : proposition de loi de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch et sanction de la tenue des jeux de hasard sur la voie publique et dans les lieux publics ; condamnation des escroqueries dont sont victimes les travailleurs immigrés - Récidive et peines de prison - Abrogation de la loi de 1923 interdisant l'entrée des femmes dans les cercles de jeux - Code des

débits de boissons ; alignement de la situation des casinos sur celle des hôtels de trois et quatre étoiles et sur les entreprises de transports maritimes fluviaux, aériens et ferroviaires - (p. 2201) : cahier des charges des casinos et existence de plusieurs lieux de débit pour les boissons - Utilisation des machines à sous et flippers dans les casinos.

Art. 1 (p. 2201) : amendement N° 1 de la commission des lois : infractions à la loi et amendes pour les auteurs ou leurs complices ;peines de prison en cas de récidive ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 2202) : sur l'amendement N° 3 de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille, soutenu par M. Pierre Schiélé (principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés), qu'il accepte, sous-amendement N° 4 de la commission : monopole d'utilisation des machines à sous par les casinos autorisés ; conditions de fonctionnement ; adopté - (p. 2203) : prolifération des machines à sous et des *Loews* dans la principauté de Monaco - Existence dans les cafés français de simili-machines à sous - Fixation par décret des conditions d'implantation de ces machines dans les casinos - Sur ce même amendement N° 3, sous-amendement N° 6 de la commission : prélèvement de l'Etat en fonction de la loi du 21 décembre 1979 et des communes en fonction du cahier des charges ; adopté - (p. 2204) :mentalité des joueurs et utilisation des machines à sous - Influence de l'inflation sur l'activité des casinos - Toujours sur l'amendement N° 3, accepte le sous-amendement rédactionnel N° 11 du gouvernement et sous-amendement N° 14 de la commission : exclusion du champ d'application de la loi des jeux et des loteries ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 2205) : amendement N° 2 de la commission : application du privilège d'exploitation de plusieurs débits avec une seule licence, aux casinos ; adopté - Privilèges accordés aux hôtels trois étoiles et refusés jusqu'à maintenant aux casinos qui ont l'obligation de débiter les boissons en plusieurs lieux - Groupe de travail sur ce problème et possibilité pour le Parlement de légiférer - (p. 2206) : dépôt en 1978 d'une proposition de loi sur le même sujet ; non inscription à l'ordre du jour.

— **Ordre du jour du Sénat** - (29 mai 1980) (p. 2194) : déclaration gouvernementale sur la politique extérieure ; application ou non de l'article 49, dernier alinéa, de la Constitution.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2654) : protection des installations nucléaires contre les malveillances intentionnelles ; preuves de la mauvaise foi - Importance de la sûreté nucléaire - (p. 2655) : qualité des tribunaux pour apprécier le caractère intentionnel de l'action - Grève et atteinte aux libertés - Grève dans les pays de l'Est.

Art. 4 (p. 2664) : préservation de l'outil de production d'EDF et indépendance énergétique - Notion d'abus de droit - (p. 2665) : possibilité constitutionnelle de réglementer le droit de grève - Se déclare favorable à l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales).

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** [n° **246 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 2** (p. 2644) : se déclare défavorable à l'amendement N° 9 du gouvernement (suppression de cet art. prévoyant l'accès pour les mères de famille aux concours de la fonction publique sans condition de diplôme).

PEYOU (Hubert), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

PEYREFITTE (Alain), *garde des sceaux, ministre de la justice* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et Décrets 6 avril 1978, p. 1539).

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la participation des époux à une même **société** et à la transmission des entreprises à caractère familial (n° **6**, 1980-1981) (7 octobre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Rappel au règlement** de M. Charles Lederman (p. 939) : caractère de loi organique ; saisine du conseil constitutionnel - **Art. 1** (p. 941) : s'oppose aux amendements identiques N° 54 de M. Félix Ciccolini et N° 85 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants) - Notion d'inamovibilité des magistrats remplaçants - Cas énumérés permettant le remplacement ; congés de maternité - (p. 943) : précision demandée par M. Etienne Dailly sur la notion de remplaçant - Notion de niveau hiérarchique et de grade - S'oppose à l'amendement N° 16 de la commission (exercice par les magistrats remplaçants de fonctions correspondant à leur niveau hiérarchique) - (p. 944) : sur cet amendement,s'oppose également au sous-amendement N° 104, rédactionnel, de M. Charles de Cuttoli - **Art. 2** (p. 946) : s'oppose à l'amendement N° 168 de M. Charles Lederman (notion de remplaçant et durée des remplacements) ; accepte l'amendement N° 18 de la commission (autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants) ; reprend l'amendement N° 143 de M. Guy Petit : remplacement des magistrats pendant leur congé annuel - S'oppose à l'amendement N° 17 de la commission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements) et, sur cet amendement, au sous-amendement N° 136 de M. Charles Lederman (délai de renouvellement des remplaçants pour les emplois vacants de second grade) - (p. 947) : s'oppose également à l'amendement N° 60 de M. Félix Ciccolini (autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants) - (p. 949) : intervient sur les conditions des remplacements et les autorités compétentes pour prendre les décisions d'affectations - Vacances de postes et créations d'emplois budgétaires de magistrats - (p. 950) : cas de longue maladie - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 19 de la commission (affectation des magistrats remplaçants qui n'effectuent pas de remplacement) - (p. 952) : amendement

N° 4 du gouvernement : allongement de la durée minimale des fonctions des magistrats remplaçants ; rejeté - (p. 953) : s'oppose partiellement à l'amendement N° 21 de la commission (durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant et conditions d'application de l'article 2) ; amendement N° 5 du gouvernement : conditions d'application de l'article 2 ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement N° 21 - Principe de l'inamovibilité - **Après l'art. 2** (p. 954) : s'oppose à l'amendement N° 105 de M. Charles de Cuttoli (conditions de nomination des chefs de juridiction) - **Art. 4** (p. 955) : accepte l'amendement N° 22 de la commission (incompatibilité entre les fonctions de magistrat et l'exercice d'un mandat à l'assemblée des communautés européennes) - **Après l'art. 4 :** s'oppose à l'amendement N° 106 de M. Charles de Cuttoli (possibilité pour les magistrats d'être nommés membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'Administration (ENA) - Notion de réciprocité dans les fonctions juridictionnelles ; fixation des modalités d'intégration par les statuts des corps d'accueil ; nombre insuffisant des magistrats.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Art. 5** (p. 1011) : demande le retrait de l'amendement N° 107 de M. Charles de Cuttoli (ressort de la juridiction et obligation de résidence des magistrats) - **Après l'art. 5** (p. 1012) : amendement N° 140 du gouvernement : déroulement de carrière à la Cour de cassation et obligation d'une nomination dans les juridictions de première instance ou d'appel ; adopté - Accepte l'amendement N° 15 de M. Etienne Dailly (extension des possibilités de délégation des avocats généraux auprès de la Cour de cassation) - (p. 1014) : s'oppose à l'amendement N° 132 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Charles de Cuttoli (augmentation des pouvoirs du conseil supérieur de la magistrature pour les propositions d'emplois de magistrat du siège et du parquet), ainsi qu'à l'amendement N° 134 de M. Edgar Tailhades (connaissance par le conseil supérieur de la magistrature de la liste des candidats à un poste) - **Art. 8** (p. 1015) : cas similaire pour le concours externe et interne de l'Ecole nationale d'administration - Demande le retrait de l'amendement N° 108 de M. Charles de Cuttoli (réduction du délai d'ancienneté requis pour les greffiers en chef et les secrétaires greffiers se présentant au concours interne de l'Ecole nationale de la magistrature) - **Art. 9** (p. 1016) : amendement N° 8 du gouvernement : 1. nomination directe comme auditeur de justice et conditions de diplôme ; rejeté, 2. suppression des dispositions faisant référence aux officiers et assimilés de l'armée active ; devenu sans objet - (p. 1017) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 25 de la commission des lois (licence en droit et possibilité d'intégration directe en qualité d'auditeur de justice) - Accepte l'amendement N° 26 de la commission (intégration directe en qualité d'auditeur de justice et compétences juridiques des fonctionnaires et agents publics titulaires) - En ce qui concerne l'intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'Ecole nationale de la magistrature, s'oppose aux amendements N° 170 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard et N° 61 de M. Félix Ciccolini - Rôle de la commission d'intégration - (p. 1018) : s'oppose aux amendements identiques N° 62 de M. Félix Ciccolini et 92de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours) - **Après l'art. 9** (p. 1019) : accepte l'amendement N° 144 de M. Etienne Dailly (classement des auditeurs de justice et possibilité pour le jury de leur refuser l'exercice des fonctions judiciaires) - **Avant l'art. 10 :** s'oppose à l'amendement N° 171 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (limitation de l'intégration aux deux groupes des grades de base) - (p. 1020) : demande le rejet de l'amendement N° 145 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Marcel Rudloff (possibilité d'intégration dans les fonctions de premier et second grades des anciens avoués devenus avocats) - **Après l'art. 10 :** s'oppose à l'amendement N° 65 de M. Félix Ciccolini (exclusion du recrutement direct pour les cours d'appel et les postes de responsabilité) - (p. 1021) : demande le retrait de l'amendement N° 188 de la commission (application aux auxiliaires de justice entrant dans la magistrature des avantages réservés aux greffiers) - **Art. 11** (p. 1022) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard N° 95 de coordination et N° 94 (nombre d'années de service et nomination des greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire), ainsi qu'à l'amendement N° 109 de M. Charles de Cuttoli (suppression des dispositions de cet article prévoyant la nomination directe au second grade de la hiérarchie judiciaire des attachés d'administration du conseil d'Etat) - **Après l'art. 11 :** s'oppose à l'amendement N° 96 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (fixation d'un quota au recrutement direct) - **Après l'art. 13** (p. 1023) : à propos de la compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation, s'oppose aux amendements N° 135 de M. Edgar Tailhades et N° 173 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - (p. 1024) : s'oppose aux amendements identiques N° 155 de M. Edgar Tailhades et N° 174 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature) - (p. 1025) : au sujet de la nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège, demande le rejet des amendements N° 156 de M. Edgar Tailhades et N° 175 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - Demande également le retrait de l'amendement N° 165 de la commission (nomination en tant que juge d'instruction et délai d'ancienneté) - Transformation pour 1981 de postes de juge d'instruction en postes de premier juge d'instruction - Evolution des fonctions du juge d'instruction - (p. 1026) : caractère spécialisé des fonctions de ce juge - (p. 1027) : s'oppose à l'amendement N° 176 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (évolution des attributions des magistrats du siège conformément aux règles prévues pour leur nomination) - A propos des critères de choix et règles de nomination du juge des enfants, s'oppose aux amendements N° 162 de M. Edgar Tailhades et N° 177 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - **Art. 14** (p. 1029) : à propos de la composition de la commission d'avancement, amendement N° 3 du gouvernement ; adopté ; demande le rejet de l'amendement N° 97 de M. Charles Lederman - (p. 1030) : demande le rejet de l'amendement N° 67 de M. Félix Ciccolini (représentation des magistrats et amélioration de la parité) - **Art. 6** *(suite)* (p. 1031) : amendement N° 6 du gouvernement identique aux amendements N° 23 de la commission et N° 90 de M. Charles Lederman, précédemment réservés : modalités d'élection des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 7** *(suite) :* amendement N° 7 du gouvernement, précédemment réservé : modalités de convocation et de fonctionnement du collège électoral, des commissions d'avancement et de discipline du parquet ; adopté - **Avant l'art. 10** *(suite) :* demande le retrait des amendements précédemment réservés N° 63 de M. Félix Ciccolini (possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat de bénéficier du recrutement parallèle) et N° 28 de la commission (possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat ayant obtenu le doctorat de bénéficier du recrutement parallèle) - (p. 1033) : nécessité de garder une certaine qualité au corps de la magistrature - **Art. 10** (p. 1034) : s'oppose à l'amendement N° 164 de M. Jean Béranger (1. bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires et agents de l'Etat titulaires ; 2. bénéfice de ce recrutement pour les officiers et assimilés de l'armée active) - (p. 1035) : accepte l'amendement N° 27 de la commission (suppression des dispositions de cet article accordant le bénéfice du recrutement direct aux officiers ou assimilés de l'armée active) - Amendement N° 1 du gouvernement, identique aux amendements N° 29 de la commission, N° 64 de M. Félix Ciccolini et N° 93 de M.

Charles Lederman : nécessité d'un avis conforme de la commission d'intégration ; adopté - **Art. 13** (p. 1037) : amendement N° 2 du gouvernement : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'assemblée générale de la Cour de cassation ; adopté - (p. 1038) : à propos de la composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat, demande le rejet des amendements N° 66 de M. Félix Ciccolini et N° 172 de M. Charles Lederman - Demande également le rejet de l'amendement N° 30 de la commission (composition de la commission d'avancement et participation de personnalités dont un avocat) - Modalités de désignation des personnalités et caractère souverain des décisions de la Cour de cassation - **Art. 15** (p. 1039) : amendement N° 9 du gouvernement, identique aux amendements N° 33 de la commission, N° 68 de M. Félix Ciccolini et N° 98 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 16** (p. 1040) : amendement N° 10 du gouvernement, identique aux amendements N° 34 de la commission, N° 69 de M. Félix Ciccolini et N° 99 de M. Charles Lederman : durée du déroulement des mandats des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 17 :** s'oppose aux amendements identiques N° 70 de M. Félix Ciccolini et N° 100 de M. Charles Lederman (avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations à des emplois hors hiérarchie) - **Après l'art. 17** (p. 1041) : s'oppose à l'amendement N° 110 de M. Charles de Cuttoli (avertissement et possibilité de recours devant le conseil supérieur de la magistrature) - **Avant l'art. 18** (p. 1042) : s'oppose à l'amendement N° 149 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (abrogation des dispositions de cet article prévoyant la suspension d'un magistrat du siège après avis du conseil supérieur de la magistrature et sans saisine du conseil de discipline), et à l'amendement N° 179 de M. Charles Lederman (droit de suspension par le Garde des sceaux d'un magistrat du parquet) - (p. 1043) : au sujet des saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire, s'oppose aux amendements N° 150 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini et N° 180 de M. Charles Lederman - (p. 1044) : droit pour le conseil de discipline de se saisir de tout fait jusqu'à décision - (p. 1045) : s'oppose à l'amendement N° 151 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (nécessité du caractère contradictoire des auditions) - **Art. 18 :** amendement N° 11 du gouvernement identique aux amendements N° 35 de la commission, N° 71 de M. Félix Ciccolini et N° 101 de M. Charles Lederman : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19 :** amendement N° 12 du gouvernement, identique aux amendements N° 36 de la commission, N° 72 de M. Félix Ciccolini et N° 102 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 20** (p. 1046) : amendement N° 13 du gouvernement, identique aux amendements N° 37 de la commission, N° 73 de M. Félix Ciccolini et N° 112 de M. Charles Lederman : déroulement du mandat des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Avant l'art. 21 :** s'oppose à l'amendement N° 38 de la commission (suppression des dispositions de cet article relatives à « la retraite à date fixe » et l'exception faite aux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation) - (p. 1047) : vacances de postes et départs à la retraite - Extension de la retraite à date fixe à la cour de cassation ; l'obligation de faire de même pour le conseil d'Etat et la cour des comptes - **Art. 21 :** accepte l'amendement N° 46 de la commission (cas de retrait de l'honorariat accordé aux magistrats à la retraite) - **Après l'art. 21** (p. 1048) : accepte l'amendement N° 152 de M. Marcel Rudloff (principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau).

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 25** (p. 1072) : qualité du recrutement de l'Ecole nationale de la magistrature - Modalités et déroulement du concours exceptionnel ; collégialité du jury - **Art. 23** *(suite)* (p. 1073) : indique à nouveau l'opposition du Gouvernement aux amendements identiques N° 75 de M. Félix Ciccolini et N° 115 de M. Charles Lederman, précédemment réservés (limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire) - S'oppose à l'amendement N° 76 de M. Félix Ciccolini (limitation des possibilités d'intégration directe au niveau actuellement en vigueur) et aux amendements de M. Charles Lederman N° 183 (nombre des intégrations directes et nombre des places offertes aux concours de l'Ecole nationale de la magistrature) et N° 116 (réduction du quota fixé pour l'accès au deuxième groupe du deuxième grade) - **Après l'art. 10 et après l'art. 25** (p. 1074) : s'oppose à l'amendement N° 146 de M. Félix Ciccolini, précédemment réservé (bonifications d'ancienneté : extension à des auxiliaires de justice déjà intégrés) - S'oppose à l'amendement N° 187 de la commission (bonifications d'ancienneté : extension du nombre des bénéficiaires, mais limitation au seul classement indiciaire) ; oppose l'art. 40 de la Constitution à cet amendement - **Art. 27** (p. 1075) : s'oppose à l'amendement N° 121 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la prorogation des dispositions transitoires jusqu'en 1991) - S'oppose à l'amendement N° 122 de M. Charles Lederman (réduction de la durée de la prorogation) - **Avant l'art. 30 :** s'oppose à l'amendement N° 123 de M. Charles Lederman (recrutement temporaire de professeurs titulaires et maîtres de conférence agrégés des facultés de droit) - **Art. 30 :** s'oppose à l'amendement N° 124 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prorogeant jusqu'en 1991 les possibilités de recrutement temporaire) - (p. 1076) : s'oppose à l'amendement N° 125 de M. Charles Lederman (réduction de la durée de la prorogation) - Accepte l'amendement de coordination N° 189 de la commission (suppression de la mention des anciens officiers ou assimilés de l'armée active) - **Art. 31 :** s'oppose à l'amendement N° 184 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif au recrutement de magistrats contractuels) - **Art. 32** (p. 1077) : cumul des rémunérations - Désintéressement et bénévolat - Montant actuel du traitement d'un magistrat recruté à titre temporaire - S'oppose aux amendements identiques N° 44 de la commission et N° 185 de M. Charles Lederman (suppression de cet article qui vise à interdire le cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite) - S'oppose également à l'amendement N° 129 de M. Raymond Bourgine (possibilité de cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite, dans la limite du traitement d'activité) - **Art. 34** (p. 1078) : accepte l'amendement N° 45 de la commission (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 35 :** amendement rédactionnel N° 142 du gouvernement ; adopté - **Après l'art. 35 :** s'oppose à l'amendement N° 186 de M. Charles Lederman (limitation à trois ans de la durée d'effet des rétrogradations et déplacements d'office) - (p. 1079) : s'oppose à l'amendement N° 154 de M. Guy Petit (possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles) - Inégale répartition des suppléants de juges d'instance sur le territoire - Tâches administratives des juges d'instance - (p. 1080) : mise en place progressive des conciliateurs ; bénévolat - (p. 1081) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Félix Ciccolini, N° 157 (rôle de l'assemblée générale des cours d'appel pour la répartition des affaires entre les différentes chambres) et N° 158 (avis de l'assemblée générale de la cour d'appel préalable aux ordonnances du premier président de la cour portant mesures d'administration judiciaire) - S'oppose à l'amendement N° 160 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (procédure de désignation aux fonctions de juge d'instance) - (p. 1082) : accepte l'amendement N° 163 de M. Marcel Rudloff (possibilité pour les futurs avocats en cours de formation, de participer à des actes juridictionnels) - Rôle du président d'une juridiction pour autoriser les avocats stagiaires à assister aux délibérés - **Deuxième délibération** (p. 1083) : demande une deuxième délibération sur l'art. 2 : difficultés de gestion du corps judiciaire si les magistrats remplaçants pouvaient être nommés à d'autres fonctions après une seule année

d'activité - Problème posé par l'adoption de l'amendement N° 156 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades ; conditions de nomination aux fonctions de juge d'instruction et différences de traitement avec la nomination des juges d'instance, des juges des enfants et des juges d'application des peines - **Art. 2** (p. 1084) : amendement N° 190 du gouvernement : fixation à deux ans de la durée minimale d'exercice des fonctions de magistrat remplaçant ; adopté.

Deuxième lecture [n° **212 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1603) : respect par l'Assemblée nationale des dispositions votées par le Sénat - Qualités du portique magnétique installé à l'entrée des établissements pénitentiaires et visite des avocats - (p. 1604) : utilisation de ce portique pour les magistrats - Droit pour le juge ou le président de prendre des sanctions à l'encontre d'un avocat.

Art. 1er (p. 1605) : au sujet de la suppression de cet article concernant la composition du corps judiciaire, s'oppose aux amendements identiques N° 22 de M. Félix Ciccolini et N° 30 de M. Charles Lederman - (p. 1606) : en ce qui concerne l'exercice, par les magistrats remplaçants, des fonctions du niveau hiérarchique auquel ils appartiennent, s'oppose aux amendements identiques N° 1 de la commission des lois et N° 31 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (p. 1607) : à propos du maintien du magistrat remplaçant jusqu'au retour du magistrat remplacé, s'oppose à l'amendement N° 2 de la commission, identique à l'amendement N° 33 de M. Charles Lederman - (p. 1608) : décision du chef de cour de la catégorie concernée et changement d'un magistrat remplaçant - Respect du principe d'inamovibilité - Affectation à une formation collégiale ; urgence et transfert à un cabinet d'instruction - (p. 1609) : s'oppose à l'amendement N° 34 de M. Charles Lederman (magistrat remplaçant et nomination, même en surnombre, au tribunal de grande instance) - (p. 1610) : amendement N° 53 du Gouvernement : fixation d'un délai à l'exercice des fonctions du magistrat remplaçant ; nomination au tribunal de grande instance, même en surnombre ; adopté - **Art. 5** *bis :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 4 de la commission (délégation de magistrats du parquet à la cour de cassation et exercice des fonctions du ministère public) - **Art. 5** *ter* (p. 1611) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination N° 5 de la commission - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement N° 28 de M. Félix Ciccolini (proportion des auditeurs de justice nommés sur titre) - **Art. 13** *bis* (p. 1612) : s'oppose à l'amendement N° 9 de la commission (conditions d'ancienneté pour la nomination des magistrats aux fonctions de juge d'instruction) - **Art. 13** *ter* (p. 1613) : au sujet de la nomination du juge d'instruction dans les formes prévues pour la nomination des magistrats du siège s'oppose aux amendements identiques, N° 10 de la commission et N° 39 de M. Charles Lederman - **Art. 14** (p. 1614 et 1615) : à propos de la composition de la commission d'avancement, s'oppose à l'amendement N° 29 de M. Félix Ciccolini et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques N° 11 de la commission et N° 40 de M. Charles Lederman - **Art. 6** *(suite) :* accepte les amendements de coordination, précédemment réservés, et identiques N° 6 de la commission et N° 37 de M. Charles Lederman - **Art. 7** *(suite) :* accepte les amendements de coordination, précédemment réservés, et identiques N° 7 de la commission et N° 38 de M. Charles Lederman - **Art. 13** *(suite)* (p. 1616) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 8 de la commission, précédemment réservé (composition de la commission d'avancement en tant que commission d'intégration) - **Art. 15 :** accepte les amendements identiques de coordination N° 12 de la commission et N° 41 de M. Charles Lederman - **Art. 16** (p. 1617) : accepte les amendements de coordination identiques N° 13 de la commission et N° 42 de M. Charles Lederman - **Art. 17** *bis :* en ce qui concerne l'avertissement et le recours devant le Conseil supérieur de la magistrature, s'oppose aux amendements identiques N° 43 de M. Charles Lederman et N° 50 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine - **Art. 18** (p. 1618) : à propos de l'élection des membres de la commission de discipline du parquet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques N° 14 de la commission et N° 44 de M. Charles Lederman - **Art. 19 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de coordination N° 15 de la commission et N° 45 de M. Charles Lederman - **Art. 20 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de coordination N° 16 de la commission et N° 46 de M. Charles Lederman - **Art. 21** accepte l'amendement N° 17 de la commission (possibilité d'inscription des auditeurs de justice sur la liste des avocats stagiaires) - **Art. 24** (p. 1620) : au sujet du concours sur épreuves pour le recrutement exceptionnel de l'Ecole nationale de la magistrature, s'oppose aux amendements N° 25 de M. Félix Ciccolini et N° 47 de M. Charles Lederman - A propos de la durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la magistrature, s'oppose aux amendements N° 26 de M. Félix Ciccolini et N° 52 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine - (p. 1621) : s'oppose à l'amendement N° 51 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine (contrôle, à l'issue des stages rémunérés, de l'Ecole nationale de la magistrature) - S'oppose aux amendements identiques N° 18 de la commission et N° 48 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions de cet article prévoyant un concours exceptionnel réservé aux docteurs en droit) - **Art. 25** (p. 1622) : s'oppose à l'amendement N° 27 de M. Félix Ciccolini (importance du recrutement par concours exceptionnel) - A propos du nombre d'emplois crevés par le budget de l'année et des références pour les nominations faites par concours exceptionnel, amendement N° 54 du gouvernement ; devenu sans objet et s'oppose aux amendements N° 19 de la commission et N° 49 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 25** (p. 1623) : amendement N° 55 du gouvernement : application des règles régissant les fonctions d'auditeur de justice aux stagiaires de l'Ecole nationale de la magistrature ; adopté - **Art. 27** *bis :* accepte l'amendement rédactionnel N° 20 de la commission - **Art. 36** (p. 1624) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 21 de la commission (participation des avocats stagiaires aux activités des juridictions).

— **Déclaration du Gouvernement après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic** [n° **20 (80-81)**] - (8 octobre 1980) (p. 3785) : attentat contre la synagogue de la rue Copernic - (p. 3786) : témoignage de sympathie à l'égard de la communauté juive française - Terrorisme - Racisme - Violence - Nécessité pour tous les Français de faire preuve de résolution et de sang-froid - Détermination du gouvernement face aux signes de résurgence du nazisme - Projet de loi « Sécurité et liberté » - Police nationale - Unanimité de la nation dans la condamnation du terrorisme, de l'antisémitisme et du racisme - Unité nationale et solidarité.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (4 novembre 1980) - **Motions d'irrecevabilité** (p. 4360) : possibilité pour le Sénat de transformer le texte en discussion - Rôle du Conseil constitutionnel - Juge de l'application des peines et création par l'Assemblée Nationale d'une commission de l'application des peines ; rôle du garde des sceaux - Interprétation des textes pénaux et nouvelles incriminations adaptées à la société actuelle - Non atteinte aux droits syndicaux, en particulier au droit de grève : exemple de la SNCF - Notion d'intrusion dans un lieu de travail - Demande le rejet de la motion n° I-2 de M. Charles Lederman tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement - (p. 4363) : suppression de la procédure des flagrants délits au profit de la saisine directe - (p. 4364) : modifications apportées par l'Assemblée Nationale concernant les contrôles d'identité - Droit d'asile et libertés individuelles - Règle démocratique et principes républicains - Problème de l'indépendance des juges et limitation de leurs pouvoirs ; rôle du législateur dans ce domaine - Demande le rejet de la motion n° I-3 de M. Edgar Tailhades tendant à déclarer irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du

Règlement - **Discussion générale** (p. 4369) : texte en discussion et crise de société - Aggravation de l'insécurité : rôle du gouvernement et des élus locaux - Problème du sursis à répétition et des remises en liberté - Lenteur de la procédure pénale - Actes de violence et perte de crédibilité de la justice - Portée politique du projet « sécurité et liberté » - Réactions violentes suscitées par ce texte et consultation, pour son élaboration, des personnes compétentes : hauts-magistrats, avocats ; approbation du Conseil d'Etat - Sagesse du Sénat et améliorations du texte - Décision du Conseil constitutionnel concernant la loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires : principe fondamental de la sécurité et de la protection des personnes - Rôle du parlement dans l'élaboration de la loi - Approbation des principales options du projet par les cours d'appel consultées et par la chambre criminelle de la Cour de cassation - Conditions de l'examen au printemps de ce texte à l'Assemblée Nationale - Montée de la violence en France depuis la fin des années 60 - (p. 4370) : développement inquiétant de la grande criminalité ; phénomène mondial qu'il constitue : rapport du Ve congrès des Nations Unies - Conséquences sur les populations de la montée de la violence : fatalisme et contre-violence - Incohérence de la justice qui hésite entre le laxisme et une trop grande sévérité ; problème du décalage entre la peine prononcée et la peine effectivement purgée - Perte de crédibilité de la justice pénale en France et perte de sa force de dissuasion - Evolution de notre société et nécessité de créer de nouvelles incriminations pour remplacer les anciennes : archaïsme de la loi du 28 avril 1882 sur les vols commis par des domestiques - Nécessité de restaurer la certitude de la peine encourue : fixation plus précise des compétences des tribunaux ; révision de l'éventail des peines ; travaux de la commission de révision du code pénal - Problème de l'individualisation des peines et indépendance des magistrats - Limitation du sursis et restauration de sa double signification de menace et de promesse - (p. 4371) : peines prononcées et exécution de celles-ci - Politique pénitenciaire du gouvernement et individualisation des peines - Justice pénale française et lenteur des procédures : nécessité d'accélérer le délai d'instruction d'une affaire criminelle ; exemple des pays anglo-saxons - Augmentation du nombre des détentions provisoires et intérêt d'une sanction rapide - Réforme de la procédure correctionnelle et suppression du flagrant délit au profit de la saisine immédiate ; maintien de la citation directe et de l'inspection - Procédure criminelle : rapidité de l'instruction et respect des droits de la défense ; nécessité de décharger le juge d'instruction des cas sans problèmes : aide de la chambre d'accusation - (p. 4372) : texte en discussion et garantie des libertés : rôle du juge du siège : délivrance des mandats de dépôt ; internements psychiatriques ; détention des étrangers en état d'expulsion - Droit des personnes et vérifications d'identité - Augmentation des droits des victimes - Respect et renforcement des droits de la défense : mesures de contrôle judiciaire - Demande l'adoption par le Sénat du texte en discussion - Projet « sécurité et liberté » et possiblité laissée au parlement de légiférer en matière pénale - Justice pénale et fondement du contrat social - Respect des pouvoirs du juge et restitution à la loi de sa valeur de règle et de dissuasion - **Question préalable** (p. 4377) : non examen du texte par le Sénat et adoption en commission mixte paritaire du texte de l'Assemblée Nationale - Problème du recrutement des magistrats - Demande le rejet de la motion de M. Charles Lederman tendant à opposer la question préalable demandant au Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion.

Suite de la discussion (6 novembre 1980) (p. 4451) : luttes des travailleurs et conséquences du projet de loi « sécurité et liberté », évoquées par M. *Jacques Eberhard* - (p. 4459) : juridisme et confusion intellectuelle - Exposé des motifs du projet de loi - Montée de la violence - Sentiment d'insécurité des citoyens - Actes d'autodéfense - Sursis et permissions de sortir - Libération anticipées - Défense des magistrats - Certitude de l'application des peines - Compétence respective des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - Fixation des peines, et liberté laissée aux juges - Conditions d'octroi du sursis - Remises de peines - (p. 4460) : garantie de sept nouveaux droits - Procédure des flagrants délits - Contrôle judiciaire sur les internements dans les établissements psychiatriques - Détention des étrangers en voie d'expulsion - Tutelle pénale - Contrôles d'identité - Droits des victimes - Durée des détentions provisoires - Equilibre du projet - (p. 4461) : sa déclaration, parue dans *l'Express*, sur les prisons américaines, citée par M. *Michel Dreyfus-Schmidt* - (p. 4476) : allusions polémiques à plusieurs affaires récentes - Cas de l'affaire Delpey - (p. 4477) : procédure suivie dans l'affaire Delpey et inanité des critiques - Rôle de la cour de sûreté de l'Etat - Diffamation - Suspicion à l'égard des magistrats, du chef de l'Etat et du Gouvernement - Critiques émises par M. *Charles Lederman* à l'encontre des magistrats - Compétence et conscience professionnelle des magistrats - Indépendance et obligation de réserve - Correctionnalisation de certains crimes et prétendue méfiance à l'égard des magistrats, évoquée par M. *Félix Ciccolini* - Amélioration nécessaire de la loi - Solidarité du Gouvernement face à ce projet et refus de la dénomination « projet Peyrefitte », utilisée par M. *Michel Dreyfus-Schmidt* - (p. 4478) : allusions faites par plusieurs orateurs au régime de Vichy - Causes profondes de la délinquance et de la violence - Statistique du ministère de l'Intérieur, citées par MM. *Félix Ciccolini* et *Jean Mercier* - Progression des crimes et délits de grande violence - Circonstances préélectorales, évoquées par M. Franck Sérusclat - Sa déclaration parue dans *l'Express*, citée par MM. *Jean Mercier* et *Michel Dreyfus-Schmidt* : vengeance individuelle et sanction de la société - (p. 4479) : caractère dissuasif de la peine de mort - Peines de substitution - Trafic de stupéfiants - Répression et prévention et rapport du Comité d'études sur la violence, cité par M. *Marcel Debarge* - Concentration urbaine et violence - Recommandations du rapport - Correctionnalisation de certains crimes, critiquée par M. *Raymond Bourgine* - Utilisation de la police - Sécurité des biens et des personnes réclamée par des élus locaux de toutes formations politiques - (p. 4480) : police des chemins de fer et prétendue atteinte au droit de grève - Réduction des fourchettes de peine - Notion de menace et droit syndical, évoqués par M. *Jacques Eberhard* - Procédure pénale : flagrant délit et saisine directe - Inexactitude de la critique de M. *Félix Ciccolini* sur l'absence d'avocat lors de la comparution devant le Procureur de la République - Détentions provisoires - Programme de Blois et institution de l'*habeas corpus* (p. 4481) : propositions du rapport de la commission réunie sur l'*habeas corpus* - Accélération de la procédure - Détention provisoire - Relations entre la Chancellerie et les parquets - Décentralisation du ministère de la Justice - Tâches nouvelles confiées aux chambres d'accusation, évoquées par MM. *Marcel Rudloff* et *Michel Dreyfus-Schmidt* - Insuffisance des effectifs de magistrats, observée par MM. *Félix Ciccolini* et *Jean Francou* - Droits de la défence - Problème de l'indemnisation des victimes - Contrôles d'identité et prévention de la délinquance - (p. 4482) : rôle des contrôles de police dans la prévention et dans la répression des délinquants - Méfiance injustifiée des citoyens à l'égard des contrôles d'identité - (p. 4483) : procédure de flagrant délit et saisine directe - Recours à la procédure d'urgence - Nécessité de rapidité dans l'élaboration des lois pénales - Loi du 22novembre 1978 sur les permissions de sortir et le délai de sûreté - Souhait, exprimé par M. *Jean Mercier*, d'une renonciation au recours de la procédure de l'article 45 de la Constitution - (p. 4484) : renonciation au bénéfice de la procédure d'urgence, souhaitée par M. *Etienne Dailly* - Dialogue entre les deux assemblées et institution de la commission mixte paritaire.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4520) : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - Forte augmentation des infractions graves de violence à l'exception des homicides - Loi relative à l'architecture et article en résumant le sens et la portée - **Avant l'art. 7A** (p. 4521) : s'oppose à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention punis de

peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives) - Possibilité d'exclure des peines d'emprisonnement, même en l'absence de circonstances atténuantes - (p. 4524) : circonstances atténuantes et non obligation pour le juge de les expliciter - Adoption du système alternatif des peines et diminution de la valeur dissuasive et pédagogique de la loi pénale - **Art. 7A** (p. 4525) : s'oppose à l'amendement n° I-185 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article étendant la portée de l'incrimination d'association de malfaiteurs) - *Art. 265 du code pénal* (p. 4526) : demande le rejet de l'amendement n° I-8 de M. Félix Ciccolini (définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes) - (p. 4527) : Au sujet de la suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° I-9 de M. Félix Ciccolini et n° I-87 de la commission - Droit pénal français et absence de sanctions concernant l'intention - (p. 4528) : suppression de la notion d'actes préparatoires matériel et confiance envers les juges - (p. 4529) : sanction uniquement contre les intentions concrétisées dans des faits matériels - Accepte les amendements identiques, n° I-10 de M. Félix Ciccolini et n° I-88 de la commission (suppression des dispositions de cet article prévoyant l'incrimination d'une association de malfaiteurs ayant permis l'exécution ou la tentative d'exécution d'un crime) - *Art. 266 du code pénal* (p. 4530) : en ce qui concerne la détermination des peines pour constitution d'une association de malfaiteurs, accepte l'amendement n° I-89 de la commission et s'oppose à l'amendement n° I-11 de M. Félix Ciccolini - Accepte l'amendement n° I-90 de la commission (association de malfaiteurs et proxénétisme ; suppression de la référence à l'infraction relative à une fausse justification de ressources) - (p. 4532) : accepte les amendements identiques n° I-13 de M. Félix Ciccolini et n° I-91 de la commission (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au délit de « menace »), ainsi que l'amendement n° I-94 de la commission (incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au trafic de drogue) - Accepte également l'amendement rédactionnel n° I-205 de la commission - (p. 4533) : accepte l'amendement n° I-92 de la commission (incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols aggravés) et s'oppose à l'amendement n° I-14 de M. Félix Ciccolini (inscrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols avec circonstances aggravantes) - (p. 4534) : sur l'amendement rédactionnel n° I-95 de la commission, qu'il accepte, sous-amendement de forme n° I-203 du gouvernement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-16 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant la complicité à l'action d'une association de malfaiteurs) et accepte les amendements identiques n° I-96 de la commission et I-17 de M. Félix Ciccolini (complicité et aide volontaire à une association de malfaiteurs) - *Art. 268 du code pénal* (p. 4536) : demande le rejet des amendements de M. Félix Ciccolini n° I-18 (suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite) et n° I-168 (exemption de peine et dénonciation d'association de malfaiteurs ; suppression de la référence à l'identification des personnes en cause) - Sanction pénale pour ceux qui n'auraient pas dénoncé la préparation d'un crime - **Après l'art. 7-A** (p. 4538) : accepte l'amendement n° I-97 de la commission (aggravation des peines pour les auteurs de délits ayant recours à des tortures ou à des actes de barbarie) - **Avant l'art. 7** (p. 4540) : sentiment d'horreur que lui inspire la peine de mort - Insécurité et maintien de la peine de mort - S'oppose à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort) - **Art. 7** (p. 4544) : demande le rejet de l'amendement n° I-181 de M. Charles Lederman (suppression de cet article concernant les menaces faites aux personnes ou aux biens) - (p. 4546) : s'oppose aux amendements de M. Félix Ciccolini n° I-19 (assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole), n° I-20 (suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens), n° I-21 (répression des seules menaces d'atteinte grave aux personnes) et n° I-22 (répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition) - Accepte l'amendement n° I-98 de la commission (menaces, écrites ou verbales, contre les biens ou les personnes ; différenciation des peines) - Attaques répétées du journal *Le Monde* contre la justice ; lassitude des magistrats - Article 226 du code pénal ; cas d'insultes et de dénigrement à l'égard des juges et des juridictions ; caractère de délit de droit commun - Audience internationale du *Monde* et étrangeté de son comportement - **Art. 8** (p. 4549) : s'oppose à l'amendement n° I-23 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article concernant les menaces d'atteinte aux personnes ou aux biens constitutives de délit) - (p. 4550) : accepte l'amendement n° I-99 de la commission (sanction des menaces constitutives d'un délit dans le cas d'un ordre ou de l'exigence d'une condition ; non application de ces dispositions pour la personne participant au service public de la justice) et accepte l'amendement n° I-24 de M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions faisant référence à la menace par « quelque moyen que ce soit »).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 310 du code pénal* (p. 4572) : sur la lésion grave et définitive ou l'infirmité permanente, accepte l'amendement n° I-31, retiré par M. Félix Ciccolini et repris par M. Charles Lederman - (p. 4573) : délai d'examen du texte et travail en commission - (p. 4574) : accepte l'amendement de forme n° I-113 de la commission et rend hommage au travail du rapporteur - S'oppose à l'amendement n° I-114 de la commission (abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coup mortel) - (p. 4575) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° I-115 de commission, et retire le sous-amendement n° I-193 du gouvernement - **Art. 10** (p. 4578) : sur la protection pénale de l'enfance martyre, accepte l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefons, ou l'amendement n° I-116 de la commission, sous réserve, dans ce cas, de l'adoption du sous-amendement du gouvernement n° I-194 : renforcement de la pénalité prévue ; retiré - Circonstances aggravantes et circonstances d'habitude - Possibilité pour les associations de protection de l'enfance de se constituer partie civile - Rôle du parquet - Sévices à enfants et non dénonciation - (p. 4580) : violences légères et circonstances atténuantes) - (p. 4582) : sévices à enfants et torture - (p. 4584) : sur l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° I-207 de M. Paul Pillet (abaissement des pénalités pour non dénonciation de mauvais traitements à enfants) - (p. 4585) : peine de mort - **Après l'art. 10** (p. 4586) : s'oppose à l'amendement n° I-38 de M. Félix Ciccolini (menaces à témoin) - **Art. 10** *bis :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° I-39 de M. Félix Ciccolini et n° I-117 de la commission (suppression de cet article relatif à la violation de domicile) - **Art. 11** : s'oppose à l'amendement n° I-40 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article relatif au vol) - Archaïsme des dispositions actuelles ; exemple du vol commis par un domestique, un aubergiste ou un batelier - (p. 4587) : archaïsme de certaines dispositions du code pénal et conservatisme - (p. 4589) : sur l'abaissement des pénalités en cas de vol simple, s'oppose aux amendements identiques n° I-41 de M. Félix Ciccolini et n° I-118 de la commission - (p. 4590) : notion de minimum, évoquée par MM. *Marcel Rudloff et Michel Dreyfus-Schmidt* - (p. 4591) : accepte les amendements identiques n° I-42 de M. Félix Ciccolini et n° I-119 de la commission (suppression de la phrase relative à la récidive ou au vol d'un objet exposé à la libre prise du public) - *Art. 382 du code pénal :* accepte l'amendement n° I-120 de la commission (effraction extérieure ou intérieure) - (p. 4592) : s'oppose à l'amendement n° I-43 de M. Félix Ciccolini (suppression parmi les circonstances aggravantes de l'entrée par ruse) - (p. 4593) : entrée par ruse et escroquerie - S'oppose à l'amendement n° I-44 de M. Félix Ciccolini (locaux protégés) - (p. 4594) : amendement n° I-160 du gouvernement, identique aux amendements n° I-45 de M. Félix Ciccolini et n° I-165 de M. Paul Pillet : suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'utili-

sation d'une arme simulée ; adopté - Accepte l'amendement n° I-121 de la commission (circonstances aggravantes du vol et violences avec ou sans incapacité de travail) - (p. 4595) : sur les montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens, s'oppose aux amendements n° I-46 de M. Félix Ciccolini et n° I-122 de la commission - (p. 4596) : crimes, délits et contraventions ; compétence des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - (p. 4597) : accepte l'amendement rédactionnel n° I-123 de la commission - S'oppose à l'amendement n° I-47 de M. Félix Ciccolini (peines criminelles et compétence des cours d'assises pour les cas les plus graves de vol) ; s'oppose également à l'amendement n° I-124 de la commission (abaissement de 10 à 7 ans du maximum de l'emprisonnement pour les cas les plus graves de vol) - (p. 4598) : amendement n° I-195 du gouvernement : peines criminelles pour les vols avec trois ou quatre circonstances aggravantes ; adopté - *Art. 383 du code pénal :* sur le point de départ de l'interdiction des droits civiques, accepte l'amendement rédactionnel n° I-125 de la commission - *Art. 384 du code pénal* (p. 4599) : accepte l'amendement n° I-126 de la commission (arrêt de travail et incapacité totale de travail personnel) - Accepte les amendements identiques n° I-48 de M. Félix Ciccolini et n° I-127 de la commission (suppression de la notion de menace d'usage d'une arme par destination) - Amendement n° I-161 du gouvernement : peine criminelle pour le vol avec port d'arme ; adopté - Notion d'arme apparente cachée définie par la jurisprudence - Peine de mort - *Art. 385 du code pénal* (p. 4600) : s'oppose à l'amendement n° 1-49 de M. Félix Ciccolini (notion de bande organisée et répétition des vols).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** (p. 4617) : s'oppose à l'amendement n° I-50 de M. Félix Ciccolini (menace d'extorsion et suppression de la notion de renonciation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n°I-128 de la commission des lois (menace d'extorsion et modification du plancher des peines) - S'oppose à l'amendement n° I-51 de M. Félix Ciccolini (suppression de la notion de tentative d'extorsion) - (p. 4618) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de M. Félix Ciccolini (sanction des pratiques de justice privée ; cas des surveillants privés) - **Art. 12** *bis* (p. 4619) : S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-129 de la commission (suppression de l'article concernant les sanctions pour banqueroutes) - **Art. 13** - *Art. 434 du Code pénal* (p. 4621) : accepte l'amendement n° I-130 de la commission identique à l'amendement n° I-53 de M. Félix Ciccolini (destruction et détérioration des objets mobiliers ou immobiliers et non sanction des infractions légères) - (p. 4622) : amendement n° I-162 du gouvernement : sanctions visant les destructions ou détériorations commises par plusieurs personnes, à l'exception des destructions légères ; devenu sans objet - (p. 4624) : s'oppose à l'amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini (destruction ou détérioration commise par plusieurs personnes ; suppression des sanctions) - S'oppose aux amendements identiques n° I-55 de M. Félix Ciccolini et I-131 de la commission (destruction ou détérioration et suppression de la notion d'acte commis par plusieurs personnes) - Précisions sur la notion de détérioration légère : textes pénaux et appréciation des tribunaux ; suppression de textes anti-syndicaux : exemple de l'article 443 du Code pénal - (p. 4625) : texte déjà abrogé de l'article 443 du Code pénal - (p. 4626) : s'oppose à l'amendement n° I-132 de la commission (protection des témoins et de l'ensemble des personnes participant personnellement ou occasionnellement au service public de la justice) - *Art. 435 du Code pénal* (p. 4627) : accepte l'amendement n° I-133 de la commission (substitution de la notion d'objet mobilier ou bien immobilier à celle de bien quelconque ; réduction des sanctions pour les dommages bénins) et s'oppose à l'amendement n° I-174 de M. Félix Ciccolini (introduction de la notion d'intention de l'auteur de l'infraction) - **Art. 13** *(suite)* - *Art. 435 du Code pénal* (p. 4633) : s'oppose aux amendements n° I-134 de la commission (destruction ou dégradation volontaire par substances explosives et limitation de l'aggravation des peines) et n° I-59 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de la notion de co-auteur et de complice) - Accepte l'amendement de coordination n° I-135 de la commission - *Art. 435-1 du code pénal* (p. 4634) : amendement de forme n° I-196 du gouvernement ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° I-136 de la commission - *Art. 437 du Code pénal :* accepte l'amendement de coordination n° I-137 de la commission - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4645) : accepte les amendements n° I-63 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des mots « ou envahi », s'agissant des voies ferrées) et n° I-86, précédemment réservé, de la commission (peines pour dommages volontaires aux biens destinés à l'utilisation publique ; augmentation du montant des amendes) - S'oppose aux amendements n° I-64 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus Schmidt (suppression de l'incrimination de la destruction, l'endommagement ou l'envahissement des « équipements, matériels ou appareils ainsi que les lignes de transport ou de distribution d'énergie ») et n° I-146 de la commission (suppression des dispositions de cet article relatives aux destructions et dommages aux voies et installations) - (p. 4646) : demande le rejet de l'amendement n° I-65 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus Schmidt (suppression des dispositions de cet article concernant les entraves à la circulation des trains) et accepte les amendements de la commission n° I-147 d'harmonisation et n° I-149 (application des règles de droit commun à la récidive correctionnelle), ainsi que l'amendement n° I-188 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article relatives à l'incrimination des tentatives d'entrave à la circulation des trains) - **Art. 9** *(suite)* (p. 4649) : s'oppose aux amendements identiques, précédemment réservés, n° I-107 de la commission et n° I-28 de M. Félix Ciccolini soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article introduisant la notion de circonstance aggravante en cas de commission des voies de fait ou des violences par plusieurs personnes) - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-179 de M. Charles Lederman (suppression de cet article élargissant les cas de récidive en matière correctionnelle) - (p. 4652) : s'oppose aux amendements I-71 de la commission (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature) et I-4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article concernant l'élargissement des cas de récidive en matière correctionnelle) - Accepte les amendements n° I-190 de M. Etienne Dailly (suppression des menaces du champ de la récidive) et n° I-155 de M. Marcel Rudloff (suppression des dispositions de cet article relatives au chantage) - (p. 4655) : sur l'amendement n° I-71, s'oppose au sous-amendement n° I-208 de M. Jacques Eberhard (suppression des délits de menace des cas de récidive).

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4631) : s'en remet à la sagesse du Sénat quant à l'éventualité de la réunion de la Haute Assemblée le dimanche 16 novembre 1980.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] **Suite de la discussion** (14 novembre 1980) - **Art. 5** (p. 4674) : s'oppose à l'amendement n° I-5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant les délits et peines planchers incompressibles et les circonstances atténuantes et aggravantes) - *Art. 463-1 du code pénal* (p. 4675) : s'oppose à l'amendement n° II-72 de la commission des lois (délits et principe des peines planchers ; distinction entre les déliquants primaires et les autres), sur cet amendement, sous-amendement N° I-199 du Gouvernement : application du système des peines planchers aux délits de violence graves : retiré - Jeunes toxicomanes et adaptation de la répression - (p. 4677) : drogue et choix par le parquet de la méthode thérapeutique — *Art. 463-2 du code pénal* (p. 4678) : accepte l'amendement n° I-73 de la commission (infractions graves commises par les détenus en permission et aggravation des sanctions) - *Art. 463-3 du code pénal* (p. 4679) : accepte l'amendement n° I-74 de la commission (infractions commises par les détenus en permission :

absence d'effet cumulatif entre le système d'aggravation des peines et les règles de la récidive) - **Art. 5** *bis* (p. 4680) : demande le rejet de l'amendement n° I-6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution) - (p. 4681) : au sujet de la gravité des infractions et du système des peines de substitution ; amendement n° I-200 du Gouvernement ; devenu sans objet, et s'oppose à l'amendement n° I-75 de la commission - **Art. 5** *ter* (p. 4683) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-76 de la commission (suppression de cet article prévoyant le cas d'octroi d'une dispense de peine ou d'un ajournement du prononcé de celle-ci) - **Avant l'art. 6 :** amendement n° I-202 du Gouvernement : non révocation du sursis pour une condamnation à une amende ; adopté - Accepte l'amendement n° I-78 de la commission (possibilité d'une révocation partielle ou totale d'un sursis) - (p. 4684) : accepte l'amendement n° I-79 de la commission (condamnation à une amende ferme et non révocation d'un sursis avec mise à l'épreuve) - **Art. 6 :** demande le rejet de l'amendement n° I-7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis) - *Art. 747-1 du code de procédure pénale* (p. 4686) : accepte l'amendement n° I-80 de la commission (cas d'octroi du sursis et détermination des infractions de violence concernées) - (p. 4687) : accepte l'amendement n° I-158 de M. Marcel Rudloff (octroi du sursis et chantage avec violence) - *Art. 747-2 du code de procédure pénale :* dénaturation de la notion de sursis - (p. 4688) : maintien du système du sursis de droit commun pour les infractions « banales » - S'oppose à l'amendement n° I-81 de la commission (conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge) - (p. 4690) : cas de refus de sursis simple ; existence du sursis avec mise à l'épreuve - (p. 4691) : caractère artificiel de la campagne de critiques contre le projet de loi. Obligation de réserve des magistrats - Cite des extraits des réponses des chefs de cours et des chefs de juridictions à l'enquête faite sur le projet de loi - (p. 4692) : consultation des conclusions de l'enquête faite auprès du pouvoir judiciaire ; nécessité de ne pas en divulguer le contenu - (p. 4693) : sur l'amendement n° I-81 de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-209 de M. François Collet (non prononcé du sursis simple pour condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à 1 mois) - *Art. 747-3 du code de procédure pénale* (p. 4695) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-82 de la commission (condamnation à une courte peine d'emprisonnement et bénéfice éventuel du sursis avec mise à l'épreuve) - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* (p. 4696) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de la commission (suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis) - **Après l'art. 6** (p. 4697) : s'oppose à l'amendement n° I-167 de Mme Cécile Goldet (extension aux contraventions de la 5e classe de la règle du non-cumul applicable aux crimes et délits) - (p. 4698) : s'oppose à l'amendement n° I-175 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis) - Possibilité pour le juge de moduler les peines prévues par le code forestier - (p. 4700) : accepte l'amendement n° I-191 de M. Etienne Dailly (condamnation antérieure à des peines d'emprisonnement et non octroi du sursis avec mise à l'épreuve) - **Après l'art. 17 :** accepte l'amendement n° I-150 de la commission : (échelle des peines pour violences graves faites aux juges, magistrats, et personnes particulièrement vulnérables) et l'amendement n° I-176 de MM. Roland du Luart et Michel d'Aillières, soutenu par M. Marcel Rudloff (prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sous la menace d'une arme) - (p. 4701) : s'oppose à l'amendement n° I-177 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly (caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse) - (p. 4702) : au sujet de l'abolition de la loi anti-casseurs, s'oppose aux amendements n° I-183 de M. Charles Lederman et I-37 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 19** (p. 4710) : accepte l'amendement n° I-152 de la commission (permissions de sortir et libérations conditionnelles ; mécanismes de décision de la commission de l'application des peines) - Sur cet amendement, sous-amendement n° I-197 du Gouvernement : conciliation des mesures de permissions et de libérations conditionnelles avec celles concernant les périodes de sûreté ; adopté - (p. 4711) : exécution des peines et caractère exécutif de ce pouvoir - **Art. 20** (p. 4717) : accepte l'amendement I-154 de la commission (permissions de sortir et décisions du juge de l'application des peines ; interventions de la commission de l'application des peines pour certaines infractions) ; sur cet amendement, sous-amendement de coordination n° I-198 du Gouvernement ; adopté - Indignation de la conscience collective devant les crimes commis par des détenus permissionnaires. Caractère administratif des décisions du juge de l'application des peines ; décisions du Conseil constitutionnel - (p. 4718) : loi de novembre 1978 sur les permissions de sortir et diminution des infractions - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-189 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir) - **Après l'art. 20 :** demande le rejet de l'amendement n° I-173 de M. Jean Geoffroy (libérations conditionnelles et pouvoir du juge de l'application des peines) - **Avant l'art. 21** (p. 4725) : accepte l'amendement n° II-173 de M. Marcel Rudloff (pouvoir du procureur de la République de demander des enquêtes de personnalité).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 21** (p. 4738) : accepte l'amendement n° II-146 de M. Etienne Dailly (prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours) - Lutte contre le trafic de stupéfiants - (p. 4739) : augmentation du nombre des infractions de grande violence - Procédure britannique de l'habeas corpus - **Art. 27** : s'oppose à l'amendement n° II-128 de M. Edgar Tailhades (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation de statuer dans un délai de deux mois) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° II-202 de la commission (fixation de ce délai à trois mois) - **Art. 28** (p. 4746) : s'oppose à l'amendement n° II-63 de la commission (suppression de cet article interdisant la publication par les médias de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale avant leur déposition, sauf accord écrit de leur part) - Amendement n° II-195 du Gouvernement : interdiction de la publication du prénom et du domicile du témoin ; devenu sans objet - **Art. 28** *bis* (p. 4748) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-11 (interdiction facultative, et non automatique, de l'emploi à l'audience de tout appareil permettant d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image) et n° II-12 (suppression de l'obligation de recueillir le consentement des personnes dont l'image serait fixée ou transmise) - Accepte les amendements de la commission n° II-66 (assouplissement des conditions d'autorisation des prises de vues) et n° II-64 (réduction du montant maximum de l'amende en cas d'infraction) - **Art. 29** (p. 4750) : s'oppose à l'amendement n° II-13 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (maintien des articles 71 à 71-3 du code de procédure pénale dans une nouvelle rédaction relative au délit flagrant) - Saisine directe - Inconvénients de l'actuelle procédure des flagrants délits. Exemple britannique de l'habeas corpus - Proposition de loi Defferre - **Art. 32** - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4760) : amendement n° II-162 du Gouvernement : conditions d'utilisation de la saisine directe ; retiré - (p. 4760, 4761) : sur l'amendement n° II-71 de la commission (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement), sous-amendement n°II-163 du Gouvernement : peine prévue, et non peine encourue ; adopté - (p. 4762) : flagrant délit et saisine directe - Récidive - Casier judiciaire - Refus du plafond de cinq ans proposé par la commission - (p. 4765) : cas

d'utilisation de la procédure de saisine directe - Protection des libertés - Délivrance du mandat de dépôt par un juge du siège - (p. 4766) : s'oppose à l'amendement n° II-24 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Smidt (possibilité pour le prévenu étranger de demander l'assistance d'un médecin et d'un interprète) - *Art. 397-4 du code de procédure pénale* (p. 4778) : sur l'amendement n° II-82 de la commission (contrôle judiciaire ou détention provisoire et décision de mise en liberté), sous-amendements du Gouvernement n° II-167 et n° II-168 : allongement des délais de décision du tribunal et de la cour d'appel en cas de demande de mise en liberté ; retirés - *Art. 397-5 du code de procédure pénale* (p. 4780) : accepte les amendements de la commission n° II-83 (jugement au fond) et n° II-84 (mise en liberté d'office) - **Art. 30** *(suite)* : accepte l'amendement rédactionnel n° II-67, précédemment réservé, de la commission - **Art. 33** (p. 4781) : accepte l'amendement n° II-85 de la commission,de rectification d'une erreur matérielle - **Avant l'art. 36** (p. 4784) demande le retrait de l'amendement n° II-115 de M. Marcel Rudloff (suppression des tâches de remplacement des magistrats affectés à la chambre d'accusation) - (p. 4785) : demande la réserve de l'amendement n° II-147 de M. Etienne Dailly (pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Après l'article 37** *bis* (p. 4793) : accepte l'amendement N° II-100 de la commission des lois (suppression de cet article attribuant compétence au premier président pour répartir les affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel) et s'oppose à l'amendement N° II-51 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel selon des critères territoriaux définis par l'assemblée générale de la cour d'appel) - **Art. 38 A** (p. 4794) : accepte l'amendement de forme N° II-101 de la commission - **Art. 38 C** : s'oppose à l'amendement N° II-52 de M. Edgar Tailhades,soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (recrutement des jurés d'assises et condition d'âge ramenée à 18 ans) - **Art. 38 D** : accepte l'amendement rédactionnel N° II-102 de la commission - **Art. 38 F** (p. 4795) : accepte l'amendement N° II-103 de la commission (augmentation de l'effectif des listes de jurés suppléants des cours d'assises) - **Art. 38** : demande le retrait de l'amendement N° II-104 de la commission (suppression de cet article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non communication à l'accusé du domicile des jurés) - Protection des jurés - Droit de récusation - (p. 4796) : sentiment d'insécurité des jurés et demande de la non communication de leur nom et adresse ;problème psychologique et nécessité de rassurer les jurés - Adresse des jurés communiquée aux avocats - **Art. 39** (p. 4798) : s'oppose aux amendements N° II-123 de MM. Louis Virapoullé et Paul Pillet (enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises) et N° II-53 de M. Edgar Tailhades (obligation d'enregistrement sonore des débats d'assises sous le contrôle du président de cette juridiction) - Accepte l'amendement N° II-105 de la commission (enregistrement sonore des débats d'assises et non prescription à peine de nullité) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° II-204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt repris par la commission (extension de l'utilisation de l'enregistrement sonore des débats d'assises aux besoins de la cour d'assises elle-même) - (p. 4799) : qualité du travail des greffiers mais impossibilité matérielle de prendre la totalité des débats - Nécessité de constituer des archives des procès d'assises - (p. 4800) : approuve l'enregistrement intégral des débats d'assises - Nécessité d'une application technique souple et progressive - Possibilités matérielles d'enregistrement données par circulaire - **Avant l'article 41** (p. 4801) : s'oppose à l'amendement N° II-179 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal) (p. 4802) : accepte l'amendement N° II-185 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (délit d'audience commis par l'avocat et poursuites devant le conseil de l'ordre sous le contrôle de la cour d'appel) - **Art. 42** (p. 4803) : s'oppose à l'amendement N° II-54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (répression des illégalités reprochées à un magistrat, un maire ou un adjoint, après constatation par la juridiction saisie des faits d'origine et suppression de l'extension de ces dispositions aux officiers de police judiciaire) - **Après l'article 44** (p. 4803) : s'oppose à l'amendement N° II-132 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de l'interdiction de séjour) - **Art. 45** (p. 4804) : s'oppose à l'amendement N° II-133 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article complétant les dispositions relatives à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières) - Accepte l'amendement N° II-106 de la commission (forme du recours en cassation contre l'ordonnance du juge autorisant la prolongation de la détention ou du maintien des étrangers en instance d'expulsion) sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° II-169 du gouvernement à cet amendement : décision sur le recours en cassation prise par le président de la chambre criminelle ou son délégué mais pas par la formation collégiale ; recours en cassation non suspensif ; adopté - Accepte l'amendement N° II-107 de la commission (limitation en tout état de cause à sept jours de la durée de la détention ou du maintien administratif des étrangers expulsés ou refoulés aux frontières françaises) - **Après l'article 45** (p. 4806) : s'oppose à l'amendement N° II-55 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : (expulsion et refoulement des étrangers ;contrôle judiciaire) - Accepte l'amendement de coordination N° II-108de la commission - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-171 du gouvernement : formation du recours en cassation devant le président de la chambre criminelle ou le magistrat délégué par lui ; adopté - (p. 4807) : s'oppose à l'amendement N° II-190 de M. Henri Caillavet soutenu par M. Jean Mercier (décret d'extradition et caractère suspensif du recours en Conseil d'Etat) - (p. 4809) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de MM. François Collet et Jean Chérioux N° II-191 (périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux), N° II-192 (statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) et N° II-193 (sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre) - **Après l'article 47** (p. 4810) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (décision du président du tribunal de grande instance et droit de sortie des établissements de soins accordé aux malades mentaux) - Chambre d'accusation : rôle et mission de son président ; information ; examen des procédures n'ayant pas abouti au bout d'un an - **Avant l'article 36** *(suite)* : amendement N° II-206 du gouvernement, précédemment réservé : rôle du président de la chambre d'accusation dans les cours d'appel comptant moins de trois chambres ; adopté - (p. 4812) : amendement N° II-207 du gouvernement, précédemment réservé : contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation ; adopté - (p. 4815) : consensus au Sénat sur l'aide à apporter au juge d'instruction - Opposition des chefs de cours au texte de l'Assemblée Nationale : système impraticable, ralentissement et complications dus à la succession des délais - Levée de la tutelle du juge d'instruction - Nécessité de concrétiser le système actuel de contrôle du président de la chambre d'accusation sur les cabinets d'instruction - **Art. 36** (p. 4817) : s'oppose à l'amendement N° II-43 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article tendant à modifier la procédure d'instruction criminelle ; compétence et pouvoirs du juge d'instruction et de la chambre d'accusation ; possibilités et délais de recours) - Amendement N° II-208 du gouvernement : procédure criminelle et délais à l'expiration desquels celle-ci est transférée par son président à la chambre d'accusation ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du

Sénat pour le sous-amendement de la commission N° II-210 (possibilité pour les trois parties de requérir la transmission du dossier à la chambre d'accusation) et accepte le sous-amendement de la commission N° II-211 (suppression des mots « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ») - (p. 4818) : sur ce même amendement N° II-208, accepte le sous-amendement rédactionnel N° II-212 de M. Louis Virapoullé - Accepte l'amendement N° II-90 de la commission (saisine de la chambre d'accusation et nécessité d'un « arrêt spécialement motivé d'après les éléments de l'espèce ») - Amendement N° II-209 du gouvernement : dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation ; possibilité de renvoi du dossier de la procédure soit au juge précédemment saisi, soit à tout autre ; adopté - (p. 4819) : s'oppose à l'amendement N° II-119 de M. Marcel Rudloff soutenu par M. Paul Pillet (dessaisissement du juge d'instruction et inopportunité du saisissement du dossier par la chambre d'accusation) - (p. 4820) : accepte l'amendement N° II-92 de la commission (détention provisoire et contrôle judiciaire et continuité de la compétence du juge d'instruction) - Demande le rejet de l'amendement N° II-47 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article limitant les cas de pourvoi devant la cour de cassation des arrêts de la chambre d'accusation) - (p. 4821) : accepte l'amendement N° II-95 de la commission : (« recours » devant la chambre d'accusation) - Accepte les amendements rédactionnels de la commission N° II-152 et N° II-153 - Accepte l'amendement de coordination N° II-154 de la commission - Accepte l'amendement N° II-96 de la commission (suppression du texte présenté pour l'article 196-7 du code de procédure pénale concernant les modalités de la poursuite de l'information par le juge d'instruction) - **Après l'article 36** : accepte l'amendement N° II-157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de faire appel de l'ordonnance statuant sur la restitution des objets saisis) - (p. 4822) : s'oppose à l'amendement N° II-121 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (composition de la chambre d'accusation) - (p. 4823) : s'oppose à l'amendement N° II-48 de M. Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier) - S'oppose à l'amendement N° II-150 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin (audiences publiques dans les chambres d'accusation) - (p. 4824) : nécessité de limiter au maximum les transferts de détenus - S'oppose à l'amendement N° II-98 de la commission (déroulement des débats devant la chambre d'accusation) - S'oppose à l'amendement N° II-151 de MM. Henri Goetschy et Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non récidiviste) - (p. 4825) : s'oppose à l'amendement N° II-50 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (détention provisoire des mineurs et nécessité d'une périodicité plus grande des rapports les concernant) - **Art. 37** : accepte l'amendement N° II-99 de la commission (délai de mise en accusation) - **Après l'article 37** (p. 4827) : accepte l'amendement N° II-149 de M.Etienne Dailly (pourvois formés contre les arrêts de mise en accusation et délais dans lesquels doit statuer la chambre criminelle de la cour de cassation) - **Après l'article 47** (p. 4828) : demande le rejet de l'amendement N° II-134 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route) - **Art. 47** *bis* (p. 4830) : s'oppose aux amendements identiques N° II-57 de M. Jean Geoffroy, N° II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et N° II-181 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité) - (p. 4831) :contrôles d'identité et prévention de la délinquance et de la criminalité - **Art. 47** *ter* (p. 4835) : s'oppose à l'amendement N° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de 48 h pour se présenter devant l'officier de police judiciaire).

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4852) : accepte l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé) - Sur cet amendement, sous-amendements du gouvernement N° II-213 : contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public ; adopté, N° II-197 : contrôle d'identité et pouvoir de l'agent de police judiciaire adjoint ; adopté, N° II-172 : droit de l'intéressé d'en référer au procureur de la République et possibilité de poursuivre ou de mettre fin à la rétention pour contrôle d'identité ; rejeté - S'oppose à l'amendement N° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de quarante-huit heures pour se présenter devant un officier de police judiciaire) - Caractère inséparable des notions de contrôle judiciaire et d'atteinte à l'ordre public - (p. 4853) : définition par la jurisprudence et la loi de la notion d'ordre public - Arrêt Friedel et absence du pouvoir de police administratif de rétention pour contrôle d'identité ; demande au Sénat de donner une base légale à ce droit de rétention - (p. 4854) : choix à faire entre deux garanties alternatives : durée maximale de la rétention ou droit d'en référer au procureur de la République - (p. 4856) : différence de nature entre le contrôle et la vérification d'identité - Respect de l'article 66 de la constitution - (p. 4861) : sur l'amendement N° II-110 de la commission, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel, Dreyfus-Schmidt N° II-174 (limitation à trois heures de la détention accordée à l'officier de police judiciaire pour vérification d'identité) et N° II-175 (droit de prévenir sa famille ou son avocat et à l'assistance d'un médecin et d'un interprète) - (p. 4862) : sur ce même amendement s'oppose au sous-amendement N° II-176 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit de l'intéressé à comparaître devant le magistrat compétent) - **Après l'article 47** *ter* (p. 4864) : sur l'amendement N° II-111 de la commission (modalités de présentation du procès-verbal de contrôle d'identité et rôle du procureur de la République, interdiction d'une mise en mémoire sur fichier informatisé) sous-amendement N° II-198 du gouvernement : précisions sur le jour et l'heure de la fin de la mesure de rétention ; adopté - (p. 4865) : détenus « en cavale » et absence d'un délit de fuite - **Art. 47** *quater* (p. 4866) : s'oppose aux amendements identiques N° II-60 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, N° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-183 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité) - Amendement N° II-199 du gouvernement ; refus de se prêter aux opérations de contrôle d'identité et suppression de la qualification de délit ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-158de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Paul Pillet (suppression des dispositions des articles faisant référence à la tentative d'empêcher un contrôle d'identité) - Amendement de coordination N° II-200 du gouvernement ; adopté - **Art. 47** *quinquies* (p. 4867) : s'oppose aux amendements identiques N° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, N° II-138 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-184 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité) - (p. 4868) : accepte l'amendement de coordination N° II-203 de la commission - **Après l'article 47** *sexies* (p. 4869) : s'oppose aux amendements de M. Henri Caillavet N° II-186 (montant des condamnations pécuniaires et durée de la contrainte par corps) ; N° II-187 (extinction de la dette-caution et fin de la contrainte par corps) ; N° II-188 (contrainte par corps et possibilité d'une mesure de mise en liberté provisoire) et N° II-189 (fixation par le président du tribunal de la caution libératoire d'une contrainte par corps) - (p. 4872) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-38 de la commission (garde à vue et surveillance médicale des personnes retenues) - **Après l'article 61**

(p. 4886) : s'oppose à l'amendement N° II-32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit au concours d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue) - (p. 4887) : accepte l'amendement N° III-15 de la commission (application de la loi et principe de non-rétroactivité) - Sur cet amendement, sous-amendement N° III-37 du gouvernement : 1° application de la loi et date du caractère définitif des condamnations ; rejeté - 2° application des dispositions concernant la police des chemins de fer ; adopté - 3° modification de coordination ; adopté - (p. 4888) : non-rétroactivité des lois pénales et jurisprudence constante de la cour de cassation - **Sur l'ensemble** (p. 4892) : article 226 du code pénal et absence d'attaque à la liberté de la presse - Nécessité de défendre le corps judiciaire - (p. 4897) : qualité du débat devant le Sénat.

— **Dépôt du rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés** - (4 décembre 1980) (p. 5744) : incidence de l'informatique sur l'évolution de notre société et création de la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) (p. 5768) : écoutes téléphoniques judiciaires ordonnées par le juge d'instruction - Ecoutes téléphoniques décidées en matière de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat - Utilisation de l'article 226 du code pénal contre le journal « Le Monde » ; limites à la liberté de la presse et protection de la justice ; cite le cas du « contempt of court » anglais - (p. 5769) : utilisation régulière mais modérée de l'article 226 du code pénal ; historique de son élaboration, affaire Dominici et attaque contre la justice : préparation d'un projet de loi à la demande du président Robert Schuman et du président de l'Union fédérale des magistrats - Atteinte à l'autorité et à l'indépendance de la justice ; impossibilité d'application de la loi de 1881 : diffamation et prescription au bout de trois mois - Plainte contre le journal « Le Monde » et impossibilité d'abandonner la poursuite une fois l'action publique en mouvement - Affaire Delpey ; relations privilégiées avec la Libye - (p. 5770) : documents sous scellés ; rupture des scellés devant des personnes assermentées - Affaire Delpey et respect des procédures régulières - Liberté et démocratie ; pouvoirs du juge - Doublement en quatre ans du budget de la justice - Renforcement de l'armature matérielle et morale - Importance des créations d'emplois - Montant des dotations d'équipement et du crédit du fonctionnement - (p. 5771) : explosion du contentieux judiciaire ; réforme des greffes et du statut de la magistrature ; recrutements parallèles et pyramide des âges - Concours exceptionnels et campagne de publicité faite par le ministère - Généralisation de l'institution des conciliateurs et conditions de nomination ; problème des juges de paix et revitalisation de l'institution des juges suppléants - (p. 5772) : code de l'organisation judiciaire et pouvoirs judiciaires en matière civile accordés aux suppléants des juges d'instance - Remplacement des magistrats - Expérience des assistants de justice - Participation de l'Etat à la formation des avocats ; dotation aux centres de formation et rémunération des stagiaires - Amélioration des avocats commis d'office - Remise à niveau des indemnités de greffier ; indemnités de copies de pièces pénales - Aide judiciaire et réformes de la profession d'avocat - Développement et généralisation de l'informatique de gestion et allègement des tâches de juridiction ; mise en service du casier judiciaire national de Nantes ; liaison des cours d'appel avec le centre d'information juridique de la Cour de cassation - Transfert des charges de justice des collectivités locales à l'Etat ; création d'une cellule de gestion dans chaque cour d'appel - Institutions pénitentiaires ; création de postes techniques et socio-éducatifs - Formation professionnelle et continue du personnel pénitentiaire - Création d'une école d'administration pénitentiaire à Metz - Administration pénitentiaire et réalisation du programme décennal d'équipement - (p. 5773) : utilisation de la détention provisoire ; comparaison avec la Grande-Bretagne - Programme de construction et de rénovation de maisons d'arrêt - Etablissement pénitentiaire de Saint-Martin-de-Crau ; rapport avec sa population - Délinquance juvénile et budget de l'éducation surveillé ; conclusions du comité d'étude sur la violence - Créations d'emplois et mise en service de centres d'orientation éducative - Prise en charge en milieu ouvert et amélioration de la mobilité du personnel éducatif - - Augmentation des autorisations de programme et ouverture d'un nouveau centre d'orientation et d'action éducative en Ile de France - (p. 5774) : délinquance juvénile et caractère exceptionnel des crimes.

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5776) : remplacement de la guillotine mais conclusion défavorable de la commission d'experts nommée il y deux ans - Injection de substances toxiques et rôle du corps médical - Exécution par fusillade et refus de l'armée et de la gendarmerie de se prêter à cet acte - Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 206 de M. Francis Palmero (réduction indicative des crédits du titre III relatifs à l'exercice des exécutions capitales) - (p. 5777) : au sujet de la suppression des crédits du titre III relatifs aux exécution capitales, s'oppose aux amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman - (p. 5780) : demande le rejet de l'amendement n° 263 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant l'organisation de concours exceptionnels pour le recrutement des magistrats) - (p. 5781) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant la cour de sûreté de l'Etat) - (p. 5783) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Charles Lederman (réduction indicative des crédits du titre III concernant les vacations allouées aux conseillers prud'hommes) - (p. 5784) : demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Etienne Dailly (réduction indicative des crédits du titre III concernant le fonctionnement de la Cour de cassation) - Création de postes à la Cour de cassation ; promesse d'une dotation supplémentaire - **Art. 46** (p. 5785) : Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 266 de M. Charles Lederman (hausse des plafonds de ressources des bénéficiaires de l'aide judiciaire totale et partielle).

Légion d'honneur et ordre de la libération (4 décembre 1980) (p. 5752) : importance de la progression des crédits ; cas des dépenses d'équipement et rénovation des maisons d'éducation - Entretien du Musée national de la Légion d'honneur et du bâtiment de la grande chancellerie - Anciens combattants de 1914-1918 et accroissement du contingent exceptionnel de croix de chevalier de la Légion d'honneur ; reconnaissance de la qualité des services rendus - Possibilité d'abandon aux sociétés d'entraide du traitement attaché aux décorations des légionnaires et de médaillés militaires - (p. 5753) : demande l'adoption de ce budget - Importance des crédits du budget de l'ordre de la libération - Remise en état des locaux de l'Ordre ; entretien du musée

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6498) : travail exceptionnel accompli par le Parlement sur ce projet - Absence de précipitation du gouvernement - Nombre des amendements examinés - Rôle de la commission des lois du Sénat - Accord intervenu lors de la réunion de la commission mixte paritaire - Campagne de dénigrement contre le gouvernement et vote des Français - Insécurité des banlieues, soulignée par M. Pierre Juquin, député - Caractère équilibré de ce texte - Sursis, récidive et peines plancher - Définition des incriminations - Exécution des peines - Absence de répression, mais nécessité de la sanction - (p. 6499) : procédure de saisine directe - Rôle du juge d'instruction et de la chambre d'accusation - Dispositions relatives aux contrôles d'identité - Consensus obtenu par une concertation exemplaire - Esprit de conciliation du gouvernement - Modifications jugées nécessaires par le gouvernement au texte élaboré par la CMP - Appel à la résistance et à la désobéissance à la loi, lancé par un orateur.

Art. 21 B (p. 6505) : amendement n° 1 du gouvernement : durée et conditions de la prolongation de la garde à vue ; adopté avec l'ensemble du projet - Prolongation de deux à trois jours ; intervention d'un magistrat du Parquet - Texte de compromis - **Art. 32** (p. 6508) : amendement n° 2 du gouvernement : procédure de la saisine directe et possibilité pour le tribunal de décerner mandat de dépôt ; adopté avec l'ensemble du projet.

PIC (Maurice), sénateur de la Drôme (S).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187** (**78-79**)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1174) : transfert des bourses aux départements ; le cas du transfert des crédits d'entretien de la voirie nationale secondaire.

PILLET (Paul), sénateur de la Loire (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **104**, 1980-1981)relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **148**, 1980-1981) (5 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **206**, 1980-1981) (20 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi (n° **208**, 1980-1981) modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **209**, 1980-1981) (20 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129** (**79-80**)] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 494) : se déclare opposé à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (rôle consultatif et pouvoirs de délibération du conseil supérieur d'orientation).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 605) : soutient l'amendement N° III-298 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles) - (p. 607) : soutient l'amendement N° III-287 de M. René Tinant (utilisation de la valeur vénale pour les successions, le statut du fermage et la révision des prix proposés par les SAFER).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 648) : actualisation de la valeur des terres agricoles et utilisation du dernier recensement statistique général fait en 1975 - (p. 649) : valeur des terres et qualité de la référence au prix de rétrocession et non d'achat - (p. 659) : respect nécessaire des principes juridiques fondamentaux ; la charge de la preuve - Se déclare défavorable à l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance) et favorable à l'amendement N° III-77 de la commission des lois (droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du tribunal de grande instance).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 672) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), se déclare défavorable au sous-amendement N° III-73 de M. Paul Malassagne (fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire) - **Art. 17** (p. 700) : sur l'amendement N° III-82 de la commission des lois (critères de désignation de l'attributaire par le tribunal), se déclare favorable au sous-amendement N° III-294 de MM. René Tinant et Paul Jargot (succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers) - (p. 702) : partage et prescription trentenaire.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 I** (p. 837) : sur l'amendement N° III-109 de la commission des lois (suppression de toute aide publique à caractère économique afférente aux biens indûment exploités par un contrevenant), se déclare favorable au sous-amendement N° III-368 du gouvernement (suppression de toute référence aux biens indûment exploités) - **Art. 26** *bis* (p. 841) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-200 de M. René Tinant (prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture) - **Art. 26** *sexies* (p. 855) : installation des jeunes agriculteurs et institution des baux de carrière - Se déclare favorable à l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière) et défavorable, sur cet amendement, au sous-amendement N° III-379 de la commission des affaires économiques (liberté du prix des baux et fixation d'un plafond).

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 2** (p. 954) : se déclare favorable à l'amendement N° 21 de la commission (durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant et conditions d'application de l'article 2) - Souci d'éviter la création d'un corps spécial de magistrats remplaçants ; principe d'inamovibilité invoqué par le gouvernement.

— **Projet de loi complétant la loi N° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **361 (78-79)**] - (24 avril 1980) - **Après l'art. 1** (p. 1499) : se déclare favorable à l'amendement N° 2 de la commission (unification du régime électoral entre la commune de Nouméa et les autres communes du territoire) - Avantages d'un régime de représentation proportionnelle pour la ville de Nouméa.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la **proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1786) : caractère personnel de la décision de mort et impossibilité de la déléguer.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2046) : se déclare opposé à l'amendement N° 184 de MM. Jean Colin et Adolphe Chauvin (suppression de cet article relatif au bail de carrière) - Difficultés pour les jeunes agriculteurs d'acquérir des terres ; solution offerte par le bail de carrière - **Art. 26** *sexies* (p. 2051) : intervient sur l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou, éventuellement, liberté totale des parties) - Nécessité d'un minimum d'encadrement du prix des baux de carrière.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2093) : définition de la notion de surprise pour la jurisprudence - Sur l'amendement N° 1 de la commission des lois (viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte), se déclare défavorable au sous-amendement N° 24 du gouvernement (notion de surprise) - (p. 2095) : se déclare favorable aux amendements identiques N° 13 de M. Charles Lederman et N° 17 de Mme Cécile Goldet (viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) **Question préalable** (p. 2278) : imperfections du projet - (p. 2279) : nécessité de l'examen du texte par le Sénat pour l'améliorer : se déclare opposé à la motion N° 2 de M. André Méric, soutenue par M. Robert Laucournet, tendant à opposer la question préalable.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 12** (p. 2340) : cessibilité des actions lors de l'offre publique d'achat.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 8** (p. 2926) : soutient l'amendement N° 49 de M. François Dubanchet (principe de l'utilisation des comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise) - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2935) : soutient l'amendement N° 47 de MM. François Dubanchet et André Rabineau (importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions) - **Intitulé du titre II** (p. 2939) : nécessité de respecter l'assemblée générale comme autorité de base dans le droit des sociétés.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3068) : erreur de surbordonner l'attribution de subventions publiques pour les économies d'énergie dans l'habitat, à la signature d'une convention - Difficultés d'application de la procédure de conventionnement pour les offices d'HLM - Déplore le recours du Gouvernement à la procédure du vote unique.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **363 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3350, 3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du gouvernement - Vote du groupe U C D P contre le texte ainsi modifié.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - **Suite de la discussion** (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4519) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - **Avant l'art. 7A** (p. 4523) : nécessité de garder un pouvoir d'appréciation au juge - Se déclare favorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives) - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4526) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-8 de M. Félix Ciccolini (définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes) - (p. 4528) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-87 de la commission identique à l'amendement n° I-9 de M. Félix Ciccolini (suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs) - *Art. 266 du code pénal* (p. 4531) : son amendement n°I-164 : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés ; réservé - **Avant l'art. 7** (p. 4541) : rappelle son opposition à la peine de mort - Abolition de la peine de mort et nécessité d'un débat approfondi - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort)

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 10** (p. 4583) : sur l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), son sous-amendement n° I-207 : abaissements des pénalités pour non dénonciation ; adopté - **Art. 11** - *Art. 382 du code pénal* (p. 4592) : se déclare favorable à l'amendement n° I-120 de la commission (effraction intérieure ou extérieure) - (p. 4594) : son amendement n° I-165, identique aux amendements n° I-45 de M. Félix Ciccolini et n° I-160 du gouvernement : suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'utilisation d'une arme simulée ; adopté.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 7 A** *(suite)* - *Art. 266 du code pénal* (p. 4635) : son amendement n° I-164, précédemment réservé : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés ; retiré - sur le même thème, accepte l'amendement n° I-93, précédemment réservé de la commission des lois - **Art. 3** (p. 4653) : se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** - *art. 463-1 du code pénal* (p. 4677) : caractère dangereux du petit trafiquant - Prescription d'une obligation de soins aux drogués ; nécessité d'un contrôle - **Art. 20** (p. 4719) : caractère exceptionnel de la permission de sortir - Permission de sortir et liens avec la vie sociale extérieure - Interdiction de sortir et mort civile - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-189 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sans la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortir).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Art. 32** - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4761) : son amendement n° II-122 : limitation de la saisine directe aux faits pour

lesquels la peine encourue n'excède pas deux ans d'emprisonnement, sauf consentement exprès du prévenu ; retiré - (p. 4767) : intervient sur l'amendement n° II-72 de la commission (comparution le jour même devant le tribunal) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4771) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° II-112 du Gouvernement.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 39** (p. 4797) : son amendement N° II-123 déposé avec M. Louis Virapoullé : enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises ; retiré au profit de l'amendement N° II-105 de la commission - (p. 4798) : nécessité d'un enregistrement intégral des débats d'assises - Risque de violation du principe d'égalité des justiciables - **Art. 36** (p. 4819) : soutient l'amendement N° II-119 de M. Marcel Rudloff (dessaisissement du juge d'instruction et inopportunité du saisissement du dossier par la chambre d'accusation).

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *quater* (p. 4866) : soutient l'amendement N° II-158 de M. Louis Virapoullé (suppression des dispositions des article faisant référence à la tentative d'empêcher un contrôle d'identité).

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 6195) :caractère opportun de l'utilisation de la procédure d'urgence - Description physique, climatique et démographique de la Nouvelle-Calédonie - (p. 6196) : importance du nickel comme ressource économique - Agriculture et part prépondérante de l'élevage ; balance agricole déficitaire et exploitation partielle du sol cultivable - Colonisation et rejet des autochtones hors des zones traditionnelles d'implantation - Regroupement des Mélanésiens dans des terres de réserve ; influence sur le dynamisme de cette population - Culture mélanésienne et notion métaphysique de la propriété du sol - Répartition actuelle des terres et nécessité d'une réforme foncière - Réserves mélanésiennes et insuffisance de la surface cultivable par habitant - Paradoxe du cantonnement de la population mélanésienne et de l'inexploitation relative des terres possédées par les propriétaires privés - Politique d'acquisition et d'attribution de terrains menée depuis 1977 ; importance des ventes des terrains domaniaux - inversion du rapport entre terrains domaniaux et terrains privés ; accroissement du besoin de terrains privés et développement de la spéculation - (p. 6197) : acquisition des terres sous le régime du droit commun ou du droit coutumier ; disproportion des attributions effectuées sous le régime coutumier - Importance des surfaces attribuées sur la côte Ouest - Diminution du domaine privé et nécessité d'une réforme foncière - Economie du projet ; finalité de la réforme foncière ; moyens juridiques donnés au territoire - Importance des liens entre l'élément économique et l'élément culturel - Politique des réserves et interrogation sur le bien-fondé du maintien ou du développement pour situations à l'intérieur des zones de réserve ; passage du droit coutumier à une individualisation des droits fonciers - Principe de l'option entre le droit privé et le droit coutumier - Nécessité du concours financier de l'Etat - Arrivée en Nouvelle-Calédonie des citoyens français ayant quitté les Nouvelles-Hébrides après leur indépendance.

Art. 1 (p. 6203) : amendement n° 1 de la commission des lois : opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et mise en valeur de la Nouvelle-Calédonie ; prise en compte des besoins des collectivités de statut de droit local particulier ; adopté - **Art. 2** (p. 6205) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission des affaires économiques (aide financière et technique de l'Etat) - **Art. 3** : amendement n° 2 de la commission des lois : compétence exclusive du territoire pour l'acquisition des terres faisant l'objet des attributions découlant de la réforme foncière ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 39 de M. Lionel Cherrier (transfert par l'Etat au territoire des terres nécessaires à la réalisation des opérations prévues) et s'oppose au sous-amendement n°22 de la commission des affaires économiques (droit pour les communes de concourir à des opérations par acquisitions amiables) - **Art. 4** (p. 6206) : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (limite du bénéfice d'allocation au propriétaire aux cessions de terres faites à l'amiable) - Amendement n° 3 de la commission des lois : versement de l'allocation aux exploitants agricoles, pastoraux ou forestiers ; adopté - (p. 6207) : amendements de la commission des lois n° 4 : opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et cession des terres au territoire : adopté, et n° 5 : régime d'allocations et convention passée avec le territoire ; adopté - **Art. 5** : amendement n° 6 de la commission des lois : droit de préemption du territoire sur les fonds agricoles, pastoraux ou forestiers ; exclusion de la notion de zone rurale ; adopté - (p. 6208) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission des affaires économiques (droit de préemption au profit du territoire ; fixation par l'assemblée territoriale des surfaces minimales concernées) - **Art. 6** : amendement n° 7 de la commission des lois : principe et modalités d'exercice du droit de préemption par le chef du territoire après délibération du conseil du gouvernement ; adopté - (p. 6209) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 24 de la commission des affaires économiques (délai de deux mois pour l'exercice du droit de préemption) et s'oppose au sous-amendement, du même auteur, n° 43 (fixation à dix ans du délai pour intenter l'action en nullité) - **Art. 7** (p. 6210) : amendement n° 8 de la commission des lois : droit de préemption et révision des prix et des conditions d'aliénation par le tribunal de première instance de Nouméa ; répartition des frais d'expertise ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 25 de la commission des affaires économiques (refus par le propriétaire des décisions du tribunal paritaire et prise en charge des frais d'expertise) et n° 40 de M. Lionel Cherrier (supériorité du droit de préemption des cohéritiers bénéficiaires de l'attribution préférentielle sur le droit de préemption du territoire) - **Art. 9** (p. 6211) : amendement n° 9 de la commission des lois : constatation du caractère inculte ou insuffisamment exploité d'une terre par une délibération du conseil de gouvernement ; adopté - (p. 6212) : amendement n° 10 de la commission des lois : constatation de l'absence ou de l'insuffisance d'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission ; composition de cette commission ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de la commission des affaires économiques n° 31, (composition de la commission ; participation des propriétaires de terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière) et n° 32 (participation d'un propriétaire à la commission ; remplacement par un suppléant.) - (p. 6213) ; s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission des affaires économiques (caractère identique des conditions de désignation des suppléants et des titulaires, membres de la commission) - (p. 6214) : amendement n° 11 de la commission des lois : mise en demeure d'exploitation et possibilité d'acquisition de la terre restée inculte : compétence du chef de territoire ; adopté - **Art. 10** : amendement n° 12 de la commission des lois : expropriation pour cause d'utilité publique et application de la procédure particulière prévue pour la Nouvelle-Calédonie par le décret du 16 mai 1938 ; adopté - (p. 6215) : amendement n° 13 de la commission des lois : expropriation des fonds agricoles ou des terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière sous condition de superficie et d'affectation ; retiré - Accepte l'amendement n° 35 de la commission des affaires économiques (limitation du droit à l'expropriation pour les terrains susceptibles de se voir appliquer le droit de préemption) - Amendement n° 14 de la commission des lois : expropriation partielle et maintien de la viabilité de l'exploitation de la partie non expropriée ; adopté - **Art. 11** : amendements de la commission des lois n° 15 : de coordination ; adopté et n° 16 : suppression des dispositions de cet article ordonnant le remboursement de l'allocation perçue par le propriétaire après prononcé de la rétrocession ; adopté - **Art. 12** (p. 6216) : amendement n° 17 de la

commission des lois : bénéfice de l'option entre l'expropriation de droit commun et l'expropriation de droit particulier local aux membres des collectivités mélanésiennes ; adopté - **Art. 13** : amendement de la commission des lois n° 18 identique à l'amendement n° 36 de la commission des affaires économiques : suppression de cet article concernant l'attribution préférentielle en vue de la constitution d'un groupement foncier agricole ; adopté - **Après l'art. 13** : accepte l'amendement n° 37 de M. Lionel Cherrier (application de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1991).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **206 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6572) : modifications apportées par la commission mixte paritaire : superficie pour l'application du droit de préemption ; procédure d'expropriation - Propose l'adoption du texte de la commission mixte paritaire - (p. 6573) : opposition de la commission des lois à l'amendement n° 1 déposé par le gouvernement à l'article 10 du projet et visant à limiter les possibilités d'expropriation successives - Contradiction de cet amendement avec l'objet même du texte - Distinction nécessaire entre terres exploitées et terres à l'abandon - Besoins des populations mélanésiennes - Au nom de la commission des lois, demande au Sénat de repousser le texte ainsi modifié - (p. 6576) : définition de la terre exploitée : cultures et pâturages - Volonté du Sénat de parvenir à l'élaboration d'un texte acceptable.

Nouvelle lecture [n° **208 (80-81)**] - (20 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6576) : accord du Sénat sur le nouveau texte élaboré : recours à la notion de terres exploitées - Demande l'adoption du texte voté par l'Assemblée nationale.

PINTAT (**Jean-François**), sénateur de la Gironde (UREI).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **265**, 1979-1980) adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° **304**,1979-1980) (11 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° **347**, 1979-1980) (25 juin 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Energie** (n° **100**, tome V, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1651) : examen de tous les aspects de la situation énergétique de la France ;discussion à l'Assemblée nationale et critiques émises - Energie et pauvreté et dépendance de la France - Accroissement et bilan de la consommation de produits énergétiques, notamment pétroliers - Dépendance et balance des paiements - Importance des importations pétrolières en provenance du Moyen-Orient - Effort pour la réduction de notre dépendance énergétique ; réduction de la consommation, électricité nucléaire - Consommation énergétique et taux de croissance (p. 1652) : reconversion du mode de vie et récupération de la chaleur - Diversité des situations entre les partenaires occidentaux ; pétrole anglais et charbon ou lignite allemande - Absence d'un front commun du consommateur européen - Importation de produits énergétiques en provenance de pays européens ; gaz néerlandais, charbon allemand - Performances françaises dans le domaine nucléaire - Importance des rejets thermiques ; complexité de l'utilisation des thermies à basse température - Réseaux de distribution de chaleur et économies de fuel - Techniques d'utilisation de la chaleur - Chauffage électrique - SNCF et électrification du réseau - Fiabilité de la formule calo-électrogène - (p. 1653) : système « Thermos » du CEA, mise au point des réacteurs de type « piscine » à Grenoble - Mesures positives proposées par le projet et proposition d'adoption par la commission.

Suite de la discussion (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** (p. 1712) : accepte l'amendement N° 55 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels) - (p. 1713) : accepte l'amendement N° 56 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les dépenses d'énergie des utilisateurs industriels) - S'oppose aux amendements de M. Raymond Dumont N° 58 (création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises) et N° 57 (institution d'un fonds pour la recherche et la valorisation des ressources énergétiques nationales alimenté par une taxe parafiscale sur les profits des compagnies pétrolières) - (p. 1714) : situation des compagnies pétrolières - Coût des opérations de forage en mer d'Iroise ou dans le golfe de Gascogne - **Art. 1 A** : amendement N° 8 de la commission : suppression de cet article instituant auprès de l'Assemblée nationale un comité d'évaluation des options techniques ; adopté - Comité d'experts et prérogatives du pouvoir exécutif - Moyens d'information du Parlement - Pouvoirs des commissions permanentes et des commissions d'enquêtes - **Art. 1** (p. 1715) : amendement N° 9 de la commission : production de chaleur à titre principal ou accessoire et prise en compte des caractéristiques de la chaleur disponible ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 63 de M. Raymond Dumont (déclaration obligatoire aux collectivités locales et établissements publics régionaux) - Amendement N° 10 de la commission : information des collectivités publiques, à leur demande, sur les tarifs auxquels la chaleur disponible pourrait être livrée ; adopté - **Art. 1** *bis* (p. 1716) : amendement N° 11 de la commission : suppression de l'alinéa relatif aux instructions qui seraient données par le ministre de l'Industrie à EDF ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 47 de M. Richard Pouille (principe de la meilleure utilisation possible de l'énergie primaire) - (p. 1717) : s'oppose à l'amendement N° 59 de M. Raymond Dumont (mission confiée à EDF de production de chaleur combinée à celle d'électricité) - (p. 1719) : s'oppose à l'amendement N° 60 de M. Raymond Dumont (production combinée d'électricité et de chaleur par EDF en cas d'existence d'une demande) - Amendement N° 12 de la commission : extension à Charbonnages de France ; adopté - Amendement N° 13 de la commission, rédactionnel ; adopté - Amendement N° 14 de la commission : suppression de la mention des directives du gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur par EDF ; adopté - Amendement de coordination N° 15 de la commission : suppression du dernier alinéa, relatif à Charbonnages de France ; adopté - **Art. 1** *ter* (p. 1720) : amendement N° 16 de la commission : énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'EDF ou du CEA ; retiré, puis repris par M. Raymond Dumont - (p. 1721) : s'oppose à l'amendement N° 16, repris par M. Raymond Dumont en y intégrant le sous-amendement N° 62

(production de chaleur et gestion par les collectivités locales sous forme de régie municipale ou d'établissement public) - **Après l'art. 1** *ter* (p. 1722) : s'oppose à l'amendement N° 43 de M.Richard Pouille (continuité de l'alimentation par les entreprises du réseau de fourniture de chaleur) - **Art. 1** *quater :* amendement N° 17 de la commission : suppression de cet article relatif à la garantie de continuité d'alimentation des usagers ; adopté - **Art. 2 :** amendement N° 18 de la commission : suppression de la précision limitant la demande de classement aux réseaux de distribution de chaleur situés sur le territoire de la collectivité locale ; rejeté - Amendement N° 19, rédactionnel, de la commission ; adopté - (p. 1723) : s'oppose à l'amendement N° 53 de M. Robert Laucournet (consultation des associations représentatives d'usagers avant le classement d'un réseau de distribution de chaleur) - Amendement N° 20 de la commission : suppression de l'alinéa relatif à la coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 44 de M. Richard Pouille (coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie) - **Art. 3 :** amendement N° 21, rédactionnel, de la commission ; adopté - **Art. 4** (p. 1724) : amendement N° 22, rédactionnel, de la commission ; retiré - Amendement N° 23 de la commission : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 49 du gouvernement - (p. 1725) : amendement N° 24 de la commission : suppression de l'énumération des motifs pouvant justifier l'octroi par les collectivités locales d'une dérogation à l'obligation de raccordement ; rejeté - Amendement N° 25, rédactionnel, de la commission : adopté - Amendement N° 26, de coordination, de la commission ; retiré - Accepte l'amendement N° 73 du gouvernement (avis des services administratifs compétents préalable à l'octroi des dérogations) - **Art. 6** (p. 1726) : s'oppose à l'amendement N° 46, rédactionnel, de M. Richard Pouille - Amendement N° 27 de la commission : raccordement au réseau sans préjudice pour les propriétaires, exploitants et usagers ; rejeté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° 50 du gouvernement (sans préjudice financier) - **Après l'art. 7** (p. 1727) : accepte l'amendement N° 54 de M. Robert Laucournet (rachat des concessions ou des fermages préexistants) - **Art. 11 :** amendement N° 28 de la commission : notion d'énergie thermique ; adopté - (p. 1728) : amendement N° 29 de la commission : renvoi des précisions à l'arrêté préfectoral ; adopté - Amendement N° 30, rédactionnel, de la commission ; adopté - **Art. 15** *ter* (p. 1729) : amendement N° 31 de la commission : appréciation par le client de l'opportunité d'une résiliation du ontrat ; adopté - (p. 1730) : amendement N° 32 de la commission : suppression du paragraphe II de cet article, relatif aux modalitésd'amortissement des investissements ; retiré au profit de l'amendement N° 64 de M. Michel Chauty (répercussion sur les charges locatives du montant des investissements destinés à réaliser des économies d'énergie) - **Art. 15** *quinquies* (p. 1731) : amendement N° 33 de la commission : suppression de la priorité donnée à la régénération des huiles usagées par rapport à leur brûlage comme combustible ; rejeté - **Après l'art. 15** *quinquies* (p. 1732) :amendement N° 34 de la commission : élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession ; régime de simple autorisation pour les petites entreprises ; adopté - (p. 1735) : amendement N° 75 de la commission : délai de mise en conformité et fixation par le tribunal d'une astreinte applicable à l'exploitant condamné pour installation irrégulière ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 52 du gouvernement (fixation d'une astreinte en cas de non exécution des obligations du cahier des charges) - (p. 1736) : accepte l'amendement N° 67 de M. Roland Ruet (possibilité pour les collectivités locales de construire des centrales hydrauliques d'une puissance inférieure à 8 000 kilowatts) - Accepte l'amendement N° 37 du gouvernement (habilitation des agents contractuels du service des instruments de mesures pour effectuer les contrôles) - (p. 1737) : accepte l'amendement N° 38 du gouvernement (institution de sociétés destinées à financer par voie de crédit-bail mobilier et immobilier des installations ou matériels permettant d'économiser l'énergie ou d'utiliser des énergies de remplacement) - S'oppose à l'amendement N° 40 de M. Pierre Vallon (interdiction de détruire des conduits d'évacuation de fumée permettant le recours à des appareils de chauffage d'appoint) - **Art. 16** (p. 1738) : amendement N° 35 de la commission : refus d'agrément pour les campagnes publicitaires de nature à favoriser l'accroissement de la consommation d'énergie ; adopté - **Art. 17** (p. 1739) : amendement N° 36 de la commission : mention obligatoire des caractéristiques énergétiques de tous les locaux à vendre ou à louer ; adopté - Garantie donnée aux utilisateurs par l'indication des quantités de fournitures énergétiques.

Deuxième lecture [n° **265 (79-80)**] - (23 juin 1980) - rapporteur. - **Discussion générale** (p. 3009) : urgence des économies d'énergie devant le coût croissant des importations de pétrole et de gaz et la réduction de production envisagée par les pays de l'OPEP. Objectif initial du projet de loi relatif à l'utilisation de la chaleur et élargissement de sa portée au cours des débats - Collaboration entre les deux assemblées.

Art. 1 *bis* (p. 3010) : amendement n° 2 de la commission des affaires économiques : modification rédactionnelle, étendant à tous les exploitants de centrales électriques thermiques l'injonction faite à Electricité de France ; adopté - **Art. 1** *quater :* amendement n° 3 de la commission : suppression de l'alinéa faisant mention expresse pour Electricité de France et Charbonnages de France de l'obligation d'assurer la continuité de l'approvisionnement ; adopté - **Art. 2** (p. 3011) : amendement n° 4 de la commission : suppression de l'alinéa imposant à l'administration une coordination entre les plans de développement de réseaux arrêtés par les collectivités locales et les politiques commerciales d'EDF ou de GDF ; adopté - **Art. 4 :** amendement n° 5 de la commission : relèvement du seuil pour l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur ; adopté - **Art. 11** (p. 3012) : amendement n° 6 de la commisqion : notion d'énergie thermique ; adopté - amendement n° 7 de la commission : procédure de l'arrêté préfectoral pour les canalisations de petites sections ; adopté.

Suite de la discussion (24 juin 1980) (p. 3062 à 3075) : son remplacement par M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4195) : dépendance énergétique de la France et problème de la régularité des approvisionnements pétroliers - Nécessité d'Eurodif et polémiques quant au choix du site - Contrôle du combustible destiné aux réacteurs français - Utilisation d'une technologie de pointe - Retombées économiques - Enrichissement et économie d'énergie - Accroissement de la capacité d'exportation des centrales nucléaires à uranium enrichi - (p. 4196) : vente à la Chine de deux centrales nucléaires - Projet d'une deuxième usine d'enrichissement dénommée Urodif - Avantages fiscaux consentis - Avis favorable du groupe U R E I.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 1, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : modération de l'augmentation du droit de circulation sur les vins ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre *(suite)* **- V - Recherche** (27 novembre 1980) - (p. 5389) : budget de relance - Programme de planification à long terme des grands équipements scientifiques - Institution d'un chargé de mission auprès de chaque préfet de région - Information

des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries - Intervention des établissements publics régionaux - Exemple, en Aquitaine, du projet de cyclotron, vente des isotopes - Avance du Japon en matière d'informatique et de robotique - Océanographie : rôle du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) et du Comité d'océanologie - (p. 5390) : nodules polymétalliques - Colloque sur l'océanologie à Bordeaux (« Océanexpo ») et importance pour la défense de la langue française - Soutien du groupe UREI et vote favorable sur ce budget

Santé et Sécurité sociale (6 décembre 1980) - (p. 5911) : croissance des dépenses de sécurité sociale et recherche nécessaire d'économies - Prix Nobel de médecine du professeur Jean Dausset - (p. 5912) : déconcentration de la recherche scientifique : cyclotron d'Orsay et projet d'installation d'un deuxième cyclotron dans la région Aquitaine ; vente d'isotopes - Groupement de radiologistes d'Aquitaine pour l'installation d'un « scanner » (scanographe) - Industrie française de la pharmacie et de la recherche scientifique - Soins à domicile et hébergement des personnes âgées - Carte sanitaire - Service de gériatrie du Haut-Lévêque à Bordeaux - Problème des entreprises de transport sanitaire non agréées - Vote favorable sur ce budget

Industrie (6 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Energie) - (p. 5943) : consommation de pétrole et de gaz dans le monde ; annonce par les Russes de la découverte d'un gisement de pétrole en Sibérie ; importations de pétrole du Proche-Orient - Conférence mondiale de l'énergie de Munich en septembre 1980 - Demande d'énergie croissante des pays en voie de développement - Utilisation du charbon et ses limites - Développement de l'énergie nucléaire et résistances à vaincre - Rôle des économies d'énergie - Politique énergétique de la France - Crédits destinés au développement des énergies de substitution : énergie solaire ; géothermie - Subventions au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et crédits prévus pour les économies d'énergie - Consommation de charbon ; rôle d'EDF ; port charbonnier du Verdon et développement des centrales thermiques - (p. 5944) : gazéification du charbon ; travaux de Bruay-en-Artois - Recherche de pétrole en France ; technique de réinjection d'eau ou de gaz dans d'anciens gisements : cas du Sud-Ouest - Développement de l'énergie nucléaire en France ; installation de centrales nucléaires ; rapports entre le CEA et la firme Westinghouse ; coût de production comparé du kilowatt - heure - Surrégénérateurs : Super-Phoenix ; filière à neutron rapide - Part croissante de la consommation d'électricité par rapport aux autres sources d'énergie ; suppression souhaitable du versement préalable de 4 000 francs pour les utilisateurs de chauffage électrique - Rôle de l'agence pour les économies d'énergie ; sensibilisation de la population - Information souhaitable du parlement sur les résultats du dernier conseil européen consacré à l'énergie ; possibilité d'emprunt européen - Déficit commercial de la France et bataille de l'énergie - Avis favorable de la commission

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art 42** *bis* (p. 6114) : son amendement n° 326 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage ; adopté.

PISANI (Edgard), sénateur de la Haute-Marne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, en application des dispositions de l'article 22, 1er alinéa, du règlement du Sénat, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et de la commission des affaires sociales sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international (n° **38**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Commerce extérieur**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **274** (2 octobre 1979) (p. 2885) à M. le ministre des affaires étrangères : la **politique extérieure (nouvel ordre économique international)** - Discutée le 16 décembre 1980 (p. 6325 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 414) : système de production agricole et satisfaction des besoins alimentaires mondiaux : malnutrition du tiers-monde ; échec du barrage d'Assouan - (p. 415) : commerce international ; dépendance alimentaire - Nécessité d'accroître la capacité d'adaptation des agricultures aux mutations internationales : notion de flexibilité - Bilan de la politique agricole commune ; accroissement des échanges ; inégalités ; charges budgétaires - (p. 416) : problème britannique - Paramètres nouveaux de la politique agricole européenne : énergie ; emploi ; environnement ; système monétaire européen (SME) ; élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Nouvelle définition de la politique agricole commune - Rapport Pisani-Sordel : système de garantie modulée des produits - (p. 417) : régionalisation de la politique des structures ; promotion des exploitations agricoles de la CEE ; croissance de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement - Conditions nécessaires à la flexibilité du système productif agricole français : développement de la recherche agronomique ; résolution du problème foncier - Prix des terres agricoles - (p. 418) : accession à la propriété ou fermage - Statut des conjoints d'exploitants agricoles - Organisation économique de l'agriculture - Formation des agriculteurs - (p. 419) : notion de flexibilité ; commerce extérieur ; production céréalière de la France.

— **Question orale avec débat : nouvel ordre économique mondial** - (16 décembre 1980) - (p. 6325) : question inscrite dans une nouvelle perspective : exemple de l'aggravation de la situation au Moyen-Orient - Illusion de la croissance continue ; crise - Déséquilibre installé et rapports de force entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis - Décalage accru entre pays riches et pauvres - Rôle transformé du tiers monde dans la réalité économique et politique du monde - Conception de l'aide au tiers monde : exemple du nord-sud à considérer en bloc ou différentiellement - Existence de six dialogues dans le monde - (p. 6326) : dialogues Nord-Sud, Est-Ouest, Est-Sud, Ouest-Ouest, Est-Est, Sud-Sud - Nouvel ordre international et cohérence nécessaire entre la contribution d'une nation et son comportement : exemple de la politique intérieure de la France - Approche française marchande ; sociétés multinationales et problème de l'autonomie des pays en voie de développement - Question sur la réforme envisagée du système monétaire international - Perte de valeur de la monnaie, raison de la hausse du prix du pétrole - Accords par produit et atténuation des spéculations ; dégradation des termes de l'échange des pays pauvres - Nécessité d'une mobilisation automatique des ressources au profit des pays en voie de développement ; pourcentage du produit national brut des pays riches - Avantages d'un financement « neutre » aux pays sous-développés - Déclin de l'aide publique, recours aux prêts bancaires, accroissement de la dette extérieure des pays pauvres - Groupe de travail de l'Organisation des Nations

Unies pour la lutte contre la désertification ; problème du financement par les crédits bancaires et question d'un recours à l'aide publique - Conséquences de la généralisation du modèle occidental de développement : exemple de l'Afrique sahélienne - (p. 6327) : ordre international et rôle de la France - Gravité du dérèglement stratégique - Sortie de la crise ou risque d'un affrontement mondial - (p. 6332) : commerce international des denrées alimentaires et exportations des pays sous-développés dépendance vis-à-vis du système international d'approvisionnement et des pays riches - Inconvénients de cette situation - Nécessité d'un nouvel ordre, d'un changement progressif des données - Générosité, mauvaise approche du problème - Nécessité d'une restructuration des pouvoirs dans le monde : exemple du débat Nord-Sud - (p. 6333) : non distinction entre pays socialistes et capitalistes mais organisation internationale fondée sur la domination des forces économiques - Système dominant de production et répartition des pouvoirs et biens rares.

PLANTIER (Maurice), *secrétaire d'Etat aux anciens combattants* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

INTERVENTIONS

— Question orale avec débat : mesures en faveur des anciens combattants - (28 octobre 1980) - (p. 4055) : application par le gouvernement de la loi de 1951 et de la jurisprudence déniant le titre de déporté ou de victime de la déportation du travail - Contestation de déportés « concentrationnaires » sur l'attribution de ce titre : exemple de la fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) - Problème des anciens combattants d'Afrique du Nord, modification inutile de la loi de 1974 ; justifications : efficacité des règles de demandes de carte du combattant, arrêté modifiant la procédure du « paramètre de rattrapage », système de bonification pour moins de quatre vingt dix jours dans les unités combattantes, titulaires d'une citation homologuée, individuelle et élogieuse, prorogation du délai de constatation des maladies d'origine tropicale - Reconnaissance du 8 mai comme jour férié : proposition de loi adoptée par le Sénat, célébration le dimanche instituée par la loi de 1946, nombreux jours fériés en mai, jeunesse à associer, incidence économique - Application loyale du rapport constant : multiplication de la valeur du point supérieure au prix et aux rémunérations des fonctionnaires - Programme d'augmentation des pensions modestes - (p. 4056) : célébration du 8 mai : période actuelle de crise - Prise en considération du taux d'invalidité ; réajustement des petites pensions - Commission tripartite : conclusions différentes selon les parties - Existence de deux conclusions à la commission tripartite ; évolution de la valeur du point des pensions .

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5249) : commission tripartite et volonté de mettre fin au contentieux du rapport constant - Application en droit du rapport constant et décision du Conseil d'Etat en 1965 - (p. 5250) : dégradation du pouvoir d'achat des pensions depuis 1937 et principe du maintien de ce pouvoir d'achat ; indication sur les traitements de la fonction publique - Problème de l'évaluation du retard des pensions sur les traitements de la fonction publique ; estimations des associations d'anciens combattants, des parlementaires et de l'administration - Méthode de calcul des pensions ; non prise en compte des avantages accordés aux veuves de guerre et maintien de la référence au traitement des huissiers de ministère - Préservation et augmentation du pouvoir d'achat des pensions ; référence à l'indice des prix et des traitements de la fonction publique - Prise en compte des conclusions de la commission tripartite ; exemple des travaux sur l'augmentation des petites pensions - (p. 5251) : augmentation des pensions des grands invalides et des grands mutilés ; allocation spéciale pour les grands invalides ankylosés de la hanche ou de l'épaule - Proposition d'augmentation de l'allocation des sourds totaux et de celle des aveugles de guerre et de la Résistance - Principe du rétablissement de la proportionnalité entre les diverses pensions - Notions d'assistance et de droit à réparation - Augmentation des pensions des veuves et des ascendants - Objectif de 500 points fixé pour le taux des pensions - Pensions d'ascendants et rétablissement de la proportion entre taux entier et demi-taux - Célébration du 8 mai 1945 ; commémoration du 8 mai et caractère superfétatoire de la déclaration de jour férié et chômé - (p. 5252) : célébration du 8 mai et responsabilités des associations des anciens combattants et des collectivités locales - 8mai 1980 et célébration de la fête de la liberté - Manifestation de racisme et d'antisémitisme et utilisation du 8 mai pour préparer l'avenir - Pensions de veuves et conditions d'attribution de l'indice 500 - Application correcte du rapport constant - Sacrifices des anciens combattants et compensation financière - (p. 5253) : problème des internés résistants ; exemple de ceux de Rawa Ruska - (p. 5263) : anciens combattants africains - (p. 5264) : indépendance des pays africains et maintien des avantages acquis sous la loi française - Maintien du pouvoir d'achat des pensions servies et accords entre la France et ces états indépendants - Palliatifs que sont les subventions aux associations des « amitiés africaines » - Création de la commission tripartite et comparaison des avantages accordés aux fonctionnaires et aux anciens combattants - Nécessité de prendre en compte les avantages catégoriels des anciens combattants - Revalorisation des petites pensions ; cas des veuves et des ascendants - Célébration du 8 mai ; nécessité de consacrer ce jour à la jeunesse - Augmentation du plafond de la retraite mutualiste - (p. 5265) : statut des victimes du service du travail obligatoire ; problème de l'octroi du titre de déporté et opposition des associations de déportés en camp de concentration - Reconnaissance du titre de « personne contrainte au travail en pays ennemi » ; application de la loi et de la jurisprudence de la cour de cassation - Sort réservé aux internés et aux patriotes résistant à l'occupation ; cas des internés du camp de Rawa Ruska - - Reconnaissance du droit à pension par présomption à toutes les catégories d'internés ; désignation d'un médecin expert ancien interné par les associations concernées - Augmentation des crédits du secrétariat d'Etat - Fonctionnaires anciens combattants en Afrique du nord et bénéfice de la campagne double - Allongement du délai de constatation des maladies tropicales et appréciation des responsables médicaux - Egalité des droits pour les anciens combattants d'Afrique du nord ; attribution de la carte du combattant et mécanisme prévu par la loi de 1979 ; création d'une commission présidée par le général Bigeard et octroi de bonifications - Pouvoir discrétionnaire d'attribution de la carte d'ancien combattant pour les titulaires d'une citation personnelle et élogieuse et ne remplissant pas les conditions demandées - Titre de reconnaissance de la nation - (p. 5266) : médicalisation des maisons de retraite de l'office national des anciens combattants ; maintien à domicile ; création de sections d'aide aux personnes âgées (SAPA) - Renforcement du personnel médical et paramédical - Augmentation du pouvoir d'achat des pensions et rapport constant - (p. 5267) : rétablissement de la proportionnalité des pensions de 10 à 80 % - Pensions des veuves et indice 500 - Travaux de la commission tripartite et attention portée aux petites pensions.

Examen des crédits - Avant l'art. 44 A (p. 5268) : oppose l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales (majoration de cinq points de l'indice de référence des pensions servies aux anciens combattants et victimes de guerre) - **Après l'art. 44 E** (p. 5269) : demande le retrait de l'amendement n°194 de MM. René Touzet et Georges Berchet (principe et modalités d'application de la transmission de la rente "accident du travail » à la veuve d'une victime du STO) - **Après l'art. 44 A** (p. 5270) ; demande le retrait de l'amendement n° 193 de MM. Pierre Merli et René Tomasini (octroi du « supplément exceptionnel » de pension aux veuves âgées de cinquante-cinq ans).

POHER (Alain), sénateur du Val-de-Marne (UCDP) - *Président du Sénat.*

Réélu président du Sénat le 2 octobre 1980.

INTERVENTIONS

— **Procès-verbal (15 janvier 1980)** (p. 3) : rectifications de vote ; décès d'anciens sénateurs ; décisions du Conseil constitutionnel

— **Clôture de la session extraordinaire du Sénat** ouverte le 27 décembre 1979 (17 janvier 1980) (p. 171)

— **Ouverture de la session extraordinaire** (25 février 1980) (p. 323) :décès de MM. Yvon Coudé du Foresto, André Cornu et Ladislas du Luart,anciens Sénateurs

— **Rappel au règlement de M. Charles Lederman** (2 avril 1980) (p. 938)

— **Ouverture de la seconde session ordinaire du Sénat pour 1979-1980** (2 avril 1980) (p. 934)

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1178) : problèmes de compensations financières et connaissance par les commissions des finances et des lois de la position du Gouvernement - **Art. 83** (p. 1190) : accroissement des libertés des collectivités locales et menaces sur leur existence par le biais de procédures techniques.

— **Motion d'ordre** - (30 avril 1980) (p. 1650) : modification de l'ordre du jour prioritaire concernant le projet de loi d'orientation agricole ; incidence des évènements se déroulant à Bruxelles.

— **Hommage à la mémoire du Maréchal Tito** (6 mai 1980) (p. 1693)

— **Déclaration du gouvernement sur la rencontre de Varsovie** [n° **250 (79-80)**] - (21 mai 1980) (p. 203) : débat demandé par le groupe communiste sur la déclaration du gouvernement et aspect ponctuel de cette déclaration - Débat général de politique extérieure prévu pour le mois de juin.

— **Rappel au règlement** - (22 mai 1980) (p. 2097) : ignorance ou déformation des travaux du Sénat par la presse, la radio et la télévision - Respect par les chaînes de télévision des clauses de leur cahier des charges - (4 juin 1980) (p. 2331) : qualité de l'information donnée à la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

— **Bienvenue à une délégation de parlementaires chypriotes** (4 juin 1980) (p. 2331)

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) **Sur l'ensemble** (p. 2388) : utilité de la session extraordinaire attestée par la qualité du travail réalisé sur le projet de loi d'orientation agricole.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Sur l'ensemble** (p. 2961) : application de l'art. 45 du règlement et pouvoirs du Bureau du Sénat pour statuer sur l'exception d'irrecevabilité concernant un amendement et non un projet ou une proposition de loi.

— **Allocution de fin de session** - (26 juin 1980) (p. 3151) : bilan positif de l'activité du Sénat au cours des six derniers mois - Session extraordinaire consacrée à l'examen du projet de loi d'orientation agricole et qualité du travail accompli par le Sénat - Projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Accroissement du travail parlementaire - Recours excessif du Gouvernement à la procédure d'urgence - Textes adoptés par le Sénat - Délégation du Sénat pour les communautés européennes - Année du patrimoine - (p. 3152) : réception de hautes personnalités au Sénat - Relations entre le Parlement et la radio-télévision ; efforts de la presse écrite : journalistes accrédités - Avis demandé par le président à M. *Dominique Pado,* président de la délégation parlementaire pour la radiotélévision française sur les conditions dans lesquelles les sociétés nationales de programme rendent compte des travaux des assemblées parlementaires - Prochain renouvellement triennal du Sénat - Remerciements et voeux aux sénateurs, aux membres du Gouvernement et au personnel du Sénat.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L.514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie** [n° **272 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. unique** (p. 3332) : remerciements au rapporteur, M. *Maurice Vérillon,* à l'approche du terme de son mandat.

— **Election du Président du Sénat** - (2 octobre 1980) (p. 3739) : situation française et de l'ensemble du monde et rôle du Sénat - Donne communication de plusieurs décisions du Conseil constitutionnel (conformité à la Constitution des dispositions de la loi d'orientation agricole, de la loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, non contraires à la Constitution : les dispositions de la loi modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 ; conformes à la Constitution : les dispositions de la loi organique portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois organiques, de la loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et de la loi portant validation d'actes administratifs ; non conformes à la Constitution : les dispositions de la loi rendant applicables le code de procédure pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer) - Donne lecture de la requête adressée au Conseil constitutionnel ayant pour objet la contestation de l'élection du sénateur en Polynésie française le 28 septembre 1980.

— **Hommage aux victimes d'attentats** (7 octobre 1980) (p. 3757) : interprète de l'émotion de la Haute Assemblée devant la montée de la violence ; attentat à la synagogue de la rue Copernic - Terrorisme aveugle et menaces sur la démocratie - Solidarité à toutes les victimes, notamment celles de la communauté juive de France

— **Allocution prononcée par M. Alain Poher, président du Sénat, à l'occasion de sa réélection** [n° **21 (80-81)**] - (p. 3789) : renouvellement triennal du Sénat, mise en place des commissions et des groupes politiques - Hommage aux Sénateurs qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat ou qui n'ont pas été réélus, et notamment MM. *Jacques Boyer-Andrivet, Marcel Champeix, Paul Ribeyre, Jean de Bagneux* et *Auguste Billiemaz* - Remerciements au doyen, M. *Geoffroy de Montalembert* - Situation internationale - Guerre du pétrole et crise économique mondiale - Pays de l'Est - Inquiétude sur l'évolution de la société - (p. 3790) : aggravation de la violence - Attentat contre la synagogue de la rue Copernic - Restauration des valeurs morales et prise de conscience individuelle - Session d'automne du Parlement et nécessité de remédier aux imperfections de certaines procédures du travail parlementaire.

— **Déclaration du Gouvernement après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic** [n° **20 (80-81)**] - (8 octobre 1980) (p. 3787) : délai prévu entre la déclaration du gouvernement et l'organisation au Sénat d'un débat sur cette déclaration, évoqué par Mme *Hélène Luc.*

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Michel Labéguerie,** sénateur des Pyrénées-Atlantiques (8 octobre 1980) (p. 3788, 3789)

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° 327 (79-80)] - **Suite de la discussion** (12 novembre 1980) - (p. 4561) : existence de plus de 400 amendements sur le projet ; brièveté souhaitable des interventions.

— **Adresse de sympathie au peuple italien** suite au tremblement de terre dans le sud italien (26 novembre 1980) (p. 5316)

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Albert Sirgue,** sénateur de l'Aveyron (4 décembre 1980) (p. 5750, 5751)

— **Allocution de fin de session** - (19 décembre 1980) (p. 6487) : importance du travail législatif accompli par le Sénat au cours de l'année 1980 : sessions ordinaires et sessions extraordinaires - Participation du Sénat à l'année du patrimoine - Conditions de travail du Parlement : augmentation de la durée des séances publiques - Enrichissement de la législation ; moindre recours du Gouvernement à des procédures constitutionnelles contraignantes ; modification de la composition du Sénat ; création des assistants - Technicité de certains débats - (p. 6488) : danger de l'absentéisme parlementaire ; rôles respectifs du débat en commission et de la séance publique - Proposition du Président Chauvin tendant à la modification du règlement du Sénat - Intérêt porté par la presse écrite et audio-visuelle aux travaux de la Haute Assemblée et capacités d'adaptation du Sénat aux techniques nouvelles - Remerciements à tous et voeux traditionnels de fin d'année.

— **Clôture de la première session ordinaire du Sénat pour 1980-1981** (20 décembre 1980) (p. 6580)

POIRIER (Raymond), sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Question orale avec débat : mesures en faveur des anciens combattants** - (28 octobre 1980) - (p. 4054) : problème du rapport constant entre le traitement des fonctionnaires et les pensions de guerre des anciens combattants ; non respect du principe de parité - Commission tripartite : examen de l'évolution de la situation des fonctionnaires et pensionnés ; solutions à envisager ; retard, au 31 décembre 1979, de 14,26 % des pensions militaires d'invalidité des victimes de guerre - Position du gouvernement : contestation sur l'appréciation par la commission tripartite du rapport constant ; évolution favorable du pouvoir d'achat des pensionnés ; nécessité d'améliorer les pensions modestes (crédits supplémentaires) - Conception erronée de l'invalidité : évaluation selon la gravité, non selon les ressources - Réserves sur le plan quadriennal de rattrapage des pensions - (p. 4055) : examen du projet de loi de finances 1981 : exemple de l'intervention sur la célébration du 8 mai 1945.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3 A** (p. 5078) : son amendement n° 53 déposé avec M. Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application au bénéfice des « exercices suivants » ; retiré.

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5260) : augmentation des crédits et caractère partiel des mesures envisagées ; revalorisation des petites pensions - Lien entre réparation et handicap - Abandon de la parité entre pensions et traitements de la fonction publique ; référence au traitement d'huissier de ministère - Conclusions de la commission tripartite et rapport constant - Célébration du 8 mai ; inscription des propositions de loi votées au Sénat à l'ordre du jour de l'Assemblée - Assouplissement des conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du nord ; loi du 9 décembre 1974 - Retraite professionnelle anticipée aux anciens combattants d'Afrique du nord - Attente des réponses du gouvernement et vote du budget

PONCELET (Christian), sénateur des Vosges (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de **l'industrie textile** (n° **90**, 1980-1981) (7 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Comptes spéciaux du Trésor** (n° **98**, annexe **44**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **397** (29 mai 1980) (p. 2215) à M. le ministre de l'industrie : les **textiles (industrie textile et limitation des importations de produits textiles)** - Discutée le 24 juin 1980 (débat commun) (p. 3026 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129** (79-80)] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 380) : bilan positif de vingt années de politique agricole commune - Contribution du secteur agro-alimentaire à l'équilibre de la balance commerciale - Baisse du revenu des agriculteurs - Laxisme de la commission européenne - Insuffisance de la politique française d'orientation et d'organisation des productions - Prix des terres agricoles - Création du Conseil supérieur d'orientation et du Fonds de promotion des produits agricoles, et pouvoirs qui leur seront conférés - (p. 381) : prise en considération nécessaire de la loi par les institutions de la CEE - Dispositions foncières du projet : droit des successions et création des groupements fonciers agricoles (GFA) ; prix des terres agricoles : création d'un répertoire des terres ; rôle des Société d'aménagement

foncier et d'établissement rural (SAFER) - Contrôle des structures : appréciation des demandes d'agrandissement et problème de la pluriactivité - Baux de carrière - Aménagement rural : dédommagement des agriculteurs en cas d'accaparement de terrains agricoles (art. 10 de la loi de 1962) - Directive nationale d'aménagement de l'espace rural - Danger de la spéculation foncière sur les terres agricoles.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. I** (p. 486) : sur l'amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques (prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE), son sous-amendement N° I-115, déposé avec M. Pierre Jeambrun et soutenu par M. Michel Sordel : prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 521) : son amendement N° I-141, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, identique à l'amendement N° I-138 de MM. Pierre Labonde et Sergé Mathieu, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : cotisations sur les produits importés ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 28** (p. 861) : son amendement N° III-205 soutenu par M. Jean-Paul Hammann : revalorisation périodique de l'indemnité viagère de départ (IVD) ; rejeté - **Art. 31** *ter* (p. 863) : son amendement N° IV-55 déposé avec M. Pierre Jeambrun et soutenu par M. Jean-Paul Hammann : rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la communauté économique européenne ; adopté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1847) : ses deux amendements au texte transmis par l'Assemblée nationale : prise en compte par la Communauté économique européenne des objectifs du présent projet - Importance de la fixation des prix agricoles - Intransigeance britannique à Bruxelles - Visite du ministre de l'Agriculture dans le département des Vosges et manifestation des agriculteurs à Epinal - (p. 1848) : écart entre l'augmentation des ressources et celle des charges des exploitations agricoles - Taxe de coresponsabilité sur la production laitière - Son amendement sur la taxation en douane des produits importés - Volet foncier du projet : droit de préemption des SAFER ; contrôle des structures et responsabilités confiées aux départements ; application du statut des baux ruraux - Retard dans la fixation des prix agricoles - Respect nécessaire de la préférence communautaire.

Art. 1 *ter* (p. 1856) : son amendement N° 101 : rétablissement de cet article relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la CEE ; adopté - **Art. 5** *bis* (p. 1874) : son amendement N° 207, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : prélèvement sur les produits importés, de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles ; adopté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2261) : loi de 1973 et existence d'un système d'acquisition d'actions à tarif préférentiel pour les salariés - (p. 2269) : voie de la participation définie par le Général de Gaulle dès avant la Libération - Participation et actionnariat - Loi de 1973 - Exemple d'actionnariat direct en Lorraine : cristalleries Baccarat - Distribution et participation - Paternalisme - Augmentation de capital souscrite par le personnel des cristalleries Baccarat - Caractère obligatoire des distributions d'actions dans le projet initial et caractère facultatif introduit par l'Assemblée Nationale - (p. 2270) : proposition de loi RPR sur l'intéressement des travailleurs à la gestion des entreprises - Participation et paix sociale.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 12** (p. 2340) : cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail et pour répondre à une offre publique d'achat - **Après l'art. 13** (p. 2347) : inconvénients du délai d'indisponibilité des actions attribuées aux salariés - **Art. 15** (p. 2350) : se déclare défavorable à l'amendement n° 32 de la commission des lois (suppression de cet article concernant l'information préalable du comité d'entreprise et des salariés bénéficiaires avant toute distribution d'actions) - (p. 2351) : se déclare favorable à l'amendement n° 65 de la commission des lois (information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputées sur les fonds de la formation professionnelle) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 51 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de l'article relatives à la fixation par décret en conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles les dépenses résultant de la formation économique et financière des salariés pourront être imputées sur les fonds de la formation professionnelle) - **Art. 17** (p. 2353) : son amendement n° 1 : non application des nouvelles dispositions aux sociétés sidérurgiques régies par la loi du 23 octobre 1978 relative aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2363) : différence, pour les gaulistes, entre la participation et la distribution d'actions - Totale disparition d'un texte initial déjà insuffisant - Vote défavorable du groupe RPR.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79 - 80)**] - (9 juin 1980) - **Discussion générale** - (p. 2493) : son intervention lue par M. *Marc Jacquet* .

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) **Art. 15** *ter (suite)* (p. 3068) : inquiétude du groupe RPR au sujet de la subordination du versement de la prime de 400 francs par tonne d'équivalent-pétrole économisée à une clause de conventionnement.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3027) : dégradation récente du marché textile français - (p. 3028) : exportations vers les Etats-Unis - Déséquilibre de la balance commerciale française - Situation du textile dans les Vosges - Dégradation rapide de l'emploi - Nécessaire application stricte du principe de la globalisation des produits sensibles en provenance des pays à bas prix - Refus de tout ajustement des limitations quantitatives des importations de produits cotonniers pour les pays en négociation avec la Communauté économique européenne - Nécessaire mise « sous surveillance administrative » des importations de velours, notamment en provenance des Etats-Unis - Complémentarité des actions du Gouvernement français et de la Communauté économique européenne - Situation de l'industrie cotonnière - Risque de chômage partiel - (p. 3037) : investissements de l'industrie cotonnière - Chômage partiel dans des firmes dynamiques - Acceptation par la Communauté économique du principe de contingents importants à droits nuls au bénéfice de certains pays en voie de développement - Augmentation des importations en provenance du Brésil, du Cameroun ou de l'Inde, venant de Grèce - (p. 3038) : utile instauration d'un groupe de travail regroupant la profession et les administrations afin de préparer un troisième accord multifibres.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 3** (p. 3178) : son amendement n° 3, déposé avec M. Jean-Paul Hammann : garantie de versement et de revalorisation des retraites pour le personnel titulaire ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 3180) : son amendement n° 4 déposé avec M. Jean-Paul Hammann : compte rendu annuel d'activité de la nouvelle société au Parlement ; retiré.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4162) : Europe des Neuf et place de la France dans le secteur agricole - Difficultés de

l'agriculture française et stagnation du revenu agricole - Faible hausse des prix agricoles à la production et forte hausse des prix à la consommation - Mesures gouvernementales en faveur des agriculteurs et baisse de leur pouvoir d'achat - Endettement des jeunes agriculteurs : exemple des Vosges - Difficultés de la politique agricole commune ; « amendements Dankers » - Commission de Bruxelles et fixation des prix agricoles - Disparition du montant compensatoire monétaire et faiblesse de l'augmentation des prix agricoles - (p. 4163) : instauration d'un prélèvement supplémentaire sur la production laitière et opposition de certains partenaires à la création d'une taxe de coresponsabilité progressive - « Guerre du lait » et attitude du gouvernement lors des prochaines négociations européennes - Vocation laitière des Vosges et diminution du nombre des exploitations agricoles dans ce département - Avenir des producteurs de lait et position favorable des chambres d'agriculture à un système de prix dégressif rémunérant les producteurs ne pouvant faire que du lait et pénalisant les « usines à lait » - Problème budgétaire européen et généralisation du système de coresponsabilité - Nécessaire respect du principe de préférence communautaire - Problème de l'alimentation des veaux : boycott du « veau aux hormones » - Avenir de l'agriculture française et formation des futurs agriculteurs.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4927) : bilan positif des deux années d'application de la loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement - Nécessité d'apporter certains correctifs au système mis en oeuvre - Blocage de la dotation forfaitaire - Dotation spéciale prévue à l'article 6 pour le remboursement des indemnités de logement des instituteurs ; absence de dispositions relatives aux instituteurs des établissements privés sous contrat - Dotation spéciale pour le logement des instituteurs et base forfaitaire retenue par calcul du montant moyen des indemnités versées - Son amendement déposé avec M. Jean-Marie Girault et visant à l'indemnisation réelle des collectivités locales - Concours particuliers - Problèmes des petites communes de montagne, des communes touristiques et de certaines communes suburbaines - Solidarité entre l'Etat et les collectivités locales.

Art. 6 (p. 4938) : son amendement n° 31, déposé avec M. Jean-Marie Girault : dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet - (p. 4943) : suppression possible de l'art. 6 du projet et mesures transitoires pour 1981 - **Art. 7** (p. 4947) : vote du groupe RPR favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion générale (20 novembre 1980) - (p. 5011) : conditions de déroulement du débat budgétaire ; exemple du budget pour 1980 - (p. 5012) : caractère difficile de la conjoncture économique - Satisfaction devant la réduction du déficit budgétaire - Faiblesse de l'augmentation des dépenses en capital ; insuffisance de l'investissement - Richesse nationale et augmentation trop rapide du train de vie de l'Etat - Impasse budgétaire et financement des investissements - Caractère limité de l'aide fiscale à l'investissement ; élargissement nécessaire au domaine agricole - Situation économique et nécessité du développement de l'investissement productif ; niveau du taux de croissance - (p. 5013) : aggravation du déficit extérieur ; poids de la facture pétrolière - Inflation et choc pétrolier ; causes structurelles de l'inflation française - Augmentation des importations hors énergie ; exemple du secteur textile et des produits manufacturés - Augmentation du taux de pénétration du marché intérieur pour les produits étrangers - Faible compétitivité des entreprises françaises - Situation du franc et pénalisation des exportations - Lien à établir entre la situation économique et la santé d'une monnaie - Hausse du franc et arrivée de capitaux flottants - Rappel de la politique anglaise de défense *a priori* de la livre sterling - Augmentation des crédits aux voiries départementales et communales - Solidarité entre le gouvernement et le parlement - Vote favorable pour le budget 1981

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : sur l'amendement n° 45 de MM. René Touzet et Paul Girod (extension aux centres de gestion agréés artisanaux industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles), son sous-amendement n° 166 déposé avec M. André Fosset : limites des chiffres d'affaires ou de recettes ; non application pendant trois ans aux adhérents d'un centre de gestion remplissant toutes les autres conditions d'adhésion ; devenu sans objet - **Art. 3 A** (p. 5076) : agriculture et « pétrole » de la France - Caractère dynamique des exploitations agricoles imposées au bénéfice réel - Identité de traitement pour l'industrie et d'agriculture - (p. 5078) : son amendement n° 145 déposé avec M. Yves Durand (cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession).

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 514) : son amendement n° 15, déposé avec M. Yves Durand et soutenu par M. François Collet : pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition ; adopté.

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor (24 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5235) : hétérogénéité des comptes spéciaux et rattachement à divers départements ministériels - Montant des crédits et évolution par rapport à 1980 - Simplification et clarification nécessaires de ce fascicule budgétaire - Effort de réduction du nombre des comptes spéciaux - Clôture du compte spécial « prêts à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) » - Achèvement du projet Concorde - (p. 5236) : suppression du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) : ventilation des crédits entre le budget du ministère de l'intérieur et celui du ministère des transports - Compte d'exécution des accords internationaux sur l'étain - Diminution du compte de « consolidation des dettes commerciales des pays étrangers » : opération de débudgétisation et prise en charge par la Banque française du commerce extérieur (BFCE) - Inconvénients de ces débudgétisations ; contrôle du Parlement ; limitation du déficit budgétaire - Crédits du FSIR et répartition entre réseau national et voirie locale - Fonds national pour le développement du sport - Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (FNAFU) - (p. 5237) : prêts de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) - Dotation du Fonds de développement économique et social (FDES) ; diminution des crédits affectés aux prêts participatifs - Action du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) - Rôle des Comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) - Plan d'aide et de reconversion à la sidérurgie et prêts consentis aux groupes Usinor et Sacilor - Absence d'innovation dans ce budget pour l'année 1981 - Avis favorable de la commission des finances - (p. 5238) : efforts de soutien financier à l'industrie textile et problème de la concurrence déloyale et des importations excessives

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5350) : richesse nationale que représente l'agriculture française - Baisse du revenu des agriculteurs et coût de la politique agricole commune ; problème de la majoration éventuelle de la TVA versée par chaque partenaire ; conséquence de la diminution de la contribution budgétaire de la Grande-Bretagne - Prime britannique sur les exportations de viande ovine vers la France et montant de la taxe perçue par la France -

Evolution de la contribution française au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - (p. 5351) : politique agricole commune et principe de la préférence communautaire ; financement et difficultés budgétaires du FEOGA ; conséquence du manquement au principe préférentiel communautaire - Importance de l'effort budgétaire global en faveur de l'agriculture - Conséquences de la dégradation du revenu agricole ; disparité entre évolution des coûts et évolution des prix ; répercussions de la libération des prix ; estimations de la commission des comptes de l'agriculture ; cas des producteurs de légumes et de viande - Promesse présidentielle de maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs - Refus des agriculteurs d'être assistés : exemple de l'impôt sécheresse - Résultats de la prochaine conférence annuelle agricole - Conséquence de l'exclusion de l'agriculture du champ d'application de l'aide fiscale à l'investissement productif et options prioritaires du VIIIe Plan - Fiscalité et adaptation aux agriculteurs du régime du bénéfice réel - Travaux du comité d'études fiscales - Agriculture, pétrole de la France - (p. 5352) : orientations de la politique agricole commune et attitude de l'Assemblée européenne - Place de la France dans l'économie européenne - Place de la France dans l'économie eurpéenne - Défense de l'agriculture française et éventuel retour à la politique de la « chaise vide » - Attachement de tous les gaullistes à la politique agricole commune - (p. 5370) : comité d'études ficales ; avantages du secteur industriel ; question au gouvernement sur son projet d'instaurer un système spécifique d'aide fiscale à l'agriculture : attribution de l'aide à l'investissement productif et retrait de certains avantages

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat C* (p. 5428) : son amendement n° 203, déposé avec M. Joseph Raybaud, au nom de la commission des finances : réduction des autorisations de programme du titre VI (voirie locale ; tranche locale du Fonds spécial d'investissement routier, FSIR) ; retiré.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5637) : insuffisance des moyens de la poste et nécessité de maintenir l'effort en matière téléphonique - Se déclare défavorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique) - **Après l'art. 48** (p. 5640) : technique des télécommunications et nécessité d'un certain secret.

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6065) : dégradation de la situation de l'emploi - Inflation - Coût pour la collectivité de l'indemnisation du chômage - Cas des chômeurs non indemnisés - Travail à temps partiel et indemnisation en cas de chômage - Nécessité d'un nouveau texte législatif améliorant les droits des salariés quant à la participation aux résultats et à la marche des entreprises - Votera le budget du ministère du travail

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 44** *bis* (p. 6125) : ses amendements déposés avec M. Jean-Paul Hamman n° 255 : passage de l'imposition au forfait à l'imposition aux bénéfices réels ; adhésion à un centre de gestion agréé et maintien provisoire du régime du forfait ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 256 : régime transitoire du forfait et rôle des centres de gestion agréés ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 257 : bénéfice du régime du forfait transitoire et présomption du choix de l'imposition au bénéfice réel ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution et n° 258 : pouvoir des centres de gestion d'établir les déclarations fiscales pour leurs adhérents soumis au régime réel ou bénéficiant du régime du forfait transitoire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— **Conclusion du rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché,** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la **proposition de résolution (n° 90,** 1980-1981) de M. **Christian Poncelet** et plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile [n° 191 (80-81)]** - (18 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6424) : constante aggravation de la situation du secteur industriel - Situation du textile et de l'habillement ; importance du déficit dans les échanges extérieurs - Caractère performant de notre industrie textile et importance des investissements engagés par les industriels après les accords multifibres - Accroissement différencié des taux de pénétration sur le marché national en fonction des catégories de textiles - Priorité à la reconquête du marché intérieur - Textile et hémorragie d'emplois - Création d'une commission d'enquête et situation exceptionnelle du secteur textile - Situation du textile et sort économique de régions entières - Nécessité d'une action spécifique ; plan textile - (p. 6425) : objectifs de la commission d'enquête ; mesures immédiates, préparation de l'accord multifibres et de la reconquête du marché intérieur - Importations et adaptation du principe de la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne - Importance du marquage des origines des produits - Relance des investissements et transformation d'une industrie de main-d'oeuvre en une industrie d'investissements - Réorganisation du réseau de distribution - Textile et pratique abusive qui se développe au sein de la Communauté européenne ; importations sauvages.

PONTILLON (Robert), sénateur des Hauts-de-Seine (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **365** (15 avril 1980) (p. 1262) à M. le ministre de l'industrie : les **télécommunications (nouvelles technologies de l'information ; politique intérieure et propositions de la communauté économique européenne).**

n° **371** (24 avril 1980) (p. 1477) à M. le ministre de l'éducation : **l'enseignement dans la région parisienne** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1565 et suivantes).

n° **400** (3 juin 1980) (p. 2286) à M. le ministre de l'industrie : les **télécommunications (politique de l'informatique, de la télématique et technologie de l'information).**

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1582) : notions de moyennes et diversité des situations - Application de la « grille Guichard » - Spécificité de la région parisienne ; importance des retards scolaires, des inadaptations et des redoublements - (p. 1583) : difficulté des groupes d'action psychopédagogique (GAPP) - Généralisation des classes à plusieurs niveaux - Décharges de classes - Accueil insuffisant de l'enseignement pré-élémentaire - Echec du transfert des responsabilités du ministère sur les recteurs - Situation des enseignements spéciaux - Transfert des sections scientifiques des écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat [n° 355 (79-80)]** - (27 juin 1980) (p. 3210) :

renouveau de la tension internationale suite de l'affaire d'Afghanistan ; indépendance de la France dans le cadre de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne - Sommet européen de Venise : intention de l'URSS d'exacerber les contradictions entre les Etats-Unis et leurs alliés - Retrait partiel des troupes soviétiques - Silence de la France sur la prolifération des armements nucléaires : nécessité de relancer la négociation internationale sur la limitation des armements et la diminution des crédits militaires - Propositions faites par le gouvernement en 1978 : satellites de contrôle, mesures de confiance - Vente d'armes de la France : exemple de l'Irak - (p. 3211) : armements euro-stratégique : fusées américaines en Europe (fusées Pershing) - Position du gouvernement dans la négociation de SALT III - Problème du développement du Tiers Monde - Prise de position de la France et de l'Europe pour un nouvel ordre économique mondial - Crise de l'Europe et accord du 30 mai à Bruxelles avec la Grande-Bretagne ; problème de la politique agricole commune - Proposition du parti socialiste au Parlement européen sur la politique agricole commune : objectifs, règles de fonctionnement et de financement - Croissance anarchique de la dépense communautaire : exemple du lait - Question au gouvernement sur l'élargissement de la CEE : réserve de la Grande-Bretagne sur ses engagements communautaires et nécessité d'un projet de réglementation européenne des fruits et légumes ; respect de la préférence communautaire pour les productions méditerranéennes et application nécessaire des clauses de sauvegarde ; communication à la commission des communautés du souhait de la France d'une pause dans la négociation sur l'élargissement, sommet européen de Venise - (p. 3212) : rôle de l'Europe sur la question du Moyen-Orient, ambiguité de sa politique et de son attitude vis-à-vis des accords de Camp David - Apport de ces accords - Problème des frontières et de la sécurité d'Israël - Risque de radicalisation dangereuse et de pénétration extérieure - Blocage de la négociation : attentisme jordanien, non reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'OLP, intransigeance du gouvernement israélien - Obstacle représenté par l'OLP dans la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et erreur de l'Europe de l'associer aux négociations - Détermination des frontières au Moyen-Orient et impossibilité de reconnaître l'Etat d'Israël ou de circonscrire l'Etat palestinien à la Cisjordanie et à Gaza - Critique de la politique française : bourses accordées par la France aux étudiants palestiniens - Politique du gouvernement défavorable au crédit et à l'audience de la France dans le monde.

— **Décès du Premier ministre du Portugal** - (4 décembre 1980) (p. 5786) : qualités du Premier ministre portugais ; exprime sa sympathie à l'assemblée soeur de Lisbonne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5836) : devenir des écoles normales supérieures de Fontenay et Saint-Cloud : insuffisance de locaux et superficie, réduction des subventions de fonctionnement, diminution du budget, aspects négatifs du projet de restructuration et décentralisation sur Lyon - (p. 5837) : gâchis intellectuel (exemple de l'échange fructueux avec des instituts parisiens) et financier (frais de démolition et de reconstruction) - Universités parisiennes privées d'éléments de qualité pour leur enseignement de troisième cycle, sans bénéfice pour le potentiel universitaire de la province - Restructuration nécessaire mais désapprobation des objectifs gouvernementaux

PORTIER (Henri), sénateur de l'Aube (RPR).

Devient sénateur le 2 novembre 1980 en remplacement de M. Robert Galley, démissionnaire (4 novembre 1980) (p. 4332).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (2 décembre 1980) (p. 5642).

POUDONSON (Roger), sénateur du Pas-de-Calais (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **16**, 1980-1981) autorisant l'approbation, d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part, du protocole complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise, relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956, portant institution d'un Fonds national de solidarité (n° **56**,1980-1981) (24 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (3 avril 1980) - **Avant l'art. 10** (p. 1020) : son amendement N° 145 soutenu par M. Marcel Rudloff : possibilité d'intégration dans les fonctions des premier et second grades des anciens avoués devenus avocats ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise, signée le 29 juillet 1971, d'autre part du protocole complémentaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocution supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité** [n° **16 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4203) : modification de la législation nationale et adaptation des diverses conventions sur la Sécurité sociale signées avec le Portugal - Importance de la colonie portugaise - Suppression par la loi française du 3 janvier 1973 de toute condition de durée d'assurance pour l'obtention d'un avantage vieillesse ; modalités de liquidation : liquidation séparée, liquidation par totalisation - Définition du champ d'application territorial ; cas des iles du Cap Vert - Choix entre le bénéfice des prestations du pays de séjour ou du pays d'origine - Bénéfice de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - (p. 4204) : clauses de ressources et allocation supplémentaire - Caractère différent du texte sur l'assurance vieillesse et du texte sur l'allocation supplémentaire ; ratification sous la forme d'un projet de loi unique - Proposition d'approbation des deux textes.

POUILLE (Richard), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (27 juin 1980) (p. 3240).

Est nommé de nouveau membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** (n° **100**, tome **XVII**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Art. 81** (p. 1177) : égalité d'accès à l'enseignement ; les études cas par cas faites par son département pour les enfants de familles pauvres - **Art. 83** (p. 1191) : plan départemental et coordination des transports inter-urbains des voyageurs - Intégration du plan de transports scolaires dans le plan général de transports départementaux - Sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), se déclare défavorable au sous-amendement N° II-277 du Gouvernement (prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs).

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Art. 1** *bis* (p. 1716, 1717) : son amendement N° 47 :principe de la meilleure utilisation possible de l'énergie primaire ;devenu sans objet - (p. 1719) : son amendement N° 41 : fixation par voie réglementaire des directives du gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur ; devenu sans objet - **Art. 1** *ter* (p. 1720) : sur l'amendement N° 16 de la commission (énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'EDF ou du CEA), son sous-amendement N° 42, rédactionnel, devenu sans objet après le retrait par la commission del'amendement N° 16 - **Après l'art. 1** *ter* (p. 1721) : son amendement N° 43 : continuité de l'alimentation par les entreprises du réseau de fourniture de chaleur ; retiré - **Art. 2** (p. 1723) : son amendement N° 44 : coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie ; rejeté - **Art. 4** (p. 1724) : son amendement N° 45 : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau ; retiré - **Art. 6** (p. 1726) : son amendement N° 46, rédactionnel ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 14** *bis* **C** (p. 1892) : se déclare opposé à l'amendement N° 43 de M. Charles Beaupetit (financement de la totalité des opérations de remembrement d'une commune par les sociétés bénéficiaires de la concession des ouvrages linéaires) - Coordination nécessaire entre le lancement des programmes autoroutiers nationaux et des programmes régionaux de travaux.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - **Après l'art. 1** (p. 2202) : son amendement N° 3 déposé avec M. Pierre Salvi et soutenu par M. Pierre Schiélé : principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2745) : problèmes techniques ou régionaux évoqués par les orateurs et problème plus général de la politique européenne de lutte cont la pollution.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4200) : accord de vue total avec le projet gouvernemental.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4255) : système de financement - Vote du groupe UREI favorable au projet..

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (12 novembre 1980) - **Art. 11** - *Art. 382 du code pénal* (p. 4593) : se déclare opposé à l'amendement n° I-43 de M. Félix Ciccolini (suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'entrée par ruse).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Environnement) - (p. 5702) : crédits du Ministère de l'environnement ; redéploiement des moyens en personnel ; mise en place des délégués régionaux à l'architecture - Qualité de la vie ; bilan de la charte de la qualité de la vie ; retard du projet de loi-cadre contre le bruit - Lutte contre la pollution : principe des pollueurs-payeurs ; participation des collectivités locales, des industries et de la population - Collecte et traitement des déchets - (p. 5703) : rôle de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) - Protection de la nature : parcs nationaux ; rôle du Fonds d'intervention et de développement pour l'aménagement rural (FIDAR) ;parcs régionaux ; réserves naturelles - Structures administratives de l'environnement - Intervention de plusieurs ministères ; rôle des chargés de mission à l'environnement - Résultat des travaux de la commission interministérielle pour la lutte contre les infractions en matière d'environnement : rapport Jung - Nécessité d'une loi d'orientation en matière de lutte contre le bruit - Décentralisation et concertation avec les collectivités locales - « Assurance pollution » - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur les crédits de l'environnement

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5967) : absence de coordination entre les élus locaux et les agents du ministère - Qualité et avantages de l'industrie japonaise ; attitude de l'ouvrier japonais - Densité du réseau de PME français et amélioration de leur compétitivité - Exportations en rapport au nombre d'habitants ; supériorité de la France sur le Japon - Stratégie industrielle gouvernementale et liberté laissée aux industriels - Pénétration française au Japon dans le domaine nucléaire - Votefavorable du groupe UREI

Commerce et artisanat (7 décembre 1980) (p. 5992) : progression des crédits et importance économique du commerce et de l'artisanat - Commerce et artisanat et dispersion des crédits sur l'ensemble du budget - (p. 5993) : formation professionnelle - Obstacles administratifs et fiscaux à la création et au développement des entreprises - Objectifs de la loi d'orientation ; harmonisation du régime social - Retraite des commerçants et artisans - Assurance-maladie et situation défavorable du commerce et de l'artisanat - Poids croissant des charges sociales : lutte contre le chômage - Harmonisation fiscale - Caractère inquisitoire de l'administration - Statut de la femme de commerçant ou d'artisan - Vote favorable du groupe UREI

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6004) : intervient au nom de M. *Serge Mathieu* - Situation de l'emploi et formation professionnelle - (p. 6005) : augmentation appréciable des crédits - Rapport de la cour des comptes et lacunes de la formation

professionnelle - Répartition des crédits et déséquilibre entre les différentes filières ; régression des formations agricoles et de celles dispensées par l'union nationale des maisons familiales - Importance de la formation des instituts ruraux d'éducation et d'orientation - Loi d'orientation agricole et importance de la formation des hommes

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 43** *quater* (p. 6124) : son amendement n° 254 : modification des plafonds annuels de la taxe spéciale d'équipement des établissements fonciers de la métropole lorraine et de la basse Seine ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) **Art. 6** (p. 6209) : établissement des actes de vente et nécessité d'allonger le délai du droit de préemption.

PREVOTEAU (**Maurice**), sénateur de la Marne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6131).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** (n° **100**, tome **IX**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art 4** (p. 1871) : intervient sur l'amendement N° 64de la commission des affaires économiques (dispositions des statuts prévoyant les procédures d'arbitrage et les instances qui en seront chargées, et recours en dernier ressort devant les juridictions de l'ordre judiciaire) - **Art. 5** (p. 1873) : soutient, puis retire l'amendement N° 40 de M René Tinant (réduction à deux mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension) - Soutient, puis retire l'amendement N° 41 de MM René Tinant et François Dubanchet (exception, en faveur des interprofessions, à la règlementation sur les ententes).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5593) : second choc pétrolier et risque de récession mondiale - (p. 5594) : recyclage des capitaux des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - Endettement du tiers monde non producteur de pétrole - Détérioration du commerce extérieur de la France en 1980 - Augmentation des importations hors énergie et chute des exportations ; déficience possible de l'appareil de production et de distribution ; exemple du secteur de l'électroménager - Amélioration des échanges dans le secteur agro-alimentaire ; exemple des exportations de sucre - Exportations vers les pays en voie de développement non producteurs de pétrole et risques financiers - Déficit anormal de la filière bois ou de certains postes tels que la viande porcine, les fruits et légumes, la pêche, les fleurs coupées - Apparition en 1980 d'un déficit dans le secteur du textile et de l'habillement, malgré l'application de l'accord multifibres ; concurrence des produits italiens ; marquage d'origine - (p. 5595) : difficultés de l'économie française face à la concurrence étrangère ; tenue du franc - Interventions budgétaires ou réglementaires de l'Etat - Application de la loi d'orientation agricole et institution souhaitable d'un fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires - Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits

PRIGENT (**François**), sénateur du Finistère (UCDP).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1133) : naufrage du Tanio et pollution des côtes bretonnes - Difficultés de pompage - Répétition de ces accidents - Gravité des conséquences - Plan Polmar - Mesures de prévention - Sort de l'épave du Tanio - (p. 1134) : prise en charge des frais - Politique de prévention - Irritation légitime de la population bretonne.

PROUTEAU (**Jean-Pierre**), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (petite et moyenne industrie)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (J.O. Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Industrie (7 décembre 1980) (p. 5967) : importance du réseau des petites et moyennes industries ; insuffisance de créations et rôle de l'agence pour la création d'entreprises - Accroissement en 1979 de l'effectif global de la petite et moyenne industrie - Faiblesse de la dotation aux petites et moyennes entreprises - (p. 5968) : petites et moyennes entreprises et efforts extra-budgétaires déployés - Crédits du chapitre « aide à la petite et moyenne industrie » ; caractère de politique d'animation - Réforme de la transmission d'entreprises - Mécanismes de financement à la petite et moyenne industrie ; réforme du cautionnement mutuel et rapport Sarrazin - Crédits d'équipement des petites et moyennes entreprises - Coordination entre les directions interdépartementales de l'industrie et le ministère de l'équipement en matière d'environnement - Capacité d'innovation des petites et moyennes industries - Avenir du bassin de Briey - Réimplantation d'industries en Lorraine ; rôle de Peugeot - Importations textiles tunisiennes ; arrangements d'autolimitation et quotas sur les tissus de coton

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5968) : aide de l'Etat à la réalisation de production d'électricité commune par l'Industrielle sucrière de Bourbon et par la sucrerie du Nord-Est à la Réunion.

PUECH (**Jean**), sénateur de l'Aveyron (UREI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

Q

QUILLIOT (Roger), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (6 novembre 1980) (p. 4469).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **460** (29 octobre 1980) (p. 4234) à M. le ministre de la Culture et de la Communication : les **Beaux Arts (rapports Ecole des Beaux-Arts Conservatoire)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4939) : à cet article, relatif à la dotation spéciale pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs, son amendement n° 38, déposé avec M. Louis Longequeue : addition du montant total de la dotation spéciale au montant de la dotation globale de fonctionnement ; retiré - **Art. 8** (p. 4954) : son amendement n° 45, déposé avec M. Louis Longequeue : augmentation de la part de la DGF affectée aux concours particuliers et notamment à la dotation pour les villes-centres ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5706) : projet de budget du logement : besoins en logements sociaux : pavillons ; locatif collectif - Importance économique de la construction ; conséquences sur l'emploi - Problème du coût des logements à proximité des centres-villes ; taux d'intervention du ministère : crédits pour surcharge foncière - Rôle du fonds d'aménagement urbain (FAU) dans la réhabilitation des centres-villes - Accession à la propriété : coût des prêts et excès de la publicité en la matière - Institution du système de l'aide personnalisée au logement (APL) et procédure du conventionnement - Aide à la pierre et aide à la personne - Livre blanc des HLM - (p. 5707) : aides fiscales - Rôle du Fonds national de l'habitat (FNH) - Loyers impayés - Expérience menée à Toulouse et à Clermont-Ferrand pour venir en aide aux locataires en difficulté ; participation des caisses sociales (allocations familiales, assurance-maladie, ASSEDIC, aide sociale) ; contrôle administratif - Conseil d'administration des offices - Procédure du conventionnement des offices d'HLM et travaux d'économies d'énergie ; objectif de « quittance constante », loyers et charges confondus - Danger d'un lien entre l'octroi d'un prêt et l'obligation de recourir à la procédure de conventionnement - (p. 5708) : contrainte de conventionnement imposée par le Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Problèmes fonciers : flambée des prix en milieu urbain ; procédures multiples des zones d'intervention et d'aménagement - Politique foncière et urbanisme : mesures annoncées en février 1980 en faveur de l'habitat aggloméré - Vocation sociale des organismes d'HLM et nécessité du dialogue

R

RABINEAU (André), sénateur de l'Allier (UCDP).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (23 octobre 1980) (p. 4016).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 16 au 27 septembre 1979, chargée d'étudier les problèmes démographiques en U.R.S.S. (n° **187,** 1979-1980) (12 mars 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **203,** 1979-1980) instituant une assurance-veuvage (n° **248,** 1979-1980) (14 mai 1980) - **Veuves.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **329,** 1979-1980) modifié par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (n° **353,** 1979-1980) (26 juin 1980) - **Veuves.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (n° **369,** 1979-1980) (30 juin 1980) - **Veuves.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **18,** 1980-1981) modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés **d'emploi** qui créent une entreprise (n° **50,** 1980-1981) (23 octobre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **122,** 1980-1981) modifié par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'**emploi** qui créent une entreprise (n° **137,** 1980-1981) (3 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 4** (p. 1870) : soutient, puis retire l'amendement N° 39 de MM René Tinant et Guy Robert, identique à l'amendement N° 160 de M Pierre Tajan (suppression de la possibilité de recours à une juridiction de l'ordre judiciaire).

— **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (20 mai 1980) - (p. 1982) : conseil des ministres du 2 avril 1980 et définition de la politique énergétique française - Inertie des questions énergétiques - Redéploiement des approvisionnements, notamment pour le pétrole et réduction de la part des hydrocarbures - (p. 1983) : succès de la politique des économies d'énergie et accentuation de celle-ci - Energies renouvelables : hydraulique et bois - Energie solaire - Diminution de la part de l'énergie hydraulique et des centrales thermiques classiques - Charbon et gaz - Energie et conséquences sur l'habitat - L'ingéniérie et l'urbanisme - Sécurité des approvisionnements - Importations de gaz et politique de l'Algérie - Achat de pétrole au Vénézuela et au Mexique - Politique énergétique et information - Nécessité d'un grand débat sur la politique énergétique.

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2104) : application du programme de Blois - Propos du Président au congrès national de la fédération des associations de veuves chefs de famille - Groupe d'études présidé par M. *Jean Cluzel* - Nombre des veuves et surmortalité masculine - Réinsertion professionnelle et priorité à l'embauche - Protection sociale spécifique ; capital décès ; prestations familiales et régimes d'assurance vieillesse pour les plus âgées - Assurance veuvage et correction des disparités des prestations entre les différents régimes - Fixation d'une condition d'âge à 55 ans - (p. 2105) : comparaison de la situation des divorcées et des veuves - Projet de loi et hésitation entre assurance ou assistance - Multiplication des prestations - Coût financier de l'assurance envisagée - Acceptation du projet par la commission sous réserve de certaines modifications - Bénéfice de l'assurance veuvage et conditions de l'éducation d'un enfant.

Avant l'art. 1 (p. 2109 et 2110) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, N° 11 (augmentation du taux des pensions de reversion et cumul intégral des pensions), N° 12 (revalorisation de l'allocation d'orphelin et des allocations familiales versées au premier enfant) et N° 13 (principe de l'égalité d'accès des femmes aux emplois privés et publics) - (p. 2111) : accepte l'amendement N° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (droits à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale)et s'oppose à l'amendement N° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (priorité d'accès pour les veuves aux cycles et stages de formation professionnelle) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 16 de Mme Marie-Claude Beaudeau (bénéfice de la retraite anticipée pour les femmes salariées) - (p. 2112) : s'oppose à l'amendement N° 17 de

Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (décès du conjoint et paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès) - **Art. 1** (p. 2113) : à propos de la définition et des conditions d'attribution de l'assurance veuvage ; amendement N° 39 du gouvernement et amendement N° 1 de la commission des affaires sociales ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2115) : sur l'amendement N° 39, sous-amendement N° 43 de la commission : substitution de la notion de « conjoint survivant » à celle de « veuve » ; adopté - (p. 2116) : accepte l'amendement N° 31 de Mme Cécile Goldet transformé en sous-amendement à l'amendement N° 39 du gouvernement (déclaration du décès et information du conjoint survivant sur l'assurance veuvage) - (p. 2116) : amendement N° 2 de la commission : 1. durée et montant de l'allocation de veuvage ; adopté ; 2. cas de prolongation ; retiré - S'oppose à l'amendement N° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau (durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation) - (p. 2117) : amendement N° 3 de coordination de la commission ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression des dispositions de cet article accordant un droit de priorité au versement de l'allocation de veuvage) - (p. 2118) : en ce qui concerne le conjoint survivant et le bénéfice des prestations en nature de l'assurance-maladie, demande le retrait de l'amendement N° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau et amendement N° 4de la commission ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2119) : amendement N° 5 de la commission : allocation de veuvage et pouvoir de contrôle de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; adopté - Amendement N° 6 de la commission : assimilation au conjoint survivant des personnes vivant maritalement ; adopté - **Après l'art. 1** : s'oppose à l'amendement N° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar (bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants) - **Art. 3** (p. 2120) : amendement N° 36 de la commission : suppression de cet article concernant l'assurance veuvage et la définition de la notion d'assuré ; adopté - **Art. 4** : amendement N° 37 de la commission : prise en charge des cotisations par les salariés ; adopté - A propos de la prise en charge des cotisations par l'employeur ; s'oppose aux amendements N° 22 de Mme Marie-Claude Beaudeau et N° 33 de Mme Cécile Goldet - (p. 2121) : amendement N° 7 de la commission : recouvrement des cotisations et application des règles de l'assurance vieillesse ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 2121) : à propos de l'application de la loi aux départements d'outre mer, accepte l'amendement N° 10 de M. Jean Mézard et s'oppose à l'amendement N° 26 de M. Marcel Gargar - **Art. 5** (p. 2122) : amendement N° 8 de coordination de la commission ; adopté - **Art. 6** (p. 2123) : amendement N° 38 de la commission : exploitation agricole et charge de la cotisation au salarié ; adopté - Demande le rejet de l'amendement N° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (exploitation agricole et charge de la cotisation à l'employeur) - **Art. 7** : s'oppose à l'amendement N° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la loi aux décès postérieurs au 31 décembre 1979) - **Art. 9** (p. 2124) : accepte l'amendement de coordination N° 45 du gouvernement - **Après l'art. 9** : au sujet de l'éducation d'un enfant et de l'ouverture du droit à pension de reversion sans accomplissement des conditions de durée du mariage, accepte les amendements N° 40, 41 et 42 du gouvernement - **Art. additionnel** *in fine* (p. 2125) : demande le retrait de l'amendement N° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application de la loi au survivant d'un couple ayant vécu maritalement) - Accepte l'amendement N° 34 de M. Roland Grimaldi (remariage et maintien dans le même régime d'assurance vieillesse ; cas de réouverture du droit à pension de reversion) - **Intitulé** (p. 2125) : amendement N° 44 de la commission : de forme ; « projet de loi tendant à instituer l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille » ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2615) : amélioration de la formation des jeunes : le groupe UCDP votera le projet.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Après l'art. 9** (p. 2840) : soutient l'amendement N° 80 de M. Pierre Schiélé (politique familiale et droit au logement) - (p. 2841) : soutient l'amendement N° 81 de M. Pierre Schiélé (établissement annuel, par le préfet, d'une carte des équipements et services destinée aux familles) - **Avant l'art. 11** (p. 2849) : soutient l'amendement N° 84 de M. Pierre Schiélé (compensation des charges familiales et budget annexe des prestations familiales) - **Art. 14** (p. 2853) : soutient l'amendement N° 86 de M. Pierre Schiélé (principe et modalités de fixation du coût familial de l'enfant) - **Art. 15** (p. 2854) : soutient l'amendement N° 87 de M. Pierre Schiélé (responsabilité conjointe de l'éducation et de l'entretien des enfants pour le père et la mère sauf décision judiciaire) - **Après l'art. 25** (p. 2862) : soutient l'amendement N° 94 de M. Pierre Schiélé (réévaluation semestrielle des prestations familiales) - Soutient l'amendement N° 95 de M. Pierre Schiélé (droit d'expression à la radio et à la télévision de l'union nationale des associations familiales et des unions départementales).

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2912) : son amendement N° 48 déposé avec M. François Dubanchet : réserve spéciale de participation et constitution d'un fonds commun de placement ; retiré - **Après l'art. 15** *undecies* (p. 2935) : son amendement N° 47 déposé avec M. François Dubanchet, soutenu par M. Paul Pillet : importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions ; retiré.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** - *Deuxième lecture* [n° **329 (79-80)**] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3256) : convergence de vues entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; volonté de ne pas restreindre l'assurance veuvage au seul conjoint survivant élevant ou ayant élevé des enfants - Détermination du seuil de l'allocation - Obligation de cotiser et confusion entre les notions d'assurance et d'assistance - Refus de l'Assemblée nationale d'étendre les dispositions aux personnes vivant maritalement.

Art. 1 : amendement n° 1 de la commission des affaires sociales : détermination du montant de l'allocation en fonction d'un plafond de ressources fixé par décret ; adopté - (p. 3258) : accepte l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Cantegrit soutenu par M. Henri Moreau (versement de l'allocation aux Français résidant à l'étranger et relevant du régime d'assurance volontaire vieillesse) - sur cet amendement accepte également le sous-amendement n° 4 du Gouvernement (prise en compte de l'âge, du nombre d'enfants et des ressources) - Demande le rejet de l'amendement n° 2 de Mme Cécile Goldet (assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré) - **Seconde délibération** (p. 3260) : s'oppose à l'amendement n° 5 du Gouvernement (caractère forfaitaire de l'allocation de veuvage).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **369 (79-80)**] - (30 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 3400) : évolution de l'allocation veuvage et compromis réalisé entre le gouvernement et le Parlement ; satisfaction des associations de veuves - Proposition d'adoption du texte de la commission.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés**

d'emploi qui créent une entreprise [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4247) : loi du 16 janvier 1979 créant le nouveau système d'indemnisation du chômage - Aides accordées aux créateurs d'entreprises - Allocation forfaitaire - Sécurité sociale - Statut juridique de l'entreprise - Bilan d'application de la loi du 3 janvier 1979 : majorité d'entreprises artisanales individuelles - Créations et reprises d'entreprises - Nombre des bénéficiaires et répartition par secteur d'activité - Lutte contre le chômage - Dispositions du projet en examen : mesures permanentes ; champ d'application ; professions libérales - (p. 4248) : modifications souhaitées par la commission : durée de la protection sociale gratuite ; couverture du risque accident du travail ; consultation des partenaires sociaux - Demande l'adoption du texte modifié par les amendements de la commission.

Art. unique (p. 4250) : amendement rédactionnel n° 1 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Après l'art. unique** (p. 4251) : amendement n° 3 de la commission : suppression à cet article de la référence au régime accidents du travail, traité à l'article 3 ; adopté - Amendement n° 2 de la commission : couverture gratuite contre les accidents du travail pendant six mois pour les salariés ; adopté - (p. 4252) : amendement de coordination n° 4 de la commission ; adopté - Amendement n° 5 de la commission : report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5263) : travaux de la commission tripartite et rejet de ses conclusions par le gouvernement - Attitude modérée des représentants des anciens combattants et des parlementaires - Opposition du groupe centriste à ce projet de budget

Justice (4 décembre 1980) (p. 5767) : vote de la loi sur les conseils de prud'hommes et retard dans l'installation des nouveaux conseils - Centres de formation professionnelle et formation professionnelle des futurs avocats - (p. 5768) : nouveau certificat d'aptitude à la profession d'avocats ; conditions d'attribution des bourses nécessaires à la poursuite des études d'avocat - Conditions d'attribution de l'aide de l'Etat - Rémunération des avocats commis d'office en matière pénale

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** - *Deuxième lecture* [n° **122 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6173) : octroi par le Sénat de la protection sociale gratuite de certains créateurs d'entreprises contre les accidents du travail - Adoption des mêmes dispositions par l'Assemblée nationale - Amendements de l'Assemblée nationale ; modalités d'attribution des aides et prévention contre une utilisation abusive - Accord de la commission sur le texte transmis par l'Assemblée - (p. 6174) : bénéficiaires du texte et mise à disposition immédiate de leur droit à participation - Proposition d'adoption du texte de l'Assemblée.

Art. 1 (p. 6174) : amendement n° 2 de la commission des affaires sociales : application du texte aux « salariés privés d'emploi » ; retiré - (p. 6175) : amendement n° 1 de la commission : bénéficiaires du texte et mise à disposition immédiate des droits à participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 23** *nonies* (p. 6537) : son amendement n° 128, déposé avec M. Roger Lise et soutenu par M. Adolphe Chauvin : prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer ; retiré.

RAPUZZI (Irma), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Réélue sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommée membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980) (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances pour 1981,** adopté par l'Assemblée nationale - Transports - I - Section commune - IV - Transports intérieurs : transports terrestres (n° **98**, annexe **27**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2634** (JO Débats 17 janvier 1980) (p. 159) à M. le ministre du Budget : le **cadastre (contrôle des valeurs locatives cadastrales)** - Réponse de M. Maurice Papon, ministre du Budget (25 avril 1980) (p. 1525, 1526).

Questions orales avec débat :

n° **208** (19 avril 1980) (p. 822) à M. le ministre de l'Industrie : les **charbonnages** - Retirée par son auteur (8 octobre 1980) (p. 3791).

n° **275** (2 octobre 1980) (p. 2885) à M. le ministre de l'Industrie : les **industries agro-alimentaires** - Retirée par son auteur (8 octobre 1980) (p. 3791).

n° **355** (2 avril 1980) (p. 936) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (politique de « redéploiement » des enseignants et fermetures de classes dans les Bouches-du-Rhône)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564 et suivantes.).

n° **407** (30 juin 1980) (p. 3404) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fruits et légumes (urgence de mesures spécifiques en faveur des agriculteurs).**

n° **433** (7 octobre 1980) (p. 3765) à M. le ministre de l'Intérieur : la **police municipale (aggravation des incidents survenus à l'occasion des fêtes locales).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 353) : objectifs ambitieux assignés à l'agriculture - (p. 354) : insuffisance des moyens mis en oeuvre, notamment dans le domaine économique - Insuffisance de la loi de finances pour 1980 ; plan de sauvegarde du Sud-Ouest ; récentes décisions du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Objectifs de régionalisation et rôle centralisateur du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Imprécision des dispositions relatives à l'organisation des producteurs - Silence du projet sur le système coopératif - Installation des jeunes agriculteurs : conditions d'octroi des prêts bonifiés du Crédit agricole ; pénalisation des régions méditerranéennes -

(p. 355) : distinction entre investissements de développement et d'installation - Prise en compte nécessaire des caractères spécifiques de chaque région - Difficultés de la politique agricole commune - Elargissement de la CEE aux pays méditerranéens - Exclusion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du plan de sauvegarde des régions méridionales (plan sud-ouest) ; plan quinquennal de développement agricole voté par l'établissement public régional - Société d'aménagement du canal de Provence - Taux élevé de chômage dans la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur - Crédits supplémentaires nécessaires.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1572) : grève nationale et inquiétude du monde enseignant - Fermetures de classes ; cas du département des Bouches-du-Rhône ; application de la grille Guichard - (p. 1573) : définition de la carte scolaire en fonction de la densité de population, des déplacements internes et de la proportion d'étrangers ; cas de Marseille - Surcharge dans les classes des Bouches-du-Rhône - Insuffisance de l'infrastructure scolaire notamment dans l'enseignement technique - (p. 1574) : rentrée scolaire dans les Bouches-du-Rhône et demande un « collectif » budgétaire.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263 (79-80)**] - (12 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2661) : son amendement N° 5 soutenu par M. Pierre Noé : prononcé des sanctions dans le cadre de la protection instituée par la loi de nationalisation de 1946 ; devenu sans objet.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4151) : problèmes spécifiques des productions méditerranéennes - Violence des producteurs - Dégradation de la situation des producteurs de fruits et légumes : exemples des exportations de pommes de terre grecques et de la guerre de la tomate entre le Maroc et la France - Ecoulement des produits à des prix très bas - Insuffisances de la politique communautaire en matière de fruits et légumes, saison 1980 déficitaire, lourdes charges des exploitants - (p. 4152) : ségrégation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur par la CEE : exemple de l'aide infime du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Conséquences de l'absence de contrôle des prix et de la qualité au stade du détail - Provence désavantagée dans la répartition des crédits d'investissements, déplacement des investissements de certaines entreprises, importations supérieures aux exportations - Industrie agro-alimentaire : perte de capacité, concurrence des pays sous-développés du bassin méditerranéen et de la CEE - Mesures demandées : exemple du respect de la préférence communautaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5444) : objectifs prioritaires du gouvernement et stagnation des crédits du budget - Croissance rapide des crédits de la section commune - Dépenses de fonctionnement de l'administration centrale - Desserte de la Corse et politique de continuité territoriale ; transports aériens et transports maritimes - Organismes de recherche et d'étude sur les transports - (p. 5445) : subventions à l'Institut de recherche des transports et à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes - Création d'un fonds d'aide à la recherche et à l'innovation sur les transports - Transports et économies d'énergie - Reconduction de la dotation budgétaire des transports terrestres - Crédits de fonctionnement attribués à la SNCF ; amélioration de sa situation financière et poursuite de la recherche d'équilibre d'exploitation - Situation de la RATP ; transports urbains de province - Crédits pour l'amélioration des structures de la batellerie ; situation de la navigation fluviale - Zônes rurales et suppression du chemin de fer - Navigation fluviale et report sur le transport routier - Recul des transports collectifs urbains - Politique d'économies d'énergie ; diminution de la subvention à la région d'Ile de France ; diminution des autorisations de programme pour la province - Avis favorable à l'adoption de ce budget - Journée de travail et allongement par la durée du transport - Importance économique et pour l'emploi des transports

Justice (4 décembre 1980) (p. 5773) : réalisation d'un établissement pénitentiaire à Saint-Martin-de-Crau

RAUSCH (Jean-Marie), sénateur de la Moselle (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi (n° **135**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les **pollutions** atmosphériques et les odeurs (n° **211**, 1979-1980) (17 avril 1980).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi (n° **338**, 1979-1980) adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant l'Agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les **pollutions** atmosphériques et les odeurs (n° **351**, 1979-1980) (26 juin 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues visant à la création de délégations parlementaires à l'**informatique** et à la télématique à l'Assemblée nationale et au Sénat (n° **60**, 1980-1981) (28 octobre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder des bonifications d'annuités pour le calcul de leur **pension de retraite** aux agents de l'Etat, des collectivités locales et de la SNCF des départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle réfractaires à l'annexion de fait entre 1940 et 1945 (n° **70**,1980-1981) (4 novembre 1980).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** (n° **100**, tome **XXI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **322** (25 février 1980) (p. 325) à M. le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications : **l'informatique (postes et télécommunications : utilisation de l'informatique et de la télématique).**

n° **378** (6 mai 1980) (p. 1675) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : **l'environnement (élimination des déchets et récupération des matériaux)** - Discutée le 24 juin 1980 (p. 3058 et suivantes).

n° **398** (29 mai 1980) (p. 2215) à M. le Premier ministre : la **Sidérurgie (industrie et industrialisation de la Lorraine).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi N° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** [n° **135 (79-80)**] - (27 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2179) : loi relative à la récupération et à l'élimination des déchets - Politique de qualité de la vie et lutte contre la pollution de l'air - Gravité de la pollution

atmosphérique et dispositions législatives prises depuis 1961 - Création d'un réseau de surveillance - Résultats obtenus et respect des normes européennes - Action des agences de bassin et de l'agence de déchets - Agence pour la qualité de l'air : information et promotion des techniques de prévention et de lutte - (p. 2180) : modalités pratiques de constitution de l'agence - Perception de taxes parafiscales.

Art. unique (p. 2181) : amendement de la commission des affaires économiques N° 1 : composition tripartite du conseil d'administration : représentants des groupements intéressés et d'associations agréées ; adopté - (p. 2182) : amendements de la commission : de forme N° 4 ; adopté ; N° 2 : suppression des dispositions accordant des subventions ou des prêts aux offices d'HLM et aux collectivités locales ; adopté ; N° 3 : possibilité de perception de taxes parafiscales ; adopté.

— **Question orale avec débat : élimination des déchets** - (24 juin 1980) (p. 3058) : dispositions de la loi de 1975 sur l'élimination et la récupération des déchets : réseaux de collecte et de traitement des ordures ; rôle du Comité national pour la récupération et l'élimination des déchets (C R E D) et de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A N R E D) - Evolution de la collecte des déchets des ménages : extension des réseaux de collecte ; répartition des compétences entre communes et départements pour la résorption des décharges sauvages - Information du public - Déchets du commerce et de l'artisanat - Valorisation des déchets et collecte sélective des ordures - Problèmes financiers : répartition des charges entre départements et communes ; comptabilité du service d'élimination des déchets dans le budget communal ; modalités d'imposition et de comptabilisation - Déchets industriels : déchets dangereux et traitement nécessaire préalablement à la mise en décharge - Récupération des huiles usées - (p. 3059) : déchets toxiques : surveillance des dépôts de produits dangereux ; création d'un fonds spécial pour leur élimination - Responsabilité des entreprises dans l'élimination des déchets - Principe du pollueur-payeur et incitation à l'innovation.

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de télécommunications** - (28 octobre 1980) - (p. 4058) : rapport Nora-Minc - Télématique, phénomène de société - Intérêt du Parlement pour les nouvelles techniques et création au Sénat d'un groupe de réflexion sur les problèmes posés par l'informatique et la télématique - Conséquences d'une trop grande informatisation de la société - Télématique révolution technique, économique, sociale et culturelle - Importance de l'enjeu économique : indépendance et compétitivité de l'industrie française - Moyens financiers et humains consacrés au développement de cette nouvelle technique - Danger du caractère progressif et didactique de l'introduction de la télématique ; nécessité d'une concertation Parlement-administration - Volonté du Sénat de contribuer au développement des nouvelles techniques de communication : journées « télématique » - Bouleversement des notions traditionnelles de travail : visio et audio-conférences, télé-écriture, télécopie - Problème de la reconversion des personnels - (p. 4059) : poste, ciment social de notre société - Accession du grand public à un ensemble unique d'informations et nécessité de développer les banques de données - Rôle de l'Etat dans l'indépendance culturelle de la France - Cellule familiale et perte de la « convivialité » - Télématique, instrument de rapprochement et de développement des relations humaines - Sociétés pluralistes et respect des libertés individuelles - Rôle de transporteur de l'information tenu par les PTT - Non concurrence PTT-presse - Travaux du groupe « presse-télématique » - Loi « informatique et libertés » ; constitution d'une commission nationale « informatique et libertés » - Sa proposition de résolution visant à la création d'une délégation parlementaire à l'informatique et à la télématique - (p. 4064) : télématique et bouleversement de la société française.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]
Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5619) : caractère primordial de l'évolution des moyens de communications - Complémentarité de la poste et des télécommunications ; importance pour l'aménagement du territoire et l'avenir de notre industrie - Qualité et capacité d'évolution de cette administration - Développement de la télématique et maintien du rôle décisif de la poste - Qualité du service postal et priorités fixées par le gouvernement ; déception quant aux mesures prises : absence de création d'emplois ; suppression des cabines publiques dans les bureaux de poste et avance de l'heure de levée du courrier d'après-midi - Poste et prise en compte de la demande et des transformations technologiques - Services financiers postaux et diminution de la part occupée par les chèques postaux ; caractère désuet de ce service - Modernisation et diversification des activités de la caisse nationale d'épargne - Programme d'actions prioritaires à l'équipement téléphonique ; maintien du retard vis-à-vis des pays anglo-saxons et scandinaves ; amélioration de la qualité du service rendu - Raccourcissement du délai de raccordement - Equipement téléphonique et développement de la télématique - (p. 5614) : télématique et développement de services nouveaux : télécommunications de groupes, satellite Télécom-I, télécopie, télétex, télétel, services Antiope, Transpac et de télé-alarme - Informatisation de la société - Evolution rapide des techniques et nécessité d'une attitude volontariste des pouvoirs publics ; place de l'industrie française de l'informatique - Proposition de création de délégations parlementaires à l'informatique et à la télématique - Suivi des expériences de télématique et création d'une commission - Association du parlement aux expériences de télématique - Avenir de la presse et développement du vidéo-texte - Bénéfice des nouveaux équipements et adaptation de la politique tarifaire - Gestion d'un service public industriel et commercial au moyen de l'administration-régie ; développement de la filialisation - (p. 5615) : contraintes pesant sur le budget des postes et télécommunications ; conjoncture économique et plan - Budgets d'investissement civil et première place occupée par celui des postes et télécommunications - Répartition des crédits au sein de ce budget ; effort sur les investissements de modernisation et de renouvellement du patrimoine - Sécurité des bureaux de poste ; économies d'énergie et accès réservé aux handicapés - Diminution des autorisations de programmes et limitation des opérations prioritaires ; programme pluriannuel d'équipement téléphonique - Expérience des communications optiques et ajournement du marché des fibres optiques - Limitation en valeur réelle des dotations et frein au développement des technologies nouvelles ; conséquences sur l'industrie et les créations d'emplois - Absence de création d'emplois de fonctionnaires titulaires ; recrutement d'auxiliaires - Mesures indemnitaires et statutaires ; mise en place d'équipements sociaux - Postes ; conditions de travail et déracinement géographiques - Evolution des moyens de communications - (p. 5616) : absence de débat parlementaire sanctionné par un vote su la politique en matière de postes et de télécommunication - Proposition d'une loi d'orientation - Constitution d'une délégation parlementaire sur l'informatique et la télématique

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 43** *quater* (p. 5732) : son amendement n° 241, soutenu par M. Josy Moinet : incitation fiscale en matière d'économies d'énergie et d'énergie solaire ; retiré.

RAYBAUD (Joseph), sénateur des Alpes-Maritimes (GD).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

- Est nommé membre de la commission supérieure des jeux (4 novembre 1980) (p. 4379).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p.6297).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la composition du bureau de vote du collège électoral sénatorial (n° **37**, 1980-1981) (16 octobre 1980) - **Elections** (des sénateurs).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi (n° **32**, 1980-1981) complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux **collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **89**, 1980-1981) (6 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** et **rapatriés** (n° **98**, annexe **16**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 69 de la loi du 10août 1871 (n° **105**, 1980-1981) (19 novembre 1980) - **Conseils généraux**.

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux **collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **190**, 1980-1981) (17 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - Rapporteur pour avis - **Art. 80** (p. 1169) : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation), déclare l'art. 40 de la Constitution applicable au sous-amendement N° II-209 de Mme Hélène Luc (lien entre effectif maximal par classe et affectation annuelle du nombre d'instituteurs).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1252) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-45 de la commission des lois (principe et modalités d'application d'élaboration d'un plan d'adaptation des structures universitaires).

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1278) : amendement N° II-109 de la commission des finances : principe et modalités d'application du système de compensations financières ; indexation ; retiré - (p. 1283) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la constitution applicable à l'amendement N° II-260 de M. Jean Ooghe (revalorisation des subventions d'investissement et remise à niveau des ressources communales et départementales) - **Après l'art. 85** (p. 1294) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement N° II-131 de M. Franck Sérusclat (non-inscription de l'indemnité de logement des enseignants au budget des collectivités locales sauf conpensation financière de l'Etat) et sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune)aux sous-amendements N° II-289 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M.Michel Darras et N° II-294 de M. Georges Berchet (distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement).

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1321) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la constitution applicable à l'amendement n° II-258 de M. Jean Ooghe (prise en charge par l'État de la totalité des dépenses d'aide sociale) - **Après l'art. 88** (suite) (p. 1334) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la constitution applicable à l'amendement n° II-222 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jacques Eberhard (gratuité totale des transports scolaires pour les familles et prise en charge intégrale par l'État) - (p. 1335) : sur l'amendement n° II-55 de la commission des lois (subvention de l'État aux dépenses de transports scolaires portée au taux maximum de 65 % pour tous les départements), déclare l'article 40 de la constitution applicable au sous-amendement n° II-186 de M. Paul Girod (réintégration dans le calcul des dépenses de transports scolaires des charges indirectes supportées par les collectivités locales) — (p. 1339) : sur l'amendement n° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II), et au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la constitution applicable au sous-amendement n° II-297 de M. Jean Ooghe (suites données à ce rapport : augmentation, si nécessaire, de la dotation globale de fonctionnement) - (p. 1342) : amendement n° II-110 de la commission des finances : financement de la dotation de compensation par prélèvement sur le budget de l'Etat ; retiré.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus de compagnie de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23juin 1978 [n° 256 (79-80)] - (17 juin 1980) - En remplacement de M. *Gustave Héon* - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2766) : absence de convention fiscale générale entre la France et le Chili et champ d'application limité de cet échange de lettres : exonération réciproque des revenus des compagnies aériennes - Situation actuelle : double imposition des bénéfices d'Air France au Chili et lourdeur des formalités administratives imposées à cette compagnie - Conventions du même type précédemment conclues avec divers pays.

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre 1978 [n° 106 (79-80)] - (17 juin 1980) - En remplacement de M. *Gustave Héon* - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2767) : précédent avenant entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique sur l'imposition des revenus et de la fortune, et nouvel accord fiscal relatif aux impôts sur les successions et les donations - Compromis réalisé entre les systèmes d'imposition des deux pays - Dispositions du nouvel accord et extension de son champ d'application aux donations - Elimination de la double imposition et exemptions - Rattachement et répartition du passif successoral - Donations et successions - Dons et legs.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4912) : loi du 3 janvier 1979 et rapport du Gouvernement sur son application en 1979 et 1980 - Effets bénéfiques de la dotation globale de fonctionnement et progression des ressources des collectivités locales - (p. 4913) : comparaison avec l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Dotation globale de fonctionnement et solidarité financière entre les communes - Péréquation - Dispositions du projet en examen : prolongement des mécanismes institués en 1979 et aménagements partiels - Rééquilibrage du système par la prise en compte des charges particulières des communes moyennes ou grandes - Augmentation de la part de la dotation de péréquation par rapport à la dotation forfaitaire - Potentiel fiscal - Garantie minimale de progression - (p. 4914) : concours particuliers - Généralisation de la dotation globale de fonctionnement : suppression du régime particulier de la région parisienne ; fonds d'égalisation des charges (FEC) - Prise en compte du vote émis par le Sénat lors de l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales : compensation progressive de l'indemnité de logement des instituteurs ; mode de financement retenu - Audition du ministre de l'intérieur par la commission des finances, le 6 novembre 1980, et précisions apportées par le ministre sur la dotation spéciale « logement des instituteurs » - (p. 4915) : notions de potentiel fiscal et d'impôts-ménages - Amendements de la commission des finances : progression de la part de la dotation « potentiel fiscal » au sein de la dotation de péréquation - Garantie de progression minimale - Demande l'adoption du projet - **Question préalable** (p. 4919) : opposition de la commission des finances à la motion n° 27 de M. Camille Vallin tendant à opposer la question préalable.

Avant l'art. 1 (p. 4934) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Paul Jargot (accélération des versements de régularisation aux communes) - Difficultés techniques - **Art. 1** (p. 4935) : accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois (modalités de la régularisation : inscription anticipée dans les budgets primitifs) - (p. 4936) : avis favorable de la commission des finances sur la demande de priorité d'examen de l'article 6, formulée par le Gouvernement - **Art. 6** (p. 4941) : devant les amendements n° 14 de MM. Pierre Vallon et Paul Séramy, n° 39 de M. Louis Perrein, n° 33 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier, n° 22 de M. Paul Jargot et n° 31de MM. Jean-Marie Girault et Christian Poncelet, relatifs à la dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs, demande une suspension de séance pour permettre l'élaboration d'un texte transactionnel - **Art. 2** (p. 4950) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Louis Perrein (rythme de réduction de la part des ressources affectées, au sein de la dotation globale de fonctionnement, à la dotation forfaitaire) et à l'amendement n° 2 de la commission des lois (fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf) - Accepte l'amendement n° 1 de la commission des lois (substitution à la « dotation de garantie minimale » de la « garantie de progression minimale ») - Amendement de coordination n° 71 de la commission des finances ; adopté - **Art. 4** (p. 4951) : amendement de coordination n° 72 de la commission des finances ; adopté - **Art. 5** (p. 4952) : amendement n° 15 de la commission des finances : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation ; retiré - **Après l'art. 5** (p. 4953) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin (prise en compte des impôts sur les ménages et des capacités contributives des habitants de la commune pour le calcul de l'attribution de la dotation de péréquation) - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Kauss (pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe d'habitation, après abattement) - (p. 4954) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Kauss (pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte de la base nette de la taxe professionnelle après abattement) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Paul Kauss (modalités d'appréciation de l'impôt sur les ménages dans les communes membres d'un syndicat à vocation multiple) - **Art. 8** (p. 4955) : s'oppose à l'amendement n° 45 de MM. Louis Longequeue et Roger Quilliot (augmentation de la part de la DGF affectée aux concours particuliers et notamment à la dotation pour les villes-centres) - **Après l'art. 8** (p. 4956) : demande le retrait des amendements n° 23de M. Paul Jargot (seuil de revenu brut du patrimoine communal au-dessous duquel il n'est pas fait réduction de l'attribution de fonctionnement minimale pour les petites communes forestières) et n° 46, précédemment réservé, de M. Louis Perrein (revenu net et revenu brut pour l'appréciation du patrimoine des communes forestières) au profit de l'amendement n° 29 de la commission des lois (revenu brut du patrimoine communal et revenu net à prendre en compte pour la réduction de l'attribution de fonctionnement minimale pour les petites communes forestières) - (p. 4957) : sur la dotation particulière aux communes centres d'une unité urbaine et la correction des effets de seuil, accepte les amendements n° 32 de M. Jean-Marie Girault et n° 55 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein - Accepte également l'amendement n° 48 de M. Robert Schwint (répartition de la dotation particulière aux communes centres d'unité urbaine et double critère de pondération) - (p. 4959) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Paul Jargot (dotation particulière pour les communes accueillant un « campus universitaire ») - Opposition de la commission à la prolifération excessive des concours particuliers - S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Louis Perrein, soutenu par M. René Regnault (dotation particulière pour les « communes-dortoirs »).

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4975) : à propos du taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 25 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont et soutient l'amendement n° 16 de la commission des finances ; repris par M. Louis Perrein, rejeté - (p. 4977) : accepte l'amendement n° 7 de la commission des lois (conséquence d'un taux de progression du produit estimé de la taxe sur la valeur ajoutée inférieur à 10 %) - Amendement n° 17 rédactionnel de la commission des finances, identique à l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires) - **Avant l'art. 11** (p. 4978) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Louis Perrein (modification du potentiel fiscal des départements) - **Art. 11** (p. 4979) : amendement n° 18 de la commission des finances ; garantie de progression minimale accordée aux départements ; adopté - (p. 4981) : accepte les amendements n° 60 de M. Louis Perrein (dotation supplémentaire aux départements d'accueil touristique) et n° 10 de la commission des lois (départements touristiques d'accueil et attribution d'une dotation supplémentaire ; redistribution de cette dotation aux communes en fonction de leur population saisonnière) - **Après l'art. 11** (p. 4983) : accepte l'amendement n° 13 de la commission des lois (principe et modalités d'application de l'attribution à Mayotte, par préciput, d'une quote-part de la dotation de péréquation) - (p. 4984) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé (recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 %) et, sur cet amendement, pour le sous-amendement n° 70 de M. Roger Lise (majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer) - **Art. 12** (p. 4985) : accepte l'amendement de coordination n° 11 de la commission des lois - **Après l'art. 13** (p. 4986) : accepte l'amendement n°

61 de M. Louis Perrein (présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5397, 5398) : évolution des crédits de l'intérieur par rapport à 1980 - Précisions contenues dans le rapport écrit sur le service central des rapatriés - Observations de la commission des finances sur le budget de l'intérieur : recrutement de policiers et de conseillers de tribunaux administratifs ; croissance des concours globalisés de l'Etat ; remboursement intégral de la TVA sur les investissements ; absence de création de postes pour le personnel des préfectures ; poursuite du plan de modernisation et d'équipement de la police ; renforcement des moyens de lutte contre les incendies de forêt - Examen récent du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement et majoration des crédits correspondants - Fonds de compensation pour le remboursement de la TVA - Régression des subventions spécifiques ; exemple de la régression des autorisations de programme pour le financement des réseaux urbains d'assainissement et d'épuration - Remaniement des subventions d'équipement : suppression du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) ; voirie locale, réseau national classé - (p. 5399) : son amendement déposé avec M. *Christian Poncelet* sur l'insuffisance des crédits de voirie - Subventions aux collectivités locales pour le réseau national déclassé - Administration du territoire : inapplication du plan de recrutement des personnels des préfectures - Renforcement des effectifs des tribunaux administratifs ; accroissement du nombre des affaires et retard accumulé - Problème des conditions d'hébergement des tribunaux - Sécurité des biens et des personnes : adaptation des moyens de la police nationale - Créations d'emplois de policiers et de personnels administratifs - Aménagement des carrières des personnels - Carrière des policiers et des gendarmes - Formation des policiers - Plan de modernisation du matériel de la police : programme immobilier - (p. 5400) : moyens de transport : véhicules légers et parc lourd - Moyens de transmission - Terminaux d'interrogation des fichiers automatisés de la police - Modernisation de l'armement - Crédits pour la fabrication de nouvelles cartes d'identité - Lutte contre les incendies de forêt - Rôle de la direction de la sécurité civile - Entretien du groupement aérien - Proposition de la commission des finances d'adopter ce budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5427) : déclare l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances applicable à l'amendement n° 204 de M. Jacques Eberhard (réduction des crédits du titre III : réduction indicative tendant à la prise en compte de l'indemnité spéciale de sujétion des policiers pour le calcul de leur retraite) - S'oppose à l'amendement n° 205 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Maurice Janetti (réduction des crédits du titre IV : construction à Toulon de la nouvelle préfecture du Var) - *Etat C* (p. 5428) : son amendement n° 203, déposé avec M. Christian Poncelet, au nom de la commission des finances : réduction des autorisations de programme du titre VI (voirie locale : tranche locale du FSIR) ; retiré - (p. 5429) : sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe (réduction des autorisations de programme du titre VI : voirie locale ; tranche locale du fonds spécial d'investissements routier, FSIR) - **Après l'art. 42** *bis* (p. 5430) : se déclare favorable aux amendements n° 216 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et au centre de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibilités de double compensation), et n° 215 de M. Georges Berchet (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux bureaux d'aide sociale) ; sur l'amendement n° 216, déclare l'article 40 de la constitution applicable au sous-amendement n° 223 de M. Bernard Legrand (extension du bénéfice du remboursement de la TVA aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux).

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 190 (80-81)] - (17 décembre 1980) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 6395) : dotation « potentiel fiscal » ; adoption de la modulation de l'attribution moyenne de base par habitant en fonction de la taille de la commune - Application de la loi pendant cinq ans et confection d'un bilan - (p. 6396) : concours particuliers aux communes touristiques et thermales - Progression du produit de la TVA et taux de la garantie - Application de la loi aux départements d'Outre-mer et majoration de leur population - Solidarité entre les communes et prise en considération des besoins des collectivités les plus importantes - Proposition d'adoption du texte de la commission.

REGNAULT (René), sénateur des Côtes-du-Nord (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4930) : système de la dotation globale de fonctionnement, institué par la loi du 3 janvier 1979, et ses avantages par rapport à l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Régression des subventions d'équipement de l'Etat aux communes et nécessité d'emprunts ; taux et durée des emprunts consentis - répartition de la dotation globale de fonctionnement entre dotation forfaitaire et dotation de péréquation - Cas des « communes-dortoirs » - Notion de potentiel fiscal et critère de la taxe professionnelle - Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et transfert de ressources nécessaires pour assumer les charges nouvelles - Remboursement des indemnités de logement des instituteurs et effort financier nécessaire de l'Etat - Cas des autres fonctionnaires de l'éducation bénéficiant de la même indemnité à la charge des communes - Progression des charges et des frais de fonctionnement des communes.

Après l'art. 8 (p. 4959) : soutient l'amendement n° 49 de M. Louis Perrein (dotation particulière pour les « communes-dortoirs »).

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Explication de vote** (p. 4988) : nécessité d'une plus grande équité entre les départements, amélioration de la DGF inférieure au retard des communes - DGF, relation entre l'évolution de la dotation forfaitaire et la dotation de péréquation - Dotation de péréquation : potentiel fiscal - Non considération des particularités de certaines communes - Problème de l'indemnité de logement des instituteurs.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5367) : agriculture et amélioration de la balance des paiements - Famine, chômage et développement nécessaire de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, des exploitations familiales à responsabilité personnelle - Installation des jeunes, droit de vivre du produit de son travail - Diminution du revenu agricole - Difficultés des agriculteurs au niveau communautaire et mondial - Exemple des taux d'intérêt - Dépôts de

bilan dans les Côtes du Nord et répercussions sur les coopératives et groupements de producteurs ; ensemble des productions touchées - Formation insuffisante et répercussions - (p. 5368) : décalage entre discours et intention du gouvernement sur la nécessité d'améliorer la formation - Augmentation des crédits de fonctionnement et diminution des crédits réservés aux bourses - Absence de création d'emploi et augmentation du nombre d'élèves - Croissance supérieure des crédits de l'enseignement privé - Nombre important d'auxiliaires et titularisation limitée - Réduction des crédits d'équipement et des autorisations de programme - Question au gouvernement sur le projet de construction du lycée d'enseignement professionnel agricole (LEPA) à Rohanech et sur la suppression du LEPA de Valdoie - Situation des écoles vétérinaires - Exemple de l'école de Nantes : enseignement incomplet, réduction des crédits de fonctionnement, répercussion sur la qualité de son enseignement ; insuffisance des crédits de la recherche ; nécessité de créer des postes d'enseignants, de techniciens pour l'enseignement et la recherche, d'augmenter les crédits de fonctionnement - Formation professionnelle : baisse de la dotation du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS), des crédits d'équipement et de rémunération des stagiaires - Faible augmentation des crédits globaux - Répartition des crédits du FFPPS : réduction conjoncturelle du chômage au détriment de la formation permanente - Mise en échec de la loi d'orientation - (p. 5369) : nécessité d'un réexamen en augmentation du budget

Transports (28 novembre 1980) (p. 5485) : présentation globale du budget et absence de clarté du débat - Budget des transports et désengagement de l'Etat ; abandon de la notion de service public de transport de voyageurs et sacrifice de la politique d'économie d'énergie - Effondrement de l'effort d'investissements - Recul des autorisations de programmes de la construction aéronautique ; cas de l'A 310 - Difficultés de la marine marchande et désengagement de l'Etat - Situation des chantiers navals - Régression des moyens attribués au contrôle de la réglementation routière ; expérience de l'usage des codes en ville - Utilisation des crédits du fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Retard dans la réalisation des travaux autoroutiers des routes nationales - Ralentissement du rythme des travaux d'entretien du réseau national ; transfert sur les collectivités locales ; cas de la subvention pour les routes nationales déclassées - (p. 5486) : décalage entre les objectifs annoncés et les moyens proposés - Retard de réalisation du plan routier breton - Voie rapide urbaine - Chambéry et prolongement de l'autoroute A 41 - Loi du 3 janvier 1952 et provenance des crédits du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Caractère global du service SNCF ; compensation du déficit des lignes secondaires par l'excédent des grandes lignes - Définition de la politique des transports en France par la SNCF ; convention de 1937 et nature du contrat d'entreprises SNCF - Augmentation du tarif supérieur à celui du coût de la vie - Transport des marchandises et répartition selon les modes de transport ; rôle principal laissé à la route - Aviation civile et politique de compétitivité et de rentabilité ; abandon par Air-Inter des liaisons régionales et report sur les compagnies de troisième niveau ; poursuite du désengagement de l'Etat au détriment des collectivités locales - Sort de la liaison aérienne Paris-Rennes - (p. 5487) : compagnies de troisième niveau ; regroupements de voyageurs et non respect des horaires ; demande de création d'une commission spécialisée sur les conditions d'exercice du trafic aérien intérieur - Tradition maritime de la France - Grève des marins pêcheurs de 1980 et attitude du gouvernement - Modicité du budget de la marine marchande et des ports - Diminution des crédits destinés à la lutte contre la pollution accidentelle - Réduction de la flotte française et affrètement des navires étrangers - Salaire des marins français et application des conclusions du rapport Dufour ; sort des retraités, veuves ou orphelins de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) - Crise de la pêche artisanale et industrielle - Déséquilibre de notre balance des produits de la mer - Lourdeur du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) - Pêche industrielle et évolution du coût des carburants - Formation professionnelle des marins ; menace de fermeture de certaines écoles, notamment à Paimpol - Absence d'une politique concertée et coordonnée de la mer - Obstacles rencontrés au niveau communautaire et international - Nécessité de la création d'un ministère de la mer - (p. 5488) : vote défavorable du groupe socialiste - (p. 5494) : inquiétude quant à l'avenir du plan routier breton - (p. 5495) : création d'un ministère de la mer et problèmes sociaux de la mer et de la marine - Réalisation de la « route des estuaires », participation du fonds européen de développement régional (FEDER)

Examen des crédits - *Etat C* (p. 5498) : se déclare favorable à l'amendement n° 212 de la commission des finances, soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des autorisations de programmes du titre V concernant la lutte contre la pollution marine accidentelle) - **Art. 36 :** son amendement n° 222 : augmentation et indexation sur l'indice des travaux publics de la subvention accordée aux routes nationales déclassées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 36** (p. 5499) : soutient l'amendement n° 211 de M. Marcel Debarge (dépôt d'un rapport gouvernemental relatif au financement des transports urbains de voyageurs en annexe du projet de loi de finances pour 1982).

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5621) : augmentation du trafic dans les postes et les télécommunications et excédent du bilan général d'exploitation - Modicité des crédits et atteinte au service public - Qualité du réseau d'équipement postal français - Télécommunications et développement d'un réseau commercial autonome ; expériences de télématique ; modicité des crédits d'investissement réservés à la poste - Augmentation de l'indice des recettes et stagnation de celui des dépenses de fonctionnement - Trafic de presse et charges indues imposées à la poste - Insuffisance du service postal dans les zones suburbaines et rurales - Atteinte au service public postal et phénomène d'entraînement pour les autres administrations - (p. 5622) : longueur du délai de raccordement du téléphone ; appel à la sous-traitance pour la maintenance ; suppression des cabines dans les bureaux de poste - Tentative de privatisation des télécommunications - Absence de création d'emplois et dégradation du climat social ; appel aux auxiliaires - Personnels des postes et télécommunications et sentiment de dévalorisation de leur fonction - Gaspillage représenté par les téléboutiques et le développement de la sous-traitance - Consultation des organisations syndicales - Industrie du téléphone et baisse des commandes publiques - Concentration des entreprises et réduction d'effectifs ; cas de l'usine Thomson à Lannion - (p. 5623) : télématique et menace sur le service des postes et télécommunications ; bouleversement de la notion de travail - Télématique et bureautique ; suppression d'emplois - Expériences de télématique et association du parlement - Création d'un « conseil supérieur de l'informatique et des télécommunications » - Rejet de ce projet de budget

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5717) : dégradation de l'environnement et augmentation des pollutions - Pollution de la nappe phréatique - Pollution des rivières dans le département des Côtes-du-Nord - Pollution de la mer - Crédits consacrés à l'environnement par les autres ministères : diminution des crédits du ministère de l'agriculture en matière d'assainissement - Débat souhaitable au Parlement sur une politique globale de l'eau - Absence de création d'emplois dans ce budget - Désengagement de l'Etat et transfert de charges sur les collectivités locales - Fonds d'action conjoncturelle (FAC) et problème du contrôle parlementaire - (p. 5718) : prévention des pollutions : crédits destinés à la construction des grands barrages - Pollutions marines : catastrophes de l'*Amoco Cadiz* et du *Tanio* ; crédits d'études et de recherche ; prolongation nécessaire des plans de financement - Qualité de la vie - Aménagement du territoire - Le groupe socialiste ne votera pas ce budget

Examen des crédits - Après l'art. 43 *quater* (p. 5733) : reprend l'amendement n° 241 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu puis retiré par M. Josy Moinet : incitation fiscale en matière d'économie d'énergie et d'énergie solaire : rejeté.

Services du Premier Ministre *(Suite)* **- I - Services généraux** *(Suite)* **-Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 6022) : réduction des moyens, politique d'assistance à une économie dégradée,absence de volonté précise et de concertation avec les populations concernées - Régression des crédits de fonctionnement - Crédits d'équipement : augmentation des crédits de paiement et diminution des autorisations de programme, absence de création d'emploi - Régions défavorisées et refus d'une inscription des choix et moyens nécessaires - Exemple de la régression des crédits du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) - Objectif d'un développement harmonieux des régions mais multiplication d'action tous azimuts - (p. 6023) : gestion des disparités, stabilité de la région parisienne, désertification des zones rurales - Mutiplication des actions ponctuelles - Mesures électorales : contrats de pays - Fusion des crédits du fonds européen de développement régional (FEDER) avec ceux de l'Etat, impossibilité de connaître les actions et régions bénéficiaires - Droit à la différence, langues et cultures régionales à promouvoir.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 4** (p. 6422) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel (assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ; établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe) - Assiette de la taxe professionnelle et conséquences sur les entreprises de main-d'oeuvre ; absence des simulations demandées.

REPIQUET (Georges), sénateur de la Réunion (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu vice-président.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - (p. 5560) : stagnation ou régression des crédits - Cyclones aux Antilles et solidarité nationale - Nécessité de l'effort d'investissement en temps de crise - Infrastructures - Insuffisance de moyens financiers - Nécessité d'incitations fiscales aux investissements créateurs d'emplois ; exemple de la culture florale ; exploitation des algues marines et extension de la pêche dans les terres australes - Exploitation des richesses de la mer et développement de la Réunion - Risque de découragement de la population

RIBES (Pierre), *secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion* (nommé le 5 novembre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 novembre 1980, p. 2582).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Radiodiffusion télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5582) : tutelle de son secrétariat d'Etat sur la télédiffusion française - (p. 5583) : question posée par M. *Jean Cluzel* sur le financement du programme préopérationnel de satellite de diffusion directe conduit en coopération avec l'Allemagne fédérale : financement par le budget de l'Etat, la redevance et l'emprunt

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5628) : qualités des rapporteurs - Projet de budget et rigueur économique - Dévouement des fonctionnaires des postes et télécommunications - (p. 5629) : rationalisation de la gestion des crédits et adaptation à l'évolution de l'activité de la poste et des télécommunications - Stabilisation des effectifs et recrutement d'auxiliaires - Amélioration de certaines catégories de personnels ; receveurs-distributeurs - Mise à disposition par les communes d'une recette distribution et rémunération versée par l'Etat - Doublement de la prime de manipulation de fonds - Prime en faveur des conducteurs d'engins spéciaux des télécommunications - Revalorisation de la prime des aides techniciens de deuxième classe - Création d'une indemnité mensuelle pour les conducteurs des travaux de lignes - Prime de résultat d'exploitation - Amélioration des logements mis à la disposition des jeunes - Soutien aux activités culturelles et de loisirs - Effort continu d'équipement téléphonique et amélioration de la qualité ; automatisation - Taux d'équipement téléphonique des ménages - Délai de raccordement et réduction des disparités régionales - Parc des cabines publiques - Action spécifique en faveur des zones rurales, des personnes âgées - Service radio-maritime des Antilles - (p. 5630) : expérimentation de la facture détaillée et contrôle de la commisior - « Informatique et libertés » - Industrie des télécommunications et avenir économique de la France ; informatique et télécommunications - Création de services nouveaux - Usage de la télématique par les particuliers - Industrie de la télématique et atouts de la France ; traitement des données ; logiciel et succès à l'exportation - Qualité du choix du Métaconta en 1976 - Projet d'annuaire électronique - Expériences de vidéotexte et rôle de la presse ; association de l'ensemble des professions de l'édition et de la culture - Expérience de Vélizy - Contrôle parlementaire et création d'une commission « du suivi » - (p. 5631) :problème de l'adaptation du cadre juridique existant - Télématique et importance de l'information sur les nouvelles technologies - Contrôle des sociétés dépendant de l'administration des postes et télécommunications - Situation de la compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT) - Amélioration du service de la poste ; progression de l'indice de qualité ; mise en service des centres de tri automatique - Méthodes de gestion rationnelle du trafic - Distribution du courrier dans le département des Hauts-de-Seine - Postes et système de télécopie ou de téléimpression ; courrier électronique - Services ponctuels rendus par la poste ; automatisation et informatisation ; terminaux financiers ; guichets d'affranchissement automatique - (p. 5632) : participation de la poste à la promotion de nouveaux moyens de paiement - Rénovation du parc de bureaux de poste - Contact avec le public et importance des bureaux de poste ; cas des zones rurales - Principe du maintien de la fréquence postale en milieu rural ; décret de 1979 relatif à l'organisation administrative en milieu rural - Sécurité des agents - Conditions d'équilibre de la gestion de la poste ; rémunération des fonds des chèques postaux - Déficit d'acheminement de la presse - Presse et plan de rattrapage tarifaire ; commission relative à la structure des tarifs postaux et à la qualité du service - Plan de revalorisation tarifaire de l'acheminement des publications administratives et des établissements publics - Mécanisation du réseau d'acheminement - - VIIe Plan et effort exceptionnel d'équipement de la poste - Redéploiement industriel et télécommunications - Postes et télécommunications et grand service public moderne et efficace.

Examen des crédits - Art. 19 (p. 5633) : amendement n° 240 du gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la

construction de la tour hertzienne de Lyon-Lacassagne ; adopté - (p. 5638) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique) ainsi qu'à l'amendement n° 230 de M. Fernand Lefort (réduction des autorisations de programme visant le remplacement des voitures par des cyclomoteurs ou des vélomoteurs) - (p. 5639) : s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Fernand Lefort (réduction des crédits de paiement relatifs au paiement par les PTT de la TVA due aux sociétés de financement) - **Après l'art. 48** (p. 5640) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Louis Perrein (présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des PTT) - Ordonnance du 30 décembre 1958 et mise à disposition des rapporteurs spéciaux de « tous les renseignements d'ordre financier et administratif » pour l'accomplissement de leur mission.

RIBEYRE (Paul), sénateur de l'Ardèche (Président du groupe CNIP).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**] - (22 avril 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1438) : qualité du travail sénatorial et des commissions concernées - Contenu du projet et discussion sur l'ensemble des problèmes posés aux collectivités locales - (p. 1439) : érosion monétaire et réalisation rapide des projets élaborés - Nécessité de poursuivre la réforme entreprise - Indemnité de logement des instituteurs - Vote favorable du groupe CNIP.

RIGOU (Michel), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5126) : soutient l'amendement n° 65de M. France Léchenault (modération de l'augmentation du droit de circulation sur les alcools) - (p. 5133) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), reprend le sous-amendement n° 163, retiré par M. Etienne Dailly : étalement de la surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux ; adopté - **Avant l'art. 8** (p. 5144) : soutient l'amendement n° 133 de M. Henri Caillavet (détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières).

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5362) : installation des jeunes agriculteurs : diminution du revenu agricole, moyenne d'âge des actifs agricoles et difficulté de succession ; insuffisance des mesures prises en conseil des ministres (exemple de la revalorisation de la dotation aux jeunes agriculteurs) et des aides ponctuelles régionales - Elevage et raisons du déficit des productions animales :exemples de l'insuffisance des structures d'exploitation et des moyens financiers - Plan de développement de l'élevage et nécessité d'une mobilisation importante et immédiate des crédits - Dispositions communautaires - (p. 5363) : exemple de la formule de location des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Financement des acquisitions foncières destinées aux jeunes et question sur l'utilisation des excédents de la caisse de crédit agricole - Enseignement et recherche : problème des écoles vétérinaires françaises - Rôle de cette profession - Ecole vétérinaire de Nantes et absence de personnel, matériel et crédits de fonctionnement pour les enseignements de troisième année ; exemples de matières non enseignées : reproduction animale, chirurgie - Question sur la création d'une école nationale supérieure des industries agro-alimentaires et répercussions sur les enseignements vétérinaires - Nécessité de favoriser la recherche

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5708) ; diversité des ministères concernés par la politique de l'environnement et du cadre de vie - Protection du littoral : catastrophes pétrolières ; dégazage des pétroliers ; déchets radioactifs - Rôle de la mer dans l'avenir de l'homme - (p. 5709) : importation par la France de produits marins - Efforts en faveur du repeuplement des fonds marins, de l'aquaculture et de l'assainissement - Indépendance nationale et énergie : énergie solaire, biomasse, vents et marées - Richesse des fonds marins : hydrocarbures ; nodules polymétalliques - Nécessité d'une loi-cadre sur l'exploitation des richesses de la mer et la protection du littoral et du milieu marin - Ministère de la mer proposé par les radicaux de gauche - Insuffisance du rôle de coordination joué par le ministère de l'environnement

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6527) :absence d'aide directe au profit des vins d'appellation - Difficulté d'écoulement des récoltes et distillations préventives - Colère des viticulteurs et appaisements nécessaires dans ce secteur.

RINCHET (Roger), sénateur de la Savoie (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement du territoire** (n° **100**, tome **X**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **370** (24 avril 1980) (p. 1477) à M. le ministre de l'Education : la **montagne (difficultés de l'enseignement et fermeture de classes)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1565 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 484) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménage-

ment rural), son sous-amendement N° I-74, soutenu par M. René Chazelle : compensation pour les zones en difficulté ; rejeté.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 545) : son amendement N° II-45 soutenu par M. Robert Schwint : définition de la pluriactivité ; critère de résidence dans une zone défavorisée et de la durée de travail consacrée à ces activités ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 570) : son amendement N° II-47 : maintien des droits à la retraite de base, à titre transitoire, dans les zones de montagne ; adopté - Cas particulier de l'agriculture de montagne ; les disparités entre les zones agricoles de montagne - Situation des éleveurs de montagne ; la faiblesse de l'indemnité spéciale de montagne (ISM) - Rigidité des règles d'intervention du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 571) : inadéquation du plan de développement pour l'équipement d'exploitation - Insuffisance de la taxe de coresponsabilité sur le lait - Agriculture et tourisme rural.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 719) : son amendement N° IV-29 soutenu par M. Henri Tournan : détermination des orientations générales de maîtrise de l'espace rural par une loi d'orientation ; retiré. -

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 20** (p. 763) : son amendement N° III-170, déposé avec M. René Chazelle et soutenu par M. Franck Sérusclat : conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1582) : disparition des services publics dans les zones rurales, notamment en montagne - Difficultés particulières afférentes à la montagne - Fermeture des écoles à classe unique et notion de moyennes - Avenir des regroupements pédagogiques - Demande d'un « collectif budgétaire » pour l'éducation.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 19** (p. 1910) : son amendement N° 156 soutenu par M. Maurice Janetti : conditions d'octroi de l'attribution préférentielle aux pluriactifs en zone de montagne ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 8** (p. 3360) : monopole d'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute et problème particulier de l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains - Solution de compromis nécessaire - Sur l'amendement n° 25 de M. Robert Schwint (dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains), se déclare favorable au sous-amendement n° 31 du Gouvernement (réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5295) : faiblesse des crédits attribués aux maisons de la culture et aux centres d'action culturelle ; arrêt de la construction de nouvelles maisons de la culture - (p. 5296) : attente d'une maison de la culture de la Savoie depuis 21 ans - Insuffisance des crédits de l'aide à la lecture publique ; bibliothèque municipale et relais pris par les collectivités locales

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5362) : exploitation familiale, culture des champs et exploitation industrielle d'élevage, « agriculture hors sol » - Politique d'encouragement à la concentration, au « productivisme » ou politique de maintien de l'emploi agricole fondée sur la solidarité - Expression de cette solidarité et énumération des principaux axes : exemples d'une planification régionalisée des productions et d'une garantie de revenu minimal - Dégradation de la situation des établissements d'enseignement public agricole, danger pour le développement et la compétitivité de l'agriculture ; exemple de la suppression d'un poste de directeur au lycée d'enseignement professionnel agricole (LEPA) de Cognin

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 6016) : budget de l'aménagement du territoire et équilibre économique -- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : remède au centralisme et à la concentration des activités autour des grands axes ; résultats et informations insuffisants et tardifs sur les régions - Nécessité d'un appareil statistique plus fiable, à exploiter, et d'actions concrètes - Exemple des projections régionalisées de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), régions faiblement industrialisées à développer,réserves de la DATAR sur la méthode de prévision - Inquiétude sur l'évolution des économies régionales - DATAR : accélération de la régionalisation du budget et développement des contrats de pays - Réforme des sociétés de développement régional (SDR) - Initiatives régionales : exemple du domaine de l'innovation - Prime régionale à la création d'entreprises industrielles et mesures demandées par les établissements publics régionaux - Politique européenne et souhait des régions de participer aux négociations du fonds européen de développement régional (FEDER) - Conséquences de la création de ce fonds sur la politique d'aménagement du territoire, contribution à l'emploi - DATAR et poursuite des actions géographiques anciennes : décentralisation, mission interministérielle, intervention du conservatoire du littoral, restructuration des zones minières - Politique de la montagne et des zones rurales - (p. 6017) : progression insuffisante du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Groupe interministériel permanent pour l'aménagement des banlieues - Risque d'inefficacité du plan du Grand Sud-Ouest - Répercussions des travaux d'hydraulique agricole - Actions sectorielles de la DATAR, dans la télématique, le développement et l'aménagement des zones industrielles ; problème de la spéculation foncière - Analyse nécessaire des effets de l'ensemble des aides publiques - Développement régional, modalités et efficacité des instruments publics d'aide aux entreprises - VIII[e] Plan et maintien nécessaire de la priorité donnée à l'aménagement du territoire - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote du budget

ROBERT (Guy), sénateur de la Vienne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2755** (JO Débats 23 avril 1980) (p. 1447) à M. le ministre des Transports : les **routes (aménagement de la R.N. 10)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports, le 6 juin 1980 (p. 2452).

n° **57** (JO Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **veuves (institution d'un capital décès en faveur de certaines veuves)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980 - **Discussion générale** (p. 425) : monde agricole et volonté de progrès - Recherche agronomique - Installation des jeunes agriculteurs - Formation professionnelle agricole.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Art. 2** *quater* (p. 506) : soutient, puis retire, l'amendement N° I-125 de M. Jean Cauchon (conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 8** *(suite)* (p. 546) : lit l'intervention de M. *Pierre Vallon* concernant la pluri-activité d'origine agricole - Tourisme et pluri-activité - (p. 547) : importance du tourisme rural - Problèmes sociaux des pluri-actifs.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** *bis* (p. 595) : son amendement N° II-68 identique à l'amendement N° II-105 de M. Jean-Paul Hammann : mise à égalité des époux co-exploitants et des époux exploitant séparément une exploitation ; adopté.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Après l'art. 14** (p. 649) : sur l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne), se déclare favorable au sous-amendement N° III-265 de M. Jean-Paul Hammann (exercice du droit de préemption par la SAFER et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 17** (p. 699) : son amendement N° III-295 soutenu par M. René Tinant : refus de constitution d'un groupement foncier agricole (GFA) et impossibilité de l'exercice de l'attribution préférentielle en propriété ; retiré.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : son amendement N° IV-39 soutenu par M. René Tinant, identique aux amendements N° IV-38 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, N° IV-46 de M. Charles Beaupetit et N° IV-58 de M. Jean-Paul Hammann : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 C** (p. 794) : son amendement N° III-193, soutenu par M. René Tinant : restriction, à la parenté jusqu'au deuxième degré inclus, de la définition des biens familiaux ; devenu sans objet après adoption des amendements N° III-377 et N° III-376 du gouvernement relatifs aux conditions de cumul lorsqu'il s'agit de biens familiaux - (p. 796) : son amendement N° III-194, soutenu par M. René Tinant : fixation du seuil minimum déclenchant la procédure d'autorisation d'installation entre deux et trois SMI ; retiré.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 821) : son amendement N° III-210 soutenu par M. René Tinant : déclaration obligatoire des installations et des agrandissements d'exploitations lorsqu'une demande d'autorisation n'est pas requise ; adopté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 4** (p. 1870) : son amendement N° 39, déposé avec M. René Tinant et soutenu par M. André Rabineau, identique à l'amendement N° 160 de M. Pierre Tajan : suppression de la possibilité de recours à une juridiction de l'ordre judiciaire ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** [n° **95 (79-80)**] - (23 juin 1980) - **Art. unique** (p. 2995) : problèmes actuels de déroulement de carrières hospitalo-universitaires pour les personnels enseignants des UER d'odontologie - Assimilation nécessaire des professeurs du premier et du deuxième grades de chirurgie dentaire aux enseignants de rang magistral des universités.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3096) : gravité de la situation du SEITA et inquiétude des planteurs de tabac - Projet de transformation du statut et coût des garanties offertes au personnel - Exploitations familiales de tabac et diminution des contrats d'achat - Adhésion de la Grèce à la CEE - Nécessité pour le SEITA de valoriser sa production - Amélioration nécessaire du texte par les amendements déposés.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3141) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), se déclare favorable au sous-amendement rédactionnel n° 42 de la commission des lois - Objet fondamental et activités annexes de la société.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 11** (p. 3838) : Soutient l'amendement n° 35 de M. Jacques Mossion (application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos) - **Art. 12** (p. 3839) : soutient puis retire l'amendement de coordination n° 36 de M. Jacques Mossion - **Art. 13** (p. 3842) : soutient l'amendement n° 37 de M. Jacques Mossion (suppression de l'interdiction de commercialisation du poisson élevé dans des enclos aménagés en pêche de loisir) - **Après l'art. 19** (p. 3845) : soutient l'amendement n° 63 de MM. Paul Séramy et Pierre Vallon (attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche) - **Art. 20** (p. 3846) : son amendement n° 61 : statut des gardes-pêche ; retiré - **Art. 21** : son amendement n° 62 : prestation de serment des futurs gardes-pêche ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4165) : évolution de l'agriculture et de l'ensemble des structures rurales - Diminution, entre 1970 et 1979 du nombre des unités de production, mais maintien des surfaces agricoles - Double vocation agricole de la Vienne et sa tendance actuelle à une spécialisation des unités de production ; augmentation des volumes de production en céréales et en élevage - Recensement général agricole : dangers pour la production agricole d'une trop grande spécialisation, tendance à une désertification des campagnes - Evolution de l'agriculture et nécessité de sauvegarder l'exploitation familiale - Inquiétude des producteurs ovins quant à l'application dans le temps du règlement communautaire - Cas des éleveurs caprins et problème du stock de caillé en Poitou-Charente : rôle des pouvoirs publics et des sociétés de transformation pour sa résorption - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) et aménagement de l'espace rural : problème de la définition des secteurs prioritaires et de l'obtention des crédits - Programmes de développement et désertification des campagnes - Problème de la subvention des équipements collectifs - Manque de cohésion dans les actions des pouvoirs publics en faveur des zones rurales ; nécessité d'un effort de l'Etat.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6167) : son amendement n° 3 : rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet ; adopté - (p. 6169) : accidents de trajet et responsabilité d'un tiers.

ROBERT (Paul), sénateur du Cantal (GD).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Avant l'art. 40** *bis* (p. 6102) : son amendement n° 268 : actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit ; retiré et repris par M. Henri Duffaut puis rejeté.

ROBINI (Victor), sénateur des Alpes-maritimes (GD).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu vice-président.

ROMAINE (Eugène), sénateur de la Creuse (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° 331 (78-79)] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1656) : politique énergétique française et reconversion des activités économiques - Consommation de charbon et problème de son utilisation face à la technique électronucléaire - Réduction de la consommation de pétrole et utilisation du gaz - Electricité et difficultés de stockage - Energies nouvelles ; plan « solaire », géothermie - Importance des économies d'énergie ; incidence sur la production intérieure - Avenir de la situation politique des pays du Moyen-Orient ; crainte d'une rupture d'approvisionnement et constitution de réserves - Fin des énergies fossiles - (p. 1657) : avenir de la surgénération, de la biologie et de la fusion nucléaire - Importance de la recherche ; techniques d'exploration et de production en mer du pétrole - Importance de l'énergie thermique et quantité des rejets calorifiques - Installations calo-électrogènes - Besoins de chaleur et nécessité d'une politique décentralisée - Chauffage urbain et géothermie - Création par les collectivités locales de microcentrales hydrauliques - Risques d'une pénurie énergétique grave et survie de la France.

— **Questions orales avec débat jointes : événements de Corse** - (3 juin 1980) (p. 2250) : mutation subie par la Corse depuis vingt ans : arrêt de l'émigration ; arrivée des rapatriés d'Afrique du nord et modernisation de l'agriculture ; explosion touristique ; inadaptation des infrastructures, notamment de transports - (p. 2251) : insuffisance du développement industriel - Principe de la continuité territoriale défini en 1974, et crédits consentis à ce titre - Problèmes actuels de la Corse : sécurité de la population - Chômage des jeunes - Revitalisation de l'intérieur et application du rapport Brocard - Carence du réseau routier - Agriculture corse : création de la SAFER - Problème des communications : détournement des crédits consacrés à l'application du principe de la continuité territoriale - Retard du transport aérien ; problème des tarifs - Réforme institutionnelle réclamée par certains et position du groupe RPR ; spécificité corse et impératif de l'unité nationale.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 8** (p. 5145) : intervient sur les divers amendements relatifs à la détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices ou le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières - Autres catégories socio-professionnelles évoquées par le ministre : VRP, médecins et infirmières - Mission de service public des chauffeurs de taxi.

Deuxième partie :

Services du Premier Ministre *(Suite)* - **I - Services généraux** *(Suite)* -**Aménagement du territoire** (8 décembre 1980) - (p. 6018) : équilibre de la croissance économique et problème de l'agglomération parisienne : modification du contexte économique, révision nécessaire de la politique de freinage du développement de Paris ; emploi : affaiblissement des offres, taux d'emploi comparable au taux national - Impossibilité d'une transplantation des entreprises parisiennes, freinage et paralysie de l'appareil économique parisien - Répercussions des mesures dissuasives sur les entreprises et application de cette politique sans discernement ; arbitraire administratif dans les choix d'implantation des entreprises - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et restrictions imposées aux établissements pour leur implantation dans la zone industrielle prévue dans le XVIII[e] arrondissement ; lenteur des négociations de demandes d'agrément et découragement des entrepreneurs - Blocage dû au contingentement strict des agréments de bureaux « en blanc », répercussions sur le secteur tertiaire - Méfiance du gouvernement à l'égard de Paris et responsabilité des collectivités locales en urbanisme et aménagement - Demandes d'adaptation de la politique d'aménagement du territoire formulées par le maire de Paris - Suppression de la redevance des locaux industriels demandée par la Ville de Paris et de l'agrément du comité de décentralisation ou accord automatique dans certains conditions - Abandon ou élargissement nécessaire du contingentement de bureaux à Paris - Rôle des collectivités locales au comité de décentralisation - (p. 6019) :alignement nécessaire de Paris et la région d'Ile-de-France sur le régime appliqué aux grandes capitales étrangères et sur les conditions économiques du reste du pays ; atout dans la conjoncture difficile

Examen des crédits - *Etat B* (p. 6023) : protestations contre le transfert à Lyon du service des approvisionnements de la Société Nationale des chemin de fer du XV[e] arrondissement de Paris ; conséquences pour les petites entreprises de sous-traitance - Perturbations d'ordre social et familial - Coût onéreux de ce transfert - Vote défavorable sur le budget - (p. 6024) : changement défavorable des conditions économiques de la région d'Ile-de-France - Pénalisation des entreprises éloignées de la région de Lyon et incompréhension de ce transfert dans une région déjà très industrialisée.

ROSETTE (Marcel), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2837** (JO Débats 1er octobre 1980) (p. 3714) à M. le ministre de l'Intérieur : le **chômage (problèmes posés aux communes par le chômage).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5406) : lutte des communistes et remboursement intégral de la TVA en 1981 - Indemnité de logement des instituteurs - Soutien au capital et notamment aux industriels - Transfert de charges de l'Etat sur les collectivités locales - Augmentation des impôts locaux et taxe professionnelle - Emprunts des collectivités locales - Diminution des subventions d'équipement - (p. 5407) : recommandations faites aux maires de limiter l'augmentation de la taxe professionnelle - Augmentation des concours de l'Etat et taux de l'inflation en 1980 - Fonds de compensation de la TVA et retard de deux ans du remboursement - TVA payée par les collectivités locales sur les dépenses de fonctionnement - Evolution de la dotation globale de fonctionnement ; détournement du reliquat pour le financement de l'indemnité de logement des instituteurs - Indexation de la dotation globale de fonctionnement sur la TVA - Mécanisme de répartition de la DGF et critère de l'impôt des ménages - Prétendue liberté d'emploi de la dotation globale de fonctionnement et poids des charges obligatoires - (p. 5408) : inconvénient des impôts sur la consommation et répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales - Fiscalité locale et loi du 10 janvier 1980 - Evolution comparée de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle - Taux d'actualisation des valeurs locatives - Taxe professionnelle - Profits des petites et moyennes entreprises - Diminution relative du poids de la taxe professionnelle dans la fiscalité locale - Luttes des élus communistes et vote contre ce projet de budget

ROUJAS (Gérard), sénateur de la Haute-Garonne (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

ROUJON (Jules), sénateur de la Lozère (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (24 juin 1980) (p. 3076).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n°**97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement rural** (n° **100**, tome II, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 413) : problèmes particuliers de l'économie de montagne ; aide aux régions défavorisées ; disparités régionales ; schéma directeur départemental des structures et pluriactivité ; critère d'affiliation au régime de protection sociale des agriculteurs ; surface minimale d'installation (SMI) - (p. 414) : cas des apiculteurs.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 463) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-139 identique au sous-amendement N° I-161 de M. Raymond Bouvier : politique de développement régional pour les régions défavorisées ; adopté le 28 février 1980.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : son amendement N° IV-22 déposé avec M. Jacques Boyer-Andrivet et soutenu par M. Philippe de Bourgoing : rédactionnel, (aménagement foncier en milieu rural) ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Aménagement rural) (p. 5333) : loi d'orientation agricole et politique d'aménagement rural ; conséquences sur le développement des régions ; institution du « remembrement-aménagement » - Prochaine publication d'une « directive nationale d'aménagement rural » ; exode rural et baisse du revenu brut des agriculteurs - Activités du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Mode de gestion du FIDAR et rôle de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) ; nécessité d'associer les élus à cette gestion - Stagnation des crédits consacrés à l'aménagement et au développement rural - Actions coordonnées de développement régional - (p. 5334) : amélioration de l'habitat rural et développement de l'accueil et de l'hébergement en milieu rural - Aide spécifique aux zones défavorisées ou de montagne : indemnité spéciale de montagne - Carence des équipements publics ruraux : alimentation en eau potable, collecte et traitement des ordures ménagères, assainissement - Crédits consacrés à l'électrification rurale et programme complémentaire du fonds d'amortissement d'électrification (FACE) - VIIIe Plan et nécessité de la reconduction du FACE - Problème de la résorption des zones d'ombre pour la télévision - Gestion du FIDAR et manque de participation des élus - Demande l'adoption de ce budget

ROUVIERE (André), sénateur du Gard (S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

RUDLOFF (Marcel), sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **129**, 1979-1980), adopté par l'Assemblée nationale (n°**173**, 1979-1980) (rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 17 janvier 1980, JO débats 26 février 1980) - **Agriculture.**

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **207**, 1979-1980) adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° **225**, 1979-1980) (22 avril 1980) - **Agriculture.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **222**, 1979-1980) modifiée par l'Assemblée nationale, relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente (n° **226**, 1979-1980) (23 avril 1980) - **Faillite, réglement judiciaire, liquidation de biens.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **335**, 1979-1980) modifiée par l'Assemblée nationale, relative à la preuve des actes juridiques (n° **343**, 1979-1980) (25 juin 1980) - **Preuve testimoniale.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **369**, 1978-1979)adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article premier 1° de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches (n° **26**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Police privée.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi (n° **25**, 1980-1981) modifiée par l'Assemblée nationale portant réforme de la **procédure pénale** relative à la prescription et au jury d'assises (n° **41**, 1980-1981) (21 octobre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **107**, 1980-1981)adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942, réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches, (n° **119**, 1980-1981) (26 novembre 1980) - **Police privée.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **116**, 1980-1981) modifiée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme de la **procédure pénale** relative à la prescription et au jury d'assises (n° **143**, 1980-1981) (4 décembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi (n° **176**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, relatif au renouvellement des **baux commerciaux** en 1981 (n° **195**, 1980-1981) (18 décembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 330) : dispositions du projet intéressant le droit civil et le droit administratif - Lacunes dans la définition et la réglementation de la profession d'agriculteur - Préoccupations exprimées sur ce point par les jeunes agriculteurs - Option du projet en faveur de l'exploitation familiale à responsabilité personnelle - Installation des jeunes agriculteurs - Création d'un répertoire des terres agricoles - Droits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Notion du cumul - Aménagement rural - Principe de l'égalité des enfants dans le partage successoral : montant des soultes et attribution préférentielle « en jouissance » - (p. 331) : principe de la liberté des transactions - Liberté des fermages dans les baux de carrière - Entrée des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) dans les groupements fonciers agricoles (GFA) - Contrôle des structures - Libertés professionnelle et recours à un critère de revenus dans le cas des pluriactifs - Droits des SAFER et charge de la preuve - Rôle des pluriactifs face au vieillissement de la population agricole - Risque de corporatisme protectionniste - Avis favorable de la commission des lois.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 458) : amendement N° I-57 de la commission des lois : participation des agriculteurs à la protection de **l'environnement** ; retiré - (p. 463) :sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural),sous-amendements de la commission des lois : rédactionnel N° I-185 adopté le 28 février 1980 et N° I-186 : développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées ; adopté le 28 février 1980.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 485, 486) : adoption du sous-amendement N° I-186de la commission des lois (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) - Compensation des handicaps naturels pour les zones défavorisées.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** (p. 582) : amendement N° II-37 de la commission des lois, identique aux amendements N° II-1 de la commission des affaires économiques, II-11 de M. Charles Lederman et II-31 de la commission des affaires sociales : suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles ; adopté - (p. 586) : sur l'amendement N° II-108 de M. Raymond Bouvier (principe et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole), sous-amendement N° II-117 de la commission des lois : absence de prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration ; adopté - (p. 589) : amendement N° II-38 de la commission des lois : co-titularité du bail d'exploitation agricole ;adopté - **Avant l'art. 14** (p. 595) : amendement N° III-75 de la commission des lois : application du droit commun pour les contrats d'échange ; adopté - **Art. 14** (p. 603) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), reprend, au nom de la commission des lois, le sous-amendement

N° III-320 de M. Jacques Thyraud (référence à la valeur vénale moyenne des terres) - Sur ce même amendement N° III-301, sous-amendements de la commission des lois N° III-321 : calcul, au niveau communal, des indices de rendement ; retiré le 5 mars 1980 ; N° III-322 : constitution de commissions intercommunales ; retiré le 5 mars 1980 et N° III-323 : composition de la commission communale ; retiré le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 642) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), sous-amendement de la commission des lois N° III-353 : demande des communes concernées et constitution de la commission intercommunale ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 647) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-265 de M. Jean-Paul Hammann (exercice du droit de préemption par la SAFER et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat) - (p. 651) : amendement N° III-77 de la commission des lois : droit de préemption de la SAFER et désaccord sur le prix ; saisine par la SAFER du tribunal de grande instance ; devenu sans objet - (p. 656) : caractère contradictoire en la forme mais non au fond de l'expertise - (p. 657) : maintien du principe de la charge de la preuve.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 674) : supériorité du droit de préemption du preneur sur celui de la SAFER - (p. 675) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), sous-amendement N° III-361 de la commission des lois : vente publique et maintien du droit de préemption du preneur ; adopté - **Art. 14** *bis* (p. 680) : amendement N° III-78 de la commission des lois identique aux amendements N° III-134 de M. Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune, N° III-176 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° III-350 du gouvernement : suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural ; adopté - **Art. 15** (p. 684) : amendement N° III-79 de la commission des lois : octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée ; adopté - **Art. 16** (p. 692) : s'oppose à l'amendement N° III-313 du gouvernement (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes) - Avantages accordés à l'héritier restant à la terre et fondement de la famille rurale - (p. 693) : s'oppose à la première partie de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) - **Art. 17** (p. 697) : accepte l'amendement N° III-363 du gouvernement (succession agricole et ordre de priorité entre le GFA, l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété) - (p. 699) : amendement N° III-82 de la commission des lois : critères de désignation de l'attributaire par le tribunal ; adopté - (p. 700) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° III-294 de MM. René Tinant et Paul Jargot (succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers) - (p. 701) : amendement N° III-83 de la commission des lois : constitution d'un GFA et versement de soultes aux cohéritiers non participants ; adopté - Amendement N° III-84 de la commission des lois : signature de l'acte constitutif du GFA et des baux à long terme et caractère parfait du partage ; adopté - **Art. 18** (p. 705) : amendement N° III-85 de la commission des lois : bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation en l'absence de toute autre solution successorale ; rejeté - (p. 707) : valeur patrimoniale du droit au bail - Attribution préférentielle en jouissance et contrat forcé.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 720) : amendement N° IV-13 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : principaux objectifs de l'aménagement rural ; adopté - (p. 721) : amendement N° IV-14 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : consultation des services de l'Etat ; adopté - (p. 722) : amendement N° IV-15 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles ; adopté - **Art. 29** *bis* (p. 725) : amendement N° IV-16 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné, identique à l'amendement N° IV-7 de la commission des affaires économiques : suppression de cet art. dont les dispositions seront reprises plus loin ; adopté - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : amendement N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : dispositions du code de la construction et de l'habitation concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles ; adopté - **Art. 30** *bis* (p. 731) : amendement N° IV-18 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : éléments à prendre en considération à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement ; adopté - **Après l'art. 30** *bis* (p. 732) : amendement N° IV-19 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : prolongation du délai pendant lequel les SAFER peuvent conserver les biens acquis ; adopté - **Art. 31** (p. 733) : amendement N° IV-20 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants ; adopté - (p. 735) : amendement N° IV-21 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissements rural, dans le cas de déséquilibre de l'exploitation ; adopté.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : amendement N° III-87 de la commission des lois : nouvelle rédaction du texte proposé pour les troisième et quatrième alinéas de l'art. 832 du code civil, relatif à l'attribution préférentielle ; adopté - **Art. 20** (p. 763) : amendement de coordination N° III-88 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 20** (p. 764) : amendement N° III-89 de la commission des lois : possibilité de sursis au partage pendant deux ans pour permettre l'installation de l'un des indivisaires au terme de ce délai ; devenu sans objet - Circonstances pouvant justifier ce délai : service national - (p. 765) : durée et point de départ du délai envisagé : ouverture de la succession ou date de la demande de partage - **Art. 21** *bis* (p. 768) : amendement N° III-90 de la commission des lois : modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA ; adopté - Nécessité de capitaux extérieurs pour réduire l'endettement des agriculteurs - Inutilité de l'agrément prévu par l'Assemblée nationale - Nécessité de conditions de fonctionnement restrictives - (p. 769) : droit de priorité au bénéfice de l'exploitant - Possibilité de nantissement des parts de GFA - Possibilité de caution hypothécaire - (p. 771) : limitation prévue de la caution hypothécaire - (p. 776) : garanties offertes par l'amendement N° III-90 de la commission des lois : limitation de la participation des personnes morales à 65 % du capital social ; voix double des personnes physiques - (p. 777) : sur l'amendement N° III-90 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° III-348 du gouvernement (rétablissement de l'agrément pour les SCPI) - **Art. 21** *quater* (p. 780) : amendement N° III-91 de la commission des lois : impossibilité pour un groupement agricole d'exploitation en commun d'être constitué par deux époux qui en seraient les seuls associés ; adopté - **Art. 21** *ter :* demande l'adoption conforme de cet art. relatif à l'exclusion des mineurs des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) - **Après l'art. 21** *quinquies* (p. 781) : accepte l'amendement N° III-214 de M. Paul Guillard (abrogation de quatre art. du code du vin) - **Après l'art. 22 A** (p. 782) : amendement N° III-103 de la commission des lois : établissement pour

chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles ; en demande la réserve jusqu'à l'examen de l'art. 22 B et de l'amendement N° III-336 du gouvernement - **Art. 22 B** (p. 783) : amendement N° III-92 de la commission des lois : conditions d'exercice de la pluriactivité : suppression du critère de revenus ; réservé jusqu'à l'examen de l'art. 22 C, relatif à la pluriactivité - (p. 784) : retrait de l'amendement N° III-103 de la commission des lois, précédemment réservé, au profit de l'amendement N° III-336 du gouvernement (procédure d'établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles) - (p. 785) : amendement N° III-94 de la commission des lois : application du contrôle des structures des exploitations agricoles à la seule exploitation des biens, à l'exclusion des transferts des propriétés ; adopté - **Art. 22 C** (p. 789) : accepte l'amendement N° III-377 du gouvernement (conditions de cumul lorsqu'il s'agit de biens familiaux) - (p. 791) : sur l'amendement N° III-38 de la commission des affaires économiques (nécessité pour le demandeur lui-même, à l'exclusion du conjoint, d'avoir la capacité professionnelle ou de s'engager à suivre des stages de formation), sous-amendement N° III-325 de la commission des lois : suppression du contrôle des structures si la superficie de l'exploitation obtenue n'excède pas la moitié de la surface minimale d'installation ; retiré - (p. 793) : sur l'amendement N° III-376 du gouvernement (fixation de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; suppression, pour coordination, de la mention des biens familiaux), sous-amendement N° III-378 de la commission des lois : conditions où l'autorisation est de droit ; adopté - (p. 797, 798) : amendement N° III-97 de la commission des lois : non-application du contrôle aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf pour la fraction excédant le double du seuil normal ; rejeté - Intérêt supérieur du mariage - (p. 801) : accepte l'amendement N° III-331 du gouvernement (demande d'autorisation de cumul pour les agrandissements entraînant le démembrement d'une exploitation), sous réserve de l'adoption des sous-amendements de la commission des lois N° III-374 : exception dans le cas de réunion à une exploitation d'une superficie inférieure à une SMI ; adopté ; et N° III-375 : exception dans le cas d'une exploitation dont la superficie est déjà inférieure aux normes ; adopté.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 816) : amendement N° III-99 de la commission des lois, identique à l'amendement N° III-162 de M. Roland du Luart : suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal ; retiré - **Art. 22 B** *(suite)* (p. 822) : amendement N° III-92 de la commission des lois, précédemment réservé : conditions d'exercice de la pluriactivité : suppression du critère de revenus ; adopté - **Art. 22 D** (p. 823) : amendement rédactionnel N° III-102 de la commission des lois ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° III-367 du gouvernement (suppression de la consultation systématique de la commission nationale des structures) - **Art. 22 E** (p. 825) : amendement N° III-104 de la commission des lois : définition de la surface minimum d'installation ; adopté - **Art. 22 F** (p. 829) : amendement N° III-105 de la commission des lois : contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation ; adopté - (p. 832) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-4 de M. Roland Boscary-Monsservin (non-prise en considération de la situation personnelle du preneur en place) et s'oppose à l'amendement N° III-252 de M. Félix Ciccolini (contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 22 G** (p. 834) : amendement N° III-107 de la commission des lois : saisine du tribunal des baux ruraux exclusivement par le bailleur et la SAFER ; adopté - **Art. 22 H** (p. 835) : amendement N° III-108 de la commission des lois : suppression des dispositions du code rural prévoyant la procédure de notification de la décision du préfet et l'autorisation d'exploitation, par toute personne intéressée, accordée par le tribunal paritaire des baux ruraux ; rejeté - (p. 836) : accepte l'amendement N° III-50 de la commission des affaires économiques (suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour toute personne intéressée de demander l'autorisation d'exploiter au tribunal paritaire des baux ruraux) - **Art. 22 I** : amendement N° III-109 de la commission des lois : suppression de toute aide publique à caractère économique afférente aux biens indûment exploités par un contrevenant ; adopté - (p. 837) : sur cet amendement s'oppose au sous-amendement N° III-368 du gouvernement (suppression de toute référence aux biens indûment exploités) - **Art. 22 J** : amendement N° III-110 de la commission des lois : amendes contraventionnelles ; adopté - (p. 838) : amendements rédactionnels N° III-111, III-112 et III-113 de la commission des lois ; adoptés - **Art. 22 K** : amendement rédactionnel N° III-114 de la commission des lois ; adopté - **Art. 22 L** (p. 839) : amendement N° III-115 de la commission des lois : dispositions transitoires pour le calcul des superficies de cumul ; adopté - Amendement rédactionnel N° III-116 de la commission des lois ; adopté - **Art. 26** *bis* (p. 841) : amendement N° III-117 de la commission des lois : exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage ; retiré - S'oppose à l'amendement N° III-200 de M. René Tinant (prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture) - (p. 844) : amendements de la commission des lois N° III-118 : inapplicabilité du statut du fermage lorsque le cessionnaire n'est tenu par la convention à aucun travail d'entretien cultural ; adopté ; et N° III-119 : non-application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire ; adopté - (p. 844) : s'oppose à l'amendement N° III-258 de M. Roland Grimaldi (caractère d'ordre public des nouvelles dispositions ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux par toute personne ayant un intérêt direct ou indirect à l'application des dispositions) - **Après l'art. 26** *bis* (p. 845) : amendement N° III-120 de la commission des lois : petites parcelles échappant au statut du fermage ; adopté - **Art. 26** *ter* (p. 846) : amendement N° III-121 de la commission des lois : non-application du statut du fermage aux petites parcelles ; adopté - Amendement rédactionnel N° III-122 de la commission des lois ; adopté - Amendement N° III-123 de la commission des lois : possibilité pour les preneurs de bénéficier des dispositions relatives au droit de préemption ; adopté - (p. 847) : amendement N° III-124 de la commission des lois : cas dans lesquels le bailleur est une indivision ou une société constituée entre membres d'une même famille ; adopté - **Art. 26** *quater* : amendement rédactionnel N° III-125 de la commission des lois ; adopté - **Art. 26** *quinquies* (p. 848) : amendement N° III-126 de la commission des lois : aménagement des règles en cas de reprise partielle et de reprise frauduleuse ; adopté - **Après l'art. 26** *quinquies* : amendement N° III-127 de la commission des lois : conversion d'un bail rural en bail à long terme ; conséquences du refus du preneur ; adopté - **Art. 26** *sexies* (p. 855) : votera l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière) - Existence des baux de carrière et liberté des prix - **Art. 26** *septies* (p. 856) : amendement N° III-129 de la commission des lois : bâtiments d'habitation et droit de préemption de la SAFER ; adopté - (p. 857) : amendement N° III-130 de la commission des lois : non opposition du droit de préemption de la SAFER à certaines catégories professionnelles agricoles ; adopté - **Après l'art. 26** *septies* : soutient l'amendement N° III-223 de M. Charles Zwickert (terres maraîchères en secteur urbain ou périurbain et droit de préemption des SAFER) - **Art. 26** *octies* (p. 858) : sur l'amendement N° III-308 du gouvernement (prêt bonifié et reversement de la subvention reçue en cas de cession à titre onéreux dans les dix ans suivant la dernière échéance de remboursement), sous-amendement N° III-131 de la commission des lois : revente de l'exploitation bénéficiaire du prêt pour une exploitation plus grande ; adopté.

— Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - **Art. 2** (p. 950) : à propos de l'amendement N° 17 de la commission (notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements), intervient sur la notion de « magistrat volant » - Principes du droit - Danger de raisonner sur des cas d'espèces.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Avant l'art. 10** (p. 1020) : soutient l'amendement N° 145 de M. Roger Poudonson (possibilité d'intégration dans les fonctions de premier et second grades des anciens avoués devenus avocats) - **Après l'art. 10** (p. 1021) : se déclare favorable à l'amendement N° 146 de M. Félix Ciccolini (avancement et prise en compte d'une partie de l'expérience professionnelle des anciens auxiliaires de justice) - **Avant l'art. 10** *(suite)* (p. 1032) : se déclare favorable à l'amendement N° 28 de la commission précédemment réservé (possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat ayant obtenu le doctorat de bénéficier du recrutement parallèle) - **Art. 13** (p. 1039) : caractère symbolique de la présence d'un avocat - Se déclare favorable à l'amendement N° 30 de la commission (composition de la commission d'avancement et participation de personnalités dont un avocat) - **Avant l'art. 18** (p. 1044) : à propos des saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire, se déclare défavorable aux amendements N° 150 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini et N° 180 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 21** (p. 1047) : son amendement N° 152 : principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau ; adopté - (p. 1048) : interpénétration du milieu judiciaire et du milieu des avocats.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Après l'art. 35** (p. 1080) : caractère spécifique des conciliateurs - Rôle des juges d'instance à la présidence de certaines commissions - Se déclare défavorable à l'amendement N° 154 de M. Guy Petit (possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles) - (p. 1082) : son amendement N° 163 : possibilité pour les futurs avocats en cours de formation de participer à des actes juridictionnels ; adopté - Liberté des centres de formation et des juridictions d'admettre ou non la participation des avocats stagiaires - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1085) : améliorations apportées par le Sénat à ce texte - Respect des principes fondamentaux de la justice française - Confiance aux magistrats de France - Vote favorable du groupe UCDP.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**] - (17 avril 1980) - **Après l'art. 60** (p. 1344) : son amendement n° II-141, précédemment réservé : participation de l'Etat à la prise en charge des réparations des dégâts causés par des phénomènes naturels ; retiré - Jurisprudence du Conseil d'Etat - Glissements de terrain et mesures d'intérêt collectif prises par le maire ; responsabilité des collectivités locales - (p. 1345) : jurisprudence du Conseil d'Etat : distinction entre pouvoirs de police du maire et mesures d'administration municipale - Proposition de loi de MM. *Serge Mathieu* et *Pierre Vallon*.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° **212 (79-80)**] - (29 avril 1980) - **Art. 2** (p. 1608) : magistrat remplaçant et principe de l'inamovibilité - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1624) : vote favorable du groupe de l'UCDP : modifications apportées par l'Assemblée nationale et vote par le Sénat de nombreux amendements.

— **Proposition de loi relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente** - *Deuxième lecture* [n° **222 (79-80)**] - (29 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1625) : proposition de loi déclarant opposable à la masse des créanciers, en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire de l'acheteur, les clauses de réserve de propriété - Compléments apportés à la proposition de loi par l'Assemblée nationale - Proposition de vote conforme du texte - Jurisprudence de la Cour de cassation - Contenu des amendements proposés par l'Assemblée nationale et le gouvernement.

— **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la **proposition de loi** [n° **29 (78-79)**] **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'art. 63 du Code pénal.** [n° **228 (79-80)**] - (7 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1787) : notions de droit de vivre sa mort et de non assistance à personne en danger.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - Rapporteur pour avis — **Discussion générale** (p. 1845) : rôle de la commission des lois : respect des principes du droit civil - Vote conforme de l'Assemblée nationale sur le texte du Sénat relatif à la possibilité pour les SCPI d'acquérir des parts de GFA - Schéma des structures - Divergences avec la commission des affaires économiques - Statut des conjoints d'exploitants agricoles - Droit de préemption des SAFER.

Art. 13 (p. 1883) : amendements N° 5 et N° 6 de la commission des lois : statut des conjoints d'exploitants agricoles ; retirés au profit de l'amendement analogue N° 70 de la commission des affaires économiques - Inclusion par l'Assemblée nationale du statut des exploitantes dans le code civil et position du Sénat en faveur de la seule modification du code rural - Réforme des régimes matrimoniaux - Retour à la rédaction du Sénat - **Art. 14** (p. 1886) : avis favorable de la commission des lois à l'amendement N° 175 de M. Paul Séramy (suppression de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale) - **Art. 14** *bis* **C** (p. 1889) : sur la composition de la commission départementale d'aménagement foncier, s'oppose aux amendements N° 199de M. Jean-Paul Hammann et N° 107 de M. Louis Minetti - Désignation des fonctionnaires et compétence du pouvoir réglementaire - (p. 1891) : amendement rédactionnel N° 10 de la commission des lois ; adopté.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 1903) : amendement N° 11 de la commission des lois identique aux amendements N° 174 de M. Paul Séramy, N° 185 de M Pierre Louvot et N° 260 du gouvernement : suppression de cet article créant un livre foncier rural ; adopté - **Art. 15** (p. 1904) : amendement N° 12 de la commission des lois : refus de prêt bonifié pour la fraction du prix excédant la valeur vénale des terres ; retiré - (p. 1905) : refus du prêt bonifié et réalisation de la vente à un prix supérieur à la valeur moyenne au profit de celui pouvant se passer de ce prêt - (p. 1906) : accepte l'amendement N° 264 du gouvernement (refus de prêt bonifié et valeur de cession manifestement supérieure à la valeur vénale) - **Art. 17** (p. 1907) : amendement N° 13 de la commission des lois : 1 suppression des dispositions de cet article imposant un bail des cohéritiers ; 2. rédactionnel ; adopté - **Art. 18** (p. 1909) : principe de l'égalité des partages et existence d'un bail - **Art 19** (p. 1910) : s'oppose à l'amendement N° 156 de M Roger Rinchet soutenu par M. Maurice Janetti (conditions d'octroi de l'attribution préférentielle aux pluriactifs en zone de montagne) - **Art. 19** *bis* (p. 1911) : amendement N° 14 de la commission des lois : sursis au partage en fonction de la situation de l'un des indivisaires ; adopté - **Art. 22 C** (p. 1915) : s'oppose à l'amendement N° 168 de M. Maurice Janetti (réglementation des installations et des cumuls et cas d'autorisations facultatives ou de droit) - Interférence pour la profession agricole des règles du droit civil et de la profession agricole - (p. 1917) : sur l'amendement N° 82 de la commission des affaires économiques, soutenu par M. Michel Chauty (cumul et autorisation de droit pour le demandeur ayant acquis une expérience en qualité de chef d'exploitation, d'aide familial ou de salarié agricole), sous-amendement N° 193 de la commission des lois : critères de définition de la qualité de chef d'exploitation ; adopté - (p. 1919) : atteinte aux droits des pluriactifs - S'oppose à l'amendement

N° 83 de la commission des affaires économiques (cumuls et autorisations préalables pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal) - (p. 1920) : retraité et qualité de pluriactif - (p. 1921) : s'oppose aux amendements identiques N° 117 de M. France Léchenault et N° 210 de M. Jean-Paul Hammann (cumuls et autorisation péalable nécessaire pour les opérations concernant des époux) - (p. 1922) : amendement N° 15 de la commission des lois : autorisation préalable de cumul pour une opération supprimant une exploitation agricole d'une superficie égale à la surface minimum d'installation, sans l'accord du preneur en place ; adopté - (p. 1923) : s'oppose aux amendements identiques N° 84 de la commission des affaires économiques et N° 164 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article donnant à un seul propriétaire l'initiative de la procédure d'autorisation en cas de cumul) - (p. 1924) : amendement N° 194 de la commission des lois : abaissement du seuil jusqu'à la surface minimum d'installation et non application de la procédure d'autorisation préalable ; adopté - (p. 1925) : amendement N° 16 de la commission des lois : autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 263 de la commission des affaires économiques (exploitation de droit par l'héritier et conditions de détention ou d'exploitation par la personne à l'origine de la transmission) - (p. 1928) : autorisation de droit et existence d'un contrôle - Bénéfice d'une transmission à titre gratuit entre vifs et successorale - (p. 1931) : amendement N° 17 de la commission des lois : autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie de l'exploitation ; rejeté - (p. 1934) : amendement N° 18 de la commission des lois : cumul temporaire et installation sur l'exploitation initiale du demandeur ou sur les biens temporairement cumulés ; adopté - Amendement N° 19 de la commission des lois : autorisation d'exploiter de droit et sociétés d'exploitation ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2000) : lit l'intervention de M. *René Tinant* - Biomasse - (p. 2001) : état d'avancement des recherches du CNRS et de l'INRA - Possibilités de l'agro-énergétique - Cout de l'alcool végétal - Alcool végétal et utilisation des déchets du bois.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° 207 (79-80)].

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 2033) : amendement N° 20 de la commission des lois : suppression du paragraphe relatif au critère d'expérience professionnelle ; adopté - (p. 2034) : amendement de coordination N° 21 de la commission des lois ; adopté - **Art. 22 F** (p. 2037) : amendement N° 22 de la commission des lois, procédure devant la commission départementale des structures : convocation obligatoire du demandeur ; communication des pièces à la demande de l'intéressé ; adopté - **Art. 22 G** (p. 2038) : demande la réserve de cet article, relatif aux sanctions, jusqu'après l'examen de l'art. 22 H - **Art. 22 H :** amendement N° 26 de la commission des lois, fonctionnement d'une exploitation en situation irrégulière : injonction du préfet de régulariser la situation et possibilité de mise en mouvement de l'action pénale ; adopté - (p. 2039) : sur l'amendement N° 26, s'oppose aux sous-amendements du gouvernement N° 241 (mise en demeure adressée par le préfet à l'intéressé et délai d'une année culturale) et N° 268 (possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux d'accorder à toute personne intéressée par la mise en valeur du fonds l'autorisation de l'exploiter) - Inconvénients d'autoriser l'installation d'un exploitant contre la volonté du propriétaire ; problème de responsabilité en cas de dépréciation ou dommages commis au terrain - Principes fondamentaux des contrats - **Art. 22 G** *(suite)* (p. 2040) : amendement N° 23, précédemment réservé, de la commission des lois : possibilité pour le préfet ou le bailleur de faire prononcer par le tribunal paritaire des baux ruraux la nullité du bail ; adopté - Amendements N° 24 et N° 25 de coordination de la commission des lois, devenus sans objet - **Art. 22 J :** amendement N° 27 de la commission des lois : modulation des pénalités selon qu'il y a eu omission de souscrire une demande d'autorisation d'exploiter ou fourniture de renseignements inexacts à l'appui d'une telle demande ; adopté - Amendement N° 28, de coordination, de la commission des lois : compétence du tribunal correctionnel ; adopté - **Art. 26** *bis* (p. 2041) : définition du bail rural et de son champ d'application - Amendement N° 29 de la commission des lois : principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières ; adopté - Amendement N° 30 de la commission des lois : exception relative à la mise à disposition à titre gratuit ; rejeté - Amendement N° 31 de la commission des lois : critère de l'obligation d'un travail d'entretien cultural ; rejeté - Amendement N° 32 de la commission des lois : exception relative aux conventions d'occupation précaire ; adopté - (p. 2042) : jurisprudence actuelle, excluant du statut du fermage les conventions d'occupation précaire - Champ d'application de l'art. 26 bis et dispositions de l'amendement N° 29 de la commission des lois - (p 2043) : dispositions législatives et réglementaires et coutumes non codifiées - Jurisprudence relative aux conventions dites d'occupation précaire : énumération des cas - Exemples des successions 8MY **Art. 26** *sexies* **A** (p. 2045) : amendement N° 33 de la commission des lois : rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformation d'un bail rural en bail à long terme ; réservé puis adopté (p. 2053) - **Art. 26** *sexies* (p. 2046) : amendement N° 195 de la commission des lois : suppression de la disposition fixant comme condition à la réalisation d'un bail de carrière que l'exploitation constitue une unité économique ; rejeté - Amendement N° 34 de la commission des lois, identique à l'amendement N° 158 de M. Octave Bajeux : suppression de l'alinéa reprenant des dispositions de droit commun relatives à la poursuite du bail jusqu'à son échéance normale, au profit du conjoint survivant ou des héritiers, en cas de décès du titulaire ; adopté - (p. 2048) : sur la liberté donnée ou non aux parties de fixer le prix des baux de carrière, se déclare opposé à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière) - (p. 2049) : différentes options possibles ; pouvoir d'appréciation des commissions consultatives paritaires départementales - (p. 2052) : intervient sur l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière) - **Art. 26** *septies* (p. 2053) : amendement N° 35 de la commission des lois : exception au droit de préemption des SAFER et conformité de l'opération avec la législation relative au contrôle de structures ; adopté - (p. 2054) : amendement de forme N° 36 de la commission des lois ; adopté - Amendement de forme N° 180 de la commission des lois : rectification d'une erreur matérielle ; adopté - **Art. 29** *bis* **A** (p. 2056) : amendement N° 37 de la commission des lois ; suppression de la publication de la carte des terres agricoles comme préalable à l'application de la réglementation sur les réductions de terres agricoles ; adopté - **Art. 29** *ter* (p. 2058) amendement N° 38 de la commission des lois : suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêts dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité ; adopté - Texte voté par le Sénat en première lecture - Conditions posées à la suppression du droit à réparation et à indemnisation : condition d'antériorité - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2062) : amendement N° 7 de la commission des lois : délai de deux mois laissé aux parties pour saisir le tribunal ; devenu sans objet - (p. 2063) : se déclare opposé à l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - Difficulté d'application de l'interdiction de vente pendant trois ans à un prix différent - (p. 2069) : priorité du droit de préemption du

preneur par rapport à celui de la SAFER - (p. 2071) : amendement N° 8 de la commission des lois : vente à la SAFER et procédure destinée à respecter les droits de préemption prioritaires par rapport au sien ; adopté - (p. 2072) :amendement N° 9 de la commissiion des lois : droit de préemption du preneur, prioritaire par rapport à celui de la SAFER, limité au cas où le preneur exploite le bien depuis trois ans au moins ; adopté - Hypothèse, soulevée par M. Jacques Descours Desacres, d'un fils ayant succédé à son père : subrogation dans les droits - Suppression de la condition de superficie prévue dans la loi du 8 août 1962 pour permettre l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [n° 209 (79 - 80)]** - (4 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2363) : amélioration du texte par les travaux du Sénat qui ne doivent pas se solder par un constat de carence - Votera le texte en discussion.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels [n° 240 (79 - 80)]** - (11 juin 1980) - **Art. 8** *bis* (p. 2595) : retire ses amendements n° 95 et n° 96 au profit de l'amendement analogue n° 59 de M. Paul Kauss (1° délivrance de l'habilitation en Alsace et en Moselle par les chambres de commerce et d'industrie ou les chambres de métiers « compétentes » - 2° qualifiquation des responsables de la formation alternée identique à celle des responsables de l'apprentissage) - Concurrence entre la formation par alternance et l'apprentissage - **Art. 16** *ter* (p. 2608) : à propos de l'amendement n° 103 de M. Pierre Louvot (possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale), intervient sur les possibilités de recours hiérarchique et de recours devant les tribunaux administratifs - **Art. 18** (p. 2610) : son amendement n° 4 : modification des quotas consacrés à l'apprentisage et à l'alternance, et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle ; rejeté - **Art. 21** : (p. 2614) : son amendement de coordination n° 98, identique à l'amendement n° 69 de M. Paul Kauss ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : pollution du Rhin** - (17 juin 1980) - (p. 2742) : pollution du Rhin et projet d'implantation d'une saline à grande capacité dans la région de Mulhouse - Non ratification par la France de la convention de Bonn - Réaction des populations d'Alsace devant le projet d'injection des déchets chlorurés - Perspectives d'exploitation des mines de potasse d'Alsace et approbation donnée par les mineurs de potasse au projet d'installation d'une saline dans la région de Mulhouse - (p. 2743) : avantages de la création de cette saline - Part limitée de la France dans cette saline internationale, selon le projet de l'Entreprise minière et chimique (EMC) - Argument invoqué de la prétendue saturation du marché du sel.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses [n° 269 (79-80)]** - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2813) : intérêt du groupe UCDP pour le texte en discussion - Résistance de l'institution familiale à l'épreuve du temps - Solidarité due aux familles par la collectivité nationale ; droit garanti par le préambule de la Constitution et incompatible avec toute notion d'assistance - Bases simples d'une politique familiale - Nécessité d'un niveau de ressources suffisant pour les familles ; évolution de leur pouvoir d'achat - (p. 2814) : caractère insatisfaisant du système français des prestations familiales - Fusion de toutes les allocations familiales existantes en une prestation unique appelée « revenu familial garanti » - Critères d'attribution du revenu familial garanti - Statut social de la mère de famille - Extension des formules de travail à temps partiel et d'aménagement d'horaires - Insertion et réinsertion professionnelle de la mère de famille - Compensation des charges familiales au regard de l'impôt sur le revenu par le quotient familial - Aménagement de la fiscalité des collectivités locales pour tenir compte des familles - Accession de la femme aux responsabilités sociales, économiques et politiques de la Nation - Nécessaire multiplication des centres de conseil conjugal - Développement de la qualité de vie des enfants - Renforcement de l'action des organismes de protection maternelle et infantile - Application stricte des législations sur la contraception et l'avortement - Recherche et information sur les thérapeutiques de la stérilité - (p. 2815) : dépossession éducative des parents par l'école - Nécessaire restauration de l'autorité parentale - Création par l'Etat d'un environnement juridique et financier qui facilite le dialogue des générations - Information des jeunes mariés - Méfaits de l'urbanisme moderne - Rôle des collectivités locales dans le développement des équipements collectifs - Encouragement au bénévolat - Besoins des familles en matière de vacances et de loisirs - Nécessaire poursuite de l'action entreprise en faveur des handicapés et du quart monde.

Art. 1 (p. 2824) : soutient l'amendement N° 78 de M. Jean Francou (remboursement à l'employeur de la partie de l'indemnité des congés payés relative à la durée du congé de maternité, par la caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole).

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° 328 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3268) : différences entre la procédure administrative et la procédure judiciaire - Rôle du Conseil d'Etat - Liens entre administration et juridiction administrative - Indépendance de la juridiction administrative.

Art. 1 (p. 3269) : au sujet de la répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration, se déclare défavorable aux amendements n°1 de M. Félix Ciccolini et n° 9 de M. Charles Lederman.

— **Projet de loi modifiant l'article premier (1°) de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherche** [n° 369 (78-79)] - (23 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4012) : libertés individuelles et respect de la personne privée - Loi du 28 septembre 1942 - Décret de 1977 sur la déclaration obligatoire - Traité de Rome et liberté d'établissement - Suppression de la condition de nationalité française - Harmonisation des réglementations des pays membres de la C E E - Absence de condamnation pénale - Cas de sanctions disciplinaires graves - Conditions d'exercice de ces activités par les directeurs des agences et par leurs collaborateurs - Sanctions - (p. 4013) : propose l'adoption du projet complété par les articles additionnels.

Art. unique (p. 4014) : amendement n° 1 de la commission des lois :modification de l'art. 1 de la loi du 28 septembre 1942 ; interdictions d'exercice ; adopté - **Après l'art.1** : amendement n° 2 de la commission : suppression du terme d'offices ; adopté - Amendement n° 3 de la commission : sanctions pénales ; adopté - Amendement n° 4 de la commission : modification de l'intitulé de la loi du 28 septembre 1942 ; adopté - (p. 4015) : amendement n° 5 de la commission : application de la loi de 1942 dans les départements d'outre-mer ; adopté - Amendement n° 6 de la commission : maintien des dispositions en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; adopté - Amendement n° 7 de la commission : délai d'entrée en vigueur de la loi ; adopté - Accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (cas des salariés licenciés du fait de l'entrée en application de la loi) - **Intitulé** : amendement n° 8 de la commission : « Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches » ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4016) : répond à l'observation de M. *Jacques Eberhard* sur l'absence de condition de nationalité pour les salariés des agences privées de recherches.

— **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** -

Deuxième lecture [n° **25 (80-81)**] - (23 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4011) : propose l'adoption conforme de l'article 1, relatif à la prescription de l'action civile d'une victime d'une infraction pénale, et la suppression de l'article 2, relatif à la composition de la liste des jurés suppléants appelés à siéger dans les cours d'assises : renvoi au projet « Sécurité et liberté ».

Art. 2 (p. 4012) : amendement n° 1 de la commission des lois : suppression de cet article ; adopté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4448) : montée de la violence - Refus des procès d'intention - Magistrats ; procureurs de la République ; administration pénitentiaire ; avocats - Suspicion sur les magistrats - Procédure de flagrant délit - Récidive - Rôle de la chambre d'accusation - Contrôle des juges d'instruction - Relégation - (p. 4449) : révocation du sursis - Méfiance à l'égard des automatismes - Limites du projet - Crimes de sang - Délinquance juvénile - Exécution de la peine et pouvoirs respectifs du juge et de la commission de l'application des peines - Visiteurs de prisons - Solidarité à l'égard des victimes - Dignité de l'homme.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7A** (p. 4523) : nécessité de définir le système cumulatif ou alternatif des peines comme le système de droit commun - **Art. 7A** - *Art. 268 du code pénal* (p. 4537) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-18 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article, prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite) - (p. 4538) : se déclare favorable à l'amendement n° I-168de M. Félix Ciccolini (exemption de peine et dénonciation d'association de malfaiteurs ; suppression de la référence à l'identification des personnes en cause) - **Avant l'art. 7** (p. 4541) : suppression de la peine de mort et en conséquence de certains crimes punis par cette seule peine - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4565) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini (coups et blessures et incapacité de travail) - *Art. 310 du code pénal* (p. 4575) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-114 de la commission des lois (abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels) - **Art. 10** (p. 4582) : à propos de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), intervient sur les sévices à enfants et la liberté d'appréciation des tribunaux - **Art. 11** (p. 4589, 4590) : se déclare favorable à l'amendement n° I-118 de la commission (abaissement des pénalités en cas de vol simple) - *Art. 382 du code pénal* (p. 4594) : se déclare favorable à l'amendement n° I-121 de la commission (circonstances aggravantes du vol, et violences avec ou sans incapacité de travail).

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12** *bis* (p. 4620) : se déclare favorable à l'amendement n° I-129 de la commission des lois (suppression de l'article concernant les sanctions pour banqueroutes) - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4643) : droit pour les salariés de faire grève et droit des citoyens de pouvoir circuler librement - **Art. 3** (p. 4651) : son amendement n° I-155 : suppression des dispositions de cet article relatives au chantage ; adopté.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** (p. 4674) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant les délits et les peines planchers incompressibles et les circonstances atténuantes et aggravantes) - *Art. 463-2 du Code pénal* (p. 4678) : se déclare favorable à l'amendement n° I-73 de la commission (infractions graves commises par les détenus en permission et aggravation des sanctions) - **Art. 5** *bis* (p. 4681) : son amendement de coordination n° I-157 ; devenu sans objet - (p. 4682) : se déclare favorable à l'amendement n° I-75 de la commission (gravité des infractions et système des peines de substitution) - **Art. 6** - *Art. 747-1 du code de procédure pénale* (p. 4687) : son amendement n° I-158 : octroi du sursis et chantage avec violence ; adopté - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4690) : se déclare favorable à l'amendement n° I-81 de la commission (conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge) - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* (p. 4697) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-83 de la commission (suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis) - **Après l'art. 17** (p. 4700) : soutient l'amendement n° I-176 de MM. Roland du Luart et Michel d'Aillières (prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sans la menace d'une arme) - **Art. 18** (p. 4704) : son amendement n° I-159 : automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence au chantage ; adopté - (p. 4705) : choix du système de la peine ferme par le Gouvernement - se déclare défavorable à l'amendement n° I-66 de M. Jean Geoffroy (qualification juridique de l'infraction et suppression de l'application automatique du régime de sûreté) - **Art. 19** (p. 4712) : exécution des peines et problème de la source du droit des peines - Nature du rôle du juge de l'application des peines - Création d'une juridiction de l'application des peines - Se déclare favorable à l'amendement n° I-152 de la commission (permissions de sortir et libérations conditionnelles ; mécanismes de décision de la commission de l'application des peines) - **Avant l'art. 21** (p. 4725) : son amendement n° II-173 : pouvoir du procureur de la République de demander des enquêtes de personnalité ;adopté.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : estime sans objet l'amendement n° II-1 de M. Edgar Tailhades (interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt) - **Art. 28** (p. 4747) : se déclare favorable à l'amendement n° II-63 de la commission (suppression de cet article interdisant la publication par les média de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale avant leur déposition, sauf accord écrit de leur part) - Liberté de la presse - **Art. 28** *ter* (p. 4748) : à propos des dispositions abrogées, intervient sur le cinquième alinéa de l'art. 39 actuel de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - (p. 4749) : enregistrement sonore des débats et photographies dans les couloirs et aux abords des palais de justice - **Art. 29** (p. 4751) : se déclare opposé à l'amendement n° II-13 de M.Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (maintien des articles 71 à 71-3 du code de procédure pénale dans une nouvelle rédaction relative au délit flagrant) - Flagrant délit et saisine directe - **Art. 32** (p. 4755) : se déclare opposé aux amendements n° II-131 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe) et n° II-18 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale, relatifs à la procédure de flagrant délit) - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4767) : intervient sur l'amendement n° II-72 de la commission (comparution le jour même devant le tribunal) - *Art. 396 du code de procédure pénale* (p. 4769) : se déclare opposé aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-29 (transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information), n° II-30 (possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information) et n° II-31 (renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction) - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4771) : intervient sur l'amendement n° II-32 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de délivrance du mandat de dépôt limitée sauf cas de délit flagrant, au cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement) - *Art. 397-4 du code de procédure pénale* (p. 4779) : se déclare favorable à l'amendement n° II-82 de la commission (contrôle judiciaire ou détention provisoire et décision de mise en liberté) - Innovation de la mise en liberté d'office - **Avant l'art. 36** (p. 4784) : son amendement n° II-115 : suppression des

tâches de remplacement des magistrats affectés à la chambre d'accusation ; retiré.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 36** (p. 4819) : son amendement N° II-119, soutenu par M. Paul Pillet : dessaisissement du juge d'instruction et inopportunité du saisissement du dossier par la chambre d'accusation ; rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4863) : nécessité d'obtenir la garantie que les délais de rétention ne dépassent la limite maximum fixée - **Après l'article 47** *sexies* (p. 4870) : se déclare défavorable à l'amendement N° II-188 de M. Henri Caillavet (contrainte par corps et possibilité d'une mesure de mise en liberté provisoire) - **Avant l'article 48** (p. 4862) : son amendement N° III-16 déposé avec M. Pierre Salvi : droit pour le failli ou le liquidé de se constituer partie civile à titre personnel ; adopté - **Art. 51** (p. 4875) : son amendement N° III-17 : cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre ; devenu sans objet - **Art. 54** (p. 4879) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-1 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (demande de dommages et intérêts et inclusion du préjudice des frais exposés) - **Après l'article 61** (p. 4890) : se déclare favorable à l'amendement N° III-15 de la commission des lois (application de la loi et principe de non-rétroactivité).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5298) : charte culturelle d'Alsace - Place et rôle des sociétés de musique dans l'enseignement musical - Fonctionnement du centre théâtral pour jeune public de Strasbourg.

Justice (4 décembre 1980) - (p. 5755) : progression satisfaisante des crédits - Recrutement des magistrats et nouvelles possibilités offertes - Insuffisance des personnels de l'administration pénitentiaire et des greffes - Formation professionnelle des avocats - Progression des crédits de construction ; création de nouveaux palais de justice - Construction du centre pénitentiaire de Strasbourg - Inexistence de la notion d'Alsace-Lorraine ; départements de l'Alsace et de la Moselle - (p. 5756) : délinquance infantile - Ruralisation des centres pénitentiaires - Sous-équipement des tribunaux pour enfants - Enfance délinquante ; multiplicité et inefficacité des personnels et des institutions ; manque d'unités directrices - Qualité des prisons-écoles - Augmentation de la délinquance juvénile et infantile ; développement de l'insécurité - Nécessité d'un plan justice-éducation et d'une politique de rééducation - Solidarité des Français face à la délinquance - Réconciliation des Français avec leur justice

Education (5 décembre 1980) - (p. 5875) : dégradation de la participation officielle des parents d'élèves à la vie des établissements ; comités de parents et conseils d'établissement ; nécessité de la concertation - Elargissement des compétences des conseils de parents ; suppressions de poste et fermetures de classes - Ecole et personnalité régionale ; exemple de l'action des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - (p. 5876) : importance du respect de la personnalité régionale pour l'Alsace

— Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches - *Deuxième lecture* [n° **107 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale (p. 6193) : accord entre les deux assemblées - Poursuite pénale contre un agent privé de recherches ; fermeture provisoire de l'agence par l'autorité compétente ; adjonction du terme « autorité administrative » par l'Assemblée.**

Art. 3 (p. 6194) : activité d'une agence privée de recherches et mise en jeu de l'intérêt public - Possibilité de fermeture provisoire par l'autorité administrative ; contrôle de cette autorité par les tribunaux et le Conseil d'Etat.

— Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises - *Troisième lecture* [n° **116 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 6193) : adoption du principe de désolidarisation de l'action civile et de l'action pénale - Accord des deux assemblées sur la composition des jurys d'assises - Motifs d'exclusion de la liste des jurés - Proposition d'adoption conforme.

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6514) : existence de la garde à vue depuis 1955 ; souci d'éviter les abus - Vote favorable à l'amendement du gouvernement et à l'ensemble du projet.

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981 [n° **176 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6473, 6474) : coefficient de plafonnement du prix des baux commerciaux - Inconvénients du système - Proposition de la commission d'adopter conforme le texte de l'Assemblée nationale.

Art. unique : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (fixation à 2,40 du coefficient de plafonnement des baux commerciaux).

RUET (Roland), sénateur de l'Ain (UREI) - *Secrétaire du Sénat.*

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

Réélu secrétaire du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le **projet de loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Jeunesse et sports** (n° **99**, tome **IX**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1288) : son amendement N° II-254, déposé avec M. Eugène Bonnet et soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement ; retiré au profit de l'amendement N° II-285 du Gouvernement (principe et modalités d'application de la dotation particulière destinée aux dépenses de logement des instituteurs et versée aux communes).

— Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Après l'art. 15** *quinquies* (p. 1736) : son amendement N° 67 : possibilité pour les collectivités locales de construire des centrales hydrauliques d'une puissance inférieure à 8 000 kilowatts ; adopté.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5211) : sport à l'école : création de postes

d'enseignants dans les lycées et collèges du second degré - Collaboration avec les autres ministères - Crédits pour la jeunesse et les activités socio-éducatives - Accent mis sur l'information et l'animation - Lutte contre la drogue et soutien du ministère à plusieurs associations - Lutte contre l'alcoolisme - Centres régionaux et bureaux locaux d'information de la jeunesse - Activités du centre d'information et de documentation de la jeunesse (CIDJ) de Paris - (p. 5212) : rémunération des animateurs - Subvention du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) - Subventions aux centres de loisirs et centres de vacances - Echanges internationaux : centre européen de la jeunesse ; office franco-allemand et office franco-québécois de la jeunesse - Crédits du sport : sport à l'école primaire - Formation initiale et formation continue des instituteurs - Sport dans le second degré : sport optionnel ; professeurs et professeurs-adjoints ; intégration des maîtres auxiliaires - Statut des professeurs-adjoints - Exécution du VII[e] Plan - Réduction de la dotation du « franc-élève » - (p. 5213) :stagnation du sport optionnel - Situation de l'éducation physique ét sportive dans les enseignements supérieurs - Sections « sports-études » - Ressources extra-budgétaires : Fonds national pour le développement du sport ; prélèvement sur les enjeux du loto et du PMU - Nombre des sportifs licenciés inscrits dans les clubs - Equipements sportifs : programme de construction de foyers polyvalents, d'aménagement de terrains de jeux et de terrains de tennis - Campagne pour les économies d'énergie - Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et transfert de charges - Perspectives de la dotation globale d'équipements - Education physique et sportive dans les lycées et collèges - Sport à l'université - Subventions pour les animateurs d'associations - Organisation des loisirs de la jeunesse et lutte contre les fléaux sociaux.

S

SALLENAVE (Pierre), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (CNIP, puis UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi (n° **240**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **290**, 1979-1980) (5 juin 1980) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **386**, 1979-1980) relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (n° **49**, 1980-1981) (23 octobre 1980) - **Contrats de travail.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **121**, 1980-1981) modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (n° **138**, 1980-1981) (3 décembre 1980) - **Contrats de travail.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (n° **200**, 1980-1981) (19 décembre 1980) - **Contrats de travail.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Après l'art. 9** (p. 578) : son amendement N° II-66 : bénéfice des prestations d'invalidité pour les conjoints d'exploitants participant effectivement aux travaux ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2567) : dispositions du projet et domaines de compétence de la commission des affaires sociales - Insertion professionnelle des jeunes et efficacité des systèmes de formation - Risque de concurrence avec les formules existantes : apprentissage, contrats emploi-formation, formation continue - Diversité des moyens d'intervention et simplification souhaitable - (p. 2568) : innovation pédagogique et formation en alternance - Méfiance des syndicats - Concertation nécessaire avec l'entreprise et nécessité de garanties pour le stagiaire comme pour l'employeur - Amendements de la commission des affaires sociales et assouplissements proposés - Suspicion à l'égard des entreprises et nécessité des contrôles - Financement de la formation en alternance et inquiétude relative à la coordination avec les actions d'apprentissage et de formation continue - Souhait de la commission d'être associée à l'élaboration des décrets d'application - Respect par la commission de la cohérence du projet.

Art. 2*bis* (p. 2581) : amendement n° 11 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles : suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée ; rejeté - **Art. 1** *(suite)* (p. 2582) : amendement n° 6 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles : définition des formations alternées et notion de pédagogie particulière ; adopté - (p. 2583) : amendement n°7 de la commission des affaires sociales : contrôle des programmes et leur progression par les conventions ou accords ; adopté - (p. 2584) : amendement n° 8 de la commission des affaires sociales : suppression de la référence au contrat « de type particulier » ; adopté - Amendement n° 9 de la commission des affaires sociales : finalité de la formation alternée et préparation ou adaptation à un emploi ; adopté - **Art. 2** : amendement rédactionnel n° 10 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 2587) : intérêt de la commission des affaires sociales pour l'amendement n° 1 de M. Bernard Talon (homologation a posteriori de certaines formations réalisées par les entreprises) - **Art. 3** (p. 2588) : amendement n° 12 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 51 de la commission des affaires culturelles : constitution d'une commission des relations avec les professions nécessaires dans les seuls établissements délivrant une formation professionnelle alternée menant à une qualification ; adopté - Amendement n° 13 de la commission des affaires sociales : pouvoir consultatif à la commission des relations avec les professions ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 52 de la commission des affaires culturelles - **Art. 4** (p. 2589) : amendement rédactionnel n° 14 de la commission des affaires sociales ; retiré - **Art. 6** (p. 2591) : amendement rédactionnel n° 15 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement de coordination n° 16 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Après l'art. 6** : amendement n° 17 de la commission des affaires sociales : information du comité régional de la formation professionnelle sur le bilan des types de formations alternées ; adopté - (p. 2592) : amendement n° 18 de la commission des affaires sociales : bilan social et information sur les modalités d'accueil des jeunes travailleurs ; adopté - **Art. 7** : amendement n° 19 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles : possibilité d'extension de la formule d'alternance à des stagiaires de la formation professionnelle ; adopté - **Art. 8** (p. 2593) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Pierre Louvot (suppression de cet article relatif à l'habilitation de

l'entreprise) - (p. 2594) : amendement n° 20 de la commission des affaires sociales : avis du comité départemental de la formation professionnelle préalable à tout retrait d'habilitation ; adopté - **Art. 9** (p. 2596) : amendement n° 21 de la commission des affaires sociales : 1° rédactionnel ; 2° suppression de la disposition relative à la surveillance médicale des stagiaires ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 108 de M. Pierre Louvot (rétablissement de la surveillance médicale) - Report à l'art.10 des dispositions relatives à la surveillance médicale des stagiaires - **Art. 10** (p. 2597) : amendement n° 22 de la commission des affaires sociales : addition à l'énumération des articles du code du travail applicable aux stagiaires, des articles relatifs à la médecine du travail ; adopté - Surveillance médicale des stagiaires - **Art. 12** (p. 2598) : demande des précisions sur le montant des rémunérations prévues pour les stagiaires - **Art. 13** (p. 2599) : amendement rédactionnel n° 23 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Art. 14** : amendement rédactionnel n° 24 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 2600) : amendement de forme n° 25 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement n° 26 de la commission des affaires sociales : application aux salariés en alternance des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise ; adopté - **Après l'art. 14** : amendement n° 27 de la commission des affaires sociales : insertion à cet endroit des dispositions de l'art. 15 : exclusion pour prise en compte des droits au congé de formation, des titulaires de contrats de travail comprenant une formation ; adopté - **Art. 15** (p. 2601) : amendement n° 31 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 15** *bis* (p. 2603) : amendement rédactionnel n° 32 de la commission des affaires sociales ; adopté - Demande des précisions sur la durée de la formation, le salaire minimum du jeune en alternance, le régime juridique du contrat - **Art. 14** *bis (suite)* (p. 2604) : amendement de coordination n° 28 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement n° 122 de la commission des affaires sociales : critère d'activité professionnelle pris en compte pour le bénéfice des contrats de formation alternée ; adopté - Amendement rédactionnel n° 29 de la commission des affaires sociales ; adopté - (p. 2605) : amendement n°30 de la commission des affaires sociales : priorité d'embauche à l'expiration du contrat ; adopté - **Art. 16** amendement n° 33 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 16** *bis* (p. 2606) : amendement n° 34 de la commission des affaires sociales : référence à l'art. 15 *bis* relatif au contrat de formation alternée ; adopté - **Art. 16** *ter* : amendement rédactionnel n° 35 de la commission des affaires sociales ; adopté - Amendement n° 36 de la commission des affaires sociales : compétence de la délégation du comité régional pour l'inscription de la formation sur la liste départementale ; adopté - Amendement n° 37 de la commission des affaires sociales : insertion à cet article de l'alinéa faisant référence aux conventions ou accords prévus à l'art. premier ; adopté - **Après l'art. 16** *ter* (p. 2608) : amendement n° 38 de la commission des affaires sociales : contrat emploi-formation comme type de contrat de travail comportant une formation alternée ; adopté - amendement n° 100 de la commission des affaires sociales : adaptation du contrat de formation alternée aux cas des aides familiaux et des associés d'exploitation en agriculture ; adopté - **Art. 18** (p. 2609) : amendement n° 39 de la commission des affaires sociales : fraction de la taxe d'apprentissage obligatoirement consacrée au financement des formations conduisant à l'acquisition d'une qualification ; adopté - (p. 2610) : amendement rédactionnel n°40 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Art. 20** (p. 2611) : amendement de coordination n° 41 de la commission des affaires sociales ; adopté - **Art. 20** *ter* (p. 2612) : amendement n° 42 de la commission des affaires sociales identique à l'amendement n° 58 de la commission des affaires culturelles : suppression de cet article relatif au financement des formations alternées, à titre transitoire, sur les crédits de la formation professionnelle continue ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° 386 (79-80)] - (30 octobre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4255) : risques professionnels - Prévention - Importance de la réinsertion professionnelle - Priorité dans l'accès à des emplois publics ou privés - Loi d'orientation de 1975 en faveur des handicapés - Obligation de reclassement prévue par le texte en examen - Consultation des partenaires sociaux au sein du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels - (p. 4256) : dispositions du projet : suspension du contrat de travail pendant la période d'arrêt de travail et de rééducation ; interdiction de licenciement - Processus du reclassement dans la même entreprise ou de l'indemnisation - Risque de conflits - Rôle du médecin du travail - Notion d'impossibilité de reclassement - Arbitrage du tribunal - Champ d'application du projet - Exclusion des accidents de trajet - Assujettissement de toutes les entreprises, quels que soient leurs effectifs - Amendements adoptés par la commission des affaires sociale : aides aux entreprises ; fonds de solidarité - Souhaite l'adoption du projet modifié par ces amendements.

Art. 1 (p. 4259) : amendement n° 1 de la commission des affaires sociales, identique à l'amendement n° 11 de M. Hector Viron : extension aux accidents de trajet ; rejeté - (p. 4261) : amendement n° 2 de la commission : prise en compte de la durée de suspension du contrat pour la détermination des avantages conventionnels liés à l'ancienneté ; adopté - S'oppose aux amendements n° 12 et n° 13 de M.Hector Viron (suppression de la possibilité donnée à l'employeur, dans certains cas, de résilier le contrat de travail) - Accepte l'amendement n° 21 de M. Hector Viron (exclusion de tout retard d'avancement pour le salarié reclassé) - (p. 4262) : amendement n° 3 de la commission : précisions sur l'intervention du médecin du travail lors du reclassement ; adopté - Amendement n° 4 de la commission : avis du comité d'hygiène et de sécurité ; adopté - Amendement n° 5 de la commission : possibilité d'aménagement du temps de travail ; adopté - (p. 4263) : amendement n° 6 de la commission : possibilité pour l'employeur de bénéficier des aides financières prévues par la loi d'orientation du 30 juin 1975 pour faciliter la remise au travail des travailleurs handicapés ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 29 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement) - (p. 4265) : demande la réserve de l'amendement n° 26 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux (en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique) - Amendement n° 7 de la commission : suppression du droit à indemnité pour les salariés, en cas de refus abusif de l'emploi proposé ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression de la clause d'ancienneté de deux ans) - (p. 4266) : amendement n° 8 de la commission : bénéfice du super-privilège pour l'indemnité compensatrice ; adopté - Amendement n° 10 de la commission : fixation par décret des conditions d'octroi aux entreprises, par les caisses de sécurité sociale, d'avances remboursables pour le versement des indemnités ; adopté - Sur la référence au salaire moyen, incluant les primes, indemnités et avantages divers, accepte les amendements n° 24 de M. Hector Viron et n° 27 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux - (p. 4267) : amendement n° 9 de la commission : bénéfice pour le salarié accidenté et licencié de l'allocation spéciale aux travailleurs victimes d'un licenciement économique et priorité dans l'accès aux actions de formation professionnelle ; réservé ; puis déclaré irrecevable - (p. 4268) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard (suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des cas de rechute) - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Pierre Louvot (non-application de la loi aux établissements occupant moins de cent salariés) - Accepte l'amendement n° 28 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux (création

d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux salariés des entreprises défaillantes)..

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 3** (p. 5104) : son amendement n° 6, déposé avec M. Jacques Moutet et soutenu par M. Abel Sempé : abrogation de l'art. 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6166) : adoption par le Sénat du projet en première lecture avec les amendements retenus par la commission des affaires sociales - Modifications apportées par l'Assemblée nationale ; priorité d'accès aux actions de formation professionnelle ; gravité de la faute ; exclusion des comités d'hygiène et de sécurité ; impossibilité de reclassement et motivation écrite ; caractère « spécial » des indemnités versées, licenciement abusif et sanctions ; suppression du fonds de solidarité ; garantie de salaire et rôle de l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés ; bénéfice du privilège et du super privilège - Position du gouvernement sur le versement de l'indemnité en cas de licenciement abusif - Solidarité au sein de l'entreprise et accident de trajet.

Art. 1er (p. 6168) : accepte l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet) - (p. 6171) : accepte l'amendement n° 4 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (compensation du préjudice de la perte de l'emploi consécutive à un accident du travail ; maintien des avantages consentis par voie conventionnelle ou contractuelle) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 7 du gouvernement (maintien des avantages de même nature prévus par des dispositions conventionnelles ou contractuelles) - Se déclare favorable à l'amendement n° 6 de MM. François Dubanchet et Pierre Vallon, soutenu par M. Jacques Mossion (paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés) - (p. 6172) : amendement n° 2 de la commission des affaires sociales : refus de l'employeur de reclasser le salarié en cause ou de lui verser l'indemnité ; définition d'une sanction ; retiré - (p. 6173) : accepte l'amendement n° 5 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (non application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident survenu ou d'une maladie contractée au service d'un autre employeur).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** [n° **129 (80-81)**] - (15 décembre 1980) - **Art. 2** (p. 6288) ; son amendement n° 12 déposé avec M. Jacques Moutet : réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam ; retiré.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **154 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - Rapporteur en remplacement de *M. Jean Gravier* - **Discussion générale** (p. 6393) : maintien de la référence à la durée normale du travail dans l'atelier et à la durée légale du travail - (p. 6394) : avis des représentants du personnel et transmission à l'autorité administrative compétente - Absence d'accords collectifs ; heures complémentaires obligatoires et attitude du salarié - Mention de la durée hebdomadaire du travail dans le contrat et possibilité d'une répartition irrégulière du temps de travail dans le mois ou l'année - Modulation des seuils dits « sociaux » et présence de salariés à temps partiel dans l'effectif des entreprises - Calcul de l'abattement d'assiette pour chaque salarié en fonction de sa rémunération - Suppression de l'abattement forfaitaire.

SALVI (Pierre), sénateur du Val d'Oise (UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **340**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre et Miquelon (n° **344**, 1979-1980) (25 juin 1980) - **Départements d'outre-mer.**

Avis présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles,de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981)**de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** (n° **103**, tome I, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale 1° sur la proposition de loi (n° **153**, 1979-1980) de M. Félix Ciccolini et plusieurs de ses collègues, portant décentralisation de l'Etat ; 2° la proposition de loi (n° **267**, 1979-1980) de M. Léon Jozeau-Marigné et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général ; 3° la proposition de loi (n° **313**, 1979-1980) de M. Hubert d'Andigné et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général (n° **159**, 1980-1981) (11 décembre 1980) - **Conseillers généraux.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2806** (JO Débats 12 juin 1980) (p. 2617) à M. le ministre de l'Intérieur : les **élections (prévention de la fraude électorale)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (10 octobre 1980) (p. 3868).

n° **10** (JO Débats 8 octobre 1980) (p. 3777) à M. le ministre de la Culture et de la communication : la **radiodiffusion et télévision (réglementation de l'utilisation de la « Citizen Band »).**

n° **20** (JO Débats 15 octobre 1980) (p. 3905) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale : la **mutualité (aide financière accordée à la mutuelle nationale des étudiants de France)** - Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (7 novembre 1980) (p. 4513).

n° **31** (JO Débats 24 octobre 1980) (p. 4027) à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre : la **fonction publique (situation de la caisse nationale de prévoyance de la fonction publique)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) (7 novembre 1980) (p. 4506).

Questions orales avec débat :

n° **372** (24 avril 1980) (p. 1508) à M. le Premier Ministre : les **fonctionnaires (réforme du corps des administrateurs civils)** - Discutée le 10 juin 1980 (p. 2552 et suivants).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1292) : son amendement N° II-168 : augmentation temporaire de la dotation globale de fonctionnement et remboursement complet de l'indemnité de logement ; retiré.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454 (78-79)**] - (29 mai 1980) - **Après l'art. 1** (p. 2202) : son amendement N° 3 déposé avec M. Richard Pouille, soutenu par M. Pierre Schiélé : principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés ; adopté.

— **Question orale avec débat : réforme du corps des administrateurs civils** - (10 juin 1980) - (p. 2552) : création en 1945, de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et du corps des administrateurs civils - Situation des administrateurs civils et décalage par rapport aux objectifs d'origine : absence de polyvalence, difficultés de mobilité, obstacles à l'accès aux postes de direction - Recrutement de contractuels - (p. 2553) : perspectives de carrière et influence du rang de sortie de l'ENA - Moyens en matériel - Mobilité entre les ministères - Nécessité de la réforme administrative - Propositions de l'association générale des administrateurs civils : création d'un conseil de direction du corps des administrateurs civils - Existence des conseils de direction ou conseils généraux dans tous les grands corps de l'Etat - Places de direction prises dans les ministères par les corps de contrôle et création nécessaire d'un grade d'administrateur général en fin de carrière - (p. 2554) : débat nécessaire sur le rôle de l'ENA, sur la situation des attachés d'administration centrale et sur celle des administrateurs civils.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère, suivie d'un débat** [n° **355 (79-80)**] - (27 juin 1980) - (p. 3233) : agression soviétique en Afghanistan - Politique impérialiste des tsars - Cite les propos de Lénine préconisant de contourner l'Afrique pour atteindre l'Europe - Stratégie soviétique de partage du continent africain pour atteindre l'Europe - Présence soviétique en Europe - (p. 3234) : intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et richesses minérales et naturelles du sud de l'Afrique - Devenir du continent africain et destin européen face aux deux « grands » - Pauvreté dans le monde et refus de l'Union soviétique de s'associer à la lutte commune des pays industrialisés pour la combattre - Vente d'armes soviétiques en Afrique - Menaces pesant sur l'Afrique - Tragédie du peuple afghan et rappel des évènements de 1940 en Europe - Rencontre de Varsovie - Manque de crédibilité des engagements soviétiques : exemple de Budapest ou du « printemps » de Prague - Politique expansionniste de l'URSS et respect des droits de l'homme - Présence française aux Jeux olympiques - Attitude du gouvernement français et possible modification des positions soviétiques - Politique étrangère française et respect des alliances que la France a déjà contractées - (p. 3235) : tradition française de liberté .

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers gnéraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° **340 (79-80)**] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3261) : importance historique du département de Saint-Pierre et Miquelon. Loi de juillet 1976 et départementalisation. Elections du Conseil général et divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; adoption par la commission mixte paritaire du renouvellement intégral par la voie du scrutin de liste. Application du code électoral métropolitain. (p. 3262) ; persistance du problème du mode de scrutin ; discussion du projet sur le développement des responsabilités des collectivigtés locales. Proposition de prolongation du mandat des conseillers généraux jusqu'en 1982. Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi en introduction d'un scrutin spécifique pour l'archipel..

— **Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité** - (14 octobre 1980) - (p. 3896) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic et obsèques de l'une des victimes, habitant le Val-d'Oise - Montée de la violence et signes de résurgence du racisme et de l'antisémitisme - (p. 3897) : tradition de la France comme terre d'asile et attitude face au terrorisme international - Faiblesse des démocraties face au terrorisme aveugle - Insuffisance de l'heure d'instruction civique préconisée par le président de la République ; déclin de l'enseignement de l'histoire en France - Formation civique et morale des citoyens - Mise en cause de la police nationale par certains milieux - Nombre des policiers tombés victimes des malfaiteurs - (p. 3898) : danger de discrédit sur tout un corps, par généralisation de cas isolés - Malaise de la société et vigueur morale nécessaire.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - .

(18 novembre 1980) - **Avant l'article 48** (p. 4862) : son amendement N° III-16 déposé avec M. Marcel Rudloff : droit pour le failli ou le liquidé de se constituer partie civile à titre personnel ; adopté.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 7** (p. 4947, 4948) : à titre exceptionnel,se déclare favorable pour cette année à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5400) : questionnaires des commissions et réponses du ministère - Evolution des crédits par rapport à 1980 - Créations d'emplois pour la juridiction administrative et mode de recrutement, augmentation du nombre des affaires et retard accumulé, loi du 7 juillet 1980 sur le recrutement complémentaire - (p. 5401) : bulletin de documentation publié par la direction de la réglementation et du contentieux - Ordre public et sécurité des Français - Evolution de la délinquance et effort de recrutement de policiers et de personnels administratifs - Formation des personnels de police - Logement des policiers - Accueil des nouvelles recrues - Coordination entre police et gendarmerie - Qualité de l'armement et de l'entraînement au tir - Elimination des « bavures » - Reconciliation de la police et de l'opinion publique - Administration territoriale et corps préfectoral : effectifs des préfets et sous-préfets ; rôle du secrétaire général de préfecture - (p. 5402) : relations avec les élus locaux ; recrutement au tour extérieur ; stabilité souhaitable du corps préfectoral - Problèmes des collectivités locales : hausse des taux d'intérêts et charge de la dette - Progression de la dotation globale de fonctionnement - Situation particulière de la région d'Ile-de-France ; Fonds d'égalisation des charges (FEC) - Examen récent du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement - Fonds de compensation de la TVA - Diminution des subventions spécifiques d'investissement ; exemple de la diminution des crédits affectés aux réseaux d'assainissement - Suppression du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) et répartition des crédits entre le ministère de l'intérieur et celui des transports - Baisse du taux de cotisation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Situation des villes nouvelles - (p. 5403) : situation financière des villes nouvelles et réforme nécessaire de leur statut - Développement des responsabilités des collectivités locales et déroulement des travaux à l'Assemblée nationale sur ce projet de loi - Avis

favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du ministère de l'intérieur

Education (5 décembre 1980) - (p. 5869) : intervient au nom de M. *René Tinant* - Crédits accordés à l'enseignement privé ; non respect des dotations prévues - Conditions d'accès à la retraite des maîtres de l'enseignement privé - Décharge d'horaires pour les directeurs d'une école ou d'un collège privé - Promotions en cours de carrière - Accès des maîtres de l'enseignement privé aux concours de recrutement - Prise en compte dans l'ancienneté de certains services accomplis - Situation des personnels non enseignants - (p. 5870) : intervient en son nom propre - Prééminence excessive accordée aux mathématiques ; sélection par les mathématiques et facilité d'emploi de ce critère - Caractère erroné et injuste donné à l'enseignement des mathématiques - Multiplication des procédures de concertation et détérioration du climat au sein de l'école ; cite les lettres de parents d'élèves ; rôle des comités de parents et multiplication des réformes dans l'éducation nationale - (p. 5871) : politique menée par les syndicats d'enseignants - Surcharge des classes - Ecoles publique et mission exclusive d'enseignement - Insuffisance des crédits de fonctionnement des collèges

Affaires étrangères (7 décembre 1980) - Intervient au nom de M. *René Jager* (p. 5976) : importance privilégiée des relations franco-allemandes ; efficacité de la coopération entre les deux pays - Existence de querelles bilatérales ; installation de centrales nucléaires, pollution du Rhin - (p. 5977) : image surannée du Français moyen vue par les Allemands ; effet salutaire des jumelages de villes - Développement de l'enseignement de l'allemand en France ; office franco-allemand pour la jeunesse - Statut du travailleur frontalier - Problèmes d'état-civil - Construction du char Léopard II et d'un satellite de télécommunications - Construction de l'Europe et importance de l'amitié franco-allemande - Intervient en son nom propre et au nom de MM. *Jean Francou* et *Dominique Pado* : situation au Liban et responsabilité des démocraties occidentales dont la France en particulier - Liban, champ clos des affrontements au Proche-Orient - Politique des « petits-pas » de M. Kissinger et sacrifice des petits Etats arabes - Relations entre le Liban et la Syrie ; prospérité et démocratie libanaise - Action des grandes puissances et rôle que doit jouer la France au Liban ; intervention du général De Gaulle - Elections libanaises présidentielles de 1976 et mise à l'écart de M. Raymond Edde - Désintégration de l'armée libanaise - (p. 5978) : légitimité des aspirations des palestiniens, du droit à l'existence pour Israël et du droit à l'intégrité pour le Liban - Remplacement de l'armée syrienne par une force de l'ONU - Dialogue euro-arabe et prise en compte du Liban

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6342) : nécessité d'un statut des élus locaux ; projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et oubli de ce statut - Accroissement considérable de la tâche des élus départementaux ; accroissement des compétences délibératives et consultatives - Evolution favorable au département par rapport à la région - Conseils généraux et prééminence des agents publics - Statut des conseillers généraux et dépôt de plusieurs propositions de lois - Motion votée à l'assemblée permanente des présidents des conseils généraux de France en octobre 1979 - (p. 6343) : titre III du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Proposition d'un texte de synthèse de l'ensemble des propositions de lois déposées - Prise en compte des dispositions votées pour les élus municipaux.

Art. 2 (p. 6347) : demande le rejet de l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat (exercice de mandat de conseiller général et principe d'une indemnité de fonction de droit constituant pour le département une dépense obligatoire) - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jacques Eberhard soutenu par M. James Marson (autorisation d'absence pour toute mission ou étude nécessitée par l'exercice du mandat) - **Après l'art. 3** : demande le rejet de l'amendement n° 11 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson (candidature aux élections cantonales ; droit à une suspension d'activités pendant le mois précédant le scrutin) - (p. 6348) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson (exercice du mandat de conseiller général et abandon de son activité professionnelle ; garantie de rémploi au terme de son mandat) - **Art. 4** : demande le rejet de l'amendement n° 3 de M. Jacques Carat (indemnités de fonction et référence aux indices de la fonction publique en fonction de la population départementale) - **Art. 5** (p. 6349) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Carat (possibilité de majoration d'indemnité pour certains conseillers généraux) - **Art. 6 et 7** (p. 6350) : son amendement n° 15 : vote par le conseil général d'un crédit pour remboursement de frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux ; adopté - Sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Carat - Accepte l'amendement n° 13 du gouvernement (frais de représentation du président du Conseil général ou des membres chargés de représenter ce conseil) - **Art. 8** (p. 6351) : au sujet du principe et des modalités d'application du versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre, demande le rejet de l'amendement n° 6 de M. Jacques Carat et accepte l'amendement n° 1 de M. Pierre Labonde - **Après l'art. 12** (p. 6352) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jacques Carat (éclatement du département de la Seine et règlement des pensions dues aux conseillers généraux de la Seine) - **Art. 9** (p. 6353) : s'oppose aux amendements n° 12 de M. Jacques Eberhard soutenu par M. James Marson et n° 14 de M. Franck Sérusclat (formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives) - **Après l'art. 9** (p. 6354) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jacques Carat (possibilité pour les conseillers généraux de s'affilier au régime de la sécurité sociale) - **Art. 12** : accepte l'amendement de coordination n° 16 du gouvernement - **Intitulé** : amendement de la commission : de forme ; « proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général et à compléter la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux » ; adopté.

SAUNIER-SEITE (Alice), *ministre des universités* (nommée le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2612** de M. **Paul Séramy** : les **crédits pour la recherche dans les grandes écoles** (9 mai 1980) (p. 1813, 1814).

n° **2731** de Mme **Danielle Bidard** : les **dangers provoqués par des revêtements d'amiante du centre universitaire de Jussieu à Paris** (9mai 1980) (p. 1815).

n° **2743** de Mme **Danielle Bidard** : le **transfert à Lyon des sections scientifiques de l'Ecole normale supérieure** (9 mai 1980) (p. 1816).

n° **2744** de Mme **Danielle Bidard** : la **situation des étudiants étrangers** (9 mai 1980) (p. 1817).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de**

président d'université [n° 95 (79-80)] - (19 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2873) : fonctionnement des universités et responsabilité scientifique et administrative - Renforcement de la représentation des enseignants de rang magistral dans les conseils - Représentation des maîtres assistants et des assistants. Représentation des étudiants et participation aux élections - Participation des personnels administratifs, techniciens,ouvriers, de service et des ingénieurs au conseil - Nomination de personnalités extérieures au conseil d'université - Présidents d'université et exigence du rang magistral ; application de ce principe aux directeurs d'UER - Maintien de la participation.

Discussion générale *(suite)* (23 juin 1980) - (p. 2982) : rôle fondamental des professeurs et maîtres de conférences dans l'université, souligné par M. *Michel Miroudot* - Mandarinat, évoqué par MM. *Jacques Carat* et *Pierre Noé* - Propositions de la commission sénatoriale des affaires culturelles et respect du principe de participation - Rôle des conseils scientifiques, évoqué par M. *Adrien Gouteyron* - Accès à l'université et fonction du baccalauréat.

Avant l'art. unique (p. 2987) : sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'art. 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres), sous-amendement n° 43 du Gouvernement : mention, parmi les membres des conseils, des autres catégories de personnels enseignants ; adopté - (p. 2988) : accepte l'amendement n° 6 de la commission ainsi modifié - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 37 de M. Jacques Carat et n° 22 de Mme Danielle Bidard (participation de personnalités extérieures aux conseils) - (p. 2990) : sur l'amendement n° 6 de la commission, s'oppose aux sous-amendements n° 23 de Mme Danielle Bidard, n° 42 de M. Henri Caillavet et n° 41 de M.Jacques Carat, relatifs à la représentation aux conseils des diverses catégories de membres ; s'oppose également aux sous-amendements de M.Jacques Carat n° 31 (application des pourcentages aux seuls conseils d'université, à l'exclusion des conseils d'UER), n° 33 (représentation des autres personnels enseignants et chercheurs), n° 32 (suppression de l'alinéa prévoyant, en cas d'adaptation des pourcentages, une proportion de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs) et n° 30 (modalités prévues pour l'adaptation éventuelle des pourcentages, et rôle des conseils scientifiques), ainsi qu'au sous-amendement n° 40 de Mme Danielle Bidard (suppression de la clause prévoyant un pourcentage de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs, en cas d'adaptation des pourcentages) - (p. 2991) : UER à faibles effectifs - (p. 2993) : sur l'amendement n° 6 de la commission, accepte le sous-amendement n° 34 de M. Jacques Carat (délégation de vote), mais s'oppose au sous-amendement n° 24 de Mme Danielle Bidard (rôle des conseils scientifiques) - (p. 2994) : s'oppose aux amendements n° 29 de M. Jacques Carat et n° 26 de Mme Danielle Bidard, visant à la suppression du quorum ; s'oppose également à l'amendement n° 44 de M. Jacques Carat (fixation du quorum à 25 pour cent des inscrits dans chaque collège électoral) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (abaissement du quorum de 50 pour cent à 25 pour cent des étudiants inscrits) - **Art. unique** (p. 2995) : statut des corps enseignants des UER d'odontologie, évoqué par M. Guy Robert - Assimilation des professeurs du premier et du deuxième grades de chirurgie dentaire aux enseignants de rang magistral des universités - (p. 2997) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Danielle Bidard (réduction de la durée du mandat de président ; possibilités d'élection d'un non-enseignant) - Accepte l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : réégibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 27 de Mme Danielle Bidard (abaissement de 5 à 3 ans de la durée du mandat de président) - (p. 2998) : cas, évoqué par M. Adrien Gouteyron, d'un président d'université dont le mandat de membre du Conseil ne serait pas renouvelé - Jurisprudence du Conseil d'Etat - Sur l'amendement n° 8 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 35 de M. Jacques Carat (conditions de nomination d'un président n'ayant pas la qualité de professeur titulaire) et demande le retrait du sous-amendement n° 39 de M. Jacques Habert (exigence du doctorat d'Etat pour l'accès aux fonctions de directeur d'UER) - (p. 2999) : accès des maîtres-assistants aux postes de professeurs et de maîtres de conférences, et cas particulier des facultés de droit et de sciences économiques et des établissements de gestion, évoqué par M. Henri Fréville - Sur l'amendement n° 8 de la commission, s'oppose aux sous-amendements identiques n° 28 de Mme Danielle Bidard et n° 36 de M. Jacques Carat (suppression de la disposition réservant aux professeurs la direction des UER comprenant un troisième cycle) - **Après l'art. unique** (p. 3000) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (délais d'application) ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 13 de M. Michel Caldaguès - (p. 3001) : sur l'amendement n° 9 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 38 de M. Jacques Carat (renouvellement des conseils d'université selon les modes anciens jusqu'à l'élection du président selon les dispositions nouvelles) - (p. 3002) : sur l'amendement n° 9 de la commission, accepte les sous-amendements de M. Michel Caldaguès n° 14 (fixation au 1er décembre 1980 de la date d'expiration des pouvoirs des conseils actuellement en fonction), n° 12 (expiration du mandat des étudiants élus) et n° 15, 16, 17 et 18, de coordination - (p. 3003) : sur l'amendement n° 9 de la commission,s'oppose au sous-amendement n° 19 de M. Jean-Marie Girault (expiration du mandat des présidents d'université et des directeurs d'UER) - Cas des écoles d'ingénieurs : voix consultative du chef d'établissement au conseil - (p. 3004) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (dispositions transitoires : intervention du Ministre des universités en cas de défaut d'application par les conseils des dispositions de la loi) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (« proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 ») - **Vote sur l'ensemble** (p. 3006) : Qualité du travail accompli sur ce texte par le Sénat et par M. Jean Sauvage, son rapporteur - Restauration du prestige des universités françaises.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Sauvage** fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la **proposition de loi** [n° 66 (79-80)] **de M. Léon Eeckhoutte et plusieurs de ses collègues, tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires.** [n° 115 (79-80)] - (23 juin 1980) - **Discussion générale** (p.3007) : imbroglio juridique, et incertitude qui en résulte pour l'ensemble des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires et pour leurs étudiants - Vices de forme seuls en cause - Plein accord du Gouvernement sur cette proposition de validation.

Après l'art. unique (p. 3008) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Miroudot (possibilité de nouvelle candidature pour les candidats écartés en 1968).

— **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs** [n° 336 (79-80)] - (28 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3275) : avis favorable du conseil supérieur de la fonction publique et de l'assemblée générale du conseil d'Etat quant à la composition du comité technique paritaire - Annulation du décret de création et prise en compte par le gouvernement du motif d'annulation ; participation de tous les fonctionnaires titulaires de l'enseignement supérieur - Nécessité d'une validation législative des décrets pris après consultation du comité - **Question préalable** (p. 3276) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Danielle Bidard, soutenue par M. James Marson, tendant à ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion - (p. 3277) : avis divergents sur la composition du comité technique paritaire - Recrutement des assistants titulaires au niveau local - Origine parlementaire des deux propositions de validation.

Art. unique (p. 3278) : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Danielle Bidard, soutenue par M. James Marson (validation des nominations ou des promotions de personnels), et aux amendements de M. Jacques Carat n° 4 (limitation de la validation des décisions individuelles) et n° 5 (décret de création et prise en compte des motifs d'annulation du conseil d'Etat) - **Après l'art. unique** (p. 3279) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. James Marson (réexamen par le nouveau comité technique paritaire des décisions individuelles faisant grief).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Universités (5 décembre 1980) - (p. 5839) : progression réelle du budget et répartition des dépenses en personnel, fonctionnement, intervention et investissements - Plan de recrutement à long terme - Politique de création d'emplois pour la recherche - Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : recrutement nécessaire de jeunes chercheurs, accroissement du budget et augmentation des crédits de fonctionnement, recrutements et créations d'emploi envisagés - Politique de déblocage des carrières : promotion des assistants non titulaires, extension aux chercheurs et personnel de laboratoire, poursuite de la revalorisation des heures supplémentaires - Dépenses sociales en faveur des étudiants et avantages du système français (exemple des droits d'inscription), améliorations à y apporter - Commission Fréville chargée de développer l'autonomie financière des universités - Autonomie de décision du CNRS et impossiblité d'une description des crédits du « vert » budgétaire ; communication à la commission des finances - Intégration dans le budget 1080 de la dotation exceptionnelle de l'académie de médecine - Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et crédits pour la réparation de la toiture et le renforcement de la sécurité - Etablissements supérieurs privés : diminution conjoncturelle de la taxe d'apprentissage et attention du gouvernement sur l'évolution financière - Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) : subvention et situation financière insérées dans le cadre de la Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres (FESIC) - Recherche et valorisation du CNRS effectuées par un organisme dénué de dynamisme de vente - (p. 5840) : restructuration et rattachement de cet organisme au ministère de l'industrie - Recherche, priorité du VIII[e] Plan - Thèmes interdisciplinaires et compétitivité internationale de la France - Laboratoires universitaires : propositions d'études conjointes avec les petites et moyennes entreprises ; participation des entreprises ; subvention du ministère ; diversité des sujets d'études ; mutations ; soutien accordé par voie directe ou appel d'offres : exemples de l'informatique, l'océanographie - Modalités de financement des recherches : contrat signé par le président d'université ou un délégataire unique, clauses obligatoires et contenu ; rapport annuel des responsables d'établissements aux ministères du budget et des universités - Mesures d'adaptation à l'évolution des technologies et de l'environnement socio-économique dans les écoles d'ingénieurs : secteur de la chimie (exemple de la création d'écoles pilotes), de l'informatique (formation de spécialistes renforcée) ; CNRS : comité de relations industrielles et « clubs », actions thématiques programmées, pluridisciplinarité - (p. 5841) : information : système moderne de traitement et diffusion de l'information scientifique et technique ; liaison des chercheurs avec la communauté scientifique internationale, contribution du ministère des universités et du CNRS - Bibliothèque nationale : édition française et bibliographie de la France ; informatisation retardée, nécessité d'une amélioration de l'organisation - Rôle des bibliothèques universitaires à l'échelon local : identification et fourniture de l'information ; aquipement en terminaux - Rôle d'inventaire et de réflexion de l'agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique (AUDIST) - Projet de création d'une direction de l'information scientifique et technique - - Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (CADIST) : crédits de mise en place, enquête sur le fonds documentaire des universités, cahier des charges, avantages - Banque de données du New York Times ; position de client ou de partenaire, banques de données spécialisées à développer ; création des sytèmes Pascal, pluri-Data et Darc - Discipline dans les publications - Publications françaises et représentation de la France à l'étranger, inconvénients des articles spécifiquement parisiens, diffusion de la langue française - (p. 5842) : efforts de rigueur des publications : Académie des sciences, Ecole des hautes études, CNRS - Formations universitaires, habilitations pour une durée déterminée, adaptation aux possibilités d'enseignement et débouchés - Raisons et importance du nombre d'étudiants quittant l'université sans diplôme - Nécessité d'améliorer les conditions pédagogiques - Reconnaissance des diplômes français à l'étranger et politique ferme et concertée d'habilitations ; liberté de recherche personnelle, équipes de professeurs, regroupements de séminaire, mode de préparation des thèses et d'expertise des dossiers de troisième cycle, consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche - Formations et habilitations des diplômes d'études approfondies - Troisième cycle : potentiel selon les régions, créneaux de petites et nouvelles universités - Deuxième cycle : habilitations, regroupements, suppressions ; étude de la valeur des formations, groupes de travail - (p. 5843) : formations en langues étrangères et débouchés, encadrements, valeur des stages professionnels obligatoires - Statistiques sur l'enseignement des langues vivantes, inégalité de répartition, habilitations : exemple de Perpignan - Sciences sociales : multiplication des formations, avant-projet sur les études de deuxième cycle, perspective de révision des habilitations - Disciplines artistiques : souhait des professeurs de s'aligner sur les autres disciplines et création des diplômes pour se présenter aux professorats ; manque de personnel, de locaux, renouvellement temporaire des habilitations ; adaptations nécessaires, groupes de travail interministériel - Régime évolutif des habilitations provisoires ; formulaire adressé aux universités : nouvelles demandes d'habilitations - Renforcement nécessaire des formations, comparaison avec les Etats-Unis et le Japon - Mesures transitoires et régime des étudiants salariés ; disciplines voisines pour les étudiants de deuxième cycle, maintien dans l'établissement d'inscription pour les thèses de troisième cycle - Certificat d'études supérieures de médecine et dérogation demandée à la commission des Communautés européennes - Nécessité d'élargir l'éventail et de relever le niveau selon les progrès technologiques - (p. 5844) : aspirations des étudiants confrontés au problème de l'emploi, de la science ; nécessité d'une élite novatrice, créatrice et organisatrice - Formation d'ingénieurs : raisons de leur faible nombre aux Etats-Unis ; croissance maintenue des grands programmes français : exemple des télécommunications ; évolution des écoles d'ingénieurs, développement des technologies nouvelles ; réactualisation des technologies anciennes ; formation d'ingénieurs informatiques ; micro-électronique, spécialisation dans les circuits intégrés ; développement de la bio-industrie, recherche ; exportation du capital « savoir-faire » - Recrutement démocratique - Nouvelles voies d'accès aux écoles - - Formation continue - Progression de l'aide sociale directe aux étudiants, crédits de mobilité - (p. 5845) : bourses de deuxième cycle : réouverture des délais de demandes, complément exceptionnel si déplacement nécessaire - Conséquences de l'attribution sans contrainte d'orientation pédagogique ; augmentation des crédits de prêts d'honneur et conditions d'attribution - Préservation du patrimoine ; reconduction du crédit de la Bibliothèque nationale pour la sauvegarde des collections, créations d'emplois, crédits de personnel et subventions de fonctionnement, investissements immobiliers, crédits d'activités de recherche scientifique sur programme, de renouvellement de matériel - Muséum d'histoire naturelle et fonctionnement avec les musées municipaux - Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : musée d'objets technologiques, efforts de modernisation et rénovation, inventaire en cours, rôle respectif des Musées du CNAM et des sciences et techniques de la Villette -

Description du Palais de la Découverte - (p. 5846) : lien avec le ministère des universités - Autonomie et action des établissements d'enseignement supérieurs de province - Musées : absence de statut et de financement spécifique - Description des ressources des différents établissements et problème de leur partage ; nécessité et conditions d'une rubrique de financement distincte - Enquête auprès des universités : opérations de maintenance prioritaires et économies d'énergie - Protection contre les dangers de l'amiante : travaux à Jussieu, dépistage systématique - Situation territoriale de Paris VIII ; refus par son président d'une implantation à Marne-la-Vallée ; convention entre l'Etat et Paris et remise des terrains de Vincennes débarrassés de leurs constructions provisoires - Progression du nombre des étudiants étrangers en France ; baisse sensible de la qualité scientifique et accroissement de leur regroupement géographique - Décrets de 1979 et procédure de préinscription ; création d'une commission nationale - Procédures de sélection de cette commission nationale - Réception des étudiants étrangers et autonomie des universités - Action du fonds social de solidarité universitaire - Fonctionnement des missions et bilans faits par le délégué aux relations universitaires internationales, le professeur Michel-Yves Bernard ; nécessité d'accroître la durée de ces missions - (p. 5847) : situation et recrutement des personnels associés dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ; compétence et qualité des travaux, critères de choix ; absence de toute référence à la nationalité - Décrets de 1979 et recrutement des candidats au concours d'enseignants universitaires ; équivalence avec les diplômes étrangers et possiblité de titularisation dans des emplois d'Etat pour les diplômés étrangers - Nécessité d'un plan d'ensemble des relations universitaires - Etablissements français universitaires et étrangers, adaptation à l'évolution des pays hôtes - Accroissement du budget de fonctionnement de l'école de Rome - Importance des sciences humaines et des sciences technologiques ; rôle de la France et responsabilité du ministère des universités.

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5848) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles (réduction indicative des crédits du titre III concernant le nombre de postes d'élèves des écoles normales supérieures) - (p. 5849) : demande le rejet de l'amendement n° 281 de M. Pierre Noé (réduction indicative des crédits du titre III concernant la transformation d'emplois de technicien principal en emplois d'ingénieur au titre de la recherche universitaire).

— Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon - (16 décembre 1980) (p. 6311) : avenir fondé sur la compétence scientifique et efforts dans les régions : exemple de la création de nouvelles universités - Universalité de l'université : rayonnement mondial et pas nécessairement pluridisciplinarité - Politique d'habilitation de 1980 : consolidation des formations de second cycle, augmentation des horaires de troisième cycle ; regroupement de cours et séminaires et formation scientifique et méthodologique complète - Valorisation des formations de l'université de Besançon : exemple des sciences - Raison du rétablissement du deuxième cycle de géologie - Inexistence à Besançon de la maîtrise d'électronique, d'électrotechnique et automatique, et de la licence de biochimie - Raisons de la suppression des licences de philosophie et psychologie : exemple de la diminution des effectifs - Suppression des maîtrises comptant peu d'inscrits - (p. 6312) : arrêté d'habilitation signé par le directeur des enseignements supérieurs par délégation du ministre - Troisième cycle : importance et caractère unique de certains DEA de sciences - Non renouvellement de DEA dû au faible nombre d'inscrits - DESS de droit rural unique en France - Formations en lettres et sciences humaines - Avis défavorable sur le DEA « morphologie » et possibilité de son inclusion dans le DEA de philosophie - DEA « littérature européenne » regroupé dans le DEA « littérature française et comparée » - Augmentation des horaires du DEA de lettres - Suppression du DEA « méthodes modernes, société et espace » due au manque de professeurs - Maintien du doctorat d'histoire sociale - Suppression du DEA des droits de l'homme mais maintien de l'habilitation à la thèse dans le « droit public » - Manque d'enseignants et création d'emplois non pourvus à Besançon - Habilitation maintenue du DEA de mathématiques - Travaux envisagés à la faculté de droit - Création d'emplois et renforcement des formations - Politique renouvelée des habilitations, évolution du contexte scientifique et du potentiel en enseignants des universités - Diffusion aux établissements d'un calendrier indicatif pour l'année 1980-1981 - Formulaires de demandes d'habilitations - Groupe de réflexion sur les langues et sciences sociales ; rapports ; demandes d'habilitations à venir et politique scientifique selon le développement mondial scientifique.

SAUVAGE (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UCDP).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767) puis réélu vice-président.

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition de loi (n° **95**, 1979-1980) adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de Président d'Université (n° **307**, 1979-1980) (12 juin 1980).

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux établissements d'enseignement supérieur privés, ainsi qu'aux établissements d'enseignement technologique supérieurs industriels ou commerciaux (n° **19**, 1980-1981) (7 octobre 1980) - **Enseignement privé.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignements supérieurs** (n° **99**, tome **VI**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » (n° **183**, 1980-1981) (15 décembre 1980) - **Déportés et internés.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'exercice de la profession de chiropracteur (n° **207**, 1980-1981) (20 décembre 1980) - **Auxiliaires médicaux.**

INTERVENTIONS

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université [n° **95 (79-80)**] - (19 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2869) : historique du débat à l'Assemblée Nationale sur cette proposition de loi ; amendements Rufenacht et mise en cause de la loi d'orientation de novembre 1968 - Critère du choix du président d'université et composition du collège électoral - Vote de la question préalable au Sénat et retrait de l'ordre du jour du texte - Travaux de la conférence des présidents d'université sur ce texte ; nécessité de faire élire le président par l'ensemble du conseil et choix d'une meilleure

pondération des différentes catégories représentées - (p. 2870) : loi de 1968 et équilibre des représentations des différentes catégories - Parité entre enseignants et étudiants ; prépondérance des professeurs et maîtres de conférences au sein des enseignants - Qualité de président d'université et nécessité d'être professeur titulaire - Statistiques sur la composition des conseils d'université ; rapport entre nombre d'enseignants et d'étudiants - Elections universitaires et participation étudiante ; influence de la taille des universités et de la nature des études - (p. 2871) : enseignement et responsabilité des professeurs et des directeurs de recherche - Représentation au sein des conseils des maîtres assistants et des autres catégories d'enseignants autres que les professeurs - Lien à établir entre effectifs au conseil et responsabilité des groupes représentés - Participation de personnes extérieures au conseil et ouverture de l'université - Assimilation des chercheurs aux différentes catégories d'enseignants - Augmentation de la représentation des enseignants au conseil et modification du quorum de la représentation étudiante - (p. 2872) : respect des dispositions de la loi de novembre 1968 ; possibilité d'adaptation après accord de l'autorité de tutelle - Qualité de président d'université et exigence du grade de professeur titulaire d'université ; suppression de toutes dérogations. Professeurs titulaires et autorité dans l'université - Application du même principe pour les directeurs d'UER - Conciliation entre participation et niveau de compétence et de responsabilité - Problèmes dans l'université et nécessité de réformer avec prudence la loi de novembre 1968 - Demande l'adoption de la proposition de loi - **Question préalable** - (p. 2877) : inscription tardive à l'ordre du jour du texte lors de la dernière session parlementaire - Dépôt d'une question préalable par la commission des affaires culturelles - (p. 2878) : examen du texte par la commission lors de l'intersession - S'oppose à la motion n° 5 de Mme Danielle Bidard, soutenue par Mme Hélène Luc (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion).

Suite de la discussion (23 juin 1980) - **Avant l'art. unique** (p. 2984) : amendement n° 6 de la commission des affaires culturelles : modification de l'article 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'UER entre les différentes catégories de membres ; adopté - (p. 2988) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 37 de M. Jacques Carat et n° 22 de Mme Danielle Bidard (participation de personnalités extérieures aux conseils) - (p. 2989) : sur le même amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 23 de Mme Danielle Bidard, n° 42 de M. Henri Caillavet et n° 41 de M. Jacques Carat, relatifs à la représentation aux conseils des diverses catégories de membres - S'oppose également aux sous-amendements de M. Jacques Carat n° 31 (application des pourcentages aux seuls conseils d'université, à l'exclusion des conseils d'UER) et n° 33 (représentation des autres personnels enseignants et chercheurs) - Accepte le sous-amendement n° 43 du Gouvernement (mention, parmi les membres des conseils, des autres catégories de personnels enseignants) et s'oppose aux sous-amendements de M. Jacques Carat n° 32 (suppression de l'alinéa prévoyant, en cas d'adaptation des pourcentages, une proportion de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs) et n° 30 (modalités prévues pour l'adaptation éventuelle des pourcentages et rôle des conseils scientifiques) - (p. 2990) : s'oppose enfin au sous-amendement n° 40 de Mme Danielle Bidard (suppression de la clause prévoyant un pourcentage de 50 pour cent au moins en faveur des professeurs, en cas d'adaptation des pourcentages) - (p. 2991) : difficultés d'application des pourcentages aux conseils d'UER, évoquées par M. Jacques Carat, et regroupement nécessaires des unités à faible effectif - (p. 2993) : sur l'amendement n° 6 de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 34 de M. Jacques Carat (délégation de vote) ; sur ce même amendement, s'oppose au sous-amendement n° 24 de Mme Danielle Bidard (rôle des conseils scientifiques) - (p. 2994) : amendement n° 7 de la commission : abaissement du quorum de 50 pour cent à 25 pour cent des étudiants inscrits ; adopté - S'oppose aux amendements n° 29de M. Jacques Carat et n° 26 de Mme Danielle Bidard, visant à la suppression du quorum, ainsi qu'à l'amendement n° 44 de M. Jacques Carat (fixation du quorum à 25 pour cent des inscrits dans chaque collège électoral) - **Art. unique** (p. 2996) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Danielle Bidard (réduction de la durée du mandat de président ; possibilités d'élection d'un non-enseignant) - (p. 2997) : amendement n° 8 de la commission : conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : rééligibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 27 de Mme Danielle Bidard (abaissement de 5 à 3 ans de la durée du mandat de président - (p. 2998) : sur le même amendement n° 8, s'oppose au sous-amendement n° 35 de M. Jacques Carat (conditions de nomination d'un président n'ayant pas la qualité de professeur titulaire) - Fonction d'autorité des présidents des conseils d'université. Mesures transitoires prévues en faveur des maîtres-assistants actuellement présidents de conseils - (p. 2999) : sur l'amendement n° 8 de la commission, s'oppose aux sous-amendements identiques n° 28 de Mme Danielle Bidard et n° 36 de M. Jacques Carat (suppression de la disposition réservant aux professeurs la direction des UER comprenant un troisième cycle) - **Après l'art. unique** (p. 3000) : amendement n° 9 de la commission : délais d'application ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 13 de M. Michel Caldaguès - (p. 3001) : sur l'amendement n° 9 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 38 de M. Jacques Carat (renouvellement des conseils d'université selon les modes anciens jusqu'à l'élection du président selon les dispositions nouvelles), mais accepte les sous-amendements de M. Michel Caldaguès n° 14 (fixation au 1er décembre 1980 de la date d'expiration des pouvoirs des conseils actuellement en fonction), n° 12 (expiration du mandat des étudiants élus) et n° 15, 16, 17 et 18, de coordination - (p. 3003) : sur l'amendement n° 9 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 19de M. Jean-Marie Girault (expiration du mandat des présidents d'université et des directeurs d'UER) - Amendement n° 10 de la commission : dispositions transitoires : intervention du Ministre des universités en cas de défaut d'application par les conseils des dispositions de la loi ; adopté - (p. 3004) : intervention du Ministre des universités prévue par l'article 18 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 - **Intitulé** : amendement n° 11 de la commission : « proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 » ; adopté.

— **Conclusions du rapport de M. Jean Sauvage** fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la **proposition de loi** [n° **66 (79-80)**] **de M. Léon Eeckhoutte et plusieurs de ses collègues, tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires.** [n° **115 (79-80)**] - (23 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3006) : circonstances qui justifient la validation demandée - Mode de recrutement des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires - Commission nationale consultative provisoire de 1965 - (p. 3007) : annulation de la liste d'aptitude aux fonctions de professeur du 20 mars 1968, et contentieux suscité par les nouvelles listes d'aptitude - Menaces pesant sur le sort de centaines de professeurs et d'assistants nommés sur la base de ces listes - Nécessité pour ces enseignants et pour leurs étudiants de garantir leur situation par la voie de la validation.

Après l'art. unique (p. 3008) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Miroudot (possibilité de nouvelle candidature pour les candidats écartés en 1968).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]
Deuxième partie :

Universités (5 décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5826) : budget des universités et progression satisfaisante de ses crédits - Inégale répartition des crédits, fléchissement des crédits d'investissement, non respect d'engagements de locaux aux jeunes universités - Modicité des autorisations de programme, retard des projets de construction et crédit du projet de loi de finances rectificative 1980 - Faiblesse des crédits de fonctionnement et d'intervention - Crédits de personnel : absence de création de postes d'enseignants, stagnation des effectifs d'étudiants ; quasi-stagnation du grade actuel des enseignants et titularisation des personnels de statut précaire - Actualisation des dotations - Besoins de l'encadrement et recrutement : reclassement des personnels enseignants et amélioration des carrières - Revalorisation du taux des heures complémentaires - Création d'emplois aux bibliothèques universitaires et à la Bibliothèque Nationale - Priorité accordée à la recherche universitaire - (p. 5827) : création de postes au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), transformation des postes de chercheurs - Echanges entre l'enseignement et la recherche, ouverture de la recherche universitaire sur le monde extérieur et évolution du CNRS - Gestion des universités, amélioration des statuts, qualité des personnels et du fonctionnement des universités - Crédits d'action sociale des étudiants : régression des bourses universitaires et question sur l'adaptation des taux - Modification de la carte universitaire et alourdissement des charges - Mesures d'adaptation de l'aide aux étudiants : exemple de l'attribution des bourses - Réserves sur la suppression des postes d'élèves des écoles normales supérieures - Restauration positive de l'enseignement supérieur, réserves sur les procédures de décision - Modification des conditions d'accueil des étudiants étrangers : connaissance de la langue française et qualité scientifique - Transmission des dossiers d'admission et impossibilité d'inscription de certaines candidatures - Question sur le nombre de dossiers rejetés - Concertation nécessaire entre la commission nationale et les universités, information des éventuels candidats et considération de l'ensemble du dossier - Accueil en premier et troisième cycles - Modification de la carte universitaire - Question sur le nombre des demandes d'habilitation et de celles accordées - Diplômes du troisième cycle - Fomations de troisième cycle (diplômes d'études approfondies et d'études supérieures spécialisées), et faible nombre d'étudiants inscrits - (p. 5828) : regroupements et refus d'habilitation des diplômes - Absence de concertation avec les universitaires et les collectivités locales - Rétablissements opérés par le premier ministre - Création nécessaire d'une structure de concertation régionale et loi d'orientation de 1968 - Bibliothèques universitaires : rationalisation des achats et réseau de centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (CADIST) ; concertation, autonomie à sauvegarder ; coordination avec la Bibliothèque nationale et le CNRS - Favorable à l'adoption du budget des universités

SCHIELE (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **328**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au recrutement des membres des **tribunaux administratifs** (n° **345**, 1979-1980) (25 juin 1980).

Proposition de loi déposée avec M. Jean Cluzel tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des **régions** (n° **72**, 1980-1981) (4 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **255** (2 octobre 1979) (p. 2883) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : les **transports sanitaires (remboursement des frais des transports sanitaires)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1675 et suiv.).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1679) : refus de la sécurité sociale de rembourser les frais de transport par ambulance des sapeurs-pompiers - (p. 1680) : ambulances agréées et ambulances autorisées ; Procédure de l'agrément - Portée de la jurisprudence sur la gratuité du service des sapeurs-pompiers - Réfute l'argument de la concurrence déloyale invoqué par les ambulanciers privés - (p. 1694) : principe de l'égalité de traitement des assurés sociaux, qu'ils soient transportés par des ambulances privées ou publiques ou par celles des sapeurs-pompiers - Danger du règlement au coup par coup - Charge pour les collectivités locales.

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** [n° **454** (78-79)] - (29 mai 1980) - **Après l'art. 1** (p. 2202) : soutient l'amendement N° 3 de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille (principe et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés).

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** - *Deuxième lecture* [n° **263** (79-80)] - (12 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2660) : sur l'amendement N° 1 de la commission des affaires économiques (violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire ; sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales), son sous-amendement N° 6 déposé avec M. Francis Palméro : caractère exécutoire des sanctions et possibilité d'appel devant les organismes statutaires compétents ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269** (79-80)] - (19 juin 1980) - **Après l'art. 9** (p. 2840) : son amendement N° 80 soutenu par M. André Rabineau : politique familiale et droit au logement ; retiré - (p. 2841) : son amendement N° 81 soutenu par M. André Rabineau : établissement annuel, par le préfet, d'une carte des équipements et services destinée aux familles ; retiré - **Art. 11** (p. 2842) : son amendement N° 85 soutenu par M. Adolphe Chauvin : création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - **Avant l'art. 11** (p. 2849) : son amendement N° 84 soutenu par M. André Rabineau : compensation des charges familiales et budget annexe des prestations familiales ; retiré - **Art. 14** (p. 2853) : son amendement N° 86 soutenu par M. André Rabineau : principe et modalités de fixation du coût familial de l'enfant ; retiré - **Art. 15** (p. 2854) : son amendement N° 87 soutenu par M. André Rabineau : responsabilité conjointe de l'éducation et de l'entretien des enfants pour le père et la mère sauf décision judiciaire ; retiré - **Après l'art. 25** (p. 2862) : son amendement N° 94 soutenu par M. André Rabineau : réévaluation semestrielle des prestations familiales ; retiré - Son amendement N° 95 soutenu par M. André Rabineau : droit d'expression à la radio et à la télévision de l'union nationale des associations familiales et des unions départementales ; retiré - (p. 2863) : son amendement N° 96 soutenu par M. Adolphe Chauvin : consultation de l'UNAF et des unions départementales sur toutes les questions qui les intéressent ; retiré - Son amendement N° 97 soutenu par

M. Adolphe Chauvin : assimilation des représentants de l'UNAF et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux ; retiré et repris par M. Jean Chérioux - (p. 2864) : son amendement N° 108 soutenu par M. Adolphe Chauvin : création d'un statut de parainage éducatif ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** - *Deuxième lecture* [n° **265 (79-80)**] - (24 juin 1980) **Après l'art. 15** *octies* (p. 3073) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie (délai de régularisation pour les installations anciennes qui n'auront pas modifié le seuil du barrage).

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** [n° **328 (79-80)**] - (28 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3262) : multiplication des affaires en instance et recrutement supplémentaire de conseillers par la voie réglementaire ; nécessité d'une ratification par une loi - (p. 3263) : prolongation du recrutement complémentaire ; refus de procéder à des recrutements statutaires - Recrutement par la voie de concours sur épreuves et ouverture aux agents publics - Fixation d'un rapport entre le nombre de recrutements complémentaires et statutaires - Recrutement des conseillers de première classe par concours sur titres - Dépassement de l'âge de la retraite et maintien en fonction de certains conseillers.

Art. 1 (p. 3268) : amendement n° 5 de la commission des lois : recrutement complémentaire des conseillers de deuxième et de première classe ; composition et qualité des membres du jury ; adopté - (p. 3269) ; au sujet de la répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration, s'oppose aux amendements n° 1 de M. Félix Ciccolini et n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (p. 3270) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Félix Ciccolini (accès au recrutement complémentaire pour les fonctionnaires et assimilés de la catégorie A ; justification de cinq ans de services publics effectifs) - **Art. 3** (p. 3271) : amendements rédactionnels de la commission n° 6 et 7 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Félix Ciccolini (recrutement des conseillers par un concours unique ; choix des conseillers de première classe) - **Art. 4** (p. 3273) : accepte les amendements identiques n° 4 de M. Félix Ciccolini et n° 10 de M. Charles Lederman (suppression de cet article concernant le recrutement contractuel des membres des tribunaux administratifs au-delà de l'âge de la retraite) - (p. 3274) : amendement n° 8 de la commission : recrutement contractuel et exceptionnel, jusqu'au 31 décembre 1982, des membres des tribunaux administratifs ayant dépassé l'âge de la retraite ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 43** *ter* (p. 6122) : son amendement n° 340 : excédent de perception pour les ressources fiscales de l'établissement public régional, report sur l'exercice suivant ; adopté - (p. 6123) : soutient l'amendement n° 299 de M. Roger Boileau (fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales).

SCHLEITER (François), sénateur de la Meuse (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

Est élu de nouveau membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

SCHMAUS (Guy), sénateur des Hauts-de-Seine (C) - *Secrétaire du Sénat.*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (25 avril 1980) (p. 1545).

DÉPÔTS

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le régime de **l'impôt sur le revenu** pour les jeunes chômeurs (n° **202**, 1979-1980) (10 avril 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues relative à la déclaration des revenus et du patrimoine de tous les hommes publics (n° **375**, 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, JO débats 3 octobre 1980) - **Revenus.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2610** (JO Débats 14 novembre 1979) (p. 3912) à M. le ministre de l'Intérieur : les **cycles (solution aux problèmes des « motards »)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1529).

n° **2672** (JO Débats 5 mars 1980) (p. 613) à M. le ministre de l'Industrie : **l'imprimerie (situation de l'imprimerie française)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (13 juin 1980) (p. 2703).

n° **2680** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie : **l'urbanisme (projet de rénovation de la ville de Sèvres)** - Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Environnement et du cadre de vie (Environnement) (25 avril 1980) (p. 1527).

n° **2681** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Industrie : **l'emploi (fermeture d'usines Citroën dans les Hauts-de-Seine)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1398, 1399, 1400).

n° **2682** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (situation du secteur automobile en Ile-de-France)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1398, 1399, 1400).

n° **2683** (JO Débats 13 mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (situation des usines Renault de Billancourt)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1398, 1399, 1400).

n° **2719** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 961) à M. le ministre des Affaires étrangères : les **sports (participation aux Jeux Olympiques de Moscou)**.

n° **2765** (JO Débats 30 avril 1980) (p. 1627) à M. le ministre du Budget : les **entreprises (situation financière d'une entreprise)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) (6 juin 1980) (p. 2442, 2443).

n° **2783** (JO Débats 21 mai 1980) à M. le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs : l'**éducation physique et sportive (recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6246, 6247).

n° **2811** (JO Débats 18 juin 1980) (p. 2779) à M. le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs : l'**éducation physique et sportive (formation des instituteurs à l'enseignement de l'éducation physique)**.

n° **17** (JO Débats 11 octobre 1980) (p. 3873) à M. le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : les **sports (prochaine tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4037).

Questions orales avec débat :

n° **98** (2 octobre 1978) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (accord entre le groupe Peugeot-Citroën et Chrysler)** - Retirée par son auteur (2 avril 1980) (p. 936).

n° **336** (12 Mars 1980) (p. 878) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (industrie automobile)** - Discutée le 4 novembre 1980 (débat commun) (p. 4332 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Après l'art. 10 (p. 33) : son amendement n° 35, soutenu par M. Pierre Gamboa : taxation de l'actif net des banques ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Création de ressources nouvelles au profit de l'activité sportive en France - **Art. 16** (p. 38) : ses amendements n° 42 et n° 43, soutenus par M. Pierre Gamboa : taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe sur les motocyclettes ; prélèvement exceptionnel sur les investissements réalisés à l'étranger par l'industrie automobile française ; non retenus dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Deuxième partie.

Culture et communication (16 janvier 1980) (p. 118) : passage de Télédiffusion de France (TDF) sous la tutelle du Ministère des PTT - Autoritarisme du Gouvernement - Radios locales - Mainmise sur l'information - Exemple des évènements d'Afghanistan - (p. 119) : silence sur les massacres en Indonésie et en Birmanie - Déformation des évènements en Afghanistan - Principes déontologiques du journalisme.

Jeunesse et sports (16 janvier 1980) (p. 122) : austérité de ce budget - Préparation des Jeux olympiques de Moscou - (p. 123) : opposition nécessaire du gouvernement français au boycott des Jeux, préconisé par les Etats-Unis - Relations sportives de la France avec l'Afrique du Sud : mission de plusieurs députés français dans ce pays ; racisme ; apartheid.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 6** (p. 2591) : son amendement n° 81 : pouvoir de décision du comité d'entreprise sur l'organisation des formations alternées ; rejeté - **Art. 8** (p. 2594) : soutient l'amendement n° 82 de M. Hector Viron (compétence du comité départemental de la formation professionnelle pour délivrer l'habilitation) - Son amendement n° 83 : prise en compte pour la délivrance de l'habilitation du maintien dans leur emploi des jeunes précédemment embauchés ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 2597) : son amendement n° 86 : formation professionnelle alternée et emploi stable dans l'entreprise : rejeté - **Art. 17** (p. 2609) : soutient l'amendement n° 92 de M. Hector Viron (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de cent salariés).

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980)(p. 4332) : place et avenir de la production automobile nationale - Importance sur l'emploi, l'équilibre économique, les échanges internationaux - Atouts de l'industrie automobile : exemples du potentiel industriel, des performances de la Régie Nationale des usines Renault - Choix gouvernementaux et patronaux : recherche du profit immédiat, investissements à l'étranger - Politique de freinage du marché national et de gâchis de l'outil de production - (p. 4333) : région parisienne menacée - Exemples de Renault et Peugeot : augmentation de production, réduction des effectifs, unités de production implantées à l'étranger, importations de voitures - Question sur les orientations européennes, l'élaboration d'un plan - Elargissement de la CEE au profit du Portugal et de l'Espagne - Pénétration japonaise en Europe - Utilisation du danger japonais et exploitation des travailleurs - Danger des accords avec les firmes américaines concurrentes - Politique de modernisation, d'innovation à inscrire dans une perspective de développement social et économique - Insuffisance des budgets d'investissement dans la recherche et la production : exemple de la robotique - Justification des exportations de capitaux et des technologies à l'étranger : nécessité des économies d'échelle - Politique d'austérité, répercussions sur l'emploi : exemple du groupe Peugeot - Modification nécessaire de la politique patronale et gouvernementale, menace d'une crise de surproduction, d'un déclin - (p. 4334) : propositions au gouvernement pour garantir l'avenir de l'industrie automobile - Développement nécessaire du marché intérieur : exemple de la réduction du prix des voitures populaires ; nécessité d'une production et fabrication françaises ; question sur l'autolimitation envisagée par Renault - Nécessité de développer l'outil de production, de fabriquer des équipements, de maintenir et moderniser les activités existantes : exemple de l'usine PSA de Poissy - Accords avec l'extérieur et recherche nécessaire d'un nouvel ordre économique international - Problème de la qualité et de la quantité de l'emploi, formation professionnelle et continue à développer - Décisions prises en dehors des travailleurs, répression contre les militants - Nationalisation nécessaire des filiales Renault et du groupe Peugeot-Citroën - (p. 4344) : réponse gouvernementale insuffisante - Absence de réponse à la question sur l'Europe - (p. 4345) : problème de l'emploi, action des travailleurs - Bureaucratie du gouvernement et du patronat - Rôle des travailleurs dans la valeur de l'industrie automobile.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5110) : son amendement n° 107 : abaissement de 33,5 à 17,6 % du taux de la TVA applicable aux automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux ; financement par l'abrogation des dispositions du code général des impôts relatives à la provision pour hausse des prix et pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme ; rejeté - Critère de puissance d'un véhicule et coût de la vignette - **Avant l'art. 8** (p. 5144) : son amendement n° 119 : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières ; devenu sans objet - (p. 5146) : conditions de travail des chauffeurs de taxi - Lutte contre la fraude - Augmentation des tarifs - **Avant l'art. 2** *(suite)* (p. 5154) : son amendement n° 89, précédemment réservé : suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes, et compensation par la suppression des distributions gratuites d'actions ; rejeté.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5204) : éducation physique et sportive à l'école élémentaire - (p. 5205) : réforme de la formation des instituteurs et nombre des postes de professeurs d'écoles normales - Réduction de la dotation du « franc-élève » - Plan d'actions

prioritaires concernant la création de postes de professeurs d'éducation physique ; professeurs et professeurs adjoints - Union nationale du sport scolaire (UNSS) - Sport de masse et sport à l'entreprise : rôle de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) - Aide aux clubs et aux associations sportives - Désengagement de l'Etat - Critères de répartition des subventions - Participation nécessaire du Parlement aux commissions nationales et régionales de répartition - Taux de la TVA perçue sur les articles de sport - Sport de haut niveau : participation de la France aux jeux olympiques de Moscou et préparation nécessaire des prochains jeux olympiques - (p. 5206) : équipe française de rugby en Afrique du Sud ; condamnation nécessaire de l'apartheid - Position du comité international olympique - Statut de l'athlète de haut niveau - Réalisations en matière d'équipements sportifs - Transfert de charges sur les collectivités locales - Nécessité d'une troisième loi de programme d'équipement sportif - Aide aux associations de jeunesse et d'éducation populaire - Diminution des crédits de formation des animateurs - Subventions de fonctionnements des centres de vacances et centres de loisirs - Lutte contre la drogue et la délinquance

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5216) : son amendement n° 171 : réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) ; rejeté - Son amendement n° 172 : réduction des crédits du titre III (réduction des dépenses de matériel et de fonctionnement des services d'animation sportive pour permettre l'augmentation de la dotation du franc-élève) ; rejeté - Son amendement n° 173 : réduction des crédits du titre III (services d'animation sportive, sport optionnel et création de postes d'enseignants) ; devenu sans objet - (p. 5217, 5218) : son amendement n° 174 : réduction des crédits du titre IV (crédits d'intervention publique pour les services d'animation sportive) ; rejeté - Désengagement de l'Etat en matière de sport de masse et de sport de haut niveau - Tournée de l'équipe de France en Afrique du Sud, évoquée par M. Jean Francou - **Après l'art. 20** (p. 5219) : son amendement n° 175 : participation des représentants du Parlement aux commissions de répartition du Fonds national pour le développement du sport ; rejeté.

Services du Premier Ministre - I - Services généraux - Information (25 novembre 1980) - (p. 5275) : menaces sur le pluralisme de la presse ; exemple du groupe Hersant et application des ordonnances de 1944 - Absence de suites données aux travaux du groupe d'étude sénatorial sur la presse - Table ronde tripartite sur la presse ; problème de sa composition - Avenir de la société nationale des entreprises de presse ; imprimerie Paul Dupont de Clichy - Presse d'opinion ; service postal et suppression de la TVA - Nécessité d'une politique française de fabrication du papier - Principe du caractère inversement proportionnel du montant des aides par rapport aux recettes de publicité

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5277) : vote défavorable du groupe communiste sur l'ensemble des crédits des services généraux.

— **Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial** [n° 6 (80-81)] - (11 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6233) : vote favorable du groupe communiste - Absence de protection du patrimoine familial - Oubli du rôle de l'entreprise familiale et du couple dans l'entreprise - Absence de volet social ; exemple de la retraite - Femmes d'artisans et prestations de maternité - Statut professionnel de la femme - Loi de 1980 sur l'assurance vieillesse et exclusion des conjoints d'artisans et de commerçants.

SCHMITT (**Robert**), sénateur de la Moselle (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (15 décembre 1980) (p. 6297).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** (n° **98**, annexe **6**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269** (**79-80**)] - (19 juin 1980) - **Art. 11** (p. 2844) : déclare l'art. 40 de la Constitution applicable aux amendements N° 85 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution), N° 103 de M. Jean Béranger, soutenu par M. René Touzet (attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti) et N° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement du revenu minimum familial sans condition d'activité salariée) mais inapplicable à l'amendement N° 18 de la commission des affaires sociales (octroi d'une prestation sociale familiale unique aux personnes exerçant une activité salariée ou « assimilée »).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97** (**80-81**)]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5259) : reconnaissance envers le monde ancien combattant - Satisfaction devant l'augmentation des crédits ; regrette l'annonce au cours des débats de mesures nouvelles - Rétablissement de la proportionnalité des pensions - Revalorisation des petites pensions et de certaines catégories de pensions - Célébration du 8 mai - Application du rapport constant et travaux de la commission tripartite - Réponses gouvernementales aux problèmes des anciens combattants et vote de ce budget

Coopération (29 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5516) : absence du ministre de la coopération - Budget de la coopération et appréciation d'ensemble positive - Problème du développement de l'Afrique noire - Prix des matières premières exportées : hausse des cours, évolution selon les produits et selon les années (exemple de l'uranium) - Retard dans la mise en place des accords mondiaux de produits - Conséquences des hausses de prix décidées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - Diminution de la production alimentaire : exemple du déficit chronique au Sahel - Aide internationale partielle et en diminution ; situation de dépendance et frein au développement des productions locales - Absence d'une politique alimentaire (prix et circuits de distribution) - (p. 5517) : endettement extérieur des pays importateurs de pétrole et situation économique ; plan de redressement financier - Gonflement de la dette intérieure et déficit budgétaire - Politique de coopération de la France : croissance satisfaisante du budget de la coopération et ouverture d'une mission de coopération en Guinée équatoriale - Diminution des dépenses de la coopération militaire et de l'aide en matériel - Stabilisation, répartition des concours financiers directs aux Etats et information du Sénat sur leur contrôle et leur utilisation - Priorité donnée à la recherche scientifique et technique : augmentation des crédits de fonctionnement et d'investissement ; réorganisation de l'office de la recherche scientifique et technique

d'outre-mer (ORSTOM) et du groupement d'étude et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT) ; nomination d'un président commun - Stabilité en valeur relative des crédits d'assistance technique civile ; importance de la rémunération des coopérants français - Crédits du fonds d'aide et de coopération (FAC) : progression des autorisations de programme et des crédits de paiement - Progression importante des dépenses de fonctionnement de l'administration de la coopération et absence de création d'emploi à l'exception de la recherche - Marasme des crédits pour la coopération culturelle et sociale - (p. 5518) : situation résultant des économies réalisées (exemples de la formation professionnelle et technique) et conséquences - Création du fonds de solidarité africain : prêts de financement de projets d'investissement présentant un intérêt particulier, forme des opérations (exemple des bonifications d'intérêt) - Montant des remises de dettes - Convention de Lomé : extension du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex) et majoration des dotations du fonds européen de développement - Favorable au projet de budget de la coopération

Examen des crédits - Après l'art. 44 *bis* (p. 5532) : nécessité d'une réforme d'ensemble de la fonction publique (p. 5533) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 200 de M. Serge Boucheny (extension du régime de retraite de l'Etat aux agents titularisés de l'administration centrale du ministère de la coopération ; mode de financement).

SCHUMANN (**Maurice**), sénateur du Nord (RPR) - *Vice-président du Sénat.*

Réélu vice-président du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché, sur la proposition de résolution (n° **90**, 1980-1981) de M. Christian Poncelet et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'**industrie textile**, (n° **191**, 1981-1982) (17 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2684** (JO Débats 13 Mars 1980) (p. 879) à M. le ministre de l'Industrie : les **textiles (origine des produits textiles et d'habillement)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1402, 1403).

n° **2732** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre du Commerce extérieur : les **textiles (renouvellement de l'accord multifibres)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (18 avril 1980) (p. 1404, 1405, 1406).

n° **2742** (JO Débats 12 avril 1980) (p. 1227) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fruits et légumes (situation des producteurs de pommes de terre)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, le 6 juin 1980 (p. 2432).

n° **2745** (JO Débats 16 avril 1980) (p. 1264) à M. le ministre de l'Agriculture : le **lait et les produits laitiers (commercialisation du lait en Grande-Bretagne)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (6 juin 1980) (p. 2432, 2433).

n° **2746** (JO Débats 17 avril 1980) (p. 1301) à M. le ministre du Travail et de la participation : l'**enseignement technique et professionnel (financement et gestion des établissements d'enseignement professionnel)** - Réponse de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la participation (Formation professionnelle) (18 avril 1980) (p. 1406, 1407).

n° **78** (JO Débats 23 novembre 1980) (p. 5173) à M. le ministre du Commerce extérieur : les **textiles (déséquilibre de la balance du commerce extérieur)**.

Questions orales avec débat :

n° **391** (20 mai 1980) (p. 2010) à M. le ministre du Commerce extérieur : les **textiles (commerce extérieur)** - Discutée le 24 juin 1980 (débat commun) (p. 3026 et suivantes).

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— **Décès de M. René Jayr** (ancien conseiller de la République et sénateur de l'Aveyron) (15 avril 1980) (p. 1230)

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Avant l'art. 1 A** *(suite)* (p. 1718) : donne communication de la décision de M. le Président du Sénat : reconnait l'exception d'irrecevabilité de l'art. 41 de la Constitution invoquée par le gouvernement à l'encontre de l'amendement N° 55 de M. Robert Laucournet (institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels), mais constate qu'elle ne peut être invoquée à l'encontre de l'amendement N° 58 de M. Raymond Dumont (création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises).

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3183) : voeux de prompt rétablissement au président *Léon Eeckhoutte* - Hommage au président *Jean de Bagneux* .

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - (p. 3363) : remerciements au rapporteur, M. *Jean Mézard*, à l'approche de l'expiration de son mandat.

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie**, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** [n° **527 (77-78)**] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois.** [n° **320 (78-79)**] - (29 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3368) : hommage à M. *Jacques Henriet* à l'approche de l'expiration de son mandat.

— **Proposition de loi relative à la participation** - *Nouvelle lecture* [n° **371 (79-80)**] - (30 juin 1980) **Discussion générale** (p. 3398) : rappelle les termes de l'article 42 paragraphe 11 du règlement du Sénat sur la recevabilité des amendements ou articles additionnels remettant en cause des articles ou des crédits budgétaires votés par l'une et l'autre assemblées.

— **Clôture de la seconde session ordinaire du Sénat pour 1979-1980** (30juin 1980) - (p. 3404)

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (17 novembre 1980) - **Art. 47** *ter* (p. 4833) : caractère légitime d'une délibération du Sénat sur cet article du projet concernant le droit de rétention pour vérification d'identité.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 48** (p. 5641) : rappelle les termes de l'ordonnance du 30 décembre 1958 donnant droit aux rapporteurs spéciaux à l'accès de tous renseignements d'ordre financier et d'ordre administratif pouvant faciliter leur mission.

Défense (2 décembre 1980) **Rappel au règlement** (p. 5659) : volonté du Sénat de respecter les décisions de la conférence des présidents sur l'organisation des débats pendant la discussion budgétaire - Discussion du budget de la défense jusqu'à son terme et présence du ministre au conseil des ministres du lendemain - Discussion d'un budget et présence du ministre

— **Dépôt du rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés** - (4 décembre 1980) (p. 5744) : intérêt du Sénat pour les problèmes suscités par l'informatique - Hommage à la commission nationale et à son président.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits - Après l'art. 47** (p. 6044) : confirme l'exception d'irrecevabilité, aux termes de l'article 41 de la constitution, invoquée par le gouvernement, à l'encontre de l'amendement n° 339 de M. Francis Palmero (rapatriés : bilan des opérations d'indemnisation entreprises en application de la loi du 2 janvier 1978).

— **Communication** - (8 décembre 1980) - (p. 6027) : malaise survenu au président du Sénat à Dakar ; indisposition sans gravité.

En tant que sénateur

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° 148 (79-80)] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 9) : réactions de la Commission de Bruxelles à la suite des mesures prises en France de fusion et de modification de l'assiette des taxes parafiscales de l'industrie textile.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 129 (79-80)] - (12 mars 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 876) : négociations européennes et niveau des prix - Coût de la politique agricole commune pour la communauté - Agriculture et importance de la production de lait - Taxe de coresponsabilité et taxation des corps gras - Niveau des prix et montants compensatoires - Importance de l'agriculture pour l'Europe - (p. 877) : scandale du malthusianisme agricole.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3026) : détérioration de la balance commerciale française ; importance de la facture énergétique - Aggravation du déséquilibre des échanges en matière de textiles - (p. 3027) : nécessaire maîtrise du niveau global des importations - Politique d'exportation des Etats-Unis ; aides des pouvoirs publics outre-atlantique pour la conquête des marchés européens ; exemple du velours - Suppression des visas techniques sur certaines origines et notamment sur les Etats-Unis - Renouvellement de l'arrangement multifibres ; croissance démesurée des importations en provenance des pays industriels - Importations en provenance d'Asie ; nécessaire adoption en France d'une politique globale de maîtrise des importations. Systèmes d'aide fiscale à l'investissement mis au point dans les pays étrangers - (p. 3035) : situation de l'industrie textile en 1978 - (p. 3036) : extrême gravité de la situation - Egalité du volume des importations américaines et de la totalité de la production des Vosges - Utilité d'une politique globale de maîtrise du niveau des exportations - Nécessité d'un troisième arrangement multifibres - Proportionnalité de l'augmentation des importations et de la consommation ; importations en provenance des pays industrialisés ; maintien de la clause de sauvegarde dans le cadre de l'arrangement multifibres - Nécessaire développement des exportations - Effort considérable d'investissement assumé par la profession - (p. 3037) : modernisations financées par le produit d'une taxe parafiscale - Effort consenti au bénéfice de l'industrie textile par les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, ou les Etats-Unis.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 5151) : ses amendements n° 126 et n° 127 : modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif ; retirés à la suite de l'engagement pris par le gouvernement - Historique de la taxe sur les salaires - Réforme nécessaire - **Art. 11** (p. 5168) : à propos de l'amendement n° 157 de M. Camille Vallin (suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat), intervient sur le projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5170, 5171) : réserves du groupe RPR quant aux conditions de la discussion budgétaire - Vote favorable, cependant, sur les articles de la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5324) : réponse du gouvernement insatisfaisante - Taxe sur la betterave : sentiment de pénalisation des producteurs - Règlement sucrier, incertitude, valorisation possible du sucre C par assimilation au prix du sucre A - Désengagement financier de la CEE - Limitation nécessaire des augmentations de la cotisation et de la taxe sur la betterave - Prise en compte de l'augmentation des charges des producteurs et de la revalorisation insuffisante des prix agricoles - Evolution des cotisations sociales en raison inverse du revenu agricole

Radiodiffusion-télévision française (1er décembre 1980) - (p. 5587) : intervient sur les réalisations des sociétés de télévision relatives à l'inclusion du Palais du Luxembourg dans l'année du patrimoine - Films d'Alain Decaux et Alexandre Tarta réalisé par Antenne 2 - Coproduction par Antenne 2 et France-Musique de deux concerts radiodiffusés de musique française dans les grands salons de Boffrand - Ses remerciements au nom du bureau du Sénat

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5595) : aggravation du déficit commercial dans le secteur du textile - Aide à l'investissement dans ce secteur et allègement nécessaire des coûts financiers - Encouragement aux exportations et institution souhaitable d'une bonification d'intérêt sur les créances nées à l'exportation - Evolution du taux de pénétration des importations sur le marché intérieur - (p. 5596) : application de l'accord multifibres - Donne lecture d'un extrait de la lettre adressée par le Comité syndical européen du textile, de l'habillement et du cuir, au président de la commission des communautés européennes - Importations en provenance des pays industrialisés et conditions de la concurrence : travail noir en Italie ; mesures protectionnistes des Etats-Unis d'Amérique - Déficits comparés du secteur automobile et du secteur du textile et de l'habillement - Importance de ces négociations pour la région du Nord-Pas-de-Calais

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5604) : vote de confiance sur les crédits du Ministère du commerce extérieur - Mesures annoncées par le ministre : « sorties de panier » ; dépassement de quotas ; visa technique et visa contraignant ; contrôle douanier ; marquage d'origine ; article 115 du Traité de Rome et libre pratique ; préférence communautaire - Tentative d'organisation européenne des travailleurs pour le sauvetage de l'industrie textile - Indépendance

— **Motion d'ordre** - (17 décembre 1980) (p. 6398) : intervient au nom de la commission des affaires économiques - Rappelle les termes de l'article 29 du règlement permettant à une commission ou à trente sénateurs de modifier l'ordre du jour prioritaire - Demande au nom de

la commission des affaires économiques l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile - Expose les raisons de cette demande.

— **Conclusion du rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, empêché,** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la **proposition de résolution (n°90,** 1980-1981) de M. **Christian Poncelet** et plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile** [n° **191 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6423) : rappelle la constitution, il y a quelques années, d'une commission d'enquête à l'Assemblée sur le même sujet - Diminution nette de la consommation textile en France - Importance des pertes d'emploi dans ce secteur - Diminution de la part du marché national et croissance des importations ; négociations des accords multifibres - Propositions britanniques d'une négociation entre l'Europe et les Etats-Unis sur un accord d'autolimitation - (p. 6424) : nécessité et importance du contrôle et de la vigilance parlementaire sur ce secteur - (p. 6425) : rappelle les interventions nombreuses de sénateurs critiquant la politique gouvernementale dans le secteur textile .

SCHWINT (**Robert**), sénateur du Doubs (S).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu président.

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (10 avril 1980) (p. 1170).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur ses dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'action en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24 juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (28 juin 1980) (p. 3261).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (30 juin 1980) (p. 3389).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1981 (9 décembre 1980) (p. 6144).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1980 (n° **148,** 1979-1980) considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (n° **151,** 1979-1980) (15 janvier 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964 (n° **213,** 1978-1979) (18 avril 1980) - **Pensions de retraite civiles et militaires.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre diverses dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils ou militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964 (n° **214,** 1979-1980) (18 avril 1980) - **Pensions de retraite civiles et militaires.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée (n° **215,** 1979-1980) (18 avril 1980) - **Pensions de retraite.**

Proposition de loi, déposées avec plusieurs de ses collègues, portant réforme du titre III du Livre IV du **Code du travail** relatif aux comités d'entreprise, (n° **216,** 1979-1980) (18 avril 1980) - **Comités d'entreprises.**

Proposition de loi déposés avec plusieurs de ses collègues, tendant à la réduction du temps de travail hebdomadaire (n° **217,** 1979-1980)(18 avril 1980) - **Travail (durée du).**

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, accordant un crédit d'heures aux délégués des listes de candidats pour l'élection des conseillers prud'hommes (n° **218,** 1979-1980) (18avril 1980) - **Travail (juridictions du).**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au statut des administrateurs des caisses de sécurité sociale (n° **219,** 1979-1980). (18 avril 1980) - **Sécurité Sociale (organismes).**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant suppression du ticket modérateur d'ordre public (n° **220,** 1979-1980) (18 avril 1980) - **Assurance maladie maternité.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée (n° **366,** 1979-1980) (29 juin 1980) - **Emploi.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre le bénéfice des bonifications et des majorations d'ancienneté prévues par le code des pensions civiles et militaires de retraite aux **anciens combattants** d'Afrique du Nord (n° **368,** 1979-1980) (30 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel en remplacement de M. Jean Gravier, empêché, (n° **154**, 1980-1981) (10 décembre 1980) - **Travail (durée du).**

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi (n° **150**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale,portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° **186**, 1980-1981) (16 décembre 1980) - **Impôts.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **306** (19 novembre 1979) (p. 4097) à M. le ministre de la santé et de la Sécurité sociale : les **hôpitaux (continuité du service public ; hôpitaux en cours de modernisation ; concertation avec les conseils d'administration)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1676 et suivantes.).

n° **324** (25 février 1980) (p. 325) à M. le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale : la **mutualité (remboursement des assurés sociaux)** - Discutée le 6 mai 1980 (débat commun) (p. 1676 et suivantes.).

n° **413** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre des Universités : l'**enseignement supérieur (conséquences des habilitations de deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6306 et suivantes.).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - Président de la Commission des Affaires sociales - **Discussion générale** (p. 8) : confirmation par la Commission des positions prises lors de l'examen de la première loi de finances : son opposition aux crédits relatifs aux anciens combattants : rapport constant ; célébration du 8 mai - Avis favorable de la Commission quant aux crédits de la Santé ; loi relative aux équipements sanitaires - Crédits de la Sécurité sociale : financement ; commission des comptes de la Sécurité sociale - Budget du Travail : indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer ; durée du travail ; réforme de l'Agence nationale pour l'Emploi (ANPE) - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : aide à domicile ; interventions des travailleurs sociaux.

Deuxième partie.

Anciens combattants (16 janvier 1980) (p. 116, 117, 118) : soutient les amendements de la Commission des Affaires sociales N° 80 (suppression des crédits du Titre III) et N° 81 (suppression des crédits du Titre IV) ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Blocage du budget par le Gouvernement - Rapport constant - Pensions de veuves et d'ascendants - Célébration du 8 mai - Anciens d'Afrique du Nord - (p. 157) : venue du Premier Ministre au Sénat et déroulement du vote sur les art. de la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 381, 382) : dispositions sociales du projet : harmonisation du régime de protection sociale des exploitants agricoles avec le régime général de la Sécurité sociale - Amendement de M. *Jean Gravier* à l'art. I - Critère de superficie pour l'affiliation au régime de la mutualité sociale agricole - Cas des pluriactifs - Taxation des terres incultes - Exonération des cotisations d'assurance maladie des retraités - Revalorisation des retraites agricoles - Retraite proportionnelle - Droits sociaux et syndicaux des salariés agricoles - Statut des épouses d'exploitants agricoles ; incidence éventuelle sur le financement du régime agricole au titre de la compensation démographique - Protection des exploitants agricoles contre les accidents du travail - Pension d'invalidité du conjoint d'exploitant - (p. 383) : protection sociale en cas de faillite d'un exploitant agricole - Politique agricole et libéralisme économique du Gouvernement.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 462) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-144, identique à l'amendement N° I-114 de M. Pierre Jeambrun soutenu par M. René Touzet : promotion des produits agricoles de qualité ; adopté le 28 février 1980.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 532) : son amendement N° II-79 : exercice à titre exclusif ou principal de la profession agricole et affiliation au régime de protection sociale ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 542) : son amendement N° II-50 : suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public ; réservé - **Après l'art. 7** *bis* (p. 545) : soutient l'amendement N° II-45 de M.Roger Rinchet (définition de la pluri-activité ; critère de résidence dans une zone défavorisée et de la durée de travail consacrée à ces activités) - **Rappel au réglement** (p. 545) : attente de la décision de la commission des finances sur l'application de l'article 40 de la Constitution à son amendement N° II-50 - **Après l'art. 7** *(suite)* (p. 549) : application du ticket modérateur d'ordre public aux agriculteurs - Attaque du secteur mutualiste y compris dans le secteur agricole - Son amendement N° II-50 précédemment réservé : suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3, du réglement.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : soutient l'amendement N° II-48 de M. Michel Moreigne (paritarisme pour le remplacement et l'aide à domicile) - (p. 577) : son amendement N° II-82 : transfert des droits sur le conjoint survivant poursuivant l'exploitation ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 578) : son amendement N° II-80 : bénéfice des prestations d'invalidité pour les conjoints d'exploitants participant effectivement aux travaux ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 593) : son amendement N° II-81 : couverture partielle des frais de remplacement en cas de maladie ou d'incapacité temporaire ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution.

— **Motion d'ordre** - (30 avril 1980) (p. 1650) : absence du rapporteur de la commission saisie au fond et désignation d'un autre rapporteur - Modification de l'ordre du jour prioritaire par le gouvernement et respect du travail des parlementaires.

— **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de santé et de sécurité sociale** - (6 mai 1980) - (p. 1681) : politique hospitalière du ministère de la santé - Objectifs de « maîtrise des dépenses d'hospitalisation » - (p. 1682) : blocage des budgets hospitaliers - Politique de la santé et choix de société - Difficultés de trésorerie des hôpitaux régionaux - Dérogations accordées en matière de budget supplémentaire - Limitation des effectifs de personnel - Rapport de l'inspection générale des affaires sociales - Réforme des études médicales et statut de l'internat - Réforme Fougère : internat qualifiant et résidanat - Ticket modérateur d'ordre public : atteinte à la liberté d'assurance - Consommation médicale et accès aux premiers soins - (p. 1683) : rapport de 1972 de l'inspection générale des affaires sociales - Journée d'action de défense de la sécurité sociale - Rôle essentiel de la mutualité - (p. 1694) : absence de réponse du ministre sur le statut de l'internat - Réunion nécessaire de la commission Fougère - Résidanat - Difficulté de trésorerie des établissements hospitaliers après le remboursement des avances de l'assurance maladie - Ticket modérateur d'ordre public - Tradition de la mutualité française - Concertation nécessaire du Ministère de la santé avec la mutualité française - (p. 1707) : concertation préalable au décret du 15 janvier 1980 - (p. 1710) : conférences de presse des 25 juillet 1979 et 27 février 1980, sur les résultats financiers de l'assurance maladie : excédent ou déficit - (p. 1711) :rôle des parlementaires de l'opposition, comme de ceux de la majorité, dans un tel débat.

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint** fait au nom de la commission des affaires sociales sur la **proposition de loi** [n° **425 (78-79)**] **de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal.** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - Président et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2128) : loi du 17 juillet 1978 sur diverses mesures d'ordre administratif, social et fiscal ; principe de la répartition systématique des droits à pension entre la veuve et la femme divorcée - Harmonisation des règles applicables dans les différents régimes de sécurité sociale et loi de 1978 - Divorce et notion de faute ; « proratisation » des droits à pension et non prise en compte de l'attribution des torts dans le divorce - Application dans le temps de la loi du 17 juillet 1978 - (p. 2129) : prononciation du divorce à leurs torts esclusifs avant 1978 et non application de la loi de 1978 - Ouverture du droit à renonciation volontaire aux affiliés du régime général et des régimes rattachés - Décès d'un des époux et report du droit sur le ou les autres bénéficiaires à pension - Application de la loi de 1978 au régime des non-salariés non-agricoles - Proposition d'adoption de la proposition de loi.

Art. 2 (p. 2131) : accepte l'amendement N° 2 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Dominique Pado (application des règles de la fonction publique aux régimes spéciaux de sécurité sociale) - **Art. 3** (p. 2132) : s'oppose à l'amendement N° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article excluant du bénéfice de la loi les femmes dont le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs avant 1978) - Accepte l'amendement N° 3 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (exclusion du bénéfice de la loi pour les femmes divorcées avant 1978 à leurs torts exclusifs ; existence d'une pension au profit des enfants de moins de vingt et un ans - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement N° 5 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado (non application des dispositions de l'article 3 aux bénéficiaires des droits acquis sous l'empire de la loi de 1978) - Accepte l'amendement N° 4 de M. André Bohl, soutenu par M. Dominique Pado (application des dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - **Intitulé** (p. 2133) : accepte l'amendement N° 6 de M. Pierre Vallon,soutenu par M. Dominique Pado (de forme ; « proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de reversion entre les conjoints divorcés et le conjoint survivant »).

— **Projet de loi instituant une assurance veuvage** [n° **203 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 1** (p. 2114) : attribution de l'allocation au conjoint survivant - Désaccord sur l'octroi des prestations en fonction du nombre d'enfants - (p. 2115) : attribution de l'allocation au conjoint survivant avec charges de famille - **Intitulé** (p. 2125) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de deuxième délibération du gouvernement sur l'article additionnel avant l'article 1 - **Deuxième délibération - Avant l'art. 1** (p. 2126) : utilisation trop fréquente par le gouvernement de l'article 40 de la Constitution - S'oppose à l'amendement N° 46 du gouvernement (suppression de cet article concernant l'indemnisation du chômage des veuves et l'absence de formation professionnelle).

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) (p. 2255) : position de la commission des affaires sociales sur le déroulement des travaux en commission et en séance publique.

Demande de priorité (p. 2280) : intervient contre la demande de priorité de l'amendement N° 21 de la commission, présentée par le Gouvernement - Procédure d'urgence.

Rappel au règlement (p. 2282) : interroge le ministre sur le maintien ou le retrait de la déclaration d'urgence portant sur ce projet.

Après l'art. 5 (p. 2285) : chômage, problèmes réels des travailleurs et inutilité de ce projet de loi - Le groupe socialiste s'abstiendra dans le vote sur l'amendement N° 21 de la commission des lois (1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2°apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital).

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Discussion générale** - (p. 2572) : position du groupe socialiste sur le projet relatif aux formations professionnelles alternées - Recours abusif du Gouvernement à la procédure d'urgence - Champ d'application limité du projet - Définition restrictive de l'alternance - Financement - Expériences précédentes des stages en entreprises et des contrats emploi-formation - Echec du système éducatif - Abandon du système scolaire par les jeunes - Nombres des femmes et des jeunes parmi les demandeurs d'emplois - Manque de qualification - Efforts du Gouvernement depuis 1977 : pactes pour l'emploi ; développement de l'apprentissage ; contrats emploi-formation - Plan pour l'éducation élaboré par les socialistes - Droit au congé éducation - Education continue et crédit-éducation - (p. 2573) : rôle des représentants des salariés pour l'organisation des formations - Structures régionales - Contrôle du service public - Lutte contre les inégalités - Le groupe socialiste ne votera pas ce texte - (p. 2579, 2580) : dispositions du projet et conception socialiste du système éducatif - Recours abusif à la procédure d'urgence - Travail du Sénat et nécessité de deux lectures - Réponse du ministre sur les travaux du patronat et souci traditionnel du Sénat d'éviter la polémique.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Art. 11** (p. 2842) : soutient l'amendement N° 121 de Mme Cécile Goldet (création d'un revenu minimum familial sans condition de ressources) - **Avant l'explication de vote sur l'ensemble** (p. 2866) : qualité du travail de la commission et amélioration du texte gouvernemental ; majoration du congé de maternité, assouplissement de la durée du congé prénatal - Demande de deuxième délibération : refus de l'uniformisation des règles de protection du contrat de travail et du fractionnement des allocations post-natales - (p. 2867) : opposition du gouvernement à l'allocation différentielle - Refus unanime de la commission d'engager une seconde délibération.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Avant l'art. 20** (p. 2950) : son amendement N° 119 soutenu par M. Bernard Parmantier : définition du rôle des sections syndicales d'entreprises ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 2956) : ses amendements soutenus par M. Bernard Parmantier N° 121 : principe et modalités d'application de la consultation obligatoire du comité d'entreprise sur tout projet de licenciement pour motif économique ; rejeté - N° 120 : accroissement des pouvoirs du comité d'entreprise sur la gestion de l'entreprise, rejeté.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - Président de la commission des affaires sociales — **Discussion générale** (p. 3095) : évolution du statut du SEITA et suppression du monopole par suite des engagements communautaires du traité de Rome - (p. 3096) : difficultés financières du SEITA et transformation en société anonyme proposée par l'Etat - Observations de la commission des affaires sociales ; ambiguïté de la politique gouvernementale en matière de consommation de tabac : lutte contre le tabagisme - Modification de la situation des personnels qui résulterait

du nouveau statut du SEITA : garanties actuelles et division envisagée en deux catégories de personnels - Maintien du statut actuel au profit des seuls titulaires et conventions collectives pour les nouveaux personnels - Précédent des poudreries - Apaisements nécessaires.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 359 (79-80)] - (29 juin 1980) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3330) : examen déjà effectué par la commission des affaires sociales des amendements déposés par le Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** - *Nouvelle lecture* [n° 341 (79-80)] - (29 juin 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3323) : opposition du groupe socialiste au projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° 287 (79-80)] - (29 juin 1980) - Président de la commission des affaires sociales - - **Discussion générale** (p. 3333) : remerciements au rapporteur, M. *Jean Mézard*, pour le travail accompli au sein de la commission des affaires sociales, à l'approche de l'expiration de son mandat.

Art. 8 (p. 3358, 3359) : son amendement n° 25 : dispositions en faveur des personnes formées par l'Ecole des techniques thermales d'Aix-les-Bains ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 31 du Gouvernement (réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, dans le respect des droits acquis).

— **Conclusions du rapport de M. Michel Labèguerie**, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la **proposition de loi** [n° 527 (77-78)] **de M. Jacques Henriet tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois.** [n° 320 (78-79)] - (29 juin 1980) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3367) : remerciements à M. *Jacques Henriet* à l'approche de l'expiration de son mandat - Rôle de M. *Jacques Henriet* dans l'institution de la vaccination contre la poliomyélite et dans la lutte contre l'alcoolisme.

— **Question orale avec débat : conséquences des nouvelles habilitations de 2e et 3e cycle pour l'université de Besançon** - (21 octobre 1980) - (p. 3960) : absence de Mme le Ministre des Universités remplacée par Mme le Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation ; désapprobation et demande d'un report du débat.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° 18 (80-81)] - (30 octobre 1980) - **Après l'art. unique** (p. 4254) : maintien par la commission des affaires sociales de l'amendement n° 5, adopté par elle à l'unanimité (report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises)..

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° 4 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 4411) : déclare applicable l'article 48, alinéa 3, du Réglement du Sénat aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron n° 27 (répartition hebdomadaire de la durée du travail), n° 28 (réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail), n° 29 (durée hebdomadaire maximale du travail et modalités de récupération des heures supplémentaires), n° 30 (raccourcissement immédiat à 38 heures de la durée hebdomadaire du travail ; modalités particulières pour les travaux pénibles, le travail en semi-continu, et pour le travail en continu), n° 31 (système de majoration de salaire pour les heures supplémentaires), n° 32 (fixation de l'âge d'ouverture à la retraite pour les hommes et les femmes et les travailleurs affectés à des travaux pénibles) et n°33 (conditions d'attribution de la cinquième semaine de congés payés) - **Art. 2** (p. 4418) : travail à temps partiel et régularité des périodes de travail - Négociations des partenaires sociaux sur la fixation mensuelle ou annuelle légale de la durée du travail - (p. 4419) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet (travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire) - (p. 4422) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (sécurité du personnel et exclusion des mesures d'adaptation pour la comptabilisation des effectifs) - Représentation du personnel ; prise en compte des comités d'hygiène et de sécurité.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** [n° 39 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4397) : importance des désaccords conclus entre la France et l'Algérie - Objectifs de la nouvelle convention franco-algérienne de sécurité sociale ; alignement sur les conventions bilatérales signées avec d'autres pays - Difficultés économiques et retour en Algérie des travailleurs algériens et de leur famille ; aide aux retours et annulation par le Conseil d'Etat des instructions prises en juin 1977 - Importance du nombre des ressortissants algériens travaillant en France - Mesures incitatives aux retours - Accord international sur le droit au retour et substitution à des pratiques administratives à la légalité douteuse - Nécessité de garantir une existence décente aux ressortissants algériens restant en France.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4924) : indemnité de logement des instituteurs - Problème des concours particuliers - Dotation des villes-centres (Art. L. 234-17 du code des communes) - Calcul de cette dotation et inégalités entre les communes de même importance - Critère d'urbanisation continue, retenu par l'INSEE, et évaluation des services rendus effectivement par les communes-centres à la population périphérique - Exemple des dépenses d'enseignement, du Conservatoire régional de musique ou de l'Ecole des beaux-arts de Besançon, du Service d'incendie ; son amendement déposé sur ce point.

Art. 6 (p. 4942) : accepte le retrait de l'ordre du jour du Sénat de sa question orale avec débat sur l'université de Besançon, pour permettre la poursuite de la discussion du projet de loi concernant la dotation globale de fonctionnement - **Après l'art. 8** (p. 4957) : son amendement n° 48 : répartition de la dotation particulière aux communes centres d'unité urbaine et double critère de pondération ; retiré - (p. 4958) : rapport de population entre la ville centre et la périphérie, et critère supplémentaire nécessaire du rapport de population entre la ville centre et le département.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5260) : rappelle sa participation aux travaux de la commission tripartite ; rejet des conclusions de cette commission par le gouvernement - (p. 5261) : problème de l'application du rapport constant - Possibilité d'établir un équilibre entre le traitement d'un huissier de ministère et la pension d'un ancien combattant - Volonté de compromis des associations d'anciens combattants et des parlementaires et attitude négative du gouvernement - Dégradation de la parité entre le traitement d'huissier et la pension à 100 % - Droit à réparation pour les anciens combattants - Célébration du 8 mai et adoption à l'unanimité de la proposition de loi sénatoriale ; inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée - (p. 5266) : évolution du pouvoir d'achat des pensions ;

révision des traitements des fonctionnaires ; rythme de l'inflation - Rejet des conclusions de la commission tripartite et attitude du gouvernement - (p. 5267) : application du rapport constant et opinion émise par les divers participants de la commission tripartite - Passage du principe d'une revalorisation générale à un rattrapage des petites pensions - Absence de lien entre travaux de la commission et problème des petites pensions

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5271) : rappelle les votes précédents du Sénat rejetant les crédits du budget des anciens combattants - Déclare rejeter au nom de la commission des affaires sociales les crédits du titre IV.

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - Rapporteur pour avis en remplacement de M. Jean Gravier (p. 5317) : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et application de la loi d'orientation agricole - Surface minimale d'installation (SMI) et fixation d'un nouveau seuil d'assujetissement ; assujetissement dérogatoire - Prestations agricoles et nouveau régime de cotisations : cotisations minimales d'allocations familiales, d'assurance vieillesse et maladie ; cotisations de solidarité - (p. 5318) : mise en place d'un nouveau régime de retraite : retraite forfaitaire et retraite à taux plein ; retraite proportionnelle et création d'un régime complémentaire de retraite - Revenu cadastral des exploitations et modulation de la cotisation d'assurance vieillesse individuelle - Augmentation des dépenses de l'assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA) - Situation démographique défavorable de l'agriculture et progression des dépenses de prestations sociales agricoles - Evolution du régime d'assurance vieillesse agricole et crédits du fonds national de solidarité (FNS) - Financement de l'assurance veuvage par les cotisations professionnelles - Augmentation de la cotisation additionnelle à l'impôt foncier non bâti et de la taxe sur les betteraves ; intérêt de la mise en place d'une taxe sur le manioc - Baisse du revenu des agriculteurs et nécessité d'une augmentation de leurs cotisations - Répercussions sur les agriculteurs du second choc pétrolier - Régimes agricoles et rapport cotisants-retraités ; nécessité d'une aide extérieure - Détermination de l'assiette des cotisations et revenu cadastral - Faiblesse des pensions d'invalidité - Nécessité d'un service de remplacement des agriculteurs en cas de maladie, maternité ou invalidité ; utilisation des fonds du Fonds complémentaire d'action sociale (FOCOMA) - Demande l'adoption de ce budget

Examen des crédits - Après l'article 49 (p. 5327) : se déclare favorable à l'amendement n° 181 de M. Roland du Luart (maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement) - Intégration de l'allocation de remplacement dans le BAPSA et solidarité professionnelle, inter-professionnelle et nationale.

— Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6169) : absence de liens entre l'accident de trajet et la nature de l'entreprise - Accord sur la mensualisation et différence entre accident du travail et accident de trajet ; rejet de cet accord par la CGT et la CFDT - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet) - (p. 6170) : cas des petites entreprises et mise en place d'un système de solidarité - Se déclare favorable à l'amendement n° 6 de MM. François Dubanchet et Pierre Vallon soutenu par M. Jacques Mossion (paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés).

— Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon - (16 décembre 1980) (p. 6307) : historique et développement de l'université de Besançon - Renommée du centre de linguistique appliquée ; recherche : exemple des microtechniques - Diminution des habilitations et disciplines touchées : exemple de la faculté des lettres - Maintien du seul doctorat de troisième cycle sans diplôme d'étude approfondie (DEA) - Absence de concertation locale - Motivations et justification impossibles par le manque d'étudiants - Répercussions régionales : exemples de la suppression d'emploi, de l'amoindrissement de la vie culturelle locale - Nombre d'étudiants perdus par les facultés - Rétablissement des sciences de la terre et des sciences économiques - Question sur la révision de cette décision en concertation avec les autorités universitaires et les élus locaux - (p. 6313) : pénalisation et non valorisation de l'université de Besançon : diminution des étudiants ; habilitations refusées à la faculté de lettres : exemple des seconds cycles - Qualité de l'université et devenir des étudiants, « nomadisme » résultant de la suppression d'habilitations - Mutilation de la faculté de lettres et sciences humaines, « livre noir », désarroi des étudiants et insatisfaction des familles.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - rapporteur pour avis - **Avant l'art. 17** (p. 6456) : se déclare défavorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale) - (p. 6458) : budget des oeuvres sociales d'EDF ; attention portée non sur le montant mais sur son utilisation ; rapport de la Cour des comptes.

SEGARD (Norbert), *secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539) puis *ministre délégué auprès du Premier Ministre* (nommé le 5 novembre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 novembre 1980, p. 2582).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2706** de M. **Jean Cluzel : état des projets de satellites de télédiffusion** (24 octobre 1980) (p. 4032, 4033).

n° **2824** de Mme **Rolande Perlican : transferts éventuels de la direction opérationnelle des télécommunications du réseau national** (24 octobre 1980) (p. 4033, 4034).

INTERVENTIONS

— Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de télécommunications - (28 octobre 1980) - (p. 4059) : avenir de la poste - Maintien de l'unité du sécrétariat d'Etat aux postes et télécommunications - Avenir des télécommunications et développement encourageant des exportations françaises dans le domaine de la commutation et de la transmission - (p. 4060) : progrès de l'informatique et de l'industrie des composants électroniques - Enjeux industriels et sur les services que représente la télématique - Recherches françaises sur le vidéotex et importance de la concurrence internationale dans le domaine du téléphone à écran - Nécessité de participer à l'expansion de ce marché - Expériences étrangères sur le vidéotex - Problèmes de la confection de l'annuaire : poids et augmentation du nombre des abonnés - Renseignements et nécessité d'un annuaire national accessible à tous ; expérience d'Ille-et-Vilaine - Impact socio-culturel du vidéotex et analogie avec le téléviseur - (p. 4061) : télématique et expérience de Vélizy ; expériences similaires étrangères - Informations transportées et neutralité de l'administration des télécommunications - Situation juridique des collecteurs d'informations et application des lois régissant l'accès à la profession d'éditeur, concernant la publicité et sur la protection des droits d'auteur - Respect des droits de l'usager - Rôle de la commission « informatique et libertés » et loi « informatique et libertés » - Télématique et étendue des domaines qu'elle rejoint - Préparation de

l'expérience de Vélizy et budgets 1978-1979 - Rôle de la commission du Haut-conseil de l'audiovisuel, Travaux du groupe « presse-télématique » - Pluralisme de l'information et rôle de la presse ; son avenir face au développement des techniques nouvelles d'information - (p. 4062) : information du Parlement et de l'opinion publique - Installation de terminaux dans les deux assemblées et observations permanentes de télétel ; expérience de Vélizy - Introduction de nouveaux médias d'information en France et avenir de ces derniers - Télématique : problème industriel et socio-culturel - Informatique et télé-informatique, moyens du développement des PTT - Historique de l'utilisation de l'informatique : tri automatique, centraux téléphoniques électroniques - Place de la France sur le marché de l'électronique : accroissement des exportations - Comptes chèques postaux et expérience de monnaie électronique de Lyon - Répercussion de l'utilisation de l'informatique sur les services ouverts au public : téléphone, opérations financières - (p. 4063) : recyclage des agents des PTT ; expérience des appareils libre-service d'affranchissement - Rôle des PTT dans la vulgarisation des nouveaux moyens de communication - Création d'une mission « pour la télématisation des télécommunications » - Développement des techniques et augmentation de la « convivialité » entre les personnes - (p. 4064) : développement constant de la délématique et nécessité d'une information préalable du Parlement ; enjeux industriel et politique - Parlement et conséquences de l'introduction de techniques nouvelles sur la société française - Mise en place de structures d'information et de consultation - Problème de la circulation de plus en plus rapide de l'information et de l'extension du nombre de ses auditeurs : agora antique et agora actuelle à l'échelle de la planète.

SEMPE (Abel), sénateur du Gers (apparenté au groupe GD).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2726** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le Minitre de l'Agriculture : les **vins (mesures à prendre pour soutenir le cours des vins non logés)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (18 avril 1980) (p. 1391).

n° **2727** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 962) à M. le ministre de l'Agriculture : les **vins (mesures à prendre pour faire face à une production viticole excédentaire dans le Sud-ouest)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture (18 avril 1980) (p. 1391).

n° **2734** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 963) à M. le ministre de l'Agriculture : les **calamités agricoles (Gers : remboursement des prêts consentis pour calamités agricoles)** - Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (18 avril 1980) (p. 1392, 1393).

n° **2775** (JO Débats 10 mai 1980) (p. 1828) à M. le ministre de l'Education : le **ramassage scolaire (crédits d'Etat pour le transport scolaire dans le département du Gers)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education (20 juin 1980) (p. 2907).

Questions orales avec débat :

n° **266** (2 octobre 1979) à M. le ministre de l'Agriculture : les **vins (mesures à prendre pour soutenir le cours des vins non logés)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **267** (2 octobre 1979) à M. le ministre de l'Agriculture : les **vins (mesures à prendre pour faire face à une production viticole excédentaire dans le Sud-ouest)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 564) : sur l'amendement N° II-55 de la commission des finances (harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application), son sous-amendement N° II-115 : conditions d'attribution de la retraite de base pour les rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer réinstallés en métropole ; retiré - (p. 566) : rapatriés d'Algérie et droit au rachat de leurs cotisations.

— **Questions orales avec débat jointes : problèmes agricoles** - (28 octobre 1980) - (p. 4161) : agriculture et environnement - Politique spécifique de région pratiquée par le gouvernement - Sécurité des revenus agricoles et importance de l'environnement humain : problème de la désertification des campagnes, exemple du Gers - Progrès technique et bouleversement des structures traditionnelles - Importance des secteurs de l'agro-alimentaire et de la sous-traitance pour l'avenir de l'agriculture - Problème des jeunes agriculteurs - Rétablissement de l'indexation des prix agricoles, des quantums et des prix préférentiels - Coopératives et problèmes de leurs excédents en céréales ; débouchés potentiels de la Chine ou de l'Union soviétique - Prix de référence et prix français ;conséquences pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et pour la politique agricole commune d'un trop important stock de blé d'intervention - Nécessité d'une relance rapide des exportations - Problème du foie gras - Industrie agro-alimentaire : emplois, débouchés - Vin et Armagnac - (p. 4162) :protection des agriculteurs contre les calamités qui les affectent - Mesures sociales en faveur des agriculteurs - Nécessité de crédits pour l'enseignement agricole.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 3** (p. 5104) : soutient l'amendement n° 17de M. Jacques Moutet (réduction de la part de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures versée au fonds national de péréquation) - **Après l'art. 3 :** soutient l'amendement n° 6 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave (abrogation de l'art. 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix) - **Art. 4** (p. 5123) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), ses sous-amendements n° 66 ; mesures d'aide nationale à l'exportation et au soutien du marché intérieur pour l'armagnac, le calvados et le cognac ; rejeté ; n° 67 : plafonnement du droit de consommation au niveau de la moyenne pondérée de taxation dans la CEE ; rejeté ; et n° 146 : suppression de la majoration pour les whisky, gin et vodka ;devenu sans objet.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **156 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6383, 6384) : majoration des droits sur les alcools ; évolution de la situation des vignerons en Armagnac - Protestations du producteur ; rappelle les actions entreprises par certains exploitants - Refus du Gouvernement d'étaler la majoration sur 25 mois au lieu de 12 - Décision de la cour européenne et uniformisation des taxes - Politique de concentration dans le domaine des alcools et menace de faillite des petits producteurs - Rappelle son vote défavorable sur le budget en première lecture et refus des conclusions de la commission mixte paritaire.

SERAMY (Paul), sénateur de la Seine-et-Marne (UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767), puis réélu secrétaire.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à pallier la crise énergétique dans le domaine de l'habitat en favorisant la diversification des modes de chauffage, et en réglementant les procédés de ventilation (n° **197,** 1979-1980) (9 avril 1980) - **Energie.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à développer le potentiel hydraulique français (n° **223,** 1979-1980) (22 avril 1980) - **Energie hydraulique.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi (n° **476** rect., 1978-1979) relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (n° **229,** 1979-1980) (24 avril 1980) - **Musées.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi (n° **240,** 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **300,** 1979-1980) (9 juin 1980) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° **240,** 1979-1980) relatif aux formations professionnelles alternées, organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **322,** 1979-1980) (19 juin 1980) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi (n° **354,** 1979-1980) relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (n° **357,** 1979-1980) (27 juin 1980) - **Musées.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des **sapeurs-pompiers** professionnels (n° **376,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30juin 1980, JO Débats 3 octobre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rétablir une parité des moyens pour l'installation des **entreprises** industrielles sur l'ensemble du territoire national, par la suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° **387,** 1979-1980) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980, JO Débats 3°ctobre 1980).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des **sapeurs-pompiers** professionnels (n° **69,** 1980-1981) (4 novembre 1980).

Proposition de loi portant mesures destinées à réduire le **chômage** par le rajustement des seuils sociaux (n° **83,** 1980-1981) (4 novembre 1980).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97,** 1980-1981) de **finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Education** (n° **99,** tome **IV,** 1980-1981) (19 novembre 1980).

Proposition de loi tendant à prévoir l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **149,** 1980-1981) (5 décembre 1980) - **Participation des travailleurs.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2612** (JO Débats 20 novembre 1979) (p. 4098) à Mme le ministre des Universités : la **recherche scientifique (crédits pour la recherche dans les grandes écoles et le développement des enseignements générateurs d'innovations)** - Réponse Mme Alice Saunier-Séïté ministre des Universités, le 9 mai 1980 (p. 1813, 1814).

n° **2822** (JO Débats 10 septembre 1980) (p. 3647) à M. le ministre de l'Industrie : les **entreprises (difficultés d'installation des entreprises industrielles en Ile-de-France)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (17 octobre 1980) (p. 3941).

Questions orales avec débat :

n° **463** (12 novembre 1980) (p. 4561) à M. le ministre de l'agriculture : les **chevaux (élevage des chevaux).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - Rapporteur pour avis - **Art. 80** : sur l'amendement N° II-34 de la commission des lois, sous-amendements de la commission des affaires culturelles, N° II-249 : possibilité d'auto-saisine du conseil ; adopté ; N° II-250 : pouvoir d'affectation pour les postes de toutes les catégories d'enseignants ; adopté ; N° II-251 : répartition des charges entre les communes en matière de coopération scolaire ; retiré ; N° II-252 : compétence pour les rythmes scolaires ; adopté - (p. 1167) : notion d'enseignant et d'instituteur - **Art. 81** (p. 1171) : amendement N° II-97 de la commission des affaires culturelles : suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses ; rejeté - (p. 1174) : décentralisation de l'attribution des bourses et apparition d'inégalités entre les départements - (p. 1177) : transfert des bourses aux départements et accroissement des imperfections du système - **Art. 83** (p. 1186) : amendement N° II-99 de la commission des affaires culturelles : départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation ; retiré - (p. 1189) : problème de la prise en compte des transports préscolaires - Sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois (principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires), s'oppose au sous-amendement N° II-277 du Gouvernement (prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs).

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Lionel de Tinguy : principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation ; adopté - (p. 1233) : s'oppose à l'amendement N° II-130 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras et transformé en sous-amendement à l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics) - **Art. 85** *bis (nouveau)* (p. 1234) : amendement N° II-101 de la commission des affaires culturelles : pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire ; devenu sans

objet - (p. 1235) : s'oppose à l'amendement N° II-38 de la commission des lois (pouvoirs de fixation par la commune des heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement) - (p. 1236) : rythmes scolaires et nécessité d'une liberté communale ; maintien de l'enseignement religieux - **Art. 85** *ter (nouveau)* (p. 1237) : amendement N° II-102 de la commission des affaires culturelles : principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires ; adopté - (p. 1238) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° II-39 de la commission des lois (pouvoir de veto du préfet) et s'oppose au sous-amendement N° II-267 du gouvernement (ouverture du droit d'appel à l'autorité compétente aux associations des parents d'élèves) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1239) : amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles : coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit ; réservé - **Art. 85** *septies (nouveau)* (p. 1243) : amendement N° II-106 de la commission des affaires culturelles, identique à l'amendement N° II-43 de la commission des lois : attribution de la charge des écoles maternelles et élémentaires aux communes ; adopté - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1244) : amendement N° II-107 de la commission des affaires culturelles : conventions entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges ; retiré - (p. 1245) : fonctionnement et responsabilités du propriétaire - (p. 1246) : conflit entre l'Etat et les départements sur le partage des dépenses ; l'intégration des dépenses de fonctionnement et l'alourdissement des finances départementales - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1253) : s'oppose à l'amendement N° II-286 de la commission des lois (détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires) - Qualité du réseau des universités - Liaison entre enseignement supérieur et recherches.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Après l'art. 85** (p. 1287) : amendement N° II-103 de la commission des affaires culturelles : suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement ; retiré.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1423) : amendement n° II-105, précédemment réservé, de la commission des affaires culturelles : coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit ; adopté - (p. 1426) : sur cet amendement, accepte partiellement le sous-amendement n° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; - 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; - 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement).

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (30 avril 1980) - **Discussion générale** (p. 1658) : portée modeste du projet de loi - Nécessité d'un plan d'économies lié à un programme générateur de ressources nouvelles - Promotion de la recherche en matière d'énergie nouvelle - Importance du bois ; remise à l'honneur des conduits de fumée dans les habitations - (p. 1659) : utilisation des chûtes d'eau et protection de la pêche - Biomasse - Géothermie - Production d'alcools à partir de certaines céréales - Energie solaire et exemples étrangers - Précarburant et paille - Réalisme de toutes les solutions partielles.

Suite de la discussion (6 mai 1980) - **Après l'art. 15** *quinquies* (p. 1732) : sur l'amendement N° 34 de la commission (élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession ; régime de simple autorisation pour les petites entreprises), son sous-amendement N° 71 : conditions de fonctionnement des centrales électriques et respect de la nature ; adopté - Migration des poissons ; flore aquatique ; respect du site naturel - (p. 1737) : se déclare favorable à l'amendement N° 40 de M. Pierre Vallon (interdiction de détruire des conduits d'évacuation de fumée permettant le recours à des appareils de chauffage d'appoint - (p. 1738) : sa proposition de loi - Existence de cheminés et utilisation de combustibles autres que le bois : charbon.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1858) : son amendement N° 176 : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 54 de la commission des affaires économiques - **Art. 2** *quinquies* (p. 866) : son amendement N° 177 : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 59 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** (p. 1885) : son amendement N° 175 : suppression de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale ; rejeté.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 14** *bis* (p. 1903) : son amendement N° 174, identique aux amendements N° 11 de la commission des lois, N° 185 de M Pierre Louvot et N° 260 du gouvernement : suppression de cet article créant un livre foncier rural ; adopté - **Art. 22 B** (p. 1912) : soutient l'amendement N° 99 de M Charles Zwickert (contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles).

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** [n° **476 (78-79)**] - (27 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2170) : année du patrimoine - Protection du patrimoine : postes de gardiens, systèmes de protection - Projet de loi et disparition d'une lacune juridique ; définition de délits et de sanctions pénales - Absence jusqu'à maintenant, de sanctions et existence d'une seule action en responsabilité ; exemple de la colonne Vendôme - Extension de la protection aux biens culturels mobiliers - (p. 2171) : protection de l'ensemble des collections publiques classées ou non et article 257 du code pénal - Vol d'une oeuvre d'art et restitution contre rançon ; légèreté des sanctions prévues par l'article 308 du code pénal ; création par le projet d'une nouvelle infraction - Alignement du régime procédural de la police des musées, bibliothèques, archives et dépôts de fouilles sur celui des monuments historiques - Possibilité d'assermentation d'agents responsables de la conservation des biens culturels - Base juridique donnée au règlement intérieur des établissements conservant ou présentant des biens culturels - Action du Sénat en faveur du patrimoine français et dépôt des textes en première lecture sur le bureau du Sénat - (p. 2172) : modernisation du statut des architectes en chef des monuments historiques ; examen du projet de décret par le Conseil d'Etat - Modicité des moyens financiers du ministère de la culture - Vente de châteaux à l'étranger - Proposition d'adoption du projet.

Art. 2 (p. 2176) : amendements de la commission des affaires culturelles N° 1 : augmentation du montant maximum de l'amende pour délit de dégradation de monuments et d'objets d'intérêt public ; adopté ; N° 2 : protection des immeubles classés et inscrits ; adopté ; N° 3 : constitution de l'infraction contre le patrimoine ; adopté - **Art. 3** (p. 2178) : amendement N° 4 de la commission : application du principe de l'assermentation et décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 5** : demande le retrait de l'amendement N° 6 de M. James Marson (fermeture des lieux ou établissements concernés en cas de crimes ou de délits flagrants) - Proportionnalité entre les mesures conservatoires d'urgence et la gravité de l'acte justifiant ces mesures - **Art. 7** (p. 2179) : amendement N° 5 de la commission : suppression de cet article pour coordination ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p . 2565) : collaboration de la commission des affaires culturelles et de la commission des affaires sociales - Rappel du système existant de formation professionnelle - Accord interprofessionnel du 9 juillet 1970 et loi du 16 juillet 1971 sur la formation permanente - Promotion individuelle et impératifs économiques. - Insertion professionnelle des jeunes et absence ou

inadaptation de la formation initiale - (p. 2566) : critiques adressées au système scolaire et phénomène de l'abandon du système éducatif chez les jeunes - Etudes de motivation - Prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et absence de formation chez un tiers de chaque classe d'âge - Crise économique et problèmes de l'emploi - Inadéquation entre les formations dispensées et les qualifications exigées - Contrats emploi-formation - Apprentissage - Loi d'orientation du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique : séquences éducatives et stages en entreprises - (p. 2567) : insertion nécessaire de la formation par alternance dans le système éducatif - Champ d'application limité du projet - Souplesse du système proposé - Concertation entre le milieu éducatif et les milieux professionnels - Au nom de la commission, demande au Sénat d'adopter le projet de loi.

Avant l'art. 1 (p. 2580) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Hector Viron formations professionnelles alternées et place maintenue de la formation initiale assurée par l'enseignement public) - **Art. 1** (p. 2581) : s'oppose à la demande de réserve des art. 1 et 2jusqu'après l'examen de l'art. 2 *bis*, formulée par M. Geoffroy de Montalembert - **Art. 2** *bis* : amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles, identique à l'amendement n° 11 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée ; rejeté - Nécessité d'une pédagogie particulière, mais refus d'une rédaction qui privilégie l'expérience acquise en milieu professionnel - (p. 2582) : expérience professionnelle des stagiaires et des formateurs, évoquée par M. Lionel de Tinguy - S'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Danièle Bidard (concertation étendue aux élus du personnel des entreprises d'accueil et aux représentants des organisations syndicales) - **Art. 1** *(suite)* : amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles identique à l'amendement n° 6 de M. Pierre Sallenave : définition des formations alternées et notion de pédagogie particulière ; adopté - (p. 2583) : s'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Danièle Bidard (pratique des formations professionnelles alternées réservée aux établissements d'enseignement public - Amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles : formation pratique dispensée « sur les lieux de travail » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Hélène Luc (contrôle des programmes et de leur progression par concertation étendue, notamment, aux élus du personnel des entreprises et aux représentants des organisations syndicales - Amendement n° 45 de coordination de la commission des affaires culturelles ; adopté - (p. 2584) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Danièle Bidard (activité placée hors du planning de production - S'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Danièle Bidard (exclusion du champ d'application du projet des jeunes soumis à l'obligation scolaire) - Accepte l'amendement n° 8 de la commission des affaires sociales (suppression de la référence au contrat « de type particulier » - (p. 2585) : amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles : finalité de la formation alternée et préparation ou adaptation à un emploi ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 9 de la commission des affaires sociales - S'oppose à l'amendement n° 75 de Mme Danièle Bidard (finalité de la formation alternée et obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique - **Art. 2** : amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles : extension des dispositions de cet article aux diplômes de l'enseignement supérieur ; rejeté - Attestations de qualification homologuées - Système d'unités de valeur - Passerelles entre formations initiales et formations alternées - (p. 2586) : organisation de formations alternées dans l'enseignement supérieur - Formations à finalité professionnelle dans l'enseignement supérieur et alternance - Modicité des crédits disponibles pour la formation alternée et nécessité de dégager les priorités - Enseignement supérieur à finalité professionnelle et commission d'homologation - Amendement de coordination n° 49 de la commission des affaires culturelles ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bernard Talon (homologation a postériori de certaines formations réalisées par les entreprises) - Commission d'homologation et chambre d'enregistrement - **Art. 3** (p. 2588) : amendement n° 51 de la commission des affaires culturelles : constitution d'une commission des relations avec les professions nécessaire dans les seuls établissements délivrant une formation professionnelle alternée menant à une qualification ; retiré au profit de l'amendement identique n° 12 de la commission des affaires sociales - Amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles : pouvoir consultatif de la commission des relations avec les professions ; adopté - (p. 2589) : s'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Danièle Bidard (competence exclusive du conseil d'établissement - S'oppose à l'amendement n° 78 de Mme Danièle Bidard (suppression de l'alinéa relatif à la mise en place de la commission des relations avec les professions) - **Art. 4** : amendement n° 53 de la commission des affaires culturelles : durée minimale des enseignements théoriques et de la formation pratique ; adopté - (p. 2590) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. James Marson (parité entre l'enseignement théorique et la formation pratique) - **Art. 5** : amendements de forme n° 54 et n° 55, relatifs au décret en conseil d'Etat ; adoptés - création souhaitable d'un corps d'inspecteurs de formation professionnelle - **Art. 6** (p. 2591) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 et l'amendement de coordination n° 16 de la commission des affaires sociales - S'oppose à l'amendement n° 81 de M. Guy Schmauss (pouvoir de décision du comité d'entreprise sur l'organisation des formations alternées) - **Après l'art. 6**(p. 2592) : accepte l'amendement n° 17 de la commission des affaires sociales (information du comité régional de la formation professionnelle sur le bilan des types de formations alternées) - Accepte l'amendement n° 18 de la commission des affaires sociales (bilan social et information sur les modalités d'accueil des jeunes travailleurs) - **Art. 7** : amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles, identique à l'amendement n° 19 de la commission des affaires sociales : possibilité d'extension de la formule d'alternance à des stagiaires de la formation professionnelle ; adopté - **Art. 8** (p. 2593) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Pierre Louvot (suppression de cet article relatif à l'habilitation de l'entreprise) - (p. 2594) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmauss (compétence du comité départemental de la formation professionnelle pour délivrer l'habilitation) - Accepte l'amendement n° 20 de la commission des affaires sociales (avis du comité départemental de la formation professionnelle préalable à tout retrait d'habilitation) - S'oppose à l'amendement n° 83 de M. Guy Schmauss (prise en compte pour la délivrance de l'habilitation du maintien dans leur emploi des jeunes précédemment embauchés) - **Art. 8** *bis* (p. 2595) : sur l'amendement n° 59 de M. Paul Kauss (1° délivrance de l'habilitation en Alsace et en Moselle par les chambres de commerce et d'industrie ou les chambres de métiers « compétentes ; 2° qualification des responsables de la formation alternée identique à celle des responsables de l'apprentissage), accepte la première partie mais s'oppose à la deuxième partie - Absence de concurrence entre la formation alternée et l'apprentissage - **Art. 9** (p. 2596) : accepte l'amendement n° 21 de la commission des affaires sociales - 1° rédactionnel ; 2° suppression de la disposition relative à la surveillance médicale des stagiaires) - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard n° 84 (participation des organisations syndicales à la négociation de la convention) et n°85 (élargissement du champ de la convention) - **Après l'art. 9** (p. 2597) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Guy Schmaus (formation professionnelle alternée et emploi stable dans l'entreprise) - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (application aux stagiaires de toutes les dispositions du code du travail) - Accepte les amendements n° 22 de la commission des affaires sociales (addition à l'énumération des articles du code du travail applicables aux stagiaires, des articles relatifs à la médecine du travail) et n° 123 du Gouvernement (application de certaines dispositions du code rural aux stagiaires des entreprises agricoles - **Art. 11** (p. 2598) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 107 de M. Pierre Louvot (possibilité pour

l'établissement, l'organisme ou le service de formation de prendre en charge l'assurance obligatoire de responsabilité civile pour les dommages pouvant survenir du fait des stagiaires - **Art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. James Marson (rémunération du stagiaire au moins égale au SMIC ; taxation des profits des compagnies pétrolières - **Art. 13** (p. 2599) : accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission des affaires sociales - **Art. 14** : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission des affaires sociales ; s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Hélène Luc (nature du contrat : contrat de travail normal assorti d'un contrat de formation) - (p. 2600) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Pierre Louvot (fixation à 26 ans de la limite d'âge maximum du salarié - Accepte l'amendement de forme n° 25 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression de l'alinéa relatif au contrat d'apprentissage) - Accepte l'amendement n° 26 de la commission des affaires sociales (application aux salariés en alternance des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise) - **Après l'art. 14** : accepte l'amendement n° 27 de la commission des affaires sociales (insertion, à cet endroit, des dispositions de l'art. 15 : exclusion, pour prise en compte des droits au congé de formation, des titulaires de contrat de travail comprenant une formation) - (p. 2601) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (conditions de délivrance de l'habilitation du contrat de formation alternée ; préparation d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rémunération du salarié - **Art. 14** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (suppression de cet article relatif à la nature du contrat particulier) - **Art. 15** : accepte l'amendement n° 31 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 15** *bis* (p. 2602) : accepte l'amendement n° 124 du Gouvernement (possibilité de formation alternée dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée) - Amendement de forme n° 57 de la commission des affaires culturelles ; adopté - S'oppose aux amendements identiques n° 61 de M. Paul Kauss et n° 116 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à apprentissage) - (p. 2603) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar (maintien du salaire intégral pour le salarié titulaire d'un contrat de formation alternée) - (p. 2604) : accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission des affaires sociales - **Art. 14** *bis (suite)* : accepte l'amendement de coordination n° 28 de la commission des affaires sociales - Accepte l'amendement n° 122 de la commission des affaires sociales (critère d'activité professionnelle pris en compte pour le bénéfice des contrats de formation alternée) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission des affaires sociales - Amendement rédactionnel n° 127 de la commission des affaires culturelles ; adopté - (p. 2605) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de la commission des affaires sociales (priorité d'embauche à l'expiration du contrat) - **Art. 16** : accepte l'amendememt n° 33 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article pour coordination) - (p. 2606) : accepte l'amendement n° 34 de la commission des affaires sociales (référence à l'art. 15 *bis* relatif au contrat de formation alternée) - **Art. 16** *ter* : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission des affaires sociales - accepte l'amendement n° 36 de la commission des affaires sociales (compétence de la délégation du comité régional pour l'inscription de la formation sur la liste départementale - Accepte l'amendement n° 37 de la commission des affaires sociales (insertion à cet article de l'alinéa faisant référence aux conventions ou accords prévus à l'art. premier) - (p. 2607) : sur la possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale, accepte l'amendement n° 103 de M. Pierre Louvot et demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Geoffroy de Montalembert - **Après l'art. 16** *ter* (p. 2608) : accepte l'amendement n° 38 de la commission des affaires sociales (contrat emploi-formation comme type de contrat de travail comportant une formation alternée) - Accepte l'amendement n° 100 de la commission des affaires sociales (adaptation du contrat de formation alternée aux cas des aides familiaux et des associés d'exploitation en agriculture) - **Art. 17** (p. 2609) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmaus (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de cent salariés) - **Art. 18** : accepte l'amendement n° 39 de la commission des affaires sociales (fraction de la taxe d'apprentissage obligatoirement consacrée au financement des formations conduisant à l'acquisition d'une qualification) - (p. 2610) : précisions données par le secrétaire d'Etat sur la répartition de la taxe d'apprentissage ; quota d'apprentissage et quota d'alternance - Accepte l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission des affaires sociales - S'oppose aux amendements identiques n° 65 de M. Paul Kauss et n° 119 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Paul Kauss (suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance) - S'oppose également aux amendements n° 4 de M. Marcel Rudloff et 66 de M. Paul Kauss (modification des quotas consacrés à l'apprentissage et à l'alternance et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle) - **Art. 19** (p. 2611) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M.Bernard Talon (référence aux qualifications visées à l'art. 2) - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. James Marson (suppression de cet article relatif à l'aide de l'Etat aux entreprises) - (p. 2612) : accepte l'amendement de coordination n° 41de la commission des affaires sociales - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 67 de M. Paul Kauss (possibilité pour les compagnies consulaires de conclure avec l'Etat des conventions-cadres pour la formation alternée) - **Art. 20** *ter* : amendement n° 58 de la commission des affaires culturelles, identique à l'amendement n° 42 de la commission des affaires sociales : suppression de cet article relatif au financement des formations alternées, à titre transitoire, sur les crédits de la formation professionnelle continue ; adopté - (p. 2613) : intérêt des formations alternées et nécessité de poursuivre la politique de formation continue - Quotas de la formation professionnelle et de l'apprentissage - **Art. 20** *quater* (p. 2614) : accepte les amendements identiques, n° 68de M. Paul Kauss et n° 121 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Paul Kauss (suppression de la disposition limitant à l'industrie le bénéfice de l'exonération des charges sociales pour les contrats de formation alternée) - **Art. 21** : accepte les amendements de coordination identiques n° 69 de M. Paul Kauss et n° 98 de M. Marcel Rudloff.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [**n° 322 (79-80)**] - (26 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3181, 3182) : déroulement des travaux de la commission mixte paritaire - Définition des formations en alternance - Adaptation à un emploi - Application à l'enseignement supérieur - Procédure d'homologation a posteriori pour les formations industrielles - Commission des relations avec les professions - Consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel - Bilan social - Champ d'application des formations alternées - Conditions dérogatoires de délivrance des habilitations dans les départements d'Alsace et de Moselle - Surveillance médicale des stagiaires - Souscription d'assurances - Contrats de travail - (p. 3183) : dispositions diverses - Conventions-cadres conclues avec l'Etat - Financement des formations alternées - Hommage à M. *Jean de Bagneux.*

Art. 20 *ter* (p. 3187) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (imputation à titre transitoire du financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) - Caractère transitoire de cette mesure ; nécessité de moyens nouveaux de financement.

— Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance - *Deuxième*

lecture [n° **354 (79-80)**] - (30 juin 1980) - Rapporteur.— **Discussion générale** (p. 3387) : unification du régime des sanctions - Organisation de la répression des tentatives de chantage et accroissement des pouvoirs donnés aux responsables et gardiens des collections - Qualité du rapport présenté à l'Assemblée nationale par M. Fuchs - Application des articles 254 et 255 du code pénal - Qualité des amendements présentés par l'Assemblée nationale - Application des sanctions au vandalisme contre les objets mobiliers du patrimoine historique ; article 257 du code pénal - (p. 3388) : incorporation des dispositions de la loi de 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques et de la loi de 1961 relative à la police des épaves maritimes. Cas d'aggravation de la répression - Nécessité de moderniser le statut des architectes en chef des monuments historiques - Augmentation des crédits réservés au patrimoine - Proposition d'adoption conforme du texte.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Après l'art. 19** (p. 3845) : son amendement n° 63, déposé avec M. Pierre Vallon et soutenu par M. Guy Robert : attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche ; rejeté.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4937) : son amendement n° 14, déposé avec M. Pierre Vallon : subvention spéciale de fonctionnement affectée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet - (p. 4941) : solution de pis-aller de l'affectation du reliquat comptable disponible - Manquement à l'esprit du texte voté en avril 1980.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 11** (p. 4982) : se déclare défavorable à l'amendement n° 10 de la commission des lois (départements touristiques d'accueil et attribution d'une dotation supplémentaire ; redistribution de cette dotation aux communes en fonction de leur population saisonnière).

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Culture et communication (25 novembre 1980) - (p. 5294) : politique d'austérité économique et répercussion sur le budget de la culture - Ministère et soutien du pluralisme et du potentiel de création artistique - Nécessité d'une décentralisation culturelle - Sort réservé aux musées d'instruments de musique et aux musées des instruments anciens du conservatoire - Chanson française et pillage légal par les magnétophones et les bandes magnétiques vierges ; taxation des matériels à l'instar des machines à photocopier - (p. 5295) : rejet en 1976 par l'Assemblée nationale d'une taxe sur les magnétophones - Problème analogue posé par les utilisations du magnétoscope - Chanson française et chanson étrangère ; proportion de diffusion sur les ondes nationales - Programmation de concerts conventionnés ; rôle des associations d'animation culturelle dites « agréées » ; subvention aux associations organisant des festivals - Situation des conservateurs et des gardiens de musées ; rémunération ; problèmes de statuts et insuffisance des effectifs pour les gardiens ; politique des loisirs et formation professionnelle des gardiens de musée - Statut des architectes en chef des monuments historiques - Incertitude sur le renforcement des services extérieurs de l'administration du patrimoine ; administration de rattachement des architectes des bâtiments de France

Universités (5 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5848) : amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles : réduction indicative des crédits du titre III concernant le nombre de postes d'élèves des écoles normales supérieures ; rejeté - Plaidoyer en faveur de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche - (p. 5849) : permanence du problème posé par les écoles normales supérieures .

Education (5 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5854) : rend hommage au Président *Adolphe Chauvin,* précédent rapporteur du budget de l'éducation - Bouleversement du système éducatif ; son désaccord avec la réalité ; inquiétude des familles, doute des enseignants - Nécessité de créer de nouveaux systèmes éducatifs - Faiblesse des crédits destinés aux bourses scolaires et éventualité de leur transfert aux départements - Progression des crédits consacrés au transport scolaire - Nécessité de majorer les dépenses d'équipement - Causes du malaise de l'enseignement : réforme du Collège unique et tentative de correction des inégalités sociales ; non application du principe de l'unité d'enseignement - Faiblesse des actions de soutien et d'approfondissement - (p. 5855) : conséquences de l'appauvrissement de l'enseignement primaire ; augmentation du nombre des élèves redoublant la dernière classe primaire - Passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire et traumatisme ressenti par nombre d'élèves - Divorce existant entre la collectivité nationale et son école ; restauration de la crédibilité : qualité de l'enseignement et recrutement des personnels - Revalorisation du personnel enseignant et intégration des auxiliaires dans les corps titulaires d'adjoints d'enseignement et des professeurs d'enseignement général de collège (PEGC) - Attitude des syndicats d'enseignants - Priorité donnée à la formation continue des maîtres du premier degré ; problème de leur recrutement ; refonte des programmes du premier cycle - Nécessité d'une politique efficace de l'éducation - Système éducatif actuel et lacunes dans la formation des citoyens - (p. 5856) : formation professionnelle et problème de la sélection ; difficultés des mécanismes d'orientation - Système éducatif et correction des inégalités sociales - Demande l'adoption des crédits de ce budget

SERUSCLAT (Franck), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et l'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur sa proposition de loi (n° **346**, 1978-1979) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la discrimination sexiste (n° **316**, 1979-1980) (17 juin 1980) - **Femmes.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2613** (JO Débats 22 novembre 1979) (p. 4267) à M. le ministre de l'éducation : l'**enseignement privé (inscription d'office, aux budgets des communes des dépenses de fonctionnement des écoles, sous contrat d'association)** - Réponse de M. Christian Beullac ministre de l'éducation (7 novembre 1980) (p. 4509, 4510).

Questions orales avec débat :

n° **357** (2 avril 1980) (p. 936) à M. le ministre de l'Education : les **enseignants (suppression de postes et fermetures de classes)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564 et suivantes.).

n° **381** (9 mai 1980) (p. 1806) à M. le ministre de l'Intérieur : les **manifestations (manifestation silencieuse organisée par le comité « Droits de l'homme Moscou 1980 » devant l'ambassade d'URSS).**

n° **461** (31 octobre 1980) (p. 4326) à M. le ministre de l'Education : **l'enseignement secondaire (crédits affectés à l'académie de Lyon).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 480) : diversité des formes de la coopération agricole.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 598) : importance de l'installation des jeunes agriculteurs - Faiblesse des prêts à long terme et à faible intérêt - Ouverture de l'agriculture au circuit des multinationales - Menaces sur le statut du fermage - Maîtrise des coûts et libération des prix ; absence de préemption par les SAFER - (p. 599) : participation des SAFER aux groupements fonciers agricoles (GFA) - Contrôle de l'évolution des structures - (p. 605) : son amendement N° III-167 : détermination de la valeur agronomique des terres agricoles ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° III-301 du gouvernement puis rejeté le 5 mars 1980 - (p. 607) : son amendement N° III-168 : composition paritaire des commissions communales ou intercommunales ; rejeté le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 644) : pouvoirs donnés aux services des domaines et aux SAFER pour maîtriser les coûts - (p. 645) : absence de définition claire de la valeur de rendement et de la valeur vénale - (p. 646) : commission communale et prise en compte du rôle du conseil municipal - Déclare que le groupe socialiste vote contre l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - **Après l'art. 14** (p. 650) : le groupe socialiste votera contre l'amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques (mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne) - (p. 657) : libéralisme et centralisme - Antinomie entre déconcentration et développement des responsabilités des collectivités locales - Prix du terrain et droit de contestation pour la SAFER - (p. 658) : cas d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) en zône d'aménagement concerté (ZAC) ; le droit de contestation appartenant au vendeur - Déclare le groupe socialiste favorable à l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ;saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance) - (p. 661) :volonté de faire prévaloir l'avis de la SAFER sur les intérêts privés spéculatifs.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 673) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), son sous-amendement N° III-251 : retrait de la vente du bien par le vendeur, avant la saisine du juge, et maintien du droit de préemption en cas de remise en vente ; rejeté - (p. 677) : existence de baux de complaisance - (p. 679) : déclare que le groupe socialiste votera contre l'amendement N° III-144, précédemment réservé, de MM. Charles Beaupetit et René Touzet - **Art. 15** (p. 684) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement N° III-56 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée) - (p. 685) : déclare que le groupe socialiste s'abstiendra dans le vote des amendements N° III-328 du gouvernement (refus d'octroi de prêts bonifiés et supériorité de la valeur de cession sur la valeur vénale), N° III-79 de la commission des lois (octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée) et N° III-274 de M. Paul Girod (diminution du montant du prêt bonifié en fonction de l'importance de l'écart entre valeur vénale et prix de cession) - **Art. 16** (p. 693) : incitation fiscale et justice fiscale - Successions et incidences sur les rapports au sein de la famille - Déclare que le groupe socialiste votera l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes - 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit) - (p. 626) : déclare que le groupe socialiste ne votera pas l'amendement N° III-313 du gouvernement (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 20** (p. 763) : soutient l'amendement N° III-170 de MM. Roger Rinchet et René Chazelle (conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne) - **Après l'art. 20** (p. 764) : se déclare favorable à l'amendement N° III-13 de M. Roland Boscary-Monsservin (possibilité de sursis au partage pendant trois ans pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ses études agricoles) - Analogie avec le cas de succession en matière de pharmacie - (p. 765) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement N° III-89 de la commission des lois (possibilité de sursis au partage pendant deux ans pour permettre l'installation de l'un des indivisaires au terme de ce délai) - **Art. 21** *bis* (p. 766) : problèmes de fond posés par certains art. du projet - Composition du Conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire : exploitants agricoles ; industriels du secteur agro-alimentaire ; industriels du matériel agricole - Critère de rentabilité - (p. 767) : opérations frauduleuses : bail de complaisance - Utilisation du circuit bancaire : rôle confié aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et possibilités données aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) - Tendance à la concentration en agriculture et nécessité de la décentralisation - Concentration urbaine - Bureaucratie et respect de l'homme - Amendements du groupe socialiste - (p. 770) : appel au capital extérieur et risque de le décourager par la limitation de ses pouvoirs - (p. 772) : son amendement N° III-171 : obligation de bail emphytéotique et de garantie d'inventaire en cas d'ouverture du groupement foncier agricole aux sociétés civiles de placement immobilier ; devenu sans objet - Sécurité des exploitants - Statut du fermage - (p. 775) : se déclare favorable à l'amendement N° III-62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un GFA) - (p. 777) : risque présenté par l'appel au capital extérieur sans contrôle suffisant - **Art. 22 B** (p. 783) : son amendement N° III-174 : extension de la procédure de contrôle des structures des exploitations agricoles ; rejeté - L'existence d'un contrôle total dès à présent dans 30 départements français.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - **Chapitre IV du Titre II** (p. 1149) : importance du débat sur les collectivités locales - Nécessité d'un débat au fond sur l'enseignement - Inquiétude des parents et du monde enseignant - Education et rigueur économique - « Pause » démographique et amélioration de la qualité de l'enseignement - Persistance de l'école comme « fille de la caserne » - (p. 1150) : fixation de l'âge de l'entrée dans le milieu scolaire - Réduction du rôle du service public et des engagements financiers de l'Etat - Absence de moyens financiers accordés aux collectivités locales - Départementalisation et instauration d'une égalité entre les départements - Inégalité et ségrégation au sein des classes - Notion de « surdoués » - Demande d'un collectif budgétaire - (p. 1152) : participation du ministre du budget ou du Premier ministre au débat et conséquences financières du projet - (p. 1153) : nécessité d'un débat au fond - Coût d'une grève et coût d'un enseignement mal adapté - **Art. 80** (p. 1160) : sur l'amendement N° II-34 de

la commission des lois (principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation), son sous-amendement N° II-170 : substitution du conseil de l'éducation aux autres organismes sauf avis contraire du conseil général ; rejeté - (p. 1163) : ses amendements N° II-126 (composition tripartite du conseil ; participation des élus, des représentants du personnel et des usagers) devenu sans objet ; et N° II-127 : consultation obligatoire du conseil de l'éducation sur toutes questions intéressant celui-ci ;devenu sans objet - (p. 1164) : choix et compétence des délégués départementaux - (p. 1165) : engagement du Gouvernement à faire participer les délégués de l'éducation nationale au conseil - (p. 1166) : liberté laissée au conseil de l'éducation de consulter les conseillers départementaux de l'éducation - (p. 1167) : emploi du terme « enseignants » - (p. 1169) : possibilité de réunion en formation spéciale du conseil de l'éducation - **Après l'art. 80** (p. 1170) : démembrement de l'Etat et consultation des conseils municipaux - (p. 1171) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement N° II-230 de Mme Hélène Luc (cartes scolaires et nécessité de l'accord du conseil municipal concerné) - Etablissement de la carte scolaire et maîtrise des sols - **Art. 81** (p. 1174) : gratuité scolaire et modalités du transfert des bourses aux départements - Se déclare favorable aux amendements N° II-97 de la commission des affaires culturelles et N° II-156 de M.René Billères, soutenu par M. Jean Béranger (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses) - **Art. 81** (p. 1179) : son amendement N° II-128 : crédits nécessaires au financement de l'aide minimum et détermination des modalités du versement étatique par décret en Conseil d'Etat ; réservé - (p. 1182) : détermination par la loi du montant de l'aide minimum ; la liberté laissée aux départements pour les conditions d'octroi - **Art. 83** (p. 1185) : son amendement N° II-129 : financement des transports scolaires à la charge des départements ; rejeté - (p. 1189) : menaces de désengagement financier de l'Etat.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : son amendement N° II-130 soutenu par M. Michel Darras : principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° II-100 de M. Paul Séramy puis rejeté.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1274) : indemnité de logement des instituteurs et création d'une dotation particulière au sein de la dotation globale de fonctionnement - Méthode de calcul de cette indemnité et son évolution en fonction de la TVA - (p. 1275) : augmentation réelle du coût des logements - (p. 1279) : son amendement N° II-134, soutenu par M. Louis Perrein : formes et évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales ; transformé en sous-amendement à l'amendement N° II-282 du Gouvernement puis retiré - (p. 1282) : transfert de compétences et faiblesse de la compensation financière immédiate - Transfert par l'Etat sur les budgets des collectivités locales de sommes dues à ces collectivités - Hauteur des compensations financières et compétence exclusive de l'Etat - (p. 1283) : pouvoirs du comité des finances locales et nécessité de « contraindre » le Gouvernement à la consulter - **Après l'art. 85** (p. 1287) : son amendement N° II-131 : non-inscription de l'indemnité de logement des enseignants au budget des collectivités locales sauf compensation financière de l'Etat ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1289) : sur l'amendement N° II-40 de la commission des lois (principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune), son sous-amendement N° II-289, soutenu par M. Michel Darras : distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1291) : différence entre dotation particulière et concours particuliers - Crédits affectés aux indemnités de logement et nombre d'instituteurs - (p. 1297) : ressources des collectivités locales : impôts locaux et part des impôts nationaux - Fermetures de classes et refus par le Gouvernement d'un collectif budgétaire - Vote défavorable du groupe socialiste à l'amendement N° II-40 de la commission des lois et, sur cet amendement, au sous-amendement N° II-290 du Gouvernement (création d'une dotation spéciale attribuée aux communes proportionnellement au nombre d'instituteurs rattachés à cette commune).

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1322) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement n° II-94 de la commission des affaires sociales (révision des barèmes d'aide sociale) et sur cet amendement, au sous-amendement n° II-53 de la commission des lois (mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé, subordonnée à la révision du barème) - **Après l'art. 88** (p. 1326) : sur l'amendement n° II-284 du gouvernement (remboursement intégral des sommes restant dues par l'État aux départements au titre de l'aide sociale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État), son sous-amendement n° II-288 : délai maximum de deux ans pour ces remboursements ; rejeté - Malentendu provoqué dans le débat sur le remboursement des indemnités de logement des instituteurs - (p. 1341) : insuffisance de l'amendement n° II-57 de la commission des lois (rapport du gouvernement au parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II) - Incertitudes sur les suites que le gouvernement donnera à ce rapport - **Art. 91** (p. 1356) : son amendement n° II-135 : possibilité de recours en cas de préjudice direct ou indirect ; retiré - (p. 1357) : votera contre cet article, compte tenu des difficultés d'interprétation - **Après l'art. 91** (p. 1364) : son amendement n° II-128 : modalités de versement par l'État des sommes dues aux départements en matière de bourses ; retiré.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1427) : sur l'amendement n° II-105, précédemment réservé, de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) se déclare défavorable au sous-amendement n° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois (1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré) ; - 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; - 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement) - Distinction entre éducation et enseignement ; développement de l'enseignement à caractère propre et l'incidence de la loi Guermeur - Mission laïque et nationale des établissements publics - « Racket » en faveur de l'école privée au détriment de l'école publique - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1434) : projet de loi et contribution à l'installation d'une « monarchie élective de référence orléaniste » - Absence de ressources nouvelles et diminution des ressources existantes ; les exemples de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle - (p. 1435) : menaces sur les services publics et effacement de ces structures essentielles à la République - Passage de la notion de solidarité à celle de prise en charge - Démocratie et collectivité locales - Décentralisation et rôle de la région - Insuffisance des moyens financiers locaux et réduction de la commune à la gestion d'un bilan économique - Indemnité de logement des instituteurs - Pouvoirs particuliers conférés aux départements et aux préfets - Abus du mot « liberté » - Changement de la mission de la commune - Insuffisance des moyens financiers communaux et rôle du trésorier payeur général - Libéralisme économique et emprunts communaux - Tendance à la « désadministration » des citoyens - Inefficacité de la dotation globale d'équipement - Inégalité instaurée entre les élus locaux - Fonction publique communale - (p. 1436) : générosité de l'exposé des motifs et des promesses et caractère de faux-semblant des textes.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1575) : mesures gouvernementales et inquiétude des enseignants et des parents - (p. 1576) : privatisation de l'enseignement ; cas de l'enseignement

agricole - Absence d'un grand débat sur l'éducation - Situation de l'enseignement primaire et projet de loi relatif au développement des responsabilités locales ; désengagement financier de l'Etat - Réduction du temps de vie de l'enfant à l'école - Adaptation de l'école au tourisme, au transport et à l'automobile - Création d'un service privé « élitiste » - Inadaptation de l'école - (p. 1577) : création de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement en 1951 - Loi Barangé et attribution de fonds publics aux écoles privées - Loi Debré et attribution d'une mission d'intérêt général au privé - Principe de l'association d'écoles sans assimilation et loi Pompidou - Loi Guermeur et enseignement agricole privé - Qualité des réalisations gouvernementales ; construction des CES - Situation des maîtres auxiliaires et formation des enseignants - Réforme Haby et mise en place du collège unique - Grève dans le public et valeur de l'enseignement privé - Répartition des frais de fonctionnement des établissements recevant des enfants d'autres communes et priorité à l'enseignement privé - (p. 1578) : écoles privées et démantèlement du service public - Nécessité d'un débat sur l'éducation - Exclusion des enfants des travailleurs et entrée prématurée sur le marché du travail - Pause démographique et mise en route de la « révolution copernicienne » - Formation des maîtres - Désengagement financier de l'Etat - (p. 1584) : absence d'école maternelles dans des communes du département du Rhône.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 14** *bis* **C** (p. 1890) : son amendement N° 138, soutenu par M Maurice Janetti : organisations syndicales représentatives au niveau national et organisations départementales ;rejeté.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 B** (p. 1912) : ses amendements soutenus par M. Roland Grimaldi N° 170 : contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles ; rejeté ; et N° 139 : schéma directeur des structures agricoles et participation du Conseil général ; rejeté.
Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2048) : son amendement N° 154 : suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière ; retiré au profit de l'amendement identique N° 95 de la commission des affaires économiques - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2065) : son amendement N° 136 : en cas de retrait du bien de la vente, impossibilité de cession à bail de complaisance avec vente à terme ; rejeté - (p. 2068) : droit de préemption des SAFER, demande en révision de prix et rôle des commissaires du gouvernement - Vote favorable du groupe socialiste à l'amendement N° 72 de la commission des affaires économiques (procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire) - (p. 2073) : son amendement N° 137 :en cas de transmission par succession ou de mutation à titre gratuit,droit de préemption des SAFER sur la partie des terrains excédant une superficie déterminée ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 2091) : nécessité de réprimer le viol - (p. 2092) : dédain du gouvernement pour les assemblées parlementaires - Conception orléaniste de la vie parlementaire - Débat budgétaire et artifices de procédure employés par le gouvernement - Anormalité des conditions de travail des parlementaires.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3030) : son intervention lue par M. *Gilbert Belin.*

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 3** (p. 3178) : soutient les amendements n° 13 et 14 de M. Henri Tournan (statut du personnel du SEITA) - Soutient l'amendement n° 15 de M. Henri Tournan (garantie des retraites) - (p. 3179) : gestion du personnel des entreprises nationales du secteur concurrentiel ; exemple de la régie Renault, cité par le ministre - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3181) : absence de justification de la transformation du statut du SEITA - Démantèlement du service public en France - Causes réelles du déficit du SEITA - Vote du groupe socialiste contre le projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** [n° **287 (79-80)**] - (29 juin 1980) - **Art. 9** (p. 3361) : à propos de l'amendement n° 20 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article, relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux), intervient sur la multiplication des numérus clausus - (p. 3362) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (prise en compte, pour la limitation du nombre d'étudiants, du double critère des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques).

— **Conclusions du rapport de M. Franck Sérusclat** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale, sur la **proposition de loi de M. Franck Sérusclat et plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la discrimination sexiste** [n° **346 (78-79)**] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3372) : historique de l'affirmation des droits égaux de l'homme et de la femme - Egalité des droits civiques - Rôle de la loi dans l'évolution des moeurs - Réforme du code civil - Choix du domicile conjugal - Exercice d'une profession - Autorité parentale - Répression en cas d'adultère - Situation de la femme au regard du code du travail : principe d'égalité des rémunérations - (p. 3373) : égalité en matière d'embauche et de licenciement - Egalité fiscale - Création de facilités supplémentaires pour les femmes et discrimination positive : exemple de la suppression des limites d'âge pour les concours ou pour l'accès aux universités - Rôle du système éducatif :lutte contre les stéréotypes - Conclusions du rapport Baudouin : droit pour les associations de se porter partie civile - Délits de diffamation et de provocation - Position unanime de la commission des lois en faveur de la proposition en examen - (p. 3375) : intervention du ministre sur l'accord de principe du gouvernement et réserves introduites.

Art. 2 (p. 3376) : s'oppose à l'amendement n° 1 du gouvernement (suppression de cet article modifiant l'art. 24 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse) - Risque d'excès évoqué par le ministre et confiance en la justice - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 2 du gouvernement (modification de l'art. 32 de la loi de 1881, relatif au délit de diffamation) - **Art. 4** : opposition à l'amendement n° 3 du gouvernement (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 5** (p. 3377) : opposition à l'amendement n° 4 du gouvernement (suppression de cet article pour coordination) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3377) : vote unanime de la commission des lois favorable au projet.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4471) : projet de circonstance ou élément d'un ensemble visant à remettre en cause les droits des travailleurs - Utilisation des sondages - Recours abusif à la procédure d'urgence - Préoccupations électoralistes - (p. 4472) : protection de la personne et protection des biens - Contraventions et délits - Apparition de nouveaux délits : modification des articles du code pénal relatifs à la police des chemins de fer et répression contre les mouvements sociaux - Contrôles d'identité : institution de la carte d'identité par le régime de Vichy ; rétention - Utilisation à des fins politiques de la loi anti-casseurs - Justice de classe - Régime libéral et utilisation du sentiment de peur de la population - Décisions antérieures du Conseil constitutionnel contre la loi sur les associations, en 1971, et contre la fouille des véhicules, en 1977 - Vote du groupe socialiste contre le projet - (p. 4478) : existence réelle d'un défi de la violence et inaptitude du projet à le résoudre - (p. 4482) :

prévention de la délinquance, évoquée par M. Alain Peyrefitte à propos des contrôles d'identité, et bavures policières à l'occasion de ces contrôles.

Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Art. 1** (p. 4519) : se déclare favorable à l'amendement n° I-178 de M. Charles Lederman (suppression de cet article définissant les principes du projet de loi) - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4529) : notion de « fait matériel » ; rapprochement avec un « projet intellectuel » ; cite les héros du livre de Jules Romain « Les copains » - *Art. 268 du code pénal* (p. 4535) : nécessité d'éviter la délation - Se déclare favorable à l'amendement I-18 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite).

Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 309 du code pénal* (p. 4565) : se déclare favorable à l'amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini (coups et blessures et incapacité de travail) - *Art. 310 du code pénal* (p. 4571) : lésion grave et définitive ou infirmité permanente - (p. 4573) : délai d'examen du projet et conditions de travail du Parlement - **Art. 10** (p. 4581, 4582) : à propos de l'amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous (protection pénale de l'enfance martyre), intervient sur les sévices à enfants dans les grands ensembles et sur les causes profondes de ces situations - **Art. 11** (p. 4587) : intervient sur l'accusation de conservatisme opposée par le ministre de la justice à un sénateur socialiste - Attaque du garde des sceaux contre le journal *Le Monde* - (p. 4593) : se déclare favorable à l'amendement n° I-43 de M. Félix Ciccolini (suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'entrée par ruse) - Répression de la grande violence ou répression des contestations sociales.

Suite de la discussion (13 novembre 1980) - **Art. 12bis** (p. 4620) : Répression de la banqueroute frauduleuse - **Art. 13** - *Art. 434 du Code pénal* (p. 4623) : se déclare favorable à l'amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini (destruction ou détérioration commise par plusieurs personnes ; suppression des sanctions) - (p. 4625) : désuétude des textes invoqués par le gouvernement ; notion de détérioration indirecte à préciser - **Art. 7A** *(suite)* - *Art. 266 du code pénal :* (p. 4636) : incrimination d'association de malfaiteurs et question au gouvernement sur la notion de détérioration par tout autre moyen - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4643) : droit de grève et défense des libertés - se déclare favorable à l'amendement n° I-182 de M. Charles Lederman identique à l'amendement n° I-186 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains) - (p. 4645) : se déclare favorable à l'amendement n° I-146 de la commission (suppression des dispositions de cet article relatives aux destructions et dommages aux voies et installations) - **Art. 3** (p. 4654) : se déclare favorable à l'amendement n° I-4 de M.Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions de cet article concernant l'élargissement des cas de récidive en matière correctionnelle) - Se déclare favorable à l'amendement n° I-71 de la commission (récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature).

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** - *Art. 463-1 du code pénal* (p. 4676) : lourdeur de la responsabilité des gros trafiquants d'héroïne et de cocaïne - (p. 4677) : législation draconienne en ce qui concerne le hachisch - Nocivité comparée de la nicotine, de l'alcool et du hachisch - (p. 4678) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-72 de la commission des lois (délits et principe des peines planchers ; distinction entre les délinquants primaires et les autres) - **Art. 5** *bis* (p. 4680) : se déclare favorable à l'amendement n° I-6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution) - **Art. 6** (p. 4686) : se déclare favorable à l'amendement n° I-7 de M.Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 47** *bis* (p. 4831) : se déclare favorable aux amendements identiques N° II-57 de M. Jean Geoffroy, N° II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et N° II-181 de M. Henri Caillavet (suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité) - Contrôles d'identité et assassinat du juge Renaud - **Art. 47** *ter* (p. 4834) : nécessité pour le Sénat de débattre sur cet article du projet concernant le droit de rétention pour vérification d'identité - Contrôles d'identité et contestataires politiques - **Rappel au règlement** (p. 4835) : vote par division de l'article 47 *ter* concernant le droit de rétention pour vérification d'identité.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *ter (suite)* (p. 4855) : substitution de la notion de vérification d'identité à celle de contrôle d'identité pesant sur tout « citoyen honnête de ce pays » - Se déclare défavorable à l'amendement N° II-110 de la commission des lois (principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé) - Sur cet amendement, se déclare défavorable aux sous-amendements du gouvernement N° II-172 (droit de l'intéressé d'en référer au procureur de la République et possibilité de poursuivre ou de mettre fin à la rétention pour contrôle d'identité), N° II-213 (contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public) et N° II-197 (contrôle d'identité et pouvoir de l'agent de police judiciaire adjoint) - (p. 4856) : se déclare favorable à l'amendement N° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle et impossibilité de justifier de son identité ; octroi d'un délai de 48 heures pour se présenter devant un officier de police judiciaire) - **Après l'article 61** (p. 4886) : nécessité de renforcer la défense de l'accusé - Se déclare favorable à l'amendement N° III-32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit au concours d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4894) : importance et complexité du débat mené - Projet de loi et esprit de défiance vis-à-vis de l'homme - Confiscation du pouvoir et asservissement de l'homme - Application de la loi à toutes les contestations sociales et politiques.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4922, 4923) : taux de progression de la dotation globale de fonctionnement et inflation - Comparaison avec l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Circulaire du Gouvernement relative à la clôture du budget au 31 décembre 1980 pour les investissements et au 30 janvier 1981 pour le fonctionnement - Concours particuliers - Indemnité de logement des instituteurs et compromis obtenu lors de l'examen par le Sénat du projet de loi relatif au développement des responsabilités des collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement et dotation globale d'équipement - Perspectives d'avenir de la taxe professionnelle - Vote des taux et non des produits des taxes - Ambiguité de la notion de potentiel fiscal - Exemple des communes forestières - Potentiel fiscal et indicateur de charges - Progression de la dotation de péréquation - (p. 4924) : transferts de charges de l'Etat aux collectivités locales.

Art. 6 (p. 4943) : prélèvement opéré sur les sommes destinées aux communes par l'affectation du reliquat à l'indemnité de logement - Nécessité du remboursement de l'indemnité de logement par l'Etat - (p. 4944) : affectation du reliquat au remboursement de ces indemnités et engrenage imposé par le Gouvernement - **Art. 7** (p. 4948) : se déclare opposé à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - **Après l'art. 6** (p. 4949) : son amendement n° 41, soutenu par M. Louis Perrein : fixation par le conseil municipal de l'indemnité représentative de logement, dans les communes de 9.000 habitants et plus ; retiré - **Après l'art. 8** (p. 4957) : son amendement n° 55, soutenu par M. Louis Perrein : dotation spéciale des communes centres ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4974) : son amendement n° 56, soutenu par M. Louis Perrein : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation ; rejeté - **Art. 11** (p. 4983) ; se déclare favorable à l'amendement n° 60 de M. Louis Perrein (dotation supplémentaire aux départements d'accueil touristique) - **Explication de vote** (p. 4988) : limitation de l'aide accordée aux communes - Sort des communes lié à l'évolution économique et ressources de la TVA - Refus d'une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs - Caractère positif de la DGF, mais refus de vote du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - (p. 5409) : augmentation des crédits destinés à la sécurité des biens et problème du chômage et du plein emploi - Présentation du budget du ministère de l'intérieur et confusion volontairement entretenue - (p. 5410) : remboursement de la TVA : crédits du Fonds de compensation et retard de deux ans - Institution prochaine de la dotation globale d'équipement - Examen par l'Assemblée nationale du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales et déclaration du gouvernement sur la pause souhaitable des investissements des collectivités locales : désengagement financier de l'Etat en matière d'équipement et engagement antérieur de l'indexation de la dotation globale d'équipement sur la formation brute de capital fixe des administrations - Examen récent du projet de loi sur la dotation globale de fonctionnement et historique de l'institution de cette dotation : taxe locale, taxe sur les salaires, versement représentatif (VRTS), rattachement à la TVA - Evolution de la dotation globale de fonctionnement, comparée à celle de l'ancien VRTS - Imputation sur la dotation globale de fonctionnement du remboursement des indemnités de logement des instituteurs - (p. 5411) : diminution de la cotisation-retraite pour le personnel des collectivités locales et démission du président de l'organisme de concertation - Recouvrement des frais d'assiette et de dégrèvement - Erreurs commises en matière de taxe professionnelle et coût pour les collectivités locales - Participation des collectivités locales à la sécurité civile - Désengagement de l'Etat et transfert de charges - Obligation pour les communes de recourir à l'emprunt et augmentation des taux d'intérêt - Difficultés de l'auto-financement - Besoins d'équipement des collectivités locales : voirie, assainissement - Critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement - (p. 5412) : amélioration nécessaire du fonctionnement des tribunaux administratifs ; augmentation du nombre des affaires et retard accumulé - Statut des sapeurs-pompiers professionnels - Inquiétudes du personnel de préfecture - Nécessité de la défense civile et problème de la compétence du ministère de l'intérieur ou de celui de la défense - Personnels des laboratoires scientifiques de la police - Le groupe socialiste ne votera pas ce budget - (p. 5426) : attitudes respectives de la droite et de la gauche face à la démocratie - Son propos sur le risque de sacralisation de la police - (p. 5427) : pouvoirs du président de la République à l'égard de la magistrature - Main mise du gouvernement sur les médias - Polémique ou dialogue

Education (5 décembre 1980) - (p. 5866) : budget de l'éducation et décision gouvernementale de célébration du centenaire des lois scolaires de Jules Ferry - Contexte social et nécessité de la revalorisation de la fonction enseignante ; rôle de la scolarité dans la correction des inégalités sociale - (p. 5867) : équilibre entre individualité de l'enfant et intérêt de la société ; moyens de l'insertion de l'enfant dans la collectivité - Maîtrise des techniques nouvelles - Education et mutations sociales : rôle de la télématique et exode urbain - Investissements - Apprentissages fondamentaux et nécessité de postes supplémentaires pour les groupes d'aide psychopédagogique (GAPP) - Impératifs économiques et priorité à l'émancipation de l'homme ; école inégalitaire et accroissement des chances des plus défavorisés - Place du budget de l'éducation dans le budget général de l'Etat - Problème de l'école maternelle en milieu rural et diminution des crédits d'équipement ; baisse démographique et abaissement de l'âge d'entrée à l'école - Conséquences de la réduction du nombre d'instituteurs dans les écoles primaires ; niveau des élèves entrant en 6e - Médiocrité des crédits consacrés à la musique ; transfert de leur charge aux collectivités locales - (p. 5881) : groupes d'action psycho-pédagogique (GAPP) à Saint-Fons - Conditions d'entrée dans les CM1 et les CM2 - Développement de la musique dans les communes

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 42** *bis* (p. 6118) : son amendement n° 314 : possibilité d'option d'un taux unique pour la taxe sur les salaires pour les associations sans but lucratif à caractère socio-culturel ou consacrées à l'éducation populaire ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** [n° **140 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Art. unique** (p. 6341) : situation des concubins notoires - Caractère stable de certaines relations de concubinage - Prise en compte du concubinage par la législation.

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6345) : discussion de la réforme des collectivités locales et refus du gouvernement de traiter du statut des conseillers généraux - Propositions socialistes sur le statut des conseillers municipaux ; réponse du gouvernement et maintien de la loi de 1884 - Gratuité des fonctions électives et nécessité de l'indemnité - (p. 6346) : absence de portée du texte - Valorisation du rôle des conseillers généraux.

Art. 3 (p. 6347) : autorisation d'absence ; délai obligatoire imposé aux employeurs et non rémunération - Vote défavorable du groupe socialiste sur l'article 3 - **Art. 4** (p. 6349) : indemnité de conseiller général et importance de la population - **Art. 9** (p. 6353) : son amendement n° 14 : formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives ; rejeté.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **190 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Art. 9** (p. 6396) : progression des dotations forfaitaires et de péréquation et majoration « éventuelle » du taux de l'anticipation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6397) : maintien de la philosophie générale du texte - Abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Avant l'art. 17** (p. 6458) : dénonciation de la spéculation foncière et des profits pétroliers - Essai de remise en cause des acquis de 1936 et de 1946 - Budget des oeuvres sociales de l'EDF et référence à la masse salariale ; blocage des salaires - (p. 6459) : se déclare défavorable au 1° de l'amendement n° 96 de M. Michel Caldaguès (budget des oeuvres sociales d'EDF et de GDF et référence à la masse salariale) - (p. 6462) : obligations de la caisse nationale de l'énergie et crédit de l'Etat envers les petits porteurs - Existence du même crédit envers les travailleurs : budget des oeuvres sociales.

Suite de la discussion (19 décembre 1980) - **Après l'art. 18** (p. 6477) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de

M. Louis Perrein (contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale) - Contrôle de l'absentéisme ; extension par voie législative de l'accord intervenu malgré l'opposition des deux principales organisations syndicales du travail.

SIRGUE (Albert), sénateur de l'Aveyron (UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

Décédé le 18 novembre 1980 (18 novembre 1980) (p. 4849) - Eloge funèbre (4 décembre 1980) (p. 5750).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 533) : son amendement N° II-57 : affiliation dérogatoire et avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole ; retiré.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 561) : son amendement N° II-58 : revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes sociaux ; retiré - (p. 564) : son amendement N° II-59 : conditions d'attribution de la retraite forfaitaire intégrale ; retiré - (p. 570) : son amendement N° II-60 : pluriactivité et cotisations au régime agricole : droit à la retraite proportionnelle ; irrecevable aux temes de l'art. 40 de la Constitution - (p. 572) : possibilité de cumul, pour un salarié, de sa retraite avec une retraite complémentaire agricole - Impossibilité de cumul pour un non-salarié - Son amendement N° II-61 : suppression des dispositions de cet art. déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations ; rejeté - (p. 573) : assurance vieillesse agricole et financement par la cotisation cadastrale - (p. 574) : création d'une « cotisation de capitation » par exploitation.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** - *Deuxième lecture* [n° **8 (80-81)**] - (29 octobre 1980) **Art. 20.** - *Art. L. 132-5-1 (nouveau) du code des assurances* (p. 4227) : son amendement n° 26 : non respect du délai de renonciation et pénalités de retard ; adopté - **Art. 20** *bis.* - *Art. L. 132-5-2 (nouveau) de ce code* (p. 4228) : son amendement n° 27 : suppression de cet article concernant les conditions particulières de renonciation pour les contrats conclus hors du bureau des assureurs ou de leurs agents ; retiré.

SOISSON (Jean-Pierre), *ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3985) : qualité de la saison touristique 1980 ; incidence de l'étalement des vacances et des conditions météorologiques - (p. 3986) : allongement de l'arrière-saison - Augmentation de la fréquentation étrangère ; excédent du poste « voyages » de la balance des paiements - Augmentation des départs des Français vers l'étranger - Maintien de la durée du séjour des étrangers et raccourcissement de la durée des séjours d'été des touristes français - Multiplication des petites vacances en cours d'année - Expansion du tourisme sportif et culturel - Ralentissement de l'économie mondiale et poursuite de l'expansion du tourisme international ; prévision d'un ralentissement et d'une croissance plus modérée - (p. 3992) : attribution de la conception et de la réalisation de la politique de développement touristique des DOM-TOM, des crédits du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs - Mission d'étude du développement touristique des DOM - (p. 3993) : mission d'étude et de développement économique des TOM - Mise en place de structures régionales de droit commun dans les DOM ; délégués régionaux au tourisme et comités régionaux - Elaboration de plans triennaux pour les Antilles et la Réunion et concertation avec les populations locales - Plans triennaux des Antilles ; renforcement des moyens de l'administration régionale ; valorisation du produit touristique - Aménagement du littoral, de zones touristiques particulières et diversification des types d'hébergement - Intégration des hébergements aux activités de loisirs - Adaptation des formes de constructions au contexte local - Accès de la population antillaise à l'industrie touristique ; formation professionnelle et petite et moyenne hôtellerie - Capacité des villages de vacances et des gîtes ruraux - Développement du flux touristique en provenance de l'étranger et soutien aux *tour-operator ;* édition du guide de la France des Tropiques - (p. 3994) : colloque de Cilaos et plan triennal réunionnais ; renforcement des structures administratives du tourisme - Schéma d'aménagement du littoral - Constructions de terrains de camping et développement des villages de vacances - Participation de la population locale au tourisme réunionnais - Campagne de promotion et création d'une centrale de réservation « multi-produits » - Possibilités touristiques de Mayotte et participation à la prochaine semaine mondiale du tourisme - Colloques de Papeete sur le développement touristique du Pacifique et signature de conventions - Développement des hébergements et de la formation professionnelle dans le Pacifique - Politique de promotion de la Polynésie et question du transport aérien ; création d'un groupe d'études - Nécessité de concertation avec les collectivités locales.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5194) : absence de désengagement de l'Etat dans le budget du tourisme pour 1981 - Elaboration de la Charte du tourisme - Rôle de l'Etat et de la direction du tourisme - Clarification des structures locales : offices de tourisme, syndicats d'initiative, comités régionaux et départementaux du tourisme - Chapitre consacré aux études générales - Rôle de l'Association française d'action touristique (AFAT) et réorganisation en fonction des conclusions du rapport de la Cour des comptes - Mobilisation de crédits publics et privés pour les actions de promotion à l'étranger et organisation d'un service national d'accueil - Rôle de l'association « France Information Loisirs » - (p. 5195) : modernisation de l'industrie hôtelière et aide à l'investissement - Application à l'hôtellerie de la déduction pour les investissements soumis à l'amortissement dégressif - Efforts d'équipement du tourisme et compétences interministérielles - Développement du tourisme social et préparation du VIII[e] Plan ; complément de crédits prévu dans le collectif - Cas du village de vacances de Lamoura, évoqué par M. *Jean Béranger* - Retard d'exécution du VII[e] Plan en matière de camping - Problèmes du camping-caravaning, évoqués par M. *Bernard Hugo* - Désignation de M. Roger Fenech, comme partementaire en mission - Création des terrains de camping et élaboration des documents d'urbanisme - Efforts en faveur du tourisme rural : animation ; petite hôtellerie rurale et hébergement chez l'habitant, évoqués par M. *Jean-Paul Hammann* - Développement du tourisme en Nouvelle-Calédonie, abordé par M. *Lionel Cherrier* - Thermalisme : attente du rapport Hébrard - (p. 5196) : promotion du tourisme français à l'étranger et en France : rôle du groupement d'intérêt économique « Bienvenue France » et de l'Association « France Informations Loisirs » (FIL) ; succès de cette

association et conventions passées avec plusieurs grandes villes de France - Rôle du tourisme français dans l'équilibre de la balance des paiements - Elaboration de la charte du tourisme - Développement du tourisme et double objectif économique et social

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5197) : demande le retrait de l'amendement n° 177 de la commission des finances (réduction des crédits du titre III : réduction indicative visant la présentation des crédits et la sous-évaluation de certaines dépenses) - Demande le retrait de l'amendement n° 178 de la commission des finances (nouvelle réduction des crédits du titre III : études générales et études opérationnelles) - (p. 5198) : sur les réductions de crédits du titre IV visant notamment les subventions à l'Association française d'action touristique (AFAT), s'oppose aux amendements n° 169 de M. Bernard Hugo et n° 179 de la commission des finances - Promotion du tourisme français à l'étranger - Réorganisation de l'AFAT - Bureau du tourisme français à l'étranger - (p. 5199) : difficultés du tourisme social évoquées par M. Raoul Vadepied et complément de crédits prévu dans le prochain collectif - *Etat C* (p. 5200) : demande le retrait de l'amendement n° 180 de la commission des finances (réduction des crédits de paiement : réduction indicative visant la répartition entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement) - Engagement du Gouvernement sur la limitation des transferts de crédits - **Après l'art. 47 :** demande le retrait de l'amendement n° 170 de la commission des affaires économiques (fourniture annuelle, en annexe au projet de loi de finances, d'un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au tourisme) - Amendement Icart adopté par l'Assemblée nationale à l'article 49 - (p. 5201) : contrôle financier sur l'AFAT et sur l'association FIL - Souplesse nécessaire dans la gestion des crédits et rigueur du contrôle.

Jeunesse, sports et loisirs (suite) - I - Section commune - II - Jeunesse et sports (24 novembre 1980) - (p. 5214) : plan de relance de l'éducation physique et sportive de 1978 - Création de postes d'enseignants dans les lycées et collèges au cours du VII[e] Plan - Problème du sport à l'école primaire, abordé par M. *Jean Francou* - Coordination avec le ministère de l'éducation - Développement du sport optionnel dans les lycées et collèges, abordé par M. *Roland Ruet* - Problème de l'évolution de la dotation du « franc-élève », soulevé par MM. *Stéphane Bonduel, Roland Ruet* et *Michel Miroudot* - Place du sport à l'école - Expériences d'aménagement des rythmes scolaires - Développement de l'aide aux fédérations et aux clubs et rôle joué par le Sénat dans la création du Fonds national pour le développement du sport - Programme d'aménagement de terrains de grands jeux (football et rugby) et de courts de tennis - (p. 5215) : actions en faveur de la jeunesse : développement des « centres information et documentation jeunesse » (CIDJ) ; succès du centre de Paris - Développement de l'animation locale ; création de cellules départementales - Rénovation des colonies de vacances : subventions de l'Etat, de la caisse d'allocations familiales et du conseil général - Echanges internationaux : office franco-allemand et office franco-québécois pour la jeunesse - Opérations d'équipement : programmes de construction de salles polyvalentes et respect du patrimoine architectural - Actions en faveur de la jeunesse et cohésion souhaitable des divers groupes politiques

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5216) : s'oppose aux amendements n° 171 de M. Guy Schmaus et n° 183 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle et tendant à une réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) - (p. 5217) : s'oppose aux amendements de M. Guy Schmaus n° 172 (réduction des crédits du titre III : réduction des dépenses de matériel et de fonctionnement des services d'animation sportive pour permettre l'augmentation de la dotation du franc-élève) et n° 173 (réduction des crédits du titre III : services d'animation sportive, sport optionnel et création de postes d'enseignant) - Dotation du « franc-élève » et sport optionnel - (p. 5218) : sur l'éventuelle réduction des crédits du titre IV destinés aux services d'animation sportive, s'oppose aux amendements n° 174 de M. Guy Schmaus et n° 184 et 186 de M. Jules Faigt, soutenus par M. Philippe Madrelle - S'oppose à l'amendement n° 185 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle (réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits affectés aux centres d'information et de documentation de la jeunesse, pour les affecter au matériel d'entretien des installations sportives) - (p. 5219) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle (réduction des crédits du titre IV : réduction indicative en matière de formation des animateurs) - **Après l'art. 20 :** s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Guy Schmaus (participation des représentants du Parlement aux commissions de répartition du Fonds national pour le développement du sport) - **Art. 48** (p. 5220) : accepte l'amendement n° 176 de la commission des finances (suppression de cet article pour coordination avec l'article 49 nouveau voté par l'Assemblée Nationale).

SOLDANI (Edouard), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

SORDEL (Michel), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (21 mai 1980) (p. 2075).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **129**, 1979-1980), adopté par l'Assemblée nationale (n° **172**, 1979-1980) (rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 17 janvier 1980, JO Débats 26 février 1980) - **Agriculture.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **207** 1979-1980)adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° **227** 1979-1980) (23 avril 1980) - **Agriculture.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (n° **284**, 1979-1980) (4 juin 1980) - **Agriculture.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981 adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** (n° **100**,tome **I**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2737** (JO Débats 4 avril 1980) (p. 1050) à M. le ministre de l'Agriculture : les **céréales (conséquences de l'encadrement du crédit sur le financement des récoltes).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 129 (79-80)] - (25 février 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 326) : groupe de travail crée par la commission - Auditions - Situation actuelle de l'agriculture : exemple d'un agriculteur propriétaire d'une exploitation type : production de viande bovine - (p. 327) : stagnation des revenus - Hausse des charges sociales - Cotisations de la mutualité sociale agricole - Imposition sur le revenu : forfait ou bénéfice réel - Disparition d'exploitations - Evolution de l'agriculture depuis vingt ans - Augmentation des rendements ; succès à l'exportation - Lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 - Départ des exploitants âgés - Interventions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ; création des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) - Exode rural et situation de l'emploi - (p. 328) : formation professionnelle agricole - Recherche agronomique - Création d'un Conseil supérieur d'orientation des productions agricoles - Aide à l'exportation - Définition des bénéficiaires de la mutualité sociale agricole - Agriculteurs à temps partiel - Equilibre du Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Revalorisation des retraites des agriculteurs - Statut des épouses d'exploitants agricoles - Dispositions du texte dans le domaine foncier : prix des terres agricoles ; revenu cadastral - (p. 329) : installation des jeunes agriculteurs - Groupements fonciers agricoles (GFA) - Limitation de la taille des exploitations - Statut du fermage ; loi sur les baux ruraux - Aménagement rural - Procédure de zonage - Cohérence du texte - Conditions nécessaires à la réalisation des objectifs : défense des intérêts agricoles français au regard de la politique agricole de la CEE ; engagements financiers de l'Etat à l'appui de cette loi ; mesures urgentes pour éviter la disparition des exploitations - (p. 330) : accord de la commission des affaires économiques sur ce projet.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Avant le titre Ier** (p. 450) : s'oppose à l'amendement N° I-89 de M. Henri Tournan (création de conservatoires des espèces végétales et des races animales pour l'agriculture) - **Intitulé avant l'art. 1 :** amendement N° I-14 de la commission des affaires économiques : de forme ; « Titre Ier-A *(nouveau)* - Orientation de la politique agricole » ; adopté - **Avant l'art. 1** (p. 451) : s'oppose à l'amendement N° I-112 de M. Louis Minetti (politique agricole française et influence des décisions de la Communauté économique européenne) - **Art. 1** (p. 456) : à propos de la définition des objectifs et des politiques en matière agricole, s'oppose à l'amendement N° I-75 de M.Maurice Janetti et amendement N° I-15 de la commission des affaires économiques ; adopté - Sur cet amendement N° I-15 accepte le sous-amendement N° I-180 du gouvernement (prise en compte de la politique agricole commune) - (p. 457) : sur ce même amendement N° I-15, s'oppose au sous-amendement N° I-184 de M. Louis Minetti (détaxe des produits pétroliers destinés à l'agriculture) - S'oppose à l'amendement N° I-37 de M. Paul Jargot (garantie du revenu agricole et parité économique avec les revenus salariaux) - S'oppose à l'amendement N° I-66 de M. Roland du Luart (encouragement de l'initiative privée en matière agricole) - (p. 458) : s'oppose à l'amendement N° I-95 de M. Jacques Thyraud (respect de l'environnement et lutte contre la malnutrition) - S'oppose à l'amendement N° I-118 de M. Pierre Vallon (développement de l'agrobiologie et maintien de la productivité des sols) - **Après l'art. 1** (p. 460) : amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques : agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural ; adopté en partie - (p. 461) : sur cet amendement N° I-16, accepte le sous-amendement N° I-55 de la commission des affaires culturelles (objectifs prioritaires d'une politique d'enseignement, de formation permanente, de recherche et de développement) et s'oppose aux sous-amendements N° I-67 de M. Roland du Luart (enseignement et conduite de l'exploitation), N° I-121 de M.Jean Cluzel (garantie de prix agricoles, notamment pour les éleveurs)et N° I-182 du Gouvernement (suppression des dispositions encourageant le développement de la coopération agricole) - (p. 462) : toujours sur cet amendement N° I-16, s'oppose aux sous-amendements N° I-181 du gouvernement (agriculture et respect des règles de concurrence) et accepte les amendements identiques N° I-114 de M. Pierre Jeambrun soutenu par M. René Touzet (promotion des produits agricoles de qualité) et N° I-144 de M. Robert Schwint, ainsi que le sous-amendement N° I-122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (politique sociale et parité avec les professions industrielles et commerciales) - (p. 463) : accepte l'amendement N° I-56 de la commission des affaires sociales (protection sociale et parité avec les autres catégories sociales) - Toujours sur l'amendement N° I-16, accepte le sous-amendement rédactionnel N° I-185 de la commission des lois ainsi que le sous-amendement N° I-186 de cette même commission (développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées) et s'oppose aux sous-amendements identiques N° I-161 de M. Raymond Bouvier et N° I-139 de M. Jules Roujon (politique de développement régional pour les régions défavorisées) - (p. 464) : encore sur l'amendement N° I-16 s'oppose au sous-amendement N° I-113 de M. Pierre Jeambrun, soutenu par M. René Touzet (charges d'exploitation et prix de revient et compensation des handicaps naturels) - (p. 465) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard N° I-38 (enseignement et moyens accordés à l'enseignement agricole public) et N° I-42 (politique de recherche fondamentale et rôle de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 476) : sur l'amendement N° I-16 de la commission (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural),s'oppose au sous-amendement N° I-94 de M. Jacques Thyraud (préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques) ; s'oppose également au sous-amendement N° I-76de M. Maurice Janetti (encouragement aux coopératives agricoles) - S'oppose à l'amendement N° I-170 de M. Henri Moreau (représentation du commerce de gros et de détail) - (p. 478) : accepte le sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation) - (p. 483) : s'oppose au sous-amendement N° I-93 de M. Jacques Thyraud (objectif d'amélioration de la qualité des terres) - S'oppose aux sous-amendements N° I-40 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (priorité pour l'acquisition des terres aux demandeurs français) et N° I-41 de M. Raymond Dumont (priorité pour l'attribution des terres aux jeunes exploitants familiaux) - (p. 484) : s'oppose au sous-amendement N° I-120 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (objectif de développement de la compétitivité des régions à fort rendement) - S'oppose au sous-amendement N° I-74 de M.Roger Rinchet, soutenu par M. René Chazelle (compensation pour les zones en difficulté) - (p. 485) : s'oppose au sous-amendement N° I-135 de M. Adrien Gouteyron (politique en faveur des régions de montagne) - S'oppose à l'amendement N° I-68 de M. Roland du Luart (compensation des handicaps naturels et pluriactivité) - (p. 486) : adoption définitive de l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques - Amendement N° I-17 de la commission des affaires économiques : prise en compte des objectifs du projet dans les décisions de politique agricole de la CEE ; adopté - Sur cet amendement, accepte et soutient le sous-amendement N° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet (prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles) - **Art. 2** (p. 488) : s'oppose à l'amendement N° I-78 de M. Maurice Janetti (démocratisation et compétences nouvelles du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 489) : amendement N° I-18 de la commission des affaires économiques : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation de la commercialisation et de la consommation ; adopté - (p. 490) : sur la composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire, s'oppose aux amendements N° I-69 de M.

Roland du Luart et N° I-187 de M. Louis Minetti (représentation des salariés agricoles) ; s'oppose également à l'amendement N° I-123 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (représentation de la commercialisation, des importateurs et des consommateurs) ; émet des réserves sur les amendements N° I-61 de M. Paul Girod et N° I-116 de M. Henri Caillavet (représentation des organisations interprofessionnelles) - (p. 493) : amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement N° I-79de M. Maurice Janetti : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; adopté - (p. 494) : rectifie l'amendement N° I-19 de la commission : rôle consultatif et pouvoirs de délibération du conseil supérieur d'orientation ; adopté - (p. 495) : s'oppose à l'amendement N° I-77 de M. Maurice Janetti (compétence en matière d'organisation du marché) - S'oppose à l'amendement N° I-162 du gouvernement (compétence en matière de reconnaissance des groupements de producteurs) - (p. 496) : amendement N° I-20 de la commission des affaires économiques : compétence du conseil supérieur d'orientation sur les règles de mise en marché et sur la reconnaissance d'organisations interprofessionnelles ; rejeté - (p. 497) : s'oppose à l'amendement N° I-43 de M. Jacques Eberhard (contrôle du conseil supérieur d'orientation sur l'évolution des charges de production) - (p. 498) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-5 de M. Roland Boscary-Monsservin (valeur des avis et recommandations du conseil supérieur) - S'oppose à l'amendement N° I-169 de M. Paul Girod (pouvoir d'arbitrage du conseil supérieur) - Accepte l'amendement N° I-128 de M. Jean-Paul Hammann (avis et délibérations du conseil supérieur) - **Après l'art. 2** (p. 500) : s'oppose à l'amendement N° I-146 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy (agriculture biologique : création d'un institut de recherche) - Compétence de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-147 de MM.Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy (agriculture biologique : réglementation) - **Art. 2** *bis* (p. 501) : sur l'établissement des programmes régionaux d'orientation, s'oppose aux amendements N° I-136 de M. France Léchenault, soutenu par M. Henri Caillavet, N° I-83 de M. Maurice Janetti et N° I-44 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Louis Minetti ; estime sans objet l'amendement N° I-172 de M. Henri Moreau - S'oppose à l'amendement N° I-82 de M. Maurice Janetti (transmission des programmes régionaux d'orientation au Parlement) - Accepte l'amendement N° I-81 de M. Maurice Janetti (prise en compte des disparités du revenu agricole) - **Art. 2** *ter* (p. 502) : s'oppose à l'amendement N° I-173 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Charles Beaupetit (aides de l'Etat et souscription de contrats) - S'oppose à l'amendement N° I-101 de la commission des finances (aides de l'Etat et organisation des producteurs) - Amendement N° I-22 de la commission des affaires économiques : aides de l'Etat aux producteurs organisés ; adopté - (p. 503) : amendement N° I-23 de la commission des affaires économiques : délibération du conseil supérieur sur l'affectation des aides de l'Etat ; adopté - S'oppose à l'amendement N° I-45 de M. Louis Minetti (aides de l'Etat et droits des petits producteurs) ; s'oppose également aux amendements de M. Maurice Janetti N° I-84 (critères d'aides de l'Etat et notion de progressivité) et N° I-127 (contrôle de l'autorité administrative sur l'affectation des aides de l'Etat) - Accepte l'amendement N° I-85 de M. Maurice Janetti (différenciation et plafonnement des aides de l'Etat) - (p. 504) : accepte l'amendement N° I-166 du gouvernement (aides de l'Etat et prise en compte des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration) - **Art. 2** *quater* (p. 505) : s'oppose à l'amendement N° I-86 de M. Maurice Janetti (suppression de cet article relatif à l'extension de tout ou partie des règles édictées par les comités économiques agricoles) - (p. 506) : amendement de coordination N° I-25 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement N° I-26 de la commission des affaires économiques : conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements ; adopté - S'oppose aux amendements N° I-46 de M. Louis Minetti (conditions d'extension des règles d'organisation des marchés) et N° I-6 de M. Roland Boscary-Monsservin (conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements) - (p. 507) : accepte l'amendement N° I-142 de M. Jean-Paul Hammann (délai laissé à l'autorité administrative pour se prononcer sur la demande d'extension) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 508) : s'oppose à l'amendement N° I-71 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (programmes de production annuels ou pluriannuels pour les producteurs non organisés) - Accepte l'amendement N° I-87 de M. Maurice Janetti (contrat d'intégration et caution de l'industriel ou du commerçant) - **Art. 3 A :** Amendement N° I-27 de la commission des affaires économiques, identique aux amendements N° I-62 de M. Paul Girod, N° I-88 de M. Maurice Janetti, N° I-102 de la commission des finances et N° I-174 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à la fiscalité des horticulteurs ;adopté - **Après l'art. 3 A** (p. 509) : s'oppose à l'amendement N° I-47 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Louis Minetti (aides particulières aux coopératives) - **Avant l'art. 3 :** S'oppose à l'amendement N° I-48 de M. Jacques Eberhard soutenu par M. Louis Minetti (extension des compétences du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - (p. 510) : s'oppose à l'amendement N° I-168 de M. Paul Girod (dispositions fiscales et départ à la retraite des exploitants agricoles) - **Art. 3** (p. 511) : s'oppose à l'amendement N° I-176 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (rôle du fonds de promotion sur le marché intérieur) - S'oppose à l'amendement N° I-49 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Louis Minetti (financement du fonds de promotion par une taxe parafiscale) - Accepte l'amendement N° I-117 de M. Henri Tournan (financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations) - (p. 512) : s'oppose à l'amendement N° I-175 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (gestion du fonds par secteur de produits) - (p. 513) : amendement N° I-197 de la commission des affaires économiques : prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles et interprofessionnelles à la promotion des exportations ; adopté ; obtient le retrait de l'amendement analogue N° I-107 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Paul Girod - (p. 514) : amendement N° I-28 de la commission des affaires économiques : procédure de recouvrement des cotisations professionnelles impayées ;adopté - Référence à la procédure utilisée en matière de cotisations sociales - Sur l'amendement N° I-28, accepte le sous-amendement N° I-198 du gouvernement (possibilité de recouvrement par l'interprofession) - **Art. 4** (p. 515) : s'oppose à l'amendement N° I-50 de M. Louis Minetti (création d'offices nationaux ou régionaux interprofessionnels) - (p. 516) : amendement N° I-196 de la commission des affaires économiques : organisations interprofessionnelles ; adopté - (p. 517) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° I-92 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Henri Tournan (conditions de représentativité des groupements de producteurs) - (p. 518) : s'oppose à l'amendement N° I-154 de M. France Léchenault, soutenu par M. Paul Girod (groupement des producteurs et critères de qualité des produits) - Sur les dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige, retire l'amendement N° I-32 de la commission au profit de l'amendement N° I-108 de MM. Henri Caillavet et Etienne Dailly, soutenu par M. Paul Girod - S'oppose à l'amendement N° I-90 de M. Félix Ciccolini soutenu par M. Henri Tournan (procédure d'arbitrage) - (p. 519) : sur l'amendement N° I-108, accepte le sous-amendement du gouvernement N° I-164 (exécution de la sentence arbitrale et compétence des juridictions de l'ordre judiciaire) au profit duquel il retire l'amendement N° I-33 de la commission des affaires économiques : arbitrage et compétence judiciaire - S'oppose à l'amendement N° I-51 de M. Louis Minetti (arbitrage du ministre compétent) - **Art. 5** (p. 520) : s'oppose aux amendements

identiques N° I-52 de M.Louis Minetti et N° I-179 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod (suppression de cet article relatif à l'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue) - S'oppose à l'amendement N° I-53 de M. Louis Minetti (suppression de la référence aux règles de la CEE) - Amendement N° I-34 de la commission des affaires économiques : définition à chacun des niveaux de la filière des conditions de paiement ; adopté - (p. 521) : accepte les amendements identiques N° I-155 de M.France Léchenault et N° I-109 de M. Henri Caillavet, soutenus par M. Paul Girod (rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits) - Amendement N° I-193 de la commission des affaires économiques : réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° I-194 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (produits d'appellation d'origine controlée et organisation interprofessionnelle spécifique antérieure) - (p. 522) : amendement rédactionnel N° I-35 de la commission des affaires économiques ; adopté - Accepte l'amendement N° I-132 de M. Jean-Paul Hammann (délai de réponse en matière d'interprofession) - Amendement N° I-191 de la commission des affaires économiques : non-application de l'ordonnance du 30 juin 1945 et de la loi de 1977 sur les ententes, aux accords interprofessionnels agricoles ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 523) : accepte les amendements identiques N° I-138 de MM. Pierre Labonde et Serge Mathieu, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et N° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann (cotisations sur les produits importés) - **Art. 6** : accepte l'amendement N° I-131 de M. Jean-Paul Hammann (recouvrement par l'interprofession des cotisations et des amendes) - (p. 524) : accepte l'amendement N° I-73 du gouvernement (référence aux dispositions du code rural relatives à la procédure d'opposition) - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement N° I-54 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Louis Minetti (prêts spéciaux pour l'installation des jeunes agriculteurs) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° I-143 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Henri Tournan (procédure du contrat d'intégration).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8** : *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 531) : s'oppose à l'amendement N° II-3 de M. Paul Jargot soutenu par M. Raymond Dumont (affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et critère des revenus non agricoles) - (p. 532) : s'oppose aux amendements N° II-79 de M. Robert Schwint (exercice à titre exclusif ou principal de la profession agricole et affiliation au régime de protection sociale) et N° II-62 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Adolphe Chauvin (dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles) - Accepte l'amendement de coordination N° II-89 de la commission des affaires sociales - (p. 533) : sur l'affiliation dérogatoire et l'avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole, accepte l'amendement N° II-18 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement N° II-57 de M. Albert Sirgue - *Art. 1106-1-1 du code rural* (p. 536) : accepte l'amendement N° II-25 de la commission des affaires sociales (réduction notable de l'activité agricole et décision de maintien de l'affiliation) et s'oppose à l'amendement N° II-43 de M. Roland du Luart soutenu par M.Yves Durand (pluriactivité et détermination de l'assiette des cotisations) - *Art. 1003-7-1* (p. 538, 539) : à propos de l'importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-SMI, s'oppose aux amendements N° II-52 de la commission des finances et N° II-98 de M. Jean-Paul Hammann soutenu par M. Jacques Braconnier et accepte l'amendement N° II-20 de la commission des affaires sociales - Sur ce dernier amendement, accepte le sous-amendement N° II-86 du gouvernement (alignement sur la valeur moyenne des cotisations) et s'oppose au sous-amendement N° II-113 de M. Hector Viron soutenu par M. Raymond Dumont ; (prise en compte de la valeur moyenne des cotisations) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-96 de MM. Jean-Paul Hammann et Pierre Labonde soutenu par M. Jacques Braconnier (cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles) - (p. 541) : accepte l'amendement N° II-21 de la commission des affaires sociales (cotisations de solidarité versées par les personnes non affiliées au régime agricole) ; et s'oppose à l'amendement N° II-49 de MM. Louis Virapoullé et Baudouin de Hauteclocque, (suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole) - **Après l'art. 7** (p. 542) : s'oppose à l'amendement N° II-4 de M. Paul Jargot (définition de la pluri-activité dans les zones de montagne et de piémont ; critère de la durée du travail agricole) - (p. 543) : s'oppose à l'amendement N° II-50 de M. Robert Schwint (suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public) - **Art. 7** *bis* (p. 544) : s'oppose à l'amendement N° II-53 de la commission des finances (assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 545) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-45 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Robert Schwint (définition de la pluriactivité ; critère de résidence dans une zone défavorisée et de la durée de travail consacrée à ces activités) - **Art. 8** *(suite)* (p. 547) : s'oppose à l'amendement N° II-6 de M. Raymond Dumont (suppression de cet article concernant les conditions d'affiliation au régime agricole).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 9** *(suite)* (p. 562) : accepte l'amendement N° II-26 de la commission des affaires sociales (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparables) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements N° II-112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (revalorisation des retraites et participation de l'Etat pour la compensation démographique) et N° II-48 de M. Michel Moreigne, soutenu par M. Robert Schwint (paritarisme pour le remplacement et l'aide à domicile) - S'oppose également aux amendements N° II-58 de M. Albert Sirgue (revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes sociaux) et N° II-97 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Paul Malassagne (retraite et mise à parité avec les autres régimes sociaux pour une durée et un effort de cotisation « comparables ») - (p. 563) : accepte l'amendement de forme N° II-93 de la commission des affaires sociales - (p. 565) : accepte l'amendement N° II-63 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin (temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant) - A propos de la création d'un régime de retraite complémentaire facultative, accepte l'amendement N° II-65 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et s'oppose aux amendements N° II-41 de M. Paul Girod et N° II-44 de M. Roland du Luart - S'oppose également aux amendements N° II-59 de M. Albert Sirgue (conditions d'attribution de la retraite forfaitaire intégrale) et N° II-55 de la commission des finances (harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° II-115 de M. Abel Sempé (conditions d'attribution de la retraite de base pour les rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer réinstallés en métropole) - S'en remet également à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-8 de M. Pierre Gamboa (parité de la majoration des pensions vieillesse pour les retraités agricoles invalides - (p. 570) : accepte l'amendement N° II-27 de la commission des affaires sociales (conditions d'application et de calcul des retraites ; durée d'activité et « proratisation » de la retraite forfaitaire) - (p. 571) : s'oppose aux amendements N° II-60 de M. Albert Sirgue (pluriactivité et cotisations au régime agricole : droit à la retraite proportionnelle) et N° II-28 de la commission des affaires sociales (bénéfice de la pension de réversion pour le conjoint survivant d'un exploitant pluriactif) - (p. 572) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement

N° II-47 de M. Roger Rinchet (maintien des droits à la retraite de base, à titre transitoire, dans les zones de montagne) - (p. 573) : s'oppose à l'amendement N° II-61 de M. Albert Sirgue (suppression des dispositions de cet art. déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations) - Vote par le Parlement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Augmentation progressive de la cotisation de base - (p. 576) : accepte les amendements N° II-114 du gouvernement (suppression des dispositions de cet art. concernant la retraite forfaitaire attribuée aux agriculteurs à titre secondaire) et N° II-29 de coordination de la commission des affaires sociales - - (p. 577) : à propos du droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à 55 ans, accepte l'amendement N° II-87 de la commission des affaires sociales et s'oppose à l'amendement N° II-9 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Raymond Dumont - **Art. 10** (p. 579) : s'oppose à l'amendement N° II-10 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Raymond Dumont (temps de travail des salariés agricoles et fixation par voie conventionnelle) - **Art. 11 :** Accepte l'amendement de forme N° II-94 de la commission des affaires sociales - **Art. 13** (p. 581) : amendement N° II-1 de la commission des affaires économiques identique aux amendements N° II-11 de M. Charles Lederman, II-31 de la commission des affaires sociales et II-37 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet art. concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles ; adopté - (p. 587) : accepte l'amendement N° II-108 de M. Raymond Bouvier (principe et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole) ainsi que, sur cet amendement, le sous-amendement N° II-117 de la commission des lois (absence de prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration) - (p. 588) : amendement N° II-2 de la commission des affaires économiques : suppression des dispositions de cet art. concernant l'exercice d'activités agricoles distinctes par les deux époux ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-109 de M. Geoffroy de Montalembert (suppression des dispositions de cet art. concernant la cotitularité du bail d'exploitation agricole) - (p. 590) : accepte l'amendement N° II-38 de la commission des lois (cotitularité du bail d'exploitation agricole) - Accepte l'amendement N° II-34 de la commission des affaires sociales (participation de la femme aux organismes professionnels de coopération, de mutualité ou de crédit) - **Après l'art. 13** (p. 591) : s'oppose à l'amendement N° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la conjointe ; conséquences sur les droits sociaux) - (p. 592) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° II-16 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (identité du repos pré et postnatal avec celui des femmes salariées) - S'oppose à l'amendement N° II-17 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman (bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé) - (p. 593) : s'oppose à l'amendement N° II-81 de M. Robert Schwint (couverture partielle des frais de remplacement en cas de maladie ou d'incapacité temporaire) - (p. 594) : s'oppose à l'amendement N° II-106 de M. Paul Jargot (mise à parité avec le régime général pour le bénéfice des aides ménagères et familiales à domicile) - **Art. 13** *bis :* accepte l'amendement N° II-35 de la commission des affaires sociales (suppression des dispositions de cet art. prévoyant un décret en conseil d'Etat) - (p. 595) : s'oppose à l'amendement N° II-40 de M. René Touzet (mise à égalité des époux coexploitants et des époux exploitant séparément une exploitation) - **Avant l'art. 14 :** accepte l'amendement N° III-75 de la commission des lois (application du droit commun pour les contrats d'échange) - (p. 596) : accepte l'amendement N° III-144 de MM. Charles Beaupetit et René Touzet (composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier ») ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° III-347 de M. Bernard Legrand (participation des présidents des syndicats d'exploitants agricoles et des jeunes agriculteurs) - **Art. 14** (p. 607) : accepte l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - (p. 608) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de la commission des lois, N° III-321 (calcul, au niveau communal, des indices de rendement) et N° III-322 (constitution de commissions intercommunales) - A propos de la composition de la commission communale, s'oppose aux sous-amendements N° III-323 de la commission des lois et N° III-346 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Jacques Eberhard - Toujours sur cet amendement N° III-301, accepte le sous-amendement N° III-320 de M. Jacques Thyraud, repris par la commission des lois (référence à la valeur vénale moyenne des terres) - S'oppose aux amendements N° III-175 de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique en rapport avec la valeur cadastrale), N° III-145 de M. Roland du Luart (répertoire du marché des terres agricoles et amélioration de la connaissance statistique de ce marché), N° III-298 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Paul Pillet (suppression de la date d'échéance de l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles), N° III-147 de M. Roland du Luart (valeur d'utilisation des bâtiments agricoles), N° III-149 de M. Paul Girod (établissement de classes de terres en fonction de leur valeur moyenne de référence)et N° III-291 de M. Raymond Bouvier (constitution de commissions intercommunales au niveau du canton ou de secteurs ruraux) - A propos de la détermination de la valeur agronomique des terres agricoles, s'oppose aux amendements N° III-167 de M. Franck Sérusclat, transformé en sous-amendement à l'amendement N° III-301 du gouvernement, et N° III-7 de M. Roland Boscary-Monsservin - Accepte les amendements N° III-292 de M. Raymond Bouvier (utilisation, à titre transitoire, d'un barème des prix moyens pratiqués par la SAFER) et N° III-287 de M. René Tinant, soutenu par M. Paul Pillet (utilisation de la valeur vénale pour les successions, le statut du fermage et la révision des prix proposés par les SAFER).

Suite de la discussion (5 mars 1980) - **Art. 14** *(suite)* (p. 641) : s'oppose à l'amendement N° III-175 rectifié de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique) - (p. 642) : sur cet amendement, sous-amendement N° III-357 de la commission des affaires économiques : valeur de rendement et références proposées par la commune ; composition de la commission communale ; adopté - (p. 643) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles) - S'oppose au sous-amendement N° III-354 de M. Louis Minetti (composition de la commission communale et majorité aux agriculteurs)et accepte le sous-amendement N° III-35 de la commission des lois (demande des communes concernées et constitution de la commission intercommunale) - **Après l'art. 14** (p. 646) : amendement N° III-356 de la commission des affaires économiques : mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne ; adopté - (p. 647) : sur cet amendement, accepte la première partie du sous-amendement N° III-265 de M. Jean-Paul Hammann (exercice du droit de préemption par la SAFER et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat) - Etablissement, en 1975, de la dernière statistique générale de l'agriculture - (p. 648) : valeur des terres et possibilité d'utilisation des recensements et statistiques annuels établis par les SAFER - (p. 649) : référence au prix moyen pratiqué par les SAFER à l'achat - Sur l'amendement N° III-356, accepte le sous-amendement N° III-360 du gouvernement (établissement du barème de référence à partir, « notamment », du prix moyen pratiqué par les SAFER) - (p. 651) : amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques : droit de préemption des SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance ; pris en considération puis, adopté le 6 mars 1980 - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement

N° III-355 du gouvernement (saisine du tribunal de grande instance pour dépassement exagéré de prix), et s'oppose au sous-amendement N° III-311 de M. Louis Minetti (saisine du tribunal paritaire des baux ruraux).

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 672) : sur l'amendement N° III-20 de la commission des affaires économiques (droit de préemption dès SAFER et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance), s'oppose au sous-amendement N° III-73 de M. Paul Malassagne (fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire) - Possibilité d'appel de la décision du tribunal de grande instance - (p. 673) : s'oppose, sur l'amendement N° III-20 aux sous-amendements N° III-230 de M. Jean Mézard (fixation du prix par le juge à l'instar de la procédure d'expropriation) et N° III-251 de M. Franck Sérusclat (retrait de la vente du bien par le vendeur, avant la saisine du juge, et maintien du droit de préemption en cas de remise en vente) - (p. 676) : sur ce même amendement N° III-20, accepte le sous-amendement N° III-361 de la commission des lois (vente publique et maintien du droit de préemption du preneur) - (p. 679) : sur l'amendement N° III-20, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-286 de M. Geoffroy de Montalembert (adjudication ou volonté d'un indivisaire d'acquérir le bien indivis et absence de droit de préemption de la SAFER) - Accepte l'amendement N° III-144, précédemment réservé, de MM. Charles Beaupetit et René Touzet (composition de la commission départementale d'aménagement foncier) - (p. 680) : s'oppose à l'amendement N° III-264 de M. Jean-Paul Hammann (licitation judiciaire ou vente par adjudication volontaire et intervention de la SAFER) - **Art. 14** *bis* (p. 681) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques N° III-78 de la commission des lois, III-134 de MM. Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune, III-176 de M. Roland Boscary-Monsservin et III-350 du gouvernement (suppression de cet art. prévoyant la création d'un livre foncier rural) - **Avant l'art. 15** : s'oppose à l'amendement N° III-9 de M. Roland Boscary-Monsservin (contenu des documents cadastraux et indication des servitudes et de la situation des biens au regard des documents d'urbanisme) - **Art. 15** (p. 683) : s'oppose à l'amendement N° III-56 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot (suppression de cet art. prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée) - (p. 685) : accepte l'amendement N° III-328 du gouvernement (refus d'octroi de prêts bonifiés et supériorité de la valeur de cession sur la valeur vénale) et s'oppose aux amendements N° III-79 de la commission des lois (octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée) et N° III-274 de M. Paul Girod (diminution du montant du prêt bonifié en fonction de l'importance de l'écart entre valeur vénale et prix de cession) - **Après l'art. 15** (p. 686) : s'oppose à l'amendement N° III-57 de M. Jacques Eberhard (démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des SAFER) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-151 de M. Paul Girod (obtention de prêts du Crédit agricole et conditions de financement des droits ou parts de sociétés agricoles) - (p. 687) : accepte les amendements identiques N° III-246 de M. François Giaccobi et N° III-117 de M. Henri Caillavet, soutenus par ce dernier (imposition foncière et privilège fiscal accordé aux terres plantées de haies) - **Art. 16** (p. 689) : amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques : 1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; réservé puis retiré ; 2°modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution - (p. 692) : s'oppose aux amendements N° III-261 de M. France Léchenault (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation de soultes ; possibilité pour les cohéritiers d'exiger le choix de la valeur de rendement), N° III-254 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. André Barroux (succession ou donation et exercice du droit de préemption des SAFER sur la part de l'exploitation excédant la superficie prévue par la loi sur les cumuls) et N° III-313 du gouvernement (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes) - **Art. 17** (p. 698) : sur la succession agricole et l'ordre de priorité entre le GFA, l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété, accepte l'amendement N° III-363 du gouvernement et s'oppose à l'amendement N° III-59 de M. Paul Jargot - S'oppose à l'amendement N° III-155 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Alfred Gérin (succession de biens et droits agricoles et attribution aux héritiers s'étant engagés à constituer un groupement foncier agricole) - Amendement rédactionnel N° III-364 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement rédactionnel N° III-365 de la commission des affaires économiques ; adopté - (p. 699) : s'oppose aux amendements N° III-135 de M. Charles-Edmond Lenglet (application de ces dispositions aux baux de carrière et de ferme) et N° III-295 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant (refus de constitution d'un groupement foncier agricole (GFA) et impossibilité de l'exercice de l'attribution préférentielle en propriété) - (p. 701) : accepte les amendements de la commission des lois N° III-83 (constitution d'un GFA et versement de soultes aux cohéritiers non participants) et N° III-84 (signature de l'acte constitutif du GFA et des baux à long terme et caractère parfait du partage) - S'oppose à l'amendement N° III-234 de M. Geoffroy de Montalembert (suppression des dispositions de cet art. prévoyant la signature simultanée du partage, de l'acte constitutif du GFA et du bail à long terme) - (p. 702) : partage et constitution d'un GFA ; la nécessité d'attribuer un bail à long terme à l'héritier restant sur l'exploitation - **Après l'art. 17** (p. 703) : amendement N° III-365 de la commission des affaires économiques : application aux gratifiés des dispositions concernant les successions des biens agricoles ; adopté - (p. 704) : accepte l'amendement N° III-275 de M. Paul Girod (application des dispositions concernant les succession desbiens agricoles aux sociétés à objet exclusivement agricole constituées entre agriculteurs) - **Art. 18** (p. 706) : à propos du bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale, s'oppose aux amendements N° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et N° III-85 de la commission des lois - (p. 708) : sur l'amendement N° III-181, s'oppose au sous-amendement N° III-233 de M. Geoffroy de Montalembert (mise à disposition par priorité des bâtiments d'exploitation et d'habitation) - (p. 709) : accepte l'amendement rédactionnel N° III-303 du gouvernement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-10 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (bénéfice de l'attribution préférentielle en jouissance en faveur du conjoint survivant, de l'aide familial ou de l'associé d'exploitation) - (p. 710) : s'oppose à l'amendement N° III-156 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Alfred Gérin (droit pour les bailleurs d'exiger la cession des bâtiments au bénéficiaire de l'attribution préférentielle) - Reprend le sous-amendement N° III-233 de M. Geoffroy de Montalembert ; adopté - S'oppose à l'amendement N° III-304 de M. Jean-Paul Hammann (suppression des dispositions de cet art. concernant la valeur patrimoniale du droit au bail) - Accepte l'amendement N° III-317 du gouvernement (évaluation des terres et prise en compte éventuelle de la valeur patrimoniale du droit au bail) - Amendement N° III-27 de la commission des affaires économiques : prise en compte de l'existence du bail dans l'évaluation des terres ; adopté - Accepte l'amendement N° III-141 de MM. René Touzet et Chares Beaupetit, soutenu par M. Paul Girod (attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de 3 surfaces minimum d'installation (SMI).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 718) : accepte l'amendement N° IV-22 rédactionnel de MM. Jacques Boyer-Andrivet et Jules Roujon, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (aménagement foncier en milieu rural) - **Art. 29** (p. 720) : s'oppose à l'amendement N° IV-29 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Henri Tournan : détermination des orientations générales de maîtrise de

l'espace rural par une loi d'orientation - Accepte l'amendement N° IV-13 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (principaux objectifs de l'aménagement rural) et sur cet amendement les sous-amendements N° IV-63, IV-64 du gouvernement (éléments pris en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme) - (p. 722) : accepte l'amendement N° IV-14 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (consultation des services de l'Etat) - (p. 723) : accepte l'amendement N° IV-15 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles) et l'amendement N° IV-36 de M. Charles Beaupetit (consultation de la carte des terres agricoles avant les opérations susceptibles d'entraîner la réduction de l'espace agricole) - S'oppose à l'amendement N° IV-31 de M. Henri Tournan (carte des terres agricoles établie dans chaque département) et à l'amendement N° IV-32 de M. Henri Tournan (détermination d'un zonage indicatif par la carte des terres agricoles) - Sur l'amendement N° IV-15 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné, s'oppose au sous-amendement N° IV-66 de M. Paul Jargot (participation des collectivités locales concernées) - (p. 724) : amendement N° IV-5 de la commission des affaires économiques : carte communale des sols ; rejeté - **Art. 29** *bis* (p. 725) : amendement N° IV-7 de la commission des affaires économiques identique à l'amendement N° IV-16 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression de cet art. dont les dispositions seront reprises plus loin ; adopté - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : amendement N° IV-65 de la commission des affaires économiques : dispositions du code civil concernant les dommages causés par des nuisances dues à une activité agricole ; retiré - (p. 727) : sur l'amendement IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles), s'oppose au sous-amendement N° IV-49 de M. Paul Jargot (permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole) - (p. 728) : s'oppose à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole) - (p. 730) : s'oppose à l'amendement N° IV-50 de M. Jean-Paul Hammann (installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols) - **Art. 30** *bis* (p. 731) : amendement N° IV-8 de la commission des affaires économiques : part de surface agricole affectée à l'urbanisation de réserves foncières ; adopté - Sur l'amendement N° IV-8, accepte le sous-amendement N° IV-51 de M. Paul Jargot (part de zones d'activités artisanales ou industrielles - Accepte l'amendement N° IV-18 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (éléments à prendre en considération à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement) ; s'oppose à l'amendement N° IV-60 de M. Henri Tournan (avis de la commission départementale des structures et de la commission communale de l'aménagement foncier à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement) - **Après l'art. 30** *bis* (p. 732) : accepte l'amendement N° IV-19 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (prolongation du délai pendant lequel les SAFER peuvent conserver les biens acquis) - **Art. 31** (p. 733) : sur la protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagements importants, accepte l'amendement N° IV-20 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné, s'oppose aux amendements N° IV-57 de M. Paul Jargot et N° IV-40 de M. Jean Cauchon - (p. 735) : sur l'amendement N° IV-21 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural dans le cas de déséquilibre de l'exploitation), sous-amendement N° IV-9 de la commission des affaires économiques : priorité d'attribution sur l'ensemble du territoire ; adopté - Accepte l'amendement de forme du gouvernement N° IV-62 - **Après l'art. 31** (p. 736) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° IV-47 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (droit de préemption de la SAFER pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics) - **Art. 31** *bis* (p. 737) : amendement de forme N° IV-10 de la commission des affaires économiques - **Après l'art 31** *bis :* s'oppose aux amendements identiques N° IV-41 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, et N° IV-52 de M. Jean-Paul Hammann soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (création de secteurs de réaménagement des structures agricoles) - (p. 738) : s'oppose à l'amendement N° IV-53 de M. Paul Jargot (priorité des aides publiques aux entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois) - S'oppose à l'amendement N° IV-54 de M. Paul Jargot (marchés de travaux pouvant être attribués aux petites et moyennes entreprises locales).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : sur la rédaction proposée pour les troisième et quatrième alinéas de l'art. 832 du code civil, relatif à l'attribution préférentielle, accepte l'amendement N° III-87 de la commission des lois et s'oppose aux amendements N° III-183 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° III-60 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Louis Minetti - **Art. 20** (p. 763) : amendement N° III-32 de la commission des affaires économiques : délais accordés à l'héritier attributaire pour le paiement des soultes ; adopté - Accepte l'amendement de coordination N° III-88 de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° III-170 de MM. Roger Rinchet et René Chazelle, soutenu par M. Franck Sérusclat (conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne) - **Après l'art. 20** (p. 764) : sur les possibilités de sursis au partage pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ce délai, accepte l'amendement N° III-89 de la commission des lois et s'oppose à l'amendement N° III-13 de M. Roland Boscary-Monsservin - Inconvénient de la prolongation de l'indivision au-delà d'une durée de deux ans - **Art. 21** (p. 766) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-136 de M. Charles-Edmond Lenglet (égalité des droits au salaire différé pour tous les héritiers travaillant ou ayant travaillé sur l'exploitation) - **Art. 21** *bis* (p. 775) : problèmes de fond posés par cet art. ; sa nécessité pour la cohérence du projet - Constitution d'un groupement foncier agricole pour régler une succession à la demande de l'un des héritiers - Valeur des parts de GFA pour les héritiers non exploitants : possibilité de nantissement en cautionnement d'un emprunt ; possibilité, depuis 1970, de vente des parts de GFA à des acquéreurs individuels ou à des groupements - Insuffisance du système actuel - (p. 776) : création de sociétés civiles de placement immobilier - Limitation de leurs pouvoirs prévue par l'amendement N° III-90 de la commission des lois : interdiction d'exploiter ; garanties offertes à l'exploitant ; limitation de leur participation et de leur droit de vote ; voix double des personnes physiques - Possibilité de rachat des parts par l'exploitant : accession progressive à la propriété - Avis très favorable de la commission des affaires économiques à l'amendement N° III-90 de la commission des lois (modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'art. 1er de la loi du 31 décembre 1970, relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les GFA), sous réserve de l'adoption des deux sous-amendements du gouvernement N° III-348 (rétablissement de l'agrément pour les SCPI) et N° III-362 (traitement fiscal des parts de GFA détenues par une société civile) - (p. 778) : sur l'amendement N° III-90, s'oppose au sous-amendement N° III-187 de M. Roland Boscary-Monsservin (limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales membres d'un GFA, à la moitié du capital social) - Sur le même amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (nantissement des parts de GFA, quel que soit le lieu de résidence du porteur) - **Après l'art. 21** *bis* (p. 779) : s'en remet à la sagesse du

Sénat pour l'amendement N° III-215 de M. Baudouin de Hauteclocque (application du taux réduit de la taxe de publicité foncière aux propriétaires qui donneront leur terre à bail à long terme) - **Art. 21** *quater* (p. 780) : accepte l'amendement N° III-91 de la commission des lois (impossibilité pour un groupement agricole d'exploitation en commun d'être constitué par deux époux qui en seraient les seuls associés) - **Après l'art. 21** *quinquies* (p. 781) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-214 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (abrogation de quatre art. du code du vin) - **Après l'art. 22 A** (p. 782) : se déclare favorable à la demande de réserve présentée par M. Marcel Rudloff sur les amendements N° III-3 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° III-103 de la commission des lois, jusqu'à l'examen de l'art. 22 B et de l'amendement N° III-336 du gouvernement - **Art. 22 B** (p. 783) : s'oppose à l'amendement N° III-174 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Jean Geoffroy (extension de la procédure de contrôle des structures des exploitations agricoles) - (p. 784) : accepte l'amendement N° III-336 du gouvernement (procédure d'établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles) - (p. 785) : demande la réserve de l'amendement N° III-221 de M. Etienne Dailly, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (conditions d'exception à la réglementation des cumuls pour les opérations accomplies entre membres d'une même famille) - Accepte l'amendement N° III-94 de la commission des lois (application du contrôle des structures des exploitations agricoles à la seule exploitation des biens, à l'exclusion des transferts des propriétés) - **Avant l'art. 22 C** (p. 786) : s'oppose à l'amendement N° III-254 de M. Roland Grimaldi (droit de préemption des SAFER en cas de succession ou de donation, sur la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation des cumuls) - **Art. 22 C** (p. 789) : accepte l'amendement N° III-377 du gouvernement (conditions de cumul lorsqu'il s'agit de biens familiaux) - (p. 790) : amendement N° III-38 de la commission des affaires économiques : nécessité pour le demandeur lui-même, à l'exclusion du conjoint, d'avoir la capacité professionnelles ou de s'engager à suivre des stages de formation ; adopté - (p. 791) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° III-325 de la commission des lois (suppression du contrôle des structures si la superficie de l'exploitation obtenue n'excède pas la moitié de la surface minimale d'installation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-212 de M. René Tinant (participation du conjoint aux travaux de mise en valeur des fonds) - S'oppose à l'amendement N° III-253 de M. Roland Grimaldi (suppression des deux phrases prévoyant que les conditions de capacité professionnelle peuvent être remplies par le conjoint) - (p. 793) : amendement N° III-39 de la commission des affaires économiques : fixation entre deux et quatre SMI de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; devenu sans objet - Accepte l'amendement N° III-376 du gouvernement (fixation de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; suppression, pour coordination, de la mention des biens familiaux) et, sur cet amendement, le sous-amendement N° III-378 de la commission des lois (conditions où l'autorisation est de droit) - (p. 794) : problèmes de fond posés par l'art. 22 C : installation des jeunes agriculteurs et contrôle des structures - Rôle de la commission départementale des structures ; définition des schémas directeurs départementaux ; marge d'appréciation laissée à la commission pour fixer le seuil déclenchant la procédure d'autorisation d'installation - Diversité des situations départementales - Sur l'amendement N° III-39 de la commission des affaires économiques, s'oppose au sous-amendement N° III-137 de M. Charles-Edmond Lenglet (fixation entre deux et trois SMI du seuil déclenchant la procédure d'autorisation préalable d'installation) - S'oppose également à l'amendement N° III-63 de M. Louis Minetti (nécessité d'autorisation préalable d'installation dès lors que la superficie de l'exploitation dépasse une SMI) - (p. 795) : accepte l'amendement N° III-341 du gouvernement (contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitation lorsque la surface cumulée excède un seuil de superficie compris entre deux et quatre fois la SMI) - (p. 796) : s'oppose à l'amendement N° III-64 de M. Louis Minetti (contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitation lorsque la surface cumulée excède la surface minimum d'installation) - Sur l'amendement N° III-341 du gouvernement, s'oppose au sous-amendement N° III-161 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Michel d'Aillières (durée des autorisations temporaires de cumuls) - S'oppose également à l'amendement N° III-194 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant (fixation du seuil minimum déclenchant la procédure d'autorisation d'installation entre deux et trois SMI) - (p. 797) : accepte l'amendement N° III-345 du gouvernement (demande d'autorisation nécessaire pour les agrandissements réalisés à partir de parcelles éloignées) - - Amendement N° III-41 de la commission des affaires économiques : application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf si chacun d'eux dispose d'une exploitation séparée ; retiré au profit de l'amendement N° III-330 du gouvernement (application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage) - (p. 798) : s'oppose à l'amendement N° III-97 de la commission des lois (non-application du contrôle aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf pour la fraction excédant le double du seuil normal) - Qualité d'exploitante reconnue à l'épouse de l'agriculteur - Gestion conjointe de l'exploitation par les époux) - (p. 799) : hypothèse soulevée par M. Paul Girod : possibilité ou non pour l'un des conjoints de recueillir l'héritage de ses parents - (p. 801) : accepte l'amendement N° III-331 du gouvernement (demande d'autorisation de cumul pour les agrandissements entraînant le démembrement d'une exploitation), et, sur cet amendement, les sous-amendements de la commission des lois N° III-374 (exception dans le cas de réunion à une exploitation d'une superficie inférieure à une SMI) et N° III-375 (exception dans le cas d'une exploitation dont la superficie est déjà inférieure aux normes).

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 817) : s'oppose à l'amendement N° III-162 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - (p. 820) : amendement N° III-45 de la commission des affaires économiques : suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des créations et agrandissements d'exploitations agricoles au bénéfice de personnes morales ; retiré - Accepte l'amendement N° III-335 du gouvernement (autorisation préalable des créations et agrandissements d'exploitations agricoles au bénéfice de personnes morales ou d'une indivision) - (p. 821) : s'oppose aux amendements N° III-66 de M. Louis Minetti (suppression des dispositions de cet art. relatives au contrôle partiel des installations et agrandissements d'exploitations agricoles), N° III-210 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant (déclaration obligatoire des installations et des agrandissements d'exploitations lorsqu'une demande d'autorisation n'est pas requise), et N° III-272 de M. Paul Girod (possibilité pour la commission départementale de proposer le maintien du département sous le régime du contrôle total) - (p. 822) : accepte l'amendement N° III-337 du gouvernement (calcul des superficies prises en considération) - **Art. 22 B** *(suite)* : accepte l'amendement N° III-92 précédemment réservé de la commission des lois (conditions d'exercice de la pluriactivité : critère de revenus) - **Art. 22 D** (p. 823) : accepte l'amendement rédactionnel N° III-102 de la commission des lois et, sur cet amendement, accepte les sous-amendements du gouvernement N° III-338 (rôle des commissions départementales des structures et des chambres d'agriculture) et N° III-367 (suppression de la consultation systématique de la commission nationale des structures) - **Art. 22 E** (p. 825) : accepte l'amendement N° III-104 de la commission des lois (définition de la surface minimum d'installation)et sur cet amendement, le sous-amendement de coordination N° III-339 du gouverne-

ment - (p. 826) : sur l'amendement N° III-104 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° III-172 de M. Roland Grimaldi (fixation de limites supérieures de la surface minimum d'installation) - **Art. 22 F** (p. 830) : accepte l'amendement N° III-105 de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 22 G** (p. 833) : amendement N° III-49 de la commission des affaires économiques : conditions de la nullité du bail ; adopté - (p. 834) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements N° III-107 de la commission des lois (saisine du tribunal des baux ruraux exclusivement par le bailleur et la SAFER), N° III-6 de M. Roland Boscary-Monsservin (suppression des dispositions accordant à la SAFER la possibilité de demander la nullité du bail) et N° III-166de M. Roland du Luart (suppression des dispositions accordant la possibilité de demander la nullité du bail à toute personne intéressée et à la SAFER) - **Art. 22 H** (p. 836) : s'oppose à l'amendement N° III-108 de la commission des lois (suppression des dispositions du code rural prévoyant la procédure de notification de la décision du préfet et l'autorisation d'exploitation, par toute personne intéressée, accordée par le tribunal paritaire des baux ruraux) - Amendement N° III-50 de la commission des affaires économiques : suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour toute personne intéressée de demander l'autorisation d'exploiter au tribunal paritaire des baux ruraux ; adopté - **Art. 22 I** (p. 837) : sur l'amendement N° III-109 de la commission des lois (suppression de toute aide publique à caractère économique afférente aux biens indûment exploités par un contrevenant), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement N° III-368 du gouvernement (suppression de toute référence aux biens indûment exploités) - **Art. 22 J** (p. 838) : accepte l'amendement N° III-110 de la commission des lois (amendes contraventionnelles) et le sous-amendement rédactionnel N° III-366 du gouvernement, ainsi que les amendements rédactionnels N° III-111, III-112 et III-113 de la commission des lois - **Art. 22 K** : amendement N° III-370 de forme de la commission des affaires économiques ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel N° III-114 de la commission des lois - **Art. 22 L** (p. 839) : accepte les amendements de la commission des lois N° III-115 (dispositions transitoires pour le calcul des superficies de cumul) et N° III-116 (rédactionnel) - Amendement N° III-51 (rédactionnel) de la commission des affaires économiques ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 840) : s'oppose à l'amendement N° III-259 de M.Roland Grimaldi (recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé) - **Art. 26** *bis* (p. 842) : s'oppose à l'amendement N° III-117 de la commission des lois (exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage) - (p. 843) : sur les mises à disposition à titre gratuit, s'oppose aux amendements N° III-199 de MM. René Tinant et Serge Mathieu et N° III-257 de M. Roland Grimaldi - (p. 844) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-216 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque (conventions d'occupation précaire justifiées par des nécessités imposées par les circonstances) - Accepte l'amendement N° III-307 du gouvernement (conventions portant sur l'utilisation agricole et pastorale des forêts privées ou soumises au régime forestier), l'amendement N° III-200 de M. René Tinant (prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture) et les amendements de la commission des lois N° III-118 (inapplicabilité du statut du fermage lorsque le cessionnaire n'est tenu par la convention à aucun travail d'entretien cultural) et N° III-119 (non-application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-258 de M. Roland Grimaldi (caractère d'ordre public des nouvelles dispositions ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux par toute personne ayant un intérêt direct ou indirect à l'application des dispositions) - **Après l'art. 26** *bis* (p. 845) : accepte l'amendement N° III-120 de la commission des lois (petites parcelles échappant au statut du fermage) - **Art. 26** *ter* : s'oppose aux amendements identiques N° III-67 de M. Charles Lederman et N° III-256 de M. Roland Grimaldi (suppression de cet art. qui crée des baux d'un an renouvelables) - (p. 846) : accepte l'amendement N° III-121 de la commission des lois (non-application du statut du fermage aux petites parcelles) - Amendement N° III-371 de forme de la commission des affaires économiques ; adopté - Accepte l'amendement N° III-122 rédactionnel de la commission des lois, l'amendement N° III-123 de la commission des lois (possibilité pour les preneurs de bénéficier des dispositions relatives au droit de préemption) - S'oppose à l'amendement N° III-139 de M. Charles-Edmond Lenglet, soutenu par M. Max Lejeune (fixation des prix des baux pour un descendant susceptible de s'installer comme exploitant sur des terres de la famille) - (p. 847) : accepte l'amendement N° III-153 de M. Paul Girod (cumul de baux ruraux et d'indemnités viagères de départ) et l'amendement N° III-124 de la commission des lois (cas dans lesquels le bailleur est une indivision ou une société constituée entre membres d'une même famille) - **Art. 26** *quater* : accepte l'amendement rédactionnel N° III-125 de la commission des lois - **Art. 26** *quinquies* (p. 848) : accepte l'amendement N° III-126 de la commission des lois (aménagement des règles en cas de reprise partielle et de reprise frauduleuse) - **Après l'art. 26** *quinquies* : accepte l'amendement N° III-127 de la commission des lois (conversion d'un bail rural en bail à long terme ; conséquences du refus du preneur) - (p. 849) : accepte l'amendement N° III-222 de M. Lionel de Tinguy (inclusion des cultures pérennes dans le bail à domaine congéable) - **Art. 26** *sexies* (p. 850) : s'oppose aux amendements identiques N° III-154 de M. Paul Girod, III-190 de M. Octave Bajeux et III-201 de M. Jean Colin (suppression de cet art. créant le « bail de carrière ») - (p. 852) : s'oppose à l'amendement N° III-255 de M. Roland Grimaldi (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière) et accepte partiellement l'amendement N° III-349 du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière) - (p. 853) : sur cet amendement, sous-amendement N° III-379de la commission des affaires économiques : liberté des prix des baux et fixation d'un plafond ; rejeté - Sur cet amendement N° III-349, accepte le sous-amendement N° III-380 de M. Octave Bajeux (droit de cession du preneur à un descendant majeur ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux en cas de litige) - **Art. 26** *septies* (p. 856, 857) : accepte les amendements de la commission des lois N° III-129 (bâtiments d'habitation et droit de préemption de la SAFER) et N° III-130 (non-opposition du droit de préemption de la SAFER à certaines catégories professionnelles agricoles) - **Après l'art. 26** *septies* : accepte l'amendement N° III-218 de M. Paul Guillard (participation de représentants des conseils généraux au conseil d'administration des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), ainsi que l'amendement N° III-223 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Marcel Rudloff (terres maraîchères en secteur urbain ou péri-urbain et droit de préemption des SAFER) - **Art. 26** *octies* (p. 858) : accepte l'amendement N° III-308 du gouvernement (prêts bonifiés et reversement de la subvention reçue en cas de cession à titre onéreux dans les dix ans suivant la dernière échéance de remboursement) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° III-131 de la commission des lois (revente de l'exploitation bénéficiaire du prêt pour une exploitation plus grande - S'oppose à l'amendement N° III-178 de M. Henri Caillavet (priorité du bénéfice des rétrocessions des SAFER aux groupements fonciers agricoles) - (p. 859) : accepte l'amendement N° III-309 du gouvernement (absence du droit de préemption pour le propriétaire d'une surface supérieure à deux fois et demie la SMI) - **Art. 28** : s'oppose à l'amendement N° III-269 de M. Jean-Paul Hammann (imputation des crédits du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles pour le versement de l'indemnité annuelle de départ) - (p. 860) : accepte l'amendement N° III-310 du gouverne-

ment (caractère de préretraite et non indemnitaire de l'indemnité viagère de départ), l'amendement N° III-204 de M. Louis de la Forest (bénéfice de l'aide aux mutations professionnelles pour les agriculteurs âgés de cinquante ans), ainsi que l'amendement N° III-219 de M. Paul Guillard (expropriation d'un exploitant âgé de plus de cinquante-cinq ans et versement de l'indemnité annuelle de départ) - (p. 861) : pour les amendements de M. Fernand Lefort soutenus par M. Raymond Dumont, s'oppose au N° III-69 (suppression des dispositions de cet art. liant l'attribution de l'indemnité viagère de départ (IVD) complément de retraite à l'IVD non complément de retraite), N° III-70 (cumul de l'avantage vieillesse agricole et d'une indemnité annuelle complément de retraite), N° III-71 (suppression des dispositions de cet art. prévoyant un délai de versement pour l'indemnité annuelle complément de retraite des agriculteurs de plus de soixante-cinq ans ayant cédé leurs terres) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le III-72 (proportion de l'IVD complément de retraite par rapport au montant de l'IVD non complément de retraite) - De même, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-205 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (revalorisation périodique de l'indemnité viagère de départ (IVD) - S'oppose à l'amendement N° III-220 de M. Paul Guillard (application de la réglementation en vigueur au jour de la demande de l'IVD) - **Après l'art. 28** (p. 862) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° III-217 de M. Paul Guillard (attribution de l'IVD non complément de retraite sans conditions de restructuration) - **Intitulé après l'art. 31** *bis :* amendement N° IV-11 de la commission des affaires économiques, de forme : « titre V *(nouveau)* dispositions diverses » ; adopté - **Avant l'art. 31** *ter :* amendement N° IV-12 de la commission des affaires économiques : application de la présente loi et détermination des moyens financiers par les lois de finances ; adopté - **Art. 31** *ter* (p. 863) : accepte l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenus par M. Jean-Paul Hammann (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la communauté économique européenne), et sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement N° IV-42 de MM. René Tinant et Edouard Le Jeune (dépôt du rapport tous les deux ans) - Accepte l'amendement N° IV-35 de M. René Chazelle (évaluation du surcoût de production aux contraintes spécifiques de certaines régions) - **Art. 33** (p. 864) : accepte les amendements N° IV-1 de M. Charles Pasqua (fixation par décrets, des modalités d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer), N° IV-3 de MM. Daniel Millaud et Raoul Vadepied, soutenu par M. Hubert d'Andigné (non-application de cette loi dans les territoires d'outre-mer) et N° IV-43 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Millaud (application de la loi et délai d'intervention des décrets en Conseil d'Etat) - **Deuxième délibération - Art. 1** *bis* (p. 866) : amendement rédactionnel N° 6 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 2 :** accepte l'amendement N° 2 du gouvernement (compétence du Conseil supérieur d'orientation agricole pour l'organisation des marchés agricoles) - **Art. 2** *ter :* amendement de coordination N° 7 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 2** *quater* (p. 867) : amendement de coordination N° 8 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 3 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 3 du gouvernement (perception de cotisations professionnelles au profit du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires) - Amendements rédactionnels N° 9 et 10 de la commission des affaires économiques ; adoptés - **Art. 5** (p. 868) : accepte l'amendement N° 4 du gouvernement (suppression des dispositions de cet art. concernant les ententes) - **Art. 5** *bis (nouveau) :* accepte l'amendement N° 5 du gouvernement (perception par les interprofessions de cotisations sur les produits importés) - **Art. 6 :** amendement rédactionnel N° 11 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 7** (p. 869) : amendement de coordination N° 12 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 8 :** amendement de coordination N° 13 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 14** (p. 870) : amendement rédactionnel N° 14 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 14** *bis* **C :** amendement N° 15 de la commission des affaires économiques : commission départementale d'aménagement foncier et désgnation par le Conseil général d'un conseiller général et d'un maire de commune rurale ; adopté - **Art. 17** *ter :* amendement de forme N° 16 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 18 :** amendement de coordination N° 17 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 21** *bis* (p. 871) : amendement rédactionnel N° 18 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 22 C** (p. 872) : amendements rédactionnels N° 19 et 21 de la commission des affaires économiques ; adoptés - Amendements de coordination N° 20 et N° 22 de la commission des affaires économiques ; adoptés - **Art. 22 G :** amendement rédactionnel N° 23 de la commission des affaires économiques ; adopté - **Art. 22 J** (p. 873) : amendement de coordination N° 25 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement rédactionnel N° 24 de la commission des affaires économiques ; adopté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (3 avril 1980) - **Art. 10** (p. 1034) : son amendement N° 166 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : modalités du bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires de l'Etat titulaires et non titulaires ; retiré au profit de l'amendement N° 164 de M. Jean Béranger.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1843, 1844) : modifications apportées par l'Assemblée nationale et points de divergence avec le Sénat : coordination avec la politique agricole de la CEE ; avis et délibérations du Conseil national d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; statut des épouses d'exploitants ; intervention des SAFER ; succession et contrôle des structures ; pluriactivité ; baux de carrière - Amendements de la commission des lois et de la commission des affaires économiques du Sénat - Décrets d'application - Mesures complémentaires nécessaires : fixation des prix agricoles ; organisation des marchés ; préférence communautaire et solidarité financière européenne ; engagement financier de l'Etat - (p. 1845) : crédits nécessaires à la mise en oeuvre de ce projet.

Art. 1 *bis* (p. 1854) : amendement N° 45 de la commission : suppression, au paragraphe I, de la disposition relative à la préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques ; adopté - Amendement rédactionnel N° 46 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement de coordination N° 47 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendement N° 48 de la commission des affaires économiques : objectif d'accroissement du potentiel agronomique des terres agricoles ; adopté - (p. 1855) : amendement N° 49 de la commission des affaires économiques : prise en compte par la politique foncière des données régionales : mise en oeuvre décentralisée ; adopté - Amendement N° 50 de la commission des affaires économiques : spécificités de la politique d'aide à la montagne ; adopté - Amendement N° 51 de la commission des affaires économiques : politique d'aménagement rural et d'action régionale et encouragement à la pluriactivité ; adopté - Amendement N° 52 de la commission des affaires économiques : participation des agriculteurs à l'entretien du patrimoine et à la préservation des espèces végétales et des races animales domestiques ; adopté - **Art. 1** *ter* (p. 1856) : amendement N° 53 de la commission des affaires économiques : rétablissement de cet article relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la CEE ; retiré au profit de l'amendement analogue N° 101 de M. Christian Poncelet - S'oppose à l'amendement N° 103 de M. Louis Minetti (rétablissement de cet article dans une rédaction insistant sur la détermination souveraine de la politique agricole française) - **Art. 2** (p. 1857) : s'oppose à l'amendement N° 159 de MM. Pierre Tajan et André

Jouany (représentation du commerce de gros et de détail au conseil supérieur d'orientation) - (p. 1858) : amendement N° 54 de la commission des affaires économiques : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation ; adopté - Accepte l'amendement N° 229 du gouvernement (compétence du conseil supérieur d'orientation en matière d'organisation économique des marchés agricoles) - S'oppose à l'amendement N° 104 de M. Louis Minetti (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation sur la fixation des prix agricoles) - (p. 1859) : demande le retrait de l'amendement N° 225 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (compétences de l'Institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique) - Accepte l'amendement N° 226 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou (réglementation des produits de l'agriculture biologique) - **Art. 2** *ter* (p. 1860) : s'oppose à l'amendement N° 105 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de la condition d'appartenance à une organisation professionnelle pour bénéficier des aides de l'Etat) - Accepte l'amendement N° 230 du gouvernement (négociation collective des contrats de production, de collecte ou de mise en marché passés par les producteurs) - Amendement de coordination N° 55 de la commission des affaires économiques ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 169 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Maurice Janetti (suppression de l'alinéa relatif aux engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration) - Amendement N° 56 de la commission des affaires économiques : nécessité de conformité des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration à un contrat-type homologué par l'administrtion - Accepte la réserve de cet amendement et de l'amendement N° 169 jusqu'après l'examen de l'art. 2 quinquies - (p. 1861) : amendement N° 57 de la commission des affaires économiques : plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu d'exploitation et différenciation par région et par production ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° 259 du gouvernement (plafonnement en fonction du revenu d'exploitation ou d'autres critères) - S'oppose à l'amendement N° 228 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou (politique du crédit permettant la conversion aux méthodes de l'agriculture biologique) - **Art. 2** *quater* (p. 1862) : amendement de coordination N° 58 de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement N° 119 de M. Roland Boscary - Monsservin ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 218 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (consultation des chambres d'agriculture avant l'extension de tout ou partie des règles) - Accepte les amendements identiques N° 112 de M. France Léchenault et N° 216 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension) - **Art. 2** *quinquies* (p. 1865) : amendement N° 59 de la commission des affaires économiques : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, et relatif aux contrats d'intégration ; adopté - (p. 1867) : précisions apportées par l'amendement N° 59 de la commission : définition du contrat d'intégration en matière d'élevage, institution d'un fonds commun de garantie entre les entreprises signataires - S'oppose aux amendements N° 231 du gouvernement et N° 113 de M. France Léchenault visant à rétablir cet article dans une rédaction différente - Sur l'amendement N° 59 de la commission des affaires économiques, accepte les sous-amendements de M. Maurice Janetti N° 254 (nullité des seules clauses du contrat contraires à la loi) et N° 255 (élaboration des contrats-types), mais s'oppose à son sous-amendement N° 253 (fixation des prix entre les parties contractantes et garanties de rémunération du producteur) ; demande la rectification du sous-amendement N° 257, rédactionnel, de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et accepte son sous-amendement N° 258 (délai de un an pour la nullité de plein droit des contrats non conformes) - **Art. 2** *ter (suite)* (p. 1869) : adoption de l'amendement N° 56 de la commission des affaires économiques, précédemment réservé - **Art. 3** : amendement N° 60 de la commission des affaires économiques : missions confiées au fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires et promotion des exportations ; adopté - **Art. 4** (p. 1870) : accepte l'amendement N° 135 de M. Maurice Janetti (critères de représentativité des groupements professionnels) - Amendement de coordination N° 61 de la commission des affaires économiques ; adopté - Amendements rédactionnels N° 62 et N° 63 de la commission des affaires économiques ; adoptés - (p. 1871) : amendement N° 64 de la commission des affaires économiques : dispositions des statuts prévoyant les procédures d'arbitrage et les instances qui ne seront chargées, et recours en dernier ressort devant les juridictions de l'ordre judiciaire ; adopté - **Art. 5** (p. 1873) : amendement N° 66 de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement N° 121 de M. Roland Boscary-Monsservin : garantie de paiement à chacun des niveaux de la filière ; adopté - Accepte l'amendement N° 232 du gouvernement (établissement de normes techniques, sauf pour les produits d'appellation d'origine contrôlée) - Demande le retrait de l'amendement N° 40 de M René Tinant (réduction à deux mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension) - Demande le retrait de l'amendement N° 41 de MM. René Tinant et François Dubanchet, soutenu par M. Maurice Prévoteau, au profit de l'amendement N° 67 de la commission des affaires économiques : application aux accords interprofessionnels des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 relative au respect de la loyauté en matière de concurrence ; adopté - **Art. 5** *bis* (p. 1874) : accepte l'amendement N° 207 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (prélèvement, sur les produits importés, de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles) - **Art. 6** *bis* (p. 1875) : accepte l'amendement N° 233 du gouvernement (exclusion de l'utilisation des labels d'origine agricole pour les produits d'appellation d'origine, les VDQS et les vins de pays) - S'oppose à l'amendement N° 204 de M. Jacques Descours Desacres (suppression du paragraphe excluant l'utilisation des labels agricoles pour les vins, eaux de vie et cidres d'appellation d'origine) - (p. 1876) : accepte l'amendement N° 256 du gouvernement (conditions d'homologation par l'autorité administrative des productions de l'agriculture n'utilisant pas de produit chimique de synthèse) et, sur cet amendement, les sous-amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard N° 261 (utilisation de l'expression « agriculture biologique ») et N° 262 (conditions d'homologation) - **Art. 7** (p. 1877) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 162 de M. Paul Girod (consultation du comité départemental des prestations sociales agricoles préalable aux affiliations effectuées par dérogation) - **Art. 7** *bis* (p. 1878) : accepte l'amendement N° 189 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque (cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution) - **Art 9** (p. 1879) : s'oppose à l'amendement N° 106 de M. Louis Minetti (précisions sur le bénéfice de l'aide à domicile pour les personnes âgées) - Amendement N° 68 de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement N° 3 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire ; adopté - (p. 1880) : amendement N° 69 de la commission des affaires économiques : fixation par décret d'un régime de retraite complémentaire facultative ; adopté - Sur l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire, demande, au profit des amendements N° 68 et 69 de la commission des affaires économiques, le retrait des amendements N° 178 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et N° 4 de M. Paul Girod - **Art. 13** (p. 1882) : amendement N° 70 de la commission des affaires économiques : statut des conjoints d'exploitants agricoles ; adopté - Inclusion par l'Assemblée nationale du statut des exploitantes dans le code civil et position prise par le Sénat tendant à la modification du seul code rural - **Art. 13** *bis* (p. 1884) : amendement N° 71 de la commission des affaires économiques : exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole ; adopté - **Art. 14** (p. 1885) : précisions demandées au gouvernement sur la gestion du répertoire de la valeur des

terres agricoles, évoquée par l'amendement N° 198 de M. Jean-Paul Hammann - S'oppose à l'amendement N° 172 de M. Jean Colin, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de l'alinéa relatif à la prise en compte du revenu brut d'exploitation par petite région pour déterminer la valeur de rendement) - (p. 1886) : sur la suppression ou la modification de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale, s'oppose aux amendements N° 175 de M. Paul Séramy et N° 123 de M. Roland Boscary-Monsservin - **Art. 14 *bis* A** (p. 1887) : accepte l'amendement N° 208 de M. Jean-Paul Hammann (barème de référence) - **Art. 14 *bis* B** (p. 1888) : accepte la réserve de cet article jusqu'à la fin du titre III, demandée par le gouvernement - **Art. 14 *bis* C** (p. 1889) : amendement N° 242 de la commission des affaires économiques : dénomination des commissions communales et départementales de réorganisation foncière et de remembrement ; adopté - Sur la composition de la commission départementale d'aménagement foncier, accepte les amendements N° 199 de M. Jean-Paul Hammann et N° 107 de M Louis Minetti - (p. 1890) : sur la représentation des organisations syndicales représentatives sur le plan national et des organisations syndicales départementales, s'oppose aux amendements N° 138 de. Franck Sérusclat, soutenu par M Maurice Janetti, et N° 108 de M. Louis Minetti - Amendement N° 73 de la commission des affaires économiques : représentation de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles la plus représentative au niveau départemental ; adopté - Amendement N° 74 de la commission des affaires économiques : représentation de l'organisation syndicale des jeunes exploitants agricoles la plus représentative au niveau départemental ; adopté - Amendement de coordination N° 75 de la commission des affaires économiques ; adopté - (p. 1891) : amendement de coordination N° 76 de la commission des affaires économiques ; adopté - Accepte l'amendement N° 235 du gouvernement (composition de la commission spéciale chargée de statuer en dernier ressort en matière de remembrement) - (p. 1892) : accepte les amendements de M. Charles Beaupetit N° 43 (financement de la totalité des opérations de remembrement d'une commune par les sociétés bénéficiaires de la concession des ouvrages linéaires) et N° 44 (implantation d'un ouvrage et financement des dommages constatés à l'achèvement des opérations de remembrement).

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 14 *bis*** (p. 1904) : accepte les amendements identiques N° 11 de la commission des lois, N° 174 de M Paul Séramy, N° 185 de M. Pierre Louvot et N° 260 du gouvernement (suppression de cet article créant un livre foncier rural) - **Art. 15** (p. 1905) : s'oppose aux amendements N° 110 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (suppression de cet article prévoyant le refus de prêt bonifié en fonction de la valeur de cession), N° 98 de M. Paul Girod (refus de prêt bonifié lorsque la valeur de cession des terres est supérieure à la valeur de référence)et N° 12 de la commission des lois (refus de prêt bonifié pour la fraction du prix excédant la valeur vénale des terres) - **Art. 17** (p. 1907) : amendement N° 78 de la commission des affaires économiques : constitution d'un bail à ferme ou de carrière par les cohéritiers ; devenu sans objet - S'oppose à la première partie, mais accepte la deuxième partie de l'amendement N° 13 de la commission des lois (1. suppression des dispositions de cet article imposant un bail des cohéritiers 2. Rédactionnel) - Accepte l'amendement de coordination N° 236 du gouvernement - **Art. 18** (p. 1908) : accepte l'amendement N° 157 de M. Octave Bajeux (évaluation des terres des différents lots et prise en compte de l'existence du bail) et s'oppose à l'amendement N° 209 de M. Jean-Paul Hammann (suppression des dispositions de cet article concernant la mise en oeuvre de l'attribution préférentielle par un héritier et la cession aux autres cohéritiers d'une partie de son lot) - **Art 19 *bis*** (p. 1911) : accepte l'amendement N° 14 de la commision des lois (sursis au partage en fonction de la situation de l'un des indivisaires) - **Art. 20** : amendement N° 81 de la commission des affaires économiques : paiement des soultes en cas de partage et délai de dix ans ; adopté - **Art. 22 B** (p. 1912) : à propos du contrôle des structures des exploitations agricoles et des conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles, s'oppose aux amendements N° 99 de M. Charles Zwickert, soutenu par M Paul Séramy et N° 170 de M. Franck Sérusclat,soutenu par M. Roland Grimaldi - S'oppose également à l'amendement N° 139 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Roland Grimaldi (schéma directeur des structures agricoles et participation du conseil général) - (p. 1913) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 126 de M. Roland Boscary-Monsservin (contrôle des structures agricoles et non mise en cause de la validité du transfert de propriété, d'usufruit ou d'autres droits réels) - **Art. 22 C** (p. 1915) : s'oppose à l'amendement N° 168 de M. Maurice Janetti (réglementation des installations et des cumuls et cas d'autorisations facultatives ou de droit) - (p. 1917) : amendement N° 82 de la commission des affaires économiques, soutenu par M Michel Chauty : cumul et autorisation de droit pour le demandeur ayant acquis une expérience en qualité de chef d'exploitation, d'aide familial ou de salarié agricole ; adopté - (p. 1919) : amendement N° 83 de la commission des affaires sociales : cumuls et autorisations préalables pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal ; adopté - (p. 1921) : s'oppose aux amendements identiques N° 117 de M. France Léchenault et N° 210 de M. Jean-Paul Hammann (cumuls et autorisation préalable nécessaire pour les opérations concernant des époux) - (p. 1922) : accepte l'amendement N° 15 de la commission des lois (autorisation préalable de cumul pour une opération supprimant une exploitation agricole d'une superficie égale à la surface minimum d'installation, sans l'accord du preneur en place) - Amendement N° 84 de la commission des affaires économiques identique à l'amendement N° 164 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article donnant à un seul propriétaire l'initiative de la procédure d'autorisation en cas de cumul ; adopté - (p. 1923) : accepte l'amendement N° 201 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (non application de la procédure d'autorisation préalable en cas de cumul pour les exploitations dépassant le maximum de surface autorisée) - Amendement N° 85 de la commission des affaires économiques : agrandissement d'exploitation par parcelles éloignées du centre de l'exploitation et autorisation de la commission du contrôle des structures départementales ; adopté - (p. 1924) : accepte l'amendement N° 194 de la commission des lois (abaissement du seuil jusqu'à la surface minimum d'installation et non application de la procédure d'autorisation préalable) - (p. 1926)et 1927) : en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter de droit et la transmission successorale, manifeste une nette préférence pour l'amendement N° 16 de la commission des lois et délaisse, en conséquence, l'amendement N° 238 du gouvernement - D'autre part, et à propos de l'exploitation de droit par l'héritier et des conditions de détention ou d'exploitation par la personne à l'origine de la transmission, sous-amendements de la commission des affaires économiques N° 263 ; adopté et N° 248 ; devenu sans objet - (p. 1931) : amendement N° 87 de la commission des affaires économiques : autorisation d'exploiter de droit et absence de capacités ou d'expérience professionnelle ; adopté - A propos de la suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle, s'oppose aux amendements N° 183 de M. Jean Colin et N° 141 de M. Roland Grimaldi - (p. 1932) : s'oppose aux amendements N° 17 de la commission des lois (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie de l'exploitation), N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation) et N° 166 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article prévoyant l'autorisation d'exploiter de droit pour un industriel ou commerçant) - - En ce qui concerne

l'autorisation d'exploiter de droit et la qualité d'industriel ou de commerçant, s'oppose aux amendements N° 167 de M Paul Girod et N° 142 de M. Roland Grimaldi - (p. 1933) : sur l'amendement N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque, s'oppose au sous-amendement N° 266 de MM Baudouin de Hauteclocque et Lionel de Tinguy (importance de la superficie de l'exploitation prise en compte) - (p. 1934) : accepte l'amendement N° 237 du gouvernement (définition de la notion de « superficie cumulée ») - Accepte les amendements de la commission des lois N° 18 (cumul temporaire et installation sur l'exploitation initiale du demandeur ou sur les biens temporairement cumulés) et N° 19 (autorisation d'exploiter de droit et sociétés d'exploitation).

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 2033) : accepte l'amendement N° 20 de la commission des lois (suppression du paragraphe relatif au critère d'expérience professionnelle) - S'oppose à l'amendement N° 143 de M. Roland Grimaldi (conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, droit de reprise et autorisation préalable) - (p. 2034) : accepte l'amendement de coordination N° 21 de la commission des lois - S'oppose à l'amendement N° 191 de M. Paul Girod (possibilité pour certains départements de maintenir le contrôle total existant) - **Art. 22 D** (p. 2035) : accepte l'amendement N° 217 de M. Jacques Descours Desacres (rôle de la commission nationale des structures agricoles et compétence pour l'examen des recours adressés au ministre de l'Agriculture) - Accepte l'amendement N° 100 de M. Pierre Labonde (reconnaissance de droit d'un GAEC, conformité nécessaire de ses statuts et nécessité pour ses membres de satisfaire aux dispositions légales et réglementaires) - **Art. 22 E** (p. 2036) : s'oppose à l'amendement N° 149 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Michel Moreigne (limites supérieure et inférieure de la surface minimum d'installation par rapport à la moyenne nationale) - **Art. 22 F** : amendements N° 249 et N° 250 de la commission des affaires économiques : demande d'autorisation d'extension d'une exploitation et prise en compte du schéma directeur départemental des structures du département siège de l'exploitation ; adoptés - (p. 2037) : accepte l'amendement N° 22 de la commission des lois (procédure devant la commission départementale des structures : convocation obligatoire du demandeur ; communication des pièces à la demande de l'intéressé) - Amendement N° 251 de la commission des affaires économiques : prise en compte pour l'appréciation de la commission des structures, des surfaces de l'exploitation existant éventuellement sur le territoire d'un département limitrophe ; adopté - Amendement N° 90 de la commission des affaires économiques : prise en considération de la situation personnelle du preneur en place au regard de la législation relative au contrôle des structures ; adopté - **Art. 22 H** (p. 2039) : accepte l'amendement N° 26 de la commission des lois (fonctionnement d'une exploitation en situation irrégulière : injonction du préfet de régulariser la situation et possibilité de mise en mouvement de l'action pénale) et sur cet amendement, le sous-amendement N° 241 du gouvernement (mise en demeure adressée par le préfet à l'intéressé et délai d'une année culturale) - **Art. 22 G** *(suite)* (p. 2040) : accepte l'amendement N° 23 de la commission des lois (possibilité pour le préfet ou le bailleur de faire prononcer par le tribunal paritaire des baux ruraux la nullité du bail), sous réserve de l'adoption du sous-amendement N° 269 de la commission des affaires économiques : possibilité pour la SAFER d'intervenir de la même façon ; adopté - **Art. 22 J** : accepte les amendements de la commission des lois N° 27 (modulation des pénalités selon qu'il y a eu omission de souscrire une demande d'autorisation d'exploiter ou fourniture de renseignements inexacts à l'appui d'une telle demande) et N° 28, de coordination (compétence du tribunal correctionnel) - **Art. 26** *bis* (p. 2041) : définition du bail rural - (p. 2042) : extension du champ d'application du statut du fermage - S'oppose aux amendements de la commission des lois N° 29 (principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières), N° 30 (exception relative à la mise à disposition à titre gratuit) et N° 31 (critère de l'obligation d'un travail d'entretien cultural) - Critère d'obligation de travail d'entretien cultural et vente de récoltes et d'herbes sur pied - Amendement N° 93de la commission des affaires économiques : exception relative aux terrains situés à proximité d'une habitation et en constituant l'accessoire ; adopté - S'oppose également à l'amendement N° 32 de la commission des lois (exception relative aux conventions d'occupation précaire) - Accepte l'amendement N° 192 de M. Paul Girod (non application du statut du fermage aux biens mis à la disposition d'une société par une personne qui participe effectivement à leur exploitation au sein de celle-ci) - (p. 2043) : après la modification rédactionnelle acceptée par M. Marcel Rudloff, accepte l'amendement N° 29 de la commission des lois - **Art. 26** *sexies* **A** (p. 2045) : accepte l'amendement N° 33 de la commission des lois (rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformer un bail rural en bail à long terme) et, sur cet amendement, le sous-amendement N° 190 de M. Baudouin de Hauteclocque (abrogation de cinq articles du code rural tombés en désuétude) - **Art. 26** *sexies* (p. 2046) : s'oppose à l'amendement N° 184 de MM. Jean Colin et Adolphe Chauvin (suppression de cet article relatif au bail de carrière) - S'oppose à l'amendement N° 195 de la commission des lois (suppression de la disposition fixant comme condition à la réalisation d'un bail de carrière que l'exploitation constitue une unité économique) - Accepte les amendements identiques N° 34 de la commission des lois et N° 158 de M. Octave Bajeux (suppression de l'alinéa reprenant des dispositions de droit commun relatives à la poursuite du bail jusqu'à son échéance normale, au profit du conjoint survivant ou des héritiers, en cas de décès du titulaire) - (p. 2048) : amendement N° 95 de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement N° 154 de M. Franck Sérusclat : suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière ; adopté - Opposition de la commission des affaires économiques à la libre fixation du prix des baux de carrière - Sur la possibilité donnée ou non aux parties de fixer librement le prix des baux de carrière, s'oppose aux amendements N° 111 de M. Charles Lederman, N° 196 de M. Baudouin de Hauteclocque, N° 203 de M. Roland du Luart, N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin et N° 150 de M. Roland Grimaldi - (p. 2050) : opposition de la commission des affaires économiques à toute rédaction permettant une libre discussion du prix des baux de carrière : s'oppose notamment à l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement liberté totale des parties) - **Art. 26** *septies* **à 29** *ter* (p. 2052 à 2059) : positions et amendements de la commission des affaires économiques soutenus par M. Michel Chauty, président de la commission - **Art. 14** *bis* **B** *(suite)* (p. 2062) : amendement N° 72 de la commission des affaires économiques : procédure d'intervention des SAFER en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire ; adopté - (p. 2065) : demande le retrait de l'amendement N° 214 de M. Geoffroy de Montalembert (obligation pour la SAFER d'acquérir le bien au prix fixé par le tribunal en cas de remise en vente dans un délai de trois ans) - S'oppose à l'amendement N° 173 de M. Jean Colin (réduction de trois à deux ans du délai d'interdiction de remise en vente) - Demande la réserve de l'amendement N° 136 de M. Franck Sérusclat (en cas de retrait du bien de la vente, impossibilité de cession à bail de complaisance avec vente à terme) - (p. 2066) : s'oppose à l'amendement N° 124 de M. Roland Boscary-Monsservin (délai de deux mois laissé aux parties pour saisir le tribunal) - (p. 2069) : sur l'amendement N° 72 de la commission, s'oppose au sous-amendement N° 173 de M. Jean Colin, repris par M. Etienne Dailly - (p. 2071) : accepte l'amendement N° 8 de la commission des lois (vente à la SAFER et procédure destinée à respecter les droits de préemption prioritaires par

rapport au sien) - S'oppose à l'amendement N° 213 de M. Geoffroy de Montalembert (exception au droit de préemption de la SAFER si un indivisaire exprime sa volonté d'acquérir lors d'une adjudication) - (p. 2072) : accepte l'amendement N° 9 de la commission des lois (droit de préemption du preneur, prioritaire par rapport à celui de la SAFER, limité au cas où le preneur exploite le bien depuis trois ans au moins) - (p. 2073) : s'oppose à l'amendement N° 137 de M. Franck Sérusclat (en cas de transmission par succession ou de mutation à titre gratuit, droit de préemption des SAFER sur la partie des terrains excédant une superficie déterminée).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **284 (79-80)**] - (5 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2377) : réunion de la commission mixte paritaire après la deuxième lecture du projet - Accord des députés sur les modifications rédactionnelles introduites par le Sénat - Solutions apportées par la commission mixte paritaire aux divergences subsistant - Loi d'orientation agricole et politique agricole commune - Avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation et l'économie agricole et alimentaire - Contrat d'intégration - Statut des conjoints d'exploitants agricoles : modification du seul code rural - Droit de préemption et de révision des prix des SAFER - Suppression du livre foncier - Contrôle des structures - Transmission par succession - Pluriactivité - Majoration des baux de carrière et libre négociation de leur taux : rôle des commissions départementales paritaires - Approbation à l'unanimité des membres de la CMP du texte élaboré - (p. 2378) : urgence des décrets d'application - Mesures annoncées en matière d'aide aux jeunes agriculteurs et aux régions d'élevage - Projet de budget pour 1981 - Demande l'adoption du texte élaboré par la CMP.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4147) : production de viande bovine de haute qualité (viande charolaise) : hausse des charges, stagnation et alignement du prix sur celui des viandes de qualité ordinaire - Nécessité d'une intervention différenciée selon les produits de haute qualité et les produits ordinaires - Anomalie de la subvention sur les viandes bovines et ovines réalisées entre le 1er avril et le 31 mai - Prime à la vache allaitante : répercussions néfastes pour les petits exploitants et bénéfiques pour les grandes exploitations - Risque d'un découragement de la production laitière - Système préjudiciable à l'aménagement rural et à l'équilibre des exploitations - Inquiétude des éleveurs sur le règlement ovin - (p. 4148) : question sur l'efficacité de la réglementation des importations (détournements de trafic) et sur la continuité du système de subvention - Problème de l'arrêt des exportations de taurillons vers l'Italie : certificat sanitaire de non traitement aux oestrogènes mais non confirmation des services administratifs français.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5330) : loi d'orientation agricole et répercussions sur l'agriculture française - Baisse du revenu des agriculteurs et disparités existant entre exploitants, productions agricoles et régions - Productivité agricole et prix ; décision de Bruxelles - Conférence annuelle de l'agriculture et mise en place de compensations ; montant de l'aide accordée - Apport de l'État à l'agriculture et augmentation du versement à la Communauté économique européenne - Conséquences de l'augmentation du nombre des partenaires ; transfert de charges obtenu par la Grande-Bretagne ; entrée de la Grèce dans le marché commun - Importance de la cotisation française et plafond fixé par les partenaires - CEE et augmentation de la production agricole française ; principe de la préférence communautaire et importance des échanges avec la communauté ; coût des excédents à l'échelon national - (p. 5331) : préférence communautaire et écoulement des productions agricoles excédentaires françaises ; coût d'un éventuel soutien - CEE et coût de la sécurité alimentaire ; écart entre ressources alimentaires et besoins dans le monde - Importance des contributions et nécessité d'une évolution des règles communautaires - Unicité des prix et montants compensatoires - Non respect de la préférence communautaire et viande bovine ; secteur ovin - Importance du marché des produits de substitution : manioc, *gluten-feed* - Problème laitier en Europe ; règle du GATT *(General agreement on tariffs and trade)* - Loi d'orientation agricole et rôle du fonds de promotion ; réduction des charges d'exploitation ; nécessité d'une amélioration du revenu des exploitants - Crédits affectés aux dépenses obligatoires et crédits destinés à l'orientation et aux investissements - « Budget de programme » et évolution de la politique du ministère de l'agriculture ; moyens financiers et matériels du ministère : absence de création d'emplois et amélioration de la gestion et de la formation des personnels - Progression des crédits de la recherche agronomique ; enseignement agricole ; crédits affectés à la formation-développement et problème du financement des stages - (p. 5332) : protection sociale des agriculteurs et budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Calamités agricoles - Développement de la productivité agricole et limitation de ses moyens d'investissement et de son appareil de production - Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) et financement de l'indemnité viagère de départ (IVD) - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Augmentation de la dotation en faveur des jeunes agriculteurs - Mesures en faveur des aménagements fonciers et hydrauliques ; excédents du Crédit agricole - Importance des opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF) - Modernisation des exploitations et mise en place de plans de développement ; rôle du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Valorisation des productions forestières agricoles - Application du plan pluriannuel de l'élevage et crédits affectés à la sélection des espèces végétales et des races animales - Orientation des productions et soutien des marchés : rôle du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés (FORMA) agricoles, de l'Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT) de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) et de l'Office national interprofessionnel du bétail et des viandes (ONIBEV) - Prime à la vache allaitante et problèmes de sa mise en place - Conférence annuelle de l'agriculture et bonification des crédits destinés au stockage et au conditionnement - Lutte contre les maladies animales - (p. 5333) : autorisations de programme relatives au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes : affaire de la viande de veau - Amélioration du cadre de vie et aménagement de l'espace rural - Moyens de la sauvegarde de l'espace forestier - Programme d'austérité gouvernemental et lutte contre l'inflation - Budget de l'agriculture et répercussions de la politique agricole commune - Loi d'orientation agricole et redéploiement des crédits - Demande l'adoption des crédits de ce budget.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 14** (p. 6448) : son amendement n° 92 identique à l'amendement n° 52 de la commission des lois : suppression des dispositions de cet article concernant les garanties octroyées dans le contrat d'intégration passé entre un coopérateur et sa coopérative ; adopté.

SOUQUET (Marcel), sénateur de l'Aude (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

SOUVET (Louis), sénateur du Doubs (rattaché administrativement au groupe RPR).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (18 décembre 1980) (p. 6463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° **386 (79-80)**] - (30 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 4260) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 1 de la commission et n° 11 de M. Hector Viron (extension aux accidents de trajet) - (p. 4265) : son amendement n° 26, déposé avec M. Jean Chérioux : en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique ; réservé - (p. 4266) : son amendement n° 27, déposé avec M. Jean Chérioux : référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers ; adopté - (p. 4268) : son amendement n° 28, déposé avec M. Jean Chérioux : création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux salariés des entreprises défaillantes ; adopté - (p. 4269) : retire son amendement n° 26, précédemment réservé..

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 4417) : son amendement n° 1 déposé avec M. Jean Chérioux : travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 6 de la commission des affaires sociales puis rejeté - (p. 4420) : son amendement n° 2 déposé avec M. Jean Chérioux : conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 4425) : son amendement n° 26 déposé avec M. Jean Chérioux : travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5616) : avenir de la télématique - Historique des télécommunications ; de la pénurie à l'abondance ; irruption de la télématique - Qualités de l'administration des télécommunications - Expériences de télématique prévues en 1981 ; modalités d'exécution et problèmes financiers - Dynamisme de l'administration et autonomie financière - Avenir de la télématique et résultat des expériences programmées - Télématique et choix de société ; influence des politiques menées à l'étranger - (p. 5617) : rapport Pigeat et aspects économique et industriel de la télématique ; existence de marchés - Industrie électronique et taux de pénétration du marché français par les industries étrangères - Avance technologique de la France dans certains secteurs - Comparaison avec la situation de l'automobile - Colloque « informatique et société » ; aménagement du territoire ; décentralisation et développement des entreprises locales - Implantation des industries d'informatique - Presse et télématique

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5709) : intervient sur le fonds d'action conjoncturelle (FAC) : engagement nécessaire du Gouvernement de débloquer les crédits inscrits au FAC en faveur de la construction de logements, dès le début de l'année 1981 - Délai de relance de l'industrie du bâtiment - Conséquences pour l'emploi - (p. 5710) : énergies nouvelles à bon marché : cas du biogaz produit par plusieurs fermes en Franche-Comté et en Suisse, à usage individuel - Souplesse nécessaire de l'administration - Incitation et subventions nécessaires

Services du Premier Ministre - I - Services généraux (7 décembre 1980) (p. 6004) : intervient au nom de M. *René Tomasini* - Malaise dass le corps des administrateurs centrales - Situation défavorable par rapport aux membres des grands corps de l'Etat - Création d'un conseil de direction du corps des administrateurs civils - Hiérarchisation du corps et création d'un grade d'administrateur général - Attente des décisions gouvernementales

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6060) : prétendue fatalité du chômage - Coût de l'indemnisation du chômage - Chômage des jeunes - (p. 6061) : formation des jeunes - Nécessité d'une politique volontariste - Energies nouvelles : biogaz - Problème de l'emploi en Franche-Comté et dans le département du Doubs ; aide de l'Etat à la création d'entreprises et à l'innovation industrielle ; décret de 1977 sur les pouvoirs des régions en matière de création d'entreprises et d'emploi - Secteurs industriels nouveaux : téléphone ; télématique ; télécopie ; vidéo-conférences - Développement de l'informatique - Simplification administrative - Coût pour la collectivité de l'indemnisation du chômage - Baisse de la natalité - Robotique - (p. 6062) : travailleurs immigrés ; aide au retour - Travail à temps partiel - Formation professionnelle - Aide à la mobilité géographique - Tenue du franc - Comparaison entre la France et les autres pays industrialisés - Vote de la majorité du groupe RPR favorable à ce budget

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6171) : son amendement n° 4 déposé avec M. Jean Chérioux : compensation du préjudice de la perte de l'emploi consécutive à un accident du travail ; maintien des avantages consentis par voie conventionnelle ou contractuelle ; adopté - (p. 6173) : son amendement n° 5 déposé avec M. Jean Chérioux : non application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident survenu ou d'une maladie contractée au service d'un autre employeur ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** [n° **140 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Après l'art. unique** (p. 6342) : sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (naissance de l'incompatibilité en cours de mandat ; application du principe à la fin de ce mandat), son sous-amendement n° 3, déposé avec M. Jean Chérioux : élection des conseils par secteur ; maintien du conseiller jusqu'au renouvellement du conseil ; adopté.

— **Questions orales avec débat jointes : habilitations des deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon** - (16 décembre 1980) (p. 6309) : histoire de la Franche-Comté, de son université et suppression d'un enseignement de philosophie - Démantèlement de l'université de Besançon - Rétablissement de cycles d'enseignement en sciences économiques ; maintien de l'habilitation des sciences de la terre - Suppression importante d'habilitations en lettres - (p. 6310) : maintien envisagé de l'habilitation du DEA d'histoire sociale - Nouvelle appellation du DEA « littérature française et comparée » - Organisation d'une option « français, langue étrangère appliquée » - Adaptation des formations d'enseignement supérieur à l'économie et à l'emploi, mais action d'ensemble incohérente - Contradiction entre le déplacement des étudiants et la décentralisation et régionalisation des activités ; insuffisance des bourses -

Remise en cause de la participation - Situation inégale des personnels enseignants - Absence de contrôle des recherches des membres de catégorie A - Non titulaires : problème des postes de titularisation et augmentation des besoins - Grève des étudiants de l'université de Besançon - Faculté de droit de Besançon et représentation par un seul étudiant - Déconcertation des étudiants et inquiétude des enseignants écartés de la gestion - Université et vie économique des régions - Rôle de l'université et moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 11 et l'art. 16** (p. 6444) : intervient au nom de M. *Paul Kauss* - Application de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique du 2 janvier 1959 et de l'article 40 de la Constitution - Menaces pesant sur la profession des experts-comptables - Expériences de coopération entre les experts-comptables et les chambres de commerce et de métiers - Se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de M. Georges Lombard identique à l'amendement n° 94 de M. Michel Moreigne (doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leur comptabilité).

SPENALE (Georges), sénateur du Tarn (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires étrangères,de la défense et des forces armées (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (31 octobre 1980) (p. 4319).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (9 décembre 1980) (p. 6131).

DÉPÔTS

Rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er avril et le 31 octobre 1980 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** (n° **175**, 1980-1981) (12 décembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2772** (JO Débats 7 mai 1980) (p. 1741) à M. le ministre de l'Industrie le **charbonnage (maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (p. 1812, 1813).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les états membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation de deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** [n° **255 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2749) : position socialiste en faveur du développement du tiers monde - Crise économique de l'Europe occidentale et problèmes de sur-production ou de sous-consommation - Ouverture des frontières ou autarcie - Etudes du commissariat général du Plan sur « le défi économique du tiers-monde » - (p. 2750) : part dans l'économie française des exportations vers le tiers-monde - Mesures de sauvegarde à l'importation des pays en provenance du tiers-monde : exemple du secteur de l'habillement - Dialogue Nord-Sud - Rapport *Pisani* sur le commerce extérieur - Idée socialiste à l'origine de l'association de la CEE avec les pays de l'Union française - Convention de Yaoundé - Entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE et problème du Commonwealth - Convention de Lomé et protocole sur le sucre - STABEX - (p. 2751) : renouvellement et extension de l'accord de Lomé I - Perspectives d'avenir et insuffisances de la convention de Lomé II - Défense des droits de l'homme - Attraction de la convention de Lomé sur les pays d'Asie du sud-est - Participation éventuelle des pays de l'OPEP.

STIRN (Olivier), *secrétaire d'Etat au près du ministre des affaires étrangères* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1571).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **2626** de M. **Francis Palmero : relations culturelles scientifiques et techniques** (31 octobre 1980) (p. 4320).

n° **2678** de M. **Serge Boucheny : situation en Namibie** (31 octobre 1980) (p. 4321, 4322).

n° **2762** de M. **Jean Cauchon : dispositions tendant à assurer la sécurité de notre approvisionnement en énergie** (31 octobre 1980) (p. 4322, 4323).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du gouvernement sur la rencontre de Varsovie** [n° **250 (79-80)**] - (21 mai 1980) (p. 2029) : intervention soviétique en Afghanistan - Origine et préparatifs de la rencontre entre le Président de la République et M. Brejnev - Analyse de la crise faite par le gouvernement français - Portée mondiale des évènements d'Afghanistan - Engagement personnel du Président de la République - Résistance nationale du peuple afghan - Intervention militaire - (p. 2030) : circonstances de la rencontre - Objectif visé - Principes de l'action diplomatique de la France - Maintien du dialogue - Rencontre du chancelier Schmidt et du secrétaire d'Etat américain des affaires étrangères avec les dirigeants soviétiques - Politique indépendante de la France.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978** [n° **105 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2772) : quasi identité des dispositions de cette convention avec celles de la précédente convention - Clause d'arbitrage international - Souci de l'Etat du Paraguay de diversifier ses relations économiques - Politique d'équipement et ressources en énergie hydraulique - Demande de prise en garantie déjà déposée par une entreprise française.

Art. unique (p. 2773) : attachement du gouvernement à la défense des droits de l'homme - Commerce international et accords signés par l'Union soviétique avec les mêmes pays d'Amérique latine.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978** [n° **124 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2771) : identité des clauses de cette convention avec de précédentes conventions du même type

signées avec divers pays - Arbitrage international en cas de différend entre l'investisseur et le pays d'accueil - Quasi absence d'investissements français dans ce pays et développement souhaitable des échanges de la France avec l'Amérique latine - Disposition de la loi de finances rectificative pour 1971 subordonnant la garantie du Trésor aux investissements hors de la zone franc, à la conclusion préalable d'un accord sur la protection des investissements - Protection des filiales de sociétés françaises contre les risques de nationalisation ou de pertes en cas de conflit.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris le 1er février 1978 [n° 275 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2774) : convention générale de sécurité sociale entre la France et la Tunisie en 1965 et précédents avenants - Nouvel avenant du 1er février 1978 et disposition principale relative à l'extension des droits des travailleurs français détachés en Tunisie : prolongation de la période de détachement - Suggestions exprimées par MM. *Jean-Pierre Cantegrit* et *Philippe Machefer*, relatives à l'extension du bénéfice des soins de santé pour les pensionnés et aux difficultés concernant certains transferts sociaux.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977 [n° 276 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2776) : dispositions de l'avenant à la convention de sécurité sociale franco-mauritanienne : extension du champ d'application de la convention aux gens de mer ; versement en Mauritanie des allocations familiales aux enfants des travailleurs mauritaniens immigrés en France, sans condition de délai - Régime spécifique de protection sociale des marins .

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979 [n° 277 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2775) : accord de type classique signé entre le gouvernement français et la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) - Privilèges et immunités diplomatiques - Rôle de la BCEAO dans l'union monétaire ouest-africaine (UMOA) - Accord de coopération de 1973 et libre convertibilité du franc CFA - Création à Paris d'un bureau de la BCEAO et privilèges et immunités dont bénéficieront les agents de ce bureau.

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 8 juin 1978 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de son Altesse sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation, et de l'échange de lettres afférent à cette convention [n° 278 (79-80)] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2777) : intensité des mouvements de Français dans la principauté de Monaco et nombre des infractions à la circulation routière et au stationnement automobile - Portée de cet accord limitée aux sanctions pécuniaires, sans incidence sur la liberté physique des personnes - Exclusion de la contrainte par corps - Observations formulées par M. *Francis Palmero* sur la situation des Français résidant dans la Principauté de Monaco : sécurité sociale ; incidences fiscales ; convention fiscale - Prochain examen par le Sénat du texte sur la sécurité sociale des Français à l'étranger.

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris, le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour [n° 360 (79-80)] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4208) : intérêt économique de la conclusion d'un tel accord - (p. 4209) : complément à l'accord sur les investissements français en Corée de 1975 - Alignement sur les conventions conclues avec la plupart des pays du sud-est asiatique - Proposition d'adoption du projet - Intervention du gouvernement français en faveur de M. Kim Dae-Jung.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12février 1979 [n° 356 (79-80)] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4206) ; conclusion d'accords avec le Canada et le Québec ; incidences de la structure fédérale de l'Etat canadien - Absence de distinction entre salariés et non salariés dans le droit social canadien - Protocole annexe et prestations non contributives - Entente franco-québecoise et couverture des branches de la sécurité sociale - Consultation des représentants des Français de l'étranger - Application des accords et arrangement administratif général - Maintien des droits acquis en matière de sécurité sociale.

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc [n° 14 (80-81)] - (29 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4208) : application du système de la liquidation séparée - Accélération de la procédure de liquidation des pensions - Réunion de la « grande commission » franco-marocaine et prise en compte de certains problèmes particuliers.

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu [n° 17 (80-81)] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4209) : implantation d'entreprises françaises en Nouvelle-Zélande et développement de nos relations économiques - Convention fiscale et application du système défini par l'OCDE (p. 4210) : dérogation en ce qui concerne la définition d'« établissement stable » et la clause de non-discrimination - Proposition d'adoption du projet.

— Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises [n° 10 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4401) : maintien au bénéfice des ressortissants algériens pensionnés au titre des lois françaises, des réductions sur les chemins de fer algériens - Versement par la France d'une dotation forfaitaire - Délai entre la signature et la ratification de la convention ; qualité du signataire algérien ; arrangement provisoire - Convention ; régularisation des avances intérieures et légalisation des versements futurs.

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale [n° 39 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4398) : projet de loi et règlement du contentieux existant entre les deux pays ; négociations sur les questions affectant les deux communautés française en Algérie et algérienne en France - Historique du déroulement des négociations - Problèmes restant à résoudre : nationalité, et question des archives - Nécessité de définir la coopération franco-algérienne - Chômage en France et retour des travailleurs algériens ; nécessité d'une réinsertion harmonieuse - Modalités pratiques du droit au retour - Titres de séjour ; renouvellement des certificats de résidence des

Algériens installés avant 1962 - (p. 4399) : accroissement du rythme des retours en Algérie - Hospitalisation, en France, des travailleurs salariés algériens employés en Algérie et prise en charge par les caisses algériennes - Nouvelles modalités de calcul de l'assurance vieillesse - Libre transfert en France des cotisations dues au titre des assurances volontaires pour les travailleurs salariés expatriés - Règlement du contentieux en matière de sécurité sociale ;taux des allocations familiales - Simplication des formalités - Couverture des travailleurs par la sécurité sociale française en cas de démission en Algérie et de retour en France - Couverture hors congé en France des travailleurs français - Transferts sociaux et adhésions aux nouvelles assurances volontaire créées en 1967 - Examen du problème de l'assurance volontaire des travailleurs non salariés français expatriés - Régime des retraites complémentaires - Création d'une commission mixte ; compétences - Entrée en vigueur de l'arrangement administratif et application de la convention internationale.

— **Décès du Premier ministre du Portugal** - (4 décembre 1980) (p. 5786) : associe le gouvernement à l'hommage rendu au Premier ministre du Portugal.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5982) : création de la Direction des Français de l'étranger - Réalisation de l'émetteur de Kourou et études pour un émetteur au Sri Lanka - Absence de création de postes pour les consulats ; renforcement du personnel consulaire - Statut des secrétaires adjoints des affaires étrangères - Rapport Rigaud et action culturelles - Droits de scolarité des établissements d'enseignement français à l'étranger - Enseignement à l'étranger et redéploiement géographique ; subventions aux établissements et à certains lycées - Crédits à la diffusion des livres et rôle du comité interministériel des relations culturelles - Maghreb et réception de Radio-France Internationale et de Monte-Carlo - Indemnisation des Français du Vanuatu et aides à la réinsertion - (p. 5983) : coopération avec le Vanuatu et défense des intérêts des ressortissants français - Sort des Français détenus - Défense des intérêts de la francophonie et retour au Vanuatu des ressortissants français - Rapports Est-Ouest et force du monde occidental - Evolution de la politique de détente ; échanges inter-allemands et suites de la conférence d'Helsinki - Détente et principe de non recours à la force - (p. 5984) : intervention soviétique en Afghanistan - France et politique en faveur du désarmement - Reconnaissance du régime cambodgien et rôle du Vietnam - Réunion de la conférence de Madrid - Respect des alliances et politique de non alignement - Affaires d'Afghanistan et attitude de l'*Humanité* - Condition du maintien de la détente ; effort nucléaire et équilibre des forces - Information du parlement français pur le budget européen ; délégation sénatoriale pour les affaires européennes ; part des ressources propres de la France et activité économique - Coopération franco-allemande ; pollution du Rhin et sites des centrales nucléaires - Maintien des principes de la politique agricole commune - Ouverture de la Chine sur le monde ; vente de centrales nucléaires ; relations culturelles et accueil des étudiants et des boursiers chinois - Institut universitaire de technologie de Changai - Liban et participation de la France à la force de l'Onu ; assistance économique, technique et sanitaire - Importance de l'aide française aux pays en voie de développement - (p. 5985) : rôle actif dans le dialogue Nord-Sud - Relations privilégiées avec le Nigéria et augmentation des crédits pour l'Asie du Sud-Est - Affaires Klaus Barbie - Sort réservé au leader de l'opposition coréenne - Droits de l'homme en Bolivie - Accueil des réfugiés politiques en France et libération des ressortissants français emprisonnés à l'étranger

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5986) : demande le retrait de l'amendement n° 261 de M. Jean Mercier soutenu par M. Jean Béranger (réduction indicative de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne) - Droit pour les citoyens français de se prévaloir de la convention devant les tribunaux - (p. 5987) : amendement n° 279 du gouvernement : majoration des crédits du titre IV et paiement des subventions ou indemnités de fin de fonctions des anciens agents des forces de police française au Vanuatu ; adopté.

— **Question orale avec débat : nouvel ordre économique mondial** - (16 décembre 1980) (p. 6329) : importance des problèmes du nouvel ordre économique mondial, de l'aide aux pays en voie de développement et du déséquilibre entre le Nord et le Sud - Refrain à propos des multinationales - Aide dérisoire des pays socialistes et de l'Union Soviétique aux pays en voie de développement - Aide de la France au-dessus de la moyenne et en progression - Echec du système communiste concernant le développement agricole : exemple de Cuba - (p. 6330) : négociation européenne et relance du dialogue Nord-Sud - Stratégie internationale pour le développement et texte de base adopté aux Nations Unies - Matières premières et programmes intégrés pour les produits de base - Accords de produit sur le caoutchouc, le cacao, le fonds commun des matières premières ; mise en place d'une institution financière - Crise mondiale et pressions protectionnistes dans les économies internes des pays industrialisés ; déclaration des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; système d'échanges ouvert et multilatéral - Convention d'aide alimentaire : augmentation de la contribution de la Communauté économique européenne et engagement de la France - Reconstitution des ressources du fonds international pour le développement agricole (FIDA) - Session des conseils des gouverneurs et versement supplémentaire des pays industrialisés - Adhésion au système monétaire européen et contribution de la France - Evolution positive du fonds monétaire international - Principes d'action nouveaux de la Banque mondiale : exemple des prêts-programme - Renforcement nécessaire des moyens d'action de la Banque et du fonds,accroissement du rôle des institutions financières internationales - (p. 6331) : comité de développement et action de la France - Echec de la troisième conférence de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et fonds global pour l'industrialisation du tiers monde ; « maximalisme doctrinaire » - Relance du dialogue Nord-Sud : travaux préparatoires des Nations Unies ; matières, pays, institutions ; texte de procédure ; négociations : exemple de l'alimentation - Conférence au sommet à venir et réunion à Vienne sur les modalités d'organisation ; participants - Solutions à l'échelle mondiale et régionale : exemple de la Convention de Lomé ; proposition d'un trilogue entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes ; conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et programme intégré des matières premières - Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés - Economie mondiale et interdépendance des pays, des problèmes ; nécessité d'un accroissement des efforts des pays industrialisés ; objectif à atteindre du 0,7 % du produit national brut - Restructuration des relations économiques internationales - (p. 6332) : exemple de la promotion du commerce international - Capacité d'aide indépendante de l'organisation administrative et politique française - Souhait national et international de participer à l'effort d'aide aux pays en voie de développement - Distinction entre pays développés et pays en voie de développement pourvus de ressources ; similitude de ces derniers avec les pays développés - Générosité, volonté collective pour réduire les inégalités : dialogue Nord-Sud - Idéologie socialiste et développement plus lent - Effort en faveur de tous les pays indépendamment de leur régime - (p. 6333) : exemples du Congo-Brazzaville et du Gabon - Nécessité de convaincre tous les grands pays industrialisés - - Similitude des propositions présentées avec celles des pays du Pacte de Varsovie et non mise en cause des partis politiques - Cuba, symbole de l'échec de l'économie socialiste ; appel à une coopération agricole extérieure - Aide non négligeable des médecins cubains.

— **Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid** - (16 décembre 1980) (p. 6322) : conditions de la

rencontre de Madrid :crise des relations Est-Ouest et intervention soviétique en Afghanistan ; violation des engagements d'Helsinki - Problème polonais et conséquences sur la détente - Attachement aux relations entre Etats et peuples européens - Moyens de progresser sur la sécurité et la coopération en Europe - Réunion d'Helsinki et bilan des objectifs français réalisés : exemple de la mise en oeuvre des engagements - Maintien de la paix en Europe - Développement de la coopération et des échanges économiques, commerciaux, culturels et humains entre les Etats - Aspects négatifs : intervention en Afghanistan, atteinte au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales - (p. 6323) : actions de la France : exemple des interventions en faveur des cas humanitaires - Enjeu des prochaines négociations - Propositions nationales : exemple d'une conférence sur le désarmement en Europe, mesures de confiance ; soutien des pays occidentaux et de pays neutres - Examen des initiatives d'autres Etats - Similitude des propositions de *M. Serge Boucheny* avec celles des pays du Pacte de Varsovie - Proposition polonaise pour une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe - Rejet des dispositions ne constituant que des progrès d'apparence - Proposition d'un forum de la culture - Propositions conjointes avec certains membres de la communauté - (p. 6324) : exemple de l'amélioration de l'information statistique - Attachement aux engagements et à la continuité du processus d'Helsinki - Droits de l'homme et réprobation à toute atteinte - Spécificité des problèmes en Irlande - Désarmement et simple mention de la similitude des propositions de *M. Serge Boucheny* avec celles des pays du pacte de Varsovie - Question sur l'application des mesures de désarmement depuis l'ouest de l'Europe jusqu'à l'Oural - (p. 6325) : compréhension par le parti communiste des propositions du gouvernement.

STOLERU (Lionel), *secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés)* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets du 7 avril 1978,p. 1571).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale [n° **39 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Discussion générale** - (p. 4399) : évolution de l'économie française et retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine - (p. 4400) : fermeture des frontières à l'immigration et caractère volontaire du droit au retour - Retour des travailleurs émigrés et participation au développement économique de leur pays - Notion de « coopération-retour » - Convention et amélioration des relations franco-algériennes - Retour bilatéral et aide au retour unilatéral ; décision du Conseil d'Etat.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6068) : travail manuel : amélioration du pouvoir d'achat ; orientation des jeunes vers les métiers manuels - Politique de l'immigration - (p. 6069) : diminution de la population étrangère en France depuis 1977 ; accord franco-algérien ; accord franco-sénégalais - Départs volontaires - Jeunes de la seconde génération - Crédits consacrés au programme d'action sociale en faveur des travailleurs étrangers - Coopération avec le tiers monde - Respect de la différence.

T

TAILHADES (Edgar), sénateur du Gard (S).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois consitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6131).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi modifiée par l'Assemblée Nationale (n° **208**, 1979-1980) relative à la répression du viol et de certains attantats aux moeurs (n° **242**, 1979-1980) (13mai 1980) - **Femmes.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **266**, 1979-1980) modifié par l'Assemblée nationale en troisième lecture, relatif aux **astreintes** prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public (n° **334**, 1979-1980) (24 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi (n° **337**, 1979-1980) modifiée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs (n° **27**, 1980-1981) (9 octobre 1980) - **Femmes.**

Avis présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981)**de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** (n° **103**, tome **II**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **375** (29 avril 1980) (p. 1563) à M. le ministre de l'Industrie : les **charbonnages (bassin houiller des Cévennes ; politique charbonnière ; charbonnages de France)** - Discutée le 4 novembre 1980(débat commun) (p. 4345 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Discussion générale** (p. 443) : insuffisance des moyens financiers - Aménagement rural : réforme fiscale ; politique d'équipements collectifs - Installation des jeunes agriculteurs - Spéculation foncière.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (3 avril 1980) - **Après l'art. 5** (p. 1014) : son amendement N° 134 :connaissance par le conseil supérieur de la magistrature de la liste des candidats à un poste ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 1023) : son amendement N° 135 : compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation ; rejeté - (p. 1024) : son amendement N° 155identique à l'amendement N° 174 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - Son amendement N° 156 : nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège ; adopté - (p. 1027) : son amendement N° 162 : critères de choix et règles de nomination du juge des enfants ; rejeté - **Avant l'art. 18** (p. 1042) : son amendement N° 149, soutenu par M. Félix Ciccolini : abrogation des dispositions de cet article prévoyant la suspension d'un magistrat du siège après avis du conseil supérieur de la magistrature et sans saisine du conseil de discipline ; rejeté - (p. 1043) : son amendement N° 150, soutenu par M. Félix Ciccolini : saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire ; rejeté - (p. 1044) : son amendement N° 151, soutenu par M. Félix Ciccolini : nécessité du caractère contradictoire des auditions ; retiré.

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Après l'art. 35** (p. 1081) : son amendement N° 157, soutenu par M. Félix Ciccolini : rôle de l'assemblée générale des cours d'appel pour la répartition des affaires entre les différentes chambres ; rejeté - Son amendement N° 158, soutenu par M. Félix Ciccolini : avis de l'assemblée générale de la cour d'appel préalable aux ordonnances du premier président de la cour portant mesures d'administration judiciaire ; rejeté - Son amendement N° 160, soutenu par M. Félix Ciccolini : procédure de désignation aux fonctions de juge d'instance ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la répression du viol et de certains attentats aux moeurs** - *Deuxième lecture* [n° **208 (79-80)**] - (22 mai 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2085) : phénomène de société et soutien au victimes - Élargissement de la notion de viol et réduction des peines - Prononcé du huis clos - Distinction entre attentat à la pudeur avec violence et viol - Viol et responsabilité des médecins - Droit pour les associations de se porter partie civile - Modifications mineures apportées par l'Assemblée nationale - Maintien de la répression de l'attentat à la pudeur sans violence commis sur une mineure de quinze ans - Rétablissement par l'Assemblée nationale de la répression pénale de l'homosexualité - (p. 2090) : législation révolutionnaire de 1791 et dépénalisation de l'homosexualité - Fixation de la majorité sexuelle - Limitation par l'Assemblée nationale du droit des associations de se porter partie civile - Identification possible de la victime et pénalisation de la publication d'information concernant les viols - Viol par des mineurs et mesures éducatives - Création d'équipes médicales pour l'accueil en milieu hospitalier des victimes de viol - Amendements présentés par la commission - Demande l'adoption de cette proposition de loi.

Art. 1 (p. 2093) : amendement N° 1 de la commission des lois : viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte ; adopté - (p. 2094) : demande le rejet de l'amendement N° 12 de M. Charles Lederman (assimilation du crime de viol à toute agression sexuelle) - Sur l'amendement N° 1 de la commission, s'oppose au sous-amendement N° 24du gouvernement (notion de surprise) - S'oppose aux amendements identiques N° 13 de M. Charles Lederman et N° 17 de Mme Cécile Goldet (viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans) - (p. 2097) : se fait remplacer par M. Félix Ciccolini, en tant que rapporteur, jusqu'à la fin de l'examen de ce texte.

Troisième lecture [n° **337 (79-80)**] - (16 octobre 1980) Rapporteur. - **Discussion générale** (p. 3918) : répression du

viol et texte adopté visant sa définition ; sa distinction des autres attentats à la pudeur ; plaintes des victimes - Défavorable à l'institution du délit spécial d'homosexualité votée par l'Assemblée Nationale ; évolution des moeurs et utilisation des textes pénaux.

Art. 1.-*Art. 332, 333 du code pénal* (p. 3919) : amendements rédactionnels n° 1 et n° 2 de la commission des lois ; adoptés - Amendement n° 3 de la commission : suppression de toute discrimination à l'encontre des homosexuels ; rejeté - (p. 3920) : protection des mineurs - Absence d'incrimination d'homosexualité - Délit d'homosexualité entre un individu et un mineur du même sexe ; absence de délit dans les relations entre un individu et une mineure.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (4 novembre 1980) - **Motions d'irrecevabilité** (p. 4361) : sa motion n° I-3 : décision du Sénat déclarant irrecevable le texte en discussion aux termes de l'article 44, alinéa 2, du Règlement ; rejetée - Importance du texte en discussion et non respect de la règle démocratique et des principes républicains - Sénat, gardien des libertés individuelles - Concertation et absence de consultation des magistrats de la Chancellerie : leur lettre de protestation parue dans *Le Monde* - Propositions de la commission de révision du code pénal et texte gouvernemental : circonstances atténuantes et création de « peines-tarifs » - Propos de M. Maurice Aydalot, ancien premier président de la cour de cassation et acheminement de la justice française vers une justice d'ordinateurs, de robots - Réduction des pouvoirs du juge de l'application des peines : conditions de détention et réinsertion sociale des condamnés - Fonctionnement de la justice et mainmise du pouvoir exécutif - Protestations de nombreuses organisations : Ligue des droits de l'homme - Aggravation de l'insécurité et volonté de répression - (p. 4362) : violation du principe constitutionnel de l'individualisation des peines - Garde à vue et nouveaux cas de détention ; convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme - Substitution de la procédure de la saisine directe à celle des flagrants délits - Principes fondamentaux de la République et droits de la défense - Légalité du texte en discussion et rôle du législateur dans la définition des conditions dans lesquelles une personne peut être privée de sa liberté ; acheminement vers une détention provisoire sans instruction préalable - Principe de la séparation des pouvoirs et violation de l'indépendance des juges - Extension des contrôles d'identité sans nécessité de crimes ou délits flagrants ; fouille des véhicules - (p. 4363) : atteinte aux droits de la défense et au droit de grève - Augmentation du nombre des détenus et problème de leur réinsertion sociale - Montée de la violence et attentat contre la synagogue de la rue Copernic - Démocratie et nécessité d'un équilibre des pouvoirs - Non respect de la déclaration des droits de l'homme et de la Constitution.

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) (p. 4347) : question au gouvernement sur l'abandon de l'exploitation minière, remède à la crise de l'énergie - Processus de diversification des ressources et moyens énergétiques envisagés par le gouvernement - Perspectives d'augmentation de la consommation charbonnière - Remplacement souhaitable de la politique nucléaire par une augmentation de la production charbonnière nationale ; décisions d'importations, dépendance de la France par rapport aux pays exportateurs - Investissements à l'étranger - Gisement de Ladrecht : études sur l'extraction, la baisse du coût d'exploitation, engagement d'exploitation voté par le conseil régional mais refus des Charbonnages de France ; inquiétudes, dépérissement de la région - Politique inefficace de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Incapacité du gouvernement à reconstituer un tissu industriel, menace pour les collectivités locales : exemple de la commune de la Grand'Combe - Prise en compte nécessaire du patrimoine énergétique national et régional : exemple des Cévennes - Responsabilité du gouvernement - (p. 4350) : explications sur le vote des crédits pour le gisement de Ladrecht par le groupe socialiste : politique de diversification, initiative du conseil régional, possibilité d'exploitation.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] -.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 19** (p. 4711) : nécessité de placer l'application des peines dans un cadre judiciaire - Composition de la commission de l'application des peines.

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Avant l'art. 22** (p. 4740) : son amendement n° II-1 : interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt ; rejeté - **Après l'art. 22** (p. 4741) : son amendement n° II-2 : procédure de nouvelle comparution et caractère exécutoire de l'ordonnance du juge d'instruction ; rejeté - **Après l'art. 23** *bis* : son amendement n° II-3 : suppression, parmi les causes de détention, de la nécessité de préserver l'ordre public ; rejeté - Son amendement n° II-4 : durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle ; rejeté - (p. 4742) : son amendement n° II-5 : suppression des alinéas du code de procédure pénale relatifs à l'appel interjeté par le ministère public ; rejeté - **Art. 25** *ter* (p. 4743) : son amendement n° II-6 : suppression de cet article attribuant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences ; rejeté - Son amendement n° II-7 : détermination annuelle du nombre des audiences et de la composition des chambres ; rejeté - **Avant l'art. 26** (p. 4744) : son amendement n° II-8 : compétence du président du tribunal, substituée à celle du parquet, pour composer l'audience ; rejeté - **Art. 26** *bis* : son amendement n° II-9 : suppression de cet article réduisant la compétence de l'assemblée générale de la cour au profit de celle du premier président ; rejeté - (p. 4745) : son amendement de coordination n° II-10 ; rejeté - Abstention du groupe socialiste sur l'amendement de coordination n° II-160 du Gouvernement (consultation du procureur général) - **Art. 27** : son amendement n° II-128 : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation de statuer dans un délai de deux mois ; adopté - **Art. 28** *bis* (p. 4747) : son amendement n° II-11, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : interdiction facultative, et non automatique, de l'emploi à l'audience de tout appareil permettant d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image ; rejeté - (p. 4748) : son amendement n° II-12, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'obligation de recueillir le consentement des personnes dont l'image serait fixée ou transmise ; retiré - **Art. 29** (p. 4750) : son amendement n° II-13, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : maintien des articles 71 à 71-3 du code de procédure pénale dans une nouvelle rédaction relative au délit flagrant ; rejeté - (p. 4751) : son amendement n° II-14, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure du flagrant délit de l'article 71 du code de procédure pénale aux délits de coups, de vols et de conduite sous l'empire d'un état alcoolique ; rejeté - Son amendement n° II-15, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de la procédure de flagrant délit lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction ; rejeté - **Art. 31** (p. 4753) : son amendement n° II-17 : suppression de cet article relatif à l'intitulé « De la saisine directe » ; réservé ; puis retiré (p. 4780) - **Art. 32** (p. 4754) : son amendement n° II-18, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale, relatifs à la procédure de flagrant délit ; rejeté - *Art. 393 du code de procédure pénale* (p. 4756) : son amendement n° II-20, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisine directe et procédure de flagrant délit ; rejeté - Son amendement n° II-19, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas de flagrant délit ; rejeté - Son amendement n° II-21, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas trois ans ; rejeté - (p. 4757) : son amendement n° II-

142, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas deux ans, sauf accord de l'intéressé ; rejeté - Son amendement n° II-22, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de la saisine directe lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction poursuivie ; rejeté - *Art. 394 du code de procédure pénale* (p. 4759) : son amendement rédactionnel n° II-23, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-161 du Gouvernement - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4765) : son amendement n° II-24, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le prévenu étranger de demander l'assistance d'un médecin et d'un interprète ; rejeté (p. 4766) ; ses amendements soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-25 : suppression de l'alinéa relatif à la rétention ; rejeté ; n° II-26 : saisine immédiate du magistrat qui statuera (habeas corpus) ; rejeté ; et n° II-27 : comparution le jour même devant le tribunal ; devenu sans objet - *Art. 396 du code de procédure pénale* (p. 4767) : son amendement n° II-28, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil ;rejeté - (p. 4769) : son amendement n° II-29, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information ; rejeté - Son amendement n° II-30, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information ; rejeté - Son amendement n° II-31, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction ; rejeté - *Art. 397 du code de procédure pénale* (p. 4770) : son amendement n° II-39, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision du tribunal sur la mise en liberté du prévenu ; rejeté - Son amendement n° II-32, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de délivrance du mandat de dépôt limitée sauf cas de délit flagrant, aux cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement ; rejeté - (p. 4773) : son amendement n° II-33, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal ; devenu sans objet - Son amendement n° II-34, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire en cas de renvoi de l'affaire ; rejeté - *Art. 397-1 du code de procédure pénale* (p. 4775) son amendement n° II-35, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : assistance obligatoire d'un avocat ; rejeté - *Art. 397-3 du code de procédure pénale :* son amendement n° II-36, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : durée d'effet du mandat de dépôt limitée à vingt-quatre heures ; rejeté - (p. 4777) : son amendement n° II-37, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détention provisoire et possibilité d'appel ; rejeté - *Art. 397-4 du code de procédure pénale* (p. 4779) : son amendement n° II-38, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'appel contre la décision du tribunal de prononcer ou non la mise en liberté ; devenu sans objet - **Art. 31** *(suite)* (p. 4780) : retrait par M. Michel Dreyfus-Schmidt de son amendement n° II-17, précédemment réservé, de suppression de cet article - **Avant l'art. 36** (p. 4782) : son amendement n° II-41, soutenu par M.Michel Dreyfus-Schmidt : délai de convocation du conseil et possibilité pour lui d'obtenir une copie du dossier ; rejeté - Son amendement n° II-42, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : procédure de renvoi devant la cour d'assises ; rejeté.

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Après l'article 37** *bis* (p. 4793) : son amendement N° II-51, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel selon des critères territoriaux définis par l'assemblée générale de la cour d'appel ; rejeté - **Art. 38 C** (p. 4794) : son amendement N° II-52, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : recrutement des jurés d'assises et condition d'âge ramenée à 18 ans ; rejeté - **Art. 39** (p. 4797) : son amendement N° II-53, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation d'enregistrement sonore des débats d'assises sous le contrôle du président de cette juridiction ; rejeté - **Art. 36** (p. 4817) : son amendement N° II-43, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article tendant à modifier la procédure d'instruction criminelle ; compétence et pouvoirs du juge d'instruction et de la chambre d'accusation ; possibilités et délais de recours ; rejeté - (p. 4818) : son amendement N° II-46, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation : nécessité de faire poursuivre l'instruction par le juge initialement saisi ; devenu sans objet - (p. 4820) : son amendement N° II-47, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article limitant les cas de pourvoi devant la cour de cassation des arrêts de la chambre d'accusation ; rejeté - **Après l'article 36** (p. 4822) : son amendement N° II-121, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : composition de la chambre d'accusation ; rejeté - Son amendement N° II-48, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier ; adopté - (p. 4825) : son amendement N° II-50, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détention provisoire des mineurs et nécessité d'une périodicité plus grande des rapports les concernant ; rejeté.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *quater* (p. 4866) : son amendement N° II-60, soutenu par M.Michel Dreyfus-Schmidt, identique aux amendements N° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et N° II-183 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité ; rejeté - **Après l'article 51** (p. 4877) : son amendement N° III-30, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour les associations de résistants et de déportés de se constituer partie civile ; adopté.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Justice (4 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (p. 5747) : VIII[e] plan et absence de la justice - Situation des services judiciaires et faiblesse des dotations en capital des services pénitentiaires - Proposition d'adoption du projet de budget - Progression des crédits supérieure au budget de l'Etat - Créations d'emplois - Progression des crédits de paiement - Transformations d'emplois et création de chambres supplémentaires et d'une cour d'appel en Polynésie - Création de postes à l'éducation surveillée ; éducateurs - Création d'emplois dans l'administration pénitentiaire et le Conseil d'Etat - Amélioration de l'entretien des services administratifs et techniques de l'administration pénitentiaire - Fonctionnement des centres d'orientation et d'actions éducatives - Intensification et diffusion des moyens informatiques et action de la commission nationale « informatique et libertés » - Automatisation du casier judiciaire national de Nantes - Reconduction des crédits d'équipement et politique de rénovation immobilière des juridictions - Subventions accordées aux collectivités locales - Construction d'un palais de justice à Lyon et travaux des palais de justice de Paris, Rennes et Bordeaux - Extension de la cour d'appel de Nancy et de Bastia - Centre d'archives de la région parisienne - (p. 5748) : éducation surveillée et mise en place de structures pour les mineurs délinquants ou prédélinquants - Modernisation des institutions spéciales d'éducation surveillée - Construction d'établissements pénitentiaires à Lorient et Draguignan ; ouverture des chantiers de Lannemezan et de Mont-de-Marsan - Constructions de centres de détention en zones rurales - Budget 1981 et créations d'emplois ; part importante réservée à la justice, à la gendarmerie et à la police - Application des réformes adoptées sous l'égide de la chancellerie ; conseil de prud'hommes, formation professionnelle des avocats et casier judiciaires de Nantes - Développement de l'informatique - Absence de création de postes pour les greffes ; retard dans la délivrance des grosses de jugement - Statut de la magistrature et recrutement extérieur - Faiblesse de l'indemnité versée aux avocats au

titre de l'aide judiciaire et absence de rémunération de la commission d'office en matière pénale - Expérience des conciliateurs et conditions d'exercice - Assistants de justice - (p. 5749) : consultation nécessaire des magistrats des cours et des tribunaux concernés - Situation préoccupante de l'administration pénitentiaire ; surpopulation et risques supportés par le personnel ;projet « sécurité et liberté » et accroissement du nombre des détenus - Faiblesse des crédits accordés à l'éducation surveillée et prévention de la délinquance ; création d'un groupe de travail sur le fonctionnement de la justice des mineurs ; faiblesse des créations de postes de juges pour enfants - Administration centrale et transfert de charges ; application de la loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Statut des intendants de justice et conclusions du rapport Pinot - Priorité au recrutement par l'Ecole nationale de la magistrature - Coût de la vie et aide judiciaire ; indexation sur le SMIC - Rémunération des commissions d'office en matière pénale - Insuffisance des effectifs de magistrats et répartition inégale - Réhabilitation des établissements pénitentiaires - Substitutions à la détention - (p. 5750) : politique de réhabilitation et de réinsertion sociale des détenus - - Souhaits de la commission en matière d'éducation surveillée ; rapport de la commission « Costa ».

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **188 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6495) : régression des libertés - Précipitation du gouvernement pour l'examen de ce texte - Lutte contre la violence et répression - Principes essentiels du droit - Rôle du juge d'instruction - Procédure de la garde à vue - Juge de l'application des peines - (p. 6496) : dispositions relatives aux contrôles d'identité - Caractère dangereux du projet - Vote hostile du groupe socialiste - (p. 6498) : son action personnelle dans la Résistance ; absence de sa part de résistance à la loi, mais devoir de souligner les dangers de ce projet.

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur de Paris (UREI).

Elu vice-président du Sénat le 7 octobre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

En tant que président de séance

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (7 novembre 1980) - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4528) : faits préparatoires matériels et concrétisation de l'intention - **Art.8** (p. 4550) : donne lecture de l'article 26 de la Constitution concernant l'inviolabilité des parlementaires pendant les sessions.

— **Rappel au règlement** (7 novembre 1980) (p. 4547) : rappelle les termes de l'article 36 alinéas 8 et 9 du règlement du Sénat obligeant l'orateur à ne pas s'écarter de la question débattue

— **Conférence des Présidents** - (13 novembre 1980) - (p. 4631) : qualité du travail de la commission des lois et de son rapporteur - Ampleur du projet « sécurité et liberté » et conséquences sur le déroulement de la discussion budgétaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la libération (4 décembre 1980) (p. 5751) : souhaite la bienvenue, au nom du Sénat,à Monsieur le Grand Chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur et à Monsieur le Grand chancelier de l'Ordre de la libération

— **Décès de M. Joël Le Theule,** ministre de la Défense (15 décembre 1980) (p. 6276)

— **Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980** [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6523) : donne communication de la décision de M. le Président du Sénat reconnaissant l'exception d'irrecevabilité invoquée par le gouvernement en vertu de l'article 41 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 1 de M. Pierre Lacour (création d'une commission tripartite pour examiner les incidences économiques et sociales du nouveau régime de taxation des alcools).

En tant que sénateur

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Coopération (29 novembre 1980) (p. 5526) : intervient au nom de M. *Pierre Croze* - Répercussion du choc pétrolier sur les pays du tiers monde :exemple de la limitation de leur capacité de financement - Accroissement de la pauvreté, explosion démographique - Rôle de la France et budget approprié nécessaire - Plafonnement satisfaisant de l'aide militaire ; maintien nécessaire de l'assistance en personnel militaire, formation pour l'utilisation d'armes modernes - Progression de l'aide économique et sociale et évolution des crédits de paiement par rapport aux autorisations de programme - Augmentation de l'aide au développement rural ; assistance technique à développer pour la formation et l'initiation des villageois - Problème de la couverture sociale des coopérants volontaires - Manque de souplesse de la politique de reconduction du personnel en poste à l'étranger - (p. 5527) : augmentation des coopérants français ; scolarisation de leurs enfants et création nécessaire de postes d'enseignants ; difficultés de logement - Aide au développement industriel et minier,exploitations des énergies nouvelles, énergies renouvelables et utilisation du bois de feu, des biodigesteurs - Dépendance énergétique des pays en voie de développement et possibilités de l'industrie française : exemple des capteurs solaires - Réduction de l'aide culturelle et compensation par l'appui pédagogique audiovisuel - Progression de la recherche scientifique et nécessité d'assurer une formation technique - Nécessité d'une aide visant les besoins essentiels, exemple de la pauvreté - Principe du bénéfice mutuel des échanges et de l'intérêt réciproque - Réorientation intellectuelle et coopération opérationnelle : exemple de la convention de Lomé II - Concertation entre pays industrialisés, pays pétroliers, et pays en développement ; négociations

TAJAN (Pierre), sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la création par cette commission d'un groupe d'études sur les conditions de réparation des dommages occasionnés par des **calamités agricoles** (n° **320**, 1979-1980) (18 juin 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2696** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le ministre de l'Economie : les **charges sociales (problème des charges sociales des entreprises de main-d'oeuvre).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Discussion générale** (p. 1848) : inquiétude des agriculteurs du sud-ouest : difficultés d'obtention des prêts ; marasme des prix agricoles ; dégradation des revenus d'exploitation - (p. 1849) : dégradation du revenu agricole et plan du grand sud-ouest - Engagements particuliers en matière d'installation des jeunes agriculteurs : réservation de terres et aménagement d'exploitations ; insuffisance des crédits.

Art. 2 (p. 1857) : son amendement N° 159 déposé avec M. André Jouany : représentation du commerce de gros et de détail au conseil supérieur d'orientation ; rejeté - **Art. 4** (p. 1871) : son amendement N° 160, identique à l'amendement N° 39 de MM. René Tinant et Guy Robert, soutenu par M. André Rabineau : suppression de la possibilité de recours à une juridiction de l'ordre judiciaire ; retiré.

Suite de la discussion (14 mai 1980) - **Art. 22 C** (p. 1921) : autorisation préalable et maximum du cumul en fonction de la surface minimum d'installation ; la situation des époux exploitant conjointement ou séparément.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - (p. 5323) : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : importance, ralentissement - Augmentation des dépenses sociales au détriment de la productivité - Compression des dépenses non productives - Accroissement des cotisations sociales ; financement du BAPSA par l'Etat et les cotisations professionnelles - Augmentation des charges sociales et baisse des revenus selon les productions et les régions ; accroissement des coûts de production et inclusion de l'augmentation des cotisations sociales - Disparité des taux d'augmentation de cotisations des différents régimes de protection sociale d'un département à l'autre - Calcul des cotisations et prise en compte du nombre de salariés par rapport au revenu d'exploitation - Déséquilibre de la population agricole et BAPSA - Nécessité d'une participation progressive et parallèle au revenu des agriculteurs - (p. 5324) : participation de l'Etat à la sécurité sociale des agriculteurs et abaissement des prix de consommation - Financement de la protection sociale agricole par les autres régimes de sécurité sociale

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 4** (p. 6419) : son amendement n° 90 déposé avec la commission des affaires économiques : suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation des dégrèvements pour calamités agricoles ; devenu sans objet.

TALON (Bernard), sénateur du Territoire de Belfort (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe.

- Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatifs aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (12 juin 1980) (p. 2666).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur sa proposition de loi (n° **396**, 1978-1979) raltive à l'innocuité des **médicaments** et à l'usage des substances vénéneuses (n° **254**, 1979-1980) (22 mai 1980).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de M. Jean Mézard,** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la proposition de loi [n° **47 (78-79)**] - **de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation.** [n° **450 (78-79)**] - (5 juin 1980) **Après l'art. 8** (p. 2404) : sur l'amendement N° 10 du gouvernement (1. Interdiction de la fécondation post mortem ; 2. Interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins), se déclare favorable à la première partie : décès du père et intérêt de l'enfant.

— **Conclusions du rapport de M. Bernard Talon** fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la **proposition de loi** [n° **396 (78-79)**] - **relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses.** [n° **254 (79-80)**] - (5 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2392) : dispositions de sa proposition de loi - Sécurité des malades : pharmacovigilance - Procédure d'autorisation de mise sur le marché - Expertises - Qualité des études préalables et éléments d'information postérieurs à la commercialisation - (p. 2393) : expérimentation animale - Essais cliniques sur l'homme - Délai de dépistage d'incidents secondaires - Reconnaissance légale de la pharmacovigilance - Collecte des informations - Statut du centre national de pharmacovigilance - Information nécessaire des praticiens sur le fonctionnement de ce système - Position favorable prise par l'ordre des médecins et l'ordre des pharmaciens - Article 2 de la proposition, relatif à la réglementation des mélanges de substances classées comme vénéneuses, utilisés pour provoquer l'amaigrissement - Sanctions pénales prévues - Limitation nécessaire de la liberté de prescription et de délivrance des médicaments.

Après l'art. 2 (p. 2395) : s'oppose à l'amendement N° 1 de M. Jacques Henriet (autorisation de mise sur le marché et vérification de l'innocuité génétique) - (p. 2396) : impossibilité de garantir l'innocuité absolue des médicaments.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art.2** (p. 2587) : son amendement n° 1 : homologation a posteriori de certaines formations réalisés par les entreprises ; adopté - **Art. 19** (p. 2611) : son amendement de coordination n° 2 : référence aux qualifications visées à l'art. 2, adopté.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2912) : son amendement N° 117 soutenu par M. Jacques Coudert : principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation ; adopté.

TARCY (Raymond), sénateur de la Guyane (apparenté au groupe S).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **456** (24 octobre 1980) (p. 4045) à M. le ministre de l'Education : **l'éducation (amélioration du système éducatif de Guyane).**

TARDY (Fernand), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **453** (23 octobre 1980) (p. 4010) à M. le ministre de l'Agriculture : **l'élevage (conditions actuelles de l'élevage ovin).**

n° **470** (3 décembre 1980) (p. 5683) à M. le ministre de l'Agriculture : les **fleurs et plantes (problèmes posés par la mévente de la lavande).**

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4144) : problème du déficit de la production ovine face à l'augmentation de la consommation française, augmentation des importations, soutien nécessaire à l'élevage ovin - Répercussions des accords communautaires - Gravité de la situation des éleveurs de zones défavorisées : exemple de la région des Alpes du Sud - Dégradation des cours provoquant l'augmentation du prix des produits industriels et des charges d'exploitation - Question au gouvernement sur les mesures d'urgence qu'il envisage de prendre pour conserver une agriculture de montagne sèche - Mesures proposées : exemple du complément de prix.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5348) : situation de l'agriculture française et exode rural ; diminution du revenu des agriculteurs - Distorsion entre prix agricoles et coûts de production ; incidence de la libération des prix des produits industriels - Problème du déficit de la balance commerciale française - Parallèle entre la situation des agriculteurs français et celle des anciens colonisés - Nécessité et modalités d'un accroissement des responsabilités des agriculteurs - Sauvegarde de l'agriculture française et fixation des prix agricoles : prix de *quantum* et correction des handicaps des régions les plus défavorisées - Gravité des difficultés rencontrées par les exploitants : equipements ruraux, électrification - Insuffisance des crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER)

— **Questions orales avec débat jointes : conférence de Madrid** - (16 décembre 1980) (p. 6321) : intervient au nom de M. *Antoine Andrieux* - Situation en Europe centrale et avènement de la démocratie à favoriser - Solidarité du parti socialiste avec les ouvriers polonais - Syndicat polonais : démonstration de la charte d'Amiens, maturité politique et capacités de ses dirigeants - Dissolution nécessaire des blocs de l'Est et de l'Ouest et acceptation de l'Alliance atlantique - (p. 6322) : inefficacité des sanctions économiques contre la Russie en cas d'intervention en Pologne ; conscience des soviétiques d'une réprobation unanime des nations, risque d'une scission dans le mouvement communiste international.

THYRAUD (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (29 avril 1980) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique (n° **212,** 1979-1980) adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux statut de la magistrature (n° **231,** 1979-1980) (24 avril 1980) - **Magistrats.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique (n° **212,** 1979-1980) relatif au statut de la magistrature (n° **245,** 1979-1980) (13 mai 1980) - **Magistrats.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loir organique (n° **341,** 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au statut de la magistrature (n° **346,** 1979-1980) (26 juin 1980) - **Magistrats.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **66** (JO Débats 6 novembre 1980) (p. 4433) à M. le ministre de l'industrie : le **cinéma (situation de l'industrie de fabrication de matériel cinématographique).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 399, 400) : dispositions foncières du projet de loi - Rôle assigné aux groupements fonciers agricoles (GFA) ; répertoire de la valeur des terres ; nantissement des parts de GFA - Inadaptation du régime des calamités pour résoudre les problèmes de l'agriculteur chef d'entreprise ; rôle de l'assurance ; nécessité des procédures applicables aux commerçants et industriels - Statut des épouses d'exploitants agricoles et respect du droit matrimonial - Rôle de l'agriculture dans la protection de la nature ; danger de la sélection des espèces ; patrimoine ; création nécessaire du Conservatoire des espèces végétales et des races animales - Agriculture biologique.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 457) : son amendement N° I-95 : respect de l'environnement et lutte contre la malnutrition ; retiré.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 476) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimen-

taire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-94 : préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques ; rejeté - (p. 482, 483) : sur le même amendement, son sous-amendement N° I-93 : objectif d'amélioration de la qualité des terres ; adopté - Amélioration de la qualité des terres et zones défavorisées : exemple de la Sologne.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 603) : sur l'amendement N° III-301 du gouvernement (principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles), son sous-amendement N° III-320 : référence à la valeur vénale moyenne des terres ; repris par la commission des lois puis retiré le 5 mars 1980.

— Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [n° 19 (79-80)]

Suite du débat interrompu le 13 décembre 1979 (2 avril 1980) - Rapporteur - **Art. 1** (p. 941) : s'oppose aux amendements identiques N° 54 de M. Félix Ciccolini et N° 85 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants) - (p. 943) : amendement N° 16 de la commission : exercice par les magistrats remplaçants de fonctions correspondant à leur niveau hiérarchique ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel N° 104 de M. Charles de Cuttoli - (p. 944) : classification des magistrats - **Art. 2** (p. 945) : amendement N° 17 de la commission : notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements ; partiellement adopté - S'oppose à l'amendement N° 168 de M. Charles Lederman (notion de remplaçant et durée des remplacements) - (p. 946) : sur l'amendement N° 17 de la commission, s'oppose au sous-amendement N° 136 de M. Charles Lederman (délai de renouvellement des remplacements pour les emplois vacants de second grade) - Amendement N° 18 de la commission : autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants ; adopté - (p. 947) : renouvellement des remplacements - (p. 950) : intervient sur la durée et le caractère renouvelable des remplacements - Remplacement et intérim - (p. 951) : amendement N° 19 de la commission : affectation des magistrats remplaçants qui n'effectuent pas de remplacement ; adopté - (p. 952) : amendement N° 20 de la commission : nomination des magistrats remplaçants après accomplissement de leurs fonctions de remplaçants ; adopté après rectification ; notion de surnombre, suggérée par l'amendement N° 169 de M. Charles Lederman - (p. 953) : amendement N° 21 de la commission : durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant et conditions d'application de l'article 2 ; adopté ; retrait de l'amendement analogue N° 111 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Etienne Dailly - **Après l'art. 2** (p. 954) : s'oppose à l'amendement N° 105 de M. Charles de Cuttoli (conditions de nomination des chefs de juridiction) - **Art. 4** (p. 955) : amendement N° 22 de la commission : incompatibilité entre les fonctions de magistrat et l'exercice d'un mandat à l'assemblée des communautés européennes ; adopté - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement N° 106 de M. Charles de Cuttoli (possibilité pour les magistrats d'être nommés membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Notion de réciprocité.

Suite de la discussion (3 avril 1980) - **Art. 5** (p. 1011) : accepte l'amendement N° 107 de M. Charles de Cuttoli (ressort de la juridiction et obligation de résidence des magistrats) - **Après l'art. 5** (p. 1013) : accepte les amendements N° 140 du gouvernement (déroulement de carrière à la cour de cassation et obligation d'une nomination dans les juridictions de première instance ou d'appel) et N° 15 de M. Etienne Dailly (extension des possibilités de délégation des avocats généraux auprès de la cour de cassation) - (p. 1014) : s'oppose à l'amendement N° 132 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Charles de Cuttoli (augmentation des pouvoirs du conseil supérieur de la magistrature pour les propositions d'emplois de magistrat du siège et du parquet), ainsi qu'à l'amendement N° 134 de M. Edgar Tailhades (connaissance par le conseil supérieur de la magistrature de la liste des candidats à un poste) - **Art. 8** (p. 1015) : s'oppose à l'amendement N° 108 de M. Charles de Cuttoli (réduction du délai d'ancienneté requis pour les greffiers en chef et les secrétaires greffiers se présentant au concours interne de l'Ecole nationale de la magistrature) - **Art. 9** (p. 1016) : amendements de la commission des lois N° 25 : licence en droit et possibilité d'intégration directe en qualité d'auditeur de justice ; adopté ; et N° 26 : intégration directe en qualité d'auditeur de justice et compétences juridiques des fonctionnaires et agents publics titulaires ; adopté - (p. 1017) : à propos de l'intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'Ecole nationale de la magistrature, accepte les amendements N° 61 de M. Félix Ciccolini et N° 170 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - S'oppose à la première partie de l'amendement N° 8 du gouvernement (1. nomination directe comme auditeur de justice et conditions de diplôme) - (p. 1018) : s'oppose aux amendements identiques N° 62 de M. Félix Ciccolini et N° 92 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours) - **Après l'art. 9** (p. 1019) : accepte l'amendement N° 144 de M. Etienne Dailly (classement des auditeurs de justice et possibilité pour le jury de leur refuser l'exercice des fonctions judiciaires) - **Avant l'art. 10** : s'oppose à l'amendement N° 171 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (limitation de l'intégration aux deux groupes des grades de base) - (p. 1020) : accepte l'amendement N° 145 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Marcel Rudloff (possibilité d'intégration dans les fonctions de premier et second grades des anciens avoués devenus avocats) - Nécessité de rendre hommage à une profession maintenant disparue - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement N° 65 de M. Félix Ciccolini (exclusion du recrutement direct pour les cours d'appel et les postes de responsabilité) - (p. 1021) : amendement N° 188 de la commission : application aux auxiliaires de justice entrant dans la magistrature des avantages réservés aux greffiers ; adopté - **Art. 11** (p. 1022) : s'oppose aux amendements N° 109 de M. Charles de Cuttoli (suppression des dispositions de cet article prévoyant la nomination directe au second grade de la hiérarchie judiciaire des attachés d'administration du conseil d'Etat), N° 95 de coordination et N° 94 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (nombre d'années de service et nomination des greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire) - **Après l'art. 11** : s'oppose à l'amendement N° 96 de M. Charles Lederman soutenu par M. Jacques Eberhard (fixation d'un quota au recrutement direct) - **Après l'art. 13** (p. 1023) : à propos de la compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation, s'oppose aux amendements N° 135 de M. Edgar Tailhades et N° 173 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - (p. 1024) : s'oppose aux amendements identiques N° 155 de M. Edgar Tailhades et N° 174 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature) - Amendement N° 165 de la commission : nomination en tant que juge d'instruction et délai d'ancienneté ; adopté - (p. 1025) : au sujet de la nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège, s'oppose aux amendements N° 156 de M. Edgar Tailhades et N° 175 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - (p. 1027) : s'oppose à l'amendement N° 176 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (évolution des attributions des magistrats du siège conformément aux règles prévues pour leur nomination) - A propos des critères de choix et des règles de nomination du juge des enfants, s'oppose aux amendements N° 162 de M. Edgar Tailhades et N° 177 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard - **Art. 14** (p. 1029) : amendements de la commission N° 31 : qualité des représentants du directeur des affaires civiles et des affaires criminelles ; retiré, N° 47 : modes de désignation des deux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation et des

deux premiers présidents et des deux procureurs généraux de cours d'appel ; retiré ; et N° 32 : élection des dix magistrats du corps judiciaire ; retiré - Accepte l'amendement N° 3 du gouvernement (composition de la commission d'avancement) - **Art. 6** *(suite)* (p. 1031) : amendement N° 23 de la commission identique aux amendements N° 6 du gouvernement et N° 90 de M. Charles Lederman précédemment réservés : modalités d'élection des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 7** *(suite)* : à propos des modalités de convocation et de fonctionnement du collège électoral, des commissions d'avancement et de discipline du parquet, accepte l'amendement N° 7 du gouvernement et s'oppose à l'amendement N° 91 de M. Charles Lederman, précédemment réservés - **Avant l'art. 10** *(suite)* (p. 1032) : amendement N° 28 de la commission, précédemment réservé : possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat ayant obtenu le doctorat de bénéficier du recrutement parallèle ; devenu sans objet - Accepte l'amendement N° 63 de M. Félix Ciccolini précédemment réservé (possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat de bénéficier du recrutement parallèle) - **Art. 10** (p. 1034) : s'oppose à l'amendement N° 164 de M. Jean Béranger (1. bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires et agents de l'Etat titulaires ; 2. bénéfice de ce recrutement pour les officiers et assimilés de l'armée active) - (p. 1035) : amendement N° 27 de la commission : suppression des dispositions de cet article accordant le bénéfice du recrutement direct aux officiers ou assimilés de l'armée active ; adopté - (p. 1036) : amendement N° 29 de la commission, identique aux amendements N° 1 du gouvernement, N° 64 de M. Félix Ciccolini et N° 93 de M. Charles Lederman : nécessité d'un avis conforme de la commission d'intégration ; adopté - **Art. 13** (p. 1037) : amendement N° 30 de la commission : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités dont un avocat ; rejeté - A propos de la composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat, s'oppose aux amendements N° 66 de M. Félix Ciccolini et N° 172 de M. Charles Lederman - (p. 1038) : s'oppose à l'amendement N° 2 du gouvernement (composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'assemblée générale de la cour de cassation) - Participation des avocats au conseil d'administration de l'école nationale de la magistrature - **Art. 15** (p. 1039) : amendement N° 33 de la commission, identique aux amendements N° 9 du gouvernement, N° 68 de M. Félix Ciccolini et N° 98 de M. Charles Lederman ; modalités de désignation des suppléants des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 16 :** amendement N° 34 de la commission, identique aux amendements N° 10 du gouvernement, N° 69 de M. Félix Ciccolini et N° 99 de M. Charles Lederman : durée du déroulement des mandats des membres de la commission d'avancement ; adopté - **Art. 17** (p. 1040) : s'oppose aux amendements identiques N° 70 de M. Félix Ciccolini et N° 100 de M. Charles Lederman (avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations à des emplois hors hiérarchie) - **Après l'art. 17** (p. 1041) : accepte l'amendement N° 110 de M. Charles de Cuttoli (avertissement et possibilité de recours devant le conseil supérieur de la magistrature) - **Avant l'art. 18** (p. 1042) : s'oppose à l'amendement N° 149 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (abrogation des dispositions de cet article prévoyant la suspension d'un magistrat du siège après avis du conseil supérieur de la magistrature et sans saisine du conseil de discipline) et à l'amendement N° 179 de M. Charles Lederman (droit de suspension par le Garde des sceaux d'un magistrat du parquet) - (p. 1043) : à propos des saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire, s'oppose aux amendements N° 150 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini et N° 180 de M. Charles Lederman - (p. 1044) : s'oppose à l'amendement N° 151 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (nécessité du caractère contradictoire des auditions) - **Art. 18** (p. 1045) : amendement N° 35 de la commission, identique aux amendements N° 11 du gouvernement, N° 71 de M. Félix Ciccolini et N° 101 de M. Charles Lederman : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19 :** amendement N° 36 de la commission, identique aux amendements N° 12 du gouvernement, N° 72 de M. Félix Ciccolini et N° 102 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art 20** (p. 1046) : amendement N° 37 de la commission, identique aux amendements N° 13 du gouvernement, N° 73 de M. Félix Ciccolini et N° 112 de M. Charles Lederman : déroulement du mandat des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Avant l'art. 21 :** amendement N° 38 de la commission : suppression des dispositions de cet article relatives à « la retraite à date fixe » et l'exception faite aux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation ; rejeté - **Art. 21** (p. 1047) : amendement N° 46 de la commission : cas de retrait de l'honorariat accordé aux magistrats à la retraite ; adopté - **Après l'art. 21 :** accepte l'amendement N° 152 de M. Marcel Rudloff (principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau).

Suite de la discussion (8 avril 1980) - **Art. 22** (p. 1060) : amendement N° 39 de la commission : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures ; adopté ; sur ce thème, obtient le retrait des amendements N° 74 de M. Félix Ciccolini et N° 113 de M. Charles Lederman - Estime sans objet l'amendement N° 128 de M. Raymond Bourgine (conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction) après l'adoption par le Sénat de l'art. 13 *bis nouveau* - **Avant l'art. 23** (p. 1062) : estime sans objet l'amendement d'harmonisation N° 182 de M. Charles Lederman - **Art. 23 :** s'oppose à l'amendement N° 114 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prévoyant la prolongation pour dix années des dispositions transitoires permettant d'augmenter le recrutement latéral) - (p. 1063) : s'oppose aux amendements identiques N° 75 de M. Félix Ciccolini et N° 115 de M Charles Lederman (limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire) - Accepte la réserve de l'article - **Art. 24** (p. 1064) : s'oppose à l'amendement N° 117 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prévoyant un mode de recrutement exceptionnel prenant en compte les années d'activité professionnelle antérieure) - (p. 1065) : sur les modalités du concours, s'oppose aux amendements N° 118 de M. Charles Lederman, N° 78 de M. Félix Ciccolini et N° 83 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Charles de Cuttoli - Prise en compte des titres et travaux - Amendements N° 40 et N° 41 de la commission : référence aux titres et diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature ; adoptés - (p. 1067) : s'oppose à l'amendement N° 153 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini (durée du stage des candidats admis) : précision souhaitable, mais de caractère réglementaire - (p. 1068) : amendement N° 43 de la commission, identique à l'amendement N° 84 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jean Béranger : suppression de l'alinéa relatif au second concours ; adopté - Possibilité d'intégration directe dans la magistrature des docteurs en droit ayant plus de vingt ans d'ancienneté - Accepte partiellement l'amendement N° 119 de M. Charles Lederman (suppression des alinéas relatifs au deuxième concours et à la prise en compte des années d'activité professionnelle antérieure pour le classement hiérarchique) - Amendement N° 42 de la commission : limitation à quatre ans au lieu de cinq de la validation des services antérieurs ; adopté - S'oppose à l'amendement N° 141 du gouvernement (application aux candidats reçus au second concours de la possibilité de validation des services antérieurs) - **Art. 25** (p. 1069) : s'oppose à l'amendement N° 79 de M. Félix Ciccolini (réduction de moitié du nombre des postes offerts au recrutement exceptionnel) - S'oppose également à l'amendement N° 14 du gouvernement (nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et

création d'emplois budgétaires) - Hostilité de la commission au deuxième concours - Rôle principal de l'Ecole nationale de la magistrature - (p. 1070, 1071) : après sa modification par M. Jean-Paul Mourot, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement N° 14 du gouvernement - (p. 1071) : au nom de la commission, émet un avis favorable sur l'amendement N° 14 du gouvernement - **Art. 23** *(suite)* (p. 1072) : avis favorable de la commission sur les amendements identiques N° 75 de M. Félix Ciccolini et N° 115 de M. Charles Lederman, précédemment réservés - (p. 1073) : s'oppose à l'amendement N° 76 de M. Félix Ciccolini (limitation des possibilités d'intégration directe au niveau actuellement en vigueur) et aux amendements de M. Charles Lederman N° 183 (nombre des intégrations directes et nombre des places offertes aux concours de l'Ecole nationale de la magistrature) et N° 116 (réduction du quota fixé pour l'accès au deuxième groupe du deuxième grade) - **Après l'art. 10 et après l'art. 25** (p. 1074) : s'oppose à l'amendement N° 146 de M. Félix Ciccolini, précédemment réservé (bonifications d'ancienneté : extension à des auxiliaires de justice déjà intégrés) - Amendement N° 187 de la commission : bonifications d'ancienneté : extension du nombre des bénéficiaires mais limitation au seul classement indiciaire ; réservé ; irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 1081) - **Art. 27** (p. 1075) : s'oppose à l'amendement N° 121 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à la prorogation des dispositions transitoires jusqu'en 1991) - S'oppose à l'amendement N° 122 de M Charles Lederman (réduction de la durée de la prorogation) - **Avant l'art. 30 :** s'oppose à l'amendement N° 123 de M. Charles Lederman (recrutement temporaire de professeurs titulaires et maîtres de conférence agrégés des facultés de droit) - **Art. 30 :** s'oppose à l'amendement N° 124 de M. Charles Lederman (suppression de cet article prorogeant jusqu'en 1991 les possibilités de recrutement temporaire) - (p. 1076) : s'oppose à l'amendement N° 125 de M. Charles Lederman (réduction de la durée de la prorogation) - Amendement de coordination N° 189 de la commission : suppression de la mention des anciens officiers ou assimilés de l'armée active ; adopté - **Art. 31 :** s'oppose à l'amendement N° 184 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif au recrutement de magistrats contractuels) - **Art. 32 :** amendement N° 44 de la commission, identique à l'amendement N° 185 de M. Charles Lederman : suppression de cet article qui vise à interdire le cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite ; adopté - **Art 34** (p. 1078) : amendement N° 45 de la commission : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 35 :** accepte l'amendement rédactionnel N° 142 du gouvernement - **Après l'art. 35 :** s'oppose à l'amendement N° 186 de M. Charles Lederman (limitation à trois ans de la durée d'effet des rétrogradations et déplacements d'office) - (p. 1079) : s'oppose à l'amendement N° 154 de M. Guy Petit (possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles) - (p. 1080) : compétences juridiques des anciens juges de paix suppléants ; formation insuffisante des conciliateurs - (p. 1081) : s'oppose aux amendements de M. Edgar Tailhades, soutenus par M. Félix Ciccolini, N° 157 (rôle de l'assemblée générale des cours d'appel pour la répartition des affaires entre les différentes chambres) et N° 158 (avis de l'assemblée générale de la cour d'appel préalable aux ordonnances du premier président de la cour portant mesures d'administration judiciaire) - S'oppose à l'amendement N° 160 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini (procédure de désignation aux fonctions de juge d'instance) - (p. 1082) : accepte l'amendement N° 163 de M. Marcel Rudloff (possibilité pour les futurs avocats en cours de formation, de participer à des actes juridictionnels) - **Deuxième délibération - Art. 2** (p. 1084) : accepte l'amendement N° 190 du gouvernement (fixation à deux ans de la durée minimale d'exercice des fonctions de magistrat remplaçant).

Deuxième lecture [n° 212 (79-80)] - (29 avril 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1602) : vote positif, en première lecture, sur le projet de réforme du statut de la magistrature - Magistrats remplaçants et rejet par l'Assemblée nationale des « verrous » placés par le Sénat - Accord sur l'avis conforme de la commission d'intégration - Non examen à l'Assemblée nationale des dispositions du projet sous le prétexte de l'absence de caractère organique - (p. 1603) : accès des magistrats à des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Exercice des fonctions du ministère public auprès de la cour de cassation - Retrait des auxiliaires de justice intégrés dans la magistrature.

Art. 1er (p. 1605) : au sujet de la suppression de cet article concernant la composition du corps judiciaire, s'oppose aux amendements identiques N° 22 de M. Félix Ciccolini et N° 30 de M. Charles Lederman - Amendement N° 1 de la commission des lois identique à l'amendement N° 31 de M. Charles Lederman : exercice, par les magistrats rempaçants, des fonctions du niveau hiérarchique auquel ils appartiennent ; rejeté - **Art. 2** (p 1607) : amendement de la commission N° 2, identique à l'amendement N° 33 de M. Charles Lederman : maintien du magistrat remplaçant jusqu'au retour du magistrat remplacé ; adopté - (p. 1608) : respect du principe de l'inamovibilité - (p. 1609) : s'oppose à l'amendement N° 34 de M. Charles Lederman (magistrat remplaçant et nomination, même en surnombre, au tribunal de grande instance) - (p. 1610) : s'oppose à l'amendement N° 35 de M. Charles Lederman (fixation d'un délai à l'exercice des fonctions d'un magistrat remplaçant) - A propos de la fixation d'un délai à l'exercice des fonctions du magistrat remplaçant et de sa nomination au tribunal de grande instance, même en surnombre, amendement N° 3 de la commission ; devenu sans objet et accepte l'amendement N° 53 du gouvernement - **Art. 5** *bis :* amendement N° 4 de la commission : délégation de magistrats du parquet à la cour de cassation et exercice des fonctions du ministère public ; adopté - **Art. 5** *ter :* (p. 1611) : amendement de coordination N° 5 ; adopté - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement N° 28 de M. Félix Ciccolini (proportion des auditeurs de justice nommés sur titre) - **Art. 13** *bis* (p. 1612) : amendement N° 9 de la commission : conditions d'ancienneté pour la nomination des magistrats aux fonctions de juge d'instruction ; rejeté - **Art. 13** *ter* (p. 1613) : amendement de la commission N° 10, identique à l'amendement N° 39 de M. Charles Lederman : nomination du juge d'instruction dans les formes prévues pour la nomination des magistrats du siège ; adopté - Age des juges d'instruction - **Art. 14** (p. 1614, 1615) : au sujet de la composition de la commission d'avancement, s'oppose à l'amendement N° 29 de M. Félix Ciccolini et à l'amendement de la commission N° 11, identique à l'amendement N° 40 de M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 6** *(suite) :* amendement N° 6 de coordination, précédemment réservé, de la commission, identique à l'amendement de coordination N° 37 de M. Charles Lederman, précédemment réservé ; adopté - **Art. 7** *(suite) :* amendement de la commission N° 7 précédemment réservé, de coordination, identique à l'amendement N° 38 de coordination, précédemment réservé, de M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 13** *(suite)* (p. 1616) : amendement N° 8, précédemment réservé, de la commission : composition de la commission d'avancement en tant que commission d'intégration ; adopté - **Art. 15 :** amendement de coordination, de la commission N° 12, identique à l'amendement N° 41 de coordination de M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 16** (p. 1617) : amendement de coordination N° 13 de la commission, identique à l'amendement de coordination N° 42 de M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 17** *bis :* en ce qui concerne l'avertissement et le recours devant le Conseil supérieur de la magistrature, s'oppose aux amendements identiques N° 43 de M. Charles Lederman et N° 50 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine - **Art. 18** (p. 1618) : amendement N° 14 de la commission, identique à l'amendement N° 44 de M. Charles Lederman : élection des membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19 :** amendement de la commission N° 15, de coordination, identique à l'amendement N° 45 de coordination de M Charles Lederman, adopté - **Art. 20 :** amendement de coordination N° 16 de la

commission, identique à l'amendement de coordination N° 46 de M. Charles Lederman ; adopté - **Art. 21** *bis :* amendement N° 17 de la commission : possibilité d'inscription des auditeurs de justice sur la liste des avocats stagiaires ; adopté - **Art. 24** (p. 1620) : au sujet du concours sur épreuves pour le recrutement exceptionnel de l'Ecole nationale de la magistrature ; s'oppose aux amendements N° 25 de M. Félix Ciccolini et N° 47 de M. Charles Lederman - Au sujet de la durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la magistrature, s'oppose aux amendements N° 26 de M. Félix Ciccolini et N° 52 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine - (p. 1621) : s'oppose à l'amendement N° 51 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Maurice Fontaine (contrôle, à l'issue des stages rémunérés, de l'Ecole nationale de la magistrature) - Amendement de la commission N° 18, identique à l'amendement N° 48 de M. Charles Lederman : suppression des dispositions de cet article prévoyant un concours exceptionnel réservé aux docteurs en droit ; adopté - **Art. 25** (p. 1622 et 1623) : s'oppose à l'amendement N° 27 de M. Félix Ciccolini (importance du recrutement par concours exceptionnel) - A propos du nombre d'emplois créés par le budget de l'année et des références pour les nominations faites par concours exceptionnel, amendement N° 19 de la commission ; adopté, et s'oppose aux amendements N° 49 de M. Charles Lederman et N° 54 du gouvernement - **Après l'art. 25 :** accepte l'amendement N° 55 du gouvernement (application des règles régissant les fonctions d'auditeur de justice aux stagiaires de l'Ecole nationale de la magistrature) - **Art. 27** *bis :* amendement rédactionnel N° 20 de la commission ; adopté - **Art. 36** (p. 1624) : amendement N° 21 de la commission : participation des avocats stagiaires aux activités des juridictions ; adopté.

Nouvelle lecture [n° **341 (79-80)**] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3318) : échec de la commission mixte paritaire - Problèmes de l'élection par les magistrats de leurs représentants à la commission d'avancement et d'intégration et à la commission de discipline du parquet - Magistrats remplaçants - Délégation de magistrats du parquet des cours d'appel auprès du parquet général de la cour de cassation - Possibilité pour les futurs avocats de participer aux activités des juridictions.

Art. 5 *bis* (p. 3319) : amendement n° 4 de la commission des lois : possibilités de délégation à la cour de cassation de magistrats du parquet des cours d'appel ; adopté - **Art. 5** *ter :* amendement n° 5 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux délégations de magistrats à la cour de cassation ; adopté - **Art. 14** (p. 3320) : amendement n° 8 de la commission : élection des magistrats membres de la commission d'avancement et d'intégration ; adopté - Processus actuel de désignation des magistrats membres de la commission d'avancement et d'intégration - Importance fondamentale de cet amendement - Amendement de coordination n° 9 de la commission : adopté - **Art. 6 :** amendement de coordination n° 6 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale - **Art. 7 :** amendement n° 7 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 15 :** Amendement de coordination n° 10 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 16** (p. 3321) : amendement de coordination n° 11 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 18 :** amendement n° 12 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à l'élection des représentants des magistrats membres de la commission de discipline du parquet ; adopté - **Art. 19 :** amendement de coordination n° 13 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 20 :** amendement de coordination n° 14 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 21** *bis :* amendement n° 15 de la commission : possibilité pour les auditeurs de justice de participer aux activités des barreaux ; adopté - **Art. 24** (p. 3322) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (suppression des titres et travaux : concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales) - Amendement n° 16 de la commission, identique à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif aux concours exceptionnels pour l'accès au second groupe du second grade ; adopté - **Art. 25** (p. 3323) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Charles Lederman (limitation du nombre des recrutements par concours exceptionnels) - **Art. 36 :** amendement n° 17 de la commission : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et visant à autoriser les futurs avocats à participer aux travaux des juridictions et aux activités du parquet ; adopté.

— **Projet de loi portant suppression du renvoi au réglement d'administration publique dans les lois** [n° **259 (79-80)**] - (29 juin 1980) - En remplacement de M. Jacques Larché, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3317) : simplification administrative et suppression d'une catégorie dans la hiérarchie des actes juridiques - Réglement d'administration publique et décret en conseil d'Etat - Constitution de 1958 : articles 34 et 37 sur le domaine de la loi et du règlement - Seule application aux textes passés - Référence éventuelle aux ordonnances - Propose l'adoption conforme du projet.

— **Projet de loi organique portant suppression du renvoi au réglement d'administration publique dans les lois organiques** [n° **260 (79-80)**] - (29 juin 1980) - En remplacement de M. Jacques Larché, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3318) : voir son intervention dans la discussion du projet précédent.

— **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** - *Quatrième lecture* [n° **266 (79-80)**] - (29 juin 1980) - En remplacement de M. Edgar Tailhades, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3315) : délai de deux ans écoulé depuis la troisième lecture du projet au Sénat - Révolution juridique constituée par l'amendement Foyer - Exécution des jugements prononcés à l'encontre de l'Etat - Coordination avec le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Fonds d'action locale - Dotation globale de fonctionnement - Renforcement des droits du citoyen face à l'administration - Demande l'adoption du projet.

Art. 1 A (p. 3316) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard (possibilité pour les collectivités locales de solliciter en cas d'insuffisance de crédits une subvention exceptionnelle de l'Etat) - Application exceptionnelle, et non automatique, de l'article L.235-5 du code des communes.

— **Proposition de loi relative à la preuve des actes juridiques** - *Deuxième lecture* [n° **335 (79-80)**] - (29 juin 1980) - En remplacement de M. *Marcel Rudloff*, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3314) : seuil de valeur rendant obligatoire la rédaction d'un écrit - Actualisation des modes de preuve - Nouvelles techniques de communication et de conservation des données - Photocopies - Archives - Propose l'adoption dans le texte de l'Assemblée Nationale.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 3825) : son amendement n° 38 soutenu par M. Charles Beaupetit : définition des eaux closes et communication des eaux ; devenu sans objet.

— **Dépôt du rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés** - (4 décembre 1980) - Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés - (p. 5744) : dépôt en exécution de la loi du 6 janvier 1978 du premier rapport de la Commission nationale.

TINANT (René), sénateur des Ardennes (UCDP).
Réélu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinée à l'enfance et à l'adolescence (25avril 1980) (p. 1545).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi d'orientation agricole (n° **129**, 1979-1980), adopté pour l'Assemblée nationale, (n° **176**, 1979-1980) (25 février 1980) - **Agriculture.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement agricole** (n° **99**, tome **V**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2593** (JO Débats 17 octobre 1979) (p. 3285) à M. le Premier Ministre : les **services publics (polyvalence des services publics en milieu rural)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) (7 novembre 1980) (p. 4504, 4505).

n° **2820** (JO Débats 3 septembre 1980) (p. 3595) à M. le ministre du Travail et de la Participation : le **chômage (nouvelles mesures concernant l'indemnisation du chômage)** - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4039, 4040, 4041).

Questions orales avec débat :

n° **238** (20 octobre 1979) (p. 2881) à M. le ministre de l'Agriculture : les **produits agricoles (orientation de la production agricole vers le développement d'un potentiel énergétique)** - Discutée le 20 mai 1980 (débat commun) (p. 1977 et suivantes.).

n° **452** (21 octobre 1980) (p. 3960) à M. le ministre de l'Agriculture : l'**élevage (situation des éleveurs)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980 - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 334) : problèmes de l'enseignement et de la recherche agricoles - Bilan de l'application de la loi du 2 août 1960 en matière d'enseignement -Lien nécessaire de l'enseignement agricole avec le système national d'éducation : système d'équivalence et de passerelles - Réforme de l'Institut de la recherche agronomique (INRA) - Lacunes de l'enseignement féminin - Formation continue - (p. 335) : développement des classes de techniciens supérieurs - Modifications nécessaires de l'enseignement agricole - Développement agro-alimentaire - Enseignement supérieur agricole - Organismes de recherche agricole - Difficultés de l'INRA ; modification de son statut - Rôle du centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Rapport de synthèse sur la recherche agronomique publié par le Secrétariat d'Etat à la Recherche - amendements de la Commission des affaires culturelles.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 460) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), sous-amendement N° I-55 de la commission des affaires culturelles : objectifs prioritaires d'une politique d'enseignement, de formation permanente, de recherche et de développement ; adopté.

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 14** (p. 607) : son amendement N° III-287, soutenu par M. Paul Pillet : utilisation de la valeur vénale pour les successions, le statut du fermage et la révision des prix proposés par les SAFER ; retiré le 5 mars 1980.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Art. 17** (. 699) : son amendement N° III-294 : succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers ; retiré ; repris, avec M. Paul Jargot, comme sous-amendement à l'amendement N° III-82 de la commission des lois puis adopté - Soutient l'amendement N° III-295 de M. Guy Robert (refus de constitution d'un groupement foncier agricole (GFA) et impossibilité de l'exercice de l'attribution préférentielle en propriété.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** *bis* (p. 725) : son amendement N° IV-37 : financement par l'État du schéma directeur des structures agricoles ; devenu sans objet - **Après l'art. 29** *bis* (p. 726) : soutient les amendements N° IV-38 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard et N° IV-39 de M. Guy Robert, identiques aux amendements N° IV-46 de M. Charles Beaupetit et N° IV-58 de M. Jean-Paul Hammann (dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 22 C** (p. 790, 791) : son amendement N° III-212 : participation du conjoint aux travaux de mise en valeur des fonds ; devenu sans objet - (p. 794) : soutient l'amendement N° III-193 de M. Guy Robert (restriction, à la parenté jusqu'au deuxième degré inclus, de la définition des biens familiaux) - (p. 796) : soutient, puis retire l'amendement N° III-194 de M. Guy Robert (fixation du seuil minimum déclenchant la procédure d'autorisation d'installation entre deux et trois SMI) - (p. 798) : son amendement N° III-213 : application du contrôle des structures aux opérations effectuées par les conjoints après leur mariage ; transformé en sous-amendement à l'amendement analogue N° III-330 du gouvernement, puis retiré au profit de cet amendement - Risque de cumul par conjoint interposé - Libéralisme de la jurisprudence en matière d'exploitation séparée.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 821) : soutient l'amendement N° III-210 de M. Guy Robert (déclaration obligatoire des installations et des agrandissements d'exploitations lorsqu'une demande d'autorisation n'est pas requise) - **Art. 26** *bis* (p. 841) : son amendement N° III-200 : prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture ; rejeté - (p. 843) : son amendement N° III-199, déposé avec M. Serge Mathieu : mise à disposition à titre gratuit ; rejeté - **Art. 31** *ter* (p. 863) : sur l'amendement N° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann (rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la communauté économique européenne), son sous-amendement N° IV-42, déposé avec M. Edouard Le Jeune et soutenu par M. Adolphe Chauvin : dépôt du rapport tous les deux ans ; retiré.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1239) : sur l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), son sous-amendement N° II-169, soutenu par M. Jacques Mossion : coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés ; réservé.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1424) : sur l'amendement n° II-105, précédemment réservé, de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) son sous-amendement n° II-169, précédemment réservé, soutenu par M. Louis Virapoullé : coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 4** (p. 1870) : son amendement N° 39, déposé avec M. Guy Robert et soutenu par M. André Rabineau, identique à l'amendement N° 160 de M. Pierre Tajan : suppression de la possibilité de recours à une juridiction de l'ordre judiciaire ; retiré - **Art. 5** (p. 1873) : son amendement N° 40, soutenu par M. Maurice Prévoteau : réduction à deux mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension ; retiré - Son amendement N° 41, déposé avec M. François Dubanchet et soutenu par M. Maurice Prévoteau : exception, en faveur des interprofessions,à la réglementation sur les ententes ; retiré au profit de l'amendement N° 67 de la commission des affaires économiques (application aux accords interprofessionnels des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 relative au respect de la loyauté en matière de concurrence).

— **Questions orales avec débat jointes : Situation de l'agriculture et de la viticulture** - (20 mai 1980) - (p. 2000) : son intervention lue par M. Marcel Rudloff - Biomasse - (p. 2001) : état d'avancement des recherches du CNRS et de l'INRA - Possibilités de l'agro-énergétique - Coût de l'alcool végétal et utilisation des déchets du bois.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 7** (p. 5141) : son amendement n° 62, déposé au nom de la commission des affaires culturelles et soutenu par M. Adolphe Chauvin : en cas de vente des immeubles utilisés pour l'enseignement agricole, rétablissement des crédits correspondant au profit du Ministère de l'agriculture par la procédure des fonds de concours ; retiré - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 57, déposé avec M. Pierre Vallon et soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Enseignement agricole) (p. 5334) ; loi d'orientation agricole, actions prioritaires du VIII[e] Plan et conséquences sur l'enseignement, la formation professionnelle et la recherche agricoles - (p. 5335) : niveau actuel de formation de la population active agricole et espérances pour l'avenir ; formations hautes et reconversion des établissements d'enseignement - Formation professionnelle agricole et exigences du futur ; mutations et nécessité d'un enseignement technologique de haut niveau - Diminution de la population active agricole et augmentation des effectifs d'élèves ; effort en faveur des écoles nationales vétérinaires - Classes de techniciens supérieurs et écart entre demandes d'entrée et capacité d'accueil - Faible progression du budget de l'enseignement agricole - Crédits relatifs aux personnels et absence de création d'emplois ; redéploiement des moyens et développement de l'appareil de formation et d'enseignement ; conséquences d'un recrutement au coup par coup - Etablissements d'enseignement agricole et dépenses de fonctionnement ; enseignement privé et problème de l'agrément, « filières féminines » - (p. 5336) : enseignement para-agricole et rural - Etablissements privés de haut niveau et bénéfice de l'agrément - Budget d'équipement et diminution des crédits - Demande l'adoption des crédits de l'enseignement agricole

TINGUY (Lionel de), sénateur de la Vendée (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (5 juin 1980) (p. 2408).

Est nommé suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (24juin 1980) (p. 3077).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (5 décembre 1980) (p. 5823).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle Calédonie et dépendances (19 décembre 1980) (p. 6527).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi (n° **32**, 1980-1981) déclaré d'urgence, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux **collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **92**, 1980-1981) (12 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 493) : se déclare opposé à l'amendement N° I-19 de la commission des affaires économiques (pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation) - Respect de la constitution - (p. 495) : se déclare opposé à l'amendement N° I-162 du gouvernement (compétence en matière de reconnaissance des groupements de producteurs) - Danger de la prolifération des assemblées délibératives - (p. 496) : s'oppose à l'amendement N° I-20 de la commission des affaires économiques (compétence du conseil supérieur d'orientation sur les règles de mise en marché et sur la reconnaissance d'organisations interprofessionnelles) - (p. 498) : se déclare opposé à l'amendement N° I-5 de M. Roland Boscary-Monsservin (valeur des avis et recommandations du conseil supérieur) - **Après l'art. 2** (p. 499, 500) : soutient puis retire les amendements N° I-146 et N° I-147 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel (agriculture biologique : création d'un institut de recherche et réglementation des conditions de production, de transformation et de commercialisation) - **Après l'art. 2** *ter* (p. 505) : soutient puis retire l'amendement N° I-148 de MM. Pierre Vallon et Jean Clurel (agriculture biologique : politique du crédit) - **Art. 2** *quater* (p. 506) : soutient puis retire l'amendement N° I-124 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (compétence des comités économiques agricoles en matière d'importations) - (p. 506, 507) : notions d'avis et de délibération - Soutient puis retire l'amendement N° I-151 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel (non-application des règles édictées aux producteurs agro-biologistes).

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7** *bis* (p. 544) ; se déclare favorable à l'amendement N° II-53de la commission des finances (assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Avant l'art. 14** (p. 597) : inconstitutionnalité de la désignation par le Parlement des fonctionnaires composant la commission communale et départementale d'aménagement foncier -

Art. 14 (p. 612) : nécessité de ne pas associer le système des comptes de centres de gestion à l'établissement de la valeur des terres agricoles..

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Avant l'art. 15** (p. 681) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-9 de M. Roland Boscary-Monsservin : contenu des documents cadastraux et indication des servitudes et de la situation des biens au regard des documents d'urbanisme - **Art. 16** (p. 687) : liberté laissée aux copartageants - Possibilité pour les copartageants d'accepter un abattement de 25 % pour leurs cohéritiers - (p. 688) : prise en compte au profit des copartageants de la plus-value - Evaluation des successions en fonction de la valeur vénale - Valeur fiscale et valeur vénale ; incidence de la création du répertoire du marché des terres agricoles - Problème du calcul des droits de mutation - (p. 692) : déclare que le groupe UCDP ne votera pas l'amendement N° III-313 du gouvernement (critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes) - Importance du problème fiscal ; l'absence de caractère fiscal des valeurs vénales ou de rendement - (p. 694) : votera la deuxième partie de l'amendement N° III-23 de la commission des affaires économiques (1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes - 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 724) : se déclare défavorable à l'amendement N° IV-5 de la commission des affaires économiques (carte communale des sols) - **Après l'art. 29** *bis* (p. 728) : sur l'amendement N° IV-17 de la commission des lois, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné (dispositions du code de l'habitation et de la construction concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles), se déclare défavorable au sous-amendement N° IV-49 de M. Paul Jargot (permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole) - Se déclare défavorable à l'amendement N° IV-48 de M. Paul Jargot (délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole) - (p. 730) : demande le retrait de l'amendement N° IV-50 de M. Jean-Paul Hammann (installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols).

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 21** (p. 766) : se déclare favorable à l'amendement N° III-136 de M. Charles-Edmond Lenglet (égalité des droits au salaire différé pour tous les héritiers travaillant ou ayant travaillé sur l'exploitation) - **Art. 21** *bis* (p. 779) : intervient sur la disposition de l'amendement N° III-90 de la commission des lois relative à la caution hypothécaire.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 22 C** *(suite)* (p. 818) : se déclare favorable à l'amendement N° III-162 de M. Roland du Luart identique à l'amendement N° III-99 de la commission des lois (suppression des dispositions de cet art. relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitants à titre principal) - **Art. 22 B** *(suite)* (p. 822) : se déclare favorable à l'amendement N° III-92 précédemment réservé de la commission des lois (conditions d'exercice de la pluriactivité : critère de revenus) - **Art. 22 F** (p. 831) : se déclare favorable à l'amendement N° III-105de la commission des lois (contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation) - **Art. 26** *bis* (p. 841) : se déclare défavorable à l'amendement N° III-200 de M. René Tinant (prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture) - **Après l'art. 26** *quinquies* (p. 848) : se déclare favorable à l'amendement N° III-127 de la commission des lois (conversion d'un bail rural en bail à long terme ; conséquences du refus du preneur) (p. 849) : son amendement N° III-222 : inclusion des cultures pérennes dans le bail à domaine congéable ; adopté.

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (10 avril 1980) - Rapporteur - **Art. 80** (p. 1156) : s'oppose à l'amendement N° II-138 de M. Michel Giraud (création et modalités de fonctionnement de « l'Office départemental de l'action éducative, sociale et culturelle pour la jeunesse ») - (p. 1158) : amendement II-34 de la commission des lois : principe, composition et modalités de fonctionnement du Conseil départemental de l'éducation ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de Mme Hélène Luc N° II-206 (composition tripartite du conseil ; participation des élus, des représentants du personnel et des usagers), N° II-246 (domaine de compétences du conseil et consultation du ou des conseils municipaux concernés), N° II-209 (lien entre effectif maximal par classe et affectation annuelle du nombre d'instituteurs) et N° II-207(statut des enseignants fonctionnaires et compétence des commissions paritaires) - Toujours, sur l'amendement N° II-34, accepte le sous-amendement N° II-249 de la commission des affaires culturelles (possibilité d'auto-saisine du conseil) ; s'oppose au sous-amendement N° II-170 de M. Franck Sérusclat (substitution du conseil de l'éducation aux autres organismes sauf avis contraire du conseil général) - Conseil de l'éducation et centralisation des compétences - Pouvoir consultatif et utilité du conseil de l'éducation - Non-participation du préfet aux débats - (p. 1162) : accepte les sous-amendements de la commission des affaires culturelles N° II-250 (pouvoir d'affectation pour les postes de toutes les catégories d'enseignants) et N° II-252 (compétence pour les rythmes scolaires) ; s'oppose au sous-amendement N° II-251 de la commission des affaires culturelles (répartition des charges entre les communes en matière de coopération scolaire) - (p. 1164) : s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat N° II-126 (composition tripartite du conseil ; participation des élus, des représentants du personnel et des usagers) et N° II-127 (consultation obligatoire du conseil de l'éducation sur toutes questions intéressant celui-ci) - Utilité de l'audition d'un délégué départemental ; le refus d'ériger cette pratique en règle législative - (p. 1169) : réunion en formation spéciale du conseil de l'éducation ; la désignation de personnalités à voix consultative - **Après l'art. 80** (p. 1170) : s'oppose à l'amendement N° II-230 de Mme Hélène Luc (cartes scolaires et nécessité de l'accord du conseil municipal concerné) - **Art. 81** (p. 1173) : s'oppose aux amendements N° II-97 de la commission des affaires culturelles et N° II-156 de M. René Billères,soutenu par M. Jean Béranger (suppression de cet article concernant le transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses) - (p. 1176) : décentralisation et égalité d'accès à l'instruction ; l'exemple suisse - Cas du transfert des crédits d'entretien de la voirie nationale secondaire aux départements - (p. 1178) : problèmes de compensations financières et nécessité de l'audition du ministre de l'intérieur par la commission des lois - (p. 1179) : amendement N° II-35 de la commission des lois : transfert du financement des bourses aux départements ; adopté - (p. 1181) : souci d'égalité et prise en compte des seules ressources et des charges de l'enfant et de sa famille - (p. 1182) : sur l'amendement N° II-35, accepte le sous-amendement N° II-279 de M. Etienne Dailly (fixation par le conseil général du montant, des conditions d'attribution et du barème applicable) - (p. 1183) : s'oppose à l'amendement N° II-220 de Mme Danielle Bidard (maintien à la charge de l'Etat du financement des bourses) et l'amendement N° II-128 de M.Franck Sérusclat (crédits nécessaires au financement de l'aide minimum et détermination des modalités du versement étatique par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 83** (p. 1185) : amendement N° II-36 de la commission des lois :principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires ; adopté - (p. 1187) : accepte l'amendement N° II-99 de la commission des affaires culturelles (départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation) - (p. 1188) : sur l'amendement N° II-36 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement N° II-277 du Gouvernement (prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports inter-urbains de voyageurs) - S'oppose à l'amendement N° II-129 de M. Franck Sérusclat (financement des transports scolaires à la

charge des départements) - (p. 1189) : prise en charge du transport préscolaire - (p. 1190) : transports scolaires et utilisation de lignes régulières telles celles de la SNCF.

Suite de la discussion (15 avril 1980) - **Art. 85** (p. 1231) : soutient l'amendement N° II-100 de la commission des affaires culturelles (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation) - Sur cet amendement, sous-amendement N° II-37 de la commission des lois : principe de non-substitution aux activités assurées par l'Etat et prise en charge par celui-ci en cas de généralisation ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-159 de M. René Billères, soutenu par M.Jean Béranger (suppression de cet article prévoyant l'organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires) - (p. 1232) ; rôle de pionnier de la commune ; exemple de l'école ou de l'urbanisme ; la nécessité de ne pas laisser l'Etat empiéter sur les prérogatives communales - (p. 1233) : s'oppose à l'amendement N° II-130 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras (principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics) - **Art. 85** *bis (nouveau)* (p. 1234) : amendement N° II-38 de la commision des lois : pourvoir de fixation par la commune des heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement ; adopté - S'oppose à l'amendement N° II-101 de la commission des affaires culturelles (pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire) - (p. 1235) : rappelle les dispositions de la loi de 1882 prévoyant une vacation d'un jour par semaine des écoles primaires publiques destiné à l'instruction religieuse - Utilité d'un jour de congé hebdomadaire, tel le jeudi - **Art. 85** *ter (nouveau)* (p. 1237) : sur l'amendement N° II-102 de la commission des affaires culturelles (principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires) qu'il accepte, sous-amendement N° II-39 de la commission des lois : pouvoir de veto du préfet ; adopté - (p. 1238) : sur ce même amendement N° II-102, s'oppose au sous-amendement N° II-267 du gouvernement (ouverture du droit d'appel à l'autorité compétente aux associations des parents d'élèves) - (p. 1239) : toujours sur cet amendement N° II-102, s'oppose au sous-amendement N° II-266 du gouvernement - **Art. 85** *sexies (nouveau)* (p. 1239) : accepte l'amendement N° II-105 de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement N° II-169 de M. René Tinant, soutenu par M. Jacques Mossion (coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés) - Sous-amendement N° II-42 de la commission des lois : prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie assumées par la commune d'accueil ; réservé - (p. 1240) : résidence des maîtres d'école et importance pour la commune bénéficiaire - (p. 1242) : droit de refuser un élève faisant dépasser le nombre maximum d'élèves autorisé par le règlement - **Art. 85** *septies (nouveau)* (p. 1243) : amendement N° II-43 de la commission des lois, identique à l'amendement N° II-106 de la commission des affaires culturelles : attribution de la charge des écoles maternelles et élémentaires aux communes ; adopté - **Art. 85** *octies (nouveau)* (p. 1244) : amendement N° II-44 de la commission des lois : conventions entre les communes et l'Etat ou les départements pour le transfert de la propriété ou des droits et obligations découlant du fonctionnement des lycées et collèges ; adopté - (p. 1245) : notion de propriété en droit administratif - Convention entre la commune et le département et prise en charge du lycée - (p. 1246) : caractère de loi d'orientation du projet ; le règlement des problèmes financiers par une loi ultérieure - **Art. 85** *nonies (nouveau)* (p. 1249) : amendement N° II-45 de la commission des lois : principe et modalités d'application d'élaboration d'un plan d'adaptation des structures universitaires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 1250) : problème de la décentralisation universitaire - (p. 1251) : sur cet amendement N° II-45, s'oppose aux sous-amendements de Mme Danielle Bidard N° II-271 (avis conforme des conseils d'université intéressés), N° II-272 (exercice des fonctions d'enseignants dans les centres d'enseignement supérieur et affectation à l'université de rattachement du centre), N° II-274 (remboursement des frais de transport pour se rendre à l'université de rattachement) et N° II-275(lien entre création des centres de l'enseignement supérieur et mise en place des services des oeuvres universitaires) et accepte, du même auteur, le sous-amendement N° II-273 (suppression des dispositions de cet article concernant la prise en charge par les collectivités locales du surplus des dépenses universitaires) - (p. 1253) : amendement N° II-286 de la commission des lois : détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires ; rejeté - (p. 1254) : caractère conservateur de l'université - (p. 1255) : caractère de loi d'orientation du projet de loi sur le développement des responsabilités locales - (p. 1256) : absence d'universités dans certaines régions de France - **Art. 86** : amendement N° II-46 de la commission des lois : application de la présente loi à partir du 1er janvier 1981 ; adopté - **Après l'art. 86** (p. 1257) : s'oppose à l'amendement N° II-115 de M.Roland de Luart (participation financière des collectivités aux dépenses du collège et représentation au conseil d'établissement) - **Art. 87** (p. 1260) : s'oppose à l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme) - Nécessité d'organiser un débat ultérieur sur les compétences locales en matière d'urbanisme.

Suite de la discussion (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1279) : sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement (exclusion du système de compensation des dépenses d'équipement de la Justice et des dépenses de police ; évolution, composition et caractère départemental de la compensation) qu'il accepte, sous-amendement N° II-54 de la commission des lois : exclusion de la compensation des dépenses de fonctionnement de la justice ; principe de l'évolution parallèle des ressources fiscales transférées et des attributions de compensations ; retiré - (p. 1280) : s'oppose aux amendements N° II-109 de la commission des finances (principe et modalités d'application du système de compensations financières ; indexation) et N° II-184 de M. Paul Girod (établissement contradictoire du décompte entre les collectivités locales et l'Etat et arbitrage de la Cour des comptes), ainsi qu'au sous-amendement N° II-185 de M. Paul Girod (évaluation des transferts et arbitrage de la Cour des comptes), sur l'amendement N° II-282 du Gouvernement - (p. 1281) : promesse du Garde des Sceaux devant l'association des maires de France de la prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses de justice) - (p. 1282) : s'oppose à l'amendement N° II-134 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein (formes et évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales) - (p. 1284) : sur l'amendement N° II-282 du gouvernement, s'oppose au sous-amendement N° II-292 de M. Louis Perrein (évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales) - **Après l'art. 85** (p. 1288) : amendement N° II-40 de la commission des lois : principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune ; adopté - (p. 1292) : amendement N° II-41 de la commission des lois : prise en charge par l'Etat des indemnités représentatives du logement des maîtres et mise à la charge de la commune de l'entretien de la location des écoles maternelles et élémentaires ; retiré - Sur l'amendement N° II-40, accepte le sous-amendement N° II-290 du Gouvernement (création d'une dotation spéciale attribuée aux communes proportionnellement au nombre d'instituteurs rattachés à cette commune) - (p. 1296) : alimentation de la dotation globale de fonctionnement par les impôts étatiques - Remboursement de l'indemnité de logement par l'Etat et qualité des efforts déployés. -

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Avant l'art. 88** (p. 1320) : accepte l'amendement n° II-94 de la commission des affaires sociale (révision des barèmes d'aide sociale)

- Sur cet amendement, sous-amendement n° II-53 de la commission des lois : mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé, subordonnée à la révision du barème ; adopté - Sur le même amendement, accepte le sous-amendement n° II-283 du gouvernement (prise en charge partielle par l'État de l'actualisation des barèmes d'aide sociale) - S'oppose à l'amendement n° II-258 de M. Jean Ooghe (prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses d'aide sociale) - (p. 1325) : modalités d'actualisation du transfert de charges évoquées par M. *Jacques Descours Desacres* - **Après l'art. 88** (p. 1326) : accepte l'amendement n° II-284 du gouvernement, relatif au remboursement intégral des sommes restant dues par l'Etat aux départements au titre de l'aide sociale, sous réserve d'une modification rédactionnelle supprimant le renvoi à un décret en Conseil d'Etat - (p. 1327) : s'associe à la demande de M. *Jean Chérioux* tendant à obtenir un engagement du gouvernement sur les délais de remboursements des sommes restant dues - Sur l'amendement n° II-284 du gouvernement, s'oppose au sous-amendement n° II-288 de M. Franck Serusclat (délai maximum de deux ans pour les remboursements - **Avant l'art. 88** *(suite)* (p. 1328), estime irrecevable l'amendement n° II-238 de M. Jean Ooghe, précédemment réservé (prise en compte en totalité par l'Etat des dépenses de justice sans compensation), compte tenu des votes du Sénat intervenus aux articles 51 et 88 - **Avant l'intitulé du chapitre Ier du titre II** (p. 1329) ; intérêt de la commission des lois pour l'argumentation de M. Josy Moinet, mais caractère inconstitutionnel de son amendement n° II-149 (transfert de compétences et compensation intégrale des charges nouvelles) - (p. 1332) : adoption par le Sénat de l'article 22 insérant dans le code des communes le principe de l'absence de transfert de charges sans compensations - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1333) : amendement n° II-55 de la commission des lois : subvention de l'Etat aux dépenses de transports scolaires portée au taux maximum de 65 % pour tous les départements ; adopté - (p. 1335) : à propos du sous-amendement n° II-186 de M. Paul Girod (réintégration dans le calcul des dépenses de transports scolaires des charges indirectes supportées par les collectivités locales), intervient sur les variations des dépenses effectives engagées par les départements en matière de transports scolaires ; situation particulière de certains départements du fait de l'encadrement des prix des transports routiers - (p. 1336) : comparaisons entre les départements : carte du coût par kilomètre-élève - Amendement n° II-56 de la commission des lois : répartition des charges entre les communes du département et prise en compte possible de l'avantage des communes dont la police est étatisée ; retiré - (p. 1337) : amendement n° II-57 de la commission des lois : rapport du gouvernement au parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II ; adopté - (p. 1338) : examen des résultats financiers et application du principe de la compensation des charges transférées - Sur l'amendement n° II-57 demande le retrait du sous-amendement n° II-297 de M. Jean Ooghe (suites données à ce rapport : augmentation, si nécessaire, de la dotation globale de fonctionnement) - Date du 1er juillet 1983 retenue pour le dépôt de ce rapport, évoquée par M. *Adolphe Chauvin* - Périodicité éventuelle de ce rapport - (p. 1339) : sur l'amendement n° II-57 de la commission des lois, s'oppose au sous-amendement n° II-300 de M. Michel Darras (dépôt d'un premier rapport au parlement dans un délai de deux ans) - (p. 1340) : accepte la modification rédactionnelle suggérée par M. *Michel Darras* - (p. 1341) : caractère non contraignant de l'amendement n° II-57 de la commission des lois et respect de la constitution - **Avant et après l'art. 89** (p. 1342) ; amendement n° II-69 de la commission des lois : responsabilité des communes : responsabilité sans faute ; adopté - Historisque de la notion de responsabilité en droit public - (p. 1343) : état actuel de la jurisprudence et participation de l'Etat à l'indemnisation en vertu du risque social - Cas d'émeutes et troubles publics - Demande le retrait de l'amendement n° II-212 de M. Jean Ooghe (suppression des articles L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes instituant un régime de responsabilité collective) - Participation de l'Etat, même en cas de faute de la commune - **Après l'art. 60** (p. 1345) : accepte l'amendement n° II-141, précédemment réservé, de M. Marcel Rudloff (participation de l'Etat à la prise en charge des réparations des dégâts causés par des phénomènes naturels) - Jurisprudence du Conseil d'Etat rappelée par M. *Marcel Rudloff :* distinction entre pouvoirs de police du maire et mesures d'administration municipale - **Avant l'art. 89** *(suite)* (p. 1346) : amendement n° II-70 de la commission des lois : responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles ; adopté - Exemples : mesures de police prises par le préfet ; plan ORSEC ; service départemental d'incendie ; services de l'équipement - (p. 1347) : sur l'amendement n° II-70 de la commission des lois, demande le retrait du sous-amendement n° II-298 du gouvernement (exception dans le cas de faute du maire) - (p. 1348) : révision de la jurisprudence, souhaitée par le Conseil d'Etat lui-même - Exemple du plan ORSEC - Liberté des collectivités locales et responsabilité la sanctionnant - Excès du système actuel : cas d'une ville portuaire et de son port autonome ; cas des aéroports - (p. 1349) : action des victimes contre la commune - Cite plusieurs arrêts de la jurisprudence administrative - (p. 1350) : action du maire et responsabilité de la commune - (p. 1350, 1351) : sur la modification des seuils fixés par le code des communes pour l'interdiction faite aux maires de traiter avec la commune, propose une modification de l'amendement n° II-256 de M. Claude Mont, puis s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement - **Art. 89** (p. 1352) : amendement n° II-59 de la commission des lois :précisions sur les conventions permettant l'exercice par les communes de compétences incombant normalement aux départements ; adopté - **Art. 91** (p. 1353) : à propos de l'amendement n° II-165 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Josy Moinet, de suppression de cet article, intervient sur la possibilité de recours gracieux - (p. 1355) : champ d'application des articles 90 et 91 - Abus de procédure et possibilité de recours - (p. 1356) : accepte l'amendement n° II-135 de M. Franck Sérusclat (possibilité de recours en cas de préjudice direct ou indirect) - **Intitulé du chapitre VII** (p. 1358) : amendement n° II-58 de la commission des lois : « Relations entre l'Etat, les départements et les communes » ; adopté - **Après l'art. 91 : Intitulé de chapitre additionnel :** amendement n° II-60 de la commission des lois : « chapitre additionnel VIII *(nouveau)* - Dispositions communes » ; adopté - (p. 1359) : amendement n° II-61 de la commission des lois : codification dans la loi du 10 août 1871 des dispositions relatives à l'aide sociale et aux diverses formes d'aide aux familles ; adopté - Amendement n° II-62 de la commission des lois : modification de la loi du 10 août 1871, en application des décisions prises en matière de bourses ; adopté - Amendement n° II-63 de la commission des lois : codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département ; déclaré recevable, puis adopté - Vote intervenu pour l'adoption de l'article 78 *ter* (nouveau) : autorité du préfet et contrôle du conseil général - Débat traditionnel sur le rôle du préfet - Sur l'amendement n° II-63 de la commission, accepte le sous-amendement n° II-301 du gouvernement (précisions sur la portée de l'article 72 : autorité du préfet et contrôle du conseil général sur les services administratifs pour la partie de leur activité exercée pour le compte du département) - (p. 1362) : amendement de coordination n° II-64 de la commission des lois ; adopté - (p. 1363) : amendement de coordination n° II-65 de la commission des lois ; adopté avec la modification rédactionnelle suggérée par M. *Etienne Dailly* - Amendement de coordination n° II-66 de la commission des lois : adopté - (p. 1364) : amendement de coordination n° II-67 de la commission des lois ; adopté - Amendement de coordination n° II-68 de la commission des lois : dépenses de santé scolaire - (p. 1365) : accepte l'amendement n° II-187 de M. Léon Jozeau-Marigné, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur) - **Avant l'art. 32** *(suite)* (p. 1369) : après le retrait par le gouvernement de l'amendement n° I-204,

reprend cet amendement au nom de la commission des lois (concours techniques de l'Etat aux collectivités locales) - Complexité du problème des rémunérations des services techniques de l'État, posé par l'amendement n° II-259 de M. Michel Darras (incorporation dans le traitement des fonctionnaires des Ponts et Chaussées des honoraires alloués en application de la loi du 29 septembre 1948) - Dépendance des services techniques vis-à-vis de l'Etat et collaboration à 90 % pour les collectivités locales - Alignement avec les tarifs de l'ingénierie privée - Tarif plafond et tarif plancher - Transfert éventuel aux départements de la responsabilité des services techniques - (p. 1371) : retire l'amendement n° I-204 et annonce qu'il reprendra les dispositions des paragraphes I et II de cet amendement dans deux amendements distincts n° II-303 et II-304 - Son amendement n° II-303 : interdiction de rémunération par les communes des agents de l'Etat en relation avec les services rendus ; adopté.

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Avant l'art. 32** (p. 1418) : amendement n° II-304 de la commission des lois : principes et modalités d'application d'un système de plafonnement du concours des communes et majoration de la dotation globale d'équipement en fonction du montant du dépassement ; adopté - (p. 1419) : paiement de la TVA sur les rémunérations versées par une administration à une autre administration - Méthodes de calcul du montant des travaux - Majoration par la loi des dotations globales d'équipement ou de fonctionnement - (p. 1421) : paiement de la TVA et transfert par des voies indirectes de charges nouvelles - Application d'une directive européenne sur l'harmonisation de l'assiette de la TVA - (p. 1422) : sur l'amendement n° II-304, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° II-306 du gouvernement (paiement de la TVA sur les honoraires dûs aux ingénieurs de la fonction publique) - (p. 1423) : amendement n° I-211de la commission des lois : services rendus hors de l'exercice de leurs fonctions et paiement d'indemnités aux agents de l'Etat ; adopté - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1424) : sur l'amendement n° II-105, précédemment réservé, de la commission des affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit) sous-amendement n° II-42, précédemment réservé, de la commission des lois : 1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; adopté - 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie ; rejeté - 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement ; adopté - Sur l'amendement n° II-105, accepte les sous-amendements n° II-291 précédemment réservé de M. Jacques Descours Desacres (absence des établissements scolaires concernés ; coopération et réduction des dépenses de fonctionnement ou d'équipement) et n° II-302, précédemment réservé, du gouvernement (conditions d'absence d'un type d'enseignement désiré par les familles) ; demande le retrait de l'amendement n° II-169, précédemment réservé, de M. René Tinant, soutenu par M. Louis Virapoullé (coopération scolaire intercommunale,quel que soit le nombre d'élèves concernés) - **Après l'art. 131** (p. 1430) : accepte l'amendement n° II-276 du gouvernement (construction des collèges et participation des communes concernées) - Sur cet amendement, sous-amendement n° II-305 de la commission des lois : procédure de consultation des communes intéressées par les projets de construction ; adopté - Toujours sur cet amendement n° II-276, sous-amendement n° II-270 de la commission des lois : critères de répartition des dépenses ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° V-65 de M. Roland du Luart, soutenu par M.Jacques Chaumont (construction des collèges et répartition des dépenses entre les communes concernées ; désaccord et arbitrage du conseil général) - **Après l'art. 175** (p. 1432) : amendement de codification n° II-307 de la commission des lois ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1433) : clôture des débats et remise en ordre du texte avec la deuxième lecture - Indique de prime abord les imperfections du texte pour faciliter le travail de l'Assemblée nationale - (p. 1442) : lutte contre tous les transferts de charges.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 18** (p. 1909) : existence d'un bail et dépréciation des terres d'un lot - **Art 22 C** (p. 1922) : se déclare défavorable aux amendements identiques N° 117 de M France Léchenault et N° 210 de M Jean-Paul Hammann (cumuls et autorisation préalable nécessaire pour les opérations concernant les époux) - (p. 1928) : cumul d'exploitation en cas de transmission par succession et demande d'une autorisation préalable ; la méconnaissance des principes successoraux - (p. 1932) : suppression progressive du quotient familial et faveur faite à l'union libre ; cas des abattements fiscaux prévus par la loi Monory - (p. 1933) : sur l'amendement N° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque (autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation), son sous-amendement N° 266 déposé avec M. Baudouin de Hauteclocque : importance de la superficie de l'exploitation prise en compte ; adopté.

Suite de la discussion (21 mai 1980) - **Art. 26** *bis* (p. 2044) : se déclare favorable à l'amendement N° 32 de la commission des lois (exception relative aux conventions d'occupation précaire) - Cas des successions lorsqu'une instance est en cours ; poursuite de l'exploitation - Cas de résiliation du bail - Transformation de l'usage agricole.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79 - 80)**] - (4 juin 1980) - **Art. 4** (p. 2320) : soutient l'amendement n° 60 de M. Jean Cauchon - (valeur de négociation des actions distribuées ; leur nombre par rapport aux actions existantes) - **Après l'art. 7** (p. 2337) : se déclare favorable à l'amendement n° 63 de la commission des lois (bénéfice d'un seul droit d'attribution d'actions au titre d'une seule société, pour chaque salarié) - **Art. 15** (p. 2350) : nécessité d'une information économique généralisée dès l'école ; lacunes du système scolaire en ce domaine - **Art. 20** (p. 2357) : se déclare défavorable à l'amendement n° 59 du gouvernement (taxe sur certains frais généraux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices industriels et commerciaux et relèvent d'un régime réel d'imposition, et, pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux de 50 %) - (p. 2358) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission des lois (inscription, dans des lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions).

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Art. 2** *bis* (p. 2582) : à propos des amendements identiques n° 50 de la commission des affaires culturelles et n° 11 de la commission des affaires sociales (suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée), intervient sur l'intérêt de l'expérience acquise en milieu professionnel, tant par les enseignants que par les stagiaires.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** [n° **232 (79-80)**]

Suite de la discussion (20 juin 1980) - **Art. 4, 5 et après l'art. 4** (p. 2915) : développement de l'accession à la propriété et réforme de l'entreprise - (p. 2916) : se déclare partiellement favorable à l'amendement N° 117 de M. Bernard Talon, soutenu par M. Jacques Coudert (principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation) - **Art. 7** (p. 2924) : qualité du principe de l'attribution d'un supplément de droits individuels de droits à participation - (p. 2925) : pouvoirs de l'entreprise et délai d'indisponibilité des actions souscrites - **Intitulé du titre II** (p. 2940) : existence et caractère particulier des sociétés à actionnariat salarié - Notion de « société développant statutairement l'actionnariat salarié ».

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3140) : sur l'amendement de synthèse n° 37 de la commission des finances (modification du statut du SEITA), se déclare favorable au sous-amendement n° 41 de la commission des lois (spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi) - (p. 3142) : sur l'amendement n° 37 de la commission des finances, se déclare favorable au sous-amendement rédactionnel n° 42 de la commission des lois - Objet fondamental de la société et activités annexes ; inquiétude de certaines professions.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** - *Nouvelle lecture* [n° **373 (79-80)**] - (30 juin 1980) **Discussion générale** (p. 3391) : qualités de la législation française sur les sociétés et nécessité de ne pas rompre cette harmonie ; lien entre distribution d'actions et création d'actions - Notions d'attribution de droits à des actions - Défense du droit par la commission des lois du Sénat.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Art. 1** (p. 3822, 3823) : son amendement n° 66 : définition des eaux closes ; rejeté - Droit de pêche - Taxe parafiscale - (p. 3824) : eaux publiques et eaux privées - Enclos piscicoles - Sur l'amendement n° 1 de la commission (définition des eaux closes), son sous-amendement n° 69 : obstacle naturel, communication des eaux ; adopté - **Art. 8** (p. 3836) : sectorisation éventuelle par bassin ou par rivière - **Art. 13** (p. 3840) : son amendement n° 68 : réglementation de l'empoissonnement et de l'alevinage ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 85 de la commission.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4915) : loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement et période expérimentale de deux ans - Evolution de la dotation globale de fonctionnement et comparaison avec l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Référence à la TVA - Problème de répartition - Projet de loi adopté sur la fiscalité locale - Maintien des clefs de répartition du dernier VRTS : taxe locale de 1966 et impôts sur les ménages - (p. 4916) : introduction de la notion de potentiel fiscal et difficultés d'application - Découpage des communes en catégories démographiques - Effet de seuil - Garantie de ressources pour les petites communes - Dotation spéciale pour les villes-centres - Dotation aux communes touristiques - Evolution de la dotation globale de fonctionnement et garantie minimale de progression - Propositions de la commission des lois : durée d'application limitée à cinq ans pour le texte en examen - Rythme d'augmentation de la part de la dotation de péréquation - (p. 4917) : situation des communes touristiques et difficultés d'évaluation de la population saisonnière - Statut de Mayotte et aide analogue à celles des départements d'Outre-mer - Situation des communes forestières - Avis favorable de la commission sous réserve des modifications proposées.

Art. 1 (p. 4934) : amendement n° 28 de la commission des lois : modalités de la régularisation : inscription anticipée dans les budgets primitifs ; adopté - (p. 4935) : régularisation et reliquat comptable - Possibilité d'option entre la dotation aux communes touristiques et la dotation aux communes-centres - **Art. 2** (p. 4950) : amendement n° 1 de la commission des lois : substitution à la « dotation de garantie minimale » de la « garantie de progression minimale » ; adopté - Amendement n° 2 de la commission des lois : fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf ; adopté - Nécessité de prolonger l'expérimentation - Accepte l'amendement de coordination n°71 de la commission des finances - **Art. 4** (p. 4951) : amendements de coordination n° 3 et n° 4 de la commission des lois ; adoptés - **Art. 5** (p. 4952) : amendement de coordination n° 5 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 4955) : amendement n° 29 de la commission des lois : revenu brut du patrimoine communal et revenu net à prendre en compte pour la réduction de l'attribution de fonctionnement minimale,pour les petites communes forestières ; adopté - (p. 4956) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (application de ces dispositions à compter du 1er janvier 1982).

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Art. 9** (p. 4975) : amendement n° 30 de la commission des lois : taux de la garantie de progression minimale de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation et modification de son financement ; adopté - Amendement n° 7 de la commission des lois : conséquence d'un taux de progression du produit estimé de la taxe sur la valeur ajoutée inférieur à 10 % ; adopté - Amendement rédactionnel n° 8 de la commission des lois identique à l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission des finances ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 4977) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires) - **Art. 11** (p. 4979) : amendement de forme n° 9 de la commission des lois ; retiré - (p. 4980) : amendement n° 10 de la commission des lois : départements touristiques d'accueil et attribution d'une dotation supplémentaire ; redistribution de cette dotation aux communes en fonction de leur population saisonnière ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 4983) : amendement n° 13 de la commission des lois : principe et modalités d'application de l'attribution à Mayotte, par préciput, d'une quote-part de la dotation de péréquation ; adopté - **Art. 12** (p. 4985) : amendement de coordination n° 11 de la commission des lois ; adopté - **Après l'art. 13** : amendement n° 12 de la commission des lois : application des dispositions du projet au 1er janvier 1986 ; présentation d'un rapport sur les conditions de fonctionnement de la dotation globale ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **190 (80-81)**] - (17 décembre 1980) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6397) :vote favorable du texte - Regrette le système de péréquation mis en jeu d'après l'impôt sur les ménages - Absence de simulations faites par le gouvernement - (p. 6398) : complexité des articles du code des impôts sur les exonérations de la taxe d'habitation ou les taxes foncières - Augmentation du nombre des singularités fiscales.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6432) : se déclare défavorable à l'amendement n° 120 de la commission des finances soutenu par M. Jacques Descours Desacres (zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux) - Remise en cause de l'harmonisation des taux des quatre taxes locales par rapport aux moyennes départementale et nationale - **Art. 14** (p. 6447) : se déclare défavorable à l'amendement n° 51 de la commission des lois (prise en compte des recettes pour l'application du régime forfaitaire agricole ; coefficient multiplicateur pour celles réalisées dans le cadre des contrats d'intégration) - Notion de contrat d'intégration et de prestations agricoles.

TOMASINI (René), sénateur de l'Eure (RPR).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** (n° **98**, annexe **3**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** (n° **98**, annexe **15**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Art. 4** (p. 5122) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances (modification du barème de taxation des alcools), son sous-amendement n° 48, déposé avec M. Gustave Héon : maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales, notamment le whisky ; rejeté - Sauvegarde de la production de calvados, d'armagnac, de cognac, et d'eau-de-vie et liqueurs ; mise en conformité du système de taxation français demandée par l'arrêt du 27 février 1980 de la Cour de justice européenne.

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - Rapporteur spécial - (p. 5246) : aspect technique et moral de ce budget - Augmentation des crédits de ce budget ; part des frais de fonctionnement - Règlement des dossiers d'aggravations d'infirmités - Modernisation de l'institution nationale des invalides - (p. 5247) : Institut national des invalides et absence d'un titre spécifique dans le budget - Médicalisation des maisons de retraite - Modernisation des centres et sous-centres d'appareillage - Informatisation du secrétariat d'Etat - Insuffisance de la dotation aux dépenses sociales de l'Office national des anciens combattants et à l'aide ménagère - Demande l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi adoptée par le Sénat déclarant le 8 mai jour férié - Faible proportion de placements des bénéficiaires d'emplois réservés - Faiblesse de l'augmentation des pensions et absence de suite donnée aux conclusions de la commission tripartite - Augmentation des pensions et enrichissement de la France ; donne l'exemple similaire de l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti en 1969 - (p. 5248) : plan quadriennal de revalorisation des pensions - Reprise nécessaire des négociations sur le rapport constant - Avis favorable à ce budget - (p. 5253) : plan triennal de revalorisation des pensions - Commission tripartite et rapport constant

Examen des crédits - Avant l'art. 44 A (p. 5268) : déclare applicable l'article 40 de la constitution à l'amendement n° 192 de la commission des affaires sociales (majoration de cinq points de l'indice de référence des pensions servies aux anciens combattants et victimes de guerre) - **Après l'art. 44 A** (p. 5270) : son amendement n° 193 déposé avec M. Pierre Merli : octroi du « supplément exceptionnel » de pension aux veuves âgées de cinquante-cinq ans ; retiré.

Industrie (6 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5938) : caractéristiques du budget de l'industrie : budget de subventions ; budget consacré à l'énergie - Politique industrielle du gouvernement et difficultés d'appréciation des crédits - Reports et transferts de crédits ; multiplication des procédures d'aide aux entreprises - Recherche industrielle et technologie - Plan de réalisation de centrales nucléaires - Dépendance énergétique de la France - Inflation et déficit commercial - Redéploiement énergétique et crédits consacrés à la politique de l'énergie - (p. 5939) : incitation à l'utilisation du charbon ; exemple de l'industrie des cimenteries - Développement du nucléaire : participation de l'Etat au programme d'équipement électro-nucléaire : financement du commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; recherche fondamentale et recherche appliquée - Aide de l'Etat à EDF : dotations en capital et prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) ; endettement cumulé d'EDF - Economies d'énergies : objectif de 35 millions de tonnes d'équivalent-pétrole en 1985 et crédits affectés à ces actions - Développement des énergies nouvelles : géothermie, micro-centrales, énergie solaire - Dégradation de la situation financière d'EDF - Politique industrielle de la France : report d'examen du projet de VIII[e] Plan ; crédits de paiement et autorisations de programme du ministère de l'industrie - Redéploiement industriel - (p. 5940) : multiplication des organismes d'aide à l'industrie, sans politique industrielle globale - FDES - Définition des priorités et rôle du comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques (CODIS) - Aides aux entreprises en difficulté et rôle du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) et des comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises (CODEFI) - Aides de l'Etat aux régions en difficulté et rôle du Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) - Actions spécifiques en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) ; rôle des PME et des PMI dans la création d'emplois - Agence nationale pour la création d'entreprises - Développement de l'informatique et rôle de la compagnie nationale pour l'informatique CII-Honeywell Bull - Recherche industrielle : efforts des diverses industries en faveur de la recherche - Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et agences régionales d'information scientifique et technique (ARIST) ; prime à l'innovation - (p. 5941) : centre national d'études spatiales (CNES) : rôle des satellites ; programme de lanceurs « Ariane » - Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo) - Régionalisation de l'ANVAR et accès des PMI à la recherche - Effort nécessaire en faveur des PMI - Reconquête du marché intérieur - Position favorable de la commission des finances à l'adoption du budget du ministère de l'industrie

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Art. 38** (p. 6101) : son amendement n° 244, déposé avec M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean-Paul Hammann et identique aux amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et 284 de M. Henri Duffaut : reconduction pour la durée du VIII[e] plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; retiré - **Art. 42** (p. 6108) : son amendement n° 356, soutenu par M. Christian de La Malène : valeur locative moyenne et majoration des abattements fixés en valeur absolue par application du coefficient appliqué pour les propriétés bâties ; adopté.

TORRE (Henri), sénateur de l'Ardèche (apparenté au groupe UREI).

Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, **1980-1981**) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **98**, annexe **13**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** (n° **98**, annexe **40**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles (26 novembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 5316) : application de la loi d'orientation agricole et améliorations en résultant pour le budget des prestations sociales agricoles : harmonisation entre les divers régimes sociaux, exemple des retraites - Montant des pensions versées par les mutualités sociales agricoles - Mesures sociales et incitation à l'installation de nouveaux agriculteurs - Financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et montant de la contribution directe des agriculteurs - Baisse du revenu des agriculteurs et augmentation de leurs cotisations sociales ; mauvaise répartition des charges sociales : assiette des cotisations et revenu cadastral - (p. 5317) : prestations sociales des agriculteurs et nécessité d'un alignement sur les autres régimes ; harmonisation réalisée au niveau des prestations maladie et familiales - Problème du remplacement des agriculteurs en cas de maladie, maternité ou invalidité ; son financement - Application des dispositions sociales de la loi d'orientation agricole et substitution d'un régime contributif à un régime d'assistance - Charges sociales et nécessité d'une répartition plus équitable des cotisations - Demande l'adoption du BAPSA

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - Rapporteur spécial (Environnement) (p. 5695) : budget du ministère de l'environnement et financements extra-budgétaires - Présentation de l'état récapitulatif annexe à la loi de finances - Présentation des crédits ; complexité des mesures de transferts et de redéploiement - Direction de la protection de la nature : crédits pour les parcs nationaux et régionaux, les réserves naturelles et les zones périphériques ; intervention du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) ; actions en faveur de la faune et de la flore - (p. 5696) : développement des technologies propres - Prévention des pollutions : barrages de régularisation ; barrage Aube et rôle du Fonds d'action conjoncturelle (FAC) - Stations d'épuration ; réseaux de télédétection pour l'annonce des crues ; agence de l'air - Elimination et valorisation des déchets ; recyclage des vieux papiers - Délégation à la qualité de la vie : retard de consommation des crédits ; délégations régionales à l'architecture et à l'environnement - Répartition des responsabilités entre les ministères - Inspection des établissements classés et rattachement des personnels aux ministères de l'industrie et de l'agriculture - Assainissement des eaux ; raccordement aux réseaux de collecte - Prévention des pollutions marines accidentelles - Lacunes de la législation : projet de loi-cadre contre le bruit - Approbation des crédits par la commission des finances

TOURNAN (Henri), sénateur du Gers (S).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2759** (JO Débats 25 avril 1980) (p. 1519) à M. le Premier Ministre : les **entreprises (extension de la prime régionale à la création d'entreprises industrielles)** - Réponse de M. René Monory, ministre de l'Industrie (20 juin 1980) (p. 2892).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980) - **Discussion générale** (p. 13) : annulation du projet de loi de finances pour 1980 pour vice de procédure par le Conseil constitutionnel - Position du groupe socialiste estimant justifié un nouveau débat, compte tenu des éléments nouveaux intervenus - Crise de la majorité - Dignité du Parlement - Conférence de Caracas sur le prix du pétrole - Incidence des récentes mesures gouvernementales - Transformation du prêt consenti à EDF en dotation de capital - Rectification des hypothèses économiques : taux de croissance - (p. 14) : hausse du prix des produits pétroliers - Réforme fiscale nécessaire - Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

Première partie.

Art. 1 (p. 17) : rectification des hypothèses économiques - Rôle des lois de finances rectificatives - Augmentation connue du prix du pétrole - **Après l'art. 1** (p. 18) : son amendement n° 1 : institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 2** (p. 19) : son amendement n° 2 : institution d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 3** (p. 21) : son amendement n° 3 : barème de l'impôt sur le revenu ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Son amendement n° 4 : quotient familial ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 3** (p. 22) : son amendement n° 5 : application de l'abattement de 20 % ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 6** (p. 24) : son amendement n° 6 : prélèvement de solidarité pour l'emploi ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 25) : son amendement n° 7 : limitation de la déduction des bénéfices des sociétés au titre des salaires de leurs dirigeants ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 7** (p. 27) : son amendement n° 9 : taxation au taux zéro de la TVA des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 13** (p. 35) : son amendement n° 10 : droits de mutation par décès ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 20** (p. 40) : son amendement n° 11 : augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

Deuxième partie.

Economie — Section commune (16 janvier 1980) (p. 120) : soutient l'amendement N° 59 de M. Louis Perrein (réduction de crédits : suppression d'emplois à la direction générale de la concurrence et de la consommation).

Art. 73 (p. 151) : soutient les amendements N° 66, N° 67 et N° 68 de M. Henri Duffaut (modification des dispositions relatives au paiement d'intérêts moratoires sur les impôts contestés lorsqu'il y a eu rejet de la demande du contribuable ou désistement de sa part) - **Après l'art. 75** (p. 152) : son amendement N° 69 : impossibilité pour les banques de demander une rémunération pour la gestion d'un compte de chèques ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Art. 82** (p. 154) : ses amendements N° 70 et N° 71 : égalité des droits de la femme mariée à l'égard du service des impôts, notamment quant à la déclaration annuelle des revenus ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 82** : son amendement N° 72 : relèvement des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Son amendement N° 73 : exonération fiscale sur les titres-vacances ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Après l'art. 83** (p. 155) : son amendement N° 74 : information du Parlement sur le montant des remises gracieuses en matière de fraude fiscale ; non retenu dans le vote unique demandé par

le Gouvernement - **Après l'art. 94** (p. 156) : son amendement N° 77 : rapport du Gouvernement sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs à l'étranger ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Son amendement N° 78 : possibilité pour une assemblée parlementaire de lever le secret fiscal opposable aux investigations d'une commission d'enquête ou de contrôle ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - Son amendement N° 79 : rapport du Gouvernement sur le coût et l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (25 février 1980) - **Discussion générale** (p. 400) : problèmes posés par les dispositions foncières du projet de loi (p. 401) : titre IV du projet, relatif à l'aménagement rural - Consultation nécessaire du Parlement pour l'élaboration d'une directive nationale d'aménagement rural - Carte départementale des terres agricoles - Procédure de remembrement-aménagement - Propositions socialistes en matière d'aménagement rural - Exode rural et crise de l'emploi - Rôle de l'agriculture dans la protection de l'espace rural - Diversification des activités en milieu rural - Aménagement du territoire et fiscalité sur le capital foncier - Rôle des équipements collectifs - Planification et décentralisation - (p. 402) : aménagement du territoire et concertation avec la population.

Suite de la discussion (27 février 1980) - **Avant le titre Ier** (p. 450) : son amendement N° I-89 : création de conservatoires des espèces végétales et des races animales pour l'agriculture ; retiré.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Art. 3** (p. 511) : son amendement N° I-117 : financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations ; adopté - **Art. 4** (p. 516) : sur l'amendement N° I-196 de la commission des affaires économiques (organisations interprofessionnelles), soutient le sous-amendement N° I-92 de M. Félix Ciccolini (conditions de représentativité des groupements de producteurs) - Soutient l'amendement N° I-91 de M. Félix Ciccolini (suppression de l'alinéa relatif aux groupements interprofessionnels régionaux) - (p. 517) : représentativité des groupements - (p. 518) : soutient l'amendement N° I-90 de M. Félix Ciccolini (procédure d'arbitrage) - **Après l'art. 6** (p. 524) : soutient l'amendement N° I-143 de M. Roland Grimaldi (procédure du contrat d'intégration).

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 29** (p. 720) : soutient l'amendement N° IV-29 de M. Roger Rinchet (détermination des orientations générales de maîtrise de l'espace rural par une loi d'orientation) - Son amendement N° IV-30 : zonage dans le cadre communal et intercommunal ; devenu sans objet - (p. 722) : son amendement N° IV-31 : carte des terres agricoles établie dans chaque département ; devenu sans objet - Son amendement N° IV-32 : détermination d'un zonage indicatif par la carte des terres agricoles ; devenu sans objet - **Art. 30** *bis* (p. 731) : son amendement N° IV-60 : avis de la commission départementale des structures et de la commission communale de l'aménagement foncier à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement ; rejeté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Intitulé du titre IV** (p. 2054) : son amendement N° 155 : « Aménagement de l'espace rural » ; rejeté - **Art. 29** (p. 2055) : son amendement N° 152 : loi d'orientation pour la maîtrise de l'espace rural ; rejeté - **Art. 29** *bis* **A** (p. 2056) : son amendement N° 153 : zonage communal ou intercommunal et carte départementale des terres agricoles ; retiré.

— **Questions orales avec débat jointes : protection civile** - (10 juin 1980) - (p. 2547) : débat annuel sur le budget des charges communes et montant dérisoire des crédits de la défense civile - Force de frappe nucléaire et dissuasion comme base de la politique de défense et éventualité d'un échec - Hypothèse de conflit avec les Etats-Unis ou l'Union soviétique - Crédibilité de la forc de frappe - Sous-marins atomiques - Superficie de l'Union soviétique - Force de dissuasion et rôle de la défense civile pour en accroître la crédibilité - Inquiétude de l'opinion publique française.

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes** (SEITA) [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3092) : difficultés financières du SEITA causées par la politique commerciale imposée par le Gouvernement : évolution comparée des prix de vente des cigarettes et de l'indice général des prix à la consommation - Evolution de la consommation vers les tabacs blonds et projet d'association du SEITA avec les sociétés multinationales dominantes sur le marché du tabac - Crainte des planteurs de tabac du Gers devant le démantèlement du service - Politique agricole commune et organisation du marché du tabac - Contrats d'achat et rôle du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) - Retard du prix d'objectif et de la prime - Réduction des surfaces cultivées donnant lieu à contrat - Politique de libéralisation des prix menée par le ministre de l'économie - (p. 3093) : recours du Gouvernement à la procédure d'urgence sur ce projet - Disparition des exploitations familiales et exode rural - Exemple de son département du Gers - Souhait du groupe socialiste de voir ce projet rejeté.

Suite de la discussion (26 juin 1980) - **Art. 1** *(suite)* (p. 3137) : son opposition de principe à la transformation de l'établissement public SEITA en société nationale ; son amendement n° 1 de suppression de l'art. 1 ; devenu sans objet — - **Art. 3** (p. 3178) : ses amendements n° 13 et 14, soutenus par M. Franck Sérusclat : statut du personnel du SEITA ; rejetés - Son amendement n° 15, soutenu par M. Franck Sérusclat : garantie des retraites ; devenu sans objet.

TOUZET (René), sénateur de l'Indre (GD).

Réélu sénateur le 28 septembre 1980 - (Vice-président délégué du groupe GD).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel (27 novembre 1980) (p. 5412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (5 décembre 1980) (p. 5849).

Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 29 septembre 1979, chargée d'étudier l'évolution de la protection sociale en **Scandinavie** (Norvège-Suède) (n° **188**, 1979-1980) (12 mars 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2788** (JO Débats 28 mai 1980) (p. 2185) à M. le ministre des Transports : les **transports en commun (Indre : aptitude à la profession de transporteur)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports (20 juin 1980) (p. 2905, 2906).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 462) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), soutient le sous-amendement N° I-114 de M. Pierre Jeambrun identique au sous-amendement N° I-144 de M. Robert Schwint (promotion des produits agricoles de qualité) - (p. 464) : sur ce même amendement N° I-16 : soutient le sous-amendement N° I-113 de M. Pierre Jeambrun (charges d'exploitation et prix de revient et compensation des handicaps naturels).

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 477) : coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et assujettissement à la TVA - (p. 481) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en oeuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural),se déclare opposé au sous-amendement N° I-192 du gouvernement (organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation).

Suite de la discussion (4 mars 1980) - **Art. 13** *bis* (p. 595) : son amendement N° II-40 : mise à égalité des époux coexploitants et des époux exploitant séparément une exploitation ; retiré au profit des amendements identiques N° II-68 de M. Guy Robert et N° II-105 de M. Jean-Paul Hammann - **Avant l'art. 14** (p. 596) : son amendement N° III-144 déposé avec M.Charles Beaupetit : composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier » ; réservé.

Suite de la discussion (6 mars 1980) - **Après l'art. 14** *(suite)* (p. 679) : son amendement N° III-144 précédemment réservé, déposé avec M. Charles Beaupetit : composition de la commission départementale d'aménagement foncier ; adopté - **Art. 18** (p. 710) : son amendement N° III-141, déposé avec M. Charles Beaupetit et soutenu par M. Paul Girod : attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de 3 surfaces minimum d'installation (SMI) ; rejeté.

Suite de la discussion (7 mars 1980) - **Art. 30** *bis* (p. 732) : son amendement N° IV-28 déposé avec M. Charles Beaupetit : cas de remembrement de droit ; retiré.

Suite de la discussion (11 mars 1980) - **Art. 19** (p. 762) : son amendement N° III-142, soutenu par M. Charles Beaupetit : délai pour le paiement de la soulte ; retiré.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 853) : demande de laisser aux départements la liberté de fixation de prix des baux ; votera l'amendement N° III-349du gouvernement (fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière) et le sous-amendement N° III-379 de la commission des affaires économiques (liberté du prix des baux et fixation d'un plafond).

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (15 avril 1980) - **Art. 87** (p. 1260) : se déclare favorable à l'amendement N° II-175 de M. Michel Chauty (suppression de cet article concernant l'urbanisme).

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (21 mai 1980) - **Art. 26** *sexies* (p. 2051) : intervient sur l'amendement N° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin (mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou, éventuellement, liberté totale des parties) - (p. 2052) : se déclare favorable à l'amendement N° 95 de la commission des affaires économiques (suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière).

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** [n° **269 (79-80)**] - (19 juin 1980) - **Art. 11** (p. 2842) : soutient l'amendement N° 103 de M. Jean Béranger (attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti).

— **Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** [n° **299 (79-80)**] - (25 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 3097) : difficultés financières nécessitant la transformation du statut du S E I T A - Dynamisme commercial et rigueur financière souhaitables - Gestion des personnels - Conditions de réussite de la réforme : contrats d'entreprise entre l'Etat et la nouvelle société : lien contractuel avec les débitants de tabac - (p. 3098) : garantie nécessaire des droits des personnels, notamment des retraites - Répercussions au plan de l'emploi : exemple de la manufacture de Châteauroux.

— **Questions orales avec débat jointes : élevage** - (28 octobre 1980) - (p. 4146) : dégradation de la situation des agriculteurs et éleveurs - Problème de la prime à la vache allaitante instaurée par le plan pluriannuel de l'élevage ; ses conditions d'attribution restrictives (interdiction de posséder des vaches laitières ou de vendre du lait) : répercussions néfastes pour les petites, moyennes exploitations familiales, les jeunes agriculteurs, et bénéfiques aux grandes exploitations ; conséquences sur l'approvisionnement des laiteries - (p. 4147) : question sur l'attribution d'une prime aux troupeaux mixtes - Extension de la prime à la vache allaitante.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 2** (p. 5056) : son amendement n° 45 déposé avec M. Paul Girod : extension aux centres de gestion agréés artisanaux industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles ; retiré.

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - (p. 5262) : progression des crédits inférieure à celle du budget général - Retard réel des pensions et conclusions des travaux de la commission tripartite ; attitude négative de l'administration et rejet des conclusions - Demande des mesures générales de revalorisation ; regrette la prise de mesures simplement catégorielles - Adoption à l'unanimité par le Sénat du caractère férié du 8 mai - Valeur symbolique du 8 mai - Nécessité d'assouplir les conditions d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants d'Afrique du nord - Prise en compte des propositions de la commission des affaires sociales et vote du budget

Examen des crédits - Après l'article 44 E (p. 5269) : son amendement n° 194 déposé avec M. Georges Berchet : principe et modalités d'application de la transmission de la rente « accident du travail » à la veuve d'une victime du S T O ; retiré.

Transports (28 novembre 1980) (p. 5471) : stagnation des crédits concernant l'infrastructure routière ; retards locaux et régionaux établis par le Comité des transports du VIII[e] plan - Dépérissement économique et qualité de l'accès routier à une région ; cas du département de l'Indre - Mise en place de plans routiers prioritaires et oubli des axes non classés prioritaires et reconnus d'intérêt national ; cas de la RN 20 - Urgence de la mise à deux fois deux voies de la RN 20 entre Vierzon et Limoges - Contournement d'Argenton-sur-Creuse - Importance nationale et participation financière de la région Centre ; moyens limités des régions - (p. 5472) : infrastructure routière et oubli de la région Centre - Déviation de Vatan - Transfert des routes nationales aux départements ; insuffisance de la dotation versée aux collectivités locales - Economies budgétaires et conséquences sur la vitalité économique de certaines régions

— **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois **sur 1° la proposition de loi** (n° **153**, 1979-1980) **de M. Félix Ciccolini** et les membres du

groupe socialiste et apparentés **portant décentralisation de l'Etat, 2° la proposition de loi** (n° **267**, 1979-1980) **de M. Léon Jozeau-Marigné** et plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général, 3° la proposition de loi** (n° **313**, 1979-1980) **de M. Hubert d'Andigné** et les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, **tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général** [n° **159 (80-81)**] - (16 décembre 1980) - **Art. 8** (p. 6352) : problème du montant de la cotisation de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC).

TRAVERT (René), sénateur de la Manche (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Art. 3 A** (p. 5076) : son amendement n° 144, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

TREILLE (Georges), sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits - Avant l'art. 47** (p. 6040) : son amendement n° 267, soutenu par Francis Palmero : indemnisation des pharmaciens rapatriés ; retiré.

V

VADEPIED (Raoul), sénateur de la Mayenne (UCDP) - *Secrétaire du Sénat.*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (12 mars 1980) - **Art. 33** (p. 864) : son amendement N° IV-3, déposé avec M. Daniel Millaud et soutenu par M. Hubert d'Andigné : non application de cette loi dans les territoires d'outre-mer ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5199) : vote par le groupe UCDP du budget du tourisme, mais réserve importante de sa part quant au transfert entre les dépenses d'équipement et celles de fonctionnement et quant à la diminution des crédits affectés au tourisme social ; désengagement de l'Etat et de la caisse nationale des allocations familiales et difficultés des associations de tourisme social.

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi (n° **31**, 1980-1981) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention intergouvernementale relative à la société Eurodif (n° **46**, 1980-1981) (23 octobre 1980) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** [n° **31 (80-81)**] - (29 octobre 1980) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4192) : Qualité de la politique électro-nucléaire de la V^e^ République ; réalisation de réacteurs à uranium naturel puis à uranium enrichi - Capacité mondiale, américaine, européenne, d'enrichissement - (p. 4193) : programme nucléaire et nombre d'unités de travail de séparation (UTS) nécessaires - Besoins français d'enrichissement et rôle des surgénérateurs - Avenir des différents procédés d'enrichissement ; diffusion gazeuse et ultracentrifugation - Procédés expérimentaux d'enrichissement par lasers et par voie chimique - Faiblesse de la consommation française d'électricité - Energie nationale et nécessité de la maîtrise du combustible correspondant - Avis favorable sur le projet de loi présenté.

VALCIN (Edmond), sénateur de la Martinique (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (9 décembre 1980) (p. 6120).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3990) : Evolution du tourisme en France ; son devenir dans les départements et territoires d'outre-mer - Importance dans l'économie mondiale et française du tourisme - (p. 3991) : comparaison avec l'industrie automobile - Départements et territoires d'outre-mer et caractère vital du tourisme ; atouts touristiques de ces territoires ; situation des Antilles françaises et concurrence de la Jamaïque, Porto-Rico, Saint-Domingue et la Barbade - Insuffisance des capacités hôtelières martiniquaises et comparaison avec les pays de la Caraïbe - Tourisme martiniquais et composition de la clientèle par pays d'origine ; importance du tourisme métropolitain et américain - Diminution du crédit-voyage ; politique d'Air-France - Réseaux routiers et aériens locaux - Application de la directive du 26 août 1979 sur le littoral - Coût de la vie aux Antilles et tourisme - Acceptation des activités touristiques dans la population locale.

— **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4213) : attribution par la Martinique à la Réunion d'une partie de son quota de sucre A - Absence de concertation entre les parlementaires des départements d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5112) : soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Paul Hammann (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru) - **Art. 4** (p. 5126) : son amendement n° 131 : modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée Nationale ; devenu sans objet - Arrêt de la Cour de justice européenne du 27 février 1980 sur la nécessité pour la France d'harmoniser la taxation des boissons alcoolisées - Produits importés et produits français - Cas de l'imposition par la Grande-Bretagne du vin et de la bière - **Après l'art. 4 *bis*** (p. 5135) : soutient puis retire l'amendement n° 128 de M. Jean-Paul Hammann (modification du taux des droits de mutation).

Deuxième partie :

Anciens combattants (25 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5271) : modicité du budget et légitimité des revendications des anciens combattants - Rejet des conclusions de la commission tripartite - Vote quasi-unanime du groupe R P R contre le budget des anciens combattants.

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1^er^ décembre 1980) - (p. 5556) : dégâts commis à la Martinique par les cyclones et solidarité nationale - Présentation du projet de budget pour 1981 et création d'une section commune pour l'administration des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Crainte d'un désengagement de l'Etat dans les DOM - Politique de développement et de rattrapage à la Martinique depuis 1946 - Niveau de vie - (p. 5557) : retard de la départementalisation dans les secteurs social et économique : persistance de discriminations - Difficultés économiques : déclin de la production sucrière - Production de rhum - Richesses potentielles des Antilles agriculture et tourisme ; énergies nouvelles - Coût de la vie aux Antilles

- Concertation nécessaire entre le secrétariat d'Etat et les parlementaires

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5566) : part de la population des DOM-TOM dans la population totale de la France et rattrapage nécessaire du retard de développement - (p. 5567) : qualité de Français à part entière et refus du droit à l'autodétermination.

VALLIN (Camille), sénateur du Rhône (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Imprimerie nationale** (n° **98**, annexe **35**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2735** (JO Débats 3 avril 1980) (p. 963) à M. le ministre de l'Industrie : la **sidérurgie (entreprise de Givors : fermeture éventuelle d'ateliers)** - Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche), le 6 juin 1980 (p. 2441, 2442).

n° **2809** (JO Débats 13 juin 1980) (p. 2683) à M. le ministre de l'Industrie : les **industries mécaniques (situation d'une entreprise de fabrication de machines outils)** - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'Industrie (17 octobre 1980) (p. 3936).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (26 février 1980) - **Discussion générale** (p. 383) : acquisitions foncières et immobilières en France par des ressortissants étrangers - Proposition de résolution du groupe communiste tendant à la création d'une commission d'enquête sur ce point - Exemple des polders du Mont Saint-Michel - Conséquences des achats des étrangers sur le prix des terres agricoles : exemple des Alpes-maritimes et du Var - Acquisitions belges, hollandaises et allemandes dans le Sud-ouest - Dangers pour le patrimoine historique - (p. 384) : législation nationale et réglementation communautaire en matière de politique agricole - Protestations des producteurs de lait, des éleveurs de moutons, des viticulteurs - Licenciements dans l'industrie agro-alimentaire - Crise de l'aviculture - Politique européenne et refus d'agrément à certains viticulteurs du Beaujolais.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 1** (p. 483) : sur l'amendement N° I-16 de la commission des affaires économiques (agriculture et mise en œuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural), son sous-amendement N° I-40, soutenu par M. Paul Jargot : priorité pour l'acquisition des terres aux demandeurs français ; rejeté.

— **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** [n° **187 (78-79)**]

Titre II (suite) « Répartition et exercice des compétences » (16 avril 1980) - **Art. 88** (p. 1270) : charges nouvelles en accroissement et ressources nouvelles pour les collectivités locales - (p. 1271) ; collectivités locales et maintien de la tutelle de l'Etat, notamment en matière financière - Décentralisation et pouvoirs réglementaires de l'Etat ; le respect de l'art. 72 de la Constitution - Conseil supérieur des collectivités locales - Grandes sociétés et distribution des fonds publics - Ampleur du désengagement financier de l'Etat depuis vingt ans - Echec de la réforme de la fiscalité locale - Pause fiscale prévue pour l'année 1981 - Egalité des montants de la dotation globale de fonctionnement, de la taxe locale ou du VRTS - Lenteur du remboursement de la TVA et restitution d'un impôt indûment payé par les collectivités locales - Réduction des subventions d'équipement et transfert aux collectivités locales de la réalisations des équipements lourds - Rôle de la région et absence du grand dessein décentralisateur - Transferts de compétences et départements ; le rôle des préfets - (p. 1272) : crainte d'un glissement des charges du département vers les communes - Lourdeur des dépenses d'aide sociale - Remboursement de l'indemnité de logement versées aux instituteurs - Nécessité de la redistribution des ressources publiques entre les collectivités - Duperie du mécanisme de compensation financière - Projets communistes sur la décentralisation et l'autogestion - **Après l'art. 85** (p. 1294) : congrès des maires de France et volonté de faire rembourser par l'Etat les indemnités de logement des instituteurs - Intégration de ce remboursement dans le montant de la dotation globale de fonctionnement - (p. 1296) : remboursement de l'indemnité de logement et respect des décisions du congrès des maires de France.

Suite de la discussion (17 avril 1980) - **Après l'art. 88** *(suite)* (p. 1336, 1337) : se déclare défavorable à l'amendement n° II-56 de la commission des lois (répartition des charges entre les communes du département et prise en compte possible de l'avantage des communes dont la police est étatisée).

— **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4211) : vocation agricole des départements d'outre-mer et concurrence des Etats ACP - Revalorisation du rhum agricole et qualité du rhum industriel - Procédure de reconnaissance par l'Institut national des appelations d'origine (INAO) du rhum agricole - Demande présentée par la Martinique ; cas des départements de la Guadeloupe et de la Réunion - (p. 4212) : reconnaissance par la cour de Justice de Luxembourg de la qualité de pays communautaire aux départements d'outre-mer et commercialisation nationale et internationale du rhum agricole - Nécessité d'un accord sur la définition de rhum.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Question préalable** (p. 4917) : sa motion n° 27tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement et expérience de son application en 1979 et 1980 - Besoins des communes et insuffisance du projet - Art. 40 de la Constitution - Indemnité de logement des instituteurs - Progression de la dotation globale de fonctionnement en 1979 et 1980 et évolution du coût de la vie - Régression des dépenses d'investissement des communes - (p. 4918) : évolution des dépenses de fonctionnement des communes et politique d'austérité - Fonds de compensation de la TVA et retard de remboursement de deux ans - Fonds spécial d'investissement routier (FSI R) - Evolution des subventions d'équipement aux collectivités locales - Difficultés financières des communes - Institution prochaine d'une dotation globale d'équipement - Solidarité entre les communes et redistribution nécessaire des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales - Remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs - Remboursement de la TVA (p. 4919) : suppression de la taxe locale - Rapport sur les orientations générales du VIII[e] Plan et difficultés financières accrues des communes : augmentation

des taux d'emprunts - Lutte contre la politique d'austérité et vote nécessaire de la question préalable.

Art. 7 (p. 4944) : opposition du groupe communiste à l'amendement n° 69 du Gouvernement (mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs) - (p. 4945) :revendication unanime des maires de France - **Après l'art. 5** (p. 4953) : soutient l'amendement n° 20 de M. Paul Jargot (prise en compte des impôts sur les ménages et des capacités contributives des habitants de la commune pour le calcul de l'attribution de la dotation de péréquation).

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5049) : son amendement n° 91 soutenu par M. Anicet Le Pors : suppression des dispositions relatives à l'étalement de l'imposition de la plus-value nette à court terme et octroi d'une dotation à l'entreprise Manufrancé ; rejeté - **Art. 2** *ter* (p. 5065) : son amendement n° 160 soutenu par M. Paul Jargot : absence de recouvrement de la cotisation d'impôt sur le revenu et octroi d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables concernés ; rejeté - **Avant l'art. 3** (p. 5089) : son amendement n° 103, soutenu par M. Louis Minetti : réintégration, dans le bénéfice imposable, de diverses catégories de provisions ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Art. 3** *quater* (p. 5105) : soutient l'amendement n° 112 de M. Paul Jargot (suppression de cet article relatif à la possibilité d'un report d'imposition des plus-values) - **Avant l'art. 4** (p. 5106) : soutient l'amendement n° 108 de M. Anicet Le Pors (surtaxe à l'importation de certains produits sensibles) - (p. 5107) : soutient l'amendement n° 104 de M. Paul Jargot (remboursement de la TVA aux associations déclarées selon la loi de 1901 ; abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif) - (p. 5108) : soutient l'amendement n° 105 de M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux, hospices et maisons de retraite et remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissement des établissements hospitaliers publics ; financement par la suppression des aides à l'exportation des entreprises) — - **Art. 6** (p. 5136) : soutient l'amendement n° 115 de M. Paul Jargot (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée Nationale et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - **Après l'art. 6** (p. 5139) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Michel Darras (abaissement du seuil du versement transports en commun, mais en limitant l'assujettissement aux personnes physiques et morales de droit privé) - **Avant l'art. 8** (p. 5142) : soutient l'amendement n° 117 de M. Anicet Le Pors (stabilisation du prix des carburants automobiles compensée par un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières) - (p. 5147) : soutient l'amendement n° 121 de M. Paul Jargot (remboursement aux communes des exonérations trentenaires d'impôts communaux des plantations sous régime forestier) - **Rappel au règlement** (p. 5148) : multiplication des irrecevabilités opposées par le gouvernement aux amendements des parlementaires - **Après l'art. 8** (p. 5152) : après le retrait par M. Maurice Schumann de ses amendements n° 126 et n° 127 (modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif), rappelle les dispositions de son amendement tendant à exonérer les établissements hospitaliers publics du paiement de la taxe sur les salaires - **Art. 11** (p. 5168) : son amendement n° 157 : suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat ; rejeté - Diminution en franc constant des subventions d'équipement de l'Etat aux collectivités locales - **Seconde délibération et vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5170) : refus par le gouvernement de tous les amendements du groupe communiste - Procédure du vote bloqué accompagnant la seconde délibération - S'oppose aux deux amendements du gouvernement n° 190 (suppression de l'article 2 A nouveau, fixant à 7 % le taux de la TVA perçue sur les véhicules achetés pour les handicapés) et n° 191 (suppression de l'article 7 *bis* nouveau instituant une exonération en matière de carburant pour les chauffeurs de taxis) - Vote du groupe communiste contre les articles de la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Intérieur (27 novembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat C* (p. 5428) : son amendement n° 208, soutenu par M. Jean Ooghe : réduction des autorisations de programme du titre VI (voirie locale, tranche locale du fonds spécial d'investissement routier, FSIR) ; rejeté - **Après l'art. 42** *bis* (p. 5430) : sur l'amendement n° 215 de M. Georges Berchet (extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la TVA aux bureaux d'aide sociale), son sous-amendement n° 224, soutenu par M. Jean Ooghe : extension du bénéfice du remboursement de la TVA aux établissements publics hospitaliers ; devenu sans objet .

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B (suite)* (p. 6046) : vote du groupe communiste favorable à l'amendement n° 342, précédemment réservé, de M. Francis Palmero (réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés).

Imprimerie nationale (8 décembre 1980) - Rapporteur spécial (p. 6051) : montant du budget annexe de l'Imprimerie nationale et évolution des crédits par rapport à 1980 - Répartition des recettes et des dépenses ; annuaire téléphonique ; sous-traitance ; diminution des dépenses d'investissements ; usine de Paris et usine de Douai ; télématique - Perspectives d'avenir : reconversion de l'Imprimerie nationale ; rénovation de l'annuaire imprimé ; réduction du temps de travail - Revendications des personnels : mensualisation des rémunérations ; extension aux ouvriers de l'Imprimerie nationale de la prise en charge des frais de transport, lors des congés pour les catégories de personnels ressortissant des départements d'Outre-mer - Décision de la commission des finances de soumettre les crédits à l'appréciation du Sénat - (p. 6052) : revendications des personnels des départements d'Outre-mer

Articles non rattachés à l'examen des crédits (9 décembre 1980) - **Après l'art. 40** *bis* (p. 6104) : suppression de la taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif et les bureaux d'aide sociale - Se déclare favorable à l'amendement n° 304 de M. Louis de la Forest (actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) - **Art. 42** (p. 6107) : nécessité d'éviter un transfert de la taxe professionnelle sur les trois autres taxes locales - (p. 6108) : son amendement n° 321 : absence de prise en compte des garages dans le calcul de la valeur locative moyenne ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution - **Art. 42** *bis* (p. 6114) : son amendement n° 324 soutenu par M. Paul Jargot : exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements recevant des plans, des informations ou des annonces ; rejeté.

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux fonctions de chef d'établissement du premier degré (n° **73**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Enseignants.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant l'article L. 210-1 du code électoral relatif à l'élection des conseils généraux (n° **80**, 1980-1981) (4 novembre 1980) - **Elections cantonales.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2667** (JO Débats 28 février 1980) (p. 467) à M. le ministre des Transports : les **transports aériens (refonte de la loi sur certains personnels de la navigation aérienne)** - Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des Transports, le 6 juin 1980 (p. 2449).

n° **2704** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 888) à M. le Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants : les **anciens combattants (égalité de traitement des anciens combattants)** - Réponse de M. Jacques Limouzy,secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (17 octobre 1980) (p. 3938, 3939).

n° **2749** (JO Débats 18 avril 1980) (p. 1381) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (développement des classes vertes permanentes)** - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'Education (17 octobre 1980) (p. 3933, 3934, 3935).

n° **2791** (JO Débats 30 mai 1980) (p. 2222) à M. le ministre de l'Education : l'**enseignement (aménagement des rythmes scolaires)** - Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education, le 6 juin 1980 (p. 2435, 2436, 2437).

n° **22** (JO Débats 17 octobre 1980) (p. 3927) à M. le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : le **tourisme (développement du tourisme hors saison dans les zones littorales)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) (12 décembre 1980) (p. 6248, 6249).

n° **56** (JO Débats 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de l'agriculture : les **céréales (importations de produits de substitution des céréales dans la CEE).**

Questions orales avec débat :

n° **252** (2 octobre 1979) (p. 2882) à M. le ministre des Transports :les **tunnels (tunnel routier sous le Fréjus)** - Discutée le 22 avril 1980 (p. 1414 et suivantes.).

n° **414** (JO Débats 20 juillet 1980) (p. 3513) à M. le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : les **départements d'outre-mer (DOM) (Tourisme dans les DOM-TOM).**

n° **418** (7 octobre 1980) (p. 3763) à M. le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : le **tourisme (tourisme en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer).**

n° **451** (17 octobre 1980) (p. 3932) à M. le ministre de l'Industrie : les **automobiles (sauvegarde de l'industrie automobile)** - Discutée le 4 novembre 1980 (débat commun) (p. 4332 et suivantes).

n° **471** (5 décembre 1980) (p. 5816) à M. le ministre de la jeunesse,des sports et des loisirs : le **camping-caravaning (politique gouvernementale en matière de camping-caravaning).**

n° **475** (12 décembre 1980) (p. 6265) à M. le ministre du travail et de la participation : l'**informatique (conséquences pour l'emploi de l'introduction progressive des nouvelles technologies informatiques)** - Discutée le 16 décembre 1980 (débat commun) (p. 6334 et suivantes.).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (27 février 1980) - **Art. 1** (p. 458) : son amendement N° I-118 : développement de l'agrobiologie et maintien de la productivité des sols ; retiré.

Suite de la discussion (28 février 1980) - **Après l'art. 2** (p. 499, 500) : ses amendements N° I-146 et N° I-147, déposés avec M. Jean Cluzel et soutenus par M. Lionel de Tinguy : agriculture biologique : création d'un institut de recherche et réglementation des conditions de production, de transformation et de commercialisation ; retirés - **Après l'art. 2** *ter* (p. 505) : son amendement N° I-148, déposé avec M. Jean Cluzel et soutenu par M. Lionel de Tinguy : agriculture biologique : politique du crédit ; retiré - **Art. 2** *quater* (p. 507) : son amendement N° I-151, déposé avec M. Jean Cluzel et soutenu par M. Lionel de Tinguy : non-application des règles édictées aux producteurs agrobiologistes ; retiré - **Art. 4** (p. 519) : son amendement N° I-149, déposé avec M. Jean Cluzel et soutenu par M. Adolphe Chauvin : agrobiologistes : possibilité d'interprofessions ; retiré.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** [n° **19 (79-80)**] - (8 avril 1980) - **Art. 24** (p. 1063, 1064) : recrutement exceptionnel prévu par cet article ; extension nécessaire du mécanisme de validation de l'ancienneté de service au profit des magistrats recrutés antérieurement à la publication de la loi.

— **Question orale avec débat : tunnel routier sous le Fréjus** - (22 avril 1980) (p. 1414) : élimination des distances et mesures prises par les gouvernements européens ; cas exemplaire du tunnel du Mont-Blanc - Nécessité d'un doublement de ce tunnel et création de la Société française du tunnel routier du Fréjus - Avantages économiques du tunnel du Fréjus et prévisions de trafic - Qualité des voies d'accès ; l'autoroute Grenoble-Valence - (p. 1415) : ouverture de l'évitement Est de l'agglomération lyonnaise - Passage à trois voies de la RN 6 - Rampe d'accès du Freney - Qualité de la RN 504 et de la RN 75 comme voies d'accès - Manque de coordination entre les services de l'Etat - Ouverture du tunnel et croissance du trafic.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** [n° **331 (78-79)**] - (6 mai 1980) - **Art. 15** *ter* (p. 1729) : son amendement N° 70 : suppression du paragraphe I de cet article, relatif à la résiliation des contrats en vigueur ; rejeté - **Art. 15** *quinquies* (p. 1731) : se déclare opposé à l'amendement N° 33 de la commission (suppression de la priorité donnée à la régénération des huiles usagées par rapport à leur brûlage comme combustible) - **Après l'art. 15** *quinquies* (p. 1737) : son amendement N° 40 : interdiction de détruire des conduits d'évacuation de fumée permettant le recours à des appareils de chauffage d'appoint ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** - *Deuxième lecture* [n° **207 (79-80)**] - (13 mai 1980) - **Art. 2** (p. 1859) : son amendement N° 225, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : compétences de l'Institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique ; retiré.

— **Conclusions du rapport de M. Robert Schwint** fait au nom de la commission des affaires sociales sur la **proposition de loi** [n° **425 (78-79)**] **de M. Paul Kauss, tendant à modifier les dispositions de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal.** [n° **142 (79-80)**] - (22 mai 1980) - **Art. 2** (p. 2131) : son amendement N° 2, soutenu par M. Dominique Pado : application des règles de la fonction publique aux régimes spéciaux de sécurité sociale ; adopté - **Art. 3** : son amendement N° 3, soutenu par M. Dominique Pado : exclusion du bénéfice de la loi pour les femmes divorcées avant 1978 à leurs torts exclusifs ; existence d'une pension au profit des enfants de moins de 21 ans ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 2132) : son amendement N° 5, soutenu par M. Dominique Pado : non application

des dispositions de l'article 3 aux bénéficiaires des droits acquis sous l'empire de la loi de 1978 ; adopté - **Intitulé** (p. 2133) : son amendement N° 6 : de forme ; « proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de reversion entre les conjoints divorcés et le conjoint survivant » ; adopté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2273) : projet de loi sur l'actionnariat et proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs - Participation des travailleurs et unité de direction de l'entreprise - (p. 2274) : ordonnances de 1967 sur la participation - Lois de 1970 et 1973 - Participation dans le secteur nationalisé : Régie Renault, banques, assurances, SNIAS et SNECMA, Crédit foncier - Dépôt initial du projet de loi en 1978 - Modifications apportées par l'Assemblée Nationale : caractère facultatif de la distribution d'actions ; mode de financement prévu :taxe sur les frais de réception et les cadeaux d'entreprises ; contribution forfaitaire annuelle d'impôt sur les sociétés - Proposition de loi adoptée à l'Assemblée Nationale sur l'intéressement des travailleurs à la gestion des entreprises : coopération entre travail et capital - Information des salariés - Participation à la gestion - Rôle économique du comité d'entreprise ;présence des salariés au conseil de surveillance - Conseil de surveillance et directoire.

Après l'art. 5 (p. 2285) : avant le vote sur l'amendement N° 21 de la commission des lois (1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2° apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital), demande, au nom du groupe UCDP, une suspension de séance.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) - (p. 3029) : situation dramatique de l'industrie textile de la région Rhône-Alpes - (p. 3030) : importance du taux de pénétration des importations dans le secteur textile - Récession de la consommation ; faible part des pays en voie de développement, par rapport aux pays industrialisés, dans le montant global des importations - Politique en matière de textile menée aux Etats-Unis, au Japon ou en Allemagne - Obstacles économiques et sociaux qui ne permettent pas de faire face à la concurrence étrangère - Clarification des échanges, grâce à l'accord multifibres - Importance du tarif douanier américain - Nécessaire révision du système des préférences généralisées.

— **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale** [n° **304 (78-79)**] - (9 octobre 1980) - **Après l'art. 19** (p. 3845) : son amendement n° 63 déposé avec M. Paul Séramy et soutenu par M. Guy Robert : attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme** - (22 octobre 1980) - (p. 3984) : tourisme français et influence de l'environnement extérieur - Evolution de la croissance des recettes du tourisme ; comparaison avec la zone OCDE - Tourisme et hausse des prix de l'énergie - Effort d'exportation et contribution du tourisme - Colloques des groupes d'études de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le tourisme - Importance économique et commerciale du tourisme - Croissance de l'industrie touristique et influence de la crise économique ; durée du séjour ou du voyage et fractionnement des vacances - Maintien de la fréquentation étrangère ; développement du tourisme régional ; étalement des vacances - Développement du camping-caravaning et saturation du parc-camping du littoral français ; situation du Midi de la France - Mission sur les problèmes du tourisme de plein-air - (p. 3985) : régression du secteur caravaning - Diminution des déplacements des cadres d'entreprises - Maintien des ventes de croisières - Chute de l'hôtellerie saisonnière et progression des gîtes ruraux - Politique gouvernementale et tourisme familial ; projet du titre-vacances - Diversification de la clientèle et multiplication des formules de vacances - Tourisme et libéralisation des prix - Accueil des populations les plus démunies et manque d'adaptation des structures touristiques - Utilisation des équipements touristiques hors saison - Développement du secteur congrès et du thermalisme - Informatique et association France-Information-Loisirs - Action du groupe d'intérêt économique Bienvenue-France - Adaptation du marché touristique à la télématique - Tourisme dans les départements et territoires d'outre-mer - En remplacement de M. Daniel Millaud - (p. 3986) : Polynésie française et mythe touristique - Baisse de la fréquentation touristique ; situation des transports aériens et insuffisance de l'hôtellerie - Colloque de Papeete sur le développement du tourisme et des liaisons aériennes dans le territoire français du Pacifique - (p. 3987) : tourisme et emploi - Nécessité du développement de la capacité hôtellière - Constitution et financement de réserves foncières - Charges sociales résultant de la création d'un emploi nouveau - Développement d'une formation professionnelle et d'une politique de marketing - Desserte aérienne et subvention d'équilibre à UTA - Création d'une compagnie particulière pour le Pacifique - Liaisons régulières et appartenance de la Polynésie française à la République ; caractère de service public des dessertes fluviales - Augmentation des primes à l'investissement hôtelier ; extension de l'action du Fonds européen de développement - Réouverture du consulat américain - Signature de conventions entre le secrétariat d'Etat et les territoires d'outre-mer.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie automobile** - (4 novembre 1980)(p. 4335) : importance de l'industrie automobile sur le mode de vie des Français et la production nationale (fabrication, exportation, emploi, fiscalité) - (p. 4336) : concurrence japonaise :pénétration sur le marché européen, en Afrique francophone, stratégie de pénétration - Raisons de la suprématie japonaise : exemples de la productivité de la main d'oeuvre, de l'avance technologique en matière de robotisation (groupe Nissan) ; agressivité de la politique de prix et moyens commerciaux : examen des avantages fiscaux et financiers des entreprises japonaises demandé par le comité européen des constructeurs de la CEE - Spécificité du système socio-économique japonais - Rachat déguisé de certains constructeurs européens : danger pour l'autonomie des décisions de la CEE - Mesures à prendre :exemples de l'autolimitation des exportateurs japonais, de la redéfinition des procédures d'homologation des véhicules japonais - Evolution et mutation de l'industrie automobile - (p. 4337) : nécessités dans la recherche fondamentale, les économies d'énergie et de remplacement ; intéressement du personnel aux améliorations techniques - Modération nécessaire des prix - Réduction nécessaire de la fiscalité : TVA, taux d'intérêt du crédit - Stagnation du secteur de vente et de réparation - Problème des poids lourds français : exemple de Renault Véhicules industriels - Politique européenne : nécessité d'accords bilatéraux avec le Japon et les Etats-Unis sur l'ensemble des produits industriels, de restrictions provisoires à l'importation.

— **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** [n° **32 (80-81)**] - (19 novembre 1980) - **Art. 6** (p. 4938) : son amendement n° 14, déposé avec M. Paul Séramy : subvention spéciale de fonctionnement affectée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Après l'art. 13** (p. 4986) : soutient l'amendement n° 62 de M. Francisque Collomb (présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport) - **Explication de vote** : effets bénéfiques de la D G F : exemple de la meilleure répartition entre les collectivités - Reconduction des dispositions législatives - Aménagements : mode de disposition de la DGF, région d'Ile-de-France - (p. 4987) : nécessité d'une dotation spécifique pour l'indemnité de

logement des instituteurs, engagement du gouvernement - Vote favorable sur le projet de loi.

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1980) - **Après l'art. 8** (p. 5154) : son amendement n° 153, soutenu par M. Daniel Millaud : application aux motocyclettes de la taxe différentielle des véhicules automobiles de même cylindrée ; retiré - **Art. 10** (p. 5156) : son amendement n° 57, déposé avec M. René Tinant et soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne sont plus attribuées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° 58, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modification de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution .

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs - III - Tourisme (24 novembre 1980) - (p. 5192, 5193, 5194) : son intervention lue par M. *Daniel Millaud*

— Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6171) : son amendement n° 6, déposé avec M. François Dubanchet, soutenu par M. Jacques Mossion : paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la constitution.

— Questions orales avec débat jointes : conséquences sur l'emploi de l'utilisation de l'informatique - (16 décembre 1980) (p. 6334) : accroissement du chômage - Informatisation de la société et niveau de l'emploi - Incertitudes sur le passage à une société d'information - Refus de l'informatique et sous-développement de la France - Absence de lien entre progrès techniques et chômage - Croissance économique et gain de productivité - (p. 6335) : mécanisation de l'agriculture - Modernisation des structures industrielles - Rapport Nora-Minc et économie de personnel dans le tertiaire - Arrivée de jeunes sur le marché du travail et perspectives de créations d'emplois ; travaux pour le VIII Plan ; groupe d'études de l'emploi dans les services, travaux du Sénat sur le modèle DMS de l'INSEE, modèle Propage - Développement du secteur tertiaire informationnel ; exemple des Etats-Unis - Révolution industrielle et industrialisation de l'information - Informatisation et répercussions positives sur l'emploi - Rapport Tebeka et créations d'emplois dans l'informatique - Adaptation de la formation professionnelle à l'informatique - Nécessité d'une politique de l'industrialisation de l'information - Informatique et accroissement du temps libre ; groupe d'études sénatorial sur le tourisme et les loisirs - Statistiques sur la réduction de la durée du travail - Informatisation et risque, à court terme, d'un chômage additionnel - (p. 6336) : progrès de productivité et licenciements ; nécessité de mécanismes d'adaptation et de reconversion - Utilité d'une concertation quadripartite entre l'Etat, les parlementaires, les syndicats et les entreprises - Passage de la société industrielle à la société post-industrielle basée sur l'information - Expérience Telétel - Politique d'industrialisation de l'information.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Après l'art. 7** *bis* (p. 6430) : son amendement n° 117 soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession ; retiré puis repris par M. Michel Darras.

— Projet de seconde loi de finances rectificative pour 1980 [n° **192 (80-81)**] - (19 décembre 1980) - **Après l'art. 2** (p. 6523) : son amendement n° 2, soutenu par M. Raymond Bouvier : possiblité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible ; retiré, puis repris par M. Anicet Le Pors.

VARLET (Jean), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

VERILLON (Maurice), sénateur de la Drôme (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° **272**, 1979-1980), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article L.514 du code de la santé publique, relatif à l'exercice de la **pharmacie** (n° **331**, 1979-1980) (24 juin 1980).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi tendant à modifier l'article L.514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie [n° **272 (79-80)**] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3331) : dispositions de la loi du 2 janvier 1979 relative à l'enseignement de la pharmacie - Sélection des étudiants ; organisation de stages ; accès des enseignants de pharmacie dans les hôpitaux ; cumul de rémunérations ; pharmaciens résidents et pharmaciens biologistes des hôpitaux - Création du doctorat d'exercice en pharmacie et nécessité corrélative de modifier l'art. L.514 du Code de la santé publique - Position de la commission des affaires culturelles sur la réforme des études en pharmacie - Création du doctorat d'exercice et mesures transitoires nécessaires - Position de la commission favorable à l'adoption de la proposition de loi.

Art. unique : amendement n° 1 de la commission : suppression de la date du 31 décembre 1980 introduite par l'Assemblée nationale ; adopté - (p. 3332) : dispositions transitoires de 1981 à 1984.

VERNEUIL (Jacques), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation agricole [n° **129 (79-80)**] - (28 février 1980) - **Art. 2** (p. 490) : son amendement N° I-156, soutenu par M. Josy Moinet : composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimen-

taire : représentation des associations de protection de l'environnement ; rejeté.

VIDAL (Marcel), sénateur de l'Hérault (S).
Elu sénateur le 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1980) (p. 3767).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **68** (JO Débats 7 novembre 1980) (p. 4489) à M. le Premier ministre : l'**aménagement du territoire (crédits pour l'aménagement du Languedoc-Roussillon)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]**

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5366) : question sur l'atteinte par la crise de l'agriculture ou des agriculteurs - Politique budgétaire de l'Etat et aggravation de la crise dans l'Hérault : assistance aux agriculteurs et non aménagement rural - Inefficacité de la loi d'orientation agricole : exemple de l'hydraulique - Nécessité d'une politique d'aménagement de cours d'eau et de rivières - Diminution des crédits du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - « Grand Sud-Ouest » : actions parcellaires, absence de concertation avec les instances régionales et locales - Lutte contre la désertification et diminution des crédits de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Exemple de l'absence de soutien au statut du fermage - Création d'un office foncier dans l'Hérault - Difficultés de financement et endettement des départements, communes et agriculteurs : exemple de la viticulture - Réduction des prêts bonifiés, renchérissement du loyer de l'argent et solidarité - (p. 5367) : péréquation nécessaire entre régions riches et pauvres - Caisse de crédit agricole : correction des disparités, refus de sa privation, restitution du caractère mutualiste et régionaliste

Environnement et cadre de vie (3 décembre 1980) - (p. 5714) : politique de l'environnement et insuffisance des moyens - Problème du logement ; hausse des loyers et des charges ; spéculation foncière et immobilière ; encadrement du crédit - Réduction des prêts d'accession à la propriété (PAP) - Stagnation des prêts locatifs aidés (PLA) - Crédits du fonds d'actions conjoncturelles (FAC) - Lutte contre la spéculation foncière - Crédit du conservatoire du littoral - Parcs nationaux et régionaux : exemple du parc du Haut-Languedoc - Permis de recherche d'uranium accordés à la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) - Problème des ordures ménagères ; effort de certaines collectivités locales pour le traitement des déchets ; désengagement de l'Etat dans ce domaine - Critères économiques et critères sociaux de l'environnement et du cadre de vie

VIGIER (Jean-Louis), sénateur de Paris (RPR).
Démissionnaire le 3 octobre 1980 (7 octobre 1980) (p. 3759).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

VIRAPOULLE (Louis), sénateur de la Réunion (UCDP).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission **des lois constitutionnelles**, de législation, du suffrage **universel, de réglement** et d'administration générale.

Vice-président de la délégation **parlementaire pour les** Communautés européennes.

Est nommé de nouveau membre de **la commission des lois** constitutionnelles, de législation, du **suffrage universel, du** réglement et d'administration générale **(7 octobre 1980)** (p. 3767), puis réélu vice-président.

Est nommé de nouveau membre de **la délégation** parlementaire pour les communautés **européennes (31** octobre 1980) (p. 4319).

- Est nommé membre suppléant de la commission **mixte** paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (25 novembre 1980) (p. 5278).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et aux opérations de capitalisation (26 novembre 1980) (p. 5372).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **235**, 1979-1980)adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les **territoires d'outre-mer** (n° **321**, 1979-1980) (18 juin 1980).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi (n° **364**, 1979-1980)adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, rendant applicables le Code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les **territoires d'outre-mer** (n° **365**, 1979-1980) (28 juin 1980).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981)**de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** (n° **103**, tome **III**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **16** (JO Débats 10 octobre 1980) (p. 3850) à M. le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) : les **calamités (La Réunion : indemnisation des planteurs sinistrés)** - Réponse de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) (24 octobre 1980) (p. 4044).

Questions orales avec débat :

n° **442** (9 octobre 1980) (p. 3848) à M. le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : le **tourisme (développement touristique du département de la Réunion)**.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole [n° 129 (79-80)] - (26** février 1980) - **Discussion générale** (p. 386) ; **desastre causé** à l'île de la Réunion par le cyclone **Hyacinthe** - **Dégats** causés aux cultures et à l'élevage - **Effort de solidarité** - Application de la législation métropolitaine **aux départements** d'outre-mer - Exiguïté des **parcelles agricoles à la** Réunion - Coût des charges sociales - **Absence d'intervention** du Budget annexe des prestations **sociales agricoles**

(BAPSA). dans les DOM - (p. 387) : baux à ferme - Colonat partiaire - Diversification nécessaire des cultures à la Réunion - Possibilité de débouchés européens pour la production agricole de la Réunion.

Suite de la discussion (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 540) : son amendement N° II-49 déposé avec M. Baudouin de Hauteclocque : suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole ; retiré.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Art. 33** (p. 863) : son amendement N° IV-43, soutenu par M. Daniel Millaud : application de la loi et délai d'intervention des décrets en Conseil d'Etat ; adopté.

— Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales [n° 187 (78-79)]

Suite de la discussion (22 avril 1980) - **Après l'art. 85** *(suite)* (p. 1425) : sur l'amendement N° II-105, précédemment réservé, de la commission des Affaires culturelles (coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit), soutient le sous-amendement N° II-169 précédemment réservé de M. René Tinant (coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés).

— Projet de loi instituant une assurance veuvage [n° 203 (79-80)] - (22 mai 1980) - **Après l'art. 4** (p. 2122) : intérêt de la commission des affaires sociales pour les départements d'outre mer - Notion de « patrie française » et confusion avec la métropole et la Corse uniquement.

— Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses [n° 269 (79-80)] - (18 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2803, 2804) : importance et nécessité d'une politique familiale - Décadence démographique et remèdes à appliquer - Concentration urbaine et épanouissement des familles - Projet de loi et amélioration des conditions de logement, d'emploi, d'information et de formation - Oubli de la population des départements d'outre-mer - Attribution aux Réunionnaises de l'allocation post-natale et de troisième enfant - Questions du minimum de ressources et de la généralisation du forfait - Départementalisation et application des lois métropolitaines - Cyclône Hyacinthe et conséquences sur les familles - (p. 2805) : application des lois sociales à la Réunion et baisse de la natalité - Progression économique de la Réunion - Octroi à chaque enfant réunionnais d'une dotation forfaitaire analogue à celle de la métropole.

Suite de la discussion (19 juin 1980) - **Art. 22** (p. 2859) : son amendement N° 59 : parité du revenu familial forfaitaire versé outre-mer avec celui de la métropole ; retiré - Qualité des efforts déployés outre-mer ; nécessité de préserver l'acquis et de maintenir la parité avec la métropole - (p. 2860) : coût financier du projet et séparation des efforts financiers en faveur de la métropole et de l'outre-mer ; nécessité de globaliser cet effort - **Art. 23 :** son amendement N° 60 : suppression de cet art. donnant pouvoir au gouvernement pour fixer les modalités d'attribution du revenu familial minimum ; adopté.

— Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer [n° 235 (79-80)] - (26 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3153) : histoire de la procédure pénale en France - (p. 3154) : inapplication aux territoires d'outre-mer du code de procédure pénale de 1958 - Portée du projet d'extension et difficultés d'application : étendue des territoires et institutions des juges de section et des juges statuant en audience foraine - Respect des compétences des assemblées territoriales - Dispositions de la réforme : régime de la garde à vue - Composition des cours d'assise - Règle de la collégialité - Absence de consultation des assemblées territoriales - Dotation budgétaire nécessaire pour la création de postes de magistrats - Création d'une cour d'appel en Polynésie française - (p. 3155) : oeuvre de la métropole dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2 (p. 3161) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à la possibilité dans certaines circonstances pour le juge de section ou le juge forain d'exercer les attributions du ministère public) - Dispersion géographique des TOM - Présence du procureur de la République à Papeete et à Nouméa - (p. 3162) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Henri Caillavet (maintien de la présence du ministère public en Nouvelle-Calédonie) au profit de l'amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française) - Cas de Wallis et Futuna - (p. 3163) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de M. Henri Caillavet (indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public) - (p. 3164) : accepte l'amendement n° 33 de M. Henri Caillavet (protection du statut du magistrat du siège pour le juge de section ou le juge forain) - (p. 3165) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au pouvoir d'instruire et de juger du juge d'instruction ou du juge forain) - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au remplacement du réquisitoire du ministère public par une ordonnance d'information) - (p. 3166) : s'oppose à l'amendement n° 23de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au pouvoir de clôture des instructions criminelles) - Difficulté des communications et souci de gain de temps - **Art. 3 :** s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (suppression de cet article relatif à l'assignation à résidence) - Amendement n° 10 de la commission : contrôle judiciaire sur l'assignation à résidence ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 32 du Gouvernement (possibilité de contrôle de cette procédure par un magistrat du parquet) - **Art. 4** (p. 3167) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (en l'absence d'avocat, libre choix par l'inculpé de son conseil) - Contrôle de moralité - (p. 3168) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 26 de M. Charles Lederman, relatif à la partie civile - Amendement rédactionnel n° 11 de la commission ; adopté - **Art. 5** (accepte l'amendement n° 29 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (possibilité de tenue d'assises à Mata-Utu dans les îles Wallis et Futuna) - Amendement n° 12 de la commission : incompatibilité des fonctions de juré avec celles de membre d'un conseil du contentieux administratif et d'assesseur d'un tribunal du travail : adopté - (p. 3169) : amendement rédactionnel n° 13 de la commission ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel identique n° 4 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif au juge unique en matière correctionnelle) - Amendement n° 14 de la commission : possibilité pour le prévenu de demander à être jugé par un tribunal en formation collégiale ; adopté - **Art. 7 :** demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (fixation par l'assemblée territoriale du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires) - **Après l'art. 13** (p. 3172) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (non-extension aux territoires d'outre-mer des compétences de la cour de surêté de l'Etat) - Non-application aux TOM des articles définissant les infractions relevant de la compétence de la cour - Statut évolutif conféré aux territoires d'outre-mer - **Art. 16 :** amendement n° 15 de la commission : rectification d'une erreur matérielle ; adopté - **Art. 18** (p. 3173) : amendement n° 16 de la commission : subdivision ou circonscription administrative ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 7 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud - **Art. 22** Amendement n° 17 de la commission : extension aux TOM de tous les article de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale ; retiré au profit de l'amendement identique n° 8 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud - Amendement n° 18 de la commission :

extension de la loi relative à la lutte contre le racisme ; adopté.

Deuxième lecture [n° **364 (79-80)**] - (29 juin 1980) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3324) : adoption par l'Assemblée nationale des dispositions votées par le Sénat, sauf sur deux points - Indépendance du juge de section ou du juge forain ; statut de la magistrature - Extension de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat.

Art. 2 (p. 3325) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (indépendance du juge de section et du juge forain) - Statut de la magistrature - **Art. 13** *bis (p. 3327) :* problème soulevé, malgré son retrait, par l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat) - S'oppose à cet amendement, repris par M. Charles Lederman - Position prise par la commission des lois.

— Questions orales avec débat jointes : rôle, comportement et moyens des forces de police ; lutte contre les attentats racistes et la criminalité - (14 octobre 1980) - (p. 3895) : attentat du 3 octobre contre la synagogue de la rue Copernic et volonté de tuer - Montée de la violence et du racisme - Tentative de récupération de cet attentat par certains groupes politiques et devoir d'union de la communauté française - Effondrement du système éducatif français - Déclin de l'autorité parentale - Irresponsabilité - (p. 3896) : lutte nécessaire contre le racisme latent de la société - Travailleurs étrangers en France - Rôle du milieu familial et éducatif - Action de la France à la Réunion - Mise en cause de la magistrature par M. *Bernard Parmantier* - Soutien de la Réunion au Gouvernement dans ces heures difficiles - Confiance dans la police et dans la République.

— Questions orales avec débat jointes : politique du gouvernement en matière de tourisme - (22 octobre 1980) - (p. 3988) : intervient également au nom de M. *Roger Lise* - Plan triennal du développement touristique des Antilles et développement des loisirs pour la population antillaise - Société industrielle et développement du désir de voyage - Politique sociale et possibilités de voyager - Incertitudes sur la situation internationale et nécessité de maintenir le développement touristique - Atouts touristiques de la Réunion - Réussite de la départementalisation sociale et retard du tourisme ; comparaison avec Madagascar, les Seychelles et l'Ile Maurice - Faiblesse de la capacité hôtelière - (p. 3989) : augmentation de la capacité des villages vacances familles ; multiplication des terrains de camping et développement des gîtes du Club français - Création de gîtes ruraux - Développement économique et tourisme ; séminaire de Cilaos - Capacité de l'hôtellerie classée et promotion de la Réunion à l'étranger - Monopole d'Air-France et supression du *Group Inclusive Tour* (GIT) - Liaisons aériennes et apport de tourisme métropolitain ; importance des GIT - Liaisons avec les principales capitales européennes et les pays voisins de la Réunion - Protection contre la concurrence malgache.

— Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises - *Deuxième lecture* [n° **25 (80-81)**] - (23 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4011) : liste des jurés appelés à siéger dans les cours d'assises et loi du 28 juillet 1978 - Précision introduite par l'Assemblée nationale sur les objections morales d'ordre laïque ou religieux.

— Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées [n° **385 (79-80)**] - (29 octobre 1980). - **Discussion générale** (p. 4212) : départements d'outre-mer et importance de l'agriculture - Avenir du rhum industriel de la Réunion ; termes employés par l'exposé des motifs du projet de loi - Qualité de l'industrie sucrière réunionnaise ; plan de relance de la canne à sucre - (p. 4213) : fixation annuelle d'un prix-plancher et d'un prix-plafond commun aux rhums du contingent.

— Procès-verbal (30 octobre 1980) (p. 4245) : examen par le Sénat, le 29 octobre, du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de dispositions relatives à la protection des appellations d'origine et aux modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées ; absence de consultation des conseils généraux des départements d'outre-mer ; demande le retrait du projet

— Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [n° **18 (80-81)**] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4248) : chômage - Inadaptation du système éducatif - Situation des jeunes de la Réunion privés d'emploi - Oeuvre de la métropole à la Réunion - (p. 4249) : nécessité d'une mission interministérielle - Augmentation du chômage à la Réunion et indemnisation - Migrations - Chantiers de développement - Petite et moyenne industrie..

— Projet de loi relatif au travail à temps partiel [n° **4 (80-81)**] - (5 novembre 1980) - **Après l'art. 4** : (p. 4429) : nécessité d'aider et de développer les entreprises françaises - Simplification de la législation sociale - Se déclare défavorable à l'amendement n° 22 de M. Jacques Bialski (prise en charge par l'employeur des cotisations d'assurance personnelle).

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4454) : réactions à ce projet de loi et refus des procès d'intention - (p. 4455) : recrudescence de la violence et protection des citoyens - Violence au cinéma - Institution scolaire et disparition de la culture classique - Abdication des parents - Evolution de la société et modernisation de la législation pénale - Lenteurs de la justice - Encombrement des tribunaux correctionnels - Soutien du groupe UCDP à la politique du gouvernement.
Suite de la discussion (7 novembre 1980) - **Avant l'art. 7A** (p. 4523) : se déclare favorable à l'amendement n° I-84 de la commission des lois (délit ou contravention de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives) - (p. 4524) : existence d'une hiérarchie judiciaire et redressement des erreurs commises - **Art. 7A** - *Art. 265 du code pénal* (p. 4526) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-8 de M. Félix Ciccolini (définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes) - *Art. 268 du code pénal* (p. 4537) : absence de délation dans la dénonciation aux autorités compétentes des délits sur le point d'être commis - Se déclare défavorable à l'amendement n°I-18 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite) - (p. 4542) : rappelle les grâces accordées à deux condamnés par le Président Pompidou en novembre 1973 - Nécessité d'abolir la peine de mort au cours d'un débat approfondi - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-180 de M. Charles Lederman (abolition de la peine de mort) - **Art.7** (p. 4548) : multiplication des menaces par voie téléphonique - Menaces verbales et appréciation du juge quant au danger couru - Nécessaire protection des biens.
Suite de la discussion (12 novembre 1980) - **Art. 9** - *Art. 310 du code pénal* (p. 4572) : lésion grave et définitive ou infirmité permanente - (p. 4575) : se déclare favorable à l'amendement I-114 de la commission (abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels).
Suite de la discussion - (13 novembre 1980) - **Art. 17 et avant l'art. 17** *(suite)* (p. 4643) : droit de grève et entraves au fonctionnement des services publics.

Suite de la discussion (14 novembre 1980) - **Art. 5** - *Art. 463-1 du code pénal :* (p. 4676) : danger que représentent les petits revendeurs de drogue - Se déclare favorable à l'amendement n° I-72 de la commission des lois (délits et principe des peines planchers ; distinction entre les délinquants primaires et les autres) - **Art. 5** *bis* (p. 4680) :

se déclare défavorable à l'amendement n° I-6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution) - (p. 4681) : au sujet de la gravité des infractions et du système des peines de substitution, se déclare favorable à l'amendement n° I-200 du gouvernement et défavorable à l'amendement n° I-75 de la commission - **Art.6** - *Art. 747-2 du code de procédure pénale* (p. 4695) : se déclare favorable à l'amendement n° I-81 de la commission (conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel : révocation et pouvoir d'appréciation du juge) - *Art. 747-4 du code de procédure pénale* - (p. 4697) : se déclare favorable à l'amendement n° I-83 de la commission (suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis) - **Après l'art. 17** (p. 4700) : accepte, au nom de la commission des lois, l'amendement n° I-176 de MM. Roland du Luart et Michel d'Aillières soutenu par M. Marcel Rudloff (prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sans la menace d'une arme) - **Art. 20** (p. 4719) : permissions de sortir et infractions - Se déclare défavorable à l'amendement n° I-189 de MM. Etienne Dailly et Paul Girod (infraction commise à l'aide ou sans la menace d'une arme par destination et non obtention d'une permission de sortie).

Suite de la discussion (15 novembre 1980) - **Art. 25** *ter* (p. 4743) : se déclare opposé à l'amendement n° II-6 de M. Edgar Tailhades (suppression de cet article attribuant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences) - **Art. 32** - *Art. 395 du code de procédure pénale* (p. 4764) : sur l'amendement n° II-71 de la commission (limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement), se déclare favorable au sous-amendement n° II-163 du Gouvernement (peine prévue, et non peine encourue) - **Avant l'art. 36** (p. 4786) : se déclare favorable à l'amendement n° II-147 de M. Etienne Dailly (pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction).

Suite de la discussion (17 novembre 1980) - **Art. 39** (p. 4797) : son amendement N° II-123 déposé avec M. Paul Pillet : enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises ; retiré au profit de l'amendement N° II-105 de la commission - (p. 4799) : appréciation négative du gouvernement sur le fonctionnement des greffes - Nécessité d'un enregistrement sonore intégral des débats d'assises - Egalité des justiciables - (p. 4800) : question au gouvernement sur l'équipement des cours d'assises en moyens d'enregistrement - **Avant l'article 36** *(suite)* (p. 4815) : principe de la séparation des pouvoirs - Impossibilité de la saisine directe en droit français - Accélération des procédures - **Art. 36** (p. 4817) : sur l'amendement N° II-208 du gouvernement (procédure criminelle et délais à l'expiration desquels celle-ci est transférée par son président à la chambre d'accusation), son sous-amendement N° II-212 rédactionnel ; adopté - **Art. 47** *ter* (p. 4834) : rappelle son opposition aux contrôles d'identité généralisés ; utilité d'un contrôle judiciaire.

Suite de la discussion (18 novembre 1980) - **Art. 47** *quater* (p. 4866) : son amendement N° II-158, soutenu par M. Paul Pillet : suppression des dispositions de l'article faisant référence à la tentative d'empêcher un contrôle d'identité ; adopté.

— Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [n° 32 (80-81)] - (19 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4926) : bilan positif d'application de la loi du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement - Progrès et prospérité de la France - Réforme des finances locales - Solidarité entre les communes - Extension du champ d'application de la loi aux départements d'outre-mer et versement de la dotation forfaitaire selon les conditions de droit commun ; règles spéciales en revanche, pour la dotation de péréquation et les concours particuliers - Parution des décrets d'application et suppression de la majoration de 10 % dont bénéficiait la Réunion en ce aui concerne l'ancien versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) - Accroissement de la population - (p. 4927) : rectification nécessaire de cette lacune.

Suite de la discussion (20 novembre 1980) - **Après l'art. 11** (p. 4984) : son amendement n° 34 : recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 % ; adopté - (p. 4985), sur cet amendement, se déclare favorable au sous-amendement n° 70 de M. Roger Lise (majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer) .

— Projet de loi de finances pour 1981 [n° 97 (80-81)]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Après l'art 3 A** (p. 5087) : sur l'amendement n° 148 de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier (exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer), son sous-amendement n° 168 déposé avec M. René Jager : déduction du revenu imposable des assujettis à un régime réel d'imposition des souscriptions en capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés investissant dans l'industrie, l'hôtellerie ou la pêche ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) (p. 5483, 5484) : droit au voyage - Politique des prix des pays producteurs de pétrole et remise en cause permanente du coût de la vie - Nécessité d'aider au désenclavement de la Réunion ; exemple du jumelage des chambres de commerce de la Réunion et de Rouen - Création d'un nouveau port à la Réunion et saturation du port de la Pointe des Galets - Participation financière de l'Etat et retombées économiques de cette réalisation - Monopole d'Air-France et désenclavement aérien de la Réunion ; nécessité de s'ouvrir aux grandes compagnies aériennes, européennes et régionales - Qualités techniques de l'aéroport de la Réunion - Politique tarifaire d'Air-France sur la Réunion - Augmentation régulière du tarif « voyages pour tous » (VPT) - Amélioration de la périodicité de la desserte sur la Réunion par Air-France - Conditions des déplacements en VPT - (p. 5485) : nécessité d'améliorer les conditions du VPT ; utilisation de ce type de voyage par des gens de condition modeste

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5496) : se déclare défavorable à l'amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel (réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville).

Départements et territoires d'outre-mer - I - Section commune - II - Départements d'outre-mer (1er décembre 1980) - Rapporteur pour avis - (p. 5550) : amélioration nécessaire de la compréhension des réalités économiques et humaines des DOM - Stagnation du budget - Frais de déplacement - (p. 5551) : recul des crédits du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Solidarité nationale entre la métropole et les DOM - Scolarisation des enfants - Equipement en hôpitaux - Ressources des personnes âgées - « Départementalisation sociale » : extension aux DOM du régime métropolitain d'indemnisation du chômage ; circulaire sur l'allocation de logement ; extension nécessaire des mesures relatives à la garantie des accidents du travail des exploitants agricoles, à l'allocation compensatrice aux handicapés adultes et à l'allocation spéciale de vieillesse - Importance de l'agriculture dans les DOM ; dégats causés par les cyclones ; planteurs de géraniums de la Réunion ; concurrence étrangère ; indemnisation des planteurs de canne à sucre ; prêts fonciers pour l'accession à la propriété des jeunes agriculteurs - Mise en valeur des Hauts de la Réunion - Développement de l'industrie et de l'artisanat - (p. 5552) :

incitations fiscales aux créations d'emplois et à l'investissement - Création nécessaire d'une prime à l'exportation - Utilisation de la bagasse pour la production de chaleur et d'électricité - Industrie agro-alimentaire - Projet d'implantation d'une ferme d'élevage de crevettes géantes - Taux de chômage à la Réunion - Création souhaitable, dans les DOM, de banques de l'emploi - Statut de Mayotte - Indépendance des Nouvelles Hébrides - Extension à Mayotte du bénéfice de la dotation globale de fonctionnement - Confiance des jeunes dans la métropole

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5568) : efforts de la métropole dans les départements d'outre-mer et progrès réalisés : exemple du centre hospitalier départemental de Saint-Denis de la Réunion - Problème de la migration des jeunes originaires des départements d'outre-mer vers la métropole et aspects positifs.

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) - **Examen des crédits - Art. 19** (p. 5637) : installation de l'automatique à la Réunion ; problème de réduction des tarifs téléphoniques - Se déclare défavorable à l'amendement n° 218 de M. Louis Perrein (réduction des autorisations de programme relatives à la mise en oeuvre d'expériences de télématique).

Justice (4 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5778) : au sujet de la suppression des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales, se déclare défavorable aux amendements n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman.

Education (5 décembre 1980) - (p. 5873) : inquiétude du monde de l'éducation - Politique de l'éducation et importance d'un consensus - Blocage du système éducatif ; obtention de diplômes et chômage - Augmentation du budget - Ouverture de l'école sur le monde - (p. 5874) : implantation des lycées d'enseignement professionnel - Acquisition d'une haute qualification professionnelle et développement économique ; informatique et électronique - Transformation du département de la Réunion en circonscription académique - Ile de la Réunion et pôle de développement économique et culturel - Collaboration avec l'académie d'Aix en Provence - Retard de la Réunion en équipement et en personnel ; cas du CES de Bras-Panon - Déficit en personnel - Suppression de poste et inquiétude des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire laïque - Fixation de la date de l'élection des membres du conseil de l'enseignement général et technique

Affaires étrangères (7 décembre 1980) (p. 5985) : vote favorable pour ce projet de budget - Caractère dramatique de l'affaire d'Afghanistan - Destabilisation du monde ; chocs pétroliers et impérialisme soviétique - Politique de détente - Rapprochement de la France avec Madagascar ; problème des îles de l'Océan Indien dépendant du préfet de La Réunion

Industrie (7 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 5968) : production d'électricité et regroupement de l'Industrielle sucrière de Bourbon et de la sucrerie du Nord-Est à la Réunion ; utilisation de la bagasse et obtention d'aides publiques.

Economie et budget *(Suite)* - **I - Charges communes** (8 décembre 1980) - **Examen des crédits** - *Etat B (suite)* (p. 6045) : problème des rapatriés ; situation des Réunionnais rapatriés de Madagascar.

— Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - *Deuxième lecture* [n° **121 (80-81)**] - (10 décembre 1980) - **Art. 1** (p. 6170) : accidents de trajet et assurance de la circulation ; refus d'accroître les charges des petites entreprises - Se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Robert (rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet).

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **104 (80-81)**] - (11 décembre 1980) - **Discussion générale** (p. 6200) : importance pour la Nouvelle Calédonie de cette réforme foncière - Caractère courageux du peuple mélanésien - Coexistence pacifique entre les Mélénisiens et les européens ; introduction de nouvelles cultures - Importance des terres détenues par les européens - Survie de la Nouvelle-Calédonie ; respect des traditions et équilibre en ce qui concerne la propriété de la terre.

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° **150 (80-81)**] - (18 décembre 1980) - **Art. 16** *bis* A (p. 6451) : son amendement n° 5 soutenu par M. Daniel Millaud identique à l'amendement n° 54 de la commission des lois : principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés ; rejeté.

VIRON (Hector), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767), puis élu secrétaire.

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instaurer le scrutin proportionnel pour l'élection des représentants du personnel aux comités d'hygiène et de sécurité des communes et à leur assurer les moyens d'accomplir leur mandat, (n° **184**, 1979-1980) (11 mars 1980) - **Travail (hygiène et sécurité du).**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants et à favoriser leur intervention sur la marche des entreprises (n° **303**, 1979-1980) (10 juin 1980) - **Salariés.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à élever à 75 % le taux de la **pension de réversion** accordée au conjoint survivant des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° **96**, 1980-1981) (13 novembre 1980).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **2602** (JO Débats 27 octobre 1979) (p. 3601) à M. le ministre du Travail et de la Participation : l'**Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (réforme de l'ANPE)** - Réponse de M. Jean Mattéoli, ministre du Travail et de la Participation (25 avril 1980) (p. 1543).

n° **2691** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre du Travail et de la Participation : les **métaux (industrie des) (situation dans la métallurgie lilloise)** - Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail et de la participation (emplois féminins) (23 mai 1980) (p. 2148).

n° **2692** (JO Débats 26 mars 1980) (p. 887) à M. le ministre de l'Intérieur : **l'aménagement du territoire (Valenciennes : différend entre le préfet de région et la commission locale d'aménagement et d'urbanisme)** - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur (25 avril 1980) (p. 1537, 1538, 1539).

n° **2777** (JO Débats 10 mai 1980) (p. 1828) à M. le ministre du Travail et de la Participation : les **licenciements (suppression d'emplois aux « Nouvelles Galeries » de Lille** - Réponse de M. Jacques Limouzy, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Relations avec le Parlement) (24 octobre 1980) (p. 4038).

Questions orales avec débat :

n° **264** (2 octobre 1979) à M. le ministre du Travail et de la Participation : l'**emploi (emploi en France)** - Retirée par son auteur le 2 avril 1980 (p. 936).

n° **337** (2 avril 1980) (p. 934) à M. le ministre de l'Education : la **formation professionnelle (problèmes de la formation professionnelle)** - Discutée le 29 avril 1980 (débat commun) (p. 1564et suivantes.).

n° **338** (2 avril 1980) (p. 934) à M. le ministre du Travail et de la Participation : les **syndicats (développement de la répression anti-syndicale)** - Discutée le 10 juin 1980 (débat commun) (p. 2527 et suivantes).

n° **339** (2 avril 1980) (p. 934) à M. le ministre de l'industrie : le **charbon (exploitation des ressources nationales de charbon)** - Discutée le 4 novembre 1980 (débat commun) (p. 4345 et suivantes).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** [n° **148 (79-80)**] - (15 janvier 1980).

Première partie.

Après l'art. 3 (p. 22) : ses amendements n° 15 et n° 16 : remise ou suspension de versement de l'impôt sur le revenu pour les chômeurs ; non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement - (p. 23) : son amendement n° 17 : allocation spéciale pour les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits ; non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement - **Avant l'art. 21** (p. 41) : son amendement n° 47, soutenu par M. Pierre Gamboa : fixation du SMIC à 2 700 francs ; non retenu dans le vote unique demandé par le gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (29 février 1980) - **Art. 7 et 8 :** *Art. 1003-7-1 du code rural* (p. 537) : sur l'amendement N° II-20 de la commission des affaires sociales (importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi surface minimum d'installation), son sous-amendement N° II-113 soutenu par M. Raymond Dumont : prise en compte de la valeur moyenne des cotisations ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : enseignement** - (29 avril 1980) - (p. 1571) : grève nationale et accumulation des raisons du mécontentement - Lycées et lutte pour la formation professionnelle - Déqualification des jeunes et ouverture des écoles sur la vie active - Retard de la formation professionnelle - Soumission de l'enseignement technique aux exigences du patronat - (p. 1572) : enseignement professionnel et association des élèves, des syndicats, des élus et des enseignants - Insuffisance des stages professionnels et des lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Définition du but des stages et consultation des élèves - Prise en charge des frais par les entreprises - Insuffisance des crédits des LEP - (p. 1589) : nombre d'élèves suivant un stage en entreprise et problème des crédits.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, des entreprises industrielles et commerciales** [n° **209 (79-80)**] - (3 juin 1980) **Discussion générale** (p. 2270) : proposition de loi sur l'intéressement et projet de loi sur la distribution d'actions - Vieille théorie de l'association capital-travail et refus par le groupe communiste de déposer des amendements au projet - Proposition de loi du groupe RPR et vote intervenu à l'Assemblée Nationale - Luttes des travailleurs et objectifs prioritaires : pouvoir d'achat, libertés syndicales - Ordonnances de 1967 - Lois de 1970 et de 1973 - Introduction de l'actionnariat au Crédit foncier en 1970 - (p. 2271) : échecs successifs des décisions du Gouvernement en matière de participation et d'actionnariat depuis 1967 - Echec des plans d'épargne d'entreprises - Délai d'incessibilité - Distribution d'actions obligatoire ou facultative - Taxe sur les frais de réception et les cadeaux d'entreprises - Augmentation de la contribution forfaitaire annuelle d'impôt sur les sociétés - Vote négatif du groupe communiste sur les deux textes examinés - Proposition de loi du groupe communiste tendant à donner des droits nouveaux aux salariés - Liberté, responsabilité et démocratie dans l'entreprise - (p. 2272) : reconnaissance légale des conseils d'atelier - Rôle des délégués du personnel - Personnel d'encadrement - Représentation des travailleurs - Comité de groupe - Nationalisations - Luttes des travailleurs - Le groupe communiste votera contre le projet de loi.

Rappel au règlement (p. 2279) : regrette les dispositions du règlement interdisant au groupe communiste de répondre dans le débat sur la question préalable.

Rappel au règlement (p. 2282) : demande que le bureau soit appelé, en application des deux premiers alinéas de l'art. 51 du règlement, à s'assurer que le Sénat est en nombre pour voter.

Après l'art. 5 (p. 2285) : étrangeté du débat sur la gratuité ou non des actions distribuées, face aux problèmes réels des travailleurs : licenciements dans la métallurgie et la sidérurgie, chômage, faiblesse du pouvoir d'achat.

Suite de la discussion (4 juin 1980) - **Art. 1er** *ter* (p. 2317) : participation ; intervention des compagnies républicaines de sécurité (CRS) à Auby.

— **Questions orales avec débat jointes : libertés syndicales** - (10 juin 1980) - (p. 2527, 2528) : atteintes aux libertés et aux droits syndicaux dans les entreprises - Droit de grève - Complicité du pouvoir avec le patronat - Politique d'austérité - Discours sur le respect des droits de l'homme et violation des libertés syndicales dans le secteur public - Proposition de loi remettant en cause le droit de grève du personnel d'Electricité de France travaillant dans les centrales nucléaires - Droit de grève et dommages et intérêts réclamés aux syndicats et aux grévistes - Intervention des CRS pour briser la grève au Joint français à Saint-Brieuc - Venue du ministre à Lille en mars 1980 et intervention de salariés militants syndicaux - Violence des forces de police contre un représentant départemental de la CGT - Répression antisyndicale à Toulouse et dans le département du Nord - Interventions auprès de la direction départementale du travail à Lille - Conflit de l'entreprise Terrin à Marseille et dessaisissement d'un inspecteur du travail - (p. 2529) : assignation de la CGT au tribunal de Lille par les établissements Danjou : précédents de Lunéville et de Belfort - Interdiction de la CGT sur les antennes de FR3 - Suicide d'un délégué CGT aux usines Peugeot à Sochaux - Expression de la CGT grâce aux radios libres et inculpations - Luttes des travailleurs - (p. 2530) : recrudescence des atteintes aux libertés syndicales - Cas des entreprises de l'industrie automobile et de l'industrie textile - Comportement des inspecteurs du travail.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** [n° **240 (79 - 80)**] - (11 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2573) : recours abusif du Gouvernement à la procédure d'urgence - Consensus entre le patronat et le ministère - Abandon par les jeunes du système scolaire, sans qualification - Crise économique et problème de l'emploi - Chômage - Refus par le groupe communiste d'une formation adaptée aux besoins du patronat - Intérêts des travailleurs - Définition de rapports nouveaux entre enseignement et production - Dispositions du projet : rôle prioritaire donné à la formation en entreprises - Adaptation aux besoins immédiats - Précarité de l'emploi - Refus par le Gouvernement à l'Assemblée nationale des amendements communistes - (p. 2574) : séquences en entreprises - Mise en place des stages et insuffisance des garanties pédagogiques - Rôle de l'enseignement professionnel - Utilisation des structures de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Contrats emploi-formation - Lycées d'enseignement professionnel - Insuffisance de ces établissements dans le Nord - Pas de Calais - Organisation de stages à Dunkerque ou dans les grands magasins et emploi des

jeunes comme manutentionnaires - Exemple positif en revanche de la manufacture des tabacs de Lille - Contrôle des enseignants ; participation des comités d'entreprises ou des représentants du personnel - Remboursement des frais du stagiaire - Vote du groupe communiste subordonné au sort qui sera fait à ses amendements - (p. 2578, 2579) : position du parti communiste favorable aux stages des jeunes en entreprises, mais sous certaines conditions.

Avant l'art. 1 (p. 2580) : son amendement n° 70 : formations professionnelles alternées et place maintenue de la formation initiale assurée par l'enseignement public ; rejeté - **Art. 1** *(suite)* (p. 2585) : demande la réserve de l'amendement n° 75 de Mme Danièle Bidard finalité de la formation alternée et obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique) pour permettre sa rectification ; réserve refusée - **Art. 8** (p. 2594) : son amendement n° 82, soutenu par M. Guy Schmaus : compétence du comité départemental de la formation professionnelle pour délivrer l'habilitation ; rejeté - **Art. 10** (p. 2597) : son amendement n° 99, soutenu par M. Marcel Gargar : application aux stagiaires de toutes les dispositions du code du travail ; rejeté - **Art. 14** (p. 2600) : son amendement n° 89, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression de l'alinéa relatif au contrat d'apprentissage ;devenu sans objet - **Après l'art. 14** (p. 2601) : son amendement n° 90, soutenu par M. Marcel Gargar : conditions de délivrance de l'habilitation du contrat de formation alternée ; préparation d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rémunération du salarié ; rejeté - **Art. 15** *bis* (p. 2603) : son amendement n° 112, soutenu par M. Marcel Gargar : maintien du salaire intégral pour le salarié titulaire d'un contrat de formation alternée ; rejeté - **Art. 17** (p. 2609) : son amendement n° 92, soutenu par M. Guy Schmaus : relèvement du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de cent salariés ; rejeté - **Art. 14** *bis* : son amendement n° 111, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression de cet article relatif à la nature du contrat particulier ; rejeté.

— **Questions orales avec débat jointes : industrie textile** - (24 juin 1980) (p. 3031) : suppressions d'emplois prévues dans les VI[e] et VII[e] Plans - Quasi-suppression des travailleurs frontaliers nombreux, autrefois, à venir travailler en France - Taux de pénétration des importations textiles sur le marché français - Politique gouvernementale d'austérité et de baisse du pouvoir d'achat - Aggravation des conditions de travail - Relèvement du pouvoir d'achat et par là même de la consommation - (p. 3032) : nouvelle menace pour le textile français que constitue l'élargissement de la Communauté économique européenne - (p. 3038) : gravité de la situation mal perçue par le Gouvernement - Saturation de la consommation de textile sur le marché intérieur - Insuffisance du pouvoir d'achat des Français.

— **Rappel au règlement** (26 juin 1980) (p. 3150) : protestation contre les modifications de l'ordre du jour

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** [n° 386 (79-80)] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4257) : aspects positifs du projet : suspension du contrat pendant l'arrêt de travail - Aspect négatif : exclusion des accidents de trajet du champ d'application du projet : principe général de l'assimilation des accidents de trajet aux accidents de travail - Cas de rechute d'accident - Obligation de reclassement - Amendements du groupe communiste.

Art. 1 (p. 4260) : son amendement n° 11, identique à l'amendement n° 1 de la commission des affaires sociales : extension aux accidents de trajet ; rejeté - (p. 4261) : ses amendements n° 12 et n° 13 : suppression de la possibilité donnée à l'employeur, dans certains cas, de résilier le contrat de travail ; rejetés - Son amendement n° 21 : exclusion de tout retard d'avancement pour le salarié reclassé ;adopté - (p. 4263) : son amendement n° 22, soutenu par M. Jacques Eberhard : prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement ; rejeté - Son amendement n° 23, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la clause d'ancienneté de deux ans ; adopté - (p. 4266) : son amendement n° 24,soutenu par M. Jacques Eberhard : référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 27 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux - (p. 4268) : son amendement n° 14, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des cas de rechute ; rejeté..

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** [n° 18 (80-81)] - (30 octobre 1980) - **Discussion générale** (p. 4249) : progression du chômage depuis 1974 - Précarité de l'emploi accrue par les projets de lois successifs : contrats à durée déterminée ; travail temporaire - Loi du 3 janvier 1979 en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise et bilan d'application dérisoire - Opposition du groupe communiste au projet en examen.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 4255) : opposition du groupe communiste au texte en examen..

— **Questions orales avec débat jointes : développement de la production charbonnière** - (4 novembre 1980) (p. 4345) : charbon : utilisation comme source d'énergie dans les pays industrialisés ; relance de la consommation demandée à la Conférence mondiale de l'énergie ; régression de la production ; politique d'exploitation ; coût des charbons d'importation - Possibilité d'augmentation de la production nationale - Marché mondial et prix avantageux du charbon - Orientation vers des procédés de liquéfaction et de gazéification - Perspectives de production limitées des Charbonnages de France - (p. 4346) : possibilités d'exploitation dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, Cévennes, Midi - Nécessité d'une rentabilité conforme à l'intérêt national - Poursuite du plan de liquidation des houillères - Extractions dans la Ruhr, subventions du gouvernement ouest-allemand - Fermeture des puits français - Action des mineurs : exemples de la demande d'un plan de relance de la production charbonnière, d'un développement de la recherche - Politique d'investissements à l'étranger en contradiction avec les déclarations de couvrir les approvisionnements par la production nationale - Répercussions sur l'emploi - Nécessité d'une politique d'exploitation des ressources françaises et d'un développement de la recherche : innovation technique et sociale, procédés d'extraction, automatisation de la production - Possibilité d'augmentation de la production : annulation des décisions de fermeture des puits ; recrutement de personnel, amélioration des conditions de travail - Grève pour l'obtention du statut de mineur - Procès de Liévin - (p. 4347) : moyens techniques de prévention - Question sur la politique du gouvernement en matière charbonnière - (p. 4353) : développement des techniques nouvelles - se déclare favorable aux importations mais développement nécessaire de la production nationale - Question sur la politique du gouvernement de fermeture des gisements - Nécessité d'un inventaire sérieux - Gazéification - Problème du statut des mineurs - Amélioration nécessaire des conditions de travail et de salaire - Danger de certaines formes d'exploitation - Subvention à la tonne de charbon - Confrontation nécessaire entre les parties intéressées - (p. 4354) : question sur l'appréciation du coût social des suppressions d'emploi - Nord-Pas-de-Calais : suppression d'emploi due aux reconversions.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel** [n° 4 (80-81)] - (5 novembre 1980) - **Avant l'art. 1** (p. 4411) : ses amendements déposés avec Mme Marie-Claude Beaudeau n° 27 : répartition hebdomadaire de la durée du travail ; irrecevable aux termes de l'article 48 alinéa 3 du Réglement du Sénat ; n° 28 : réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail ; irrecevable aux termes de l'article 48 alinéa 3 du Réglement du Sénat ; n° 29 : durée hebdomadaire maximale du travail et modalités de récupération des heures supplémentaires ; irrecevable au termes de l'article 48, alinéa 3 du Réglement du Sénat ; n°

30 : raccourcissement immédiat à 38 heures de la durée hebdomadaire du travail ; modalités particulières pour les travaux pénibles, le travail en semi-continu, et pour le travail en continu ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du Réglement du Sénat ; n° 31 : système de majoration des salaires pour les heures supplémentaires ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du Réglement du Sénat ; n° 32 : fixation de l'âge d'ouverture à la retraite pour les hommes et les femmes et les travailleurs affectés à des travaux pénibles ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du Réglement du Sénat et n° 33 : conditions d'attribution de la cinquième semaine de congés payés ; irrecevable aux termes de l'article 48, alinéa 3 du Réglement du Sénat - **Art. 2** (p. 4412) : son amendement n° 37 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau : travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; identité de droits avec les travailleurs à temps complet ; rejeté - (p. 4414) : ses amendements déposés avec Mme Marie-Claude Beaudeau n° 34 : plafond à l'emploi de salariés à temps partiel, exception pour les entreprises employant moins de 10 salariés ; rejeté et n° 35, soutenu par M. Marcel Gargar : principe de la proportionnalité de la rémunération ; rejeté - (p. 4415) : son amendement n° 36 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel ; rejeté - (p. 4416) : son amendement n° 38 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet ; rejeté - (p. 4417) : son amendement n° 39 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun ; rejeté - Son amendement n° 40déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Rolande Perlican : suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires ; devenu sans objet - (p. 4419) : son amendement n° 41 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'intervention d'un décret pour l'application des dispositions relatives au travail à temps partiel ; rejeté - (p. 4420) : son amendement n° 42 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel ; rejeté - (p. 4424) : son amendement n° 43 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises ; rejeté - **Art. 4** (p. 4427) : son amendement n° 44 déposé avec Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article donnant le pouvoir à l'employeur de procéder à titre provisionnel et sous réserve à un abattement d'assiette pour le calcul des cotisations de sécurité sociale ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** [n° **327 (79-80)**] - (6 novembre 1980) - **Discussion générale** (p. 4467) : motions d'irrecevabilité et question préalable - Violation de la constitution - Réactions des syndicats de magistrats et d'avocats - Risque d'abus des art. 7 et 8 relatifs à la police des chemins de fer - Menace verbale et peine d'emprisonnement ; répression du racket et risque de répression des mouvements sociaux - Manifestations de grévistes, d'usagers ou de paysans - Loi anticasseurs - (p. 4468) : remise en cause des droits des travailleurs - Actions en dommages et intérêts contre les organisations syndicales - Répression contre Radio Quinquin dans le Nord - Licenciements de délégués d'entreprises - Opposition du groupe communiste au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Discussion des articles de la première partie :

(21 novembre 1980) - **Avant l'art. 2** (p. 5046) : son amendement n° 84 soutenu par M. Jacques Eberhard : augmentation du SMIC à 3.300 F par mois ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - Son amendement n° 85 soutenu par M. Paul Jargot : création d'une allocation journalière de fin des droits d'indemnisation du chômage et surtaxe sur les hauts revenus ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - (p. 5048) : son amendement n° 90 : investissements à l'étranger et institution d'une taxe forfaitaire par emploi supprimé en France ; rejeté - **Art. 2** (p. 5053) : soutient l'amendement n° 159 de M. Pierre Gamboa (augmentation d'une demi-part du quotient familial des invalides mariés et compensation de recettes) - **Après l'art. 2** *quater* (p. 5069) : son amendement n° 96 soutenu par M. Paul Jargot : bénéfice de la retraite à taux plein après trente-cinq ans de travail, à soixante ans pour les hommes et soixante-cinq ans pour les femmes et certaines catégories de travailleurs ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - Son amendement n° 99 soutenu par M. Paul Jargot : chômage total ou partiel et suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pendant un délai de six mois ; rejeté.

Suite de la discussion (22 novembre 1980) - **Avant l'art. 4** (p. 5112) : son amendement n° 110, soutenu par M. Raymond Dumont : augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et santé - I - Section commune - II - Travail et participation (8 décembre 1980) - (p. 6056, 6057) : dégradation de la situation de l'emploi ; évolution des moyens des services du ministère : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ; services d'études ; corps des inspecteurs du travail - Chômeurs non indemnisés : effets de la loi du 16 janvier 1979 - Coût du chômage pour la collectivité - Politique de redéploiement industriel et suppressions d'emplois - Chômage des jeunes et des femmes - Emploi précaire : contrats à durée déterminée ; travail temporaire ; travail à temps partiel - Travaux de préparation du VIII[e] Plan - Politique industrielle de la CEE et suppression d'emplois en France - (p. 6058) : situation particulièrement grave de la région du Nord ; taux de chômage ; sous-emploi des femmes et des jeunes ; diminution de l'activité industrielle régionale - Précarité de l'emploi - Vote du groupe communiste contre ce budget

VIVIER (Emile), sénateur de l'Eure-et-Loir (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° **277**, 1979-1980) adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le

Gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979 (n° **308**, 1979-1980) (12 juin 1980) - **Traités et conventions.**

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section air** (n° **101**, tome **VII**, 1980-1981)19 novembre 1981.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979** [n° **277 (79-80)**] - (17 juin 1980) - **Discussion générale** (p. 2774) : accord de siège très classique conclu entre le gouvernement français et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) - Privilèges et immunités diplomatiques - Rôle de la BCEAO dans l'union monétaire ouest-africaine (UMOA) - Accord de coopération de 1973 et libre convertibilité du franc CFA - Ouverture à Paris d'un bureau de la BCEAO ; inviolabilité du siège de ce bureau sauf sinistre grave : précédent de l'incendie survenu à l'ambassade de Cuba en France - Immunités fiscales - Immunité de juridiction - Inviolabilité des communications entre la banque et son bureau de Paris - (p. 2775) : procédure de réglement des différends, prévue à l'art. 18.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Postes et télécommunications (2 décembre 1980) (p. 5624) : importance économique et sociale du service public de la poste et des télécommunications - Budgets civils et place de premier budget d'investissement - Zones rurales et retard d'acheminement du courrier ; heure de la dernière levée utile et suppression de la deuxième tournée dans les villes - Création d'emplois dans les centres de tri et augmentation du nombre des préposés - Effort pour le développement du téléphone et raccourcissement des délais de raccordement ; retard pour les zones rurales et les régions montagneuses - Politique de multiplication des cabines publiques - Mécontentement devant la nouvelle présentation de l'annuaire - Vote favorable pour ce projet de budget du groupe UREI

Défense (2 décembre 1980) - Rapporteur pour avis (Section air) (p. 5653) : liberté et qualité de la vie - Augmentation du budget de l'armée de l'air et croissance du chapitre carburants opérationnels - Diminution du nombre d'hommes du rang sous contrat pendant la durée légale (PDL) - (p. 5654) : stabilisation du recrutement des officiers et des sous-officiers - Création de postes d'aspirant du personnel navigant et de gendarme de l'air - Amélioration de la situation des hommes du rang - Mesures catégorielles et crédits correspondants - Primes versées au personnel civil de la défense - Activité aérienne ; maintien du niveau d'entraînement et diminution du nombre des pilotes par appareil - Problème de la hausse du carburant - Entretien programmé des matériels - Accroissement des autorisations de programme et maintien des capacités de l'armée de l'air - Etudes et prise en compte sur le budget de l'armée de l'air - Commandes de Mirages 2000, du Mirage F 1 et des Jaguar - Avenir de l'Alfajet - Transall et Epsilon - Commande de simulateurs de vol et bimoteurs-école de l'armée de l'air - Homogénéité de l'environnement des unités de combats ; programme de protection au sol des matériels - Amélioration de la détection à basse altitude ; système Aladin - Armement et munitions ; engins air-air Matra, nacelles Atlis, missiles Crotale.... Maintien des stocks de guerre - Infrastructures et durcissement des installations opérationnelles ; abris pour avions - Réfection de la piste de Nancy et construction de casernements - Dépenses de fonctionnement et accroissement du prix des carburants - Dépenses en capital et commandes de matériels - (p. 5655) : sort du Mirage 2000 et des autorisations de programme en matière de volant, rechanges et divers (VRD) - Importance du libre emploi de l'espace aérien - Proposition d'adoption de ce budget

Suite de la discussion (3 décembre 1980) - (p. 5686) : politique de défense de la France - Revalorisation nécessaire de la condition militaire - Hommage à l'action de la gendarmerie - Situation des retraités militaires - Problème de l'avenir de la composante pilotée des forces nucléaires stratégiques ; Caractère complémentaire des trois composantes (force aérienne, force marine, missiles SSBS) - (p. 5687) : programme poursuivi par les États-Unis et l'URSS sur les bombardiers pilotés - Missiles légers transportés - Performances du Mirage 4000 - Force de dissuasion et continuité nécessaire de la composante pilotée.

W

WIRTH (Frédéric), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° 97 (80-81)]

Deuxième partie :

Economie et budget *(suite)* - **Commerce extérieur** (1er décembre 1980) - (p. 5596) : déficit commercial de la France - Second choc pétrolier - Développement nécessaire des exportations - Rôle joué à cet égard par les Français de l'étranger et mesures prises en leur faveur au cours des dernières années - (p. 5597) : persistance cependant des difficultés des entreprises françaises à trouver des candidats au départ - Lacunes à combler : scolarisation des enfants français vivant à l'étranger - Fiscalité : loi du 19 juillet 1976 sur les plus-values immobilières ; doubles impositions - Retard dans les déroulements de carrière - Insuffisance des structures d'accueil et de soutien à l'étranger - Développement nécessaire des incitations - Propositions du Rapport Vié de 1979-1980 et absence d'application.

Y

YVON (Joseph), sénateur du Morbihan (UCDP).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de **loi** (n° **97**, 1980-1981) **de finances** pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale - **Marine marchande** (n°**100**, tome **XX**, 1980-1981) (19 novembre 1980).

INTERVENTIONS

— **Questions orales avec débat jointes : conséquences du naufrage du pétrolier « Tanio »** - (9 avril 1980) (p. 1134) : causes de l'accident : conditions atmosphériques ; état du navire - Renforcement du contrôle des navires dans les ports - Action des communautés européennes - Plan Polmar sur mer et rôle de la marine - Déclenchement tardif du plan Polmar à terre - Recherche en matière de lutte contre la pollution - Sort de l'épave du Tanio - (p. 1135) : caractère provisoire du colmatage - Rôle des remorqueurs - Rôle de la CEE pour l'élaboration d'une politique efficace de prévention.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Transports (28 novembre 1980) - Rapporteur pour avis (Marine marchande) (p. 5456) : ampleur du domaine économique intéressé par ce budget - Complexité de présentation et absence de vue synthétique - Désintérêt pour les problèmes de la mer, à l'exception des événements spectaculaires, sportifs ou dramatiques - Activité maritime et équilibre de la balance commerciale - Capacité et âge moyen de la flotte française ; capacités économiques de la France - Mesures gouvernementales et renversement de la compétitivité de l'armement maritime ; création d'un nouveau régime d'aides - Aides aux armements au cabotage - Coût élevé d'exploitation du pavillon français ; parade que représente l'internationalisation - Concurrence soviétique - Régime des pensions des marins et rapport Dufour - (p. 5457) : déclin de la construction navale ; crédits budgétaires et atténuation des conséquences sociales - Avenir de la construction navale en Europe et concurrence asiatique ; reprise des commandes au plan mondial - Contrat passé avec l'Arabie Saoudite - Construction navale et importance des armements de commerce ; rôle des petits chantiers - Grève des marins-pêcheurs et avenir de la pêche maritime ; plan de soutien national pour la pêche artisanale et industrielle - Circuits commerciaux et réforme du fonds d'intervention et d'organisation des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) - Politique communautaire et quotas de pêche ; attitude de la Grande-Bretagene ; droits spéciaux attribués à certaines régions et application à la Bretagne - Approbation du projet de budget

Examen des crédits - *Etat B* (p. 5497) : son amendement n° 225 : réduction indicative des crédits du titre III concernant le crédit affecté aux frais de contrôle des sociétés du Crédit maritime mutuel ; retiré.

Z

ZWICKERT (Charles), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques et du plan.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (7 octobre 1980) (p. 3767).

- Est élu membre de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile (19 décembre 1980) (p. 6486).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** [n° **129 (79-80)**] - (11 mars 1980) - **Art. 21** *bis* (p. 771) : son amendement N° III-296,soutenu par M. Jean-Paul Hammann : agrément des groupements fonciers agricoles par la commission départementale des structures ; devenu sans objet.

Suite de la discussion (12 mars 1980) - **Après l'art. 26** *septies* (p. 857) : son amendement N° III-223, soutenu par M. Marcel Rudloff : terres maraîchères en secteur urbain ou périurbain et droit de préemption des SAFER ; rejeté.

Deuxième lecture [n° **207 (79-80)**] - (14 mai 1980) - **Art. 22 B** (p. 1911) : son amendement N° 99, soutenu par M. Paul Séramy : contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1981** [n° **97 (80-81)**]

Deuxième partie :

Agriculture (26 novembre 1980) - (p. 5365, 5366) : questions au gouvernement concernant le Haut-Rhin : relance et forme du remembrement déclaré prioritaire ; rénovation sur le budget 1981 du centre d'information agricole d'Altkirch ; affectation de chercheurs en économie rurale au centre de Colmar de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) ; aménagement des rivières - Nécessité d'inclure les entreprises agricoles dans l'aide fiscale à l'investissement productif, situation difficile des horticulteurs et pépiniéristes français et concurrence internationale.